



5.9.685

5.9.695
PH33205

BI

105^e LIVRAISON.

PASICRISIE

DE

RECUEIL GÉNÉRAL

ET

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF.

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION JUSQU'À CE JOUR.

DEUXIÈME SÉRIE. — 1814-1840.

COURS DE BELGIQUE.

REFONTE DES COLLECTIONS BELGES :

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE BRUXELLES, PAR MM. SPEYTT ET WYNA;

ANNALES DE JURISPRUDENCE, PAR MM. SANFOURCHE-LAPORTE ET COLMANT;

JURISPRUDENCE DE BELGIQUE;

RECUEILS DES COURS EN LA HAYE, DE LIÈGE ET DE GAND; RÉDIGÉS DE L'ENREGISTREMENT,

RECUEIL HOLLANDAIS, PUBLIÉ PAR VANHAMALVELD, ETC.

AUGMENTÉE D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INÉDITS,

PAR

Le Rédacteur de la Jurisprudence de Belgique.



Bruxelles.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE.

LEIPZIG.

VÈRE MAISON.

J. P. MELINE.

1853

163
--

5.9.695
(Pl+) 33205

II

PASICRISIE.

DEUXIÈME SÉRIE. — 1814-1840.

COURS DE BELGIQUE.

APPEL.

QUATRIÈME VOLUME.

ANNÉES 1839-1840.



LA PASICRISIE CONTIENT :

PREMIÈRE SÉRIE. Jurisprudence des cours de France (y compris les Cours de Bruxelles et de Liège), depuis la création de la Cour de cassation en 1791 jusqu'à 1814.

DEUXIÈME SÉRIE. Jurisprudence des Cours de France et de Belgique de 1814 à 1840, divisée en deux parties, contenant : l'une la Jurisprudence des Cours de France, l'autre la Jurisprudence des Cours de Belgique.

TROISIÈME SÉRIE. Abonnement annuel à partir de 1841.

PASICRISIE

OU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF.

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION JUSQU'À CE JOUR.

DEUXIÈME SÉRIE. — 1814-1840.

COURS DE BELGIQUE.

REPORTE DES COLLECTIONS BELGES :

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE BRUXELLES, PAR MM. EPRUVY ET WYNS ;

ANNALES DE JURISPRUDENCE, PAR MM. SANFOURCHE-LAPOORTE ET COLMANT ;

JURISPRUDENCE DE BELGIQUE ;

RECUEILS DES COURS DE LA HAYE, DE LIÈGE ET DE GAND ; RÉCISIONS DE L'ENREGISTREMENT,

RECUEIL HOLLANDAIS, PUBLIÉ PAR VANHAELSVELD, ETC.

AUGMENTÉE D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INÉDITS,

PAR

Le Rédacteur de la Jurisprudence de Belgique.



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE.

LEIPZIG.

MÈRE MAISON.

J. P. MELINE.

1853

117

RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

COURS D'APPEL DE BELGIQUE.

1839.

11 JANVIER 1839.

SAISIE-ARRÊT. — NULLITÉ. — PAYEMENT.
— CONSIGNATION.

Une saisie-arrêt pratiquée à charge d'un débiteur entre les mains duquel il existe déjà une saisie semblable à charge du saisissant est-elle valable? (Code civil, article 1242; Code de proc., art. 505.) — Rés. nég.

La circonstance qu'il en aurait été donné mainlevée dans le cours de l'instance ne validerait pas la saisie.

La consignation est facultative et nullement obligatoire de la part du débiteur. Ainsi le créancier qui ne peut exiger que son débiteur se libère à raison d'obstacles mis au paiement entre ses mains ne peut pas non plus le contraindre à consigner⁽¹⁾. (Code civil, art. 1257 et suiv.)

Une société de commerce avait existé entre Charles et Louis Vandermeulen, sous

la raison sociale Vandermeulen, frères. — J. Deseyn avait été leur commis, notamment en 1821, 1822 et 1823.

Un jugement rendu par le tribunal de commerce de Gand, le 20 avril 1826, avait condamné les deux frères solidairement à payer à Deseyn une somme de 3,019 francs 5 centimes, avec intérêts et frais.

Le 27 mars 1837, saisie-arrêt fut pratiquée par J. Deseyn en vertu de ce jugement, entre les mains des sieurs Predhom et Deblye, à Gand, à charge de Charles Vandermeulen seul, pour une somme de 5,631 francs 3 centimes, en principal, intérêts et frais.

Le 4 avril suivant, cette saisie-arrêt fut dénoncée à Charles Vandermeulen, avec assignation en validité, devant le tribunal de Courtrai. — Parmi les différents moyens de nullité de la saisie que Charles Vandermeulen proposa, il fit valoir qu'il existait entre ses mains deux saisies-arrêts à charge du demandeur, pratiqués, l'une à la requête d'un sieur Dedonker, par exploit du 21 avril

⁽¹⁾ Voy. Bruz., 17 déc. 1845 (*Pasic.*, 1848, p. 150). Il a été jugé que le cessionnaire d'une créance saisie entre les mains du débiteur par les créanciers du cédant peut, lorsqu'il n'est point partie dans l'instance en validité des oppositions, et qu'il est d'ailleurs porteur d'un

titre exécutoire, faire saisir les meubles du tiers saisi pour le contraindre à consigner immédiatement. Voy. cass., 19 mars 1827; Roger, de la Saisie-arrêt, n° 430. Voy. aussi Bordeaux, 16 janvier 1855.

1825, et l'autre à la requête d'un sienr Huren, par exploit du 4 mai 1825, et que ces saisies-arrêts, aussi longtemps qu'elles n'étaient point levées, étaient un empêchement légal à la libération du débiteur, Charles Vandermeulen. — Ce moyen fut accueilli par le tribunal de Courtrai; mais comme dans le cours de l'instance le demandeur avait procuré la mainlevée de la saisie-arrêt de Dedonker, le tribunal se contenta de baser son jugement sur la saisie-arrêt de Huren, qui n'était pas encore levée :

« Attendu qu'en droit (porte le jugement), cette saisie-arrêt formait et forme encore aujourd'hui un obstacle à la libération du défendeur envers le demandeur des sommes qu'il pourrait lui devoir;

« Attendu que si l'on admet en jurisprudence qu'une saisie-arrêt pratiquée entre les mains d'un débiteur n'empêche pas son créancier d'agir contre lui en justice, pour le contraindre au moins à consigner à charge de la saisie-opposition, il ne serait point logique d'en tirer la conséquence qu'en pareil cas le créancier peut également contraindre un semblable débiteur par voie de saisie-arrêt;

« Que la saisie-arrêt est en effet un acte d'exécution forcée;

« Que c'est comme telles qu'elles sont placées au Code de procédure civile, sous la rubrique de l'*Exécution forcée des jugements et actes*, et qu'elles ont été qualifiées par la jurisprudence des arrêts;

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la saisie-arrêt dont le demandeur demande la validité doit être envisagée comme étant de nulle valeur, etc. » — Appel.

Durant le cours de l'instance d'appel, la saisie-arrêt de Huren, qui avait servi de base au jugement dont appel, fut également levée.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur l'appel principal :

Attendu que la saisie-arrêt est un obstacle au paiement, sinon à la consignation, de la part du tiers débiteur, des sommes ou effets saisis, puisque d'un côté elle rend le paiement fait par celui-ci invalide à l'égard du créancier saisissant, qui peut le contraindre à payer de nouveau (article 1242 du Code civil et 365 du Code de procédure), et que de l'autre elle met le créancier dans l'impuissance de recevoir;

Qu'il suit de là que le créancier ne peut, ni directement, ni indirectement, notamment par voie de saisie-arrêt, comme dans l'espèce, poursuivre le paiement de sa

créance arrêtée entre les mains de son débiteur;

Qu'à la vérité le débiteur saisi, s'il ne peut se libérer par le paiement, le peut toujours par la consignation, qui lui tient lieu de paiement; mais que ce remède, que la faveur de la libération a fait accorder au débiteur, qui ne doit pas souffrir les entraves que le créancier ou des tiers viennent apporter à sa volonté de se libérer, n'est que facultatif et nullement obligatoire;

Attendu d'ailleurs que, dans l'espèce, l'action intentée par l'intimé saisissant ne tend point à la consignation, soit des deniers ou objets saisis, soit des sommes dues par l'appelant, débiteur saisi, mais, ainsi que cela se pratique dans toute saisie-arrêt, à ce que les deniers, dont les tiers saisis feront leur déclaration, seront versés entre les mains de lui, saisissant, c'est-à-dire au paiement de sa créance, paiement qui, d'après les principes susénoncés, était devenu impossible par l'existence de deux saisies-arrêts entre les mains de l'intimé à charge de l'appelant;

Qu'il est bien vrai que ces deux saisies-arrêts ont été levées l'un dans le cours du procès en première instance, l'autre pendant l'instance d'appel, mais que ces mainlevées tardives, de nature à faire disparaître les obstacles à une nouvelle saisie-arrêt, ne sauraient valider une saisie-arrêt nulle dans son principe, alors que ces obstacles n'étaient pas encore levés;

Attendu, d'après ce qui précède, qu'il est inutile de s'occuper du mérite des autres moyens de nullité;

Attendu, quant aux conclusions subsidiaires de l'appelant en consignation, que ces conclusions, fussent-elles recevables, seraient, d'après les raisons ci-dessus édictées, dans tous les cas non fondées.

Sur l'appel incident :

Attendu qu'il n'appert point au procès que l'intimé aurait, par suite de la saisie-arrêt en question, souffert d'autre préjudice que celui résultant des frais de la procédure; que partant le premier juge, en condamnant l'appelant aux dépens pour tous dommages-intérêts, n'a pas infligé grief à l'intimé;

Par ces motifs, met les appels principal et incident à néant; déclare l'appelant principal non fondé dans ses conclusions subsidiaires.

Du 11 janvier 1859. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

GARANTIE (DEMANDE EN). — INCOMPÉTENCE RATIONNE MATERIE. — ASSOCIÉS. — ARBITRES.

L'article 181 du Code de procédure, qui veut que l'action en garantie soit portée devant le tribunal où la demande originaire est pendante, ne s'applique point au cas où le tribunal est incompetent rationne materie pour connaître de l'action en garantie. Ainsi l'associé, cité en garantie par son coassocié devant le tribunal civil, peut demander et le tribunal doit accorder le renvoi devant arbitres, lorsque l'action en garantie a pour objet une contestation pour raison de la société. (Code de proc., art. 181, 170, 424, 50, 168; Code de comm., art. 51.)

Il en serait autrement si l'action en garantie était basée sur un fait non social.

Dans la cause précédente, Charles Vandermeulen avait appelé en garantie, devant le tribunal de Courtrai, son cedebiteur solidaire, Louis Vandermeulen, afin d'y garantir, perte l'exploit, et défendre le requérant contre la demande en validité de la saisie-arrêt susmentionnée, et se voir condamner à indemniser le requérant de toutes les suites de ladite saisie-arrêt.

La demande était motivée comme suit :

« Attendu qu'il résulte de la prétention formée par le sieur J. Deseyn que ledit sieur Louis Vandermeulen a fausement allégué avoir payé sa moitié dans la dette de la société Vandermeulen frères envers ledit Deseyn ;

« Attendu que, par exploit en date du 24 juin dernier, dûment enregistré, le requérant a fait offre réelle au sieur Deseyn de la juste moitié dans les condamnations prononcées par le jugement susmentionné, et que celui-ci a refusé d'accepter les sommes offertes sous le prétexte qu'il lui reviendrait davantage ;

« Attendu que toutes prétentions de la part du sieur Deseyn devraient cesser, si le sieur Louis Vandermeulen payait également sa part dans les condamnations prononcées par le jugement susmentionné. »

Pour l'intelligence de ces motifs, il faut que l'on sache que dans l'instance qui a précédé le jugement du 20 avril 1828, servant de titre à la saisie-arrêt de Deseyn, Louis Vandermeulen, l'un des condamnés solidaires, avait seulement avoir payé sa moitié dans la créance de Deseyn : en lit, en effet, dans les qualités de ce jugement : *den verweerder Louis Vandermeulen, heeft geseyd*

reeds synen helft van 's eyschers pretentien voldaan te hebben. Toutefois le tribunal ne tint aucun compte de cette déclaration, et condamna solidairement Louis Vandermeulen aussi bien que Charles au paiement de toute la créance.

Postérieurement à la demande en validité de la saisie-arrêt de Deseyn à charge de Charles Vandermeulen, mais antérieurement à la citation en garantie de celui-ci contre son frère Louis, Charles Vandermeulen avait, par exploit du 24 juin 1837, fait des offres réelles de la moitié à J. Deseyn, qui avait refusé : « Cette somme, dit-il, ne suffit pas, M. Charles Vandermeulen me doit une somme beaucoup plus forte ; je ne sais trop que répondre ; je n'ai pas peur le moment mes pièces et titres entre les mains, et je refuse d'accepter les offres. »

L'appelé en garantie, Louis Vandermeulen, a soulevé, devant le tribunal de Courtrai, une exception d'incompétence et de litispendance, se fondant sur ce que la dette qui faisait l'objet de la demande était une dette de la société Vandermeulen, frères, qui avait existé entre parties, et que les contestations relativement à cette dette étaient de la compétence des arbitres, devant qui les parties se trouvaient en ce moment en instance à Gand.

Le 6 janvier 1838, jugement qui rejette cette exception :

« Attendu qu'il n'est pas prouvé par écrit, ni par l'évidence du fait, que la demande originaire aurait été formée dans l'espèce pour traduire le défendeur en garantie hors de son tribunal, seule exception admise par l'article 181 du Code de procédure civile. »

Le 17 janvier, appel par Louis Vandermeulen.

En droit, disait M. l'avocat général Colines, portant la parole dans cette affaire devant la Cour d'appel de Gand, en droit nous adoptons entièrement le système plaidé par l'appelant. Contrairement au jugement *à quo*, nous pensons que lorsque la question qui sert de base à une action en garantie est exclusivement de la compétence d'un tribunal exceptionnel, l'action en garantie ne doit pas suivre l'action principale devant le tribunal ordinaire. A la vérité l'article 181 porte que ceux qui seront assignés en garantie seront tenus de procéder devant le tribunal où la demande originaire sera pendante : mais cet article suppose dans le juge, saisi de la cause principale, la compétence rationne materie, quant à l'action en

garantie. Le législateur, par cet article, de même que par l'article 59, avant-dernier alinéa, n'a eu qu'une seule chose en vue, c'est de créer une exception à la règle générale consacrée par ce même art. 59 *in titlo*, qu'en matière personnelle le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile; mais il n'a pas voulu par là attribuer à des juges la connaissance des matières que par d'autres dispositions il leur a expressément enlevées. Pour donner à l'article 181 un effet aussi exorbitant, il faudrait que le législateur s'en fût clairement exprimé. Or cet article, qui d'ailleurs est de droit ancien, n'a donné lieu à aucune observation ni discussion soit au corps législatif, soit au tribunal.

A l'appui de notre opinion, nous citerons une note remarquable de Paillet sur l'article 181. Un arrêt de la Cour de Paris, du 15 mai 1837, porte, *in terminis*, que « la règle de l'art. 181 n'est applicable qu'au cas où l'action sur la garantie est de la même nature que l'action principale, et que le tribunal est compétent à raison de la matière. »

C'est conformément à ce principe que déjà, sous l'ordonnance de 1667, si le garant était privilégié, il pouvait demander son renvoi devant le juge de son privilège : l'article 8 du titre VIII en contient la mention expresse.

C'est encore conformément à ce principe qu'il a été jugé :

1° Que l'action en garantie contre un huissier signataire d'un exploit querellé de nullité doit être portée exclusivement devant le tribunal du lieu de la résidence de l'huissier, aux termes de l'article 75 du décret impérial du 14 juin 1815; et non devant le tribunal du lieu où l'action en nullité de l'exploit est pendante (Bourges, 22 décembre 1828);

2° Que le tribunal correctionnel n'est pas compétent pour connaître d'une demande en garantie formée devant lui par un individu pour contravention (Bruxelles, 22 février 1827);

3° Que le principe des articles 59 et 181 du Code de procédure cesse d'être applicable, lorsque les difficultés qui peuvent s'élever sur les demandes en garantie doivent être soumises à une autre catégorie de juge (par exemple au pouvoir administratif), par suite d'une stipulation formelle contenue dans un cahier des charges (Bruxelles, 21 octobre 1829);

Or, pour en revenir à notre espèce, l'article 51 du Code de commerce contient

également une règle absolue de juridiction : toute contestation entre associés et pour raison de la société sera jugée par des arbitres. La loi, pour nous servir des termes de l'exposé des motifs (Loché, t. 11, p. 166, n° 11), enlève aux tribunaux la connaissance des contestations entre associés; elle ordonne le jugement par arbitres. Le tribunal de commerce lui-même ne peut retenir aucune des contestations qui y sont soumises (Bruxelles, 25 janvier 1825); et quand bien même l'incompétence ne serait pas absolue (la Haye, 20 décembre 1828); du moins devrait-elle être prononcée, quand l'une des parties, comme dans notre espèce, a demandé le renvoi *in limine litis*.

Concluons de ce qui précède que l'exception d'incompétence, soulevée par l'appelant, Louis Vandermeulen, doit être admise, si la contestation entre le demandeur et le défendeur en garantie est une de celles qui, d'après l'article 51 du Code de commerce, doivent être décidées par arbitres.

Il s'agit donc d'examiner, *en fait*, s'il est vrai, comme l'appelant le soutient, que la contestation entre le demandeur et le défendeur en garantie a pour objet la question de savoir si et jusqu'à quelle concurrence Louis Vandermeulen doit concourir dans le paiement d'une dette exigée par le sieur Deseyn à charge de Charles Vandermeulen, comme solidairement tenu de la société Vandermeulen, frères, question qui serait évidemment de la compétence des arbitres.

Or nous pensons que ce n'est pas dans ce sens qu'il faut interpréter les expressions de l'exploit *en garantie*.

Ici M. l'avocat général entre dans les détails de la procédure pour prouver que c'est l'allégation de Louis Vandermeulen dans l'instance qui a précédé le jugement du 20 avril 1826, d'avoir payé sa moitié dans la créance de Deseyn, qui a servi de base à l'action en garantie, et nullement la question sociale posée par l'appelant.

Nous croyons inutile de rapporter ici ces détails qui se trouvent en grande partie énoncés dans les motifs de l'arrêt intervenu.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'action en garantie intentée par l'intimé, Charles Vandermeulen, contre l'appelant, Louis Vandermeulen, est basée, non pas sur ce que la dette, à raison de laquelle le créancier Deseyn a pratiqué une saisie-arrêt à charge de l'intimé, l'un des débiteurs solidaires, serait une dette de la société Vandermeulen.

len, frères, qui a existé entre parties, et que par conséquent l'appelant devrait en payer la moitié, contestation qui, aux termes de l'article 51 du Code de commerce, serait évidemment de la compétence des arbitres, mais sur ce que l'appelant, d'après les qualités du jugement, qui établit la créance de Deseyn à charge des deux parties solidairement, aurait allégué avoir payé sa moitié dans la dette de la société envers ledit Deseyn, et qu'il résultait de la prétention de celui-ci que cette allégation était fautive, tandis que, si elle était vraie, ou que si l'appelant payait en effet sa moitié, l'autre moitié étant offerte par l'intimé, toutes prétentions du sieur Deseyn devraient cesser ;

Attendu que l'action de l'intimé ne tend pas non plus à ce que l'appelant soit condamné à payer à Deseyn ou à lui intimé la moitié de la dette sociale, ni même à tenir l'intimé indemne pour cette moitié, mais à ce que l'appelant soit condamné à indemniser l'intimé de toutes les suites de la saisie-arrest ;

Attendu que la demande de l'intimé, ainsi formulée, n'a nullement pour objet de faire décider une contestation entre les associés Vandermeulen et pour raison de leur société, mais bien une garantie résultant du fait, qui n'a rien de social, et dont le tribunal civil de Courtrai, saisi de la contestation principale, était très-compétent pour connaître ;

Attendu que par les mêmes motifs, et encore qu'il fût prouvé que les parties sont aujourd'hui en instance devant arbitres à raison de la société ayant existé entre elles, il ne saurait y avoir litispendance sur l'objet mis en conclusions ;

Par ces motifs, ouï M. Colinez, avocat

général, en son avis conforme, met l'appel à néant, etc.

Du 11 janvier 1859. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PÉREMPTION. — OPPOSITION EXTRAJUDICIAIRE.

Un jugement par défaut auquel il a été fait opposition extrajudiciaire, mais non réitérée, demeure sujet à péremption, faute d'exécution dans les six mois de son obtention (1). (Code de proc., art. 157.)

Par jugement par défaut du tribunal d'Anvers du 29 avril 1850, le sieur Wouvermans fut condamné à payer au sieur Nanteuil une somme de 862 florins. Le jugement lui fut signifié à personne le 5 juin suivant. Le 12, opposition fut faite par acte extrajudiciaire en ces termes : « Mon « requérant s'oppose à l'exécution du jugement par défaut du 5 juin dito, protestant de ce qui serait fait au mépris de « cette opposition. » — Cette opposition ne fut pas renouvelée dans la huitaine, ainsi que le prescrit l'article 162 du Code de procédure, à peine de déchéance. — Le 22 mars 1851, la créance fut cédée au sieur Baetens, qui notifia, le 10 avril 1851, son acte de cession, avec commandement de satisfaire au jugement du 29 juin 1850. — Wouvermans assigna Baetens devant le tribunal d'Anvers en nullité de ce commandement. — Jugement du tribunal d'Anvers du 26 juillet 1851, ainsi conçu :

« Attendu que le jugement par défaut du 29 avril 1850, en vertu duquel le com-

(1) Le jugement n'est pas réputé exécuté, par cela seul que le débiteur a eu connaissance du jugement ; il faut un acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement lui a été connue. Dans le cas de la simple notification du commandement et de l'opposition formée par le débiteur à ce commandement, il y a bien, de la part de l'opposant, connaissance du jugement, mais non connaissance de l'exécution. — Cela posé, dit Reynaud, si l'opposition est faite par exploit contenant assignation, elle constitue une instance, et comme le créancier ne peut pas exécuter ni préjudice de cette opposition, le jugement par défaut ne tombera pas en péremption faute d'exécution dans les six mois. Mais si l'opposition est formée par acte extrajudiciaire, et qu'elle ne soit pas renouvelée dans la huitaine, le jugement se périmera par six mois, puisque le créancier pouvait l'exécuter aux termes de l'ar-

ticle 162 du Code de procédure (Lyon, 4 septembre 1810 ; Merlin, *Répert.*, v° *Péremption*, sect. 2, § 1^{er}, n° 16 ; Dalloz, t. 18, p. 411 ; Reynaud, *Tr. de la péremption*, n° 147). — Boncenne, n° 125, p. 176 de l'édition belge, pense que lorsque le défaillant intervient personnellement, et que son intervention apparaît par des déclarations qui lui sont propres, le jugement est nécessairement aussi connu qu'il le serait par l'exécution la plus achevée, et il enseigne que l'opposition au jugement par simple acte extrajudiciaire empêche la péremption. (Voy. dans ce sens Lyon, 4 fév. 1825 et Poitiers, 29 avril 1825 ; Dalloz, t. 18, p. 411.) — La loi, dans l'art. 157, n'a en vue, dit cet auteur, que de prévenir les surprises qui pourraient résulter au préjudice du défaillant de la construction des significations. Voy. aussi Carré-Chauveau, n° 665.

mandement du 10 avril 1834 a été fait, n'a pas été exécuté dans les six mois ;

« Attendu que l'opposition formée contre ledit jugement par acte extrajudiciaire du 12 juin 1830, opposition qui n'a pas été réitérée avec constitution d'avoué, ne peut avoir pour effet d'écarter la péremption établie par l'article 156 du Code de procédure, ce qui devient saillant, si l'on considère que l'article 162 du même Code dit que si l'opposition n'a pas été réitérée dans le délai prescrit, l'exécution du jugement sera continuée sans qu'il soit besoin de la faire ordonner ; d'où il suit que le jugement par défaut est remis dans le même état où il était avant l'opposition faite par acte extrajudiciaire, et que par conséquent il est susceptible d'être périmé ;

« Par ces motifs, le tribunal déclare nul le commandement fait au demandeur par acte du 10 avril 1834, etc. »

Pour justifier son appel, le sieur Baetens a pris la conclusion suivante fondée sur ce que « le législateur a eu pour but unique, dans les articles 156, 158 et 159 du Code de procédure, de prévenir les surprises résultant de la soustraction des significations, d'empêcher que le défaillant ne soit victime d'une procédure clandestine contre laquelle il n'a pas eu les moyens de se défendre, et qu'un jugement par défaut ne devienne définitif à son insu ; que pour atteindre son but il a prescrit que le défaillant ne serait déchu de son droit d'opposition que quand il aurait été tellement averti de l'existence du jugement, qu'il ne pourrait plus prétexter l'avoir ignoré, ni avoir été surpris ; qu'il suit de ce qui précède que, quand il y a eu opposition formée au jugement, il ne peut plus y avoir lieu à l'application des articles 156, 158 et 159, dont le but est rempli ; — Qu'il s'agit alors de l'application de l'article 162 ; qu'il résulte de cette disposition que si l'opposition n'est pas renouvelée dans la huitaine, elle est non recevable ; que partant le jugement devient définitif et non susceptible de péremption ; que cette déchéance infligée à la partie défaillante est fondée sur ce que, n'ayant pas rempli les formalités que la loi prescrivait, elle est censée avoir renoncé à une opposition ; qu'on ne peut admettre un système contraire sans perpétuer la voie d'opposition et sans rendre illusoire la fin de non-recevoir prononcée

contre toute opposition tardive ; subsidiairement, sur ce que l'acte par lequel l'intimé s'est opposé à l'exécution du jugement en litige, en protestant de nullité de ce qui se ferait au mépris de cette opposition, est un acte duquel il résulte qu'il a connu son exécution dans les cas de l'article 154 ; que c'est là l'effet donné à un pareil acte par la jurisprudence ; que, dans tous les cas, cet acte d'opposition doit être considéré, d'après les motifs et le but du législateur, comme l'équivalent de l'acte dont parlent les termes de l'article 159, et comme le remplaçant à tous égards ; qu'en effet si l'appelant n'a pas donné connaissance du jugement à l'intimé, par une exécution réelle, c'est que celui-ci a'y est opposé d'une manière formelle, attestant qu'il en avait connaissance ; qu'il suit de tout ce qui précède que le jugement ne pouvait plus tomber en péremption.

AAAR.

LA COUR. — Déterminée par les motifs du premier juge, met l'appellation à néant, etc.

Du 12 janvier 1839. — Cour de Brux.
— 4^e Ch.

1^o DEGRÉS DE JURIDICTION. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — 2^o CONGÉ-DÉFAUT. — OPPOSITION. — ACTION NOUVELLE.

1^o La demande reconventionnelle en dommages-intérêts formée par le défendeur, pour calomnies dirigées contre lui dans la requête présentée afin d'obtenir l'urgence, ne peut-elle être considérée comme un accessoire de la demande, et partant doit-elle entrer en ligne de compte pour apprécier la recevabilité de l'appel ?

2^o Le demandeur contre lequel il a été obtenu un congé-défait peut-il négliger la voie de l'opposition, et porter sa demande devant le juge par action nouvelle (1) ?
— Rés. aff.

Le sieur Bonnevie avait fait assigner le sieur Mancel devant le tribunal de Bruxelles en paiement d'une somme de 105 francs 95 centimes, pour confection d'une toiture.

(1) Voy. dans ce sens Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. 1^{er}, p. 154, n^o 114, de l'édi-

tion belge. Voyez aussi Chauveau sur Carré, n^o 617.

— Au jour fixé pour la plaidoirie, congé d'audience fut prononcé à la demande du défendeur contre le demandeur, dont l'avoué était retenu par le règlement du rôle d'une autre chambre. — Bonnevie assigna de nouveau Mancel aux fins que dessus. — Celui-ci opposa une fin de non-recevoir, soutenant que Bonnevie aurait dû se pourvoir par voie d'opposition contre le jugement de congé d'audience et non par action nouvelle : il conclut reconventionnellement à 2,000 fr. de dommages-intérêts à charge du demandeur et de son avoué, pour avoir, d'après lui, posé des faits calomnieux dans la requête qu'ils avaient présentée à M. le président du tribunal, afin d'obtenir la permission d'assigner à bref délai. — Sur ce, jugement du 28 juin 1837, ainsi conçu :

« Vu les articles 134 et 137 du Code de procédure ;

Attendu qu'un jugement rendu sur le défaut du demandeur de comparaitre, nommé en pratique *congé-défaut*, diffère du jugement rendu contre le défendeur non comparant, en ce que la première de ces espèces de jugements n'a d'autre effet que de renvoyer le défendeur hors d'assignation sans examiner le fond de la demande que le demandeur est censé abandonner, tandis que dans le cas d'un jugement par défaut de la seconde espèce, il y a adjudication de conclusions qui doivent être vérifiées :

« Attendu que l'opposition à un jugement par défaut est un acte de pourvoi devant le même juge qui a rendu ce jugement, à l'effet de rapporter sa décision ;

« Attendu que le demandeur contre lequel a été rendu un jugement de congé-défaut, et qui par suite reproduit le fond de la demande par action nouvelle, acquiesce par là au jugement de congé-défaut rendu contre lui, et reconnaît qu'il n'est pas fondé à se pourvoir contre le jugement qui a terminé l'instance. »

Appel du sieur Mancel.

Pour l'appelant il fut pris la conclusion suivante :

Attendu que pour déterminer le premier ou le dernier ressort, il faut examiner uniquement quelles sont les conclusions qui ont été prises devant le premier juge ; qu'il importe peu d'examiner soit l'origine, soit le fondement d'icelles, puisque cela ne peut entrer en aucune considération, quant à la question actuelle, vu que le juge du fond pourra seul les apprécier ; attendu qu'il est de jurisprudence que les conclusions reconventionnelles, soit seules, soit réunies au principal et excédant dans les deux cas la

somme de 1,000 fr., rendent toute affaire appellable ; qu'ainsi aucune fin de non-recevoir ne peut être opposée à l'appel sur la question du fond ; attendu que l'intimé a déjà intenté, par exploit du 16 juin, une action du chef de la même demande ; que cette affaire ayant été portée au rôle, l'appelant a obtenu contre l'intimé un jugement par défaut ou de congé d'audience ; qu'ainsi tant que ce jugement n'aura pas été réformé par la voie légale, il fait nécessairement obstacle à toute action ultérieure du chef de la même cause ; que la seule voie à suivre est la voie d'opposition ; qu'ainsi à défaut de cette dernière voie l'intimé n'est pas recevable à intenter une nouvelle action pour le même fait en présence du prédit jugement.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le premier juge a été saisi de la demande de 2,000 fr. formée par l'opposant Mancel ; que cette demande prenait son fondement dans un fait antérieur à la citation introductive de l'instance actuelle ; qu'ainsi ladite demande de 2,000 fr. ne peut être considérée comme un accessoire de celle introduite ; que, par une conséquence ultérieure, la décision qui interviendra sur le fond sera susceptible d'appel ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que la fin de non-recevoir opposée par le défendeur en opposition n'est pas fondée ;

Au fond, déterminée par les motifs repris au jugement dont appel, M. le substitut Cloquette entendu, rejette la fin de non-recevoir au fond ; reçoit l'appelant opposant ; le déboute de son opposition, etc.

Du 12 janvier 1839. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

PROSTITUTION (MAISON DE).

Gand, 14 janvier 1839. — Cet arrêt est rapporté avec l'arrêt de la Cour suprême du 24 mars 1840.

CALOMNIE. — ACTION CIVILE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — TRIBUNAUX ORDINAIRES. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux ordinaires sont compétents pour connaître directement d'une action en réparation civile intentée à raison

d'imputations calomnieuses dirigées par la voie de la presse (1).

Le sieur Deruysscher croyant avoir à se plaindre d'articles offensants et calomnieux pour lui insérés dans le journal le *Méphisotophèle*, assigna l'éditeur, le sieur Parys et autres, devant le tribunal de Bruxelles, en réparation civile, et conclut à 25,000 fr. de dommages-intérêts de ce chef. — Le conseil des défenseurs soutint que s'agissant d'un fait de presse et de ses conséquences, le jury, d'après l'intention bien évidente du congrès, manifestée par les articles 18 et 98 de la Constitution, était seul compétent, et il prétendit que dans ces sortes de débats la législature n'avait voulu admettre que le jugement du pays. Il argumentait encore de l'article 11 du décret du 20 juillet 1831 et il en inférait que le jury était appelé évidemment à décider seul de toute question de presse.

Jugement ainsi conçu :

« Attendu que, d'après les règles de notre droit criminel, la partie lésée par un crime ou délit a deux actions pour en poursuivre la réparation, et qu'il lui est libre de se pourvoir directement par la voie civile devant les tribunaux ordinaires ou par intervention devant les tribunaux de répression; que cette faculté résulte de l'article 5 et autres du Code d'instruction criminelle;

« Attendu que le décret du 20 juillet 1831, sur la presse, qui n'a pour objet de régler cette matière qu'en ce qui concerne la vindicte publique, ne contient aucune dérogation à ces règles, et que si on avait voulu introduire une semblable innovation on en trouverait une trace quelconque soit dans le rapport, soit dans les discussions sur cette loi;

« Attendu que ce décret ne contient aucune disposition incompatible avec le maintien de l'action géménée qui, d'après ce qui précède, appartient à la partie lésée;

« Que l'on argumente en vain de celle de l'article 11, puisque si le jury doit d'abord s'occuper de la question de savoir si la personne présentée comme auteur du délit l'est

réellement, c'est toujours dans l'ordre de statuer sur la répression publique, et *pro subjecta materia*, et parce que devant la justice criminelle il importe que ce soit le vrai coupable qui soit atteint, ce qui n'est pas requis avec une égale rigueur en matière de responsabilité civile;

« Par ces motifs, le tribunal, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs exprimés au jugement dont est appel, M. le premier avocat général Delebecque entendu et de son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 16 janvier 1839. — Cour de Bruxelles. — 5^e Ch.

ÉTRANGER. — JUGEMENT ANGLAIS. — EXÉCUTION. — SAISIE-ARRÊT. — MAINLEVÉE. — COMPÉTENCE.

Les articles 546 du Code de procédure civile et 2128, 2128 du Code civil, sur l'exécution en Belgique des jugements étrangers, sont applicables aux jugements anglais (2).

Les tribunaux belges ne sont pas tenus de juger les contestations civiles entre Anglais relatives à des obligations contractées entre eux en Angleterre, et à l'égard desquelles le défendeur, qui n'a pas son domicile légal en Belgique, décline leur juridiction (3).

Dans cet état de choses, la mainlevée de la saisie-arrêt pratiquée avec permission du juge belge entre les mains d'un regnicole, sur deniers appartenant à l'étranger, défendeur, peut être demandée aux tribunaux du pays (4).

Le 17 février 1832, le sieur Cauty s'est reconnu débiteur envers le sieur Depouy d'une somme de 300 livres sterling. — L'acte passé en Angleterre est sous forme authentique. Depuis, Cauty est venu habi-

(1) Jurisprudence constante. Voy. *Pasic. belge*, 1849, p. 196 et 203; Brux., 22 avril 1840 (*Pasicrisis*, p. 357).

(2) Voy. dans ce sens Brux., 18 nov. 1835. *Contrà*, Brux., cass., 12 mars 1840, et la note; Brux., 13 juin 1840 et 22 mars 1845 (*Pasicrisis*, p. 109); Carré, n° 1899.

(3) Voy. *Rev. des revues de droit*, 1. 1^{er}, p. 62.

(4) Voy. *conf.* Aix, 6 janv. 1831. Un arrêt de

la Cour de Bordeaux du 16 août 1817 a cependant décidé que les tribunaux français étaient incompétents pour accorder à un étranger la permission de saisir-arrêter en France les sommes appartenant à un autre étranger, son débiteur, lorsque d'ailleurs le fond de la contestation n'est pas de leur compétence. Voy. aussi, en ce sens, Aix, 13 juillet 1831; Roger, *de la Saisie-arrêt*, n° 130.

ter Bruxelles et y a transporté le siège de sa fortune. Des capitaux furent déposés par lui chez le banquier Engler. — Depouy fit pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de ce dernier, et assigna Cauty en validité devant le tribunal civil à Bruxelles. — Le saisi conclut à l'incompétence du tribunal.

Jugement ainsi conçu :

« Attendu qu'il s'agit d'obligations contractées entre étrangers en pays étrangers; »
 « Attendu, en droit, que, quelles que soient les considérations de morale et d'équité qu'on peut faire valoir en faveur de la compétence des tribunaux belges, elles ne peuvent suppléer à l'imprévoyance du législateur, et ne font qu'accuser le silence de la loi belge en matière de compétence dans le cas de la question;

« Attendu qu'on est généralement d'accord que les articles 14 et 15 du Code civil n'y sont pas applicables; que de là dérivent deux conséquences : la première, qu'on ne peut tirer des dispositions positives des articles 14 et 15 du Code civil aucune induction par rapport aux procès entre étrangers; la seconde, que ces cas sont régis par les principes généraux auxquels le Code civil et le Code de procédure ne dérogent pas, qui consistent dans les maximes que *chacun doit être attrait en justice devant son juge naturel; qu'on refuse légalement d'obéir à la juridiction du magistrat qui l'étend hors de son territoire, soit sur les personnes, soit sur les choses;*

« Attendu que la juridiction et le pouvoir judiciaire sont une partie de la souveraineté; que celle-ci ne peut exercer son empire ni sur les personnes qui ne sont pas ses sujets, ni sur leurs biens mobiliers qui suivent la personne, ni sur les immeubles situés hors du territoire, surtout lorsqu'il s'agit d'un acte passé entre étrangers dans un pays étranger, à une époque à laquelle aucun d'eux ne s'était pas même encore tacitement soumis à la souveraineté d'un autre pays que sa patrie, par la résidence la plus passagère;

Qu'admettre dans ce cas l'influence et l'autorité de la souveraineté qui n'est pas celle de la patrie de l'étranger serait donner à son autorité un effet rétroactif;

« Attendu que du moment que le principe de l'incompétence est admis par le tribunal, quant au fond du droit des parties, il en résulte que le tribunal ne peut connaître ni de la validité de la saisie-arrêt, ni des dommages-intérêts réclamés par le défendeur;

« Par ces motifs, le tribunal se déclare incompétent. »

Appel principal. Appel incident, en ce que le juge avait omis de statuer sur la mainlevée de la saisie.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'appelant et l'intimé sont Anglais; que l'intimé, défendeur originaire, n'a pas de domicile légal en Belgique; que la demande en payement formée par l'appelant a pour cause une obligation purement civile contractée en pays étranger, et que, d'autre part, les condamnations qu'il pourrait obtenir en Angleterre sont susceptibles d'être rendues exécutoires en Belgique, en vertu des articles 540 du Code de procédure civile, et des articles 2125 et 2128 du Code civil;

Que dans ces circonstances, et aucune loi n'imposant aux tribunaux belges l'obligation de juger les différends entre étrangers, c'est avec raison que le premier juge a admis, sous le rapport du fond de la contestation, l'exception d'incompétence proposée par l'intimé.

Sur l'appel incident :

Attendu que la saisie-arrêt est tout à la fois une mesure conservatoire et un acte d'exécution;

Attendu que l'appréciation de pareils actes posés en Belgique, même par un étranger envers un étranger, est nécessairement, et par la nature même des choses, de la compétence des tribunaux belges;

Qu'il serait exorbitant, en effet, de contraindre l'étranger sur lequel une saisie-arrêt a été pratiquée, de recourir aux tribunaux de son pays pour arrêter les effets d'un acte d'exécution posé en Belgique, en vertu des lois belges;

Attendu que dès lors que le saisissant étranger ne produit aucun titre exécutoire en Belgique et que les tribunaux belges sont incompétents pour apprécier le fond de la contestation, il en résulte que la saisie-arrêt, ne reposant sur aucune base légale, est inopérante et doit être déclarée nulle;

Par ces motifs, M. l'avocat général Delebecque entendu, met l'appel principal à néant, et statuant sur l'appel incident, met le jugement dont appel à néant, en ce qu'il n'a pas déclaré nulle la saisie-arrêt pratiquée par l'appelant à charge de l'intimé; émendant, déclare ladite saisie-arrêt nulle...

Du 16 janvier 1839. — Cour de Brux. — 3^e Ch.

CHASSE. — DÉLIT. — PRESCRIPTION.

Lorsqu'un tribunal s'est déclaré incompétent pour statuer sur un délit de chasse, il y a prescription du délit si plus d'un mois s'écoule sans nouvelles poursuites (1).
(Loi des 28-30 avril 1790.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les délits de chasse se prescrivent par un mois; qu'à la vérité le prévenu a été cité devant le tribunal de Namur dans le délai, mais que ce tribunal s'est déclaré incompétent;

Attendu que si la citation devant un tribunal incompétent a en pour effet d'interrompre la prescription, néanmoins l'action du ministère public aurait dû être exercée dans le mois à partir du jugement d'incompétence rendu le 8 décembre 1858;

Attendu qu'il résulte de la citation que le prévenu n'a été réassigné que le 9 janvier; qu'ainsi plus d'un mois s'est écoulé entre la nouvelle assignation et la prononciation du jugement prémentionné;

Par ces motifs, déclare l'action prescrite, etc.

Du 17 janvier 1859. — Cour de Liège.

RÉCUSATION.

Bruxelles, 18 janvier 1859. — Voy. rejet, 24 juillet 1859.

1° COMPÉTENCE. — DEMANDE CONNEXE. —
2° PRESCRIPTION. — TIERS ACQUÉREUR. —
HYPOTHÈQUE. — 3° FAUQUEMONT (PAYS DE). —
COUTUME. — DROIT ROMAIN. — 4° ÉVO-
CATION. — INCOMPÉTENCE.

1° *La demande en titre nouvel et en déclaration d'hypothèque peut-elle être portée au tribunal du tiers détenteur?* (Code de proc., art. 59.) — Rés. aff.

2° *Dans les pays où le droit romain avait force de loi, le tiers acquéreur d'un fonds affecté à une rente en prescrivait-il l'af-*

franchissement par trente ans, bien que la rente fût servie par le débiteur (2). — Rés. aff.

3° *Au pays de Fauquemont on suivait le droit romain dans le silence de la coutume.*

4° *Lorsque les parties ont pris devant le premier juge et en appel des conclusions au fond, et plaidé sur le mérite d'icelles, la Cour qui infirme le jugement de première instance, par lequel le juge s'était déclaré incompétent, peut-elle éroquer (3)?* (Code de proc., art. 472.) — Rés. aff.

Par un acte notarié du 14 mai 1727, G. Fabricius avait constitué, au profit du sieur Buyrette, une rente de 162 flor. et lui avait donné en hypothèque ses cense, prés, etc., de Wolphaegen, pays de Fauquemont.

Le 7 octobre 1749, sa fille vendit à Adam Fabricius, son oncle, la propriété, libre de toutes charges: l'acte de vente fut réalisé à Schinnen le 12 août 1757.

Les représentants de G. Fabricius ont payé exactement cette rente jusqu'en 1834, époque à laquelle ils devinrent insolubles.

Alors les autres représentants de Buyrette, créancier primitif, assignèrent la dame Depotesta, héritière d'Adam Fabricius, ainsi que son mari, devant le tribunal de Liège, pour entendre dire et déclarer que les biens susmentionnés étaient l'hypothèque spéciale de leur rente et que la dame Depotesta en était tenue personnellement.

Celle-ci répondit qu'elle ne pouvait être obligée personnellement au service de la rente, puisqu'elle ne représentait pas G. Fabricius, et que l'hypothèque des demandeurs était éteinte par la prescription de trente ans admise par le droit romain en vigueur dans le pays de Fauquemont, dans le silence de la coutume. — Le 20 mai 1836, jugement ainsi conçu:

« Dans le droit, il s'agit de décider 1° si le demandeur est fondé à demander que les défendeurs passent titre nouvel de la rente dont s'agit, et si ceux-ci sont personnellement obligés au service de ladite rente; 2° si, en cas de négative, le tribunal est compétent pour connaître de l'action en déclaration d'hypothèque:

(1) Voy. Mangin, n° 356; Bonjean, Code de la chasse, n° 409; Paris, cass., 4 août 1831 et 13 janv. 1837 (Pasic., et la note).

(2) Voy. Merlin, Rép., v° Prescription, sect. III, § 2, n° 2, p. 261, t. 24; Stockmans, déc. 83;

Polet, Arr. du parlement de Flandre.

(3) Voy. Brux., 1^{re} déc. 1858 (Pasic. belge, à cette date), et Revue des revues de droit, 1859, 1^{re} livr.

« Attendu en fait que, par acte passé devant le notaire Faure, le 14 mai 1727, révisé à la cour féodale et allodiale du comté de Dolhem, le 3 décembre, Fabricius a constitué au profit de P. Buyrette une rente perpétuelle de 162 florins, pour sûreté de laquelle il a constitué en hypothèque sa ferme, près et terre de Wolfhaegen situés au village de Schinnen, pays de Fauquemont;

« Attendu que, par acte du 9 octobre 1749, Marie Fabricius, fille et héritière de G. Fabricius, a vendu ladite ferme à Adam Fabricius représenté par les défendeurs, sans faire nulle mention de ladite rente;

« Attendu, sur la première question, que les demandeurs n'ont fourni aucun adinivucule de preuve tendant à établir que les défendeurs seraient les représentants à titre personnel de G. Fabricius, débiteur originaire de la rente, ni de ses héritiers; qu'ainsi les défendeurs ne peuvent être tenus personnellement au service de la rente dont il s'agit, ni obligés d'en passer titre nouvel;

« Attendu, sur la seconde question, que l'action des demandeurs tend principalement à faire déclarer que la ferme de Wolfhaegen, vendue libre de charges en 1749 à Adam Fabricius, est hypothéquée à la sûreté de la rente de 126 florins constituée en 1727; qu'ainsi cette action est purement réelle;

« Attendu qu'aux termes de l'article 59 du Code de procédure, le défendeur doit, en matière réelle, être assigné devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux, qui, dans l'espèce, est situé dans la province de Limbourg;

« Attendu que si, en matière mixte, l'action peut être portée ou devant le juge de la situation ou devant celui du domicile du défendeur, cela n'est applicable que lorsque la nature de l'action est en soi-même tout à la fois réelle et personnelle, mais qu'il ne peut en être de même lorsque, comme dans l'espèce, on a joint à une action purement réelle des chefs de demande évidemment non fondés;

« Que si on pouvait considérer une demande comme mixte par la raison qu'on ajouterait à une conclusion purement réelle un chef de demande personnelle, il dépendrait toujours du demandeur de frauder la loi et de dessaisir ainsi le juge de la situation de l'objet litigieux, ce qui peut être d'autant moins toléré dans l'espèce, qu'il est sensible que la demande tendante à ce que les défendeurs soient tenus per-

sonnellement du service de la rente est incohérente, puisque si cette demande était fondée, celle tendante à faire déclarer que la ferme de Wolfhaegen, dont ils sont propriétaires, est affectée hypothécairement au service de la même rente serait sans objet;

« Attendu que l'ordre des juridictions étant de droit public, les tribunaux sont obligés de se déclarer incompétents sur les points qui ne sont pas de leur juridiction, alors même que leur incompétence n'est pas proposée par les parties;

« Attendu qu'il n'y a pas d'obstacles à ce que le tribunal prononce sur les points de la demande qui sont purement personnels, et qu'il prononce son incompétence sur l'action purement réelle qui lui est soumise;

« Le tribunal déclare les demandeurs non fondés dans leur demande tendante à faire déclarer les défendeurs personnellement obligés au service de la rente de 162 florins 66 cent., de même que dans leur demande ayant pour objet d'obtenir des défendeurs titre nouvel, et se déclare incompétent pour connaître de l'action en déclaration d'hypothèque.»

Sur l'appel, les intimés n'ont pas discuté la décision du tribunal pour ce qui concerne l'incompétence; ils ont au contraire conclu au fond sur l'action en déclaration d'hypothèque.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'action intentée par les appelants tendait à faire déclarer que les intimés étaient personnellement débiteurs de la rente ou qu'ils en étaient hypothécairement tenus comme tiers détenteurs; que ces deux chefs de demande étant connexes entre eux ont pu être compris dans une seule et même action; que c'est donc à tort que les premiers juges ont scindé la cause et décliné d'office leur compétence pour connaître de la demande en déclaration d'hypothèque;

Considérant que le domaine de Wolfhaegen donné en hypothèque spéciale de la rente dans l'acte constitutif du 14 mai 1727 est situé au pays de Fauquemont où le droit romain était suivi dans le silence de la coutume; que, d'après les lois 5 et 7, Code, de prescript. 30 et 40 ann., l'action hypothécaire se prescrivait par trente ans lorsque le bien grevé était possédé par un tiers acquéreur;

Considérant que, par acte de vente révisé en 1739, l'auteur des intimés a acquis le domaine de Wolfhaegen libre de toutes charges, qu'il l'a possédé paisiblement ainsi

que les intimés jusqu'en 1834, et par conséquent pendant un laps de temps plus que suffisant pour opérer la prescription; qu'en vain les appelants prétendent avoir été dans l'impuissance d'agir par suite du paiement régulier de la rente, car rien ne les empêchait de s'adresser au tiers détenteur pour faire reconnaître leur droit hypothécaire dans le cours des trente années qui ont suivi la réalisation du contrat d'acquisition;

Considérant que les parties ont conclu et plaidé sur ces deux chefs de demande, tant en première instance qu'en appel, et que la matière étant disposée à recevoir une décision définitive, il y a lieu de prononcer par un seul et même arrêt, aux termes de l'article 473 du Code civil;

Par ces motifs, ... déclare que les premiers juges étaient compétents; faisant droit au fond, déclare les intimés bien fondés dans leur exception de prescription, etc.

Du 21 janvier 1839. — Cour de Liège.

PRIVILÈGE. — PROPRIÉTAIRE.

Le propriétaire, quelle que soit d'ailleurs la forme de bail, a droit d'être colloqué, par privilège, avant toute créance, et même avant les frais de poursuites, sur le prix de vente des objets saisis sur son fermier, pour le montant des fermages échus et de l'année courante (1).

En 1834, Demarche fit l'acquisition d'une ferme située à Ell, arrondissement de Diekirch, que les frères Mercier occupaient depuis 1830, à titre de bail sous seing privé n'ayant pas de date certaine.

Le 9 janvier 1836, Demarche a fait ultérieurement rédiger le bail en forme authentique, et cet acte énonce que le bail a pris cours le 1^{er} avril 1834, et qu'il est fait pour un terme de neuf années; que le fermage, fixé à 2,000 francs, sera payable, par anticipation, le 1^{er} avril de chaque année.

Les preneurs ont reconnu qu'une année de fermage était échue depuis le 1^{er} avril 1835, et ils se sont obligés à en faire le paiement à la première réquisition du bailleur.

Dans le courant de mars 1836, le sieur

Jackson, créancier des frères Mercier, fit saisir et vendre leurs bestiaux, et consigner le produit de cette vente, s'élevant à 2,097 francs 92 c., au bureau des consignations, à Diekirch.

Dans cet état de choses, Demarche a demandé à être colloqué par privilège, sur le prix de la vente des bestiaux, pour la somme de 2,087 francs 73 c., montant des fermages échus et de l'année courante.

Le juge-commissaire accueillit cette demande; mais, sur le contredit de Jackson, le tribunal de Diekirch, par jugement du 28 mars 1838, a déclaré que Demarche n'avait pas de privilège pour le loyer de l'année dans laquelle la saisie du mois de mars 1836 avait été pratiquée. — Appel.

« Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 2102, n° 1, du Code civil, combinées avec celles de l'article 819 du Code de procédure civile, que le propriétaire a un privilège pour les fermages et loyers échus, quelle que soit d'ailleurs la forme du bail; qu'en donnant à la loi une interprétation purement textuelle qui limite l'exercice du privilège à une année à échoir, dans le cas où le bail n'a pas date certaine, on dénie par là même au bailleur un droit de préférence pour l'année courante; ce qui est tout à la fois contraire à la nature des choses, à l'usage et à l'équité; qu'en vain l'on appréhende le danger de la fraude et de la collusion pour les créanciers légitimes du preneur: car l'état de jouissance est un fait notoire qu'il est facile de vérifier, de même que le prix et les autres conditions de la location; qu'au surplus, l'existence du privilège en question se révèle clairement dans l'article 819 du Code de procédure civile, qui permet de saisir-gager pour tous loyers ou fermages dus au propriétaire, et de revendiquer les meubles pour conserver son privilège, soit qu'il y ait bail ou qu'il n'y en ait pas;

« Qu'il suit de ce qui précède que les premiers juges sont tombés dans l'erreur en refusant à l'appelant un droit de préférence pour la créance par lui réclamée;

« Considérant que l'intimé ni avoué pour lui ne sont comparus pour répondre aux griefs d'appel;

« Par ces motifs, donne défaut, ordonne que l'appelant sera colloqué par privilège »

(1) Voy. conf. cass., 28 juillet 1824 et 6 mai 1833; Trop long, *Tr. des hypoth.*, t. 1^{er}, n° 156; Duranton, t. 18, n° 92, édition belge. — Voyez *contr.*, Bordeaux, 12 juin 1825; *Tarrible, Rép.*,

v° *Privilège*, sect. III, § 2, art. 5; Grenier, t. 2, n° 509, et Persil, sur l'article 2102, n° 14 et 15. Voy. *Brux.*, 7 déc. 1839.

avant toute créance, et même avant les frais de poursuite, pour les fermages dont il s'agit, etc. » — Opposition.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs énoncés dans ledit arrêt, déboute l'intimé de son opposition.

Du 22 janvier 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

BÉNÉFICES SIMPLES.

Liège, 23 janvier 1839. — Voy. *Pasic.*, 1811, p. 24 et 173.

1^{re} SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — APPEL. — DÉLAI. — 2^o EXPROPRIATION FORCÉE. — BIENS SITUÉS DANS DIFFÉRENTS ARRONDISSEMENTS. — 3^o HYPOTHÈQUE. — DÉSIGNATION INSUFFISANTE. — NULLITÉ. — TIERS.

1^o *L'appel d'un jugement, qui statue sur des moyens de nullité proposés contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire, est valablement notifié à l'auteur du saisissant* (1). (Code de proc., articles 753 et 754.)

2^o *L'article 2110 du Code civil, qui veut que la rente forcée des biens situés dans différents arrondissements ne puisse être provoquée que successivement, ne s'applique pas au cas où un créancier a deux hypothèques spéciales pour deux créances distinctes. La loi ne défend pas à un tel créancier de poursuivre simultanément l'expropriation des deux biens hypothéqués, bien qu'ils soient situés dans différents arrondissements.*

3^o *La disposition de l'article 2129, qui exige pour la validité de l'hypothèque une indication suffisante du bien hypothéqué, n'est introduite que dans l'intérêt des tiers. Le débiteur ne peut invoquer la nullité résultant de l'insuffisance de la désignation* (2).

Par acte notarié en date du 17 février 1824, le gouvernement des Pays-Bas prêta, aux frères Louis et J. B. Dooms, une somme de 100,000 florins à l'intérêt de 3 pour cent l'an, remboursable par moitié le 30 avril 1826 et le 30 avril 1827 : pour sûreté ils donnèrent en hypothèque leurs biens situés à Lessines (arrondissement de Tournai).

Par acte notarié en date du 9 septembre 1824, le gouvernement leur prêta une seconde somme de 100,000 florins à 3 pour cent, remboursable par moitié le 30 avril 1828 et le 30 avril 1829, pour sûreté de laquelle somme, comme aussi pour sûreté de pareille somme prêtée au mois de février précédent, ils ont rapporté en hypothèque première et spéciale, 1^o le château de Lede (arrondissement de Termonde) ; 2^o les biens de Lessines. — Le premier remboursement de 50,000 florins, qui devait se faire le 30 avril 1826, n'ayant pas eu lieu, de nouveaux délais furent accordés par acte notarié du 2 octobre 1827, acte ratifié surabondamment par celui du 27 février 1828, en telle sorte qu'un premier paiement de 20,000 florins devait se faire le 30 avril 1833, et ainsi de suite d'année en année jusqu'en 1842, en considération desquels nouveaux délais les frères Dooms donnèrent encore en hypothèque spéciale et supplémentaire, le bois de Lamotte, située en la commune de Lombise. — Le 25 février 1837, commandement fut fait à Louis Dooms de payer les 4/10 des 200,000 florins échus les 30 avril 1833, 1834, 1835, 1836, avec les intérêts, faute de quoi, y est-il dit, il sera procédé à la saisie des immeubles hypothéqués. — Ce commandement a été renouvelé dans les mêmes termes, le 23 août 1837, à Louis Dooms, et les 23 et 24 août 1837 aux syndics provisoires à la faillite de J. B. Dooms. Les débiteurs, n'ayant pas satisfait auxdits commandements, la somme de 200,000 florins est devenue exigible. En conséquence, par exploit en date des 22 et 23 septembre 1837, les biens de Lessines ont été saisis à la requête du ministre des finances de Belgique. — L'adjudication préparatoire des biens de Lessines devait avoir lieu, au tribunal de Tournai, le 21 avril 1838. — Par procès-verbal en date des 8, 11, 14 et 22 novembre 1837, le château de Lede fut saisi, à la requête du même minis-

(1) Voy. conf. cass. franç., 8 août 1809 ; Toulouse, 2 avril 1811 ; cass., 23 mai 1815. Carré, *Lois de la procédure*, n° 3290 ; Thomine, n° 825 ; Bioche, v° *Saisie immobilière*, n° 485 ; Merlin,

Quest., v° *Domicile élu*, § 3, n° 6.

(2) Voy., anal. en ce sens, cass. franç., 12 novembre 1828.

tre des finances. L'adjudication provisoire du château de Lede devait se faire au tribunal de Termonde le 11 avril 1858. A cette audience, l'avoué de Louis Dooms s'opposa à l'adjudication préparatoire par deux motifs : 1^o les biens de Lessines, disait-il, sont le véritable gage des prêts du gouvernement; le château de Lede n'a été donné que comme garantie supplémentaire et en cas d'insuffisance des biens de Lessines, etc. : la saisie du château de Lede doit donc être déclarée nulle, ou du moins doit rester en suspens jusqu'après l'expropriation des biens de Lessines ; — 2^o la saisie du château de Lede doit être déclarée nulle, parce que l'hypothèque elle-même n'existe pas faute de designation suffisante du bien hypothéqué (article 2129 du Code civil). — Ces deux moyens ont été ajournés par jugement du 11 avril 1858. Ce jugement a été signifié à l'avoué de Louis Dooms le 28 avril. — Appel en a été interjeté et notifié à avoué le 11 mai et à partie le 14 mai. Devant la Cour de Gand, où l'appel fut porté, l'intimé opposa d'abord une fin de non-recevoir contre l'appel, fondée sur l'article 734 du Code de procédure. — Aux termes de cet article, dit M. l'avocat général Collin, portant la parole dans cette affaire, « l'appel du jugement qui aura statué sur ces nullités ne sera pas reçu, s'il n'a été interjeté avec intimation dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué : l'appel sera notifié au greffier et visé par lui. » — Si cet article ne dispense pas de la notification à partie, il est certain que celle qui a eu lieu dans l'espèce, à la date du 14 mai, a été faite tardivement, car ces mots *dans la quinzaine* ne permettent pas d'ajouter un supplément de délai à raison des distances (Bordeaux, 14 juillet 1837); et la quinzaine ayant commencé le dimanche 29 avril, le dernier jour du délai était le samedi 12 mai; car, suivant nous, par quinzaine il faut, conformément au sens ordinaire de ce mot, entendre deux semaines de sept jours chacune (voir le discours de l'orateur au conseil d'Etat sur l'article 702); et quand bien même le mot quinzaine signifierait quinze jours pleins, le dernier jour serait le dimanche 13 mai (voy. même arrêt de Bordeaux), et il est désormais de jurisprudence certaine que, quoique ce dernier jour soit un jour de fête (art. 1037 du Code de procédure), il n'est pas permis d'augmenter d'un jour le délai légal (Merlin, Rép., v^o Délai, sect. 1, § 5, n^o 5). — Reste donc à voir si la notification à partie est requise, lorsqu'il s'agit de l'appel d'un jugement qui

a statué sur les nullités proposées contre la procédure qui a précédé l'adjudication préparatoire. — Cette question est controversée : nous croyons cependant que la négative est plus conforme au vœu de la loi par les motifs qui suivent : — 1^o la partie poursuivante a de droit son domicile élu chez son avoué (article 675 du Code de procédure, *in fine*); elle doit donc être censée suffisamment avertie de l'appel par la notification faite à ce domicile élu ; — 2^o la procédure relative aux formes de la saisie immobilière est une procédure toute spéciale : il n'y a donc pas lieu d'invoquer, comme le fait l'intimé, la règle générale de l'article 456 du Code de procédure ; — 3^o le délai de quinzaine sans supplément à raison des distances est si court que souvent la partie, dont le domicile peut être fort éloigné du tribunal de la situation des biens, pourrait ne pas être intimée à temps sur l'appel ; — 4^o si, en règle générale, l'appel doit être notifié à partie (article 456 du Code de procédure), en règle générale aussi le délai d'appel ne court que de la signification du jugement à partie (article 443 du Code civil). De même il nous semble que l'on peut dire ici : le délai d'appel courant à partir de la signification du jugement à avoué, il est naturel, par motif de réciprocité, que l'appel soit aussi signifié seulement à avoué; en d'autres termes : si une simple signification à mon avoué est censée, aux yeux de la loi, m'avoir suffisamment instruit de l'existence d'un jugement qui me condamne, pourquoi une simple signification à votre avoué ne serait-elle pas censée vous avoir, à votre tour, suffisamment instruit de ma volonté d'appeler de ce même jugement ? — 5^o dans une procédure aussi longue, aussi compliquée que celle de l'expropriation forcée, la loi a voulu que l'avoué fût en quelque sorte le *dominus litis* : c'est ce qui résulte d'abord de ce que, comme nous venons de le dire, l'élection de domicile pour la partie qui saisit est de droit chez son avoué; et c'est ce que confirme une foule de dispositions de la loi, par exemple les articles 725, 727, 740 ; — 6^o enfin on remarque une différence essentielle entre notre article 734 et l'article 750, qui est relatif à la demande en distraction. Dans ce dernier article, l'appel doit être nécessairement formé à personne ou domicile (Paillet, note 7, sur l'article 750); mais aussi le délai court à partir de la signification du jugement à personne ou domicile, et le législateur y a ajouté un supplément de délai à raison de la distance du domicile réel des parties. Et le motif de différence

est palpable : une demande en distraction a pour objet des droits inhérents à la propriété de tout ou partie des immeubles saisis ; on conçoit dès lors qu'un appel en cette matière ne peut avoir lieu sans l'intervention directe de la partie ; il en est autrement d'une demande en nullité de la procédure : cet objet est plus particulièrement du domaine de l'avoué. — La principale objection qui, d'après nous, a été faite au système que nous défendons, se trouve rappelée en ces termes dans Dalloz, v° *Saisie immobilière*, p. 404. n° 11 : « Après le jugement rendu, l'office de l'avoué dans l'instance » a cessé ; l'appel constitue une nouvelle » procédure dont le premier acte ne peut » être signifié qu'à la partie elle-même. » Nous répondons que ce raisonnement est exact en droit commun, mais que rien n'empêche que dans la matière spéciale des formalités de l'expropriation, et pour les motifs ci-dessus déduits, notamment la brièveté des délais, la multiplicité des formes, etc., le premier acte de la nouvelle procédure d'appel soit notifié seulement à l'avoué de la partie, sauf à ce dernier à en avertir son mandant et à réclamer ses instructions. — Du reste la jurisprudence a confirmé de préférence l'opinion que nous venons d'émettre (dernier arrêt ; Poitiers, 26 août 1836).

Ce système a été consacré par la Cour, qui, en abjugeant la fin de non-recevoir proposée par l'intimé, a rejeté, quoique par des motifs différents de ceux du premier juge, les deux moyens de nullité que l'appelant avait fait valoir contre l'expropriation forcée.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur la fin de non-recevoir proposée par l'intimé :

Attendu que le titre XIII du livre V du Code de procédure soumet l'appel des jugements sur incidents dans la poursuite de saisie immobilière à des formes et des délais particuliers, ayant pour objet d'accélérer la marche de ces sortes de procédures ;

Que ce n'est donc pas la règle générale de l'article 456 dudit Code qui veut que l'appel soit notifié à personne ou domicile, mais bien les dispositions spéciales à chaque incident prévu par ce titre XIII, qu'on doit appliquer en cette matière toute exceptionnelle ;

Attendu qu'il résulte de l'économie du même titre XIII, et notamment de la différence de rédaction de ses articles 754 et 750, que l'appel du jugement qui statue sur des moyens de nullité contre la procédure, qui

précède l'adjudication préparatoire, est régulièrement notifié à avoué, chez qui l'élection de domicile est de droit ;

Attendu d'ailleurs que le court délai de quinzaine, sans supplément à raison des distances, doit faire admettre d'autant plus facilement ce système que, si on exigeait que la notification fût faite à partie, celle-ci, dont le domicile peut être fort éloigné du tribunal de la situation des biens, pourrait ne pas être intimée à temps sur l'appel.

Au fond, et quant au moyen de nullité que l'appelant tire de l'article 2210 du Code civil :

Attendu qu'il résulte des conclusions de l'appelant prises devant le premier juge, combinées avec le jugement *à quo*, que ce moyen a été présenté en première instance ; qu'ainsi, et dans la supposition que l'article 756 du Code de procédure doit recevoir ici son application, la fin de non-recevoir proposée par l'intimé contre ce moyen n'est pas admissible ; qu'il s'agit donc d'examiner si ce moyen est fondé ;

Et attendu qu'il résulte des actes notariés des 17 février et 9 septembre 1824, 2 octobre 1827 et 27 février 1828, dûment enregistrés, servant de base à la saisie immobilière dont on demande la nullité, que l'intimé a fait à l'appelant et à son frère Jean-Baptiste deux prêts distincts, chacun de 100.000 florins des Pays-Bas ; que, pour sûreté du premier prêt, l'appelant et son frère ont donné, en hypothèque spéciale, les biens de Lessines, et pour sûreté du second, en hypothèque première et spéciale, le château de Lede ; qu'à la vérité les biens de Lessines font aussi l'objet de l'hypothèque consentie pour le second prêt, mais qu'il résulte suffisamment de l'acte du 9 septembre, quelque incorrecte qu'en soit la rédaction, que le château de Lede devait être l'hypothèque spéciale de ce second prêt, tout comme les biens de Lessines étaient l'hypothèque spéciale du premier, puisque, dans cet acte, le château de Lede est désigné en première ligne, et que plus bas il est dit : « Les biens, objet de l'article 1^{er} (le château de Lede), donnés en hypothèque » première et spéciale, sont conditionnés et » garantis, etc. »

Attendu que vainement on objecterait que les deux prêts de 1824 sont devenus un seul et même prêt en vertu de l'acte du 2 octobre 1827, puisque cet acte n'a opéré novation qu'en un seul point, savoir, la hauteur et les époques des remboursements, ainsi qu'il s'en exprime formellement en ces termes : « Article 1^{er}. Son Excellence le

« gouverneur du Hainaut, sous l'agrément
 « et la ratification de l'autorité compétente,
 « consent à ce que les prédits actes de prêt,
 « *qui demeureront pour le surplus en leur*
 « *pleine force et vigueur, sans autre nota-*
 « *tion que celle dont il va être parlé, soient*
 « modifiés en ce qui regarde la hauteur et
 « les époques des remboursements partiels,
 « en manière telles, etc. » d'où suit qu'après
 comme avant cet acte, les biens de Lessines
 sont restés l'hypothèque principale du premier
 prêt, comme le château de Lede est demeuré
 l'hypothèque principale du second prêt;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède
 que les deux prêts étant devenus exigibles,
 l'intimé était en droit d'acquiescer simultané-
 ment, comme il l'a fait, et les biens de
 Lessines, spécialement affectés à la première
 dette du 17 février 1824, et le château de
 Lede, spécialement affecté à la seconde dette
 du 9 septembre 1824, quoique ces biens
 fussent situés dans des arrondissements dif-
 férents.

En ce qui concerne le deuxième moyen
 de nullité fondé sur l'insuffisance de l'indi-
 cation de l'hypothèque dans l'acte du 9 sep-
 tembre 1824 et tiré de l'article 2129 du Code
 civil :

Attendu qu'alors même que l'appelant,
 en sa qualité de débiteur, serait recevable à
 proposer cette nullité, introduite unique-
 ment dans l'intérêt des tiers, il doit y être
 déclaré non fondé; qu'en effet, bien qu'il
 puisse être vrai que l'appelant et son frère,
 Jean-Baptiste, possèdent, à Lede, deux châ-
 teaux, le grand et le petit, il est néanmoins
 certain que l'indication dans l'acte, non pas
 d'un château situé à Lede, mais du *château*
de Lede, situé en la commune de ce nom,
 est suffisante pour avertir les tiers qu'il s'agit
 ici du grand château, ancien domaine, au-
 trefois seigneurial, ayant appartenu au mar-
 quis de Lede, et nullement du petit château,
 qui est plutôt une maison de campagne,
 ainsi que l'appelle *in terminis* certain acte
 de constitution d'hypothèque en date du 3
 juin 1834;

Par ces motifs, et aucun de ceux du pre-
 mier juge, ouï M. Colinez, avocat général,

en son avis conforme, abjuge à l'intimé ses
 fins de non-recevoir contre l'appel; au fond,
 met l'appel à néant, etc.

Du 25 janvier 1839. — Cour de Gand. —
 1^{re} Ch.

POLDERS. — WATERINGUES. — REGLEMENT
 D'ADMINISTRATION PUBLIQUE. — PUBLICATION.
 — RECOURS. — CONTRAINTES. — EXÉ-
 CUTION FORCÉE.

*Le gouvernement a-t-il en général le droit de
 pouvoir, par des règlements d'adminis-*
tration publique, aux mesures que récla-
ment la salubrité publique et le bien-être
de l'agriculture, ainsi que de répartir les
dépenses de l'exécution et de l'entretien
des travaux entre ceux qui en profitent,
en proportion de l'avantage que chacun
en retire? A-t-il ce droit, notamment lors-
qu'il s'agit d'établir des associations dites
wateringues (?) — Rés. aff.

Semblables règlements d'administration pu-
blique doivent-ils, pour être obligatoires,
avoir été publiés aux termes de l'art. 129
de la Constitution (?) — Rés. nég.

Les contributions créées en cette manière
peuvent-elles se recouvrer par voie de con-
traintes (?) — Rés. aff.

Depuis l'année 1613, les communes d'As-
 senede, Selzaete et Ertvelde, ainsi que les
 polders Saint-André, Marie, Penneman,
 Bakkers et autres, payaient, au profit du
 polder Saint-Albert, autrefois Saint-Jans-
 Schorre, un droit fixé à deux gros par me-
 sure de terre, à titre de *dykveeltgave, wa-*
teringue et waterschots. — De nouveaux
 besoins provoquèrent des modifications à cet
 état de choses. — Une commission fut nom-
 mée par arrêté du préfet de la Flandre
 orientale du 2 novembre 1809, avec mis-
 sion de déterminer les terres dont les eaux
 s'évacuent par l'écluse noire, de rédiger un
 règlement d'administration, et d'en propo-
 ser l'adoption à l'assemblée des intéressés,
 assemblée composée de deux députés de cha-

(1) Indépendamment de la loi des 14-24 floréal
 an xi, et du décret du 16 sept. 1807, cités dans
 l'arrêt qui va suivre, on peut consulter le décret
 du 11 janvier 1811, celui du 28 décembre 1811
 (non publié au recueil officiel), les articles 217 et
 suiv. de la loi fondamentale de 1815, l'arrêt du
 16 juillet 1820, etc. — Voy. Proudhon, du *Do-*
maine public, aux endroits indiqués dans la table

des matières, v^o *Dignes*.

(2) Voy. Bruix, *cas.*, 18 et 26 déc. 1838.

(3) Voy. Mertin, v^o *Dicage*, n^o 62^o. *Placards*
des Flandres, ord. du 50 juin 1580, du 11 mai
 1611, du 31 janv. 1587, v^o *Placcaert boek*, 5^e deel,
 p. 441, 447, 484; art. 3 de la loi des 14-24 flor.
 an xi; art. 29 et 39 du décret du 28 décembre
 1811, etc.

« *aux des polders intéressés et du maire des communes non polders dont les eaux s'écoulent par l'écluse noire.* La réunion eut lieu le 11 décembre 1809; mais par suite d'oppositions de la commune d'Ertvelde et de quelques polders, ce premier essai n'eut pas d'autres suites. — Un second essai eut lieu dans le courant de l'année 1817: dans une nouvelle réunion du 15 mars, composée des maires des communes et des députations des polders, la majorité vota pour la création de la *wateringue de l'écluse noire*, et adopta le règlement projeté en 1809; toutefois on se refusa à nommer de suite la direction de la *wateringue*, et préalablement on réfusa du tout aux états députés, et les choses en restèrent là.

Enfin survint la révolution de 1830. Les Hollandais restèrent maîtres des places de Philippiine et du Sas-de-Gand; la plus grande partie du polder Saint-Albert fut séparée de la Belgique. L'écluse de mer qui se trouve aux fortifications de Philippiine, et l'écluse d'Amélie dans les remparts du Sas-de-Gand, furent fermées durant les hostilités, ce qui eut pour conséquence l'inondation de plusieurs polders belges et autres terres contiguës.

Le 26 novembre 1832, le ministre de l'intérieur, sur le rapport du gouverneur, prit l'arrêté suivant: — « Considérant qu'il importe de procurer un écoulement aux eaux pluviales des terrains qui forment la *wateringue de l'écluse noire*, arrête: — Art. 1^{er}. Il sera construit un canal commençant à l'endroit nommé *Smalle-gelande*, traversant les polders rouge, de Capelle et de Philippiine et aboutissant dans le canal de l'écluse d'Isabelle... Art. 3. Les frais seront avancés par le trésor de l'Etat, sauf remboursement par les propriétaires, s'il y a lieu. » Les bourgmestres des communes et les directeurs des polders intéressés dans le nouvel écoulement de la *wateringue de l'écluse noire* furent convoqués par arrêté du gouverneur du 18 décembre 1832: « Le procès-verbal de cette assemblée, y est-il dit, ainsi que le règlement qui y aura été arrêté, seront envoyés à la sanction de l'autorité supérieure par l'intermédiaire de l'administration provinciale, avec une carte figurative et délimitative de la *wateringue*, ainsi que le prescrit le décret impérial du 11 janvier 1811, etc. » — Dans une première réunion (11 mars 1833), le bourgmestre d'Ertvelde et celui de Selzate déclarèrent n'être pas intéressés au nouveau débouché. Dans une réunion ultérieure (15 juin suivant), composée du bourgmestre d'Assenede, à ce

délégué par le conseil communal, du directeur provisoire du polder Saint-Albert, et des directeurs des polders Saint-André, Marie, Penneman et Bakkers, un projet de règlement fut adopté, et la direction de la *wateringue de l'écluse noire* fut nommée.

— Le règlement fut définitivement arrêté le 8 novembre 1833. L'article 1^{er} porte: « La *wateringue de l'écluse noire* se composera de la commune d'Assenede, des polders Saint-Albert, Marie, Penneman, André et Bakkers, et chacune de ces corporations contribuera dans les frais de l'écoulement des eaux d'après sa contenance imposable. » — Ce règlement fut approuvé par arrêté royal du 15 décembre 1833. — Le 31 juillet 1834, une troisième réunion, composée comme la seconde, vota une imposition de 75 centimes par 44 verges 87 aunes, sur toutes les terres imposables de la communauté, et cette résolution du 31 juillet fut homologuée, en ce qui concerne l'imposition votée, par arrêté du comité de conservation remplaçant les états députés du 9 août 1834. — Quelques fermiers, exploitant les propriétés des sieurs Deghelynck, Mechelynck et Coppens, sises dans la partie haute de la commune d'Assenede, refusèrent de payer leur quote part dans l'imposition. — Des contraintes furent décernées contre eux les 8 et 10 juin 1836 par le receveur de la nouvelle *wateringue*.

Opposition à ces contraintes le 15 du même mois, fondée sur ce qu'il n'appartient qu'à la législature de créer des impôts, sur ce qu'en supposant qu'il en soit autrement en matière de polders et de *wateringues*, les actes administratifs rappelés ci-dessus supposent l'existence d'une *wateringue* préexistante de l'écluse noire, tandis qu'en fait semblable *wateringue* n'a jamais été constituée; qu'enfin le recouvrement de l'imposition ne peut en tout cas se faire par voie d'exécution forcée.

Sur cette contestation intervint, le 15 juillet 1837, un jugement interlocutoire du tribunal de Gand, qui ordonne au receveur de faire cesser au procès que la *wateringue de l'écluse noire* a été légalement constituée, et que les terres à raison desquelles la redevance est réclamée en sont dépendantes. — Ce jugement a été réformé sur l'appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est établi au procès, non seulement qu'en 1831 les Hollandais, pour favoriser leurs opérations de guerre, tinrent fermées les écluses établies

près de Philippine et au Sas-de-Gand, par lesquelles se jetaient à la mer les eaux pluviales de la commune d'Assenede et de ses environs, et vouèrent ainsi cette contrée populeuse et fertile à la stérilité et aux maladies, mais encore qu'à des temps antérieurs, par les atterrissements considérables qu'éprouvèrent les bords de l'Escaut dans ces localités, lesdites écluses et les canaux dont elles étaient les issues ne remplirent plus qu'imparfaitement le but de leur établissement, au point que plus d'une fois ont eu lieu des tentatives pour suppléer à leur insuffisance actuelle par une nouvelle institution;

Vu la loi du 14 floréal an xi, et les articles 53, 54, 55, 56 et 57 de la loi du 16 septembre 1807 :

Attendu qu'en général, pour toutes les circonstances de la nature de celles dont il s'agit, les textes des lois précitées chargent le gouvernement de pourvoir, dans des règlements d'administration publique, aux mesures que réclament la salubrité publique et le bien-être de l'agriculture, ainsi que de répartir les dépenses de l'exécution et de l'entretien des travaux entre ceux qui en profitent, en proportion de l'avantage que chacun en retire ;

Que si, rigoureusement parlant, c'est là une rétribution exigée en dehors des principes généraux de la Constitution, il suffit qu'elle soit autorisée par la loi pour tomber dans l'application de la règle exceptionnelle de l'article 113, lequel, ne distinguant point entre les lois faites et les lois à faire, comprend nécessairement les unes comme les autres, et est d'autant moins exclusif des dispositions précitées qu'elles ont pour objet d'investir l'autorité administrative d'une police réglementaire et de prévoyance, qui fait une partie essentielle de ses attributions, et dont elle fut revêtue par le législateur qui a mis le plus grand soin à tracer la sphère d'action des différents pouvoirs, l'Assemblée constituante, notamment dans le chap. 6 de la loi qui fut décrétée le 12 et sanctionnée le 28 août 1790 ;

Attendu que, par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 26 novembre 1852, un nouveau canal ayant été creusé, et une nouvelle écluse construite afin de remédier à la calamité ci-dessus indiquée et d'obvier aux maux qui devaient en être une suite continue, le gouverneur de la province de la Flandre orientale, par arrêté du 18 décembre 1852, ordonne que les bourgmestres des communes et les directeurs des polders intéressés fussent convoqués pour établir, sous la dénomination de la *wateringue de*

l'écluse noire, l'administration destinée à entretenir à frais communs les nouveaux ouvrages ainsi que les anciens, et à assurer ainsi pour l'avenir l'écoulement des eaux pluviales ; que cette réunion eut lieu le 15 juin 1853, et non-seulement adopta le projet de règlement de l'administration, mais procéda encore à la nomination de son personnel, comme il en conste par le procès-verbal en date du même jour, signé par tous les membres de la réunion ; qu'enfin ledit règlement, après avoir été définitivement arrêté le 8 novembre 1853, obtint l'approbation royale par arrêté du 15 décembre 1853, contre-signé par le ministre de l'intérieur ;

Attendu que cet ensemble d'actes constitue un règlement d'administration publique, lequel, par cela seul qu'en principe il est conforme aux lois dont il opère l'exécution, comme il a été démontré ci-dessus, doit, au vu de l'article 107 de la Constitution, être appliqué par le pouvoir judiciaire, ni plus ni moins que tel qu'il est, sans qu'il appartienne à ce pouvoir d'examiner en fait si, dans le cas dont il s'agit, l'application de la loi était commandée par la nécessité et a été le mieux appropriée aux circonstances ;

Qu'au surplus, s'il fallait entrer dans cette appréciation, la justification du règlement serait aussi facile qu'évidente ; qu'en effet, d'un côté, les intimés ne contestent point qu'il procure à leurs terrains comme aux autres de la localité la décharge des eaux pluviales, seulement ils objectent que jusqu'à 1851 cette décharge s'est effectuée pour eux à travers l'un des polders intéressés dans le nouvel écoulement, celui de Saint-Albert, moyennant la simple indemnité de deux gros par arpent, qu'ils ont été condamnés à lui payer par arrêts du conseil de Flandre en date des 12 juin 1615, 6 mars 1614, 9 juillet 1626 et 31 juin 1643 ; mais ces décisions, qui ont statué sur des intérêts particuliers, en prenant en considération les circonstances qui les firent et s'entre-beurter, ainsi que la valeur des choses à cette époque reculée, n'ont pu, après tout, lier la main au gouvernement dans l'accomplissement de ses devoirs envers des intérêts, sous un rapport, généraux, et l'empêcher d'appliquer à leur souffrance le remède qui lui a semblé le mieux convenir aux conjonctures actuelles, libre néanmoins aux intimés de faire valoir les droits qu'ils croiraient avoir contre le polder Saint-Albert, car il n'y est porté aucun préjudice ; d'un autre côté, le mode d'administration qui a été adopté est d'autant mieux choisi, qu'il s'i-

dentific, 1^{re} avec les anciennes coutumes et ordonnances des Flandres, qui, non-seulement à l'égard des polders, mais encore dans l'avantage d'une infinité d'autres localités, ont donné naissance à des institutions semblables, lesquelles ont jusqu'à ce jour conservé leur pleine vigueur; 2^o avec les décrets impériaux des 11 janvier, 16 et 28 décembre 1811, concernant les polders, dispositions qui, celles-ci à l'instar de celles-là, déléguant on quelque sorte une partie de l'administration publique aux propriétaires associés à titre de *wateringue*, se reposent sur eux des soins qu'exige l'écoulement des eaux pluviales, sous la réserve néanmoins de soumettre leurs résolutions les plus importantes et notamment celles qui frappent des impôts, à l'homologation de l'autorité administrative;

Que vainement on objecte qu'aucun des actes constitutifs dudit règlement n'a de force obligatoire, à défaut d'avoir été publié aux termes de l'article 129 de la Constitution; car quoique l'administration qu'il a pour objet soit publique, elle n'est ni générale, ni provinciale, ni communale, la disposition invoquée ne lui est donc pas applicable, et il a suffi de le porter directement à la connaissance de ceux qu'il concernait;

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent, que la *wateringue* de l'*écluse notre* se trouve légalement instituée, et comme les intimés ne déniaient point que les terrains à cause desquels leur est demandé le paiement de l'imposition qu'elle a votée par résolution du 13 juillet 1834, sont compris dans son ressort, tel qu'il est limité par les actes prérappelés, il s'ensuit que le premier juge a infligé un double grief à l'appelant, en lui ordonnant de vérifier ces deux faits;

Attendu que, d'après les lois et les dispositions tant nouvelles qu'anciennes qui sont édictées ci-dessus, les contributions en pareille matière, à l'égal des impositions publiques, se recouvrent au moyen de contrainte par voie d'exécution parée en vertu de la sanction qu'elles obtiennent de l'autorité administrative, formalité qui a été remplie dans l'occurrence par arrêté du comité de conservation remplaçant les états députés de la Flandre orientale, en date du 9 août 1834;

Par ces considérations, ouï M. l'av. gén. Colinet en ses conclusions conformes, ... dé-

clare les intimés non recevables ni fondés dans leurs conclusions introductives d'instance; en conséquence ordonne que les contraintes décernées à leur charge en paiement de l'imposition dont il s'agit aient leurs pleins et entiers effets, etc.

Du 25 janvier 1859. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

AVOCAT. — HONORAIRES. — COMPÉTENCE.

Un avocat peut-il porter immédiatement sa demande en honoraires devant la Cour où ils ont été promérités (1)? — Rés. nég.

Cette exception d'incompétence doit-elle être supplée d'office? — Rés. aff.

La demande en honoraires doit-elle être intentée devant le juge du domicile du client (2)? — Rés. aff.

Y a-t-il exception dans le cas de l'article 43 du décret du 14 décembre 1810 (3)? — Rés. aff.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les degrés de juridiction sont d'ordre public; qu'il importe donc que la Cour, dans l'ordre de juger sa compétence, examine, même d'office, si aucune infraction n'a été portée aux règles qui les régissent;

Attendu que les Cours d'appel ne connaissent pas, à moins d'attribution formelle de la loi, en premier ressort, des contestations portées en justice; qu'elles ne sont instituées que pour statuer au second degré sur l'appel formé contre les décisions des juges inférieurs dans les cas où cette voie est admise;

Attendu qu'aucune disposition des lois qui nous régissent ne permet aux avocats, exerçant près des Cours, de les saisir directement des demandes formées par eux contre leurs clients en paiement de leurs honoraires;

Attendu que vainement on veut, par induction, trouver cette exception dans les articles 32, 43 et 45 du décret du 14 décembre 1810, et dans la nécessité de soumettre semblable demande à l'appréciation de la juridiction la plus à même de connaître la rémunération due au travail de l'avocat, celle devant laquelle il a plaidé;

(1) Voy. *contré*, Liège, 23 fév. 1825; Bruxelles, 23 fév. 1830 et 5 mai 1840 (*Pasic.*, 1840, p. 313).

(2) Voy. Carré-Chauveau, n° 277 *quater*; Brux.,

16 nov. 1842 (*Pasic.*, p. 313).

(3) Voy. Brux., 12 juillet 1828 et 20 novembre 1829.

Attendu que les articles 32 et 43 du décret sont muets sur la question; qu'on ne peut donc rien en induire pour établir une exception en faveur des avocats à la règle des degrés de juridiction;

Attendu que si l'on peut induire de l'article 43 du même décret que l'on peut directement saisir la Cour devant laquelle l'avocat a plaidé, cette faculté contraire à la règle générale, qui défend de saisir de plano, la juridiction supérieure d'une demande quelconque, doit nécessairement être restreinte au cas y indiqué, c'est-à-dire à celui de réclamation contre la taxe du conseil de discipline, sans pouvoir être étendue à une demande faite directement par l'avocat contre le client;

Attendu que si cette première considération est déterminante dans l'espèce, d'autres encore démontrent que l'assignation doit être donnée, non pas devant le tribunal ou la Cour où l'avocat a prêté son ministère, mais devant le juge du domicile du client, défendeur;

Attendu, en effet, qu'en règle générale, règle consacrée par l'article 59 du Code de procédure, le défendeur doit, en matière personnelle, être assigné devant le tribunal de son domicile;

Attendu que si l'article 60 du Code de procédure fait à cette règle une exception en faveur des demandes formées pour frais par les officiers ministériels, cette exception est sans application aux avocats qui, ne pouvant être compris dans cette classe, restent nécessairement sous l'empire de la règle générale de l'article 59: *actor sequitur forum rei*;

Attendu que nulle part ne se rencontre une exception en faveur de la demande faite par l'avocat, mais que semblable exception était même impossible, parce que le ministère de l'avocat s'exerceant devant les juridictions inférieures et supérieures, ordinaires et extraordinaires, il se serait présenté une foule de circonstances où l'action n'eût pu être portée devant les tribunaux où ils auraient plaidé, à cause de l'incompétence de ces tribunaux pour prononcer, soit sur des sommes aussi élevées, soit sur des intérêts civils, par exemple les tribunaux de police et correctionnels, les conseils de guerre, haute cour militaire, Cour d'assises, etc.;

Attendu que l'action intentée par l'avocat

V... en paiement des honoraires par lui mérités dans la cause qu'il a soutenue et plaidée devant la Cour pour les cités défaillantes, et tendante au paiement d'une somme de 500 francs, a été portée devant elle sans avoir été soumise au juge de première instance, qui aurait été compétent pour y statuer en dernier ressort; que par conséquent la Cour n'a pas juridiction pour en connaître, et qu'elle doit d'office se déclarer incompétente;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bayay entendu, se déclare incompétente...

Du 26 janvier 1839. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

Liège, 28 janvier 1839. — Voy. 23 janvier 1839.

ACQUIESCEMENT. — FRAIS (PAYEMENT DES). — TIERS.

Pourrait-on opposer comme fin de non-recevoir à l'appel d'une fabrique le paiement des frais de première instance mis à sa charge, fait, sans mandat, par le curé, de ses propres deniers, paiement dont celui-ci a été remboursé à l'aide d'une allocation portée à son profit au budget, mais soldée postérieurement à l'appel interjeté (?) — Rés. nég.

La fabrique de l'église de Chaumont-Gistoux avait intenté, devant le tribunal de Nivelles, une action en revendication contre le sieur Valeriane. — Sur cette action, le défendeur, après avoir conclu au fond, opposa la nullité de l'exploit introductif, en se fondant sur ce que la copie lui signifiée ne portait pas la signature de l'huissier. — Le tribunal de Nivelles, adoptant ce moyen, décida qu'une nullité de cette espèce ne pouvait être couverte.

Appel. — Le sieur Valeriane y opposa une fin de non-recevoir fondée sur ce que la fabrique, en payant les frais du jugement, y avait acquiescé. — Celle-ci répondit que le paiement avait eu lieu sans mandat par le curé, pour éviter des poursuites et des frais, mais en protestant de l'intention de la fabrique d'interjeter appel. Une circon-

(1) Voy. Merlin, v^o *Acquiescement*, t. 15, p. 56; Paillet, sur l'article 445. Voy. aussi Paris, cass., 22 oct. 1811; 19 avril et 19 mai 1850; 29 no-

vembre 1837; Bordeaux, 16 mars 1837; Liège, 23 juillet 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 220).

siance qui prouve, disait-elle, que le curé n'a payé que comme contraint et croyant ne pouvoir différer le payement, c'est qu'il l'a effectué de ses propres deniers; c'est un fait constant au procès, car il n'est pas trésorier et n'a pas eu le temps de se rendre chez celui qui remplit ces fonctions, et il est à remarquer que le payement se trouve au bas du commandement: la fabrique est donc restée étrangère à tout ce qui s'est fait. Depuis elle a interjeté appel du jugement du 22 septembre 1838.

L'intimé répondait que le 4 septembre 1838, on avait porté au budget une allocation de la somme payée par le curé, et que celui-ci l'avait touchée par mandat du mois de mai 1836.

La fabrique répliqua que le payement n'avait eu lieu que postérieurement à l'appel interjeté, et pour ne pas laisser le curé à découvert de cette somme, mais non dans l'intention d'acquiescer, ce que repoussaient toutes les circonstances du procès.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si, en thèse générale, le payement des frais de première instance entraîne la non-recevabilité de l'appel, c'est par le motif que l'on présume que celui qui paye volontairement les frais auxquels il a été condamné par un premier jugement a par cela même l'intention d'acquiescer au jugement;

Attendu, dans l'espèce, que le payement des frais auxquels la fabrique de l'église de Chaumont-Gistoux avait été condamnée par le jugement à quo ayant été fait par le curé, lequel ne représentant pas la fabrique, n'a pu être opposé à celle-ci comme constitutif d'un fait d'acquiescement au jugement dont appel;

Attendu que si le prédit curé a été remboursé, le 2 janvier 1836, par l'administration de la fabrique de l'import de ce qu'il avait payé pour ces frais, on ne doit pas nécessairement induire de là que cette administration aurait voulu acquiescer au jugement, et ce d'autant moins qu'à l'époque où elle avait autorisé ce remboursement l'appel avait déjà été interjeté, et que tout porte à croire, d'après les circonstances du procès, qu'elle n'aura été mue que par la seule considération de ne pas laisser longtemps ledit curé à découvert pour une somme que de bonne foi celui-ci avait déboursée;

Par ces motifs, M. l'avocat général d'Anthan entendu et de son avis, déboute les

appelants de la fin de non-recevoir par eux proposée, etc.

Du 30 janvier 1839. — Cour de Brux.
— 1^{re} Ch.

EXPERTISE. — OPÉRATION. — JOUR.

Les experts nommés par justice peuvent-ils fixer leurs opérations au jour même où ils prêtent serment? — Rés. aff.

Lorsque l'avoué d'une des parties a été présent à la fixation du jour de leurs opérations, cette partie est-elle censée avoir été sommée d'y assister dans la personne de son avoué? (Code de procéd., art. 315.) — Rés. aff.

Le sieur Verhelen, ayant formé une demande de dommages-intérêts pour avaries survenues à un tableau qu'il avait envoyé à Paris, obtint un jugement en date du 9 août 1838, par lequel le tribunal de commerce de Bruxelles condamna la C^e Vangend à 1,000 francs, valeur déclarée du tableau. — Appel. — La Cour, par arrêt du 12 novembre 1838, ordonna une expertise par trois experts désignés par elle.

Cet arrêt fut signifié à l'avoué de l'intimé, et les experts nommés n'ayant pas été récusés, l'avoué de l'appelant obtint jour pour la prestation du serment des experts. Le jour fut fixé et l'avoué de l'intimé, par suite de sommation à son domicile, assista conjointement avec l'avoué des appelants à la prestation du serment et à la fixation du moment et du lieu pour l'opération. Cette expertise eut lieu suivant procès-verbal du 4 janvier 1839. L'affaire ayant été ramenée à l'audience, l'intimé conclut à la nullité de l'opération.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui concerne le premier moyen de nullité contre l'expertise du 5 janvier 1839 :

Attendu que la loi n'est pas violée par cela seul que le jour fixé par les experts est celui même où ils ont prêté serment;

Attendu que l'avoué de la partie ayant été présent lors de la fixation de ce jour par les experts, elle est, d'après l'article 315 du Code de procédure, censée avoir été sommée dans la personne de sondit avoué;

Attendu que la partie étant domiciliée et résidente sur le lieu même, rien ne démontre qu'il y a eu impossibilité à ladite partie d'assister à l'opération, et par suite d'user,

conformément à l'article 317 du Code de procédure, du droit d'y faire des observations et réquisitions; qu'il suit de là que la loi n'a été violée, ni dans sa lettre, ni dans son intention, et qu'ainsi le moyen de nullité doit être écarté;

Par ces motifs, sans s'arrêter au moyen de nullité proposé, met l'appel à néant, etc.

Du 30 janvier 1839. — Cour de Brux.
— 3^e Ch.

BAILL. — PAILLES. — FUMIER.

Lorsqu'il est stipulé dans un bail que toutes les pailles de chaque récolte seront converties en fumier, le fermier est tenu de laisser les pailles de la dernière année de jouissance, alors même que cela serait contraire à l'usage des lieux (1). (Code civil, art. 1777.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 2 des charges et conditions de l'acte de bail reçu par Parmentier, notaire à Liège, le 16 septembre 1825, porte que les preneurs seront tenus de consommer toutes les pailles qui proviendront de chaque récolte, les convertir en fumier et engrais, sans en rien vendre, et de conduire tout le fumier sur les terres affermées à l'exploitation desquelles tout doit être uniquement employé;

Attendu que cette clause est générale et absolue; qu'il n'y est fait aucune distinction entre les pailles qui devaient provenir de la récolte de la dernière année du bail, et celles des récoltes des années antérieures, et qu'elle s'applique conséquemment aux unes comme aux autres, sans cependant que le fermier soit tenu, après sa sortie, de conduire sur les terres les pailles ou fumiers; que, fût-il vrai d'après cela qu'il est d'usage dans le canton où sont situées les pièces de terre dont il s'agit que le locataire des terres sans bâtiments d'exploitation peut disposer à son profit des pailles provenant de la dernière année de son bail, l'intimé ne saurait pas encore fondé à invoquer cet usage, puisqu'il y aurait été formellement dérogé par la clause du bail ci-dessus rapportée, et que

les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; que par la même raison l'intimé ne peut se prévaloir de la disposition de l'article 1778 du Code civil, d'après laquelle le fermier sortant ne doit laisser les pailles et engrais de l'année que pour autant qu'il les a reçus lors de son entrée en possession, cette disposition ne pouvant, en présence de la stipulation contraire des parties, recevoir son exécution dans l'espèce;

Attendu que les appelants posent comme fait vrai, avec offre d'en administrer la preuve, que l'intimé a détourné les pailles provenant de la récolte de 1834; que ce fait étant pertinent et dénié par l'intimé, il échoit d'en admettre la preuve;

Par ces motifs, avant faire droit au fond, admet les appelants à prouver par tous moyens de droit et même par témoins, que l'intimé a distrait les pailles provenant de la récolte de 1834 sur les terres qu'il a eues en location, etc.

Du 2 février 1839. — Cour de Liège.

AUBAINE (DROIT D')

Bruxelles, 2 février 1839. — Voy. 30 juin 1838, 3^e espèce, et Bruxelles, cassation, 17 avril 1840. — Voy. aussi Brux., 2 juin 1841 (*Pasic.*, page 213); Bruxelles, cassation, 17 novembre 1842 (*Pasic.*, page 335).

COMPÉTENCE. — FAILLITE. — RAPPORT A LA MASSE.

La connaissance des demandes qui ont pour objet de faire annuler des opérations faites avec un failli dans les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite, et de faire rapporter à la masse les marchandises qui en ont été détournées, appartient-elle au tribunal de la faillite (2)?
— Rés. aff.

Par exploit du 18 novembre 1837, les syndics définitifs à la faillite du sieur Portmana, fils, négociant à Anvers, firent assi-

(1) Voy. Merlin, *Quest.*, v^o *Fumier*, § 2, t. 7, p. 332, édit. belge; Troplong, n^o 782.

(2) Voy. dans ce sens Boncenne, t. 1, p. 68, n^o 59; Carré, *Lois de la compétence*, n^o 240; Paris, cass., 26 juin 1817 et 14 avril 1825; Dal-

loz, t. 5, p. 336; Liège, 30 juin 1825; Despréaux, *Compétence des trib. de comm.*, n^o 620; Pardeaus, n^o 1357. Voy. aussi Paris, cass., 15 juillet 1818; Brux., 11 avril 1838 et 24 mars 1841, et la note.

gner, devant le tribunal d'Anvers, le sieur Thibaut, domicilié à Gand, pour avoir à restituer à la masse créancière les marchandises qui lui avaient été envoyées en fraude des créanciers. Ils se fondaient sur ce que la faillite déclarée par jugement du 10 juillet 1835 avait été fixée provisoirement au 6 du même mois; que vers la fin de juin et au commencement de juillet, le défendeur, connaissant l'état désespéré du sieur Portmans, s'était fait expédier par celui-ci et avait reçu diverses marchandises achetées à cet effet de différentes personnes qui figuraient de ce chef comme créancières de la masse; qu'il n'en avait agi ainsi que pour se couvrir entièrement des créances qu'il pouvait avoir à charge du failli; que les envois de marchandises ou opérations faits en fraude des créanciers, dans les dix jours qui avaient précédé l'ouverture de la faillite, étaient nuls, et que par suite le sieur Thibaut était tenu de restituer lesdites marchandises à la masse créancière. — Le défendeur excipa d'incompétence, en se fondant sur ce qu'il n'était pas domicilié dans le ressort du tribunal d'Anvers. — Jugement ainsi conçu :

« Considérant que si le défendeur a raison de soutenir qu'il ne suffit pas qu'une action soit intentée par les syndics d'une faillite pour qu'elle puisse être portée devant le juge du domicile du failli, il a tort de prétendre que la compétence de ce juge n'a lieu que lorsque les syndics sont défendeurs, ou qu'il ne s'agit que de la déclaration de la faillite, l'époque de son ouverture, le bilan, l'apposition des scellés, la nomination des agents et des syndics provisoires, définitifs, l'affirmation et la vérification des créances, le concordat, son homologation et son exécution ;

« Que l'article 59 du Code de procédure civile ayant dit, sans distinction, « *qu'en matière de faillite le défendeur sera assigné* » devant le juge du domicile du failli, » il faut appliquer ce texte dans toute sa généralité toutes les fois qu'il s'agit de matière de faillite, c'est-à-dire, d'une action née à l'occasion de la faillite ;

« Qu'à cet égard l'action en résolution d'actes faits dans un temps prochain de la faillite en fraude des créanciers du failli est de ce genre, puisque cette action est fondée sur l'article 444 du Code de commerce, qui ne dispose que pour le cas de faillite; que cette action n'existait pas en faveur du failli, et que ce n'est pas ses droits, mais les droits des créanciers, que les syndics font valoir en l'intendant ;

« Par ces motifs, le tribunal rejette l'exception d'incompétence, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le § 7 de l'article 59 du Code de procédure contient une disposition générale qui veut qu'en matière de faillite l'assignation soit donnée devant le juge du domicile du failli, sans distinguer si c'est la masse de la faillite ou si c'est un tiers qui est assigné ;

Attendu que cette disposition est la règle de compétence en cette matière, et doit être suivie tant en commandant qu'en défendant ;

Attendu que cette disposition de la loi trouve sa base dans la nécessité de saisir un seul tribunal de toutes les contestations en matière de faillite, non-seulement pour éviter des décisions opposées qui pourraient entraver la marche de la liquidation, mais encore pour profiter, dans l'intérêt d'une bonne et prompt justice, de la connaissance plus parfaite que doit avoir le tribunal des faits de la faillite, tant par sa position au centre des affaires du failli, que par le rapport que doit lui faire le juge-commissaire, aux termes de l'article 458 du Code de commerce ;

Attendu que toute la difficulté pour déterminer la compétence consiste dans l'interprétation des mots *en matière de faillite* ;

Attendu qu'en se pénétrant bien de l'esprit de la loi il devient sensible que le législateur a entendu par ces mots, toutes les contestations qui prennent leur source dans l'état de choses appelé *faillite*, et qui n'auraient pas existé sans la faillite, par opposition aux contestations dérivant des affaires ordinaires du failli, qui sont indépendantes de l'état de faillite, dont la poursuite aurait pu lui appartenir, et pour lesquelles le tribunal du domicile du défendeur était et reste encore seul compétent ;

Attendu que cette interprétation trouve sa confirmation dans l'article 458 du Code de commerce, qui prescrit au juge-commissaire de faire au tribunal le rapport de toutes les contestations que la faillite pourra faire naître ;

Attendu que l'article 633 du Code de commerce, relatif à la compétence des tribunaux consulaires, ne détermine ni ne limite en aucune manière les actions qui doivent être considérées comme étant *en matière de faillite* ;

Attendu que la demande portée devant le tribunal d'Anvers a pour objet de faire annuler les opérations faites avec le failli dans

les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite, et de faire rapporter à la masse les marchandises qui en ont été détournées;

Attendu que la contestation qui s'élève à ce sujet prend sa source dans l'état de faillite du débiteur; qu'elle n'existe que par suite de la déclaration de faillite; que l'action qui en résulte appartient aux syndics seuls et n'a jamais appartenu ni pu appartenir au failli; que par conséquent c'est une action en matière de faillite régie, quant à la compétence, par le § 7 de l'article 59 du Code de procédure;

Par ces motifs, et ceux du premier juge, M. l'avocat général de Bavay entendu en son avis, met l'appel à néant; condamne l'appelant à l'amende et aux dépens, etc.

Du 2 février 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

ÉTRANGER.

Bruxelles, 2 février 1839. — Voy. rejet, 17 avril 1840.

ENCLAVE. — PASSAGE. — BOIS. — DÉFENSABILITÉ.

Au cas d'enclave, le passage par un bois avec bétail ne peut être limité au temps où le bois est défensable.

ARRÊT.

LA COUR;— Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que le chemin contesté est nécessaire à l'intimé, soit pour le transport du foin de sa prairie enclavée, soit pour y conduire son bétail au pâturage; que cette nécessité est reconnue par l'appelant lui-même, puisqu'il ne conteste plus à l'intimé le droit de passage avec voiture ou avec du bétail; mais que c'est sans fondement qu'il prétend que l'exercice du droit de passage avec du bétail doit être limité au temps où le bois est défensable, car cette distinction applicable au droit de pâturage dans les bois ne l'est lorsque, comme dans l'espèce, il ne s'agit que d'un passage dû par le fait de l'enclave;

(1) Voy. en ce sens Brux., 25 juin et 18 juillet 1810; Montpellier, 17 déc. 1811 (Dalloz, t. 14, p. 456), et Paris, cass., 21 février 1837 (Carré-Chauveau, nos 319 et 320; Boncenne, n° 44,

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 5 février 1839. — Cour de Liège.

PRIVILÈGE. — NOVATION.

Du 6 février 1839 (*Pasic.*, 1841, p. 181, et voy. 1848, p. 274; 1849, p. 244), et Zachariæ, § 261, note 20. — Brux., 4 mars 1844 (*Pasic.*, p. 112).

APPEL.

Bruxelles, 6 février 1839 (*Pasic.*, 1841, p. 222).

EXPLOIT. — APPEL. — DISTANCE. — DÉLAI. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR. — DÉLAI D'APPEL. — SIGNIFICATION. — SIGNATURE. — MINUTE.

L'augmentation de délai à raison de la distance prescrite par l'article 1033 du Code de procédure civile doit être observée à peine de nullité. (Code de proc., art. 1033.)

Ainsi est nul l'acte d'appel à comparaître à la huitaine franchie sans mention du délai des distances (1).

Cette nullité n'est pas couverte par cela que les intimés n'ont constitué avoué qu'après l'expiration des délais de la distance, ou ont donné une communication de pièces. (Code de proc., art. 175.)

La signification d'un jugement est nulle et ne fait point courir le délai de l'appel si la copie qui en est laissée ne mentionne point que le président et le greffier ont signé à la minute (2). (Code de proc., articles 443, 138.)

Par exploit des 14 et 18 avril 1838, le sieur Goffart avait interjeté appel d'un jugement du tribunal de Charleroi en date du 11 novembre 1837. Les deux intimés avaient droit à une augmentation de délai à raison de la distance, l'un étant domicilié à Mons, l'autre à Thy-le Château. L'exploit renfer-

p. 47, édit. belge). Voy. en sens contraire cass., 20 février 1835; Brux., 13 mars 1828; Liège, 30 mai 1809. Voy. aussi Thomine, n° 1268.

(2) Voy. Paris, cass., 3 nov. 1818.

mail assignation à comparaitre devant la Cour à la huitaine franche. Les intimés conclurent à la nullité de l'exploit, soutenant que le délai prescrit à raison de la distance par l'article 1033 du Code de procédure devait être observé à peine de nullité. L'appelant prétendit que la nullité était couverte, par cela que les intimés avaient donné communication des pièces concernant le fond et n'avaient constitué avoué qu'après l'échéance des délais de la distance.

Les 26 et 27 novembre 1858, Goffart interjeta un second appel. La copie du jugement qui lui avait été laissée ne mentionnait point qu'elle avait été signée par le président et le greffier; Goffart soutenait que cette signification étant nulle n'avait point fait courir les délais de l'appel. La Cour a statué sur ces questions de procédure ainsi qu'il suit :

ARRÊT.

LA COUR; — Sur les appels des 14 et 18 avril 1858 :

Attendu que l'article 436 du Code de procédure veut que l'acte d'appel contienne assignation dans le délai de la loi à peine de nullité;

Attendu que le délai ordinaire de huitaine n'est pas le seul que la loi prescrive de donner dans les assignations, qu'elle veut encore, article 1033 du Code de procédure, que l'exploit porte une augmentation de délai pour l'assigné dont le domicile est distant de plus de trois myriamètres du lieu où il doit comparaitre;

Attendu que les domiciles de Carion-Delmotte, à Mons, et de Courtheoux, à Thyle-Château, sont distants de plus de trois myriamètres du siège de cette Cour; qu'ainsi les assignations des 14 et 18 avril leur données pour comparaitre à huitaine franche, sans augmentation de délai, sont nulles, faute d'énunciation de cette augmentation de délai;

Attendu qu'il n'est pas vérifié que les intimés aient, avant la plaidoirie, communiqué à l'appelant des pièces concernant leur défense au fond, mais que, si ce fait existait, il ne constituerait pas la défense même, qui seule pourrait, aux termes de l'article 173 du Code de procédure, couvrir une nullité d'acte de procédure;

Attendu qu'il importe peu que l'appelant n'ait point donné de suite à son assignation immédiatement après la huitaine, et que les intimés n'aient constitué avoué qu'après un terme même plus long que les délais de la loi; qu'il suffit que la loi ait frappé de nul-

lité l'assignation telle qu'elle a été faite, pour que la Cour ne puisse se dispenser de prononcer cette nullité demandée par les intimés.

Sur les nouveaux appels signifiés les 26 et 27 novembre dernier :

Attendu que la copie du jugement dont appel signifiée à l'appelant ne fait point mention qu'il a été signé à la minute par le président et le greffier, conformément au prescrit de l'article 138 du Code de procédure;

Attendu que la copie signifiée vaut original pour la partie; qu'ainsi peu importe, quant à elle, que la minute ou l'expédition portent réellement ces signatures;

Attendu que la signature exigée par la loi constitue la preuve de l'existence du jugement; quo, par conséquent, le jugement qui n'en est pas revêtu est frappé d'une nullité de non-existence, qu'il importe de ne pas confondre avec celle dont peut être entaché un jugement qui en a toutes les formes extrinsèques et qui doivent être déclarées par le juge;

Attendu que si la loi a donné trois mois pour se pourvoir en appel contre un jugement, à partir de la signification faite à la partie condamnée, il est indispensable que ce jugement présente les caractères auxquels la loi a attaché la preuve de son existence, puisqu'il est inutile de se pourvoir en réformation d'un acte non existant ou non prouvé existant : *idem est non esse et non apparere*;

Attendu dès lors que la signification faite à partie ne lui a pas fait connaître l'existence légale d'un jugement rendu à sa charge; que, par conséquent, le vœu de l'article 445 du Code de procédure n'a pas été rempli; que cette signification n'a pu faire courir le délai d'appel, et, par une conséquence ultérieure, que l'appel interjeté par exploits des 26 et 27 novembre 1858 est recevable;

Par ces motifs, et adoptant sur le fond les motifs du premier juge, M. l'avocat général de Bayat entendu en son avis, statuant par suite de son arrêt du 17 janvier dernier, qui a joint les deux appels à la cause en garantie, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées par l'appelant contre la nullité des actes d'appel des 14 et 18 avril 1858, dans lesquels il est déclaré non fondé, déclare ces actes d'appel nuls; déclare recevable l'appel interjeté par exploits des 26 et 27 novembre 1858, et y statuant, le met à néant; condamne l'appelant à l'amende et aux dépens; dit qu'il n'échoit de statuer

sur la demande en garantie dirigée contre les huissiers Bayet et Rubarot, etc.

Du 9 février 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Cb.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — INTENTION.

Il n'y a point délit de dénonciation calomnieuse dans le fait d'un maître de maison qui, soupçonnant de vol un ouvrier travaillant chez lui à la journée, se borne à faire part, au procureur du roi et au commissaire de police, de ses soupçons reconnus depuis dénués de fondement, et même de vraisemblance, si l'expression de ces soupçons n'a pas été faite méchamment et avec l'intention de nuire; partant les tribunaux correctionnels sont incompétents pour connaître de l'action en réparation intentée de ce chef.

Du 14 février 1839. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Cb.

ARBITRAGE FORCÉ. — CONCLUSIONS PRÉCISÉES.

Faut-il, en matière d'arbitrage forcé, que l'associé qui demande le renvoi devant arbitres, sur des difficultés survenues, articule pertinemment les points de difficultés et de conclusions, et indique ainsi préliminairement l'objet de la contestation (1)? (Code de comm., art. 51 et 55; Code de proc., art. 1006.) — Rés. nég.

En serait-il autrement si les arbitres devaient prononcer en dernier ressort et comme amiables compositeurs? — Rés. nég.

Par exploit en date du 17 août 1837, la société veuve V... fit sommation à la société V. D. K... de payer la somme de 4,035 fr. 95 centimes pour solde de leur compte courant, relatif aux opérations des huitrières réunies d'Ostende, pendant la saison de 1836 à 1837. — La société V. D. K... répondit qu'elle faisait refus de paiement, parce qu'elle n'était pas d'accord sur le compte courant prémentionné, et en consé-

quence elle assigna, le 7 octobre, la société veuve V... en nomination d'arbitres, aux termes de l'acte commun d'association du 31 août 1835, et des articles 51 et 55 du Code de commerce.

Devant le tribunal de commerce, la société V. D. K... persista à refuser paiement de la somme de 4,035 francs 95 centimes pour solde de compte des opérations sociales de 1836 à 1837, en soutenant qu'elle ne devait, du chef desdites mêmes opérations, que la somme de 1,117 francs 46 centimes.

La société veuve V... objecta que la juridiction des arbitres étant une juridiction exceptionnelle, et leur compétence étant restreinte à la connaissance des matières que la loi leur a expressément attribuée, la société V. D. K... devait commencer par articuler pertinemment les points de difficultés et de conclusions sur lesquels elle demandait le renvoi aux arbitres. Décider autrement, disait-elle, ce serait s'exposer à un circuit inutile; car si, dans le fait, les contestations n'étaient pas de la compétence arbitrale, il faudrait en revenir aux tribunaux ordinaires. — Ce système fut rejeté en première instance et en degré d'appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en réglant les formes de l'arbitrage forcé, le Code de commerce ne l'assujettit pas à l'indication préliminaire de l'objet de la contestation, comme le Code de procédure civile y assujettit l'arbitrage volontaire, en prescrivant à peine de nullité, dans son article 1006, que le compromis désigne les objets en litige; que ses préceptes, pour constituer le tribunal des arbitres, se bornent à leur nomination et à la fixation d'un délai dans lequel ils sont tenus de prononcer leur jugement (articles 53 et 54 du Code de commerce);

Qu'au surplus cette différence entre les deux espèces d'arbitrage, qui ressort du texte de la loi, se justifie par les principes différents sur lesquels chacune repose;

Qu'en effet l'arbitrage volontaire a son unique fondement dans la volonté commune des parties, laquelle, pour être connue, doit s'exprimer dans une convention indiquant ce qu'elle a pour objet, tandis que l'arbitrage forcé, ni plus ni moins que les autres juridictions, émane de la loi, et est indépendant de la volonté des parties;

Qu'il suffit donc que les arbitres soient nommés, pour marcher les égaux des tribunaux pendant la durée qui a été assignée à

(1) Voy. Pardessus, n^{os} 1002 et 1410.

leur mission, et comme eux prendre connaissance de l'objet du litige par les conclusions que prennent les parties devant eux ;

Que ce principe ne reçoit aucune modification de la charge qui est conférée aux arbitres forcés de prononcer en dernier ressort et comme amiables compositeurs ; car il n'est point donné aux parties de paralyser la volonté de la loi, en y mêlant la leur, et de ravir aux arbitres le caractère dont il lui a plu de les revêtir ;

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent qu'il suffit que la société appelante soit en contestation avec la société intimée pour raison de l'association générale qui les unit, ainsi que le constate à bon droit le premier juge, pour qu'il y ait termes à nomination d'arbitres, quoique l'objet de la contestation ne soit pas indiqué ;

Par ces motifs, M. l'avocat général Colinet, entendu et de son avis, incl l'appelation à néant, etc.

Du 15 février 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

ÉTRANGER.

Gand, 15 février 1839. — Voy. rejet, 12 mars 1840.

FAILLITE.

Brux., 16 février 1839 (*Pasic.*, 1841, p. 17). — Voy. aussi Brux., 13 juin 1846 (*Pasic.*, p. 298 et *Pasic.*, 1849, p. 15).

SOCIÉTÉ ANONYME. — AFFICHE. — NULLITÉ. — EXÉCUTION.

Est nulle la société anonyme dont les statuts n'ont pas été affichés, avec l'arrêté d'autorisation, au greffe du tribunal de commerce. (Code de comm., art. 42, 43, 44 et 45.)

La nullité serait-elle couverte par l'exécution (1) ? — Rés. nég.

Le serait-elle si l'affiche avait eu lieu après la quinzaine, mais alors que la demande en nullité était déjà formée ? — Rés. nég.

Le sieur Morel, en sa qualité de directeur de la première compagnie commerciale d'assurances maritimes d'Anvers, assigna Vervraughen-Franck devant le tribunal de commerce, en paiement du reliquat de vingt actions dans cette compagnie prises par lui. Celui-ci conclut à la nullité de la société, par le motif que ni l'acte social, ni l'arrêté d'autorisation n'avaient été affichés au greffe du tribunal de commerce. (Article 45 du Code de commerce.)

9 juin 1838, jugement du tribunal de commerce d'Anvers, ainsi conçu :

« Considérant que la société anonyme à cause des privilèges exorbitants qui y sont attachés, comme aussi à cause des conséquences bonnes ou mauvaises qu'elle peut avoir, soit pour ceux qui s'y engagent en qualité d'actionnaires, soit pour les tiers qui contractent avec elle, a été soumise par la loi à des conditions particulières dont son existence dépend entièrement ; qu'il résulte de là qu'il n'y a plus de société anonyme, même lorsque le gouvernement en a autorisé l'établissement et en a approuvé les statuts, tant que l'acte public d'association n'a point été affiché au tribunal de commerce avec l'acte du gouvernement qui autorise la société ; il en est du contrat de société anonyme comme de tous les contrats solennels, il faut avoir satisfait entièrement à ce que la loi prescrit pour leur accomplissement avant qu'ils puissent être admis comme existants ;

« Considérant qu'il n'était pas nécessaire que l'article 45 du Code de commerce prononçât cette nullité, puisqu'elle résulte des principes généraux du droit ; que si le législateur a été plus explicite dans l'article 42 par rapport aux sociétés en nom collectif et en commandite, c'est qu'il n'a pas attribué à ces dernières le même caractère de solennité qu'à la société anonyme ; qu'ainsi il était nécessaire qu'il s'expliquât, quant à elles, sur les conséquences du défaut de publication ; qu'il serait au surplus absurde de croire que le législateur, après avoir fait dépendre de la publication dont s'agit l'existence des sociétés en nom collectif et en commandite, aurait regardé le défaut de publication comme étant sans conséquence, quant aux sociétés anonymes ;

« Considérant que loin de pouvoir tirer un argument favorable au système du demandeur de ce que l'article 45 se rapporte

(1) Voy. BRUX., cass., 25 juillet 1832 ; Paris, cass., 30 janv. 1839. Mais voy. Bordeaux, 16 dé-

cembre 1829 ; BRUX., 16 janv. 1830. Voy. aussi Pardessus, n° 1007.

à l'article 42 pour le temps pendant lequel l'affiche doit avoir lieu et non pour le délai pendant lequel elle doit se faire, la rédaction de l'article 43 corrobore encore en cela le système contraire; les sociétés en nom collectif ou en commandite existent dès qu'elles sont constituées, mais elles ne sont viables qu'autant qu'elles ont été publiées dans les quinze jours de leur naissance, la publication dans ce délai légalise tout ce qui dans l'intervalle peut avoir été fait au nom de la société, l'associé qui se repentirait ne pourrait réclamer la dissolution de la société pendant cette quinzaine même avant que l'acte ne fût publié, au contraire la société anonyme ne prenant naissance que du jour où toutes les formalités ordonnées par la loi sont remplies n'est jusque-là que comme si elle n'était pas, personne ne peut être lié envers elle, la promesse de prendre part à une telle société n'est point encore devenue obligatoire et celui qui l'a faite peut la révoquer, l'importance généralement moindre des deux premières espèces de sociétés a engagé le législateur à mettre une différence entre elle et la société anonyme;

« Par ces motifs, déclare nulle, etc. » — Appel par Morel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en combinant les diverses dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés en nom collectif, en commandite ou anonymes, il est facile de se convaincre que l'esprit qui a présidé à leur rédaction a été d'abord d'assurer pour les tiers la preuve de l'existence des conditions de ces sociétés et ensuite de porter ces actes à la connaissance du public entier d'une manière tellement patente que tous ceux qui auraient voulu traiter avec ces sociétés ne puissent être induits en erreur et sur les conditions qui liaient les associés entre eux, et sur les garanties qu'elles offraient;

Attendu que cette sollicitude du législateur trouve sa justification dans la nécessité de prévenir les fraudes sans nombre que des associés auraient pu commettre envers les tiers, si, seuls dépositaires des conventions qui les liaient, ils avaient pu à leur gré les modifier, les faire disparaître ou n'en donner qu'une connaissance imparfaite à ceux qui devraient traiter avec eux;

Attendu que les dispositions du Code de commerce relatives à cette publicité se trouvent comprises dans les articles 42, 44 et 45, qui forment un système général dont

chacune des parties se rattache à l'autre, dont l'une s'explique par l'autre, et dont toutes se prêtent un mutuel appui;

Attendu, en effet, qu'après avoir déterminé le caractère des diverses sociétés, et le mode d'après lequel leur existence doit être constatée entre les associés, la loi vient dans les articles 42, 43 et 45 au mode de donner à ces sociétés la publicité qu'elle exige;

Attendu que les articles 42, 43, 44 et 45 contiennent l'indication des formalités voulues pour les trois espèces de sociétés en nom collectif, en commandite et anonyme, et que le § 5 de l'article 42 contient la sanction des dispositions qui prescrivent la publicité en comminant la peine de nullité à l'égard des intéressés en cas d'inobservation de ces formalités;

Attendu que si dans son principe l'article 42 ne parle que des sociétés en nom collectif et en commandite, cette disposition s'étend non-seulement à ces sociétés, mais encore à la société anonyme, d'après l'article 45 qui s'y réfère, et par son texte et par parité de raison;

Attendu, en effet, que si l'article 45 ne se rattache pas à l'article 42 et faisait une disposition isolée indépendante pour les sociétés anonymes, il en résulterait que l'exécution de cet article serait abandonnée à l'arbitraire le plus complet; que la loi ne tracerait aucune règle de conduite, tandis qu'en le rattachant à l'article 42, le lieu où doit se faire l'affiche, et le délai pendant lequel elle doit rester se trouvent déterminés et aucun arbitraire n'est possible;

Attendu encore que l'article 45 veut que l'ordonnance soit affichée avec l'acte d'association et pendant le même temps que celui-ci; qu'il se réfère donc au temps prescrit par une autre disposition pour la durée de la publication de cet acte, et qui ne se trouve déterminé que par l'article 42, ce qui prouve ultérieurement la connexion de ces deux articles et leur relation l'un avec l'autre;

Attendu que si la peine de nullité comminée par l'article 42 ne devait pas s'étendre aux sociétés anonymes, il en résulterait une inconséquence dans les prescriptions de la loi qui, dans ce cas, laisserait sans sanction l'obligation de publier les statuts précisément lorsque les précautions plus grandes prises à l'égard de ces sociétés faisaient plus fortement sentir la nécessité de punir sévèrement l'inobservation des règles prescrites;

Attendu que s'il faut admettre que la nullité prononcée par l'article 42 est applicable à l'inobservation des formalités vou-

lues par l'article 45 pour les sociétés anonymes, cette nullité étant d'ordre public, puisqu'elle intéresse la généralité à qui elle doit offrir une garantie de l'inobservation des formalités prescrites, et constituant une peine contre ceux qui les ont négligées, ne peut être couverte par l'exécution que pourraient avoir donné à l'acte de société ceux que la loi a non-seulement principalement mais uniquement voulu atteindre ;

Attendu qu'il n'est point établi au procès que la formalité de la publication de l'acte de société et de l'ordonnance royale aurait été remplie à une époque quelconque, mais que s'il fallait s'en rapporter aux allégations de l'appelant, il en résulterait que, dans tous les cas, cette formalité n'aurait été remplie pour partie que postérieurement à l'échéance de l'assignation donnée devant le tribunal de commerce, et pour une autre partie après que des conclusions en nullité de ce chef avaient été formellement prises par l'intimé ; que par conséquent, en supposant que l'offiche faite après le délai de quinzaine eût pu couvrir la nullité, il ne pourrait en être ainsi dans l'espèce où déjà la demande de nullité était formée et où l'état des choses ne pouvait plus être changé ;

Par ces motifs, et adoptant au surplus les motifs du premier juge, M. l'avocat général de Bavay entendu en son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 16 février 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

FILIAION. — POSSESSION D'ÉTAT. — MARIAGE RELIGIEUX.

L'enfant qui ne reproduit ni l'acte de mariage de ses père et mère décédés, ni son acte de naissance, peut néanmoins établir sa légitimité par la double possession d'état de ses auteurs comme époux, et par la sienne comme enfant légitime. La circonstance que l'enfant connaît le lieu du mariage de ses père et mère, et la production de leur mariage religieux, ne le rendent point inhabile à établir sa filiation de la manière ci-dessus (1). (Code civil, art. 197.)

M. Chaufheid, conjointement avec son mari A. Pondant, avait assigné A. Chauf-

heid, son frère consanguin, en partage de la succession de N. Chaufheid, leur père commun. L'assigné répondit à cette demande qu'il était prêt à entrer en partage si la demanderesse établissait sa qualité d'enfant légitime ou naturelle du défunt.

Voyant sa filiation contestée et voulant l'établir à l'égard de tous les intéressés, la dame Pondant assigna L. Chaufheid, autre enfant de Nicolas, en intervention, et demanda à prouver sa qualité d'enfant légitime par la double possession d'état, savoir de ses père et mère comme époux, et par la sienne comme fille légitime (197 du Code civil).

Sur ce, est intervenu un jugement du tribunal de Verviers, portant :

« Considérant que l'état d'enfant légitime est contesté à l'épouse Pondant, parce qu'elle ne représente ni l'acte de célébration du mariage civil de ses père et mère, ni son acte de naissance ;

« Considérant que N. Chaufheid et M. J. Loffet, du mariage desquels l'épouse Pondant prétend être issue, étaient décédés lors de l'introduction de l'instance ; qu'ainsi, aux termes des articles 197 et 320 du Code civil, il y a lieu d'autoriser la preuve offerte par les époux Pondant ;

« Par ces motifs, le tribunal admet la demanderesse à prouver par toutes voies de droit et même par témoins, etc. — Appel.

Les appelants ont dit : L'intimée ne se trouve point dans le cas de l'exception de l'article 197 du Code civil. La dispense de reproduction de l'acte de mariage de ses père et mère n'est établie que pour l'enfant qui a ignoré le lieu de la célébration. Or, l'intimée connaît le lieu et l'année de cette célébration ; elle sait que le mariage a eu lieu à Verviers en 1797. De plus sa prétendue possession d'état est *contradite* par un acte émané de ses auteurs ; un mariage a eu lieu devant l'église en 1797 ; par cela que l'acte n'a point été célébré devant l'officier de l'état civil, il s'ensuit que N. Chaufheid et sa prétendue épouse M. J. Loffet ont renoncé d'attribuer à leur union les effets légaux du mariage.

AA&R.

LA COUR ; — Attendu que l'article 197 du Code civil est conçu en termes généraux, et que pour invoquer le bénéfice de cette

(1) Voy. Rennes, 5 mars 1811 ; Dalloz, *v^o Filiation*, t. 16, p. 172 ; Merlin, *Rep.*, *v^o Légitimité*.

mité, sect. II, quest. 5 ; Paris, cass., 18 décembre 1837.

disposition, les enfants, dont la légitimité est contestée, n'ont point à justifier de leur ignorance du lieu du mariage de leurs parents, ce qui tendrait à faire d'un motif de la loi une condition de son application ;

Attendu qu'il importe peu qu'on ait versé au procès un extrait du mariage de N. Chauffeide et de M. J. Loffet ; qu'on ne saurait en induire l'absence du mariage civil ; car de ce qu'ils ont fait bénir leur union, il ne s'ensuit pas qu'ils ne l'ont pas contracté dans la forme légale ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 18 février 1839. — Cour de Liège.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — 2^o ABSENCE. — 3^o DEMANDE NOUVELLE.

1^o *Le jugement par défaut rendu contre l'individu qui a formé tierce opposition à un jugement où il n'était point partie est lui-même susceptible d'opposition.* L'art. 163 du Code de procédure civile n'est point applicable à ce cas (1).

2^o *Bien qu'un individu ait disparu de son domicile sous l'empire d'une coutume qui le répute mort après un certain laps de temps écoulé sans nouvelles, son état doit néanmoins être réglé d'après la législation qui a remplacé cette coutume, si, à l'époque de ce remplacement, le laps de temps nécessaire pour le faire réputer mort n'était pas encore accompli (2).*

3^o *La demande en possession provisoire des biens d'un absent formée subsidiairement à l'action en partage de ses biens constitue une demande nouvelle qui ne peut être présentée pour la première fois devant la Cour d'appel.*

Un jugement rendu le 28 décembre 1837 par le tribunal de Hasselt, sur la demande de la dame veuve Hlenkart, et après une enquête faite contradictoirement entre elle et

le ministère public, déclara l'absence d'Alard-Henri-Joseph de Heusch, son père, dont on n'avait point entendu parler depuis 1794 à 1798, époque de son départ pour l'Amérique, et déclara néanmoins n'y avoir rien à statuer, quant à présent, sur l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent demandé par la requérante.

Le 4 janvier 1838, Bonaventure de Heusch, se disant aux droits de Jean-Louis et de Joseph-Alard de Heusch, frères de la dame Hlenkart, forma tierce opposition audit jugement, et, en assignant cette dernière en validité, il demanda le partage des biens de l'absent. Il fondait sa demande sur ce que Henri-Joseph de Heusch, étant mort, n'avait pu être déclaré absent, et produisait un extrait du registre de la commune de Donck contenant une déclaration faite le 2 décembre 1816 devant Zimmerman, vice-consul du roi des Pays-Bas près la ville de New-York, et en présence de J. L. Cleeman et de John Rachle, par laquelle une femme disant se nommer Marie Wellis, veuve Vandeweelez, annonce avoir appris par un nommé Ezéchiël Robin le décès de Alard-Henri-Joseph de Heusch, arrivé le 30 octobre 1798 à l'hôpital de Bellevue. — Ledit extrait consigné au registre de l'état civil de Donck, en exécution d'un jugement du tribunal de Hasselt du 22 juillet 1837.

Le 12 avril 1838, le tribunal de Hasselt rend un jugement par défaut qui déclare le demandeur non recevable ni fondé dans sa tierce opposition, et rejette sa demande en partage.

Sur l'opposition du sieur de Heusch, nouveau jugement rendu le 27 juin et ainsi conçu :

« Dans le droit, l'opposition dont il s'agit est-elle recevable ?

« Vu l'article 163 du Code de procédure civile, statuant en termes clairs et précis que l'opposition ne pourra jamais être reçue contre un jugement qui aurait débouté d'une première opposition ;

« Considérant que cet article pose un principe fondamental applicable à toute espèce d'opposition, et tellement absolu, qu'à moins d'une exception faite à ce principe

(1) Voy. conf. Paris, 27 juin et 13 juillet 1826. — La tierce opposition n'est point, comme l'opposition simple, un accessoire, une dépendance d'une action principale, mais bien une demande distincte et nouvelle, qui doit dès lors jouir de tous les avantages des instances ordinaires.

(2) Le droit éventuel attaché à un délai commencé n'est point, comme celui qui résulte d'un

délai accompli, un droit acquis : c'est simplement une espérance, dont la réalisation dépend de conditions toujours et nécessairement placées dans le domaine du législateur, et que celui-ci peut conséquemment, à son gré, modifier ou supprimer. — Cette doctrine, applicable aux prescriptions, l'est à bien plus forte raison à l'espèce de notre arrêt.

par le législateur, les tribunaux ne peuvent, sans violer la loi, admettre une opposition formée contre un jugement qui aurait débouté d'une première opposition ;

« Considérant qu'aucune exception à ce principe n'étant établie par le législateur dans le titre du Code de procédure civile qui traite de la tierce opposition, celle faite par l'opposant au jugement de déclaration d'absence prononcée par le tribunal du 28 décembre 1837, encore sa demande en opposition, formée contre le jugement que le tribunal a rendu par défaut contre lui le 12 avril dernier, ne serait-elle pas admissible, parce qu'ayant été débouté par ce jugement de l'opposition formée contre celui du 28 décembre précité, la nouvelle opposition audit jugement du 12 avril est frappée de la réprobation prononcée par l'article 165 du Code de procédure civile, et par la maxime qu'opposition sur opposition ne vaut ;

« Par ces motifs, déclare l'opposant non recevable dans son opposition au jugement du 12 avril dernier, etc., etc. »

Le sieur de Heusch appela de ce jugement aussi bien que de celui du 12 avril.

Le 15 août, il laissa prendre contre lui un arrêt par défaut contre lequel il forma opposition.

Il prétend que, n'ayant pas été partie ni appelé au jugement sur requête du 28 décembre 1837, le premier jugement qui ait statué à son égard est celui par défaut du 12 avril 1838; que, par suite, l'opposition à ce jugement était évidemment recevable.

Au fond, il soutient qu'en sa qualité de cessionnaire et propriétaire des deux tiers des biens d'A. H. J. de Heusch, il est en droit de faire cesser l'indivision avec la dame Henkart, propriétaire du troisième tiers.

C'est en vain que l'intimée oppose qu'il n'y aurait lieu qu'à une simple déclaration d'absence dudit A. H. J. de Heusch; qu'il est manifeste, au contraire, qu'il y a lieu de procéder au partage définitif des biens délaissés par lui, soit parce que, son absence ayant commencé sous l'empire de la coutume de Liège et ayant duré pendant quarante ans, ledit absent doit être actuellement tenu pour mort; soit parce que, son épouse ayant pris depuis plus de quarante ans l'administration de ses biens, il y a lieu à envoi en possession définitive, et par suite au partage.

L'intimée répondait que l'opposition formée le 28 avril 1838 par l'appelant au jugement par défaut du 12 du même mois n'était pas recevable, aux termes de l'article

165 du Code de procédure civile, qui statue qu'opposition sur opposition n'est pas admissible en justice; que le mot opposition, employé en termes généraux et sans restriction aucune, comme le fait cet article, s'applique à toutes les espèces d'opposition, et, par conséquent, non moins à l'opposition tierce qu'à l'opposition. Si même l'on devait admettre contre l'évidence que l'article 165 du Code de procédure civile ne doit pas être interprété dans le sens sus-indiqué, et, par suite, qu'il ne reçoit pas d'application au tiers opposant qui, s'étant laissé condamner par défaut sur sa tierce opposition, forme ensuite opposition au jugement, il n'y en aurait pas moins lieu de confirmer le jugement attaqué, parce que l'appelant, ayant négligé de faire valoir, dans son opposition au jugement du 12 avril, le moyen tiré de l'article 11 du chapitre 11 des coutumes de Liège, moyen en vertu duquel l'absent serait présumé mort, ce qui donnerait lieu au partage de sa succession, n'a pas pu présenter ce moyen pour la première fois, soit devant le tribunal appelé à statuer sur l'opposition, soit devant la Cour d'appel.

En effet, l'article 161 du Code de procédure civile ne permet à l'opposant d'employer, pour faire réformer le jugement par défaut, que les moyens relevés avant le jugement, ou au moins dans la requête d'opposition.

En fait, l'opposant a déclaré dans sa requête du 28 avril 1838 se référer aux motifs déduits dans son opposition, avec assignation du 4 février 1838 à ceux qui l'étaient dans les pièces de procédure postérieures à ladite assignation.

Or le motif unique déduit dans ladite assignation et dans lesdites pièces est le décès réel, la mort physique de l'Américain de Heusch. Cela résulte de ce qu'on y invoque pour preuve de ce décès une déclaration du 20 décembre 1816, qui aurait prétendument constaté la mort d'A. H. J. de Heusch par suite de la fièvre jaune, et de ce que nulle part on ne fait valoir le moyen tiré de la présomption légale du décès; dès lors l'article 161 du Code de procédure civile sus-invoqué fait obstacle à ce que l'appelant puisse se prévaloir de ce moyen.

D'ailleurs, en supposant même que cette fin de non-recevoir tirée de l'article 161 du Code de procédure civile ne soit pas fondée, le moyen qu'elle a pour but d'écarter ne pourrait pas davantage être accueilli puisqu'il faudrait, pour qu'il pût l'être, 1° que le débat fut réglé par la coutume de Liège, tandis qu'il l'est par la coutume de Loux,

l'absent étant domicilié et ayant ses biens à Landwyck, dans le comté de Loos; 2^e que l'absence se fût prolongée pendant quarante ans sous l'empire de la coutume de Liège : à défaut de cette dernière circonstance l'appelant n'ayant pas eu droit acquis sous la coutume, c'est le Code civil qu'il faut consulter; d'où suit qu'aucun de ses héritiers présomptifs ne peut faire valoir des droits à sa succession qu'après avoir fait déclarer son absence, et avoir rapporté la preuve de son décès réel ou présumé d'après les règles du Code civil.

Quant au moyen tiré de la prétendue mort réelle de A. H. J. de Heusch, aucune pièce produite au procès par la partie adverse n'établit, soit d'après la loi ancienne, soit d'après les lois actuelles, la réalité du décès.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le jugement déclaratif de l'absence de de Heusch, père de l'intimée, a été rendu sur la demande et à l'intervention de cette dernière; que l'appelant, n'y ayant pas été partie, a pu légalement se rendre opposant après avoir été débouté par défaut de son opposition audit jugement; qu'en vain l'on argumente de la disposition de l'article 163 du Code de procédure civile et de l'ancien adage qu'opposition sur opposition ne vaut : car il résulte de l'esprit de la loi et de la combinaison dudit article avec l'article 22 du Code précité que son application doit se restreindre au cas où la partie opposante s'est laissée juger une seconde fois par défaut, circonstance qui ne se rencontre pas dans l'espèce; qu'au surplus, le débat sur ce point se réduit à une question de dépens, puisqu'il était loisible à l'appelant d'employer en appel tous les moyens propres à faire accueillir sa demande en partage des biens de l'absent;

Considérant qu'il n'a été versé au procès aucun acte dans la forme requise pour constater le décès du père de l'intimée; que la déclaration faite à New-York, en 1816, par Marie Wellis, se disant veuve de l'absent, et attestant sa mort à l'hôpital de Bellevue le 30 octobre 1789, ne saurait mériter la confiance de la justice; que, si cette pièce a été transcrite sur les registres de l'état civil de la commune de Donck, la transcription n'en a été ordonnée que tous droits saufs de ceux qui auraient intérêt à la contester;

Considérant que le laps de quarante ans après lequel l'expatrié est réputé mort selon la coutume de Liège était loin d'avoir atteint

son terme dans l'espèce, lorsque cette coutume a été abolie et remplacée par les lois nouvelles; que c'est donc d'après les dispositions du Code civil que doivent se régler le mode de déclaration et les effets de l'absence du père de l'intimée;

Considérant que depuis la naissance de celui-ci, ni depuis le jugement déclaratif de son absence, il ne s'est pas écoulé la période de temps fixée par la loi pour l'envoi en possession définitive et la transmission de propriété qui en est la suite; que dès lors la demande en partage des biens de l'absent est prématurée et ne saurait être accueillie;

Considérant que l'appelant n'a pas demandé en première instance l'envoi en possession provisoire; que la conclusion subsidiaire prise à cette fin constitue une demande nouvelle, qui ne peut être formée pour la première fois en instance d'appel; qu'il y a donc lieu de la déclarer non recevable;

Par ces motifs, reçoit l'appelant opposant à l'arrêt par défaut du 13 août, et statuait, etc.

Du 18 février 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

AUBAINE (DROIT D').

Brux., 20 février 1839. — Voy. 30 juin 1838, 2^e espèce.

FAILLITE. — OUVERTURE. — OPPOSITION. — QUALITÉ. — SYNDIC.

Les agents ou syndics n'ont pas qualité pour former opposition au jugement qui fixe l'ouverture de la faillite (1). (Code de comm., art. 457.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 457 du Code de commerce donne aux faillites et aux créanciers individuellement le droit de s'opposer au jugement qui déclare la faillite et fixe l'époque de son ouverture; qu'il accorde encore cette faculté à tout autre intéressé, mais qu'il n'y comprend pas les agents et syndics qui, en cette qualité, n'ont aucun intérêt personnel à la faillite, et n'y

(1) Voy. dans ce sens Liège, 21 juillet 1824 et 14 juillet 1825. Voy. aussi Toulouse, 8 mai 1824.

figurent que pour l'administrer dans l'intérêt du failli et des créanciers qu'ils représentent à cet égard ;

Attendu que cet article ne se borne pas à investir les seuls intéressés du pouvoir de s'opposer à la fixation de l'époque de l'ouverture de la faillite, mais qu'il circonscrit encore avec précision les délais dans lesquels chacun d'eux peut l'exercer ; d'où il suit que s'il avait voulu accorder la même faculté aux agents et syndics il aurait déterminé le délai dans lequel ils auraient dû en faire usage ;

Attendu que l'intimé ne s'est opposé au jugement qui fixait l'époque de l'ouverture de la faillite de Leurs au 10 novembre 1834, pour la faire reporter au 13 septembre même année, qu'en sa qualité de syndic, et cela après la clôture du procès-verbal de la vérification des créances, et après le dernier délai fixé pour les créanciers en demeure ; d'où il résulte que cette opposition n'était pas recevable, tant pour défaut de qualité dans la personne du syndic, que pour avoir été exercée après les délais fixés par la loi ;

Par ces motifs, déclare l'intimé non recevable dans son action tendante à faire reporter au 13 septembre 1834 l'époque de l'ouverture de la faillite, etc.

Du 21 février 1859. — Cour de Liège.

LETTRE DE CHANGE. — L'PROVISION. — FAILLITE.

Lorsque le tireur d'une lettre de change tombe en faillite avant l'échéance, la provision existante entre les mains du tiré est acquise au porteur, bien qu'il n'y ait pas eu acceptation de la traite : en conséquence la provision ne doit point être restituée à la masse créancière et réunie à son actif (1). (Code de comm., art. 115, 170 et 149.)

Le sieur Delnest, commissionnaire en draps à Bruxelles, avait remis en paiement au sieur Descamps, banquier à Mons, six traites ensemble d'un import de 2,121 francs 31 cent., et avait été crédité de cette somme. Ces traites ne furent point présentées à l'acceptation, mais avant leur échéance le

tireur tomba en faillite. Le syndic en revendiqua le montant contre le sieur Descamps, par le motif que le porteur ne peut avoir aucun privilège sur la provision d'une lettre de change non acceptée ; que, dans ce cas, la provision reste la propriété du tireur jusqu'à l'échéance, et partant est acquise à la masse créancière, si la faillite survient avant cette époque.

Le 14 juin 1838, jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, ainsi conçu :

« Attendu qu'il est en aveu entre parties que provision avait été faite en mains des tirés des effets dont il s'agit ;

« Attendu que ces valeurs ont été déléguées au défendeur avant la faillite du tireur qui en a été crédité, et que cette délégation ayant été acceptée par le paiement même des effets, les contrats ont été consommés et exécutés de bonne foi entre les intéressés ;

« Par ces motifs, déclare la demande non recevable, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu en fait que les points suivants sont constants au procès : 1° que les lettres de change dont s'agit ont été créées antérieurement à la faillite du sieur Delnest ; 2° que provision existait entre les mains des tirés ; 3° qu'elles n'ont point été présentées à l'acceptation, et 4° qu'elles ont été acquittées à leurs échéances respectives, après le jugement déclaratif de la faillite Delnest ;

Attendu que, dans cet état, il échet d'examiner si l'intimé preneur, nonobstant la faillite du tireur, survenue entre la délivrance de ces traites et leurs échéances, a pu valablement recevoir la provision affectée au paiement de ces effets, ou s'il doit la restituer à la masse créancière du failli pour être réunie à son actif ;

Attendu en droit que le contrat de change est, suivant les auteurs, l'opération par laquelle une personne cède et transporte à une autre la créance ou les fonds qu'elle a dans un autre lieu, pour un prix convenu ;

Attendu qu'il suit de cette définition que le contrat de change a pour objet la cession ou le transport non d'une créance ou de fonds que le tireur n'a pas encore, mais d'une valeur réelle déjà censée existante au moment de la convention ;

(1) Voy. Paris, cass., 22 nov. 1830 ; 15 février 1832 et 7 déc. 1835 ; Rouen, 17 août 1838. Mais voy. Rouen, 11 juin 1838. Cette question partage

les auteurs. Voy. Dalloz, t. 12, p. 228 ; Locré, t. 2, p. 64 ; Boulay-Paty, des Faillites, n° 375 ; Vincens, t. 2, p. 357.

Attendu que cette cession ou transport s'opère au moyen de la lettre de change créée en exécution du contrat et passée à l'ordre du preneur;

Attendu que, d'après le droit commercial, la délivrance de la lettre de change par le tireur a pour effet de transférer immédiatement la propriété de la créance ou des fonds cédés au preneur, qui est saisi de plein droit, même à l'égard des tiers, sans qu'il faille une signification du transport, comme pour les cessions civiles; d'où suit que, par le seul fait de la transmission de la lettre de change, le tireur cédant est dessaisi, et a perdu tout droit de disposer des valeurs cédées dont la propriété a cessé de lui appartenir;

Attendu que le porteur, en succédant à l'instant même de la transmission de la traite aux droits et actions du tireur contre le tiré, acquiert un droit certain et incontestable sur la provision destinée au paiement de la lettre de change;

Attendu que cette provision, qui doit servir à l'acquit de la traite, et qui n'est autre chose que la somme que doit avoir le tireur chez le tiré au moment de la négociation, est, d'après la nature et les caractères du contrat de change, de l'essence même de ce contrat; qu'elle doit exister d'une manière réelle ou fictive entre les mains du tiré lors de la délivrance de la lettre de change, puisque c'est sur la foi de cette provision que le preneur a compté au tireur le montant de la traite;

Attendu que, par suite du dessaisissement du tireur et de la saisine de plein droit qui s'opère en faveur du preneur, par l'effet de la transmission de la lettre de change, la provision devient la propriété exclusive du preneur;

Attendu qu'il importe peu que ce ne soit qu'à dater de l'échéance que le preneur peut exiger la provision qui se trouve aux mains du tiré, car s'il est vrai que son droit à cette provision n'a d'effet qu'au jour de l'échéance, il n'en résulte pas que ce droit ne lui était pas dévolu antérieurement, en vertu de la lettre de change dont il est porteur;

Attendu qu'on ne peut rien induire de ce que jusqu'à l'époque de l'échéance la provision soit aux risques et périls du tireur, car quoique par la délivrance de la traite

au preneur la propriété de la provision soit acquise à ce dernier, et que son droit à la réclamer au jour fixé ait pris existence, cependant ce droit ne pouvait s'exercer qu'à l'échéance et la tradition réelle ne s'opérant qu'alors par le paiement de la traite, il est rationnel et équitable que cette provision soit jusque-là aux risques du tireur et périsse pour son compte en cas d'événement, ce qui est d'ailleurs conforme aux principes du contrat *do ut des* de la nature duquel participe le contrat de change;

Attendu que l'article 170 et autres dispositions du Code de commerce fournissent encore la preuve que le porteur d'une lettre de change a un droit acquis sur la provision;

Attendu qu'il suit de ce qui précède, que lorsque la provision a été faite, comme dans l'espèce actuelle, à une époque où le tireur jouissait de la plénitude de ses droits, cette provision est définitivement acquise au porteur, qui a pu le recevoir valablement, nonobstant la faillite du tireur survenue et déclarée avant l'échéance de la traite;

Par ces motifs, M. le premier avocat général Delebecque entendu en son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 21 février 1839. — Cour de Brux. — 5^e Ch.

1^o CHASSE (DÉLIT DE). — PLAINTES. — FERMIER. — 2^o DÉSISTEMENT. — ACTION FÉLONIQUE.

1^o *Le fermier a le droit de porter plainte pour fait de chasse commis sur les terres qu'il exploite* (1). (Loi du 50 avril 1790, article 8.)

2^o *Lorsque le ministère public a été saisi par une plainte pour délit de chasse, le désistement de la partie plaignante ne peut préjudicier à son action.*

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le fait de chasse en temps non prohibé, sur le terrain d'autrui, sans son consentement, constitue un délit proprement dit, dont la poursuite est subordonnée à la plainte, soit du propriétaire du sol, soit de toute autre partie intéressée;

(1) Voy. BRUX., 18 déc. 1828 et 11 fév. 1841 (*Pasic.*, p. 375, et la note); Gand, 25 juin 1841 (*Pasic.*, p. 251, et la note); Mangin, *Tr. de l'ac-*

tion publique, nos 17 et 151; Legraverend, t. 1^{er}, p. 51, no 51 de l'édition de 1830.

Attendu que la conservation des récoltes étant l'un des principaux avantages que la loi du 30 avril 1790 voulait assurer à la société, il s'ensuit que ceux qui cultivent le sol, à titre de bail, sont compris au premier chef sous les mots *partie intéressée*, dont se sert l'article 8 de cette loi ;

Attendu que le fait de chasse dont il est question a eu lieu en temps non prohibé, et qu'il y a eu plainte de la partie intéressée ;

Attendu que, par cela même que l'intérêt public l'emporte sur l'intérêt privé, la partie lésée par un délit ne peut, en règle générale, et sauf les cas expressément exceptés, arrêter l'action du ministère public dans l'exécution des lois répressives ;

Attendu que la loi du 30 avril 1790 a voulu que, par le fait seul de la plainte de la partie intéressée, il y eût, pour le ministère public, droit acquis à poursuivre les individus qu'elle signale comme auteurs du délit ;

Attendu que ce droit une fois acquis au ministère public devient indépendant de la volonté de celui qui le lui a conféré ;

Attendu que si la partie intéressée ne s'était pas bornée à rendre plainte, mais qu'elle se fût portée partie civile, elle n'eût pu, en renonçant à l'action civile, arrêter ou suspendre l'exercice de l'action du ministère public, ainsi que cela résulte à l'évidence de l'article 4 du Code d'instruction criminelle ;

Attendu qu'il doit en être de même si, comme au cas actuel, la partie intéressée s'est bornée à porter une plainte dont elle a postérieurement déclaré se désister ;

Par ces motifs, condamnue, etc.

Du 25 février 1839. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

APPEL INCIDENT. — RECEVABILITÉ.

L'appel incident est recevable en tout état de cause, même contre les chefs du jugement autres que ceux sur lesquels il y a appel principal ⁽¹⁾. (Code de proc., article 445.)

(1) Voy. *conf.* Rennes, 11 mars 1817 et 3 août 1819 ; Amiens, 29 mars et 10 mai 1822 ; Lyon, 15 mai 1822 ; Agen, 10 juin 1824 ; cass., 15 janvier 1824 et 22 mars 1826 ; Brux., 25 fév. 1827 ; Liège, 7 juin 1835 et 3 mars 1838 ; Brux., 15 juillet 1841. Chauveau sur Carré, *Procéd.*, question 1574 ; Poncelet, n^{os} 531 et suiv. ; Merlin, *Quest.*, t. 7, p. 369 ; Favard, t. 1, p. 182, n^o 4 ; Berrinat, p. 419, note 57, n^o 1 ; Thomine-Desma-

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que c'est par un seul et même jugement qu'il a été fait droit sur les différents chefs de conclusions ; que si l'appel incident a pour objet une partie du jugement distincte de celle qui a donné lieu à l'appel principal, ce n'est pas une raison pour le rejeter, et que l'article 445 du Code de procédure admet, sans distinction et en tout état de cause, l'appel incident de celui qui y a intérêt ;

Par ces motifs, sans avoir égard à la fin de non-recevoir opposée contre l'appel incident, etc.

Du 25 février 1839. — Cour de Liège.

BÉNÉFICES SIMPLES.

Liège, 24 février 1839 (*Pasic.*, 1841, p. 24). — Voy. aussi Br., cass., 4 mars 1841 (*Pasic.*, p. 174).

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — JUGEMENT. — EXÉCUTION. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux correctionnels ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements ; en conséquence, c'est devant le tribunal civil que doit être portée l'action en dommages-intérêts réservée par un tribunal correctionnel ⁽²⁾. (Loi du 26 août 1822, article 206.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'action introduite par l'intimé tend uniquement à fins civiles, et qu'elle constitue évidemment dans son ensemble une contestation sur l'exécution du jugement prononcé entre parties par le tribunal correctionnel d'Ypres le 10 juillet 1833, quel que soit le caractère que l'on veuille attribuer aux offres faites par l'appelante à l'intimé, en exécution dudit jugement ;

Considérant qu'il est de principe certain

zure, t. 1, p. 670 ; Boisdard, t. 3, p. 51 ; Talandier, n^o 407.

Contrà, Nîmes, 18 mai 1806 ; Rennes, 1^{er} août 1810 ; Brux., 20 juillet 1838 ; La Haye, 15 juillet 1825. Voy. aussi Dalloz, t. 2, p. 163 ; Carré, *loc. cit.*

(2) Voy. Gand, 6 avril 1838 ; Brux., 14 juin 1827.

en droit que les tribunaux correctionnels ne peuvent statuer sur les intérêts civils des parties qu'incidemment ou accessoirement à l'action publique intentée devant eux, et qu'ils ne peuvent également, comme tribunaux d'exception, connaître de l'exécution de leurs jugements, quant aux intérêts civils, sur lesquels ils ont prononcé, mais que les différends, qui peuvent s'élever à ce sujet à l'occasion de cette exécution, sont exclusivement du ressort des tribunaux civils ordinaires;

Qu'ainsi c'est sans fondement que l'appelant veut décliner la compétence du tribunal civil d'Ypres, par le motif que l'intimé, par sa demande, méconnaît doublement la décision du juge correctionnel, 1^o en ce qu'il réclame devant le juge civil une somme déterminée au lieu et place de la restitution en nature des objets saisis et non vendus, telle qu'elle a été ordonnée par le tribunal correctionnel; 2^o en ce qu'il exige des dommages-intérêts qui ont été refusés par le juge correctionnel, et que celui-ci seul était compétent pour allouer;

Qu'en effet, la première partie de la demande de l'intimé n'est autre chose qu'un débat élevé relativement à l'exécution civile du jugement correctionnel prémentionné, et qu'à l'égard de l'autre partie de la demande, il est incontestable, en supposant, comme le prétend l'appelant, que l'intimé aurait dû porter sa réclamation à cette fin devant le tribunal correctionnel d'Ypres, qu'il n'eût pu le faire qu'incidemment à l'action correctionnelle poursuivie à sa charge par l'appelante, et que ne l'ayant pas fait, mais ayant au contraire réservé ses droits à cet égard, il ne restait que le tribunal civil devant lequel l'intimé put porter sa demande, le tribunal correctionnel ayant totalement épuisé sa juridiction par le jugement du 10 juillet 1835; qu'à la vérité ces prétentions de l'intimé sont peut-être non recevables ou non fondées, mais que cette considération ne saurait, dans aucun cas, motiver une déclaration d'incompétence de la part du juge civil, puisqu'au contraire il a seul droit d'examiner la validité desdites prétentions, ainsi que les moyens que l'appelante peut opposer à l'action de l'intimé;

Par ces motifs, ouï M. le premier avocat général Donny en ses conclusions conformes, met l'appel à néant, etc.

Du 25 février 1839. — Cour de Gand: — 2^e Ch.

PAYEMENT (LIEU DE). — DOMICILE.

Bien que le lieu de paiement d'une créance soit de droit le domicile du débiteur, on peut voir cependant dans des circonstances particulières l'intention des parties de changer le lieu indiqué par la loi, sans qu'il soit besoin d'une renonciation expresse à cet égard, et cela surtout en matière commerciale.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la correspondance dont se prévaut l'appelant ne présente point les éléments d'un marché convenu; qu'elle fournit seulement les premiers états d'une négociation conclue ensuite à Venloo dans une entrevue particulière, que l'intimé avait annoncée par sa lettre du 25 mai 1838;

Attendu que si le lieu du paiement d'une créance est de droit le domicile du débiteur, on peut cependant trouver dans des circonstances particulières l'intention des parties de changer le lieu indiqué par la loi, sans que, du reste, il soit besoin d'une renonciation expresse à cet égard, ce qui est vrai surtout en matière commerciale, où les conventions s'établissent plus facilement que dans les transactions civiles;

Attendu que dans la lettre qui accompagnait la facture, l'intimé a manifesté son intention d'en recevoir le prix à Liège; que, dans sa lettre subséquente, l'appelant s'est borné à protester contre un manquant dans les marchandises, et que, loin de critiquer la demande de la remise des fonds à Liège, il s'est mis en mesure d'adresser au vendeur des billets en paiement; que dans cette conduite de l'acheteur, qui, tandis qu'il proteste contre une partie de la facture, envoie au vendeur des billets en paiement sans observations ni réserves, on doit voir, ou l'exécution d'une convention antérieure, ou l'acquiescement à la proposition faite dans la lettre accompagnant la facture; qu'il suit de là que l'appelant a consenti à prendre la ville de Liège pour lieu du paiement, et qu'ainsi le tribunal de commerce de cette ville est compétent;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 26 février 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

FAILLITE. — EXPROPRIATION FORCÉE. —
TITRE EXECUTOIRE. — VERIFICATION. — SUR-
SIS. — SYNDIC. — QUALITE. — DELAI.

Les créanciers hypothécaires, porteurs d'un titre exécutoire, peuvent-ils exproprier les immeubles d'une faillite sans faire vérifier leurs créances ? — Rés. aff.

Les tribunaux ne pourraient-ils, en ce cas, accorder un sursis aux poursuites pendant lequel les syndics seraient tenus de vendre les immeubles suivant les formes ordinaires ? — Rés. nég.

Un syndic provisoire a-t-il qualité pour s'opposer à des poursuites en expropriation ? — Rés. aff.

Par acte passé devant M^e Lambinon le 8 mars 1837, le sieur Beck-Steins emprunta à la famille Deharlez une somme de 12,000 francs et hypothéqua tous ses immeubles à la garantie de cette somme qui, aux termes de l'acte, ne devait être exigible qu'en 1852. Il fut néanmoins convenu entre parties que tout acte ou événement qui tendrait à diminuer les sûretés données par le contrat donnerait aux prêteurs le droit d'exiger de suite le remboursement.

Le 17 août 1838, Beck-Steins fut déclaré en état de faillite, et le 29 août suivant, la famille Deharlez commença des poursuites en expropriation de tous les immeubles de cette faillite, tant contre le syndic provisoire que contre le failli lui-même.

Le 3 décembre 1838, le syndic provisoire présenta une requête au tribunal civil de Liège, pour voir dire et déclarer que la famille Deharlez n'était ni fondée ni recevable dans ces poursuites en expropriation, et subsidiairement il conclut à ce qu'il fût sursis auxdites poursuites pendant un délai de cinq mois endéans lequel le syndic définitif à nommer serait tenu de vendre les immeubles de la faillite suivant les formes ordinaires.

Il se fondait eu fait sur ce que la somme principale n'était pas exigible, et sur ce que l'exigibilité décrétée en cas de faillite par les articles 1183 du Code civil et 448 du Code de commerce devait s'entendre en ce sens que le créancier n'avait que le droit d'exiger sa créance lors de la distribution par contribution, et nullement par action directe, et par conséquent, moyennant l'offre qu'il faisait de payer l'année d'intérêt échue et les frais jusqu'aux offres, les poursuivants étaient sans droit comme sans in-

térêt pour le surplus. Quant à la clause portant que tout événement qui tendrait à diminuer les sûretés données par le contrat rendrait la somme exigible, il soutenait que la faillite avait laissé les hypothèques intactes, et que par conséquent l'exigibilité réclamée de ce chef n'était pas fondée. Il appuyait ces moyens sur la doctrine de Locré, *Esprit du Code de commerce*, art. 448, et sur un arrêt de la Cour de Bruxelles du 5 décembre 1818 (Dalloz, 18, 218).

En droit : le syndic soutenait que l'article 502 du Code de commerce assujettissait tous les créanciers d'une faillite à la vérification de leurs créances, comme l'enseigne Pardessus, n° 1183, fussent-ils cirographaires ou hypothécaires. Il invoquait l'article 507 du Code de commerce, qui leur impose en outre l'obligation d'affirmer sous serment la sincérité de leurs créances, et il en tirait cette conséquence qu'en donnant aux créanciers hypothécaires le droit d'exproprier de plano les immeubles du failli, c'était enlever à la masse une garantie que la loi lui avait assurée et la priver du droit de déjouer les fraudes qui sont si dangereuses dans les faillites, et lui enlever un moyen de combattre les créances simulées ou de se prémunir contre le défaut de preuve de libération que le désordre des affaires du failli entraînait ordinairement. Il cherchait à écarter les arguments tirés de l'article 532 du Code de commerce, en interprétant cet article en ce sens qu'il ne donnait le droit aux créanciers hypothécaires de poursuivre que pour autant que leurs créances auraient été vérifiées, et pour le cas où la nomination du syndic définitif entraînerait trop de lenteur après la vérification des créances. Enfin le syndic provisoire demandait subsidiairement un sursis de cinq mois, endéans lequel le syndic définitif à nommer devrait procéder à la vente des immeubles suivant le mode déterminé par la loi du 12 juin 1816; il disait à l'appui que le Code de commerce avait établi un mode particulier de réaliser l'actif du failli, et que ce mode en concours avec la voie parée devait être préféré, attendu que les ventes ordinaires sont plus avantageuses que les exécutions judiciaires : il citait à l'appui un arrêt de la Cour de Paris du 20 avril 1831, qui avait jugé que le porteur d'un titre exécutoire ne pouvait saisir le mobilier du failli, quoique aucune disposition expresse ne le privât de ce droit. Il disait en outre que le syndic étant administrateur devait être mis sur la même ligne que l'heritier bénéficiaire, et partant de cette ana-

logie il invoquait la jurisprudence qui enseignait qu'il pouvait être accordé à celui-ci un sursis ou délai en vertu de l'article 1244 du Code civil, pour arrêter des poursuites en expropriation, et faire procéder lui-même à la vente (Paris, 24 février 1825; Limoges, 15 avril 1831; Paris, cass., 4 déc. 1822; Dalloz, 26, 209, et Paris, cass., 1^{re} février 1850).

Par jugement du tribunal de Liège du 15 décembre 1838, les saisissants furent autorisés à continuer leurs poursuites en expropriation : les motifs de ce jugement font suffisamment connaître leurs moyens.

Il s'agit de décider 1^{re} s'il y a lieu, en recevant le syndic opposant au commandement de trente jours, à la saisie ensuivie et autres poursuites ultérieures de déclarer nulles et de nul effet lesdites poursuites; 2^o en cas de négative, et sans avoir égard à la demande de sursis et aux offres du syndic opposant, d'ordonner la continuation desdites poursuites?

« Attendu, sur la première question, qu'en doit sans doute reconnaître que les fonctions des syndics provisoires sont restreintes à des actes déterminés, que la vente des immeubles du failli ne rentre pas dans leurs attributions, mais dans celle des syndics définitifs, aux termes de l'article 552 du Code de commerce, mais que, jusqu'à leur nomination, il n'en est pas moins vrai qu'aux termes de l'article 491 du même Code toute action intentée après la faillite doit l'être contre les agents et les syndics;

« Attendu que les défendeurs se sont conformés à cette disposition, en dirigeant leurs poursuites en expropriation tant contre le failli que contre l'agent et ensuite contre le syndic provisoire à sa faillite; qu'à moins de dire que ces poursuites sont frustratoires, on doit admettre que celui contre qui on peut intenter une action a aussi le droit d'y opposer toutes les exceptions de nature à la repousser;

« Attendu que l'opposition du syndic ne tend pas à s'immiscer dans la vente des immeubles du failli, mais de faire annuler les poursuites ou d'y faire surseoir, dans le but de la conférer à ceux qui sont désignés par la loi pour y procéder; que sous tous ces rapports l'opposition est recevable;

« Attendu, en ce qui touche la nullité des poursuites fondée sur le défaut d'affirmation de la créance des défendeurs, que l'article 802 du Code de commerce y astreint tous les créanciers du failli sans distinction entre les chirographaires et ceux dont la

créance est garantie par une hypothèque, mais que nulle part la loi n'établit une fin de non-recevoir contre le créancier hypothécaire qui poursuit son gage à défaut de cette affirmation; que tout ce qui en résulte c'est que s'il n'est pas payé avec le prix des immeubles, il sera forcé à rien prétendre contre la masse chirographaire, aux répartitions censemées, qui, aux termes de l'article 515 dudit Code, sont réputées irrévocables à cet égard;

« Attendu que la loi, dans les art. 9213 du Code civil et 551 du Code de procédure, ne requiert rien d'autre pour pouvoir poursuivre la vente forcée des immeubles d'un débiteur, si ce n'est que le créancier ait un titre authentique et exécutoire pour une dette certaine et liquide, ce qui existe dans l'espèce; que la survenance de la faillite ne change pas et ne peut enlever au créancier les droits qu'il avait acquis antérieurement; qu'il suffit d'ailleurs que la loi n'établisse nulle part une fin de non-recevoir contre l'action du créancier, à défaut d'affirmation, pour que le juge ne puisse la suppléer, et que l'article 552 du Code de commerce suppose qu'une action en expropriation a pu exister contre le failli ou les agents et les syndics provisoires avant la nomination des syndics définitifs;

« Attendu, sur la seconde question, en ce qui touche la demande de sursis, qu'en matière d'expropriation forcée la loi ne l'autorise que dans le seul cas de l'article 2212 du Code civil, qui n'est pas celui dont il s'agit ici; que, hors ce cas, provision est due au titre authentique dont l'exécution ne peut être suspendue qu'au cas d'inscription de faux principal ou incident, aux termes de l'article 1319 du Code civil;

« Attendu, en ce qui touche les offres du demandeur, que, d'après les stipulations du contrat du 8 mars 1837, comme aussi d'après les articles 1188 du Code civil et 448 du Code de commerce, le débiteur a été déchu du bénéfice du terme lui accordé par ledit contrat; qu'ainsi les défendeurs ont été fondés, tant en vertu de leur contrat qu'en vertu de la loi, à faire commandement tant pour le capital que pour les intérêts échus; que cette exigibilité n'étant pas le résultat du fait unique de la faillite, mais de la stipulation du contrat, les offres faites par le syndic de rembourser les intérêts du capital et les frais jusqu'à ce jour ne sont pas suffisantes;

« Par ces motifs, le tribunal... ordonne la continuation des poursuites, etc. — Appel par le syndic.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 26 février 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — FRAIS.

Pour que la personne civilement responsable d'un délit puisse encourir une condamnation aux dépens, il ne faut pas que cette condamnation soit accessoire à une condamnation en dommages-intérêts. (Code civil, art. 1382; Code pénal, art. 74; Code crim., art. 194.)

Ainsi la partie civilement responsable d'un délit, citée avec le prévenu devant les tribunaux de répression, doit être condamnée aux frais envers le ministère public (1).

Cette condamnation ne doit point être restreinte au cas où il y a une partie civile. (Code d'inst. crim., art. 3, 182 et 194.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 3 du Code d'instruction criminelle, et 74 du Code pénal, que toute personne civilement responsable d'un délit peut être attraitée devant les tribunaux de répression devant lesquels se poursuit l'action publique; qu'il résulte de l'article 182 du Code d'instruction criminelle que le ministère public peut citer au correctionnel non-seulement les prévenus, mais encore les personnes civilement responsables; enfin qu'en cas de condamnation, celles-ci doivent, aux termes de l'article 194 du même Code, être condamnées aux frais, même envers la partie publique;

Attendu que si, en présence de l'article 194 précité, il pouvait être douteux que les personnes civilement responsables soient passibles des frais, alors même qu'aucune condamnation principale n'est prononcée à leur charge, ce doute disparaîtrait d'une part devant l'article 182 du Code d'instruction criminelle, qui accorde au ministère

publie, en tous cas et même en l'absence d'une partie civile, la faculté de citer la personne civilement responsable, faculté qui le plus souvent ne peut avoir pour objet qu'une condamnation aux frais, et d'autre part devant l'article 186 du décret impérial du 18 juin 1811, lequel impose aux magistrats l'obligation de condamner solidairement aux frais les personnes civilement responsables avec les auteurs et complices du délit; que cette dernière disposition est générale et n'admet aucune distinction; d'où l'on doit conclure que, dans tous les cas où il y a lieu à la responsabilité civile, le ministère public a qualité pour assigner ceux à qui elle incombait devant les tribunaux de répression pour y demander leur condamnation aux frais, et que ces tribunaux eux-mêmes sont compétents pour faire droit à ces réquisitions;

Que c'est donc sans fondement que les premiers juges ont introduit une distinction entre le cas où il y a une partie civile en cause et celui où le ministère public agit seul, et que ce n'est pas avec plus de raison qu'ils prétendent qu'à défaut d'intérêt actuel le ministère public serait non recevable, puisque ayant droit de requérir une condamnation solidaire aux frais d'après l'article 186 précité, son action n'est point subordonnée à l'insolvabilité des auteurs ou complices du délit;

Attendu au surplus qu'il est de principe et d'une jurisprudence constante que la responsabilité civile a son origine dans le fait; qu'elle lui est inhérente; qu'elle le suit, par conséquent, dans toutes les actions auxquelles il peut donner lieu; que tout délit peut être poursuivi par le ministère public; que les frais de poursuites constituent, en faveur de la partie publique, un intérêt civil qui provient du fait qui sert de base à l'exercice de son action; que la partie civilement responsable est nécessairement engagée dans ces poursuites lorsqu'elle y est appelée par le ministère public et que, lorsque les poursuites ont été reconnues bien fondées, elle doit subir la condamnation aux frais qu'elles ont produits;

Par ces motifs, met à néant la partie du jugement de laquelle est appel, etc.

Du 1^{er} mars 1839. — Cour de Liège.

(1) Voy. dans ce sens Chauveau, *Théorie du Code pénal*, ch. 15, à la fin; Liège, 15 déc. 1857. *Contrà*, cass., 15 juin 1852. Mais cet arrêt est critiqué par l'auteur cité plus haut, et est con-

traire à d'autres arrêts de la Cour suprême de France, et aux arrêts suivants : Brux., cass., 4 mai 1840; Brux., 14 nov. 1850 (*Panicé*, 1851, p. 351).

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF. — DISSOLUTION. — ACTIONS ACTIVES. — RECEVABILITÉ.

L'associé en nom collectif a-t-il qualité pour, à la dissolution de la société et lorsqu'il n'a pas été nommé de liquidateur, poursuivre, quant à sa part et sans le concours de ses coassociés, les débiteurs de la société ? (Code civil, art. 1859.) — Rés. aff.

Ces derniers ne peuvent-ils pas exiger que l'associé mette en cause ses coassociés ? — Rés. nég.

B. Kreps avait fait des affaires commerciales avec la maison Vandermeulen, frères, pendant les années 1821 et 1822. Depuis lors cette société s'est dissoute, et les associés ont conjointement procédé à la liquidation de la maison, sans l'intervention d'un liquidateur particulier.

Par exploit du 10 avril 1838, Ch. Vandermeulen, l'un des associés, intenta une action en propre nom contre B. Kreps, pour faire déclarer que celui-ci devait à Vandermeulen une somme de 26,124 francs 48 centimes et pour le faire condamner à payer à lui Ch. Vandermeulen la moitié de ce solde.

Kreps, en appel comme devant le premier juge, a soutenu qu'ayant contracté avec la société Vandermeulen frères, un seul des associés ne pouvait intenter contre lui une pareille demande.

Il avait, disait-il, un grand intérêt à ce que son compte avec Vandermeulen, frères, fût définitivement arrêté; or il ne pouvait parvenir à ces fins que pour autant qu'il eût compté avec *Vandermeulen, frères*, eux-mêmes ou avec l'individu ayant qualité pour représenter légalement cette société, c'est-à-dire son liquidateur.

La société n'existant plus, c'était donc avec la liquidation qu'il devait opérer, et certainement on ne pouvait lui ravir ce droit, puisque, ayant traité avec une société, il y avait droit acquis pour lui de continuer à exercer ses actions contre la même société ou sa liquidation.

Ce principe, qui dérive de la nature même du contrat qui est intervenu entre parties, était selon lui enseigné par les meilleurs auteurs, et il citait Malepeyre et Jourdain, *Traité des sociétés commerciales*, n° 539.

Ch. Vandermeulen, agissant seul, ne représente pas suffisamment Vandermeulen,

frères, et puisque la liquidation de cette société se fait par Louis et Charles Vandermeulen simultanément, l'action doit être poursuivie par ces deux individus en même temps.

Sous le rapport de l'intérêt qu'il pouvait avoir à ce que l'action fût ainsi poursuivie, il disait que n'ayant qu'un seul compte à arrêter il ne pouvait être tenu à subir autant d'actions en liquidation de compte qu'il pouvait y avoir d'intéressés à son résultat. Que ferait-on par exemple dans les sociétés par actions où il peut exister des centaines d'intéressés ?

Dans la liquidation du compte, il s'agira d'apprécier les faits qui se sont passés entre lui, Kreps, et chacun des associés, et si pour la justification d'un fait il devait, par exemple, déférer le serment décisoire à celui des associés liquidateurs qui ne se trouve pas en cause, comment pourrait-il exercer ce droit que lui assure la loi ?

Il existe un troisième motif, qu'on pourrait même nommer d'ordre public, pour faire accueillir ce système : si celui qui a agi avec un seul être moral, une société, est obligé à subir sur une seule difficulté autant d'actions qu'il y a de personnes faisant partie de cet être moral, il peut en résulter une contrariété de décisions. Ce serait là un véritable scandale judiciaire qu'on doit toujours éviter, notamment quand cela peut se faire sans nuire aux intérêts de qui que ce soit.

Dans l'espèce, si les deux liquidateurs ne peuvent s'entendre pour l'exercice simultané d'un seul et même droit, il est loisible à l'intimé de faire nommer un liquidateur, qui seul représentera la société et qui exercera tous les droits qui ne peuvent appartenir divisément à chaque associé, car ceux-ci n'ont réellement des droits *divis* que dans le partage qui suit nécessairement la liquidation (Malepeyre et Jourdain, articles 442, 507, 521, 522, 523; Pardessus, n° 1072).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que durant l'existence d'une société en nom collectif, lorsque, comme dans l'espèce, aucun des associés n'est chargé de l'administration, ils sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre, et que ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement;

Attendu qu'à la dissolution d'une telle société chacun des associés peut prétendre

sa part dans les bénéfices telle qu'elle est déterminée par l'acte de société, ou proportionnellement à sa mise dans le fonds social, lorsque l'acte ne détermine point cette part;

Qu'ainsi chacun des associés Vandermeulen a pu seul exercer, pendant l'existence de la société solidairement, et après sa dissolution pour sa part, toutes les actions actives de la société;

Attendu qu'aux termes de l'acte de société, en date du 7 juin 1821, il doit être, à la fin de la société, procédé par égales portions, c'est-à-dire par moitié, au partage de ce qui composera le fonds de leur commerce;

Qu'il suit de là que l'intimé Vandermeulen avait droit et qualité pour intenter seul et sans le concours de son coassocié la présente action tendante au payement de la moitié de la dette de l'appelant à la société dissoute, et que l'intimé, exerçant ici un droit propre et personnel, ne peut être tenu d'appeler en cause son ancien associé;

Attendu que si l'appelant croit pouvoir tirer quelque parti de sa présence au procès de ce dernier, rien ne saurait l'empêcher de l'appeler lui-même en cause;

Par ces motifs, met l'appel à néant, etc.

Du 1^{er} mars 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

1^o EXÉCUTION PROVISOIRE. — Appel.
— 2^o INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — ACTE CONSERVATOIRE.

1^o Lorsque le premier juge, usant de la faculté que lui donne l'article 135 du Code de procédure, a prononcé l'exécution provisoire en matière de reddition de compte, il n'en appartient pas moins au juge supérieur, à qui ce jugement est déféré, de réformer, par des défenses, cette partie du jugement, en appréciant le mérite des motifs qui ont pu engager à l'accorder.

2^o L'inscription hypothécaire prise en vertu de ce jugement est une mesure purement conservatoire soumise à l'éventualité du résultat de la décision définitive, mesure que les oyants ont pu prendre en vertu du jugement, en évaluant le capital inscrit d'une manière conditionnelle et in-

déterminée d'après la nature même de la condamnation y portée (1).

Du 4 mars 1839. — Cour de Brux. — 1^{re} Ch.

SAISIE-ARRÊT SUR SOI-MÊME.

L'article 557 du Code de procédure civile exigeant, pour opérer une saisie-arrêt, le concours de trois personnes réelles et non fictives, la saisie-arrêt pratiquée sur soi-même est nulle (2).

La veuve Motté a, par exploit du 10 mars 1838, fait pratiquer sur la veuve Francq, et entre ses propres mains, une saisie-arrêt aux fins d'avoir payement d'une somme de 6,256 francs 17 centimes qu'elle prétendait lui être due pour argent prêté.

Par acte du 16 mars suivant, cette saisie a été dénoncée à la veuve Motté elle-même à sa propre requête avec assignation à comparaitre audit tribunal aux fins de l'y voir déclarer bonne et valable. Cette demande en validité a été dénoncée à la veuve Motté elle-même.

Le 26 juillet 1838, le tribunal de Neufchâteau a rendu le jugement suivant :

« Attendu que l'article 557 du Code de procédure exige, pour opérer une saisie-arrêt, le concours de trois personnes, savoir : un créancier, un saisi et un tiers saisi, ce qui exclut la saisie-arrêt sur soi-même qui s'effectuerait avec le concours de deux personnes seulement; qu'il résulte des termes de cet article et de ceux des dispositions qui les suivent, par les formalités qu'ils commandent, que ces personnes doivent être réelles et non fictives;

« Attendu, d'ailleurs, que la saisie-arrêt sur soi-même n'était autorisée dans la procédure ancienne que par l'usage qui a été expressément aboli par les dispositions de l'article 1041 dudit Code; le législateur, s'il eût voulu la maintenir, aurait consacré son existence en des termes formels, tandis qu'il a à ce sujet gardé le silence;

« Attendu qu'il suit de ce qui précède qu'en saisissant sur elle-même, la demanderesse a procédé irrégulièrement;

« Par ces motifs, le tribunal, etc. » — Appel.

(1) Voy. Liège, 19 fév. 1838. Voy. aussi Br., 4 mars 1837, un arrêt intervenu entre les mêmes parties.

(2) La jurisprudence a été quelque temps in-

décisée sur ce point, mais plus tard elle s'est prononcée dans le sens de l'arrêt que nous recueillons ici. Voy. la note sous l'arrêt de la Cour de Gand du 27 mars 1837.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, ... met l'appellation à néant, etc.

Du 5 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

SAISIE-ARRÊT. — SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE.
— CRÉANCIER.

Le créancier d'une succession bénéficiaire peut personnellement, d'après l'art. 557 du Code de procédure civile, dont les termes sont généraux et ne font aucune exception pour le cas où la succession d'un débiteur a été acceptée sous bénéfice d'inventaire, exercer des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs de la succession (1).

Le 14 mars 1838, en vertu d'une ordonnance sur requête du président du tribunal civil de Neufchâteau, l'appelante fit pratiquer une saisie-arrêt sur l'intimée, héritière bénéficiaire de son mari, entre les mains des débiteurs, jusqu'à concurrence d'une somme de 6,236 francs 17 centimes, pour les causes y exprimées, et, après l'accomplissement des formalités requises, assignation fut donnée en validité de cette saisie à l'intimée en qualité qu'elle agit.

Celle-ci argua de nullité la saisie-arrêt, par les motifs qu'elle frappait sur une succession bénéficiaire, qu'elle en entravait l'administration, et que, partant, elle était réprochée par la loi.

Par jugement du 26 juillet, le tribunal de Neufchâteau déclara la saisie sans effet, en donna mainlevée pure et simple avec dépens, par le motif que, l'article 803 du Code civil chargeant l'héritier bénéficiaire d'administrer la succession et de rendre compte de son administration aux créanciers, ce serait entraver cette administration que d'autoriser des saisies dans les mains des débiteurs de la succession bénéficiaire.

La veuve Motté appela de ce jugement. Elle fonda ses conclusions sur ce que l'ar-

ticle 557 du Code de procédure civile est général ; qu'il ne contient aucune exception pour le cas où la succession d'un débiteur est acceptée sous bénéfice d'inventaire, et qu'il n'y a aucune raison d'admettre une semblable exception. L'intimée fonda les siennes sur les motifs des premiers juges.

ARRÊT.

LA COUR ; — Dans le droit, il s'agit de décider si le créancier d'une succession bénéficiaire peut personnellement exercer des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs de la succession ?

Attendu que l'article 557 du Code de procédure civile accorde à tout créancier de saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets mobiliers appartenant à son débiteur ;

Que cette disposition est générale, et n'admet aucune exception pour le cas où la succession d'un débiteur a été acceptée sous bénéfice d'inventaire ;

Attendu que l'héritier bénéficiaire n'est point le représentant des créanciers ; qu'au contraire, il a souvent des intérêts tout à fait opposés ; qu'à la vérité, l'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, mais dans l'objet indiqué par l'article 808 du Code civil, de payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent, lorsqu'il n'y a pas d'opposition, et qu'il serait extraordinaire que l'héritier qui ne pourrait refuser la somme dont il s'agit au créancier qui se présenterait pour la recevoir pût empêcher ce même créancier de la saisir dans les mains d'un tiers et d'en obtenir la mainlevée ; que dans l'espèce aucune opposition n'a été faite entre les mains de l'intimée, héritière bénéficiaire, avant les saisies-arrêts pratiqués ;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant ; émettant, déclare bonnes et valables les saisies-arrêts interposés par l'appelante tant en nom propre que comme tutrice de ses enfants mineurs, par exploit du 14 mars 1838, entre les mains de..., etc.; renvoie la partie devant les premiers juges pour instruire sur les causes

(1) La question est fort controversée en France. Voy., conforme à l'arrêt ci-dessus, ens., 8 décembre 1814; Bordeaux, 19 avril 1822; Douai, 5 mars 1830; Liom, 24 août 1857; Delvincourt, *Cours de droit civil*, t. 2, p. 52, n° 3; Duranton, t. 7, n° 37; Vazeille, *des Successions*, art. 803, n° 4; Carré, *Lois de la procédure*, sur l'art. 558; Bioche et Goujet, *Dict. procéd.*, v° Saisie arrêt,

n° 19; Roger, *de la Saisie-arrêt*, n° 180; Gouffier, *Jurisp. sur les successions*, p. 256, et Billard, *Bénéfice d'inventaire*, n° 58. — En sens contraire, Paris, 30 juill. 1816, 27 juin 1820; Rouen, 12 août 1826; Berrin, p. 721, note 25, n° 5, et Rolland de Villargues, *Rép. du not.*, v° Bénéfice d'inventaire, n° 153.

desdites saisies-arrests, condamne la partie intimée aux dépens des deux instances sur l'incident, ordonne la restitution de l'amende.

Du 5 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

—

USINE. — CANAL. — USAGE ABUSIF. —
RIVERAINS.

Dans l'obscurité ou le silence des conventions, c'est aux usiniers à ramener les eaux dans le biez et à les y restreindre, lorsqu'il s'agit d'un canal creusé de main d'homme formant une dépendance des usines.

Le principe général que chacun doit user de sa propriété de manière que celle d'autrui n'en soit point altérée est vrai particulièrement en matière de cours d'eau artificiel, lequel ne doit jamais être nuisible aux riverains. (Lol 17, ff., de servit. prael. rust.)

Par exploit du 18 juillet 1810, feu Amand de Bormans de Hasselbrouk, propriétaire de la terre de Colonster, avait fait assigner devant le tribunal civil de Liège Serrais Grisard, négociant en fer à Liège; Urbain, l'ib. L. Leroy, demeurant à Angleur; Grisard Fyon, Daniel Grisard, tous copropriétaires d'usines situées à Colonster, pour s'entendre condamner solidairement à entretenir et réparer les bords du biez dans les endroits où il existe des éboulements et excavations survenus, à entretenir suivant les règles de l'art les bords dudit biez de manière à garantir et maintenir intactes les propriétés des demandeurs que ce biez longe, autoriser à leur défaut les demandeurs à faire faire ces réparations aux frais des défendeurs, qui seront tenus de les lui rembourser sur simple état, le tout avec dommages-intérêts et dépens.

Un jugement du 9 avril 1812 ordonna une expertise à l'effet de visiter et vérifier les bords du biez de Colonster dans toute son étendue, ainsi que les terrains riverains qui les bordent des deux côtés; de reconnaître les excavations, éboulements et enlèvements de terre qui pourraient exister sur lesdits terrains, d'où ils proviennent, ainsi que les moyens d'en empêcher la progression, d'examiner s'il existe dans le biez des anciens pilotis qui annonceraient qu'il y aurait eu un pilotage ou une espèce de batte, pour soutenir les bords dudit biez, et les défendre contre l'action des eaux, et, dans ce cas, 1^o quelle distance il y a entre les pilotis et les terrains qui forment actuellement les

bords du biez; 2^o combien de terrain à peu près pourrait avoir été emporté et par quelle cause. Le même jugement a nommé pour experts J. Duekers, architecte, J. Hanquet, maître maçon et M. Guillemin, ancien juré des eaux. Ces experts ont procédé aux opérations qui leur étaient prescrites les 2 juin et 9 septembre 1812, et leur rapport a été déposé au greffe.

Un second jugement du 11 mars 1815 a admis les défendeurs à la preuve des faits suivants : 1^o qu'il est vrai que le demandeur ou ses devanciers a de temps immémorial fait placer ou permis de placer sur les bords du biez dont il exige la réparation des dépôts de bois provenant de ses coupes de bois de Colonster, tant en fagots et perches que grosses poutres, et des pierres provenant des carrières; 2^o que, pour le transport de ces objets, des bateaux sont venus les charger dans ledit biez, et que les bateliers ont enfoncé des pieux et des fers dans les bords pour assujettir les bateaux, ce qui a fait ébouler partie des bords; 3^o que le demandeur a fait pâtre ou permis de faire pâtre du gros bétail sur les bords dudit biez; 4^o que plusieurs bestiaux, en y paissant, sont tombés dans ledit biez, et en ont fait ébouler les bords; 5^o qu'il a fallu les en retirer avec des cordes et des pièces de bois; 6^o que le demandeur a changé la décharge des eaux dans son bois; 7^o que, par ce changement, dans les grosses pluies et averse, l'eau descend des bois avec une telle rapidité qu'elle occasionne des excavations et dégrade les bords du biez; 8^o que le demandeur a fait réparer quelquefois ces excavations; 9^o que le demandeur a laissé croître des saules le long du biez, à telle grosseur et si près du bord, qu'ils en ont entrainé partie, comme on le voit encore actuellement; 10^o que les excavations qui existent aujourd'hui dans les bords du biez sont le résultat d'un très-long laps de temps; 11^o qu'il y a plus de quarante ans et de mémoire d'homme, que ces excavations existent, 12^o que, sur l'eau de l'Ourle, les propriétaires riverains entretiennent leur terrain; 13^o que les maîtres d'usines ne réparent que la longueur d'une corde de hâtelier, au-dessus et au-dessous de leur vanne; 14^o qu'on ne connaît personne qui déroge à cet usage général.

Les enquêtes eurent lieu devant le juge-commissaire, dans le courant des mois de mai et juin 1815, et la cause est restée impoursuivie.

Par exploit du 12 mai 1832, Michel Laurent de Selys-Longchamps, agissant en qua-

lité de légataire à titre universel de feu Amand de Borman, a fait assigner les défendeurs intimés en reprise d'instance, aux fins de voir statuer sur les conclusions primitives déposées dans les actes du procès.

Un jugement définitif du 4 avril 1833 a renvoyé les défendeurs de l'action dirigée contre eux, et a condamné le demandeur aux dépens.

Par exploit du 9 mai 1833, Michel Laurent, baron de Selys-Longchamps, a interjeté appel de ce jugement. Il est représenté par R. G. H. de Chestret, agissant tant en nom personnel que comme tuteur de son enfant mineur, issu de son mariage avec feu A..., baronne de Selys-Longchamps.

La cause ayant été portée à l'audience de la première chambre de la Cour d'appel, l'appelant prit des conclusions qui étaient fondées sur ce que le biez qui alimente les usines des intimés a été creusé de main d'homme; qu'il est la propriété desdits intimés; que ceux-ci sont tenus de contenir ledit biez, de manière à ce qu'il ne dégrade pas, par suite du défaut d'entretien, les propriétés riveraines de l'appelant;

Que l'on a toujours distingué à cet égard entre les cours d'eau naturels et les cours d'eau artificiels;

Sur ce que cette obligation est d'autant plus étroite pour les intimés qu'elle leur a été imposée par les titres translatifs de la propriété des usines; qu'il résulte en effet du rendage de 1642 que le seigneur de Norion était tout à la fois propriétaire des usines et de leurs rives; qu'en transmettant aux auteurs des intimés lesdites usines, il leur a imposé l'obligation de contenir le biez dans ses limites; que non-seulement il leur a abandonné des pieux à cette fin, mais qu'il a stipulé soigneusement qu'on ne pourrait agrandir le biez qu'à charge d'établir de bonites et solides battes, de telle sorte qu'aucun dommage ne pût lui être causé; que l'acte de transaction du 23 novembre 1682 ne fait que confirmer cette obligation;

Sur ce que les différents contrats translatifs de propriété des usines la reproduisent en termes formels; qu'en effet, les contrats de 1631, 1724 et 1745 imposent aux possesseurs des usines l'obligation non-seulement de eurer le biez dans toute son étendue, mais encore de l'entretenir et de faire les élançonnements nécessaires; sur ce que ces contrats peuvent être invoqués par l'appelant au profit duquel ils stipulent, et parce qu'ils servent à fixer le sens du rendage de 1642;

Sur ce que l'obligation qui résulte de ce

rendage est réelle; qu'elle affecte le fond; qu'elle lie tous les possesseurs successifs; qu'elle ne peut tomber en prescription, parce que le dommage résultant du défaut d'entretien se reproduit chaque année et se perpétue;

Sur ce que, par suite, les propriétaires actuels de l'usine ne peuvent secouer l'autorité desdits contrats, ni réclamer le bénéfice d'une prescription quelconque;

Sur ce qu'ils ne peuvent davantage argumenter de ce que les auteurs de l'appelant auraient fait réparer certaines excavations, parce que ces excavations étaient le résultat de la chute des eaux des bois, fait qui n'était nullement imputable aux intimés; — Sur ce qu'enfin l'usage des lieux est impuissant en présence des stipulations du contrat; que cet usage n'existe que pour les cours d'eau naturels, et qu'il s'agit dans l'espèce d'un canal artificiel; que, dans ce cas, les riverains, ne recevant aucun avantage des eaux, ne peuvent être tenus à s'en garantir.

Les intimés motivaient leurs conclusions sur ce qu'aucune disposition de la loi n'astreint le propriétaire d'un biez à défendre la propriété riveraine; que ce soin doit nécessairement incomber au propriétaire lui-même; sur ce qu'il est de principe que celui qui use de sa propriété ne fait tort à personne, sur ce qu'aucun des actes produits n'impose aux usiniers l'obligation de protéger la propriété de l'appelant; que les actes invoqués par lui n'ont eu pour objet que de régler les rapports d'usiniers à usiniers; que ces actes d'ailleurs ne sont pas opposables à l'intimée, puisqu'elle n'est pas l'héritière de ceux qui y ont figuré, et qu'elle a acquis son usine à titre particulier; sur ce qu'il est démontré par les enquêtes que, d'après l'usage général, c'est aux propriétaires riverains qu'incombe l'obligation d'entretenir leurs propriétés sur les bords de l'Ourse; enfin, sur ce que le dommage dont la réparation est sollicitée remonte à plus de quarante ans avant l'action et qu'il a été causé en grande partie par des faits imputables aux auteurs de l'appelant.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que par le rendage de 1642 les tuteurs de Guillaume de Horion, seigneur de Colonster, ont transmis aux auteurs des intimés certaines usines avec leurs dépendances, au nombre desquelles le biez et le coup d'eau se trouvent formellement exprimés; que des stipulations retenues en l'acte de rendage se manifeste l'intention

des contractants de prémunir leurs propriétés respectives des dommages qui pourraient provenir de leur contact immédiat ; qu'à cet effet, d'une part, les preneurs se sont obligés 1° à rétablir à leurs frais et sans l'intérêt des vendeurs les objets cédés, lesquels étaient en mauvais état ; 2° à n'élargir le biez où besoin serait que sous la condition d'accommoder des balles si bonnes, que les rendeurs n'y endurent dominages ; 3° à ne déposer sur les bords que les graviers ou terrains propres à engraisser les prairies ; 4° à ne traverser lesdites prairies et les bois, avec chars et charrettes, que moyennant une indemnité convenue ; que, de leur côté, les cédants s'engagent 1° à laisser couper par les cessionnaires les haies, ormeaux, chênes et autres arbres croissant le long du biez, depuis le commencement jusqu'à la fin, mettant à la disposition de ceux-ci les piquets propres à vannes qui se trouvaient dans les haies ; 2° à leur laisser ôter les empêchements qui pourraient préjudicier au beval ou à la corde dans l'exercice du droit, stipulé en leur faveur, de faire monter des pontons jusqu'à la forge ; 3° les vendeurs s'obligent enfin de tenir le pont dit de Colonster à une telle hauteur que les preneurs puissent passer avec leurs marchandises sans incommodité ;

Attendu que l'esprit de ces conventions se retrouve dans la transaction du 29 novembre 1681, d'après laquelle le seigneur de Colonster permet aux détenteurs des usines de couper, de quatre ans en quatre ans, les saules et ormeaux existant à l'entour du biez, sauf avertissement préalable et restitution de la coupe, comme aussi d'arracher les grosses bouyées d'ormeaux lorsqu'il y aura apparence qu'elles pourraient tomber dans le biez ; voir, est-il ajouté, qu'on ne pourra pas élargir le biez au delà de la largeur qu'il doit avoir ;

Attendu que de ces documents, les seuls auxquels on puisse avoir égard, les autres ne concernant que le règlement d'intérêt des usiniers entre eux, il résulte que le seigneur de Colonster, sans jamais s'obliger à faire, à l'exception de ce qui regarde la hauteur du pont, s'est seulement astreint à laisser faire, en autorisant les usiniers à enlever de sa propriété tout ce qui pouvait devenir un obstacle à leur jouissance, mais à charge par eux toutefois d'user des droits concédés en respectant les limites du biez ; d'où il suit qu'en sonmettant sa propriété à de véritables servitudes en faveur des usines, il a entendu la préserver des autres inconvénients du voisinage du canal ;

Attendu que, dans l'obscurité ou le silence même des conventions, il y aurait encore lieu de déclarer que c'est aux usiniers à ramener les eaux dans le biez et à les y restreindre, par la raison qu'il s'agit dans l'espèce d'un canal creusé de main d'homme, formant une dépendance des usines ; qu'il est de principe général que chacun doit user de sa propriété de manière que celle d'autrui n'en soit point altérée, ce qui est vrai particulièrement en matière de cours d'eau artificiel, lequel ne doit jamais être nuisible aux riverains, d'après la loi 17, ff., de *servitutibus prædiorum rusticorum*, où il est dit : *Aquam denum permitti duci, si sine injuria alterius id fit* ; qu'en comprenant le canal dans la vente des usines, les vendeurs n'ont aliéné que le terrain destiné à contenir les eaux nécessaires aux établissements qu'elles alimentent ; que, par suite, c'est aux usiniers à restreindre les eaux sur la partie vendue, d'autant plus que les eaux forment elles-mêmes une propriété particulière, à l'usage exclusif des usines, sans que les riverains puissent en tirer aucun des avantages qui sont accordés au voisinage des cours d'eau naturels ;

Attendu que, d'après les inductions et considérations qui précèdent, les détenteurs des usines ne sont tenus qu'à empêcher les eaux d'entreprendre sur les propriétés riveraines ; que les condamner à entretenir les bords du biez suivant les règles de l'art, ce serait ajouter à leurs obligations et leur imposer une charge qui pourrait devenir onéreuse ; qu'ils doivent rester libres dans le choix des moyens de restreindre leurs eaux ; que l'intérêt des propriétaires ne commence que lorsqu'un dommage est causé ; qu'ainsi ce chef des conclusions ne doit pas être accueilli ;

Attendu, quant à l'exception de prescription, que c'est à la partie qui l'allègue à la justifier ; que cependant les intimés n'ont pas cherché à en fixer le point de départ ; que les dépositions des témoins qui disent, sans donner aucune cause de science, que depuis plus de quarante ans le biez est à peu près dans le même état, sont insuffisantes, d'autant plus que l'enquête n'a été ni demandée ni dirigée dans la vue d'établir la prescription, moyen qui n'a été présenté qu'en instance d'appel ; que d'ailleurs, en demandant que les intimés soient condamnés à ramener les eaux dans le biez et à les y maintenir, l'appelant ne fait que réclamer la partie de son terrain usurpée par les eaux de ses adversaires, qui, pour combattre cette réclamation par le moyen de la pres-

eraption, devraient établir que, dès avant l'introduction de l'action, ils ont possédé les points réclamés pendant un espace de temps suffisant à prescrire avec titre et bonne foi ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant ; émendant, et sans avoir égard à l'exception de prescription, condamne solidairement les intimés, pour tous dommages-intérêts, à réparer les bords du biez où il existe des éboulements et excavations produits par l'action des eaux du biez ; autorise, à leur défaut, l'appelant à faire ces réparations aux frais des intimés, qui seront tenus de les lui rembourser sur simple état ; dit l'appelant non fondé dans le surplus de ses conclusions, etc.

Du 5 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

SOCIÉTÉ CHARBONNIÈRE. — GESTION. — DÉLIBÉRATION. — VOIX. — INTÉRÊTS.

L'usage et la nature des choses ont introduit, pour les sociétés charbonnières, une dérogation au principe de l'article 1839 du Code civil, qui veut que les associés se soient mutuellement donné mandat pour la gestion de la chose commune. (Code civil, art. 1839.)

Les délibérations doivent être prises non à la majorité des voix, mais bien à la majorité des intérêts des membres composant l'association.

Le notaire Delvigne était intéressé dans le charbonnage de Tamines, conjointement avec les intimés. Ce charbonnage avait été concédé en 1827, sur une demande en maintenance ; mais l'arrêté de concession écartait cette maintenance et accordait une concession nouvelle. L'appelant Delvigne était propriétaire de 27 cinquantièmes dans l'exploitation en général, mais il n'était propriétaire que de 81 deux-centièmes dans la veine dite des Alloux.

Les parties n'ayant pu s'entendre sur l'administration de l'exploitation, force fut à l'appelant de recourir aux tribunaux. En conséquence, par exploit du 25 mars 1838, les intimés furent assignés à la requête de l'appelant par-devant le tribunal de Namur, aux fins d'entendre déclarer 1^o que les délibérations sociales dans tous les intérêts relatifs à la société pour l'exploitation du charbonnage de Tamines seront prises à la majorité des intérêts, et qu'en conséquence,

la majorité des intérêts fera loi et sera obligatoire pour la minorité ; 2^o que le requérant réunit en lui cette majorité d'intérêts ; le tout avec adjudication des dommages-intérêts résultés et à résulter et des dépens.

Les intimés, sur l'assignation du 25 mars, soutinrent l'appelant non fondé dans sa demande ; et le 27 juin 1838, le tribunal de Namur rendit un jugement dont les motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, de contestation relative au mode d'administration entre associés pour l'exploitation de mines de charbon de terre ; que l'association a eu lieu, en l'absence de toute stipulation à cet égard, sous l'empire du Code civil, et depuis la publication de la loi du 21 avril 1810, sur les mines et minières ;

« Attendu qu'à partir de la promulgation des lois qui font partie de ce Code, toutes coutumes générales ou locales, statuts et règlements, ont cessé d'avoir force de loi générale ou particulière dans les matières qui en sont l'objet (art. 7 de la loi du 30 ventôse an xii) ;

« Attendu que les législateurs du Code y ont spécialement consacré un titre qui détermine les règles à suivre en matière de société ; que, dès lors, on ne peut plus, dans cette matière, recourir à d'anciens usages proscrits, mais qu'il faut nécessairement s'en tenir au droit commun aussi longtemps qu'il n'est pas démontré qu'il y ait dérogation expresse ;

« Attendu que nulle part on ne trouve semblable dérogation pas plus pour les sociétés houillères que pour toutes autres sociétés industrielles ; que nominativement la loi de 1810 n'a pas introduit de droit exceptionnel applicable à l'espèce ; que loin de là, elle renvoie au Code civil toutes les fois qu'il s'agit d'intérêts privés dont elle n'a pas eu à s'occuper dans leur rapport avec l'intérêt général ; qu'en vain l'on invoque la disposition de l'article 58 de la même loi, puisqu'il est évident que cette disposition n'a eu en vue et ne peut jamais avoir pour objet que le règlement de droits acquis soit par conventions réciproques, soit par suite d'usages, et seulement en vertu d'anciennes concessions ;

« Que l'on n'est pas mieux fondé à prétendre que les dispositions du Code qui traitent des sociétés doivent demeurer sans application, par cela seul que l'association pour l'exploitation des mines ne prendrait fin ni par la volonté ni par la mort d'un ou de plusieurs des associés, contrairement à l'ar-

ticle 1865 : car c'est là une exception toute spéciale qui a son fondement dans la nature même des associations de ce genre, auxquelles se rattachent les grands principes d'intérêt public qui s'opposent à ce que des entreprises aussi importantes sous le rapport de la consommation générale puissent être ainsi en quelque sorte paralysées tout à coup et pour un temps illimité; d'où le principe d'indivisibilité consacré par l'article 7 précité;

« Attendu qu'aux termes de l'article 1859 du Code civil, et à défaut de stipulation spéciale sur le mode d'administration, les associés sont censés s'être donnés réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre, sauf le droit d'opposition, ce qui exclut le système de majorité que cherche à faire prévaloir la partie demanderesse;

« Attendu, par suite, qu'il devient indifférent de connaître la somme des intérêts des associés dans l'entreprise;

« Attendu que la quotité des droits fixée par la demande n'est pas contestée;

« Par ces motifs, dit que le demandeur est propriétaire de 27 cinquièmes de la concession de Tamines, à l'exception de la veine des Alloux, dans laquelle il n'a que 81 deux-centièmes; déclare qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'expertise provoquée, et le condamne aux dépens. »

Le 12 juillet 1838, le notaire Delvigne se rendit appelant de ce jugement devant la Cour de Liège.

Ses conclusions étaient fondées sur ce que le principe établi en l'article 1859 du Code civil n'est pas applicable à l'exploitation des mines; sur ce qu'il est d'usage en cette matière que l'avis de la majorité forme la loi de la société tout entière; que cet usage dérive de la nécessité et de la nature même des choses; sur ce que la loi de ventôse an xii n'a abrogé que les seuls usages relatifs à des matières sur lesquelles le Code a disposé et que le Code civil ne s'est pas occupé de l'exploitation des bouillères; sur ce que l'article 33 de la loi du 21 avril 1810 a maintenu les usages locaux; sur ce qu'il s'agit d'une exploitation commencée sous la loi ancienne et située au pays de Liège; que ce fait n'est pas dénié et que l'appelant en offre la preuve au besoin.

La partie intimée fondait les siennes 1° sur les motifs des premiers juges; 2° sur ce que la majorité devrait être la majorité des voix, et non celle des intérêts; 3° sur ce que l'intimé de Pierpont est propriétaire de 9 quatrièmes de la veine dite des Alloux, au titre de Ledoux, son cédant; d'un quarantième

de la même veine à titre de Stennier; que ledit intimé possède un cinquième dans les 30 quarantièmes restants; que Delcorde possède la même quotité; qu'en outre, de Pierpont et Delcorde ont 2 cinquièmes dans le surplus de la concession; sur ce que, pris égard à l'importance de la veine des Alloux, de Pierpont et Delcorde possèdent la majorité de l'intérêt social; que, si la vérification de ce point est nécessaire, une expertise doit être ordonnée.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la matière des mines étant régie par une loi spéciale, il faut en combiner le texte et l'esprit avec les dispositions du Code civil, lorsqu'il s'agit de savoir si celui-ci est ou non applicable à tel cas donné;

Attendu que si on a conclu avec raison de la loi du 20 avril 1810 sur les mines, et spécialement de l'article 7 de cette loi, que les trois dernières dispositions de l'article 1865 du Code civil n'étaient pas applicables aux sociétés charbonnières, et par suite que les actions dans ces sociétés étaient transmissibles et cessibles, de telle sorte que, nonobstant l'article 1861, les successeurs d'un associé devenaient membres de la société, il faut en conclure aussi qu'on ne peut soumettre ces sociétés à la règle établie par l'article 1859, qui, à défaut de stipulation spéciale sur le mode d'administration, donne à chaque associé d'une part le pouvoir d'administrer, et d'autre part le droit de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue;

Attendu en effet que, lorsque le personnel primitif d'une société est immuable, ceux qui la composent étant à bon droit présumés s'être entendus à l'avance sur le but qu'ils se sont proposé et sur le moyen de l'atteindre le plus avantageusement possible, on conçoit facilement alors que, s'ils n'ont spécialement réglé le mode d'administration, ils sont censés avoir eu à cet égard une confiance réciproque dans l'aptitude individuelle de chacun d'eux, mais que cette présomption disparaît complètement lorsque le personnel de la société peut subir une augmentation indéfinie, et force même un changement complet; qu'alors, et dans le silence du contrat, c'est la majorité qui doit former la volonté sociale; qu'ainsi le veulent l'usage et la nature des choses; qu'il s'ensuit ultérieurement que cette volonté régulièrement manifestée doit faire loi pour la minorité, sauf le cas de dol ou de fraude;

Attendu que l'usage et la jurisprudence du ci-devant pays de Liège, ainsi que des pays bouillers circonvoisins, avaient uniformément consacré le principe que les délibérations sociales se formaient par la majorité des intérêts, et non à la majorité des voix, par le motif que les sociétés charbonnières étaient plutôt des associations de capitaux que des associations de personnes; qu'elles ont conservé ce caractère spécial sous l'empire des lois nouvelles; que partant, ces lois n'ont pas pros crit à cet égard les usages locaux, auxquels d'ailleurs les parties sont censées s'être référées lorsqu'elles n'ont rien stipulé de contraire, conformément à l'article 1133 du Code civil;

Par ces motifs,... dit pour droit que les délibérations sociales relatives à la société qui existe entre parties pour l'exploitation de Tamines seront prises à la majorité des intérêts, et que ces délibérations seront obligatoires pour la société tout entière, etc.

Du 9 mars 1830. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

SERVITUDE. — DESTINATION DU FERR DE FAMILLE. — PASSAGE.

L'article 694 du Code civil, portant que si le propriétaire de deux héritages entre lesquels il existe un signe apparent de servitude dispose de l'un de ces héritages, sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue de subsister, est applicable au cas de servitude discontinue comme au cas de servitude continue (1).

(1) Voy. Brux., 11 juillet 1838. Cette question est née de ce qu'on a voulu rapprocher l'art. 694 du Code civil des articles 693 et 692 du même Code, en faire une disposition dépendante de celles qui le précèdent et destinée à leur servir de développement; que parlant de ce point, et l'article 692 ne parlant que de servitudes continues et apparentes, l'article 694 ne devait être appliqué qu'à ces servitudes, et non à d'autres. C'est en ce sens que se sont prononcées Malleville sur l'article 694; Toullier, t. 3, n° 613; Belfincourt, *Cours de droit civil*, t. 1^{er}, p. 553 (édit. franç. de 1819); Fovard de Langlade, *Rep.*, v° *Servitude*, sect. 3, § 4, n° 3; Garnier, *Des actions possessoires*, p. 324, édit. franç. et p. 161, édit. belge. C'est aussi en ce sens que la Cour de Lyon a décidé la question par son arrêt du 11 juin 1831. D'autre part, on a soutenu avec raison que l'article 694 formait une disposition distincte, un droit séparé; que son application

Cet article, qui parle de deux héritages, s'applique aussi au cas où il s'agit non de deux fonds appartenant à des exploitations différentes, mais d'un seul et même héritage.

Les enfants V... étaient en 1786 propriétaires d'une ferme, grand 38 mesures 68 verges, situé à Alvercinghem, laquelle avait une drève ou issue pour arriver au chemin public dit *burgweg*, par une partie de terre grande 5 mesures 135 verges, appartenant aux mêmes propriétaires.

Par acte notarié au date du 14 janvier 1819 passé entre les époux Simoens, qui avaient à cette époque une partie indivise dans la ferme, et leurs copropriétaires, les droits de ceux-ci furent séparés de ceux des époux Simoens. On adjugea aux époux Simoens le tiers indivis du lieu-manoir ou *hofplekke*, plusieurs bâtiments se trouvant sur ce lieu-manoir et d'autres pièces de terre; on adjugea à leurs cointéressés les deux tiers indivis du lieu-manoir, plusieurs bâtiments se trouvant également sur ce lieu-manoir et d'autres pièces de terre, au nombre desquelles se trouvait celle spécialement mentionnée ci-dessus par où la ferme avait une drève ou issue pour arriver au *burgweg*; elle est décrite de la manière suivante dans l'acte du 14 janvier: *eene groote happende parthie zayland doormeden door de carriere die ran d' hofplaetse tot op den zyrd burg weg gaet, de parthie ran westen de carriere is genaemt het barriere stuk, en de parthie ran oosten de selre carriere is genaemt bromstuk*. On lit dans les conditions de cet acte de séparation: *dat er geenen uytweg nog passage en zal moeten*

ne dépendait nullement de la continuité ou de la discontinuité de la servitude; telle est l'opinion de Pardessus, nos 289 et 300; Merlin, *Rep.*, v° *Servitudes*, § 19, n° 2; Solon, *Servitudes*, n° 389; Duranton, t. 3, n° 370 et suivants. Telle est aussi la jurisprudence de la Cour de cassation française. Voy. arrêts des 16 fév. 1832 et 26 avril 1837 (Cass., 15 nov. 1836; Douai, 1^{er} juill. 1837). Ce dernier arrêt est fondé principalement sur ce que le sens de l'art. 694 est clair, qu'il statue pour un cas autre que ceux prévus par les articles 692 et 693, qui le précèdent; que dès lors il n'est pas nécessaire de recourir à ceux-ci pour en connaître et fixer l'interprétation; qu'il résulte sans équivoque de cet article que, dans le cas qu'il prévoit, la servitude est maintenue par cela seul qu'elle est manifestée par un signe apparent, soit qu'elle ait un caractère de continuité, ou qu'elle soit discontinue. — Voy. aussi Liège, cass., 15 mars 1820.

geleerd worden door elks AENGewezen LANDEn, mits elks aenweys komt aen de publieke wegen.

Par acte du 11 septembre 1819, les copartageants des époux Simoens partagent entre eux ce qui leur était assigné par l'acte du 14 janvier. Les deux tiers du lieu-manoir restent indivis entre eux ; la pièce de terre sur laquelle est la drève ou issue échoit à Pierre V..., elle est décrite dans l'acte du 11 septembre de la même manière que dans celui du 14 janvier.

Le 24 mai 1820, Pierre V..., qui exploitait en même temps la ferme, vend cette partie de terre à L. Desmedt.

Enfin par acte notarié du 13 octobre 1823, L. Desmedt donne aux époux Simoens, en échange d'une pièce de terre, les deux tiers indivis du lieu-manoir, dont il avait antérieurement acquis la propriété.

A partir de cette époque, le lieu-manoir appartient en entier aux époux Simoens, et la pièce de terre sur laquelle se trouve la drève ou issue à L. Desmedt.

Par exploit introductif en date du 4 mars 1834, L. Desmedt assigna les époux Simoens devant le tribunal de Furnes, pour y entendre dire que la pièce de terre susdite n'est tenue à aucune servitude en faveur du lieu-manoir.

Sa prétention fut rejetée par jugement définitif du 13 décembre 1834.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'article 694 du Code civil statue en termes formels que si le propriétaire de deux héritages, entre lesquels il existe un signe apparent de servitude, dispose de l'un des deux héritages, sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné ;

Considérant que la généralité des expressions de cet article ne permet pas de distinguer entre les servitudes continues et les servitudes discontinues, la loi se bornant à exiger que l'existence de la servitude soit révélée par un signe apparent ;

Que c'est à bon droit que l'intimé prétend que si ledit article ne devait s'appliquer qu'aux servitudes continues et apparentes, il serait inutile dans le système du Code civil, puisque les articles 692 et 693 dudit Code doivent avoir leur effet aussi bien dans le cas où le propriétaire a laissé les choses dans l'état duquel résulte la ser-

vitute, que dans le cas où il les a mises lui-même dans cet état ; que telle est la doctrine des auteurs mêmes, qui ne voient dans l'article 694 que le développement des deux articles précédents, doctrine fondée sur la saine raison, et sur la maxime *ubi eadem ratio idem jus* ;

Considérant que l'appelant se prévaut vainement du rapport fait par le tribun Albiisson à l'assemblée générale du tribunal, pour en conclure qu'en tout cas l'article 694 du Code civil ne devrait trouver son application que lorsque la servitude existait avant la réunion des deux héritages entre les mains d'un seul propriétaire ; car d'abord la lettre de l'article 694 repousse cette interprétation restrictive ; ensuite rien ne prouve que l'opinion d'Albiisson ait été partagée, soit par le conseil d'Etat qui avait élaboré le projet de loi, soit par le corps législatif qui l'a adopté, cette opinion n'ayant pas été énoncée dans l'exposé des motifs, et n'ayant pas même été reproduite dans le discours prononcé par le tribun Gillet, chargé d'apporter au corps législatif le vœu d'adoption émis par le tribunal ; d'où suit que le sentiment exprimé par Albiisson ne peut être envisagé que comme une opinion personnelle, erronée d'ailleurs, comme le disent Merlin et Pardessus ;

Que c'est également à tort que l'appelant argumente, aux mêmes fins, du terme *servitude*, répété à deux reprises dans l'article 694 ; qu'en effet le législateur ne s'est servi de cette expression que pour indiquer l'assujettissement de fait d'un héritage à un autre, bien que cette relation entre les deux héritages, tant qu'ils existent dans les mêmes mains, ne puisse créer aucun droit de servitude proprement dit ;

Que l'argument de l'appelant basé sur ce que l'article 694 dispose pour le cas où deux héritages viennent à être séparés, tandis que, dans l'espèce, il ne s'agit que d'un seul et même héritage, n'est pas mieux fondé, puisque le mot *héritage* est évidemment synonyme du mot *fonds* employé dans l'article 693 ; qu'il suffit dans tous les cas que les fonds soient distincts et ne forment pas un seul corps de propriété ; d'où il résulte que ledit article 694 s'applique au lieu-manoir et à la pièce de terre dont il est question au procès, tout comme s'il s'agissait de deux fonds appartenant à deux exploitations différentes ;

Considérant en fait que, lors de l'échange opéré entre parties, le 13 octobre 1823, des deux tiers indivis du lieu-manoir, appartenant à l'appelant, contre une autre propriété

appartenant aux intimés Simoens, il existait sur la pièce de terre, dont l'appelant réclame la liberté, un passage pour chevaux et voitures, conduisant dudit lieu-manoir jusqu'au *zuydburgweg*, lequel passage se manifestait par divers signes apparents;

Par ces motifs et ceux du premier juge, met l'appel à néant, etc.

Du 11 mars 1839. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

1^o ET 2^o SOCIÉTÉ DU LUXEMBOURG. — CANAL DE MEUSE ET MOSALLE. — CONCESSION. — SOCIÉTÉ ANONYME. — 3^o SOCIÉTÉ ANONYME. — ADMINISTRATEURS. — ASSIGNATION EN JUSTICE.

1^o Lorsque, dans la concession d'un canal, le gouvernement réserve aux concessionnaires la faculté de former une société anonyme, l'apport ou la cession de la concession à une pareille société, qui reçoit la sanction royale, décharge-t-elle les concessionnaires primitifs des obligations que leur imposait l'octroi de concession? — Rés. aff.

2^o Ainsi, en cas d'inexécution des travaux, est-ce à la société anonyme et non aux concessionnaires primitifs que le gouvernement doit s'adresser (1)? — Rés. aff.

3^o Lorsque les statuts d'une société anonyme portent qu'elle sera gérée par cinq administrateurs, dont l'un dirigeant, sans qu'il soit particulièrement imposé à celui-ci d'ester en justice, la société est-elle valablement assignée en la personne de ses cinq administrateurs? (Code civil, art. 31.) — Rés. aff.

En 1825, les sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbelschroy, Mathieu et Beerenbroek conçurent le projet d'explorer le grand-duché de Luxembourg et la partie de la province de Namur, située sur la rive droite de la Meuse, et de former par suite, pour l'exploitation, une société anonyme.

Ils s'adressèrent au gouvernement pour obtenir 1^o l'approbation du projet d'exploration, 2^o l'autorisation de faire des recherches pendant trois années dans les bois domaniaux.

Aux termes de la loi du 21 avril 1810, les travaux d'exploration pouvaient se faire du consentement des propriétaires, sans l'autorisation du gouvernement, cette autorisation n'étant nécessaire que pour les biens à l'égard desquels le gouvernement pouvait intervenir comme propriétaire.

C'est ce qui fut reconnu par arrêté royal du 15 octobre 1825, qui se borna à approuver le projet d'exploration, pour autant que de besoin, et à accorder l'autorisation demandée pour les recherches à faire dans les bois domaniaux. En 1827, les sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbelschroy, Mathieu et Beerenbroek s'adressèrent au gouvernement pour obtenir la concession perpétuelle du canal de Meuse et Moselle (2); cette concession leur fut accordée par arrêté royal du 1^{er} juillet 1827.

Aux termes de l'article 1^{er} de cet arrêté, le canal a son point de départ à la Meuse, à Liège, et aboutit à la Moselle près de Wasserbillig; il a deux embranchements, l'un d'Ettebruch à Mersch, l'autre de Hamoul jusqu'à la Meuse à l'embouchure de la Hesse.

Les conditions reprises dans l'arrêté de concession, qu'il est utile de connaître pour le procès, sont : 1^o que les travaux devront être terminés sur la ligne principale à l'expiration de la cinquième année (article 1^{er}); 2^o que, dès le moment où les travaux commenceront, les concessionnaires auront à leur charge l'entretien de la navigation actuelle sur les lignes projetées, et recevront, comme indemnité de cette charge, les droits qui s'y perçoivent (art. 6); 3^o que les concessionnaires ne seront point soumis à la direction ou surveillance des ingénieurs des ponts et chaussées..., qu'ils ne devront aucun compte de l'avancement des travaux (art. 4); qu'à dater de l'entier achèvement des travaux, le péage concédé sera la propriété perpétuelle et incommutable des concessionnaires, qui pourront l'aliéner, l'affermier, l'hypothéquer, suivant leurs conventions (art. 8); 4^o que les concessionnaires auront la faculté de former telles associations et d'émettre telles actions négociables qu'ils jugeront convenables en se conformant aux lois et règlements sur cette matière (art. 9).

Les arrêtés du 15 octobre 1825 et du 1^{er} juillet 1827 avaient été rendus au profit des sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbel-

(1) M. Nothomb, ministre des travaux publics, a fait un rapport sur cette affaire à la séance de la chambre des représentants du 17 mars 1837. Ce rapport a été inséré dans le *Moniteur* du

26 juin 1857, n^o 177. Nous empruntons à ce rapport l'exposé des faits du procès.

(2) Ce canal avait été conçu par M. Remy Dupuy.

schroy, Mathieu et Beerenbroek *nomina-tivement* ; la société anonyme annoncée par l'un et l'autre de ces arrêtés restait à forner.

Ce projet ne fut réalisé qu'en 1828, les sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbschroy, Mathieu et Beerenbroek formaient la société anonyme, dite du *Luxembourg*, au capital de dix millions de florins et d'une durée illimitée ; *ils lui cédèrent tous les fruits des arrêts du 15 octobre 1825 et du 1^{er} juillet 1827, et notamment la concession du canal* (art. 16 des statuts).

En faisant cette double cession, ils stipulèrent en leur faveur, savoir : 1^o le remboursement de 500,000 florins ; 2^o le dixième des produits annuels, et 3^o en cas de dissolution un dixième dans le partage du capital (art. 15 des statuts). Ils se réservèrent en outre, durant cinq ans au moins, et jusqu'à l'entier achèvement du canal de Meuse et Moselle, et de l'embranchement d'Ettebrück à Mersch, si ces travaux n'étaient point achevés à l'expiration de la cinquième année, les fonctions gratuites, toutefois, d'administrateurs, en nommant l'un d'eux, le sieur Morel, *administrateur dirigeant* (art. 30 des statuts).

L'acte constitutif de société anonyme est du 10 janvier 1828.

La société anonyme fut autorisée, en exécution de l'article 37 du Code de commerce, par l'arrêt royal du 21 janvier 1828.

La société se mit de suite à l'œuvre : mais, à partir de la révolution de 1830, les travaux éprouvèrent un ralentissement sensible, et furent enfin suspendus en 1831. Dans les premiers temps, le gouvernement n'avait pas à s'occuper de cette inaction, puisque, d'après l'article 4 de l'arrêt de concession, la société ne devait aucun compte de l'avancement des travaux.

Il n'en fut plus de même après le 15 avril 1833, *terme fixé pour l'achèvement de la ligne principale de la Meuse à la Moselle*, la société se trouvant alors en retard de satisfaire à ses engagements, d'après les termes mêmes de son octroi.

Dès le 6 juillet 1833, une correspondance s'échangea entre le gouvernement et la société du Luxembourg, tant sur la reprise des travaux par la société, avec ses fonds, qu'avec un subside du gouvernement.

On ne put s'entendre, et le 13 décembre 1836, le gouvernement fit mettre en demeure la société du Luxembourg *et les cinq concessionnaires primitifs*, en accompagnant cette mesure de la notification des procès-verbaux de non-achèvement des travaux.

La société protesta contre la mise en demeure.

Enfin le 21 décembre 1836, une assignation a été donnée, tant aux cinq concessionnaires *primitifs*, Opdenberg, Morel, Vangobbschroy, Mathieu et Beerenbroek, qu'à la société du Luxembourg, à l'effet d'entendre déclarer pour droit « que l'Etat belge est et demeure autorisé à faire procéder à la continuation des travaux de la construction du canal, aux frais, risques et périls des assignés, si mieux n'aime l'Etat belge faire l'avance des sommes nécessaires, auquel cas ces sommes seront affectées sur le canal et ses accessoires au profit de l'Etat ; entendre ordonner l'expertise des travaux et matériaux ; enfin entendre faire défense de continuer la perception des péages sur l'Ourethe. »

Les cinq concessionnaires primitifs de la société du Luxembourg répondirent chacun par une fin de non-recevoir.

Les concessionnaires primitifs soutinrent qu'ils n'étaient tenus en nom personnel d'aucune obligation envers l'Etat ; que la concession du canal de Meuse et Moselle était devenue, par le fait même du gouvernement, la propriété exclusive de la société du Luxembourg.

La société du Luxembourg prétendait qu'elle n'avait pas été régulièrement ajournée ; que l'exploit avait été donné à ses cinq administrateurs, tandis qu'elle n'aurait dû être citée en justice qu'en la personne du sieur Morel, *administrateur dirigeant*.

Le tribunal de Bruxelles écarta ces deux fins de non-recevoir par jugement du 14 décembre 1837. — Appel fut interjeté de ce jugement. — M. l'avocat général d'Anethan, se portant comme organo du parquet de la Cour, a soutenu le bien jugé de la décision attaquée. Son réquisitoire, que nous regrettons de ne pouvoir insérer, a été publié dans le *Moniteur* du 22 janvier 1839, n^o 22. — Voici en quels termes la Cour a statué :

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que deux points sont soumis à l'appréciation de la Cour dans la cause actuelle, l'un et l'autre relatifs à la recevabilité de l'action intentée par l'intimé à charge des appelants :

Le premier point offre à décider la question de savoir si l'intimé était recevable à diriger son action, ainsi qu'il l'a fait, contre les sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbschroy, Mathieu et Beerenbroek, en nom personnel.

Le deuxième, si cette action, en tant que dirigée contre la société anonyme du Luxembourg, a pu être valablement intentée contre les sieurs Opdenberg et consorts, en leur qualité d'administrateurs de cette société.

Sur le premier point :

Attendu que, par requête en date du 24 mars 1825, les sieurs Opdenberg, etc., s'adressèrent au roi des Pays-Bas, à l'effet qu'il plaise, 1° d'approuver un projet par eux conçu d'exploration du grand-duché de Luxembourg et de la partie de la province de Namur située sur la rive droite de la Meuse, à l'effet de rechercher les mines, minières et carrières, et de former plus tard, pour leur exploitation, s'il y a lieu, une société anonyme du Luxembourg; 2° de leur accorder, pour un terme de trois années au plus, l'autorisation de faire des recherches, de sonder, d'ouvrir des puits ou galeries, d'établir des machines, etc., dans toute l'étendue des biens et bois domaniaux dudit pays;

Attendu que, par arrêté du 15 octobre 1825, cette demande leur fut accordée pour un terme qui ne pouvait excéder trois années, à dater du 1^{er} janvier 1826, et à charge par les pétitionnaires de présenter, avant le 1^{er} janvier 1829, les plans et projets de la société du Luxembourg;

Attendu qu'en partant de ces premiers actes, que l'on peut considérer comme formant la base de tout le litige, l'on y voit que le véritable but que se proposaient les sieurs Opdenberg et consorts, si les recherches auxquelles ils allaient se livrer répondaient à leur attente, comme aussi le véritable but que le gouvernement avait en vue, en leur octroyant leur demande, était la formation d'une société anonyme pour l'exploration sur un vaste plan du grand-duché de Luxembourg et de la partie de la province de Namur située sur la rive droite de la Meuse, exploration que l'arrêté précité considérait comme propre à favoriser les intérêts d'une partie du royaume et à lui procurer un haut degré de prospérité;

Attendu que, par arrêté du 1^{er} juillet 1827, les sieurs Opdenberg et consorts, agissant comme membres de l'association pour l'exploration du grand-duché de Luxembourg et de la partie de la province de Namur située sur la rive droite de la Meuse, obtinrent, sur leur demande, une concession pour l'établissement d'un canal navigable depuis la rivière de la Meuse près de Liège, jusqu'à la Moselle près de Wasserbillig, avec deux embranchements;

Attendu que cet arrêté, après avoir fixé les délais endéans lesquels les travaux pour l'établissement de ce canal devaient être terminés, concède, par son article 8, aux sieurs Opdenberg et consorts, à dater de l'entier achèvement des travaux, le péage perpétuel sur la ligne nouvelle et ses deux embranchements;

Attendu que ce même arrêté, article 9, accorde aux concessionnaires la faculté de former telles associations, et d'émettre telles actions négociables qu'ils jugeront convenables;

Attendu que ce fut peu de mois après avoir obtenu la concession pour l'exécution des travaux du canal de Meuse et Moselle, pour le compte et aux frais de l'association pour l'exploration du grand-duché de Luxembourg et de la partie de la province de Namur située sur la rive droite de la Meuse, que les mêmes sieurs Opdenberg et consorts, agissant toujours comme membres de cette dernière association, constituèrent, par acte du 10 janvier 1828, la société anonyme du Luxembourg, et ce, comme ils le disent dans l'acte, en exécution de l'obligation qui leur avait été imposée par le dernier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté du 15 octobre 1825;

Attendu que cette société, dont, d'après l'article 1^{er} de ses statuts, la durée était illimitée à raison des concessions à long terme ou perpétuelles déjà obtenues et qui pourraient l'être par la suite, devait avoir pour objet, suivant l'article 2, « la recherche et « l'exploitation des mines, minières et carrières dans le grand-duché de Luxembourg et la partie de la province de Namur située sur la rive droite de la Meuse, le traitement métallurgique des minerais de toute espèce, l'établissement de routes, canaux, ponts et tous autres moyens de communication, etc. »

Attendu que les sieurs Opdenberg et consorts, en la qualité qu'ils agissent, firent, suivant l'article 16 des statuts, abandon entier et sans réserve, à la société du Luxembourg, 1° des diverses autorisations qui leur avaient été personnellement accordées par l'arrêté du 15 octobre 1825; 2° de tous les travaux de recherches, découvertes, droits d'inventions, demandes en concession, qui ont été ou qui seront le résultat de l'arrêté précité, et dont le détail est spécifié audit article 16; 3° de toutes recherches et découvertes qui pourraient être faites par suite des indications de toute espèce recueillies jusqu'ici par eux dans le grand-duché de Luxembourg et la partie de la province de

Namur située sur la rive droite de la Meuse; 4^e de la concession perpétuelle qui leur est accordée par l'arrêté du 1^{er} juillet 1827, pour l'établissement d'un canal navigable depuis la Meuse près de Liège jusqu'à la Moselle à Wasserbillig, et enfin 5^e de tout le matériel créé tant pour les recherches de mines que pour les travaux du canal concédé, les minerais extraits, les approvisionnements, chevaux et machines, les plans, cartes, archives, etc., sans aucune réserve;

Attendu que, par arrêté en date du 21 janvier 1828, les clauses et conditions de ladite société du Luxembourg furent pleinement approuvées;

Attendu qu'il résulte clairement des actes qui viennent d'être invoqués que, dès que les sieurs Opdenberg et consorts eurent fait cession et abandon à la société du Luxembourg de la concession qu'ils avaient obtenue en leur qualité de membres de l'association d'exploration du grand-duché de Luxembourg pour l'exécution des travaux d'établissements du canal de Meuse et Moselle, pour compte et aux frais de cette dernière association, et que ladite société du Luxembourg eût été approuvée, ils étaient à l'instant même, et par le fait seul de cet abandon, entièrement dégagés et libérés de toutes les obligations que précédemment ils auraient pu avoir contractées en leur dite qualité;

Attendu, en effet, que ce n'est pas aux sieurs Opdenberg et consorts en propre et privé nom que la concession pour l'établissement du canal de Meuse et Moselle est accordée, mais auxdits sieurs en leur qualité de membres de l'association pour l'exploration du grand-duché de Luxembourg;

Attendu que dès lors, en abandonnant cette concession conjointement avec toutes les autres généralement quelconques qu'ils avaient obtenues antérieurement pour ladite association à la société du Luxembourg, ils ne faisaient que se conformer à ce qui leur avait été formellement prescrit à cet égard par l'arrêté du 15 octobre 1825, et par suite toutes les obligations qui précédemment avaient pu exister dans leur chef passaient nécessairement à la charge de la société du Luxembourg;

Attendu que c'était cette dernière société, comme nous l'avons vu en analysant l'arrêté du 15 octobre 1825, que les fondateurs de l'association pour l'exploration du grand-duché de Luxembourg, comme aussi le gouvernement, avaient eu en vue; que c'était effectivement là le grand établissement industriel que l'on avait voulu créer, et auquel

devaient être dévolues toutes les concessions que l'association primitive d'exploration avait pu obtenir, et qu'elle ne détenait en quelque sorte que pour en faire la remise et l'abandon à la société du Luxembourg à laquelle elles avaient réellement été destinées aussitôt que cette société aurait pu être constituée;

Qu'aussi l'on voit que du moment que les prescriptions du gouvernement ont pu être réalisées, du moment que la société du Luxembourg a pu être constituée, les sieurs Opdenberg et consorts, comme membres de l'association d'exploration, s'empressèrent d'apporter à cette société, comme à un centre commun, toutes les concessions qu'ils avaient obtenues précédemment pour ladite association, y compris celle pour l'établissement du canal de Meuse et Moselle qui en formait une dépendance bien réelle, le tout en exécution de ce qui leur avait été enjoint à cet égard par l'arrêté précité du 15 octobre 1825;

Qu'en effet, pour peu que l'on connaisse les localités que les sieurs Opdenberg et consorts avaient pris à tâche d'explorer, l'on se convaincra facilement que le premier besoin que ceux-ci devaient éprouver pour l'exécution de leur projet était de créer des voies de communication quelconques, soit canaux, chemins, routes, etc., dans un pays qui en était presque totalement dépourvu;

Attendu que la création de ces voies de communication était tellement dépendante du projet d'exploration, qu'elle en formait comme le complément le plus indispensable, puisque, sans voies de communication, ce projet n'avait pas la moindre chance de succès;

Qu'il importe assez peu que le plan pour l'établissement du canal de Meuse et Moselle n'ait point été conçu primitivement par les sieurs Opdenberg et consorts, que ce soit un sieur Depuydt qui le leur ait communiqué postérieurement à la formation de l'association d'exploration, puisque certes les sieurs Opdenberg et consorts ont pu faire fruit des découvertes qui auraient été faites par d'autres et adopter les plans que ceux-ci auraient conçus; mais il n'en demeurera pas moins certain qu'ils ont dû considérer la création de voies de communication comme un des plus puissants moyens d'exécution de leur projet d'exploration; que c'est aussi par ce motif que l'article 2 des statuts de la société du Luxembourg place au nombre de ce qui devra faire l'objet de la société, l'établissement de routes, ponts, canaux et tous autres moyens de communication;

Qu'en remettant donc la concession pour l'établissement du canal de Meuse et Moselle à la société du Luxembourg, les sieurs Opdenberg et consorts n'obéissaient pas seulement au prescrit formel de l'arrêté primitif du 15 octobre 1825, mais ils remplissaient en même temps le but de l'art. 9 de l'arrêté du 1^{er} juillet 1827, et quoique ce dernier arrêté ne désigne pas aussi expressément la société du Luxembourg, il n'en est pas moins certain, d'après toutes les circonstances du procès, que c'était également cette société que ledit article 9 avait en vue; que c'était aussi de cette manière que l'entendait M. le ministre des travaux publics, lorsque, dans son rapport à la chambre des représentants, il disait: « Les arrêts du 15 octobre 1825 et du 1^{er} juillet 1827 avaient été rendu au profit des sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbelschroy, Mathieu et Beerenbroek, nominalement, la société anonyme annoncée par l'un et l'autre de ces arrêts restait à former; »

Attendu qu'indépendamment de ce que les sieurs Opdenberg et consorts se trouvaient pleinement libérés des obligations qui auraient pu leur incomber du chef de la concession pour l'établissement du canal de Meuse et Moselle qu'ils avaient obtenue par l'arrêté du 1^{er} juillet 1827, aussitôt que, conformément à ce qui avait été prévu par l'arrêté du 15 octobre 1825, ils abandonnaient cette concession à la société du Luxembourg à laquelle elle avait été destinée dès le principe, et qui seule pouvait raisonnablement se charger d'une entreprise aussi colossale qui excédait de beaucoup les forces d'individus isolés, cette libération résultant encore pleinement pour eux de la manière la plus expresse de l'art. 17 des statuts;

Qu'en effet cet article porte: « Dans la cession générale stipulée en l'article précédent sont compris tous les travaux faits jusqu'au 21 septembre 1827, époque à dater de laquelle ces travaux et toutes opérations, tous actes y relatifs, y compris ceux qui concernent l'acquisition et la transmission des droits qui en résultent, sont faits ou continués pour compte et aux frais de la société du Luxembourg, suivant la comptabilité nouvelle qui a été établie; toutes dépenses antérieures restent à charge des sieurs comparants (les sieurs Opdenberg et consorts); »

Attendu que toutes les clauses et conditions de cet acte de constitution de la société du Luxembourg ont été, comme nous l'a-

vons vu, expressément approuvées par l'arrêté royal du 21 janvier 1828, prérappelé;

Attendu que cet arrêté, qui commence par viser l'arrêté primitif du 15 octobre 1825, a été porté par le même pouvoir gouvernemental et dans la même forme que l'arrêté précédent du 1^{er} juillet 1827, qui accordait la concession du canal à construire aux sieurs Opdenberg et consorts, comme membres de l'association d'exploration; que dès lors ce même pouvoir a pu les dégager et les a dégagés en effet de toutes les obligations que l'arrêté susdit de 1^{er} juillet 1827 aurait pu leur avoir imposées;

Attendu que rien n'est plus formel que la disposition de cet article 17; que l'on y stipule en effet de la manière la plus positive que tous les travaux faits jusqu'au 21 septembre 1827 sont cédés à la société du Luxembourg, et qu'à partir de cette dernière époque ces travaux et toutes opérations pour actes y relatifs seront faits ou continués pour compte et aux frais de la société du Luxembourg; que par conséquent ces travaux ne devaient plus se faire pour compte ni aux frais des sieurs Opdenberg et consorts, et que l'article ajoutait: « Toutes dépenses antérieures restent à la charge de ces derniers; » ils se trouvaient donc déchargés, en termes exprès, de toutes les dépenses qui seraient faites postérieurement au 21 septembre 1827;

Que de ce qui précède il résulte que les appelants n'étaient tenus envers l'intimé d'aucune obligation en nom personnel; que par suite l'action intentée par ce dernier à leur charge, en propre et privé nom, n'était pas recevable, et que le premier juge, en n'accueillant pas la fin de non-recevoir qu'ils ont opposée contre cette action, a évidemment infligé grief aux appelants.

En ce qui concerne le deuxième point:

Attendu que la société du Luxembourg soutient qu'elle a été mal assignée dans la personne de ses cinq administrateurs, alors que, d'après les statuts, il existait un administrateur dirigeant qui avait qualité pour la représenter en justice;

Attendu que, d'après l'article 31 du Code de commerce, la société anonyme est administrée par des mandataires à temps;

Attendu que, d'après l'article 26 des statuts, tous les intérêts de la société doivent être administrés par un conseil composé de cinq actionnaires;

Attendu que les sieurs Opdenberg, Morel, Vangobbelschroy, Mathieu et Beerenbroek ont été choisis pour former ce conseil, et qu'il n'appert pas que l'un d'eux, lo

sieur Morel, auquel ont été confiées les fonctions d'administrateur dirigeant, aurait reçu seul et à l'exclusion des autres, d'après les statuts, le pouvoir de représenter la société en justice; que dès lors l'intimé a pu intenter son action contre les cinq administrateurs comme représentant ensemble, en cette qualité, aux termes de l'article 31 précité, la société anonyme du Luxembourg; que c'est donc avec fondement que le premier juge a rejeté la fin de non-recevoir qu'ils avaient proposée contre l'action que l'intimé avait dirigée à charge de la société du Luxembourg dans la personne de ses cinq administrateurs;

Par ces motifs, M. d'Anethan, avocat général, entendu, met à néant le jugement dont appel, en ce que le premier juge n'a point accueilli la fin de non-recevoir que les appelants ont proposée contre l'action intentée contre eux en nom personnel, et en ce qu'il a réservé tous les dépens; émettant, quant à ce, déclare non recevable l'action intentée par l'intimé contre les appelants en nom personnel; condamne l'intimé, en ce qui concerne ladite action, aux dépens des deux instances, et relativement à l'action dirigée contre la société du Luxembourg, représentée par les appelants en leur qualité d'administrateurs de ladite société, met de ce chef l'appellation à néant; condamne, etc.

Du 13 mars 1839. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

—
SÉQUESTRE. — SUCCESSION LITIGIEUSE. — CAUTION.

Le juge peut ordonner le séquestre de choses mobilières ou immobilières, dont la propriété ou la possession est litigieuse entre des parties : la loi n'apporte aucune exception ou limitation à cette faculté (1).
(Code civil, art. 1961.)

L'offre d'une caution faite pour la première fois en appel ne peut être accueillie par la Cour.

Du 13 mars 1839. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

DEMANDE NOUVELLE. — LÉSION. — CONTRAT PIGNORATIF.

Celui qui a demandé la nullité d'un pacte à réméré pour cause de lésion n'est pas recevable à attaquer le contrat en appel comme pignoratif : c'est là une demande nouvelle soumise au double degré de juridiction (2). (Code de proc., art. 464.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande des appelants formée pour la première fois en instance d'appel et qui tend à faire déclarer que l'acte du 21 juin 1833 ne renferme qu'un contrat pignoratif, est essentiellement différente par sa cause et par ses résultats de celle en rescision pour cause de lésion, qui seule a été soumise au premier juge; que dès lors elle doit être considérée comme une demande nouvelle, dont la Cour ne peut connaître aux termes de l'article 464 du Code de procédure;

Par ces motifs, etc.

Du 16 mars 1839. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

—
DÉPENS. — TAXE. — ORDRE.

L'article 760 du Code de procédure civile, qui contient des dispositions exceptionnelles à la règle qui laisse à chaque partie litigante le choix d'un avoué pour la représenter, n'est applicable qu'aux créanciers contestants et contestés.

Les époux Dewar-Woot-Deirixhe ont fait taxer, le 24 janvier dernier, à 533 fr. 80 c. les dépens auxquels l'opposante avait été condamnée par l'arrêt du 29 janvier 1838, rendu dans l'ordre Lannoy; l'exécutoire de ces dépens a été signifié le 31 janvier, et le 2 février l'avoué de la veuve Demazerie y a formé opposition, fondée sur ce qu'il ne pouvait y avoir lieu à une taxe particulière au profit des époux Woot-Deirixhe, qui devaient se réunir avec tous les intimés contre lesquels l'appel aurait été dirigé et ne for-

(1) Voy. Zachariae, § 409.

(2) Il est certain en effet que la demande en rescision pour fait de lésion, et celle en désistement d'immeubles pour fait d'impignoration, sont essentiellement différentes et par les causes qui engendrent ces actions, et par les résultats

qu'elles peuvent avoir. La première ne peut être implicitement comprise dans la deuxième, ni être regardée comme un moyen nouveau qui lui serve d'appui; elle est elle-même une action principale soumise aux deux degrés de juridiction. Voy. Paris, cass., 22 février 1809.

mer avec eux qu'un seul état, puisqu'il n'y avait entre eux qu'une seule question et une même et unique défense, ainsi qu'il en constait des conclusions prises par les parties; que l'arrêt du 24 janvier n'avait d'ailleurs condamné l'appelante aux dépens qu'envers tous les intimés réunis, sans distinction aucune.

Les époux Woot-Deirixhe ont prétendu, au contraire, que, la Cour ayant déclaré qu'ils avaient été mal à propos intimés relativement à la collocation de l'appelante, qu'ils n'avaient pas contestée, il était évident qu'une autre question avait été traitée et jugée dans leur intérêt; qu'ainsi, ils avaient pu faire taxer séparément leurs dépens.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la procédure sur ordre est toute spéciale; que l'article 760 du Code de procédure civile contient des dispositions exceptionnelles à la règle qui laisse à chaque partie litigante le choix d'un avoué pour la représenter, en assujettissant les créanciers postérieurs en ordre d'hypothèque aux collocations contestées, de s'accorder dans la huitaine du mois fixé pour contredire, de convenir entre eux du choix d'un avoué, sinon qu'ils seront représentés par l'avoué du dernier créancier colloqué; à peine, par le créancier qui contestera individuellement, de supporter les frais auxquels la contestation particulière aura donné lieu, sans pouvoir les répéter ni employer dans aucun cas;

Considérant que, dans l'espèce, les époux Woot-Deirixhe n'ayant jamais contesté la collocation de la veuve Demazerie, c'est mal à propos que celle-ci les a intimés sur appel; que, par conséquent, les dispositions dudit article 760, qui concernent les créanciers contestés et contestants, ne leur sont pas applicables; qu'il suit de là que lesdits époux Woot-Deirixhe ont pu constituer un avoué de leur choix pour les représenter et les défendre contre cet appel indûment interjeté, sans s'exposer à supporter les frais auxquels ladite veuve Demazerie, opposante, a été condamnée pour cette contestation particulière;

Par ces motifs, déclare non fondée l'opposition, etc.

Du 18 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

1^{re} SERVITUDE. — DROIT RÉEL. — 2^o PRESCRIPTION.

1^o *Les servitudes sont des droits réels qui passent activement au passivement à tous possesseurs du fonds servant ou dominant, nonobstant le silence de l'acte par lequel ils sont transmis.*

2^o *Les servitudes se prescrivant, aux termes de l'article 2264, d'après les règles expliquées dans les titres qui leur sont propres, et l'article 780 du Code civil n'admettant d'autre prescription que le non-usage de la servitude pendant trente ans, il s'ensuit que l'article 2265 du Code civil n'est pas applicable en matière de servitude (*).*

Les signes permanents qui constatent l'exercice d'une servitude empêchent la prescription de courir.

Entre la ci-devant cathédrale de Liège, et le rang des maisons de la rue Sainte-Ursule qui la longeaient, existe une impasse qui allait jusqu'à l'extrémité de la maison Philippart, au bout de laquelle les intimés prétendent que se trouvait une fontaine publique, et que toutes les maisons de cette impasse y avaient portes et fenêtres. Le 20 novembre 1785, la veuve Delheyd, propriétaire d'une maison adossée aux cloîtres de la cathédrale, vis-à-vis de la maison occupée par un nommé Gysselink (celle possédée aujourd'hui par Philippart), fit avec ledit Gysselink une convention conçue en ces termes: « Gysselink fait part à la veuve Delheyd de son intention de faire dans la ruelle derrière sa maison une cour fermée avec un treillis; et, comme cette rue aboutit à la maison Delheyd, il la requiert de lui accorder la permission de faire ladite cour fermée, en commençant par le coin de sa maison et en allant en ligne directe à la muraille de la maison Delheyd; à quoi ladite veuve, sauf tout préjudice et pour autant qu'il était en elle, a consenti, voire jusqu'à révocation, attendu que ladite ruelle était commune aux parties, et à condition qu'au cas où ladite veuve viendrait à révoquer cette permission, pour autant qu'elle serait d'intention soit de faire porte, soit de mettre des fenêtres prenant jour du côté de la ruelle, elle pourrait le faire pour tel droit

(*) Voy. conf. Grenoble, 25 juillet 1852.

qui pourrait lui compéter ou pour toute autre raison, à sa volonté. »

Par adjudication publique du 25 mai 1818, qui a été transcrit le 2 juin suivant, le curateur à la succession vacante dudit Gysselink a vendu sa maison au nommé Falize; de Falize elle est passée à l'appelant Philippart, auquel elle a été vendue par acte du 24 mars 1827, transcrit le 6 avril de la même année. Aucun de ces deux actes ne fait mention de la convention du 20 novembre 1785; mais ils portent l'un et l'autre que les acquéreurs souffriront les servitudes passives et qu'ils jouiront des servitudes actives.

Les intimés Rongé sont devenus propriétaires de la maison de la veuve Delheyd par adjudication publique du 22 juin 1817, transcrite le 2 juillet suivant. En 1835, ils ont fait démolir cette maison et celle leur appartenant qui la joignait, et ils ont élevé une maison de trois étages dont la façade, donnant sur l'impasse de la Pomme-Cuite, a plusieurs fenêtres ouvertes sur la partie de cette rue que l'appelant nomme sa cour, et qui se trouve fermée par un mur.

Par exploit du 6 mai 1836, ce dernier leur fit faire défense de conserver ces croisées telles qu'elles étaient établies, sous peine de dommages-intérêts, et les intimés, après avoir vainement tenté la conciliation, lui firent, par exploit du 29 juin suivant, donner assignation à comparaitre devant le tribunal de première instance siégeant à Liège, pour entendre donner mainlevée de ladite défense et être condamné à supprimer la porte d'entrée dont il est parlé dans les conclusions ci-dessus transcrites. Le 21 janvier 1837, le tribunal a prononcé en ces termes sur ces contestations :

« Attendu, sur la première question, qu'il résulte d'un acte reçu par le notaire Kinon, le 5 novembre 1785, que la dame veuve Delheyd, auteur de la partie Forgeur, a concédé jusqu'à révocation, à Pierre François Gysselink, auteur de la partie Bertrand, la permission de faire derrière sa maison, située dans la rue Sainte-Ursule, dans la ruelle de la Pomme-Cuite, une cour fermée avec un treillis, en commençant par le coin de sa maison, en allant en ligne droite à la maison de ladite veuve Delheyd; qu'une des conditions de cette permission fut qu'au cas où elle serait révoquée pour autant que la dame Delheyd serait d'intention de mettre portes ou fenêtres prenant jour du côté de la ruelle que les parties disent commune, l'autre devrait le souffrir sans indemnité;

« Attendu, en fait, qu'il a été dit dans les

débats que les parties avaient exécuté cette convention, l'une en fermant sa cour, l'autre par la construction d'une petite fenêtre; que la partie Forgeur, en rétablissant sa maison, a remplacé cette petite fenêtre et en a mis plusieurs autres dont se plaint la partie Bertrand, dont elle demande la suppression;

« Attendu que la partie Forgeur avait, en vertu de l'acte du 5 novembre 1785, une servitude de jour fondée en titre sur le fonds de la partie Bertrand; que celle-ci avait, par acte passé devant le notaire Debeve le 24 mars 1827, enregistré le 26 même mois, acquis la maison de la dame veuve Falize et de ses enfants, et que ceux-ci en étaient propriétaires, à titre d'un acte d'adjudication faite au profit de leur mari et père respectif par M^e Baillet, avoué, comme curateur à la succession vacante de feu Pierre-François Gysselink, suivant acte reçu par le notaire Libens, le 25 mai 1818, enregistré le 29 même mois; que ces actes ont été dûment transcrits au bureau des hypothèques de Liège les 2 juin 1818 et 6 avril 1827;

« Attendu que ces actes de vente ne contiennent aucune mention des stipulations dudit acte de 1785; qu'il y est seulement stipulé que l'acquéreur devra supporter toutes les servitudes qui peuvent grever la maison vendue, si aucune il y a, ou s'en défendre à ses risques et périls, et qu'il jouira des servitudes actives;

« Attendu qu'il est de principe que les servitudes sont des droits réels qui passent activement ou passivement à tous possesseurs du fonds servant ou dominant; qu'ainsi la servitude de jour dont il s'agit, qui est continue ou apparente, a passé, nonobstant le silence de l'acte de vente, sur la partie Bertrand, possesseur de la maison de Gysselink, qui avait concédé cette servitude, et qu'elle doit continuer à subsister, à moins que la partie Bertrand n'en soit libérée par le moyen de la prescription;

« Attendu que Gysselink, comme partie à l'acte de 1785, n'aurait pu se prévaloir de la prescription, puisqu'il aurait été repoussé par l'exception de mauvaise foi; qu'ainsi la prescription, si elle a pu courir, n'a commencé que du jour de l'acte du 25 mai 1818, fait au profit du sieur Falize, dont la partie Bertrand peut joindre la possession à la sienne;

« Attendu qu'aux termes de l'article 2264 du Code civil, les servitudes se prescrivent d'après les règles expliquées dans les titres qui leur sont propres; qu'en cette matière, l'article 706 du Code civil n'admet d'autre

prescription que le non-usage de la servitude pendant trente ans; qu'ainsi l'article 2265 du même Code ne peut être ici invoqué, d'autant plus que la maison de la partie Bertrand n'a pas été aliénée libre de toute servitude;

« Attendu, en fait, que les trente ans n'étaient pas expirés à partir de ladite adjudication au jour où la partie Forgeur a intenté la présente action; qu'ainsi, quoique la partie Bertrand ait prescrit la propriété de sa cour, la partie Forgeur n'a pas moins été fondée en droit à réclamer l'exercice de la servitude, et a pu, en rebâtissant sa maison, établir telles fenêtres qu'elle a jugé convenable, en vertu de l'acte du 5 novembre 1785;

« Attendu que les jours qui existaient avant la reconstruction de la maison de la partie Forgeur étaient des signes permanents qui constataient l'exercice de la servitude; que ces signes ont donc empêché la prescription de courir, et dût-on même ne les envisager que comme simples vestiges;

« Attendu, quant aux dommages-intérêts, qu'il n'est pas justifié qu'il en ait été causé;

« Attendu, sur la deuxième question, que la partie Bertrand ayant prescrit la propriété de la cour, et ayant d'ailleurs le droit de l'avoir fermée, en vertu de l'acte du 5 novembre 1785, la partie Forgeur n'est pas, dans l'état de la cause, fondée à en demander la suppression;

« Vu l'article 131 du Code de procédure civile, le tribunal, sans avoir égard à la demande de dommages-intérêts formée par la partie Forgeur, condamne la partie Bertrand à donner mainlevée de la défense par elle signifiée, par exploit de l'huissier Englebert, en date du 6 mars dernier, dûment enregistré; sinon déclare que le présent jugement en tiendra lieu, déclare la partie Forgeur non fondée dans ses conclusions tendantes à la suppression de la porte d'entrée dont il s'agit; compense les dépens, sauf le coût du présent jugement et de la signification, qui sont à la charge de la partie Bertrand. »

Les deux parties ont interjeté appel de ce jugement. L'appelant principal a soutenu que c'était sans titre et sans droit que les intimés avaient ouvert des jours sur

leur propriété contiguë, en contravention des articles 676 et 677 du Code civil; que la convention de 1785 lui était étrangère; que les obligations qui en résultaient ne lui avaient point été imposées par son acte d'acquisition; que la rue ou l'impasse Pomme-Cuite ne servait pas à l'usage du public, et qu'on ne pouvait lui appliquer les lois concernant les biens du domaine public. Quant à l'appel incident, il répondit en développant les motifs du premier juge.

ARRET.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met les appels respectifs à néant, etc.

Du 19 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

—

LEGS. — PERSONNE INCERTAINE.

Le legs fait aux plus nécessiteux d'une paroisse, et notamment par préférence aux parents pauvres du testateur, sans que les exécuteurs testamentaires puissent se dispenser de la distribution des deniers, ni l'étendre à d'autres personnes, n'est pas nul comme étant fait à une personne incertaine (1).

Jean Marth fit son testament, par acte authentique, le 27 janvier 1834.

Entre autres dispositions, on y lit la suivante :

« Je lègue le surplus de ma fortune, après « déduction faite qui précède, aux habi-
« tants les plus pauvres de cette paroisse,
« notamment par préférence à mes parents,
« lequel restant de ma fortune je prie mes
« exécuteurs ici-bas nommés de distribuer
« à ces pauvres, suivant leur bon vouloir et
« sans aucune formalité, en argent comp-
« tant ou en vivres. »

Par exploit du 28 décembre 1832, la veuve Théodore Marth et autres ont assigné Michel Marth et Pierre Grieff, exécuteurs testamentaires, devant le tribunal de Dikirkch, pour qu'ils eussent à rendre leur compte et à leur laisser suivre à chacun sa part dans la succession délaissée par Marth.

(1) Voy. Merlin, *Rép.*, v^o *Institution d'héritier*, sect. 5, § 1, n^o 18, et sect. 6, n^o 14, et v^o *Légataire*, § 2, n^o 18; Ricard, *des Donations*, t. 1, p. 1, ch. 3, sect. 11 et 12; loi 40, in *prim.*, Cod., de

episcopis et clericis; Delvincourt, t. 4, p. 282; Gand, 12 avril 1839; Brux., 17 avril 1850 (*Pos.*, 1851, p. 180).

Ils ont prétendu que le legs contenu dans la clause ci-dessus transcrite était nul comme fait à des personnes incertaines; qu'en effet la volonté du testateur ne pouvait résulter des termes de cette clause; que la double catégorie des personnes instituées, les pauvres parents et les pauvres de la paroisse, jetait la plus grande incertitude sur l'intention réelle du testateur; que l'article 910 du Code civil n'introduit qu'une exception en faveur des pauvres d'une commune et nullement un principe; que cette exception ne peut s'étendre aux cas où il y a, à côté des pauvres d'une commune, une seconde catégorie de personnes, les parents pauvres.

Les défendeurs ont soutenu la validité du testament. Ils ont prétendu que de semblables clauses étaient valables suivant le principe du droit romain, et qu'à ce principe le Code civil n'avait apporté aucune exception. Subsidièrement, ils ont dit que plusieurs des demandeurs ayant reçu des sommes expressément en vertu du testament, ceux-ci devaient être déclarés non recevables à l'attaquer.

Les demandeurs ont répliqué qu'il était inexact que quelques-uns d'entre eux eussent reçu des à-compte en exécution du testament; que ce fait était dénié, et que, même s'il était vrai, on ne pouvait en tirer la conséquence nécessaire d'une renouciation explicite à des droits certains.

Le 19 mars 1833, jugement qui condamne les défendeurs originaires à laisser suivre aux demandeurs, à chacun pour leur part, la succession délaissée par Jean Marth, et les fruits à dater du décès du testateur, et les condamne aux dépens.

Appel par les défendeurs originaires.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les dispositions testamentaires revêtues des formalités voulues doivent recevoir leur complète exécution lorsque la volonté du disposant est clairement exprimée et qu'elle ne renferme rien de contraire aux lois ni aux bonnes mœurs; que telle a toujours été la faveur accordée aux dernières volontés; que, dans le doute, on doit les interpréter de manière à laisser subsister le testament;

Attendu que la faculté de disposer de son bien au profit des malheureux est une consolation que les lois de toutes les époques ont accordée aux personnes bienfaisantes; que charger de l'exécution d'une semblable disposition un homme de confiance est souvent le plus sûr moyen d'en atteindre le but;

Attendu que, pour apprécier sainement le legs en contestation, il faut le mettre en rapport avec les autres parties du testament et surtout ne point l'isoler de la prière adressée aux exécuteurs testamentaires de distribuer les deniers qui, après l'acquittement des dettes, des frais funéraires et de la fondation au profit de la fabrique, sont destinés au soulagement des pauvres; qu'en rapprochant la disposition que fait Jean Marth du reste de sa fortune du mode d'exécution de cette disposition, ou y voit moins une institution que la volonté de consacrer sa fortune à des malheureux, exprimée à ses exécuteurs testamentaires et confiée à leur discernement et à leur conscience;

Attendu que la destination du legs est certaine; que ce sont les plus nécessiteux de la paroisse, et de préférence les parents pauvres du testateur, qui doivent en profiter, sans que les exécuteurs testamentaires puissent se dispenser de la distribution des deniers, ni l'étendre à d'autres personnes; qu'à la vérité, ils ont la plus grande latitude dans le cercle qui leur est tracé, mais qu'il ne s'ensuit point que les personnes qu'ils font participer aux dispositions bienfaisantes du testateur en reçoivent la qualité de légataire, puisque ce n'est qu'à titre de secours que la distribution doit se faire; qu'ainsi, il est inexact de dire que leur volonté devrait se substituer à celle du disposant pour la désignation des légataires;

Attendu cependant que les appelants offrent de rendre compte de leur gestion aux intimés;

Par ces motifs, met à néant l'appellation et le jugement dont est appel, en ce qu'il a condamné les appelants à restituer aux intimés la succession de Jean Marth, avec les fruits à dater de son décès; émendant quant à ce, renvoie lesdits appelants de ce chef des conclusions; ordonne que le surplus du jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 19 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

ABUS DE CONFIANCE. — HUISSIER.

L'huissier qui s'est approprié la somme reçue à la suite d'un commandement, et ne l'a restituée qu'après plusieurs sommations infructueuses et un interrogatoire subi devant le juge d'instruction et son renvoi devant le tribunal correctionnel.

nel, est coupable d'abus de confiance et passible des peines portées en l'art. 408 du Code pénal ⁽¹⁾. (Code pénal, art. 408.)

Peut-il échapper à l'application de cet article en soutenant que les deniers détournés ne lui ont pas été confiés par le mandant ou propriétaire lui-même ⁽²⁾. — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de l'instruction que l'huissier Listray, prévenu, a été chargé par le syndic de la faillite Hetrel de procéder à la saisie des meubles de J. Foa;

Que ledit huissier a reçu du débiteur, le 11 octobre 1858, la somme de 555 francs 8 centimes, laquelle avec un billet de 166 francs, dû à ce dernier par le failli, formait le montant du principal de la condamnation;

Que le prévenu, lorsqu'il a rendu compte de ses opérations au fondé de pouvoirs du syndic, a retenu, comme n'ayant pas été payée par le sieur Foa, la somme de 185 francs 8 centimes, et qu'il n'a remis cette somme audit fondé de pouvoirs que le 13 décembre suivant, après plusieurs sommations infructueuses, après qu'il eût subi un interrogatoire devant le juge d'instruction, et après son renvoi par la chambre du conseil devant le tribunal correctionnel;

Attendu que ces faits constituent le délit d'abus de confiance prévu par l'article 408 du Code pénal;

Qu'en effet le prévenu a reçu la somme par lui détournée à titre de mandataire du

syndic de la faillite Hetrel, qui l'avait chargé de faire la saisie mobilière, exécution qui devait être précédée d'un commandement impératif de payer auquel le débiteur pouvait satisfaire et a réellement satisfait en payant le montant de la condamnation entre les mains de l'huissier, porteur des pièces et représentant ainsi le créancier;

Attendu que le mandat confié au prévenu était salarié; que l'émolument que lui accorde le décret du 16 février 1807, pour faire impératif commandement, et au besoin la saisie, comprend le salaire de tout le travail qui est une suite nécessaire et prévue de ce commandement, tels que la recette des deniers, la dation de la quittance et la remise des fonds au créancier; qu'il peut y avoir à cet égard d'autant moins de doute que le prévenu n'aurait pu, sans manquer à ses devoirs, et sans se rendre passible de dommages et intérêts éventuels, se refuser de recevoir les deniers offerts par le débiteur sommé par lui de se libérer entre ses mains;

Attendu que c'est en vain que le prévenu prétend se soustraire à l'application de l'article 408 du Code pénal, en se fondant sur la circonstance que les deniers détournés ne lui ont point été confiés par le mandant ou propriétaire lui-même;

Que ce système est repoussé par le texte et par l'esprit de la loi; que l'article précité n'exige point l'existence de cette condition, et qu'il n'y avait pour le législateur aucun motif pour faire une différence entre le cas où les deniers dissipés ont été remis par le propriétaire et celui où ils sont venus

⁽¹⁾ Dans le droit ancien, les huissiers étaient tenus, dès qu'ils avaient rempli leurs commissions, de rendre aux parties qui les avaient employées les pièces qui leur avaient été confiées et les deniers qu'ils avaient reçus pour elles, à peine d'interdiction. Voy. Merlin, *Rép.*, v° *Huissier*, § 1, no 11. L'article 2060 du Code civil les soumet, dans ce cas, à la contrainte par corps, et le Code pénal, art. 408, punit comme abus de confiance le refus de restituer les sommes reçues à titre de mandataire salarié et le détournement de ces sommes au profit de l'agent. Mais quand y a-t-il abus de confiance et détournement? Quel temps doit s'écouler après la mission remplie et quels actes constituent l'huissier en délit? Voilà ce qu'il n'est pas facile de décider. Dans l'espèce de l'arrêt et dessus, il ne pouvait y avoir de doute sur l'existence de l'abus de confiance; l'huissier avait résisté à plusieurs demandes constatées, à un interrogatoire devant le juge d'instruction, et ce n'avait été qu'après son renvoi

devant le tribunal correctionnel qu'il avait effectué la restitution. Mais supposons que l'huissier, après plusieurs réclamations verbales et une sommation extrajudiciaire seulement, eût refusé de restituer les sommes reçues; dans ce cas l'abus de confiance aurait-il consisté ou bien l'huissier ne devrait-il être considéré que comme coupable d'une négligence plus ou moins prolongée? Un arrêt de la Cour de cassation du 6 janvier 1837 semblerait avoir décliné la question contre l'officier ministériel, mais ce n'est que par induction qu'on arrive à cette solution simplement analogie, car il s'agissait dans cet arrêt d'un notaire qui était accusé de détournement de sommes exigées par lui pour l'enregistrement d'actes passés devant lui. Voy. néanmoins *Brux., cass.*, 21 juin 1837. Voy., en sens contraire, *Liège*, 22 avril, 6 décembre 1825, et 16 mars 1827 (*Pasic. belge*, à ces dates). Voy. aussi *Revue des revues de droit*, t. 1^{re}, p. 79.

⁽²⁾ Voy. *Revue*, ib., p. 79.

dans la main de l'agent infidèle par l'intermédiaire d'un tiers ;

Attendu que, dans la supposition que l'article précité ne peut être invoqué contre le prévenu d'abus de confiance qu'autant qu'il aurait agi de mauvaise foi, et qu'il eût été mis en demeure avant sa libération, ces circonstances, dans l'espèce, seraient suffisamment établies, et par la dissimulation dont le prévenu a usé envers le fondé de pouvoirs du propriétaire, en lui celant la recette de 183 francs 8 centimes, et par les démarches nombreuses et pressantes que ce dernier a dû faire depuis le 11 octobre 1838, jour auquel le prévenu a reçu cette somme, jusqu'au 13 décembre suivant qu'il s'est enfin libéré ;

Par ces motifs, met l'appellation et le jugement dont est appel à néant ; émendant, déclare le prévenu Listray convaincu d'avoir, en sa qualité d'huissier et de mandataire salarié du syndic de la faillite Hetrel, reçu le 11 octobre 1838, de J. Foa, à Liège, la somme de 183 francs 8 centimes, qu'il était chargé de remettre audit syndic et qu'il a détournée et dissipée au préjudice du propriétaire ; en conséquence le condamne, etc.

Du 22 mars 1839. — Cour de Liège.

FAUX. — DÉCLARATION TARDIVE. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

L'article 216 du Code de procédure civile ne prononçant point de forclusion, la déclaration de la partie qui a produit la pièce arguée de faux, qu'elle veut ou non se servir de celle-ci, ne peut être réputée tardive, quoique faite après l'expiration de huit jours à partir de la sommation exigée par l'article 215 du Code de procédure civile.

Lorsqu'une partie, pour émettre un acte authentique, a choisi le moyen de faux principal de préférence à celui de faux incident, elle ne peut plus être admise à prendre une autre voie pour atteindre ce but.

La loi laissant aux magistrats la faculté

d'admettre ou de rejeter l'inscription en faux incident, ils peuvent ne pas l'admettre lorsqu'il y a apparence qu'elle n'est point fondée et qu'elle n'est employée que comme un moyen d'occasionner des retards (1). (Code de proc. civile, art. 214)

Nicolay avait fait saisir les immeubles de son débiteur Schweitzer. L'adjudication préparatoire en devait avoir lieu le 5 août 1838, lorsque Schweitzer fit signifier, le 31 juillet précédent, une requête dans laquelle il concluait à voir déclarer nulle et de nul effet la saisie immobilière dont il s'agissait, ensemble toute la procédure qui s'en est suivie ; en conséquence, ordonner que ladite saisie sera rayée des registres dans lesquels elle est inscrite, et condamner Nicolay à tous les dépens des poursuites de l'incident. Il invoquait plusieurs moyens de nullité, notamment que l'extrait inséré au tableau placé à cet effet dans l'auditoire, conformément à l'article 682, était nul, comme ne contenant pas la relation des enregistrements. En conséquence, le greffier de Loos a été mis en cause, et, après des plaidoiries contradictoires entre toutes les parties, le tribunal, par jugement du 2 août 1838, a déclaré la partie saisie mal fondée dans ses conclusions, a condamné le demandeur en garantie aux dépens envers le défendeur en garantie, et la partie saisie à indemniser la partie saisissante de la condamnation prononcée contre elle et à tous les autres dépens ; il a ordonné qu'il serait passé outre immédiatement à l'adjudication préparatoire, de sorte que les immeubles désignés au cahier des charges ont été adjugés à l'avoué du poursuivant pour la mise à prix de 3,000 francs, outre les charges et sauf l'adjudication définitive, indiquée au 18 octobre suivant, pendant lequel temps il devait être apposé de nouveaux placards et fait de nouvelles annonces dans la forme et le délai de la loi.

Les époux Schweitzer ont appelé devant la Cour de ce jugement.

La Cour, par arrêt du 5 novembre 1838, a tenu la cause en surséance jusques après décision sur le faux principal. Enfin, par décision de la chambre du conseil du tribunal de Diekirch, en date du 3 janvier 1839, il a été déclaré n'y avoir lieu à suivre contre le prévenu.

(1) Voy. dans ce sens Brux., 5 avril 1839 et 14 août 1840 (*Pasic.*, 1852, p. 127). Il en était de même sous l'ordonnance de 1667. Voy. Paris, cass., 28 mai 1809, 4 mars 1817, 5 avril 1820,

8 mai, 25 juillet, 6-12 déc. 1827, 16 fév. 1830 ; Colmar, 3 fév. 1831 ; Bordeaux, 18 déc. 1832. Carré, n° 890 ; Demian, p. 170 ; Pigeau, t. 1^{er}, p. 456 ; Delaporte, t. 1^{er}, p. 218.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que dans toute la procédure, tant devant les premiers juges qu'en instance d'appel, les intimés ont constamment manifesté l'intention de faire usage du procès-verbal du 28 mars 1838; que c'est en se fondant sur cette pièce, malgré la menace d'une inscription en faux, qu'ils ont fait accueillir leurs conclusions par le jugement *à quo*, et que, s'ils ont gardé quelque temps le silence sur la sommation à eux faite le 17 octobre dernier de déclarer s'ils entendaient ou non se servir du certificat en question, il n'en est pas moins vrai qu'avant que les appelants eussent fait leur profit de ce silence en poursuivant l'audience à l'effet de faire prononcer le rejet de cette pièce, lesdits intimés ont formellement déclaré, lorsque la cause est venue à son tour pour être plaidée au fond, qu'ils persistaient à en faire usage; que cette déclaration, quoique faite après l'expiration de huit jours à partir de la sommation, ne doit point être réputée tardive, parce que l'article 216 du Code de procédure civile ne prononce point de forclusion; que le délai ne devient fatal que par les poursuites du demandeur en faux incident; qu'il ne peut se prévaloir de la déchéance qu'autant que par ses diligences il ait prévenu une déclaration de la part du défendeur;

Attendu, quant à la conclusion subsidiaire des appelants, qu'il existe deux moyens d'élever la force des actes authentiques : la plainte en faux principal et l'inscription en faux incident; que les appelants ont eu recours au premier de ces moyens par une dénonciation au ministère public, par suite de laquelle des poursuites ont été dirigées contre le commis-greffier Papier; qu'à l'audience de la Cour du 5 novembre dernier, ils ont, par des conclusions expresses, demandé qu'il fût sursis jusqu'à la décision de la plainte en faux principal, dans le but évident d'en tirer parti si l'instruction était contraire à l'accusé; que, par un juste motif de réciprocité, la déclaration de non-lieu fait supposer l'innocence du commis-greffier; que l'on ne saurait admettre qu'après avoir porté plainte en faux principal, qu'après avoir sollicité le sursis dans l'espoir de voir annuler, par l'action publique, l'acte qui leur est opposé, les appelants puissent encore rentrer dans une autre voie pour arriver à leur but; qu'ils devaient calculer les conséquences de leur choix dans les moyens d'annulation; qu'en prenant la voie

du faux principal, de préférence à celle du faux incident, c'était à eux de soutenir de leurs efforts l'action du ministère public en se portant partie civile;

Attendu, d'ailleurs, que la loi laisse aux magistrats la faculté d'admettre ou de rejeter l'inscription en faux incident; que les circonstances d'une semblable demande sont abandonnées à leur appréciation; qu'il n'y a pas lieu de l'admettre lorsque, comme dans l'espèce, il y a apparence qu'elle n'est point fondée et qu'elle n'est formée que dans le but de créer des incidents dont l'unique intérêt serait d'occasionner des retards;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, déclare n'y avoir lieu de rejeter des pièces du procès le certificat du 28 mars 1838 dont il s'agit, condamne les appelants, etc.

Du 25 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

APPEL. — DÉSISTEMENT. — AMENDE.

D'après l'article 471 du Code de procédure civile, l'appelant ne doit être condamné à l'amende que lorsqu'il a succombé. Elle doit lui être restituée lorsqu'il se désiste de son appel. (Code de proc. civile, art. 471 et 247.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 471 du Code de procédure civile n'ordonne la condamnation à l'amende que dans le cas où l'appelant a succombé; que, si la loi avait voulu prononcer la même condamnation contre celui qui se désiste de son appel, elle s'en serait formellement expliquée, comme elle l'a fait pour l'amende en matière de faux incident par l'article 247 du même Code;

Par ces motifs, donne acte aux intimés du désistement signifié le 22 de ce mois à la requête de l'appelant, condamne ce dernier aux dépens, ordonne la restitution de l'amende.

Du 27 mars 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

1^o PRIVILÈGE. — TRAVAUX PUBLICS. — FOURNITURES. — SAISIE-ARRÊT. — CÉSSION. — 2^o JUGEMENT. — PRONONCIATION. — DÉSAVEU.

1^o *Le privilège que le décret du 26 pluviôse*

an 11 établi en faveur de ceux qui ont fourni aux entrepreneurs de routes, pour compte de l'Etat, les matériaux et autres objets nécessaires servant à leur construction, ne peut être restreint aux sommes représentatives des fournitures faites, et il affecte toutes les sommes destinées à être payées aux entrepreneurs du chef de l'entreprise (1).

La cession de l'entreprise, quoique approuvée par le gouvernement, pourrait-elle les priver de l'exercice de leur privilège? — Rés. nég.

Si d'après l'acte de cession le cessionnaire avait seul qualité pour toucher les deniers de l'entreprise, les saisies-arrêts seraient-elles valablement pratiquées en ses mains par les fournisseurs, créanciers du cédant? — Rés. aff.

La demande en validité pourrait-elle aussi être dirigée contre lui (2)? — Rés. aff.

Le cessionnaire a-t-il le droit d'exiger que le cédant soit mis en cause? — Rés. aff.

2^e Le juge qui, du consentement des aroués, déclare que la prononciation faite en présence des aroués des parties vaudra signification, ne contrevient à aucune disposition d'ordre public (3).

La dame Horis avait, par procès-verbal d'adjudication de la députation des états du Brabant du 1^{er} mars 1837, entrepris la construction d'une route de Wolverthem à la limite de la province d'Anvers vers Tamise. — Par acte du 29 mai 1838, cession en fut faite au sieur Devisser-Vanhove, à charge d'exécuter tous les travaux et d'achever le tout selon les conditions de l'adjudication. D'après l'acte d'approbation de la députation du conseil provincial, le sieur Devisser-Vanhove était tenu d'employer, dans les parties de la route qui lui seraient indiquées, environ 25,000 pierres bleues qui se trouvaient en approvisionnement à Capelle. — Le sieur Debuissieret, qui était créancier de la somme de 4,994 fr. 11 cent., du chef des pavés bleus susdits fournis à la dame Horis, pour la construction de la route précitée, fit, en vertu de permission, saisir-arrêter, par exploit du 16 novembre 1838,

entre les mains de M. le gouverneur du Brabant et du trésorier du gouvernement de la province, les sommes qui pourraient être dues au sieur Devisser-Vanhove, et ce jusqu'à concurrence de la somme de 4,994 francs 11 cent. : ce dernier fut assigné en validité. Le sieur Debuissieret se fondait sur ce que le prix de l'entreprise était, aux termes de la loi du 26 pluviôse an 11, frappé de privilège au profit des fournisseurs.

Pour le sieur Devisser-Vanhove on prit les conclusions suivantes : Attendu qu'il est de principe comme de jurisprudence qu'une saisie-arrêt ne peut être faite en vertu d'une créance non litigieuse ; que ces principes sont d'autant plus directement applicables à l'espèce que le demandeur n'a point traité avec le défendeur qui ne lui devait pas la moindre des choses de quelque chef que ce fût ; le défendeur conclut à ce que le demandeur soit condamné à donner mainlevée de la saisie.

Le sieur Debuissieret, de son côté, prit les conclusions suivantes : Attendu que le décret du 26 pluviôse an 11 a établi un privilège spécial en faveur des fournitures faites de matériaux aux entrepreneurs des travaux publics, et ce pour les sommes dues pour l'entreprise ; que, dans l'espèce, le gouvernement a imposé comme condition de la cession l'obligation de faire emploi des pavés bleus, et n'a certes pas pu entendre en gratifier le cessionnaire ; que la cession de l'entreprise n'a pu échanger les droits des tiers et leur enlever un privilège, ni le droit d'arrêter le montant des sommes leur dues pour fournitures sur le prix total de l'entreprise qui est indivisible ; que, dans l'espèce, le sieur Devisser-Vanhove a reçu les sommes qui étaient destinées à être remises au sieur Debuissieret, se trouvant entre les mains du sieur Hinat ; qu'il serait inique qu'il pût s'enrichir aux dépens d'autrui, en s'attribuant les bénéfices de la cession sans en supporter les pertes ; que c'est donc à bon droit que la saisie-arrêt a été pratiquée sur le prix de l'entreprise ; par ces motifs il conclut à ce que la saisie fût déclarée bonne et valable. — Jugement ainsi conçu :

« Attendu que le décret du 26 pluviôse an 11 accorde manifestement un privilège aux créanciers des entrepreneurs dont il parle, pour les sommes dues pour fournitures des matériaux et autres objets servant

(1) Voy. Brux., 1^{er} mars 1842 (Pasic., 1843, p. 102).

(2) Voy. Poitiers, 28 fév. 1857 ; Roger, de la

Saisie-arrêt, n^o 203.

(3) Voy. Brux., 28 novembre 1838 ; Carré-Chauveau, n^o 607 bis.

à la construction des routes; que cela résulte de la combinaison des articles 3 et 4;

« Attendu que ce privilège n'a pu être rendu inopérant par la cession faite par la dame Horis, entrepreneur primitif, au profit du sieur Devisser-Vanhove, et subsiste sur toute somme qui peut rester due du chef de l'entreprise;

« Attendu que le demandeur en validité, ayant ainsi une action utile contre le sieur Devisser-Vanhove, a pu agir comme il l'a fait;

« Attendu que la créance du sieur Debuissere n'est pas de nature à donner matière à de longs débats, et se présente d'ailleurs avec une grande apparence de fondement;

« Par ces motifs, le tribunal, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée, ordonne aux parties de s'expliquer ultérieurement sur le fond à l'audience du 22 juin; dit que la prononciation faite en présence des avoués des parties vaudra signification. »

Appel de la part de Devisser-Vanhove, qui soutient que le privilège réclamé n'existe ni en fait ni en droit, de manière à compromettre d'une manière absolue sa responsabilité pour toutes les dettes de l'entreprise. Il conclut en outre à ce que le jugement fût mis à néant, en ce que le premier juge avait ordonné que la prononciation faite en présence des avoués des parties vaudrait signification, tandis qu'il n'y avait pas lieu, dans l'espèce, à signification par ce mode, et il soutint que cette infraction était absolue et d'ordre public.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le décret du 26 pluviôse an 11 a établi un privilège spécial en faveur de ceux qui ont fourni aux entrepreneurs de routes, pour compte de l'Etat, les matériaux et autres objets servant à leur construction;

Attendu que ce privilège ne peut être restreint aux sommes représentatives des fournitures faites, mais affecte toutes les sommes destinées à être payées aux entrepreneurs du chef de l'entreprise, ce qui résulte de la combinaison des articles 1, 3 et 4 dudit décret;

Attendu que l'appelant n'est point devenu entrepreneur des ouvrages qui restaient à faire pour achever la route de Wolverthem à la limite de la province d'Anvers, par suite d'une déchéance prononcée contre la dame Horis, entrepreneur primitif, et d'une mise en réadjudication des travaux à effectuer,

mais seulement par l'effet d'une cession de l'entreprise consentie volontairement par la dame Horis, et au moyen de laquelle cession il a été mis aux lieu et place de cette dame;

Attendu que cette cession, quoique approuvée par le gouvernement, est *res inter alios acta* vis-à-vis de l'intimé, et ne saurait le priver du droit d'exercer son privilège sur les sommes qu'il a saisies et arrêtées, à moins que l'on doive admettre qu'il est au pouvoir de l'entrepreneur primitif qui n'aurait point encore commencé les ouvrages, mais qui aurait rassemblé à pied-d'œuvre tous les matériaux nécessaires pour la construction d'une route, d'enlever aux fournisseurs de ces matériaux, au moyen d'une cession de l'entreprise opérée en pareille circonstance, toutes les garanties sur lesquelles, en vertu du décret, ils avaient dû compter en contractant, ce qui ne peut se concilier avec l'esprit du décret et le but qu'il a voulu atteindre;

Attendu que par suite de ladite cession, comme elle a été faite avec l'approbation de l'autorité compétente, et des conventions intervenues entre la dame Horis et l'appelant, ce dernier seul avait qualité pour toucher les deniers saisis et arrêtés;

Attendu, en conséquence, que la saisie-arrest dont s'agit devait être pratiquée à charge de l'appelant; que la demande en validité de cette saisie pouvait aussi être dirigée contre lui, puisqu'en supposant la reconnaissance de la dette par la dame Horis, cette reconnaissance serait insuffisante vis-à-vis de l'appelant, s'il pouvait démontrer que la dette n'est réellement pas due ou l'écarter en ce qui le concerne par tout autre moyen;

Attendu que s'il est vrai que l'appelant n'a point contracté avec l'intimé, qu'il n'a point qualité pour reconnaître à charge de la dame Horis l'existence de la créance de l'intimé, il a cependant intérêt à ce que cette créance pour laquelle, s'il devait la payer, il aurait un recours à exercer contre la dame Horis, soit légalement et contradictoirement avec elle et les parties reconnues encore exister contre cette dame, tout ce qui résulte de là c'est que l'appelant aura bien le droit d'exiger que l'intimé mette la dame Horis en cause lorsqu'il s'agira devant le premier juge d'examiner le fond de la demande en validité de saisie, mais de ces circonstances il ne saurait dériver une fin de non-recevoir contre la demande en validité de saisie formée contre l'appelant;

Attendu que le jugement dont appel constate que la disposition, qui a déclaré que

la prononciation du jugement en présence des avoués des parties vaudrait signification, n'a été prononcée que du consentement des avoués;

Attendu qu'en ce faisant, le premier juge n'a enfreint aucune disposition de loi d'ordre public;

Attendu qu'il n'existe de la part de l'appelant aucun désaveu contre son avoué;

Par ces motifs, met l'appel à néant, etc.

Du 27 mars 1839. — Cour de Bruxelles.

TÉMOINS. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — DÉBATS. — ORALITÉ.

La règle de droit criminel qui exige que l'instruction soit publique et orale s'applique à l'instruction devant les tribunaux correctionnels aussi bien qu'à celle devant les Cours d'assises. En conséquence, il ne peut être suppléé devant la juridiction du petit criminel à l'audition publique d'un témoin par la lecture de sa déposition donnée à huis clos et sans confrontation devant le juge d'instruction.

Estoupe, ayant interjeté appel d'un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Louvain, voulut donner lecture à la Cour des dépositions faites par les sieurs Beekmans et Vuylsteck devant le juge d'instruction de cette ville.

Le ministère public s'y étant opposé, le prévenu plaida que la prohibition de donner lecture des dépositions écrites des témoins contenue à l'article 317 du Code criminel ne concernait que l'examen fait en Cour d'assises, et ne pouvait être étendue aux matières correctionnelles; que, dans tous les cas, cette prohibition n'avait été introduite qu'en faveur des accusés ou prévenus, et pour leur garantie contre une déposition faite sans confrontation ni contradiction et sans sanction pénale contre un faux serment; que par conséquent elle ne pouvait être retournée contre eux, suivant la règle *Quod in alicujus gratiam introductum est in ejus odium retorqueri non potest*.

(1) La doctrine et la jurisprudence sont très-divisées sur cette question. La solution adoptée par la Cour de Gand a été soutenue par Merlin, *Rép.*, v° *Fus*, § 2, n° 8; *Quest. de droit*, v° *Servitude*, § 3, et Toullier, t. 3, n° 556; mais elle a été vivement combattue par Duranton, t. 5,

ABRÉGÉ.

LA COUR; — Attendu qu'il est de principe, tant au grand qu'au petit criminel, que l'instruction doit être publique et orale; que c'est par une conséquence de ce principe que la déposition des témoins doit être donnée en présence de la partie prévenue et du ministère public, afin qu'ils puissent respectivement faire leurs observations et provoquer les éclaircissements nécessaires; que les juges appelés à connaître de la cause doivent avoir la même faculté;

Attendu qu'il suit de ce qui précède qu'il ne peut être suppléé à l'audition publique d'un témoin par la lecture de la déposition donnée à huis clos et sans confrontation devant le juge d'instruction;

Attendu, au surplus, que les prévenus avaient le droit, en première instance et en appel, de faire citer les témoins de la déposition desquels il s'agit, et ainsi de les faire entendre publiquement; qu'ils peuvent même les faire entendre devant la Cour qui accorderait le délai nécessaire à cet effet;

Par ces motifs, dit que la déposition des témoins Beekmans et Vuylsteck ne sera pas lue.

Du 29 mars 1839. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

SERVITUDE DE VUE. — JOURS. — PRÉSCRIPTION.

Celui qui, par une possession trentenaire, a acquis le droit d'avoir dans son mur joignant l'héritage d'autrui des fenêtres en contravention aux articles 676 et suiv. du Code civil, a-t-il, par cela seul, droit à une servitude active quelconque, soit de rue, soit de jour, sur l'héritage de son voisin ? (Code civil, 557, 544, 659, 651, 652, 676, 684, 680 et 690.) — Rés. nég.

Le voisin peut-il faire, soit sur son fonds, soit sur ou dans le mur rendu mitoyen, des constructions de nature même à obstruer ces fenêtres et à rendre leur usage inutile (1) ? — Rés. aff.

Le sieur Cnuddo-Dekeyzer, voisin du sieur

n° 526. Quant à la jurisprudence, voy. conf. Paris, cass., 10 janv. 1810; Pau, 12 avril 1826; Nîmes, 21 déc. 1825. Mais voy. *contr.*, Bordeaux, 10 mai 1822; Paris, cass., 19 janv. 1825; Bordeaux, 1^{er} déc. 1827; Naeyer, 7 fév. 1828; Toulouse, 21 avril 1830; Colmar, 25 mars 1835, et

Dupuis, possédait depuis plus de trente ans dans son mur propre des fenêtres donnant directement sur le fonds de ce dernier. — Ces fenêtres, dans la construction desquelles on n'avait observé aucune des conditions prescrites par les articles 676 et suivants du Code civil, sont élevées au-dessus d'un toit du sieur Dupuis, et ne peuvent, au dire de celui-ci, donner vue que sur ce toit.

Nonobstant cette possession trentenaire, le sieur Dupuis prétendit pouvoir établir sur son fonds des constructions qui obstruaient et bouchaient hermétiquement les fenêtres du sieur Cnudde-Dekeyser. — Celui-ci soutint au contraire que son voisin n'avait pas ce droit, parce qu'il empêcherait ainsi l'usage d'une servitude acquise, ce que prohibait l'article 701 du Code civil. — Dupuis répondait : En construisant comme j'entends le faire, je ne diminue point l'usage d'une servitude par vous acquise, d'abord parce que vous n'avez pas acquis de servitude quelconque, ensuite parce qu'eu tout cas la servitude que vous auriez acquise n'est point celle ou ne comprend point celle de m'empêcher de construire sur mon terrain comme bon me semble.

Le soutienement du sieur Dupuis fut admis par jugement du tribunal de Gand, en date du 28 juin 1837, ainsi conçu :

« Attendu que la circonstance que ces fenêtres auraient été construites au-dessus de l'élévation des toits de la maison du défendeur ne saurait pas elle seule emporter le caractère de clandestinité, là surtout où il n'est pas articulé que ces fenêtres auraient été ouvertes dans un endroit où l'état des localités en cachait totalement l'existence ;

« Attendu que la servitude *prospectus* (1) étant de sa nature imprescriptible, l'existence de ces fenêtres n'a pu établir à charge de la propriété du défendeur pareille servitude ;

« Attendu que le législateur a établi entre

des propriétés contiguës une servitude légale, restrictive du droit illimité de propriété, par suite de laquelle il est défendu d'ouvrir des fenêtres du côté de la propriété voisine autrement que de la manière déterminée, savoir, de les établir à distance, à hauteur et de les garnir d'un treillis et de verre dormant ;

« Attendu que si lors de la construction de pareilles fenêtres un propriétaire se dispense de se conformer à ces conditions, il pourra, par le laps de temps nécessaire, en prescrire l'affranchissement et partant prescrire, au profit de sa propriété, la décharge de la servitude à laquelle elle est légalement soumise ;

« Attendu que la prescription ne saurait attribuer d'autres droits que ceux dont on a eu la possession, de sorte que, puisque ce propriétaire aura seulement été en possession du droit d'avoir sur la propriété voisine une fenêtre établie autrement que de la manière voulue par la loi, il aura ainsi uniquement prescrit le droit de continuer cette possession, en d'autres termes, il se sera ainsi affranchi de la servitude passive légalement établie sur sa propriété, et ce sans que cette possession, abstraction de toute autre circonstance, ait pu lui attribuer un droit de servitude active sur la propriété voisine ;

« Attendu que la servitude *ne luminibus officiat* ou celle *altius non tollendi*, emporte la possession d'un droit prohibitif de l'exercice d'un fait qui était purement facultatif de la part du propriétaire voisin ; qu'ainsi pour établir par prescription l'une ou l'autre de ses servitudes, il faudrait avoir eu une possession inopérant directement empêchement à la faculté que l'on prétend avoir été prescrite ;

« Attendu que la simple possession de fenêtres donnant sur la propriété voisine n'emporte avec elle aucun empêchement

Paris, cass., 1^{er} déc. 1835. Voy. aussi Paris, cass., 29 fév. 1848 (*Pas.*, 1, p. 440). Voy. Brux., 14 août 1847 (*Pas.*, 1848, p. 137) ; Liège, 4 mai 1844 (*Pas.*, p. 289) ; Brux., cass., 19 avril 1845 (*Pas.*, 1845, 1, 350, et 1850, p. 190). La principale difficulté provient de ce que le Code ne dit pas bien clairement ce qu'il entend par servitude de vue, et à cet égard le droit romain offrait la même obscurité. Parmi les docteurs les uns, tels que Cujas et Duaren, tenaient qu'on ne peut avoir dans son propre mur joignant immédiatement l'héritage du voisin des vues ou fenêtres ; les autres, tels que Paul Decastre, Balde, etc., se fondant sur la loi 8, § pen., ff., si serv. vind., étaient d'avis qu'on le pouvait, jure proprietatis :

cette dernière opinion a été suivie par la plupart de ceux qui ont écrit après eux, tels que Chopin, Voet, Christyn, Vinnius. D'après cette opinion, on ne concevait de servitude de vue que dans le mur du voisin ou dans le mur mitoyen. C'est aussi cette opinion qui, d'après l'arrêt recueilli, paraît avoir été suivie par les rédacteurs du Code, ce que l'arrêt fait résulter de la classification et de la combinaison des différents articles qu'il invoque. Voy. encore Capolla, Legrand sur Troyes, Ferrière sur Paris.

(1) La servitude *prospectus* ne doit pas être confondue avec la servitude *luminum* ou de vue, qui est prescriptible (articles 688, 689 et 690 du Code civil) ; voyez Liège, 3 mars 1838.

direct à la faculté qu'a le propriétaire voisin d'user de sa propriété comme de conseil, et d'y faire des constructions à hauteur, et ce même au préjudice du jour que l'on tire de ces fenêtres; qu'ainsi cette seule possession n'a pu établir un droit de servitude restrictif de cette faculté;

« Attendu que le demandeur s'est borné à se prévaloir de l'existence trentenaire desdites fenêtres, et qu'il n'a pas articulé que sa possession aurait eu des caractères directement prohibitifs de la faculté *altius tollendi* ou *luminibus officiendi*; qu'ainsi il n'a pu acquérir aucun droit restrictif de cette faculté;

« Attendu que de tout ce qui précède il résulte que le demandeur est en droit de maintenir les deux fenêtres litigieuses, mais qu'il n'a acquis à charge de la propriété du défendeur aucun droit de servitude qui empêche ce dernier d'user de sa propriété d'une manière illimitée, et ce même au préjudice de la lumière que le demandeur tire de ses fenêtres;

« Par ces motifs, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte de la combinaison des articles 537, 544, 659, 681 et 682 du Code civil, que les conditions et restrictions imposées au propriétaire par les articles 676 et suivants du même Code ne constituent rien de plus qu'une servitude passive de son fonds en faveur de l'héritage du voisin, et que dès lors la loi considère nécessairement comme vues et fenêtres de propriété et non de servitude celles qui sont pratiquées au mépris de cette servitude passive;

Qu'il suit de là que pareilles vues et fenêtres conservées pendant trente ans, sans que le voisin ait réclamé sa servitude, n'en demeurent pas moins ce qu'elles étaient dans leur principe, savoir, fenêtres de propriété; qu'à la vérité elles ne pourront plus être réduites à l'état de servitude légale par le voisin, qui, par sa longue négligence pendant trente ans, a laissé prescrire la libération de cette servitude, mais que celui-ci pourra toujours les obstruer au moyen de constructions, soit sur son propre fonds en vertu de son droit de propriété, soit en vertu de la loi, sur ou dans le mur même

où ces fenêtres se trouvent en se le rendant mitoyen, à moins toutefois que lesdites vues et fenêtres n'eussent été munies par titre de l'une des servitudes négatives *ne luminibus officiatur* ou *ne altius vel contral tollatur*, servitudes qui aujourd'hui ne peuvent s'acquérir par la possession de trente ans;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la servitude de vue continue et apparente par fenêtre, dont parle le Code dans ses articles 688 et 689, et qui est en même temps susceptible d'être prescrite d'après l'article 690, ne saurait se concevoir dans notre propre mur, mais bien dans un mur mitoyen et dans le mur propre de notre voisin, dans lesquels on ne peut avoir des vues ou fenêtres qu'en vertu d'un droit de servitude;

Que c'est en effet là que l'existence de la fenêtre est indicative de la servitude active de vue et où elle la rend apparente, et que c'est par conséquent de cette servitude de vue que le Code entend parler;

Considérant enfin que cette interprétation est la plus équitable, comme la plus favorable à la liberté de la propriété, à l'introduction bienfaisante de la clôture et de la mitoyenneté forcée, ainsi qu'à la bonne harmonie si nécessaire entre voisins, et que partant dans le doute c'est cette interprétation qui doit prévaloir;

Par ces motifs, et aucun de ceux du premier Juge, met l'appel à néant, etc.

Du 29 mars 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

1^{er} COMPROMIS. — DÉLAI. — PROROGATION. — 2^o TIERS ARBITRE. — NOMINATION.

1^o Le pouvoir des arbitres forcés peut être prorogé par le consentement mutuel des parties; ce consentement ne doit point être exprimé par écrit, il peut s'induire des actes de la procédure (1).

Spécialement : Lorsqu'après le délai du compromis une partie demande à donner des éclaircissements, et que l'autre requiert nomination d'un sur-arbitre, il y a consentement réciproque de prorogation de pouvoir. Le délai se règle par l'article 54.

2^o Lorsque les arbitres forcés ne sont pas

(1) Voy. en ce sens Bordenaux, 9 février 1827; Paris, cass., 17 janv. 1826; Liège, 8 nov. 1832; Thomie, sur l'art. 1012; Mongalvy, *Traité de*

l'arbitrage, n^o 258. Voy. aussi Bourges, 19 février 1825.

d'accord sur le choix du tiers arbitre, ils ne peuvent en déférer la nomination au président du tribunal de commerce ; de droit cette nomination appartient au tribunal entier (1). (Code de comm., art. 60.)

Le sieur Vanetten avait, en vertu de plusieurs sentences arbitrales, fait pratiquer une saisie-exécution à charge du sieur Pauwels pour une somme de 4,096 francs 21 c. Pauwels forma opposition tant à la saisie qu'aux décisions rendues par les arbitres. Le tribunal civil renvoya sur ce dernier point les parties devant le tribunal de commerce. Voici les faits : une association avait existé entre les sieurs Pauwels et Vanetten. Des contestations s'étant élevées sur les comptes, ils nommèrent, le 1^{er} février 1836, les sieurs Fiebus et Vanaert pour arbitres : le délai du compromis était de deux mois, ce sorte qu'il expirait le 1^{er} avril suivant. Les arbitres furent divisés sur plusieurs points, et ne pouvant s'entendre sur le choix du sur-arbitre, ils en déférèrent, le 15 décembre 1836, la nomination au président du tribunal de commerce d'Anvers. L'intimé adressa requête, non pas au président, mais au tribunal de commerce, qui nomma le sieur Schoofs pour vider le partage des arbitres.

L'appelant fondait son opposition sur deux points : 1^o sur ce que le compromis était expiré, lorsque les arbitres déclarèrent qu'il y avait lieu à nommer un tiers arbitre pour les départager ; 2^o sur ce que selon délégation des arbitres le tiers arbitre devait être nommé, non pas par le tribunal, mais par le président du tribunal de commerce.

L'intimé répondit, sur le premier point, que le pouvoir arbitral avait été volontairement prorogé ; quo l'appelant, outre qu'il avait comparu devant les arbitres après l'expiration du compromis, avait écrit à MM. Fiebus et Vanaert, le 13 novembre 1836, pour les prier d'entendre son frère sur les différends qui leur étaient soumis.

Sur le second point, l'intimé fit observer qu'il n'appartenait point aux arbitres de déférer le choix du sur-arbitre au président du tribunal de commerce, puisque ce choix appartenait de droit au tribunal entier.

Sur ce, le tribunal de commerce d'Anvers a rendu, le 22 septembre 1838, un jugement ainsi conçu :

« Considérant que les nullités de procé-

dures sont de stricte interprétation ; qu'ainsi on ne peut étendre les cas de nullité prononcés à l'article 1028 du Code de procédure civile ; quo si cet article déclare nul un jugement arbitral rendu sur compromis expiré, on ne peut dire qu'un compromis est expiré lorsque les parties ont consenti à prolonger le délai fixé par ce compromis ;

« Considérant que la loi n'exige nulle part, à peine de nullité, que la prorogation du délai ait eu lieu par une convention écrite ; qu'il est au contraire de jurisprudence que cette prorogation puisse s'établir par des actes émanés des parties, et qui supposent nécessairement leur volonté de proroger ;

« Considérant que cette volonté résulte à toute évidence dans la cause d'une lettre que le sieur Pauwels a adressée aux sieurs Fiebus et Vanaert, arbitres primitifs, le 13 novembre 1836, longtemps après l'expiration du délai fixé par le compromis, signé entre parties le 1^{er} février de la même année, produit au procès, enregistré à Anvers en date de ce jour ; qu'en effet le sieur Pauwels y qualifie encore les sieurs Fiebus et Vanaert d'arbitres dans l'affaire entre lui et le sieur Vanetten, et les prie de vouloir entendre son frère, pour donner des éclaircissements sur l'affaire en présence du sieur Vanetten ;

« Considérant que ce n'est pas plus d'un mois après la date de cette lettre, le 13 décembre, que les deux avis arbitraux ont été rendus par les arbitres susmentionnés ; que c'est le 20 du même mois de décembre que le procès-verbal constatant que les arbitres n'avaient pu s'entendre sur le choix d'un tiers arbitre a été rédigé, tous lesdits actes produits en expédition, dûment enregistrés ; qu'on ne peut donc pas les considérer comme émanant d'arbitres dont les pouvoirs étaient expirés, quand même le sieur Pauwels n'aurait pas, depuis la date du la lettre susmentionnée, comparu en personne ou par fondé de pouvoirs devant les arbitres ;

« Considérant, quant au moyen subsidiaire tiré de ce que, dans le procès-verbal du 22 décembre susdit, les arbitres avaient déféré au président du tribunal de commerce le pouvoir de nommer le tiers arbitre, tandis que c'est le tribunal entier qui a fait la nomination ; que ce moyen n'est pas plus admissible que le premier, par la raison que les arbitres n'avaient point le pouvoir d'enlever au tribunal le droit que lui confère l'article 60 du Code de commerce ;

« Considérant qu'il n'a pas été allégué que le tiers arbitre ait porté la décision

(1) Voy. Paris, 6 août 1829 ; Mongalvy, n^o 529.

après le mois de l'acceptation de ses fonctions; qu'il est au contraire probable que cette décision a été prise dans le délai voulu par l'article 1018 du Code de procédure, puisque l'expédition produite du jugement qui le nomme n'a été enregistrée que le 20 janvier 1837, et que sa sentence est du 27 février suivant;

« Par ces motifs, le tribunal déclare le sieur Pauwels mal fondé à réclamer la nullité des décisions arbitrales. » — Appel.

AAAR.

LA COUR; — Attendu que la contestation qui s'est élevée entre les parties était relative aux comptes de l'association qui a existé entre elles; que dès lors il y avait lieu à arbitrage forcé, aux termes de l'article 51 du Code de commerce;

Attendu que le délai de deux mois fixé par le compromis fait le 1^{er} février 1836, enregistré à Anvers le 22 septembre 1838, étant expiré, les parties ont pu, de commun accord, par simple consentement mutuel, le proroger, sans qu'il fût besoin à cet effet d'un acte écrit, qu'aucune disposition de loi ne requiert;

Attendu que la volonté des deux parties de proroger le délai de l'arbitrage est constatée au procès, d'abord, quant à l'appelant, par la lettre par lui écrite le 15 novembre 1837, adressée aux arbitres, et par laquelle il les prie de faire entendre son frère, en présence de l'intimé Vanetten, son dit frère, porte la lettre, étant à même de leur donner des éclaircissements sur l'affaire, et quant à l'intimé, par la requête que celui-ci a présentée au tribunal de commerce d'Anvers, à fin de nomination d'un sur-arbitre, pour départager les arbitres nommés par les parties, requête à laquelle il a été fait droit par jugement en date du 7 janvier 1837;

Attendu que la circonstance que la prorogation du délai de l'arbitrage résultait du commun accord des parties n'aurait point déterminé le nouveau délai endéans lequel les arbitres seraient tenus de porter leur décision, n'est d'aucune considération dans l'espèce, puisque ce délai, à défaut par les parties d'en convenir entre elles, pouvait, à la requête de la partie la plus diligente, être réglé par le tribunal, conformément au prescrit de l'article 54 du Code de commerce;

Attendu que les parties s'étant ainsi obligées par leur consentement mutuel de continuer ce pouvoir aux arbitres qu'elles avaient choisis, il n'a pu dépendre de l'une

d'elles, après la décision intervenue, et parce que cette décision lui a été défavorable, de revenir contre une prorogation volontairement et réciproquement consentie.

En ce qui concerne la nomination du sur-arbitre :

Attendu que, d'après ce qui avait été convenu par le compromis, les arbitres, en cas de partage d'avis, devaient nommer un sur-arbitre pour les départager;

Attendu que les arbitres n'ayant pu se mettre d'accord sur le choix de ce sur-arbitre, il ne leur appartenait pas de déférer ce choix à un tiers, puisque le compromis ne les autorisait pas à faire pareille délégation, et que, d'autre part, aux termes de l'article 60 du Code de commerce, en cas de discordance à cet égard entre les arbitres, la nomination du sur-arbitre est dévolue de droit au tribunal de commerce;

Attendu que c'est en vain que l'appelant argumente de ce que l'arbitre Flebus, dans l'avis séparé par lui donné, aurait dit que c'était du consentement des parties que le choix du tiers arbitre était déferé au président du tribunal de commerce, puisque pareil consentement est formellement dénié par la partie intimée; que l'avis séparé de l'arbitre Vanaert n'en parle pas; qu'il n'en est fait également aucune mention dans l'acte émane des deux arbitres réunis, qui démentent au contraire que c'est de leur chef que les arbitres ont déferé ce choix au président du tribunal, et que bien certainement l'arbitre Flebus seul n'a pu imprimer à cette mention isolée le moindre caractère d'authenticité de nature à engager les parties;

Par ces motifs, et adoptant au surplus ceux du premier juge, M. l'avocat général d'Anethan entendu et de son avis, met l'appellation à néant, etc.

Du 5 avril 1839. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

ARBITRAGE. — ORDONNANCE D'EXEQUATUR.
— COMPÉTENCE.

La Cour d'appel peut seule prononcer sur le point de savoir si c'est au président du tribunal civil ou du tribunal de commerce qu'il appartient de porter une ordonnance d'exequatur d'une sentence arbitrale (1). (Code de proc., art. 1020.)

(1) Voy. Brux., 4 mai 1839; la Haye, 18 avril 1821; Chauveau sur Carré, n° 5361.

La renonciation à l'appel, insérée au compromis, ne peut s'étendre à une question de cette espèce.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la question principale soumise à la Cour par l'appel du 25 mars 1838 consiste à savoir si c'était le président du tribunal de commerce ou le président du tribunal civil qui était compétent pour porter l'ordonnance d'*exequatur*;

Attendu que cette question est d'ordre public et qu'en l'absence d'une voie spéciale indiquée par la loi pour faire réformer la décision portée, cette attribution doit appartenir à la Cour d'appel investie du pouvoir de réformer les décisions émanées des juridictions inférieures;

Attendu que la renonciation à l'appel, insérée au compromis, ne peut s'étendre jusqu'à valider une ordonnance d'*exequatur* qui serait délivrée par un juge compétent;

Attendu qu'une demande absolument semblable et réunissant tous les caractères voulus par l'article 1351 du Code civil, a, de l'aveu des parties, été soumise par l'appelant au tribunal civil de Bruxelles qui y a statué par jugement qui n'a pas encore été attaqué;

Attendu que dans cet état des choses l'appel de l'ordonnance d'*exequatur* ne peut être reçu;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bayat entendu en son avis, dit qu'il échoit appel de l'ordonnance d'*exequatur*, et y statuant, le déclare non recevable.

Du 5 avril 1839. — Cour de Br. — 2^e Ch.

INSCRIPTION DE FAUX. — REJET.

Il appartient aux juges d'admettre ou de rejeter, selon les circonstances et s'ils n'y voient qu'un moyen dilatoire pour reculer le jour du jugement, l'inscription de faux, sans attendre la justification des moyens sur lesquels on prétend la fonder (1). (Code de proc., art. 214.)

La dame Lecharlier avait formé une demande en séparation de corps et de biens contre son mari. — Par arrêt du 30 janvier 1837,

rapporté au 1837, p. 257 (*Ann.*, 2, 213), la Cour de Bruxelles lui adjugea une provision alimentaire, en se fondant sur un acte de mariage célébré le 25 novembre 1828 à Westminster et sur la possession de légitime épouse du défendeur. — Le sieur Lecharlier arguait l'acte de nullité, sous le rapport de la forme, mais n'avait aucunement songé à opposer une inscription de faux tirée de sa non-présence à Londres à l'époque où le mariage aurait dû y être célébré. Malgré ce silence, et sans que dans d'autres actes du procès il eût élevé, sous ce rapport, le moindre soupçon contre l'acte produit, Lecharlier posa en fait, le 17 novembre 1838, après deux jours de plaidoiries, qu'il n'était pas à Londres le 25 novembre 1828, jour auquel on prétendait qu'il aurait contracté mariage dans cette ville, et qu'il se trouvait à Valenciennes ou en France, ou tout autre pays.

Jugement du tribunal de Bruxelles du 28 novembre 1838, ainsi conçu :

« Attendu qu'il résulte des articles 214 et 248 du Code de procédure, que l'admission ou le rejet de la demande à fin d'inscription de faux incident est laissé dans le domaine du juge;

« Attendu qu'à l'audience du 17 de ce mois le défendeur a déclaré s'inscrire en faux contre l'acte de mariage célébré en Angleterre le 25 novembre 1828 entre lui et la demanderesse, et que celle-ci a déclaré à la même audience vouloir s'en servir;

« Attendu que cette pièce a déjà été produite dans une instance précédente, où il s'agissait entre les mêmes parties d'une demande en alimentation fondée sur ladite pièce appuyée d'une possession d'état d'épouse légitime;

« Attendu que tant devant le premier juge que devant le juge d'appel, le défendeur, en déniaut à la demanderesse sa qualité d'épouse légitime, s'est toujours borné, quant à l'acte produit, à le repousser comme n'étant pas régulier et valable à défaut des formalités qui devaient l'entourer tant en Angleterre qu'en Belgique;

« Attendu que c'est sous ce rapport aussi qu'il a été envisagé dans le jugement et l'arrêt déjà intervenus entre parties, en tant qu'ils s'en sont occupés pour statuer sur la provision;

« Attendu que lors de son interrogatoire, et sur la question lui faite, si le 25 novem-

(1) Voy. dans ce sens Rennes, 5 février 1813; Liège, 25 mars 1839; Bruxelles, 10 juillet 1847

(*Pasic.*, 1848, p. 355); Dalloz, t. 16, p. 4, n° 8; Carré-Chauveau, n° 890.

bre 1828 il avait contracté mariage en Angleterre avec la demanderesse, le défendeur s'est borné à une dénégation sèche, sans parler de la fausseté de l'acte, sans élever à cet égard le moindre doute ou soupçon dans tout le cours de son interrogatoire;

« Attendu que, dans les conclusions prises devant la cour d'appel, le défendeur a posé en fait, avec offre de preuve, qu'il n'est arrivé en Angleterre que cinq jours avant la date du prétendu acte de mariage, et que dans les conclusions prises à l'audience de ce tribunal le 17 courant, il posa en fait qu'il n'était pas à Londres le 23 novembre 1828, jour auquel on prétend qu'il aurait contracté mariage à Londres, et qu'à cette époque il se trouvait à Valenciennes ou en France ou tout autre pays;

« Attendu qu'à part la contradiction qui éclate à tous les yeux entre deux soutènements si contraires, et qui surgit au milieu des débats après deux jours de plaidoiries, on ne peut méconnaître que, dans le second fait dans lequel le défendeur ne sait pas indiquer le lieu ni même le pays où il se trouvait, il ne se rencontre un vague, un défaut de précision, une absence de certitude de la part du défendeur lui-même, qui donnent la mesure du peu de fondement de cette allégation, et qui ne sont pas de nature à arrêter le cours de la justice;

« Par ces motifs, le tribunal déclare le défendeur non recevable en sa demande en inscription de faux incident élevée à l'audience du 17 novembre 1838. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acte de vente produit par l'appelant pour établir sa présence à Valenciennes au 27 octobre 1828 est sans influence aucune pour établir sa non-présence à Londres au 23 novembre 1828, jour indiqué pour la célébration du mariage par l'acte produit au procès;

Attendu que la déclaration donnée à Calais le 24 novembre 1838 visée pour timbre et enregistrée, ne peut, en présence des faits et circonstances du procès, détruire les considérations admises par le premier juge pour rejeter l'inscription en faux dirigée par l'appelant à l'acte de mariage qui lui est opposé;

Adoptant au surplus les motifs repris au jugement dont appel, M. de Bayay, avocat général, entendu en son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 5 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 2^e Ch.

1^{er} EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. — NOTAIRE. — TESTAMENT. — NELLITÉ. — 2^o LEGS. — PAUVRES MONTRES. — PERSONNE INCERTAINE. — NELLITÉ. — AUTORISATION ROYALE.

1^{er} Un testament par lequel, abstraction faite de toute disposition présentant un caractère de libéralité, le notaire qui l'a reçu, se trouve nommé exécuteur testamentaire, est-il nul (1)? (Code civil, art. 1038, 1039

(1) Un arrêt de règlement du 8 juin 1835 paraît avoir servi de modèle à l'article 8 de la loi du 25 ventôse an xi (Merlin, *Rép.*, v° *Notaire*; § 3, n° 4). Deux arrêts, l'un de la Cour de Toulouse du 17 juillet 1826, et l'autre de la Cour de cassation du 27 décembre 1831, ont maintenu des actes notariés dans lesquels le notaire lui-même était constitué arbitre ou bien dépositaire de certaines valeurs léguées par le testateur. Cependant, s'il est vrai de dire que ces actes ne renferment point de disposition en faveur du notaire, peut-on dire également que le notaire n'a point figuré dans l'acte, qu'il n'y a contracté aucune obligation, qu'en un mot il n'a point été partie dans l'acte? On remarque donc une différence frappante entre ces arrêts, qui ne nous paraissent pas à l'abri de toute critique, et l'espèce de l'arrêt que nous publions; ici l'on ne peut pas dire que le notaire a été partie au testament (voy. encore l'art. 12 de l'édit perpétuel de 1611, les art. 27 de l'ordonnance d'Orléans et 63 de l'ordonnance de Blois). Une question, qui a beaucoup d'analogie avec celle décidée par l'arrêt, est de savoir si l'exécuteur testamentaire peut être pris parmi les témoins du testament?

L'affirmative de cette question est présentée comme certaine par tous les auteurs (Ricard, 1^{re} part., ch. 3, sect. x, n° 353 et 354; Delvincourt, t. 4, p. 239; Toullier, t. 5, n° 401; Duranton, t. 5, n° 395; Pothier, *Don. testam.*; Merlin, *Rép.*, v° *Témoin instrum.*, § 2, n° 3, 10^e). Il y avait néanmoins en droit romain une grande différence, quant à la capacité de recevoir par testament, entre le témoin et l'écrivain du testament : le témoin pouvait en même temps être légataire (§ 11, *Inst. de testam. ord.*), et conséquemment à plus forte raison exécuteur testamentaire : *qua nudus minister*, ainsi que l'appelle la loi 17, ff., de leg. 2^e. Quant à l'écrivain du testament, il ne pouvait s'avantager en aucune manière, non-seulement sous peine de nullité du legs, mais encore sous peine de faux (lois 6 et 15, ff., ad legem. corn. de falsis, et loi 3, ff., de his qui sibi adscribunt in test.). Mais le testament n'était point nul, le legs seul était censé non écrit, inutile *legatum* : la raison en est que l'écrivain ne donnait pas, comme aujourd'hui le notaire, l'authenticité au testament, qui pouvait même se faire oralement et sans le secours d'aucune écriture : les témoins seuls lui donnaient toute la

et 1050; loi du 25 ventôse an xi, art. 8 et 68.
— Rés. nég.

2° *Le legs fait aux pauvres honteux, à la disposition de l'exécuteur testamentaire, est-il nul comme fait à une personne incertaine* (1)? (Code civil, art. 902 et 911.) — Rés. nég.

Un pareil legs, pour avoir effet, ne doit-il pas au moins être autorisé par arrêté royal? (Code civil, art. 910.) — Rés. nég.

M. Dierkens est décédé à Thielt le 28 novembre 1833, à l'âge de 81 ans.

Indépendamment d'un acte passé devant le notaire Roulands, le 18 janvier 1827, contenant donation entre-vifs par le défunt, à sa servante M. Depoortere, d'une somme de 1,088 fr. 43 cent. avec hypothèque sur sa ferme, quatre autres actes notariés ont été produits à la mortuaire : ces quatre actes ont été passés le même jour (30 janvier 1832) devant le notaire Minne.

Par le premier, M. Depoortere prend à bail pour dix-huit années, à partir de Noël 1831, la ferme occupée par Dierkens, moyennant un prix de 339 fr. 17 cent.

Par le deuxième, elle se charge de l'entretien de Dierkens, à partir de Noël 1831, moyennant une somme de 150 fr. 61 cent. par an.

force probante. Mais l'écrivain aurait-il pu se nommer exécuteur testamentaire d'après le droit romain? Aucune loi n'en parle; cependant il était défendu par le sénatus-consulte Libonien de se nommer tuteur dans le testament qu'on écrivait (loi 20, ff. de testam. tut., et loi 18, § 1, ff. ad leg. corn. de falsis). Mais cette défense n'entraînait pas pour l'écrivain les peines de la loi cornelia; il était même admis comme curateur : *curatorum dandum respondit, non est suspectum remoceri*. On pourrait en conclure, à fortiori, que l'écrivain qui se serait nommé exécuteur testamentaire sans aucun avantage ou émoluments, loin d'être passible des peines de la loi cornelia, aurait, d'après les principes du droit romain, pu être conservé dans l'exécution testamentaire. Sous la législation intermédiaire, lorsque, comme aujourd'hui, le tabellion donnait l'authenticité au testament, il était aussi défendu à celui-ci de s'avantager : mais la défense se bornait à ce qui constituait véritablement un avantage, un bénéfice, une libéralité (Vankeulen, *Cons. fort.*, 1^{re} part., liv. III, chap. 4, n° 43, p. 180; Voet, ff. de his qua pro non scriptis, n° 3 in fine). C'est d'ailleurs ce qui résulte de l'édit perpétuel de 1611 et des ordonnances d'Orléans et de Blois, sus-indiquées. — Voy. encore un arrêt de Grenoble du 8 mars 1832, un arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 16 octobre 1835. Deux arrêts, l'un de la Cour de Paris

Par le troisième, la vente de tout le mobilier loi est consentie pour la somme de 2,116 fr. 40 cent., à payer un an après la demande.

Enfin le quatrième acte est un testament renfermant un legs de 2,116 fr. 40 cent., libre de tous droits de succession, dans lequel on lit la clause suivante, que nous traduisons du flamand :

« Et pour que toutes mes dispositions de
« dernière volonté exprimées dans mon
« testament soient exécutées, je nomme,
« pour mon agent d'affaires et exécuteur
« testamentaire, le sieur Minne, notaire in-
« strumentant et soussigné, que je prie de
« recevoir cette charge, déclarant par la
« présente loi donner tout droit de saisine
« de mes biens à délaissier, et voulant que
« tous les biens immeubles que je délaiss-
« rai soient, au moyen d'une vente publi-
« que, à la disposition et réquisition de mon
« exécuteur testamentaire, convertis en de-
« niérs, et que tous mes effets mobiliers, y
« compris mes habits, linge et objets de
« couchage, à la disposition de mon pré-
« nommé exécuteur testamentaire, soient
« distribués et donnés aux pauvres honteux
« (aen den secreteken armen). »

Ce testament et subsidiairement le legs qu'il contient aux pauvres honteux forment attaqués de nullité par les héritiers du sang,

du 5 février 1833, l'autre de la Cour de Douai du 15 janvier 1834, semblent avoir été rendus en sens contraire; mais il est à remarquer que, dans l'espèce du premier de ces arrêts, l'exécuteur testamentaire se trouvait gratifié d'une somme quelconque, et que, dans l'espèce du second, un salaire avait été promis. Il est encore à remarquer que le dernier de ces arrêts a été rendu contrairement au réquisitoire de l'avocat général Lambert, qui se trouve dans Sircy, 1834, 2, 193, et qui nous paraît renfermer les vrais principes de la matière.

(1) Voy. Brux., 17 avril 1850 (*Panic.*, 1851, p. 180); Merlin, *Répert.*, vo *Institution d'héritier*, sect. v, § 1, n° 18, et sect. vi, n° 14, et vo *Légataire*, § 2, n° 18; Ricard, *des Don.*, t. 1, p. 1, eh. 3, sect. xi et xii. L'ancien droit romain, qui déployait tant de sévérité contre les dispositions de dernière volonté faites en faveur de personnes incertaines, admettait néanmoins une exception, quant aux legs faits aux pauvres et aux captifs. Des motifs de morale et de charité ont fait introduire cette exception : *sancimus ejusmodi et talem institutionem pietatis intuitu valere, et non esse respondendam* (loi 49, in prin., Cod., de episcopis et clericis). Ces motifs sont de tous les temps, et doivent toujours faire fléchir la rigueur des principes (voy. encore Delvincourt, t. 4, p. 282).

qui, subsidiairement, demandèrent que le legs fût déclaré sans effet, aussi longtemps que, conformément à l'article 910 du Code civil, il ne serait pas autorisé par arrêté royal. Le tribunal de Bruges prononça le jugement suivant :

« Considérant, à l'égard de la nullité dudit testament prise de ce que le notaire qui l'a reçu a été nommé l'exécuteur testamentaire du défunt, que l'exécution testamentaire est un véritable maudat que donne le défunt, que la personne nommée n'est pas à la vérité tenue d'accepter, mais qu'ayant une fois commencé d'en remplir les fonctions elle ne peut plus s'en désister et contracte par cela seul toutes les obligations des mandataires ;

« Considérant qu'il en résulte que du moment que l'exécution testamentaire est acceptée, le contrat du mandat se trouve formé ; d'où on doit conclure que le notaire ne peut valablement recevoir un testament dans lequel il est nommé exécuteur testamentaire, pas plus que tout autre acte dans lequel il serait partie, qui contiendrait quelque disposition en sa faveur ou même qui seulement le concernerait personnellement ;

« Considérant en fait que le notaire Miune, ayant pris des conclusions renversaires en qualité d'exécuteur testamentaire des dernières volontés du défunt, doit en avoir accepté les fonctions ;

« Considérant en outre que, par les différentes clauses du testament de M. Dierkens, notamment par la volonté y exprimée du testateur de faire vendre tous les immeubles de la succession, à la disposition et réquisition de l'exécuteur testamentaire, pour être convertis en deniers, et surtout de ce que ses biens meubles, y compris ses habits, linges et literies doivent être distribués aux pauvres (*aen den secreten armen*), à la disposition du même exécuteur testamentaire, ledit exécuteur testamentaire est devenu l'arbitre d'une partie des dispositions et de l'hérédité du défunt, et comme tel doit être assimilé à un héritier grevé d'un fidéicommiss ;

« Considérant qu'il est incontestable qu'un notaire est inhabile à recevoir un testament dans lequel il serait institué héritier, etc. »
— Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen de nullité du testament du 30 janvier 1832, en ce que le notaire, qui l'a reçu, s'y trouve nommé exécuteur testamentaire :

Attendu qu'en principe les nullités et in-

capacités ne peuvent être suppléées ; qu'il faut qu'elles soient expressément écrites dans la loi, ou que du moins elles en résultent d'une manière certaine et nécessaire ;

Qu'aucune disposition expresse ne défend, sous peine de nullité, au notaire qui reçoit un testament, d'y être nommé exécuteur testamentaire ;

Que le Code civil, dans ses articles 1028, 1029 et 1030, énumère les personnes incapables d'être exécuteurs testamentaires, et ne range point parmi elles le notaire qui a reçu le testament ;

Attendu que cette nullité ne résulte pas non plus nécessairement d'aucun texte de loi quelconque ;

Que les seuls articles 8 et 68 de la loi du 23 ventôse an xi, dont on prétend la faire découler, ne peuvent recevoir ici leur application, puisqu'il est inexact de dire que le notaire, par cela seul qu'il serait nommé exécuteur testamentaire dans le testament qu'il reçoit, serait partie dans l'acte, ou que cet acte contiendrait quelque disposition en sa faveur ;

Qu'en effet il résulte de la combinaison des différents articles de la loi du 23 ventôse an xi, notamment de ses articles 1^{er}, 10 et 13, que cette loi entend, par parties, les personnes qui figurent dans un acte, soit par elles mêmes, soit par mandataire, avec la volonté de contracter des obligations ou de recueillir des droits ;

Que le notaire, instrument passif de la volonté du testateur, ne fait là qu'écrire ce que cette volonté lui dicte et y donner l'authenticité, sans que lui-même manifeste en aucune manière sa propre volonté, sans qu'il contracte aucune obligation, sans qu'il acquière en ce moment aucun droit ;

Qu'à la vérité si le notaire, au décès du testateur, accepte l'exécution testamentaire, il se forme à l'instant même, par cette acceptation, un contrat de mandat, dont le germe est déposé dans le testament ; mais que le premier juge en conclut faussement que, par cette acceptation, le notaire serait devenu partie au testament ; qu'en effet la question de savoir quelles sont les personnes qui figurent comme parties dans un acte se résout à l'instant même où l'acte se passe, et ne saurait dépendre d'aucun événement postérieur ; que le système du premier juge aurait pour effet de faire dépendre de l'acceptation ou de la non-acceptation de l'exécution testamentaire, par le notaire, la nullité ou la validité du testament, ce qu'on ne saurait admettre ;

Attendu enfin que si l'on devait envisager

l'exécuteur testamentaire comme partie au testament qui le nomme, il en résulterait que, d'après cette même loi de ventôse, qui défend aussi d'être témoin et partie dans un même acte, sous peine de nullité, l'exécuteur testamentaire ne pourrait être pris non plus parmi les témoins du testament, ce qui serait contraire à la jurisprudence et à la doctrine des auteurs;

Attendu que si, d'après ce qui précède, la nomination d'exécuteur testamentaire du notaire Minne dans le testament de M. Dierkens ne saurait le faire considérer comme partie dans l'acte, cette nomination ne saurait davantage être envisagée comme contenant une disposition en faveur dudit notaire;

Qu'en effet l'exécution testamentaire par elle-même et sans être accompagnée d'aucune disposition gratuite, loin d'être une faveur, un avantage, une libéralité, n'est qu'une véritable charge, un service d'ami, un simple mandat, contrat gratuit de sa nature, à moins, ce qu'on ne rencontre pas même dans l'espèce, qu'un salaire n'ait été promis;

Attendu que vainement le premier juge invoque les clauses du testament litigieux, notamment la vente à faire de tous les immeubles de la succession à la disposition et réquisition de l'exécuteur testamentaire, pour être convertis en deniers, et la distribution à faire aux pauvres honteux, aussi à la disposition du même exécuteur testamentaire, de tous les effets mobiliers, y compris les habits, linges et literies, pour en conclure que le notaire Minne, devenu l'arbitre d'une partie des dispositions et de l'hérédité du défunt, doit être assimilé à un héritier grevé de fidéicommiss;

Que pareille conclusion, qui semble calquée sur la septième décision de Stockmans, dans les circonstances données par cet auteur, pouvait être logique d'après les principes du droit romain qu'il invoque, mais aujourd'hui on ne saurait alléguer aucun motif plausible pour faire assimiler un tel exécuteur testamentaire à un héritier;

Que, selon cette décision de Stockmans même, l'exécuteur testamentaire, lorsque, d'après les circonstances, il ne pouvait être assimilé à un héritier *juris successor*, pouvait être témoin au testament, *cum nullum*, dit-il, *ex suo testimonio commodum, sed onus potius referat*, motif qui rend la décision plutôt favorable au système de l'appelant;

Attendu que, dans l'état de la législation actuelle, il s'agit uniquement d'examiner si

les clauses du testament sur lesquelles s'appuie le premier juge renferment quelque disposition en faveur du notaire instrumentant, en contravention aux articles cités de la loi de ventôse an xi;

Et attendu que ces clauses, quelque extensives qu'elles soient de l'exécution testamentaire ordinaire, telle que la conçoit le Code civil dans ses articles 1025 et suiv., ne contiennent aucune disposition de cette nature; que le notaire Minne ne peut en retirer aucun profit; qu'aux termes de ces clauses la vente des immeubles ne doit pas même se faire par lui, mais par un autre à sa requête; que c'est dans ce sens qu'il a lui-même interprété le testament par ses conclusions signifiées en première instance, et que, quant à la distribution du mobilier, etc., aux pauvres honteux, les héritiers ont le droit de la surveiller;

Attendu que, par toutes ces considérations, il est démontré que le notaire Minne, ne pouvant être considéré ni comme partie au testament de M. Dierkens, qu'il a reçu, ni comme ayant été favorisé par une disposition quelconque dudit testament, ne peut être déclaré en contravention à l'article 8 de la loi du 25 ventôse an xi; que, sous ce rapport, ce testament reste dans sa pleine force et vigueur, et que le premier juge, pour l'avoir annulé, a infligé grief à l'appelant.

Quant au legs fait aux pauvres honteux (*aen den secreten armen*), dont les intimés demandent la nullité, pour défaut de désignation suffisante du légataire;

Attendu qu'il ne faut pas, pour rendre la personne du légataire certaine, qu'il soit désigné par son nom, mais qu'il suffit de désigner la classe à laquelle il appartient, de manière à ne pouvoir se méprendre sur la personne que le testateur a voulu favoriser et à ne pouvoir ainsi substituer une volonté étrangère à la sienne;

Attendu que les pauvres honteux forment une classe de personnes qu'il est aisé de reconnaître, et qu'on ne peut ainsi élever de doute sur les personnes que le testateur Dierkens a voulu avantager; que ce legs est donc valable;

Attendu enfin, quant au soutien des intimés, que ce legs ne peut avoir effet qu'autant qu'il aura été autorisé par arrêté royal, conformément à l'article 910 du Code civil; qu'il ne s'agit point, dans l'espèce, d'un legs fait au profit d'un hospice, des pauvres d'une commune ou d'un établissement d'utilité publique; qu'ainsi l'article 910 cité ne peut recevoir ici son application;

Par ces motifs, ouï M. Coliucz, avocat général, en ses conclusions conformes, déclare bons et valables les testament et legs dont s'agit, etc.

Du 12 avril 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

TESTAMENT. — PASSATION. — INDICATION DU LIEU.

Un testament authentique n'est pas nul par cela que le notaire n'a pas désigné la maison ou le lieu spécial où il a été reçu; l'indication de la commune ou de la ville où l'acte a été passé remplit le vœu de l'art. 12 de la loi du 25 ventôse an xi (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acte du 26 germinal an vi est un véritable testament conjonctif par lequel les époux Martin se sont réciproquement institués héritiers universels;

Attendu que cet acte de dernière volonté révocable de sa nature a été en effet révoqué, de la part de l'épouse, par son testament du 24 germinal an xii;

Attendu que le notaire, en faisant mention dans cet acte qu'il avait été signé à Virton par la testatrice, le notaire et les témoins, a suffisamment satisfait à ce que prescrit l'article 12 de la loi du 25 ventôse an xi, qui exige que les actes énoncent le lieu où ils ont été passés;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 13 avril 1839. — Cour de Liège.

VENTE. — DENRÉES. — RETIREMENT (DÉFAUT DE). — RÉSOLUTION. — MARCHANDISES.

L'article 1657 du Code civil s'applique non-seulement aux ventes de denrées et meubles faites en détail à des particuliers, mais aussi aux ventes qui se font entre marchands et négociants (2).

(1) La jurisprudence paraît fixée en ce sens. Voy. Brux., 10 juin 1819; Caen, 12 nov. 1814; Paris, cass., 23 nov. 1825.

(2) Voy. Paris, cass., 27 fév. 1828; Bourges, 1^{er} février 1837 et 10 fév. 1844 (*Pasic.*, 1845, 2, 425); Douai, 8 janv. 1846 (*Pasic.*, 1846, 2, 252, et 1849, 2, p. 65, et la note). Voy. dans ce sens

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 1657 du Code civil, en matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente a lieu de plein droit et sans sommation au profit du vendeur après l'expiration du terme convenu pour le retraitement;

Attendu que les transactions commerciales sont soumises aux dispositions du droit commun à défaut de dérogation par des lois spéciales, ce qui n'existe pas dans l'espèce;

Attendu que vainement, pour en écarter l'application aux matières commerciales, on argumente des observations faites au conseil d'Etat lors de la discussion de l'article 1657, puisque non-seulement il ne conste pas de la reproduction de ces observations lors de la présentation de l'article au corps législatif, mais qu'il conste au contraire par l'exposé des motifs fait par le conseiller d'Etat Portalis, orateur du gouvernement, que l'on a voulu faire une différence entre les ventes d'immeubles et les ventes de denrées et d'effets mobiliers, parce que ces derniers ne circulent pas toujours dans le commerce avec le même avantage que les immeubles; qu'il y a une si grande variation dans le prix de ces objets, que le moindre retard peut souvent occasionner un préjudice irréparable, et que les immeubles n'offrent pas les mêmes inconvénients;

Attendu que ces motifs, applicables surtout aux matières commerciales dans lesquelles la variation des prix peut occasionner les plus grands préjudices, ne permettent pas de s'arrêter à une observation que les termes généraux de l'article 1657 repoussent d'ailleurs et prouvent avoir été abandonnée;

Par ces motifs, déclare résolue la convention avenue entre parties, etc.

Du 13 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 2^e Ch.

SUBSTITUTION.

Liège, 13 avril 1839. — Cet arrêt est rapporté avec l'arrêt de rejet à la date du 23

Favard, *Rép.*, t. 1, p. 37; Troplong, *de la Vente*, n^{os} 667 et 680; Dalloz, t. 28, p. 137, n^o 14; Duranton, t. 16, n^o 580. *Contrà*, Bruxelles, 7 avril 1827; Liège, 23 déc. 1840 (*Pasic.*, 1842, p. 503, et la note); Malleville, sur l'article 1657; Pardessus, n^o 288; Duvergier, *de la Vente*, n^o 475; Zachariae, § 356, note 5.

janvier 1840. — Voyez Zachariæ, § 696, note 25.

EXPLOIT. — NULLITÉ. — EXCEPTION COUVERTE. — COMMUNICATION DE PIÈCES. — RÉSERVES.

La nullité d'un exploit pour omission de la signature de l'huissier sur la copie peut-elle être couverte? (Code de proc., art. 173.) Rés. aff.

L'est-elle par une demande en communication de pièces, alors surtout que par la manière dont elle était formulée elle avait évidemment trait au fond (1)? — Rés. aff.

Dans l'espèce, le demandeur en communication pourrait-il, pour éluder, cette fin de non-recevoir, prétendre qu'elle n'a été demandée que pour s'éclairer, tant sur la validité de l'exploit que sur la compétence du tribunal, alors que s'agissant d'une revendication il a, dans la copie, été fait mention exacte des tenants et aboutissants, et de la situation et de la consistance du bien revendiqué? — Rés. nég.

Des réserves de tous droits, moyens et exceptions, seraient-elles inopérantes (2)? — Rés. aff.

L'énonciation « qu'il se réserverait après cette communication obtenue de prendre » telles conclusions exceptionnelles ou » autres qu'il appartiendrait, » ne peut-elle, d'après ce qui précède, concerner que les exceptions du fond? — Rés. aff.

Le sieur Valcriane, comme nous l'avons vu à l'arrêt du 30 janvier 1839, fut assigné, le 25 mars 1834, en revendication de certains biens, par la fabrique de l'église de Chaumont-Gistoux. La copie de l'exploit introductif à lui remise, en parlant à sa personne, était en tout point conforme à l'original, mais l'huissier avait omis d'y apposer sa signature. Avoué fut constitué pour le défendeur le 13 juin 1834. Le 19 juillet suivant, l'avoué de la fabrique fit signifier à celui du défendeur les conclusions reprises dans l'assignation introductive d'instance. Le 21 de ce mois, l'avoué du défendeur fit,

en réponse à ces conclusions, notifier la conclusion dont la teneur est rapportée dans l'arrêt qui va suivre. La communication des pièces demandées eut lieu le 16 mai 1835, et ainsi plus de dix mois après la signification respective des conclusions susdites, et en outre après avoir pris connaissance des titres sur lesquels la revendication était demandée. Le sieur Valcriane conclut à la nullité de l'exploit introductif d'instance, en se fondant sur ce que la copie lui laissée n'était pas revêtue de la signature de l'huissier instrumentant, et n'avait par conséquent aucun caractère d'authenticité. — Le tribunal de Nivelles déclara l'exploit nul et décida que la nullité n'avait pas été couverte. — Appel.

La fabrique soutint que le contrat judiciaire était lié entre les parties, en ce qui concerne le fond, avant la proposition de la nullité; que, d'après l'article 173, toute nullité d'exploit pouvait être couverte, et que la communication demandée n'avait eu lieu qu'en vue du fond du litige.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'exploit introductif d'instance en date du 25 mars 1834, notifié à la requête de l'appelante au sieur M. Valcriane, propriétaire et cultivateur, domicilié à Chaumont-Gistoux, auteur des intimés, était entaché de nullité, à défaut par l'huissier instrumentant d'avoir apposé sa signature sur la copie dudit exploit par lui laissée au prénommé Valcriane;

Mais attendu que cette nullité n'était point d'ordre public, qu'elle n'était que simplement relative, comme ne concernant que les seuls intérêts privés de la partie assignée, il était libre à celui-ci d'y renoncer ou de la couvrir;

Attendu qu'aux termes de l'article 173 du Code de procédure civile, toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence;

Attendu que, par acte d'avoué à avoué du 18 juillet 1834, la fabrique appelante, demanderesse originaire, a fait notifier à la partie intimée, défendresse en cause, ses conclusions au fond, telles qu'elles se trou-

(1) Voy. Carré, *Proc. civile*, instr., nos 17 et 18, et no 746; Poncelet, no 201; Dalloz, *vo Except.*, p. 290, no 1; Paris, cass., 30 janvier 1810; Bourges, 25 fév. 1834.

(2) Voy. Paris, 19 août 1808; Brux., 22 fév. et 13 avril 1832; Carré, no 718, à la note, et no 740; Mertin, t. 10, p. 52.

vaient reprises dans son exploit introductif d'instance ;

Attendu qu'en réponse à cette notification la partie intimée a fait signifier le 21 du même mois de juillet, à l'avoué de la partie appellante, un acte par lequel « sous la ré-
« serve de tous ses droits, moyens et excep-
« tions, elle somrait cette dernière de lui
« communiquer, soit à l'amiable sur récé-
« pissé, soit par la voie du greffe, tous
« titres, pièces et documents quelconques
« sur lesquels elle entendrait fonder la ré-
« clamation de cinq pièces de terre qu'elle
« revendique, pour, après cette communi-
« cation faite, être prises telles conclusions
« exceptionnelles ou autres qu'il apparti-
« dra ; »

Attendu que, par cette signification, la partie intimée a évidemment couvert la nullité dont se trouvait entaché l'exploit introductif d'instance, puisqu'au lieu d'exciper d'abord de cette nullité, elle a formé une demande en communication de tous titres, pièces et documents sur lesquels son adversaire fondait sa réclamation de cinq pièces de terre qu'il revendiquait, demande qui, étant rangée par le Code au nombre des exceptions, couvrirait par cela même à l'instant où elle était formée toute nullité d'exploit dont il n'aurait point été excipé préalablement ;

Attendu d'ailleurs que cette demande en communication de pièces de la manière dont elle était formulée avait évidemment trait au fond même du droit, puisqu'elle avait pour objet tous titres, pièces et documents quelconques sur lesquels la partie appellante entendait fonder son action en revendication ;

Attendu que c'est bien en vain que la partie intimée cherche à insinuer que cette communication lui aurait été nécessaire pour s'assurer si l'exploit était ou non régulier dans la forme, et si le tribunal était compétent pour connaître de la demande, puisque la nullité dont cet exploit se trouvait entaché, résultant de l'omission de la signature de l'huissier sur la copie qui lui avait été laissée, cette nullité lui était bien connue et il dépendait d'elle d'en exciper, et que, d'autre part, cette copie mentionnant soigneusement et avec indication des tenants et aboutissants la situation et la consistance des cinq pièces de terre que la partie appellante revendiquait à sa charge, il lui était facile de voir par la seule inspection de cette pièce, si le tribunal de Nivelles était ou non compétent pour connaître de la demande qui lui était soumise ;

Attendu que les réserves dont la partie intimée a fait précéder la demande en communication, et dont elle voudrait se prévaloir, indépendamment de ce qu'elles sont vagues et indéterminées, ne sauraient être prises en considération comme étant, dans tous les cas, contraires à l'acte par elle posé, et quant aux conclusions exceptionnelles qu'elle se réservait de prendre ultérieurement, après la communication obtenue, il est évident, d'après les motifs qui précèdent, qu'elles ne pouvaient être relatives qu'à des exceptions du fond ;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bavay entendu et de son avis, met à néant le jugement dont appel ; émendant, déboute la partie intimée de ses conclusions en nullité de l'exploit introductif d'instance, etc.

Du 15 avril 1839. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

1^o USAGES. — FÉODALITÉ. — COMMUNES. —
REINTÉGRATION. — 2^o PRESCRIPTION. —
FRUITS.

*Les actes émanés de la puissance féodale ne peuvent prouver que des usagers n'ont eu qu'une jouissance précaire et révo-
cable à la volonté du seigneur.*

L'article 8 de la loi du 28 août 1792 n'ayant déterminé aucun délai pour l'exercice de l'action ouverte aux communes pour se faire réintégrer dans leurs droits de propriété ou d'usage, elle reste soumise à la prescription ordinaire, qui était de quarante ans dans le ci-devant duché de Luxembourg.

2^o *La prescription de l'article 29 de l'édit perpétuel, ne concernant que les actions en rescision ou annulation de contrats, n'est pas applicable au droit d'usage d'une commune.*

Il n'y a pas lieu d'ordonner au profit d'une commune la restitution des fruits perçus avant la demande introductive d'instance lorsque le propriétaire n'a pas été mis légalement en demeure d'en opérer la délivrance, ainsi que le prescrit le règlement de 1603.

Il est de principe que l'usage ne s'arrête pas.

La justice haute, moyenne, basse et foncière, sur le village et ban de Bissen, pays

de Luxembourg, appartenait jadis à un seigneur de Pittange, que représentent maintenant le comte Doyen et son épouse. Les habitants de Bissen étaient assujettis à des prestations réelles et personnelles; ils payaient des cens, rentes, et faisaient des corvées; ils possédaient des voueries au nombre de cinquante-trois, et, outre les biens propres à chacune de ces voueries, ils avaient la jouissance des haies à écorces situées sur le ban de Bissen, divisées en seize exploitations ou cantons, dont un de ces cantons était exploité chaque année; cette jouissance, qui était illimitée, se perd dans la nuit des temps.

Le 6 juin 1603, le seigneur de Pittange fit, pour régler à l'avenir l'exercice de la jouissance ou droit d'usage des habitants, le règlement dont la teneur suit :

Règlement comme on devra agir à l'avenir à l'égard des haies à essarts, à Bissen.

« En premier lieu, lorsque nos sujets de Bissen qui ont ces haies voudront les exploiter, ils seront tenus de requérir, chaque année spécialement, le seigneur, comme cela s'est toujours pratiqué.

« En deuxième lieu, quand nosdits sujets se seront adressés à nous au sujet de ces haies, ils en feront le partage entre eux aussi exactement et aussi également que possible.

« Item, ne seront admis à ce partage aucun étranger non résidant à Bissen, ni nos officiers de justice, ni nos sergents; mais les lots resteront pour les seuls habitants de Bissen. Cependant, lorsque nous ou les nôtres auront notre ménage sur les lieux, nous pourrons pour notre usage, selon notre bon plaisir, prendre d'avance un, trois, quatre ou cinq journaux.

« Item, lors du partage des lots, notre maire à Bissen, à raison de son office de maire, prélèvera d'abord deux journaux dans les essarts, à commencer à un bout du bois, puis son lot comme un autre homme de justice. Ensuite nos autres gens de justice prendront en un tenant leurs journaux d'égale mesure des haies à essarts; bien entendu, cependant, qu'ils auront chacun, comme d'ancienneté, une verge de plus qu'un autre habitant. Après les gens de justice, tous autres habitants auront leurs lots, et se les partageront selon le tour des feux; bien entendu néanmoins que, lors de la répartition des lots, on commencera une année à un bout du village, et l'année suivante à un autre bout. De plus, nous voulons que

nul sujet ne vende aucun bois d'essart de la seigneurie de Pittange à des étrangers, ou s'en déesse d'autre manière. Les sujets de Bissen devront aussi, après avoir ramené à la maison les fruits des essarts, avoir soin que, pendant trois années consécutives, nulle chèvre n'entre dans les parties essartées, comme d'ancienneté, et si, à cet égard, une ou plusieurs sont trouvées, elles encourront la confiscation et une amende déterminée à notre profit. Pour la stricte observation de tous et chacun de ces points, nous avons signé le présent de notre propre main.

* Fait à Adicht, le 6 du mois de juin 1603.

« Signé CHRISTOPHE,
« baron DE CREANGX, »

Ce document est conçu en idiome allemand; la traduction qui précède offre quelques différences avec celle faite par les époux Doyen, et notamment à l'article 1^{er}, qu'ils traduisent de la manière suivante : « Lorsque les sujets de Bissen voudront avoir les haies et essarts susmentionnés, ils devront nous en solliciter spécialement. » Sur le surplus, les parties sont d'accord, à quelques variantes près.

La commune a prétendu que tant que la seigneurie de Pittange resta entre les mains des descendants des anciens seigneurs, la jouissance des habitants ne fut jamais contestée; mais il n'en fut pas de même sous le comte de la Pérouse à qui la seigneurie fut adjugée sur criées, par sentence du 4 juillet 1727.

En 1796, une difficulté s'éleva entre l'administrateur de la seigneurie et les habitants; voici à quelle occasion :

Les haies se partageaient anciennement en 60 portions; mais comme, par déférence pour le seigneur, ainsi que la commune le soutient, on admit son jardinier au bénéfice du partage, on avait fait 61 portions depuis environ vingt-cinq ans. La veuve du jardinier, qui avait succédé au bénéfice de son mari, étant venue à décéder, les habitants voulurent en revenir à l'ancien mode de partage. De là contestation entre eux et l'administrateur; mais elle n'eut pas de suite, par la déclaration, que fit ce dernier devant le juge de paix, qu'il voulait bien ratifier, pour cette fois-ci, sans aucun préjudice à son principal, qui, dans ce moment était mineur, le partage en 60 lots entrepris par les habitants, avec cette condition qu'ils lui bonifient quatre écus pour le 61^e lot, en cas que ce lot lui compétât.

En l'année 1800, le même administrateur, qui jusque-là n'avait pas contesté le droit d'usage aux habitants, mais qui s'était simplement opposé à ce qu'on privât son principal de la 61^e portion, refusa la délivrance, sous le prétexte que le texte du règlement de 1603 ne contenait qu'une concession temporaire que le seigneur pouvait révoquer, suivant son bon plaisir.

Le 21 juin 1800, un procès commença au possessoire entre les habitants de Bissen agissant *ut singuli* et les époux Doyen; il fut ensuite porté au pétitoire, et se termina par un arrêt de la Cour de Liège, chambre de cassation, du 11 juin 1828, qui déclara les habitants non recevables à agir en leur propre et privé nom, tout en laissant la commune de Bissen entière dans tous ses moyens, pour le cas où elle se croirait fondée à intenter une action pour le même objet. C'est ce qu'elle a fait effectivement, par exploit du 13 décembre 1828, après y avoir été dûment autorisée par arrêté de la députation des états de la province de Luxembourg, en date du 26 août même année. Par cet exploit, la commune réclamait la propriété des haies ou tout au moins le droit d'en jouir, la restitution des fruits perçus à partir de 1800 inclus, époque de la cessation de sa jouissance, plus des dommages-intérêts.

Au moment des plaidoiries, les époux Doyen produisirent un acte du 2 mai 1738, homologué par forme de condamnation volontaire par le conseil provincial, le 7 mars 1736, acte par lequel les gens de justice, centenier et communs habitants de Bissen, reconnaissent devant notaire, prétendument de leur franche et libre volonté et sans contrainte, que leur usage n'avait jamais été que précaire, et qu'il avait toujours dépendu de la volonté et du bon plaisir du seigneur de l'accorder ou de le refuser. Mais, nonobstant cet acte, que la commune soutenait être un abus de la puissance féodale, ainsi que d'autres de même nature versés au procès, le tribunal d'Arion porta, le 14 mars 1836, un jugement dont les motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu que la commune demanderesse ayant reproduit l'original de l'assignation introductive d'instance en date du 13 septembre 1828, et les défendeurs n'ayant pas articulé de moyens de nullité contre cet exploit, il n'y a pas lieu de s'arrêter aux conclusions incidentes que ceux-ci avaient prises dans le but de faire déclarer que le tribunal n'était pas saisi du litige;

« Au fond :

« Attendu qu'il résulte de tous les actes versés au procès que les auteurs des défendeurs, comme seigneurs de Pittange, exerçaient sur le village et ban de Bissen la justice haute, moyenne, basse et foncière, et que les habitants de ce village étaient de servile condition;

« Attendu que, le 6 juin 1603, le seigneur régla la manière d'exploiter et de partager les haies aujourd'hui en litige;

« Que cet acte, le plus ancien document au présent procès, est intitulé : « Règlement comme on devra agir à l'avenir à l'égard des haies à essarts à Bissen; »

« Qu'il impose aux sujets de Bissen qui voudront se servir de ces haies l'obligation de requérir chaque année spécialement le seigneur, comme cela s'est toujours pratiqué, et de les partager entre eux le plus exactement possible;

« Qu'il porte en termes : « Nul étranger et qui ne réside pas au village de Bissen ne sera admis aux susdits essarts, ni nos officiers, ni nos sergents; mais ces essarts devront rester aux seuls habitants de Bissen; pourtant, si nous ou les nôtres avions notre ménage sur les lieux, nous pourrions prendre d'avance, selon notre bon plaisir, un, trois, quatre ou cinq journaux pour notre usage; »

« Qu'il ordonne, en outre, que le maire prendra d'abord deux journaux à raison de son office, outre sa part comme un autre homme de justice; que les gens de justice prendront ensuite leurs parts en un tenant, bien entendu que chacun d'eux prendra une verge (messruth) de plus que les autres habitants, comme d'ancienneté, et que les autres habitants partageront les essarts selon le tour des feux, en commençant, chaque année, à un autre bout du village; qu'il défend aux sujets de vendre à des étrangers aucun bois d'essarts de la seigneurie, et de mener des chèvres dans les parties essartées pendant les trois années qui suivront l'enlèvement des grains, comme d'ancienneté, et ce sous les peines déterminées; qu'enfin il termine par ces mots : « Pour stricte observation de tous et chacun de ces points, nous avons signé le présent de notre propre main; »

« Attendu que de ce que ce règlement ne concerne spécialement que ces haies à essarts, et non tous les bois communaux, il s'induit déjà que le seigneur ne l'a octroyé que comme propriétaire, et non comme chef de la justice locale;

« Qu'il est d'ailleurs prouvé à l'évidence, par tous les actes postérieurs, que ces haies

étaient en effet la propriété du seigneur, notamment 1° par le pied terrier de 1660; 2° par l'aveu et dénombrement de 1683; 3° par quatre sentences de la justice de Bissen, des années 1717, 1724, 1727 et 1728, qui prononcent, au profit du seigneur, comme propriétaire des haies dites Herrenbecken, diverses condamnations contre des individus qui y avaient commis des délits; 4° par décret d'adjudication du 4 juillet 1717; 5° par le relief à vue et dénombrement de 1739; et enfin 6° par les tablettes cadastrales de 1771;

« Que si, dans le temps, on a contesté que les 833 journaux de haies aujourd'hui en litige fussent les mêmes que les 1,327 journaux indiqués dans la plupart de ces titres, on a dû depuis reconnaître cette identité; que la différence de mesure peut s'expliquer, soit par une fausse indication dans les anciens actes, soit par des dérochements opérés par le seigneur;

« Attendu que, la propriété des haies étant reconnue au seigneur, le règlement de 1603 prouve que les habitants de Bissen y exerçaient un usage communal; que l'obligation de requérir annuellement le seigneur, la défense de vendre des bois à des étrangers, et le défaut de limitation du terme de la jouissance, sont les caractères essentiels de l'usage dans les bois ou haies;

« Attendu que de ce que le seigneur n'a pas stipulé expressément le droit de rappel ou de révocation dans un acte aussi important que le règlement de 1603, il résulte déjà la preuve de la non-précarité de la concession originaire, qu'on ne peut certes pas induire de la précarité de l'obligation imposée aux habitants de requérir chaque année spécialement le seigneur, parce que cette obligation, qui n'est autre que celle de demander la délivrance, imposée à tous les usagers par nos anciennes ordonnances forestières (voyez surtout l'article 93 de celle de 1617, et le décret interprétatif de celle du 18 janvier 1619), n'implique pas le droit du seigneur de refuser l'usage, mais celui de désigner le canton à exploiter;

« Que d'ailleurs la possession immémoriale des habitants avant 1603, que le règlement constate par plusieurs de ses passages, et le soin que le seigneur prend dans cet acte pour en assurer la stricte observation à l'avenir, s'opposent à l'idée d'une concession temporaire ou révocable à volonté; que surtout la réserve du seigneur de pouvoir prendre d'avance jusqu'à cinq journaux pour son usage, lorsque lui ou les siens demeureront à Bissen, est absolu-

ment incompatible avec la prétendue faculté de rappel, parce qu'une pareille limitation, dans une concession révocable à volonté, serait un véritable contre-sens;

« Attendu que si, postérieurement au règlement de 1603, pendant l'espace de plus d'un siècle, quelques modifications ont été apportées à la jouissance des habitants, ces modifications n'ont point changé la nature du droit;

« Attendu que, par sentence rendue sur criées par le conseil provincial du 4 juillet 1727, la seigneurie de Pittange a été adjugée au comte de la Pérouse, auteur des défendeurs, avec appartenances et dépendances non distraites, pour en jouir comme de son propre bien, suivant la spécification dressée par l'huissier Jungers, és ans 1722 et 1723, qui est demeurée attachée à la minute de la sentence; que les défendeurs, pour prouver que les haies en litige ont été adjudgées dégrèvées de l'usage des habitants, devraient donc produire une copie authentique de l'ample et pertinente spécification qui fait partie intégrante de leur titre d'acquisition; que la copie qu'ils produisent ne peut faire aucune foi contre les demandeurs, parce qu'elle a été tirée, comme le notaire qui l'a délivrée le constate lui-même, sur une copie volante, signée de personne, à lui remise par l'administrateur des défendeurs le 18 septembre 1809, lorsqu'il existait déjà un procès sur l'objet aujourd'hui en litige; que, du reste, cette copie désigne les haies à essarts comme suit: « Item appartient encore à un seigneur de Pittange, en haies sartables, environ 1,327 journaux desquels, lorsqu'on en laisse une portion aux habitants dudit Bissen, iceux rendent, pour la jouissance qu'ils ont, la quatrième gerbe, lequel rendage de la quatrième gerbe se laisse au plus offrant et dernier enchérisseur, suivant qu'il s'est toujours observé selon l'acte du 6 juin 1603 »;

« Que ce passage, en supposant la copie produite conforme à l'original, eût même suffisamment rappelé le droit des habitants, et dispensé par conséquent ceux-ci de former opposition aux criées; que si les termes, *lorsqu'on en laisse*, eussent pu laisser quelques doutes sur le caractère de la jouissance des habitants, l'indication du titre de 1603 aurait fait disparaître toute équivoque à cet égard; qu'il est vrai que, d'après la copie produite, la spécification aurait ajouté au titre la redevance de la quatrième gerbe, et que, sous ce rapport, il y aurait là chose jugée par la sentence d'adjudication, faute d'opposition de la part des habitants, mais

qu'il n'y a pas de difficulté sur cette redevance, les demandeurs ayant offert, et par l'exploit introductif d'instance, et par leurs conclusions, d'abandonner la quatrième gerbe;

« Attendu que, le 9 mai 1753, les gens de justice, ecclésiastiques et communs habitants de Bissen reconurent, devant notaire, prétendument de leur franche et libre volonté et sans contrainte, que leur usage n'avait jamais été que précaire, et qu'il avait toujours dépendu de la volonté et du bon plaisir du seigneur de l'accorder ou de le refuser; que cette soumission fut homologuée par forme de condamnation volontaire par le conseil provincial le 7 mars 1756; que, plus tard, le seigneur ayant effectivement refusé l'usage, à cause de quelques différends survenus entre lui et les habitants, il permit de nouveau à ceux-ci, par décret du 28 juin 1746, rendu sur leur humble supplication, d'essarter les haies jusqu'à révocation selon son bon plaisir, sous la condition d'y laisser tout le bois pouvant servir à ses usines;

« Attendu que, le droit des habitants étant établi par le règlement de 1603, et leur possession, déjà immémoriale à cette époque, ayant encore continué jusqu'à la sentence d'adjudication de 1727, comme il eonte même de la copie de l'ample et pertinente spécification produite par les défendeurs, les actes de 1753 et 1746 ne peuvent être considérés que comme spoliation par abus de la puissance féodale, que cet abus de la puissance féodale ressort de toutes les circonstances de la cause : 1° du besoin du seigneur de prendre le gros bois pour activer les forges qu'il avait établies à Bissen vers 1730; 2° de l'état de dépendance des habitants, tous de servile condition, envers leur seigneur foncier et haut justicier; 3° de la contexture même de l'acte de 1753, par lequel les habitants se dépouillent d'un droit sans aucune cause apparente, sans recevoir le prix de leur abandon, sans enfin mentionner aucun titre qui eût seulement pu jeter de l'incertitude sur le caractère de leur usage; enfin 4° de la réserve du gros bois propre au service des usines insérée dans la concession de 1746, quoique la spécification de 1727 ne contiât pas cette réserve, d'après la copie que les défendeurs eux-mêmes en ont produite;

« Attendu que la commune demanderesse a donc justifié d'avoir anciennement eu un droit d'usage dans les haies en litige, et d'en avoir été dépouillée par son ci-devant seigneur; que les défendeurs n'ont point pro-

duit de titre authentique constatant l'acquisition légitime de ces haies purgées du droit d'usage; qu'ainsi la demanderesse est fondée à se faire réintégrer dans son droit, en vertu de l'article 8 de la loi du 28 août 1792;

« Attendu, sur l'étendue de ce droit, que les parties sont d'accord; que la possession des habitants a consisté depuis un temps immémorial dans l'exploitation annuelle de cinquante-cinq soixantièmes d'un canton des haies en litige divisées en seize coupes régulières, les cinq autres soixantièmes étant demeurés au fermier du seigneur, et que leur jouissance embrassait les écorces, le menu bois, ainsi que les grains produits l'année suivante par suite de l'essartement du terrain, et ce, moyennant la redevance de la quatrième gerbe; que la demanderesse réclame en outre le gros bois, dont elle prétend n'avoir été dépouillée que par un abus de la puissance du seigneur; que, le règlement de 1603 ayant accordé aux habitants toute la défructuation des haies sans réserve, et les défendeurs ne justifiant pas et n'offrant pas même de justifier qu'avant 1753 leurs auteurs eussent déjà joui du gros bois, cette restriction à la jouissance des habitants, comme toutes celles qui y ont été apportées depuis l'acte de spoliation de 1753, ne peuvent être envisagées que comme une conséquence de cet acte, et doivent par conséquent être écartées par la justice;

« Attendu que la demanderesse reconnaît qu'elle est obligée de payer cinquante-cinq soixantièmes ou onze douzièmes des contributions imposées sur les haies en litige; qu'elle est donc fondée aussi à opérer sur la redevance de la quatrième gerbe la retenue du cinquième autorisée par l'article 99 de la loi du 3 frimaire an vi;

« Attendu enfin que, la demanderesse ayant été empêchée depuis 1799 par les défendeurs de jouir de son droit d'usage, ceux-ci sont tenus de lui tenir compte des fruits indéument perçus depuis cette époque, ainsi que des dommages-intérêts;

« Par ces motifs, le tribunal, en la forme, sans s'arrêter aux conclusions incidentes des défendeurs, tendantes à ce qu'il se déclare non saisi, déclare reprise l'instance introduite devant le tribunal de Luxembourg par exploit du 13 septembre 1828;

« Au fond déclare la commune demanderesse non fondée à réclamer la propriété ou la copropriété des haies en litige, déclare que la même demanderesse a droit, à titre d'usage, moyennant la demande en délivrance, et à charge de payer les onze dou-

zièmes des contributions foncières, d'exploiter chaque année cinquante-cinq soixantièmes d'un des seize cantons des haies en litige, d'y percevoir tous les produits, écorces, gros et menu bois, ainsi que de récolter les grains à provenir du sarage, moyennant la redevance de la quatrième gerbe à laisser sur place après la retcne du cinquième pour les contributions; condamne les défendeurs à ainsi le souffrir à l'avenir, à restituer les fruits perçus indûment depuis 1799, aux dommages-intérêts à donner par état, et aux dépens du procès. »

Les époux Doyen ont interjeté appel de ce jugement par exploits des 23 septembre et 12 décembre 1836. Le 3 janvier 1837, ils ont fait sommation à la commune intimée de produire le prétendu titre de 1603, ce qui semblait annoncer l'intention de révoquer en doute son existence; mais il fut ensuite déposé au greffe de la Cour, et il n'a pas encore été restitué.

Pour les appelants, on disait, au fond, 1° qu'étant en possession, ils n'ont aucune preuve à fournir; que c'est à la commune à justifier le fondement de son action; que cette justification ne résulte aucunement du prétendu règlement de 1603, pièce unilatérale, émanée du seigneur, révocable à volonté par lui, et portant, à chaque article, la preuve du précaire; qu'il ne faut pas isoler ce règlement de 1603, qu'il faut le rattacher à tout ce qui l'a suivi, et notamment à l'ample et pertinente spécification qui a servi de base à l'adjudication de la seigneurie de Pittange, à la soumission volontaire de 1735, à son homologation et à son exécution constante; que ces actes réunis, combinés entre eux, prouvent la précarité du droit à toutes les époques; 2° que les appelants représentent le comte de la Pérouse, lequel a acquis, à titre singulier, la seigneurie de Bissen, le 4 juillet 1827; que l'acte d'adjudication lui a transmis ladite terre libre de tout droit d'usage, et que la commune de Bissen, alors avertie et sommée de s'expliquer, n'a pas fait entendre l'ombre d'une réclamation; que l'ample et pertinente spécification énonce, d'après les propres déclarations de la commune, que l'usage qu'elle prétend transformer en droit n'était que précaire; 3° qu'il résulte de l'acte du 2 mai 1735, homologué par le conseil souverain du Luxembourg le 7 mars 1836, que la commune a positivement reconnu la précarité du droit; que ladite commune est non recevable à prétendre que cette reconnaissance, renouvelée en 1746, serait le résultat de la puissance

féodale, et à en provoquer, à ce titre, la nullité, par application de l'article 8 de la loi du 28 août 1792, 1° parce qu'il s'est écoulé, depuis la publication de cette loi jusqu'à l'époque où elle a été invoquée pour la première fois, un temps plus que suffisant pour prescrire; 2° parce que la commune devrait prouver de la manière la plus évidente la préexistence d'un droit d'usage, et que cette preuve n'a été aucunement fournie par elle; 3° parce que, loin qu'il y ait eu abus de la puissance féodale, il résulte, au contraire, des pièces versées au procès, que la commune jouissait de la plus grande indépendance, et qu'elle en a souvent abusé, et notamment à des époques contemporaines de la reconnaissance; 4° parce qu'il résulte, tant du titre de 1603 que de la déclaration de la commune à l'époque de la saisie de la terre de Pittange, en 1727, et enfin des comptes du receveur de cette terre en 1729 et 1730, qu'avant l'acte de 1735 l'usage n'était exercé que précairement.

Les appelants disaient, en outre, à l'appui de leurs conclusions subsidiaires, la première, celle relative à l'étendue du droit d'usage, que la commune ne prouve pas que son droit d'usage ait embrassé le bois réductible en cordes; qu'il est, au contraire, prouvé que depuis un temps immémorial, suffisant à prescrire la liberté du fonds, ladite commune n'en a pas joui; la seconde, celle relative aux fruits perçus, qu'il est de principe que l'usage ne s'arrêrera pas; que la commune n'a demandé aucune espèce de délivrance avant 1828; que le titre qu'elle invoque l'obligeait de solliciter spécialement toutes et chaque année la propriété; que l'inaction de la commune s'explique d'ailleurs par les procédures engagées par nombre d'habitants de ladite commune, lesquels prétendaient que le droit revendiqué aujourd'hui par la même commune leur appartenait *ut singuli*; qu'il serait par trop étrange que les appelants fussent tenus de restituer à la commune des faits perçus pour une période de temps pendant laquelle la commune consentait tacitement à l'abandon de son prétendu droit.

Pour la commune intimée, on a soutenu que la jouissance immémoriale des communs habitants de Bissen, attestée et confirmée par le règlement de 1603, était un véritable droit d'usage, dont les caractères constitutifs se rencontrent dans l'obligation pour les habitants d'en demander annuellement la délivrance, dans la défense qui leur est faite de vendre du bois aux étrangers; dans cette

circonstance enfin, qu'aucun terme n'est assigné à leur jouissance; que l'ensemble du règlement de 1603 repousse l'idée que le droit d'usage des habitants n'aurait été, dans l'origine, qu'une concession temporaire et recevable à la volonté du seigneur; que la preuve du contraire est établie par l'ancienneté de ce droit, attestée par ledit règlement avant 1603; par le soin minutieux que le seigneur prend dans cet acte pour en assurer la stricte observation à l'avenir; par l'impossibilité de supposer que, si la jouissance de la commune n'avait été que précaire et de pure tolérance, le seigneur eût oublié de stipuler le droit de révocation, surtout à l'égard d'un droit d'usage aussi étendu que celui dont il s'agit; par la réserve de cinq soixantièmes dudit droit d'usage faite par le seigneur à son profit et à celui de ses siens, lorsqu'il tiendra ménage sur les lieux, réserve qui était parfaitement superflue si le seigneur pouvait, à son gré, apporter des restrictions à la jouissance de la commune et même la lui enlever entièrement; enfin par l'inutilité du règlement de 1603 lui-même si, comme prétendent les appelants, le seigneur de Bissen était le maître de refuser la délivrance ou de ne l'accorder que dans les limites qu'il lui plaisait de tracer, puisque, dans cette hypothèse, il n'avait qu'à donner ou refuser à qui il voulait et comme bon lui semblait, sans qu'il eût besoin de déterminer par écrit les droits de chacun et de se créer à lui-même une ligne de conduite, comme il l'a fait dans le règlement de 1603; que le droit de la commune était reconnu ainsi que son véritable caractère par ledit règlement, et par la possession immémoriale qui l'a précédé; les différentes pièces invoquées par les appelants pour prouver la précarité de la possession de la commune, et notamment les actes de 1735 et de 1740, postérieurs d'un siècle et demi environ au règlement de 1603, ne peuvent être envisagés que comme une spoliation de la puissance féodale, et sont comme tels frappés de proscription par l'article 8 de la loi du 28 août 1792; que la seule condition que cette loi exige pour qu'une commune puisse se faire réintégrer dans la jouissance d'un droit d'usage dont elle a été privée en tout ou en partie par son ci-devant seigneur est que cette commune justifie son ancienne possession; que, cette justification faite, l'action de la commune doit être accueillie nonobstant tous édits, déclarations, arrêts du conseil, lettres patentes, jugements, transactions et possessions contraires, à moins que le ci-devant

seigneur ne représente un acte authentique, constatant qu'il a légitimement acquis de la commune le bien ou le droit revendiqué, circonstance qui n'existe pas dans l'espèce; que, d'autre part, suivant l'article 12 de la loi précitée de 1792, en cas de concours de plusieurs titres relatifs au droit d'usage d'une commune, le plus favorable à la commune doit toujours être préféré, sans avoir égard même à l'autorité de la chose jugée en faveur des ci-devant seigneurs; qu'en vain les appelants, pour échapper à l'application de la loi du 28 août 1802, appellent la prescription à leur aide, puisque, à la différence des articles 1, 6 et 9 de ladite loi, l'article 8 ne détermine aucun délai dans lequel les communes sont tenues d'agir; d'où il suit qu'il leur laisse pour cela tout le temps qu'il faut de droit commun pour que l'on puisse prescrire une action réelle contre une commune; qu'au pays de Luxembourg, cette prescription était de quarante ans; que depuis la publication de la loi de 1792 dans ledit pays jusqu'à l'exploit introductif d'instance, il ne s'est pas écoulé cette période de temps; que la prescription trentenaire ne serait pas même acquise dans l'espèce; que plus vainement encore les appelants soutiennent que la seigneurie de Pittange a été vendue à leurs auteurs libre du droit d'usage de la commune, ainsi qu'il conste prétendument de l'ample et pertinente spécification de 1727; que cette pièce ne mérite aucune considération 1° parce que l'original n'en est pas représenté, et que la copie qui a été produite a été tirée par le notaire sur une copie volante, qui ne porte aucune signature, et qui a été remise audit notaire par l'administrateur des appelants, alors qu'il existait déjà un procès avec les habitants *ut singuli* sur l'objet actuellement en litige; 2° parce que l'ample et pertinente spécification, dans la forme qu'elle est produite, présente les traces visibles d'une falsification matérielle à l'endroit même où il est fait mention du droit des habitants, falsification formellement déniée par les appelants, qui soutiennent que la phrase, lue d'une ou d'autre manière, aurait le même sens; qu'au surplus cette pièce, en la supposant régulière et en forme probante, rappelle le règlement de 1603 et le droit d'usage de la commune, ce qui suffisait pour conserver ledit droit et dispenser ladite commune de former opposition aux criées.

La commune intimée ajoutait, en ce qui touche les conclusions subsidiaires des appelants relatives à l'étude du droit d'usage et aux fruits perçus, que, quant à la pre-

mière de ces conclusions, il résultait du règlement de 1603, de la possession immémoriale antérieure à ce titre, et de l'exécution qu'il a reçue, que les communs habitants de Bissen avaient le droit de jouir des haies dites *Bisser-Haeken*; que cette jouissance consistait dans l'exploitation annuelle d'un canton de haies divisées en 16 coupes réglées, exploitation dont les habitants percevaient cinquante-cinq soixantièmes, tandis que le seigneur n'en recevait que cinq soixantièmes; que cette jouissance embrassait tous les fruits du fonds, gros bois, menu bois, écorces de chênes, plus les grains produits l'année suivante par suite de l'essartement du terrain, le tout sous la réserve de la quatrième gerbe pour le seigneur, que celui-ci levait lui-même;

Quant à la deuxième conclusion subsidiaire, qu'il est prouvé par les pièces du procès que la commune a fait la demande de délivrance de son droit d'usage en l'année 1800; que cette demande lui a été refusée sous le vain prétexte de la précarité du titre de 1603, et qu'il eût été absurde, après le refus ainsi motivé, que la commune renouvelât sa demande chaque année; que, du reste, il est démontré que les appelants étaient de mauvaise foi.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il conste du règlement du 6 juin 1603 que les communs habitants de Bissen possédaient, depuis un temps immémorial, un droit d'usage dans les haies dites à essarts dépendantes de la seigneurie de Pittange; que si, depuis, il a été imposé des conditions à l'exercice de cet usage, et opéré des dérochements dans les bois qui en étaient grevés, ces actes doivent leur origine à la puissance féodale, et sont dès lors impuissants à prouver que les usagers n'auraient eu qu'une jouissance précaire et révocable à la volonté du seigneur;

Considérant que, le règlement de 1603 étant relaté dans la spécification qui a précédé la vente sur criée de la seigneurie de Pittange, l'acquéreur n'a pu ignorer le contenu de cette pièce, ni se faire illusion sur la portée et la nature des droits qui en résultaient pour la communauté intimée;

Considérant que l'article 8 de la loi du 28 août 1792 n'a déterminé aucun délai pour l'exercice de l'action ouverte aux communes pour se faire réintégrer dans leurs droits de propriété ou d'usage; que par conséquent cette action restait soumise à la prescription ordinaire, qui était de quarante

ans dans le ci-devant duché de Luxembourg;

Considérant que l'usage établi sur des fonds est une chose immobilière de sa nature; que la jouissance de la commune a continué jusqu'en 1779, et que, depuis cette époque jusqu'au jour de l'action qui a été introduite en 1828, il ne s'est pas écoulé un temps suffisant à prescrire;

Considérant que la prescription tirée de l'article 29 de l'édit perpétuel de 1611 ne concerne que les actions en rescision ou annulation de contrats, et ne saurait recevoir aucune application à l'espèce;

Considérant, quant aux fruits perçus avant la demande introductive d'instance, qu'il n'y a pas lieu d'en ordonner la restitution, par la raison que les appelants n'ont pas été mis légalement en demeure d'en opérer la délivrance, ainsi qu'il est prescrit par le règlement de 1603, et qu'il est de principe que l'usage ne s'arrête pas; d'où il soit que la décision des premiers juges doit être écartée sur ce point;

Par ces motifs, met l'appellation et le jugement dont est appel à néant, en ce qu'il a alloué les fruits perçus avant la demande en justice; émendant, quant à ce, déclare la commune non fondée à en exiger la restitution; pour le surplus du jugement et par les motifs y énoncés, sans s'arrêter aux moyens de prescription proposés par les appelants, ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 15 avril 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

JUGEMENT. — SIGNIFICATION.

Le jugement qui ordonne le dépôt au greffe d'un testament olographe ne constitue qu'un simple jugement d'instruction. Il est de règle, en matière de procédure, de ne signifier de pareils jugements qu'à l'avoué seul de la partie, pour son information et direction, et par extrait de la feuille d'audience. L'article 147 du Code de procédure n'est pas ici applicable, ce jugement ne prononçant aucune condamnation.

Du 17 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 1^{re} Ch.

CHOSE JUGÉE.

Liège, 20 avril 1839 (*Pasicrisie*, 1841, p. 26).

1° USUFRUIT. — BAIL. — POT-DE-VIN. —
PAYEMENT ANTICIPATIF. — FRAUDE. — 2° BAIL.
— RÉSILIATION. — OFFRES.

1° *Un usufruitier a-t-il pu stipuler, dans un acte de bail, un pot-de-vin à son profit, et en outre qu'un semestre lui serait payé par anticipation et servirait au paiement des six derniers mois, sans que leurs nus propriétaires puissent, après son décès, quereller cet acte comme fait en fraude de leurs droits, fût-il prouvé même que le locataire ait connu la qualité d'usufruitier de son bailleur (1)?* — Rés. nég.

2° *Les offres faites par un locataire des loyers dus, quoique non réalisées, ont-elles pour effet, sinon de le libérer, au moins d'empêcher qu'il ne puisse être condamné à la résiliation du bail, comme étant en retard de remplir ses engagements?* — Rés. aff.

Le 19 mars 1832, par acte reçu devant le notaire Vanderkelen, les époux Vanderheyden donnent en bail, pour un terme de neuf ans, à la veuve Hommel, une maison sise à Bruxelles, rue de Treuremberg: le prix locatif est fixé à 1,000 francs. — Lors de la passation du bail, un pot-de-vin de 900 fr. fut payé par la preneuse aux bailleurs: un semestre fut en outre payé par anticipation avec stipulation qu'il servirait au paiement des six derniers mois. — D'après le contrat, le loyer devait être payé par trimestre, quinzaine au plus tard après échéance. Dans le courant du bail, ce mode de paiement fut échangé: la locataire acquitta les termes de loyer par anticipation.

Le 25 mai 1836, décès de la dame Vanderheyden, veuve en première nocces du sieur P. Vanhaelen. Le 2 avril précédent, un trimestre de loyer avait été reçu par elle par anticipation, de sorte que la veuve Hommel avait payé jusqu'au 1^{er} juillet suivant. A partir du 1^{er} juillet, la veuve Hommel offrit le paiement du loyer par anticipation aux sieurs Vanhaelen, fils de la bailleuse: mais il ne fut pas accepté.

Le 6 juillet 1837, ces derniers firent signifier à la veuve Hommel un acte en date du 17 décembre 1818, duquel il résultait que leur mère était simple usufruitière de

la maison dont il s'agit, et qu'eux en étaient propriétaires. Par le même acte, ils la sommèrent d'abandonner le bien loué et de nommer des experts pour fixer le prix de son indue jouissance, au moins depuis le 25 mai 1836, date du décès de la mère des appelants. — La veuve Hommel n'ayant pas obtempéré à cette sommation, les sieurs Vanhaelen la firent citer en justice et conclurent 1° à ce que l'acte de bail fût déclaré nul comme fait en fraude de leurs droits; 2° à ce qu'il fût déclaré résilié, parce que la défenderesse n'avait pas payé les termes de loyer, les offres faites n'étant pas satisfaites.

Le premier moyen était fondé sur ce que la dame Vanderheyden n'avait pas eu le droit, en qualité d'usufruitière, de stipuler et de percevoir un pot-de-vin au préjudice des demandeurs; qu'il en était de même des six mois reçus par anticipation lors de la conclusion du bail, et qui devaient servir au paiement du dernier semestre.

Le deuxième moyen était basé entre autres sur ce que la dame Vanderheyden étant décédée le 25 mai 1836, et sa jouissance ayant cessé à cette date, la veuve Hommel devait le prix du loyer aux demandeurs depuis le jour du décès, et comme elle n'avait fait des offres que pour le trimestre commençant au 1^{er} juillet, les sieurs Vanhaelen prétendaient que ces offres n'étaient pas satisfaites.

A l'appui de leurs conclusions, ils posaient en fait que la veuve Hommel, lorsqu'elle avait contracté, connaissait la qualité d'usufruitière dans le chef de leur mère, épouse Vanderheyden.

Pour la veuve Hommel on répondit à ces conclusions qu'un usufruitier avait le droit de faire un bail comme celui qui avait été consenti à son profit; qu'aucun texte de loi ne lui défendait de stipuler un pot-de-vin en sa faveur, lorsqu'il n'était pas exorbitant; que les paiements anticipatifs du loyer avaient été valablement faits à l'usufruitière pour des termes non échus; que des paiements de cette nature n'étaient que le résultat de clauses les plus usuelles des baux; que si l'usufruitière avait reçu au delà de ce que comportait la durée de son usufruit, les demandeurs devaient réclamer à charge de sa succession.

Surabondamment, on déniait le fait posé par les demandeurs.

14 décembre 1837, jugement du tribunal de première instance de Bruxelles, qui accueillit le système de l'intimée; il est ainsi conçu :

(1) Mais voy. Duranton, n° 536, et Proudhon, de l'Usufruit, n° 1219.

« Vu l'acte de bail, etc.

« Attendu qu'en louant à la défenderesse la maison dont s'agit, la mère des demandeurs n'a fait qu'user du droit qu'elle avait relativement à cette maison, et que l'acte susmentionné ne contient que les clauses les plus usitées en pareil contrat, ce qui exclut toute idée de fraude dans le chef de l'une ou de l'autre des parties contractantes; car si une somme a été payée à titre de pot-de-vin au commencement du bail et une autre somme pour garantie du dernier semestre, cette circonstance n'emporte aucune idée de fraude, et n'est que le résultat des stipulations qui interviennent souvent entre le bailleur et le preneur d'une maison aussi importante que celle occupée par la défenderesse;

« Attendu que dès lors il devient inutile de rechercher si la défenderesse connaissait ou non la qualité de la mère des demandeurs au moment du contrat, et qu'il suit de là que les demandeurs ne peuvent réclamer la résiliation du bail du chef de fraude.

« Sur le deuxième moyen de résiliation fondé sur ce que la défenderesse n'aurait pas rempli ses obligations, et notamment qu'elle n'aurait pas payé ses termes de loyers aux époques convenues :

« Attendu que la défenderesse a constamment payé avec exactitude et par anticipation les termes de son bail à la mère des demandeurs, et que postérieurement au décès de cette dernière elle s'est mise en mesure de continuer ses paiements;

« Attendu que plus tard la défenderesse a fait des offres réitérées des sommes dues et qu'elle déclare être prête à les réaliser;

« Attendu que les offres ont été faites aux personnes des véritables créanciers, et pour la totalité des sommes dues, et que si elles n'ont pas libéré la défenderesse, elles ont eu pour effet d'empêcher qu'elle ne pût être condamnée comme étant en retard de remplir ses engagements; qu'il suit de ce qui précède que les demandeurs ne sont pas fondés dans leur deuxième chef de conclusions;

« Par ces motifs, le tribunal déclare les demandeurs non fondés; déclare valables les offres faites; dit que, faute de les accepter, elles pourront être consignées aux frais, compte et risques des demandeurs, etc. » — Appel.

(1) Voy. en ce sens Toullier, t. 5, n° 110; Levasseur, n° 140; Grenier, t. 2, n° 505; Duranton, t. 4, n° 567; Dalloz, t. 10, p. 28. — En sens

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du premier juge, met l'appellation à néant, etc.

Du 24 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 1^{re} Ch.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — COMPÉTENCE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

La législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique attribue à l'administration civile le droit de décider les questions d'utilité publique des travaux à opérer.

Le pouvoir judiciaire est incompétent pour statuer sur ces sortes de conflits, et notamment pour apprécier si la suppression d'un chemin est ou non d'utilité publique.

Du 24 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

ASCENDANT. — RÉSERVE LÉGALE. — LEGS. — CUMUL.

L'ascendant ne peut réclamer du légataire universel cumulativement la réserve légale et le legs particulier que lui a fait le défunt, alors que ce legs n'est pas fait à titre de préciput et hors part (1).

Spécialement : Lorsqu'un fils a légué à sa mère l'usufruit de tous ses biens, en instituant pour héritiers universels ses parents paternels, la mère doit opter entre le bénéfice de son legs et le quart en propriété que la loi lui garantit comme réserve légale. (Code civil, art. 915, 845, 857.)

Par testament authentique en date du 26 juin 1827, Michiels a légué à sa mère l'usufruit de tous ses biens tant meubles qu'immeubles, et il a institué pour héritiers universels C. Ketelaars, sa tante paternelle, C. et J. Ketelaars, et Mathé Vauzegeveld, ses cousins germains du même côté.

Le testateur est décédé sans enfants, ni frères, ni sœurs ou descendants d'eux. — Suivant l'article 915 du Code civil, un quart

contraire, Agen, 28 déc. 1808 et 12 janv. 1824; Dalloz, t. 10, p. 35 et 37.

de ses biens était réservé à la dame Michiels, sa mère. Celle-ci a réclamé ce quart en toute propriété et le legs en usufruit que son fils lui avait fait.

Les intimés ont soutenu que la mère du défunt ne pouvait cumuler le legs et la réserve légale, et que le legs ne lui ayant pas été fait à titre de préciput et hors part, elle devait opter entre la réserve et le legs.

17 mai 1838, jugement du tribunal de Louvain, ainsi conçu :

« Attendu que par son testament le sieur Michiels de *cujus* laisse à sa mère l'usufruit de tous ses biens meubles et immeubles, et institue pour héritiers uniques et universels les demandeurs en cause ;

« Attendu qu'il ne résulte ni des termes du testament, ni d'aucune autre circonstance du procès, que le testateur ait eu l'intention de gratifier sa mère de l'usufruit de ses biens indépendamment de la réserve ; qu'au contraire il assigne nettement à l'une et à l'autre des parties ce qu'elles auront respectivement à recueillir dans sa succession ;

« Attendu dès lors que si elle se croit lésée par le testament, la mère ne peut invoquer que les droits lui conférés par la loi en qualité de réservataire ; que ces droits, aux termes de l'article 920 du Code civil, consistent à faire réduire à la quotité disponible la disposition testamentaire faite en faveur des demandeurs ; que parlant, en prétendant droit en vertu de l'article 913 à l'intégrité de la réserve indépendamment du legs, le réservataire contrevient au principe de l'imputation consacré par l'article 920 ;

« Par ces motifs, le tribunal, avant de statuer ultérieurement, ordonne de déclarer si elle se contente de son legs comme équivalent de ce qui lui est réservé par la loi ou si elle se prétend lésée d'établir en quoi la disposition testamentaire en faveur des demandeurs excède la quotité disponible, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en combinant les deux dispositions faites par le testament du 26 janvier 1837, vanté au procès, dûment enregistré, il se voit suffisamment que

le testateur a entendu régler l'entière de sa succession, et que son intention a été qu'elle appartint en totalité et universellement aux intimés, sauf le legs d'usufruit de tout, meubles et immeubles, à sa mère ;

Que rien de concluant dans ce testament ni en dehors n'indique que ce règlement testamentaire absolu et universel ait fait exception d'une partie quelconque, soit en objets déterminés, soit pour une quotité ; que dès lors l'appelante ne saurait profiter du testament que conformément à cette volonté du testateur et dans les limites qu'il a fixées ; d'où la conséquence ultérieure qu'elle ne peut réclamer concurremment, dans l'espèce, sa réserve et le bénéfice du legs ;

Par ces motifs et autres du premier juge, met l'appel à néant, etc.

Du 24 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 5^e Ch.

**SURCHARGE. — BASCULE. — PESAGE (FA-
CULTÉ DE). — RESPONSABILITÉ CIVILE. —
ÉTENDUE. — AMENDE. — FRAIS DE POUR-
SUITE.**

Le voiturier qui a parcouru une partie de route avec un excès de chargement est passible d'amende, bien qu'il n'ait pu faire peser sa voiture au lieu du départ, à défaut d'un pont à bascule (1). (Décret du 23 juin 1806, art. 12.)

La responsabilité civile des maîtres et commettants, à raison des crimes, délits et contraventions commis par leurs préposés, est essentiellement civile, et ne peut, hors les cas formellement exceptés par des lois spéciales, être étendue aux peines que leurs préposés auraient encourues (2). (Code civil, art. 1384 ; Code pénal, art. 74.)

L'amende établie par l'article 27 du décret du 23 juin 1806, pour surcharge, a un caractère pénal, et parant ce décret n'ayant pas prononcé exceptionnellement la responsabilité civile des maîtres de ce chef, ceux-ci ne peuvent être tenus, comme tels, de répondre de l'amende encourue par leurs domestiques (3).

(1) Voy. dans ce sens une ordonnance du conseil d'Etat rapportée dans Sirey, 1837, 2, 450. — Voy. Brux., 11 mai 1839, rapporté ci-après, troisième espèce.

(2) Voy. Brux., 1^{er} août et 21 novembre 1839, 19 nov. 1841 (*Pasic.*, p. 346). Voy. aussi *Pasic.*,

1846, 1^{re} partie, p. 70.

(3) Voy. Paris, cass., 9 juin et 6 oct. 1832 ; 25 fév. 1842 (*Pasic.*, 1842, 1, 465) ; Brux., 11 mai 1839, 5 nov. 1840, 10 nov. 1841 (*Pasic.*, 1842, p. 5). Voy. aussi Brux., 29 mai 1835 ; Merlin, *Rép.*, t. 33, p. 77 ; Mangin, n° 279 ; Chauveau,

Ne doivent-ils pas répondre des frais de la poursuite (1)? — Rés. nég.

PREMIÈRE ESPÈCE.

Hayez, prévenu d'avoir circulé avec une voiture à deux roues, chargée de grains, le long de la grande route de Waterloo à Bruxelles, ayant un poids de 1,300 kil. au delà de celui autorisé par les lois, fut traduit de ce chef devant le tribunal correctionnel de Bruxelles avec son maître le sieur Glibert. — Jugement du 9 mars 1859, ainsi conçu :

« Attendu qu'il est constant qu'une voiture à deux roues, chargée de grains, appartenant au second assigné, fermier, chargée pour son compte et d'après ses ordres, et conduite par son préposé, le premier assigné, a circulé le 7 février dernier le long de la grande route de Waterloo à Bruxelles, ayant un poids de 1,300 kil. au delà de celui autorisé ;

« Attendu que le poids et la forme des voitures de transport, circulant le long des grandes routes, sont soumis à une législation toute spéciale; que cette législation avait même établi une juridiction particulière pour la connaissance des contraventions à ses dispositions ;

« Attendu que les sommes à payer pour ces contraventions n'ont été comminées que comme une réparation pour le préjudice qui est présumé avoir été apporté à la route parcourue; qu'en effet l'article 4 de la loi du 29 floréal an x porte que les contrevenants, pour excès de chargement, *seront condamnés à payer les dommages réglés par le tarif y inséré*; que l'article 3 de la loi du 7 ventôse an xii dispose que les contrevenants à ses dispositions sur la longueur des jantes des voitures *seront condamnés à payer 50 francs à titre de dommages* ;

« Que l'article 4 de la même loi fixe un mode pour le paiement et pour la consignation des dommages stipulés dans l'article 3 précédent; que le décret du 23 juin 1806, dans la dernière disposition de son art. 1^{er}, porte que les voituriers, voyageant avec une voiture dont la circulation est interdite, payeront le dommage stipulé dans l'art. 3

de la loi du 7 ventôse an xii et pour l'article 27 du même décret; que, dans son article 34, il qualifie encore de *payement du dommage* le paiement des sommes stipulées pour excès de chargement ;

« Que si, dans son article 27, ce décret donne la qualification d'*amende* à la somme stipulée pour dommage, il n'en demeure pas moins certain qu'elle constitue une indemnité graduée sur l'importance du préjudice présumé causé par la contravention ;

« Que l'on doit en inférer que cette indemnité ou amende doit être à la charge de celui qui a réellement causé le dommage ;

« Attendu que l'auteur du dommage est autant celui qui a fait effectuer le transport en fournissant sa voiture, ses chevaux, et en faisant opérer un chargement excessif, dont lui seul profite, que celui qui se borne à conduire la voiture pour le compte d'autrui ;

« Attendu que c'est dans ce sens que sont conçues toutes les dispositions de la loi sur la matière ;

« Que les articles 1, 9, 12, 24 et 34 du décret du 23 juin 1806 parlent des *propriétaires des voitures, des colportiers ou rouliers*; que c'est à ceux-ci seuls que sont imposées toutes les obligations relatives à la forme des voitures, à leur poids, à l'inscription des noms; qu'ils ne font aucune mention des conducteurs; que la législation sur la matière ne parle de ces derniers que dans les articles 8 de la loi du 29 floréal an x, 26, 43 et 44 du décret de 1806, et seulement pour les devoirs à remplir pendant le transport et pour fixer les conditions qui, dans certains cas, devront être remplies avant qu'ils puissent continuer leur route ;

« Attendu que de tout ce qui précède il résulte que le voiturier qui a fait opérer un chargement excessif, par lui-même ou par ses préposés, ne peut se soustraire au paiement de l'indemnité ou de la pénalité stipulée dans la loi, par le motif qu'un domestique ou préposé aurait participé à la contravention en conduisant et dirigeant la voiture surchargée ;

« Attendu que si, dans l'espèce, le fermier Glibert n'a été mis en cause que comme responsable pour le fait de son domestique, il ne peut se plaindre de ce qu'on ne de-

chevaux.

1, 1^{er}, p. 115, édit. belge de 1815, n° 294; *Revue des revues de droit*, t. 6, p. 40. — Il semble qu'il y a d'autant plus lieu de le décider ainsi que le décret de 1806, par son article 44, a pourvu à tous les intérêts du trésor en ordonnant le paiement immédiat des dommages et en permettant, à défaut de le réaliser, la mise en fourrière des

chevaux.
(1) Il a été jugé que les frais sont une indemnité civile envers le trésor qui peut être isolément requise par le ministère public contre les personnes civilement responsables. Voy. Liège, 1^{er} mars 1859.

mande à sa charge qu'une responsabilité, tandis qu'il aurait pu être poursuivi et condamné comme principal obligé et contrevenant; condamne Hayez à 75 fr. d'amende et aux frais; déclare Glibert responsable tant pour l'amende que pour les frais. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les amendes établies par le décret du 23 juin 1806, sur la police du roulage, ont un caractère pénal;

Attendu que la responsabilité civile, dans les affaires criminelles, correctionnelles et de police, ne peut, à moins d'une disposition expresse et spéciale de la loi, être étendue aux peines que la loi prononce contre les auteurs ou complices du fait; que ni le décret précité ni aucune autre loi n'ont soumis les personnes civilement responsables d'une contravention en matière de voirie aux peines encourues par ceux qui s'en sont personnellement rendus coupables; qu'il s'ensuit, dans l'espèce, que le sieur Glibert n'est pas passible de l'amende à laquelle J. B. Hayez, son domestique, a été condamné d'après l'article 27 du décret précité, pour avoir, le 7 février 1839, circulé sur la grande route, à Vleurgat, avec une voiture surchargée de 1,500 kil.;

Par ces motifs, met le jugement dont appel à néant; par suite décharge Glibert des condamnations contre lui prononcées, etc.

Du 25 avril 1839. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

DEUXIÈME ESPÈCE.

Jugement du tribunal de Bruxelles du 28 février 1839, qui condamne Hayez à une amende de 80 francs, pour avoir circulé sur la route de Waterloo à Bruxelles avec une surcharge de 1,100 kilogrammes. Son maître, le sieur Pendeville, fut déclaré civilement responsable, tant pour l'amende que pour les frais. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si, d'après l'article 12 du décret du 23 juin 1806, le propriétaire des voitures et les rouliers peuvent, avant de commencer leur voyage, se présenter au pont à bascule pour s'assurer du poids, soit des voitures vides, soit des voitures chargées, et éviter par là de s'exposer à la contravention, il résulte aussi des termes dans lesquels cet article est conçu

que l'exercice de ce droit ne peut être réclamé que lorsqu'il existe un pont à bascule dans le lieu de départ, et ne peut être invoqué par le voiturier qui, avant d'arriver au pont à bascule, a déjà fait avec sa voiture chargée une partie de la route qu'il avait à parcourir pour arriver à sa destination;

Attendu au surplus qu'il n'a pas été suffisamment établi que le prévenu Hayez se serait présenté au pont à bascule de Vleurgat, le 26 janvier 1839, pour faire vérifier le poids de sa voiture chargée.

En ce qui concerne Pendeville:

Attendu qu'il résulte de l'article 74 du Code de procédure, combiné avec l'article 1384 du Code civil, qu'en principe général la responsabilité des maîtres et commettants, à raison des crimes, délits et contraventions, commis par leurs préposés, est essentiellement civile; qu'elle ne peut donc, hors les cas formellement exceptés par des lois spéciales, être étendue aux peines que leurs préposés auraient encourues;

Attendu que la contravention commise par le prévenu Hayez est punissable de l'amende prononcée par l'article 27 du décret du 23 juin 1806;

Attendu que l'amende établie par ce décret a un caractère pénal;

Attendu que ni le décret précité, ni aucune autre loi sur la matière, n'ont soumis les propriétaires ou maîtres des voitures aux peines encourues par leurs préposés ou domestiques du chef des contraventions aux dispositions que ces lois renferment; d'où il suit que Pendeville n'est point passible de l'amende à laquelle Hayez, son domestique, a été condamné par le jugement dont appel;

Par ces motifs, met à néant l'appel de Hayez, et décharge Pendeville des condamnations prononcées contre lui, etc.

Du 25 avril 1839. — Cour de Bruxelles.

TROISIÈME ESPÈCE.

Par jugement du 26 mars 1839, le tribunal de Bruxelles condamne J. Huart et Brassiné solidairement à une amende de 80 fr. et aux frais, pour avoir fait circuler le long de la route de Bruxelles à Waterloo une voiture chargée de planches pesant 1,680 kilogrammes de plus que le poids autorisé; ce dernier était condamné comme civilement responsable en sa qualité de maître. Ce jugement est ainsi conçu:

« Attendu qu'il est prouvé par un procès-verbal régulier que le 18 février 1839 les

prévenus ont fait circuler le long de la route de Waterloo à Bruxelles une voiture chargée de planches pesant 1,650 kilogrammes au-dessus du poids autorisé par les lois, décrets et arrêtés sur la matière;

« Attendu que l'article 12 du décret du 25 juin 1806 n'accorde aux propriétaires des voitures ou rouliers la faculté de faire peser leurs voitures chargées et éviter par là de s'exposer à la contravention qu'avant de commencer leur voyage;

« Attendu qu'en admettant avec les prévenus que leur voiture ait été chargée à l'Espinette à la distance d'une lieue ou d'une lieue et demie du pont à bascule, établi à Vleurgat, et qu'ils se soient présentés à ce pont pour s'assurer du poids de leur voiture, il demeure constant qu'ils ne s'y sont pas présentés avant de commencer leur voyage, mais seulement après qu'une partie de leur voyage était faite, et qu'avant d'arriver à ce pont ils avaient parcouru une partie de la route avec une voiture en surcharge;

« Attendu que le prévenu Huart fait défaut;

« Condamne les prévenus solidairement à 50 francs d'amende, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Quant à l'appel du prévenu Huart, déterminée par les motifs du premier juge.

Quant à l'appel du prévenu Brassine:

Attendu que l'amende établie par le décret du 25 juin 1806, article 27, a un caractère pénal;

Attendu quo ni le décret précité, ni aucune loi sur la matière, n'ont soumis les propriétaires ou maîtres des voitures aux peines encourues par leurs préposés ou domestiques, du chef des contraventions aux dispositions que ces lois renferment; d'où il suit que Brassine n'est point passible de l'amende à laquelle Huart, son domestique, a été condamné par le jugement dont appel;

Par ces motifs, met à néant l'appel interjeté par Huart; statuant sur l'appel formé par Brassine, et y faisant droit, le débcharge des condamnations prononcées contre lui, etc.

Du 11 mai 1839. — Cour de Br. — 4^e Ch.

1^o RENTES. — TRANSFERT. — GARANTIE.

— 2^o EVICTION. — LOYAUX COÛTS. — DOMAINE BELGE.

1^o Le domaine belge est tenu de garantir les

transferts de rentes consentis par le domaine français (1).

2^o En cas d'éviction, il doit rembourser non-seulement la somme reçue par le domaine français, mais les intérêts avec les loyaux coûts de la cession. (Code civil, article 1630.)

Le sieur Lenarts détenait différentes pièces de terre de la cure de Siehem, et lui payait, en deux termes, pour fermage, 27 mesures de seigle. — Le 24 nivôse an xi, le gouvernement français transféra ces fermages comme rentes domaniales au sieur Bleron, aujourd'hui représenté par Destouvelles. Bleron les céda à Bonpoquin et celui-ci à Detige. Detige ayant assigné Lenarts en titre nouvel, il fut justifié que les terres occupées par l'assigné appartenaient à la fabrique de Siehem, et que c'était elle qui seule avait droit aux loyers. De là une série d'actions récursoires pour les prétendues rentes celées en l'an xi par le domaine français. Le domaine belge soutenait qu'il n'était tenu à aucune garantie, et subsidiairement qu'il ne pouvait être tenu qu'à restituer la somme reçue pour prix du transfert, qu'on ne pouvait mettre à sa charge les intérêts écbus et les loyaux coûts du contrat.

Le 21 mars 1836, jugement ainsi conçu:

« Attendu que si, par acte de transfert du 20 nivôse an xi, le domaine français a cédé à Bleron, fils, deux rentes ensemble de 27 mesures de seigle à charge d'Everard Lenarts de Soffen, il est constant au procès que ces rentes n'étaient pas dues par ce dernier; d'où il suit que le transfert est nul comme ayant été fait sans cause;

« Attendu que la prétendue rente de 27 mesures de seigle a été transférée par le domaine au sieur Bleron, fils, représenté par la partie Destouvelles, cédée par celle-ci au sieur Bonpoquin, et par ce dernier à Detige;

« Attendu que tout vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de toute éviction, à moins que celui-ci n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls;

« Attendu que le domaine belge a succédé aux droits et actions du domaine français et est tenu des mêmes obligations que ce dernier;

« Par ces motifs, etc. » — Appel.

(1) Voy. Bruxelles, 7 août 1839 (*Pasic.*, 1840, p. 368).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'article 1630 du Code civil, la garantie que le vendeur doit à l'acheteur embrasse non-seulement le prix de la vente, mais encore les frais et loyaux coûts et les dommages et intérêts; qu'en réunissant, dans l'espèce, les dommages et intérêts soufferts et le prix du transfert, la garantie, pour être juste et complète, ne peut qu'être l'équivalent du capital des rentes qui sont l'objet de l'éviction avec les arrérages et loyaux coûts; Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 27 avril 1859. — Cour de Liège.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le juge à quo, en admettant l'intimé à prouver, par tous moyens de droit, qu'il a payé une somme de 169 francs 31 centimes pour faux frais causés par la négligence de l'appelant à lui procurer des fonds à la date convenue, n'a infligé aucun grief à l'appelant, puisque, par cette formule, *tous moyens de droit*, il n'autorise la preuve testimoniale que pour autant qu'elle serait admissible, et que l'appelant reste entier de soutenir lors de l'enquête que, conformément à l'article 1341 du Code civil, il n'y a pas lieu à la preuve par témoins sur cet objet du litige;

Par ces motifs, etc.

Du 1^{er} mai 1859. — Cour de Bruxelles.

PREUVE TESTIMONIALE. — ADMISSIBILITÉ.
— JUGEMENT.

Un jugement qui admet à preuve par tous moyens de droit, et désigne un juge-commissaire en cas d'enquête, ne comprend pas nécessairement la preuve testimoniale sur tous les points du litige (1).

La partie intéressée à contester l'admissibilité de ce mode de preuve demeure entière à le décliner lors de l'enquête, pour les points qui n'en sont pas susceptibles.

Dans une instance pendante entre le sieur Horis-Parys et Buelens, relativement au paiement d'une somme de 3,153 francs pour solde d'ouvrages de déblais, ce dernier fut admis à prouver, par tous moyens de droit, une série de faits, parmi lesquels était compris le fait suivant : « Qu'il avait payé une somme de 169 francs 31 centimes pour faux frais engendrés par la négligence du défendeur à lui procurer des fonds à la date convenue. » — Un juge-commissaire fut nommé par le même jugement pour recevoir l'enquête. — Appel fut interjeté par Horis, qui se faisait entre autres un grief de ce que le juge avait admis la preuve du fait énoncé, contrairement à la disposition de l'article 1341 du Code civil : nous ne rapporterons que la partie de l'arrêt qui concerne ce point.

AUTORISATION. — HOSPICE. — INSTANCE
D'APPEL.

Lorsqu'un hospice est autorisé à ester en justice, cette autorisation est-elle suffisante pour parcourir les deux degrés de juridiction, si la délibération est conçue en termes peu précis à cet égard (2)? — Rés. nég.

L'acte d'appel est-il valable, bien qu'il n'existe pas, lors de sa signification, une autorisation de plaider en instance d'appel? — Rés. aff.

Y a-t-il lieu par la Cour d'impartir à l'hospice appelant un délai pour qu'il ait à se mettre en règle sous le rapport de l'autorisation? — Rés. aff.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur les exceptions tirées de ce que les appelants n'ont pas d'autorisation de plaider en appel :

Attendu que la délibération de la députation des états du 21 septembre 1821, précitée de l'avis du comité consultatif, contient bien au profit des hospices, appelants, une autorisation suffisante pour agir en justice, et ainsi pour régulariser l'instance de-

(1) Voy. Brux., 11 fév. 1819; 30 oct. 1821 et 10 sept. 1827.

(2) Voy. Brux., 2 nov. 1824 et 1^{er} fév. 1825; Paris, cass., 2 mars 1815, 1^{er} juillet 1818 et 22 juin 1835; Grenoble, 18 juillet 1858; Corme-

nin, Quest., v^o Commune; Merlin, Quest., t. 4, p. 24 et 26. Voy. cependant Thomine, n^o 8; Henrion de Pansey, des Biens communaux, ch. 32, § 10.

vant le premier juge, mais attendu que cette délibération est conçue en termes trop peu précis pour qu'on puisse y voir l'intention d'étendre dès lors même l'autorisation à une poursuite d'appel;

Attendu que cette poursuite d'appel, par cela seul qu'elle forme une nouvelle instance, requiert, aux termes des lois existantes pour l'administration des hospices, une autorisation de plaider complètement applicable à cette instance;

Attendu cependant que le pourvoi ou l'acte d'appel, comme devant être interjeté dans un délai rigoureux et peu considérable, présente toujours en soi, indépendamment de tout autre caractère, celui d'acte conservatoire, sans que même l'on doive entrer à cet égard dans des distinctions de circonstances, qui ne sont propres qu'à introduire l'arbitraire dans la jurisprudence; que, sous ce point de vue, cet acte d'appel n'est pas nul, par cela seul qu'il n'existait point encore d'autorisation de plaider;

Attendu que bien qu'aux termes des lois dont il s'agit l'instance et la procédure d'appel seraient complètement non recevables dans le cas d'un défaut absolu d'autorisation de plaider, rien cependant dans ces mêmes lois n'interdit à la Cour le pouvoir d'ordonner aux hospices de se munir de la dite autorisation et de leur impartir un délai à cette fin; que pareil pouvoir a été reconnu et appliqué maintes fois et par une jurisprudence d'autant mieux fondée, qu'on ne peut dire l'ordre public essentiellement blessé, lorsque cette autorisation est enfin et définitivement rapportée;

Attendu que dans les circonstances de la cause il y a lieu par la Cour d'user de la faculté dont s'agit en accueillant la conclusion subsidiaire de l'administration appelante;

Par ces motifs, M. l'avocat général Delebecque entendu et de son avis, sans qu'il y ait lieu de déclarer *à la stans* l'appel non recevable du chef de l'exception proposée, ordonne à l'administration des hospices, appelante, de produire, pour ester en justice sur l'appel, une autorisation de l'autorité administrative compétente.

Du 1^{er} mai 1839. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

(1) Voy. Brux., 28 juillet 1818.

(2) Voy. en ce sens aussi, 28 novembre 1831 et 14 mars 1838; Troplong, *des Prescrip.*, n^{os} 697 et 698; Vazeille, n^o 628. — Ces auteurs pensent aussi qu'une simple reconnaissance de la dette, n'emportant pas novation, ne saurait avoir pour

PREScription. — Lettre de change. — Droit ancien. — Interruption. — Reconnaissance.

Lorsqu'en matière de lettre de change la prescription quinquennale, qui avait pris cours sous l'ancien droit, a été interrompue par un acte de reconnaissance, la nouvelle prescription qui a couru depuis cet acte doit-elle être réglée par le Code (1)? (Code civil, art. 2281; Code de comm., article 189.) — Rés. aff.

Dans le sens de l'article 189 du Code de commerce, la reconnaissance par acte séparé ne peut-elle avoir l'effet de substituer la prescription trentenaire à celle de cinq ans, que pour autant que le débiteur ait entendu donner à son créancier un titre nouvel opérant novation (2)? — Rés. aff.

Par exploit du 9 août 1839, la dame Decoster et consorts firent assigner le sieur Maecq devant le tribunal de commerce de Bruxelles en paiement d'une somme de 4,418 fr. 18 cent., qu'ils prétendaient être encore due sur un effet de 12,698 fr. tiré d'Anvers, le 1^{er} thermidor an ix, par feu le sieur Decoster sur le défendeur, accepté par lui à Bruxelles, lieu de son domicile, et endorsed par le tireur à Gand, le 29 fructidor an x, à un sieur Aelbrouck. Cet effet fut protesté à Bruxelles, faute de paiement. Le 29 pluviôse an xi, assignation en paiement. Le sieur Maecq invoqua la prescription de cinq ans de l'article 189. Les demandeurs répliquèrent que la prescription n'avait pu courir, vu qu'il y avait reconnaissance de la dette par acte séparé. — Jugement du tribunal de Bruxelles du 30 novembre 1837, ainsi conçu, qui adopte le moyen de prescription :

« Attendu que la traite dont il s'agit est échue le 9 pluviôse an xi, et protestée le même jour;

« Attendu que sous l'ancienne législation les lettres de change étaient, comme sous le Code de commerce actuel, prescriptibles par cinq ans à dater du protêt ou des dernières poursuites;

résultat de substituer la prescription trentenaire à celle de cinq ans; qu'elle a seulement pour effet d'interrompre cette dernière. *Contrà*, Paris, cass., 14 février 1826 et 6 nov. 1832; Cohour, 29 avril 1830.

« Attendu que le défendeur a bien pu renoncer le 3 janvier 1808 à la prescription alors acquise, et qu'en effet il ne semble pas avoir fait plus; que dans tous les cas il ne pouvait souscrire à semblable renonciation pour l'avenir (Code civil, art. 2220);

« Attendu que si l'on pouvait faire résulter de cette renonciation la reconnaissance de la dette, elle ne serait pas de telle nature qu'il y ait nouveau titre et novation, et que dès lors la prescription aurait de nouveau pris cours à la date du 3 janvier 1808;

« Attendu que depuis 1813, époque à laquelle la prescription était définitivement acquise, il n'y a eu aucun acte de poursuites;

« Par ces motifs, le tribunal déclare les demandeurs non recevables en leur demande. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'effet dont s'agit au procès a été créé le 1^{er} thermidor an ix, sous l'empire de l'ordonnance de 1673, qui avait été publiée dans les départements réunis au mois de ventôse an v;

Attendu que cet effet est tiré d'un lieu sur un autre, qu'il est à ordre et contient tous les éléments exigés par la loi pour constituer une lettre de change;

Attendu que les appelants en ont eux-mêmes déterminé le caractère en portant leur action devant le tribunal de commerce, et en concluant à la contrainte par corps, et qu'ils l'ont reconnu en outre dans l'acte constitutif d'hypothèque du 29 thermidor an ix;

Attendu que sous l'ordonnance les lettres de change étaient prescriptibles par le laps de cinq ans, sans demande ni poursuite;

Attendu que la prescription, qui était acquise au 3 janvier 1808, a été interrompue par l'acte de ce jour souscrit par l'intimé Maecq et par le sieur Vanbuffel, comme père et tuteur des enfants mineurs de Reine Debisthoven;

Attendu qu'à partir de cette époque une prescription nouvelle a commencé à courir, qui doit être régie, non par l'ordonnance qui avait cessé d'exister, mais par le Code de commerce, qui était en vigueur depuis le mois de septembre 1807;

Attendu qu'aucune poursuite juridique n'a été intentée du chef de la traite ci-dessus depuis le 3 janvier jusqu'au 9 août 1837, date de l'exploit introductif d'instance;

Attendu que l'intimé s'étant fondé sur la prescription de l'article 189 du Code de

commerce pour repousser la demande des appelants, ceux-ci ont prétendu qu'elle était inapplicable d'après l'article même invoqué, parce qu'il y avait eu de la part de l'intimé reconnaissance de la dette par l'acte du 3 janvier 1808, et que dès ce moment la dette n'avait plus été susceptible que de la prescription ordinaire;

Attendu que la prescription quinquennale introduite par l'article 189, pour toutes les actions relatives aux lettres de change, ne peut être anéantie que par les moyens spécialement déterminés par cet article, savoir, par une condamnation ou la reconnaissance de la dette par acte séparé;

Attendu que, dans le sens de cet article, la reconnaissance par acte séparé ne peut avoir l'effet de substituer la prescription trentenaire à celle de cinq ans qu'autant que le débiteur de la lettre de change aurait entendu donner à son créancier un titre nouvel opérant novation, et qui serait prescriptible par trente ans;

Attendu que cette interprétation est conforme au texte de la loi et à la pensée du législateur manifestée dans les discussions au conseil d'Etat;

Attendu, en effet, que la loi a placé la reconnaissance par acte séparé sur la même ligne qu'une condamnation;

Attendu que lorsqu'il y a condamnation il y a novation, car ce n'est plus en vertu du titre primitif que la dette est exigible, mais en vertu du jugement qui condamne à la payer, la sentence formant, pour le créancier, un titre nouvel qui n'est plus sujet qu'à la prescription trentenaire;

Attendu qu'en assimilant la reconnaissance par acte séparé à un jugement de condamnation, la loi laisse assez apercevoir le but qu'elle se propose; elle veut qu'à l'instar de la condamnation cette reconnaissance soit telle qu'elle crée un titre nouvel et anéantisse le premier; elle veut voir dans l'acte séparé une véritable novation qui substitue une nouvelle dette à celle préexistante, et qui change, pour l'avenir, les conditions de la prescription;

Attendu que l'acte du 3 janvier 1808 invoqué par les appelants contient bien une reconnaissance de la dette, puisque l'intimé y déclare renoncer à la prescription qui lui était acquise, mais que loin d'opérer novation cet acte laisse subsister le titre primitif, savoir, la lettre de change à laquelle on réserve même tous les avantages résultant de sa nature spéciale et particulière, tels que l'intérêt commercial, et, en cas de différend, la juridiction consulaire;

Attendu qu'il est si vrai que rien n'a été innové à la lettre de change, que c'est en vertu d'icelle que les appelants ont assigné l'intimé devant le tribunal de commerce ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que l'acte de 1808 n'a pu avoir les effets que les appelants veulent lui attribuer, et que le moyen de prescription invoqué par l'intimé doit être accueilli.

Sur la conclusion subsidiaire des appelants :

Attendu que la prescription de l'art. 189 précité est fondée sur une présomption légale de paiement, qui exclut toute preuve contraire, et que l'affirmation sous serment est la seule obligation que cet article impose au débiteur s'il en est requis ; d'où suit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande subsidiaire ;

Par ces motifs, met l'appel à néant, etc.

Du 1^{er} mai 1839. — Cour de Bruxelles.
— 3^e Ch.

ARBITRAGE. — ORDONNANCE D'EXÉCUTION.
— COMPÉTENCE.

La question de savoir si une ordonnance d'exécution en matière de sentence arbitrale appartient au président du tribunal de commerce est de la compétence non du tribunal civil, mais de la Cour d'appel (1).

Le sieur Mercier fit assigner le sieur Servatius devant le tribunal civil de Bruxelles pour entendre dire que l'ordonnance d'exécution apposée par M. le président du tribunal de commerce de Bruxelles, à la sentence arbitrale rendue entre parties le 28 février 1839, était nulle et de nul effet comme rendue par un juge incompétent ; que par conséquent l'exécution et l'emprisonnement qui s'en étaient ensuivis étaient nuls. Servatius conclut à ce que le tribunal se déclarât incompétent.

Jugement du 21 mars 1839 qui juge au fond. — Appel de la part de Mercier et appel incident de la part de Servatius, en ce que le premier juge s'était déclaré compétent pour connaître de la demande de l'appelant.

(1) Voy. Brux., 5 avril 1839.

(2) Voy. en ce sens Thomine, n° 503 ; Bonenne, n° 229 (édit. belge) ; Carré, n° 994 ; Dalloz, t. 12, p. 540 et 542, et deux arrêts de Trèves et Turin, cités par cet auteur. — Voy. aussi Gre-

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, assigné en nullité de l'ordonnance rendue par le président du tribunal de commerce, l'intimé a conclu *in limine litis* à ce que le tribunal civil se déclarât incompétent pour juger la question qui lui était soumise ;

Attendu qu'au lieu de statuer sur cette exception le tribunal a jugé au fond ;

Attendu que, ainsi qu'il a été décidé par l'arrêt rendu entre les mêmes parties le 5 avril 1839, c'est à la Cour d'appel et non à aucun autre juge qu'il appartient de prononcer si le président du tribunal de commerce a agi hors du cercle de ses attributions lorsqu'il a porté son ordonnance du 7 mars ;

Attendu néanmoins que la Cour n'est pas légalement saisie de cette question ;

Où M. l'avocat général de Bayat, en son avis, dit que le tribunal civil était incompétent sur la question d'incompétence lui soumise par la citation du 18 mars, etc.

Du 4 mai 1839. — Cour de Br. — 2^e Ch.

ENQUÊTE. — APPEL. — DÉLAI.

Lorsqu'il y a désistement de l'appel d'un jugement qui ordonnait une enquête, le délai dont parle l'article 257 du Code de procédure (en supposant que cet article soit applicable à la reprise d'enquête) ne commence point à courir du jour du désistement, mais bien du jour où soit le désistement, soit l'arrêt qui le décrète a été notifié à l'avoué de première instance (2). (Code de proc. civile, art. 257.)

Par jugement du tribunal de Bruxelles en date du 12 juillet 1838, le sieur Rol-d'Alsemberg fut admis à prouver divers faits par témoins. — Le 15 octobre suivant, l'enquête fut ouverte : les témoins devaient être assignés le 11 décembre. Le 14 octobre et ainsi le lendemain de l'ouverture de l'enquête, appel fut interjeté. Le 9 janvier 1839, on fit notifier désistement de l'appel : ce désistement fut accepté le 21, et le 25, intervint un arrêt de décrètement.

noble, 22 janvier 1831. *Contrà*, Paris, cass., 30 juillet 1828 et Pau, 28 novembre 1837 ; Liège, 26 janv. 1845 (*Posic.*, p. 209) ; Brux., 9 mars 1850 (*Posic.*, p. 151).

Le 7 mars 1839, notification fut faite à l'avoué de l'appelant en première instance, tant du jugement dont il y avait eu appel que de l'arrêt de décrétement.

Le 11 mars, demande au juge-commissaire à fin de permission d'assigner les témoins : une ordonnance fixa jour au 16. Sur ce, l'appelant soutint que l'intimé était forcé du droit d'enquête, par le motif qu'elle aurait dû être ouverte dans la huitaine de l'acceptation du désistement d'appel (257, 259, 403 du Code de procédure). L'intimé répondit et soutint que l'enquête n'avait dû être ouverte que dans la huitaine de la signification, à l'avoué en première instance, de l'arrêt qui décrétrait le désistement.

Le 21 mars 1839, jugement ainsi conçu :
« Attendu que l'appel a suspendu l'effet de l'acte du 13 octobre 1838 qui a commencé l'enquête ;

« Attendu que l'avoué de première instance étant le véritable mandataire de la partie relativement à toutes les formalités et actes de procédure nécessaires pour la confection de l'enquête, il est naturel qu'il ait dû être informé légalement de la levée de l'obstacle mis à la continuation des devoirs qui lui étaient imposés, et mis en demeure de les remplir, et qu'il est dans l'esprit de la procédure qui nous régit qu'il en soit ainsi (articles 147, 148, 261 du Code de procédure) et surtout dans une matière hérissée de nullités comme celle des enquêtes ;

« Attendu que si, d'après l'article 403 du Code de procédure, le désistement emporte de plein droit consentement que les choses soient remises au même état qu'elles étaient avant la demande, cela ne peut plus être vrai, d'après la nature des choses, quant à la procédure dont l'état a nécessairement changé par l'appel exercé dans l'espèce, qui a tout suspendu, et qui est le fait du demandeur en forclusion ; qu'il s'ensuit que pour mettre, au vœu de la loi, les parties dans le même état, il est indispensable que le mandataire de l'intimé ait été à même de remplir les diligences qui lui sont imposées ; qu'à cet effet la signification de l'arrêt déclaratif de désistement, ou tout au moins du contrat judiciaire, était indispensable, la loi n'ayant pu vouloir, d'après ce qui précède, s'en rapporter à la partie du soin d'instruire son avoué de l'état du litige en instance d'appel ;

« Attendu d'ailleurs qu'il s'agit de reprendre et de continuer l'enquête commencée, et que la loi ne prescrit pour le faire aucun délai fatal ;

« Par ces motifs, déclare le demandeur en forclusion non fondé, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Déterminée par les motifs exprimés au jugement dont il est appel, et spécialement par le dernier, M. l'avocat général Delebecque entendu et de son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 8 mai 1839. — Cour de Bruxelles.

SURCHARGE.

Bruxelles, 11 mai 1839. — Voyez à la suite de l'arrêt du 25 avril 1839, 3^e espèce.

DEGRÉS DE JURIDICTION. — EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE.

Lorsque la valeur du terrain exproprié n'est pas fixée par prix de bail, le jugement de dépossession est en dernier ressort, bien que l'indemnité soit inférieure à 1,000 francs (1). (Loi des 10-24 août 1790, tit. IV, art. 5.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la demande sur laquelle le jugement dont est appel a prononcé doit être considérée comme réelle et immobilière, puisqu'elle avait pour objet d'obtenir, pour cause d'utilité publique, la mise en possession d'un immeuble, moyennant une indemnité à fixer de la manière prescrite par la loi du 17 avril 1835 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 5, titre IV, de la loi du 24 août 1790, les juges de première instance ne peuvent connaître en dernier ressort des affaires réelles qui leur sont soumises, qu'autant que leur objet principal n'excède pas 50 francs de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail ; qu'il importe donc peu que, dans l'espèce, les parties aient l'une et l'autre fixé à une somme moindre de 1,000 francs l'indemnité à payer pour prix de l'expropriation, parce que la valeur de l'immeuble n'est pas déterminée par l'un des modes exigés par la loi ;

(1) Voy. Brux., 26 mai 1841 (*Panic.*, p. 192) ; Delalleau, de l'Expropriation, n° 778.

Par ces motifs, déclare l'appel recevable, etc.

Du 18 mai 1839. — Cour de Liège.

CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

Gand, 18 mai 1839. — Voyez rejet, 8 décembre 1839.

DERNIER RESSORT. — CONTRAINTE PAR CORPS.

La circonstance qu'un jugement prononce la contrainte par corps ne le soumet pas à l'appel, lorsque la somme demandée est inférieure à 1,000 francs (1).

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la somme réclamée et adjugée par le jugement à quo ne s'élève qu'à 805 francs; qu'ainsi le jugement a été porté en dernier ressort, partant l'appel est non recevable, et ce nonobstant la contrainte par corps prononcée, parce qu'elle n'est qu'un mode d'exécution qui doit suivre la nature de la condamnation dont il est l'accessoire;

Par ces motifs, déclare l'appel non recevable, etc.

Du 22 mai 1839. — Cour de Liège.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — DEMANDE EN SUBROGATION. — APPEL. — DOMICILE ÉLU.

L'appel du jugement qui statue sur une demande en subrogation est valablement interjeté au domicile élu par le créancier saisissant (2). (Code de proc., art. 723.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur la nullité de l'appel : Attendu que pour faire prononcer promptement sur ces incidents aux saisies immobilières, le législateur a établi des règles

particulières au titre XIII du livre V, ainsi que l'a annoncé le conseiller d'État Réal, dans l'exposé des motifs de ce titre ;

Attendu que les diverses dispositions de ce titre tendent en effet à atteindre ce but ;

Attendu que l'article 673 impose au créancier saisissant l'obligation de faire élection d'un domicile dans le lieu où siège le tribunal qui doit connaître de la saisie pour le cas où il n'y serait pas domicilié ;

Attendu que cette élection spéciale de domicile a été sans doute ordonnée dans la vue de faciliter l'exécution des dispositions dudit titre XIII ;

Attendu qu'aux termes de l'article 723 du Code de procédure civile, l'appel d'un jugement prononçant sur une demande en subrogation n'est recevable que dans la quinzaine du jour de la signification à avoué ;

Attendu que cette disposition abrège considérablement le délai ordinaire de l'appel, en faveur de celui qui a obtenu le jugement, et qu'il le dispense en outre de la signification de ce jugement à personne ou domicile, pour faire courir le court délai de quinze jours ;

Attendu que si pareilles faveurs sont accordées au créancier qui demande la subrogation, l'équité, résultant de la règle des cūrrelatifs, exige que celui contre qui le jugement a été obtenu puisse signifier son appel à raison du bref délai qui lui est laissé pour appeler au domicile élu par la partie adverse ;

Attendu que l'obligation d'interjeter appel dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué ne pourrait se concilier que bien difficilement avec celle de signifier l'appel au domicile réel, qui peut être éloigné, et avec lequel les communications peuvent être lentes et difficiles, surtout lorsque l'on considère que l'article 723, pas plus que l'article 734, n'augmente le court délai fixé par l'appel à raison de la distance du domicile réel du lieu où se fait la poursuite, ainsi qu'il est augmenté dans les cas prévus par les articles 730 et 733 du Code de procédure civile ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que l'appel d'un jugement, statuant sur une demande en subrogation, peut être valable-

(1) Voy. dans ce sens Rome, 20 nov. 1809; Lyon, 25 août 1811; Nîmes, 12 mai 1819; Liège, 9 nov. 1821 et 28 juillet 1825; Dalloz, t. 8, p. 265 et 268; Carré, n° 2075; Bruxelles, 13 avril 1847 (Pas., p. 241, et la note, et 1849, p. 280); Brux., 8 novembre 1845 (Pas., p. 377); Brux., 5 avril

1846 (Pas., p. 340). Mais voyez Pigeau, t. 1er, p. 276, édit. belge de 1840, et la loi du 9 avril 1832, art. 20.

(2) Voy. dans ce sens Thomine, n° 825; Bioche, v° Saisie immobilière, n° 485.

ment signifié au domicile élu par le créancier dans son commandement;

Attendu que, dans l'espèce, l'appelant a fait signifier son appel aux intimés au domicile par eux élu en la demeure de l'avocat Schellart, à Anvers; d'où la conséquence que l'acte d'appel ne peut de ce chef être argué de nullité;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bayay entendu en son avis, sans s'arrêter au moyen de nullité, etc.

Du 25 mai 1839. — Cour de Bruxelles. — 2^e Ch.

TIERCE OPPOSITION. — CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES. — RÉSOLUTION.

Un créancier hypothécaire ne peut attaquer, par la voie de la tierce opposition, le jugement prononcé contre son débiteur, qui a déclaré résolu le contrat par lequel ce dernier avait acquis la propriété de l'immeuble donné en hypothèque (1). (Code de proc., art. 474.)

Par acte du 19 mars 1827, les commissaires liquidateurs de la masse Regnier et compagnie vendirent au comte de Geloes différents immeubles pour un prix de 158,000 francs, dont une partie fut payée comptant; le surplus fut stipulé payable à différents termes: il était dit que faute par l'acquéreur de payer aux époques déterminées, la vente serait résolue de plein droit après une simple sommation. Le comte de Geloes hypothéqua ces immeubles au baron de Blanckhart, qui prit inscription le

30 octobre 1834. De Geloes n'ayant pas payé aux époques fixées, les commissaires liquidateurs demandèrent la résolution de la vente, qui fut prononcée par jugement du 10 novembre 1835. — Appel qui fut suivi de désistement.

Le baron de Blanckhart poursuivit l'expropriation des immeubles qu'on lui avait donnés en hypothèque, et y comprit les biens dont les liquidateurs Regnier s'étaient fait ressaisir. Ceux-ci formèrent une demande en distraction et opposèrent le jugement du 10 novembre 1835, auquel le baron de Blanckhart déclara former tierce opposition.

Le 22 mai 1838, jugement ainsi conçu:

« Vu l'article 474 du Code de procédure :

« Attendu que pour que la tierce opposition soit admissible, il faut que celui qui la forme n'ait pas été représenté, lors du jugement qui en a été l'objet, par la partie contre laquelle le jugement a été rendu;

« Attendu que les créanciers sont représentés par leurs débiteurs dont ils sont les ayants cause, dont ils tirent leurs droits;

« Attendu que ce principe ne souffre d'exception que dans les cas, 1^{er} où le créancier motiverait son pourvoi sur des moyens qui lui seraient personnels et que le débiteur n'aurait pu faire valoir; 2^e dans le cas où le jugement obtenu serait le résultat de la fraude ou de la collusion, car dans l'un comme dans l'autre cas il ne serait pas vrai de dire que le créancier aurait été représenté par son débiteur;

« Attendu que, dans l'espèce, il n'y a aucune différence à établir entre le créancier simple et le créancier hypothécaire; que l'un et l'autre tirent leurs droits de leurs

(1) Il est généralement admis en jurisprudence et en doctrine que le créancier, étant l'ayant cause de son débiteur, ne peut former tierce opposition aux jugements rendus sans fraude contre lui et passés en force de chose jugée. Voyez Paris, cass., 15 fév. 1808, 10 juin 1811, 21 août 1830, 15 janv. 1828, 3 juillet 1832; Jousse, sur l'art. 1^{er}, tit. XXV, ordonnance de 1667; Berriat, p. 313, édit. belge de 1837; Carré, n^o 1715. Toutefois en ce qui concerne les créanciers hypothécaires il y a quelques dissidences: ainsi on a décidé que la tierce opposition est recevable contre le jugement rendu avec le débiteur lorsque ce jugement déclare que ce dernier n'était pas propriétaire de l'immeuble hypothéqué, Paris, 27 mars 1824; ou lorsqu'il prononce la résiliation de la vente, Paris, 6 fruct. an xii; et cependant il a plus tard été jugé que le créancier hypothécaire ne peut former tierce opposition lorsque le jugement rendu avec le débiteur déclare nul

le titre en vertu duquel celui-ci possédait les biens hypothéqués, Paris, 2 fév. 1832, ou rend l'hypothèque du créancier sans effet, Bordeaux, 8 août 1833. Ainsi encore il a été décidé que la femme créancière de son mari ne pouvait attaquer par la voie de la tierce opposition les jugements rendus avec ou contre lui, Riom, 3 août 1826, et cependant, d'un autre côté, on a jugé que la femme créancière hypothécaire de la faillite pouvait former tierce opposition à un jugement rendu avec les syndics qui accordait un privilège sur les immeubles à un autre créancier de cette faillite, Limoges, 15 juin 1813. Au milieu de ces doutes, la jurisprudence est cependant demeurée certaine sur la recevabilité de la tierce opposition du créancier hypothécaire lorsqu'elle avait pour objet des collocations d'autres créanciers faites à son préjudice. Voy. en ce sens Paris, 15 avril 1811; Paris, cass., 22 juin 1835 et 18 avril 1832. Voy. aussi Carré, n^o 1715.

débiteurs, et celui-ci ayant conservé la disposition de ses biens, conserve l'exercice de tous les droits et actions y attachés;

« Attendu qu'il n'est aucunement établi que le jugement attaqué serait le résultat de la fraude ou de la collusion; qu'il est même résulté des débats que le baron de Blanckhart a eu connaissance du procès qui a donné lieu au jugement attaqué; que partant il aurait pu intervenir dans l'instance pour la conservation de ses droits.

« Au fond: vu les articles 1183, 1184, 1654 et suivants, 2025 du Code civil, et l'article 726 du Code de procédure; vu l'acte de vente du 19 mars 1827, dans lequel il a été expressément stipulé que, faute par l'acquéreur de payer l'un ou l'autre terme aux époques stipulées, les vendeurs avaient le droit ou d'exiger la somme restant due sur le prix de vente ou de faire prononcer la résolution avec dommages, intérêts et dépens; d'où il suit que le contrat contient une condition résolutoire expresse, laquelle s'étant accomplie, a opéré la révocation de la convention, et a remis les parties au même état que si elle n'avait pas existé, et que partant les hypothèques consenties par l'acquéreur ont disparu;

« Attendu que les créanciers du comte de Gloes n'ont que le droit d'exiger, par action séparée et personnelle, la restitution des sommes payées sur le prix de vente;

« Par ces motifs, le tribunal ordonne la distraction demandée, etc. » — Appel.

AA&T.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant...
Du 1^{er} juin 1859. — Cour de Liège.

—

TESTAMENT. — LEGS. — CONDITION. —
PRÊTRES.

La disposition testamentaire ainsi conçue : « Je veux qu'une somme de 400 fr. soit payée annuellement à D... pour continuer ses études en théologie, » renferme un legs particulier fait sous condition.

Ces termes : Pour continuer ses études en théologie, indiquent que le motif impulsif qui a déterminé le testateur à gratifier le légataire était le désir qu'il éprouvait que ce dernier se fît prêtre.

La condition de se faire prêtre jointe à un legs ne doit pas être réputée non écrite

lorsqu'elle n'a pas été imposée dans la vue de gêner la liberté religieuse ou civile du légataire.

Par son testament du 15 mai 1826, Joseph-Libert Leclercq, vivant curé à Pellaines, après avoir révoqué une bourse de 400 francs annuelle en faveur des descendants des frères et sœurs de son confrère Berthets, a fait la disposition suivante : « Je veux que ces 400 francs soient payés annuellement, après mon décès, à Louis-Joseph-Ignace Dechentines, de Pellaines, pour continuer ses études en théologie, et qu'il soit considéré comme un de mes confrères, quand il sera prêtre, et qu'il ait la liberté de rester avec eux au presbytère de Pellaines, et d'être entretenu avec eux, et de jouir, sa vie durant, de cette somme annuelle de 400 francs. »

Le testateur est décédé le 26 juillet 1826. Le paiement du legs n'ayant pas eu lieu, Dechentines assigna Jean-Baptiste Leclercq et autres, en leur qualité de neveux et d'héritiers universels de l'usufruit des biens du testateur, pour se voir condamner à lui payer indivisément 400 francs annuellement à partir du 26 juillet 1826.

Les défendeurs ont soulevé une fin de non-recevoir fondée sur ce que le demandeur, agissant en qualité de légataire particulier de feu Libert Leclercq, était tenu de demander la délivrance de son legs, et que cette demande n'avait pas été régulièrement faite. Au fond, ils ont prétendu que, le legs étant conditionnel, le demandeur n'avait pas rempli la condition à laquelle le legs était subordonné.

Le demandeur a soutenu son action recevable et bien fondée.

Le 10 mai 1858, le tribunal de Huy a rendu le jugement suivant :

« Attendu que les défendeurs légataires à titre universel opposent au demandeur légataire particulier une fin de non-recevoir résultant du défaut par lui d'avoir, conformément aux articles 1011 et 1014 du Code civil, demandé à l'héritier universel Jean-Baptiste Leclercq la délivrance du legs à lui fait par le sieur Leclercq, ancien curé de Pellaines; que Jean Baptiste Leclercq, légataire universel, assigné postérieurement en intervention et déclaration de jugement commun, élève aussi une fin de non-recevoir basée sur ce qu'il n'y avait pas lieu à intervention, et sur ce que, par suite, la demande aurait dû être soumise au préliminaire de la conciliation;

« Attendu qu'aux termes de l'article 1011

du Code civil, le législateur a établi à quels héritiers ou légataires universels, et dans quel ordre, le légataire à titre universel doit demander la délivrance; que par l'article 1014 il a statué que le légataire particulier ne pourra entrer en jouissance de son legs qu'à compter du jour de sa demande en délivrance formée suivant l'ordre établi par l'article 1011; que le législateur est parti du principe que la demande en délivrance devait être formée contre celui qui avait la saisine de la chose léguée, qui avait conséquemment intérêt à accorder ou refuser la délivrance demandée; — Que ce serait donc s'attacher trop servilement à la lettre de la loi et mépriser son esprit que de prétendre qu'un légataire particulier doit demander la délivrance au légataire universel, tandis que c'est le légataire à titre universel qui est grevé du paiement du legs, et que, dans cette hypothèse, ce dernier seul a intérêt à discuter les droits et la demande du légataire particulier;

« Attendu, dans l'espèce, que les légataires à titre universel, ici défendeurs originaires, pouvaient seuls être tenus, aux termes de l'article 610 du Code civil, du paiement de la rente viagère de 400 francs léguée au demandeur sous certaine condition, puisqu'ils jouissent de l'usufruit de tous les biens délaissés par le testateur; que l'action actuelle a bien réellement pour but la délivrance et le paiement de ce legs de 400 fr.; que c'eût été de la part du demandeur faire un circuit inutile et illusoire que de demander au légataire de la nue propriété la délivrance de la chose léguée, tandis que les légataires à titre universel se trouvent en possession de tous les biens délaissés par le testateur, et qu'en leur qualité d'usufruitiers, ils sont tenus, à l'exclusion de tous les autres, du paiement dudit legs; qu'ainsi l'action intentée aux légataires universels a été valablement instituée;

« Sur la fin de non-recevoir proposée par le défendeur Jean-Baptiste Leclercq, assigné en déclaration de jugement commun en sa qualité de légataire universel :

« Attendu qu'en cas de décès des légataires à titre universel avant le légataire particulier de la rente viagère dont il s'agit, le défendeur Jean-Baptiste Leclercq eût pu se trouver obligé de l'acquiescer; qu'ainsi, dans le but d'éviter un nouveau procès à la cessation de l'usufruit, le légataire universel de la nue propriété a pu être appelé à intervenir dans une instance qui avait pour but de faire statuer sur la validité ou la caducité du legs qui en est l'objet; que, de ce chef,

il importerait donc également au demandeur, et au défendeur Jean-Baptiste Leclercq, qui eût pu même intervenir volontairement, que la question fût jugée entre toutes les parties et que le jugement fût déclaré commun;

« Attendu qu'il résulte de ce qui vient d'être dit que la demande en intervention formée contre le nu propriétaire est recevable, et qu'une demande de cette espèce ne doit pas être soumise au préliminaire de la conciliation;

« Attendu, au fond, que le legs dont il s'agit n'est pas pur et simple, mais qu'il a été fait sous une condition qui ne s'est pas accomplie; qu'en effet, le testateur n'a eu en vue, en gratifiant le demandeur, que de le mettre à même de continuer ses études théologiques, afin qu'il pût entrer un jour dans l'état sacerdotal; — Qu'on ne peut en douter lorsqu'on considère l'intention qui a présidé à toutes les dispositions de dernière volonté de l'ancien curé de Pellaines, et notamment à celle qui est relative au demandeur, et qui est ainsi conçue : « Je veux que ces 400 francs soient payés annuellement au sieur Louis-Ignace-Joseph Dechentin, *« nes pour continuer ses études en théologie... »* et qu'il soit considéré comme un de mes confrères quand il sera prêtre, et qu'il ait la liberté de rester avec eux au presbytère de Pellaines, et d'être entre-tenu avec eux et jouir sa vie durant de cette somme annuelle de 400 francs; » — Et à la fin de ce codicille, on remarque encore ces expressions : « Bien entendu que ledit Hallaux, son neveu, ou Louis-Joseph Ignace Dechentinnes, devront, l'un ou l'autre, se charger des fonctions pastorales pour lors à Pellaines; »

« Attendu qu'il résulte évidemment de ces termes que le motif impulsif, la cause qui avait déterminé le testateur à gratifier le demandeur d'un legs, était le désir qu'il avait qu'il se fit prêtre, la conviction même dans laquelle il était qu'il embrasserait cet état, et l'on en est d'autant plus persuadé lorsqu'on le voit disposer de biens considérables, tous ou presque tous d'origine ecclésiastique, et en faveur de prêtres, de curés ou de fabriques d'église;

« Attendu que le demandeur n'a pas accompli la condition imposée au legs, et que, loin de se faire prêtre, il a abandonné les études théologiques aussitôt après le décès du testateur Leclercq, arrivé en 1826; qu'on ne peut admettre, comme l'a soutenu le demandeur, que la condition de se faire prêtre doive être réputée non écrite parce qu'elle

serait contraire à l'ordre public et aux mœurs, en ce qu'elle forcerait le gratifié à garder le célibat : car, dans ce cas, le célibat est plutôt une conséquence de l'état de prêtre qu'un effet direct et absolu de la condition d'embrasser cet état, dont, d'ailleurs, l'existence est légale, et reconnue par l'article 117 de la Constitution belge, qui met à charge de l'Etat les traitements et pensions des ministres des cultes ;

« Par ces motifs, le tribunal déclare les demandeurs non fondés, etc. »

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que le testateur a été mu par l'idée que l'appelant se destinait à l'état ecclésiastique, et que la condition sous laquelle il a fait le legs dont il s'agit n'a pas été imposée dans la vue de gêner la liberté religieuse ou civile du légataire ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges, donnant acte aux intimés usufruitiers de leur déclaration, met l'appellation à néant, avec amende et dépens.

Du 5 juin 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

ACQUIESCEMENT. — JUGEMENT. — SIGNIFICATION.

La signification d'un jugement faite directement à partie, sans réserve ni protestation, emporte acquiescement, alors surtout que ce jugement contenait un délai pour la partie signifiée, à l'effet de faire statuer sur le litige, et que rien n'annonce que la signification ait pu avoir un autre but que celui d'en provoquer l'exécution (1).

La dame Godry forma opposition au mariage de son frère qu'elle soutenait devoir être interdit. — Par jugement du tribunal de Mons du 2 février 1839, il lui fut enjoint de faire statuer sur la demande en interdiction par elle formée, et ce dans le terme de trois mois à partir de la signification du jugement. — Le tribunal ordonna en outre que préalablement le conseil de famille émettrait son avis sur l'état du sieur Godry. — Ce jugement fut signifié à la requête du

sieur P. Godry, sans réserve ni protestation, tant à l'avoué de la dame Godry qu'à cette dernière, et par exploit du 9 avril suivant, il en interjeta appel. — Une fin de non-recevoir est opposée prise de l'acquiescement résultant de la signification.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la signification sans réserve ni protestation par l'appelant, directement à l'intimé, du jugement à quo, a, dans l'espèce, emporté acquiescement à ce jugement, d'autant plus que ce jugement contenait un délai pour la partie signifiée, à l'effet de faire statuer sur l'interdiction, et que rien n'annonce que la signification dudit jugement ait pu avoir un autre but que celui d'en provoquer l'exécution ;

Par ces motifs, ouï M. Delebecque dans son avis conforme, dit l'appel non recevable, etc.

Du 5 juin 1839. — Cour de Br. — 3^e Ch.

1^o COUTUME DE LUXEMBOURG. — COMMUNAUTÉ. — DETTES. — 2^o PREUVE TESTIMONIALE. — ACQUÊT. — PROPRE.

1^o *Aux termes de l'article 8, titre VIII, de la coutume de Luxembourg, le survivant des époux doit payer les dettes de la communauté ; il n'a aucune répétition à exercer contre les héritiers du prédécédé, du chef du prix d'immeubles payé après la dissolution du mariage. (Coutume de Luxembourg, art. 8, tit. VIII.)*

2^o *La preuve testimoniale ne peut être admise pour établir qu'un immeuble d'une valeur de plus de 150 francs a été acquis avant le mariage, mais on peut établir par témoins que l'un des conjoints en avait la possession légale. (Code civil, article 1402.)*

J. H. Jonelle et Barbe Gérard s'étaient mariés sous la coutume de Luxembourg. Après le décès de son mari, cette dernière acquitta le prix d'immeubles achetés en commun. Elle vint elle-même à décéder, et ses héritiers assignèrent ceux du mari en partage de la communauté, et notamment d'une maison que les époux Jonelle occu-

(1) Voy. Brux., 5 juillet 1833, 5 déc. 1838 et 2 nov. 1850 (*Pasic.*, 1851, p. 62) ; Paris, cass.,

24 avril 1835 ; Berriat, p. 251 et suiv., édition belge de 1837 ; Bioche, t. 1^{er}, p. 13, n^o 60.

paient durant leur mariage: ils demandaient en même temps d'être déclarés propriétaires d'immeubles acquis pendant le mariage, mais payés après sa dissolution, si mieux n'aimaient les assignés rembourser la moitié du prix.

Les héritiers Jonelle répondirent, 1^o que la maison acquise par les défunts leur appartenait exclusivement, comme propre de leur auteur; 2^o qu'ils étaient propriétaires par moitié des immeubles acquis pendant la communauté, et payés après sa dissolution par la femme survivante; qu'ils ne devaient aucune indemnité de ce chef, par cela que la coutume de Luxembourg, en son article 8, titre VIII, mettait à charge du survivant les dettes des prédécédés.

Le 3 novembre 1858, le tribunal de Neuf-château prononça le jugement suivant :

« Dans le droit, il s'agit de savoir 1^o si, en vertu de l'article 3, titre VIII, des coutumes de Luxembourg, Barbe Gérard était tenue au paiement des trois prairies dont le prix a été payé par elle après le décès de son mari; 2^o si l'article 1402 du Code civil, qui établit une présomption que tout immeuble est réputé acquis de la communauté, s'il n'est prouvé qu'un des époux en avait la propriété ou possession légale avant le mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou de donation pouvant recevoir application sous l'empire desdites coutumes, ou si, au contraire, on ne rentrait pas dans la règle générale que tout demandeur doit prouver le fondement de sa demande ?

« Attendu qu'il est reconnu en fait que J. H. Jonelle, représenté par les défendeurs et Barbe Gérard, représentée par les demandeurs, ont contracté mariage sous l'empire de la coutume de Luxembourg, et que cette dernière a survécu à son mari;

« Attendu que le titre XI de cette coutume ne règle que les successions ordinaires, tandis que le titre VIII seul règle les droits des époux; que partant c'est à ce titre seul qu'il faut recourir pour décider les questions relatives à ces droits;

« Attendu que l'article 8 de ce dernier titre met à charge du survivant des époux, et sans aucune distinction, non-seulement les dettes de la communauté, mais même celles du premier trépassé, espèce dans laquelle se trouvent les 678 francs prétendument payés après la dissolution de la communauté par Barbe Gérard, épouse Jonelle, et dont la moitié est réclamée par les demandeurs ses représentants;

« Attendu qu'il est constant que les trois pièces de terre, nature prairie, dont il s'agit

au procès, ont été acquises pendant la communauté des époux Jonelle, que partant la moitié doit en revenir aux héritiers de l'époux prédécédé qui sont les défendeurs;

« Attendu que si la coutume ne contient pas les mêmes dispositions que l'article 1402 du Code civil, celles-ci sont une règle d'équité qui a dû recevoir son application dans tous les temps;

« Attendu que les défendeurs ont offert la preuve à laquelle d'ailleurs ils étaient tenus d'après la règle : *Ei incumbit probatio qui dicit*, que la maison et dépendances, objet du procès, sont des propres du prédécédé Jonelle;

« Par ces motifs, le tribunal déclare dès maintenant les demandeurs non fondés dans leurs conclusions relatives au remboursement de la moitié du prix des acquisitions faites pendant le mariage des époux Jonelle, et avant faire droit sur le surplus admet les défendeurs à la preuve par eux offerte, tant par titres que par témoins, que la maison, etc., a été échangée contre une maison qui avait été acquise par Jonelle de Lefebvre, et que Lefebvre est décédé trois ans avant le mariage des époux Jonelle. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Dans le droit, y a-t-il lieu d'émender le jugement dont est appel, en tant que les premiers juges ont admis les intimés à prouver par témoins que la maison litigieuse a été échangée contre une autre maison qui avait été acquise par Jonelle de Lefebvre, et de confirmer pour le surplus le jugement ?

Attendu que le titre XI de la coutume de Luxembourg n'est relatif qu'aux successions; que le titre VIII seul règle les droits et les obligations des époux, soit pendant le mariage, soit après la mort de l'un d'eux;

Attendu que la question de savoir si les intimés doivent rembourser aux appelants la somme payée par la dame Jonelle pour solde de la moitié du prix de la prairie et des deux prés acquis par son mari, est relative aux obligations qui pouvaient être à sa charge en sa qualité d'épouse survivante, et qu'ainsi c'est d'après les dispositions du titre VIII de cette coutume qu'elle doit être décidée;

Attendu qu'aux termes de l'article 8 de ce titre l'époux survivant doit acquitter les dettes du premier trépassé; que cette disposition est générale; qu'elle s'applique à toute espèce de dette, et par conséquent aux 678 francs 69 centimes payés par Barbe Gé-

rard après le décès de son époux, et dont la moitié est réclamée par les appelants;

Attendu, en ce qui concerne la preuve offerte, qu'aux termes de l'article 1341 du Code civil, il doit être passé acte de toutes choses excédant la somme et valeur de 150 francs; que la maison dont les intimés demandent à prouver par témoins l'acquisition par Jonelle excède cette valeur, et qu'il n'existe au procès aucun commencement de preuve par écrit de cette acquisition; d'où il suit que c'est à tort que la preuve testimoniale de ce fait a été admise par les premiers juges;

Mais attendu que les intimés, en demandant à prouver que leur auteur avait acquis avant son mariage la maison dont il s'agit, ont virtuellement et à plus forte raison entendu prouver qu'il en avait alors la possession légale, qu'à ce dernier fait s'applique évidemment l'exception qu'établit l'article 1348 du Code civil, à la prohibition de la preuve testimoniale, et que d'ailleurs ce fait, s'il était prouvé, suffirait, d'après l'article 1402 du Code civil, pour faire cesser, en ce qui concerne cette maison, la présomption établie par cet article et lui substituer par suite la présomption que ladite maison était un propre dudit Jonelle;

Par ces motifs, déclare que la preuve testimoniale ne pourra porter que sur la possession légale de la maison dont il s'agit, possession que, suivant la prétention des intimés, Jonelle avait antérieurement à son mariage avec Barbe Gérard; confirme pour le surplus, etc.

Du 5 juin 1839. — Cour de Liège.

—
DOMAINES. — INSTANCES. — MÉMOIRES. — AVOCÉS.

Aux termes de l'article 65 du titre IX de la loi du 2 frimaire an VII, et de l'art. 17 de la loi du 27 ventôse an IX, les instances entre l'administration de l'enregistrement et des domaines et les particuliers se poursuivent sur simples mémoires respectivement signifiés et sans intervention d'avoués; il n'y a pas lieu d'y appliquer la disposition de l'article 153 du Code de procédure, faite pour les actions où l'assistance de ces officiers ministériels est requise.

(¹) Voy. Brux., 2 mars 1822; Gand, 8 mars 1838.

(²) *Contrà*, Gand, 6 mai 1837.

AA&A&T.

LA COUR; — En ce qui touche la distraction des dépens réclamés par M^e Bertrand :

Attendu qu'aux termes de l'article 68, titre IX, de la loi du 22 frimaire an VII, et de l'article 17 de la loi du 27 ventôse an IX, les instances de l'espèce dont il s'agit se poursuivent sur simples mémoires respectivement signifiés, et sans intervention d'avoués; qu'ainsi il ne saurait être question d'y appliquer la disposition de l'article 153 du Code de procédure civile, faite pour les actions où l'assistance de ces officiers ministériels est requise; donne défaut contre l'administration, etc.; dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner la distraction des dépens au profit de M^e Bertrand.

Du 6 juin 1839. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

—
BALL..

Liège, 6 juin 1839. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 38.

—
1^o APPEL. — INTERLOCUTOIRE. — PRÉPARATOIRE. — ENQUÊTE. — RÉSERVES. — 2^o COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — GARANTIE.

1^o *Peut-on, en interjetant appel d'un jugement interlocutoire, appeler en même temps d'un jugement préparatoire qui l'a précédé* (¹)? — Rés. aff.

Quand, après la signification d'un jugement interlocutoire ordonnant une preuve, la partie présente requête dans la huitaine aux fins d'ouverture d'enquête sous réserve expresse d'appel, cet appel interjeté dans les trois mois est-il encore recevable (²)? (Code de procéd., art. 257, 445.) — Rés. aff.

2^o *Une commune assignée en responsabilité en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV peut-elle appeler en garantie une autre commune dont les habitants auraient pris part au pillage, afin que celle-ci ait à coopérer pour sa part à la réparation du préjudice* (³)? (Loi du 10 vend. an IV, art. 3, tit. IV.)

(²) Voy. dans ce sens Bruxelles, 21 nov. 1835, 12 août 1837; Liège, 7 mai 1838. Voy. aussi Paris, cass., 17 juin 1817.

La maison de campagne de MM. Anthéunis, située à Laerne, a été pillée le 5 avril 1831. — Les communes de Wetteren et de Laerno ayant été citées en justice le 7 juillet 1832, aux fins d'indemnité conformément à la loi du 10 vendémiaire an iv, la commune de Laerne, par exploit du 20 décembre 1832, assigna en intervention la commune de Caleken, afin qu'elle eût à concourir pour sa part à la réparation du préjudice causé par le pillage auquel ses habitants avaient pris part. — MM. Anthéunis prirent contre la commune de Caleken les mêmes conclusions que contre les communes de Wetteren et de Laerne.

La commune de Caleken, après avoir opposé contre la demande en intervention une fin de non-recevoir tirée de l'article 529 et suivants du Code de procédure, dénia subsidiairement toute coopération de ses habitants au pillage de 1831.

Le 14 août 1833, jugement du tribunal de Termonde, qui rejette la fin de non-recevoir et ordonne à la commune de Laerne « de signifier à sa partie adverse un écrit « contenant les faits au moyen desquels elle « entend prouver que celle-ci serait tenue « de contribuer avec elle à la réparation « des dommages causés, pour, après que la « commune de Caleken aura répondu à ces « faits dans le délai de la loi, être statué « par le tribunal comme il sera jugé convenir. »

Par un écrit signifié le 19 février 1833, la commune de Laerne posa en fait « que les « rassemblements qui avaient commis les « excès étaient formés d'habitants des communes de Caleken et de Wetteren, et que « différents objets pillés avaient été trouvés « chez des habitants de cette première commune. »

La commune de Caleken contesta l'admissibilité et la pertinence des faits posés : « S'il est vrai, disait-elle, qu'envers la « partie lésée la loi du 10 vendémiaire an iv « renferme des dispositions tellement exorbitantes et en dehors du droit commun, « qu'elle accorde à cette partie le droit d'attaquer toutes les communes dont les habitants auraient pris part au pillage, il

« n'en est pas ainsi toutes les fois que les « communes croient devoir agir les unes « contre les autres pour faire contribuer, « s'il y échet, à la réparation du dommage « causé : c'est ce qui a même été décidé « par le jugement du 14 août 1833 passé « en force de chose jugée entre toutes les « parties sur les conclusions prises entre les « communes de Wetteren et de Laerne (1), « les faits cotés ne sauraient donc avoir « pour conséquence la responsabilité du « corps moral de la commune de Caleken, « mais il reste libre à la commune de Laerno « d'agir comme de conseil contre ceux des « habitants de Caleken qu'elle croirait avoir « fait partie de l'attroupement ou s'être « approprié des objets provenant du pillage. »

Le 13 août 1835, second jugement, qui déclare la commune de Caleken non fondée dans ses fins et exceptions, admet la pertinence des faits posés par la commune de Laerne, et en ordonne la preuve par tous moyens de droit.

Ce jugement a été signifié le 3 novembre 1835 à la requête de la commune de Laerne à l'avoué de la commune de Caleken. — Le 4 novembre, la commune de Caleken présente requête au juge-commissaire, à l'effet d'obtenir ordonnance portant jour et heure auxquels seront entendus les témoins à citer, le cas échéant, en termes de preuve contraire : elle y ajoute la réserve très-expresso d'interjeter appel du jugement du 13 août 1835. — Le 1^{er} décembre 1835, la commune de Caleken appelle des deux jugements des 14 août 1833 et 13 août 1835.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant, en ce qui touche la fin de non-recevoir proposée à l'appel du jugement du 14 août 1833, que cet appel n'a été interjeté que contre la disposition de ce jugement qui ordonne à la commune de Laerne de signifier à la commune de Caleken les faits au moyen desquels elle entend prouver que celle-ci serait tenue de contribuer avec elle à la réparation

(1) Il s'agissait entre les communes de Wetteren et de Laerne de savoir si une commune, dont les habitants auraient provoqué au pillage, ou l'auraient préparé, organisé ou toléré, en ne prenant aucune mesure pour s'y opposer, qui, en un mot, par son fait, par sa négligence, par son inertie, aurait été la cause du pillage, doit rendre indemnes les communes auxquelles la loi

de vendémiaire a imposé le devoir de payer les dommages. Et le tribunal, par son jugement du 14 août 1835, a décidé que les faits posés par les communes de Laerne et de Wetteren sont inadmissibles, comme tendant à faire passer sur ces communes des solidarités que le droit commun repousse, et que la loi exceptionnelle de l'an iv n'a point établie.

tion des dommages; que ce jugement, en ce qui concerne cette disposition, est purement préparatoire, en tant que le droit de contester tant la pertinence que l'admissibilité de ces faits demeure réservé à la commune de Calcken, et que dès lors l'appel en serait recevable d'après l'article 451 du Code de procédure civile, encore qu'il eût été exécuté sans réserves;

Que vainement on objecterait que, d'après ce même article, l'appel d'un jugement préparatoire ne peut être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement; que cette disposition a évidemment pour but, ainsi qu'il résulte de l'exposé des motifs, d'empêcher les appels isolés des jugements préparatoires; mais nullement de proscrire l'appel d'un pareil jugement, interjeté conjointement avec l'appel d'un jugement interlocutoire subséquent, et appelable, qu'il a préparé, et avec lequel il s'identifie; qu'interpréter autrement cet article, qui ne parle du jugement définitif que comme du cas le plus fréquent, serait s'attacher judaïquement à la lettre de la loi pour contrarier son esprit; d'où suit que cette fin de non-recevoir n'est pas fondée;

Considérant, quant à la fin de non-recevoir opposée à l'appel du jugement du 13 août 1835, que, d'après l'article 451 du Code de procédure civile, l'on peut interjeter appel d'un jugement interlocutoire avant ou avec l'appel du jugement définitif; qu'il résulte incontestablement de cette disposition qui ne distingue point, que l'on peut appeler d'un jugement interlocutoire ordonnant des enquêtes, conjointement avec l'appel du jugement définitif qui a statué sur le mérite de ces enquêtes, et partant nécessairement après l'ouverture forcée et le parachèvement de ces enquêtes; — Que si l'article 257 du même Code veut que l'enquête soit commencée, sous peine de nullité, dans la huitaine du jour de la signification du jugement à avoué, c'est uniquement pour accélérer la procédure et pour prévenir ainsi autant que possible la subornation des témoins, mais nullement pour restreindre le délai ordinaire d'appel pour ce jugement à un délai spécial de huitaine; qu'indépendamment qu'il n'existait aucun motif particulier pour introduire un délai exceptionnel d'appel aussi court pour cette sorte de jugements, il aurait fallu en tout cas un texte de loi positif et formel pour qu'il existât; mais que pareille disposition ne se rencontre ni dans l'article 257, ni ailleurs, tandis que le législateur n'aurait

certainement pas manqué de l'introduire, s'il en avait voulu, en présence des articles 445 et 451 du même Code, et surtout de la loi ancienne, le décret du 3 brumaire an II, qui même n'admettait les appels de ces jugements qu'après les enquêtes et conjointement avec l'appel du jugement définitif; — Qu'aussi la fin de non recevoir dont s'agit n'est pas puisée dans la tardiveté de l'appel, mais dans l'acquiescement au jugement; et attendu sous cet aspect que si, en droit, pareil acquiescement peut n'être qu'implicite et se déduire d'un acte, il faut toutefois que cet acte soit tel que la volonté d'acquiescer, et partant de renoncer à l'appel, en résulte nécessairement, et que cet acte par conséquent ne puisse être posé aux yeux de la loi avec une autre intention que celle d'acquiescer; — Et attendu que, dans l'espèce, la requête d'ouverture d'enquête présentée par l'appelante lui était ordonnée par la loi sous peine de déchéance; que si, malgré cette obligation, l'appelante, eu égard à la faculté qu'elle avait d'appeler, n'en restait pas moins libre de présenter ou non cette requête, et que sous ce rapport l'on pût, de ce qu'elle l'a présentée au lieu d'appeler, en conclure qu'elle a acquiescé au jugement, toutefois il n'en demeure pas moins constant que la loi ne lui imposait pas cette alternative de présenter cette requête ou d'appeler dans un même délai de huitaine; qu'au contraire si d'une part elle l'obligeait d'ouvrir son enquête dans ce court délai, d'autre part elle lui laissait le délai ordinaire d'appel intact; qu'il suit de là que l'appelante a pu tout aussi bien présenter sa requête avec l'intention de se maintenir dans l'état légal de la délibération si elle appelait ou non, qu'avec l'intention d'acquiescer au jugement et de ne pas appeler; — Que dès lors, dans le doute, c'est la première supposition favorable à la conservation du droit d'appeler qui doit prévaloir, là où l'appelante a déclaré par une protestation formelle, non contraire, mais conciliable avec l'acte qu'elle a posé, que c'était avec l'intention de conserver son appel qu'elle entendait ouvrir son enquête, loi 20, ff., de acq. vel omitt. hered.; qu'il suit de ce qui précède que la fin de non recevoir opposée à l'appel du second jugement n'est également pas fondée;

Considérant, au fond, que si en fait il était établi que la commune de Calcken, ici appelante, eût participé au pillage par ses habitants, en droit sa responsabilité et son obligation à contribuer avec les communes de Wetteren et de Lacene aux indem-

nités du chef de ce pillage se trouveraient écrites en toutes lettres dans l'article 3 du titre IV de la loi du 10 vendémiaire an IV ; — Attendu que cet article ne confère pas à la victime du pillage le droit de réclamer autant de fois le montant des dommages par elle soufferts qu'il y a des communes responsables, mais au contraire rend toutes ces communes contributoirement responsables des mêmes dommages une fois dus ; qu'il suit de là que, non-seulement le pillé a une action contre toutes ces communes à la fois pour obtenir ses indemnités, mais encore que s'il a agi seulement contre quelques-unes de ces communes, celles-ci ont dès lors intérêt et action pour appeler leurs consorts en cause, aux fins qu'elles soient conjointement condamnées à concourir, chacune pour sa part, au paiement de ces indemnités, et empêcher ainsi qu'elles ne soient condamnées à payer, outre la part à laquelle elles sont tenues, la part et la dette des autres ; — Qu'il résulterait d'ailleurs du système contraire de la commune appelante, qu'il dépendrait du bon plaisir du pillé, en n'attaquant qu'une seule des communes responsables, de faire peser sur elle seule toute la responsabilité : ce qui serait contraire tant au texte formel de l'article 3 du titre IV de la loi du 10 vendémiaire an IV, qu'à son esprit, qui est d'atteindre toutes ces communes, pour prévenir d'autant mieux les pillages, mais de n'imposer néanmoins à chacune d'elles qu'une part dans les indemnités, comme chacune d'elles n'a pris qu'une part dans le pillage :

Attendu que c'est à tort que l'appelante a cru trouver une décision contraire dans le jugement du 14 août 1833 ; que la disposition qu'elle invoque n'est relative qu'à l'action en garantie tendante à débarger l'une des communes de son obligation et de sa part contributoire, pour en charger exclusivement une autre, et ainsi une action tendante à des fins tout opposées que celle dont s'agit dans l'espèce, qui a pour objet la contribution de toutes les communes responsables ; que cette disposition d'ailleurs est intervenue entre les communes de Wetteren et de Laerne, et qu'ainsi sous aucun rapport elle ne saurait constituer chose jugée en faveur de l'appelante, ni contrarier la présente action qu'elle tend plutôt à justifier, puisqu'elle consacre le principe de la responsabilité absolue et de l'obligation in-

évitable de contribuer au préjudice causé par le pillage pour toute commune à raison du seul fait de sa coopération par ses habitants, quelque étendue que soit d'ailleurs la culpabilité d'une autre commune ou de ses habitants, de sorte que le texte et l'esprit de l'article 3 du titre IV de la loi de vendémiaire an IV justifient la décision objectée, et que cette décision concourt avec ce même article à légitimer l'action dont s'agit ;

Par ces motifs, M. l'avocat général Colinez entendu et de son avis, reçoit les appels, et y faisant droit, les met à néant, etc.

Du 7 juin 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

DERNIER RESSORT. — SAISIE. — DOMMAGES INTÉRÊTS. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE. — INCIDENT.

Pour déterminer la compétence en premier et dernier ressort, ce n'est point la valeur des objets saisis qui doit être considérée, mais bien la somme pour laquelle la saisie a été faite (1).

La conclusion incidente du saisi, en nullité de la saisie avec condamnation aux dommages et intérêts, serait-elle sans influence sur la recevabilité de l'appel? — Rés. aff.

Le juge autorisé à statuer en dernier ressort sur la demande principale l'est aussi pour statuer sur les incidents du procès (2).

Par exploit du 25 juin 1838, Demeyer fit assigner les sieurs Thoen devant le tribunal de Gand, à l'effet de se voir condamner à lui payer une somme de 228 francs 57 centimes pour loyer ; 2^e celle de 7 francs 28 centimes pour les frais du commandement, et pour faciliter ledit paiement, voir déclarer bonne et valable la saisie-gagerie pratiquée par procès-verbal du 25 juin 1838.

Les défendeurs ont conclu à la nullité de la saisie-gagerie et à des dommages-intérêts, en se foudant sur ce que l'intimé était sans droit d'exiger le paiement du loyer aussi longtemps qu'il n'avait pas fait les réparations nécessaires au bien loué.

Par jugement du 11 juillet 1838, le tribunal de Gand tint la demande en validité de la saisie-gagerie en surséance jusqu'à déci-

(1) Voy. BRUX., 13 juillet 1826 et 30 avril 1827 ; DALLOZ, t. 8, p. 299.

(2) Voy. BRUX., 12 avril 1827 ; DALLOZ, t. 8, p. 270.

sion sur l'exception des défendeurs tirée du défaut de réparations.

Par un second jugement du 28 juillet rendu sur la demande des sieurs Thoen faite par exploit du 27 juin 1858, des experts furent nommés à l'effet de constater l'état de la maison louée.

Le rapport des experts ayant été notifié aux défendeurs, le demandeur ramena la cause à l'audience et déclara persister dans ses conclusions, offrant au surplus de faire les réparations au bien loué qui pourraient être à sa charge.

Les défendeurs conclurent à ce que le demandeur fût déclaré non recevable, par le motif que la cause ne pouvait pas être poursuivie aussi longtemps que ce dernier n'avait pas levé ni notifié une expédition régulière du jugement du 11 juillet 1858, conformément à l'article 142 du Code de procédure.

En réponse, le demandeur a soutenu que l'extrait de la feuille d'audience de ce jugement notifié par lui devait suffire, puisque le jugement en question n'était que préparatoire et ne contenait aucune condamnation, et que dans tous les cas les défendeurs étaient sans droit d'exiger la levée de cette expédition du jugement par suite de l'exécution par eux donnée audit jugement.

Par un second jugement du 13 octobre 1858, ces nouvelles conclusions tendantes à la levée d'une expédition régulière du jugement du 11 juillet 1858 furent abjurgées : le tribunal de Gand condamna en même temps le demandeur à faire les réparations indiquées par les experts, et les défendeurs à payer leur loyer après l'achèvement de ces réparations.

En exécution de ce dernier jugement, le demandeur fit exécuter les réparations à la maison qui lui incombait, et après leur entier achèvement il somma les sieurs Thoen de payer leur loyer : ceux-ci, au lieu d'y satisfaire, interjetèrent appel du jugement du 13 octobre 1858.

L'intimé a conclu à la non-recevabilité de l'appel, en se fondant sur ce que la contestation sur laquelle était intervenu le jugement *à quo* n'excédant pas 1,000 francs, ce jugement avait été rendu en dernier ressort.

ARRÊT.

LA COUR :— Attendu que l'intimé a opposé une fin de non-recevoir tirée de ce que le jugement dont est appel est en dernier ressort, la somme qui fait l'objet de la demande et pour laquelle la saisie-gagerie a

été pratiquée étant au-dessous de 1,000 fr.;

Qu'en effet, pour déterminer la compétence en premier et dernier ressort, ce n'est point la valeur des objets saisis qui doit être considérée, mais bien la somme pour laquelle elle a été faite, et que, dans l'espèce, cette somme n'est que de 228 francs 37 centimes pour loyer écchu, et 7 francs 28 centimes pour frais de commandement.

En ce qui touche l'objection des appelants qu'ayant de leur côté conclu à la nullité de la saisie avec condamnation aux dommages et intérêts, et ces dommages étant indéterminés, le premier juge n'a pu prononcer qu'en premier ressort :

Attendu que cette demande reconventionnelle, quoique indéterminée, quant aux dommages réclamés, n'avait aucune cause antérieure à la saisie et à la demande en validité faite le même jour; qu'elle n'a eu lieu qu'incidemment et comme défense à l'action principale dont elle dérive et dont elle n'est qu'un accessoire;

Que les appelants ont encore opposé que l'appel est recevable, le premier juge n'ayant pu prononcer qu'en premier ressort sur l'irrégularité dans l'expédition du jugement du 11 juillet 1858;

Attendu que le juge *à quo* étant autorisé à statuer sur la demande principale de l'intimé en dernier ressort, il avait le droit de statuer de la même manière sur toutes les exceptions et défenses employées dans le cours du procès, et partant sur le soutènement de cette irrégularité comme moyen de défense à la demande principale; qu'il suit de ce qui précède que le jugement dont est appel est en dernier ressort;

Par ces motifs, M. Colinez, avocat général, entendu en son avis conforme, sans avoir égard aux moyens et exceptions des appelants, déclare l'appel non recevable, etc.

Du 7 juin 1859. — Cour de Gand.

PROROGATION DE JURIDICTION. —

ANITAERS.

Lorsque des associés, en dissolvant leur société, ont, malgré que le siège en fait ailleurs, nommé des arbitres domiciliés dans le lieu de leur domicile propre, auxquels ils ont laissé prononcer un jugement en partie définitif et en partie interlocutoire déclaré exécutoire par le président du tribunal de ce domicile, et exécuté ensuite par l'un d'eux, il y a prorogation

de juridiction du juge commercial de leur domicile, qui rend les parties non recevables à exciper de son incompétence. (Code de comm., art. 51.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les circonstances de la cause établissent que, dans l'intention des parties, la ville de Turnhout était destinée à être le siège principal de la société contractée par acte du 20 avril 1837, de sorte que le dépôt de cet acte, fait le 3 mai suivant au greffe du tribunal de ladite ville, au prescrit de l'article 42 du Code de commerce, a pleinement validé la société à l'occasion de laquelle le jugement arbitral dont il s'agit a été rendu;

Attendu que les parties domiciliées à Bruxelles ont, en dissolvant cette société à Bruxelles, le 12 décembre de la même année, nommé des arbitres domiciliés dans cette même ville, pour statuer sur toutes les difficultés et contestations auxquelles la liquidation de cette société pourrait donner naissance;

Attendu que le 23 septembre 1838 les arbitres nommés ont prononcé un jugement en partie définitif et en partie interlocutoire, qui, déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, a été déclaré exécutoire par le président de ce tribunal, le 8 octobre suivant, et que, loin de contester la compétence de ce magistrat, l'appelant a volontairement exécuté ce jugement en faisant entendre des témoins pour la preuve à laquelle il était admis;

Attendu qu'en agissant comme elles l'ont fait, les parties ont prorogé la juridiction du juge commercial de Bruxelles, si tant est que dans l'origine l'affaire eût été de la compétence du juge de Turnhout;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bray entendu en son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 8 juin 1839. — Cour de Bruxelles. — 2^e Ch.

IMPOSITIONS COMMUNALES. — FRAUDE. — POURSUITE. — RECEVABILITÉ. — MINISTÈRE PUBLIC.

Une poursuite en matière de fraude aux impositions communales intentée à la requête d'une ville et tendante à faire condamner le prévenu aux peines et aux amendes comminées par les lois, et dans

laquelle le ministère public n'est intervenu que pour donner son avis ou ses conclusions, est-elle nulle? — Rés. aff.

En d'autres termes : *La poursuite des délits et contraventions en matière d'octroi doit-elle être faite d'office par le ministère public, sauf aux communes à faire défendre leurs intérêts devant le juge et à poursuivre l'exécution des jugements obtenus (1)?* (Loi du 29 avril 1819, art. 15 et 16.) — Rés. aff.

Si l'on pouvait considérer l'action telle qu'elle a été intentée, d'après ce qui a été dit plus haut, comme une action purement civile, n'en serait-elle pas moins non recevable, pour défaut d'autorisation de la députation provinciale? (Loi comm., art. 77.) — Rés. aff.

Un acte par lequel la députation provinciale l'autorise à se porter partie civile dans l'appel interjeté par le ministère public contre le jugement à quo (appel qui n'existe pas), pourrait-il couvrir le vice originaire de la demande? — Rés. nég.

Par jugement du tribunal de Louvain, en date du 22 mars 1839, un procès-verbal dressé par les employés des taxes municipales à charge de Jockmans, prévenu de tentative de fraude avec résistance, fut déclaré nul. — La ville de Louvain appela dans ses intérêts civils seulement, et sans préjudice aux peines à requérir par la partie publique.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu la citation donnée à Jockmans, père et fils, le 22 janvier 1839, le plumeux des audiences correctionnelles tenues au tribunal de Louvain, et le jugement rendu par ce tribunal le 16 mars suivant, d'où il résulte 1^o que les prévenus ont été cités à la requête seule de la ville de Louvain; 2^o que ladite ville les a cités aux fins de s'entendre condamner aux peines portées par les lois et règlements sur les octrois communaux pour tentative de fraude, avec condamnation solidaire, à titre de dommages, aux amendes comminées par lesdites lois et règlements; 3^o que le ministère public n'est intervenu dans la cause que pour donner son avis ou ses conclusions;

(1) Voy. Brux., cass., 16 juin 1830.

Attendu que la poursuite des délits ou contraventions en matière d'octrois est régie par la loi spéciale du 29 avril 1819; qu'aux termes de cette loi lesdites contraventions et délits doivent être poursuivis d'office par le ministère public, lequel seul d'ailleurs a qualité pour requérir l'application des peines prononcées par la loi, sauf aux communes à faire défendre leurs intérêts devant le juge, et à poursuivre l'exécution des jugements intervenus (articles 15 et 16);

Attendu dès lors que l'action intentée à Jockmans père et fils est irrégulière et n'aurait pu être suivie d'aucune condamnation pénale devant le tribunal de Louvain;

Attendu que l'affaire se présente devant la Cour avec la même irrégularité, puisque le ministère public n'a pas appelé du jugement qui acquitte les prévenus;

Attendu que si l'on considère les poursuites dont il s'agit comme une action purement civile, il n'appert pas des pièces produites que la ville de Louvain ait été autorisée à intenter ladite action, conformément à la loi communale du 30 mars 1830; qu'à la vérité, il existe au dossier un acte par lequel la députation provinciale du Brabant l'autorise à se porter partie civile dans l'appel interjeté par le ministère public contre le jugement *à quo*, mais que cette autorisation, outre qu'elle repose sur un appel qui n'existe pas de la part du ministère public, ne saurait couvrir le vice originaire de la demande;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, et faisant droit par disposition nouvelle, renvoie les intimés des fins de la prévention.

Du 8 juin 1839. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

COMMUNE. — ENCLAVE. — RACCORDEMENT. — UTILITÉ PUBLIQUE.

La commune qui veut raccorder un chemin vicinal sans issue à un autre chemin ne peut réclamer le passage sur une propriété privée aux termes de l'article 682 du Code civil pour le cas d'enclave; elle doit faire décréter le raccordement d'utilité publique pour obtenir le terrain nécessaire à sa construction (1). (Code civil, art. 650 et 682.)

(1) Voy. Delalleau, *Traité de l'expropriation*, nos 119, 123 et 148.

La commune de Flawines voulait relier un chemin vicinal, sans issue, dit du *déversoir*, au chemin de Floriffoux. Ayant besoin pour faire le raccordement de passer sur le terrain du sieur Pirot, elle l'avait assigné devant le tribunal de Namur, pour avoir à lui livrer passage, aux termes de l'article 682 du Code civil, pour enclave. Pirot soutint qu'on ne pouvait traverser son terrain pour enclave; qu'il ne pouvait être déposé que pour utilité publique, et après que cette utilité aurait été constatée par l'autorité administrative. Ce système a triomphé en première instance et en appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la demande de la partie appelante tend à contraindre l'intimé à céder un terrain pour l'établissement d'un chemin destiné à raccorder le chemin de Floriffoux à Flawines avec celui de Bausch à Flawines; qu'il ne s'agit pas ici d'un droit de passage pour l'exploitation d'un fonds enclavé, mais d'un chemin réclamé sur une propriété privée pour l'utilité communale;

Considérant que, d'après l'article 650 du Code civil, tout ce qui concerne les servitudes établies pour l'utilité des habitants *ut universi* est déterminé par des lois ou des règlements particuliers aux termes desquels la nécessité du chemin réclamé doit être préalablement constatée par l'autorité administrative; qu'il s'ensuit que, dans l'état de la cause, la demande de la commune ne saurait être accueillie;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 12 juin 1839. — Cour de Liège.

COMPÉTENCE. — TRIBUNAUX DE COMMERCE. — FACTEURS.

L'action d'un chef de fabrication contre un fabricant, à raison d'un traité intervenu entre eux à l'occasion et pour l'exploitation de l'industrie de ce fabricant, est-elle de la compétence des tribunaux de commerce (2)? — Rés. aff.

Notamment : Ce tribunal peut-il statuer sur la demande d'appointements formée par le chef de fabrication? — Rés. aff.

(2) Voy. dans ce sens Paris, 29 nov. 1835, 24 août 1829 et 11 mars 1854; rejet, 15 décem-

Est-il compétent pour apprécier une demande de majoration de traitement stipulée pour le cas où l'efficacité d'un procédé de fabrication communiqué au fabricant aurait été reconnue? — Rés. aff.

Par convention du 16 décembre 1837, il fut stipulé entre les sieurs Cappellemans, négociant, et Lainé, chef de fabrication d'acide sulfurique, que ce dernier établirait, dans la fabrique du premier, un nouveau procédé pour la fabrication de ce corps chimique, et se chargerait de l'exécution des travaux et des soins relatifs à ce procédé : il devait recevoir 2,400 francs d'appointements par année, et ensuite, au lieu de cette somme, celle de 3,000 fr. lorsque l'efficacité du procédé aurait été reconnue.

Par exploit du 9 mars 1839, Lainé fit assigner le sieur Cappellemans devant le tribunal de commerce de Bruxelles, en paiement 1° de 600 francs de supplément de traitement pour l'année 1838, et 2° de 500 francs pour les mois de janvier et février 1838.

Le défendeur ne proposa aucun déclinatoire. Il prétendit que le demandeur n'avait pas rempli ses obligations.

Le tribunal, par avant-faire-droit, ordonna au demandeur de prouver qu'il avait rempli toutes les conditions qui lui avaient été imposées par le contrat.

Appel de la part de Cappellemans, qui conclut à ce qu'il fût déclaré que le premier juge était incompétent à raison de la matière.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 634 du Code de commerce, les tribunaux de commerce connaissent des actions contre les facteurs, commis de marchands, ou leurs serviteurs, pour le fait du trafic de marchands auxquels ils sont attachés;

Attendu qu'il serait difficile de comprendre comment le juge compétent, pour connaître de l'action du marchand, ne pourrait

pas, dans le même cas donné, connaître de l'action des commis, facteurs ou serviteurs, contre le marchand;

Attendu que la convention, dont l'intimé demande l'exécution, concerne le trafic de l'appelant;

Attendu en outre que cette convention renferme la vente d'un procédé de fabrication, que l'appelant achète pour en faire usage dans sa fabrique, de sorte que, sous ce second rapport, elle constitue un acte réputé commercial par l'article 632 du Code précité;

Par ces motifs, M. l'av. gén. Delebecque entendu en son avis, sans s'arrêter à l'exception d'incompétence, etc.

Du 15 juin 1839. — Cour de Bruxelles.

1° SUGGESTION. — TESTAMENT. — DOL. — 2° TESTAMENT MYSTIQUE. — LECTURE. — ÉCRITURE. — LÉGATAIRE. — NULLITÉ.

1° *La preuve de la captation et de la suggestion ne doit-elle être admise que lorsque les faits posés tendent à prouver le dol, c'est-à-dire que les dispositions ont été surprises par des inspirations et des suggestions artificieuses et frauduleuses, et que la volonté du testateur n'a pas été libre, mais contraire aux dispositions qu'il a faites (1)? — Rés. aff.*

2° *Suffit-il, aux termes de l'article 978 du Code civil, relatif aux formes des testaments mystiques, qu'il soit prouvé que le testateur savait ou pouvait lire, et ainsi le fait que le défunt n'avait pas lu le testament mystique laissé par lui doit-il être repoussé comme irrelevante? — Rés. aff.*

Un testament mystique serait-il nul, par cela qu'il aurait été écrit par un des légataires? — Rés. nég.

Le 14 décembre 1837, J. Verspeyen remit au notaire Michiels un papier clos et

bre 1835; Limoges, 30 juillet 1836; Pardessus, n° 38 et 1340. *Contrà*, Carré, *Lois de la comp.*, art. 387; Delvineourt, *Inst. comm.*, p. 363 (édit. belge); Dalloz, t. 5, p. 368, n° 3; Despréaux, *Compét. des trib. de comm.*, n° 410. — Il n'a aussi été jugé par plusieurs arrêts que les tribunaux de commerce ne sont pas compétents pour connaître des actions intentées par des ouvriers et commis contre leurs maîtres (quoique marchands), pour le paiement de leurs salaires et

traitements, Aix, 30 janv. 1830; Poitiers, 27 janvier 1830; Montpellier, 10 juillet 1830; Bordeaux, 21 fév. 1826; Rouen, 26 mai 1828; Devilleneuve, *Dictionn. de droit comm.*, v° *Acte de comm.*, n° 133. Voy. aussi *Pasic. belge*, 1850, p. 73.

(1) Voy. Lyon, 25 mars 1833; 21 nov. 1837 et Paris, rejet, 22 déc. 1841 (*Pasic.*, 1843, 1, 54); Zaelhariz, § 654.

scellé, contenant, selon sa déclaration, son testament écrit par un tiers et signé par lui, testateur. Il mourut le même jour. Ce testament mystique fut attaqué par les héritiers du sang. — Par jugement du 12 décembre 1838, ils furent admis à prouver qu'à l'époque du testament J. Verspeyen ne savait et ne pouvait lire. Le fait posé par eux, que J. Verspeyen n'avait pas lu le testament, fut déclaré non pertinent : ils furent aussi admis à prouver, comme éléments de dol et de suggestion, les faits qui suivent : 1° que lorsque les parents de feu J. Verspeyen désiraient voir celui-ci qui se trouvait indisposé, la légataire A. Goomans engageait le malade à ne pas les recevoir, disant qu'ils ne venaient que pour ses écus ; 2° qu'elle se plaignait au malade d'avoir encouru la haine de la famille de celui-ci à cause du zèle qu'elle mettait à le soigner ; 3° que lorsque déjà J. Verspeyen se trouvait à l'extrémité elle faisait accroître aux membres de sa famille qu'il était en pleine convalescence, qu'il venait de manger un bifteck et serait en état de quitter sa chambre dès le lendemain ; 4° qu'elle a dit en présence de témoins que la famille Verspeyen aurait voulu la réduire à une rente viagère de sept sous par jour, mais qu'elle avait pris ses mesures pour qu'il en fût autrement.

Les hospices, légataires universels, ont interjeté appel de ce jugement, en ce qu'il avait admis comme pertinents les faits articulés pour faire annuler le testament du chef de dol et de suggestion. Il ne suffit pas, disaient-ils, qu'il y ait dol et fraude, il faut encore que ce dol et cette fraude aient amené une modification dans la volonté personnelle du testateur ; si des manœuvres frauduleuses n'ont amené aucun changement de volonté, pour quel motif annulerait-on ce qu'elles n'ont point vicié ? (Voy. Dalloz, v° *Dispos. entre-vifs*, p. 209, n° 2, et les auteurs et arrêts qu'il cite.)

Les héritiers du sang ont interjeté appel incident du même jugement, en tant qu'ils n'avaient pas été admis à prouver que le testateur n'avait pas lu le testament. « Un testament doit exprimer la volonté du défunt ; s'il n'a pas lu le testament mystique, que, il n'est pas constant que ce soit sa volonté qui y est consignée. » (Besançon,

9 fructidor an xi, confirmé par arrêt de cassation du 6 messidor an xii ; Paillet, sur l'article 978 du Code civil.) (1).

Ils ont soutenu aussi que le testament devait être annulé, parce qu'il contenait un legs au profit de celui qui l'avait écrit.

AAAT.

LA COUR ; — Sur l'appel principal, en ce qui touche les faits de suggestion et de captation articulés par les intimés, et déclarés pertinents par le premier juge :

Attendu que la captation et la suggestion ne sont pas des moyens différents du dol et de la fraude ; que la preuve n'en doit être admise que lorsque les faits posés tendent à prouver le dol, c'est-à-dire à prouver que les dispositions ont été surprises par des inspirations et par des suggestions artificieuses et frauduleuses, et que la volonté du testateur n'a pas été libre mais contrainte aux dispositions qu'il a faites ;

Que les faits articulés par les intimés ne sont pas apercevoir du côté du testateur les vestiges d'une volonté contraire aux dispositions qu'il a faites, et du côté de la légataire A. Goomans, à laquelle on impute la suggestion, des traces de ces menées artificieuses et frauduleuses qui caractérisent la captation et la suggestion, à la faveur desquelles elle serait parvenue à déterminer le testateur à adopter comme sienne une volonté étrangère ; qu'il résulte de ce qui précède que le premier juge a infligé grief aux appelants en déclarant lesdits faits pertinents et concluants dans leur ensemble pour établir la captation et la suggestion.

Sur l'appel incident :

Attendu que toutes les formalités exigées par la loi pour donner au testament mystique la forme probante ont été observées, et qu'en cette matière on ne peut admettre une nullité non prévue par le Code civil ;

Attendu que l'article 978 du Code civil n'exige, pour la validité du testament mystique, que la preuve que le testateur savait ou pouvait lire ; que c'est là la seule condition requise ; qu'il suffit donc que le testateur ait pu lire et vérifier ce qu'il a fait écrire par le ministère d'un tiers personne ; qu'ainsi le fait posé par la partie Vanhove que le défunt Verspeyen n'aurait pas lu

(1) Cet arrêt est invoqué mal à propos par les intimés, comme il est aisé de s'en convaincre, et comme le prouve suffisamment le premier motif de l'arrêt de la Cour de cassation, conçu en ces

termes : « Considérant que le tribunal de Besançon a considéré en fait que le testateur a été dans l'impuissance de lire. »

le testament est irrelevant dans l'espèce;

Attendu que c'est encore sans fondement que les intimés ont prétendu tirer un moyen de nullité de ce que le testament mystique dont il s'agit aurait été écrit par un des légataires; que la loi ne défend pas au testateur d'employer dans ce cas pour scribe de ses dispositions testamentaires celui qu'il aurait avantagé;

Par ces motifs, M. Donny, premier avocat général entend en son avis conforme..., infirme le jugement dont appel, en tant qu'il a déclaré pertinents et relevant les faits de captation et de suggestion articulés par les intimés...; déclare les intimés non fondés dans leur soutènement que le testament mystique du sieur Verspeyen serait nul pour avoir été écrit par un des légataires, etc.

Du 15 juin 1839. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

EAUX (POLICE DES). — MOULIN.

Le fait de la part d'un meunier de n'avoir levé qu'en partie la vanne de décharge, bien que les eaux dépassassent de plusieurs centimètres la hauteur fixée par une ordonnance de la députation provinciale, rentre-t-il sous l'application des articles 15 et 16 du titre II de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, s'il n'est pas établi que le défaut d'avoir suffisamment ouvert la vanne de décharge ait été la cause unique et nécessaire des inondations qui ont eu lieu (1)? — Rés. nég.

Tombe-t-il sous l'application de l'article 451 du Code pénal? — Rés. nég.

Faut-il lui appliquer l'article 3 de l'arrêté des états provinciaux du Brabant du 9 juillet 1822 (2)? — Rés. aff.

Dewit fut traduit devant le tribunal de Louvain, sous prévention d'avoir, par l'élévation des eaux du déversoir de son moulin au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, inondé des chemins et la propriété d'autrui: il fut acquitté par jugement du 26 avril 1839. — Appel du ministère public.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par le garde champêtre de Vissenaken et de l'instruction faite devant la Cour, 1^{re} que, dans la soirée du 29 février 1839, les eaux de la Velp, au moulin de Balem, dépassaient de 50 centimètres la hauteur fixée par une ordonnance de la députation provinciale du Brabant en date du 22 juin 1837, et 2^e que la vanne de décharge audit moulin n'était levée qu'en partie;

Attendu que, d'après les circonstances de l'affaire, le défaut d'avoir suffisamment ouvert la vanne de décharge peut n'être pas la cause unique et nécessaire des inondations qui ont eu lieu dans la commune de Vissenaken; d'où il résulte que les articles 15 et 16 du titre XI de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 ne sont pas applicables à l'espèce;

Attendu que l'on ne peut davantage appliquer l'article 457 du Code pénal puisqu'il n'y a pas eu exhaussement du déversoir;

Mais attendu qu'aux termes de l'ordonnance précitée de la députation des états, le seul fait d'avoir surélevé les eaux, soit au moyen de hausses, soit de toute autre manière, est une contravention que l'autorité locale était tenue de constater, indépendamment de toute inondation ou endommagement;

Attendu que cette contravention est punie par l'article 3 de l'arrêté des états provinciaux du Brabant en date du 9 juillet 1822, lequel prononce une amende de 10 à 50 florins contre quiconque se refuse d'obtempérer aux ordonnances de la députation des états prescrivant des dispositions tendantes à procurer le libre cours des eaux ou à empêcher les inondations;

Attendu que l'on se prévaut en vain des mots, *quiconque se refuse d'obtempérer aux ordonnances de la députation*, pour soutenir qu'il n'y a de contravention punissable, aux termes de cet article, qu'autant que les meuniers auraient reçu l'ordre exprès et instantané d'ouvrir les vannes de leurs moulins et auraient refusé d'y obéir;

Qu'en effet le refus d'obéir à un pareil ordre est une autre contravention que l'article 3 du même arrêté punit d'une amende;

(1) Voy. Brux., 27 déc. 1831 (*Pasic.*, 1832, p. 190).

(2) Cet article est ainsi conçu : « Quiconque se refuse d'obtempérer aux ordonnances de la députation des états prescrivant des dispositions tendantes à procurer le libre cours des

« eaux, ou d'empêcher les inondations, sera condamné, outre l'exécution régulière des travaux ordonnés et les dommages-intérêts, à une amende qui ne pourra être moindre de 10 ni excéder 50 florins. »

Attendu qu'on objecte également en vain que l'article 3 n'est applicable qu'au cas où la députation aurait ordonné à un meunier de construire certains ouvrages destinés à prévenir les inondations, et que celui-ci aurait refusé d'exécuter;

Qu'à la vérité le refus d'exécuter des travaux ordonnés est un des cas que l'article 3 a voulu réprimer, mais qu'il résulte de la généralité de ses termes qu'il s'applique également et sans exception à tout ce que la députation des états juge à propos de prescrire pour procurer le libre cours des eaux; que dès lors la députation du Brabant ayant ordonné qu'un clou de jauge serait placé au moulin de Balem, et qu'il ne pourrait être ni déplacé, ni dépassé sous aucun prétexte, soit au moyen de haussettes, soit de toute autre manière, le prévenu, en n'ouvrant pas suffisamment la vanne de son moulin quand l'eau dépassait ledit clou de jauge, a, par cela même, refusé d'obtempérer à l'ordonnance de ladite députation;

Par ces motifs, met l'appel à néant; émettant et vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance de la députation du 22 juin 1837 et l'article 3 de l'arrêté du 9 juillet 1822, condamne, etc.

Du 13 juin 1839. — Cour de Bruxelles.

—

1^o APPEL. — ARBITRES. — NOMINATION. —
2^o ARBITRES. — POUVOIRS. — JUGE DE
TRIBUNAL.

1^o *L'acte du président d'un tribunal de commerce par lequel, à la demande des parties, ce magistrat nomme des arbitres pour juger leur différend, ne peut être attaqué par la voie d'appel.*

2^o *Les arbitres ont le droit d'examiner les objections que l'on élève contre leur qualité.*

Un juge d'un tribunal de commerce peut être arbitre.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que ce n'est point comme magistrat que le sieur Anspach, président du tribunal de commerce de Bruxelles, a, le 30 novembre 1838, procédé à la nomination des arbitres pour juger le différend des parties; mais bien comme ayant été choisi par elles pour leur mandataire spécial à l'effet de faire cette nomination; — Qu'ainsi cet acte, qui, n'étant ni un juge-

ment, ni une ordonnance du juge, ne devait pas être précédé de l'audition des parties, ni contre-signé par le greffier, ne pouvait être attaqué par voie d'appel;

Attendu qu'il est de principe que les juges, même d'exception, comme le sont les arbitres, ont le droit d'examiner les objections que l'on élève contre leur qualité, et que c'est compétemment, et avec raison, que les arbitres ont, d'après la convention du 24 décembre 1835 et la nomination du 30 novembre 1838, déclaré être dûment investis de leurs qualités, dit qu'ils étaient prêts à entendre les parties et ordonné à celles-ci de plaider au fond, toutes choses que les arbitres ont faites par une disposition distincte et séparée de celle que plus tard ils ont prise sur le fond;

Attendu qu'en agissant ainsi les arbitres n'ont évidemment pas violé l'article 425 du Code de procédure civile, mais s'y sont au contraire conformés;

Attendu qu'aucune disposition de la loi ne déclare nulle la nomination d'un juge du tribunal de commerce comme arbitre;

Attendu qu'il appert de la lecture de l'acte d'appel qu'aucun appel n'a été dirigé contre le jugement rendu par les arbitres sur le fond de la contestation, et à la suite de celui rendu pour reconnaître leur qualité arbitrale, que c'est donc à tort que l'appelant a conclu, devant la Cour, à la mise à néant de ce jugement, qui d'ailleurs, aux termes de la précitée convention du 24 décembre 1835, était en dernier ressort;

Par ces motifs, M. Delebecque entendu en ses conclusions conformes, dit qu'il n'échoit pas appel de la nomination d'arbitres faites par M. Anspach le 30 novembre 1838; met à néant l'appel du jugement du 25 janvier 1839, par lequel les arbitres ont déclaré qu'ils se reconnaissaient investis de cette qualité.

Du 13 juin 1839. — Cour de Bruxelles.

—

FAILLITE. — VÉRIFICATION DE CRÉANCES. —
REGNICOLE.

Le regnicole, créancier d'une faillite déclarée en pays étranger, n'est pas tenu de faire vérifier sa créance au tribunal de la faillite. Il peut saisir contre les syndics les créances et biens de son débiteur en Belgique (1).

(1) Voy. cependant Brux., 12 août 1836.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'appelant a fait interposer une saisie-arrêt en vertu d'un jugement rendu en 1835 par le tribunal d'Arlon, qui a prononcé des condamnations à charge des intimés en leur qualité de syndics à la faillite Schlœder;

Considérant que cette faillite a été déclarée, et a son siège en pays étranger; qu'en pareille circonstance l'appelant avait le droit de faire saisir en Belgique les biens de son débiteur; qu'il serait contraire à tous les principes de renvoyer un repreneur à une vérification de créance en pays étranger où ses droits pourraient être remis en question et jugés d'après une législation différente de celle qui nous régit;

Considérant que l'appelant a déclaré restreindre les effets de sa saisie à la totalité des frais, et pour sa créance à concurrence des dividendes qui ont été distribués aux autres créanciers;

Par ces motifs, émettant, déclare bonne et valable la saisie-arrêt dont il s'agit; dit qu'elle produira ses effets pour la totalité des frais et pour la créance de l'appelant en principal et intérêts à concurrence des dividendes déjà distribués aux autres créanciers de la faillite Schlœder, si mieux n'aiment les syndics, intimés, payer lesdits frais et dividendes.

Du 17 juin 1839. — Cour de Liège.

—

1^o LUXEMBOURG. — BIENS D'ÉGLISE. — PRESCRIPTION. — 2^o PRESCRIPTION. — COMPENSATION. — INTERRUPTION.

1^o Les biens de l'église ne se prescrivaient dans le Luxembourg que par quarante ans, conformément au droit romain.

Il n'y aurait pas renonciation au bénéfice de cette prescription par cela qu'on demande à prouver que des paiements ont interrompu la prescription trentenaire.

2^o L'imputation que le trésorier d'une fabrique ferait sur les arrérages d'une rente sans le consentement du débiteur n'interrompt point la prescription.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les rentes en litige étaient, comme les immeubles et autres biens de l'église, régies par la prescription établie pour ces sortes de biens;

que cette prescription était de quarante ans suivant le droit romain (nov. 131, ch. 6), auquel se référerait la coutume de Luxembourg, en cette matière; qu'il importe peu que la fabrique intimée ait été admise à faire preuve des paiements par elle allégués contre l'exception de prescription trentenaire, car ce n'est là qu'un moyen de fait qui a laissé intact le moyen de droit sur l'applicabilité de la prescription opposée par les appelants;

Considérant que lors des poursuites en paiement qui ont été exercées en 1824, il ne s'était pas écoulé un espace de temps suffisant pour prescrire les rentes constituées en 1785; que, quant à celle créée en 1780, il ne conste d'aucun paiement réel fait par l'auteur des appelants;

Que si la fabrique devait à ce dernier, en 1808, un état de 22 fr. 21 cent., que le trésorier a imputé sur les arrérages réclamés, il n'est pas vérifié qu'il ait donné quittance de cette somme, ni que l'imputation ait été consentie par celui à qui elle était due; qu'on ne saurait donc en induire aucune reconnaissance de la déduction de la rente dont il s'agit; que par suite il y a lieu de déclarer cette rente éteinte par la prescription;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant, en ce que les appelants ont été condamnés à payer les arrérages de la rente constituée par leur auteur le 22 juin 1780..., etc.

Du 17 juin 1839. — Cour de Liège.

—

COUTUME DE LIÈGE. — CONSTITUTION DE RENTE. — TITRE PÉRIÉ. — DÉFAUT D'EXÉCUTION.

Un acte de constitution de rente passé sous la coutume de Liège doit être considéré comme nul et non avenu, s'il n'a jamais été mis en usage, et s'il n'a jamais reçu d'exécution depuis sa création. Le versement du capital n'en peut tenir lieu (1).

Le 5 mars 1834, une contrainte fut délivrée contre les sieurs Drion et consorts, représentant le sieur Philippe Drion, en paiement d'une somme de 3,399 francs, pour trente-huit années d'arrérages d'une rente de 88 fr. 8 e., qui aurait été constituée par

(1) Voy. Brux., 26 juin 1814, 10 oct. 1824 et 2 avril 1829.

ledit Philippe Drion en faveur des ex-religieux du couvent des dominicains de Châtelet, représentées par le domaine. Cette rente avait été créée par acte passé devant Despinette, commissaire de la ville de Châtelet, le 8 janvier 1796, et était hypothéquée sur une maison avec jardin, située à Farciennes. Les sieurs Drion formèrent opposition à cette contrainte, en se fondant 1° sur ce qu'ils ne devaient pas ladite rente; 2° sur ce que, dans tous les cas, le titre sur lequel l'administration appuyait ses prétentions devait être considéré comme nul et non avenu, aux termes de l'article 14, chapitre 6, de la coutume de Liège, attendu qu'il n'avait jamais été mis en usage, et qu'il n'avait jamais reçu d'exécution depuis sa prétendue création. Répondant à ces moyens, l'administration a invoqué le titre constitutif de la rente réclamée, pour prouver la déduction d'icelle par le susdit Philippe Drion, et pour repousser le moyen résultant de l'article 14 précité; elle a soutenu que le contrat avait été exécuté par le versement du capital entre les mains du débiteur. — Les opposants ont répondu que la fin de non-recevoir trouvait son entier fondement dans le texte même de l'article 14, ch. 6, de la coutume de Liège, et ils ont dit que prétendre, comme l'administration le faisait, que le contrat avait été exécuté par le versement du capital entre les mains du débiteur, c'était vouloir faire décider que cet article était une lettre morte, une lettre sans utilité, sans application possible, toutes les fois qu'il s'agirait d'un contrat, soit de prêt, soit de constitution de rente ou de tout autre où la cause de l'obligation serait une somme d'argent. — Cependant l'article 14 est général et n'établit aucune distinction; soutenir que le contrat a été exécuté au moment de sa passation par le versement du capital de la rente, c'est confondre l'exécution d'un acte avec la cause de l'obligation qu'il mentionne, c'est vouloir considérer comme exécution du contrat le fait qui lui donne l'être et sans lequel il n'existe pas. Le contrat de constitution de rente ne reçoit son exécution que par le paiement des canons faits à son échéance. — Le tribunal de Charleroi, par jugement du 5 juillet 1838, déclara l'administration non recevable. — Ce jugement est ainsi conçu :

« Attendu qu'il n'est pas établi au procès que la rente réclamée par l'administration ait jamais été servie par les opposants ou leurs auteurs; que le versement du capital d'une rente entre les mains du débiteur ne peut être envisagé que comme la constitu-

tion de la rente elle-même et non comme exécution de la convention, laquelle doit être nécessairement postérieure au contrat;

« Qu'en effet, en déclarant non avenus les actes qui n'auraient pas été mis en usage pendant le laps de vingt années à dater de la passation, la coutume de Liège a établi une présomption légale que les conventions y relatées n'étaient que fictives ou que les parties ont renoncé à s'en prévaloir; d'où il résulte que, dans l'esprit du législateur, l'exécution d'une obligation ne peut se trouver dans l'acte même qui la constate; que par suite, dans l'espèce dont s'agit au procès, la preuve du paiement des annuités de la rente réclamée aurait pu seule établir le fondement de l'action dirigée contre les opposants; que l'arrêt de la Cour de Liège du 20 juillet 1820 (1) se base sur des considérations spéciales à la contestation qu'elle avait à juger, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 14, ch. 6, de la coutume de Liège, tous transports, œuvres de lois et jugements non mis en usage par l'espace de vingt ans entiers et continus, entre gens capables et qualifiés, sont tenus pour nuls et de nulle valeur;

Attendu qu'il est constant et reconnu au procès que les canons de la rente constituée dont s'agit, créée par acte reçu par Despinette, commissaire de la ville de Châtelet, le 8 janvier 1796, n'ont jamais été payés ni réclamés depuis cette dernière date jusqu'à la contrainte lancée le 17 mars 1834;

Attendu que l'administration appelante ne prouve aucun autre acte légal de mise en usage postérieur à la passation de l'acte du 8 janvier 1796;

Attendu que l'on ne peut pas considérer comme acte ou fait de mise en usage dudit contrat du 8 janvier 1796 la réception qui y est constatée par l'auteur des intimés de la somme de 300 couronnes de France, à raison de laquelle réception il constitue dans le même acte et d'un seul et même contexte la rente aujourd'hui réclamée, parce que c'est là véritablement la formation du contrat, la création de la rente, et qu'il est évident que la coutume a entendu parler d'un non-usage pendant vingt ans du droit résultant du titre;

Adoptant au surplus les motifs du pre-

(1) Voyez l'asiériste belge, à cette date.

mier juge, entendu à l'audience publique M. le conseiller Kaïman en son rapport. M. l'avocat général d'Anethan en son avis conforme, met l'appel à néant.

Du 19 juin 1839. — Cour de Bruxelles.

1^o LETTRE DE CRÉDIT. — CONSEIL COMMUNAL. — RESPONSABILITÉ. — OBLIGATION PERSONNELLE. — 2^o PRESCRIPTION. — ENTREPRENEUR DE BÂTIM. — ACTE DE COMMERCE.

1^o La délivrance d'une lettre de crédit par les membres d'un conseil communal les oblige personnellement, alors même que la délivrance de cette lettre n'a été précédée d'aucune délibération.

2^o L'entrepreneur de bâtiments qui achète des matériaux fait acte de commerce, et parant ne peut opposer à celui qui les a fournis la prescription d'un an ⁽¹⁾. (Code civil, art. 2272.)

Ceux qui ont garanti le paiement de ces matériaux peuvent-ils opposer d'autre prescription que l'acheteur? — Rés. nég.

Le sieur Guillemard avait entrepris la construction de l'église de Virton : il avait besoin de zinc pour en faire la couverture. N'ayant aucune connaissance à Liège, ville où ce métal se fabrique et se vend, il demanda une lettre de crédit, qui lui fut délivrée en ces termes par quatre membres du conseil communal :

« Virton, 31 octobre 1827. — M. Guillemard, entrepreneur de l'église de Virton, envoie à Liège le sieur Michel, conducteur de la construction, afin d'y acheter du zinc, n^o 14, en quantité suffisante pour couvrir les toits latéraux de ladite église. Comme M. Guillemard n'est pas connu à Liège, les soussignés, bourgeois et membres du conseil de la ville de Virton, s'engagent à faire payer le prix du zinc pour couvrir environ 5 à 600 aunes carrées au vu de la facture. Dans le cas où le fournisseur ne connaîtrait pas les soussignés, il pourra s'adresser à M. Lanaux, banquier à Liège, qui lui donnera les renseignements suffisants. Les bourgeois et membres du conseil de la ville de Virton (signé) Hubert, Marson, Grandjean, Guiot. »

Mosselman fournit le zinc. N'ayant reçu qu'un à-compte sur le prix, il forma une saisie-arrest en mains de la commune; mais Guillemard avait antérieurement été payé en un mandat qu'il avait cédé à un tiers, et ainsi la saisie fut inopérante : alors Mosselman assigna les signataires de la lettre de crédit. — Le 23 juin 1836, jugement ainsi conçu :

« Attendu que, par promesse en date du 31 octobre 1827, les défendeurs se sont conjointement engagés à faire payer le prix du zinc qui serait fourni pour couvrir environ 5 à 600 aunes carrées de toits latéraux de l'église de Virton;

« Attendu que bien que dans cette promesse en forme de lettre ils aient pris respectivement les qualités de bourgmestre et membres du conseil de la ville de Virton, il n'en est pas moins vrai qu'il résulte de cette lettre qu'ils ont entendu donner une garantie personnelle au fournisseur; en effet on voit que, pour le cas où ils ne seraient pas connus, ils autorisent le fournisseur éventuel à s'adresser à M. Lanaux, banquier à Liège, qui, selon cette lettre, doit leur donner les renseignements qui ne pouvaient tomber que sur leur compte et solvabilité personnelle, et nullement sur la commune;

« Attendu, au surplus, que c'est par leur faute que le demandeur n'a pas été payé par l'entrepreneur Guillemard, puisque loin de veiller à ce que ce paiement eût lieu, il a été posé en fait non contesté qu'avant la réception des travaux, partie des défendeurs ont délivré à Guillemard un mandat négociable que celui-ci a immédiatement négocié en faveur d'un sieur Lavière de Longuey, ce qui constitue une faute grave dont ils doivent répondre;

« Attendu que, dans la supposition que la promesse dont il s'agit tombât sous la disposition de l'article 1326 du Code civil, cet article ne serait pas applicable dans l'espèce, par la circonstance qu'il ne s'agit pas de son existence qui est avouée, mais seulement de l'interprétation et appréciation de ses termes;

« Par ces motifs, le tribunal déclare que les défendeurs sont personnellement tenus au paiement du zinc dont il s'agit. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est d'autant plus certain que les appelants ont entendu s'obliger personnellement par la lettre de crédit du 31 octobre 1827, et non point stipuler pour la commune, qu'il n'appert

(1) Voy. *Prescription*, 1851, p. 329.

point que l'émission de cette lettre ait été précédée d'aucune délibération du conseil communal, ni approuvée par l'autorité supérieure; qu'aussi si ces formalités eussent été remplies, ce n'était point des membres du conseil, mais les deux assesseurs qui, conjointement avec le bourgmestre, eussent dû signer l'obligation;

Attendu que c'est en vain que les appelants soutiennent que la promesse serait nulle, en tant que contractée envers une personne incertaine, puisqu'en effet rien ne s'oppose à ce qu'on s'oblige envers telle personne inconnue pour le moment, mais qui remplira une condition indiquée; que, par l'événement de cette condition, le lien de droit se forme entre celui qui l'accomplit et l'auteur de la promesse; que le système contraire ne conduirait à rien moins qu'à frapper de nullité toutes les lettres de crédit, tous billets à ordre et au porteur.

En ce qui concerne la prescription :

Attendu que Guillemard, entrepreneur de la construction de l'église de Virton, a acheté le zinc, dont le prix forme l'objet du litige, pour être employé à cette construction et livré ainsi à la commune; qu'il s'ensuit que relativement à cet achat il doit être considéré comme marchand, et qu'ainsi il ne saurait invoquer la prescription de l'article 2272 du Code civil;

Que les appelants ayant garanti le paiement de la marchandise directement fournie à Guillemard ne peuvent invoquer d'autre prescription que celui-ci, que tant que ce paiement peut être exigé, ils en demeurent responsables, puisque c'est l'obligation principale contractée par Guillemard dont ils ont entendu assurer l'exécution pleine et entière;

Par ces motifs et adoptant au surplus ceux des premiers juges, sans avoir égard au moyen de prescription invoqué par les appelants, met l'appellation à néant, etc.

Du 20 juin 1839. — Cour de Liège.

DOMICILE (CHANGEMENT DE) — DÉCLARATION.

L'inscription sur le tableau de population d'une commune n'équivaut pas à la déclaration de vouloir y fixer son domicile, qu'exige l'article 104 du Code civil. Par suite, celui qui a déclaré dans le lieu où il a été précédemment domicilié qu'il voulait changer son domicile et le trans-

férer dans un autre endroit, où il a été inscrit simplement sur le tableau de population tenu par un commissaire de police, ne peut être réputé avoir changé réellement de domicile que pour autant que son intention résulte d'un concours suffisant de circonstances, et ne soit pas contredit par des faits constants au procès.

Il serait indifférent que cette inscription fût le seul mode en usage dans cette commune pour y constater la prise d'un domicile.

Borremans, créancier de G. Honnay, avait fait notifier à ce dernier, en son domicile à Namur, un commandement de trente jours préalable à la saisie immobilière. G. Honnay n'y ayant pas obtempéré, Borremans procéda à la saisie réelle de différents immeubles. Le saisi s'opposa à ce qu'il fût donné suite à cette procédure, soutenant qu'il n'était plus domicilié à Namur, et que le commandement de trente jours notifié en cette ville en son prétendu domicile était nul. A l'appui de cette prétention, il produisit une déclaration de changement de domicile faite en 1830 à la municipalité de Namur, afin de le transférer à Gand. Il prouvait que dès cette époque il avait été inscrit au nombre des habitants de la ville de Gand sur le tableau de population dressé par l'autorité communale de cette ville, et un certificat du bourgmestre de Gand produit par lui attestait que l'inscription sur les tableaux de population par les commissaires de police était la seule formalité en usage à Gand pour constater la prise d'un domicile en cette ville; il établissait aussi qu'en 1830 il payait à Gand sa contribution personnelle; qu'il y faisait un commerce, et que dans un passe-port qui lui avait été délivré à la même époque il était indiqué comme habitant de cette ville. — Le 31 mai 1837, jugement ainsi conçu :

« Attendu, en droit, que l'on conserve son domicile actuel aussi longtemps que l'on n'en a pas pris un autre et que l'on n'a point manifesté son intention à cet égard de la manière voulue par la loi;

« Attendu qu'aux termes de l'article 104 du Code civil, il ne suffit pas, pour preuve de cette intention, que l'on en ait fait la déclaration à la municipalité du lieu que l'on quitte, mais qu'il faut encore la faire à celle du lieu où l'on transfère son domicile, à défaut de quoi l'article 105 veut que la preuve dépende des circonstances;

« Attendu, dans l'espèce, qu'il est con-

slant que jusqu'en 1830 l'opposant a eu son domicile à Namur; que s'il justifie d'avoir à cette époque déclaré à la municipalité de cette ville qu'il renonçait à son domicile à Namur, pour l'établir à Gand, il ne prouve nullement qu'il ait fait cette déclaration en cette dernière ville ni ailleurs;

« Attendu que les circonstances, loin de militer pour un changement de domicile, démontrent au contraire que l'opposant n'a cessé de se considérer comme domicilié à Namur; que cela résulte notamment de ce que, dans le cours des années 1831 et suivantes, il s'est dit domicilié en cette ville dans plusieurs actes notariés auxquels il est intervenu et dans divers procès qu'il a soutenus; de ce qu'enfin en 1834 il a rempli les fonctions de juré à la Cour d'assises de Namur, sans se prévaloir, pour en être dispensé, de son prétendu domicile hors de la province;

Par ces motifs, déclare nulle et de nulle valeur l'opposition. »

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 21 juin 1839. — Cour de Liège.

APPEL. — RECEVABILITÉ. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — BORNAGE (DEMANDE EN).

Est recevable avant le jugement définitif l'appel d'un jugement par lequel, sur une demande en bornage, le tribunal, sans avoir examiné les titres des parties ni fait procéder à un mesurage, ordonne d'office que les propriétaires voisins seront mis en cause. (Code de proc., art. 452.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le jugement dont est appel ne peut être considéré comme un simple jugement d'instruction, ayant uniquement pour objet de régler la procédure; qu'en ordonnant d'office, avant faire droit, à la partie la plus diligente, de mettre en cause tous les voisins dont les terrains joignent ceux des demandeurs, intimés, il a

plus ou moins préjugé le fond de la contestation, et ordonné une mesure qui entraînerait des frais considérables, et qui, en définitive, peut ne pas être nécessaire pour la décision du fond; que l'appel d'un semblable jugement, qui n'est pas purement préparatoire, doit donc être reçu;

Attendu qu'avant de pouvoir connaître d'une manière précise s'il était nécessaire d'ordonner la mise en cause, il fallait faire préalablement procéder au mesurage et examiner les titres respectifs des parties, pour s'assurer si des empiétements avaient été réellement commis, ce que les premiers juges ont négligé de faire;

Par ces motifs, déclare l'appel recevable, et y faisant droit, met l'appellation et ce dont est appel à néant, en ce que les premiers juges ont ordonné d'office la mise en cause de tous les voisins dont les terrains joignent ceux des demandeurs, intimés; émendant, quant à ce, déclare qu'il n'y avait pas lieu, quant à présent, d'ordonner cette mise en cause.

Du 22 juin 1839. — Cour de Liège.

SÉPARATION DE CORPS. — PUBLICITÉ.

Bien que la demande en séparation de corps entraîne séparation de biens, elle ne doit point être publiée dans la forme des articles 866 et suiv. du Code de procédure (!). (Code de proc., art. 866, 869, 879.)

Après une vaine tentative de conciliation, J. Vantongerloo avait assigné le sieur Cortals, son mari, en séparation de corps et de biens. Celui-ci soutint que la demande n'était pas recevable, par cela qu'il n'était point justifié qu'elle eût été affichée et publiée au vu de l'article 866 et suiv.

1^{er} mai 1839, jugement du tribunal de Malines, ainsi conçu :

« Attendu que le titre IX, II^e partie du Code de procédure civile, trace la marche et les formes spéciales pour la procédure tendante à faire prononcer sur la demande en séparation de corps ou de divorce; que les formalités mentionnées au titre VIII du même Code sont exclusivement prescrites, lorsque la demande principale tend uniquement à obtenir la séparation de biens; qu'il

(1) Voy. Merlin, *Rép.*, v^o *Séparation de corps*, § 3, n^o 18, t. 30, p. 433. *Contrà*, Pigeau, t. 2, p. 521, édit. belge de 1840. Voy. aussi Carré,

n^o 2033; Thomine, n^o 1635; Duranton, t. 2, n^o 598; Toullier, t. 2, n^o 770; Bioche, t. 4, p. 554, n^o 17.

résulte d'une lecture attentive des articles de ces deux titres que des formes particulières ont été tracées pour la marche de chacune de ces procédures et pour l'exécution des jugements, ce qui résulte de l'article 880, qui se réfère à l'article 872, quant à la publicité à donner au jugement qui prononce la séparation de corps, parce que cette séparation entraîne de droit, d'après l'article 311 du Code civil, la séparation de biens, que cette publicité est prescrite dans l'intérêt des tiers qui auraient des droits à exercer pour le passé et de ceux qui pourraient contracter à l'avenir avec ces époux ; « Par ces motifs, le tribunal rejette l'exception, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs du premier juge, met l'appel à néant, etc.

Du 22 juin 1839. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

COMPENSATION.

Liège, 24 juin 1839. — *Voy. Pastierie*, 1841, p. 93.

1^o BANQUE DE L'INDUSTRIE. — COMPÉTENCE. — 2^o DOL. — ACTION. — CESSATION.

1^o *La banque de l'industrie, autorisée par arrêté du 20 juin 1838, est commerciale. L'émission des actions tendantes à réaliser l'entreprise est un acte commercial.*

2^o *Le souscripteur originaire seul, et non le porteur d'actions, son cessionnaire, avait droit d'agir pour faire déclarer nulle la souscription aux actions, du chef que sa participation à la souscription n'aurait été obtenue que par dol et par des manœuvres frauduleuses.*

Il en est surtout ainsi s'il n'y a pas eu cession de cette action du chef de dol.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le moyen d'incompétence :

Attendu que la banque de l'industrie, autorisée par l'arrêté royal du 20 juin 1838, a pour objet d'expédier des marchandises, pour compte de tiers, aux colonies et à

l'étranger moyennant commission ; de faire des avances sur ces envois ; d'opérer le retour du produit de la vente et, subsidiairement, de faire, sur place, des avances sur des marchandises sous voile et régulièrement consignées, ou sur d'autres valeurs qui seraient déposées en gage ;

Attendu que ces opérations sont réputées actes de commerce ; d'où il suit que la banque de l'industrie est une société commerciale ;

Attendu que cette société a émis des actions jusqu'à concurrence du capital de 5,000,000 de fr. fixé par ses statuts, à l'effet de se procurer les fonds nécessaires pour se livrer à l'exploitation de son entreprise ; que dès lors cette émission, tendante à réaliser l'entreprise, participe nécessairement de la nature même de la société et constitue un acte de commerce ;

Attendu que la contestation pendante devant la Cour entre les parties est relative à l'émission d'actions du 2 août et par conséquent à un acte de commerce ;

Qu'ainsi l'on doit conclure de ce qui précède que le tribunal de commerce était compétent.

Sur la fin de non-recevoir fondée sur ce que l'intimé n'est pas souscripteur originaire mais uniquement porteur d'actions :

Attendu que la demande introductive d'instance est fondée sur ce que le consentement du souscripteur primitif pour les quatre actions dont l'intimé est porteur a été vicié par le dol et les manœuvres frauduleuses prétendument pratiqués par les appelants ou les tiers, aux fins de faire réussir la souscription du 2 août 1838 ;

Attendu que ce dol et ces manœuvres frauduleuses s'ils existaient, si tant était qu'ils eussent déterminé le preneur originaire de ces quatre actions à concourir à la souscription du 2 août, pourrait bien servir de base à l'action que le même preneur voudrait intenter en nullité ou en rescision de cette souscription, mais qu'ils ne peuvent pas servir de fondement à une pareille action, que le cessionnaire du souscripteur primitif se proposerait de diriger contre les prétendus auteurs de ces manœuvres ;

Qu'en effet le souscripteur n'a transmis au cessionnaire en lui vendant ces quatre actions que les droits qu'elles lui donnaient dans la société, et nullement ceux qu'ils pouvaient avoir de son chef contre la société ou contre des tiers et qui seraient nés des faits posés par les appelants à l'occasion de la souscription, sans toutefois attaquer dans son essence la validité des actions, par la

raison que le souscripteur primitif aurait dû les lui céder expressément, ce qui n'a pas même été allégué par l'intimé ;

Qu'au surplus, celui qui a été l'objet du dol et des artifices coupables peut seul savoir si ces manœuvres ont vicié son consentement ;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bavay, entendu en son avis, dit que le premier juge a bien jugé en tant qu'il s'est déclaré compétent pour connaître de la demande dirigée contre les appelants en nom personnel, met le jugement à néant pour le surplus, etc.

Du 26 juin 1839. — Cour de Br. — 2^e Ch.

BOURSES. — COLLÈGES.

Bruxelles, 26 juin 1839. — Voyez *Pasicrisie*, 1848, p. 304 ; *Pasic.*, 1847, p. 218 ; *Pasic.*, 1849, p. 188 et *Pasic.*, 1848, 2^e partie, p. 431.

CADASTRE. — INGÉNIEUR. — INDENNITÉ.

C'est à l'autorité administrative à fixer l'indemnité à allouer à un ingénieur-vérificateur du cadastre. Les tribunaux sont incompétents pour statuer sur la demande ayant pareille indemnité pour objet (1).

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il appartient aux chefs des diverses branches d'administration publique, chacun en ce qui les concerne, non-seulement de régler les devoirs que leurs subordonnés ont à remplir en acquit de leurs charges, mais aussi de vérifier et apprécier les travaux exécutés par eux ;

Que c'est en conséquence de ce principe d'ordre hiérarchique que l'administration a été investie du droit de fixer l'indemnité à allouer pour les travaux exécutés par l'appelant en sa qualité d'ingénieur-vérificateur du cadastre ;

Que d'ailleurs l'appelant, en acceptant ses fonctions, s'est nécessairement soumis aux décisions, règlements et tarifs, émanés de l'administration à laquelle il appartenait ; d'où il suit que les premiers juges n'auraient pu connaître du fond de la demande for-

mée par le sieur Mathieu, sans empiéter sur les attributions de l'autorité administrative ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 27 juin 1839. — Cour de Liège.

FAILLITE.

Bruxelles, 29 juin 1839. — Voyez *Pasicrisie*, 1848, p. 92. Voyez aussi Bruxelles, 7 février 1838.

EXCEPTION. — DROIT DES TIERS. — CONTRIBUTION FONCIÈRE. — POSSESSION. — REVENDICATION.

Le possesseur d'un immeuble auquel un tiers oppose un acte d'acquisition de la propriété de cet immeuble, pour en exercer la revendication, peut, sans exciper du droit des tiers, opposer que le cédant du demandeur en revendication n'aurait pas le droit de consentir une pareille cession au profit de ce dernier.

La circonstance que celui qui détenait un immeuble n'en paye pas la contribution foncière n'est pas de nature à altérer sa possession et à la rendre insuffisante pour l'acquisition de la prescription.

Jeanne Frankinet avait, par exploit du 18 avril 1834, revendiqué une pièce de terre possédée par le sieur Laguesse : elle fondait sa demande sur un acte d'accensement du 9 février 1779 consenti par le prince de Liège au profit de Jean-François Frankinet, son auteur. Laguesse tenta d'abord de prouver qu'il possédait ce terrain depuis plus de quarante ans, mais il ne put prouver une possession aussi longue, et il succomba en première instance. En instance d'appel, il fit valoir aussi une transaction de 1624, par laquelle le prince de Liège s'était engagé, envers l'ancienne communauté d'Ottemont, à ne pas donner en accense des terrains situés à moins de 100 verges-petites de la forêt communale d'Ottemont, et il parvint à prouver que le terrain revendiqué n'était pas à la distance voulue. — « Pour Jeanne Frankinet on répondait que Laguesse ne pouvait argumenter des droits conférés à la commune par la transaction de 1624, alors surtout que l'accensement avait été fait au vu et su et du gré de l'ancienne communauté ; on offrait subsidiairement de prou-

(1) Mais voy. BRUX., 6 mai 1837 et BRUX., cass., 2 juillet 1838.

ver qu'elle n'avait pas cessé de payer la contribution foncière du terrain dont il s'agit.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est prouvé par l'enquête et les autres pièces du procès que depuis plus de trente ans l'appelant est en possession du terrain revendiqué et qu'il n'a cessé de le cultiver jusqu'à présent; qu'il est également établi que ce terrain est situé à une distance de moins de 100 verges-petites de l'ancienne forêt communale d'Otemont;

Attendu que dans cet état de fait le titre d'accense du 9 février 1779, sur lequel la partie intimée fonde sa revendication, ne peut être invoqué par elle avec succès, puis-que la transaction du 14 octobre 1624, dont l'existence n'est plus méconnue, déclare formellement la nullité des aliénations qui pourraient être faites des communes ou aisances qui ne sont éloignées des bois communaux que de 100 verges-petites;

Attendu que l'appelant peut, pour se maintenir dans sa longue possession, invoquer la nullité du titre qu'on lui oppose pour justifier la revendication, sans qu'on puisse dire qu'il excipe dans ce cas du droit d'un tiers;

Attendu que les faits dont la partie intimée demande à faire preuve par sa conclusion subsidiaire ne sont pas pertinents; que s'il était même établi qu'elle eût payé la contribution foncière sur le terrain contesté, il n'en résulterait pas encore que sa revendication dût être admise en l'absence de titre valable de propriété;

Par ces motifs, statuant sur l'opposition formée à l'arrêt par défaut du 24 janvier 1839, met l'appellation et ce dont est appel à néant; émendant, sans avoir égard à la conclusion subsidiaire, déclare la partie intimée non fondée dans son action.

Du 29 juin 1839. — Cour de Liège.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE.

Bruxelles, 29 juin 1839. — Voyez *Pasic.*, 1841, 1^{re} partie, p. 84.

COMPÉTENCE. — TRIBUNAUX DE COMMERCE. — MARCHANDISES. — ACTIONS DU CHEMIN DE FER.

Les actions d'un chemin de fer qui se vendent à la bourse, et font l'objet d'un trafic,

peuvent être considérées comme marchandises (1).

L'achat d'un nombre considérable de ces actions devrait être considéré plutôt comme fait pour en tirer profit au moyen de revente, que comme placement de fonds, et partant l'acheteur serait passible de la juridiction des tribunaux de commerce (2).
(Code de comm., art. 632.)

Le sieur Bischofsheim fit assigner, devant le tribunal de commerce de Bruxelles, le sieur Huens, pour avoir à lui payer la somme de 100,000 francs contre livraison de 412 actions du chemin de fer de Cologne à la frontière belge. — Huens conclut à ce que le demandeur eût à libeller d'une manière plus claire et plus précise, tant la nature que la cause de l'obligation vantée, et il demanda communication des pièces; ensuite il soutint que le tribunal était incompétent.

Jugement du 8 novembre 1838, ainsi conçu :

« Attendu que l'exploitation du chemin de fer, alors surtout qu'elle est, comme dans l'espèce, concédée en tout ou partie à des particuliers qui en font une spéculation pour en tirer des bénéfices, est évidemment une entreprise de transports réputée commerciale, aux termes de l'article 632 du Code de commerce;

« Attendu, d'autre part, que l'exploitation dont s'agit a été mise en société anonyme, et que cette espèce de société inconnue en droit civil, créée par le Code de commerce et pour le commerce, doit nécessairement avoir pour objet une entreprise ou des opérations commerciales;

« Attendu que les actions dans cette société, qui se vendent et s'achètent en bourse comme tous autres fonds publics, sont, tant à raison de leur nature mobilière, que par l'objet auquel elles s'appliquent, réputées marchandises;

« Attendu que du nombre des pièces achetées par le défendeur résulte nécessairement qu'il a fait une spéculation et qu'il les a achetées pour les revendre;

« Attendu qu'abstraction faite de la qualité de négociant dans le chef du défendeur, laquelle il a reconnu en élevant à la première audience un incident sur la communication des pièces, il résulte que le tribunal

(1) Voy. *Brux.*, 31 oct. 1834, 15 avril 1835 et 20 juillet 1838.

(2) Voy. *Brux.*, 18 mai 1842 (*Pasic.*, p. 154).

est compétent à raison de l'objet même de la demande;

« Par ces motifs, le tribunal rejette le déclinatoire. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les actions du chemin de fer de Cologne constituent, aux termes de l'article 329 du Code civil, des objets mobiliers;

Attendu que ces actions sont vendues soit en bourse, soit par des courtiers, et font l'objet d'un trafic; qu'elles peuvent donc être considérées comme marchandises;

Attendu que tout achat de marchandises pour les revendre constitue un acte de commerce (art. 632 du Code de commerce), de la compétence des tribunaux consulaires (art. 631 du même Code);

Attendu en fait qu'il s'agit, dans l'espèce, de l'achat de 412 actions du chemin de fer de Cologne, qu'on prétend avoir été opéré par l'appelant;

Attendu que le nombre considérable de ces actions ne permet pas, dans les circonstances de la cause, de considérer un tel achat comme placement de fonds, mais bien comme fait pour en tirer profit au moyen de revente;

Attendu que cette intention de revendre est encore établie par l'engagement allégué par l'appelant et qu'aurait pris l'intimé, lors de l'achat, de ne plus vendre, ni directement, ni indirectement, aucune pièce du 1^{er} au 10 décembre 1837;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bavay entendu en son avis, sans s'arrêter aux faits respectivement articulés, met l'appel à néant, etc.

Du 29 juin 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

CHOSE JUGÉE. — CONDITION ILLICITE. — EFFETS. — OPÉRATION DES FRANCO-RUSSES.

Lorsque l'émission d'actions pour une spéculation commerciale a été par arrêt déclarée illicite et entachée d'un vice radical, vis-à-vis d'un des porteurs d'actions, cette décision emporte chose jugée pour tous les intéressés.

Il ne peut cependant en être de même des conséquences qui en ont été déduites quant au règlement des droits de l'actionnaire.

La première décision ne peut lier les actionnaires étrangers à l'action intentée.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été décidé par l'arrêt du 5 février 1838, rendu en cause de Bischofsheim et consorts, appelants, contre J. F. Kennis, intimé, que l'émission des actions pour l'opération dite des *franco-russes*, faite sous la condition illicite de partager les produits des rentes par voie de loterie, était empreinte d'un vice radical qui la rendait nulle, et qui donnait au porteur d'actions le droit de se faire restituer contre cette opération;

Attendu que considérée sous ce point de vue, cette décision emporte chose jugée pour tous les intéressés, car ni en fait ni en droit, l'appelant Bischofsheim ne peut être tenu divisément d'exécuter la convention vis-à-vis des uns, quand les autres intéressés lui refusent leur concours (art. 1218 du Code civil);

Attendu que cette nullité ne peut être révoquée en doute dans l'espèce, puisque, d'une part, l'intimé l'invoque dans ses conclusions introductives d'instance, et d'une autre part l'appelant, loin de la contester, provoque tant en première instance qu'en appel une liquidation de l'opération en se basant sur cette même nullité;

Attendu que si en raison de l'indivisibilité de son objet, la décision rendue par la Cour, en cause Kennis, doit être considérée comme ayant force de chose jugée entre l'appelant et tous les actionnaires relativement à la nullité de l'opération, il ne peut cependant en être de même des conséquences qui en ont été déduites quant au règlement des droits de l'actionnaire Kennis, parce que ces conséquences ayant pu être limitées par les conclusions de la partie et n'ayant pas le caractère d'indivisibilité que présentait la cause de nullité de l'opération, la décision de la Cour sur une demande formulée d'après l'intérêt privé de celui qui était en cause, sans égard à ce que d'autres actionnaires auraient été en droit de réclamer et au delà de laquelle la Cour ne pourrait aller sans juger *ultra petita*, ne pourrait sans injustice lier les actionnaires étrangers à la première action et dont les droits et moyens n'ont pu être appréciés;

Attendu que les inscriptions sur les grands-livres de France et de Russie, dont l'intimé demande le transfert de soixante et quatorze dix-neuf millièmes, appartenaient au 6 mars 1835, au moins d'après l'acte du même jour et les avis postérieurs qui ont servi de base à l'émission, à l'administration générale des rentes étrangères, de sorte que

pour avoir un titre à ce transfert, il faudrait un acte valable que les porteurs ont cessé d'avoir dès qu'ils ont eu fait prononcer la nullité de l'opération;

Attendu que l'opération des *franco-russes* se composait de deux parties: l'une, la participation aux rentes acquises par la société des rentes étrangères; l'autre, le partage des intérêts par voie de loterie entre les porteurs d'actions;

Que c'est en raison de la liaison de ces deux parties que toute l'opération a été annulée, bien que la cause illicite ne résidât que dans la seconde; que par conséquent, d'après les principes de la *condictio ob turpem causam*, les porteurs d'actions sont recevables et fondés à se faire restituer ce qu'ils ont donné pour l'acquisition des rentes, mais ne peuvent l'être pour les intérêts mis en loterie ou déjà donnés à cette fin, parce que dans ce cas ces porteurs, aussi bien que ceux qui ont fait l'émission, ont participé à la cause illicite; que la loi réfute toute action en répétition, comme elle réfute toute action à fin de paiement et que *in pari causâ melior est conditio possidentis* (l. 8, ff. de cond. ob turpem causam);

Attendu que le prix réellement payé par les souscripteurs a été de 251 fl. 25 c., que par conséquent c'est cette même somme que l'intimé est en droit de répéter pour chacune des actions dont il est porteur;

Que vainement l'appelant prétend ne pouvoir être tenu à rembourser au delà de 500 francs par action, prix auquel il prétend les avoir cédées à la compagnie des banquiers anversois, puisque, en supposant que cette cession fût sérieuse, toujours serait-il que l'administration des rentes étrangères, par ses différents avis et la manière dont elle avait conçu ses actions, paraissait seule dans l'opération et devait faire croire aux preneurs que c'était d'elle qu'ils acquerraient; qu'ainsi c'est à l'appelant qui a agi comme directeur de cette société et hors des termes de son mandat, à restituer ce qu'il a laissé recevoir sous son nom, sauf recours contre la société des banquiers anversois, s'il y a lieu;

Attendu que la somme payée par les souscripteurs ne produisait pas d'intérêts par elle-même; que par conséquent l'intimé n'est point fondé à en demander avant la mise en demeure faite par exploit du 10 février 1838;

Attendu qu'à partir de ce jour les articles 1146 et 1153 accordent les intérêts de la somme dont la restitution était demandée;

Attendu que les obligations contractées par l'appelant dérivent d'actes d'une nature commerciale;

Par ces motifs, M. l'avocat gén. de Bavay entendu en son avis, sans s'arrêter aux faits posés par l'appelant et qui sont écartés comme non relevant, met le jugement dont appel à néant; émendant, dit qu'il est définitivement et irrévocablement jugé que l'opération des *franco-russes* est nulle comme fondée sur une cause illicite, déclare l'intimé non plus avant fondé qu'à réclamer la somme payée par les souscripteurs pour chaque action, plus l'intérêt commercial de cette somme à partir de la demeure judiciaire, et statuant sur les conclusions subsidiaires de l'intimé, condamne l'appelant et par corps à restituer à l'intimé la somme de 251 fl. 25 c. pour chacune des 74 actions dont il est porteur, et dont les mémoires sont indiqués dans l'exploit introductif.

Du 30 juin 1839. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

DEMANDE NOUVELLE. — SÉQUESTRE.

La demande en nomination d'un séquestre est recevable en cause d'appel.

Cependant si la cause soumise à la Cour reçoit une décision définitive sur le point qui fait l'objet de l'appel et doit être reportée de suite devant le premier juge, il y a lieu de lui renvoyer également la demande susdite.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande en nomination d'un séquestre ne peut être considérée comme demande nouvelle non recevable en cause d'appel, qu'elle doit au contraire, d'après son but, être considérée comme accessoire de la demande principale et inhérente à celle-ci, puisqu'elle tend à la conservation, *pendente lite*, de la chose en litige; qu'ainsi elle peut être formée en cause d'appel;

Attendu cependant que si semblable demande peut être recevable en cause d'appel, il faut, pour que les Cours puissent y faire droit, que celles-ci ne puissent statuer de suite sur l'appel qui leur est soumis et que tout retard à statuer sur cette demande puisse compromettre l'objet en litige;

Attendu dans l'espèce que la cause soumise à la Cour reçoit une décision définitive sur le point qui fait l'objet de l'appel et doit

être reportée de suite devant le premier juge, devant lequel la demande de séquestre peut être portée sans préjudice aucun pour aucune des parties ;

Attendu que la règle des deux degrés de juridiction doit être observée toutes les fois que des motifs graves conciliables avec les dispositions de la loi ne s'y opposent pas, et ce d'autant plus dans les circonstances actuelles que la demande de séquestre, quoique conservatoire, peut être grave par ses conséquences, et réclame ainsi toute l'attention de la justice ;

Par ces motifs, M. l'av. gén. Delebecque entendu en son avis, met l'appel à néant ; statuant sur la demande incidente, la déclare recevable, dit que dans les circonstances de la cause il n'échoit par la Cour d'y statuer, etc.

Du 1^{er} juillet 1839. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

1^o CODE DE PROCÉDURE. — FORCÉ OBLIGATOIRE. — 2^o HYPOTHÈQUE. — VENTE. — DÉFAUT D'INSCRIPTION. — TRANSCRIPTION.

1^o *Y a-t-il, en ce qui concerne l'époque à laquelle le Code de procédure civile est devenu obligatoire, une distinction à faire entre les dispositions qui tiennent à l'instruction des procès, et celles qui introduisent un point de droit nouveau ?* (Code de procéd., art. 1041 ; avis du conseil d'État des 6 janvier, 10 février 1807.) — Rés. nég.

2^o *Sous l'empire du Code civil (art. 2166 et autres), et avant le 1^{er} janvier 1807 (article 854 du Code de procédure), la vente suffisait-elle, indépendamment de toute transcription, pour enlever aux créanciers non inscrits jusqu'alors leur droit de suite ou d'hypothèque (?) ?* — Rés. aff.

Une rente, au capital de 200 livres de gros de change, a été constituée à charge de

la veuve Jouret, le 19 juillet 1782, et hypothéquée sur la moitié de deux maisons situées à Audenarde, ainsi que sur l'usufruit de l'autre moitié.

Une autre rente, même capital, a été constituée à charge de la même veuve Jouret, avec hypothèque sur les deux maisons dont il s'agit, par acte du 24 juillet 1784.

Ces deux rentes appartiennent aujourd'hui aux hospices civils d'Audenarde, en vertu du transfert qui leur en a été fait par le domaine le 15 messidor au x.

Les deux maisons servant d'hypothèque ont été vendues par-devant notaire le 30 octobre 1806, à la requête des héritiers de la veuve Jouret. Une des clauses du cahier des charges est ainsi conçue : « Il sera loisible « aux adjudicataires des deux premiers « achats de prendre à leur charge, chaque « pour la moitié, en diminution de leur « prix d'acquisition, les capitaux des rentes « placées à intérêt sur lesdits deux premiers « achats, et non exigibles, moyennant « payant par eux les intérêts stipulés à com- « mencer du jour de l'adjudication, et en « déchargeant les vendeurs et les mineurs « de toute obligation personnelle à ce su- « jet. »

L'une des maisons a été acquise par P. Renson, qui a pris à sa charge la rente du 19 juillet 1782 ; l'autre par Delepeire, qui a pris à sa charge la rente du 24 juillet 1784.

P. Renson a payé l'une des rentes aux hospices jusqu'en 1817 : il a vendu sa maison quitte et libre le 2 octobre 1815 au nommé P. Goeminne, lequel a fait transcrire son acte d'acquisition au bureau des hypothèques le 19 du même mois.

Delepeire et ses héritiers ont payé l'autre rente sans interruption : ils n'ont jamais fait transcrire leur acte d'acquisition de 1806.

Le 2 juillet 1834, les hospices civils d'Audenarde ont pris inscription sur la maison Delepeire, pour sûreté des deux rentes.

Question de savoir si la maison Delepeire peut encore être tenue de l'hypo-

(1) Voy. Berlier, *Exposé des motifs* (Loché, t. 10, p. 343, n° 9) ; Tarrille, *Discours prononcé au corps législatif* (Loché, ib., p. 353, n° 8) ; Loché, *Comment. sur les articles 854 et 855 du Code de procédure* (ib., p. 290 et suiv.) ; Chabot, *Quest. transit.*, v° *Hyp.*, § 4 (t. 2, p. 74 et suiv.) ; Grenier, *Hyp.*, n° 349 ; Persil, *Régime hypoth.*, sur l'article 2181, n° 10 et suiv. ; Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 4, n° 8, et § 8, n° 2 ; Dalloz, v° *Hyp.*, eb. 2, sect. 6, art. 1^{er}, p. 373 et 382 et

suiv. ; Troplong, n° 280 et 284 ; Duvergier, *Note sur l'article 26* ; loi du 11 brumaire an vii (*Pasimie*, 1^{re} série, t. 9, p. 20) ; Paris, 22 déc. 1809 ; Turin, 23 nov. 1810 ; Paris, cass., 13 déc. 1815. — L'opinion contraire soutenue par Guichard (Sirey, 1811, 249), et par Jourdan (*Thémis*, t. 3, p. 481), a été récemment l'objet d'une note très-importante (Troplong, *Hyp. sur le n° 778 ter*). Voy. encore Lyon, 14 mars 1811.

thèque pour la rente du 19 juillet 1782?

Cette question a été résolue affirmativement par le tribunal d'Audenarde. La vente du 30 octobre 1806, a-t-il dit, a eu lieu sous l'empire de l'article 834 du Code de procédure promulgué le 2 mai 1806, qui permet aux créanciers hypothécaires de prendre inscription aussi longtemps, et même quinze jours après que l'acte translatif de propriété aura été transcrit. A la vérité l'article 1041 du Code de procédure porte que *le présent code sera exécuté à dater du 1^{er} janvier 1807*, etc.; mais il résulte du paragraphe suivant de ce même article 1041 que la règle ne concerne que la procédure proprement dite, la marche et les formalités à observer dans l'instruction des procès: quant aux dispositions qui intéressent le fond du droit des parties (telles que celles des articles 126, 570 et 834), leur force obligatoire a commencé, suivant les principes généraux de l'article 1^{er} du Code civil, quelques jours après leur promulgation partielle.

Appel. — A l'appui du système des premiers juges, l'intimé a invoqué les autorités suivantes: Merlin, *Quest.*, v^o *Inscrip. hyp.*, § 2, p. 343; Dalloz, v^o *Lois*, sect. 2, n^o 33, p. 535; cassation, 12 août 1807, 21 novembre 1809; Rouen, 28 juin 1810 (Merlin, *l. c.*).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les appelants devant les premiers juges se sont reconnus débiteurs personnels envers les intimés de la première rente du 24 juillet 1784, et ont offert d'en payer l'intérêt arriéré, de fournir à leurs frais titre nouvel, et de payer les dépens engendrés jusqu'au jour desdites offres;

Et quant à la deuxième rente du 19 juillet 1782, à l'égard de laquelle l'administration des hospices soutient que les appelants seraient tenus hypothécairement:

Attendu qu'il est établi en fait qu'à la date du 30 octobre 1806, jour de la vente de la maison dont s'agit, il n'avait été pris, de la part des intimés, aucune inscription hypothécaire; qu'à cette époque le Code civil faisait la seule loi des parties; que l'article 2166 du même Code exige, comme condition essentielle à l'exercice de tout droit quelconque contre le tiers détenteur, que l'hypothèque soit inscrite sur l'immeuble affecté, condition qui manque dans l'espèce; qu'ainsi, en vertu de la disposition de l'article 1583 dudit Code, Delepeleire est devenu propriétaire incommutable de la

maison en question, sans qu'il ait dû requérir la transcription de son acte de vente pour purger les biens acquis d'hypothèques non inscrites;

Attendu que c'est à tort que le premier juge a invoqué la disposition de l'article 834 du Code de procédure civile, introductif d'un droit nouveau, puisqu'il est constant, d'après la disposition finale de l'article 1041 du même Code, que ledit Code de procédure dont l'article 834 fait partie intégrante, n'est devenu exécutoire qu'au 1^{er} janvier 1807, et ainsi postérieurement à l'acte de vente sus-invoqué du 30 octobre 1806;

Que cet article 1401 statue en termes généraux, puisqu'il ne dit pas: « *le présent Code, en tant qu'il concerne la procédure proprement dite, sera exécuté à dater du 1^{er} janvier 1807*, » mais en général: « *le présent Code, tel qu'il est, quelle que puisse être d'ailleurs la nature de telle ou telle disposition particulière, sera exécuté*, etc.; » qu'il suit de là que la distinction entre les formalités qui tiennent à l'instruction des procès, et celles qui introduisent un point de droit nouveau, n'est point admissible;

Qu'on objecte vainement la suite dudit article 1041: *En conséquence tous procès qui seront intentés depuis cette époque seront instruits conformément à ses dispositions*; que cette conséquence n'est pas l'explication exclusive de la première partie de l'article, mais bien le principe corollaire, et le seul auquel le législateur ait dû songer en décrétant le Code de procédure; que d'ailleurs si cette addition n'avait pas été faite à l'article 1401 précité, il aurait fallu, dès le 1^{er} janvier 1807, appliquer le nouveau Code de procédure à tous les procès commencés, mais non achevés le 1^{er} janvier 1807, ce qui eût précisément donné lieu à cette confusion que le législateur voulait prévenir;

Qu'il résulte de tout ce qui précède que les intimés sont sans action contre les appelants du chef de la deuxième rente;

Par ces motifs, M. l'avocat général Colinet entendu en son avis conforme, met le jugement dont appel à néant; émendant, déclare satisfaites les offres faites par les appelants, etc.

Du 1^{er} juillet 1859. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

FAILLITE. — MEUBLES. — VENTE. —
L'POSSESSION. — TIERS ACQUEREUR.

Les meubles rendus avant la faillite, qui sont restés en la possession du failli, appar-

tiennent à la masse créancière : ils ne peuvent être revendiqués par le tiers acquéreur, qui n'a qu'une action en dommages-intérêts (1). (Code civil, art. 1141 et 1583.)

Par acte du 16 décembre 1837, enregistré le 29 suivant, le sieur Kerchof avait vendu à Clément Renard une machine à vapeur pour la somme de 9,000 francs. Kerchof tomba depuis en faillite, et resta en possession de la machine. — Renard la revendiqua contre les syndics. Ceux-ci résistèrent à cette demande et soutinrent que la machine, comme tous les meubles, appartenait à la masse créancière. Ce système, repoussé par le tribunal de Verviers, fut accueilli par la Cour de Liège.

ARRET.

LA COUR ; — Considérant qu'aux termes de l'article 1583 du Code civil, la propriété n'est acquise de droit à l'acheteur que respectivement au vendeur ; que loin d'attribuer le même effet à la vente d'une chose mobilière vis-à-vis des tiers, l'article 1141 du même Code dispose au contraire que si cette chose a été successivement vendue à deux personnes, l'acquéreur, qui en a été mis en possession réelle, en demeure propriétaire, à l'exclusion de l'autre ; qu'il résulte à l'évidence de cette disposition qu'en fait de meubles la tradition est nécessaire à l'égard des tiers, car, dans le système contraire, le vendeur étant dépouillé de tout droit de propriété par le seul fait du contrat, la seconde vente serait radicalement nulle comme ayant pour objet la chose d'autrui ;

Considérant que les biens meubles diffèrent essentiellement des immeubles, et qu'ils sont régis par des règles propres à favoriser la circulation et les transactions dont ils sont l'objet ; que notamment ces biens n'ont pas de suite par hypothèque et que leur possession tient lieu de titre et de propriété envers les tiers : or, sous ce rapport, la tradition est encore nécessaire, car si les meubles ne sont pas livrés à l'acheteur, le vendeur en conserve la possession, qui l'en fait réputer propriétaire ;

Considérant d'ailleurs que, suivant un usage constant au Châtelet de Paris, les

meubles vendus sans déplacement pouvaient être saisis par les créanciers du vendeur ; qu'on doit d'autant plus s'en tenir à cet usage, qu'il se concilie avec les principes du Code civil, et qu'il pare à l'effet des ventes simulées faites par des personnes insolubles pour éluder les poursuites exercées contre elles ;

Considérant, dans l'espèce, qu'après sa faillite Kerchof a été trouvé en possession réelle de la machine à vapeur et autres effets qu'il avait vendus à l'intimé ; que c'est à raison de cette possession que le privilège a été réclaté par le vendeur primitif de ladite machine et reconnu exister à son profit ;

Que dès lors les meubles dont il s'agit n'ont pu être revendiqués au préjudice de la masse après le dessaisissement du failli, sauf à l'intimé son action en dommages-intérêts du chef de la vente pour lesquels il sera admis au passif de la faillite ;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant ; émendant, renvoie les appelants de la demande formée par l'intimé, etc.

Du 1^{er} juillet 1839. — Cour de Liège.

CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

Gand, 1^{er} juillet 1839. — Voyez rejet, 5 décembre 1839.

1^o ACTE D'APPEL. — NULLITÉ COUVERTE. — 2^o COMPÉTENCE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — FABRIQUE (CONSEIL DE). — COMPOSITION.

1^o La nullité d'un acte d'appel notifié à un conseil de fabrique, résultant de ce que cet acte n'a pas été notifié au siège de cette administration ni revêtu du visa, est couverte par la notification d'un mémoire de griefs dans lequel elle n'est pas relevée. (Code de proc., art. 173.)

2^o L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la question de savoir si un conseil de fabrique a été légalement composé.

Par suite, si dans une instance il s'élève entre parties un débat dans lequel elles prétendent respectivement former le conseil de fabrique, en produisant des actes

(1) Voy. dans un sens analogue Liège, 5 mai 1835 ; Brux., 6 déc. 1838 ; Troplong, *Vente*, art. 1583, n^o 42.

administrative à l'appui, il y a lieu de surseoir et de renvoyer les parties à l'autorité administrative, pour se faire régler sur leurs qualités (1).

Le conseil de fabrique de Juprelle aurait dû se renouveler par tiers au mois d'avril 1835, mais il avait négligé d'accomplir cette formalité. Deux de ses membres se retirèrent en 1836 et en 1837 : les membres restants élurent alors M. Mottart, pour remplacer celui qui s'était retiré le premier. Un autre membre se retira encore, puis le conseil procéda à de nouvelles élections, et aux réélections qu'il jugeait nécessaires pour se reconstituer.

L'autorité épiscopale, prévenue de cet état de choses, ordonna au conseil de fabriquer de se récomposer comme si rien n'avait été fait depuis le mois d'avril 1835, se réservant d'user de la faculté que lui accorde l'article 8 du décret du 30 décembre 1809, s'il en était besoin.

Un des membres reconnus par elle étant venu à mourir, elle jugea que le conseil se trouvait dans l'impossibilité de se compléter, et par suite ello y pourvut en faisant elle-même les élections.

Les membres éliminés de cette manière assignèrent le sieur Clomin, curé de Juprelle, en restitution des registres et des titres de la fabrique; et en première instance ils obtinrent gain de cause. Le sieur Clomin interjeta appel de cette décision, et le conseil de fabrique, constitué par l'autorité épiscopale, intervint au procès.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de l'exploit introductif d'instance que les intimés qui, au nombre de cinq, y figurent comme formant le conseil de fabrique de l'église de Juprelle, ont intenté leur action contre l'appelant collectivement et au nom de ladite fabrique, et qu'ainsi cette dernière que les intimés prétendent représenter se trouve suffisamment intimée par l'exploit d'appel notifié à quatre de ces individus, parmi lesquels se trouvent le président du conseil et le trésorier du bureau des marguilliers; que peu importe que cet exploit n'ait pas été notifié à cette fabrique en son

bureau dans le lieu où réside le siège de son administration, au vu de l'article 69, n° 3, du Code de procédure, et que le prescrit de l'article 1039, au sujet du visa, n'ait pas été observé, puisque les intimés ayant fait notifier un mémoire de défense au fond contre les griefs d'appel sans relever aucune espèce d'irrégularité ou de nullité et sans y avoir fait aucune réserve, ne peuvent quereller en la forme l'acte d'appel, aux termes de l'article 173 du Code de procédure civile; d'où il suit que l'appel est recevable.

Sur la deuxième question :

Attendu que les intimés, d'une part, et les demandeurs en intervention de l'autre, prétendent former exclusivement le conseil de fabrique de l'église de Juprelle; que les uns et les autres invoquent à l'appui de leurs prétentions respectives des actes d'administration sur matière administrative et d'ordre intérieur, dont l'application, par une conséquence nécessaire de la séparation et de l'indépendance des pouvoirs, échappe aux attributions de l'autorité judiciaire; qu'il importe cependant dans une affaire qui intéresse une fabrique de s'assurer de quel côté sont les véritables mandataires;

Par ces motifs, déclare l'appel recevable, met l'appellation et le jugement dont est appel à néant, en ce que les premiers juges se sont reconnus compétents pour statuer sur la qualité des demandeurs, intimés, et avant de faire droit sur les conclusions de toutes les parties, les renvoie devant l'autorité administrative compétente pour se faire régler sur leurs qualités, etc.

Du 3 juillet 1839. — Cour de Liège.

PÉREMPTION. — CONTRAINTE. — ENREGISTREMENT. — HÉRITIERS. — REPAISE D'INSTANCE.

La contrainte décernée en matière d'enregistrement et l'instance qu'engage l'opposition se périmant faute de poursuite pendant trois ans (2). (Code de proc., article 401.)

Les héritiers d'une partie décédée peuvent demander la péremption sans être tenus de reprendre préalablement l'instance (3). (Code de proc., art. 344 et 397.)

(1) Voy. l'arrêt de rejet à la date du 25 juin 1840. Voy. aussi Gand, 18 mars 1834; Brux., 14 août 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 218, et la note).

(2) Voy. Brux., cass., 17 avril 1840 et Brux., 15 déc. 1846 (*Pasic.*, 1847, p. 46).

(3) Voy. Liège, 11 mai 1826; Paris, cass., 3 fé-

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le syndicat d'amortissement aujourd'hui représenté par l'administration des domaines, a fait signifier, le 11 décembre 1828, à M. Defraissie, veuve Vanberwaert, une contrainte tendante au paiement des arrérages échus depuis le 30 novembre 1798, jusques et inclus le 30 novembre 1806, d'une reute de 13 rasières originairement due par Vanberwaert ;

Que ladite veuve a formé opposition avec assignation devant le tribunal de Huy, et qu'après son décès son avoué a fait signifier à l'appelante, par acte d'avoué du 6 mai 1836, que la défunte avait institué les intimés pour ses héritiers dans tout le patrimoine de son mari, avec sommation de les assigner en reprise d'instance et de les faire appeler à la cause ;

Qu'il résulte aussi d'un extrait du testament mystique de la défunte que les intimés sont chargés du paiement des rentes et arrérages de rentes, qui grèvent les biens de feu Vanberwaert, qui leur sont légués par sa veuve ;

Attendu que, par requête signifiée le 16 juin 1836, par conséquent plus de six ans après le dernier acte de procédure ci-dessus mentionné, les intimés ont demandé la péremption de l'instance pendante entre la défunte veuve Vanberwaert et l'administration appelante ;

Attendu qu'aux termes de l'article 64 de la loi du 22 frimaire an VII, le premier acte de poursuite pour le recouvrement des sommes dues à l'Etat est une contrainte ; que si, pour interrompre l'exécution, la partie contre laquelle elle est décernée doit y former opposition avec assignation devant le tribunal compétent, cette démarche forcée de sa part a pour but de lier l'instance, mais n'intervient pas les rôles respectifs des parties ; qu'en effet c'est toujours à l'administration qui a décerné la contrainte à justifier le fondement de sa demande, c'est à elle à poursuivre l'instance et à faire tous les actes et devoirs propres à lui faire obtenir l'objet de la contrainte ; d'où il suit qu'elle est réellement demanderesse et que l'article 401 du Code de proc. civile lui est applicable ;

Qu'au surplus la péremption est le seul

moyen au pouvoir des défendeurs originaires pour mettre fin à l'instance, puisque le désistement n'atteignant que l'opposition les serait retomber sous le poids de la contrainte ;

Attendu que les intimés, pour pouvoir demander la péremption d'instance, n'ont pas dû la reprendre, que pareil acte de leur part eût été en contradiction avec le but qu'ils se proposaient, l'anéantissement de cette même instance ;

Qu'il suffit que les intimés soient, quant à la rente dont il s'agit, aux droits et obligations de la défunte, pour qu'ils aient qualité pour faire tous les actes que celle-ci aurait pu faire ;

Qu'il résulte de ce qui précède que les intimés sont recevables et fondés dans leur demande de péremption ;

Par ces motifs, confirme, etc.

Du 4 juillet 1839. — Cour de Liège.

—

1^o COMPTE. — APPROBATION. — REVISION. —
2^o INTÉRÊTS. — BANQUIER. — COMPTE COURANT.

1^o *L'acte par lequel une partie reconnaît devoir une somme pour solde de compte, de même qu'une traite fournie valent pour solde de compte, contient l'arrêté et l'approbation du compte dont parle l'article 541 du Code de procédure civile.*

La partie qui a donné ces approbations au compte courant réglé entre elle et son banquier ne peut revenir contre ce compte pour perception de pertes de places, commissions, etc., qu'elle croirait indûment perçues.

2^o *Le banquier qui ouvre un crédit à un négociant peut valablement stipuler, outre l'intérêt commercial, capitalisé par six mois, des droits de commission, même sur les effets qui ne sortent pas de son portefeuille et sont renouvelés à leur échéance sans être mis en circulation.*

Ces conventions sont licites aussi longtemps qu'elles concernent des opérations de banque véritables, et ne sont point employées

vrier 1835 et 19 janv. 1837 ; Reynaud, *Tr. de la péremption*, n^o 88. — *Contrâ*, Bordeaux, 12 mai

1824. Mais par un arrêt du 22 août 1835, cette Cour est revenue sur cette jurisprudence.

comme un moyen de déguiser l'intérêt usuraire d'un simple prêt ⁽¹⁾.

La partie qui a sciemment acquitté un compte courant comprenant des droits de commission et perte de place ne peut demander la révision de ce compte du chef que ces perceptions seraient excessives ou exagérées (2).

La maison de banque Macau-Josson, de Tournai, avait ouvert aux époux Derreumaux, négociants des environs, un crédit évalué à 120,000 francs.

Il fut convenu entre parties que les époux Derreumaux remettraient pour le montant de cette somme au banquier Macau des traites à ordre pour figurer au compte courant.

Les intérêts de ce compte devaient être arrêtés tous les six mois; sur ces remises de traites successives le banquier recevait et portait en compte, toujours d'après conventions, des droits de commission et pertes de place à régler ultérieurement entre parties.

Parmi les traites ainsi remises, plusieurs se renouvelaient à l'échéance sans avoir été mises en circulation, sans être sorties du portefeuille du banquier.

Les pertes de place et commissions devaient être prélevées sur ces traites comme sur les effets négociés.

Sur le pied de ces stipulations les affaires commencèrent entre parties, et le 9 mars 1835, les époux Derreumaux se reconnurent débiteurs d'un solde de compte établi d'après ces bases et montant à 96,975 francs.

Le 3 novembre même année, Derreumaux acquitta son compte arrêté le 30 juin même année au moyen d'une traite.

Postérieurement des difficultés s'élevèrent entre la maison Macau-Josson et ses débiteurs. Ceux-ci, assignés en paiement, soutinrent qu'il fallait rabattre de leur compte les droits de commission perçus, ainsi que les pertes de place sur tous effets non négociés et renouvelés à l'échéance;

que la maison Macau-Josson n'était pas fondée à capitaliser les intérêts du compte par six mois; qu'en un mot, le banquier ne pouvait rien exiger au delà de l'intérêt légal du commerce, c'est-à-dire 6 pour cent l'an; que la convention contraire était usuraire, et partant nulle.

Quant aux comptes approuvés par l'acte et la traite de 1835, la maison Macau excipa de l'article 341 du Code de procédure civile, et soutint au fond que sa convention constituait un forfait de banque licite et obligatoire. L'intérêt n'est fixé par la loi qu'au cas de simple prêt: elle est muette sur le taux des opérations de banque.

Jugement du tribunal de commerce de Tournai qui accueille le système de Derreumaux, déclare les perceptions du banquier excédant l'intérêt légal de 6 pour cent annuellement illicites, et ordonne sur ce pied la révision de tous comptes arrêtés ou approuvés antérieurement, et renvoie à cette fin les parties devant un arbitre rapporteur.

Appel par Sacquelen-Macau, représentant et successeur de la maison Macau-Josson.

2227.

LA COUR;— Attendu que par l'acte passé devant le notaire Henry, à la résidence de Tournai, le 9 mars 1835, les époux Derreumaux, eu se reconnaissant formellement et solidairement redevables envers la maison Macau-Josson, aujourd'hui représentée par la maison Sacquelen-Macau, de la somme de 96,975 francs 60 centimes, ce qui était le résultat de leurs comptes courants antérieurs, ont bien, par là, arrêté définitivement leurs comptes;

Attendu que Derreumaux, en acquittant, au moyen d'une traite par lui fournie le 3 novembre 1835, le solde du compte courant du 6 juin de la même année, qui lui avait été transmis, a également approuvé le contenu de ce compte;

Attendu que, d'après l'article 341 du Code de procédure civile, il ne peut être procédé à la révision d'aucun compte, sauf aux par-

(1) C'est ainsi de cette manière qu'on le décide en France; on y juge que les droits de commission et d'escompte perçus par un banquier dans les opérations qu'il fait avec un commerçant ne sont usuraire qu'autant qu'ils s'appliquent à des opérations fictives. Voy. en ce sens Paris, cass., 8 avril, 26 août et 24 déc. 1825, 4 fév. et 16 août 1828; Toulouse, 25 juin 1829; Grenoble, 16 fév. 1836, 18 janv. 1850. On y décide également que les intérêts de comptes courants peuvent, dans les

mêmes circonstances, être capitalisés et produire intérêt. Voy. arrêt de Grenoble, 16 fév. 1836, et Paris, cass., 19 déc. 1839, 14 juillet 1840. En Belgique on juge contre la capitalisation par six mois. Voy. en ce sens Bruxelles, 15 janv. 1815; Liège, 30 juin 1841. Voy. aussi Chardon, *Traité de l'usure*, n° 644, et les autorités qu'il cite.

(2) Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté le 1^{er} mai 1840.

ties, s'il y a erreurs, omissions, faux, ou doubles emplois, à demander le redressement de ces erreurs de calcul, en les signalant et indiquant les articles qui les renferment;

Attendu que devant le premier juge les époux Derreumaux se sont bornés, en termes de défense, à prétendre qu'il y avait compte à régler, et qu'il y avait lieu de rectifier les erreurs commises dans les comptes précédents, desquels il fallait retrancher le montant des pertes de place, et tout autre avoir que l'intérêt commercial, pourquoi ils ont conclu à la révision de tous les comptes;

Attendu que les correspondances des parties et les éléments de la cause établissent à toute évidence que ce n'est point par erreur, mais seulement au vu, su et avec le consentement de Derreumaux, que les sommes pour droit de commission et perte de place, même pour les pertes de place des traites qui sont restées dans le portefeuille de la maison Macau-Josson, ont été portées dans les comptes courants arrêtés et approuvés; d'où il suit que ces articles des comptes, les seuls jusqu'ores critiqués, ne tombent point dans la catégorie des erreurs de calcul dont la loi autorise le redressement, et, par une conséquence ultérieure, que l'on ne pourrait revenir sur ces sommes allouées en compte que pour autant que l'on pût considérer, dans l'espèce, les droits de commission, et les sommes portées dans les comptes pour pertes de place, comme un moyen employé pour déguiser l'intérêt usuraire d'un simple prêt;

Attendu, sur ce point, que la maison Macau-Josson, à Tournai, faisant sa profession habituelle des opérations de banque ou de change, ayant des registres à tenir, des employés à payer et des déboursés à faire, avait ouvert un crédit aux intimés; qu'elle recevait, en échange de ses fonds, des valeurs de portefeuille, des traites payables dans un autre lieu que celui du siège de son établissement, et qu'elle devait faire encaisser; que par suite, et par les usages du commerce et la jurisprudence, elle pouvait, sans qu'il y eût usure, recevoir, indépendamment de l'intérêt légal, un salaire pour ses opérations et les recouvrements de ces traites;

Attendu qu'il est libre aux commerçants d'établir un forfait pour déterminer le montant de ce salaire, en le fixant à un taux devant porter sur toutes les traites fournies, aussi bien sur celles qui seraient retirées de la circulation et renouvelées que sur celles qui seraient acquittées;

Attendu que ces sommes portées pour commission et pertes de place, d'après le mode qui a été suivi et admis par les parties dans les comptes arrêtés et approuvés, ne constituent pas un salaire qui sorte des usages du commerce, et qui soit assez élevé pour qu'on dût considérer ces articles pour les avances faites par les appelants aux intimés;

Attendu qu'il n'appert d'arrêter ou approuver aucun compte postérieur au 30 juin 1835;

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant, en tant seulement qu'il a ordonné à l'arbitre nommé de réviser tous les comptes antérieurs au 1^{er} juillet 1835, sauf aux intimés, s'ils prétendent qu'il s'est glissé dans ces comptes des erreurs de calcul, omissions, faux, ou doubles emplois, dont parle l'article 341 du Code de procédure civile, et autres que les prétendues erreurs pour droits de commission et pertes de place, à en demander le redressement autrement dûment; met, pour le surplus, l'appellation à néant, etc.

Du 6 juillet 1839. — Cour de Brux. — 1^{re} Ch.

RENTE FONCIÈRE.

Bruxelles, 8 juillet 1839. — *Pasic.*, 1842, p. 9, 2^e espèce.

1^o CALOMNIE. — OFFENSE. — IMPUTATIONS. — PREUVE. — RECEVABILITÉ. — ACTION CIVILE. — IMPRIMEUR. — PUBLICITÉ. — 2^o DESISTEMENT. — FIN DE NON-RECEVOIR. — 3^o DISJONCTION. — APPEL. — RECEVABILITÉ.

1^o *L'article 6 de la loi sur la presse n'admettant la preuve des faits imputés que vis-à-vis des dépositaires ou agents de l'autorité, etc., la prohibition des articles 368 et 371 du Code pénal subsiste à l'égard de tous autres.*

Cette prohibition existe, bien que la réparation soit poursuivie isolément devant les tribunaux civils.

L'imprimeur d'un journal, poursuivi en réparation civile devant les tribunaux ordinaires, du chef d'imputations offensantes dirigées contre un citoyen, peut demander à être mis hors de cause, si l'auteur de l'article est avoué au procès

et se trouve dans l'instance⁽¹⁾. (Constitution, art. 18; Code civil, art. 1382.)

Celui contre lequel une action civile, pour imputations offensantes, est dirigée devant les tribunaux civils, ne peut s'affranchir de la responsabilité de l'article 1382 du Code civil, en alléguant que les faits ayant été consignés et répandus par les journaux, il ne peut y avoir eu, dans le sens de cet article, faute de sa part à en parler. (Code pénal, art. 368.)

2° *Lorsqu'il y a eu désistement d'une plainte correctionnelle du chef d'imputations calomnieuses à la suite de la rétractation du prévenu, celui-ci, qui ne l'a pas maintenue, ne peut se faire, de ce désistement, une fin de non-recevoir contre l'action en réparation intentée aux mêmes fins devant les tribunaux ordinaires.*

3° *Lorsqu'un litige a été accepté simultanément devant le premier juge par plusieurs parties, elles sont non recevables à en demander en appel la disjonction.*

Le sieur Deruyscher, hôtelier à Bruxelles, fit assigner les sieurs Parys, imprimeur du *Méphisophètes*, Broglia, homme de lettres, Borie, capitaine de cavalerie, Reper et Lacroix, devant le tribunal civil de Bruxelles, pour s'y voir condamner solidairement et par corps à lui payer une somme de 25,000 francs, à titre de dommages-intérêts, pour avoir répandu, à l'aide de moyens différents, mais dans un but identique, des bruits qui tendaient à discréditer son établissement : en fait, il soutenait, quant aux trois derniers défendeurs, qu'ils avaient allégué en public qu'il était et avait été, à diverses époques, agent de la police secrète, un mouchard, un espion, et quant à Broglia et Parys, il alléguait que ces derniers avaient publié, depuis plusieurs mois, une série d'articles dans lesquels ils disaient en substance que Deruyscher était un infâme espion au service de M. François; que son établissement était un repaire de mouchards; que Deruyscher était le chef d'une bande d'espions connus sous le nom de *trapuistiers*, etc.

Les défendeurs opposèrent à cette demande une exception d'incompétence qui fut adjugée par le tribunal et par la Cour par arrêt du 16 janvier 1839.

L'affaire ayant été ramenée devant le tribunal, le sieur Parys conclut à être mis hors de cause, l'auteur de l'article étant connu et avoué : il se foudait sur l'article 18 de la Constitution.

Avant de passer à l'exposition des moyens de défense présentés par les autres parties, nous devons faire connaître que Reper ayant été cité par Deruyscher devant le tribunal correctionnel, pour les propos dont il s'agit, ce dernier se désista de sa plainte par suite d'une rétractation faite par le prévenu. — Les divers défendeurs présentèrent ce désistement comme une fin de non-recevoir contre la présente action, en tirant l'induction que par là le demandeur avait reconnu la réalité des faits articulés : subsidiairement, ils offraient la preuve de ces faits. — Les défendeurs Borie et Lacroix dénièrent les faits allégués à leur charge, et soutinrent que les propos imputés, eussent-ils été tenus, n'avaient été qu'une répétition non défendue de ce qui se trouvait publié dans le *Méphisophètes*, et qu'aucune loi n'interdisait de répéter ce qu'on avait lu dans un journal; qu'il ne pouvait non plus y avoir aucune faute, dans le sens des articles 1382 et suiv. du Code civil, à alléguer des faits vrais et notoires. — Jugement du tribunal de Bruxelles du 18 mars 1839, ainsi conçu :

« En ce qui concerne le défendeur Broglia, quant à sa fin de non-recevoir :

« Attendu que le demandeur a si peu reconnu par son désistement la vérité des imputations dont il a été l'objet, que cet acte n'a été donné que sur la rétractation formelle de Reper; qu'ainsi la fin de non-recevoir, en supposant qu'elle fût admissible en droit, n'est aucunement fondée en fait.

« Quant à la preuve par lui offerte :

« Attendu que l'article 6 de la loi sur la presse n'admet la preuve des faits imputés que vis-à-vis des dépositaires ou agents de l'autorité, etc., et pour imputations dirigées à raison de faits relatifs à leurs fonctions; qu'ainsi la prohibition des articles 368 et 370 du Code pénal existe à l'égard de tous autres;

« Attendu que les délits et contraventions pour être poursuivis isolément par la voie civile ne perdent pas leur caractère et demeurent régis par les lois qui leur sont propres, lorsqu'elles n'ont rien d'incompatibles avec la loi civile; que cela est si vrai qu'il est de principe et admis par l'article 3 du Code d'instruction que l'action publique a, en général, une influence nécessaire sur l'action civile;

(1) Voy. Brux., 2 juillet 1845 (*Pasic.*, p. 248) et 27 fév. 1847 (*Pasic.*, p. 277). Voy. aussi Brux., 13 déc. 1852 (*Pasic.*, 1853, 6^e cah.)

« Attendu que cela est fondé en raison, puisque ce qui est défendu au criminel, sous le rapport de la preuve, doit, à plus forte raison, l'être au civil où des intérêts bien moindres sont engagés ;

« Attendu que la preuve du fait telle qu'elle est offerte doit d'autant moins être admise dans l'espèce, que le défendeur ne s'est pas borné à présenter nûment le fait, mais l'a commenté en lui donnant le caractère le plus offensant et le plus injurieux pour le demandeur ; qu'ainsi la preuve par lui offerte serait même irrelevante sous ce dernier rapport ;

« Attendu néanmoins que le demandeur ne s'est pas contenté de réclamer une réparation pour le tort moral causé par les imputations du défendeur Broglia, mais a prétendu en avoir souffert un préjudice matériel qu'il évalue à 25,000 francs ; qu'il y a donc lieu sous ce rapport de lui enjoindre de justifier sa demande envers tous les défendeurs.

« En ce qui concerne le défendeur Parys : « Attendu que, pour décliner la responsabilité qu'invoque contre lui le demandeur, il se prévaut de l'article 18 de la Constitution, ainsi conçu : « La presse est libre, la censure ne pourra être rétablie, il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs : lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peuvent être poursuivis ; »

« Attendu que la loi constitutionnelle, en écartant par des considérations politiques toute mesure préventive en matière de presse, n'a pu vouloir porter atteinte aux intérêts purement privés qui doivent demeurer entiers, à moins d'exception formelle ; — Que les restrictions apportées par l'article 18 précité, au principe général de la complicité, ont surtout pour objet d'écarter toute entrave à la liberté de la presse, en dégageant l'imprimeur, l'éditeur et le distributeur, intermédiaires nécessaires pour l'exercice de cette liberté, de toute responsabilité devant la loi pénale ; que l'intérêt de cette liberté, consacrée surtout pour l'émission des doctrines, et non pour protéger la diffamation, ne va pas jusqu'à réclamer l'adrenchissement de la responsabilité civile, qui est la plus sûre garantie des droits privés des citoyens ; — Que le mot *pourvu* de l'article 18, qui ne s'applique en général qu'à l'action publique, justifie encore cette doctrine ;

« Attendu enfin que, pour admettre une dérogation à la règle absolue de l'art. 1582

du Code civil, la loi aurait dû formellement s'en exprimer, alors qu'on considère qu'elle se montre si favorable à la responsabilité civile, qu'elle ne l'exclut pas même en cas d'acquiescement (art. 368 du Code d'instr.) ;

« Attendu que le sieur Parys, en publiant les imputations dirigées par le défendeur Broglia, se les est appropriées, et doit en raison de sa faute en répondre vis-à-vis du demandeur.

« En ce qui concerne les sieurs Borie et Lacroix ;

« Attendu que les considérations qui précèdent et l'article 368 du Code pénal répondent aux moyens exceptionnels employés par eux ;

« Attendu néanmoins qu'ils déniaient les propos à eux imputés et la hauteur des dommages réclamés ; qu'ainsi la preuve en incombe au demandeur.

« En ce qui concerne Reper :

« Attendu que le désistement du demandeur était subordonné à la rétractation de Reper, que ce dernier n'a pas maintenue ; qu'ainsi la fin de non-recevoir n'est pas fondée ;

« Attendu qu'il dénie les faits posés et la hauteur du dommage que le demandeur prétend lui avoir été causé ;

« Attendu que la preuve par lui offerte des faits imputés ne peut, d'après ce qui a été dit plus haut, être admise ;

« Par ces motifs, sans s'arrêter aux exceptions proposées ni aux preuves offertes, et sans qu'il soit besoin d'ordonner la preuve des faits qui font la base de la demande en ce qui concerne Broglia et Parys, admet le demandeur à prouver par tous moyens de droit, nuls exceptés, que le dommage qu'il a souffert par suite des imputations des sieurs Broglia, etc., s'élève à 25,000 francs, l'admet à prouver par tous moyens de droits, à l'égard de Reper, que ce dernier a dit que Decruyscher était un espion de M. François, etc. ; que par là il a contribué à diminuer le crédit du demandeur. » La même preuve était admise à l'égard des autres défendeurs.

Appel par les sieurs Parys, Broglia, Lacroix et Borie. On demanda la disjonction de leurs causes respectives, aucune espèce de connexité n'existant entre elles, et on soutint qu'il n'y avait pas lieu à requérir la solidarité contre eux, quelle que fut l'issue éventuelle du procès : Broglia demandait à prouver la vérité des faits allégués par lui, et prétendait que, s'il venait à les établir, il en résulterait que le dommage dont se plaignait le demandeur aurait été le résultat

non de l'allégation du fait d'espionnage, mais du fait en lui-même reconnu vrai.

Pour Parys, on disait que n'étant pas l'auteur de l'article argué, et celui-ci étant connu et en cause, toute responsabilité cessait dans son chef comme éditeur, d'après l'article 18 de la Constitution, l'article 11 de la loi du 20 juillet 1831 et même les articles 1382 et suivants du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que cette demande n'a point été proposée devant le premier juge; que les appelants ont au contraire accepté sous ce rapport le litige tel qu'il avait été soumis au juge;

Attendu que l'action intentée par l'intimé, demandeur originaire, a pour objet la réparation du dommage qu'il prétend lui avoir été causé par les appelants, agissant dans un but commun, et que le résultat de l'enquête ordonnée pourra seul établir si ce but a existé et déterminer la part que chacun d'eux aurait prise au préjudice causé; qu'il était d'ailleurs de l'intérêt bien entendu des parties que les faits à prouver fussent soumis à une seule et même enquête; que des enquêtes séparées ne feraient qu'occasionner, sans utilité et sans qu'il pût en résulter le moindre avantage pour aucune des parties, un surcroît considérable de frais;

Attendu que la question de solidarité n'a point été débattue jusqu'ici devant le juge; que ce ne sera qu'après la confection des enquêtes, et d'après ce qui s'y trouvera établi, que cette question pourra être agitée entre parties;

Qu'il suit de ce qui précède que la demande en disjonction, fût-elle encore recevable, serait, dans tous les cas et jusqu'ores, non fondée.

En ce qui concerne l'appelant Parys :

Attendu que c'est comme imprimeur, éditeur et distributeur des articles du journal *le Méphistophélès*, dont l'intimé se plaint, que ledit Parys a été attrait en justice;

Qu'aucun autre fait de complicité ou de coopération, comme auteur aux articles que l'intimé présente comme lui ayant causé du dommage, n'est reproché audit Parys; que ce n'est donc uniquement que comme imprimeur, éditeur et distributeur du journal où ces articles ont été insérés, que les poursuites ont été dirigées à sa charge;

Attendu qu'immédiatement après le rejet de l'exception d'incompétence, l'appelant

Parys a fait connaître l'auteur des articles dont il s'agit, et que la personne par lui désignée comme auteur, et qui est domiciliée en Belgique, s'est effectivement reconnue telle, ce qui a été accepté par l'intimé, qui n'a élevé à cet égard aucune contestation;

Attendu que dès lors et aux termes de la disposition claire et précise de l'article 18 de la Constitution belge, l'imprimeur, l'éditeur et le distributeur ne pouvaient être poursuivis;

Qu'en effet le principe constitutionnel, qui veut que lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'imprimeur, l'éditeur ou le distributeur ne puissent être poursuivis, est général et ne comporte aucune exception;

Attendu que ce principe, comme principe constitutionnel, devrait nécessairement étendre son empire aussi bien sur les poursuites faites en matière civile pour réparation du dommage causé, que sur celles ayant pour objet la répression des délits;

Que le mot *poursuivi*, que l'on rencontre dans l'article 18 précité, ne saurait être restreint, comme le fait le premier juge, à des poursuites en matière criminelle et correctionnelle, mais peut s'appliquer aussi et s'applique en effet également bien à des poursuites en matière civile;

Que l'on ne concevrait pas d'ailleurs pourquoi le congrès national, qui a bien manifestement voulu, lorsque l'auteur serait connu et domicilié en Belgique, que l'imprimeur, l'éditeur et le distributeur fussent affranchis de toute responsabilité pour le tort bien autrement grave que l'écrit qui viendrait à être incriminé aurait causé à la société tout entière, dont il aurait pu jusqu'à compromettre la sûreté, aurait néanmoins voulu maintenir cette responsabilité à leur égard pour la réparation de dommages causés à de simples particuliers, et ne concernant ainsi que des intérêts privés;

Attendu que l'on voit de la discussion qui s'est engagée à cet égard devant le congrès national, que le motif qui a porté le pouvoir constituant à affranchir la presse de toute responsabilité dès que l'auteur serait connu et domicilié en Belgique, a été de mettre celui-ci à l'abri de tout contrôle, de toute censure de la part de l'imprimeur; que si cependant l'on admettait avec le premier juge que la désignation de l'auteur qui pouvait bien garantir l'imprimeur, l'éditeur et le distributeur contre l'action du ministère public, ne pouvait, dans aucun cas, les soustraire à l'action en dommages-intérêts,

que la partie qui se prétendait lésée par l'écrit qui aurait été publié viendrait intenter contre eux, le but que le congrès s'était proposé d'atteindre serait complètement manqué, puisque dans ce cas l'imprimeur, avant de livrer ses presses, exigerait toujours d'exercer son contrôle sur l'écrit qu'on lui présenterait à imprimer, ce que l'on n'a pas voulu ;

Attendu que la loi du 30 juillet 1831, sur la presse, ne contient et ne pouvait contenir aucune dérogation aux dispositions de l'article 18 de la Constitution ; que cette loi ne fait qu'organiser la procédure en matière de presse devant la justice répressive ; que des considérations qui précèdent il résulte que c'est à tort que le premier juge a maintenu en cause l'appelant Parys, et qu'ainsi il y a lieu de réformer le jugement à quo de ce chef.

En ce qui touche les propos attribués aux appelants Borie et Lacroix :

Attendu que ceux-ci n'ont aucunement prétendu devant le premier juge que les propos que la partie intimée leur prête seraient présentés d'une manière trop vague pour qu'ils pussent y répondre ; que les divers moyens qu'ils ont employés pour repousser toute responsabilité du chef de ces propos, en supposant qu'ils auraient été tenus, ce qu'ils déniaient, sembleraient dénoter, au contraire, qu'ils se croyaient en mesure de les discuter ;

Attendu d'ailleurs que l'intimé a pu se trouver dans l'impossibilité de préciser autrement qu'il l'a fait les propos qu'il leur reproche, ces propos, d'après l'intimé, ayant été tenus à diverses personnes qui ont pu ou ne pas se rappeler exactement le lieu et l'époque précises où ils auraient été tenus, ou se refuser à donner des renseignements à cet égard à l'intimé ;

Attendu enfin que si, après la déposition des personnes auxquelles ces propos auraient été tenus, lesdits Borie et Lacroix croyaient avoir besoin d'une prorogation d'enquête pour faire entendre d'autres témoins en termes de défense, il leur sera libre de demander cette prorogation et au juge de la leur accorder suivant les circonstances ;

Par ces motifs, et adoptant au surplus, en ce qui concerne lesdits Borie et Lacroix, comme aussi en ce qui concerne les appelants Broglia et Reper, ceux du premier

juge, M. d'Anetban, avocat général, entendu en son avis conforme, sans s'arrêter à la demande en disjonction proposée par les appelants, met à néant le jugement dont appel, en ce qu'il a maintenu en cause l'appelant Parys, etc.

Du 8 juillet 1839. — Cour de Bruxelles.

1^{re} SÉPARATION DE CORPS. — FIN DE NON-RECEVOIR. — RÉSIDENCE. — 2^o ACQUISITION. — EXÉCUTION. — RÉSERVES. — APPEL. — 3^o JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — APPEL. — DÉLÉGATION D'ENQUÊTE.

1^o *L'épouse, demanderesse en séparation de corps, n'est pas comme la demanderesse en divorce tenue, sous les peines prononcées par l'article 269 du Code civil, de justifier de sa résidence dans la maison qui lui a été indiquée par l'ordonnance du président (1).*

2^o *La circonstance que l'époux qui avait fait valoir cette fin de non-recevoir aurait, après le jugement qui la rejetait, avec ordonnance aux parties de plaider au fond à une audience ultérieurement indiquée, obtempéré à cette injonction, mais sous toutes réserves, le rendrait-elle non recevable à en appeler ? — Rés. nég.*

3^o *L'appel d'un jugement qui, en matière de séparation, commet un juge de paix pour recevoir les enquêtes, est-il recevable ? (Code de proc. civile, art. 451 et 1035.) — Rés. nég.*

Le 12 septembre 1838, Marie Blockhausen forma, contre son mari le sieur Delbez, une demande en séparation de corps.

Delbez soutint que la demanderesse était non recevable dans son action, en se fondant sur ce qu'elle ne résidait pas au lieu indiqué par M. le président du tribunal de Verviers. Le 19 janvier 1839, jugement ainsi conçu :

« Considérant que le défendeur élève une fin de non-recevoir fondée sur ce que sa femme, demanderesse en séparation de corps, ne résidait pas dans le lieu à elle désigné par le président du tribunal ;

« Considérant que les articles 268 et 269 du Code civil, invoqués par le défendeur,

(1) Voy. Brux., 15 oct. 1820 ; Orléans, 5 août 1815 ; Toulouse, 10 juillet 1822 ; Zachariae, § 493,

note 16. Contrà, Pigeau, t. 2, p. 312, édit. belge de 1840 ; Delvincourt, t. 4, p. 450, édit. belge.

sont applicables à la demande en divorce; qu'aucune disposition de la loi ne les rend communs à la demande en séparation de corps; que les déchéances sont d'ailleurs de stricte interprétation; qu'ainsi le défendeur, eût-il même prouvé ce qu'il avance, sa fin de non-recevoir devrait néanmoins être rejetée;

« Par ces motifs, le tribunal rejette la fin de non-recevoir, etc. »

Le 26 du même mois, autre jugement contradictoire qui, en donnant acte aux parties de leurs réserves et protestations pour valoir ce que de droit, admet la demanderesse à prouver les faits servant de base à sa demande, commit, pour recevoir les enquêtes, un juge de paix de Liège, et adjuge une provision à la demanderesse.

Appel de ces deux jugements. — L'intimée, demanderesse originaire, oppose à l'appel du premier une fin de non-recevoir tirée de l'exécution que l'appelant lui avait donnée en plaçant au fond au jour fixé à cet effet par le jugement.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur l'appel du jugement du 19 janvier dernier, qu'après avoir rejeté la fin de non-recevoir opposée à la demande de l'intimée, les premiers juges ont ordonné aux parties de plaider au fond à l'audience du 22 du même mois; que l'appelant n'a donné exécution à cette partie du jugement que sous les réserves les plus positives et les plus formelles de la faculté d'appel; que s'il est vrai, en droit, que la protestation contraire au fait ne saurait opérer, cette maxime n'est applicable que lorsque le fait ou l'acte dont on excipe a été purement volontaire et parfaitement libre de la part de celui auquel on l'oppose; que, dans l'espèce, l'appelant, comparaisant pour éviter les frais et les inconvénients d'un jugement par défaut, et en procédant au fond, dans l'opinion très-soutenable d'ailleurs qu'il ne pouvait alors relever appel de la sentence qui l'ordonnait, n'a posé aucun fait contraire à ses réserves, ni aucun acte dont on puisse forcément conclure qu'il ait renoncé au droit qu'il avait d'appeler; que dès lors la fin de non-recevoir ne saurait être accueillie;

Considérant, sur l'appel du jugement du 26 janvier dernier, que l'appelant ne critique que la disposition qui commit, au vu de l'article 1033 du Code de procédure, un juge de paix de la ville de Liège, pour recevoir les enquêtes; que cette disposition

étant purement préparatoire et d'instruction, l'appel est prématuré et non recevable aux termes de l'article 451 du même Code;

Par ces motifs, déclare l'appel non recevable à l'égard du jugement du 26 janvier dernier; le déclare recevable en ce qui concerne le jugement du 19 du même mois, et par les motifs des premiers juges ordonne qu'icelui sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 9 juillet 1839. — Cour de Liège.

USINES.

Liège, 10 juillet 1839. — Voy. rejet, 10 juin 1842 (*Pasic.*, 1842, p. 348).

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — DIVORCE. — PÉREMPTION.

Les dispositions relatives à la péremption des jugements par défaut, faute d'exécution dans les six mois, sont-elles applicables aux jugements par défaut prononçant le divorce? — Rés. aff.

L'article 156 du Code de procédure attache-t-il la déchéance du jugement par défaut au seul fait de l'expiration des six mois, sans qu'il permette d'en soustraire les jours non utiles pour l'exécution (1)? — Rés. aff.

Le 12 septembre 1834, séparation de corps prononcée contre Janssens-Monu à la requête de sa femme. Trois ans après, il invoque le bénéfice de l'article 310 du Code civil, par exploit du 31 décembre 1837. — 12 janvier 1838, jugement par défaut du tribunal d'Anvers, prononçant le divorce. Il est signifié à la dame Janssens, le 26 février 1838. Le 22 juin même année, le sieur Janssens obtint un certificat, conformément à l'article 153 du Code de procédure. A cette date le jugement était passé en force de chose jugée, par la non-existence d'un acte d'appel. 13 juillet, Janssens-Monu assigne son épouse pour le 16 devant l'officier de l'état civil, pour faire prononcer le divorce. D'office, l'officier de l'état civil se refuse à le prononcer en se fondant sur la

(1) Cet arrêt a été cassé. — Voy. Brux., cass., 29 fév. 1840.

péremption du jugement du 12 janvier 1838. Assignation à bref délai à l'officier de l'état civil devant le tribunal civil. 16 juillet, jugement qui déboute l'officier de l'état civil de son opposition, par le motif que la péremption n'est introduite qu'au profit de la partie. — Le 21 juillet, la dame Monu s'oppose à la prononciation du divorce par l'officier de l'état civil. Assignation en mainlevée par le mari, et, le 11 août, jugement qui déclare l'opposition fondée.

Ce jugement est ainsi conçu :

« Attendu que si la procédure en matière de divorce est réglée par le Code civil, et si l'article 881 du Code de procédure dit qu'à l'égard du divorce il sera procédé comme il est prescrit au Code civil, les règles spéciales de procédure établies par ce dernier Code en cette matière n'empêchent pas que les règles générales établies par le Code de procédure doivent être observées, lorsqu'il n'est pas dérogé par la lettre ou par l'esprit des prédites dispositions du Code civil ;

« Attendu qu'aucun article de la 1^{re} section du chapitre 2, titre VI, livre 1^{er}, du Code civil, où les formes du divorce sont établies, n'est contraire à l'application de l'article 156 du Code de procédure, aux jugements prononçant le divorce ;

« Attendu qu'en vertu dudit article tout jugement par défaut contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué doit être exécuté dans les six mois de son obtention, à peine d'être réputé non avenu ;

« Attendu que le législateur n'a pas voulu que le terme pendant lequel la partie n'a pu faire procéder à l'exécution du jugement fût déduit des six mois, ce qui résulte de là que les six mois se comptent depuis la prononciation du jugement, quoiqu'il ne puisse être exécuté qu'après l'écobérance de la butaine de la signification à personne ou domicile (Code de procédure, article 155), et de ce que rien n'autorise d'appliquer les principes de la prescription à la péremption dont s'agit ; de tout quoi il suit que le jugement du 12 janvier dernier, qui autorise le divorce entre les parties, ne peut échapper à la péremption, par le motif que, par suite de la disposition de l'article 265 du Code civil, le jugement n'a pu être exécuté pendant une partie des six mois de son obtention ;

« Attendu qu'il est reconnu au procès que le jugement dont s'agit est un jugement par défaut contre partie, et qu'il n'a pas été exécuté dans les six mois de son obtention ;

« Par ces motifs, admet l'opposition de

la défenderesse à la prononciation du divorce, et dit pour droit qu'il n'est pas permis à l'officier de l'état civil de prononcer le divorce en vertu du jugement du 12 janvier dernier. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le jugement dont est appel se borne à considérer comme non avenu le jugement par défaut du 12 janvier 1838, par application de l'article 156 du Code de procédure, et à déclarer que l'officier de l'état civil ne peut prononcer le divorce en vertu de ce jugement ;

Attendu que l'article 881 du Code de procédure ne fait que s'approprier, *modo referendi*, les règles de procédure tracées au Code civil sur le divorce ; qu'ainsi hors de ces règles, tout point de procédure non prévu, non modifié expressément ou virtuellement par ces mêmes règles, reste soumis à l'empire du droit général et commun de la procédure civile ;

Attendu que le Code civil, dans les dispositions du titre VI, livre 1^{er}, ne règle expressément ni virtuellement, soit pour l'admettre, soit pour l'exclure, la déchéance du jugement par défaut, pour l'inexécution dans les six mois de son obtention ; que dès lors la règle générale établie à cet égard par l'article 155 du Code de procédure est applicable à un jugement de cette nature autorisant le divorce, comme en toute autre matière ;

Que vainement, pour repousser l'application de cet article 156, on argumente des articles 263, 264, 265 et 266 du Code civil ;

Qu'il résulte bien de la combinaison de ces articles qu'en matière de divorce le jugement de première instance rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition, mais cette modification, pour ce point, des principes ordinaires du jugement par défaut, n'entraîne pas l'inadmissibilité de la disposition finale de l'article 156, puisqu'il est toujours vrai que ce jugement reste un jugement par défaut, quoique non susceptible d'opposition ;

Que du reste les délais, soit pour relever appel, soit pour se présenter devant l'officier de l'état civil, tels qu'ils sont réglés par les articles 263 et 265 précités, ne présentent aucune combinaison qui empêche la coexistence du principe de l'article 156, puisqu'il dépend même toujours de celui qui a obtenu un jugement par défaut, autorisant le divorce, de le faire signifier assez

à temps pour absorber tous les délais susdits et pour poser quelque acte d'exécution du jugement de défaut, avant l'expiration du terme des six mois de son obtention, ce qui suffit pour démontrer qu'il n'y a point d'inconciliabilité réelle entre les articles du droit civil que s'approprie l'article 881 du Code de procédure, et l'article 156 dont il s'agit ;

Attendu enfin que cet article 156, comme cela résulte de son texte, attache la déchéance du jugement par défaut au seul fait de l'expiration des six mois sans exécution depuis l'obtention ; qu'il considère donc ce terme abstractivement, et sans s'attacher à en soustraire les jours non utiles pour l'exécution, de sorte que quelle que soit la différence qui résulte, quant à ces derniers jours, des articles 265 et suivants du Code civil, avec quelques autres points de départ du Code de procédure, tels que celui de l'article 158, cette différence n'est pas un motif concluant contre l'inapplicabilité de l'article 156 en matière de divorce ;

Par ces motifs, et ceux du premier juge énoncés notamment aux troisième et cinquième attendu du jugement *à quo*, M. l'avocat général Delebecqz entendu et de son avis, confirme le jugement dont est appel, etc.

Du 10 juillet 1839. — Cour de Bruxelles.

VENTE MOBILIÈRE. — DIRECTEUR DE VENTES. — RESPONSABILITÉ. — SUBROGATION. — FAILLITE.

Quand un directeur de ventes publiques s'est rendu personnellement responsable du produit éventuel de la vente, moyennant subrogation aux droits qu'aurait le propriétaire des meubles envers les acheteurs, s'il vient à tomber en faillite après la vente, mais avant d'en avoir récupéré le produit, le propriétaire des meubles est-il simple créancier dans la masse faillie, ou bien a-t-il un droit exclusif aux deniers non encore versés entre les mains du directeur de la vente ? — Rés. en ce dernier sens.

Une partie de meubles a été vendue les 13-20 avril 1837 par le ministère de l'huissier Beaucourt, à la requête et dans la maison de la veuve Delacroix, à Bruges. Entre autres conditions de cette vente, conditions

acceptées et signées par ladite veuve, on lit ce qui suit :

« Art. 1. Deze verkooping geschiedt in
« francs en centimen, met verhoog van tiu
« centimen per franc, tot vinden ten deele
« of ten gheele d'onkosten dezer verkoo-
« ping, betaelbaer... binuen den tyd van
« twee maanden in twee naereen volgende
« betalingen van zes tot zes weken d'heeft....
« enz., alle welke betalingen zullen moeten
« gedaen worden in banden en ten kantore
« van d'heer Defrance-Debreuck, gepaten-
« teerd als zackwaernemer... ten dexen
« effecte geautoriseerd door v^r Delacroix
« voornoemd.

« Art. 2. De koopers zullen gehouden
« zyn te stellen sullisante borgen daertoe
« aenzogt zynde van wegens den verkooper
« of den heer Defrance-Debreuck.

« Art. 3. Na het verschynen van den be-
« paelden tyd der betaling, zal den gepre-
« poseerden tot den ontvang dexter verkoo-
« ping, zonder verdere autorisatie noodig
« te hebben, vermogen uyt kragte dezer,
« te agieren in justitie ten laste van alle
« achterblyvende koopers of borgen.

« Art. 4. Den heer Defrance-Debreuck,
« verantwoordelyk zynde jegens den ver-
« kooper, voor het bedrag der verkooping,
« dezen testen steld hem, heer Defrance-
« Debreuck in zyne plaets, met volle subro-
« gatie van alle zyne regten hoegenacmd
« jegens de koopers, uyt hoofde der vooraan-
« dige verkooping. »

Cette première vente a produit une somme de 6,515 fr. 80 centimes, qui a été versée entre les mains de la veuve Delacroix, le 14 octobre 1837. Une autre partie de meubles a été vendue les 8-11 octobre 1838. Cette fois les conditions ne sont pas signées par la veuve Delacroix ; mais il a été posé en fait qu'elles ont, comme la première fois, fait la loi des parties. Le sieur Defrance-Debreuck est tombé en faillite au mois de décembre 1838.

Les syndics à la faillite ont soutenu que les conditions ci-dessus transcrites constituaient un contrat pur et simple, parfait dès le principe, donnant lieu simultanément à des obligations réciproques, à savoir : Defrance-Debreuck se charge de la direction de la vente ; il prend sur lui les risques et les difficultés des recouvrements, et se rend personnellement responsable envers la veuve Delacroix du produit intégral de la vente ; de son côté, la veuve Delacroix le subroge dans tous ses droits, même de privilège envers les acheteurs ; elle y ajoute le pouvoir d'agir en justice pour faire valoir ces

droits ; elle lui abandonne les 10 pour cent dont parle l'article 1^{er} pour les frais de la vente.

Les syndics en concluaient que dès le moment de la vente opérée la veuve Delacroix n'avait plus eu pour débiteur du prix de ses meubles que Defrance-Debreuck seul ; que Defrance-Debreuck était devenu créancier des acquéreurs partiels, créancier direct *loco domini* : ce qui prouve assez que le mandat était *in rem suam* (loi 13, § 1, ff. de pactis), et par conséquent irrévocable. Donc, ajoutaient ils, le produit total de la vente, quoique non encore réalisé (car les acquéreurs avaient terme de paiement de six semaines et de trois mois) doit appartenir à la masse et nullement à la veuve Delacroix.

Ce système a été admis par le tribunal de Broges, mais rejeté par l'arrêt suivant.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que, d'après le soutènement des intimés, la vente des meubles dont il s'agit aurait été faite sur le pied des mêmes clauses et conditions que celle précédemment faite par le failli au nom et pour le compte de l'appelante le 17 avril 1837, et que la subrogation par eux posée, et dont ils entendent faire la preuve dans leurs conclusions, serait celle décrite à l'article 7 du cahier des charges de cette vente signé par l'appelante ;

Considérant que la subrogation ainsi posée comme l'une des clauses et conditions réglementaires du mandat de vendre, donné par l'appelante au failli, ne pouvait pas opérer au présent, puisqu'au moment de la stipulation et avant la vente l'appelante n'avait encore aucuns droits contre les acheteurs, dans lesquels le failli pût être subrogé ; que c'est donc une subrogation pour le futur que les parties ont arrêlée, et que dès lors il s'agit d'examiner si, dans l'intention des parties, c'est à l'instant même de la vente que cette subrogation devait se réaliser, ou bien au moment et contre le paiement à faire par le failli à l'appelante du montant de la vente ;

Considérant qu'il est de principe que, pour interpréter les conventions, il faut rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes (art. 1156 du Code civil), et en expliquer les clauses les unes par les autres, à telles enseignes qu'il faut donner à chaque clause le sens qui résulte de l'acte entier (art. 1161 du même Code) ;

Et attendu que si l'on consulte les autres clauses dont celle de subrogation était accompagnée, il devient évident qu'il était si peu entendu entre parties que l'appelante, par suite de cette subrogation, serait expropriée de ses créances principales contre les acheteurs, et y deviendrait étrangère à l'instant même de la vente, que non-seulement à l'article 1^{er} du cahier des charges elle donne procuration au failli pour recevoir les prix de vente, et que par suite celui-ci est qualifié aux articles 6 et 8, et ainsi après comme avant la clause de subrogation, de *préposé à la recette*, mais qu'en outre il est même stipulé aux articles 2 et 3 que la venderesse ci-appelante aura le droit d'exiger des acheteurs, en tout temps, lors et après la vente, des cautions, même de nouvelles cautions, si les premières lui paraissent être devenues insolubles, lesquelles seraient solidairement obligées avec les acheteurs ;

Qu'il résulte donc clairement de ces dernières clauses que, d'après l'intention des parties, l'appelante restait maîtresse de ses droits et actions contre les acheteurs après la vente, et jusqu'à ce qu'elle fût désintéressée par le paiement réel du montant de la vente par le failli ; d'où suit que toutes ces clauses concourent à prouver que les parties ont eu en vue, par la clause de subrogation dont s'agit, une véritable subrogation qui devait opérer non à l'instant même de la consommation de la vente, mais au moment du paiement du montant de la vente à effectuer par le failli, subrogation d'ailleurs qui n'offrait ni plus ni moins de garantie pour couvrir la responsabilité du failli contre les acheteurs insolubles ou faillis, que la prétendue cession ;

Considérant d'ailleurs que si le failli avait voulu d'une stipulation qui emportât une innovation aussi exorbitante et aussi contraire aux intérêts de l'appelante, il aurait dû s'expliquer de la manière la plus claire dans ses projets imprimés ; que lui seul a eu le temps de méditer d'avance, et de ne pas entourer cette stipulation de clauses et conditions qui devaient faire croire à l'appelante que le montant de la vente lui était assuré par la conservation tant de ses droits et actions principaux contre les acheteurs, résultant de la vente, que de ceux contre son gérant responsable à résulter du mandat ;

Considérant enfin qu'il résulte de ce qui précède que le mandat dont question est demeuré dans les termes d'un simple et véritable mandat, malgré la responsabilité

salariée du failli, et la subrogation stipulée à son profit, et que dès lors il a été révoqué de plein droit par la faillite du mandataire d'après l'article 2003 du Code civil; d'où suit que l'appelante est seule en droit de continuer la recette et de se faire payer directement par les acheteurs qui ne se seraient pas dûment libérés entre les mains du failli avant sa faillite;

Par ces motifs, M. Colinez, avocat général, entendu...; émendant, déclare qu'à l'appelante seule appartient le droit de continuer la recette et de se faire payer par les acheteurs qui ne se sont pas libérés entre les mains du failli avant sa faillite, fait défenses aux intimés de s'immiscer ultérieurement dans ladite recette; ordonne que, pour en faciliter la continuation à l'appelante, les intimés auront à lui remettre l'extrait des registres du failli, concernant la vente dont s'agit, avec un état détaillé de vente et recette, le tout sous les droits et prétentions tant de l'appelante que de la faillite, du chef de l'exécution partielle du mandat; condamne, etc.

Du 12 juillet 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

ORDRE.

Liège, 13 juillet 1839. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 144.

ORDRE. — CONTRADIT. — AVOUÉ. — TAXE.

Lorsqu'un créancier intime sur appel des créanciers qui, en première instance, ne l'ont pas contredit, et que ceux-ci constituent des avoués différents, est-il dû taxe pour chaque avoué? (Code de proc., article 760.) — Rés. aff.

La dame Demazery avait, dans un ordre, été utilement colloquée; mais elle perdit son rang sur les contredits de plusieurs créanciers postérieurs: elle forma appel et intima plusieurs créanciers qui ne l'avaient pas contesté. Ceux-ci ne prirent point pour avoué celui du dernier créancier colloqué (Code de proc., art. 760), mais constituèrent des avoués différents. De là question de savoir s'il devait y avoir autant de taxe que d'avoués constitués, ou s'il n'y avait lieu que d'allouer une taxe en commun.

AA&R.

LA COUR; — Attendu qu'en principe chaque partie litigante ayant des intérêts

différents peut faire choix d'un avoué pour soutenir ses prétentions;

Attendu que si l'article 760 du Code de procédure contient une exception à ce principe en matière d'ordre, il ne s'applique qu'au cas où il s'agit des créanciers contestants et contestés;

Attendu, dans l'espèce, qu'il résulte de l'arrêt du 29 janvier 1838, que la famille Derossius n'a contesté les prétentions de la veuve Demazery, opposante, ni en première instance ni en appel, et que c'est mal à propos que ladite opposante a appelé contre cette famille; qu'il s'ensuit que l'article 760 ne peut ici recevoir d'application;

Attendu que peu importe que la famille Derossius ait conclu à la confirmation du jugement dont est appel, car ayant déclaré ne vouloir contester ladite opposante, cette conclusion ne peut avoir eu pour but que le maintien du rang qui lui était assigné par ledit jugement, et ne concerne par conséquent que les créanciers qui auraient voulu le lui contester;

Attendu que de ce qui précède il suit que la conclusion subsidiaire de l'opposante n'est pas fondée;

Par ces motifs, déboute l'opposante de son opposition; ordonne que la taxe dont il s'agit sera exécutée, etc.

Du 16 juillet 1839. — Cour de Liège.

1^o PRESCRIPTION. — ÉMIGRATION. — SÉQUESTRE. — 2^o USAGERS. — FORÊT. — FRAIS DE GARDE. — CONTRIBUTIONS. — 3^o PRESCRIPTION. — ACTION EN REMBOURSEMENT.

1^o *La prescription n'a-t-elle pu courir contre le propriétaire de biens frappés de mainmise nationale que du jour de sa réintégration? — Rés. aff.*

2^o *Les usagers sont tenus de contribuer au prorata de leur jouissance au paiement des frais de garde et de la contribution foncière (1). (Loi du 3 frimaire an VII, articles 3, 98 et 99; Code civil, art. 635.)*

Ne doivent-ils contribuer aux frais de garde que pour autant qu'ils aient pour objet la conservation des fruits? — Rés. aff.

Il n'y a pas d'exception pour le cas où les prestations foncières et usagères seraient

(1) Voy. *Brux.*, cass., 25 nov. 1839.

destinées exclusivement à satisfaire aux besoins des usagers.

3^e *La prescription de trois ans fixée par la loi de frimaire an vii, article 149, et l'arrêté du 16 thermidor an viii, article 17, serait-elle applicable à la demande en remboursement des contributions payées par le propriétaire à la décharge des usagers, pour la part qui leur incombe ? — Rés. nég.*

La prescription de cinq ans établie par l'article 2277 du Code civil pourrait-elle au moins être invoquée ? — Rés. nég.

Les usagers peuvent-ils prétendre qu'étant tenus de contribuer aux frais de garde, ils sont en droit de participer au moins proportionnellement à leur contributive à la nomination de ces gardes ? — Rés. nég.

On trouvera à la date du 9 mai 1838 les faits relatifs à cette affaire. — Par cet arrêt, la Cour suprême maintint l'arrêt de la Cour de Liège, en ce qu'il avait décidé que le duc d'Arenberg n'était ni recevable, ni fondé à exciper de la chose jugée, quant à la moitié des forêts qu'il possédait avant l'adjudication de 1826, mais cassa le même arrêt, en tant que faisant droit au fond relativement à ladite moitié, cet arrêt avait décidé que les appelants ne devaient payer à l'intimé qu'un huitième de la contribution foncière imposée sur cette moitié, depuis le 6 brumaire an xii jusqu'au jour du jugement par défaut du 1^{er} août 1805, et avait déclaré l'intimé non fondé dans sa demande en remboursement des frais de garde relatifs à la même moitié. — La cause et les parties furent renvoyées en cet état devant la Cour de Bruxelles.

Les communes appelantes conclurent à ce qu'il plût à la Cour dire pour droit, en ce qui concerne la contribution foncière, qu'en dehors de l'ordonnance du 8 février 1772 l'action intentée par l'intimé à l'effet de faire condamner les communes appelantes à contribuer au paiement de la contribution foncière sur la forêt soumise aux droits d'usage, était et est non fondée; dire de plus que celle qu'il eût pu tirer de ladite ordonnance est prescrite à défaut d'exercice pendant plus de trente ans; par suite le renvoyer de sa demande; subsidiairement dire et déclarer que toute action de ce chef était et est éteinte par la prescription de trente ans; subsidiairement que la loi de l'an vii, ne fixant point la quotité pour laquelle les usagers devraient contri-

buer à la contribution foncière, a laissé intacte la fixation au huitième de cette contribution faite par l'ordonnance du 8 février 1772; déclarer par suite l'intimé non plus avant fondé qu'à astreindre les appelants à supporter, sur l'exercice de leurs droits d'usage, la retenue d'un huitième de cette contribution pour l'avenir, sans aucune indemnité pour le passé; plus subsidiairement encore, le déclarer non plus avant fondé qu'à astreindre les appelants à contribuer à l'avenir, pour un huitième, dans le paiement de la contribution foncière et à rembourser la même quotité, à partir de trois années antérieures à l'intentement de la demande, l'action en remboursement pour les années antérieures étant prescrite aux termes des lois sur la contribution foncière, et spécialement de l'article 149 de la loi de frimaire an vii, répété par l'article 17 de l'arrêté du 16 thermidor an viii, lois qui fixent à trois ans le délai de la prescription, en matière de contributions directes, et subsidiairement à partir de cinq années antérieures à la demande, aux termes de l'article 2277 du Code civil; plus subsidiairement encore, dire et déclarer que c'est à tort que le jugement *à quo* a condamné les appelants aux deux tiers de la contribution; que cette indemnité sera fixée par experts pris égard à l'utilité et aux avantages que chacune des parties retire de ses droits respectifs; appliquer dans tous les cas aux années échues la prescription de trois ans ci-dessus invoquée. En ce qui concerne les frais de garde: à ce qu'il plaise à la Cour dire et déclarer que l'action de l'intimé n'est appuyée ni sur aucun contrat, ni sur aucune loi qui soit applicable à l'espèce; subsidiairement, que si les communes doivent contribuer aux frais de garde, elles pourront contribuer à la nomination de ces gardes, au moins dans la proportion de ce qu'elles supporteront dans lesdits frais; subsidiairement adjuger sur ce point et dans leur ordre successif toutes les conclusions prises relativement à la contribution foncière, à l'exception de la prescription de trois ans, toutes les autres prescriptions étant ici expressément invoquées. — Par une conclusion additionnelle, l'avoué de l'intimé prit la conclusion suivante: Attendu que l'exception préjudicielle et péremptoire de prescription mise en conclusion devant la Cour d'appel de Liège a été virtuellement abjugée par elle; qu'en statuant définitivement au fond elle a décidé que les communes étaient tenues de concourir aux contributions, et qu'en les condamnant à supporter cette charge elle

les y a condamnées à partir du 6 brumaire an xii, ce qui est devenu irrévocable, puisqu'aucune des parties n'a, sous ce rapport, attaqué l'arrêt d'appel qui par suite a acquis, sur tous ces points, l'autorité de la chose jugée; qu'il en résulte à l'évidence que ni l'obligation en elle-même, quant à l'impôt foncier, ni le point de départ pour son application (6 brumaire an xii), ne peuvent plus être remis en question, et que le seul objet du litige, resté ouvert et renvoyé devant la Cour de Bruxelles, se réduit au *quantum* de l'obligation définitivement reconnue en principe, et dans son origine de laquelle il faut partir; plaise à la Cour de déclarer non recevables, dans l'état de la cause, les divers moyens de prescription opposés par les communes appelantes, dans tous les cas les déclarer mal fondées; dire qu'avant le Code aucune prescription n'a pu courir, soit d'après l'ordonnance de 1771, soit d'après le droit romain; dire qu'aucune prescription n'a couru contre l'Etat, propriétaire jusqu'au 6 brumaire an xii de la totalité des forêts, puisque l'Etat a, par ses poursuites de 1809, exercé définitivement tous ses droits et obtenu des condamnations devenues irrévocables; qu'aucune prescription n'a couru contre l'intimé depuis le 6 brumaire an xii, et qu'aucune prescription ne pouvait auparavant courir contre lui; dire dans tous les cas que la seule prescription admissible, si elle s'était ouverte avant le Code, ne pouvait être que celle de quarante ans; dire encore qu'il y a eu interruption, et par les poursuites exercées en 1809, et par les notifications des 7 et 8 décembre 1836; dans la même hypothèse, déclarer inapplicables à tous égards les prescriptions de trois et cinq ans invoquées par les parties appelantes; statuant au fond, mettre l'appellation à néant; déclarer les appelants non recevables ni fondés à réclamer leur concours à la nomination des gardes, et à usurper le droit de propriété ou d'administration dans l'exercice de cette faculté, qu'aucune loi ne permet de ravir au propriétaire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par jugement par défaut rendu le 1^{er} août 1833 par le tribunal de Neufchâteau, les parties appelantes furent condamnées à rembourser à l'intimé, demandeur originaire, les deux tiers des contributions imposées sur la moitié des forêts de Neufchâteau depuis le 6 brumaire an xii de la république française, ainsi que

les deux tiers de celles imposées sur l'autre moitié des mêmes forêts depuis l'année 1826, et ce jusqu'au jour du jugement, et en outre les deux tiers des frais de garde et autres charges incombant auxdites forêts, dans les proportions ci-dessus indiquées;

Attendu que, sur l'opposition formée à ce jugement, le tribunal, se fondant sur une décision portée par le conseil de préfecture du département des Forêts le 30 octobre 1811, déclara, par jugement en date du 29 janvier 1834, les parties appelantes, défenderesses originaires, non fondées en leur opposition au jugement par défaut du 1^{er} août 1833, ordonna que ce dernier jugement serait exécuté selon sa forme et teneur, nomma des experts à l'effet de procéder à la ventilation des jouissances respectives du demandeur, partie intimée, propriétaire, d'une part, et des habitants usagers de chacune des communes défenderesses, parties appelantes, d'autre part, pour déterminer et fixer la quotité proportionnelle pour laquelle chacune desdites communes sera tenue de contribuer annuellement, avec le demandeur, dans la contribution imposée sur les bois dont il s'agit, ainsi que dans les frais de garde y relatifs;

Attendu que les habitants usagers ayant interjeté appel de ce jugement, il intervint, le 20 avril 1837, un arrêt de la Cour de Liège, par lequel cette Cour mit le jugement dont était appel à néant, en ce que les premiers juges, en statuant sur l'opposition formée à leur jugement par défaut du 1^{er} août 1833, en ont ordonné l'exécution pour le tout, au lieu de la restreindre à la partie de la condamnation relative à la moitié des forêts acquise par l'intimé en 1826; émettant, quant à ce, déclare ledit intimé non recevable ni fondé à exciper de la chose jugée, en ce qui concerne la moitié des forêts qu'il possédait avant l'adjudication de 1826, et faisant droit au fond à cet égard, condamne les appelants à lui rembourser seulement un huitième de la contribution foncière imposée sur ladite moitié depuis le 6 brumaire an xii jusqu'au jour du jugement par défaut du 1^{er} août 1833; déclare l'intimé non fondé dans sa demande en remboursement des frais de garde relatifs à la même moitié; ordonne, quant au surplus, que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur;

Attendu que cet arrêt ayant été déféré à la Cour de cassation, celle-ci, par son arrêt en date du 9 mai 1838, maintint l'arrêt de la Cour de Liège, en ce qu'il avait décidé

que l'intimé n'était ni recevable ni fondé à exciper de la chose jugée, quant à la moitié des forêts qu'il possédait avant l'adjudication de 1826, mais cassa le même arrêt, en tant que, faisant droit au fond relativement à ladite moitié, cet arrêt avait décidé que les appelants ne devaient payer à l'intimé qu'un huitième de la contribution foncière imposée sur cette moitié depuis le 6 brumaire an xii jusqu'au jour du jugement par défaut du 1^{er} août 1833, et avait déclaré l'intimé non fondé dans sa demande en remboursement des frais de garde relatifs à la même moitié;

Attendu que dans cet état, la cause et les parties ayant été renvoyées devant la Cour de Bruxelles, il y a lieu par cette Cour de faire droit sur l'appel interjeté par les habitants usagers du jugement du tribunal de Neufchâteau en date du 20 avril 1837, mais seulement en ce qui concerne la partie des forêts possédée par l'intimé antérieurement à l'adjudication de 1826;

Attendu que les parties appelantes opposent en premier lieu à l'action qui leur a été intentée par l'intimé, par exploits introductifs des 24 décembre 1832 et 12 janvier 1833, la prescription trentenaire;

Attendu qu'il est constant en point de fait que ce ne fut que par arrêté du 6 brumaire an xi que le séquestre, dont les biens de la maison d'Aremberg avaient été frappés, fut levé au profit du duc d'Aremberg, lequel, d'après cet arrêté, devait prendre les biens dans l'état où ils se trouvaient, sans restitution de fruits et sans indemnité pour ceux qui auraient pu être aliénés, et avec stipulation que les bois dans la possession desquels il était réintégré demeureraient soumis, pour leur administration et exploitation, aux lois et règlements de la république, et seraient sous la surveillance de l'administration forestière;

Attendu que l'État demeura propriétaire de la partie des mêmes bois qui provenaient des maisons de Stolberg et de Lowenstein, et ce jusqu'au 17 avril 1826, époque à laquelle il en fit la cession au duc d'Aremberg;

Attendu que, par requête en date du 15 février 1809, l'administration des domaines se pourvut devant le conseil de préfecture du département des Forêts, à l'effet, porte son mémoire, que les communes, qui avaient constamment joui des deux tiers des coupes annuelles des forêts possédées par le gouvernement par indivis avec le sénateur d'Aremberg, eussent à leur rembourser les deux tiers des charges qu'ils ont supportées seuls depuis la réunion de la Belgique;

Attendu que, par cette action, l'administration des domaines réclamant des parties appelantes le remboursement jusqu'à concurrence des deux tiers des contributions foncières et des frais de garde acquittés depuis la réunion de la Belgique jusqu'au 6 brumaire an xii, pour la partie restituée au duc d'Aremberg par arrêté dudit jour (6 brumaire an xii), il est évident que, quant à cette partie, il y a eu exercice de l'action en remboursement qui compétait exclusivement au domaine jusqu'au 6 brum. an xii, et par suite interruption de la prescription qui avait couru contre ce dernier; que le droit de l'intimé n'étant né qu'à ladite époque, il n'aurait pu l'exercer avant, et que par conséquent la prescription que l'on vint lui opposer pour défaut d'exercice n'aurait pu commencer à courir contre lui qu'à compter du 6 brumaire an xii, correspondant au 29 octobre 1803; or, l'intimé ayant intenté son action par exploit des 24 décembre 1832 et 12 janvier 1833, il en résulte qu'il ne s'est pas écoulé trente ans entre le jour où la prescription aurait commencé et celui où l'action a été intentée, et qu'ainsi la prescription trentenaire opposée par les appelants à l'intimé n'est pas fondée.

Au fond, en ce qui concerne la part à supporter par les communes usagères dans la contribution foncière :

Attendu qu'il est incontestable que ces communes doivent supporter une part dans cette contribution; qu'en effet, et abstraction même faite de toutes lois positives qui les y obligeraient, les seuls principes d'équité et de justice devraient suffire pour les y soumettre, puisque jouissant d'une part des fruits, il est juste par cela même qu'elles supportent une part équivalente dans les frais que ces fruits ont occasionnés, d'après la règle *fructus non intelliguntur nisi deductis impensis*;

Attendu que c'est par suite de cette règle que tant les anciennes ordonnances que les lois nouvelles y ont expressément astreint les communes usagères;

Que l'on voit de l'ordonnance du 21 mars 1771, article 13, que les tenanciers des bois affectés de quelques prestations foncières ou inhérentes au fonds étaient autorisés, en les acquittant, à imputer et retenir à ceux à qui elles sont dues une quotité proportionnelle à celle de l'impôt;

Que l'ordonnance du 8 février 1772 avait nommément fixé la part contributive des usagers au huitième de la taxe à laquelle les bois seraient cotisés dans les répartitions quelconques des charges publiques;

Que la loi du 1^{er} décembre 1790, titre II, article 6, sur la contribution, autorisait les propriétaires dont les fonds étaient grevés de prestations de cette nature à faire, en acquittant ces prestations, une retenue proportionnelle à la contribution;

Que la loi du 3 frimaire en VII relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière est encore ou ne saurait plus formelle sur ce point;

Que l'article 97 de cette loi établit d'abord que l'évaluation du revenu imposable et la cotisation des propriétés foncières de toute nature seront faites sans avoir égard aux rentes constituées ou foncières et autres prestations dont elles se trouveraient grevées, sauf aux propriétaires à s'indemniser par des retenues;

Que les articles 98 et 99 de la même loi statuaient ensuite que les propriétaires, débiteurs d'intérêts et de rentes ou autres prestations perpétuelles constituées à prix d'argent ou foncières, feront la retenue dans la proportion de la contribution foncière sur les rentes et autres prestations foncières dont leurs fonds, édifices et usines se trouvent encore grevés, et dont la création est antérieure à la publication du décret des 90, 22 et 23 novembre 1790 concernant la contribution foncière;

Attendu enfin que l'article 635 du Code civil porte que l'usager qui absorbe tous les fruits des fonds est assujéti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au paiement des contributions comme l'usufruitier, et que s'il ne prend qu'une partie des fruits, il contribue au prorata de ce dont il jouit;

Attendu que l'article 635 pose un principe général, que les mots, *qui absorbe tous les fruits d'un fonds*, s'appliquent aussi bien au droit d'usage ayant pour objet des fruits ou produits d'un bois, qu'à celui qui ne concerne que les fruits d'un champ, sauf que, quant à l'usage des bois, l'usager devra se conformer, en outre, aux lois particulières sur le régime forestier;

Attendu qu'aucune disposition des lois qui viennent d'être invoquées n'établit la moindre exception pour le cas où les prestations foncières et usagères dont il y est parlé seraient destinées exclusivement à satisfaire aux besoins des usagers;

Attendu que les expressions, *prestations inhérentes au fonds, prestations foncières*, dont se servent tant les ordonnances anciennes que les lois postérieures prérappelées, s'appliquent en tous points aux droits d'usage dont il s'agit;

Qu'en effet ces droits d'usage dus par le fonds même, et établis en faveur des habitations des communes sont des servitudes réelles et constituent, dans le chef du propriétaire du fonds qui y est assujéti, des véritables prestations foncières;

Que bien vainement l'on objecte que le mot *prestation*, emportant avec lui l'idée de quelque chose à faire, ne saurait convenir à une servitude réelle, qui consiste essentiellement à souffrir ou à ne pas faire, puisque, d'après la nature même de cette servitude toute particulière, le propriétaire du fonds servant, et qui jouit d'une partie des fruits, conservant par cela même le droit d'exploitation, et, d'autre part, les lois sur le régime forestier, soumettant cette exploitation à des règles dont il ne saurait lui être permis de dévier, l'exercice de pareille servitude a dû nécessairement être subordonné aux droits d'administration sur le fonds qui compétent exclusivement au propriétaire; que ce sera toujours le fonds et le fonds seul qui restera assujéti, quoique ce soit le propriétaire qui fasse à l'usager la délivrance de la quantité de fruits auxquels celui-ci peut avoir droit.

En ce qui concerne les frais de garde :

Attendu que, d'après les mêmes principes qui viennent d'être exposés, ces frais doivent être supportés par les usagers dans la proportion de leur jouissance; que ces frais de garde étant indispensables pour la conservation des fruits, on peut leur appliquer aussi la maxime *nulli fructus nisi deductis impensis*; qu'en effet sans ces dépenses les fruits seraient ou totalement détruits ou considérablement diminués; que l'équité exige donc que l'usager en supporte une part proportionnelle à sa jouissance; que c'était aussi là l'opinion qu'avaient embrassée les meilleurs commentateurs du droit romain, et entre autres Vinnius;

Attendu que l'article 2 de la loi du 1^{er} décembre 1790 ne considère comme revenu net sur lequel la contribution foncière qu'elle établit devait être assise que ce qui reste à son propriétaire, déduction faite sur le produit brut des frais de culture, de semences, récolte et entretien;

Que pareille disposition est répétée par la loi du 3 frimaire en VII; que l'article 67 de cette dernière loi énonce même, en termes exprès, que, pour l'évaluation des bois ou coupes réglées, il faudra déduire du prix moyen de leurs coupes annuelles les frais d'entretien, de garde et de repeuplement;

Que de ce qui précède il résulte que l'usager doit contribuer proportionnellement

à sa part de jouissance dans les frais de garde, mais seulement pour autant que ces frais aient pour objet la conservation des fruits.

Relativement aux prescriptions de trois et cinq ans :

Attendu, quant à la prescription de trois ans, qu'elle n'a été établie que contre le préposé du fisc qui était resté en retard pendant plus de trois ans d'exercer son action en recouvrement des contributions, et qu'on ne saurait l'étendre à d'autres cas que ceux pour lesquels elle a été spécialement introduite ; que l'intimé n'exerce point l'action dont il s'agit au procès comme étant subrogé aux droits du fisc, mais de son propre chef et à titre de répétition à charge des communes qui étaient tenues d'une partie des contributions par lui acquittées ; que pareille action n'est soumise qu'à la prescription ordinaire d'après les règles du droit commun ;

Attendu, quant à la prescription de cinq ans établie par l'article 2277 du code civil, qu'elle n'a lieu que pour ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce où il s'agit d'une action en remboursement des paiements faits utilement et à la décharge des communes usagères par le propriétaire qui était tenu d'effectuer ses paiements, sauf son action en restitution contre ces dernières ; que cette action n'est, comme il vient d'être dit sur la prescription de trois ans, soumise qu'à la prescription ordinaire.

En ce qui concerne la conclusion, ayant pour objet de faire déclarer que si les appelants doivent contribuer dans les frais de garde, ils seront en droit de concourir, au moins proportionnellement à leur part contributive, à la nomination de ces gardes :

Attendu, à cet égard, que le droit de nommer des gardes est attaché au droit de propriété ; que le propriétaire d'un bien soumis à un droit d'usage n'en conserve pas moins, et sans restriction aucune, la pleine et entière administration ; que si l'usager est tenu de contribuer aux frais de ces gardes, ce n'est pas comme prenant une part quelconque à cette administration, mais uniquement parce que, jouissant des fruits, il est juste et équitable qu'il supporte une part équivalente dans les charges que la perception de ces fruits a occasionnées ; qu'il suit de ces motifs que la prétention des appelants, à cet égard, n'est aucunement admissible.

Quant à la quotité pour laquelle les par-

ties appelantes doivent contribuer tant dans les contributions foncières imposées sur les fonds soumis au droit d'usage, que dans les frais de garde :

Attendu que l'obligation imposée aux communes usagères de contribuer dans les contributions et les frais de garde procédant du principe d'équité, qui veut que celui qui jouit des fruits supporte aussi sa part dans les contributions et les frais, il s'ensuit que la quotité pour laquelle elles doivent y contribuer doit être calculée d'après l'avantage réel qu'elles retirent du fonds assujéti à leur usage ; que dès lors cette quotité ne saurait être établie d'une manière exacte qu'au moyen d'une ventilation à faire par experts des jouissances respectives du propriétaire d'une part et des communes usagères de l'autre ;

Attendu que l'ordonnance du 8 février 1772, qui avait fixé déterminément la part contributive des usagers dans la contribution foncière à un huitième a été abrogée par la loi du 1^{er} décembre 1790, et nommé par celle du 5 frimaire an vi ; qu'en effet ces lois introductives d'un nouveau mode de contributions établissent pour principe que la part contributive dans ces impositions doit être supportée dans la proportion de la jouissance ;

Attendu que le premier juge, en portant fixement aux deux tiers la part contributive des communes usagères, a au moins jugé prématurément, et qu'ainsi il y a lieu de réformer le jugement à quo de ce chef ;

Par ces motifs, M. le procureur général Fernelmont entendu en son avis conforme, jugeant par suite du renvoi qui lui a été fait par la Cour de cassation, sans s'arrêter aux divers moyens de prescription invoqués par les appelants, et dont ils sont déboutés, met le jugement dont est appel à néant, en tant que, relativement à la partie des forêts possédées par l'intimé antérieurement à l'adjudication de 1826, il a prématurément jugé, en fixant aux deux tiers la part contributive des parties appelantes dans les contributions foncières imposées sur cette partie, ainsi que dans les frais de garde y relatifs ; émettant, ordonne que par trois experts.... il sera procédé à la ventilation des jouissances respectives de l'intimé, propriétaire d'une part, et les habitants usagers de chacune des communes appelantes, d'autre part ; que les mêmes experts détermineront également dans quelle proportion les parties appelantes auront à supporter entre elles la part contributive pour laquelle elles se-

ront tenues, d'après le résultat de la ventilation, de contribuer annuellement dans la contribution imposée sur les bois dont s'agit, ainsi que dans les frais de garde, à quel effet lesdits experts formeront une année commune de jouissance respective, en ayant égard tant aux frais de garde qu'à la quotité des contributions imposées sur le fonds, qui seront justifiées ou reconnues avoir été acquittées tant au principal qu'accessoires; ordonne que dans la ventilation des jouissances respectives de l'intimé, propriétaire, et des appelants usagers, il soit pris surtout égard aux produits utiles que l'une et l'autre partie retire réellement du fonds; les experts devront faire entrer dans leur évaluation à cet égard le droit de chasse, sur le fonds assujéti au droit d'usage, et qui appartient exclusivement au propriétaire; ils feront également entrer en ligne de compte, pour faire cette évaluation, la redevance annuelle de 40 centimes payée par les usagers à l'intimé, comme aussi les corvées dont ceux-ci peuvent être tenus envers le propriétaire: en un mot les experts prendront pour base de l'appréciation de la valeur de la jouissance respective des parties les charges et prestations personnelles incombant aux usagers, comme aussi l'import des fruits tant naturels que civils et autres avantages qui sont réservés au propriétaire, etc.

Du 17 juillet 1839. — Cour de Brux. — Audience solennelle.

HYPOTHÈQUE. — PRESCRIPTION. — BONNE FOI. — SOMMATION DE DÉLAISSER. — PRÉEMPTION.

Lorsqu'il est stipulé dans un acte de vente que le prix sera payé entre les mains du mandataire du vendeur, pour acquitter les charges qui grèvent l'héritage, l'acquéreur prescrit les hypothèques par dix ou vingt ans. Les inscriptions devant être éteintes par le vendeur, la connaissance que l'acquéreur en a ne le constitue pas en mauvaise foi (1). (Code civil, article 2180.)

La sommation de payer ou de délaisser faite

au tiers détenteur par un créancier inscrit est périmée par défaut de poursuites pendant trois années: elle ne peut être invoquée comme ayant interrompu la prescription de l'hypothèque (?). (Code civil, art. 2176.)

AARËT.

LA COUR; — Considérant que les biens hypothéqués à la créance de l'appelant ont été vendus le 3 septembre 1823, par acte notarié transcrit le 3 octobre suivant; que la connaissance que les acquéreurs ont pu avoir de cette créance ne saurait les constituer en mauvaise foi, parce qu'il était stipulé dans les conditions de la vente que le prix serait versé dans les mains du fondé de pouvoir du vendeur et servirait à payer les charges grevant les héritages aliénés; qu'en supposant avec l'appelant que le prix n'aurait pas été payé, cette circonstance n'exclurait pas la bonne foi, qui n'est requise qu'au moment de l'acquisition, sauf toutefois les droits du vendeur; que dès lors l'action hypothécaire, n'ayant été exercée par l'appelant qu'après un laps de plus de dix ans depuis la transcription, est éteinte par l'effet de la prescription, aux termes de l'article 2180 du Code civil;

Considérant d'ailleurs que si cette prescription n'opérait que dans le cas où l'acquéreur aurait ignoré l'existence des charges hypothécaires, la loi, qui a disposé en termes généraux, serait presque toujours sans application, puisque les hypothèques sont nécessairement connues du public au moyen de l'inscription qui en est requise; qu'au surplus la science personnelle de l'acheteur, n'étant pas dans la coutume de Paris une cause d'empêchement de la prescription, ne peut l'être davantage sous la législation actuelle où la prescription est la même, et qui est plus favorable que l'ancienne à la sécurité des mutations de propriété;

Considérant que la sommation à faire au tiers détenteur diffère par sa forme et son objet du commandement notifié au débiteur; qu'il résulte de la combinaison des articles 2169 et 2176 du Code civil, que cette sommation tombe de plein droit en péremption par le seul fait de la discontinuation des

(1) Sur la question de savoir quand existe la bonne foi en matière d'hypothèque, voy. Trolong, des *Hypothèques*, n° 517.

(2) Voy. en ce sens Toulouze, 21 mars 1821; Dalloz, t. 17, p. 510.

poursuites pendant plus de trois ans; que, dans l'espèce, l'appelant, ayant laissé écouler plus de trois ans sans donner suite à la sommation adressée aux acquéreurs en 1832, est censé l'avoir abandonnée aux yeux de la loi, et ne peut dès lors se prévaloir de cet acte comme ayant interrompu le cours de la prescription invoquée par les intimés;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant, en ce que les premiers juges n'ont pas accueilli l'exception de prescription, etc.

Du 17 juillet 1839. — Cour de Liège.

1^o CASSATION. — EFFETS. — MOYENS DES PARTIES. — 2^o PILLAGES. — COMMUNE. — GRAINS. — RESPONSABILITÉ. — ABROGATION. — RESTITUTION EN NATURE. — TANTUM. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1^o Lorsque la Cour suprême casse un arrêt qui aurait fausement appliqué une loi, elle annule implicitement toutes les dispositions de l'arrêt qui n'étaient que la conséquence de cette application erronée, et les parties sont remises, à l'égard de leurs moyens, dans le même état où elles se trouvaient avant la prononciation de l'arrêt.

2^o L'article 7 de la loi du 16 prairial an III, qui, en cas de dénonciation des auteurs, fauteurs et complices du pillage, fait cesser la responsabilité extraordinaire des communes, pour ne les soumettre qu'au paiement de la simple valeur des objets pillés, en cas d'insolvabilité des coupables, a été abrogé par la loi du 10 vendémiaire an IV.

Est-il toujours dû à titre de dommages-intérêts, au propriétaire des objets pillés, une somme égale à leur valeur simple, soit que la commune restitue ces objets en nature, soit qu'elle les paye sur le pied de leur double valeur (1)? (Loi du 10 vendémiaire an IV, tit. V, art. 4 et 6.) — Rés. aff.

Les communes ne sont-elles affranchies de l'obligation de payer le prix des grains pillés, sur le pied du double de leur valeur au cours du jour où le pillage a eu

lieu, que par une restitution en nature ou de la même nature dans un temps opportun ou voisin du délit, sans qu'elles puissent être reçues à la faire plusieurs années après le pillage, et alors que les grains ont considérablement augmenté de valeur (2)? — Rés. aff.

On trouvera dans ce recueil, année 1838, un arrêt de la Cour suprême, en date du 4 juin 1838, qui casse un arrêt de la Cour de Gand intervenu entre le sieur Demeulemeester et la ville de Courtrai. Les faits du litige y étant rapportés, nous croyons inutile de les répéter : nous devons cependant ajouter que la ville de Courtrai avait prétendu 1^o qu'elle était encore en temps utile pour restituer en nature les grains pillés, bien qu'il se fût écoulé un long laps de temps depuis l'action en responsabilité dirigée contre elle; 2^o qu'elle ne pouvait être tenue, pour le cas où le contraire serait jugé, à payer que la double valeur des objets pillés, à défaut de restitution en nature, double valeur dans laquelle se trouvait compris tout à la fois la réparation civile et les dommages-intérêts. — Le premier juge, dont l'arrêt que nous rapportons déclare adopter les motifs, statua ainsi sur ces deux points :

« Considérant qu'il résulte des dispositions de la loi du 10 vendémiaire an IV et de celles du 6 prairial an III, invoquées par la défenderesse, que les communes ne sont affranchies de l'obligation de payer le prix des objets pillés sur le pied du double de leur valeur au cours du jour où le pillage a été commis, que par une prompte restitution en nature ou de la même nature desdits objets pillés, la dernière desdites loi fixant même le délai de ladite restitution à trois jours;

« Considérant que les motifs de cette restitution instantanée, qui sont palpables, et pris entre autres de l'intérêt matériel du propriétaire de ne pas être privé longtemps, malgré lui, de la disposition des objets pillés, doivent d'autant plus recevoir leur application à l'espèce qu'entre le prix des grains pillés au temps du pillage dont il s'agit, et celui d'aujourd'hui, il y a une différence de plus de 200/100;

« Considérant que c'est vain que la défenderesse prétend ne pas avoir pu faire de

(1) Voy. dans ce sens Brux., 11 avril 1835, et Gand, 19 juin 1835.

(2) Voy. l'arrêt de rejet du pourvoi dirigé con-

tre celui que nous rapportons, à la date du 7 novembre 1840.

suite cette restitution, parce que le propriétaire des grains pillés n'était pas connu, tout au moins qu'il ne s'était pas présenté pour se faire connaître, car d'abord il n'était certainement pas inconnu dans la ville de Courtrai que les grains pillés provenaient des magasins de J. B. Herman et J. Nyffels, où la régence de Courtrai pouvait les réintégrer en nature dans le délai prescrit, sans même s'enquérir du nom du propriétaire des grains, et en deuxième lieu parce que ledit propriétaire s'est fait suffisamment connaître par l'exploit d'assignation de février 1827, et antérieurement encore par celui du 30 juin 1823 qui a été visé par l'échevin de la ville le même jour, tandis que les premières offres de restituer en nature les grains pillés ne datent que du 11 juillet 1833, c'est-à-dire douze années après la demande; d'où il suit nécessairement que lesdites offres sont tardives et comme telles inadmissibles;

« Considérant que la défenderesse ne conteste pas que, d'après la loi du 10 vendémiaire an iv, les communes sont tenues de payer des dommages-intérêts, et qu'ils ne peuvent être au-dessous de la valeur des objets pillés pour défaut de restitution en nature, la restitution de cette double valeur est déjà elle-même une allocation de dommages-intérêts à cet égard;

« Considérant que la loi du 10 vendémiaire an iv impose aux communes deux obligations distinctes envers les propriétaires des objets pillés: savoir, la première, la réparation civile, qui consiste dans la restitution des objets pillés, en nature, ou la restitution du prix desdits objets, sur le pied du double de la valeur, et la seconde de payer des dommages-intérêts; d'où suit que les communes, en remplissant une des alternatives de leur première obligation, ne se libèrent point de l'autre obligation, et que le propriétaire, qui reçoit le double de la valeur des objets pillés à défaut de restitution d'iceux en nature, reçoit cette double valeur à titre de réparation civile, et demeure dans ses droits de réclamer l'allocation des dommages-intérêts qui lui sont accordés par l'article 6, titre V, de ladite loi du 10 vendémiaire an iv;

« Considérant, en outre, que ledit art. 6, titre V, de la loi du 10 vendémiaire an iv, dans la généralité des termes dans lesquels il est conçu, se réfère naturellement aux deux cas exercés dans l'article 1^{er}, et que dès lors il n'est pas permis au tribunal de le restreindre au seul cas où la restitution des objets pillés se fait en nature, d'autant

plus que la règle *ubi lex non distinguit nec nos distinguere debemus* doit surtout recevoir son application dans une législation spéciale, comme dans l'espèce;

« Considérant qu'à la vérité il y a une différence entre les cas où les objets pillés sont restitués en nature et celui où cette restitution se fait en valeur; mais, sans pénétrer les motifs de cette différence dans une législation commandée par les circonstances, on peut dire que le législateur a trouvé juste de traiter avec plus de sévérité les communes dans le cas où elles ne rendent pas de suite en nature les objets pillés, que dans celui où la restitution est opérée de cette manière;

« Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que les offres subsidiaires faites par la défenderesse de payer la double valeur des grains pillés sont également insuffisantes;

« Par ces motifs, le tribunal condamne la ville défenderesse à payer au demandeur le prix de cinq muils de froment blanc pillés sur le pied du double de la valeur, et le double de la valeur à titre de dommages-intérêts formant la valeur des objets pillés, etc. »

La Cour de Gand ayant adopté le système présente pour la première fois devant elle que l'article 7 de la loi du 16 prairial an iii n'était pas abrogé, et réformé par suite le jugement du tribunal de Bruges, elle n'avait pas à s'occuper des deux questions résolues par le premier juge dans son jugement du 2 novembre 1835, et qui se sont reproduites par suite de la cassation de l'arrêt de Gand. En voici l'objet :

Elle prétendait que l'insolvabilité des habitants convaincus du pillage des grains réclamés étant constante en fait, elle n'était tenue qu'à la restitution des objets pillés exclusivement et sur le pied de la simple valeur, aux termes de l'article 7 de la loi du 16 prairial an iii, non abrogé par celle du 10 vendémiaire an iv. Dans tous les cas, disait-elle, l'article 6, titre V, n'autorise point le cumul des dommages-intérêts avec la réparation civile quelle qu'elle soit, les dommages-intérêts dont parle l'article 6 ne sont et ne peuvent être que ceux indiqués par l'article 4.

Pour l'intimé on a conclu à ce qu'il plût à la Cour, disposant par suite de l'arrêt rendu entre parties par la Cour de cassation le 4 juin 1838, condamner la ville de Courtrai à payer 1^{re} la somme de 17,479 francs 96 centimes en restitution de la double valeur de 171 hect. de froment pillés au pré-

judice de l'intimé en 1816; 2° la somme de 8.739 francs étant la simple valeur à titre de dommages-intérêts; 3° les intérêts judiciaires de ces deux sommes et les dépens.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour d'appel de Gand avait, par son arrêt du 7 juillet 1837, condamné la ville de Courtrai à la simple valeur des grains pillés, parce qu'elle avait considéré l'art. 7 de la loi du 16 prairial an III comme étant encore en vigueur;

Attendu que la Cour de cassation, par son arrêt du 4 juin 1838, a, sur le fondement que cet article a été abrogé par la loi du 10 vendémiaire an IV, annulé l'arrêt du 7 juillet 1837, en tant qu'il n'avait condamné la ville de Courtrai qu'à la simple valeur des grains pillés, sans dommages-intérêts; que, par là, la Cour de cassation a implicitement annulé toutes les dispositions de l'arrêt de la Cour de Gand, qui n'étaient que la conséquence de l'application qu'elle avait faite dans la cause de l'article 7 de la loi du 16 prairial an III; d'où il suit que les parties, tant à l'égard du jugement de première instance qu'à l'égard de tous leurs moyens, sont remises dans le même état où elles se trouvaient avant la prononciation de l'arrêt de 7 juillet 1837, sauf en ce qui concerne la fixation de la quantité non restituée des grains pillés et de la valeur de ces grains à l'époque du pillage, choses qui restent définitivement jugées par l'arrêt de la Cour de Gand.

Sur l'abrogation dudit article 7 de la loi du 16 prairial an III:

Attendu que les articles 1, 2 et 5 de la loi du 16 prairial an III n'avaient rendu les habitants d'une commune, sur le territoire de laquelle avait été commis un pillage de grains, farines ou subsistances, responsables de la restitution en même nature des objets pillés ou du paiement de leur double valeur des dommages-intérêts dus au propriétaire, et de l'amende envers la république, qu'à défaut de dénonciation des auteurs, fauteurs ou complices du délit; qu'ainsi cette loi, nonobstant les dispositions des lois antérieures, posait d'abord en principe la non-responsabilité des habitants lorsqu'ils avaient dénoncé les coupables;

Attendu que s'il a été fait une exception à ce principe par l'article 7, qui, dans le cas d'insolvabilité de ceux qui auraient été convaincus du pillage, oblige les habitants qui ont fait la dénonciation à la restitution des objets pillés, mais seulement sur le pied de

leur simple valeur, et sans dommages-intérêts ni amende, cette exception a sa source dans ledit principe de non-responsabilité lui-même, combiné avec le but principal de la loi, qui était de favoriser l'arrivage des subsistances, et n'a été introduite que pour mieux assurer l'approvisionnement des marchés, en garantissant, dans tous les cas, aux fournisseurs, marchands et cultivateurs, le paiement de la valeur des objets qui viendraient à être pillés; d'où il suit que cet article 7 ne doit pas être pris isolément; qu'il forme un ensemble avec les dispositions qui le précèdent, et qu'il n'est qu'une conséquence du système adopté par la loi du 16 prairial an III;

Attendu que la loi du 10 vendémiaire an IV n'a plus attaché la responsabilité civile des habitants au seul défaut de dénonciation des coupables, mais l'a fait naître de l'unique circonstance que le pillage a été commis sur le territoire de la commune;

Attendu qu'elle a réglé tous les effets du nouveau principe qu'elle posait;

Attendu qu'elle ne rend plus les habitants solidairement responsables, et soumet la commune au paiement de l'amende, par cela seul que des habitants auraient pris part au pillage, ce qui fait déjà disparaître deux des dispositions de l'article 7 de la loi du 16 prairial an III;

Attendu que si l'on rapproche les art. 1, 3 et 5, titre IV, 1 et 6, titre V, de la loi de l'an IV, on doit reconnaître que le législateur n'a pas maintenu le surplus dudit article 7, et qu'il a voulu que, dans le cas où la commune est civilement responsable, elle le fût toujours, non-seulement de la restitution des objets pillés, mais aussi des dommages-intérêts occasionnés par le délit, et le tout sur le pied de la nouvelle loi;

Attendu que cette dernière loi, article 3, titre IV, n'établit qu'une seule exception à la responsabilité civile de la commune sur le territoire de laquelle un pillage a été commis; que cet article s'occupe même du fait de la dénonciation, et n'y attache aucun effet sans la réunion des deux autres circonstances dont il parle;

Attendu que de tout ce qui précède il suit que l'article 7 de la loi du 16 prairial an III n'a point survécu au système dont il était une conséquence, et qu'il a été virtuellement et nécessairement abrogé, dans toutes ses dispositions, par l'article unique, titre I^{er} et les articles 1, 2, 3 et 5, titre IV, 1 et 6 titre V, de la loi du 10 vendémiaire an IV, la seule qui soit applicable à l'espèce.

En ce qui concerne les dommages-intérêts

réclamés en vertu de l'article 6, titre V, de la loi du 10 vendémiaire an IV :

Attendu que si l'on combine cet article exclusivement applicable aux délits mentionnés en l'article 1^{er} du même titre, avec les articles 1, 2 et 3, titre IV, 3 et 5, titre V, et avec les diverses dispositions de la loi du 16 prairial an III, il devient manifeste que l'expression *dommages-intérêts* est employée en l'article 6 dans un sens distinct de la réparation civile, et que le législateur a voulu qu'il serait toujours dû à titre de dommages-intérêts, outre la réparation principale, une somme au moins égale à la valeur entière des objets pillés et choses enlevées.

Sur l'offre de la partie appelante de restituer en nature les grains pillés :

Attendu que le législateur, ayant fait une distinction entre la réparation principale et les dommages-intérêts, en allouant, dans tous les cas, un *quantum* à titre de dommages-intérêts, et en déterminant dans l'article 1^{er}, titre V, en quoi consisterait la réparation principale et le mode, abstraction faite de l'article 6, qui devrait servir de base à son règlement, il est évident qu'il a entendu que cette réparation principale, comme telle, fût par elle-même complète, suivant le mode établi, et que la restitution en nature se fit, à peine de payer la double valeur, dans un temps opportun ou voisin du délit, comme il appert des articles 2, 3, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 15, titre V, et non qu'elle pût se faire lorsque plusieurs années se sont écoulées, sans réparation, par le fait ou la faute de la commune, et alors que la restitution en nature, loin de constituer une réparation réelle et principale, serait grandement préjudiciable au pillé, ce qui se rencontre dans l'espèce; en effet, ce n'est que bien longtemps après la demande, et dix-huit ans après la perpétration du délit, après qu'elle eût retardé la réparation civile par plusieurs contestations et dénégations sans fondement, que la ville de Courtrai est venue offrir la restitution en même nature, et à une époque où, comme aujourd'hui, les grains ont une valeur de moitié moindre que celles qu'ils avaient au 23 juin 1837 ;

Attendu que, dans de telles circonstances, c'est avec raison que le premier juge a déclaré tardive cette offre de la ville appelante ;

Par ces motifs et ceux du premier juge, les 1^{re} et 3^e chambres réunies, sur les conclusions de M. le procureur général, statuant par suite de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 juin 1838, met l'appellation à néant, en tant que le premier juge a écarté

l'offre de la restitution des grains pillés en même nature faite par la ville de Courtrai, et la condamne au paiement de la triple valeur des objets pillés, etc.

Du 17 juillet 1839. — Cour de Bruxelles.

CURATEUR A SUCCESSION VACANTE.

— TRIBUNAL ÉTRANGER.

Lorsque la succession vacante d'un Belge décédé en France comprend des biens situés en Belgique, il n'appartient qu'aux seuls tribunaux belges de nommer un curateur pour l'administration de ces mêmes biens. L'article 812 du Code civil est ici sans application.

R... est devenu acquéreur en 1812 d'une maison située à Ypres, et chargée de deux rentes au profit de l'administration des pauvres, se montant ensemble à 4,431 francs 56 centimes. Le prix d'acquisition était de 2,893 francs 50 centimes. Il est à croire que R... accomplit les formalités de la purge (articles 2181 et suiv. du Code civil), puisque les quittances délivrées par l'administration des pauvres constatent que celle-ci s'est contentée de recevoir de R... les intérêts de la somme de 2,893 francs 50 centimes, prix d'acquisition. — En 1827, R... fut poursuivi du chef de faux, et se retira à Steenvoorde (France), où il mourut. Sa succession fut répudiée par les héritiers légaux. — La maison située à Ypres fut exposée à la requête de certain Barotto, autre créancier hypothécaire, et adjugée aux époux Boone pour la somme de 5,610 francs 56 centimes. Un ordre provisoire fut ouvert sous la date du 10 mars 1828. L'administration des pauvres y fut colloquée en première ligne, non pas pour la somme de 2,893 francs 50 centimes et les arrérages, mais pour la somme de 4,136 francs 74 centimes. — Le sieur Facon, nommé par le tribunal d'Hazebrœuck (France) curateur à la succession vacante de R..., fit opposition à la clôture de cet ordre.

Mais le 20 juin 1828, il intervint entre Barotto et Facon un jugement du tribunal d'Ypres, qui déclara ce dernier non recevable en son opposition, jugement motivé comme suit :

« Considérant que les biens de ceux qui meurent sans héritiers ou dont la succession est répudiée, appartiennent à l'Etat dans le territoire duquel ils sont situés ;

« d'où suit que l'administration des domaines de France n'a aucun droit aux biens du défunt R... situés à Ypres (Belgique); que par conséquent Facon, nommé curateur par le tribunal d'Hazebrouk, pour garder les intérêts des domaines de France en ce qui concerne les biens vacants de R..., délaissés en France, est sans qualité dans l'instance actuelle. »

Ce même jugement nomme ensuite, sur la réquisition faite d'office par le ministère public (812 du Code civil), le sieur Santy, curateur des biens vacants dont s'agit (c'est-à-dire compris dans l'ordre provisoire du 10 mars 1828), libre à lui, ainsi qu'aux créanciers tant étrangers qu'indigènes, de contester l'ordre, etc.

Santy contesta le *quantum* de la collocation de l'administration des pauvres, et soutint qu'il ne lui était dû que 2.895 francs 30 centimes, prix d'achat de 1812, plus 423 francs 15 centimes pour intérêts échus.

Après une foule d'incidents et de jugements, l'administration crut devoir contester la qualité du nouveau curateur, et soutenir que c'était le tribunal du domicile du défunt, à savoir, le tribunal d'Hazebrouk, qui seul peut valablement nommer le curateur (articles 812 et 110 du Code civil), d'autant plus que, dans l'espèce, le défunt ne possédait plus rien en Belgique.

Ce système fut rejeté par jugement du 29 janvier 1836, ainsi que par l'arrêt qui suit.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les dispositions du Code civil et du Code de procédure civile, qui régissent la matière des successions vacantes, appartiennent essentiellement au droit civil, dont l'autorité se borne au pays où ce droit est établi; qu'il en résulte que l'article 812 du Code civil, en ordonnant que le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel s'ouvre une succession vacante nommera un curateur à l'effet de la représenter, suppose évidemment que le défunt a eu son dernier domicile en Belgique; que pour le cas où un Belge aurait pris domicile à l'étranger, laissant à son décès des biens situés en Belgique, le bon sens et la saine raison, d'accord avec les principes, repoussent l'idée que jamais ces biens, qui en définitive peuvent tomber en déshérence, et devenir ainsi la propriété de l'Etat, pourraient être l'objet d'une administration confiée à un étranger par un tribunal étranger;

Que vainement l'appelant, pour appuyer son exception, objecte que le sieur R..., de

la succession de qui il s'agit, ne possède rien en Belgique, la maison sise en la ville d'Ypres qui lui a appartenu ayant été expropriée, puisqu'il est de principe que le prix remplace la chose, et que ce prix appartient à la succession aussi longtemps qu'il n'en a pas été disposé par un ordre régulier et définitif; de tout quoi il résulte que la fin de non-recevoir proposée par la partie appelante contre la qualité de l'intimé a été à bon droit écartée par le premier juge;

Par ces motifs et ceux du premier juge, ouï M. Colinea, avocat général en son avis conforme, met l'appel à néant, etc.

Du 19 juillet 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

LETTRE DE CHANGE. — SIMULATION.

La facilité accordée au commerce de céder la propriété de la lettre de change par la formalité si simple de l'endossement ne doit pas dégénérer en moyen d'éluder la défense de la loi de plaider par procureur et servir à faire écarter des exceptions qui auraient frappé de nullité la lettre de change entre les mains de l'endosseur ou du tireur.

Si d'une part le juge ne doit admettre qu'avec grande circonspection le moyen de simulation employé contre la sincérité d'un endossement régulier, il doit d'autre part ne pas le repousser d'une manière absolue et l'admettre chaque fois que des faits graves, précis et concordants, non démentis d'ailleurs par les circonstances et faits du procès reconnus constants, sont articulés avec offre de preuve par celui qui allègue la simulation.

Du 20 juillet 1839. — Cour de Bruxelles.

COUR D'ASSISES. — POSITION DE QUESTIONS.

— ARRÊT DE RENVOI. — TENTATIVE DE VIOL.
— ATTENTAT À LA PUDÉUR AVEC VIOLENCE.

Quand le prévenu n'a été mis en accusation que sur la seule prévention de viol ou de tentative de viol, peut-il être posé au jury une question sur l'attentat à la pudeur avec violence (1)? — Rés. nég.

(1) Voy. sur cette question et des questions

Dans cette affaire, le ministère public avait conclu comme suit :

« Attendu qu'il résulte des débats que l'accusé aurait commis un attentat à la pudeur avec violence, autre qu'une tentative de viol ;

« Attendu que le premier fait est nécessairement compris dans le dernier, et que si l'accusé était acquitté de ce chef, on ne pourrait plus le poursuivre du chef d'attentat à la pudeur ;

« Vu les articles 337 et 360 du Code d'instruction criminelle. — Plaise à la Cour ordonner qu'il sera posé une question relativement au fait d'attentat à la pudeur avec violence. »

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'aux termes de l'article 331 du Code pénal, le crime d'attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence est distinct du crime de viol ou de tentative de viol, et qu'il n'est permis au président de la Cour d'assises de poser d'autres questions que celles prévues par les articles 337 et 358 du Code d'instruction criminelle ;

Par ces motifs, maintient les questions telles qu'elles ont été posées, etc.

Du 25 juillet 1839. — Cour d'assises de la Flandre orientale.

CONNEXITÉ. — DUEL.

Il y a connexité dans une poursuite pour blessures faites en duel, et partant si l'un des combattants est militaire, il ne peut décliner la juridiction des tribunaux ordinaires (1). (Code d'inst. crim., art. 226.)

Le sieur de Brouckere, colonel d'artillerie, et le sieur Biré, furent traduits devant le tribunal correctionnel de Bruxelles du chef de blessures faites en duel. Le premier, en sa qualité de militaire, déclina la compétence du tribunal. — Jugement du 30 mai 1839, ainsi conçu :

« Attendu qu'il est établi pour la con-

naissance des délits commis par des militaires une juridiction exceptionnelle et indépendante des tribunaux ordinaires ;

« Attendu que, d'après l'article 14 du Code militaire, le juge militaire ne doit s'abstenir de connaître ou de prononcer sur des délits imputés aux militaires, que lorsque ceux-ci « ont commis un délit, conjointement avec d'autres personnes qui sont « du ressort du juge civil ou que ces dernières y sont compromises » ; que la finale de cet article ne fait qu'ordonner que les militaires, dans les cas prévus, seront tenus ou laissés à la juridiction du juge civil : « Zullen alsdan militairen uit hoofde der « connexiteit aan den burgerlyken regter « overgegeven of ter judicature overgelaten « worden ; »

« Attendu que les différents cas de connexité déterminés par le Code d'instruction criminelle pour la connaissance simultanée de plusieurs crimes ou délits n'ont pour objet que le règlement du jugement des affaires ordinaires, et sont sans influence sur le règlement de la compétence dont il s'agit ici, qui est régi par des dispositions législatives toutes spéciales ;

« Attendu que, dans l'espèce, le délit imputé au second prévenu est d'avoir fait une blessure au sieur Biré ; que ce délit, d'après la prévention, a été commis par le second prévenu seul, sans aucune participation du dit sieur Biré, qui se trouve poursuivi du chef d'une autre blessure tout à fait différente et distincte de la première ; qu'il en résulte que le second prévenu, étant militaire, doit demeurer soumis à la juridiction exceptionnelle qui lui est propre ; le tribunal se déclare incompétent pour connaître de la prévention à charge du sieur de Brouckere et ordonne qu'il sera passé outre en ce qui concerne Biré. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les délits imputés à Biré et à de Brouckere puisent leur origine dans un duel à l'épée ; que Biré et de Brouckere, par suite d'un concert formé à l'avance entre eux, auraient commis au même instant l'un sur l'autre le délit dont

analogues Carnot, sur l'article 358 du Code d'instruction criminelle ; Legraverend, au chap. du *Système général de l'accusation*, sect. 3 et 4, et au ch. des *Cours d'assises*, sect. 9, § 4, de la *Position des questions* ; Dalloz, *vo Cours d'assises*, sect. II, art. 1, et Gand, 20 fév. 1835 ; Chauveau, t. 3, p. 209, n° 2835, édit. belge de 1844.

(1) Voy. Brux., 11 avril 1835, et Brux., cass., 5 juillet 1840 ; Bosch, *Codes militaires*, p. 55 ; Merlin, *Rép.*, *vo Connexité*, § 4 ; Locré, t. 14, p. 84 ; Chauveau, t. 1er, p. 44, édit. de 1845 — n° 76 et suiv. ; Mangin, de l'*Instruction écrite*, n° 215, édit. belge, p. 516.

chacun d'eux est prévenu ; que dès lors il y a entre ces délits les rapports voulus pour constituer la connexité ;

Attendu que ces délits auraient dû faire l'objet d'une même instruction et d'un même jugement : *ne continetia causa dicitur* (art. 226 et 227 du Code d'instruction criminelle) ;

Attendu que, rendant hommage au principe admis en cette matière, l'article 14 du Code pénal militaire dispose pareillement que le juge militaire s'abstiendra de connaître ou de prononcer, dans le cas des militaires ou des employés, lorsqu'ils auront commis un délit conjointement avec d'autres personnes qui sont du ressort du juge civil, ou que ces dernières y ont été compromises ; mais alors ces militaires ou employés seront remis au juge civil, ou laissés à sa juridiction à cause de la connexité ;

Attendu que de ce qui précède il résulte que la juridiction militaire était incompétente pour connaître du délit imputé à de Brouckere, et que le tribunal correctionnel de Bruxelles aurait dû juger ce délit conjointement avec celui dont Biré est prévenu ;

Par ces motifs, met à néant les jugements des 30 mai et 1^{er} juin ; dit qu'il sera statué par un seul et même arrêt sur les délits imputés à Biré et de Brouckere.

Du 25 juillet 1839. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

DUEL. — PEINES.

Les blessures infligées en duel sont punissables. (Code pénal, art. 300 et suiv.)

Bruxelles, 25 juillet 1839. — Voy. la loi du 8 janvier 1841.

TRANSACTION. — LÉSION. — PARTAGE. — RESCISION.

Les transactions ne peuvent être rescindées pour cause de lésion. (Code civil, art. 205.)

L'article 888 du Code civil ne s'applique qu'au cas où on aurait qualifié faussement de transaction, ou déguisé sous la forme de ce contrat, un acte qui aurait pour effet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, et non à une transaction réelle.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'acte du 2 juin 1856, considéré dans son ensemble, n'est pas une vente faite par Nachurai de l'usufruit des propres de son épouse et de ses droits aux acquêts de la communauté, mais une véritable transaction, non-seulement sur les contestations existantes relativement au partage de ces acquêts, mais encore sur tous procès nés et à naître entre les parties du chef des objets sur lesquels elles ont pactisé ;

Attendu qu'aux termes de l'article 2032 du Code civil, les transactions ne peuvent être rescindées pour cause de lésion ;

Attendu que l'article 888 du Code civil ne s'applique qu'au cas où on aurait qualifié faussement de transaction, ou déguisé sous la forme de ce contrat, un acte qui aurait pour effet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, et non à une transaction réelle intervenue sur des contestations sérieuses qui, bien qu'élevées à l'occasion du partage, divisaient les parties relativement à leurs droits respectifs ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 25 juillet 1839. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

1^{re} EXÉCUTION. — COLLOCATION. — COUR D'APPEL. — BORDEREAU. — COMPÉTENCE. — 2^o SYNOÏCS. — ÉTRANGER. — HÉRITIERS BÉNÉFICIAIRES. — FAILLITE.

1^o *Lorsqu'un créancier exclu de l'ordre a, sur appel, été utilement colloqué, la question de savoir s'il est habile à recevoir des bordereaux de collocation appartient à la Cour, comme point d'exécution de l'arrêt rendu.* (Code de proc., art. 472.)

2^o *Bien que les héritiers bénéficiaires d'un étranger aient été personnellement colloqués, si cet étranger est mort en faillite, les syndics doivent être mis en cause pour la délivrance des bordereaux de collocation.*

Les héritiers bénéficiaires du sieur Dugard avaient été repoussés de l'ordre ouvert pour la distribution du prix des immeubles de la famille de Launoy. Mais, en appel, ils obtinrent d'être utilement colloqués. Postérieurement à l'arrêt rendu par la Cour de Liège, les héritiers de Launoy

apprirent que Dugard avait été déclaré en faillite, en 1809, par le tribunal de Ronen. Par suite, ils s'opposèrent à ce que les bordereaux fussent délivrés aux héritiers bénéficiaires, et soutinrent qu'il y avait lieu à mettre les syndics en cause. L'incident fut porté par les héritiers Dugard devant la Cour de Liège, qui jugea dans les termes suivants :

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il résulte des pièces versées au procès qu'en 1809 la maison Dugard a été déclarée en état de faillite par le tribunal de commerce de Rouen ; que les créanciers ont formé entre eux un contrat d'union et procédé à la nomination de syndics définitifs ; qu'il paraît même que le transport fait à Pezet le 3 novembre aurait été annulé comme préjudiciable à la masse ;

Considérant que les intimés, en faisant usage de ces faits et circonstances contre la demande formée par les appelants, en délivrance des bordereaux de collocation, excitent manifestement de l'état de faillite de l'auteur des appelants ; que dès lors il y a lieu d'examiner si la Cour est compétente pour connaître de cette exception, et si les intimés sont recevables et fondés à la proposer ;

Considérant, sur la compétence, que la Cour, ayant infirmé la décision des premiers juges, a exclusivement le droit de connaître de l'exécution de son arrêt, aux termes de l'article 472 du Code de procédure ; qu'elle a, par suite, le pouvoir de statuer sur toute demande ou opposition relative à cette exécution, lorsque la loi n'a pas déterminé de juridiction spéciale ;

Considérant, sur la fin de non-recevoir, que les intimés n'ont acquis la preuve légale de l'existence de la faillite Dugard qu'après l'arrêt rendu entre parties le 29 janvier 1858 ; qu'ils peuvent donc argumenter de ce fait comme s'il était survenu postérieurement, d'autant plus que les boirs Dugard n'ont pu ignorer la condition de celui qu'ils représentent, dont la succession n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire ; qu'il ne s'agit pas de revenir sur la chose jugée ni sur les condamnations prononcées contre les enfants de Lannoy, mais de savoir si les sommes à payer par ceux-ci seront versées dans la caisse des héritiers bénéficiaires ou dans celle de la masse faillite ; que cette question, qui n'a surgi que dans le débat actuel, ne saurait être préjugée par les décisions antérieures ;

Considérant, sur le fond, que feu Dugard, par sa faillite, a été dessaisi de plein droit de l'administration de ses biens, y compris la créance dont il s'agit ; qu'en payant en mains des héritiers les intimés ne seraient pas valablement libérés à l'égard des créanciers du failli ; que l'arrêt qui les y contraindrait serait sans force en France où ils seraient exposés au danger d'une poursuite judiciaire et exécutoire sur leur personne, s'ils se trouvaient en ce pays ; que c'est donc aux appelants de justifier que nonobstant la faillite de celui qu'ils représentent, ils peuvent recevoir le paiement des sommes réclamées avec sécurité pour les débiteurs ; que pour éclaircir ce point du litige, il est indispensable d'entendre les syndics de la dite faillite ;

Par ces motifs, et avant de faire droit, ordonne aux appelants de mettre en cause les syndics de la faillite de la maison Dugard, etc.

Du 31 juillet 1859. — Cour de Liège.

—

BAIL A FERME. — USAGE. — HESBAIE.

Il est d'usage constant en Hesbaie que le fermier sortant qui n'a pas joui des grains d'hiver la première année de son bail a droit à la récolte de ceux qu'il a semés la dernière année de son exploitation.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'enquête à laquelle il a été procédé ne fournit pas la preuve du fait allégué par l'appelant qu'il aurait existé au village de Grole un usage différent de celui de la Hesbaie pour les terres divisées, comme dans l'espèce, par soles ou saisons ;

Considérant que, d'après l'usage général du pays, le fermier sortant, qui n'a pas joui des grains d'hiver la première année de son bail, a droit à la récolte de ceux qu'il a semés la dernière année de son exploitation ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 31 juillet 1859. — Cour de Liège.

—

FAILLITE. — Joca.

Le jour auquel un jugement fixe l'ouverture de la faillite est compris, sans distinction

d'heures ni d'instants, dans le temps de la faillite (1). (Code de comm., art. 441, 442, 445 et 446.)

Par jugement du 17 juin 1836, le tribunal de commerce d'Anvers déclara la maison Vandembrock en état de faillite et en fixa provisoirement l'ouverture au 9 du même mois. Le sieur Vanregelmortel fit opposition à ce jugement, soutenant que l'ouverture n'en devait être fixée qu'au 13 ou 14. Les sieurs Vandaelzen et compagnie intervinrent dans cette instance et prétendirent qu'ayant une revendication à exercer à charge de la faillite, ils avaient droit d'intervenir dans le litige. Le sieur Vanregelmortel critiqua cette intervention : mais elle fut admise par jugement du 8 juillet 1836. Devant le tribunal, Vanregelmortel soutint que la faillite avait à tort été fixée au 9 juin ; qu'aucun protêt n'ayant été fait à charge des faillis avant le 13, il n'y avait pas lieu à fixer la faillite avant cette époque. Les syndics déclarèrent qu'ils étaient d'opinion que l'ouverture de la faillite devait rester fixée au 9, date que portent les lettres circulaires adressées par les faillis à leurs créanciers pour les convoquer ; que si ces circulaires n'avaient été expédiées que le 10, c'était par suite de circonstances indépendantes de la volonté des faillis, qui déjà le 6 avaient été dans l'impossibilité de payer un effet.

Par jugement du 20 juillet 1836, le tribunal d'Anvers fixa la faillite au 10 juin. Appel de Vanregelmortel. — Il posa en fait que les circulaires, portant convocation des créanciers, n'avaient été distribuées, à Anvers, qu'à 9 heures du soir, le 10 juin 1836, après la fermeture des bureaux, et que le failli Vaneesbe avait paru à la bourse du 10, et même fait des paiements et des encaissements : il demandait subsidiairement que la faillite fût fixée au 11. Les intervenants conclurent à ce que le jugement fût confirmé, tout en déclarant que la faillite Vandembrock demeurerait ouverte dès la première heure du 10 juin 1836.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'une convocation de créanciers constate de la part du commerçant qui la fait connaître par actes

connus du public, l'aveu de son insolvabilité, à l'effet de satisfaire l'intégralité des créances par lui dues, et constitue ainsi une cessation de paiements ;

Attendu que, d'après l'article 440 du Code de commerce, on doit comprendre dans le délai de trois jours laissé au débiteur pour faire sa déclaration de faillite, celui dans lequel les paiements ont cessé ;

Attendu que, d'après l'article 441, c'est la date des actes constatant le refus d'acquiescer ou de payer des engagements de commerce qui fixe l'ouverture de la faillite et en détermine l'époque ; que ce refus de paiements est constaté par un exploit d'huissier, dans lequel on doit exprimer la date du jour et de l'année, et non de l'heure à laquelle il est remis (Code de procédure, art. 61) ;

Attendu que, d'après la valeur des expressions positives dont le législateur s'était déjà servi aux articles 440 et 441, il ne peut raisonnablement s'élever de doutes que le jour dont il parle à l'article 442 n'embrasse, comme aux articles précédents, toutes les heures et chaque minute que renferme l'époque déterminée, et comprend ainsi toute la durée physique du jour désigné par une date certaine ; qu'on ne peut en effet supposer que le législateur ait pensé à vouloir assigner le moment de l'ouverture d'une faillite à un instant qui serait si difficile ou presque impossible à saisir ou à fixer ;

Par ces motifs, de l'avis conforme de M. l'avocat général de Bayat, et en déclarant la preuve offerte non pertinente, met l'appellation à néant, etc.

Du 1^{er} août 1839. — Cour de Brux. — 1^{re} Ch.

RETRAIT SUCCESSORAL. — ACTION MIXTE. — PARTAGE. — DÉCLINATOIRE. — RECEVABILITÉ.

L'action en retrait successoral est mixte. Forme-t-elle une dépendance de l'action en partage, de telle sorte qu'elle puisse être portée au tribunal où cette action est pendante, bien qu'il ne soit pas celui de l'ouverture de la succession ? — Rés. nég.

Lorsqu'une partie a accepté, dans une instance, le litige devant un tribunal incompétent, peut-elle plus tard, dans une autre instance, proposer le déclinatoire ? — Rés. aff.

(1) Voy. Turin, 22 août 1812 ; Dalloz, t. 13, p. 81, et Rouen, 12 juillet 1823, arrêt cité, ib., en note.

Par exploit du 1^{er} juin 1838, la dame Borgé assigna le sieur Vandenberghe devant le tribunal de Bruxelles pour voir déclarer bonnes et valables les offres réelles par elle faites par exploit du 30 mai 1838; sinon qu'elle serait autorisée à faire déposer l'objet desdites offres à la caisse des consignations. Cette demande, fondée sur ce qu'elle entendait exercer le retrait successoral des droits héréditaires acquis par le défendeur, par acte notarié du 30 avril 1833, du sieur Vandewinkel. Le défendeur conclut à l'incompétence du tribunal en se fondant sur les articles 89 et 815 du Code de procédure.

Jugement du 28 juillet 1838, ainsi conçu :

« Attendu qu'il demeure constant au procès que ni le domicile du défendeur ni le lieu de l'ouverture de la succession dont il s'agit n'existent dans l'arrondissement de Bruxelles;

« Attendu que l'unique motif, que le demandeur allègue en faveur de la compétence de ce tribunal consiste à dire que le défendeur, en assignant lui-même le demandeur en licitation des biens dépendants de la succession dont il s'agit, aurait, dans une autre instance, reconnu la compétence du tribunal;

« Attendu que si le demandeur n'a pas jugé convenable de décliner la compétence de ce tribunal lorsqu'il y était fondé, ce précédent ne pouvait enlever au défendeur le droit de la décliner dans la présente instance;

« Par ces motifs, le tribunal se déclare incompétent. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une action en retrait successoral;

Attendu que cette action, étant mixte de sa nature, devait être portée soit devant le tribunal du domicile du défendeur, soit devant celui du lieu de l'ouverture de la succession;

Attendu qu'il est constant en fait que le tribunal de l'arrondissement de Bruxelles n'est ni celui du lieu de l'ouverture de la succession, ni celui du domicile du défendeur;

Attendu néanmoins que l'appelante, demanderesse originaire par voie d'action principale, a porté sa demande devant ce dernier tribunal, par le motif que celui-ci, étant saisi de l'action en partage, était, par cela même, compétent pour connaître de l'action en retrait qui en formait une dépendance;

Attendu que c'est à tort que l'appelante a considéré l'action en retrait comme formant une dépendance de l'action en partage; qu'il résulte de l'article 841 du Code civil, que le seul but de cette action est d'écarter du partage le cessionnaire des droits successifs d'un cohéritier, en lui remboursant le prix de la cession; que cette action n'a donc rien de commun avec les opérations du partage auxquelles elle reste entièrement étrangère; que dès lors les motifs qui ont fait attribuer au juge unique, saisi de l'action en partage, la connaissance de toutes les actions qui en étaient dépendantes, ne sauraient être invoqués dans l'espèce;

Par ces motifs et adoptant au surplus ceux du premier juge, M. l'av. gén. d'Anethan entendu et de son avis, met l'appel à néant.

Du 1^{er} août 1839. — Cour de Bruxelles.

—

SURCHARGE. — PONTS A BASCULE. — DÉCHARGEMENT. — L'ÉVALUATION. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — ÉTENDUE.

Le décret du 25 juin 1806, qui porte que tout voiturier ou conducteur pris en contravention pour excédant du poids fixé ne pourra continuer sa route qu'après en avoir déchargé sa voiture, et qui statue que jusque-là ses chevaux seront tenus en fourrière à ses frais, trouve-t-il sa sanction dans cette dernière mesure? — Rés. nég.

Si le conducteur passe outre avec la surcharge, faut-il appliquer, comme sanction pénale de cette contravention, l'arrêté du 25 mai 1837, article 7, combiné avec la loi du 6 mars 1818, ou l'art. 475, n° 4 (1)?

Le maître de la voiture est-il civilement responsable, quant à cette contravention (2)? — Rés. nég.

Le conducteur pourrait-il s'excuser en alléguant qu'aux termes des règlements existants il n'a pu refuser de recevoir dans sa voiture les voyageurs qui se sont présentés? — Rés. nég.

La circonstance qu'il aurait donné ou offert

(1) Voy. BRUX., cass., 31 mars 1838.

(2) Voy. BRUX., 19 nov. 1841 (*Pasic.*, 1842, p. 5, et la note).

caution serait-elle aussi indifférente pour l'affranchir de la peine susdite? — Rés. aff.

PREMIÈRE ESPÈCE.

Ceulemans, conducteur de la diligence Van Gend, fut traduit devant le tribunal de Bruxelles, sous la prévention d'avoir refusé de décharger les 300 kil. dont sa voiture était surchargée à Hal le 7 mai 1839. La compagnie Van Gend était citée comme civilement responsable. — Jugement du 24 mai qui renvoie les assignés des poursuites.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Constitution belge donne au roi le pouvoir de faire les règlements et arrêtés pour l'exécution des lois;

Attendu que l'article 7 de l'arrêté du 25 mai 1837, qui ne permet au voiturier arrêté de continuer sa route qu'après avoir déchargé l'excédant de son chargement sur le poids autorisé, n'est que la répétition de l'article 5 de la loi du 28 floréal an x et de l'article 44 du décret du 23 juin 1806;

Attendu que les peines établies par l'article 8 de l'arrêté précité, contre les contrevenants aux dispositions que cet arrêté renferme, ont pour but d'assurer l'exécution des lois et arrêtés précités;

Attendu qu'à la date de l'arrêté du 25 mai 1837 aucune loi existante n'avait déterminé de peine pour la répression de la contravention imputée au prévenu;

Attendu que d'un procès-verbal dressé le 7 mai 1839, par le préposé au pont à bascule de Hal, il résulte que ledit jour la voiture conduite par le prévenu Ceulemans a été trouvée avoir une surcharge de 500 kil., poids excédant celui autorisé par l'article 4 de l'arrêté du 25 mai 1837; que le prévenu, requis de décharger l'excédant de son chargement, a refusé et a continué sa route avec cet excédant de chargement; d'où il suit qu'il a contrevenu à l'article 7 dudit arrêté et a encouru les peines prononcées par l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818.

En ce qui concerne la responsabilité civile :

Attendu qu'il est de principe que la responsabilité civile ne peut être prononcée par les tribunaux correctionnels, que dans les cas déterminés par la loi;

Attendu que ni la loi du 6 mars 1818, ni l'arrêté du 25 mai 1837, n'établissent de responsabilité civile pour la contravention dont il s'agit dans l'espèce;

Par ces motifs, faisant droit sur l'appel interjeté par le ministère public, met le jugement dont appel à néant; émendant, et vu les articles 7 et 8 de l'arrêté du 25 mai 1837, 1^{re} de la loi du 6 mars 1818, etc., condamne Ceulemans à une amende de 30 francs et aux dépens des deux instances; déclare n'y avoir lieu à prononcer la responsabilité civile contre J. B. Van Gend.

Du 1^{er} août 1839. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

DEUXIÈME ESPÈCE.

Bert, conducteur de la diligence Van Gend, prévenu de refus de décharger les 400 kil. dont sa voiture était surchargée, fut acquitté par le tribunal de Bruxelles par jugement par défaut du 12 juin 1839, ainsi conçu :

« Attendu que le fait de n'avoir pas déchargé l'excédant d'une voiture trouvée en surcharge ne constitue ni délit ni contravention prévus par la loi pénale, surtout lorsque le préposé du pont à bascule n'a pas usé du droit que la loi lui conférerait d'arrêter la voiture, et de mettre les chevaux en fourrière; renvoie le prévenu des poursuites. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la loi du 29 floréal an x, comme le décret du 23 juin 1806, défendent deux choses : l'une de circuler sur les routes avec un poids excédant celui fixé par ces deux actes, et l'autre de continuer la route avant d'avoir déchargé la voiture de l'excédant du poids constaté au pont à bascule;

Attendu que la contravention à la première de ces défenses donne lieu, selon l'article 4 de la loi précitée et l'article 27 du décret, à une condamnation au paiement des dommages causés à la route et réglés par les tarifs qui font partie de ces deux articles;

Attendu que l'article 5 de la loi et l'article 44 du décret, tout en défendant au voiturier ou conducteur pris en contravention pour excédant de poids, de continuer sa route avant d'avoir déchargé sa voiture de l'excédant, n'établissent d'autre mesure que celle de la mise des chevaux en fourrière;

Mais attendu que l'article 475, n^o 4, du Code pénal du 12 février 1810 a pourvu à cette lacune en décrétant que les violations des règlements sur le chargement des voi-

tures seraient punies d'une amende de 6 à 10 francs ;

Attendu que dès lors ni l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, ni l'article 8 de l'arrêté royal du 25 mai 1837, ne peuvent recevoir d'application à la contravention prévue, puisque cette loi et cet arrêté ne sont faits que pour les cas à l'égard desquels les lois n'ont point déterminé de peines particulières ;

Attendu en fait qu'il est établi au procès, 1^o que, le 19 juin dernier, une voiture appartenant à J. B. Van Gend et C^e, d'Anvers, conduite par le prévenu Bert, a circulé sur la route de Bruxelles à Hal, avec une surcharge de 400 kil., et qu'il a payé pour ce fait une indemnité de 25 francs à titre de dommage ; 2^o que la voiture n'a pas été déchargée, quoique ce déchargement ait été requis par le préposé au pont à bascule de Hal, et que Bert a continué sa route vers Tournai, sans décharger l'excédant du poids constaté ;

Attendu que de ce que les chevaux n'ont pas été mis en fourrière, il ne s'ensuit pas que le conducteur ait pu continuer sa route avant d'avoir déchargé l'excédant ; car, en droit, il n'était pas au pouvoir du préposé, en négligeant l'exécution de cette mesure, de transiger avec ses devoirs, et d'autoriser ce qu'une loi d'ordre public défend expressément ;

Attendu que la raison de non-déchargement, alléguée par le conducteur, ne peut pas non plus être prise en considération ; car s'il est vrai que les entrepreneurs de diligences doivent ouvrir leurs voitures à tout venant, lorsque les places ne sont pas toutes occupées, il va de soi que cette obligation n'existe qu'alors que le poids des voyageurs et des bagages déjà reçus n'excède pas celui fixé par les lois et les règlements relatifs au poids des voitures et à la police du roulage ;

Attendu que le prévenu Bert n'a pas donné et n'a pas offert de donner caution ; mais en supposant que cette offre ait été faite, elle n'aurait pu autoriser le conducteur à continuer sa route avec sa surcharge ; jamais il n'est permis de commettre une contravention, même en donnant caution, et il est visible que la caution dont parle l'article 5 de la loi du 29 floréal an X, et l'article 44 du décret du 25 juin 1806, ne concerne que l'indemnité due pour la circulation antérieure à la vérification du poids de la voiture au pont à bascule, et non pas de permettre de continuer le voyage avec la surcharge ;

Attendu que la cause actuelle ne présente qu'une contravention de police ; que devant la Cour les prévenus Napoléon Bert et J. B. Van Gend ont demandé le renvoi de la cause, etc.

Du 21 novembre 1839. — Cour de Brux.

TROISIÈME ESPÈCE.

Degreef, conducteur de la C^e Van Gend, fut traduit devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, sous la prévention d'avoir continué sa route sans avoir déchargé l'excédant de poids qui avait été constaté au pont à bascule, à Hal, le 21 juillet 1839.

Le tribunal, par jugement de défaut du 22 août 1839, ainsi conçu, renvoya le prévenu des fins de la plainte :

« Attendu que le seul fait servant de base aux poursuites résultant du procès-verbal produit en cause, est que le conducteur a continué sa route sans avoir déchargé l'excédant de poids qui avait été constaté au pont à bascule ;

« Attendu qu'il résulte du même procès-verbal que la voiture n'a pas été arrêtée ; que les chevaux n'ont pas été mis en fourrière, et que le préposé au pont à bascule s'est contenté de la déclaration de ne pouvoir décharger faite par le conducteur, et lui a laissé continuer sa route ;

« Attendu que l'on n'invoque, comme prévoyant le fait incriminé, que les articles 7 et 8 de l'arrêté du 25 mai 1837 ; — Que cet article 8 ne punit que les contraventions à l'arrêté dont il fait partie ; — Que, pour qu'il y ait contravention à une disposition pénale, il faut que l'on ait fait ce que cette disposition défend ou que l'on ait omis de faire ce qu'elle prescrit ; — Que l'article 7, auquel on prétend qu'il a été contrevenu, se borne, dans sa première partie, à ordonner que les voitures prises en contravention seront arrêtées et les chevaux mis en fourrière ; que c'est là un ordre donné aux préposés à la conservation des routes, et auquel le conducteur n'a pas pu contrevenir ; — Que la seconde partie de ce même article ne fait qu'accorder au conducteur d'une voiture arrêtée la faculté de pouvoir continuer sa route après avoir déchargé l'excédant de son chargement ; — Qu'il n'y a là ni défense de faire, ni injonction de faire, mais une simple faculté qui est accordée ; — Qu'il en serait autrement si l'article disait qu'il ne sera permis au voiturier arrêté de continuer sa route qu'après avoir déchargé

l'excédant de son chargement; — Mais que l'auteur de l'arrêt, qui connaissait la législation sur la matière, n'a pas cru devoir s'exprimer de cette manière; — Qu'en effet les articles 3 de la loi du 29 floréal an x et 44 du décret du 23 juin 1806 disent que le voiturier ou conducteur pris en contravention ne pourra continuer sa route qu'après avoir rempli deux conditions : la première, d'avoir réalisé le paiement des dommages, la seconde, d'avoir déchargé sa voiture de l'excédant du poids constaté, *juste-tâ*, ajoutent ces articles, *ses chevaux seront tenus en fourrière à ses frais*; — Que la mise des chevaux en fourrière est donc la sanction de la défense de continuer sa route; que cette mesure peut toujours être employée par les préposés à la conservation des routes; qu'ainsi elle a paru suffisante à l'auteur de l'arrêt du 23 mai 1837, qui n'a pas voulu répéter la défense contenue dans les articles 3 et 44 précités, et qui, dans l'article 7, n'a parlé de la faculté accordée au voiturier de continuer sa route que pour lui donner une extension qu'elle n'avait pas, et pour établir que le voiturier, qui est *suffisamment connu*, pourra continuer sa route, même sans avoir réalisé le paiement des dommages ou fourni caution, tandis que, d'après les dispositions préexistantes, ce paiement ou la caution étaient des préalables impérieusement requis;

« Attendu que de ce qui précède il résulte que, dans l'espèce, le conducteur, ici prévenu, n'a pas contrevenu à l'article 7 de l'arrêt du 23 mai 1837, qui ne lui faisait aucune défense, qui ne lui imposait aucune obligation; qu'il n'a contrevenu qu'aux articles 3 de la loi du 29 floréal an x, et 44 du décret du 23 juin 1806, articles qui ne prononcent aucune peine, mais se bornent à ordonner une mesure que l'administration des ponts et chaussées ou ses préposés n'ont pas trouvé convenable d'employer; — Qu'au surplus les prévenus ne peuvent être punis, parce que les préposés à la conservation des routes n'ont pas fait ce que la loi et les arrêtés leur prescrivaient; — Le tribunal renvoie les prévenus des poursuites. »

Appel de la part du ministère public, qui conclut à l'application des peines prononcées par les articles 7 et 8 de l'arrêt du 23 mai 1837.

Pour les intimés, on soutint que la sanction de la disposition de l'article 44 du décret du 23 juin 1806 se trouvait dans l'obligation imposée aux employés à bascule, tant par le décret que par les arrêtés des 24

novembre 1829 et 23 mai 1837, d'arrêter les voitures surchargées et de mettre les chevaux en fourrière, mesure coercitive qui ne pouvait cesser que par le déchargement de l'excédant; que, dans le système de la loi, le refus de déchargement ne pouvait constituer une contravention particulière; que si les contrevenants ainsi arrêtés voulaient essayer de continuer leur route sans avoir au préalable satisfait aux prescriptions de la loi, ils ne le pouvaient qu'en usant de violence et en s'exposant aux rigueurs soit du Code pénal, soit de l'article 33 du décret du 23 juin 1806. — Quant à l'application de l'article 493, n° 4, du Code pénal, on faisait remarquer que cet article prononçait des peines de simple police, non pour la contravention à la surcharge des voitures, mais pour la contravention aux règlements sur le chargement, c'est-à-dire la manière de charger; qu'il résultait de l'ensemble de l'article qu'il avait eu surtout en vue les mesures de précaution dans l'intérêt de la sécurité des voyageurs, et non la conservation des routes; que d'ailleurs il était peu rationnel d'admettre qu'une contravention prévue par une loi spéciale et punie d'une amende au moins de 25 francs, et qui pouvait s'élever très-haut, pourrait, par cela qu'elle serait continuée et qu'on la rendrait permanente, n'être passible que de peines de simple police; qu'admettre ce système ce serait en quelque sorte tolérer une contravention qui pouvait avoir pour résultat de détériorer tellement les grandes routes qu'elles deviendraient bientôt impraticables; qu'il était en outre contraire à tout principe que les employés du gouvernement, préposés en quelque sorte à la conservation des grandes routes, pussent, sous leurs yeux mêmes, permettre la continuation d'une contravention qu'ils avaient le droit et le pouvoir de prévenir. — On concluait de ces considérations que la loi trouvant sa sanction pleine et entière dans les mesures préventives prescrites par le décret de 1806, on ne pouvait supposer que le législateur eût voulu ériger en contravention le refus de décharger, refus qu'il n'avait pu ni dû prévoir en présence des injonctions expresses et impératives faites par le décret aux préposés à la police des routes, dans l'intérêt d'une bonne voirie.

ARRÊT.

Mêmes motifs que dans l'espèce précédente, sauf le dernier considérant.

Du 21 novembre 1839. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

MINIÈRES.

Liège, 1^{er} août 1839. — Voy. rejet, 11 février 1841 (*Pasicrisie*, 1841, p. 64).

FÉODALITÉ. — PRINCE DE LIÈGE.

Liège, 1^{er} août 1839. — Voy. rejet, 14 août 1840.

1^o DOMICILE. — CHANGEMENT. — TUTELLE.

— CONSEIL DE FAMILLE. — CONVOCATION. —

2^o TUTEUR. — INCOMPATIBILITÉ. — 3^o DÉPENS.

— TUTEUR. — CONDAMNATION PERSONNELLE.

1^o La volonté de changer de domicile résulte-t-elle suffisamment du fait de la part d'un fonctionnaire révoqué de s'être marié dans un lieu où il avait son habitation réelle, d'y avoir eu le siège de sa fortune, et la résidence de sa famille, d'y avoir, au décès de son époux, fait en son nom ainsi qu'au nom de sa fille mineure, la déclaration de succession, d'y avoir laissé cette dernière pendant un voyage lointain ? — Rés. aff.

Ainsi un tuteur nommé par un conseil de famille tenu au domicile d'origine ne peut impugner la validité d'un conseil de famille tenu au nouveau domicile, et qui aurait été convoqué pour pourvoir à la tutelle.

Il y aurait d'autant plus lieu de le décider ainsi, qu'aux circonstances énumérées plus haut tiendrait se joindre que l'aïeul paternel, premier tuteur, fait, au bureau de ce domicile, la déclaration de la succession du père, que dans un conseil de famille convoqué antérieurement à ce domicile il a été reconnu que le défunt y avait eu son dernier domicile, que la succession du père y a été acceptée sous bénéfice d'inventaire, au nom de la mineure : la circonstance qu'un conseil de famille se serait tenu au domicile d'origine, pour nommer un tuteur à la mineure, en remplacement de son aïeul décédé, serait indifférente, s'il y a lieu de croire que la convocation dans cet endroit

n'a eu lieu que par la considération erronée que le tuteur légal de la mineure y étant décédé, celle-ci y avait son domicile naturel. Résulte-t-il de toutes les considérations qui précèdent que le conseil de famille, second appelé à procéder à la nomination d'un tuteur au mineur, a dû être convoqué au nouveau domicile et non au domicile d'origine ? — Rés. aff.

L'article 406, qui veut que, pour la première nomination d'un tuteur, le conseil de famille soit convoqué devant le juge de paix du domicile qu'aurait alors le mineur, est applicable à tous les autres conseils de famille convoqués pour le même objet ⁽¹⁾. (Code civil, art. 406 et 108.)

Il n'y a pas lieu de faire aucune distinction entre la tutelle légale et la tutelle dative.

2^o La circonstance que le subrogé tuteur a été pris dans une ligne n'empêche pas qu'un parent de cette même ligne soit nommé tuteur. Ce concours de parents de la même ligne pourrait tout au plus donner lieu à remplacer le subrogé tuteur ⁽²⁾. (Code civil, art. 425.)

3^o Dans l'hypothèse de la première question ci-dessus, le tuteur qui a maintenu à tort la validité de sa nomination doit-il être condamné personnellement aux dépens ? (Code de proc., art. 132.) — Rés. nég.

Par exploit du 31 décembre 1838, le sieur Lefrancq, nommé tuteur de la demoiselle Duchesne, par délibération d'un conseil de famille tenu devant le juge de paix de Tournai, fit assigner le sieur Carnoy, cultivateur à Kain, devant le tribunal de Tournai, en paiement d'une année de fermage des biens occupés par lui et appartenant à sa pupille. — Par acte du 16 janvier 1839, le défendeur fit notifier au demandeur que, par exploit du 26 décembre 1838, le sieur Desir, nommé tuteur de la même demoiselle, par délibération de famille tenue devant le juge de paix de Jodoigne, le 14 novembre 1838, avait formé entre ses mains une opposition au paiement du fermage réclamé, et déclara être prêt à payer ledit fermage à qui il appartiendrait. — Par jugement du 31 janvier 1839, le tribunal ordonna la mise en

⁽¹⁾ Voy. BRUX., cass., 27 janvier 1845 (*Pasic.*, 1845, p. 103).

⁽²⁾ Voy. Nancy, 14 mars 1826.

cause du sieur Desir. — Par exploit du 31 janvier 1839, Lefrancq assigna Desir, aux fins d'intervenir dans la cause pour voir déclarer que c'était illégalement qu'un conseil de famille avait été tenu à Jodoigne, et l'avait nommé tuteur de la demoiselle Duchesne; que c'était régulièrement et légalement que lui Lefrancq avait été nommé tuteur de ladite demoiselle par le conseil de famille tenu à Tournai, le seul compétent, et que par suite à lui seul appartenait l'administration des biens et de la fortune de la mineure; qu'il y avait donc lieu de prononcer la mainlevée pure et simple de l'opposition formée par le sieur Desir entre les mains du sieur Carnoy. — Desir soutint que le tribunal était incompétent, en se fondant sur l'article 181 du Code de procédure civile, mais son exception fut écartée par jugement du 9 avril 1839. — La cause ayant été ramenée au tribunal, Lefrancq déclara persister en ses conclusions. Le sieur Desir conclut à ce qu'il plût au tribunal lui donner acte de la réserve de ses droits d'appel contre le jugement du 9 avril; déclarer légal le conseil de famille tenu le 14 novembre devant M. le juge de paix de Jodoigne, qui l'avait nommé; dire pour droit qu'il avait seul, comme tuteur légalement nommé, l'administration des biens de la mineure Duchesne.

Jugement du 1^{er} mai 1839, ainsi conçu :

« En ce qui touche la question de savoir si le dernier domicile des père et mère de la mineure était à Tournai, comme l'a soutenu la partie d'Allard, ou à Huppaye, canton de Jodoigne, comme l'a soutenu la partie de Wacquez, et si par suite la tutelle de la mineure, soit au décès de sa mère, soit au décès de son père, s'était ouverte à Tournai ou à Huppaye :

« Attendu qu'au moment de son mariage, en 1820, M. Duchesne avait une habitation réelle à Tournai, et qu'aux termes des articles 103 et 105 du Code civil, il s'agit de rechercher s'il résulte des circonstances qu'il aurait eu l'intention d'y fixer son principal établissement;

« Attendu à cet égard que, par suite de ce mariage, c'est à Tournai qu'il a eu le siège de sa fortune et la résidence de sa famille; que sa fille y est née en 1821, et que son épouse V. L. Huré y est décédée en 1823; que c'est au bureau de Tournai que lui-même, agissant tant en son nom que comme tuteur légal de Delphine, sa fille mineure, fit, le 22 mai 1823, la déclaration de la succession de ladite V. L. Huré, déclaration qui, aux termes de l'article 4 de

la loi du 27 décembre 1817, devait être faite au bureau dans le ressort duquel la défunte avait eu dans ce royaume son dernier domicile, et qu'il a ainsi reconnu virtuellement que sadite épouse, à son décès, avait son domicile à Tournai, et que parlant lui-même y était domicilié; qu'à son départ pour les Indes orientales c'est à Tournai qu'il laissa sa fille; qu'après son décès arrivé à l'île de Java en 1828, c'est encore à Tournai que Mag. Huré, aïeul maternel, et prenant la qualité de tuteur légal de la mineure, fit, le 13 octobre 1829, la déclaration de sa succession; qu'après la mort de Mag. Huré, c'est devant le juge de paix du canton de Tournai que Henri J. Duchesne, aïeul paternel et tuteur légal de la mineure, fit convoquer un conseil de famille, et que dans la première délibération de ce conseil du 14 décembre 1831, à laquelle les parents paternels prirent volontairement part par des mandataires, et à laquelle les parents maternels n'intervinrent qu'en vertu de notification du 10 du même mois, il est formellement exprimé que le *dernier domicile* de M. Duchesne, père de la mineure, *était à Tournai*, et que cette énonciation, dans cet acte, ne peut être considérée comme indifférente; qu'elle a dû au contraire fixer principalement l'attention des membres du conseil de famille et du juge de paix, puisqu'elle tendait à établir la compétence de ce juge et par suite la régularité de la délibération;

« Attendu que la partie de Wacquez objecte en vain que le mandat donné par le tuteur légal Duchesne au sieur Michotte, pour le représenter au conseil de famille, n'indiquait point le juge de paix de Tournai plutôt que tout autre; qu'en effet, en supposant que ce mandat, qui n'est point produit au procès, ne contînt pas cette indication, et qu'il en soit de même des procurations des trois autres parents paternels, on ne pourrait argumenter de là pour affaiblir l'induction à tirer de la délibération sus-rappelée du 14 décembre 1831, puisqu'il est évident qu'ils n'ont donné des procurations que pour s'éviter un déplacement; qu'aussi en 1832 et 1838, lorsque le conseil a été tenu devant le juge de paix de Jodoigne, ils ont comparu en personne, et qu'il serait absurde de supposer qu'ils auraient fait choix en 1831 d'un ex receveur, d'un avocat, d'un notaire et d'un marchand, *tous quatre domiciliés à Tournai*, pour les représenter devant le juge de paix de Jodoigne;

« Attendu encore que c'est au greffe du

tribunal de Tournai que, par acte du 14 décembre 1831, le tuteur Duchesne, en vertu de l'autorisation de la famille, a accepté sous bénéfice d'inventaire, au nom de la mineure, les successions de ses père et mère, ce qui était reconnaître de nouveau que les successions s'étaient ouvertes, et que lesdits époux Duchesne et Huré avaient leur domicile dans le ressort de ce tribunal et non à Huppaye, ressort du tribunal de Nivelles (Code civil, art. 110 et 773);

« Attendu que si, en 1832, le conseil de famille s'est assemblé devant le juge de paix du canton de Jodoigne, pour nommer un tuteur à la mineure en remplacement de son aïeul Henri Duchesne, décédé, il ne paraît aucunement que ce serait parce que l'on aurait reconnu alors que l'on s'était trompé dans les actes précédents sur la question du domicile des père et mère de la mineure; que la délibération du 23 juin 1832 est muette sur ce point, et qu'il résulte même de la notification que les parents paternels avaient fait faire, tant au subrogé tuteur qu'au juge de paix de Tournai, par exploit du 28 mai 1832, que leur motif unique pour exiger que le conseil de famille fût tenu devant le juge de paix de Jodoigne était qu'ils considéraient la mineure comme ayant pour domicile naturel celui de son tuteur décédé, H. Duchesne, qui était mort domicilié à Huppaye;

« Attendu, en conséquence de tout ce qui précède, qu'il résulte, non-seulement des circonstances antérieures à l'ouverture de toute tutelle, mais de la reconnaissance virtuelle de M. Duchesne lui-même, et depuis son décès, des reconnaissances, tant expresses que virtuelles de la famille, que les époux Duchesne-Huré avaient fixé, à Tournai, leur principal établissement, et que cette ville, depuis leur mariage jusqu'à leur décès, a formé leur domicile;

« Attendu que par suite il reste à examiner, en point de droit, si le domicile de la tutelle est demeuré fixé invariablement à Tournai, lieu du domicile des père et mère de la mineure, et où la tutelle s'est ouverte pour la première fois, ou s'il a été transféré de Tournai à Huppaye, lieu du domicile de l'aïeul paternel de la mineure et son tuteur légal.

« En ce qui touche ce point de droit :

« Attendu que d'aucune disposition de la loi il ne résulte que le *domicile de la tutelle*, c'est-à-dire celui qui fixe la compétence du conseil de famille, doit varier et changer selon que changerait celui du tuteur ou des tuteurs successifs du mineur;

que les expressions de l'article 406 du Code civil, *domicile du mineur*, doivent s'entendre, non du domicile que chaque tuteur communique successivement au mineur, conformément à l'article 108 du même Code, mais du *domicile naturel* du mineur, c'est-à-dire de celui de ses père et mère, où la tutelle s'est ouverte pour la première fois, où le conseil de famille a dû par conséquent être convoqué en premier lieu, et où doivent l'être toutes les assemblées de famille ultérieures, quels que soient les domiciles des tuteurs successifs du mineur; que cette interprétation de la loi est fondée sur l'intérêt même du mineur à ce que la compétence du conseil, une fois fixée, demeure stable, et sur l'inconvénient grave qu'il y aurait à ce qu'un tuteur pût se soustraire à son gré à la surveillance naturelle du véritable conseil de famille, et qu'elle reçoit de l'appui de la disposition de l'article 409, lequel combiné avec l'article 407 prescrit, à défaut de parents, de prendre, pour composer le conseil de famille, des citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur, et de prendre dans la commune même où la tutelle sera ouverte, ce qui suppose évidemment, dans l'intention du législateur, la commune où ces relations habituelles ont pu se former, la commune du domicile des père et mère, celle par conséquent où la tutelle s'est ouverte pour la première fois;

« Attendu que ces motifs, ne permettent pas d'entendre les expressions ci-dessus rappelées de l'article 406 du domicile où la *tutelle dative* seulement s'est ouverte pour la première fois; d'où il résulterait que si, avant d'arriver à la tutelle *dative*, il y avait eu lieu à la tutelle testamentaire, et ensuite à la tutelle légale d'un ascendant, la compétence du conseil de famille aurait dû changer selon les divers domiciles de ces deux tuteurs, et ne se serait fixée que lorsque la tutelle aurait été pour la première fois déférée par le conseil de famille;

« Attendu, en effet, que, dès qu'une tutelle même testamentaire ou d'ascendant est ouverte, il y a lieu à la convocation du conseil de famille, non-seulement pour la nomination d'un subrogé tuteur, mais pour faire régler la dépense annuelle du mineur, pour faire autoriser l'ajonction au tuteur, s'il y a lieu d'un ou plusieurs administrateurs salariés, pour faire déterminer la somme à laquelle commencera l'obligation de reemployer l'excédant des revenus

sur la dépense, pour faire autoriser l'acceptation de la succession du père ou de la mère du mineur, ou la renonciation à cette succession, etc.; que les actes par lesquels le conseil de famille participe en quelque sorte à l'administration du tuteur par les règles qu'il lui prescrit exigent un examen sérieux des affaires et des intérêts du mineur; que, dans tous les autres cas où un tuteur nommé par le conseil de famille est tenu de se pourvoir de l'autorisation du conseil, le tuteur testamentaire ou l'ascendant tuteur y est également obligé; et qu'il importe également dans tous les cas, à l'intérêt du mineur, que ces délibérations importantes soient portées dans un esprit de suite et émanant du même conseil de famille, et que la compétence de ce conseil ne soit pas rendue dépendante du hasard, des événements ou des calculs intéressés qui feraient changer le domicile des tuteurs successifs du mineur;

« Attendu que la commune du domicile du tuteur testamentaire ou de l'ascendant tuteur n'est d'ailleurs pas plus que la commune du domicile du tuteur nommé par le conseil de famille, celle où l'on pourra espérer vraisemblablement de trouver, à défaut de parents, les personnes qui ont eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur, et que ce second motif de l'interprétation donnée à l'article 406 doit faire rejeter toute distinction entre ces divers tuteurs;

« Attendu, en conséquence, que la tutelle de D. Duchesne s'étant ouverte pour la première fois à Tournai, le domicile de tutelle y est demeuré invariablement fixé, et que toutes les assemblées ont dû successivement être convoquées devant le juge de paix du canton de Tournai; d'où il suit que des deux nominations de tuteur faites en novembre dernier, celle du demandeur seule a eu lieu devant un juge compétent.

« En ce qui touche le moyen tiré de la circonstance que déjà le subrogé tuteur a été pris dans la ligne maternelle, d'où l'on a conclu que le conseil de famille assemblé à Tournai n'a pu valablement prendre le tuteur dans la même ligne :

« Attendu que la disposition de l'article 425 du Code civil est uniquement relative à la nomination du subrogé tuteur; qu'aucune disposition de la loi ne prescrit au conseil de famille de prendre le tuteur dans celle des deux lignes à laquelle le subrogé tuteur, en le supposant déjà nommé, n'appartient point; qu'une disposition de cette nature ne doit pas se suppléer pas

plus qu'on ne devrait suppléer une disposition qui exclurait de la tutelle le parent qui y est appelé par un testament, ou l'ascendant qui y est appelé par la loi, dans le cas où un subrogé tuteur, déjà nommé lors de l'entrée en exercice du père ou de la mère survivante comme tutrice, appartiendrait à la même ligne que le tuteur testamentaire ou l'ascendant; que s'il fallait conclure de l'article 425 qu'il y a incompatibilité absolue entre les parents d'une même ligne pour les fonctions de tuteur et celles de subrogé tuteur, il résulterait sciemment de là que le subrogé tuteur actuel doit cesser les siennes, et qu'il y a lieu à son remplacement.

« En ce qui touche Carnoy, défendeur originaire :

« Attendu que les oppositions qui lui ont été notifiées à la requête des deux parties à la fois ont arrêté entre ses mains le fermage qu'il doit, et que ses offres de le payer à qui la justice ordonnera sont suffisantes;

« Par ces motifs, le tribunal, oui, etc., sans s'arrêter à la délibération du conseil de famille tenue devant le juge de paix du canton de Jodoigne le 14 novembre 1858, et à l'opposition notifiée entre les mains de Carnoy, à la requête de Desir, par exploit du 26 décembre 1858, lesquelles sont déclarées nulles, ni aux moyens proposés par ledit Desir contre la délibération du conseil de famille tenue devant le juge de paix de Tournai le 19 novembre 1858, lesquels sont déclarés mal fondés, dit pour droit entre les parties, qu'à Lefrancq, comme tuteur valablement et régulièrement nommé par ce dernier acte appartient l'administration des biens de la mineure Duchesne; ordonne, suivant ce, à Carnoy, de payer entre les mains dudit Lefrancq, en saine qualité, la somme de 1,055 francs, pour une année de fermage...; condamne Desir en privé nom aux dépens envers toutes les parties. »

Appel de la part de Desir, qui répéta les conclusions prises en première instance, et demanda en tout cas à être déchargé des condamnations prononcées contre lui personnellement. Pour le sieur Lefrancq on conclut à ce que l'appel du jugement du 9 avril fût déclaré non recevable, et l'appel du jugement du 1^{er} mai non fondé.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur l'appel du jugement du 9 avril :

Attendu que ce jugement a statué définitivement sur la compétence;

Attendu que l'appelant, en exécution de ce jugement, a volontairement plaidé au fond, et que ses réserves d'appel ne peuvent être prises en considération comme contraires au fait posé, *protestatio actui contraria nihil operatur*; que par conséquent l'appel n'en est plus recevable.

Au fond : — Adoptant les motifs du jugement dont appel.

Sur les dépens :

Attendu que par deux conseils de famille tenus dans deux endroits et sous la présidence de juges de paix différents, deux tuteurs différents ont été nommés à la mineure Duchesne;

Attendu que chacun d'eux a pu, de bonne foi, croire la nomination valable et pouvoir agir en conséquence;

Attendu que, dans cet état de choses, l'intervention des tribunaux devenait indispensable pour faire décider à qui devait rester la qualité de tuteur;

Attendu que cette question s'étant présentée incidemment à un autre procès, le tuteur appellant, en défendant ce titre qui l'avait nommé, n'a rien fait qui fût contraire aux intérêts de la mineure, et n'a pas présenté une défense de mauvaise foi; qu'il ne pouvait donc y avoir lieu de le condamner aux dépens en nom personnel;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bayat entend en son avis, met, quant au chef des dépens, le jugement dont est appel à néant; décharge l'appellant de la condamnation prononcée contre lui en nom personnel; émendant, dit que ces dépens resteront à la charge de la tutelle; ordonne que pour le surplus le jugement sortira ses effets, etc.

Du 2 août 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

LETTRE DE CHANGE. — PROVISION. — PROPRIÉTÉ. — FAILLITE.

Lorsque le tireur d'une lettre de change tombe en faillite avant l'échéance, la provision existante entre les mains du tiré n'est pas acquise au porteur; aux syndics seuls appartient le droit de la recevoir et d'en donner quittance, comme faisant partie de l'actif de la faillite (1).

La dame Brown avait remis aux frères Peemans, banquiers à Louvain, différentes traites sur ses débiteurs; mais elle tomba en faillite avant l'échéance. Les syndics ayant envoyé une circulaire à ces derniers, par laquelle ils leur faisaient défense de payer, les frères Peemans les assignèrent devant le tribunal de commerce de Bruxelles, pour voir dire et déclarer que la masse de la faillite était sans titre ni droit pour réclamer le montant de toutes traites fournies avant l'ouverture de la faillite; voir ordonner la restitution de toute somme reçue sur ces traites et s'entendre condamner à révoquer et retirer la circulaire adressée aux débiteurs de la maison faillie, sous peine de 25 francs par chaque jour de retard.

Le 18 mai 1839, jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, ainsi conçu :

« Attendu que le seul point à examiner consiste à savoir si les syndics, défendeurs en cause, ont pu s'opposer comme ils l'ont fait au paiement des lettres de change dont il s'agit, et si la masse qu'ils représentent a droit à la provision destinée à ce paiement;

« Attendu qu'une circonstance qu'il convient de signaler tout d'abord c'est qu'il n'a été allégué aucun dol ni fraude au sujet de la création des lettres de change dont s'agit, de sorte que les négociations qu'elles ont pour objet doivent être tenues comme loyales et de bonne foi;

« Attendu que le tireur d'une lettre de change faite à son ordre ou qu'il endosse, et dont il reconnaît la valeur, cède et transporte évidemment au porteur la provision qu'il a ou qu'il aura lors de l'échéance aux mains du tiré, puisque la provision affectée au paiement est l'objet, le but de la lettre de change, et partant qu'elle est inhérente au contrat; que le tireur n'a donc plus aucun droit sur cette provision qu'il reçoit d'une part de celui auquel il passe la traite et dont il crédite et libère d'autre part le tiré; que si l'on admettait que le tireur qui se dépossède ainsi de la provision puisse encore la ressaisir, il faudrait lui reconnaître le droit de recevoir deux fois la valeur de l'effet, ce qui serait non pas un droit exorbitant mais inique;

« Attendu que non-seulement la justice et l'équité s'opposent à un semblable système, mais qu'il importe au plus haut degré à l'intérêt du commerce qu'une lettre de change loyalement acquise ne soit un

(1) Voy. Persil, *Lettre de change*, sur l'article 116, aux notes, p. 71. Voy. en sens contraire

Brux., 31 fév. 1839; Brux., cass., 25 juin 1840, et la note.

vain titre entre les mains du porteur, mais représente réellement la valeur qu'il en a donnée, et qu'il lui importe aussi que le moins d'obstacles possibles soient portés au paiement ;

« Attendu que c'est sur ces considérations que la loi n'admet pas d'opposition au paiement d'une lettre de change, si ce n'est dans le cas de perte ou faillite du porteur, ce dont il ne s'agit pas dans l'espèce ;

« Attendu qu'un endossement est une cession toute spéciale, et qui est régie par des règles particulières ; qu'aucune disposition des lois n'exige la signification de la lettre de change au tiré, ni l'acceptation, pour que le porteur en soit saisi vis-à-vis du tireur ;

« Attendu que de ce qui précède il résulte que la dame Brown, si elle n'avait pas été déclarée en faillite, n'aurait pu avoir reçu la valeur des lettres de change, et crédit et libéré le tiré, ressaisir la provision et faire opposition au paiement ;

« Attendu que ses créanciers, qui sont des ayants cause, et qui n'allèguent aucun dol ni fraude au sujet des négociations dont il s'agit, n'ont pas d'autres ni plus de droit que la faillite ;

« Par ces motifs, le tribunal dit et déclare pour droit que la masse Brown est sans titre ni droit à réclamer le montant ou la provision de toutes traites fournies par la faillite aux demandeurs sur ses débiteurs avant la déclaration et l'ouverture de la faillite ; en conséquence, condamne solidairement les défendeurs à restituer aux demandeurs toutes sommes qu'ils auraient reçues sur les traites susdites et à révoquer et retirer la circulaire par eux adressée aux débiteurs de la maison Brown, et par laquelle ils font défense de payer toutes traites parvenues à l'échéance, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en appréciant la nature et le but du contrat de change, les obligations et les droits qui en dérivent, on doit le considérer comme une contravention par laquelle une personne (le tireur) s'oblige à faire compter à une autre (le preneur) ou à son ordre, dans une autre place, une somme déterminée moyennant un prix convenu ;

Attendu que la lettre de change n'est que le mode d'exécution du contrat ;

Attendu qu'aucune disposition du Code de commerce n'accorde expressément au preneur de la lettre de change, dès le mo-

ment où elle lui a été transmise, la propriété de la provision que doit faire le tireur ; que cette transmission de propriété ne résulte pas non plus de l'ensemble et de la combinaison de ses dispositions ;

Attendu en effet que le contrat de change n'est point une vente ou cession d'une créance certaine à charge d'un tiers, mais consiste seulement dans l'obligation contractée par le tireur de faire être à la disposition du preneur la somme convenue que celui-ci, parmi le prix qu'il paye, veut toucher dans une autre place ; que cette obligation est tellement étrangère à la transmission de propriété d'une somme quelconque déposée chez un tiers, qu'il résulte des articles 115, 116 et 117 du Code de commerce, que le contrat de change peut être parfait, et par suite que la lettre de change peut être délivrée alors qu'aucune provision n'existe, puisque l'obligation de la fournir ne doit être exécutée aux termes de l'article 116 qu'au jour de l'échéance ;

Attendu que si ce n'est qu'au jour de l'échéance que doit être exécutée l'obligation de fournir la provision, il en résulte que jusque-là le porteur est sans action contre le tireur pour le contraindre à le faire, et tellement sans droit sur les sommes qui auraient pu se trouver entre les mains du tiré, lors de la délivrance de la lettre de change, qu'il ne pourrait exercer aucun recours sur icelles, et qu'il reste facultatif au tireur d'en disposer aussi longtemps qu'elles n'ont pas été vinculées entre les mains du tiré par l'acceptation qu'il aurait faite de la traite dont cette provision devient alors le gage étant censée avoir été le motif déterminant de l'acceptation ;

Attendu, d'autre part, que les dispositions du Code de commerce ne donnent au porteur de la lettre de change que le droit d'exiger du tiré à l'époque et au lieu convenus, le paiement de la somme y reprise, et avant l'échéance le droit d'assurer ce paiement par l'acceptation du tiré, et, en cas de refus de celui-ci, d'exiger ou caution du tireur et des endosseurs, ou remboursement, sans lui permettre la moindre action contre le tiré, alors même qu'il refuserait l'acceptation, nonobstant la provision, ce qui serait incompatible avec le droit de propriété, si réellement il appartenait au porteur ;

Attendu que si la propriété de la lettre de change se transmet, aux termes de l'article 136, par la voie de l'endossement, cette propriété n'est aucunement celle de la provision, qui peut ne pas même exister, et qui très-souvent n'existe pas lors de l'endosse-

ment, mais bien la *propriété* du titre constatant l'obligation de faire, contractée par le tireur, et par suite de tous les droits y attachés, c'est-à-dire d'exiger le paiement, acceptation, caution ou remboursement ;

Attendu que la preuve de la propriété de la provision ne résulte pas davantage de l'article 149 du Code de commerce, parce que la défense d'opposition au paiement hors des deux cas prévus a pour base la faveur que l'on voulait accorder à la lettre de change, en donnant à tout porteur la certitude que la valeur qu'elle représentait lui serait remise à l'échéance ; que cette prohibition était encore commandée, d'une part, pour écarter les oppositions de mauvaise foi faites par un accepteur qui aurait voulu reculer l'époque du paiement, et, d'autre part, parce qu'il aurait été trop facile d'en éluder les effets en transmettant la lettre de change à une personne autre que celle contre laquelle l'opposition aurait été formée ;

Attendu que la déchéance prononcée par l'article 160 de tout recours du porteur contre le tireur, lorsque celui-ci a fait provision, ne résulte pas non plus du droit de propriété de la provision dans le chef du porteur de la lettre de change, mais constitue seulement une peine qui devait être imposée à ce dernier par suite de sa négligence à remplir les obligations que lui imposait la loi ; qu'en effet le droit de recours en garantie contre le tireur ne lui étant accordé que sous condition de remplir certains devoirs, il eût été injuste de soumettre indéfiniment le tireur à l'exercice de ce recours, lorsque, ayant fait la provision, il avait fait tout ce que la loi lui imposait, tandis que le porteur seul avait négligé de s'assurer ou l'acceptation du tiré, ou le paiement à l'époque fixée par la traite, négligence qui, pouvant détruire tout recours efficace du tireur contre le tiré, devait nécessairement retomber sur son auteur ; que le même principe d'équité repoussait cette déchéance dans le cas où la provision n'avait pas été faite, parce qu'alors le tireur, n'ayant pas rempli l'obligation qui lui incombait, ne pouvait éprouver aucun préjudice de l'absence d'acceptation de la part du tiré ou de demande de paiement à l'échéance ;

Attendu que les mêmes motifs repoussent les inductions que l'on prétend tirer des articles 170 et 171 en faveur de la propriété de la provision dans le chef du porteur de la lettre de change ; qu'en outre ils repoussent toute idée d'un droit de suite sur la provision, en démontrant que la loi ne

fait autre chose que faire revivre l'action personnelle contre le tireur, lorsque celui-ci rentre d'une manière quelconque après l'échéance dans les fonds destinés au paiement de la lettre de change ;

Attendu qu'en admettant la transmission de propriété au moment de la délivrance de la lettre de change, ce système ouvrirait la porte aux fraudes les plus nombreuses, puisqu'à la veille d'une faillite on pourrait transporter irrévocablement à des créanciers favorisés ce qui devait rester le gage de tous ;

Attendu que le système contraire, basé sur la véritable nature du contrat de change, met obstacle à toute fraude en cas de faillite, n'établit aucun privilège de créance, et met sur la même ligne tous ceux envers lesquels le failli n'a pu remplir ses engagements, et qui ne trouvent pas dans la loi une cause de préférence formellement admise ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les provisions des traites dont il s'agit n'ont point cessé de faire partie de l'avoir de la faillite ; qu'elles appartiennent aujourd'hui à la masse des créanciers, et qu'aux syndics seuls appartient le droit de les recevoir et d'en donner quittance ;

Par ces motifs, M. d'Anethan, avocat général, entendu en son avis, met le jugement dont appel à néant ; émendant..., déclare les intimés non fondés dans leurs conclusions introductives, etc.

Du 2 août 1839. — Cour de Bruxelles.

CONCORDAT.

Gand, 2 août 1839. — Voyez rejet, 6 août 1840.

BIENS DE FABRIQUES.

Gand, 2 août 1839. — Voy. rejet, 28 janvier 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 196).

COMPÉTENCE.

Bruxelles, 2 août 1839. — Voyez cass., 25 juin 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 113).

COMMUNAUTÉ. — GAINS DE SURVIE. — AVANTAGES. — RÉDUCTION.

La stipulation d'un contrat de mariage, dans lequel il est convenu que les époux

se font mutuellement donation, au survivant d'eux, de la pleine propriété de tous les biens meubles et de l'usufruit des immeubles que posséderait à son décès le premier mourant, ne tombe pas sous l'application de l'article 1525 du Code civil, puisqu'elle donne au survivant des époux, non pas la totalité de la communauté, mais généralement, outre la pleine propriété des biens meubles, l'usufruit de tous les immeubles que le premier mourant posséderait à son décès, partant elle ne peut être envisagée comme une convention permise par cet article, mais comme une véritable donation sujette à réduction aux termes de la loi.

Du 2 août 1839. — Cour de Bruxelles.

1^o FABRIQUES (BIENS DE). — NATIONALISATION. — 2^o HOSPICES. — ALIÉNATION. — ENVOI EN POSSESSION. — 3^o ENVOI EN POSSESSION. — PRÉFETS. — COMPÉTENCE. — 4^o MAINRISE NATIONALE. — RENTE CÉLÈE.

1^o Les biens des fabriques d'église et des bénéfices ont-ils été nationalisés en Belgique (1)? — Rés. aff.

2^o Dans l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807 (réponse à la première question), il faut entendre par envoi en possession une prise de possession réelle et de fait de la part de l'hospice vis-à-vis du détenteur du bien usurpé, et non un acte d'envoi en possession de la part du gouvernement (1).

Un acte d'envoi en possession de la part du gouvernement suffit-il par lui-même et indépendamment de toute prise de possession par l'hospice, pour consacrer l'aliénation d'un bien domanial en faveur de l'hospice? — Rés. aff.

3^o Les préfets étaient-ils compétents pour envoyer les hospices ou les bureaux de bienfaisance en possession des biens usur-

pés et réclamés par ces établissements? — Rés. aff.

4^o Peut-on étendre aux immeubles la disposition de l'art. 2 de l'arrêté du 27 frimaire an xi, qui exige un laps de six ans depuis la mainmise nationale, pour que la rente celée et découverte par l'hospice lui appartienne (2)? — Rés. nég.

Il existe aux archives de l'église de Pamele, à Audenarde, un ancien titre de la teneur suivante :

« Ik Jan, gezeyd heere van Audenarde...
« geve te kennen allen lyeden soo dat Lau-
« reys Vanerpye ende Margerite zyne huys-
« vrouwe by consente van goeden lyeden
« ter profyte van heuslieders zielen ende
« Vanheurtlieders ouders hebben gefundeert
« ende van steden ter eere Godts oude St-
« Nicasius in de kercke van Pamele een
« capelye van de goederen dat God hem-
« lieden heeft gegeven, om eeuweelyck te
« bedienen naer de doot van den voorschre-
« ven Laureys ende zyne huysvrouwe, daer
« zy in de kercke van Pamele begraven zyn
« voor den altaer van St-Nicasius. Ende
« hebben de voorschreven lyeden gegeven
« den priesteraige con der zelter capelye
« thien bunden en een half in erve en wa-
« tere en in meersch lutsel meer ofte min,
« dat zy liggen hadden in de prochie van
« Kercken..., etc. — Gedaen en gegeven
« in't jaer, etc. »

Dans un livre-terrier des communes de Marcke et Kerckem (ces communes sont aujourd'hui réunies), dressé en 1669, les biens qui font l'objet du litige, consistant en sept parties de terre ou pâturage situées à Marcke-Kerckem, d'une contenance totale de 11 heetares 23 ares 39 centiares, sont désignés comme appartenant « à la chapel-
« lenie de Saint-Nicaise, à Audenarde.

Par deux actes en dates des 13 février 1745 et 18 avril 1766, ces mêmes biens sont donnés en bail à Jean Devos, par certain Jos. « Delport, priestier tot Cortryk, ende be-
« zitter van de capelle van St-Nicasius », « gefondeerd in de kercke van Pamele; » et deux quittances des 27 juiu 1756 et 20

(1) Voy. dans ce sens Brux., cass., 25 juillet 1823. Cet arrêt est uniquement basé sur l'arrêté royal du 6 juillet 1822, par lequel le roi Guillaume, s'attribuant le pouvoir interprétatif, décide une question qui jusque-là avait été grandement controversée : aussi n'est-ce point comme disposition légale, ayant force obligatoire, mais comme raison écrite, que, dans l'espèce, le juge

d'Audenarde invoque cet arrêté, et que la Cour de Gand l'adopte implicitement.

(2) Voy. Brux., 22 juillet 1842 (*Pasie.*, p. 250, et la note). Voy. dans ce sens le réquisitoire de M. Leclercq, procureur général à la Cour de cassation, et l'arrêt intervenu le 11 mars 1839.

(3) Voy. dans ce sens le même arrêt du 11 mars 1839.

mai 1766 sont signées du même prêtre Delport, à Courtrai, « bénéficiaire de la chapelle » de Saint-Nicaise à Pamele. »

Enfin un nouveau bail est accordé le 25 février 1793 à Pierre Devos, fils de Joseph, par certain Denis Vandenberghe, qualifié comme suit : « actuel bénéficiaire van de » capelle van St-Nicasius, gefondeerd in » de kercke van Pamele binnen de stad Audenarde, residerende binnen d'abbey van » St-Salvator ter prochie van Eenaeme. »

Le 13 pluviôse an xi, la commission de bienfaisance de la commune de Kerckem dressa un état des biens provenant de la ci-devant chapellenie de Saint-Nicaise, et le 25 du même mois elle fit parvenir une réclamation à la sous-préfecture de l'arrondissement d'Audenarde, à l'effet d'obtenir la mise en possession desdits biens, comme usurpés par des particuliers et découverts par elle.

Le 2 ventôse an xi, elle notifia par exploit au sieur Pierre Devos, occupateur actuel, « que ces mêmes biens étant affectés aux » besoins de la commission de bienfaisance » par la loi du 4 ventôse an ix, il aura à » en payer les fermages arriérés entre les » mains du receveur de la commission. »

Un arrêté du préfet du département de l'Escaut, en date du 3 messidor an xi, décide que « les biens réclamés sont dévolus » en toute propriété au bureau de bienfaisance de la commune de Kerckem, lequel » est autorisé à s'en mettre en possession » et à en percevoir les fermages échus et » non perçus et à en jouir comme de ses » autres biens. »

Les 4-7 thermidor an xi, assignation en conciliation à P. J. Devos, à la requête de la commission de bienfaisance, à l'effet de paiement d'une somme de 4.095 fr. 25 c. pour cinq années d'occupation, dont la dernière échut le 4 nivôse an xi.

Ce paiement a eu lieu à l'amiable peu de temps après ; mais, lorsque l'arrêté des consuls du 7 thermidor an xi, qui restitue aux fabriques leurs biens non encore aliénés, était déjà obligatoire.

A partir du 4 nivôse de l'an xii, les biens ont été loués en vertu d'un bail nouveau conclu aux enchères le 10 germinal an xii, de la même manière que les autres biens-fonds du bureau de bienfaisance.

Après notre séparation de la France, la fabrique de l'église de Pamele a adressé au gouvernement de la Flandre orientale des réclamations contre la possession du bureau de bienfaisance. C'est ce qui résulte notamment d'une lettre du directeur des domai-

nes, à Gand, en date du 29 juin 1816 et d'une lettre du gouverneur au maire de Kerckem du 27 mai 1818.

Mais, malgré ces réclamations, un arrêté du 3 juillet 1820 « approuva l'état des » biens fonds dont le bureau de bienfaisance de la commune de Kerckem est en » possession en vertu de la loi du 4 ventôse » an ix. état dressé en exécution de l'arrêté du 17 avril 1817. »

La fabrique de l'église de Pamele, dûment autorisée à ester en justice par arrêté du 20 juin 1834, a, par exploit introductif du 29 janvier 1834, revendiqué, à charge du bureau de bienfaisance de Marcke-Kerckem, les biens autrefois affectés à la chapellenie de Saint-Nicaise.

Leur demande a été rejetée par jugement du tribunal d'Audenarde du 30 mai 1836, dont voici les motifs :

« Attendu que les biens revendiqués par la fabrique demanderesse, soit qu'on les considère comme ayant constitué la dotation d'un bénéfice simple érigé dans l'église de Pamele, sous la dénomination de *chapellenie de Saint-Nicaise*, soit qu'on les envisage comme ayant formé une propriété directe de la même église, ont été réunis au domaine de l'Etat par les lois des 5 frimaire an vi et 5 novembre 1790, cette dernière publiée en Belgique en exécution de l'arrêté du 17 ventôse an vi ;

« Que vainement la demanderesse soutient que les biens des fabriques n'ont jamais été nationalisés en Belgique, vu que le contraire est nettement établi par l'arrêté royal du 6 juillet 1822, et que d'ailleurs ce point se trouve confirmé par la jurisprudence ;

« Attendu que les biens des fabriques non aliénés leur ont été restitués par l'arrêté du 7 thermidor an xi, et que, par suite de l'arrêté du 28 frimaire an xii et de l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807, cette restitution comprend non-seulement les biens des fondations, mais aussi ceux affectés à des bénéfices simples destinés à la célébration de services religieux ou à l'exonération du culte dans une église et à des autels déterminés, ainsi que cela a été décidé par l'arrêt de la Cour de cassation du 17 novembre 1834 ;

« Attendu que, par suite de ce qui précède, il reste uniquement à décider si les biens dont il s'agit au procès étaient acquis au bureau de bienfaisance de Marcke-Kerckem, antérieurement à l'arrêté du 7 thermidor an xi ;

« Attendu, sur ce point, que les lois des

4 ventôse et 9 fructidor an ix ont affecté aux besoins des hospices et des bureaux de bienfaisance tous domaines nationaux qui auraient été usurpés par des particuliers ;

« Attendu que les articles 4 et 6 de l'arrêté du 7 messidor an ix expliquent clairement quels sont les domaines que ces établissements sont en droit de réclamer lorsqu'ils en font la découverte ;

« Que les biens dont s'agit appartiennent évidemment à cette catégorie ;

« Attendu en fait que le bureau de bienfaisance de Marck Kerckem a fait la découverte des biens revendiqués dès le mois de nivôse an xi, et qu'il en a été envoyé en possession par arrêté du préfet du département de l'Escaut en date du 3 messidor suivant ;

« Qu'il suit de là que le gouvernement avait déjà consommé l'aliénation de ces biens lors de l'apparition de l'arrêté du 7 thermidor an xi ;

« Attendu que c'est en vain que la fabrique demanderesse objecte en premier lieu que l'arrêté d'envoi en possession du 3 messidor serait illégal, comme rendu au mépris de la disposition de l'article 2 de l'arrêté des consuls du 25 frimaire an xi ; car, en admettant que pareille exception puisse être opposée par la fabrique, il est évident que l'arrêté invoqué ne s'occupe que des rentes et nullement des biens-fonds ayant appartenu au clergé et aux corporations supprimées, et que partant il n'est pas applicable à l'espèce ;

« Attendu d'ailleurs que le but de l'arrêté du 25 frimaire n'a point été d'enlever aux hospices les biens et rentes dont ces établissements avaient déjà à cette époque fait la découverte et obtenu l'envoi en possession, ni même de suspendre ces envois en possession, mais au contraire de leur conférer définitivement la propriété de toute rente, se trouvant dans le cas prévu par l'article 2 dudit arrêté ;

« Attendu que s'il fallait entendre ce même arrêté dans le sens que lui prête la demanderesse, il en résulterait que les hospices et les établissements de bienfaisance n'auraient pu, en vertu des lois des 4 ventôse, 7 thermidor et 9 fructidor an ix, être envoyés en possession d'aucun des biens nationalisés par celle du 3 frimaire an vi et 3 novembre 1790, puisqu'à partir de l'époque de la publication de ces dernières lois, au 25 frimaire an xi, il ne s'était pas écoulé un délai de six ans, et que partant les dispositions bienfaisantes des lois rappelées n'auraient pas pu recevoir une exécution

immédiate en faveur des hospices et des établissements de bienfaisance, ce qui est aussi contraire à leur texte qu'à leur esprit ;

« Que finalement il résulterait de ce système qu'aucun bien de fabrique, dont les établissements susdits auraient obtenu la possession antérieurement à l'arrêté du 7 thermidor an xi, ne leur serait légalement acquis, puisqu'un laps de six ans n'a pu s'écouler entre l'arrêté du 17 ventôse an vi qui a nationalisé les biens des fabriques et celui du 7 thermidor an xi qui les leur restitue, ce qui est diamétralement opposé à l'arrêté royal du 3 juin 1828 invoqué par la demanderesse elle-même ;

« Attendu que c'est également sans fruit que la demanderesse invoque en deuxième lieu l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807 et l'arrêté susrappelé du 3 juin 1828, pour en inférer que l'envoi en possession accordé au bureau, défendeur, par arrêté du 3 messidor an xi, n'a pas suffi pour investir ce bureau de la propriété des biens dont s'agit, mais qu'il fallait en outre une prise de possession réelle antérieurement à l'arrêté du 7 thermidor an xi, prise de possession que la demanderesse dénie ; car, en ce qui concerne l'avis du conseil d'Etat, l'on demeure convaincu, à la simple lecture, que la réponse à la première question ne peut s'appliquer que là où il n'existe pas d'envoi en possession, et en ce qui touche l'arrêté royal du 3 juin 1828, il est évident que cet arrêté ne décide autre chose sinon que dans l'absence d'un acte d'envoi en possession, une prise de possession réelle peut y suppléer ;

« Qu'il suit de là que loin de favoriser le soutènement de la demanderesse, les deux dispositions susrappelées concourent au contraire à démontrer que lorsqu'il existe un acte d'envoi en possession de la part du gouvernement, l'aliénation des biens y repris se trouve consommée ;

« Attendu en outre que le bureau, défendeur, a suffisamment établi, par les pièces produites au procès, notamment par exploit de sommation du 2 ventôse et la cédule en conciliation notifiée au détenteur le 7 thermidor an xi, combinés avec les procès-verbaux de location publique des biens dont s'agit en date du 12 germinal an xii, que la prise de possession remonte à une date antérieure à celle où l'arrêté du 7 thermidor an xi est devenu obligatoire, d'autant qu'il n'appert aucunement que Pierre-Joseph Devos, détenteur des biens prémentionnés, aurait jamais contesté le droit de propriété du bureau, défendeur ;

« Par ces motifs, etc. »

Sur l'appel de ce jugement, la Cour de Gand s'est bornée à l'examen des questions énoncées plus haut, laissant intacte celle de savoir si les biens formant la dotation d'un bénéficiaire simple, administrés par un titulaire qui en perçoit seul les fruits à son profit, sont compris dans l'arrêté restitutoire du 7 thermidor an xi, sur la solution de laquelle la Cour de cassation est partagée (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le moyen de non-nationalisation des biens des fabriques et des bénéfices en Belgique :

Attendu que le Directoire exécutif, par son arrêté du 17 ventôse an vi, a ordonné la publication dans les neuf départements réunis par la loi du 9 vendémiaire an iv, de la première partie de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1790, qui, dans l'énumération qu'elle fait des biens qu'elle déclare nationaux, comprend au n° 3 *tous les biens du clergé*;

Attendu que ces mots *biens du clergé*, synonymes de *biens ecclésiastiques*, renferment évidemment dans leur généralité les biens des fabriques comme ceux des bénéfices; que vainement on objecte que dans la loi publiée ces termes n'avaient point cette portée illimitée; car s'il est vrai que, sous l'empire primordial de cette loi, et lorsqu'elle n'avait encore subi aucune modification, les biens des fabriques et des bénéfices n'étaient point frappés de la mainmise nationale, ce n'était pas parce que le n° 3 de la première partie de l'article 1^{er} ne comprenait point ces biens dans la généralité de son expression, mais parce que cette généralité se trouvait restreinte par la deuxième partie de l'article, qui ajourne cette mainmise, ajournement qu'ont fait bientôt cesser en France les décrets du 13 février 1791 et du 14 brumaire an ii, dont l'effet a été de laisser ainsi, aux termes de la loi de 1790, toute l'étendue de leur signification;

Attendu que c'est cette loi de 1790, ainsi modifiée, que le pouvoir exécutif, dans la sphère de ses attributions, a seule pu et dû publier en Belgique, et qu'il y a publiée en effet par son arrêté du 17 ventôse an vi;

Attendu qu'indépendamment des motifs

allégués sur ce point par le premier juge, et que la Cour adopte, cette opinion se corrobore par la considération de cette nécessité urgente, proclamée antérieurement à l'émanation de l'arrêté du 17 ventôse dans différentes dispositions législatives, notamment dans l'arrêté du 7 thermidor an v et dans la loi du 5 frimaire an vi, de soumettre les neuf départements réunis aux lois qui régissaient les autres parties de la république;

Attendu que le vœu si vivement manifesté par ces lois d'introduire promptement en Belgique cette uniformité de législation, déjà mise en pratique sous tous autres rapports par la publication du Code Merlin (arrêté du 7 pluviôse an v), est nécessairement exclusif de toute idée d'une faveur qui, sans motif aucun, aurait continué d'exister pour la Belgique, lorsque depuis longtemps en France elle était supprimée, et que la publication de la règle générale que renferment ces mots *biens du clergé* dans la loi de 1790, sans son exception, satisfait pleinement à ce vœu d'uniformité annoncé peu de temps auparavant;

Attendu enfin que la généralité de la nationalisation en Belgique se confirme par cette exception unique que l'on trouve dans l'arrêté même du 17 ventôse an vi, quant aux biens des cures non vacantes ou desservies.

Sur le moyen par lequel la fabrique, appelante, soutient qu'au moment de la promulgation de l'arrêté du 7 thermidor an xi, qui rend à leur destination les biens des fabriques non aliénés, les sept parties de terre et pâturage qu'elle revendique n'étaient point encore aliénés au profit du bureau de bienfaisance, intimé :

Attendu qu'un bien domanial doit être réputé aliéné au profit d'un hospice ou bureau de bienfaisance, dès que le bien est sorti des mains de l'Etat, soit parce que l'Etat s'en est lui-même dessaisi par un acte d'envoi en possession, soit parce que l'hospice en a obtenu la possession réelle et de fait vis-à-vis du détenteur du bien, conformément aux lois et arrêtés;

Qu'à la vérité l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807, dans sa réponse à la première question, exige, pour que l'aliénation puisse être regardée comme consommée, que l'hospice se soit fait envoyer en possession, et

(1) Dans le cours de la même année, deux arrêts, l'un du 20 février et l'autre du 25 juin 1838, l'ont jugée en sens divers. Le premier de

ces arrêts a rejeté le pourvoi contre un arrêt de la Cour de Gand, du 30 janvier 1837, qui s'était prononcée pour la négative.

que là où l'avis ne s'explique pas sur la nature de cet envoi, il faut entendre un envoi dans le sens des lois et arrêtés sur la matière, c'est-à-dire une prise de possession réelle vis-à-vis de l'usurpateur, en vertu de jugement ou à l'amiable, dans le sens de l'article 16 de l'arrêté du 7 messidor an ix, et nullement un acte d'envoi en possession de la part du gouvernement, dont il n'était fait mention nulle part ;

Mais qu'il n'en résulte en aucune manière qu'un envoi en possession de la part du gouvernement ne soit un acte de nature à consommer plus efficacement encore l'aliénation en faveur de l'hospice ;

Qu'en effet il est difficile de concevoir un acte qui fasse mieux sortir le bien des mains du propriétaire, qu'un acte de dépossession et d'abandon en faveur d'un tiers, émané du propriétaire lui-même ;

Attendu en fait que, par arrêté du préfet du département de l'Escaut en date du 3 messidor an xi, et ainsi antérieurement à l'émanation de l'arrêté des consuls du 7 thermidor an xi, le bureau de bienfaisance, intimé, a obtenu du gouvernement l'envoi en possession des biens qui font l'objet de la réclamation de la fabrique appelante ;

Que vainement on objecte l'incompétence du préfet pour porter de pareils arrêtés ; car le préfet étant, par la nature de ses fonctions, et spécialement par l'article 3 de la loi du 28 pluviôse an viii, chargé de toute l'administration active dans le département auquel il était réposé, devait bien, dans l'absence de toute disposition qui attribuât pareille mission au seul chef de l'Etat, avoir caractère pour poser un acte qui était du domaine du pouvoir administratif ;

Attendu que ce principe est proclamé et posé comme règle dans un décret rendu en France le 11 août 1819, portant que *c'est aux préfets à envoyer les bureaux de bienfaisance en possession des biens cotés au domaine et réclamés par ces établissements* ;

Que ce pouvoir du préfet est expressément reconnu dans l'espèce par une lettre ministérielle en date du 18 brumaire an x, que le préfet invoque comme une des bases de son arrêté d'envoi en possession ;

Attendu que si le roi Guillaume, par arrêté du 17 mars 1813, a cru à cet égard, pour l'avenir, restreindre les pouvoirs des intendans, successeurs des préfets, cette mesure même prouve que, quant au passé, ces pouvoirs avaient existé sans ces restrictions ;

Qu'à la vérité Guillaume, tant par cet arrêté que par celui du 17 avril 1817, se réserve, après examen, de déclarer définitifs et non susceptibles d'aucune contestation ultérieure les envois en possession accordés par les préfets, mais que cette réserve n'avait point pour motif l'incompétence des préfets (il eût alors fallu annuler ces envois en possession), mais bien de mettre fin aux contestations, non pas entre les fabriques et les hospices, mais entre le gouvernement et les hospices sur la légitimité de la possession de ces derniers ;

Attendu que dans des cas analogues à celui de l'espèce, notamment lorsqu'en exécution de la loi organique du 18 germinal an x, il s'est agi de restituer aux évêques les édifices destinés au culte, et lorsque les fabriques ont dû être envoyées en possession des biens qui leur étaient rendus par l'arrêté du 7 thermidor an xi, ce sont encore les préfets qui ont été chargés de prononcer ces envois en possession, ainsi qu'il résulte de l'article 73 de la loi organique sus invoquée et de l'avis du conseil d'Etat, n° 2, du 23 janvier 1807 ;

Attendu que là où un acte d'envoi en possession ne constitue de la part du gouvernement qu'un abandon de ses droits à la chose qui en fait l'objet, on ne voit aucun motif d'exiger plus de formalités dans l'abandon fait aux hospices que dans celui fait aux cultes et aux fabriques d'église ;

Attendu enfin que cette compétence des préfets se confirme par le long usage où ils ont été pendant tout le temps de la réunion de la Belgique à la France, de prendre de pareils arrêtés, sans que jamais on ait songé à contester, sous ce rapport, leur validité ;

Attendu que c'est encore en vain que la fabrique, appelante, oppose l'illégalité de l'arrêté d'envoi en possession du 3 messidor susrappelé, se fondant sur ce qu'au moment où il a été pris les six ans depuis la mainmise nationale des biens des fabriques n'étaient pas écoulés, puisque l'article 2 de l'arrêté du 27 frimaire an xi n'exige l'écoulement de ce laps de temps que pour les rentes celées, tandis que dans l'espèce, il s'agit d'immeubles auxquels on ne saurait étendre la disposition restrictive dudit article 2 ;

Et attendu qu'il résulte de tout ce qui précède qu'à l'époque de l'émanation de l'arrêté du 7 thermidor an xi, l'aliénation des biens qui font l'objet de la revendication de la fabrique, appelante, était consommée au profit du bureau de bienfaisance, intimé ; qu'ainsi la fabrique, aux

termes dudit arrêté, n'est plus en droit de revendiquer ces biens; d'où suit qu'il devient oiseux d'examiner si ces biens, soit qu'on les considère comme biens de fondations, soit qu'on les envisage comme biens de bénéfices simples, sont compris dans l'arrêté restitutoire du 7 thermidor an xi;

Par ces motifs et aucuns de ceux du premier juge, M. l'avocat général Colinet entendu en son avis conforme, met l'appel à néant.

Du 5 août 1839. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

1^o ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE EN JUSTICE. — EFFETS. — RÉSERVE. — COUTUMES DES FLANDRES. — CODE CIVIL. — 2^o DEMANDE NOUVELLE. — PROVISION. — ENFANT NATUREL.

1^o L'enfant naturel reconnu par jugement a-t-il droit au bénéfice de l'article 756 du Code civil, comme l'enfant naturel reconnu volontairement (1)? (Code civil, articles 337 et 756.) — Rés. aff.

Le jugement est-il purement déclaratif et donne-t-il à l'enfant tenu pour reconnu tous les droits résultant de la preuve par lui subministrée (2)? — Rés. aff.

L'article 337 du Code civil doit-il s'appliquer exclusivement à la reconnaissance volontaire? — Rés. aff.

Sous la coutume de Courtrai comme sous la coutume générale des Flandres, les enfants naturels avaient-ils droit à une réserve? — Rés. aff.

(1) Voy. dans ce sens Duranton, t. 2, n° 235; Chabot, sur l'article 756, n° 3 (cet auteur a fait le rapport au tribunal sur le titre des Successions); Melpel, *Tr. des successions*, n°s 156 et 157; Rogron, sur les articles 334 et 756. On y ajoute à tort Toullier, t. 4, n° 247 et t. 2, n° 963. Dans l'opinion contraire on cite Merlin, *Rép.*, v° Succession, p. 354; Brux., 25 juin 1825; Liège, 18 janvier 1858.

(2) Voy. Duranton, t. 2, n° 247.

(3) Ce point est aujourd'hui passé en jurisprudence; Dalloz, t. 26, p. 520, n° 19.

(4) Bordeaux, 3 janvier 1826; Carré, n° 1675. Le ministère public a pensé que la demande était recevable, mais qu'elle était non fondée. Pour obtenir une provision, dit Merlin, *Rép.*, v° Provision, n° 1^{er}, il faut être fondé en titre ou qualité notoire; c'est ainsi que des provisions ont souvent été accordées au légataire qui

En est-il de même sous le Code civil (5)? — Rés. aff.

2^o Une demande en provision peut-elle être faite la première fois en instance d'appel, alors surtout que le demandeur se l'est réservée par son exploit introductif d'instance (4)? — Rés. aff.

Lorsqu'une demande en réclamation d'état d'enfant naturel est fondée sur des présomptions graves et précises, y a-t-il lieu d'accorder une provision au demandeur à qui son grand âge et son état de pauvreté en font un urgent besoin (5). — Rés. aff.

Le 29 juillet 1790, contrat de mariage entre Isab. d'Hont et J. de Brabandere: il y est stipulé, article 2, qu'au premier décès des futurs époux, sans enfants, le survivant aura et tiendra en pleine propriété tous les meubles et immeubles que le premier mourant délaissera. — Ce contrat a été modifié par contrat supplémentaire du 3 septembre 1790, en ce que « si la future épouse restait la survivante, sans enfants dudit mariage, elle aurait l'héritage entier en pleine propriété du futur époux, à condition cependant qu'après sa mort les biens, tant meubles qu'immeubles, qu'elle délaisserait, seraient partagés par les héritiers des futurs conjoints, chaque pour la moitié, enfin selon la disposition coutumière de la ville et châtellenie de Courtrai. » Le 10 mai 1809, testament d'Isab. d'Hont, par lequel elle lègue à sa nièce, A. de Brabandere, tous les biens dont la loi lui permet la libre disposition, sauf la réserve de l'usufruit au profit de son époux, et les droits matrimoniaux

se présentait muni d'un testament olographe, dont cependant l'écriture était déniée, lorsque les circonstances de la cause militaient en faveur de la sincérité du testament. La loi 1^{re}, ff., de carbon. edict., n'est ici d'aucune application; elle concerne les enfants à qui l'on conteste un état qu'ils possèdent, mais nullement ceux qui réclament un état dont ils ont encore à fournir la preuve. Jusqu'ici il n'y a de la part de Ch. d'Hont qu'une offre de preuve sur laquelle les intimés n'ont pas encore été appelés à s'expliquer. Le ministère public reconnaissait cependant qu'à cet égard la Cour avait un pouvoir entièrement discrétionnaire. Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté le 3 déc. 1840. Voy. *Paniscrisis*, 1841, p. 42.

(5) Voy. sur cette dernière question Brux., 10 mars 1847 (*Pasic.*, 1848, p. 199, et la note).

stipulés en sa faveur par leur contrat de mariage. Le 22 avril 1813, décès d'Isab. d'Hont. An. Ch. d'Hont, qui prétendait être enfant naturel de la défunte, après avoir fait différents devoirs pour établir la filiation naturelle, intenta, le 28 déc. 1815, une action tendante à faire reconnaître son état d'enfant naturel d'Isab. d'Hont, et à lui faire recueillir ainsi les droits que la loi accorde aux enfants naturels sur les biens de leur mère. L'instance resta impoursuivie depuis 1817. Elle fut reprise par exploit du 8 novembre 1833, et a été dirigée contre B. de Brabandere, veuf et tenancier à la mortuaire d'Isab. d'Hont; 2^e contre A. de Brabandere, légataire universel d'Isab. d'Hont. Le tribunal de Courtrai, par jugement du 14 avril 1838, déclara l'action en réclamation d'état de Ch. d'Hont non recevable, soit à charge de B. de Brabandere ou ses représentants, soit à charge d'A. de Brabandere. — Devant la cour M. l'avocat général Colinez s'est proposé à résoudre les questions suivantes : la première était celle de savoir si l'enfant naturel reconnu par jugement a droit au bénéfice de l'article 736 du Code civil, comme l'enfant reconnu volontairement ? Et après avoir résolu affirmativement cette question, il a examiné, 1^e si ce principe était modifié par les circonstances de la cause et partant si les dispositions contenues au contrat de mariage des époux de Brabandere constituaient des libéralités de la part d'Is. d'Hont; 2^e si les droits de l'enfant naturel déclaré tel par décision judiciaire sur la réclamation d'état remontaient au jour de la naissance de l'enfant ou du moins à une époque antérieure aux libéralités du contrat de mariage, de telle sorte que les libéralités pourraient être réduites, et 3^e si le droit coutumier permettait à Isab. d'Hont, malgré l'existence de son enfant naturel et malgré les droits éventuels de ce dernier, de disposer par son contrat de mariage, au profit de son futur époux, de l'universalité des biens qu'elle laisserait à son décès. — Sur ces diverses questions, M. l'avocat général s'est prononcé dans le sens de l'opinion consacrée par l'arrêt de la Cour. Nous regrettons que les bornes de notre journal ne nous permettent pas de donner ce réquisitoire remarquable, mais on en trouvera la substance dans l'arrêt que nous rapportons, qui, par ses développements, nous dispense de toute explication ultérieure.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la question de savoir

si l'enfant naturel, reconnu par jugement, a droit au bénéfice de l'article 736 du Code civil, comme l'enfant naturel reconnu volontairement :

Attendu que l'article 736, en accordant d'une manière générale aux enfants naturels *légalement reconnus* un droit sur les biens de leurs père ou mère décédés, n'a fait aucune distinction entre le cas de la reconnaissance volontaire et celui de la réclamation d'état; que cette dernière a été instituée en faveur des enfants naturels qui n'auraient point été reconnus volontairement, et doit, aussi bien que la déclaration spontanée, être considérée comme un mode de reconnaissance établi par la loi;

Qu'il serait contraire au sens naturel des mots, *légalement reconnus*, de ne pas les appliquer à la réclamation d'état, comme à la reconnaissance volontaire; qu'en effet des procédures dirigées pour justifier la filiation sont des actes légaux qui expliquent le mot *légalement*, en rapport avec la réclamation d'état, tandis qu'il est aussi exact de dire, en parlant de l'état de l'enfant, qu'il est *reconnu*, par décision du juge, que de dire qu'il est *reconnu* par la déclaration de ses père ou mère;

Que l'on voit que c'est ainsi que le législateur a entendu le mot *reconnaissance*, puisque les articles 334 et suivants, relatifs à la reconnaissance volontaire et à la réclamation d'état, sont placés sous une même section, intitulée : *de la Reconnaissance des enfants naturels*, et que le Code, en divers endroits, tels qu'aux articles 138, 139 et 283, emploie le terme *légalement reconnus*, sans distinction entre les enfants naturels, reconnus par leurs auteurs ou par jugement; que l'on trouve, en outre, dans la discussion rapportée par Locré sur la prédite section, l'expression de *reconnaissance forcée*, appliquée par plusieurs orateurs à la réclamation d'état;

Qu'il n'est donc pas permis de faire une distinction là où la lettre comme le sens de la loi n'en comportent point, et où son esprit même s'y oppose; que cela devient d'autant plus évident, quand on considère d'un côté que l'un et l'autre mode tendent au même but, savoir, la constatation de l'état de l'enfant, et de l'autre côté que ce n'est point à la reconnaissance, soit volontaire, soit judiciaire, mais à la qualité ou à la filiation établie par cette reconnaissance, que la loi attache les droits qui sont attribués à l'enfant ainsi reconnu;

Qu'on ne pourrait dès lors concevoir de raison d'une distinction que l'équité même

repousse, puisqu'il serait edieux de traiter l'enfant, qui est forcé de recourir à la justice, moins favorablement, que s'il avait obtenu volontairement la reconnaissance de son état;

Qu'il résulterait du système des intimes, qu'en excluant les enfants reconnus par jugement du bénéfice de l'article 736, le législateur n'aurait pas même, par une disposition spéciale, consacré en leur faveur le droit aux aliments, précaution qu'il a prise néanmoins pour les adultérins et les incestueux, dont, au dire de Locré (1), *il ne s'est occupé qu'à regret*; d'où l'on serait amené à se demander d'abord dans quel but le Code aurait admis la réclamation d'état, si l'intérêt principal, celui d'obtenir un droit sur les biens des père et mère, équivalant aux droits successifs, vient à disparaître, et si l'action même des aliments peut être mise en question, et ensuite s'il est croyable qu'il eût voulu consacrer une si énorme disparité entre le sort de l'enfant reconnu par ses parents, et celui reconnu en justice, sans s'en expliquer de la manière la plus formelle;

Attendu qu'en argumente en vain de l'article 338 du Code civil pour prétendre que le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père et mère ne peut s'exercer que dans le cas de reconnaissance volontaire, dont il est question dans les articles qui précèdent immédiatement celui précité, puisque d'une part cet article, par sa généralité même, ne souffre point une semblable interprétation restrictive, surtout placé qu'il est dans une section commune aux deux modes de reconnaissance, et d'autre part qu'il résulte, de la délibération du conseil d'Etat, que les articles relatifs à la recherche se sont trouvés primitivement à la tête de la même section, et que malgré la transposition qui a eu lieu par après, par suite d'une simple observation de convenance, étrangère au motif qu'on allègue (2), rien cependant n'a été changé aux principes admis auparavant; d'où l'on doit inférer que, dans l'intention du législateur comme dans les termes qu'il a employés, l'article 338 a été rédigé et conservé pour les deux espèces de reconnaissances, tandis que s'il avait voulu ultérieurement établir une distinction exorbitante, comme celle qu'on prétend, il serait resté quelques vestiges des motifs d'un change-

ment aussi important, et surtout on eût eu soin de l'indiquer autrement que par une simple transposition d'articles (3);

Qu'on ne peut rien induire non plus de l'article 735 du Code civil pour donner aux mots, *légalement reconnus*, tracés dans l'article 736, la même portée qu'aux termes relatifs à la reconnaissance insérés dans le précité article 735, parce que l'expression contenue dans l'une et l'autre disposition est différente, et qu'en supposant d'ailleurs que le droit de succéder à l'enfant naturel n'appartienne qu'aux père et mère qui l'ont reconnu, il n'en résulte nullement qu'il n'y a que l'enfant ainsi reconnu qui puisse jouir d'un droit sur la succession de ses père et mère, puisque s'il pouvait y avoir des raisons d'exclure des parents de la succession d'un enfant qu'ils ont refusé de reconnaître, il n'en existe point en tout cas pour repousser, de la succession des auteurs de ses jours, l'enfant qui a été réduit à avoir recours à la justice pour obtenir la reconnaissance de son état; qu'en outre le prétendu système de réciprocité en matière de succession n'est nullement consacré comme règle générale et invariable dans le Code;

Attendu qu'il n'est nullement prouvé, quant au projet d'article présenté par le tribunal, dans lequel on avait inséré que *l'effet de la preuve de la recherche serait le même que celui de la reconnaissance*, que cet article aurait été supprimé, parce que, comme le prétend Merlin, cette disposition était contraire à l'esprit dans lequel était rédigé l'art. 341, concernant la recherche; qu'on ne trouve point à la vérité dans les procès-verbaux du conseil d'Etat, ni dans l'exposé des motifs, ni dans les auteurs, la raison de cette suppression, qui ne serait pas restée ignorée, si elle avait eu pour but d'enlever aux enfants reconnus par jugement l'intérêt pécuniaire, le plus important que leur qualité puisse leur donner; qu'il est à présumer plutôt qu'elle n'a eu lieu que comme n'étant qu'une déclaration de principe inutile ou dangereuse; qu'en tout cas si elle a été faite parce qu'en aurait jugé que les effets de la recherche pouvaient être différents de ceux de la reconnaissance volontaire, ce n'a pu être en vue d'une différence telle que celle que les intimes induisent faussement de l'article 736, dont on ne

(1) *Législ. cr.*, t. 5, p. 20, édit. belge.

(2) Locré, t. 5, p. 63, n° 18.

(3) L'arrêt rencontre et réfute dans ce considérant et les deux suivantes les trois objections

faites par Merlin, *Rép.*, v° *Succession*, section 2, § 2, article 1er, p. 354, contre le système adopté par la Cour.

s'occupait point pour lors, mais en vue des articles de la même section, tels que l'article 337 établissant une restriction uniquement applicable aux effets de la reconnaissance volontaire ;

Que de tout ce qui précède résulte que les enfants naturels, reconnus par jugement, ont les mêmes droits sur les biens de leurs père et mère, que ceux reconnus volontairement.

Sur la nature et les effets du jugement relatif à la réclamation d'état :

Attendu que le juge, en reconnaissant la qualité d'un enfant naturel, se borne à constater un fait, savoir, qu'un tel enfant est né de telle personne ; que, d'après les principes exposés ci-dessus, ce n'est point le jugement même, mais la qualité reconnue en justice, qui seule peut déterminer les droits de l'enfant ; que dès lors un pareil jugement est purement déclaratif et non attributif ; que ce n'est donc point depuis sa date seulement qu'il peut opérer, mais que ses effets doivent remonter à la cause, et donner par conséquent à celui qui réclame tous les droits résultant de la preuve par lui subministrée.

Sur l'article 337 du Code civil :

Attendu que, d'après l'article 10 de la loi du 12 brumaire an II, l'état et les droits de l'appelant doivent être réglés par le Code actuellement en vigueur ;

Mais attendu que l'article 337, invoqué par les intimés, ne parle que du cas de la reconnaissance faite par l'un des époux pendant le mariage, c'est-à-dire de la reconnaissance volontaire, et non de la réclamation d'état ; que par suite il serait contraire à son texte comme aux principes du droit d'étendre la restriction qu'il consacre à une autre espèce que celle qu'il a prévue ; qu'il n'y a pas d'analogie dans les deux cas ; que

l'on conçoit fort bien, en effet, que si, malgré le respect dû au pacte de famille, le législateur a cru devoir laisser à la réclamation d'état son cours et ses effets, au préjudice même de l'époux de la personne contre laquelle elle est dirigée, parce que les droits de l'enfant sont sacrés, et que d'après la rigueur des principes l'époux lésé a dû connaître la condition du conjoint avec lequel il a contracté, du moins il n'a pas voulu permettre à l'un des époux de reconnaître pendant le mariage, au mépris de la foi promise, un enfant naturel qu'il aurait eu auparavant d'un autre que de son conjoint, qui se trouverait presque toujours désarmé devant les manœuvres frauduleuses à l'aide desquelles cette reconnaissance pourrait avoir lieu ;

Que, d'après le projet d'article présenté par le tribunal et rappelé ci-dessus, on avait proposé de défendre la recherche de la maternité pendant le mariage ; que néanmoins cette disposition ne fut point accueillie ; si donc, en admettant par là la recherche pendant le mariage, en même temps qu'on posait la restriction de l'article 337, on avait voulu étendre cette restriction au cas de la recherche, ne l'aurait-on point dit expressément, ou tout au moins, en termes généraux, applicables aux deux sortes de reconnaissance.

Sur le surplus de la fin de non-recevoir tirée de la question de réserve du contrat de mariage et du droit coutumier (1) :

Attendu que les clauses du contrat de mariage des époux de Brabandere doivent être interprétées et jugées d'après les lois et coutumes en vigueur à l'époque même du contrat ;

Que sous la coutume de Courtrai, comme sous la coutume générale des Flandres, les enfants naturels avaient, aussi bien que les

(1) Les intimés soutenaient que le droit coutumier avait, malgré l'existence d'un enfant naturel, permis à Isab. d'Hont de disposer, au profit de son époux, de l'universalité des biens qu'elle laisserait à son décès. Ils ont dit que l'article 1^{er}, rub. 14, coutume de Courtrai, et l'article 1^{er}, rub. 12, coutume de Gand et autres, permettaient des donations universelles entre-vifs, sauf deux cas seulement, celui d'ingratitude du donataire, ou celui de survenance d'enfant après la donation, *achtervolgende de dispositie van den gescheenen rechte* ; que, suivant l'article 20, rub. 20, de la coutume de Gand, et l'article 1^{er}, rub. 12, de la coutume de Courtrai, on pouvait disposer de la manière la plus illimitée par contrat de mariage ; que si des restrictions ont été apportées à cette faculté, ce n'a été que pour le fait

des douaires et fiefs (articles 26 et 27, édit perp. ; Dulaury, tome 2, page 151) ; que d'un autre côté la communauté universelle entre époux était le droit commun (article 4, rub. 12, de la coutume de Courtrai), communauté dans laquelle chacun était censé maître de la totalité *jure condominii*, de telle sorte que si le contrat de mariage permettait au survivant de conserver l'atotalité, et le faisait *jure non descendendi*, ils en ont tiré la conséquence que l'enfant légitime lui-même n'aurait pu invoquer son droit de réserve en présence d'un contrat de mariage, qui y serait contraire. L'appelant répondait que toutes les dispositions rappelées plus haut n'abrogeaient nullement les principes généraux, *van den gescheenen rechte*, concernant la réserve des enfants.

enfants légitimes, le droit de réserve et la querelle d'innocuité, consacrés par le droit écrit; que sous l'empire du Code civil, d'après l'ensemble des dispositions sur la matière, les enfants naturels ont également droit à une réserve;

Qu'en admettant donc que la coutume de Courtrai, invoquée comme loi du contrat, stipulait la communauté universelle entre époux, et d'un autre côté permettait les donations universelles entre-vifs, sauf certains cas exceptés, et ajoutant *achtervolgende de dispositie van den geschreven rechte* (art. 1, rub. 14), il n'en résulte pas que les dispositions faites, soit par contrat de mariage, soit de toute autre manière, pussent échapper à la réclamation des enfants, lorsqu'elles portaient atteinte aux droits de ces derniers;

Qu'on allègue vainement que cette réserve n'est point exprimée dans les articles de la coutume concernant les contrats de mariage et les donations; que les articles même relatifs aux donations établissent quelques restrictions, parmi lesquelles ne se trouve point la réserve dont s'agit; car il n'était nullement nécessaire de renouveler la défense du chef de cette réserve, à l'occasion de chaque cas particulier auquel elle s'applique, alors qu'elle était reconnue et admise en principe dans notre pays, et formellement prévue par le droit écrit (1), auquel l'article 1^{er}, rub. 14, de la coutume de Courtrai, relatif aux donations, se réfère;

Attendu qu'il suit de l'ensemble de toutes les considérations qui précèdent que l'appelant, s'il vient à prouver la qualité qu'il réclame, aura un droit à exercer sur les biens de sa mère décédée, et que, sans égard à l'article 337 du Code civil, il sera habile à critiquer le contrat de mariage de sa mère, ainsi que le testament invoqué pour Pauline de Brabandere, en tant que ces actes lésaient le droit de réserve établi en sa faveur;

D'où suit ultérieurement que la fin de non-recevoir opposée par les intimés est non fondée.

Sur la provision:

Attendu que cette demande peut toujours se faire incidemment à la demande principale, même en appel, et ce d'autant plus lorsque, comme dans l'espèce, l'appelant se l'est réservée par son exploit introductif d'instance;

Attendu que la réclamation de l'appelant est fondée sur des présomptions graves et précises; que l'ensemble des faits par lui présentés est de nature d'ailleurs à rendre la demande vraisemblable;

Que dans cet état de choses, et sans préjudice de tous droits des parties au fond, il y a d'autant plus lieu d'accorder une provision à l'appelant, que son grand âge et son état de pauvreté lui en font un plus urgent besoin, tandis que, d'après les documents produits de part et d'autre, les biens que la dame de Brabandere a possédés paraissent suffisants pour pouvoir supporter une provision modérée et équitable;

Par ces motifs, M. l'avocat général Colinet entendu en son avis conforme, met le jugement dont est appel à néant; émendant et statuant sur les conclusions respectives des parties, déclare les intimés, dans leur fin de non-recevoir, ni recevables, ni fondés....; déclare en outre lesdits intimés non fondés dans leur moyen de non-recevabilité contre la demande de provision, et arbitrant le montant de ladite provision, les condamne à payer de ce chef, à l'appelant, une somme de 1,000 francs, etc.

Du 5 août 1839. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

VENTE. — REVENDICATION. — PRESCRIPTION. — MANDAT.

Le bien vendu par un mandataire, dont le pouvoir a été déclaré nul du chef de dol et fraude, peut être revendiqué pendant trente ans. (Code civil, art. 1304.)

Le 13 août 1807, la dame d'Arberg vendit aux sieurs Neefs et Allard tous les biens qu'elle possédait dans les départements de l'Ourthe et de Sambre-et-Meuse. Peu après elle mourut. Le 31 décembre, ses héritiers transigèrent avec Neefs et Allard, et leur donnèrent pouvoir de liquider la succession qu'ils recueillaient. En vertu de ce pouvoir, et le 2 juin 1809, ces derniers vendirent plusieurs rentes à M^e Desmaizière, avocat à Liège.

En 1811, les héritiers d'Arberg demandent, contre Neefs et Allard, la nullité pour dol et fraude, tant de la transaction du 31 décembre 1807 que du pouvoir qu'ils leur avaient conféré. Cette action en nullité fut accueillie par arrêt de la Cour de Bruxelles du 26 mars 1824. — Les héritiers d'Arberg revendiquèrent alors, contre les représentants de l'avocat Desmaizière, les rentes qui

(1) L. 5, Cod., ad. S. C. Orphit.; Vinnius, Not. ad., § 2, tit. de inoff. test., p. 447.

avaient été cédées à leur auteur, et demandèrent subsidiairement la nullité du transport. — Le tribunal de Huy déclara l'action éteinte par la prescription de dix ans. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, par acte du 13 août 1807, Neefs et Allard ont acquis de la veuve d'Arberg tous les biens qu'elle possédait dans les départements de l'Ourthe et de Sambre-et-Meuse; que le 31 décembre suivant ils ont passé, avec les héritiers de cette veuve, deux actes renfermant l'un une transaction et l'autre le pouvoir de procéder à la liquidation de ladite succession;

Considérant que, sur la demande formée par ces derniers en 1811, la Cour de Bruxelles a, par arrêt du 26 mars 1824, annulé pour cause de dol les actes susmentionnés, y compris l'acte sous seing privé du 31 décembre; qu'à la vérité cet arrêt ne saurait avoir l'autorité de la chose jugée contre l'acquéreur des rentes en litige qui n'y a pas été partie; mais que les intimés ne présentent aucun moyen propre à le faire rétracter au fond dans l'intérêt du cessionnaire qu'ils représentent; qu'en ce qui concerne la prescription déduite de l'article 1304 du Code civil, les intimés ne sont pas fondés à en exciper à l'égard des actes annulés par l'arrêt précité, par la raison qu'ils ne peuvent opposer cette exception que du chef de Neefs et Allard qui ont figuré dans ces actes, et que l'action en rescision a été intentée contre ceux-ci dans le délai déterminé par l'article 1304;

Considérant qu'il résulte à l'évidence de l'exploit introductif d'instance et des conclusions prises au nom des appelants, qu'ils ont revendiqué, en leur qualité d'héritiers, les biens et rentes réclamés à la charge des intimés, et que ce n'est que subsidiairement qu'ils ont demandé la rescision de l'acte de

transport du 2 juin 1809; que, quelle que soit la validité de cet acte entre ceux qui y sont intervenus, il est étranger aux appelants, et ne peut leur être opposé parce que le transport qu'il renferme a pour objet la chose d'autrui, et qu'il a été fait par des personnes sans pouvoirs; que s'il y a eu bonne foi de la part du cessionnaire, les intimés ne seront pas tenus de la restitution des fruits perçus, mais que leur possession n'a pas duré pendant le temps requis pour la prescription ordinaire de trente ans, la seule applicable à l'espèce; qu'il s'ensuit que les premiers juges sont tombés dans l'erreur en confondant l'action principale des appelants avec leur demande subsidiaire, et en déclarant par suite cette action éteinte par l'effet de la prescription;

Par ces motifs, déclare les intimés non fondés dans leur exception de prescription, etc.

Du 3 août 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

RETRAIT SUCCESSORAL. — IMMEUBLE. — PART DÉTERMINÉE.

Le retrait successoral ne peut être exercé contre celui qui n'a acheté qu'une part dans un immeuble déterminé, lequel ne forme pas la totalité de la succession immobilière.

Par acte sous seing privé du 11 juin 1835, enregistré à Namur, M. A. Jos. Toisoul, veuve de L. M. Andot, a donné à bail à F. J. Grandmoulin, pour le terme de dix-huit années qui devaient prendre cours le 24 juin 1838, et moyennant un loyer annuel de 471 francs 63 centimes, une maison et dépendances, situées à Namur, fond Saint-Aubain, n° 191 (1).

Après le décès de la bailleresse, le pre-

(1) « La pensée qui doit dominer toutes les autres, dit M. Benoît, *Traité du retrait successoral*, n° 63, en matière de retrait successoral, c'est que toutes les fois que la cession met le cessionnaire dans le droit de s'immiscer dans la connaissance des titres, des documents, des secrets enfin de la famille, le retrait peut être exercé n'importe la qualité et la nature des droits cédés par le cohéritier, pourvu qu'ils fassent partie de la succession. C'est de là qu'il faut partir pour arriver à la solution des questions qui peuvent se présenter sur ce point. » L'opinion de cet auteur confirme ainsi le bien-jugé de la décision que nous recueillons ici : La cession d'une part dans un immeuble déterminé de la succession, lors-

que cet immeuble ne forme pas à lui seul la totalité de cette succession, ne peut, en effet, amener le cessionnaire à prendre part aux opérations du partage, à l'inventaire par exemple où tous les titres, papiers et documents de la famille sont décrits ou analysés. Son seul droit est, après le partage, de réclamer des cohéritiers à qui les portions indivises de l'immeuble sont échues la jouissance ou la division de cet immeuble dont il a acquis une portion; il n'en a pas d'autres. Toullier a émis une opinion plus restreinte encore; il pense que le retrait successoral n'est pas admissible au cas de cession de droits indivis dans des corps certains et déterminés; ainsi, d'après ce profond jurisconsulte, il

neur F. J. Grandmoulin a acquis de quelques-uns de ses héritiers neuf sixièmes de ladite maison. Cette acquisition est constatée par trois actes reçus par M^e Ruydens, notaire à la résidence de Jambes, faubourg de Namur, sous les dates des 50 juillet 1856, 26 janvier 1857 et 7 décembre 1857, enregistrés.

Par exploit, en date du 28 avril 1858, dûment enregistré, F. J. Grandmoulin a fait assigner les époux Chaudoire, Emile Lambert, Michel Dieudonné et R. Jos. Andot, à comparaitre devant le tribunal civil de première instance séant à Namur, afin de voir ordonner la licitation de la maison dont il s'agit, vu l'impossibilité de la partager commodément. Les assignés ont prétendu qu'ils avaient le droit d'exercer le retrait successoral des parts de ladite maison acquises par le demandeur, et ils ont de plus soutenu que le bail du 11 juin 1855 était nul et frauduleux, demandant que la valeur locative fût déterminée par experts, pour, sur leur rapport, être statué ce que de droit.

Le 1^{er} août 1858, jugement ainsi conçu :

« Attendu que si, aux termes de l'article 841 du Code civil, les héritiers peuvent exercer le retrait successoral lorsque l'un d'eux a vendu son droit à la succession, cette faculté ne leur est pas donnée contre celui qui n'a acheté que la part d'un héritier dans un immeuble déterminé, parce qu'alors le cessionnaire n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires de la famille ;

« Attendu que Grandmoulin n'a acheté de quelques-uns des enfants Andot que leur quote-part dans la maison dont il s'agit au procès ;

« Attendu que la veuve Andot ne pouvait, par libéralité déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, priver ses quatre enfants de la quotité disponible, et qu'en conséquence le bail qu'elle a fait à Grandmoulin pouvait être critiqué s'il présentait, au profit du locataire, des avantages supérieurs au quart de sa fortune ;

« Mais attendu qu'il a été consenti pour un loyer plus élevé que celui du bail, et ne présente aucun avantage au demandeur ; d'où il suit que l'expertise provoquée par les défendeurs serait frustratoire ;

« Par ces motifs, dit que Grandmoulin est propriétaire de neuf sixièmes de la maison portant le n^o 191 en cette ville ; condamne les défendeurs à sortir de l'indivision, etc. »

Par exploit en date du 1^{er} septembre 1858, les époux Chaudoire, E. L. Andot, M. D. Andot et N. J. Audot, ont interjeté appel de ce jugement. Ils fondaient leurs conclusions 1^o sur l'article 841 du Code civil, sur ce que le retrait doit d'autant plus être autorisé que, lors de la liquidation du prix, il devra être fait rapport, soit en argent, soit en moins-prenant, par chacun des cohéritiers, de tout ce qu'il a reçu de ladite dame Andot ; que, par suite, l'acquéreur devra être immiscé dans toutes les affaires de la famille si le retrait n'a pas lieu ;

faudrait dire que le retrait ne pourrait avoir lieu si, au lieu de sa part dans un immeuble déterminé, le cohéritier avait cédé ses droits indivis dans un corps de domaine composé de plusieurs fonds.

Chabot de l'Allier, *Comm.*, sur l'article 841, n^o 9, professe aussi cette opinion, mais il la modifie en ces termes, qui confirment pleinement la doctrine émise par M. Benoît : « Cependant, dit-il, si pour fixer la quotité ou la valeur de la portion du cessionnaire, soit à raison des prélèvements qui pourraient être dus à d'autres héritiers, ou à des donataires, ou à des légataires, soit à raison du règlement des dettes, il devenait nécessaire de lui donner connaissance de toutes les affaires de la succession, et s'il exigeait lui-même cette communication, je pense qu'il pourrait encore être écarté du partage, puisqu'il faut toujours en venir au but et à l'intention de la loi, et appliquer sa disposition dans tous les cas auxquels les motifs sont applicables. »

La doctrine de Toullier et Chabot, bonne en théorie, pourrait être d'une application difficile. Il est bien rare en effet, lorsqu'un cession-

naire se présente pour réclamer la part par lui acquise dans des corps certains et déterminés, qu'il ne soit pas immiscé dans les affaires de la succession et dans les secrets de la famille, si d'avance on ne l'écarte du partage par l'exercice du retrait. Si les corps certains et déterminés sont nombreux, ne sera-t-on pas obligé de souffrir sa présence à toutes les opérations du partage ? de lui montrer tous les titres et papiers relatifs aux objets dont il a acquis une part ? N'aura-t-il pas le droit d'assister à l'inventaire comme copartageant ? de vérifier les titres qui se rattachent d'une manière plus ou moins directe aux immeubles à partager avec lui ? Peut-être serait-il sage dans ce cas de décider, comme l'a fait la Cour d'appel de Dijon par son arrêt du 20 thermidor an xii, que ce n'est qu'après le partage de la succession entre les héritiers que le cessionnaire peut provoquer celui des objets sur lesquels il a acquis un droit de copropriété. Voy. au reste, comme conforme à notre décision. Paris, 9 ventôse an xii ; cass., 9 sept. 1801 ; Besançon, 31 janv. 1809 ; Brux., 2 déc. 1807 ; Liège, 21 octobre 1824.

2^e sur ce que les appelants articulent formellement que le bail fait pour le terme de dix-huit années, par leur mère, au profit de Grandmoulin, a constitué un avantage excédant la quotité disponible; qu'il y avait lieu de vérifier ce fait par experts, et non pas à se référer à des prix anciens qui ne sont plus en rapport avec les valeurs locatives à l'époque du bail onéreux dont il s'agit.

Les conclusions de la partie intimée étaient fondées, en ce qui regarde le retrait, sur ce que l'intimé n'a pas acquis des droits à la succession de la veuve Andot, mais une part indivise dans un immeuble déterminé qui ne formait pas même la totalité de la succession immobilière; en ce qui regarde l'annulation du bail et la demande d'expertise, sur ce qu'il résulte de toutes les circonstances de la cause, spécialement de la vente de la maison et des baux antérieurs, remontant à l'année 1811, que la maison a été louée à toute sa valeur; qu'ainsi il n'existe aucune lésion, et moins encore une lésion dépassant la quotité disponible.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant...

Du 5 août 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

INCENDIE.

Gand, 5 août 1839 (*Pas.*, 1841, p. 179). — Voy. aussi Brux., 14 novembre 1849 (*Pas.*, 1850, p. 179), et 7 août 1839.

1^{re} INCENDIE. — RESPONSABILITÉ. — LOCATAIRE. — SOUS-LOCATAIRE. — 2^e SAISIE-ARRÊT. — ACTION UTILE.

1^{re} En matière d'incendie le locataire ré-

pond, envers le propriétaire, des fautes de son sous-locataire, alors surtout que la location a eu lieu sans l'agrément du propriétaire (1). (Code civil, art. 1735.)

La présomption légale de faute prévue par la disposition de l'article 1735 du Code civil peut-elle être invoquée par le locataire principal qui habite une partie de la maison vis-à-vis du sous-locataire (2)?

— Rés. aff.

2^e Le propriétaire peut-il exercer utilement les droits du locataire vis-à-vis du sous-locataire, et par suite pratiquer, à charge de celui-ci, une saisie-arrêt avant le règlement de l'indemnité (3). (Code civil, article 1166.) — Rés. aff.

Le sieur Heusschen, propriétaire d'un vaste bâtiment situé à Bruxelles, rue Val-des-Roses, l'avait loué au sieur Piret. Celui-ci, nonobstant la défense qui lui avait été faite, en sous-loua une partie au sieur Kalhen, charron. — Dans la nuit du 21 décembre 1838, les écuries, remises, ainsi que l'atelier de ce dernier, qui font partie de la maison, furent détruits par un incendie. — Le sieur Kalhen avait fait assurer ses meubles et effets par la compagnie d'assurance l'Union. — Le sieur Heusschen, évaluant provisoirement à 6,000 fr. le dommage causé à sa propriété, forma, entre les mains de cette société, une saisie-arrêt en date du 26 décembre 1838, à charge de Kalhen, jusqu'à concurrence de cette somme, sur toutes sommes qu'elle pourrait avoir à lui payer du chef de l'incendie susdit. — En vertu d'une requête d'urgence, les sieurs Piret et Kalhen furent traduits devant le tribunal de Bruxelles, pour se voir condamner à payer solidairement à Heusschen la somme de 6,000 fr. à laquelle il évaluait le dommage causé à sa propriété par l'incendie du 21 décembre,

(1) Voy. Pothier, du Louage, n^o 193; Toullier, t. 11, n^o 166; Merlin, v^o Incendie. Ces derniers auteurs le décident ainsi dans le cas même de sous-location de la totalité du bail. Voy. sur la responsabilité en fait d'incendie les observations rapportées sur un arrêt du 13 avril 1814.

(2) Voy. dans ce sens Toullier, ib., n^o 160; Duvergier, du Louage, n^o 411 et 416. — Plusieurs arrêts ont décidé que la présomption légale de faute qu'établit l'article 1735 cesse lorsque le propriétaire occupe une partie des édifices incendiés (Liège, 26 juin 1834, et 9 janvier 1837; Riom, 4 août 1829; Contr., Lyon, 17 janvier 1834), pourvu toutefois qu'il soit constant que le feu a commencé dans l'habita-

tion du preneur. Duranton, t. 17, n^o 109; Duvergier, t. 2, n^o 416; Troplong, n^o 370; Zacharie, § 367, n^o 12. Voy. aussi Brux., 14 nov. 1849 (*Pas.*, 1850, p. 179); et Gand, 5 août 1839 (*Pas.*, 1841, p. 179).

(3) Le propriétaire (dit Toullier, ib., n^o 169) peut agir directement en vertu de la présomption légale contre le sous-fermier ou sous-locataire, quoique le locataire réponde des fautes de ce dernier en matière d'incendie, parce que le propriétaire peut exercer les actions de son locataire devenu son créancier par l'événement de l'incendie, et que la présomption légale de culpabilité existe certainement en faveur du locataire contre le sous-locataire.

ou toute autre somme à fixer par experts. Il conclut aussi à ce que la demande en validité formée par lui tint état jusqu'à décision sur la demande en paiement de dommages dont il vient d'être parlé : il fondait sa conclusion sur l'article 1754 du Code civil.

Le sieur Piret, par suite de cette action, exposa, par requête incidente, qu'il avait sous-loué dans la maison du sieur Heusschen au sieur Kalben une place au-dessus d'une écurie, place où ce dernier avait établi son atelier de charron; qu'il y avait déposé une grande quantité de bois; qu'il y tenait constamment des copaux et autres matières inflammables; qu'il faisait du feu dans la cheminée se trouvant dans ledit atelier, et que le feu avait pris à ce même atelier, d'où il s'était communiqué au grenier à foin du requérant, qui n'en était séparé que par une cloison partie en planches, et dans les écuries où le feu avait consumé tout ce qui s'y trouvait. On demandait pour lui à être admis à preuve de tous ces faits en cas de dénégation, l'on en concluait que le sieur Kalben était responsable de tous les dommages causés par l'incendie susdit, non-seulement envers le sieur Heusschen, propriétaire de la maison, mais aussi envers le sieur Piret. Par suite, celui-ci conclut à ce que Kalben eût, en vertu de l'article 1754 du Code civil, à le garantir des condamnations qui pourraient intervenir contre lui en faveur du sieur Heusschen, et aussi à lui payer la valeur des choses mobilières qui avaient été consumées dans les locaux occupés par lui et mentionnés plus haut : il posait en fait que le feu avait pris et s'était manifesté dans l'atelier du sieur Kalben avant qu'il eût atteint les parties de la maison occupées par lui.

Pour le sieur Kalben on conclut en ces termes : Attendu que le défendeur n'est pas locataire du sieur Heusschen; qu'il n'a contracté envers lui aucun engagement à ce titre; que parant l'article 1755 n'est pas applicable dans la cause; que le sieur Heusschen ne pose pas en fait que le sinistre aurait été occasionné par la faute du sieur Kalben, ce qui, aux termes de l'article 1382, est indispensable pour rendre ce dernier responsable; attendu que c'est évidemment à tort que le sieur Heusschen s'est permis de saisir-arrêter les deniers dus au sieur Kalben par la compagnie d'assurances générales; que le sieur Heusschen n'avait ni titre ni créance pour légitimer une mesure exorbitante, et qui porte

au défendeur un préjudice notable : l'avoué du défendeur conclut par ces motifs à ce que Heusschen fût déclaré non recevable ni fondé dans sa demande en indemnisation contre le sieur Kalben et qu'il fût donné mainlevée de la saisie arrêt pratiquée à sa requête; il dénia, pour autant que de besoin, que l'incendie aurait éclaté chez lui, que ce serait par sa faute, et que le dommage s'élèverait à la somme fixée. Vis-à-vis du sieur Piret, il dénia que le feu aurait éclaté en premier lieu dans la partie du bâtiment occupée par lui, et que ce serait par sa faute que le sinistre aurait eu lieu; subsidiairement, il posa en fait que l'incendie avait pris naissance dans la partie du bâtiment que le sieur Piret occupait et dont il avait abandonné la jouissance à son gendre le sieur Derriider.

Sur ce, le tribunal rendit, le 12 mars 1859, le jugement suivant :

« Attendu que les articles 1753 et 1754 du Code civil étant exorbitants du droit commun, la présomption légale qu'ils admettent, par exception, en faveur du propriétaire contre les locataires, ne peut être étendue au profit du propriétaire ou du locataire contre le sous-locataire, lorsque, comme dans l'espèce, ainsi qu'il résulte des exploits introductifs d'instance, ces derniers habitaient tous deux la maison incendiée; — Que l'obligation partielle dont est seulement tenu le sous-locataire, en vertu de l'article 1753, ne saurait se concilier avec l'obligation générale résultant des articles 1753 et 1754; que s'il fallait admettre la présomption légale en faveur du locataire, il n'y aurait pas moins de motifs pour l'admettre en faveur du sous-locataire, puisque tous deux se trouvent dans la même position, ce qui rendrait la présomption illusoire;

« Attendu, dès lors, que le sous-locataire n'étant tenu vis-à-vis du propriétaire et du locataire que dans les cas prévus par les articles 1582 et suivants du Code civil, il ne suffirait pas à ceux-ci de prouver que le feu a commencé chez le sous-locataire, mais qu'ils devraient établir qu'il a été occasionné par son fait, sa négligence ou son imprudence ou de ceux dont il avait à répondre; que dans ce sens les faits posés par Heusschen et Piret sont admissibles et pertinents;

« Attendu qu'il est en aveu entre parties que Kalben était sous-locataire de Piret, locataire principal; que vainement il serait prouvé, comme celui-ci le prétend, que cette sous-location se serait faite du con-

sementement de Heusschen, puisque Kalhen n'étant pas locataire de ce dernier et la présomption légale n'existant pas entre Piret et Kalhen, la position des parties resterait la même;

« Mais attendu que jusqu'alors il n'est ni certain, ni apparent, que Heusschen soit ou sera même créancier de Kalhen;

« Vu les articles 537 et 539 du Code civil, et attendu que Kalhen n'a pas formé d'autre demande directe que celle en mainlevée de la saisie pratiquée à sa charge;

« Par ces motifs, le tribunal, joignant les deux causes, sub n° 5017 et 5039, sans avoir égard au fait posé par Piret que la sous-location par lui faite à Kalhen l'aurait été du consentement de Heusschen, déclare nulle la saisie-arrêt pratiquée par Heusschen à charge de Kalhen...

« Et avant dire droit sur le surplus des conclusions des parties, admet Heusschen et Piret à prouver, par tous moyens, nuls exceptés, que l'incendie dont s'agit a été occasionné par le fait, la négligence ou l'imprudence de Kalhen ou de ceux dont il avait à répondre; admet Heusschen à prouver par les mêmes moyens que le préjudice qu'il a éprouvé de cet incendie s'élève à la somme de 6,000 francs; admet Piret à prouver, de la même manière, quelle est la hauteur de la perte qu'il a essuyée personnellement, sans préjudice à tous ses droits à résulter de son obligation envers Heusschen et de sa demande en garantie contre Kalhen, si la responsabilité de ce dernier vient à être établie.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la qualité de sous-locataire n'affranchit pas l'intimé de la responsabilité, par le motif que la maxime tirée des lois romaines: *Incendia plerumque sunt culpa inhabitantium*, qui sert en partie de base à la disposition de l'article 1755, est fondée sur ce que le locataire, dans l'appartement duquel l'incendie éclate, est toujours présumé en faute; que le locataire est considéré comme chargé par le propriétaire de conserver et de garder la maison; que les mêmes raisons, pour appliquer la présomption légale de faute, existent à l'égard du sous-locataire comme à l'égard du locataire principal;

Attendu que la maison appartenant à l'appelant Heusschen, située au Roosendael, incendiée dans la nuit du 21 au 22 décembre 1858, était louée à Piret, et que celui-ci en avait sous-loué une autre par-

tie à Kalhen, ce qui n'est pas contesté;

Attendu que cet incendie constitue légalement Piret responsable vis-à-vis de Heusschen, et Kalhen vis-à-vis de Piret, d'après la lettre comme d'après l'esprit des articles 1755 et 1754 du Code civil;

Attendu que Heusschen, conformément à l'article 1166 du même Code, peut utilement exercer les droits de Piret vis-à-vis de Kalhen; d'où il suit qu'il avait titre et qualité pour pratiquer la saisie-arrêt dont il s'agit;

Attendu que l'appelant demande à ce que cette saisie soit déclarée bonne et valable;

Attendu que la Cour ne peut prononcer sur la validité d'icelle avant qu'on soit fixé sur l'exception que l'intimé a invoquée pour se décharger du principe de responsabilité;

Par ces motifs, met le jugement dont appel à néant; émendant et faisant ce que le premier juge eût dû faire, déclare que la saisie pratiquée par l'appelant Heusschen... tiendra état; ordonne à Kalhen d'établir, par toutes voies de droit, le fait par lui pûsé devant le premier juge et répété dans les plaidoiries devant la Cour, que le feu n'a pas éclaté, en premier lieu, dans la partie du bâtiment qu'il occupait, mais qu'au contraire l'incendie a pris naissance dans la partie du bâtiment qu'occupait Piret, dont il avait abandonné la jouissance à son gendre Deridder; admet l'appelant Piret à la preuve contraire, et notamment à prouver, ainsi qu'il l'article, que l'incendie qui a éclaté en la maison dite le *Roosendael*, rue Val-des-Roses, n° 2, à Bruxelles, dans la nuit du 21 au 22 décembre dernier, a commencé dans un grenier qui était occupé par l'intimé où il avait établi son atelier de charron et placé un poêle dans lequel il faisait du feu.

Du 7 août 1859. — Cour de Bruxelles.

RENTES. — TRANSFERT. — GARANTIE. — DOMAINE BELGE.

Le domaine belge est-il tenu de garantir les transferts de ventes consentis par le domaine français, si, surtout aucune réclamation n'a été faite à cet égard en temps utile, aux termes de la convention du 20 novembre 1815, article 16 (1)? — Rés. nég.

(1) Voy. Liège, 27 avril 1859.

Par contrainte du 15 septembre 1833, l'administration des domaines fit faire commandement à la dame Tiberghien de lui payer la somme de 262 francs 10 centimes, à titre de restitution de six canons échus d'une rente de 45 francs 31 centimes comme ayant été indûment perçus par feu le sieur Tiberghien, son mari, dont elle était l'héritière mobilière. La dame Tiberghien forma opposition à cette contrainte et assigna l'administration devant le tribunal de Mons pour voir entendre déclarer qu'elle était en droit de faire valoir des contre-prétentions d'une valeur plus considérable que la réclamation qui faisait l'objet de la contrainte. Elle fondait ses contre-prétentions 1^{re} sur ce que l'administration des domaines avait vendu à feu son mari, par acte de transfert en date du 29 décembre 1813, une rente annuelle de 79 francs 84 centimes, à charge d'un sieur H. Halong de Montignies, qui n'existait point dans cette commune ni dans les environs; 2^o sur ce que l'administration avait encore vendu à la dame Tiberghien, par divers actes de transfert en dates des 21 thermidor an xi et 21 décembre 1813, plusieurs rentes d'origine domaniale, parmi lesquelles s'en trouvaient dix-neuf dont elle ne pouvait forcer les débiteurs au paiement faute d'avoir été mise en possession des titres qui les constituaient. Elle soutenait que par suite de la garantie que l'administration lui devait de l'existence de ces diverses rentes, elle était tenue à lui restituer le prix de transfert avec les frais des contrats et les intérêts du jour de la vente. Elle concluait à ce que cette créance fût compensée avec celle que l'administration réclamait à sa charge, et dans tous les cas à ce qu'elle fût admise reconventionnellement. Cette opposition fut déclarée non fondée par jugement du 5 juillet 1834, ainsi conçu :

« Attendu que, sans élever aucune contestation sur les causes de la contrainte décernée à sa charge, la dame veuve Tiberghien a posé en fait que l'administration des domaines a vendu à feu son mari, par acte de transfert en date du 21 décembre 1813, une rente annuelle de 79 francs 84 centimes, à la charge d'un sieur H. Halong de Montignies, et qu'après de longues recherches le sieur Tiberghien s'est convaincu qu'il n'existait dans cette commune, ni dans les communes voisines, aucun habitant du nom de Halong, en sorte que l'administration lui avait vendu une rente qui n'existait réellement pas; que cette même administration a vendu au même sieur Tiberghien, par divers actes de transfert en dates des 9 fri-

maire an xi, n^o 62, 29 thermidor an xi, n^o 72, 75 et 86, et 21 décembre 1813, plusieurs rentes d'origine domaniale, dont elle n'a remis aucun titre, et parmi lesquelles il s'en trouve dix-neuf dont les prétendus débiteurs nient l'existence et refusent le paiement;

« Attendu que l'opposante prétend que par suite de la garantie que l'administration était de droit censée avoir stipulée en vendant ces rentes, elle est aujourd'hui soumise à l'obligation de lui restituer le prix du transfert desdites rentes s'élevant à 3,758 fr. 10 centimes, ainsi que les frais du contrat et les intérêts à dater de la vente, d'où elle tire la conséquence que, compensation faite de cette somme avec celle de 272 francs 10 centimes, objet de la contrainte, elle est en droit de réclamer reconventionnellement de l'administration la somme de 3,400 fr. 86 centimes, ainsi que les intérêts du prix total des transferts prémentionnés, ce à quoi ladite opposante a conclu;

« Attendu qu'en défense à cette conclusion, l'administration a soutenu d'abord qu'il n'y a pas lieu, dans l'espèce, d'admettre la compensation, par la raison que les créances libellées par l'opposante ne sont pas liquides et exigibles; qu'en second lieu elle maintient que la garantie que réclame ladite opposante ne peut être à la charge du gouvernement belge; mais incomberait au gouvernement français, d'après les dispositions du traité du 30 mai 1814;

« Attendu qu'il résulte de cette défense que l'administration ne conteste ni l'existence ni la hauteur des créances qui font l'objet des demandes en compensation et reconventionnelle formées par la dame Tiberghien, qu'elle se borne à soutenir que les prétentions de cette dame ne sont pas recevables vis-à-vis d'elle; qu'ainsi c'est à tort qu'elle prétend repousser le moyen tiré de la compensation en excipant de la disposition de l'article 1291 du Code civil, puisque l'appréciation du bien ou mal fondé de ce moyen dépend uniquement de la question de savoir si les dettes libellées par l'opposante sont à la charge du gouvernement belge ou si le paiement en incombe au gouvernement français;

« Attendu que cette question ne peut être résolue que par l'examen des traités qui ont déterminé les droits et les obligations respectives de la Belgique et de la France lors de la séparation de ces deux pays;

« Attendu que le traité du 30 mai 1814, qui a eu pour objet de régler les effets de cette séparation, porte, article 19: « Le gouver-

« nement français s'engage à faire liquider
 « et payer les sommes qu'il se trouverait
 « devoir d'ailleurs dans les pays hors de son
 « territoire, en vertu des contrats ou d'au-
 « tres engagements formels passés entre des
 « individus ou des établissements particu-
 « liers et les autorités françaises, tant pour
 « fournitures qu'à raison d'obligations lé-
 « gales ; »

« Attendu que les sommes réclamées par l'opposante rentrent évidemment dans la catégorie de celles dont parle cet article ; qu'en supposant d'ailleurs que les termes dans lesquels il est conçu puissent laisser quelque doute à cet égard, ce doute vient à disparaître du moment où l'on approche ledit article 19 des articles 21, 22 et 30 du même traité, de l'art. 9 du traité du 20 novembre 1815, et enfin des articles 1, 2 et 6 de la convention annexée à ce dernier traité sous le n° 4 ;

« Attendu que c'est en vain que l'opposante se prévaut des dispositions de l'arrêté du 26 juin 1818, par lequel le gouvernement des Pays-Bas s'est chargé de la liquidation des créances à la charge du gouvernement français, puisque cet arrêté n'est applicable qu'aux créances réclamées avant le terme de déchéance fixé par l'article 16 de la convention du 20 novembre 1815, et que celles de l'opposante ne l'ont point été dans ce délai ;

« Attendu que c'est avec aussi peu de fondement qu'elle avance que son action en garantie n'était pas encore ouverte à cette époque, parce qu'elle n'aurait reconnu que tout récemment la non-existence des rentes dont il s'agit, car si elle n'a pas agi plutôt contre les débirentiers, elle ne peut l'imputer qu'à sa propre négligence et doit seule en supporter la peine ;

« Par ces motifs, le tribunal ordonne que la contrainte sortira ses pleins et entiers effets. » — Appel.

La dame Tiberghien soutint devant la Cour que le gouvernement belge représentait activement et passivement le gouvernement des Pays-Bas ; que ce royaume, en succédant à la France et en profitant de tous les droits qu'elle avait à exercer dans nos provinces, avait dû être également tenu de toutes ses obligations ; qu'elles eussent pris leur source dans des droits corporels ou incorporels ; que les traités de 1814 et 1815, sur les conventions subséquentes, n'avaient porté atteinte à cette règle d'équité et de droit public ; par suite elle concluait à ce que la somme réclamée par l'administration étant compensée avec les sommes dont elle,

dame Tiberghien, était créancière, la contrainte dont s'agissait fût déclarée nulle et de nul effet ; subsidiairement elle concluait à ce que sa prétention fût admise reconventionnellement. L'administration chercha à établir que les prétentions de l'appelante n'étant pas reconnues ni liquides, et n'étant pas inhérentes ni affectées sur des choses qui appartenaient au domaine de l'Etat, elles devaient être mises au rang des stipulations personnellement contractées par le gouvernement français envers les habitants de la Belgique, à l'époque de la réunion, et que comme les traités qui avaient réglé le sort des obligations de cette nature ne les avaient pas fait tomber à charge de la Belgique, il s'ensuivait que la créance de la dame Tiberghien n'avait pu être réclamée du gouvernement des Pays-Bas, et pouvait encore moins l'être du gouvernement actuel de la Belgique, qui était mis à couvert par les stipulations formelles des traités des 18 et 24 articles. L'administration concluait de ces considérations que le jugement devait être maintenu.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'appelante ne méconnaît pas devant la Cour et n'a pas nié connu devant le premier juge, la dette réclamée par la contrainte, portant sur une somme perçue réellement par le sieur Tiberghien, son époux, qu'elle représente pour six annuités d'une rente de 45 fr. 51 centimes, appartenant au domaine national belge, mais qu'elle oppose à cette réclamation des contre-prétentions dérivant de ce que, ensuite de divers transferts de rentes lui consentis par le gouvernement français de l'an xi à 1815, il lui serait dû, en restitution des prix de ces transferts, une somme de 5,486 francs 10 centimes restante après déduction faite de ce qui est l'objet de la contrainte, plus les loyaux coûts et les intérêts de ce prix ; qu'elle tire de là, 1° un moyen de compensation, et 2° en tout cas une conclusion à ces restitutions par voie reconventionnelle, motivant ces prétentions sur ce que l'une de ces rentes de 79 francs 84 centimes n'existe pas, et sur ce que les prétendus débiteurs des dix-neuf rentes refusent de les reconnaître et payer, et que la régie ne lui a pas produit et ne lui produit pas encore des titres ; de sorte qu'elle est ainsi privée des objets que les transferts devaient lui garantir ;

Considérant que l'administration, ici intimée, a contesté et conteste encore, en pre-

mier ordre, la liquidité et l'exigibilité de ces contre-prétentions de l'appelante ;

Considérant, à cet égard, que cette liquidité et cette exigibilité, en effet, ne sont pas établies, par cela seul que l'appelante met en fait qu'il n'existe pas de rente de 79 fr. 84 centimes, ou qu'elle n'est pas en jouissance des dix-neuf autres par suite des circonstances prémentionnées, puisque tous ces faits et circonstances ne sont ni admis par l'administration, ni appuyés au procès de documents qui les prouvent ; que de plus il y a contestation sérieuse sur le principal élément que requiert l'article 1289 du Code civil, vu que la régie soutient n'être pas la débitrice directe de ces prétendues restitutions de prix ; de sorte que, vis à-vis de l'administration belge, *non eritum est an et a quo debeatur* ; qu'il est bien évident que, dans un tel état de choses, le moyen de compensation, proprement dit, n'est pas fondé ou admissible ;

Considérant qu'il reste donc à savoir si ces contre-prétentions de l'appelante peuvent être justement réclamées de l'administration belge, ainsi qu'on le fait, *mutuâ petitione*, par conclusions reconventionnelles ;

Attendu que si ces contre-prétentions existent, elles dérivent évidemment de contrats, puisque l'appelante les fonde sur l'obligation qu'avait assuré le gouvernement français par lesdits actes de transferts ; qu'elles sont donc, de leur nature, des créances personnelles ou des obligations légales conventionnelles ;

Attendu que dès lors elles sont nécessairement comprises sous les expressions finales de l'article 19 du traité du 30 mai 1814, *tant pour fournisseurs qu'à raison d'obligations légales*, lequel article met toutes les dettes dont il parle à la charge de la France ; que si, comme l'a déjà dit avec raison, dans une cause analogue, un arrêt de cette Cour du 28 février 1855 (*Jur. de B.*, 1855, p. 404), il pouvait y avoir le moindre doute, la combinaison des articles 19 et 21 de ce traité, avec les articles 22 et 30 et avec l'article 9 du traité du 20 novembre 1815, et les articles 1, 2 et 6 de la convention annexée à ce traité (voy. le n° 4), démontre assez clairement que les pays détachés de la France n'étaient tenus que des dettes qui ont un véritable rapport territorial, c'est-à-dire des dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur ces pays ou contractées pour leur administration intérieure, ainsi que des sommes dues pour travaux d'utilité publique, non encore terminés,

postérieurement au 31 décembre 1814, et que la France restait obligée à faire liquider les sommes versées dans ses caisses, à titre de cautionnement, de dépôt ou consignation, ou les sommes que son gouvernement se trouvait devoir, *en vertu de contrats ou d'autres engagements*, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales ;

Qu'on doit même reconnaître que les restitutions que réclame la dame Tiberghien ont dû être, par ces traités, comprises sous ces dernières expressions, par la simple application de l'équité naturelle, puisque si c'est le gouvernement français qui a perdu ou profité des prix de transferts ou de l'équivalent fourni pour l'acquisition desdites rentes, il était juste que la charge de restituer ces prix, s'il y échet, lui incombât, et ce d'autant plus que ces créances en restitution n'ont véritablement aucun rapport qu'on puisse envisager comme territorial et inhérent à la Belgique ;

Que vainement contre cette interprétation desdits traités, desquels, combinés avec l'article 16 de la convention du 20 novembre 1815, il résulte que les créances devaient être, dans le délai d'un an, présentées à la liquidation, l'appelante a plus spécialement objecté l'article 27 de celui du 30 mai 1814, puisque la lecture attentive de cet article fait assez comprendre que son objet est uniquement la garantie ou le principe général et politique de la stabilité des acquisitions domaniales faites à titre onéreux, *par des sujets français*, dans les pays détachés ; qu'ainsi cet article reste étranger, et ne peut servir d'argument pour la question dont il s'agit au procès ;

Attendu que ce n'est pas avec plus de fondement que l'appelante a invoqué la transaction du 25 avril 1818, l'arrêt du 26 juin, d'après lesquels les Pays-Bas ont été chargés des créances ou dettes qui, aux termes de l'article 19 précité, incombent à la France ; car, comme l'a fort bien dit le premier juge, les Pays-Bas n'ont ainsi assumé que les créances présentées utilement à la liquidation dans le délai prescrit ; qu'en fait celles que prétend l'appelante n'ont jamais été présentées à la liquidation, lorsque cependant rien ne démontrait que cette liquidation ait été empêchée, l'on doit au contraire tenir que les vérifications et devoirs, pour s'assurer de la prétendue inefficacité des transferts, étaient possibles en temps utile et dans le délai dont il s'agit, et ont dû dépendre de la vigilance de la partie intéressée, l'appelante ou son auteur Tiberghien ;

Qu'il suit de tout ce qui précède que les créances qui forment l'objet des conclusions reconventionnelles sont, si elles ont existé, restées étrangères au royaume des Pays-Bas; que conséquemment la Belgique, qui s'est constituée en Etat séparé, n'en saurait être débitrice;

Par ces motifs et ceux du premier juge, où le rapport de M. le conseiller Corbisier fait à l'audience du 31 juillet dernier, et où à cette même audience M. l'avocat général Delebecque en ses conclusions et de son avis, dit l'appel mal fondé et le met à néant, etc.

Du 7 août 1839. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

DOMAINE. — RECOURS. — INSTRUCTION.

Doit s'instruire par mémoires une demande d'arrérages, formée par le domaine, d'une rente provenant d'un cloître supprimé.

Peu importe que le défendeur prétende que la rente a été remboursée; ce moyen de défense ne peut changer le caractère de l'action ou la forme de la discussion (1).

ARRÊT.

Attendu que la loi du 22 frimaire an vi a établi un mode de procéder spécial en matière d'enregistrement;

Attendu que ce mode a été rendu commun par la loi du 27 ventôse an ix aux affaires concernant les perceptions des domaines;

Attendu que l'administration des domaines, par la contrainte décernée contre les intimés, a réclamé à leur charge une somme de 680 florins des Pays Bas pour les arrérages de 1796 à 1829 d'une rente annuelle de 20 florins due originairement au cloître de Saint-Nicolas à Aerschot;

Attendu que les intimés ont fondé l'opposition qu'ils ont formée à cette instance sur ce que la rente a été remboursée en 1796;

Attendu que ce moyen n'apporte aucun changement à la demande, telle qu'elle est libellée dans la contrainte et qui a pour objet le recouvrement d'une somme ré-

clamée par le domaine; qu'une instance suivie dans le but d'arriver à cette perception rente incontestablement dans les termes de la législation spéciale, établie par l'article 17 précité; qu'il suit de ce qui précède que le tribunal de Louvain a infligé grief à l'administration en déclarant qu'il n'y a pas lieu de statuer *in modo et forma* sur les conclusions par elle prises;

Par ces motifs, la Cour, où le conseiller Lauwers, dans son rapport en audience publique, M. l'avocat général entendu dans son avis conforme, met le jugement dont appel à néant; émendant et faisant ce que le premier juge eût dû faire, déclare que l'affaire sera instruite par mémoire.

Du 7 août 1839. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

TESTAMENT. — LEGS UNIVERSEL. — INTER- PRÉTATION.

Lorsque la testatrice institue pour héritiers universels sa sœur et les deux enfants de son frère par égale portion à charge de payer ses dettes, les mots par égale portion s'appliquent-ils aux trois institués en ce sens que la succession doit être divisée entre les trois légataires (2)? — Rés. aff.

La dame Presin, douairière Delossy de Warmée, après avoir fait plusieurs legs pieux et deux legs par préciput, l'un à sa sœur Amélie, épouse du sieur Deliom, et l'autre à Charles Presin, son neveu, disposait en ces termes: « Après le tout payé je laisse ma succession entière tant meubles » qu'immubles à ma sœur Amélie et aux » enfants de mon frère Gaspard Presin par » égale portion à charge de payer mes » dettes. » — Le testament entier était écrit sans virgule ni ponctuation. Après le décès de la douairière Delossy, il s'est agi de savoir si sa succession devait se partager *par moitié* entre la sœur de la testatrice et les deux enfants de son frère, ou bien si c'était un partage par tiers entre les trois légataires universels, qui devait être admis.

Par jugement du 19 décembre 1838, le tribunal de Tournai avait interprété le testament dans le sens d'un partage par moitié, et avait jugé que les mots *par égale portion* ne s'appliquaient qu'aux enfants du

(1) Voy. Brux., 17 fév. 1841 (*Pasic.*, p. 345, et *J. de B.*, 1841, 514).

(2) Voy. Brux., 16 avril 1838.

frère de la défunte, Charles et Eulalie Presin. — Les motifs de ce jugement étaient :

« Vu le testament dont il s'agit et spécialement l'institution suivante : « Après le tout payé je laisse ma succession entière tant meubles qu'immeubles à ma sœur Amélie et aux enfants de mon frère Gaspard Presin par égale portion à charge de payer mes dettes, » ce testament fait en la forme olographe, à Tournai, le 20 mai 1835 ;

« Attendu que le procès dépend de la question de savoir si les mots *par égale portion* de cette institution se réfèrent uniquement aux enfants du frère Gaspard ou affectent également la sœur Amélie ;

« Attendu que si cette section de la *prière* qui renferme l'institution, et aux enfants de mon frère Gaspard *par égale portion*, était précédée et suivie d'une virgule, il serait certain que les mots, *par égale portion*, affecteraient exclusivement les enfants du frère décédé de la testatrice ;

« Attendu que la circonstance que la testatrice a négligé la ponctuation et spécialement les virgules dans toutes les phrases de son testament oblige d'admettre au moins la supposition qu'elle a pu faire la même omission dans la phrase qui exprime ladite institution ;

« Attendu que cette possibilité, au moins vraisemblable, rend double le sens de l'institution qui présente une signification différente, selon qu'on place ou non les virgules aux endroits qui en sont susceptibles ;

« Attendu dès lors qu'il y a doute, et que dans ce doute il faut rechercher la volonté de la testatrice dans toutes les particularités et les autres locutions du testament qui rendent certain, ou au moins vraisemblable, que c'est l'un des deux sens plutôt que l'autre que la testatrice a voulu ;

« Attendu que l'institution est conçue en ce sens, qu'après les legs particuliers et les préciputs faits, la testatrice laisse sa succession à sa sœur et aux enfants de son frère qui était décédé ;

« Attendu que ces mots, *je laisse*, expriment que la testatrice ne donne pas, mais laisse suivre à sa succession, quant à ladite institution, son cours ordinaire, d'après lequel sa sœur Amélie prend moitié et les enfants du frère décédé l'autre moitié divisible entre eux *par égale portion* ;

« Attendu en outre que la testatrice, avant de s'expliquer sur sa succession proprement dite, a fait un préciput à sa sœur Amélie, et même le plus considérable des deux préciputs qu'il renferme, composé

non-seulement d'articles venant du côté du mari de la testatrice, mais aussi d'articles venant du côté de celle-ci ;

« Attendu que tout préciput de sa nature exprime une addition faite à la part ordinaire du légataire ; qu'on conçoit l'utilité d'un préciput quand la disposante voulait donner à sa sœur plus que cette part qui, dans l'espèce, était de moitié, mais que le besoin d'un préciput ne se conçoit pas, quand au lieu de laisser moitié la testatrice aurait voulu réduire sa sœur au tiers ;

« Attendu que, d'après les calculs mêmes des défendeurs, la sœur de la testatrice aurait moins que moitié, elle qui a quatre enfants, tandis que les enfants de son frère, qui ne sont que deux, auraient ensemble dans leur sens plus que moitié de toute la succession ;

« Attendu que ce résultat est une contradiction avec le préciput fait à la sœur, et surtout avec la volonté manifeste de préférence énoncée par l'importance de ce préciput ;

« Attendu que le choix fait par la testatrice du mari de sa sœur, pour son exécuteur testamentaire, serait encore en contradiction avec un avantage inférieur à la portion légale ;

« Attendu que tout indique donc que les mots, *par égale portion*, dans la volonté de la testatrice, ne se réfèrent qu'aux enfants de son frère et n'atteignent point sa sœur ;

« Attendu qu'il importerait peu que le neveu de la disposante fût le seul rejeton mâle de sa famille qui pût en porter le nom ; que les femmes qui perdent le leur en se mariant tiennent moins à le perpétuer ; que d'ailleurs elle a fait un préciput au neveu qu'elle n'a point fait à la nièce ;

« Attendu que le droit moderne en l'article 1043 a modifié le droit romain, et que le purisme et les formules rigoureuses des Romains ne sont point passés dans la législation moderne, moins formaliste et plus large sur l'intention présumée dans les actes ;

« Attendu enfin qu'il est indifférent que la testatrice n'ait pas eu besoin de disposer de sa succession, quant à ladite institution, si elle n'a voulu que suivre le droit commun ; que ce qui abonde ne vicie pas ; que bien que se référant à la loi elle a pu aimer de le dire pour que son testament renfermât l'ensemble de ses volontés ; qu'au surplus ce testament renferme plusieurs dispositions qui sont de droit, telles que la charge de payer les dettes, imposée par la testatrice à ses héritiers par la disposition finale de

ladite institution, et le pouvoir de changer et de modifier son testament, qui la suit immédiatement;

« Par ces motifs, le tribunal dit pour droit que les mots, *par égale portion*, de la pré-dite institution se bornent aux enfants du frère de la testatrice, et sont sans application à sa sœur Amélie. »

Sur appel, ce jugement fut infirmé.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'une clause du testament olographe de la dame Delossy de Warmé, en date du 20 mai 1835, porte : « Après le tout payé je laisse ma succession « entière tant meubles qu'immeubles à ma « sœur Amélie et aux enfants de mon frère « Gaspard Presin par portion égale à charge « de payer mes dettes; »

Attendu que la contestation qui divise les parties est relative à la portée des mots *par égale portion*, c'est-à-dire s'ils doivent s'appliquer seulement aux enfants de Gaspard Presin ou en même temps à chacun de ceux-ci et à la sœur de la testatrice appelée avec eux au partage du restant de la succession;

Attendu que si on prend la disposition en se tenant au sens naturel et grammatical des mots dont s'est servi la testatrice, on y voit clairement énoncée 1^o l'institution de sa sœur et des enfants de son frère Gaspard, et 2^o le mode de partage entre ces institués; que ces mots, *par égale portion*, placés immédiatement après l'indication des personnes appelées au partage, entraînent nécessairement l'idée d'un mode de division générale et égale entre toutes, et exclut toute restriction à deux d'entre elles.

Attendu que si généralement les institués conjointement ne sont comptés, quant aux institués séparément, que pour une personne, cette règle cesse de trouver son application du moment où, par une adjonction quelconque à la disposition, il conste de la volonté d'ordonner un partage égal et par tête;

Attendu que le doute qu'on élève dans l'espèce ne naît pas de l'ambiguïté des termes de la disposition, mais des suppositions auxquelles on se livre pour rechercher une prétendue intention de la testatrice contraire au sens clair et précis de sa disposition écrite, et ce malgré la prohibition de la règle *ubi nulla est verborum ambiguitas non est admittenda voluntatis questio*;

Attendu que l'admission de ces suppositions et de ces conséquences tirées elles-mêmes de faits susceptibles de doute serait d'autant plus dangereuse dans l'espèce, qu'elles peuvent être balancées par des considérations contraires d'une force égale;

Attendu en effet que le doute qu'on veut faire résulter d'une absence de ponctuation qui se fait remarquer dans tout le testament n'a rien de fondé, puisque s'il était vrai que la ponctuation aurait pu restreindre les mots *par égale portion*, de manière à ne les rendre applicables qu'aux appelants, il faudrait nécessairement admettre que ce devrait être le résultat du rétablissement d'une ponctuation conforme aux règles ordinaires qu'on supposerait oubliée ou négligée, et non pas d'une ponctuation arbitraire qui, contraire aux règles, n'aurait pour base qu'une volonté supposée;

Attendu que les mots, *je laisse*, invoqués par les intimés, n'ont aucune force pour combattre le sens naturel des mots employés par la testatrice, puisqu'il est avéré que, dans les dispositions de dernière volonté, les mots, *je laisse*, *je lègue*, *je donne*, sont employés indistinctement et comme synonymes;

Attendu que tout préciput de sa nature n'exprime pas une addition à la part ordinaire ou légale du donataire ou du légataire; qu'il peut avoir pour but d'assurer des objets ou des biens déterminés à tels de ses héritiers à qui ils convenaient spécialement, et à qui ils auraient pu ne pas échoir dans le partage à faire d'après le mode que le testateur voulait établir; qu'ainsi ces préciputs peuvent fort bien se concilier avec un résultat inférieur à la part égale;

Attendu que la désignation du mari de sa sœur pour exécuteur testamentaire est le résultat de la confiance que la testatrice a pu croire devoir accorder plutôt à l'oncle qu'au neveu, fût-ce même en raison de son expérience plus grande que devait lui avoir acquise une plus longue carrière, et qu'il serait injurieux pour la personne choisie de supposer qu'on ne l'aurait désignée qu'en considération de ce qu'on lui attribuait au delà de la part légale;

Attendu que l'intention de la testatrice d'attribuer à sa sœur et à ses neveu et nièce des parts égales pourrait encore, s'il était besoin de venir au secours des termes employés dans la disposition, se justifier par la considération qu'en combinant la valeur des préciputs avec le résultat du partage par tiers, on s'éloigne moins de ce

que chacun des intéressés aurait reçu *ab intestat* ;

Attendu qu'en admettant l'interprétation restrictive donnée par les intimés aux mots *par égale portion*, la clause du testament relative au mode de partage n'a aucune valeur, puisque la loi le prescrivait, tandis qu'entendue dans son sens naturel cette clause a un sens bien précis, est utile, et complète le mode de partage d'une succession pour laquelle la testatrice a voulu elle-même tracer les règles ;

Attendu enfin que, si des incertitudes naissent des considérations proposées par les parties, ce doit être un motif plus puissant encore pour le juge de ne pas s'écarter des termes de la disposition ;

Par ces motifs, met le jugement dont appel à néant ; émendant, dit pour droit que la succession de M. Presin, veuve Delossy de Waruée, sera, deduction faite des legs, partagée par tiers entre Amélie Presin, intimée, Charles Presin et Eulalie Presin, etc.

Du 8 août 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

1^o EXPERTISE AMIABLE. — FORMALITÉS.
— SÉRIÉ. — 2^o VENTE. — L'AI. —
DÉTERMINATION.

1^o Une expertise amiable est-elle soumise aux formalités requises pour celles faites par l'autorité du juge (?) (Code de proc., art. 315.) — Rés. nég.

Ainsi, à défaut de stipulation à cet égard, pourrait-elle être déclarée nulle, pour n'avoir pas été faite en présence des parties ou elles dûment appelées ? — Rés. nég.

2^o Les parties peuvent-elles, dans un acte de vente d'immeuble, s'en rapporter à l'arbitrage d'un tiers pour la fixation du prix, et la vente est-elle parfaite du moment que le tiers a satisfait à son mandat (?) (Code civil, art. 1592.) — Rés. aff.

Le sieur de Robiano avait acheté du sieur D'benin un terrain situé à Bruxelles, et bâti en partie, pour le prix d'un franc 65 centimes le pied, et quant aux bâtisses occultes ou apparentes, il était convenu que l'acquéreur en payerait le prix à fixer

par quatre experts, dont chacun des contractants en nommerait deux. — Le bâtiment à expertiser avait été destiné à une fabrique de tabac ; mais, d'après la convention des parties, il devait s'évaluer « comme » ne devant plus servir à une fabrique de « tabac, maisseulement d'après son état et sa « situation actuels et comme simple construction. » L'expertise eut lieu, et la valeur fut fixée à 61,610 fr. — Par suite, le sieur de Robiano fut invité à venir signer l'acte authentique de la vente chez le notaire par lui désigné ; mais il ne s'y rendit pas, et écrivit au sieur D'benin pour obtenir un délai, n'ayant pas, disait-il, les fonds nécessaires pour payer les frais de l'acte. D'benin fit citer son acquéreur devant le tribunal de Bruxelles, pour s'y voir condamner à signer l'acte authentique endéans les vingt-quatre heures de la vente prérapée, sinon voir dire que le jugement à intervenir en tiendrait lieu. Il concluait aussi au paiement de la somme de 195,575 francs 66 centimes, prix de la vente du terrain.

Cette conclusion était fondée sur ce que les parties étaient d'accord, quant à la chose et le prix, et sur ce qu'elles avaient pu s'en rapporter à des tiers qualifiés d'experts ou d'arbitres, pour décider quelle était la valeur du bien vendu (article 1592 du Code civil ; Dalloz, t. 28, p. 74, n^o 44 et 75 ; Toulouse, 25 février 1820) ; sur ce que chacune des parties avait fait librement le choix de deux experts, ses mandataires, par acte reconnu, et que les quatre experts ainsi désignés avaient été entièrement d'accord sur le prix de 61,610 francs pour les bâtiments ; que d'ailleurs cette expertise avait été approuvée par le défendeur. — Pour ce dernier on prit la conclusion suivante :

Attendu qu'il n'y a pas lieu de passer l'acte de vente dont s'agit, tant que les parties ne sont pas d'accord sur le prix ou tant que le prix n'a pas été réglé en justice ; attendu que le prix, fût-il même fixé, il n'y aurait pas encore lieu d'en ordonner le paiement, puisqu'il ne peut être exigé qu'après l'accomplissement, par le demandeur, de toutes les formalités requises pour la purge des hypothèques, et seulement sur le vu d'un certificat que la propriété vendue est quitte et libre ; mais attendu que le défendeur n'admet pas le prix des bâtiments porté par le demandeur à 61,610 francs, d'après une prétendue expertise à

(¹) Voy. Brux., 15 octobre 1834.

(²) Voy. Zacharie, § 540, n^o 17.

laquelle il est ajouté arbitrairement une somme de 1,187 francs 30 centimes, pour maçonnerie d'égouts; attendu que l'expertise invoquée est nulle; qu'en effet elle a eu lieu sans prestation de serment des experts, tandis que cette formalité est substantielle, et sans l'intervention du défendeur, qui n'a pas été mis à même de faire, lors de ladite expertise, les dires et réquisitions nécessaires; que d'ailleurs les experts ont excédé les bornes de leur mandat en évaluant d'autres constructions que les bâtiments à expertiser, et en faisant leurs évaluations contrairement à l'intention des deux parties, et au delà de la valeur des bâtiments à considérer dans leur état et situation actuels, et comme simples constructions, en d'autres termes, comme matériaux, et qu'enfin ils n'ont pas fait un rapport circonstancié de leur expertise; le défendeur conclut à ce que le demandeur fût déclaré non recevable ni fondé dans sa demande; subsidiairement, il réclamait une expertise légale des bâtiments. — Jugement du 9 août 1839, ainsi conçu :

« Attendu que les formalités du Code de procédure ne peuvent s'appliquer qu'aux expertises faites par l'autorité du juge;

« Attendu que dans les expertises amiables, les parties, dont le choix est libre et spontané, sont censées s'en rapporter à l'*arbitrium boni viri*; quo si elles avaient voulu faire dépendre leur foi, dans l'expertise à faire, du serment, elles auraient dû en faire une condition, et notamment désigner l'autorité ou la personne qui aurait été chargée de le recevoir;

« Attendu que les conventions font la loi des parties, et que partant le défendeur n'est pas fondé à contester la force obligatoire du procès-verbal d'expertise, à moins qu'il n'établisse que les experts auraient excédé leur mandat;

« Attendu, en ce qui concerne ce point, qu'il résulte d'une lettre du mandataire avoué du défendeur, en date du 5 février 1839, enregistrée..., que les bâtiments et constructions occultes ou apparentes, qui se trouvent sur le terrain vendu, devaient être payés au prix qu'ils seraient estimés valoir dans leur état actuel par quatre experts à désigner par les parties; qu'ainsi les experts, en faisant leur évaluation dans ce sens et non comme de simples matériaux, ont répondu expressément à leur mandat, comme cela résulte du reste de leur acte de nomination;

« Attendu que les constructions occultes, et partant les égouts, devaient faire partie

de l'expertise comme elles font partie intégrante de la maison;

« Attendu que le défendeur n'a articulé aucun fait propre à justifier que les experts auraient évalué des constructions qui n'auraient pas dû être comprises dans leur estimation; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ce soutènement;

« Attendu que partant il n'y a pas lieu à ordonner la nouvelle expertise demandée;

« Attendu que, d'après ce qui précède, le prix de vente est devenu certain entre parties, et que par suite le défendeur est tenu à passer, en due forme, l'acte de vente dont s'agit au procès;

« Attendu, quant à la conclusion en une provision, que, d'après les conventions avenues entre parties, et résultant de la lettre susdite du 5 février 1839, le prix ne devait être payé qu'après que les formalités de transcription et de purge d'hypothèque légales, judiciaires ou conventionnelles, auraient été complètement accomplies; qu'ainsi cette demande est prématurée.

« Quant à l'intervention, le tribunal la reçoit, et attendu que le demandeur a déclaré n'avoir rien à y opposer, que le défendeur n'a rien dit pour la contester, soit dans la forme, soit au fond;

« Par ces motifs, le tribunal, sans s'arrêter à la demande d'une expertise nouvelle, dit que le défendeur aura à signer dans les huit jours de la signification du présent jugement la vente qui lui a été faite par convention du 5 février 1839, reprise dans la lettre prérappelée, aux conditions y stipulées et celles avenues entre parties le 9 mars 1839, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la prestation du serment des experts, adoptant les motifs du premier juge :

Attendu que les parties, en donnant aux experts le mandat d'estimer et d'évaluer les bâtiments qui se trouvent sur le terrain dont s'agit, s'en sont rapportés à eux sans exiger que leurs opérations se fissent en leur présence ou elles dûment appelées;

Attendu que le rapport des experts constate qu'ils ont fait l'évaluation des bâtiments dans leur état actuel, ce qui répond aux termes de leur mandat d'en faire l'estimation comme simples constructions;

Attendu que le rapport des experts contient la déclaration de la somme à laquelle s'élève l'expertise, et qu'il répond, sous les autres rapports, aux conditions qui

leur avaient été imposées par les parties; Attendu que les experts ayant fait leur expertise dans les termes de leur mandat, les bâtiments doivent demeurer acquis au prix par eux fixé;

Attendu que l'appelant n'établit pas qu'ils auraient dépassé les bornes de ce mandat, et ne produit rien qui rende vraisemblable le fait par lui allégué, que l'estimation serait exorbitante et unique; que par conséquent, cette dernière circonstance, pût-elle autoriser à faire revenir sur l'expertise, il n'y a pas lieu d'en ordonner une nouvelle;

Attendu que postérieurement à cette expertise l'appelant a demandé un délai d'un mois pour voir par lui-même à se mettre en mesure pour les premiers frais à faire pour son acquisition, un ami qui lui avait promis une somme assez forte lui ayant manqué de parole au dernier moment; qu'il résulte que l'appelant avait même agréé l'expertise, puisque, sans élever aucune observation contre elle, il se bornait à demander un délai pour faire les actes qui en étaient la conséquence;

Attendu que, indépendamment des égouts qui ont pu se trouver dans le fonds vendu, et dont la valeur se trouve dans l'expertise, il existe entre parties une convention spéciale relativement aux frais de construction de l'égout de la ville; que l'intimé a subrogé l'appelant à tous ses droits, moyennant le prix qu'il justifierait avoir payé pour sa quote-part, et qui ne dépasserait pas 1,058 francs 20 centimes (500 florins des Pays-Bas);

Attendu que, nonobstant cette convention, l'intimé a réclamé de ce chef, et comme devant faire partie du prix de vente, la somme de 1,187 francs 50 centimes, et ainsi au delà de ce qui lui était dû; qu'il y a lieu à réduction de ce chef;

Attendu que les faits articulés par l'appelant sont sans pertinence en présence des faits constants au procès.

Sur l'appel incident :

Attendu qu'il ne conste pas de la mise en possession de l'appelant au principal;

Attendu que rien n'établit que les devoirs de purge auraient pu être terminés au 8 juillet;

Attendu que les dommages-intérêts ne doivent être alloués que pour réparation du dommage, qui est une conséquence directe de l'inexécution du contrat; qu'il n'est pas prouvé qu'il en aurait existé jusqu'ores;

Par ces motifs, et adoptant aucuns de ceux du premier juge, statuant sur l'appel

incident, le met à néant; statuant sur l'appel principal, sans s'arrêter aux faits posés, infirme le jugement, seulement quant à la somme de 1,187 francs 50 centimes portée pour prix de l'égout; émendant, quant à ce, dit que ce prix sera réduit à celui indiqué dans les quittances de la ville, sans pouvoir excéder 500 florins; dit que le prix de vente à porter dans l'acte sera réduit en conséquence, ordonne que, pour le surplus, le jugement sortira ses effets, etc.

Du 9 août 1859. — Cour de Bruxelles.

1^o ARBITRAGE. — SOCIÉTÉ. — ACTIONS. — OFFICE DES ARBITRES. — 2^o GAGE. — MATIÈRE COMMERCIALE.

1^o La demande tendante à obtenir une ou plusieurs actions d'une société est de la compétence des arbitres.

Les arbitres doivent suppléer les moyens de droit omis par les parties.

2^o Les règles tracées par les articles 2074 et suiv. du Code civil sont applicables aux nantissements commerciaux (1). (Code civil, art. 2074.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 51 du Code de commerce, toute contestation entre associés et pour raison de la société doit être jugée par des arbitres;

Attendu que les actions d'une société représentent son fonds social, que par conséquent la demande formée pour obtenir une ou plusieurs de ces actions a réellement pour objet une partie plus ou moins forte de l'avoir social;

Attendu que les syndics de la faillite A. E. Dehaes, en formant cette demande contre l'administration de la société appelante, ont agi comme représentant la faillite ou ses créanciers qui n'exerçaient eux-mêmes que les droits du failli, d'où suit que la contestation mue entre parties l'était entre associés et pour raison de la société; que par conséquent elle a nécessairement dû être portée devant arbitres dont la juridiction était forcée;

(1) Voy. Duranton, n^o 533; Pardessus, n^o 1263; Troplong, *Hyp.*, n^o 176; Douai, 29 mars 1845 (*Pasic.*, 1845, 2, 541).

Attendu que l'arbitrage étant forcé, non-seulement les parties pouvaient proposer trois moyens devant les arbitres, mais ceux-ci devaient même suppléer d'office les moyens de droit qui auraient pu être omis ;

Attendu encore que les moyens proposés par les appelants devant la Cour ne sont qu'une défense à l'action intentée contre eux, que par conséquent ils sont recevables sous tous les rapports.

Sur le privilège que prétend la société et qu'elle veut faire résulter du droit de gage sur les 75 actions dont s'agit :

Attendu que le nantissement ayant pour objet d'attribuer à un créancier le droit de se faire payer de préférence à d'autres sur la valeur de l'objet qui lui est remis, a par cela seul pour effet direct de diminuer le gage commun au profit d'un seul ; que dès lors ce contrat méritait toute l'attention du législateur pour empêcher les fraudes dont il pourrait devenir l'occasion s'il n'était pas constaté d'une manière certaine et suivi de la remise de l'objet en la possession du créancier ou d'un tiers convenu ;

Attendu que ces considérations ont dicté les dispositions du Code civil au titre du *Nantissement*, dont l'art. 2074 exige, pour qu'il puisse y avoir lieu au privilège résultant du gage, un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due et les indications nécessaires pour pouvoir en tout temps reconnaître la chose donnée en gage ;

Attendu que ces précautions prises par la loi pour les matières civiles devaient par des motifs plus puissants encore trouver leur application en matière de commerce, puisque ce contrat s'y rencontrait plus souvent et que c'était surtout lors des faillites que les créanciers plus favorisés ou plus adroits cherchaient, sous l'apparence du gage, à s'approprier le plus clair de l'actif de leurs débiteurs ;

Attendu que si on recourt aux discussions législatives concernant le gage, on voit d'abord que la première rédaction de l'article 2084 fut changée par le tribunal et que l'exception d'abord restreinte aux maisons de prêt sur gage autorisées, fut étendue aux matières de commerce dans l'intention de rappeler non-seulement les règlements mais encore les lois qui concernent les unes et les autres (Observ. de la section de lég. au trib., 3 mars 1804) ;

Que dans la séance du 16 mars 1804, le tribunal, en écartant les dispositions du Code civil des matières commerciales, ne le fit pas parce qu'on voulait affranchir le gage

de toute formalité, l'abandonner à l'arbitraire des parties, mais parce que ces matières, liées à des vues supérieures de politique et d'administration, devaient se régir par des règles qui leur étaient propres ; qu'il résulte donc de l'article 2084 non un affranchissement de toutes règles, mais un renvoi aux règles spéciales qui régissaient le commerce ;

Attendu qu'à l'époque de la publication de la partie du Code civil relative au nantissement, les dispositions de l'ordonnance de commerce de 1673 étaient en vigueur et que les articles 8 et 9 du titre VI, plus sévères que la législation civile moderne, exigeaient, pour la validité du gage, un acte par-devant notaire dont il aurait été retenu minute, contenant la somme prêtée et les gages délivrés ou mention de la facture dans laquelle seraient énoncés les objets remis ;

Attendu que si le nouveau Code de commerce n'a pas traité, dans un titre spécial, du gage et de sa forme relativement à toutes personnes, il résulte suffisamment de l'ensemble de ses dispositions que les principes du Code civil sur cette matière ont été reconnus applicables aux gages en matière de commerce et qu'ainsi se sont trouvés abrogées et les dispositions de l'ordonnance de 1673 et la restriction apportée par l'article 2084 du Code civil ;

Attendu en effet que l'article 535 du Code de commerce veut qu'en cas de faillite les créanciers *valablement* nantis par des gages ne soient inscrits dans la masse que pour mémoire, que par conséquent il exige certaines formalités pour la validité du gage ;

Attendu que ces formalités ne peuvent être autres que celles tracées par le Code civil qui forme le droit commun, car le législateur, après avoir, par l'article 93 du Code de comm. accordé dans deux cas spéciaux au commissionnaire un privilège sur les marchandises lui expédiées d'une autre ville pour être vendues pour compte d'un commerçant, faveur que réclamait le commerce dans le cas d'éloignement du propriétaire de la marchandise, statue par l'art. 95 sur le commissionnaire demeurant dans la même ville et qui a fait des avances sur la marchandise et là ne lui accorde de privilège que pour autant qu'il se soit conformé aux dispositions du Code civil, liv. III, titre XVII, c'est-à-dire au droit commun ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le Code de commerce a indiqué dans son article 95 la règle générale et l'exception dans son article 93 ;

Attendu que les appelants ne présentent

aucun acte soit authentique, soit sous seing privé ayant date certaine et contenant ce que prescrit l'article 2074 du Code civil pour justifier son droit de gage et par suite de privilège sur les 75 actions réclamées par les syndics; que par conséquent ils sont non fondés de ce chef;

Attendu qu'il est constant au procès que les 75 actions au nom du failli Debaes lui ont été délivrées;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de l'acte de constitution de la société des rentes nationales et étrangères passé devant le notaire Annez, le 19 mars 1835, enregistré, la moitié du prix de l'action était payable au 31 mars, et l'autre moitié au 15 avril suivant;

Attendu qu'il est en aveu que les registres de la société portent la mention des versements faits par Debaes; qu'il résulte de ce qui précède que ces actions étaient la propriété du failli Debaes;

Attendu que jusqu'ici il ne conste pas que la société des rentes nationales et étrangères se serait rendu propre l'opération, faite par suite de l'avis du 8 avril 1835;

Par ces motifs, M. l'avoc. gén. de Bayay entendu en son avis, avant de faire droit, ordonne aux appelants de justifier que l'opération faite par l'administration de la société des rentes nationales et étrangères, par suite de l'avis du 8 avril 1835, est propre à cette société, leur ordonne de produire à cette fin les livres et comptes de cette société pour, ces devoirs faits et parties entendues sur ce point seulement, être statué comme en justice appartiendra.

Du 10 août 1839. — Cour de Bruxelles.

DOMAINE. — POURSUITE. — INSTRUCTION.

Lorsque le ministre des finances, à la poursuite et diligence de l'administration de l'enregistrement, réclame en justice une somme qu'il prétend avoir été prêtée au défendeur par le trésor, tandis que celui-ci soutient qu'elle ne lui a pas été remise à charge de restitution, mais pour être imputée sur une créance avouée et comme un commencement d'indemnité du chef d'un dommage considérable qu'un acte d'autorité du gouvernement lui a arbitrairement infligé, y a-t-il lieu de suivre la procédure spéciale pour mémoires et sans le ministère d'avoué admise pour

les litiges relatifs aux perceptions confies à la régie de l'enregistrement? — Rés. nég.

En supposant que la somme dont il s'agit eût été réellement un prêt exigible dès l'époque de la contrainte, faudrait-il, en tout cas, pour admettre ce mode d'instruction, que la régie établit que la perception de cette somme lui a été confiée par une loi ou par un arrêté légalement obligatoire? — Rés. aff.

On trouvera dans ce recueil, an 1835, page 149, les faits de cette affaire. Sur le pourvoi de la régie contre le jugement intervenu, la Cour de cassation, par arrêt du 27 octobre 1835, estimant que le jugement attaqué était susceptible d'appel et pouvait être réformé par cette voie, déclara le pourvoi non recevable. — Alors, et par exploits des 6 et 10 février, la régie interjeta appel du jugement du tribunal de Charleroi. — Dans son mémoire en date du 15 juin 1836, elle a soutenu, quant à la forme, que la loi du 27 ventôse an ix, dans son article 17, prescrit formellement que les instances à suivre pour la régie de l'enregistrement et des domaines, pour toutes les perceptions qui leur sont confiées, aient lieu d'après le mode déterminé par la loi du 22 frimaire an vii, c'est-à-dire par mémoires respectivement signifiés sans plaidoirie et sans le ministère d'avoué: elle a invoqué divers arrêts à l'appui de son système. Au fond, elle a dit que la somme qu'elle réclamait avait été fournie à titre d'avance ou de prêt, pour sûreté de laquelle une garantie en bateaux construits, en matériaux et approvisionnements, avait été offerte et acceptée; ce qui excluait positivement l'idée d'un payement anticipé ou d'une imputation sur une dette reconnue.

Les intimés, de leur côté, ont fait signifier, le 2 novembre 1838, un mémoire dans lequel ils faisaient observer qu'en supposant gratuitement, ce qui n'était pas, qu'il s'agit d'un prêt, l'administration, appelante, n'invoquait aucune loi qui l'investit du droit de poursuivre le recouvrement des prêts faits par le ministre de l'intérieur; que la loi du 27 ventôse an ix, dans son article 17, n'avait eu en vue que les perceptions que la loi avait confiées ou confierait à l'administration de l'enregistrement. — Au fond, ils ont cherché à établir par des faits et par des documents que la somme réclamée dans la contrainte ne leur avait pas été comptée à titre d'avance ou de prêt, mais seulement

comme à-compte sur la somme qui leur était due par le gouvernement pour la réparation d'un dommage qu'il leur avait occasionné par son arrêté du 22 octobre 1850, en réduisant le péage des bateaux naviguant sur la Sambre, en violation de l'article 20 du cahier des charges de la canalisation.

Par un nouveau mémoire, l'administration a fait remarquer, quant à la forme, qu'un arrêté du 30 juin 1835, n° 96, avait chargé les receveurs des domaines d'opérer le recouvrement des sommes dues au fonds de l'industrie; que l'arrêté-loi du 7 novembre 1850 avait placé l'administration des domaines dans les attributions du ministre des finances, et qu'enfin l'arrêté du 18 février 1851 avait chargé le ministre de l'intérieur et des finances, de leur exécution.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il s'agissait *in limine litis* et qu'il s'agit encore dans la cause de la réclamation formée par le ministre des finances, poursuite et diligence de la régie de l'enregistrement et des domaines, à la charge des intimés, d'une somme de 12,698 francs 40 centimes ou 6,000 florins, que ledit ministre soutient avoir été prêtée par le trésor à ces derniers, et que ceux-ci au contraire prétendent ne leur avoir pas été remise pour être restituée, mais pour être imputée sur une créance avouée, et comme un commencement d'indemnité pour le dommage considérable qu'un acte d'autorité du gouvernement leur avait arbitrairement infligé;

Attendu que s'agissant ainsi, d'une part, de l'interprétation et de l'exécution d'un contrat passé entre le gouvernement et des particuliers, d'une autre de l'appréciation de faits qui, ayant lésé les droits de ceux-ci, auraient donné lieu à des indemnités, et enfin de la décision du point de savoir si la somme fournie par le gouvernement aux intimés l'a été comme prêt ou bien comme paiement, un tel litige sort évidemment de la catégorie des instances que la régie de l'enregistrement et des domaines peut avoir à suivre pour les perceptions qui lui sont confiées, instances auxquelles l'article 17 de la loi du 27 ventôse an ix limite la pro-

cédure spéciale par mémoires et sans le ministère d'avoués;

Attendu d'ailleurs que la régie de l'enregistrement et des domaines n'a pas établi, qu'en supposant que la somme de 12,698 fr. 40 cent. eût été réellement ou prêt exigible dès l'époque de sa contrainte, la perception de cette somme lui a été confiée par une loi ou par un arrêté légalement obligatoire;

Attendu que le Code de procédure contient la règle générale, obligatoire pour tous, dans tous les cas non spécialement exceptés par des lois particulières, et qu'il est de principe que les exceptions doivent être renfermées soigneusement dans leurs limites;

Par ces motifs, entendu en audience publique M. le conseiller Kaiman, en son rapport, et M. l'avocat général d'Anethan en son avis conforme, met l'appel à néant.

Du 12 août 1839. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

1^o FONDS PUBLICS. — MARCHÉ À TERME. — LÉGALITÉ. — DÉPÔT PRÉALABLE. — ARRÊTS DU CONSEIL. — AÉROGATION. — 2^o AGENT DE CHANGE. — ACTION. — AVANCES DE FONDS. — RENTES DÉLAISSÉES. — VENTE. — GESTION D'AFFAIRES.

1^o Les marchés à terme de fonds publics contractés sérieusement sont licites, et pour être valables ils ne sont assujettis à aucun défaut préalable, soit à la convention, soit à l'exécution (*). (Code civil, articles 1582, 1610; Code pénal, art. 429.)

Les arrêts du conseil de 1785, 1786 et 1787, qui exigent le dépôt des effets publics et réputent, par une présomption juris et de jure, jeux de bourse ou paris, les marchés à terme des effets, à défaut de dépôt, doivent être considérés comme abrogés en ce point.

Ces arrêts n'ont jamais été obligatoires en Belgique (*).

La réalité des marchés à terme peut se justifier notamment par la preuve que les opérations ont été ordonnées par le ven-

(*) Voy. dans ce sens Mollot, *des Bourses de commerce*, n° 281 et suiv.; Vincens, *Tr. de législation commerciale*, liv. VI, ch. 5, n° 7 et 8; Dalloz, *vo Effets publics*, n° 18; Horson, *Quest.*, n° 42; Merlin, *Quest.*, *vo Effets publics*; Paris, 22 et 29 mars 1832; Brux., 30 mars 1826. Voy.

contré, Fremery, *Études de droit comm.*, ch. 45, p. 325, une dissertation dans Sirey, 1824, 2; Pardessus, n° 315; rej. 4 et 11 août 1824; req., 2 mai 1837; Dalloz, 1, 12, p. 428 et 452.

(*) Voy. Brux., 30 mars 1826.

deur; que son agent de change lui en a annoncé la réalisation; que cette réalisation est constatée par la comptabilité de ce dernier, par ses feuilles de liquidation, par ses carnets, son livre timbré, et par différents reports exécutés par ordre du vendeur.

2° Il n'est fait défense par aucune disposition de loi à un agent de change de faire des avances de fonds à ses commettants. (Code de comm., art. 83 et 86.)

En supposant que cette prohibition existât, elle ne pourrait néanmoins avoir pour résultat de priver l'agent de change du droit de répéter, par voie d'action, le montant de ses avances (1).

Lorsque le client d'un agent de change refuse de reconnaître et d'exécuter les opérations faites pour son compte, ce dernier qui, à raison des circonstances graves du temps et de la dépréciation des fonds, a rendu, au cours du jour, des rentes délaissées par son commettant, doit être considéré comme ayant utilement géré la chose de ce dernier; il en serait surtout ainsi s'il avait reçu un mandat formel d'agir au mieux des intérêts de son commettant (2).

Par exploit du 8 octobre 1830, le sieur Delavilleroux, agent de change à Paris, fit assigner le sieur Govaerts, agent de change à Anvers, en paiement 1° de la somme de 77,173 francs pour solde des opérations, en fonds publics, énoncées dans un compte de liquidation du mois d'août 1830; 2° de la somme de 137,832 fr. 63 cent., pour solde des opérations énoncées dans un compte de liquidation de septembre 1830. — Cette demande était fondée sur la réalité des opérations susdites que le demandeur soutenait avoir été toujours approuvées par le défendeur dans leur exécution même; sur la sincérité des comptes qu'il disait également avoir été admis par le défendeur sans contradiction aucune; sur l'identité parfaite de ces opérations traitées en dernier lieu avec celles qui depuis dix ans avaient été faites, et toujours loyalement exécutées entre parties. Le défendeur contesta les opérations réclamées dans les comptes, non seulement

dans leur légitimité ou leur efficacité en droit, mais encore dans leur existence réelle en fait. Il soutint que, d'après les arrêts du conseil de 1783, 1786 et 1787, les marchés conclus, en son nom et qui n'étaient, selon lui, que des marchés à terme illicites, ne pouvaient avoir aucun effet.

De son côté, le demandeur soutint que son adversaire n'était plus recevable, après toutes les ratifications émanées de lui, à contester ou méconnaître ce qui avait été exécuté par lui; qu'en droit les arrêts invoqués ci-dessus, qui n'avaient jamais été publiés ni en France ni en Belgique, que la législation moderne avait d'ailleurs manifestement abrogés, étaient nécessairement sans application et sans influence; que de plus, la réalité des opérations attestées par la correspondance, et les documents invoqués, et l'exécution effective qu'elles avaient reçues, suffisaient, dans tous les cas, pour repousser l'exception. Sur ces débats, et par jugement du 16 avril 1834, le tribunal d'Anvers, tout en reconnaissant la réalité des opérations en elles-mêmes, les déclara nulles et le demandeur sans action pour en réclamer les effets, attendu que le dépôt des titres exigé par les arrêts prérapelés, au moment du contrat, n'avait pas eu lieu, ce qui, selon le premier juge, élevait contre les marchés une présomption *juris et de jure*, excluant même la preuve contraire.

Appel de la part de Delavilleroux. On fit valoir pour lui qu'il ne s'agissait pas dans la cause de marchés à terme, mais simplement de reports à la suite de livraison prise, et de paiement effectué par le produit du premier report; que les reports, qui ne sont qu'un prêt avec nantissement, sont pleinement légitimes. En fait, on soutenait, comme en première instance, que les opérations dont s'agissait étaient sérieuses, et en droit que les marchés à terme d'effets publics étaient licites et valables, et que la loi ne permettait de les annuler que lorsque n'ayant rien de sérieux, ne devant être suivis d'aucune exécution par livraison réelle, ils ne déguisaient qu'un *pari* sous le nom et l'apparence d'un marché: l'on disait que les arrêts du conseil de 1783 et 1786, en supposant gratuitement qu'ils eussent conservé en France quelque force, en présence des lois postérieures dont les dispositions nouvelles ont traité la matière, devaient tout au moins dans l'application se concilier avec la règle tracée souverainement dans l'article 442 du Code pénal, comme la jurisprudence l'a admis généralement depuis longtemps; qu'enfin, quelle

(1) Voy. Brux., 8 juillet 1818.

(2) Voy. l'arrêt de rejet à la date du 4 juin 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 246).

que pût être en France, malgré la doctrine et les arrêts, l'influence de ces règlements anciens, ils ne pouvaient être invoqués en Belgique, où jamais ils n'avaient été connus, ni être appliqués par les tribunaux belges, à des ordres donnés en Belgique, dont l'exécution avait été ratifiée en Belgique, et dont la validité en ce pays était incontestable.

Subsidiairement, l'intimé soutenait que les ventes que l'appelant disait avoir faites le 17 septembre 1830 de 36,000 francs de rente trois pour cent au taux de 65, et de 3,000 ducats de Naples au taux de 66 pour cent, étaient nulles vis-à-vis de lui, comme ayant été faites sans mise en demeure, sans autorisation de justice et même avant le jour de la livraison, fin septembre, à faire par l'appelant; qu'il y avait lieu, par suite, de le condamner à bonifier les valeurs au cours du jour. — Pour l'appelant, on répondait qu'après les refus constatés de Goverts, il avait dû vendre, comme il l'avait fait, les valeurs délaissées par l'intimé, et qu'il l'avait pu, tant à raison de l'urgence et du danger des circonstances, qu'en vertu du mandat illimité que la correspondance lui donnait depuis longtemps et lui renouvelait incessamment.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, selon le droit commun actuellement en vigueur, les contrats peuvent avoir pour objet une chose qui n'est pas en la possession des contractants; que ce principe général résulte clairement de la combinaison des diverses dispositions, composant la 3^e section, ch. 2, titre III du III^e livre du Code civil; que de là il suit que les marchés à terme sont licites, et que pour être valables, ils ne sont assujettis à aucun dépôt préalable, soit à la convention, soit à l'exécution;

Attendu qu'indépendamment de ce principe général, qui règle la matière des obligations, l'article 1610 du même Code reconnaît explicitement la légalité des marchés à terme; que dès lors le marché ou vente à terme est compris dans la définition générale de la vente, donnée en l'article 1582; que cette dernière disposition, en déterminant les effets du contrat et la forme en laquelle il peut être fait, ne parle pas de dépôt; qu'il découle encore naturellement de là la conséquence que le Code civil ne fait point dépendre d'un dépôt l'existence légale d'un marché à terme;

Attendu que les dispositions du Code civil, réglant les obligations et spécialement

celles résultant de la vente, sont applicables en matière civile comme en matière commerciale, et qu'elles régissent par conséquent toute espèce de marchés à terme, ceux ayant pour objet des fonds publics tout aussi bien que ceux ayant pour objet d'autres choses susceptibles de transaction; que le Code de commerce ne renferme aucune exception pour les ventes et achats d'effets publics; qu'en instituant des agents de change près des bourses, et en leur conférant à eux seuls le droit d'y faire de pareilles opérations, ce Code n'a pas exigé d'eux des conditions exorbitantes du droit commun; qu'ainsi les agents de change peuvent acheter et vendre à terme, et ne sont astreints ni à faire ni à demander aucun dépôt préalable, soit à la passation, soit à l'exécution des contrats pour en assurer la validité;

Attendu que l'article 422 du Code pénal est conçu dans le même esprit; qu'on voit en effet qu'il ne sévit pas contre le vendeur à terme d'effets publics, qui n'a pas déposé ses valeurs; que de là il faut conclure que le législateur n'a pas considéré le fait de ce vendeur comme un jeu de bourse ou pari; qu'au contraire il l'a considéré comme un fait licite; que les expressions dans lesquelles l'article est rédigé semblent consacrer explicitement cette licéité; que, par suite, ledit article est en harmonie parfaite avec le système de la législation civile et commerciale sur les marchés à terme d'effets publics, et qu'il achève de mettre ce système en lumière;

Attendu que les arrêts du conseil de 1785, 1786 et 1787, en exigeant le dépôt des fonds publics, objet d'un marché à terme, en reprouvant ce marché et en le réputant jeu de bourse ou pari, lorsqu'il n'y a pas eu de dépôt effectué, sont en complète discordance, sous ce rapport, avec la législation actuellement en vigueur; qu'ils doivent être considérés comme abrogés en ce point; qu'il y a d'autant plus lieu de le tenir ainsi, que les règlements de la compagnie des agents de change de Paris, faits en exécution des lois existantes, ne s'occupent aucunement du dépôt ordonné par les arrêts du conseil, et que, dans la pratique, à Paris ainsi qu'en Belgique, où les arrêts du conseil n'ont jamais été obligatoires, les marchés à terme ont toujours été conclus sans la formalité du dépôt; que ces circonstances prouvent que, dans la pensée des agents de change, du commerce et des autorités chargées de surveiller les opérations de bourse, le cercle étroit tracé soit par les arrêts du

conseil, soit par les lois transitoires de la république, pour des motifs portant l'empreinte politique de l'intérêt du moment, avait été élargi par la législation nouvelle, qui avait surgi à une époque où la puissance de l'Etat donnoit une vaste base à la fortune publique et permettait d'affranchir les opérations de bourse des entraves dont elles avaient été jusque-là vinculées; que, par conséquent, l'exécution des lois nouvelles est d'accord avec leur texte comme avec leur esprit;

Attendu que c'est en vain que l'on prétend reponsser l'abrogation de la formalité du dépôt prescrite par les arrêts du conseil, en soutenant que les lois nouvelles ne font que reproduire des principes généraux de tous les temps sur les marchés à terme; qu'ainsi ces lois étant générales, n'ont point dérogé à des lois spéciales, et que par suite elles n'ont pas dispensé les marchés à terme de la formalité du dépôt; que cette objection est sans force dans l'espèce; qu'on ne peut invoquer ici le principe qu'une loi générale ne déroge point à une loi spéciale; qu'en effet au moment de la confection des Codes, il ne s'agissait pas de compléter une législation existante, mais d'en créer une toute nouvelle, en renversant l'ancienne; que cette volonté du législateur est clairement écrite dans la loi du 30 ventôse an xii, dans l'article 2 du décret impérial du 13 septembre 1807, et dans l'article 484 du Code pénal; qu'il résulte de là que les lois nouvelles, en reproduisant les principes généraux, sans l'exception modificative, celle du dépôt, ont abandonné et rejeté cette exception, qui a cessé dès lors de faire partie de la législation; qu'on ne peut, en effet, expliquer l'article 422 du Code pénal qu'en admettant cet abandon; qu'il serait incompréhensible que le législateur, en définissant les jeux ou paris sur les effets publics, pour les punir de la peine de prison, eût négligé de spécifier le pari, résultant du marché à terme, non accompagné de dépôt, si semblable marché avait encore été réputé pari, car il faudrait conclure de cet état de choses qu'il y aurait aujourd'hui deux catégories de paris en matière d'effets publics, l'une entraînant, l'autre n'entraînant pas la prison, en sorte que des faits placés par la loi sur la même ligne, quant à leur qualification, leur moralité et leurs résultats, vrais ou présumés tels, devraient amener la choquante anomalie d'être diversement réprimés, ce qui n'est admissible ni en raison, ni en logique;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède

que les arrêts du conseil de 1785, 1786 et 1787, en tant qu'ils exigent le dépôt des effets publics, et répriment, par une présomption *juris et de jure*, jeux de bourse ou paris les marchés à terme desdits effets, à défaut de dépôt, ne peuvent être invoqués dans l'espèce;

Attendu, en fait, que les opérations que l'appelant énonce dans ses comptes ont toujours été ordonnées par l'intimé; que l'appelant lui en a toujours aussi annoncé la réalisation; que cette réalisation est confirmée par toute la comptabilité dudit appelant, soit par ses feuilles de liquidation de la chambre syndicale, soit par ses carnets, soit par son livre timbré; que cette réalisation est encore attestée par les différents reports exécutés par ordre de l'intimé; que ces reports supposent, en effet, que les opérations étaient sérieuses, sincères, qu'elles étaient suivies d'effet, puisque le report nécessite un nantissement de valeurs commerciables à la bourse; qu'il est dès lors constant par toutes les pièces produites en due forme au procès, que les opérations, du chef desquelles l'appelant se prétend créancier de l'intimé, ont réellement eu lieu;

Attendu que Govaert n'a jamais élevé le moindre doute à cet égard avant le procès actuel; qu'à aucune époque il n'a demandé à Delavilleroix de lui en fournir la preuve; qu'au contraire il a toujours répondu, à chaque avis, qu'il en prenait bonne note; qu'il a fait des remises nombreuses en conséquence, qu'il a suivi complètement et constamment la foi de celui avec qui il traitait depuis nombre d'années; que recevant des comptes de liquidation ou des comptes courants, il répondait qu'après examen il débiterait ou créditerait le sieur Delavilleroix pour le solde; qu'aujourd'hui même il n'allègue aucun fait qui puisse faire soupçonner que l'appelant, dans ses longues et nombreuses opérations, ait jamais abusé de sa confiance; d'où suit que la conduite de l'intimé confirme la sincérité et la réalité desdites opérations déjà attestées par les autres documents du procès;

Attendu que s'il est vrai que, dans quelques passages de la correspondance de Delavilleroix, il soit quelquefois question de jeux de bourse, et que dans les comptes et liquidations il y ait par-ci par-là des articles provenant de différences, il ne résulte de ces diverses mentions rien de contraire à la sincérité des opérations; qu'en effet, quand il est parlé de jeux de bourse dans la correspondance, il ne conste pas qu'on emploie ces expressions pour caractériser les opéra-

tions de Govaerts; que si, par induction forcée, il était possible de les y étendre, on ne pourrait, en présence des faits de la cause, que voir dans ces expressions le caractère des chances, toujours inséparables des opérations de bourse; que, quant aux articles des comptes et liquidations provenant de différences, ces articles ne prouvent rien non plus contre la sincérité des opérations, puisque les opérations sincères n'excluent pas les compensations, et que celles-ci, lorsqu'elles s'effectuent sur des valeurs inégales, entraînent nécessairement des différences;

Attendu, d'autre part, que nulle disposition de loi ne défend à l'agent de change de faire des avances de fonds à ses commettants; que le principe de responsabilité qui existe à charge de l'agent de change semble établir le contraire; que si cependant il fallait conclure des dispositions des articles 85 et 86 du Code de commerce, que cette prohibition existe, il n'en résulterait pas la conséquence que l'agent de change serait sans action pour répéter le montant de ses avances; qu'en effet la loi a pris soin, à l'article 87 du même Code, d'établir les peines attachées à la contravention, et que parmi ces peines ne se rencontre pas celle que voudrait établir l'intimé; d'où suit que l'appelant a action du chef qu'il agit, et qu'il est recevable à l'exercer;

Attendu que les documents et circonstances constantes au procès, qui établissent la recevabilité de l'appelant, établissent aussi tous et chacun des articles figurant au compte dont s'agit; que les critiques dirigées en première instance contre quelques-uns de ces articles, à l'égard desquels on demandait même des communications nouvelles, n'ont plus été reproduites en instance d'appel; qu'au surplus ces critiques sont repoussées complètement par tous les éléments du litige; que, quant aux articles relatifs à l'affaire d'un sieur Gillis, ils sont également justifiés par l'ensemble des faits et par les motifs du premier juge, concernant ces articles, lesquels motifs sont tenus ici pour répétés;

Attendu, en ce qui touche la conclusion subsidiaire de l'intimé, que la vente des rentes délaissées par Govaerts est consignée au registre timbré de l'appelant, p. 160 et 161; que cette vente est encore attestée par le livret de septembre, p. 18, où l'on voit figurer chaque agent de change, acquéreur de ces rentes, et le poste relatif à chaque achat; que cette vente a été suffisamment légitimée par le refus de Govaerts de recon-

naître et d'exécuter les opérations qu'il avait faites par l'intermédiaire de Delavilleroux; que celui-ci avait, à raison de la responsabilité qui pesait sur lui, un intérêt majeur à ne pas subir plus longtemps les effets et les éventualités si périlleuses de la crise de l'époque; que ce même intérêt militait en faveur de Govaerts lui-même, en sorte que l'appelant, en vendant les rentes de l'intimé, au cours du jour, a utilement géré la chose de ce dernier;

Attendu, au surplus, qu'il résulte de la correspondance que l'intimé avait donné à l'appelant un mandat formel d'agir au mieux de ses intérêts; que ce mandat n'avait point été révoqué par la lettre du 13 septembre 1830, dûment enregistrée comme toute la correspondance; que ce mandat donnait à Delavilleroux le droit d'aliéner les rentes de Govaerts; que celui-ci dès lors ne peut se plaindre de l'exercice de ce droit, ainsi et de la manière qu'il a eu lieu, ni par suite exiger actuellement une bonification de ces valeurs, au cours du jour;

Par ces motifs, ouï M. Delebecque, avocat général, en ses conclusions, met le jugement dont appel à néant; émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, déboute l'intimé de ses conclusions, tant principale que subsidiaires; adjuge à l'appelant ses fins et conclusions, etc.

Du 13 août 1839. — Cour de Bruxelles.

MILICE.

Brux., 25 août 1839. — Voy. Brux., cass., 21 septembre 1839.

1^o COMPÉTENCE. — GRIEFS. — 2^o ET 3^o REGISTRE DE BORD. — FOI. — MATELOT. — STURMAN.

1^o *Peut-on se faire un grief de ce que le premier juge n'a pas admis l'incompétence opposée à l'un des chefs de conclusions de l'intimé, alors que ce chef n'a pas été admis et que l'intimé ne s'en plaint pas par appel incident?* — Rés. nég.

2^o *Le registre de bord tenu par le capitaine de navire fait-il pleine foi des annotations qu'il renferme?* (Code de comm., article 224.) — Rés. nég.

3^o *Un matelot peut-il être admis à prouver qu'il a servi comme sturman pendant un*

temps plus long qu'il n'est mentionné sur le registre de bord ? — Rés. aff.

Le sieur Demeyer avait été employé comme matelot et sturman à bord du navire le *Rubens*. Il réclamait contre son capitaine, devant le tribunal de commerce d'Anvers, outre ses gages comme matelot, six mois de gages comme sturman, de plus 185 florins, pour avoir été arbitrairement emprisonné à la Havane pendant trente-sept jours.

Le sieur Decock, commandant du *Rubens*, convint que l'intimé avait droit à ses gages comme matelot, mais qu'il ne lui était dû que quatre mois de gages comme sturman; que le registre de bord en faisait pleine foi; quant aux dommages-intérêts du chef de détention illégale, il excipait d'incompétence.

8 août 1859, jugement du tribunal d'Anvers, qui condamne Decock à payer au demandeur ses gages comme matelot, quatre mois de gages comme sturman; déclare ce dernier mal fondé dans sa demande en dommages-intérêts pour détention arbitraire, et l'admet à faire preuve qu'il avait servi pendant six mois comme sturman au lieu de quatre.

Le sieur Decock appela de ce jugement. Il alléguait pour griefs, 1° que le tribunal d'Anvers n'avait pas admis l'incompétence, quant aux dommages-intérêts pour détention arbitraire; 2° que le registre de bord faisant pleine foi de tout ce qui concerne l'équipage, un matelot ne pouvait être admis à prouver qu'il avait servi comme sturman pendant plus de temps que le registre ne mentionnait (article 224 du Code de commerce).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le grief articulé par l'appelant contre le jugement dont il est appel, et consistant en ce que le premier juge n'avait rien décidé sur l'incompétence qui a été opposée par lui à un des chefs des conclusions de l'intimé, n'est nullement fondé, puisque le premier juge a écarté ce chef de conclusion et n'a prononcé aucune condamnation à charge de l'appelant;

Attendu que l'article 224 du Code de commerce ne dit point que le registre de bord fait pleine foi de ses annotations; que d'ailleurs le premier juge, en ordonnant à l'intimé de faire la preuve dont il s'agit, n'a pas exclu les éléments de preuve que l'ap-

pelant pourrait tirer dudit livre de bord; qu'ainsi aucun grief de ce chef n'a été fait à l'appelant;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bayat entendu et de son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 21 sept. 1859. — Cour de Bruxelles.
— Ch. des vacances.

—

AJOURNEMENT. — ARRÊT. — EXÉCUTION.
— FORMALITÉS.

Un exploit introductif d'instance sur l'exécution de jugements ou arrêts définitifs doit-il être fait à personne ou domicile, aux termes de l'article 68 du Code de procédure ? — Rés. aff.

Ainsi une assignation donnée à comparaître devant une Cour d'appel, pour voir déclarer nul un commandement fait en vertu d'un arrêt de cette Cour, peut-elle être faite par simple avenir ? (Code de proc., art. 1058.) — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par un simple avenir donné à la requête de M^{re} Oortof, se constituant pour Lagneau et consorts, la partie de M^{re} Delecourt a été ajournée devant la Cour dans la personne et au domicile de son avoué, aux fins de voir déclarer nul et de nul effet, 1° le commandement fait le 4 avril 1859 à A. Lagneau, tant en nom personnel que comme tuteur de son fils Michel, en vertu d'un arrêt de cette Cour du 16 février précédent; 2° le commandement fait le 7 mai 1859 audit Alexandre et à Jean Lagneau, en vertu d'un acte passé devant le notaire Ville, à Marbais, le 24 juillet 1850;

Attendu qu'aux termes de l'article 68 du Code de procédure civile, tous exploits doivent être faits à personne ou domicile;

Attendu que l'article 1058 n'excepte pas formellement de cette disposition les ajournements introductifs d'instances sur l'exécution de jugements ou arrêts définitifs;

Attendu que l'on ne trouve aucune trace ni dans l'exposé des motifs du livre III du Code de procédure, ni dans la discussion des dispositions de ce livre au conseil d'Etat, que l'article 1058 aurait été inséré au Code de procédure civile dans le but de soustraire à l'application de l'article 68 précité

les ajournements introductifs d'instances sur l'exécution de jugements ou arrêts définitifs ;

Attendu que les termes de l'article 1038 ne permettent pas non plus de supposer que le législateur aurait eu cette intention ; Que dès lors on ne peut, par des considérations d'étiquette ou de convenance, donner à l'article 1038 une interprétation qui ne trouverait sa justification ni dans le texte, ni dans l'esprit de la loi ;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bayat entendu en son avis, dit pour droit que la Cour n'est pas régulièrement saisie ; en conséquence déclare la partie du sieur Oorlof non recevable en sa demande *formid et modo*.

Du 8 octobre 1839. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

NAISSANCE. — DECLARATION (DÉFAUT DE).

Lorsqu'un accouchement a eu lieu hors du domicile de la mère, la personne chez laquelle il s'est opéré ne peut se disculper de l'omission de la déclaration de naissance prescrite par l'article 56 du Code civil, en produisant la déclaration faite par l'administration de l'hospice des enfants trouvés, qu'à telle date il a été trouvé audit hospice un enfant auquel on a donné tel et tel nom se rapportant à ceux de la mère.

Du 2 novembre 1839. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

COUTUME DE MALINES. — REPRÉSENTATION. — CONTRAT DE MARIAGE. — INTERPRÉTATION.

Un contrat de mariage doit-il, quant à l'intention présumée des époux, s'interpréter d'après les principes établis par la coutume, sous l'empire de laquelle il a eu lieu ? — Rés. aff.

La coutume de Malines n'admettait-elle d'autre représentation en ligne collatérale que celle d'enfants ou descendants de frères et sœurs du défunt ? — Rés. aff.

Lorsque des époux mariés sous cette coutume ont voulu admettre, dans une hypothèse prévue, la représentation, faut-il l'entendre de celle reçue par la coutume, à moins

que le contraire ne résulte du contrat ? — Rés. aff.

Le mot alomme, dans cette clause : en zal de representatie alomme plaets grypen, pourrait-il à lui seul faire induire que les époux ont voulu parler d'une représentation à l'infini, si les circonstances du procès résistent d'ailleurs à cette interprétation (1) ? — Rés. nég.

Le sieur Steeghman épouse, à Malines, en l'an vi, la demoiselle A. Gallaerts. — Par contrat de mariage du 6 thermidor, les époux réglèrent leur communauté, leurs gains de survie, et indiquèrent à qui passerait la propriété des biens du prémourant après le décès du survivant. Ils stipulèrent d'abord une communauté universelle et la transmission de la propriété des biens du prémourant à leurs enfants, avec réserve d'usufruit au profit de l'époux survivant, qui, en cas de secondes noces, auraient à se régler d'après la coutume. Puis, s'occupant du cas où ils décèderaient sans laisser d'enfant de leur union, ils prévinrent et réglèrent deux hypothèses : d'abord celle où l'époux survivant ne se remarierait pas ; puis celle de secondes noces. Dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses, ils attribuèrent au survivant l'usufruit de tous les biens meubles et immeubles du prémourant, et, quant à la nue propriété, ils la laissèrent aux plus proches parents (*de naechte vrienden*) du prédécédé ; seulement ils assujétirent le survivant à l'obligation de dresser de suite état et inventaire des biens. Ayant ainsi prévu ces deux cas, ils ajoutèrent, immédiatement après le second relatif au convoi, ces mots : *en zal de representatie alomme plaets grypen*. — Les époux Steeghman sont décédés à Malines, sans postérité, savoir, la dame Steeghman le 6 mars 1835 et le sieur Steeghman le 3 avril 1839.

Par exploit du 6 avril, les sieurs Cluytens et consorts firent assigner les sieurs Steeghman et consorts devant le tribunal de Malines en liquidation et partage de la communauté qui avait existé entre les époux Steeghman. Ces conclusions étaient fondées sur ce que les demandeurs étaient les plus proches parents par représentation de la défunte épouse Steeghman ; sur ce que, par le contrat de mariage susdit elle avait laissé l'usufruit à son époux et la propriété

(1) Voy. l'arrêt de rejet à la date du 16 janvier 1841 (*Pasic.*, p. 178).

de tous ses meubles et immeubles à ses plus proches parents, en voulant qu'en tout cas la représentation eût lieu; sur ce que, par cette représentation, les demandeurs étaient les parents et successibles les plus proches.

Les défendeurs soutinrent que les demandeurs devaient être déclarés non recevables du chef de défaut de qualité. Ils se fondaient sur ce que parmi les demandeurs, les uns, savoir ceux du nom de Cluytens ainsi qu'une Vanbeeck, n'étaient que cousins issus de germains de la défunte, tandis que tous les autres n'étaient même que des enfants de cousins issus de germains; que dès lors ils ne pouvaient invoquer la représentation; que la défenderesse Anne Steeghman, épouse de Josse Vaurymenants, était cousine germaine de l'épouse Steeghman *de cujus*; qu'elle était donc la plus proche parente de cette dernière; d'où il suivait qu'elle excluait les demandeurs de la succession de feu l'épouse Steeghman; que partant ceux-ci étaient sans qualité pour agir, ainsi qu'ils le faisaient par leur exploit introductif.

Par jugement du 2 avril 1859, le tribunal de Malines déclara les demandeurs, bien que les uns ne fussent que cousins issus de germains et les autres même enfants de cousins issus de germains, recevables dans leur action. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les époux Steeghman se sont mariés à Malines, en l'an vi de la république française;

Attendu que leur contrat de mariage du 15 thermidor de la même année porte, entre autres stipulations, la suivante : « Ingevalle van dezen aenstaenden houwelyke » « geen kind ofte kinderen, worden verwekt, » « ofte, verwekt zynde, alle dexelve in hunne » « minderjaerigheyd kwaemen te stercken » « zonder validelyk, conform de wet alsdan » « existierende getesteerd te hebben, zoo laet » « ende maekt den eerst stervende der com- » « paranten aen den langs levende van hun » « beyde de tochte van alle zyne ofte haere » « agter te laeten goederen zoo haere als » « erve, meubelen ende inmeubelen, xyn » « ofte haer leven gedurende, ende den » « eygendom aen de naeste vrienden van » « den eerst stervende, ende ofte het ge- » « heurde dat den langstlevende kwam te » « convoleren tot anderen houwelyk, in dien » « gevalle, xal den langstlevende gehouden » « xyn aenstoudts te maken staet ende in-

« ventaris van alle de goederen haere ende » « erve, meubelen ende inmeubelen, zoo » « nogtans xal den ofte de langstlevende in » « dien gevalle nogtans behouden de tochte » « van alle de goederen, etc. », cette stipulation se terminant par ces mots : *ende sal de representatie alomme plaets grypen*;

Attendu que la question qui surgit de la disposition qui précède est celle de savoir s'il faut entendre la clause finale dans le sens d'une représentation légale, s'étendant jusqu'au degré pour lequel la loi admet cette fiction, ou s'il faut y voir un appel indéfini en faveur de parents pour le degré desquels la loi du décès ni la loi du contrat n'admettent la représentation;

Attendu qu'il est admis par la jurisprudence que les époux mariés dans ce pays, avant l'émanation du Code civil, sont censés avoir adopté la coutume locale pour loi de leur association conjugale;

Attendu que les époux Steeghman ont reconnu eux-mêmes que la coutume de Malines était, à l'époque de leur contrat, la loi en vigueur, puisqu'ils l'ont invoquée et y ont dérogé en quelques points;

Attendu que le contrat de mariage doit, quant à l'intention présumée des parties, s'interpréter d'après les principes établis par cette coutume;

Attendu que cette coutume n'admettait, ainsi que le Code civil, sous l'empire duquel la *de cujus* est décédée, d'autre représentation en ligne collatérale que celle d'enfants ou descendants de frères et sœurs du défunt;

Attendu que de l'ensemble du contrat de mariage résulte que les époux Steeghman ont voulu l'ordre légal des successions, leurs enfants d'abord, leurs plus proches parents ensuite, avec droit de représentation;

Attendu que le contrat devant être interprété d'après les principes de la coutume, il en résulte que, lorsque les époux y ont mentionné qu'ils voulaient la représentation, celle-ci n'a pu être entendue par eux dans un autre sens que celui qu'y attribuait cette même coutume, à moins qu'ils n'y eussent donné expressément une définition ou qualification conventionnelle contraire, ce qu'ils n'ont pas fait;

Attendu que s'ils avaient voulu la représentation à l'infini, ils auraient dû énoncer clairement, dans leur contrat, que leur intention était de modifier la coutume sous le rapport de la représentation, comme ils ont eu soin d'indiquer toutes les autres dérogations en matière de succession qu'ils y ont apportées;

Attendu que si l'on envisage la position des époux Steeghmans à l'époque de leur contrat, jeunes, tous deux entourés de frères et sœurs, à peu près du même âge, on peut raisonnablement supposer qu'ils n'ont eu en vue que ceux-ci lorsqu'ils appelaient leurs plus proches parents à leur succéder, et qu'ils n'ont songé qu'aux enfants ou descendants de ces mêmes frères et sœurs, lorsqu'ils parlaient de la représentation; d'où suit que le droit concourt avec le fait pour rendre plus évidente l'intention des époux de ne pas s'écarter du mode de représentation admis par la coutume locale;

Attendu que l'époux survivant s lui-même interprété le contrat en ce sens, puisque ayant intérêt à traiter avec les véritables héritiers de son épouse, il a reconnu l'appelante, la femme Vanrymenans, en plusieurs actes comme nue propriétaire;

Attendu que le mot *alomme*, qui veut dire *partout, dans tous les cas*, et qui se trouve dans la clause où il s'agit de la représentation, doit être pris dans un sens relatif et mis en rapport avec la disposition qui précède; qu'en l'interprétant de cette manière, cet adjectif ne veut dire autre chose que ceci : *dans tous les cas du contrat, partout où dans le contrat il est question de plus proches parents, la représentation aura lieu*;

Attendu que, pour tirer du mot *alomme* l'induction d'une représentation à l'infini, il faudrait admettre, avec bien peu de vraisemblance, 1^o que les époux Steeghmans auraient introduit dans l'article de leur contrat mentionné ci-dessus deux dispositions contradictoires et inconciliables, et qu'après avoir appelé, par la clause principale, leurs plus proches parents, et manifesté leur préférence, en y répétant deux fois de *naeste vrienden*, ils auraient immédiatement après appelé leurs parents les plus éloignés, à quelque degré que ce fût, au moyen de la représentation indéfinie; 2^o que les mêmes époux à la veille de s'unir, lorsqu'ils avaient l'espoir d'avoir des enfants, dont l'avenir les occupait déjà, auraient été jusqu'à prévoir qu'ils mourraient sans descendance, que leurs frères et sœurs, jeunes comme eux, viendraient également à précéder sans postérité, et que pour ce cas, qui ne pouvait certainement entrer dans leurs prévisions, ils auraient voulu, sans aucun motif plausible, créer une représentation à l'infini au profit des descendants encore à naître de collatéraux inconnus, représentation qui aurait

eu pour résultat inévitable de diviser en portions très-minimes les biens qu'ils auraient délaissés; enfin il faudrait admettre que les conjoints auraient dérogé au mode de représentation admis par leur coutume et auraient introduit une représentation très-compiquée, sans en fixer les règles, sans indiquer au moins à laquelle des rares coutumes de notre pays, admettant la représentation à l'infini, ils entendaient se référer;

Attendu que la clause *en sal de representatie alomme plaets grypen*, loin d'être inutile dans le système des appelants, ainsi que l'article le premier juge, était nécessaire pour expliquer le sens de la disposition principale, où deux fois les futurs conjoints avaient indiqué pour leurs héritiers, les plus proches parents, et pour qu'on ne pût en induire qu'ils avaient voulu, au profit d'un frère encore vivant, exclure les enfants d'un frère ou d'une sœur prédécédés, et pour indiquer aussi que leurs neveux ou petits-neveux ne viendraient que par souche, c'est-à-dire par représentation et non par tête;

Attendu d'ailleurs qu'il n'est pas extraordinaire de voir régler dans un contrat de mariage des points qui le sont déjà par la loi existante, parce qu'il est impossible de prévoir si cette loi sera encore celle du décès, et qu'au cas actuel on peut croire que les époux Steeghmans, dans la prévoyance d'un changement de législation, qui était imminent en l'an vi de la république, ont voulu insérer dans leur contrat qu'ils adoptaient, pour leurs plus proches parents, la représentation déterminée par la coutume; d'où suit que quand même la clause *en sal de representatie*, etc., n'aurait pas été indispensable pour limiter le sens de *naeste vrienden*, elle ne serait pas inutile;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que les intimés ne sont pas fondés à invoquer le contrat de mariage susrappelé pour étayer la qualité qu'ils se donnent et leur droit à la représentation;

Par ces motifs, M. l'avocat gén. de Bavay entendu et de son avis, met le jugement dont appel à néant; émettant, déclare les intimés non recevables, à défaut de qualité dans leurs conclusions introductives d'instance, etc.

Du 2 nov. 1839. — Cour de Bruxelles.

LETTRE DE CHANGE. — DÉFAUT. —
RENONCIATION.

Lorsque le porteur d'une lettre de change protestée a assigné le tireur solidairement avec les endosseurs devant le tribunal de l'un de ces derniers, et qu'un jugement par défaut est intervenu, peut-il, si l'ajournement était vicié de nullité, assigner, en renonçant au bénéfice du défaut, le tireur seul devant le tribunal de son domicile et y requérir condamnation? — Rés. aff.

Le sieur Lefebvre-Meuret avait tiré de Bruxelles une lettre de change de 5.000 fr. sur un nommé Poinssotte, à Paris. Cette lettre, après avoir été endossée à M. Bertrand Barbier, de Charleroi, et Charlier, de Thy-le-Château, fut escomptée par le sieur Fagniez, banquier à Arras : à son échéance la traite fut protestée. — Bien que le sieur Lefebvre-Meuret occupât, comme sénateur et industriel, une maison à Bruxelles, il conservait son domicile réel à Tournai. Le sieur Fagniez assigna Lefebvre-Meuret et ses deux endosseurs devant le tribunal de commerce de Charleroi. L'ajournement donné au sieur Lefebvre-Meuret avait été *laissé en sa demeure à Bruxelles* : il n'avait pas été remis à sa personne.

Le 6 mars 1839, jugement qui condamne Lefebvre-Meuret par défaut. Nous devons mentionner ici que ce jugement ne fut exécuté par personne, en sorte que le 6 septembre il fut périmé de plein droit.

Le sieur Fagniez se proposait d'exécuter Lefebvre-Meuret dans ses biens, à Tournai, lorsqu'on lui apprit que son titre était vicié de nullité ; que Lefebvre-Meuret laisserait marcher la saisie, et viendrait ensuite par opposition demander la nullité du jugement de Charleroi, par cela que l'ajournement n'avait pas été laissé en son domicile ni remis à sa personne.

Pour éviter des frais frustratoires et arriver au paiement de sa créance, le sieur Fagniez assigna Lefebvre-Meuret (cette fois régulièrement) devant le tribunal de Tournai, juge de son domicile, et déclara renoncer au bénéfice du jugement de défaut pris à Charleroi. Le 8 mai, nouveau défaut de Lefebvre-Meuret, puis opposition. Tout en refusant d'acquiescer au jugement de Charleroi, il soutint que Fagniez ne pouvait renoncer sans son consentement à ce jugement ; que l'instance une fois liée, le contrat judiciaire était formé ; qu'il n'appartenait point à l'une des parties de le rompre

sans le consentement de l'autre ; que le jugement de Charleroi avait produit novation dans la créance réclamée ; que de sa nature prescriptible par cinq ans elle ne pouvait plus être atteinte que par la prescription trentenaire. — On a répondu que chacun pouvait renoncer à son droit, lorsque par là on ne faisait tort à personne ; que, dans l'espèce, Fagniez, en renonçant au bénéfice du jugement de Charleroi, n'indigeait aucun grief à son débiteur ; qu'il n'y avait contrat judiciaire formé qu'autant que les deux parties avaient comparu dans l'instance ; que ce n'était pas le cas de l'espèce, puisque Lefebvre-Meuret ne s'était point fait représenter à Charleroi ; que le système de l'opposant aboutirait à l'absurde, puisque son créancier ne pourrait obtenir un titre valable pour rentrer dans une créance reconnue et avouée, etc. On appuyait ces raisonnements d'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Bruxelles, le 27 octobre 1824.

16 août 1839, jugement du tribunal de Tournai, ainsi conçu :

« Vu le jugement par défaut rendu par ce tribunal, le 8 mai dernier contre le sieur Lefebvre-Meuret :

« Attendu que ce jugement n'est point critiqué en la forme et au fond ; que pour justifier sa demande tendante à ce que ce jugement soit mis à néant, l'opposant se contente d'objecter que déjà un jugement également par défaut aurait été prononcé contre lui au profit du sieur Fagniez le 6 mars dernier par le tribunal de Charleroi pour le paiement des mêmes billets ;

« Attendu que l'opposant n'a pas acquiescé et ne déclare pas acquiescer au jugement du 6 mars ; que dès lors le sieur Fagniez peut, sans le consentement de Lefebvre-Meuret, renoncer à se prévaloir de ce jugement ; que l'on ne saurait citer aucun texte de loi pour soutenir le contraire ; qu'au surplus le sieur Fagniez, renonçant formellement à mettre à exécution le jugement prérappelé du 6 mars et à supporter tous les frais en résultant qui pourraient incomber audit sieur Lefebvre, n'a causé et ne cause à ce dernier aucun préjudice dont il ait à se plaindre en prenant de nouveau jugement contre lui le 8 mai dernier ;

« Par ces motifs, le tribunal donne acte aux parties de la déclaration faite par le sieur Fagniez de renoncer à se prévaloir du jugement rendu à son profit le 6 mars 1839 et de l'offre d'en supporter tous les frais, et recevant le sieur Lefebvre-Meuret dans son opposition, l'y déclare non fondé, l'en déboute, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs du premier juge, et de l'avis conforme de l'avocat général de Bavay, met l'appel à néant, etc.

Du 9 novembre 1839. — Cour de Brux.

ASSURANCE SUR LA VIE. — MALADIE MORTELLE. — NULLITÉ.

Le contrat d'assurance sur la vie est-il nul lorsque celui sur la tête duquel il reposait était, à la connaissance de l'assuré, affecté d'une maladie mortelle? — Rés. aff.

La compagnie d'assurance sur la vie établie à Paris, rue Richelieu, avait assuré au notaire Dupret une somme de 5,000 francs sur le sieur Legrand, meunier et cultivateur à Moulbain : il était né en cette commune le 20 septembre 1781. L'assurance était de dix années à prendre cours le 29 décembre 1836 : la prime annuelle était fixée à 208 francs. — Il était stipulé dans la police que la déclaration à fournir par l'assuré formerait la base de son engagement ; que si elle était controuvée, la convention resterait sans effet. Dupret déclara que Legrand n'était atteint d'aucune maladie. Cependant Legrand mourut le 15 janvier 1837. Sur ce, la compagnie contesta la déclaration qui lui avait été fournie, et soutint que Legrand était atteint, au moment de la convention, de la maladie dont il mourut ; que le contrat était nul, par cela que le consentement avait été surpris par erreur : elle offrit de restituer les 208 francs de prime reçus par elle.

Des arbitres furent nommés, et le 7 août 1838 ils rendirent un jugement interlocutoire, par lequel ils admettaient l'intimée à prouver qu'au moment de l'assurance Legrand était atteint de la maladie dont il était mort.

Une enquête et une contre-enquête eurent lieu, et sur ce intervint, le 22 janvier 1839, le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, que la convention d'assurance, dont les termes sont reconnus par les parties, n'a été parfaite qu'à la date du 6 janvier 1837 ; qu'en effet, s'il est vrai que dans le mois de novembre des propositions ont été faites par le demandeur à la compagnie défenderesse d'assurer la somme de 5,000 fr., pour dix années sur la vie du

nommé Ghislain Legrand, il est certain qu'avant le 6 janvier 1837 rien n'avait été arrêté à l'égard des conditions de la convention d'assurance, notamment en ce qui concernait le chiffre de la prime à payer et le jour de départ pour la constatation du terme de dix années, de sorte que c'est au 6 janvier 1837 seulement que le demandeur s'est lié envers la compagnie en acquiesçant aux conditions lui proposées le 29 décembre précédent ;

« Attendu que le notaire Dupret, en proposant à la compagnie demanderesse l'assurance de Ghislain Legrand, lui a formellement déclaré que cet individu n'était sujet à aucune maladie ou infirmité grave ;

« Attendu que c'est sur la foi de cette déclaration, qui devait servir de base à la convention d'entre parties, que la défenderesse en cause a consenti de traiter avec le demandeur ;

« Attendu, cependant, que les enquêtes tenues en exécution du jugement préparatoire du 7 août 1838 ont démontré que Legrand était, au 6 janvier 1837, atteint d'une maladie grave, dont il était mort le 15 du même mois ; qu'il résulte notamment de la disposition du bourgmestre Maton que, huit ou quinze jours avant son décès, l'on disait dans la commune que cet homme était malade d'un rhume ou d'un mal de gorge, et qu'il aurait de la peine à en revenir ; que le curé Nachtégall a déposé que dans les premiers jours de janvier il a visité Legrand, comme malade, et qu'il lui a administré les sacrements, ce qui aurait eu lieu, suivant la déclaration de la fille Legrand, témoin de la contre-enquête, avant le 6 janvier ; que le médecin Mercier a affirmé que le 7 janvier, appelé pour visiter le malade, il trouva sa maladie incurable et son état si alarmant, qu'il conseilla de le faire administrer, s'il ne l'avait été ; que même selon lui il y aurait probabilité que Legrand était gravement malade à la date du 29 décembre précédent ; qu'enfin la veuve Legrand a certifié que le chirurgien Cordier avait visité son mari avant le médecin Navéur ;

« Attendu que l'enquête contraire tentée par le demandeur n'a pas enlevé la preuve de l'existence de la maladie grave de Ghislain Legrand, à la date du 6 janvier 1837 ; que le certificat lui délivré par le chirurgien Cordier le 17 novembre 1837, enregistré à Mons le 28 juillet 1838, portant que cet homme est mort d'une esquinancie lui survenue le 11 janvier, est d'autant moins à considérer, que le même chirurgien a déli-

vré à la compagnie demanderesse, sous la date du 7 septembre 1837, un certificat enregistré à Mons le 31 juillet 1838, attestant qu'il avait traité Legrand vers la fin de décembre et commencement de janvier d'une esquinancie, à laquelle le malade a succombé, déclaration qui s'accorde avec la déposition de la veuve Legrand, témoin de la contre-enquête;

« Attendu que bien que la compagnie d'assurance n'articule aucun fait de dol ou de fraude contre la déclaration du notaire Dupret, il paraît évident que cette déclaration devait servir de base à la convention, et que la défenderesse n'a entendu, en contractant avec le demandeur, assurer qu'un homme en bon état de santé et nullement un moribond; que cet état de santé a donc été le motif déterminant de cette convention;

« Attendu, dès lors, que l'erreur dans laquelle la compagnie défenderesse s'est trouvée sur ce point a vicié son consentement et doit entraîner l'annulation de la convention intervenue entre parties par application des principes généraux du droit sur les *contrats*; que ces expressions, « la « déclaration constatant l'âge de l'assuré, le « lieu de sa résidence, la profession, l'état « habituel de sa santé, sert de base à la « convention; elle serait annulée si elle « contenait des faits controuvés dans le but « de surprendre un engagement de la compagnie, » ne peuvent avoir eu pour objet de proscrire;

« Attendu que la compagnie défenderesse a offert de restituer la somme de 208 francs, import de la prime acquittée par le notaire Dupret;

« Pour ces motifs, nous, arbitres soussignés, déclarons la convention d'assurance dont s'agit inopérante et nulle; en conséquence déclarons le demandeur mal fondé dans son action, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs du jugement dont est appel, met l'appel à néant, etc.

Du 9 novembre 1839. — Cour de Brux.

1^o CONCILIATION. — EXCEPTION COUVERTE. — ORDRE PUBLIC. — 2^o APPEL. — RESERVE.

(¹) Voy. Brux., 22 janvier 1834, 24 fév. 1841 (*Pasic.*, p. 289), 5 juillet 1845 et 15 mai 1847 (*Pasic.*, 1845, p. 318, et 1847, p. 298).

— RECEVABILITÉ. — 3^o TESTAMENT. — TÉMOINS CERTIFICATEURS. — ÉTRANGER. — DOMICILE. — DENEUE.

1^o *L'exception résultant du défaut de citation en conciliation peut-elle, comme tenant à l'ordre public, être proposée pour la première fois en Cour d'appel* (¹) ? — (Code de proc., art. 48.) — Rés. nég.

2^o *La plaidoirie au fond, sous la réserve d'appeler d'un jugement précédent, qui statue sur une exception tirée d'un défaut de qualité, rend cette réserve inopérante, et par suite l'appel non recevable.*

3^o *Un testament est-il nul, si l'un des témoins certificateurs est étranger* (²) ? (Loi de ventôse an xi, art. 11, 13 et 68.) — Rés. nég.

Est-il nul si à l'énonciation du domicile des témoins instrumentaires n'est pas jointe l'indication de leur demeure ? (Même loi, art. 9 et 13.) — Rés. nég.

Le sieur Lieflooghe ayant disposé par testament authentique de l'usufruit de ses biens, en faveur de la veuve Rouhard, celle-ci réclama son legs devant le tribunal d'Anvers. Le défendeur Heughebaert opposa d'abord une exception fondée sur un prétendu défaut de qualité de la demanderesse, exception qui fut écartée par un premier jugement du 28 juillet 1838, puis, sous la réserve d'appeler de cette décision, Heughebaert soutint que le testament du sieur Lieflooghe était nul, parce que l'un des témoins certificateurs était étranger, et que l'acte se bornait à indiquer le domicile des témoins instrumentaires, sans faire mention de leur demeure.

Ces moyens de nullité furent écartés par un second jugement ainsi conçu :

« Attendu que la demanderesse, pour prouver la justice de sa demande, a invoqué un testament passé par-devant le notaire Gleizes, de résidence à Anvers, en date du 12 octobre 1819;

« Attendu qu'il résulte de ce testament que toutes les formalités prescrites par le Code civil en vigueur ont été observées; qu'outre les deux témoins certificateurs, il a été reçu en présence de quatre témoins contre lesquels il n'a été élevé aucun reproche; d'où suit que ce testament, si le

(¹) Voy. Angers, *Cours du notariat*, chap. 4, sect. 1^{re}, § 4, p. 51; Merlin, *Rép.*, *1^{er} Témoin instrumentaire*, sect. 2, n^o 3; Dalloz, t. 21, p. 92.

notaire eût personnellement connu le testateur, devrait, sous tous les rapports, être considéré comme un acte valide;

« Attendu que la loi du 25 ventôse an xi, prescrivant par son article 11 qu'en cas d'ignorance de la part du notaire du nom, de l'état et de la demeure des parties, ils doivent lui être attestés dans l'acte par deux citoyens sachant signer, n'attache, si on excepte les mesures sévères de discipline encourues par le notaire, aucune nullité au défaut d'observation de cette formalité, puisqu'en déclarant, par son article 68, nul tout acte non signé des parties et fait en contravention aux dispositions contenues aux articles 6, 8, 9, 10, 14, 20 et 32, elle passe tout à fait sous silence la disposition de l'article 9, ce qui acquiert un degré de probabilité de plus, lorsqu'on considère que les témoins certificateurs n'existent que pour attester dans l'acte l'individualité de la partie contractante, et non pour concourir, comme les témoins de l'article 9, à la confection de l'acte lui-même;

« Attendu que si, dans l'espèce, l'identité du testateur n'était pas suffisamment établie, par cela que l'un des témoins certificateurs n'est pas citoyen belge, ce vice serait suffisamment couvert par le silence des parties, qui ne révoquent aucunement en doute que c'est bien véritablement J. Liefoghe, mesureur des droits d'entrée, de sortie ou des accises, à Auvers, qui a fait ledit testament;

« Attendu que le testament en question relate que les témoins certificateurs demeurent à Anvers, et que les quatre témoins instrumentaires sont domiciliés en la même ville; d'où suit, les mots *domicile* et *demeure* étant synonymes dans l'acception commune, qu'il a été satisfait au prescrit, tant de l'article 13 qu'à celui des articles 9 et 12 de la loi du 25 ventôse an xi;

« Par ces motifs, le tribunal déclare bon et valable le testament du sieur Liefoghe, etc. »

Un appel a été dirigé contre ce jugement et contre celui du 28 juillet 1858. — Outre les moyens plaidés en première instance, l'appelant s'est prévalu, pour la première fois, du défaut de préliminaire de conciliation. — L'intimé a soutenu que l'appel du jugement du 28 juillet était non recevable, l'exception tirée du défaut de qualité ayant été couverte par la plaidoirie en nullité du testament; qu'il en était de même de l'exception prise du défaut d'essai de conciliation, qui aurait dû être proposé *in limine litis*.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'au moment de la confection du Code de procédure civile, actuellement en vigueur, l'épreuve de la conciliation était introduite dans nos lois depuis plusieurs années; que son influence en pratique avait pu être justement appréciée; que les résultats qu'elle avait produits ne la plaçaient pas bien haut dans l'esprit du législateur; que son exercice en général la ravalait au niveau d'une stérile formalité; qu'au milieu de ce désillusionnement, on conceit que le législateur du Code de procédure civile, agissant sous ses propres inspirations et sous l'influence de la Cour suprême de France, qui avait déjà marqué dans ses arrêts le degré d'importance et d'utilité qui lui était assigné, n'ait pas considéré, tout en la maintenant, l'épreuve de la conciliation comme une de ces bases fondamentales qui assurent l'ordre public; que ce qui le prouve, ce sont les nombreuses exceptions apportées au principe; que ces exceptions prenant pour la plupart leur source dans des convenances personnelles, dans l'ordre et la nature de certains intérêts privés, n'auraient ni dû ni pu exister, si le principe avait, dans l'ordre légal, l'élevation de rang qu'on lui suppose; que les lois d'ordre public, en effet, posent un niveau inflexible auquel se rangent et les convenances personnelles et toutes les catégories d'intérêts privés; qu'ainsi l'article 49 du Code de procédure démontre, par ses exceptions multipliées puisées dans des considérations d'intérêt privé, que la règle de l'article 48, qui le précède immédiatement, ne s'applique également qu'à un ordre d'intérêts de même espèce, et que les deux articles créeraient une monstruosité dans la loi, si le premier appartenait à l'ordre public;

Attendu que l'article 36 du même Code conduit à la même conséquence; qu'on ne comprend pas en effet comment on pourrait s'affranchir, pour une modique somme de 10 francs, de l'épreuve de conciliation, soit comme demandeur, soit comme défendeur, si l'ordre public était engagé dans cette épreuve;

Attendu, en ce qui touche l'appel du jugement du 28 juillet 1858, que l'appelante, en prenant contre l'intimée, le 27 novembre de la même année, devant le tribunal civil d'Anvers, des conclusions en nullité du testament dont il s'agit entre parties, a reconnu par cela même la qualité que ledit jugement attribuait à ladite intimée; qu'elle

a confirmé postérieurement cette reconnaissance, en plaidant, d'après ses conclusions antérieures; que c'est en vain que, pour échapper à l'effet de cette double reconnaissance, elle a fait des réserves, notamment celle d'appeler de ce jugement; que cette réserve est tout à fait inopérante, d'après la maxime qui rejette la protestation contraire à l'acte; d'où suit que l'appel du jugement du 28 juillet 1838 n'est pas recevable;

Attendu, quant à l'appel du jugement du 9 février 1839, que les motifs du premier juge, auxquels la Cour se réfère, démontrent suffisamment le non-fondement des moyens de nullité dirigés contre le testament de Liefvooghe; que le premier juge n'était pas tenu, pas plus que la Cour, à réserver à l'appelante des moyens qu'elle est toujours libre d'employer, si elle s'y croit recevable et fondée;

Par ces motifs, ouï M. l'avocat général Delebecque en ses conclusions, déclare l'appelante non recevable à se prévaloir, dans l'état actuel du litige, du défaut de tentative de conciliation; la déclare non recevable dans son appel du jugement du 28 juillet 1832, non fondée dans son appel du jugement du 9 février 1839, etc.

Du 13 novembre 1839. — Cour de Brux.
— 3^e Ch.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — DÉFENSES. — JUGEMENT CONSULAIRE.

L'art. 459 du Code de procédure civile, qui autorise le juge d'appel à accorder des défenses lorsque le premier juge a mal à propos ordonné l'exécution provisoire, n'est pas applicable aux jugements des tribunaux de commerce. L'article 647 du Code de commerce, postérieur au Code de procédure, a dérogé à cette disposition (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les conclusions telles qu'elles ont été prises par les appelants tendent à faire réformer le jugement à quo en tant qu'il a ordonné l'exécution provisoire sans caution, et ont ainsi pour but d'obtenir de véritables défenses;

Attendu que si l'article 459 du Code de

procédure civile autorise le juge d'appel à accorder des défenses lorsque le premier juge a mal à propos ordonné l'exécution provisoire, il est évident que l'article 647 du Code de commerce, postérieur au Code de procédure civile, a dérogé à cette disposition pour les jugements des tribunaux consulaires;

Attendu que les termes de ce dernier article sont généraux et prohibitifs; qu'ils n'admettent aucune distinction; que la volonté du législateur est d'autant moins douteuse à cet égard, qu'il ne permet pas d'arrêter l'exécution même en cas où le jugement serait attaqué pour vice d'incompétence;

Attendu, d'ailleurs, que, pour obvier aux inconvénients que pouvait entraîner cette disposition admise en faveur du commerce, la loi a donné aux Cours la faculté d'accorder, suivant l'exigence des cas, la permission de citer à bref délai pour plaider au fond;

Par ces motifs, déclare les appelants non recevables dans leurs conclusions, etc.

Du 14 nov. 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

1^o DEGRÉS DE JURIDICTION. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — 2^o ADJUDICATION DÉFINITIVE. — NULLITÉ. — RECEVABILITÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1^o *Un jugement, sur l'opposition faite par un saisi à l'adjudication définitive de ses biens, est-il sujet à appel, bien que les causes de l'expropriation soient inférieures à 1,000 fr. (2)?* — Rés. aff.

2^o *Bien que le saisi ait articulé, en temps utile, des moyens de nullité contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, la Cour ne peut-elle y avoir égard, s'il a laissé passer le jugement d'adjudication préparatoire en force de chose jugée?* — Rés. nég.

Tous les moyens résultant, soit du titre en vertu duquel la saisie est faite, soit des actes de la procédure, soit du fond de la cause, doivent être proposés avant l'adjudication préparatoire. Ainsi le saisi ne peut plus s'opposer à l'adjudication définitive, sur le fondement qu'il s'était

(1) Voy. Gand, 26 déc. 1833; Brux., 28 février 1834.

(2) Voy. Nancy, 9 juillet 1829; Grenoble, 7 juillet 1830.

libéré de la créance pour laquelle la saisie avait été faite, et qu'il en existait une quittance valable, alors surtout qu'il avait cette quittance entre ses mains, même avant l'adjudication préparatoire (1).

Il est loisible au saisi d'agir par action principale en dommages-intérêts contre le poursuivant qui l'a exproprié (2). (Code civil, art. 1542.)

Le 19 août 1859, au moment où il allait être procédé à l'adjudication définitive de certains biens à charge du sieur Coenen, par procès-verbal du 22 février 1859, en vertu d'un jugement qui le condamnait au paiement d'une somme de 442 fr. 82 cent., l'avoué constitué pour le saisi déclara former opposition à l'adjudication définitive. — L'avoué du poursuivant prétendant qu'il n'avait reçu aucune signification d'avoué à avoué, conformément à l'article 755 et autres du Code de procédure, s'opposa à cette entrave apportée à l'adjudication définitive, le jour même et à l'instant où cette adjudication devait avoir lieu d'après les publications. Le débat ayant été ouvert sur cet incident, l'avoué de la partie saisie prit la conclusion suivante :

Attendu que le défendeur Coenen ne doit plus rien du chef de l'action dont s'agit; attendu que la quittance définitive constatant cette libération est en mains du ministère public; attendu qu'il est avoué au procès que la quittance constatant sa libération complète subsiste, et qu'elle est signée par Degrez; que l'exception de libération est opposable en tout état de cause; attendu que l'opposition dans la forme est recevable; conclut à ce qu'il plaise au tribunal admettre l'opposition à l'expropriation, etc. — L'avoué du sieur Degrez prit, de son côté, une conclusion ainsi conçue :

Attendu que, par jugement par défaut en date du 11 juin, l'adjudication définitive des biens saisis à la requête du sieur Degrez a été fixée à ce jour 19 août, à 10 heures du matin; attendu que toutes les formalités prescrites par la loi, ainsi que la signification du jugement d'adjudication préparatoire de la partie saisie, ont été observées et que le sieur Coenen n'a pas jusqu'ors constitué avoué, fait opposition ni excipé d'aucune espèce de nullité posté-

rieure à l'adjudication préparatoire; attendu qu'aux termes de l'article 2 du décret du 2 février 1811, toutes les exceptions contre l'adjudication définitive doivent être présentées quarante jours au moins avant cette adjudication; attendu qu'aux termes dudit article, indépendamment de tous autres motifs, le sieur Coenen n'est plus recevable aujourd'hui, jour de l'adjudication définitive, à élever aucun incident contre cette adjudication; que d'ailleurs tous les incidents postérieurs à l'adjudication préparatoire doivent être présentés par requête avec avoué, conformément à l'article 725 du Code de procédure; par ces motifs, l'avoué conclut à ce qu'il soit passé outre à l'adjudication définitive.

Jugement du 19 août 1859, ainsi conçu : « Attendu que la quittance dont les parties ont parlé serait en date du mois de mars 1859, et ainsi de beaucoup antérieure au jugement d'adjudication préparatoire rendu en cause;

« Attendu qu'aux termes du décret du 2 février 1811 toute demande en nullité de procédure, en cas de saisie immobilière, doit être proposée quarante jours au moins avant le jour fixé pour l'adjudication définitive et est subordonnée à la caution pour les frais à donner par l'opposant aux poursuites; que les dispositions et les motifs qui y ont donné lieu s'appliquent à toute espèce de nullité, soit qu'on la fasse résulter de nullités de forme, soit qu'on la base sur des moyens tirés du fond de la cause; qu'au surplus cette interprétation résulte de la combinaison des articles 750, 754 et 755 du Code de procédure, qui soumet à une seule forme et à un seul et même délai les appels rendus sur les demandes en distraction et sur toute nullité en général;

« Attendu qu'il n'est pas satisfait à aucune des deux conditions énoncées dans le décret prémentionné par l'opposant Coenen;

« Par ces motifs, déclare l'opposant non recevable; dit qu'il sera passé outre séance tenante. »

Appel ayant été interjeté incontinent et en parlant au poursuivant, présent à l'audience, l'adjudication fut pruvogée au 19 novembre.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les conclu-

(1) Voy. Liège, 2 mai 1814, 9 décembre 1825 et 20 juillet 1837; Brux., 27 avril 1816; Brux., cass., 25 juillet 1819. La jurisprudence de la Cour de cassation de France est constante sur ce

point. Voy. dans ce sens Carré, n° 2485; Thomine, n° 840. Mais voy. Lyon, 10 juillet 1837.

(2) Voy. Carré, n° 2488; Bioche, v° Saisie immobilière, n° 445.

sions de l'appelant en première instance contenaient évidemment la demande d'une chose indéterminée dont le juge ne pouvait connaître qu'à charge de l'appel.

Au fond : — Attendu que le tribunal de Bruxelles, après avoir déclaré que les formalités voulues par la loi ont été remplies, et qu'il n'y a pas d'opposition formée à l'adjudication préparatoire, a, le 11 juin 1839, déclaré qu'il y avait lieu à y procéder et y a procédé, en effet, séance tenante, en fixant l'adjudication définitive au 19 août de la même année ;

Attendu que ce jugement, signifié à Coenen le 22 juin suivant, n'a point été attaqué d'appel par lui ;

Qu'ainsi en supposant que l'on puisse considérer l'exploit fait à la requête de Coenen sous la date du 23 avril 1839, comme articulant des moyens de nullité contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire dans une forme valable, la Cour ne pourrait s'en occuper ni y avoir égard en présence du jugement d'adjudication préparatoire susénoncé, passé depuis longtemps en force de chose jugée ;

Attendu qu'il est en aveu qu'après l'adjudication préparatoire, l'appelant, qui voulait s'opposer à l'adjudication définitive, sur le fondement qu'il s'était libéré de la créance pour laquelle la saisie avait été faite, et qu'il en existait une quittance valable, ne s'est conformé à aucune des dispositions du décret du 2 février 1811, et que ce n'est qu'à l'audience fixée pour l'adjudication définitive qu'il a, après deux protestations signifiées à l'intimé, sous les dates des 25 juillet et 19 août 1839, porté devant la justice une demande ou conclusion prise sur le bureau, tendante en effet à s'opposer à l'adjudication définitive ;

Attendu cependant que, d'après ses propres soutènements, l'appelant n'avait jamais ignoré l'existence de cette prétendue quittance, et que nommément il l'avait entre les mains longtemps même avant l'adjudication préparatoire ;

Attendu que soit l'article 735 du Code de procédure, soit le décret du 2 février 1811, ne distinguent entre les nullités de la saisie, tirées des vices des actes de la procédure et celles basées sur le fond de la cause ;

Que le législateur a eu si peu l'intention de faire cette distinction que l'on voit dans l'article 730 du Code de procédure, qui fait partie du même chapitre que l'art. 735, que même à l'égard du tiers propriétaire, qui a formé une demande en distraction,

que certes il n'a pu fonder que sur sa qualité de propriétaire et non sur des vices de procédure, la faculté d'appeler du jugement qui rejette sa demande est limitée à quinze jours, même délai que celui accordé au saisi par l'article 734, pour appeler du jugement d'adjudication préparatoire ;

Attendu que le but du législateur, en portant une disposition générale qui n'admet pas la distinction que veut faire l'appelant, a été d'empêcher que le saisissant, les créanciers et les adjudicataires, ne devinssent victime du caprice ou de la mauvaise foi du saisi qui, après avoir été averti et signifié de tous les actes, et s'être vu pendant toute la procédure, ou au moins, ce qui est la même chose, ne s'être point conformé à la loi en formulant ses réclamations, viendrait au jour même de l'adjudication définitive et même en appel critiquer les causes de la saisie, et ainsi leur occasionner un préjudice qu'il pouvait éviter en se conformant à la loi ;

Que d'ailleurs il peut rester au saisi, dont les biens ont été adjugés sans cause, une action principale en dommages-intérêts fondée sur l'article 1382 du Code civil ; que si le résultat de l'exercice de cette action ne répondait pas à son attente, il ne pourrait encore l'imputer qu'à sa négligence.

Sur l'appel incident :

Attendu que l'intimé avait conclu devant les premiers juges à ce que les frais du jugement à intervenir, et autres à faire en exécution d'icelui, fussent recouvrés par privilège sur le prix d'adjudication, et que le Juge a omis de statuer sur ce chef de demande ;

Vu l'article 716 du Code de procédure, où M. l'av. gén. d'Anethan en son avis conforme, statuant sur l'appel principal, dit qu'il est recevable ; le déclare non fondé, en conséquence le met à néant ; statuant sur l'appel incident, le déclare fondé, etc.

Du 18 novembre 1839. — Cour de Brux.
— 1^{re} Ch.

—
VOL.

Bruxelles, 19 novembre 1839. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 187.

—
**EXÉCUTION PROVISOIRE. — TITRE
CONTENTÉ.**

Lorsque la validité d'une sentence arbitrale et de l'ordonnance d'exequatur dont elle

est revêtue est attaquée de nullité, le tribunal saisi de la contestation ne peut pas ordonner l'exécution provisoire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le jugement dont est appel a statué sur la validité du jugement arbitral et de l'ordonnance d'exequatur rendue par le président du tribunal de Neufchâteau;

Attendu que le jugement arbitral ne devenait exécutoire qu'en vertu de cette ordonnance; — Que, dans l'espèce, la sentence et l'exequatur sont également contestés, et que leur validité forme même aujourd'hui l'objet unique du litige; — Qu'ainsi l'on ne saurait dire qu'il existe contre la partie appelante une condamnation précédente non attaquée par la voie de l'appel; — Que c'est donc à tort que les premiers juges ont accordé l'exécution provisoire, nonobstant appel et sans caution;

Par ces motifs, etc.

Du 20 novembre 1839. — Cour de Liège.
— 1^{re} Ch.

BAIL A RENTE. — COUTUME DE LIÈGE. —
PAYEMENT. — POSSESSEUR DE FONDS. — ACTION DIRECTE.

Aux termes des articles 5 et 11 du chap. 7 des coutumes de Liège, le possesseur d'une partie du fonds affecté d'une rente créée par bail à rente était tenu de payer solidairement cette rente et pouvait être contraint à ce paiement par action directe et principale, sans que le créancier eût besoin de recourir d'abord aux débiteurs primitifs, ou de faire constater le défaut d'iceux.

Les intimés étaient créanciers d'une rente foncière de 160 florins Brabant-Liège, créée par un rendage d'une maison située à Jemeppe, avec les prairies, terres et vignobles y attenant; ledit rendage avenu le 18 décembre 1769 par le baron Depretz de Barchoen, au profit de J. Latour, dudit lieu;

Cette rente a été transportée à l'auteur des intimés par acte avenu le 17 janvier 1785. Le sieur Latour, débiteur originaire de la rente, étant décédé, ses enfants procédèrent au partage de ses biens; ils obtinrent chacun une partie plus ou moins grande des biens compris dans le rendage de 1769,

et convinrent entre eux de payer chacun une quotité déterminée dans la rente dont il s'agit.

Par deux actes des 19 février 1796 et 6 janvier 1797, les enfants et gendre du preneur J. Latour ont vendu et cédé à la veuve du capitaine Dubois, auteur de l'appelant, deux parcelles du fonds qui faisaient partie des biens compris dans le bail à rente de 1769. Par ces mêmes actes, l'acquéreur s'est engagé vis-à-vis des vendeurs à payer une quotité de 20 florins et une autre de 21 fl. 18 sous Brabant-Liège, hors la rente dont il s'agit. Par un titre nouvel passé devant l'asseux, notaire, le 16 novembre 1807, le défendeur appelant, ainsi que les autres codébiteurs, se sont reconnus débiteurs solidaires de la rente en question. Cependant, les débiteurs étant en défaut de paiement de la rente, les intimés ont été obligés d'assigner le défendeur appelant pour s'entendre condamner au paiement des arrérages échus et à donner un titre nouvel, celui passé en 1807 ayant plus de vingt-huit ans de date. C'est alors que le défendeur appelant a formé la prétention de ne payer que la quotité de la rente qui avait été mise à sa charge par les deux actes de vente des 19 février 1796 et 6 janvier 1797, et de ne fournir un titre nouvel qu'en raison de cette quotité. Ces offres ont été déclarées insuffisantes par le jugement *à quo* du 9 mai 1837.

Le 20 juillet 1837, J. Dubois a interjeté appel de ce jugement. Il se fondait sur ce qu'il n'était ni l'héritier ni le représentant du débiteur primitif de la rente de 160 fl.; qu'en qualité d'acquéreur, il n'est personnellement obligé que pour la quotité de 40 florins 18 sous Brabant-Liège offerte par lui et hypothécairement pour le tout; que le titre nouvel du 16 novembre 1807 n'ajoute rien à l'obligation primitive; sur ce que l'action établie par l'article 5, ch. 7, de la coutume, n'est qu'une action réelle ou hypothécaire; que cette action n'a rien de commun avec l'obligation personnelle que les premiers juges ont imposée à l'appelant; que cette vérité résulte à l'évidence des termes mêmes de l'article 5, chap. 7, combinés avec l'article 3, chap. 7, des coutumes. — Les intimés motivaient leurs conclusions sur ce que la rente de 160 florins Brabant-Liège dont il s'agit a été créée par un bail à rente passé sous l'empire des coutumes liégeoises; sur ce que c'est également sous l'empire des mêmes coutumes que l'auteur de l'appelant a acquis les deux parcelles de bien comprises dans le bail à rente sus-

énnné...; sur ce que l'appelant possède encore actuellement lesdits immeubles; sur ce qu'il résulte des articles 2, 3, 4, 5 et 6 du chapitre 7 de la coutume de Liège, que les codébiteurs d'une rente en sont tenus solidairement alors même qu'ils ne posséderaient qu'une partie des hypothèques; sur ce que l'appelant a pris l'engagement solidaire de continuer le service de la rente, ainsi qu'il résulte du titre nouvel passé devant Passeux, notaire, le 16 novembre 1807, sur la doctrine des auteurs et sur la jurisprudence constante de la Cour.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'au ci-devant pays de Liège, le possesseur d'une partie du fonds affecté d'une rente créée par bail à rente était tenu de payer solidairement cette rente et pouvait être contraint à ce paiement par action directe et principale, sans que le créancier ait besoin de recourir d'abord aux débiteurs primitifs ou de faire constater le défaut d'iceux;

Que ces principes sont consignés dans les articles 5 et 11 du chapitre 7 des coutumes de Liège, sous l'empire desquelles la rente a été créée et parties du fonds été acquises par l'appelant ou par leurs auteurs; que les mêmes principes sont enseignés par Méan, Sobet et Stockmans, et que l'appelant lui-même y a rendu hommage dans le titre nouvel qu'il a passé le 16 septembre 1807;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 20 novembre 1839. — Cour de Liège.
— 1^{re} Ch.

CITATION DIRECTE. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — JUGE D'INSTRUCTION (RENOI AU). — ÉVOCAION.

Lorsque le ministère public a saisi directement un tribunal correctionnel de la connaissance d'un délit, par une citation donnée au prévenu, le tribunal peut-il, sur la demande de ce dernier, ordonner le renvoi préalable devant le juge d'instruction? (Code d'inst. crim., art. 182.)

Que faudrait-il décider s'il y avait eu plainte? (Code d'inst. crim., art. 64.)

La Cour saisie par l'appel du ministère public de l'examen de la première question, et qui infirme le jugement qui l'aurait décidée pour l'affirmative, par le motif que

les faits n'étaient pas de nature à donner lieu à une instruction préalable, peut-elle écouler? (Code d'inst. crim., art. 215.)

— Rés. aff.

Le 26 juin 1839, procès-verbal du commissaire de police de Saint-Nicolas sur la plainte de Versmissen, à charge de Parrin, ainsi que de B... et V... — Versmissen accuse Parrin de l'avoir maltraité et injurié, B... et V... de l'avoir injurié.

Le 28 juin, procès-verbal du même commissaire de police, sur la plainte de Parrin, à charge de Versmissen, Parrin accuse Versmissen de l'avoir injurié. — Le ministère public assigne en même temps Versmissen et Parrin, comme prévenus d'injures réciproques, et Parrin en outre de coups sur Versmissen à Saint-Nicolas, du 12 au 25 juin 1839.

Outre les témoins assignés à la requête du ministère public, témoins parmi lesquels figurait le sieur B..., Versmissen en fit assigner six à charge de Parrin.

À l'audience Versmissen prit les conclusions suivantes :

Attendu que Versmissen s'est plaint d'avoir été injurié et frappé par Parrin, et d'avoir été injurié par les sieurs B... et V...; que cependant ni B... ni V... n'ont été cités comme prévenus; attendu que la plainte formée par Parrin, le 28 juin dernier, n'a aucune connexité ni rapport avec la plainte de Versmissen; que Parrin se plaint d'avoir été injurié, le 12 mai, le 16 juin et le 24 juin, sur la route de Boven, tandis que les injures, les coups et les blessures dont se plaint Versmissen ont eu lieu le 24 juin et jours suivants dans l'estaminet *l'Europe* et à côté du cabaret *la Rhétorique* à Saint-Nicolas, et qu'ainsi il ne peut y avoir lieu à réciprocité; attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 64 du Code d'instruction criminelle, les plaintes seront transmises par le procureur du roi et avec son réquisitoire au juge d'instruction, pour, le rapport de celui-ci fait, être décidé par la chambre du conseil comme il appartiendra; que le sieur Versmissen conclut qu'il plaise au tribunal renvoyer l'affaire pour être préalablement instruite aux termes des articles 64, 71 et 127 du Code d'instruction criminelle.

Le 12 juillet 1839, jugement du tribunal de Termonde, ainsi conçu :

« Attendu que la plainte de Versmissen est de nature à donner lieu à une poursuite, non-seulement à l'égard de Parrin, mais aussi à l'égard des avocats B... et V...; que ceux-ci ne figurent pas au procès comme

prévenus, et que l'un d'eux y est appelé au contraire comme témoin à l'appui de la plainte de Parrin; qu'il convient donc avant de procéder à l'audition des témoins de connaître en quelle qualité ces personnes devront figurer au procès; que d'ailleurs un grand nombre de témoins ont été appelés, non-seulement par le ministère public à l'appui desdits procès-verbaux et plaintes, mais aussi par les parties plaignantes elles-mêmes; qu'une instruction à l'audience serait longue et compliquée, et pourrait absorber plusieurs séances, peut-être sans résultat utile; que dans cet état de choses il convient d'ordonner une instruction préalable, pour éclairer la religion du tribunal;

« Que cela est conforme à la disposition de l'article 64 du Code d'instruction criminelle, qui veut, lorsqu'il s'agit de plaintes comme dans l'espèce, qu'elles soient transmises par le procureur du roi au juge d'instruction, afin d'instruire et de rendre compte de l'affaire à la chambre du conseil; que, quoiqu'il soit vrai qu'en vertu de l'article 182 du même Code le ministère public a le droit de saisir directement le tribunal de police correctionnelle, cela doit s'entendre néanmoins dans les limites tracées par la loi elle-même, et que la loi exige formellement et positivement qu'en matière de plainte une instruction préalable ait lieu;

« Qu'aucune disposition de loi, pas même l'article 182 du prédit Code, n'interdit au tribunal de police correctionnelle la faculté de renvoyer devant qui de droit, pour que l'affaire qui lui est soumise subisse une instruction préliminaire; qu'à cet égard il est arbitre et appréciateur des circonstances, et jouit de ce chef de la plus grande liberté; qu'il ne résulte ni du texte ni de l'esprit de cette disposition que cette faculté lui serait interdite;

« Qu'au contraire il est manifeste que le législateur a voulu que le tribunal pesât dans sa justice, et dans sa sagesse, s'il convient de prendre de suite connaissance de l'affaire ou de la renvoyer devant le juge chargé d'instruire; que d'ailleurs le renvoi devant ce juge n'est pas sans objet dans l'espèce, ainsi que le justifient les motifs ci-dessus déduits;

« Par ces motifs, le tribunal renvoie l'affaire et les pièces devant M. le juge d'instruction pour, l'instruction psachée, être statué sur son rapport par le tribunal comme il appartiendra... »

Le ministère public a interjeté appel de ce jugement. Il a soutenu devant la Cour :

1° qu'en vertu de la règle générale consacrée par l'article 182 du Code d'instruction criminelle, le ministère public pouvait assigner les prévenus directement et sans requérir une instruction préalable; que cette règle ne souffre pas exception pour le cas de plainte; l'article 64 du Code d'instruction criminelle suppose que l'affaire est de nature à exiger une instruction préalable, il se trouve en effet placé sous la rubrique de l'instruction. On concevrait d'ailleurs difficilement la nécessité absolue de l'instruction préalable, alors qu'une plainte peut n'avoir pour objet qu'un fait de mince importance et facile à constater. L'article 64 ajoute *in fine* : « dans les matières du ressort de la » police correctionnelle la partie lésée pourra » s'adresser directement au tribunal correc- » tionnel... » S'il en est ainsi pour la partie lésée, pourquoi en serait-il autrement pour le ministère public nécessairement plus impartial qu'elle? (conf. Legraverend, t. 3, p. 565, n° 296, édition de 1859); 2° quo non-seulement le ministère public pouvait assigner en même temps Parrin et Versmissen, mais que même il le *devait*, puisque les faits qui leur sont respectivement imputés sont connexes, et ont une origine commune; qu'ainsi l'exigeaient la saine raison et l'intérêt de la justice; que cette connexité résulte entre autres de ce que, comme l'observait le premier juge lui-même, les injures *réci-proques* et les coups imputés à Parrin ont eu lieu principalement le 24 juin; 3° que le ministère public pouvait se dispenser d'assigner en même temps, comme prévenus, les sieurs B... et V.... la loi, en effet, n'a pas voulu ni pu vouloir que le ministère public servit d'instrument aveugle aux accusations que les parties articulent souvent avec légèreté ou avec passion; le ministère public ne doit donner suite à une plainte que lorsqu'il trouve qu'il y a matière à poursuite : la partie qui se prétend lésée trouve d'ailleurs un remède dans la loi, elle peut assigner directement; 4° que le tribunal saisi directement par le ministère public ne pouvait pas renvoyer la cause à l'instruction. Le tribunal, saisi par assignation directe, est saisi *légalement* (article 182 du Code d'instruction criminelle); dès lors il ne peut *se dessaisir*, que par un acte épuisant sa juridiction (Legraverend, *ibid.*). Or, en renvoyant à l'instruction, il se dessaisit éventuellement, car la chambre du conseil (qui n'est pas le tribunal) peut, sur le rapport du juge d'instruction, déclarer qu'il n'y a pas lieu à suivre ou renvoyer la cause à un autre juge. Le prévenu lui-

même, une fois légalement assigné, est par cela seul sous le poids d'une prévention ou accusation qu'il a le droit de faire vider; or, le renvoi au juge d'instruction lui enlève éventuellement ce droit. — L'instruction préalable est d'ailleurs une mesure introduite par le législateur dans l'intérêt de la vindicte publique, afin de parvenir à connaître les éléments qui doivent motiver une mise en prévention; mais elle n'est pas un mode de preuve mis à la disposition du juge appelé à statuer sur l'objet même de la prévention (conf. cass., 18 novembre 1821, *nec. obstat.*, cass., 18 juin 1824, voyez Legraverend, *ibid.*, note de Duvergier); 5^e qu'en fait il n'y avait aucun motif de renvoyer à l'instruction. « La véritable instruction, dit une circulaire du ministre de la justice du 23 septembre 1812 (Legraverend, l. c.), est celle qui se fait à l'audience, et il ne doit pas ordinairement s'en faire d'autre, à moins qu'il n'y ait incertitude, soit sur l'existence ou le caractère du délit, soit sur la désignation des individus qui doivent être cités comme prévenus ou comme témoins, ou qu'enfin l'affaire ne soit, à raison de son importance, susceptible de recherches ou de développements qui exigent une instruction préparatoire; » 6^e qu'il y avait lieu à évocation (article 213 du Code d'instruction criminelle, et Dalloz, v^o *Compétence*, t. 6, p. 65, s.).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les faits et circonstances consignés dans les divers procès-verbaux et plaintes qui ont donné lieu à la poursuite du ministère public ne sont pas de nature à exiger une instruction préalable; qu'ainsi il n'échoit, dans l'espèce, d'examiner si le tribunal a pu d'office ou même sur les conclusions d'une des parties, renvoyer la cause devant le juge d'instruction;

Par ces motifs, met le jugement dont appel à néant; déclare retenir la cause pour y être fait droit au fond.

Du 20 novembre 1839. — Cour de Gand. — Ch. des appels correct.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — ORDONNANCE DE RÉFÈRE. — DÉFENSES.

L'article 459 du Code de procédure civile ne permettant aux Cours d'accorder des dé-

fenses que lorsque l'exécution a été ordonnée par le premier juge hors les cas prévus par la loi, il s'ensuit que cet article n'est pas applicable aux ordonnances des référés qui, par leur nature et en vertu de l'article 809 du Code de procédure civile, sont exécutoires par provision et sans caution.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de la requête présentée par les appelants, rapprochée de l'arrêt qui fixe l'affaire à ce jour, que la Cour n'est appelée pour le moment qu'à statuer sur le mérite des défenses qui font l'objet de cette requête;

Attendu que les ordonnances de référés, par leur nature et en vertu de l'article 809 du Code de procédure civile, sont exécutoires par provision et sans caution;

Attendu que l'article 459 du Code précité ne permet aux Cours d'accorder des défenses que lorsque l'exécution a été ordonnée par le premier juge, hors les cas prévus par la loi; que, par suite, cet article est sans application possible aux ordonnances de référés, et que la Cour ne pourrait accorder les défenses demandées sans violer l'article 460 du Code de procédure civile;

Par ces motifs, dit que, quant à présent, il n'y a pas lieu de statuer ni d'ordonner de plaider au fond; rejette la demande des défenses, et condamne la partie appelante aux dépens de l'incident.

Du 21 novembre 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

SURCHARGE.

Bruxelles, 21 nov. 1839. — Voyez à la suite de l'arrêt du 1^{er} août 1839, 2^e et 3^e espèces.

ART DE GUÉRIR. — PERMISSION. — DÉCHÉANCE.

Celui qui avait obtenu du gouvernement français, avant la séparation des territoires, la permission de pratiquer l'art de guérir, n'a pas été déchu de son droit par la publication de la loi du 12 mars 1818.

Le 1^{er} juin 1839, jugement du tribunal de Namur, ainsi conçu :

« Attendu que l'on ne peut considérer la loi du 12 mars 1818 que comme posant des règles pour l'avenir, étant contraire au droit commun de lui donner un effet rétroactif ;

« Attendu qu'il résulte d'une pièce régulière versée au procès que, sous le gouvernement français, le 11 juillet 1815, Garcia a été autorisé à exercer l'art de guérir ;

« Attendu que la loi dont on réclame l'application suppose elle-même dans son article 10 que le gouvernement *proprio motu* peut accorder des autorisations pour exercer l'art de guérir sans examen ; que dès lors on est invinciblement conduit à conclure que les autorisations données par le gouvernement précédent doivent rester debout et sortir leurs effets ;

« Attendu que, dans cet état, le fait imputé au prévenu ne présente aucun délit ; le tribunal renvoie Garcia des poursuites, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.
Du 23 nov. 1859. — Cour de Liège.

MINES.

Bruxelles, 30 nov. 1859. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 15.

FAILLITE. — SOCIÉTÉ. — COMPÉTENCE. — ASSOCIÉ INDIVIDUEL.

Il n'appartient pas au tribunal, qui a déclaré la faillite d'une société, de déclarer individuellement en faillite un des associés qui n'est pas justiciable. (Code de comm., art. 441 ; Code de proc., art. 59, § 5.)

Un sieur Droulet, de Pecq, près de Tournai, ayant fait faillite, et le syndic ayant trouvé dans la correspondance la preuve qu'il était en relations avec un sieur Charlier, domicilié dans l'arrondissement de Mons, le tribunal de Tournai considéra Charlier comme associé de Droulet, et par voie de conséquence prononça la faillite de Charlier par jugement en date du 31 mai 1859. — Appel.

On soutint, pour Charlier, que le tribunal de Tournai était incompétent pour prononcer la faillite de Charlier, domicilié à Saint-Ghislain, disait-on. Le premier juge

se fonde sur ce que c'est au juge du lieu où une société commerciale existe qu'il appartient de connaître des contestations qu'elle présente, et de prononcer sur sa mise en état de faillite, quel que soit du reste le domicile de chacun des associés solidaires, tout cela est vrai, mais sans application possible à la cause. Il s'y agit, en effet, non de la faillite de la société Droulet, mais bien de celle de Charlier individuellement. L'erreur du premier juge vient de la confusion qu'il a faite d'une société et des membres qui la composent : son dispositif le prouve. « Le tribunal se déclare « compétent pour décider si le sieur Charlier fait ou non partie de la société Droulet et comp., et par suite prononcer sa « mise en état de faillite, s'il y échet. » La société est distincte des membres qui la composent ; ils peuvent contracter l'un avec l'autre ; ils peuvent avoir des droits opposés ; la société peut même être mise en faillite à la requête d'un de ses membres, s'il en est le créancier, fût-il même son seul créancier ; l'associé ne peut être mis personnellement en faillite que quand il a été personnellement interpellé de payer, et qu'il a cessé de le faire : il est alors mis en faillite, non pas parce que la société a été mise en faillite, mais parce que lui-même a cessé ses paiements : il est dans la position de tout autre négociant, et c'est le tribunal de son domicile seul qui peut le déclarer en faillite.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que Charlier a son domicile dans l'arrondissement de Mons ;

Attendu que c'est au tribunal du domicile qu'il appartient de déclarer la faillite d'un individu (Code de commerce, article 441) ;

Attendu que la question principale et directe sur laquelle le tribunal de Tournai s'est attribué juridiction, a pour objet la déclaration de faillite individuelle dudit Charlier prétendument associé de la société Droulet et comp., qualité dont il ne s'agissait qu'accessoirement, et en quelque sorte comme moyen de la question principale ;

Attendu que si la personne morale, la société dont prétendument Charlier serait membre, a son siège dans l'arrondissement de Tournai, il en résulte bien que la faillite même de la société doit être déclarée par le tribunal de commerce de cet arrondissement, mais nullement la faillite individuelle de l'associé ; qu'en effet l'asso-

cié d'une part et la personne morale de l'autre, forment deux individualités distinctes, et bien que comme associé Charlier puisse avoir des obligations à remplir, et qu'il puisse être interpellé à cet égard, l'état de faillite de la société n'est certes pas l'état individuel de l'associé, vu que l'on conçoit clairement que l'être moral cesse ses paiements sans que pour cela la position individuelle de l'associé présente le même caractère de cessation de paiements, et lorsqu'au contraire il peut avoir des ressources efficaces;

Qu'il s'ensuit que la question de la faillite individuelle de Charlier, prétendument associé, ne saurait être considérée comme une question en matière de société susdite, dans le sens de la règle de juridiction établie par le § 5 de l'article 89 du Code de procédure civile, et par une conséquence ultérieure que cette question restait sous la règle de l'article 441, et compétait au tribunal du domicile;

Par ces motifs, M. l'av. gén. de Bavay entendu..., déclare que Charlier étant domicilié à Saint Ghislain, le tribunal de Tournai était incompétent pour le déclarer en état de faillite individuellement, etc.

Du 2 déc. 1839. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

1^o DÉPOSITAIRES PUBLICS. — DÉTOURNEMENT. — ADMINISTRATION PROVINCIALE. — CHEF DE DIVISION. — 2^o ABUS DE CONFIANCE.

1^o *Les chefs de division près des administrations provinciales ne peuvent être considérés comme dépositaires publics des effets relatifs à ces administrations qui leur sont confiées par leurs supérieurs* (1).

2^o *Les détournements commis par eux donnent lieu à l'application de l'article 408 du Code pénal* (2).

La circonstance que, d'après un usage constant, une administration provinciale remettait aux chefs de division les sommes relatives aux matières ressortissant de leurs divisions respectives, pourrait-elle suffire pour leur faire attribuer cette qualité? (Code pénal, art. 169 et 408.) — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'en 1833 il a été adressé à la députation provinciale du Limbourg, partie en numéraire, partie en mandats sur la caisse de l'agent de la banque, à Hasselt, une somme de 9,465 fr., produit de la collecte faite dans les communes du royaume pour indemniser les victimes de l'ouragan de 1832, dans le Limbourg;

Qu'il a été adressé au gouverneur de la même province, 1^o le 30 décembre 1835, par le ministre de l'intérieur, un mandat de 19,164 fr.; 2^o le 6 mars 1837, par le ministre des travaux publics, un mandat de 11,021 fr., payables à ladite caisse et représentant les parts allouées à la province de Limbourg dans les sommes votées aux budgets de l'Etat de 1835 et 1836, pour indemniser les victimes nécessaires de l'agression hollandaise;

Attendu que ces sommes, ainsi que deux formules de passe-ports à l'étranger, et 510 formules de certificats de vie timbrées, ont été successivement remises, savoir, le produit de ladite collecte, soit par la députation, soit par le gouverneur, et les autres sommes et effets par le gouverneur de la province de Limbourg, au prévenu, à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les représenter ou d'en faire un emploi déterminé; savoir, l'envoi des fonds aux ayants droit conformément aux états de répartition à préparer par lui et à arrêter, soit par le gouverneur, soit par la députation provinciale, et la remise des passe-ports et des certificats de vie aux parties intéressées;

Attendu que J. Haen est suffisamment prévenu d'avoir, dans les cinq premiers mois de 1839, à Hasselt, détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires possesseurs ou détenteurs, 1^o la somme de 9,465 francs, provenant de ladite collecte; 2^o celle de 3,547 fr. 70 centimes, faisant partie de la somme allouée à la province de Limbourg sur le budget de 1833; 3^o la somme de 11,021 fr., allouée à la même province sur le budget de 1836; enfin 4^o les formules de passe-ports et certificats de vie ci-dessus mentionnés;

Attendu que le prévenu ne peut être envisagé comme dépositaire ou comptable public de ces effets et valeurs, parce qu'aucune loi ne lui attribue cette qualité, ni lui

(1) Voy. Brux., cass., 25 mai 1840; Chauveau, chap. 60, n^o 3727.

(2) Voy. Chauveau, *Théorie du Code pénal*,

chap. 54, t. 2, p. 294, et Brux., cass., 25 mai 1840.

impose les obligations qui s'y rattachent ;

Attendu que si l'instruction pour les gouverneurs, jointe à l'arrêté royal du 13 décembre 1828, ni la loi provinciale du 30 avril 1836, en confiant aux chefs des administrations provinciales la nomination des employés et la direction et la surveillance des bureaux, ne leur attribue la mission d'investir ces employés de la qualité de comptables ou dépositaires publics, puisqu'il résulte de l'ensemble de leurs dispositions, et spécialement de l'article 11 de ladite instruction, que les employés, qui sont aux ordres des autorités provinciales, ne prennent par eux-mêmes aucune part à l'exercice du pouvoir public ;

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la susdite instruction, la conservation des archives était attribuée au gouverneur, et que l'article 121 de la loi provinciale l'a placée actuellement dans les attributions du greffier, ce qui éloigne encore l'idée de considérer les chefs de division comme dépositaires publics des effets relatifs à l'administration provinciale qui lui sont confiés par leurs supérieurs ;

Attendu que l'usage constant suivi par l'administration provinciale du Limbourg de remettre, aux chefs de division, les sommes relatives aux matières ressortissant de leurs divisions respectives, ne peut pas non plus donner au prévenu une qualité que la loi lui refuse ;

Attendu que les faits imputés au prévenu sont de nature à être punis de peines correctionnelles, aux termes de l'article 408 du Code pénal ; que c'est donc à tort que la chambre du conseil du tribunal de Hasselt les a envisagés comme constituant le crime prévu par l'article 169 du même Code ;

Annule l'ordonnance de prise de corps rendue contre le prévenu du 30 octobre 1839, etc.

Du 4 décembre 1839. — Cour de Liège.
— Ch. d'acc.

RENTE. — PRESCRIPTION.

Bruxelles, 4 décembre 1839. — Voy. *Pas.*, 1841, p. 146. — Voyez aussi Bruxelles, 17 avril 1841 (*Pasie.*, 1845, p. 37).

HYPOTHÈQUE. — RENTE.

Bruxelles, 4 décembre 1839. — Voyez *Pasieris*, 1841, p. 148.

CHASSE. — PLAINTÉ. — FORME. — ARRÊS. — CONFISCATION.

La plainte du propriétaire, que la loi du 30 avril 1790, article 8, exige pour que le ministère public puisse poursuivre les délits de chasse en temps non prohibé, n'est soumise à aucune formalité, et il suffit qu'elle fasse connaître l'intention de la partie intéressée de se plaindre du fait de chasse posé ⁽¹⁾. (Code crim., art. 51 ; loi du 30 avril 1790, art. 1, 3 et 18 combin.)

L'article 5 de la loi du 30 avril 1790 n'a pas été abrogé par le décret du 4 mai 1812 sur le port d'armes de chasse.

L'indemnité de 10 livres allouée par l'article 1^{er} au propriétaire des fruits ne peut être adjugée qu'au propriétaire des fruits croissant sur la pièce sur laquelle le délit de chasse a eu lieu et ainsi le propriétaire, qui n'est porté partie civile, n'a pas droit à cette indemnité, s'il n'exploite son fonds par lui-même ⁽²⁾.

Le sieur Lenoir, propriétaire d'une pièce de terre, à Anderlecht, affermée par lui, se porta à l'audience partie civile contre le sieur Neerinckx, prévenu de chasse, sans sa permission, sur ladite terre. La poursuite avait eu lieu sur sa plainte, mais elle n'était

ce dernier fasse connaître que c'est sans son consentement (art. 1^{er}) que le fait de chasse a eu lieu, et manifeste l'intention qu'il soit donné suite au procès-verbal, acte conservatoire de ses droits, dont l'effet n'était suspendu que par son silence.

⁽²⁾ Fétit, *Traité du droit de chasse*, livre X, chap. 1^{er}, enseigne que c'est le propriétaire du droit de chasse qui, à titre de réparation de la violation de son droit, peut réclamer l'indemnité de 10 livres. Voy. aussi Brux., cass., 17 mars 1837.

⁽¹⁾ Voy. Brux., 13 mars 1852 (*Pasie.*, p. 188). Voy. en sens contraire Brux., 18 déc. 1837. — D'après l'article 8, les peines seront prononcées d'après les rapports des gardes champêtres, et ne pourront l'être que sur la plainte du propriétaire ou autre partie intéressée : ces deux actes sont distincts. Le fait étant constaté d'une manière circonstanciée par le premier, la loi n'a pu vouloir exiger, de la part du propriétaire, une seconde plainte rédigée dans le sens des articles 51 et 65 du Code d'instruction criminelle, plainte qui ne pourrait être que la reproduction frustratoire du premier ; il doit donc suffire que

pas rédigée dans le sens des articles 31 et 63 du Code d'instruction criminelle.

Jugement du tribunal de Bruxelles, qui condamne le prévenu. — Appel. — Devant la Cour on a fait valoir pour l'appelant que la plainte n'était pas en règle, n'ayant pas été dressée conformément aux articles 31 et 63 du Code d'instruction criminelle; qu'un propriétaire qui a affirmé ses biens n'est pas recevable à porter plainte; que le décret du 4 mai 1812 a abrogé l'article 3 de la loi du 30 avril 1790, et que la confiscation ne peut plus être ordonnée que pour défense de port d'armes; que, dans tous les cas, Neerincx ayant été trouvé muni d'un port d'armes, on ne pouvait, en aucune manière, lui appliquer l'article 3 du décret du 4 mai 1812; que par conséquent on devait simplement ordonner la confiscation de son arme, en vertu de l'article 3 de la loi de 1790, et qu'on n'avait pas le droit de lui ordonner de rapporter l'arme au greffe ou d'en payer la valeur d'après fixation, ainsi que le prescrit l'article 3 du décret de 1812 (1); que Lenoir, ayant affirmé ses biens, ne pouvait aucunement être considéré comme propriétaire des fruits, dans le sens de l'article 1^{er} de la loi de 1790, et ainsi n'avait aucun droit à l'indemnité stipulée par cet article. »

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 8 de la loi des 22, 28 et 30 avril 1830 permet au procureur du roi de poursuivre les délits de chasse sur la plainte du propriétaire ou autre partie intéressée;

Attendu que, dans l'espèce, il y a plainte du propriétaire;

Attendu que la plainte exigée par la loi de 1790 n'est assujettie à aucune forme, et qu'il suffit qu'elle fasse connaître au procureur du roi l'intention de la partie intéressée de se plaindre du fait de chasse posé.

Au fond: — Attendu que la preuve résultant du procès-verbal et de la déclaration orale du garde n'a pas été détruite par la preuve contraire tentée par le prévenu;

Attendu que l'article 3 de la loi précitée de 1790 n'a pas été abrogé par le décret relatif aux permis de port d'armes de chasse.

Sur l'indemnité réclamée par la partie civile:

Attendu que par ses conclusions il a demandé, non l'indemnité qui aurait pu lui être due pour le tort porté à sa chasse, mais les dommages et intérêts prononcés par la loi;

Attendu que la loi n'accorde une indemnité de 10 francs qu'au propriétaire des fruits;

Attendu que, dans l'espèce, Lenoir n'était pas propriétaire des fruits croissants sur la pièce de terre sur laquelle l'appelant a chassé;

Par ces motifs, met le jugement dont appel à néant, en ce qu'il a condamné l'appelant à une amende de 10 francs envers la partie civile; confirme pour le surplus, etc.

Du 3 décembre 1859. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

SUPPRESSION D'ENFANT. — MORT-NÉ.

L'article 343 du Code pénal, qui prononce la peine de la reclusion contre l'auteur de la suppression d'un enfant, n'est pas applicable au cas où il s'agit d'un enfant mort-né (2).

Le 8 novembre 1859, le tribunal correctionnel de Huy prononça le jugement suivant:

« Attendu que la prévention à charge de la prévenue consiste dans le fait d'avoir, en juillet 1859, à la Neufville en Condroz, supprimé le cadavre d'un enfant dont elle avait accouché, et que l'instruction démontre n'avoir pas respiré;

« Attendu que l'intitulé de la section dans laquelle l'article 343 du Code pénal se trouve compris démontre que cette disposition a eu spécialement pour objet de protéger l'état civil des enfants, et qu'elle doit conséquemment rester inapplicable à la suppression d'un enfant mort-né, qui ne peut recueillir ni délaisser aucun droit, qui, en un mot, est privé de toute espèce d'état civil;

« Que cette interprétation donnée à l'article 343 précité se fortifie encore par la véritable signification du mot enfant, qui suppose un être vivant, ou tout au moins ayant eu vie, mais qui, dans l'acception vulgaire ou légale, ne présente pas l'idée du

(1) Voy. dans le sens de ce soutènement Liège, 12 janvier 1855, et Petit, *Tr. de la chasse*, t. 2, p. 49; mais la condamnation pécuniaire, en cas d'inexécution, n'est-elle pas une alternative né-

cessaire, et toute injonction du juge ne doit-elle pas porter avec elle sa sanction?

(2) Voy. conf. Paris, cass., ch. réun., 1^{er} août 1856, 8 nov. 1859 et 4 juillet 1840.

cadavre d'un enfant inanimé dès sa naissance ;

« Attendu que si l'on entendait différemment cette locution, il en résulterait que la suppression du produit d'un accouchement prématuré constituerait le crime prévu par l'article 345, quelque précoce d'ailleurs que pût être la naissance, conséquence que la loi n'a pu vouloir consacrer ;

« Attendu que les inconvénients graves attachés à l'impunité de la suppression d'un enfant mort ne peuvent avoir pour effet de faire étendre la loi pénale à un cas qu'elle n'a pas prévu ; que seulement ces inconvénients font ressortir une lacune qu'il appartient à la législature seule de combler ;

« Par ces motifs, le tribunal renvoie... »

Appel par le ministère public.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant...

Du 6 décembre 1839. — Cour de Liège.
— Ch. corr.

—

MARAUDAGE. — VOL. — POMMES DE TERRE.
— NUIT.

Le vol de deux sacs de pommes de terre non encore récoltées, commis la nuit par plusieurs personnes, ne constitue qu'un simple maraudage (1).

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les intimés sont suffisamment convaincus d'avoir conjointement, la nuit du 4 au 5 septembre 1839, à Liège, dans un champ ouvert, volé deux sacs de pommes de terre non encore récoltées, appartenant à J. Pirnay ;

Attendu que ce vol rentre dans la catégo-

rie de ceux qui sont prévus et punis par l'article 35 de la loi du 22 juillet 1791 ; vu ledit article 35 ci-dessus cité, et l'article 35 du Code pénal, infirme, etc.

Du 6 décembre 1839. — Cour de Liège.
— Ch. corr.

—

PRIVILÈGE. — BAILLEUR. — DATE CERTAINE. — PRÉFÉRENCE. — FRAIS DE JUSTICE. — FAILLITE. — DÉPENS.

Le propriétaire a privilège sur tout ce qui garnit la maison louée, pour les fermages ou loyers échus, alors même que le bail n'a pas date certaine : ce n'est qu'à l'égard des fermages et loyers à échoir que son privilège a moins d'étendue que celui du propriétaire ayant un bail avec date certaine (2). (Code civil, art. 2102.)

Ce privilège doit-il avoir la préférence sur les frais d'administration de la faillite (3) ? (Code de proc., art. 662) — Rés. aff.

Est-il primé par celui des frais de justice, qui ont dû être faits pour parvenir à la vente des meubles du failli ? — Rés. aff.

Le propriétaire doit-il être condamné aux dépens, s'ils ont été occasionnés par sa négligence à faire vérifier sa créance dans le délai voulu au prescrit des articles 502 et 511 du Code de commerce ? — Rés. aff.

Le sieur D'auxy avait loué une maison située à Bruxelles au sieur Vanhaver, commissionnaire en fonds publics. Celui-ci étant tombé en faillite, le sieur D'auxy, par exploit du 28 avril 1838, fit assigner le sieur Hanssens, syndic provisoire, devant le tribunal de commerce de Bruxelles, pour entendre affirmer la créance qu'il avait à charge de la faillite, s'élevant à la somme de 1,550 francs, et résultant de loyers échus

(1) Voy. Brux., 1^{re} juin 1832.

(2) La Cour de Liège, par arrêt du 5 novembre 1838, et la Cour de cassation de Paris, par arrêts des 28 juillet 1825 et 6 mai 1835, ont jugé la même chose. Le motif de cette décision est que la jouissance ayant été notoire, il n'y a pas plus de fraude à craindre qu'en cas de bail authentique. Il a été rendu en sens contraire, par la Cour de Bordeaux, un arrêt du 12 janvier 1835, dont la doctrine avait été partagée par la plupart des auteurs (Dalloz, *v^o Hyp.*, ch. 1^{re}, sect. 1^{re}, art. 2 ; Grenier, *n^o 309*). Mais Troplong, *n^o 156*, et Duranton, *n^o 92*, qui ont écrit en dernier lieu, se rangent à l'opinion de l'arrêt que nous rapportons. Persil, *Comment.*, art. 2102, § 1, *n^o 22*,

et Delvincourt, t. 8, p. 15, pensent que le privilège ne doit avoir lieu que pour deux années seulement, celle qui court et la suivante. Enfin Merlin, *v^o Privilège*, sect. 3, § 2, *n^o 5* ; Grenier, *n^o 309* ; Favard, *v^o Privilège*, sect. 1^{re}, n'accordent le privilège que pour l'année qui suit l'année courante. Ils fondent leur opinion sur le texte de l'article 2102 du Code civil, et sur les paroles de M. Treilhard, au conseil d'État. La section, disait-il, eût craint la collusion, si elle avait accordé le privilège pour un temps plus long que l'espace d'une année. Voy. Zachariae, § 261, note 12.

(3) Voy. Dalloz, *v^o Ordre*, chap. 2, sect. 1^{re}, art. 2, p. 425 ; Liège, 22 juin 1839.

jusqu'au 1^{er} février 1838. Cette demande était fondée sur l'occupation par le failli de la maison susdite, à titre de convention verbale. — Le défendeur déclara ne point s'opposer à l'admission par privilège au passif de la créance de 1,350 francs, pour loyers échus, et s'en rapporter à justice sur la préférence que le demandeur voulait obtenir même sur les frais de justice, dont le privilège s'exerce sur la généralité des meubles et en premier ordre, d'après l'article 2101 du Code civil. — Le demandeur a persisté dans sa demande et soutenu que sa créance devait primer même les frais de justice faits pour l'administration de la faillite, autres que ceux de vente et de saisie.

Sur quoi il est intervenu, le 24 décembre 1838, un jugement ainsi conçu :

« Attendu que la créance, quant à la hauteur de la somme réclamée, n'est pas contestée ;

« Attendu, sur le privilège que prétend le demandeur, qu'en matière de privilège les dispositions de la loi sont de stricte interprétation ; que l'article 2102, § 1^{er}, du Code civil, porte, en termes exprès, qu'à défaut de baux authentiques ou sous signature privée, ayant date certaine, le bailleur n'a droit au privilège que pour une année ; que si cette disposition expresse avait besoin d'une interprétation, il faudrait la rechercher dans les discussions et les motifs qui ont amené l'adoption de la loi, lesquels démontrent clairement que l'intention du législateur a été, comme le portent les termes de la loi elle-même, de n'accorder au bailleur, dans cette occurrence, qu'une année de fermage ou de loyer par privilège ;

« Que si des arrêts et l'opinion de quelques auteurs professent une opinion contraire, le texte formel de la loi et l'intention du législateur clairement formulée les réfutent complètement ;

« Attendu, quant à l'ordre dans lequel le privilège doit s'exercer dans l'espèce, qu'il est réglé par la loi, et que l'article 2101 du Code civil range en première ligne les frais de justice, qui sont, en matière de faillite, les frais d'administration ;

« Par ces motifs, le tribunal admet le demandeur, par privilège, dans l'ordre établi par la loi, et après les frais de justice, pour la somme de 600 francs, du chef d'une année de loyers, et l'admet en outre et en concurrence avec les autres créanciers pour la somme de 950 francs, et attendu que le demandeur n'avait pas produit ses titres dans le délai voulu, le condamne aux dépens. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui concerne l'étendue du privilège réclamé par l'appelant :

Attendu qu'à la vérité s'il falloit s'en tenir rigoureusement à la lettre du § 2 de l'article 2102 du Code civil, il semblerait que le privilège dont jouissent les loyers et fermages, lorsque le bail n'a point de date certaine, devrait se borner à une année ; mais qu'il en résulterait aussi que cette année serait celle dont le point de départ est à l'expiration de l'année courante, c'est-à-dire que cette année serait celle qui suit l'année courante, en telle sorte que le § 2 n'accorderait ce privilège ni aux années échues, ni même à l'année courante, mais seulement à une année qui n'a pas encore commencé à courir ;

Attendu que cette bizarrerie inexplicable, qu'un ne peut supposer dans une loi, démontre assez clairement que tel ne peut être le véritable sens de ce paragraphe ;

Attendu que pour entendre sainement cette disposition, on doit la combiner avec le § 1^{er} du même article, et conclure de ce rapprochement que la loi, après avoir, dans le 1^{er} §, accordé aux baux, ayant une date certaine, un privilège pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne s'est occupée, dans le § 2, relatif aux baux n'ayant point de date certaine, qu'à restreindre le privilège des baux de cette dernière espèce, quant à ce qui est à échoir, et qu'elle a limité l'exercice de ce privilège, pour ce qui est à échoir à l'expiration de l'année qui suit l'année courante ;

Attendu qu'en appliquant à l'espèce cette disposition législative ainsi expliquée, il s'ensuit que l'appelant doit être privilégié pour la totalité de sa créance.

Quant à la question de savoir si le privilège de l'appelant doit obtenir la préférence sur les frais d'administration de la faillite :

Attendu qu'en règle générale le privilège des frais de justice s'exerce par préférence à toutes autres créances ; mais que la loi, dans l'article 662 du Code de procédure, a apporté une modification à cette règle en faveur du privilège du propriétaire pour loyers à lui dus ;

Attendu néanmoins que cet article 662, par les termes, *frais de poursuite*, n'a entendu parler que de ceux relatifs à la poursuite de distribution par contribution, et non de ceux qui ont dû être faits pour parvenir à la vente des meubles du débiteur, comme le prouve l'article 657 du même Code ;

Attendu qu'en appliquant par analogie ces dispositions au cas de vente des meubles d'un failli, on doit en induire que le privilège du propriétaire pour loyers à lui dus doit être primé par celui des frais de justice, en tant que ces frais se restreignent à ceux qui ont dû être faits pour parvenir à la vente des meubles du failli; mais que le privilège du propriétaire doit prévaloir tous autres frais d'administration de la faillite.

En ce qui touche les dépens mis à charge de l'appelant par le premier juge :

Attendu, en fait, que ces dépens n'ont été occasionnés que parce que l'appelant, appelé deux fois à faire vérifier sa créance, au prescrit des articles 802 et 811 du Code de commerce, n'a pas produit ses titres et n'a pas formé sa demande d'admission au passif, dans les délais impartis par le juge-commissaire d'abord, et par le tribunal ensuite;

Attendu, en droit, qu'il est juste que la partie qui occasionne des frais frustratoires, par son défaut, les supporte privativement (arg. de l'article 757 du Code de procédure);

Par ces motifs, ouï M. Cloquette, subst., en son avis, met à néant le jugement dont est appel..., dit que l'appelant est privilégié pour la totalité de sa créance, et que son privilège ne doit être primé que par les frais qui ont dû être faits pour parvenir à la vente des meubles du failli; confirme, etc.

Du 7 décembre 1839. — Cour de Brux.
— 4^e Ch.

PRESSE (DÉLIT DE).

Gand, 7 décembre 1839. — Voy. cassation, 2 mars 1840.

ACQUIESCEMENT. — APPEL CORRECTIONNEL. — PAYERMENT.

Le fait d'une partie civile qui, avant d'interjeter appel du jugement qui l'avait condamnée aux dépens envers le prévenu, paye à l'avocat de ce dernier une somme à titre d'honoraires pour sa plaidoirie devant le tribunal correctionnel, emporte acquiescement et rend l'appel non recevable, ce payement n'ayant pu avoir lieu de sa part que comme obligée par suite de la condamnation.

ARRÊT.

I.A. COUR; — Attendu qu'il est en aveu
PARIS. 21 LXX, 1850. — APPEL.

au procès quo l'appelant a payé à l'avocat, qui avait plaidé pour le prévenu en première instance, une somme de 10 francs, à titre d'honoraires promérités pour sa plaidoirie, et ce même avant d'avoir interjeté appel du jugement qui l'avait condamné aux dépens envers ce dernier;

Attendu que ce ne peut être que comme obligé par suite de cette condamnation que le payement de cette somme a été fait; qu'ainsi il emporte un acquiescement au jugement dont il est appel, et que par une conséquence ultérieure l'appel interjeté le 14 août dernier n'est pas recevable;

Par ces motifs, M. le substitut Cloquette entendu, déclare l'appel non recevable.

Du 13 décembre 1839. — Cour de Brux.
— 4^e Ch.

OUTRAGES. — BOURGMESTRE.

Le fait d'avoir traité publiquement un bourgmestre de tyran, alors qu'il intervenait pour maintenir la police, et partant dans l'exercice de ses fonctions, constitue un outrage dans le sens de l'article 222 du Code pénal.

Du 13 déc. 1839. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

ACCISES. — CAUTION. — EXÉCUTION PARÉE. — DÉCHÉANCE. — INTERRUPTION.

L'article 290 de la loi générale du 26 août 1829, sur les accises, etc., qui accorde à l'administration le droit d'exécution parée contre les redevables et leurs cautions, mais en limitant l'exercice à une année depuis que la dette a été exigible, établit une véritable déchéance dont l'effet est d'éteindre le droit d'exécution, qui n'a pas été exercé dans le terme voulu, et ne permet pas d'invoquer ici les règles relatives à la péremption ou à la prescription, et notamment pas les interruptions que comporte la prescription.

Par acte notarié en date du 10 août 1821, le sieur V... a reconnu et déclaré se constituer, pour satisfaire au vœu de la loi du 12 mai 1819, répondant solidaire et caution du sieur D..., marchand de vins à Bruges, pour tous droits et amendes dont ce dernier pourrait devenir redevable envers l'admini-

nistration des droits d'entrée et de sortie et des accises, et ce jusqu'à concurrence de 6.000 florins P.-B. Au mois d'août 1830, D... était débiteur d'une somme de 3,862 florins 13 cents, et le 27 du même mois une contrainte fut décernée contre lui par l'administration. — Cette contrainte donna lieu à un procès dans lequel intervinrent plusieurs jugements et arrêts, dont le dernier est du 5 mars 1835. — Le 9 janvier 1836, l'administration décerna une contrainte contre V... — Le 12 janvier, opposition de la part de ce dernier : il demande préalablement communication du compte régulier de la dette du sieur D...

Le 27 juin, jugement qui ordonne cette communication. Ce compte signifié, V... conclut à ce que l'administration soit déclarée non recevable ni fondée à agir par voie de contrainte. — Le 2 mai 1837, jugement qui adjuge ces conclusions.

L'administration a interjeté appel de ce jugement : elle a soutenu qu'il fallait appliquer à l'acte de cautionnement de 1821 les principes du droit commun en matière de solidarité. L'acte de 1821, disait-elle, soumet la caution aux mêmes obligations que le débiteur principal; dans l'espèce, le débiteur principal continue à être soumis à l'exécution parée, puisque ce moyen a été mis en œuvre à son égard dans le délai légal (article 323, loi du 12 mai 1819); donc la caution reste aussi soumise à l'exécution parée (Code civil, art. 1206, 2249, 2250).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 290 de la loi générale du 26 août 1822, renouvelé de l'article 323 de la loi du 12 mai 1819, en accordant à l'administration ou à ses receveurs le droit d'exécution parée contre les redevables et leurs cautions, stipule expressément que ce droit cesse à l'égard des uns et des autres, lorsqu'une année se sera écoulée depuis que la dette a été exigible; que cette dernière disposition établit une véritable déchéance contre l'administration ou le receveur, dont l'effet est d'éteindre le droit d'exécution, qui n'a pas été exercé dans le terme voulu;

Attendu que cette déchéance ne peut être envisagée, ainsi que le prétend l'administration, ou comme une péremption, ou comme une prescription.

D'abord, quant à la *péremption*, parce que celle-ci n'a d'autre effet que d'anéantir une instance pendante, en laissant vivre l'action, au lieu qu'ici il ne s'agit point du

sort d'une instance, mais de l'extinction d'un mode d'exécution; d'où suit que les principes concernant la péremption ne peuvent être invoqués dans le présent cas.

Et quant à la *prescription*, parce qu'on ne peut prescrire qu'un droit existant, et non, comme dans l'espèce, un droit qui n'existe plus; qu'ainsi par exemple l'article 2262 du Code civil ne dit point que les actions réelles et personnelles sont éteintes ou cessent après trente ans, mais qu'elles sont prescrites, c'est-à-dire qu'elles ne sont point éteintes de plein droit, mais qu'elles sont subordonnées à l'exception de prescription, et par suite qu'elles continueront d'exister, si la prescription n'est point opposée, tandis que dans le cas dont s'agit le droit d'exécution parée, reconnu seulement pour une année, cesse, comme dit la loi, et par conséquent est éteinte après ce terme, non pas par l'effet de la prescription qui ne peut frapper sur un droit anéanti, mais par l'effet même de la déchéance résultant de la loi, qui, en limitant formellement le terme de ce mode d'exécution, n'a pas voulu qu'il s'étendît au delà;

Qu'en vain l'administration prétend que le législateur, en employant le mot *prescription* dans la finale des articles 323 et 290 prérappelés, a voulu faire considérer la déchéance dont s'agit comme une véritable prescription, puisque ce n'est point par rapport à cette déchéance qu'il a parlé de prescription, mais en vue de l'action ordinaire, laquelle reste en effet soumise à cette exception;

Qu'il suit de ce qui précède que la déchéance n'étant point encourue par l'effet de la prescription, les principes relatifs à l'interruption de prescription sont sans application à l'espèce;

Par ces motifs, ouï M. l'avocat général Colinez, met l'appel à néant, etc.

Du 16 décembre 1839. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

PRESSE (DELIT DE).

Bruxelles, 16 déc. 1839. — Voy. *Pasie*, 1841, p. 137.

COMPÉTENCE. — AUTORISATION JUDICIAIRE. — RECEVEUR COMMUNAL. — RELIQUAT. — INTÉRÊTS.

C'est aux tribunaux civils, et non à l'administration, à statuer sur la question de

savoir si et en quelle circonstance le reliquat de compte d'un receveur communal produit des intérêts légaux (1).

J. H. Michel, père des appelants, a été receveur de diverses communes, notamment de celle de Basse-Bodeux, intimée.

Lorsqu'il a cessé ses fonctions, un déficit a été trouvé dans la caisse. Par arrêté des états députés du 17 novembre 1818, la recette de l'exercice de 1814 a été fixée à la somme de 2,451 francs 38 centimes, les dépenses à 123 francs 86 centimes, de sorte que le reliquat était de 2,327 francs 52 centimes.

Le 31 juin 1821, une contrainte approuvée par lesdits états a été décernée contre les appelants à titre d'héritiers de leur père.

Le 1^{er} mai 1826, une nouvelle contrainte pour une somme de 389 florins des Pays-Bas, soit 825 francs 5 centimes, visée et approuvée par les états, a encore été décernée et signifiée.

Par exploit du 26 du même mois, les appelants y ont formé opposition et ont donné assignation à la commune à comparaitre devant le tribunal de Verviers, pour y entendre déclarer l'opposition bien fondée et recevable, la contrainte illusoire et erronée.

D'abord la commune intimée a soutenu que le tribunal était incompétent pour connaître d'une contestation qui concernait la comptabilité communale; que le débet porté dans la contrainte tel qu'il existait avec les intérêts devait donc être maintenu; et les appelants, au contraire, ont prétendu que le tribunal était compétent, parce qu'ils ne contestaient pas le principe des reliquats; qu'il n'existait qu'une contestation, celle sur la déduction des intérêts, et qu'elle devait être soumise à l'autorité judiciaire.

Par jugement du 2 août 1837, le tribunal a débouté les enfants Michel de l'opposition formée à la contrainte.

Le 9 septembre suivant, les enfants Michel ont interjeté appel de ce jugement, et ils ont conclu à ce qu'il fût mis à néant, à ce qu'ils fussent reçus opposants à la contrainte, et que par suite il fût déclaré que c'est sans titre ni droit qu'eux ou leur auteur ont été constitués débiteurs, envers la commune intimée, d'une somme de 825 fr. 5 centimes, en comptant les intérêts du reliquat prétendument dû par eux à l'époque de la mort de leur auteur; renvoie les par-

ties, pour la liquidation du principal réclamé, devant l'autorité administrative actuellement compétente, et être condamnée aux dépens des deux instances. Ils fondaient leurs conclusions sur ce qu'en admettant le solde débiteur de 4,099 florins 80 cents des Pays-Bas, fixé par la députation des états, le 17 septembre 1829, les appelants contestaient, comme ils l'avaient toujours fait, la supputation des intérêts qui servaient à composer la somme dont le paiement était poursuivi par l'intimée à charge des appelants; qu'il résultait de l'arrêté de compte du receveur de la commune pour l'exercice de 1825, réglé par les états députés en séance du 23 septembre 1826, que ces derniers n'étaient pas d'accord avec la commune sur la légalité des intérêts demandés et contestés, qui ont été rejetés du compte du receveur, et pour déterminer les sommes dont ils étaient redevables, et que le pouvoir judiciaire, ne pouvant se livrer à l'examen ni à l'appréciation des actes administratifs, était incompétent pour fixer et liquider la créance d'une commune à charge de ses comptables, ils ont fait signifier l'arrêté du 23 septembre 1826 y mentionné.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si, aux termes des lois et arrêtés relatifs à l'administration des communes, il entre dans les attributions des conseils provinciaux de régler les comptes des receveurs communaux, ces dispositions ont dans l'espèce reçu leur exécution, puisque, par résolution de la députation des états de la province de Liège du 17 sept. 1818, le reliquat du compte de l'auteur des appelants en sa qualité de receveur de la commune de Basse-Bodeux a été définitivement arrêté;

Attendu que la question soumise à la décision de la Cour se réduit à savoir si et en quelles circonstances le reliquat de compte d'un receveur communal produit des intérêts légaux; quo c'est là une question qui a pour objet un droit civil, lequel, conformément aux articles 165 de la loi fondamentale et 92 de la Constitution belge, est du ressort des tribunaux; que d'ailleurs la contestation élevée entre parties n'a point reçu de solution par l'autorité administrative; qu'en effet, l'on ne peut d'une part envisager comme telle l'approbation donnée par la députation des états de la province de Liège à la contrainte du 1^{er} mai 1826, car elle n'est qu'une formalité nécessaire pour pouvoir agir par voie d'exécution contre le

(1) Voy. la loi du 8 déc. 1818; *Pas.*, 1851, p. 78.

débiteur en retard, ni d'une autre part la radiation faite au compte de 1823 de la somme qui y était portée pour intérêts du reliquat dû par l'auteur des appels, radiation qui a été opérée d'office, par le motif qu'il n'avait jamais été exigé d'intérêt sur les reprises de compte, mais qui emporte d'autant moins solution de la question à laquelle elle se rattache, que la même députation, par résolution du 14 novembre 1858, a autorisé la commune de Basse-Bodeux à ester en justice sur l'opposition à la contrainte ci-dessus mentionnée;

Par ces motifs, déclare les appelants non fondés dans leur exception, etc.

Du 18 déc. 1839. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

1^o ET 2^o LOI DU 4 VENTÔSE AN IX. — BIENS CÉLÉS. — CARACTÈRES. — 3^o RÉVÉLATION. — FERMAGES. — PERCEPTION.

1^o *Sont réputés celés et usurpés sur le domaine les biens d'établissements religieux que les fermiers ou locataires n'ont pas déclarés dans le délai et aux autorités indiqués dans les articles 36 et 37 de la loi des 11-24 août 1790.*

2^o *Ces biens ont conservé leur caractère de celés et usurpés jusqu'à leur révélation au profit d'un bureau de bienfaisance, si le domaine ne rapporte aucun document qui établisse qu'il en avait connaissance.*

3^o *La perception des retenus ou fermages par le domaine postérieurement à la révélation ne lui confère aucun droit.*

En vertu de la loi du 4 ventôse an ix, et d'un arrêté royal du 16 mars 1820, le bureau de bienfaisance de Marlanwelz s'est mis en possession de 15 hectares 94 ares 81 centiares de terre situés à Brugelette. Ces biens, provenant de l'abbaye de Saint-Sépulchre, à Cambrai, étaient occupés par les héritiers d'Hilarion Clément, en vertu d'un bail du 19 mars 1784.

Le 26 août 1826, le bureau de bienfaisance exposa les biens ci-dessus en location publique par le ministère de M^e Delmotte, notaire à Baudoul. Ils furent repris par les sieurs Riche et Dupont pour le terme de neuf années.

Un arrêté du 14 février 1827 déclara résolu l'arrêté d'envoi en possession du 16 mars 1820. Cet arrêté était fondé sur ce que

les biens prétendument celés étaient consignés sur les registres du domaine avant l'envoi en possession.

Le syndicat, en vertu de cet arrêté, annonça la vente publique de 9 hectares pour le 3 août 1828. Le bureau de bienfaisance fit faire défense de procéder à cette vente, et la chose en resta là.

Par exploit du 13 octobre 1832, le bureau de bienfaisance fit commandement aux sieurs Riche et Dupont de payer cinq années de fermages échus. L'administration des domaines demanda la nullité de ce commandement devant le tribunal de Charleroi, et la remise des biens loués en 1826 par l'intimé.

L'intimé soutint l'action du domaine non recevable et non fondée. Le 30 juillet 1833, le tribunal de Charleroi déclara l'action non recevable, mais sur appel ce jugement fut infirmé. Par son arrêt du 9 août 1837, la Cour admit l'action du domaine, mais avant de faire droit au fond elle ordonna à l'intimé de prouver que les biens avaient été celés, et enjoignit à l'appelant d'établir que, dans cette hypothèse, il en avait, le premier, fait la découverte. Les documents produits par les deux parties sont suffisamment indiqués dans la décision qui suit.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est avéré au procès que les biens dont il s'agit proviennent d'un établissement religieux supprimé, l'abbaye de Saint-Sépulchre, à Cambrai, et qu'ils étaient, à la suppression, occupés à titre de bail de 1784 par Hilarion Clément;

Attendu que l'on ne méconnaît pas que cet occupateur et ses héritiers n'ont pas fait au domaine de l'Etat, relativement à ces biens, les déclarations prescrites par la loi des 11-24 août 1790, et les arrêtes des 29 brumaire et 9 frimaire an iii ⁽¹⁾, qu'ils ont néanmoins continué l'occupation de ces biens;

Attendu que ces faits et circonstances établissent par eux-mêmes suffisamment que ces biens étaient, à l'époque de la suppression et de la nationalisation, usurpés et celés au domaine dans le sens que les lois et arrêtes des 15 brumaire et 4 ventôse an ix, article 1^{er}, 7 messidor, même année, article 17, et ultérieurement l'avis explicatif du

(1) Ces deux arrêtes pris pour la Belgique sont rapportés au t. 6, *Annotations de la Pasi-nomie*, p. 49 et 53.

conseil d'Etat du 30 avril 1807, donnent à ces expressions ;

Attendu que loin d'avoir perdu ce caractère de biens usurpés et eelés jusqu'à l'époque de la révélation faite en 1820 au profit de l'intimé, ils l'ont nécessairement conservé, par cela seul que l'administration des domaines n'a aucune inscription, aucun sommier et document qui puissent constituer dans son chef une connaissance réelle de son droit à ces biens comme nationaux ; qu'en effet l'examen de l'état de divers articles du registre produit, la lecture de ce qui est énoncé et imprimé sous la date du 3 fructidor an iv, à la première page de ce sommier, démontrent que les articles, portés d'abord à la colonne des découvertes, n'y ont jusque-là qu'un caractère douteux ou susceptible de vérification pour passer à l'état certain ou d'annulation ; que l'article, p. 50, étant bâtonné et d'ailleurs contredit et annulé par la déclaration subsistante dans la colonne des observations, et qui doit être considérée comme l'œuvre entier de l'administration, il s'ensuit que le sommier est exclusif et nullement probatif d'une véritable découverte ou connaissance des biens dont il s'agit par le domaine ;

Attendu que cette déclaration exclusive des droits du domaine énerve également par ses motifs la mention qui est faite d'une contrainte du 26 brumaire an ix, d'autant plus que cette mention antérieure dans l'ordre du registre à la déclaration susdite ne relate ni le contenu de la contrainte, ni si et quelle suite y a été donnée ;

Attendu, quant à l'arrêt du préfet du 11 messidor an ix, qu'en obtempérant au moins provisoirement à l'opposition du sieur Riche contre la mise en location des biens en question, cette résolution du préfet prouve, par cela même et par ses propres expressions d'ailleurs, qu'il y avait eu ce moment absence de renseignements nécessaires, et si l'on considère qu'il est constant que cette location ajournée à deux décades n'a pas eu lieu ultérieurement, on doit induire au moins la présomption que le défaut de renseignements sur les droits et la connaissance du domaine, quant à ces biens, a continué ; qu'ainsi cet arrêt du préfet reste un document vague et incertain ;

Attendu qu'en supposant que l'état de biens envoyé le 24 pluviôse an ix aux hospices de Mons comprit identiquement les biens dont s'agit, cet état tel qu'il est serait aussi insuffisant pour servir à caractériser le fait d'une découverte ou connaissance

positive de ces mêmes biens comme nationaux par la régie des domaines, non-seulement parce que cet état ne porte pas uniquement et isolément sur ces biens, mais parce qu'on n'y voit pas à quelle source il a été puisé, sur quels documents il est basé, seuls moyens qui eussent pu lui donner quelque poids en présence de la déclaration contraire émanée du sommier produit et du caractère ci-dessus apprécié de l'acte du préfet du 11 messidor an ix ;

Attendu que la lettre du receveur des domaines du 17 messidor an xi, qui renvoie cet état au directeur, ne saurait avoir plus de portée que l'état même, et qu'elle se borne d'ailleurs à constater que l'état a été inutile ;

Attendu que le fait de perception de fermages de 1828 à 1833, et toutes autres circonstances postérieures à 1820 invoquées par le domaine, sont sans force et irrelevants ;

Attendu que, d'après tout ce qui précède, il est prouvé que les biens dont s'agit étaient usurpés et eelés au domaine de l'Etat jusqu'en 1820, et que ledit domaine ne peut invoquer avec fondement aucune antériorité de découverte ; que conséquemment ces biens doivent rester adjugés à l'intimé comme révélés à son profit dès 1820 ;

Par ces motifs, M. l'avocat général d'Anehan entendu en son avis conforme, déclare, etc.

Du 18 décembre 1839. — Cour de Brux.
— 2^e Ch.

—

1^o PRESCRIPTION. — BONNE FOI. — LIÈGE (PAYS DE). — RENTE FONCIÈRE. — LOI RÉGULATRICE. — DROIT RÉEL. — 2^e REGISTRES. — FOI.

1^o Une rente foncière, avant le Code civil, était, au pays de Liège, un droit réel qui ne se prescrivait qu'aux conditions voulues par les lois de la situation de l'héritage qui en était grevé. Les payes faites par un tiers au nom du débiteur produisaient le même effet que celles faites par le débiteur lui-même, surtout lorsqu'il y en avait plusieurs.

2^o La bonne foi était requise au pays de Liège pour la prescription.

Les registres de recettes des maisons pieuses faisaient foi, aux termes de la coutume de Liège, des recettes faites par elles.

Par contrainte signifiée les 13 et 17 mars 1834, l'administration des domaines a réclamé des défendeurs opposants le paiement 1° d'une somme de 4,684 fr. 80 centimes pour arrérages échus à l'époque du transfert de onze rentes d'origine nationale transférées sous l'administration française par des actes dont les dates et les numéros sont rappelés dans la contrainte; 2° d'une somme de 13,176 fr. 35 centimes pour arrérages échus, inclus l'échéance du 30 novembre 1832, de six rentes dont la désignation suit, savoir: 1° quatre muids cinq setiers un tiers épeautre et deux muids deux setiers deux tiers d'avoine provenant de l'ex-manse épiscopale du prince de Liège; 2° quatre setiers épeautre provenant de l'ex-couvent de Saint-Victor de Huy; 3° de vingt muids épeautre provenant du couvent de Sainte-Aldegonde de Huy; 4° un muid quatre setiers épeautre provenant de l'ex-chapitre noble d'Audenne; 5° quatre muids épeautre provenant de l'ex-cure de Saint-Mengode de Huy; 6° deux setiers épeautre, partie de deux muids deux setiers provenant de Neumoustier.

Opposition a été formée à cette contrainte par exploit du 18 avril 1834, par le motif que l'administration n'a produit aucun titre à l'appui, et que, s'il existait des titres, les rentes dont il s'agit ne seraient pas dues.

Jugement du tribunal de Huy, qui déclare prescrites les rentes comprises sous les numéros 1, 4, 5, 6 et 7 du § 1^{er} de la contrainte précitée, de même que celles formant les articles 1^{er}, 4, 5 et 6 du § 2, relatif aux rentes non transférées, et déclare l'administration des domaines bien fondée dans la demande des arrérages des huit autres rentes réclamées par elle à charge des opposants, et indiquées dans ladite contrainte sous les numéros, etc. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si le comte d'Arberg possédait des fiefs à Marsinne, à Ahin, à Beaufort et à Saint-Léonard, il ne résulte nullement des pièces produites que les immeubles hypothéqués aux rentes dont il s'agit, bien que situés dans ces lieux, dépendissent de ces prétendus fiefs; qu'on ne voit pas d'ailleurs que la création de ces rentes ait eu pour objet d'établir aucune relation de vassalité entre le créancier et le débiteur; qu'on ne justifie point qu'elles aient été créées en reconnaissance de la directe, ni qu'elles aient été primitivement réalisées à une cour féodale; qu'en un mot

il n'existe au procès aucun élément de preuves de la féodalité de ces rentes;

Attendu que les droits réels, étant censés avoir la même situation que l'immeuble qui en est l'objet, sont soumis à l'empire de la loi du lieu où cet immeuble est situé; d'où il suit qu'une rente foudière, qui, avant le Code civil, était au pays de Liège un droit évidemment réel, ne se prescrivait qu'aux conditions voulues par les lois de la situation de l'héritage qui en était grevé;

Attendu que les hypothèques des rentes reprises sous les numéros 1, 4, 6 et 7 du § 1^{er}, et le numéro 6 du § 2 de la contrainte, étaient situés au pays de Liège;

Attendu que le pays de Liège était généralement soumis au droit canon, et que sous ce rapport, la bonne foi y était une condition naturelle de la prescription, soit libératoire, soit acquisitive; que c'est ce qu'atteste Mém. *Observation* 612, numéro 4, et l'article 3 du chapitre 9 du recueil des coutumes du pays de Liège, aux termes duquel une rente qui n'a été payée par personne pendant le laps de quarante ans n'est prescrite qu'avec bonne foi; — Quo dès lors, bien qu'il se fût écoulé, lors de la signification de la contrainte, plus de quarante ans depuis le dernier paiement de chacune des rentes reprises sous les numéros ci-dessus énoncés, l'extrait du registre aux payes produit par l'administration attestant que la plupart de ces pièces ont été faites par le comte d'Arberg, son épouse, ses fermiers ou ses receveurs, il est évident que la comtesse douairière d'Arberg n'a pu avoir la bonne foi nécessaire pour prescrire ces rentes; qu'en supposant que, depuis le 17 août 1807, jour de son décès, la prescription eût pu courir au profit de ses représentants, il ne se serait pas écoulé depuis lors, jusqu'à la demande, le temps voulu par la loi pour que la prescription eût pu s'accomplir;

Attendu que l'existence et la détermination par les intimés des rentes dont il s'agit sont justifiées par des payes plus que décennales; que si toutes les payes n'ont pas été effectuées personnellement par les époux d'Arberg, le titre qui en résulte n'en est pas moins valable, puisque, ainsi que l'enseigne Mém. *Observ.* 148, n° 4, et Louvrex, sur cette observation, *lit.* K, les payes faites par un tiers au nom du débiteur produisaient le même effet que celles faites par le débiteur lui-même, surtout lorsqu'il y en avait plusieurs;

Attendu que la coutume de Liège, n'indiquant pas de quelle manière ni dans

quelle espèce de registres les paiements des rentes devaient être inscrits pour valoir comme titre, il ne reste, en ce qui concerne les payes de la rente de deux muids épeautre reprise sous le numéro 4 du § 1^{er} de la contrainte, qu'à vérifier si le registre dont elles sont extraites peut et doit être pris en considération sous le rapport de sa véracité;

Attendu qu'il n'y a pas de raison de refuser confiance à un registre-journal de recette comme celui dont il s'agit, qui comprend par ordre chronologique les recettes des revenus de la collégiale de Huy, et qui est d'autant plus digne de foi qu'il a été tenu par un comptable, et surtout par un comptable dont les comptes ont subi l'épreuve du contrôle et sont revêtus de la signature des grands compteurs; qu'au surplus, ce registre est un registre de maison pieuse, faisant foi, aux termes de la coutume de Liège, et qui, outre qu'il énonce la situation de l'hypothèque de la rente, contient, en effet, l'annotation de véritables paiements consécutifs, uniformes, et plus que décennaux, faits par le comte et la comtesse d'Arberg, ou par d'autres à leur décharge;

Attendu que les premiers juges ont à tort refusé d'adjuger au domaine l'arrérage de 1796 des rentes de cinq muids quatre setiers provenant des Croisières, reprises sous les numéros 2 et 3 du § 1^{er}, et de la rente de vingt muids épeautre provenant du couvent de Sainte-Aldegonde de Huy, indiquée au numéro 3 du § 2 de la contrainte; — Que si l'extrait produit des payes de ces rentes atteste que cette annuité a été payée les 5 et 18 décembre 1796, on voit que ce paiement a été fait dans les mains des receveurs de ces corporations, qui, quoique supprimées à cette époque par la loi du 15 fructidor an IV, étaient restées, aux termes de l'article 2 de cette loi, dépositaires de leurs registres, et qui ne devaient évacuer leurs couvents que vingt jours après la délivrance des bons; — Que la preuve que cette annuité a été perçue par ces receveurs résulte notamment de ce qu'elle est inscrite dans les registres mêmes de ces corporations, ce qui n'aurait pas eu lieu si la recette en avait été faite par les agents du domaine, qui ne pouvaient mentionner des payes de ces registres, mais devaient dresser des sommiers spéciaux pour les remplacer et y porter les paiements avec le numéro du journal de recette dans lequel ces paiements devaient être inscrits en premier lieu; d'où il suit que le paiement de l'an-

nuité échue en 1796 de ces rentes ayant été fait à ces corporations après leur suppression, alors que leurs biens étaient sous la mainmise nationale, et que, partant, leurs receveurs étaient sans qualité, il est évident que ce paiement n'a pas été valablement fait, et que l'administration a pu comprendre dans la contrainte l'échéance de 1796 desdites rentes;

Attendu, en ce qui touche les rentes reprises sous le numéro 3 du § 1^{er} et le n° 2 du § 2, qu'il résulte des pièces produites au procès que Vanhèrille, où étaient situées les hypothèques de ces rentes, était régi par la coutume de Liège; — Que la vérité de ce fait notoire résulte même des actes fournis par les opposants pour prouver le contraire, et qu'ainsi les premiers juges ont, à bon droit, écarté l'exception de prescription de vingt-deux ans établie par la coutume de Namur, qu'on opposait à la demande de paiement de ces rentes;

Attendu, en ce qui concerne la rente indiquée sous le numéro 5 du § 1^{er} de la contrainte, que les premiers juges ont erronément appliqué à cette rente la prescription de quarante ans, tandis que, son hypothèque étant située à Ahin, qui était soumis à la coutume de Namur, la prescription de vingt-deux ans établie par cette coutume était, dans l'espèce, la seule applicable;

Par ces motifs, et adoptant pour le surplus ceux des premiers juges, déclare non fondées les conclusions des intimés de Limminghe et Huyteus en ce qu'elles tendent à ce qu'il soit déclaré que les rentes reprises sous tous les numéros du § 1^{er} et les numéros 2 et 3 du § 2 de la contrainte sont abolies comme féodales; réforme le jugement dont est appel,

1^o En ce que les premiers juges ont déclaré prescrites et non justifiées les rentes indiquées dans ladite contrainte sous les numéros 1, 4, 6 et 7 du § 1^{er}, et le n° 6 du § 2;

2^o En ce qu'ils ont refusé d'adjuger à l'administration l'arrérage échu en 1796 des rentes énoncées aux numéros 2 et 3 du § 1^{er}, et numéro 3 du § 2; émendant, condamne lesdits intimés à payer à l'administration les arrérages des rentes comprises sous les numéros, etc.

Du 19 décembre 1839. — Cour de Liège, — 1^{re} Ch.

RESPONSABILITÉ.

Bruxelles, 20 décembre 1839. — Voy.

Pasic., 1841, p. 20. — Voyez aussi Paris, *rejet*, 27 mars 1833 et 9 août 1837; Liège, 27 février 1846 (*Pasic.*, p. 179).

DOUBLE ÉCRIT.

Gand, 20 décembre 1839. — *Voy. Pasic.*, 1839, p. 108.

CONTRAINTE PAR CORPS. — SEPTUAGÉNAIRE. — ACTE DE COMMERCE. — LETTRE DE CHANGE. — NON-COMMERÇANT.

En matière commerciale, le septuagénaire n'est pas exempt de la contrainte par corps ⁽¹⁾. (Code civil, art. 2066 et 2070.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la loi du 15 germinal an vi, sur la contrainte par corps, n'en a exempté le septuagénaire que par l'article 5 de son titre 1^{er}, relatif à la contrainte par corps en matière purement civile;

Attendu au contraire que cette exemption n'a point été répétée dans le titre II de cette loi, qui traite de l'exercice de la contrainte par corps en matière commerciale;

Attendu que si l'article 2066 du Code civil veut que la contrainte par corps ne puisse être prononcée contre le septuagénaire, l'article 2070 du même Code dit aussi qu'il n'est point dérogé aux lois particulières qui l'autorisent dans les matières de commerce; qu'il est donc évident que, relativement à l'exemption dont il s'agit, les dispositions du Code civil ont maintenu ladite loi du 15 germinal an vi;

Attendu que l'article 800, n° 1, du Code de procédure, se reportant à l'article 2066 du Code civil, a sous-entendu l'exception mentionnée à l'article 2070 du même Code, et doit être interprété dans ses rapports avec les lois antérieures subsistantes;

Attendu que l'intimé, ne fût-il pas négociant, était pourtant justiciable d'un tribunal consulaire, pour avoir souscrit les lettres de change qui ont amené la condamnation prononcée contre lui et passée en force de chose jugée (Code de commerce, 632).

En ce qui concerne le défaut de pouvoir dans le chef de l'huissier :

Attendu que le sursis invoqué par l'intimé était expiré depuis longtemps au moment de l'exécution de la contrainte par corps, et que celui accordé par le fils de l'appelant, et que celui-ci ne reconnaît pas, ne pouvoit l'obliger en aucune manière;

Par ces motifs, ouï M. Cloquette en son avis, reçoit l'appel, et y faisant droit, met à néant l'ordonnance de M. le président du tribunal de première instance de Bruxelles; émendant, dit qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à l'exécution de la contrainte par corps; ordonne qu'il soit passé outre.

Du 21 décembre 1839. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

EMPRISONNEMENT. — LEVER DU SOLEIL. — TEMPS MOYEN.

Pour l'application de l'article 781 du Code de procédure, qui défend d'arrêter un débiteur avant le lever et après le coucher du soleil, faut-il suivre le temps moyen et non le temps vrai ⁽²⁾? — Rés. aff.

Le sieur Hautrive a été arrêté le 28 septembre 1839, à six heures du matin, à la requête d'un créancier, le sieur Grassière. — L'emprisonnement a été déclaré nul, par jugement du tribunal d'Ypres du 4 octobre 1839, par les motifs qui suivent :

« Attendu que l'arrestation du demandeur Hautrive a été faite le 28 septembre 1839, à six heures du matin; que le septième jour après l'équinoxe d'automne le soleil ne se lève que onze minutes environ plus tard dans la province de la Flandre occidentale, et qu'ainsi ladite arrestation a été faite avant le lever du soleil;

« Attendu que l'article 781 du Code de procédure défend formellement d'arrêter un débiteur avant le lever du soleil, et que cette disposition, spéciale pour la contrainte par corps, ne peut être modifiée par celle de l'article 1037 du même Code, puisque cette règle générale pour les actes et exploits pour lesquels aucune époque prohibitive n'est déterminée, ne peut s'appliquer aux cas spécialement exceptés, ce qui est d'autant plus évident que c'est sur les observations conformes à cette opinion que la rédaction de l'article 781 a été changée et adoptée par le corps législatif, etc. »

⁽¹⁾ Voy. *Brux.*, 4 juin 1834; Liège, 9 mars 1826 et 10 fev. 1831; *Dalloz*, t. 6, p. 402.

⁽²⁾ Voy. *Zachariae*, § 40.

RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

COURS D'APPEL DE BELGIQUE.

1840.

4 JANVIER 1840.

SOLIDARITÉ.

Gand, 2 janvier 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 188. Voy. aussi *Brux.*, cass., 25 mars 1841.

EXPERTISE VOLONTAIRE.

Bruxelles, 3 janvier 1840. — Voy. rejet, 4 juillet 1840.

DEGRÉS DE JURIDICTION. — DEMANDE RÉCONVENTIONNELLE.

Est en premier ressort le jugement porté sur une demande en paiement de 650 fr. formée par un entrepreneur, si le défendeur lui oppose que le marché n'a pas été rempli selon les stipulations, et réclame l'expertise des travaux, et des dommages-intérêts.

Le sieur Dambremont avait assigné Fasjette en paiement de 650 francs, pour ouvrages de menuiserie qu'il lui avait fournis. Fasjette opposa que le marché n'avait pas été rempli selon les stipulations arrêtées, et demanda une expertise des travaux, et des dommages-intérêts à fixer.

PASIC. BELGE, 1840. — APPEL.

Le 12 mars 1839, le tribunal de Liège rejeta la demande d'expertise et ordonna de plaider au fond. Fasjette fit défaut, et la demande de Dambremont lui fut adjugée. — Appel des deux jugements. L'intimé soutint que le juge avait statué en dernier ressort.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si la demande fermée par l'appelant était de nature à être jugée en premier et dernier ressort, comme étant inférieure à 1,000 francs, le litige soumis au premier juge a acquis plus d'importance et pris un caractère indéterminé par le système de défense de l'appelant, qui a soutenu que les engagements pris par l'intimé n'avaient pas été remplis, et que non-seulement il n'avait pas droit à la somme réclamée, mais qu'il serait même passible de dommages et intérêts, qui ne pourraient être déterminés qu'après l'expertise qu'il provoquait sur les vices des travaux exécutés; que cette exception présentait une véritable demande reconventionnelle que l'on ne peut s'empêcher de prendre en considération pour fixer les limites de la compétence du tribunal de première instance;

Attendu que le jugement rendu sur le fond n'étant que la suite du jugement interlocutoire qui a rejeté l'expertise, l'on doit

également admettre l'appel de l'un et de l'autre ;

Avant faire droit au fond, sans avoir égard à la fin de non-recevoir, laquelle est rejetée, met à néant l'appel, etc.

Du 4 janvier 1840. — Cour de Liège.

NOVATION. — BILLET. — COMPÉTENCE COMMERCIALE.

Lorsque le débiteur d'une somme exigible, et due pour obligation civile, en reçoit quittance et fournit immédiatement un billet causé pour valeur reçue en espèces, s'opère-t-il novation, et partant le tribunal de commerce est-il compétent pour connaître de la demande en paiement de ce billet, si le souscripteur est commerçant (1). (Code de comm., art. 638; Code civil, art. 1271, n° 10.) — Rés. aff.

Par exploit du 23 octobre 1838, le sieur Piton-Quarré fit assigner le sieur Célestin Halbreçq, qu'il qualifiait de banquier, et le sieur Charles Halbreçq, avocat, devant le tribunal de commerce de Charleroi, en paiement d'une somme de 25,000 francs qu'ils avaient reçue de lui en espèces le 14 juin précédent, et qu'ils s'étaient obligés à lui rembourser. Il fondait cette demande sur une reconnaissance souscrite par les défendeurs à son profit ledit jour 14 juin 1838. Le sieur Célestin Halbreçq déclara n'accepter la qualification de banquier à lui donnée que comme membre de la maison de commerce William et Halbreçq, et, conjointement avec son frère Charles, il déclina la compétence du tribunal consulaire, en se fondant sur ce que le billet dont il s'agissait avait été remis avec certaines valeurs au sieur Piton-Quarré, en échange d'une quittance de partie du prix du charbonnage du Petit-Try; qu'il n'avait point eu d'autre cause et qu'aucunes espèces n'avaient, sur la somme de 25,000 francs dont il s'agit, été comptées, ni par les défendeurs au demandeur, ni par celui-ci aux défendeurs. Il déniait aussi qu'il fit aucun commerce individuellement et pour son compte particulier, et il offrait de prouver, au besoin, que la maison William et Halbreçq était constituée par un contrat régulier pour lequel

toutes les formalités avaient été remplies.

Jugement du tribunal de Charleroi du 21 décembre 1838, qui se déclara incompétent. — Appel du sieur Piton, qui soutient que le billet du 14 juin 1838, souscrit par le banquier Célestin Halbreçq, pour espèces reçues, était réputé fait pour son commerce et entraînait, par une présomption légale, la compétence du juge consulaire (art. 638 du Code de commerce); il déniait que jamais le billet eût été souscrit pour solde de compte du prix d'achat de charbonnages, ce que repoussait directement la quittance plénière et absolue qui prouve l'extinction définitive de cette dette, ce que démentait d'ailleurs la causation expresse du billet écrit par le banquier Halbreçq lui-même; enfin il soutenait que des fonds à lui appartenant avaient, ainsi que le constatait le billet, été réellement remis et laissés au banquier pour les employer dans son commerce, sous l'aval ou la caution de son frère: il prétendait aussi que la qualité de *banquier*, dans le chef de Célestin Halbreçq, était constante au procès, et que de plus il se livrait journellement et en nom personnel à des opérations commerciales, faits dont on offrait la preuve.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour n'est saisie que de la question de savoir si le tribunal de Charleroi, jugeant commercialement, était compétent pour connaître de la contestation soulevée par l'exploit introductif d'instance;

Attendu que, bien qu'il soit vrai que le 14 juin 1838 les intimés fussent les débiteurs de l'appelant d'une somme supérieure à 25,000 francs, pour prix des divers charbonnages leur vendus, il reste néanmoins constant que, par la signature et l'acceptation du billet dont il s'agit au procès, ainsi que par les autres actes du même jour, il s'est opéré une novation qui a éteint la première dette à laquelle il en a été substitué une nouvelle (art. 1271, n° 10, du Code civil);

Attendu que dès lors ce n'est plus à la cause médiate de l'obligation qu'il faut s'attacher pour fixer la juridiction du juge, mais c'est à la nature de la nouvelle dette mise en rapport avec la qualité des signataires du nouveau titre; car il est certain que si une obligation commerciale a été substituée à une obligation civile, les tribunaux de commerce doivent en connaître; de même que les tribunaux civils seraient seuls compétents, si la seconde dette avait

(1) Voy. Brux., 13 déc. 1848 (*Pasic.*, 1850, p. 71).

conservé le caractère civil de la première ;

Attendu que le billet de 25,000 francs du 14 juin 1838, dont il s'agit, énonce que l'obligation est contractée pour valeur reçue en espèces, et ces mots rapprochés des quittances produites et invoquées par l'intimé, établissent à la dernière évidence que les 25,000 francs, d'abord dus par les intimés pour prix des charbonnages par eux achetés, sont censés, par la *traditio brevis manus*, avoir été payés à l'appelant qui immédiatement les a remis aux intimés à titre de prêt à intérêt ;

Attendu qu'il est en venu que Célestin Halbrech, premier signataire de ce billet, est membre d'une maison de banque établie à Charleroi, sous la raison sociale *William et Halbrech* ;

Attendu que les appelants ont en outre posé en fait que le même Célestin Halbrech se livrait journellement et en nom personnel à des opérations commerciales autres que celles que fait la maison de banque prémentionnée ;

Attendu que s'il était prouvé qu'il fait un autre commerce personnel, il faudrait, en lui appliquant la présomption de droit établie par la dernière partie de l'article 638 du Code de commerce, reconnaître qu'au moins lui Célestin Halbrech est justiciable du tribunal de commerce pour son obligation du 14 juin 1838, puisqu'aucune cause non commerciale n'est énoncée en l'acte ;

Attendu qu'il en serait de même dans le cas où l'acte de société entre William et Halbrech, dont Célestin Halbrech se prévaut, n'aurait pas été publié dans le délai et dans les formes voulues par la loi ;

Entendu en son avis M. Cloquette, substitut, ordonne à l'intimé Célestin Halbrech de justifier que l'acte de société contracté entre lui et William a été publié dans les délais et dans les formes voulues par le Code de commerce ; admet l'appelant à vérifier, par tous moyens de droit, que l'intimé se livre journellement et en nom personnel à des opérations commerciales, etc.

Du 4 janvier 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Cb.

VENTE.

Brux., 4 janv. 1840. — Voy. rej., 14 janvier 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 135).

TÉMOIN INSTRUMENTAIRE.

Brux., 6 janv. 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 14.

1^o SCÉLLÉS (LAVÉE DE). — INVENTAIRE. — HÉRITIERS. — TESTAMENT OLOGRAPHE. — NULITÉ. — ACTA CONSERVATOIRE. — CONCILIATION. — POURSUITE. — 2^o INVENTAIRE. — FRAIS. — CRÉANCIER.

1^o *L'héritier du sang exclu par un testament olographe, qui soutient que cet acte est nul du chef de suggestion et affaiblissement d'esprit du testateur, peut, s'il a formé une demande en conciliation, bien que non suivie immédiatement d'une demande régulière, s'opposer à la copie des scellés sans inventaire (1).*

L'institué ne pourrait soutenir avec succès devant le juge de référé que l'attaque de l'héritier n'est pas sérieuse, vu que les faits par lesquels on entend établir la suggestion ne sont pas articulés.

2^o *Les frais d'inventaire doivent, en principe général, être supportés par la succession, et ils ne peuvent en aucun cas être mis à charge du créancier qui a provoqué cette mesure conservatoire.*

Le sieur J. R... est décédé à Aeltre vers la fin de juillet 1839 : les scellés ont été apposés à sa mortuaire le 30 dudit mois. — Le sieur F. R..., frère du défunt, a fait opposition aux scellés, tant comme héritier du sang que comme créancier. — Le défunt a fait, sous la date du 24 mars 1839, un testament olographe par lequel il institue la dame J... sa légataire universelle : cette dame a été envoyée en possession par ordonnance du 10 août. — Jour était fixé au 24 septembre, pour la levée pure et simple des scellés ; mais le sieur F. R... s'y opposa, et requit, en sa double qualité ci-dessus énoncée, que la levée se fît avec description et inventaire.

La légataire universelle, assistée de son époux, contesta cette double qualité du sieur F. R... Il n'est pas héritier, disaient-ils, puisque le défunt, en usant de son droit, a institué un héritier universel, saisi de plein droit, aux termes de l'article 1006 du Code civil, et de plus envoyé en possession par ordon-

(1) Voy. Liège, 7 juin 1836, et la note.

nance du président; il n'a pas plus de droit, ajoutaient-ils, comme créancier que comme héritier, puisqu'il n'est pas créancier dans le sens de l'article 909, n° 2, du Code de procédure, qui porte que, pour pouvoir requérir l'apposition ou la levée des scellés, il faut être *créancier fondé en titre exécutoire, ou autorisé par une permission du juge*, et qu'il ne produit absolument rien qu'une allégation vague pour justifier sa prétendue qualité.

Une première ordonnance de référé, en date du 12 septembre, ordonna au sieur F. R... d'attaquer le testament de son frère dans la quinzaine. — Pour satisfaire à cette ordonnance, F. R..., qui déjà par acte passé au greffe du tribunal d'Anvers, le 24 août précédent, avait déclaré accepter la succession de son frère sous bénéfice d'inventaire, fit citer les époux J..., par exploit du 26 septembre, à comparaitre le 4 octobre devant le juge de paix du canton sud de la ville d'Anvers, pour s'y concilier, si faire se peut, avec lui, sur la demande qu'il se propose de former en nullité du testament du chef de *suggestion et affaiblissement de l'esprit du testateur*.

Le 8 octobre, seconde ordonnance ainsi conçue : « Vu les articles 941 et suivants du Code de procédure, et 821 du Code civil, attendu que la levée des scellés avec inventaire est une mesure conservatoire dans l'intérêt de toutes les parties; qu'elle ne préjudicie ni à la saisie légale du légataire universel, en l'absence de l'héritier à réserve, ni à la demande en délivrance dans le cas où elle est requise; qu'aucune loi n'astreint l'héritier du sang à poser, article par article, les faits sur lesquels il entend fonder son action en nullité du testament du défunt, puisque indépendamment de ce que le juge en référé est incompétent pour connaître de la pertinence des faits allégués, il lui est expressément défendu de prendre aucune décision concernant le fond de la contestation soumise à son appréciation; qu'il suffit qu'il y ait, comme dans l'espèce, de la part du défendeur, contestation en justice sur la validité du testament, pour que tous les effets de cet acte, quant à sa validité extrinsèque, restent provisoirement suspendus; attendu qu'en citant les demandeurs en conciliation sur la demande en nullité du testament de feu son frère, le défendeur a pleinement satisfait au contenu de l'ordonnance sur référé, rendue le 12 septembre dernier, et qu'on ne saurait exiger de lui, quant à présent, d'autres

diligences que celles qu'il a faites dans le délai qui lui était prescrit; attendu en outre que le défendeur réunit à sa qualité d'héritier présomptif celle de créancier de la succession de feu son frère, et que cette qualité ne lui a pas été contestée; d'où il résulte qu'à défaut de sa qualité d'héritier à succéder, le défendeur trouverait dans son titre de créancier de la succession le droit de s'opposer à la levée des scellés sans confection d'inventaire. En ce qui concerne les frais d'inventaire demandés à charge du défendeur: attendu que la levée des scellés suivie d'un inventaire est de droit commun; qu'elle est une mesure conservatoire qui profite à tous les intéressés, dont elle a pour objet de conserver les droits; qu'il est donc juste que les frais en soient supportés par la masse; « Par ces motifs, nous juge, etc. »

Les époux J... ont interjeté appel de cette ordonnance. — Ils ont soutenu que l'attaque dirigée par le sieur F. R... contre le testament du 24 mars 1839 n'était pas sérieuse, et que ce cas devait être assimilé à celui de non-attaque; que d'ailleurs une demande en conciliation, qui n'a pas été suivie d'une instance régulière introduite devant le juge, n'était pas une attaque (Lismoges, 18 avril 1839; Sirey, 1839, 2, 425, et argument de l'article 57 du Code de procédure); que, parlant, la quinzaine fixée par l'ordonnance du 12 septembre s'étant écoulée sans que le testament fût réellement attaqué, il y avait lieu de dire pour droit que l'intimé, en sa qualité d'héritier présomptif, ne pouvait pas exiger la levée avec description. Ils ont soutenu que la qualité de créancier dans le chef de l'intimé F. R... n'était pas justifiée non plus, du moins dans le sens de l'article 909, n° 2, du Code civil; qu'à la vérité, l'intimé produisait, comme titre exécutoire, un arrêt de la Cour de Bruxelles du 20 janvier 1838; mais que la provision allouée par cet arrêt avait été payée, et que la Cour s'était réservée de statuer sur les intérêts; que par conséquent l'intimé n'avait pas davantage droit, en qualité de créancier, de requérir la levée des scellés avec inventaire. — Quant aux frais, ils ont soutenu que lorsque, comme dans l'espèce, les frais étaient faits dans le seul intérêt de prétentions chimériques ou par esprit de vexation, ils devaient rester à la charge de l'opposant. (Rolland de Villargues, v° *Inventaire*, nos 13 et 306.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'intimé

F. R..., pour demander que la levée des scellés apposés d'office à la mortuaire de son frère J. R... eût lieu avec inventaire, s'est fondé sur la double qualité d'héritier du sang et de créancier de son frère défunt ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Bruxelles, en date du 20 janvier 1838, l'intimé est incontestablement créancier du montant des intérêts de la provision qui lui a été allouée, au moins depuis le jour de la demande par lui intentée ;

Considérant d'ailleurs que sa qualité d'héritier du sang n'est point contestée ; que si l'appelante, Camille J..., a été instituée légataire universelle de feu J. R..., par testament olographe du défunt, ce testament est attaqué de divers chefs par l'intimé ; que les appelants allèguent en vain que l'exploit en conciliation lancé par l'intimé ne constituait pas une attaque contre le testament, parce qu'il n'a été jusqu'ors suivi d'aucun ajournement, qu'en effet la tentative de conciliation étant, sauf le cas d'exception, un préliminaire indispensable à l'introduction régulière d'une action en justice, le juge de référé, appelé à statuer uniquement sur l'opportunité d'une simple mesure conservatoire, ne saurait, en règle générale, se refuser à reconnaître dans un tel exploit une attaque contre un testament, suffisante pour autoriser l'héritier du sang à demander la confection d'un inventaire, une telle mesure n'ayant d'autre effet que la conservation des droits communs, et ne pouvant porter aucun préjudice aux droits particuliers de l'héritier institué ; qu'un laps de quelques semaines écoulées depuis le jour de la non-conciliation, sans qu'il s'ensuive un ajournement devant le tribunal de première instance, ne saurait également faire perdre à une tentative de conciliation son caractère d'attaque ; que, dans l'espèce, le juge à quo eût été d'autant moins fondé à considérer comme futile l'exploit dicté par l'intimé, qu'à la date de l'ordonnance de référé quatre jours seulement s'étaient écoulés depuis celui de non-conciliation ; — Que c'est tout aussi vainement que les appelants prétendent que l'exploit dont s'agit ne renferme pas des moyens sérieux, *aucun fait particulier ne s'y trouvant articulé*, puisque, d'un côté, cette articulation de faits ne pourrait même être requise dans un exploit introductif d'instance, et que, de l'autre, le juge de référé ne pourrait, sans excéder les bornes de sa mission, connaître de la pertinence des faits articulés ou du fondement des moyens présentés.

Sur les conclusions subsidiaires des appelants, quant aux frais d'inventaire :

Considérant qu'en principe général les frais d'inventaire doivent être supportés par la succession ; que, dans aucun cas, ces frais ne peuvent être mis à charge d'un créancier qui, en provoquant la confection d'un inventaire, ne fait qu'user d'un droit qui lui est reconnu par la loi ;

Par ces motifs et aucuns du premier juge, met l'appel à néant, et sans s'arrêter à l'offre faite par les appelants de laisser faire à l'intimé toute perquisition tendante à découvrir, soit un autre testament, soit des documents y relatifs, ordonne que l'ordonnance dont appel sortira ses pleins et entiers effets, etc.

Du 6 janvier 1840. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

PRESSE. — JOURNAL. — INSERTION. —
REFUS. — PEINE. — DURÉE.

Lorsque le ministère public poursuit l'éditeur d'un journal pour refus d'insertion de la réponse qui lui a été adressée par une personne citée dans le journal, le juge doit-il prononcer la durée de la peine jusqu'au jour de l'insertion, ou seulement jusqu'au jour des poursuites du ministère public ? (Décret du 20 juillet 1831, sur la presse, art. 13.) — Résolu dans le premier sens.

La Cour d'appel de Bruxelles avait jugé, par arrêt du 8 juin 1839, que l'article 13 se bornait à punir le retard de l'éditeur jusqu'au jour des poursuites du ministère public. La Cour de cassation décida au contraire, le 9 août 1839, que cet article établissait une peine successive, qui ne s'arrêtait qu'au jour de l'insertion de la réponse ; en conséquence elle cassa l'arrêt de la Cour d'appel, en tant qu'il avait limité le cours de l'amende au commencement des poursuites, et renvoya la cause et les parties devant la Cour de Gand, pour y être fait, dans ce sens, l'application de la loi.

Voici en résumé les moyens que M. Depaepe, avocat du barreau de Gand, a fait valoir dans l'intérêt du sieur Poot :

La jurisprudence contraire des deux Cours, a-t-il dit, tient au point de vue différent où elles se sont placées. La Cour d'appel a considéré le refus d'insertion dans ses rapports avec les garanties sociales et l'intérêt général ; la Cour de cassation l'a envisagé par rapport à l'intérêt privé d'un individu ; la première n'a vu dans l'action

de la justice répressive que la recherche d'un délit, d'un fait punissable aux yeux de la loi pénale; la seconde y a vu une réparation à l'égard d'un particulier lésé. — Le système de la Cour d'appel de Bruxelles conserve à la loi pénale son caractère de généralité, que lui enlève la Cour de cassation. Il considère le refus que fait l'éditeur d'insérer la réponse de la personne qu'il a citée dans son journal, comme constituant un *délit* par lui-même, comme portant atteinte aux garanties que la presse doit à la société. C'est là le fait matériel dont le ministère public s'empare, le corps de délit qu'il dénonce à la vindicte publique. Et comme la loi pénale ne peut s'appliquer qu'à un fait consommé, le ministère public ne peut en requérir l'application qu'au fait tel qu'il existait au moment où ses poursuites ont commencé. C'est à ce moment que s'arrête le délit, quant à l'*action publique*, et la réparation du tort social; quant à l'*action privée*, la réparation du tort individuel, l'obligation de réparer dure jusqu'à ce que le fait dommageable ait cessé. — Cette distinction résulte de la nature de la peine. Cette peine se compose de *plusieurs amendes successives pour chaque jour de retard*; or, pour que la peine soit déterminée, il faut bien prendre un nombre déterminé de jours de retard.

Conçoit-on une condamnation à une amende dont la qualité soit subordonnée à des faits non encore posés, une peine appliquée d'avance à des délits non encore commis? Telle est cependant la conséquence de l'arrêt de cassation. — Si dans l'ordre des lois répressives la peine ne peut être que l'application de la loi à un fait accompli, dans l'ordre des lois civiles la clause pénale n'est que la garantie des faits éventuels. — C'est cette distinction que l'arrêt de cassation n'a point faite. Il part du principe que la *peine pour retard dans l'exécution d'une obligation court du jour de la mise en demeure*, et il ajoute plus bas que la disposition de l'article 13 du décret du 20 juillet 1831 est *principalement dans l'intérêt des particuliers*.

Si l'insertion de la réponse d'un individu cité dans un journal n'est en effet qu'une *satisfaction particulière*, quel droit le ministère public a-t-il de s'en occuper? Que lui importe la mise en demeure, en tant qu'elle sert à constater l'inexécution d'une obligation? Pour lui la mise en demeure a uniquement pour objet de constater l'existence du refus comme fait punissable; c'est sous ce point de vue seulement que,

dans l'intérêt général, il a mission de le poursuivre. — *Mais*, ajoute l'arrêt de cassation, *l'attaque resterait sans réparation à l'égard du particulier lésé, et la résistance de celui-là même que la loi astreint à donner cette séparation en rendrait la disposition illusoire*. — Toujours la *réparation individuelle*! L'argument de la Cour de cassation serait sans réplique, si l'*action publique* était, pour l'individu cité dans un journal, le *seul moyen* d'obtenir l'insertion de sa réponse. Mais celui-ci peut obtenir cette réparation, soit en se constituant partie civile, soit par voie d'action civile séparée; et il triomphera nécessairement dans son action, car l'article 13 du décret oblige l'éditeur d'insérer la réponse, et cette *obligation de faire* trouve sa sanction dans l'article 1142 du Code civil, qui décide qu'en cas d'inexécution cette obligation se résout en dommages-intérêts. — Là où la Cour de cassation n'a vu qu'un seul moyen de coercion envers l'éditeur recalcitrant, la Cour d'appel en a vu deux, et la répression sera d'autant plus efficace que le même fait pourra donner lieu à la fois à une action publique, comme *délit*, et à une action privée, comme *inexécution d'une obligation*. Ce qui vient encore à l'appui de cette distinction, c'est que la Cour d'appel n'a pas condamné l'éditeur à l'insertion de la réponse, et que de ce chef la Cour suprême n'a pas cassé.

En résumé, l'action publique ne tend pas à une réparation privée: or l'insertion de la réponse que fait à un journal la personne qu'il a citée est une *réparation privée*, comme le reconnaît la Cour de cassation elle-même; donc l'action publique ne tend pas à obtenir cette insertion; donc le délit ne dure pas jusqu'à cette insertion, donc le corps du délit ne se compose que des faits consommés au moment des poursuites, et non de ceux à poser jusqu'au moment d'une réparation que la loi pénale n'a point en vue. L'arrêt de cassation argumente enfin de la loi française du 25 mars 1822, qui punit le même délit d'une amende de 30 à 300 fr., il en conclut que la loi belge comminant une *peine successive* et non une peine déterminée, cette peine ne s'arrête qu'au jour de l'exécution de l'obligation; la seule différence, c'est que la loi belge proportionne la peine à la durée du refus à l'époque des poursuites, tandis que la loi française ne tient pas compte de cette circonstance. Il est vrai que la quotité de l'amende dépendra de la diligence que mettra le ministère public à poursuivre, mais c'est à l'éditeur

à se l'imputer, et si l'action publique en punissant le *refus passé* ne le détermine pas à remplir son obligation, l'action privée amènera infailliblement ce résultat en appliquant une clause pénale aux *refus à venir*. Subsidiairement, M. Depaepe fait ressortir les circonstances atténuantes résultant principalement de l'absence de toute intention malveillante de la part du *Belge*, qui le surlendemain s'est empressé spontanément de rectifier une erreur inoffensive, et qui n'était pas de nature à réveiller la susceptibilité de M. le major Stroykens.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'arrêt de la Cour de cassation du 9 août 1839 :

Attendu que d'après l'arrêt prérappelé, l'unique question déferée à la décision de la Cour est celle de savoir si l'amende comminée par l'article 13 du décret sur la presse du 20 juillet 1831 doit être prononcée seulement pour le temps écoulé depuis le jour où l'insertion de la réponse du major Stroykens aurait dû être faite dans le journal *le Belge* jusqu'au jour des poursuites intentées par le ministère public, ou si elle doit l'être pour le temps même à écouler depuis ces poursuites et jusqu'au jour où l'insertion en aura été faite; qu'il ne lui appartient pas d'apprécier les circonstances atténuantes qui se rencontrent dans la cause, et l'applicabilité de l'article 463 du Code pénal;

Attendu qu'aux termes de l'article 13 précité toute personne citée, soit nominativement, soit indirectement dans un journal, a le droit d'y faire insérer une réponse, pourvu qu'elle n'excède pas mille lettres d'écriture ou le double de l'espace occupé par l'article qui l'aura provoquée, et que cette réponse devra y être insérée au plus tard le surlendemain du jour où elle aura été déposée au bureau du journal, à peine contre l'éditeur de 20 florins d'amende pour chaque jour de retard;

Attendu que cette disposition, quoique d'intérêt général, a spécialement pour objet d'offrir une garantie à la personne citée dans un journal, et que, pour atteindre ce but d'une manière efficace, la législature a comminé non une peine unique et déterminée, qui dans certains cas peut être illusoire, mais une peine successive, qui s'accumule à raison du retard mis à l'exécution de l'obligation que la loi pénale impose;

Attendu que c'est le défaut d'exécution de cette obligation dans le délai fixé par la

loi qui constitue le délit à charge de l'éditeur, et que ce délit continue à peser sur lui, non-seulement jusqu'au jour des poursuites du ministère public, mais jusqu'au jour même de l'insertion de la réponse dans le journal, et que c'est cette continuité du délit qui emporte l'aggravation successive de la peine;

Attendu qu'il résulte de ces considérations que la peine fixée par jour par arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles aurait dû être prononcée non-seulement pour le passé et jusqu'au jour des poursuites du ministère public, mais aussi pour le futur et jusqu'au jour de l'insertion de la réponse déposée au bureau de l'éditeur du journal;

Par ces motifs, déclare que la peine prononcée par l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 8 juin 1839, à charge du sieur Poot, éditeur du journal *le Belge*, continuera à courir contre lui jusqu'au jour de l'insertion dans ledit journal de la réponse du major Stroykens, etc.

Du 7 janvier 1840. — Cour de Gaud. — Ch. des appels correctionnels.

1° PRESCRIPTION. — SERVITUDE DISCONTINUE. — DROIT D'USAGE. — STAVELOT. — PÂTURAGE. — DROIT ROMAIN. — 2° TÉMOIN. — VIEILLARD. — DÉPOSITION. — RÉCUSATION.

1° *Au pays de Stavelot le pâturage sur un bien communal a pu s'acquérir par la prescription de trente ans, selon les principes du droit romain* (1).

2° *La déposition d'un témoin ne doit pas être récusée par cela que les faits qu'il atteste sont venus à sa connaissance avant l'âge de quatorze ans.*

Le sieur Monville est propriétaire d'une bergerie dans la commune de Linneux. Il faisait paître, depuis un temps immémorial, ses troupeaux sur un terrain de ladite commune. Défense lui ayant été faite de continuer le pâturage, il assigna la commune en reconnaissance du droit qu'il soutenait avoir acquis à cet effet par trente et même par quarante ans de possession avant le Code civil.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est constaté par l'enquête directe que l'intimé était,

(1) Voy. Brux., 21 thermidor an xii.

avant la promulgation du Code civil, en possession du droit de pâturage dont il s'agit, et ce depuis plus de trente ans ;

Attendu que la coutume qui régissait le pays de Stavelot ne s'occupait pas de la prescription; que suivant le droit romain, qui était le droit commun de ce pays, dans le silence de la coutume, les servitudes même discontinues pouvaient s'acquérir par la possession, et qu'il résulte des nouvelles 3 et 131, ch. 6, que le laps de temps le plus long pour prescrire ou pour acquérir par prescription était celui de trente ans, excepté contre l'église ;

Attendu qu'en admettant qu'on dût appliquer à l'espèce la prescription quarantenaire, l'intimé n'en aurait pas moins acquis par prescription le droit qu'il réclame, ce qui résulte surtout des dépositions de Nicolet, etc. ;

Attendu qu'aucune loi ne dispose que les dépositions des témoins ne font foi qu'autant qu'ils avaient atteint l'âge de quatorze ans, lorsque les faits dont ils déposent se sont passés; d'où il suit que si plusieurs témoins de l'enquête directe ont déposé de faits qui se rapportent à une époque où ils n'étaient pas encore parvenus à cet âge, leur témoignage n'en doit pas moins être pris en considération ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant.
Du 7 janvier 1840. — Cour de Liège.

PÉREMPTION. — AVOUÉ.

L'avoué constitué dans une instance n'est pas tenu d'occuper sur la demande en péremption. (Code de proc., art. 400.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande en péremption constitue une instance nouvelle, que l'avoué qui a occupé dans l'instance périmée peut refuser son ministère dans cette nouvelle instance; qu'il y a donc lieu de donner acte à M^e Robert de son refus de postuler pour l'appelant assigné en péremption ;

Par ces motifs, ouï M. Brixhe, avocat général, en ses conclusions conformes, donne acte au sieur Robert de la déclaration qu'il fait, qu'attendu que feu M. Rankem, frère, a rendu, depuis 1831, les actes de la cause dont il s'agit à un sieur Collard, fondé de pouvoirs du sieur Dumont, il ne veut plus occuper sur la demande en péremption, etc.
Du 8 janvier 1840. — Cour de Liège.

1^{re} SÉPARATION DE CORPS. — FORMES. — COMPARUTION EN PERSONNE. — 2^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

1^o *On ne peut en général appliquer à l'action en séparation de corps les formes introduites pour la demande en divorce. Notamment, l'époux demandeur en séparation de corps n'est pas, comme l'époux demandeur en divorce, tenu de présenter en personne la requête au président du tribunal (1). (Code civil, art. 307 et 256; Code de proc., art. 875, 879 et 881.)*

2^o *Le jugement rendu contre une partie dont l'avoué constitué, tout en refusant de conclure au fond, malgré l'ordonnance du juge, reste néanmoins en cause, se bornant à proposer des moyens de nullité et des fins de non-recevoir, ne peut être, quant au fond, considéré par défaut, et partant susceptible d'opposition. (Code de proc., art. 140 et suiv.)*

La dame Jeanne Coppens avait fait présenter, par le ministère de son avoué, une requête à M. le président du tribunal civil de Furnes, afin de provoquer la séparation de corps et de biens d'avec son mari, le sieur Henri Cornélie. L'avoué seul avait signé cette requête, par le motif que la dame Coppens ne savait pas écrire.

En vertu de l'ordonnance intervenue sur cette requête, la dame Coppens fit assigner son mari pour comparaître en personne devant M. le président, afin d'y être entendu et se concilier si faire se pouvait. Aux jour, lieu et heure fixés, la dame Coppens comparut seule devant M. le président du tribunal de Furnes, et celui-ci, considérant que le mari, quoique dûment assigné, ne comparaisait point et que par conséquent il y avait impossibilité de concilier les époux, autorisa la demanderesse à poursuivre son action en séparation de corps et de biens, à se retirer provisoirement en la maison de..., etc.

Elle fit donc assigner son mari devant le tribunal de Furnes, où elle conclut à ce qu'il fût condamné à lui payer d'avance, pour son entretien et par mois, une somme de 90 francs, jusqu'à l'exécution du jugement à intervenir sur sa demande en séparation, et une somme de 1,000 francs, afin de pourvoir aux frais du procès, sauf à augmenter

(1) Voy. Brux., 7 mars 1839; Carré-Chauveau, n^o 2928 ter.

cette dernière somme dans la suite s'il y avait lieu, etc.

Le défendeur, se fondant, 1^o sur ce que la requête avait été présentée par l'avoué et non par la demanderesse en personne; 2^o sur ce que l'assignation pour comparaître devant M. le président n'avait pas été donnée à huitaine franche; 3^o que la réponse de M. le président était une permission d'assigner et non une ordonnance, et 4^o sur ce que M. le président n'avait point fait de représentations à l'épouse demanderesse, conclut à ce que celle-ci fût déclarée non recevable en ses fins et conclusions, se réservant de contester au fond les demandes en provision faites par la demanderesse lorsque le tribunal aurait statué sur ces fins de non-recevoir.

Le tribunal, à l'audience du 11 août 1838, sans que le ministère public eût été entendu à cet égard, ordonna au défendeur de présenter simultanément avec ses fins de non-recevoir ses moyens au fond contre les conclusions provisionnelles de la demanderesse. Le défendeur refusa de satisfaire à cette ordonnance; et après que les parties eurent développé leurs moyens, un jugement fut prononcé à l'audience du même jour qui, rejetant les divers moyens de nullité et fins de non-recevoir élevés contre la demande, adjugea à la demanderesse ses conclusions au fond.

Le sieur Cornélie se porta opposant à ce jugement, prétendant qu'au fond, sur les demandes en provision, il n'avait pu être rendu que par défaut; il conclut donc à ce qu'il plût au tribunal recevoir son opposition, quant à la partie du jugement concernant les demandes provisionnelles, etc., au principal déclarer la demanderesse non recevable en sa demande en séparation de corps et de biens, tout au moins non fondée. La demanderesse, s'étant référée à justice sur la question de savoir si l'opposition au jugement du 11 août 1838 était recevable en tout ou en partie, conclut au principal à ce qu'il plût au tribunal déclarer le défendeur non recevable à poursuivre l'instance, jusqu'à ce que les sommes allouées à elle demanderesse, afin de pourvoir aux frais de procédure, eussent été par lui acquittées. Sur quoi le tribunal de Furnes rendit, à l'audience du 12 janvier 1839, le jugement suivant :

« Considérant que, d'après l'article 149 du Code de procédure, il y a deux sortes de défauts, savoir, le défaut contre partie faute d'avoir constitué avoué, et le défaut contre avoué, lorsque ce dernier, ayant été con-

stitué, ne comparait point à l'audience;

« Considérant que dans le cas actuel il ne peut exister de défaut contre partie, attendu qu'il existait avoué constitué en la personne de M^e de Cac;

« Considérant qu'il ne peut également y avoir défaut contre avoué, puisque M^e de Cac, au moment où le tribunal lui a ordonné de plaider *ad omnes fines*, ne s'est point retiré de la cause, mais déclara au contraire, après la prononciation de ce jugement, en interjeter appel, et refusa de plaider au fond, tout en restant en cause, conséquemment que M^e de Cac, restant en cause ne saurait être considéré comme défaillant, puisque personne ne peut en même temps et dans la même cause être envisagé comme présent et comme absent, et ainsi que le jugement rendu entre parties à la date du 11 août dernier en présence des avoués des deux parties ne saurait être considéré comme un jugement par défaut;

« Par ces motifs, etc. »

C'est de ces deux jugements, le premier en date du 11 août 1838 et le second daté du 12 janvier 1839, que le sieur Cornélie a interjeté appel.

Devant la Cour il a conclu comme suit :

En ce qui touche le jugement du 11 août 1838 :

« Attendu qu'aux termes de l'article 875 du Code de procédure, l'époux qui veut se pourvoir en séparation de corps est tenu de présenter, au président du tribunal de son domicile, requête contenant sommairement les faits; qu'en rapprochant cet article de l'article 236 du Code civil, il est impossible de douter qu'il ne peut être entendu que dans ce sens que la requête, dont il est parlé, doit être remise au président du tribunal par l'époux demandeur en personne;

« Attendu que tout ce qui concerne la matière de la séparation de corps intéresse essentiellement l'ordre public, et qu'en conséquence aucune des formalités que la loi a établies comme préalables à la demande ne saurait être considérée comme étant de pure faculté;

« Attendu en fait que la requête prescrite par l'article 875 du Code de procédure a été présentée à M. le président du tribunal de Furnes, non par l'intimée en personne, mais par un avoué en son nom; que lors même que l'intimée n'aurait pu la signer comme n'ayant jamais su écrire, néanmoins elle ne pouvait se dispenser d'aborder directement M. le président du tribunal pour lui présenter sa requête, mais qu'au contraire c'était pour elle un devoir d'autant plus ri-

goureux de se conformer au vœu du législateur;

« Attendu d'ailleurs qu'au jour fixé par l'ordonnance du président pour la comparution personnelle, ce magistrat n'a adressé à l'intimée aucune représentation sur sa demande; qu'ainsi et jusqu'à ce jour le juge n'a été mis en aucune façon en état de se convaincre par lui-même de sa volonté inébranlable de se séparer de son époux, ni de l'opportunité ou de la nécessité de la demande;

« Attendu en tout cas que les provisions accordées à l'intimée par le premier juge, soit à titre de pension alimentaire, soit pour subvenir aux frais de la procédure, ne sont nullement proportionnées à la condition et à l'état de fortune des parties;

« Attendu enfin que l'appelant ayant refusé de conclure sur les demandes en provision formées par l'intimée, le jugement du 11 août 1838, intervenu sur ces demandes, ne peut être considéré que comme ayant été rendu par défaut; l'appelant conclut, etc. »

Ces moyens sont réfutés par l'arrêt intervenu dont voici le texte :

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche le jugement du 11 août 1838 :

Attendu qu'il résulte des articles 307 du Code civil, 879 et 881 du Code de procédure, que les formes prescrites pour le divorce ne concernent pas la séparation de corps, dont la demande s'intente selon les lois de la procédure civile ordinaire;

Que si les articles 875 et suivants du Code de procédure présentent quelques exceptions à ces lois, ces exceptions ne font que confirmer la règle dans les cas non exceptés, mais qu'on ne saurait en conclure, surtout en présence des textes de lois qui établissent si positivement le contraire, que les juges puissent, par analogie, appliquer à la séparation de corps les dispositions du Code civil relatives à l'instruction et aux jugements des affaires en matière de divorce;

Attendu en fait que la requête prescrite par l'article 875 du Code de procédure a été présentée à M. le président du tribunal de Furnes dans les formes voulues par cet article, et que l'article 878 du même Code a reçu également, pour autant que possible, son exécution.

Au fond : — Attendu que l'intimée, se trouvant, sans aucune ressource, chargée de la nourriture et de l'entretien de qua-

tre enfants en bas âge, la somme qui lui est allouée à titre de pension alimentaire n'est pas disproportionnée aux facultés de l'appelant, qui ne doit pourvoir qu'à sa propre subsistance; et que la somme allouée pour frais de procès n'est pas non plus exorbitante, lorsque surtout on considère les nombreux incidents dont le procès est hérissé;

Attendu néanmoins qu'en ce qui concerne cette dernière somme, c'est à tort que le juge à quo, en prononçant une condamnation, a ordonné l'exécution provisoire de son jugement, aucun article de loi n'autorisant pareille mesure.

Quant au jugement du 12 janvier 1839 : Adoptant les motifs du premier juge, oui M. Colinez, avocat général, en son avis conforme, met l'appel à néant, confirme les deux jugements dont est appel, sauf en ce qui touche l'exécution provisoire prononcée par le jugement du 11 août 1838; quant à la condamnation à la somme de 1,000 fr., pour subvenir aux frais du procès, réforme ce jugement pour ce qui concerne ce point seulement, dit pour droit qu'il n'échait point de prononcer cette exécution provisoire.

Du 9 janvier 1840. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

TÉMOINS. — COMMUNE. — CERTIFICAT.

Les frères d'un habitant d'une section de commune peuvent être entendus comme témoins dans un procès la concernant, alors surtout qu'ils sont, par leur domicile, depuis longtemps entièrement étrangers à la commune, et que rien n'indique qu'ils aient un intérêt direct et actuel dans la contestation.

Bien qu'un témoin ait concouru en qualité d'expert à dresser un devis fait à la requête de la commune dans le but de constater les besoins des habitants en fait de bois pour construction et attraits d'agriculture, il ne s'ensuit pas qu'il puisse être considéré comme ayant par là donné un certificat sur un fait relatif au procès.

Les habitants de la ci-devant commune de Smuid, aujourd'hui section de la commune de Libin, sont usagers, dans la forêt de Smuid, partie de la forêt de Mirwart, pro-

vince de Luxembourg, en bois de bâtiment et d'agriculture, bois de chauffage, de sarlage, et en pâturage.

Le sieur Dartigues et son épouse ont fait l'acquisition de cette forêt dans le mois de juin 1820.

En 1822 l'administration communale de Libin, après avoir fait dresser un devis estimatif des besoins des habitants en bois de bâtiment et d'agriculture, l'adressa au propriétaire de la forêt pour réclamer la délivrance des bois nécessaires pour satisfaire aux besoins constatés des habitants.

Plusieurs sommations lui furent faites au même effet par actes extrajudiciaires.

Le 13 juin 1833, l'administration communale s'adressa à la députation du conseil provincial du Luxembourg, aux fins d'être autorisée à porter ses réclamations devant les tribunaux.

Sur les observations de la députation, il fut dressé, en décembre 1833, un devis estimatif constatant de nouveaux besoins des usagers. Cette opération eut lieu en l'absence de Dartigues, après qu'une sommation lui avait été faite d'y être présent.

En vertu et conformément à l'autorisation de la députation provinciale, l'administration communale fit assigner Dartigues devant le tribunal civil de Saint-Hubert pour s'y voir condamner à fournir aux habitants de Smuid 1° les arbres et bois de bâtiment et d'agriculture mentionnés au devis estimatif du 3 décembre 1833, ou bien d'en payer la valeur; 2° à aménager et régler en trente coupes ladite forêt, et en outre aux dommages-intérêts à libeller, et aux dépens; demande fondée sur l'autorisation de la députation provinciale, sur le refus de délivrance et d'aménagement, sur les diverses sommations faites à l'assigné, sur un arrêt de la Cour d'appel de Liège du 6 avril 1815, et sur le règlement de 1754.

Le défendeur soutint la commune non fondée à demander d'une manière absolue l'application des articles 3 et 4 de l'ordonnance de 1754; il demanda qu'il fut ordonné que préalablement les usagers aurent à déterminer contradictoirement avec lui les cantons de la forêt de Smuid sur lesquels le droit d'usage s'étend, et qu'il sera sursis à tout autre devoir aussi longtemps que ce point ne sera pas définitivement réglé.

La demanderesse répondit que l'usage s'étendait sur toute la forêt, qui ne formait qu'une seule masse dont elle indiquait les limites.

Par jugement du 22 mai 1835, le tribunal, avant de faire droit sur le surplus des

conclusions des parties, ordonna que les besoins en bois de bâtiment et d'agriculture prétendus par la demanderesse seraient vérifiés, détaillés et estimés par experts; ordonna que les parties auraient à convenir de trois experts ou d'un seul, et ce, dans les trois jours de la signification du jugement.

L'expertise ordonnée eut lieu en présence du bourgmestre de la commune de Libin, et du régisseur de la terre de Mirwart, représentant le sieur Dartigues. Le montant de l'estimation y fut fixé à 1,704 francs 19 cent.

La cause reportée à l'audience, la demanderesse conclut à ce que le tribunal homologuât le procès-verbal d'expertise dressé en exécution du jugement du 23 mai 1835; condamnat le défendeur à délivrer les bois indiqués dans ledit procès-verbal, ou à en payer la valeur; le condamnat à aménager et régler en trente coupes la forêt de Smuid; subsidiairement elle posa en fait avec offre de prouver que depuis un temps immémorial et suffisant pour prescrire, et notamment depuis trente ans, il a été délivré à la commune de Smuid par les précédents propriétaires de la forêt de Smuid, devanciers du défendeur, tous les objets qu'elle réclamait et de la nature de ceux spécifiés et désignés dans le procès-verbal du 18 août 1835; elle demanda qu'il lui fût permis de faire cette preuve par témoins en cas de dénégation de la part du défendeur.

Ce dernier a soutenu cette preuve non recevable, irrelevante et inadmissible.

Le 23 décembre 1836, jugement du tribunal de Saint-Hubert qui accueille entièrement les conclusions de la demanderesse.

En exécution de ce jugement, l'enquête a eu lieu; mais le défendeur n'a pas fait d'enquête contraire.

Le 4 janvier 1838, il intervint sur les conclusions des parties un jugement dont les motifs et dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu, en ce qui concerne le reproche de parenté proposé contre les quatrième, sixième et neuvième témoins de l'enquête, que les habitants de la section de Smuid ne sont pas personnellement en cause, qu'ils n'y sont qu'en nom collectif; — Que, s'il résulte des déclarations de ces témoins qu'ils sont frères de l'un des habitants de cette section, cette circonstance ne suffit pas, dans l'espèce, pour que leurs dépositions doivent être rejetées de l'enquête, puisqu'il est de fait qu'ils sont, par leur domicile, depuis longtemps entièrement

étrangers à la commune, et que rien n'indique qu'ils aient aucun intérêt direct et actuel dans la contestation ;

« Attendu que, bien que le quatrième témoin ait concouru, en qualité d'expert, à dresser un devis fait à la requête de la commune dans le but de constater les besoins des habitants de Smuid en bois de bâtiment et d'agriculture, il ne s'ensuit pas qu'il puisse être considéré comme ayant, par là, donné un certificat sur un fait relatif au procès ; qu'en effet, le but de l'enquête n'était pas de savoir quels pouvaient être les besoins des habitants de Smuid en bois de bâtiment et d'agriculture, mais bien de déterminer quelle est, relativement aux mêmes besoins, l'étendue de leurs droits sur la forêt de Smuid ;

« Attendu, au surplus, qu'il est dans le pouvoir discrétionnel des juges d'admettre ou de rejeter, selon les circonstances, les reproches proposés, lors même qu'ils sont fondés sur la loi, sauf, en cas d'admission, à avoir aux dépositions des témoins tel égard que de raison ;

« Attendu que l'existence du droit d'usage en bois de bâtiment et d'agriculture prétendus par la commune demanderesse n'est pas déniée ; qu'il y a seulement contestation entre parties sur l'étendue de ce droit et sur la manière dont il doit être exercé ;

« Attendu que de l'ensemble des dépositions de l'enquête faite par la commune demanderesse il résulte suffisamment la preuve que depuis un temps immémorial et suffisant pour prescrire, et notamment depuis plus de trente ans, il a été constamment délivré aux habitants de la section de Smuid par les anciens propriétaires de cette forêt, antérieurs au sieur Dartignes, tous les objets en bois qu'elle réclame, et de la nature de ceux spécifiés dans le procès-verbal d'expertise du 18 août 1833 ; qu'ainsi la commune a pleinement satisfait au prescrit du jugement de ce tribunal en date du 23 décembre 1836 ;

« Attendu, néanmoins, que l'article 31 de l'ordonnance du 30 décembre 1754 interdit expressément à tout usager d'employer à la carcasse de leurs maisons les bois de bâtiment qui leur seraient délivrés, et exige que ces carcasses se construisent en pierres ou briques ;

« Attendu, en outre, que les habitants usagers ne peuvent, sans étendre leurs droits au préjudice du propriétaire des bois soumis à l'usage, employer dans l'exercice de la profession de voiturier, au transport des marchandises pour autrui, les chariots

ou charrettes confectionnés du bois obtenu par eux comme bois d'agriculture ou de bâtiment ;

« Attendu que, par conclusions prises à l'audience du 9 avril 1833, la commune demanderesse a, par son avoué, déclaré et posé en fait que le droit d'usage des habitants de Smuid au bois de bâtiment et de culture s'étend sur l'entière de la forêt de Smuid dans les limites fixées dans les mêmes conclusions ; qu'à la même audience, la partie défenderesse a déclaré acquiescer à cette délimitation et l'accepter à profit ; — Que, sur leur demande, il a été donné acte aux parties de leur déclaration respective sur cet objet ; — Que, dès lors, il ne peut plus y avoir contestation sur les limites de la forêt sujette à l'usage ;

« Attendu que la société défenderesse ne pourrait forcer les habitants de la section de Smuid à se contenter des bois qui se trouvent dans les coupes annuelles que pour autant qu'elle se serait elle-même conformée au prescrit des lois et règlements sur la matière, en soumettant le bois grevé d'usage à un aménagement trentennaire, et en y laissant les baliveaux nécessaires à la recroissance ; ce que, de son aveu, elle n'a point fait jusqu'ici ;

« Attendu que les parties ne sont point d'accord sur la possibilité de fournir aux besoins des usagers, et qu'il y a lieu, dès lors, d'ordonner que la forêt grevée du droit d'usage soit vérifiée par experts, afin de reconnaître si réellement elle est en état de fournir aux besoins des usagers demandeurs en prenant pour base l'étendue de la forêt telle que les limites en ont été reconnues, et le procès-verbal constatant les besoins des habitants de Smuid ;

« Attendu qu'en principe le propriétaire d'un bois grevé d'usage doit administrer en bon père de famille, et de manière à ne point enfreindre les droits des tiers ou à en rendre l'exercice impossible ; — Qu'il importe, dès lors, avant faire droit sur les conclusions des habitants de Smuid, tendantes à ce que les propriétaires des bois de Smuid soient condamnés à aménager les mêmes bois en coupes réglées de trente années, de reconnaître si réellement les propriétaires actuels ou leurs devanciers ont administré ladite forêt de manière à léser les droits des demandeurs ;

« Par ces motifs, le tribunal, faisant droit sur les reproches proposés contre les quatrième, sixième et neuvième témoins de l'enquête, déclare qu'il n'y a pas lieu à rejeter leurs dépositions, etc.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant.

Du 11 janvier 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

ARRÊTÉ. — LÉGALITÉ. — MAISON DE PROSTITUTION. — LOI COMMUNALE.

L'arrêté royal du 20 août 1838, sur la police des maisons de prostitution, est-il légal dans l'une et l'autre de ses dispositions (1)? (Loi communale, art. 96.) — Rés. aff.

Un arrêté royal en date du 20 août 1838 porte ce qui suit :

« Article 1. Il ne peut être tenu aucune maison de débauche ou de prostitution « qu'en vertu d'une autorisation de l'autorité locale ;

« Article 2. Il est défendu à toute personne « tenant ces maisons de vendre à boire publiquement ou à porte ouverte, et de placer, soit à l'extérieur, soit à l'intérieur, « aucun signe apparent, qui, d'après les usages locaux, désignerait la profession « de cabaretier ou débitant de boissons. »

Le tribunal correctionnel de Bruges, par jugement du 7 juin 1839, après avoir reconnu *en fait* que la femme J. L... avait contrevenu à l'une et à l'autre de ces dispositions, l'avait néanmoins renvoyée de toute poursuite :

« Attendu *en droit* que l'arrêté du 20 « août 1838 n'est porté en exécution d'aucune loi, contrairement au prescrit de « l'article 67 de la Constitution ; que la police desdites maisons est placée spécialement dans les attributions des autorités « communales ; que c'est à elles exclusivement qu'il incombe de prendre des mesures relatives à cet objet, sans que le « chef du pouvoir exécutif doive ou puisse « y intervenir (articles 78, 96 de la loi communale du 30 août 1836) ; que partant « l'objet de l'arrêté royal du 20 août 1838, « sortant des attributions constitutionnelles « du roi, ledit arrêté n'est pas obligatoire « et ne peut être appliqué par les tribunaux. »

(1) Voy. BRUX., cass., 24 mars et 4 août 1840. Voy. aussi BRUX., cass., 16 juin 1841 (*Pasic.*, p. 187).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 août 1838 ne renferme qu'une simple disposition réglementaire, tendante à assurer l'exécution de l'article 96 de la loi communale, et qu'étant ainsi porté dans les limites constitutionnelles du pouvoir dont il émane, les cours et tribunaux ne sauraient se refuser à en faire l'application ;

Attendu qu'il conste en fait que durant l'année 1839, J. L... a tenu maison de débauche ou de prostitution, sans avoir obtenu préalablement de l'autorité locale l'autorisation à ce nécessaire ;

Où M. Debouck, substitut du procureur général en ses conclusions conformes, et vu les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté susrappelé, et l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, ainsi conçus, etc. ;

Met à néant le jugement dont appel, quant au premier chef de prévention ; émendant, quant à ce, condamne J. L... au paiement d'une somme de 22 francs, etc.

Du 14 janvier 1840. — Cour de Gaud. — Ch. des appels correctionnels.

PASSAGE. — PRAIRIE. — DEMANDE NOUVELLE.

Celui qui, en première instance, a conclu contre le propriétaire du fonds dominant à ce que la servitude de passage s'exerçât d'une manière déterminée, ne peut, pour la première fois en appel, demander subsidiairement à ce qu'elle soit limitée à une partie du fonds servant. (Code de proc., art. 461.)

Verviers traversait la prairie du sieur Lambinon pour mener ses bestiaux en pâturage dans une prairie voisine. Il avait été assigné devant le tribunal de Liège pour voir dire que le passage serait limité à un nombre fixe de bêtes à cornes et qu'elles seraient conduites avec des liens. L'appréciation des titres lui donna gain de cause devant le premier juge. En appel, Lambinon conclut subsidiairement à ce que le passage fût circonscrit dans une partie du fonds servant. Était-ce là une demande nouvelle ? Cette question fut résolue affirmativement par l'arrêt qui suit.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les conclu-

sions subsidiaires des appelants renferment une demande nouvelle entièrement distincte de celles qui ont été formées en première instance, et que par suite elle ne peut, pour la première fois, être reçue en instance d'appel;

Met l'appel à néant, etc.

Du 14 janvier 1840. — Cour de Liège.

ENQUÊTE. — ASSIGNATION A PARTIE. — DÉLAI.

L'assignation pour être présent à une enquête doit, à peine de nullité, être notifiée à la partie, au domicile de son avoué, trois jours au moins avant l'audition des témoins (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 261 du Code de procédure civile, celui qui fait procéder à une enquête doit, à peine de nullité, assigner la partie adverse au domicile de son avoué pour y être présent, trois jours au moins avant l'audition des témoins;

Attendu que, dans l'espèce, Grégoire Dejardin n'a été assigné que le 8, tandis que l'enquête a été commencée le 11 janvier 1836; qu'en effet, la copie de l'assignation laissée au domicile de l'avoué Hannonotte, occupant pour Grégoire Dejardin, copie qui tient lieu d'original à ce dernier, porte incontestablement la date du 8; que le mot huitième, quoique surchargé, est néanmoins très-lisible, et que la surcharge semble avoir été de la même écriture et écrit en même temps que le parlant à, c'est-à-dire au moment de la remise de cette copie;

Que l'enquête devait donc être annulée, et ce, d'autant plus que l'avoué Hannonotte, en y assistant, avait fait des réserves expresses ayant pour objet la nullité résultant de ce que l'assignation n'avait pas été donnée dans le délai légal;

Par ces motifs, déclare l'enquête directe du 11 janvier 1836 nulle et de nul effet...

Du 15 janvier 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

(1) Les trois jours doivent être francs. Voyez en ce sens Pigeau, *Comment.*, t. 1, p. 511; Berriat, p. 289, note 29; Thomines, n° 309; Boucense, t. 2, p. 153; Brux., 10 déc. 1811 et 27 juillet 1825. Voy. aussi Carré-Chauveau, n° 1019.

1^o PRESCRIPTION. — COMMUNE. — DETTES. — LIQUIDATION. — SURSIS. — VILLE DE MONS. — 2^o CHOSE JUGÉE. — QUESTION DE PROPRIÉTÉ. — DÉCISION ADMINISTRATIVE. — 3^o COMMUNE. — DETTES. — LIQUIDATION. — MODE DE PAYEMENT. — COMPÉTENCE. — 4^o INTÉRÊTS. — MISE EN DEMEURE. — 5^o GARANTIE (DEMANDE EN). — RECEVABILITÉ. — GOUVERNEMENT. — DETTES. — ACTION. — DÉCHÉANCE.

1^o *La prescription a-t-elle pu courir contre les créanciers des communes pendant tout le temps que les lois et décrets relatifs à leurs dettes et à leur liquidation ont été en vigueur (2)?* — Rés. nég.

Le sursis s'étendait-il, non-seulement à l'exécution des titres, mais encore à l'obtention d'un titre par la voie judiciaire? — Rés. aff.

À quelle époque les créanciers de la ville de Mons sont-ils rentrés dans l'exercice de leurs droits?

2^o *Une décision administrative sur une question de propriété ou d'intérêt civil peut-elle donner lieu à une exception de chose jugée, et former obstacle à ce que le créancier intente son action devant les tribunaux compétents (3)?* — Rés. nég.

Une commune qui a traité en son seul et privé nom avec un particulier, pour la fourniture d'effets de casernement, peut-elle écarter la demande de paiement faite à sa charge, sous le prétexte qu'elle a cessé de recevoir du gouvernement le subside qu'il était, en vertu de traités, obligé de lui payer à cet effet? — Rés. nég.

Cette circonstance peut-elle donner ouverture à une demande en garantie contre le gouvernement? — Rés. nég.

3^o *Une commune peut-elle demander aux tribunaux de déclarer qu'elle ne sera tenue de payer une somme réclamée à sa charge que conformément à un plan de liquidation de ses dettes approuvé par arrêté royal de telle date?* — Rés. nég.

En d'autres termes: *Les tribunaux peuvent-ils s'immiscer dans ce qui touche au mode*

(2) Voy. Brux., 9 mai 1823 et 29 avril 1834; Liège, 28 juin 1831; Vazeille, n° 310.

(3) Voy. Liège, 25 mars 1820; Brux., 22 février 1821.

et à l'époque de paiement des dettes des communes (1)? — Rés. nég.

4^e Une clause d'où l'on voudrait inférer que les parties auraient entendu que les intérêts courraient de plein droit sans mise en demeure doit-elle être rigoureusement interprétée? — Rés. aff.

5^e En supposant qu'à défaut de l'action en garantie dont il a été parlé plus haut, la commune ait eu une action directe contre le gouvernement, cette action, ouverte le 5 août 1796, devrait-elle être écartée comme éteinte par suite du décret du 25 février 1808? — Rés. aff.

Le sieur Delwarde avait fait, le 27 novembre 1791, avec les anciens magistrats de la ville de Mons, un contrat par lequel il avait entrepris la fourniture de lits militaires et autres objets de casernement, pour un terme de six ans, à partir du 1^{er} janvier 1792, au prix de 11 patars 2 liards, par fourniture et par mois; l'article 15 du contrat portait: Outre le nombre de 1,500 fournitures qui à lui entrepreneur seront payées, occupées ou non, il devra se précautionner pour fournir au besoin 750 fournitures en temps de paix ou de guerre. En exécution de ce contrat, Delwarde avait tenu préparé le nombre de fournitures requis et effectué celles nécessaires aux troupes qui se sont trouvées dans la ville de Mons depuis le 1^{er} juillet 1794 jusqu'au 5 août 1796, époque à laquelle le casernement avait été remis à l'autorité militaire: il lui était dû du chef susdit la somme de 28,613 francs 52 cent., déduction faite de tous à-compte payés. Depuis plus de vingt-cinq ans, il n'avait cessé de réclamer le paiement de cette créance, lorsque, par exploit du 26 septembre 1831, la demoiselle Delwarde, héritière du fournisseur, fit assigner la ville de Mons devant le tribunal civil, en paiement de la somme prérappelée avec les intérêts. La ville prétendit que la demande formée contre elle n'était pas fondée, et qu'au surplus elle était prescrite. Elle soutenait que l'obligation contractée par elle étant subordonnée à l'exécution par le souverain du traité des casernes du 16 avril 1676, fait connu de l'entrepreneur, et ce traité ayant cessé d'être exécuté, dès l'an 1792, par le gouvernement, la somme

réclamée était à la charge du gouvernement, qui avait touché les fonds affectés au paiement des frais de caserne. Elle prétendait en outre que l'action devait être repoussée par la prescription de vingt et un ans, aux termes des chartes du Hainaut, et qu'elle avait même été rejetée par une décision ministérielle du 4 juin 1828, ce qui élevait contre la demande une exception de chose jugée. — Par exploit du 20 avril 1832, elle assigna le gouvernement belge en garantie, et conclut à ce qu'il fût condamné à prendre pour elle fait et cause, et à la garantir de toutes condamnations qui pourraient intervenir contre elle. Le gouvernement soutint que la prétention de la ville, en la supposant prouvée, serait frappée de déchéance et de prescription.

La demoiselle Delwarde répliqua que la prescription n'avait pu courir jusqu'à l'époque du 1^{er} novembre 1819, date de l'arrêt qui avait approuvé la liquidation de la ville de Mons, sur sis lui étant accordé jusqu'à cette époque par les lois et arrêtés spéciaux sur la matière. Elle prit une conclusion ampliative pour que la ville de Mons fût condamnée à lui payer trois pour cent d'intérêt de la somme mise en conclusion, à dater du 9 thermidor an xi jusqu'au 1^{er} novembre 1819, et encore à cinq années d'intérêts pour le temps échu depuis cette date jusqu'au jour de l'intentement de l'action. Le tribunal de Mons débouta la ville, défenderesse, de ses exceptions et la condamna envers la demoiselle Delwarde, mais sans adjuger la demande d'intérêts; et avant de faire droit entre la régence et le gouvernement, elle admit la première à vérifier, par la preuve littérale, que la déchéance résultant des lois des 9 février 1818 et 30 novembre 1819 n'avait pas été encourue dans l'espèce, ou qu'au moins elle avait été couverte. — Des appels furent interjetés contre ce jugement par toutes les parties. — Le gouvernement soutint de nouveau que la ville de Mons n'était ni recevable ni fondée dans ses conclusions en garantie, et que dans tous les cas elle était déchue de tous droits, créances, actions ou réclamations, qui auraient pu lui compéter à sa charge. La demoiselle Delwarde interjeta appel incident, en ce que sa demande d'intérêts ne lui avait pas été adjugée.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande de la dame intimée a pour objet une créance à charge de la ville de Mons, ici appelante,

(1) Voy. Brux., cass., 25 oct. 1835 et 5 juillet 1841 (Pasic., p. 320); Dalloz, t. 5, p. 146.

au principal de 28,613 francs 52 cent., due pour loyer de diverses fournitures de casernement faites depuis le 1^{er} juillet 1794 jusqu'au 3 août 1796;

Attendu que c'est en vain, bien que l'intimée n'ait intenté son action que le 26 septembre 1831, que la ville de Mons, pour se soustraire au paiement de la créance susdite, oppose en première ligne la prescription de vingt et un ans, conformément à l'article 4 du ch. 107 des chartes du Hainaut, cette prescription n'ayant pu courir contre l'intimée pendant tout le temps que les lois et décrets relatifs aux dettes des communes et à leur liquidation ont été en vigueur; qu'en effet, déjà par la loi du 5 prairial an vi (24 mai 1798), et ainsi seulement près de deux ans après l'ouverture de la présente action, les dettes des communes de la Belgique étaient mises à la charge de la république qui devait les liquider; qu'ainsi il y avait, aussi longtemps que cette loi a existé, impossibilité, pour l'intimée, d'agir contre la ville appelante;

Attendu qu'après la loi du 5 prairial an vi furent portées d'autres dispositions relatives aux dettes des communes et à leur liquidation, changeant la législation antérieure, et notamment l'arrêté du 9 thermidor de l'an xi (28 juillet 1803), qui, tout en déclarant que les communes de la Belgique conserveraient leurs biens, à charge de payer leurs dettes, en ordonnait la liquidation, et prescrivait aux préfets des mesures à prendre pour y parvenir;

Attendu que, tant du texte que de l'esprit de cet arrêté, il résulte à l'évidence qu'aussi longtemps que la liquidation des dettes d'une commune n'avait pas été arrêtée par l'autorité administrative compétente, mesure préalable, nécessaire, il devait être sursis à toute poursuite par la voie judiciaire; que s'il pouvait exister quelque doute à cet égard, il se dissiperait devant l'avis du conseil d'Etat du 12 novembre 1806, ainsi que devant la lettre du ministre de la justice du 15 janvier 1807, documents qui, à eux seuls, suffisent pour faire repousser comme inadmissible la distinction mise en avant par la ville appelante, distinction qui consiste à soutenir que, sous les lois et décrets rendus sous l'empire français, relativement aux dettes des communes, il y avait bien sursis à l'exécution de son titre, mais non sursis à l'obtention d'un titre par la voie judiciaire;

Attendu que cette distinction d'ailleurs, loin d'être appuyée sur les décrets et arrêtés invoqués par la ville appelante, du reste

sans application dans l'espèce, ne se trouve pas mieux justifiée par l'avis du conseil d'Etat du 12 août 1807, également invoqué par elle, puisque, si elle pouvait être admise, il s'ensuivrait qu'il eût été complètement inutile de faire ces lois, étant de principe généralement admis en France, comme dans ce pays, que l'exécution des condamnations judiciaires, contre une commune, appartient au pouvoir administratif, qui aurait pu, en tout temps, y surseoir;

Attendu que le décret impérial du 21 août 1810, tout en se bornant, il est vrai, à prescrire des mesures pour opérer la liquidation des dettes des communes, n'a nullement fait cesser l'impossibilité d'agir dans laquelle se trouvaient leurs créanciers; que ces mesures n'ayant pu recevoir leur exécution, les arrêtés royaux des 5 mai 1816 et 3 avril 1817 sont venus de nouveau ordonner de procéder à cette liquidation, en prescrivant l'époque où elle devait être terminée, et en maintenant durant cet intervalle le sursis aux poursuites judiciaires;

Attendu que c'est par suite de ces arrêtés que la liquidation des dettes de la ville de Mons a été arrêtée le 1^{er} novembre 1819, jour où la dame intimée est rentrée dans la plénitude de ses droits, quant à l'exercice de son action judiciaire;

Attendu que depuis ce jour jusqu'à celui où l'action dont s'agit a été intentée, à savoir le 26 septembre 1831, il ne s'est écoulé que dix années dix mois et vingt-six jours, qui joints, soit aux deux années déjà écoulées depuis la livraison des objets de casernement jusqu'à la loi du 5 prairial an vi, soit aux six années écoulées jusqu'à l'arrêté du 9 thermidor de l'an xi, ne constitueraient jamais qu'un laps, soit de treize, soit de dix-sept ans environ; d'où résulte que la prescription de vingt et un ans, opposée par la ville appelante, n'était pas encore atteinte dans l'une comme dans l'autre hypothèse, lorsque l'action de la dame intimée a été intentée.

Sur l'exception de chose jugée tirée de la disposition administrative du 4 juin 1828 :

Attendu que la contestation agitée entre la dame intimée et la ville de Mons constitue incontestablement une question de propriété ou d'intérêt civil;

Attendu que sous l'empire de la loi fondamentale de 1815, comme il en est encore de même sous la Constitution belge, il n'appartenait qu'aux tribunaux de statuer sur une contestation de cette nature; d'où suit que la disposition administrative, invoquée par la ville appelante, émanant d'une auto-

rité incompétente et sans juridiction sur ces sortes de questions, manquerait des premières conditions requises pour pouvoir constituer la chose jugée, et que, par suite, il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette exception, évidemment non fondée.

Au fond : — Attendu que la demande de la dame intimée est fondée sur un contrat du 29 novembre 1791, passé entre la ville de Mons et l'auteur de ladite dame, par lequel il devait fournir, pour les troupes de la garnison, 1,500 fournitures qui lui seraient payées, occupées ou non, et devait, en outre, tenir à la disposition de la ville 750 fournitures;

Attendu qu'il est établi, au procès, que l'auteur de l'intimée a fidèlement rempli les obligations que lui imposait son contrat, ce que d'ailleurs l'appelante n'a pas dénié;

Attendu qu'il est notoirement prouvé par trois états *dûment dressés, vus et approuvés*, qu'à partir du 1^{er} juillet 1794, époque de l'entrée des Français à Mons, jusqu'au 5 août 1796, jour où les frais de casernement ont été mis à la charge du département de la guerre, il a continué, en exécution de son contrat, à fournir aux troupes françaises de la garnison de Mons les objets de casernement, et sans qu'il soit établi que, soit par une convention, soit par une loi, soit par toute autre disposition émanant d'une autorité française antérieure au 5 août 1796, le gouvernement nouveau, qui était entré en vainqueur, aurait contracté à cet égard une obligation civile quelconque;

Attendu qu'à compte du montant desdits états il a été fait, au représentant de l'auteur de l'intimée, paiement, et ce pour compte, et même de la part de la ville de Mons, d'une quotité des sommes y mentionnées;

Attendu que, d'un autre côté, il est également établi au procès que le montant des trois états prérappelés, après déduction des quotités susdites, payées comme à compte, a figuré au tableau des dettes de la ville de Mons, arrêté le 1^{er} novembre 1819, et que ce n'est que par disposition du 23 novembre de la même année, du ministre de l'intérieur, que cette créance de l'intimée a été rayée dudit tableau, sur les observations, il est vrai, de la ville appelante, qui, tout en reconnaissant l'existence de la dette, a prétendu qu'elle devait tomber à charge de l'Etat;

Attendu qu'en vain, pour se soustraire au paiement de cette créance, et la faire retomber à charge de l'Etat, elle se fonde sur ce qu'à dater de l'occupation de Mons

par les troupes françaises, le 1^{er} juillet 1794, elle a cessé de recevoir les subsides qu'elle payait et devait lui payer le gouvernement autrichien, en vertu d'un traité du 16 avril 1676, passé entre le souverain et elle, traité complètement étranger à l'auteur de l'intimée, puisqu'il ne s'agit qu'avec la ville, appelante, stipulant en son seul et privé nom, quo ce dernier a traité; d'où suit qu'elle est non fondée à vouloir exciper, contre l'intimée, d'une convention passée entre elle et le roi d'Espagne, en 1676, convention qui n'a concerné en rien l'auteur de ladite intimée;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte que la créance réclamée par l'intimée doit rester à charge de la ville appelante.

Quant à la nouvelle conclusion subsidiaire, prise par l'appelant et tendante à faire déclarer que, dans aucun cas, elle ne sera tenue de payer la somme due à l'intimée, que conformément au plan de liquidation de ses dettes, approuvé par arrêté royal du 1^{er} novembre 1819 :

Attendu qu'il ne saurait être statué par le pouvoir judiciaire sur le fond d'une conclusion de cette nature, sans excéder les bornes de sa compétence, tout ce qui concerne tant l'époque que le mode du paiement des dettes contractées par une commune étant exclusivement du ressort de l'autorité administrative; d'où suit qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette conclusion subsidiaire, qui n'est pas recevable.

Sur l'appel incident interjeté par la demoiselle Delwarde, intimée :

Attendu que l'objet de cet appel est basé sur la fin de l'article 12 du contrat du 29 novembre 1791;

Attendu que de la manière dont cette stipulation, qui est relative à des intérêts à payer, est conçue, il y a lieu de douter qu'il ait été dans l'intention commune des parties de faire courir ces intérêts de plein droit, sans aucune mise en demeure; qu'une clause de cette nature, toujours plus ou moins rigoureuse par elle-même, aurait dû, pour pouvoir être interprétée contre la ville appelante, être rédigée en termes plus clairs et plus formels; d'où suit que cet appel incident, qui est recevable, n'est au moins pas justifié.

Sur l'action en garantie :

Attendu qu'elle a pour objet une demande qui prend son origine dans l'inexécution du traité des casernes de 1676, pendant tout le temps qui s'est écoulé depuis le 1^{er} juillet 1791 jusqu'au 5 août 1796, demande entièrement distincte et indépendante de celle

de la damo intimée, et basé sur un tout autre titre;

Attendu qu'il s'ensuit qu'une semblable demande ne saurait être produite dans cette instance sous la forme d'une action en garantie, laquelle doit être déclarée non recevable;

Attendu que si la même ville de Mons a pu être fondée à agir contre l'Etat par action directo et principale, l'on doit admettre que son action s'est ouverte dès le jour où elle a été privée des subsides que lui accordait le traité précité, au moins dès le 5 août 1796;

Attendu qu'il en résulterait que l'action dont il s'agit contre l'Etat, dans l'hypothèse même où elle aurait été intentée comme action directe et principale, devrait encore être écartée, comme étant atteinte par suite du décret du 25 février 1808, dont la force obligatoire résulte de la loi du budget de 1810, puisqu'elle est relative à une créance du 5 août 1796, antérieure par conséquent au 1^{er} vendémiaire an v (22 septembre 1796), et ainsi anéanti par ledit décret, et à compter de sa date;

Attendu qu'il est dès lors inutile d'aller chercher s'il y a également déchéance, aux termes des lois des 9 février 1818 et 30 novembre 1819, qui ne pouvaient plus concerner une créance éteinte depuis longtemps;

Attendu quo de tout ce qui précède il résulte que le premier juge a ordonné à l'Etat belge une preuve inutile et frustratoire, et que par suite son appel incident est fondé;

Par ces motifs, M. Delebecque, avocat général, entendu et de son avis, sans s'arrêter aux conclusions subsidiaires prises devant la Cour pour la première fois par la ville appelante, lesquelles sont non recevables, met l'appel principal ainsi que l'appel incident à néant; condamne..... et faisant droit entre elle et l'Etat belge, appelé en garantie, et également appelant incidemment, met le jugement à quo à néant, au moins en tant qu'il a ordonné au gouvernement belge une preuve inutile et frustratoire; émendant, en faisant ce que le premier juge aurait dû faire, déclare dès à présent la ville de Mons non recevable dans ses conclusions en garantie, dans tous les cas, déchu de tous droits et actions qui

auraient pu lui compéter à charge du gouvernement; la condamne, etc.

Du 18 janvier 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

1^o MARIAGE. — PUBLICATION. — DISPENSE. — ANGLETERRE. — TRANSCRIPTION. — NULITÉ. — 2^o SÉPARATION DE CORPS. — ABANDON. — INJURE GRAVE.

1^o *Un mariage contracté en Angleterre entre un Belge et une Anglaise est-il nul, selon le droit anglais, à défaut de publications préalables, s'il y a eu dispense en Belgique?*

Les actes produits en Belgique, pour constater un mariage contracté en pays étranger, doivent-ils être légalisés conformément à la loi belge? — Rés. nég.

La transcription sur les registres de l'état civil en Belgique d'un acte de mariage contracté à l'étranger, entre un Belge seul, et une étrangère, incombe au Belge seul, et celui-ci ne peut se prévaloir de cette omission vis-à-vis de son épouse étrangère. (Code civil, art. 170.)

Cette transcription est-elle prescrite à peine de nullité ou de déchéance (1)? — Rés. nég.

Les publications préalables du mariage sont-elles prescrites à peine de nullité (2)? — Rés. nég.

Le Belge peut-il se faire un moyen de leur omission vis-à-vis de son épouse? (Code civil, art. 170.) — Rés. nég.

Le défaut de transcription peut-il être opposé à cette dernière? — Rés. nég.

En est-il surtout ainsi, lorsque le mariage contracté par un Belge à l'étranger n'a pas eu pour but d'é luder les prescriptions ou prohibitions de la loi belge, et si l'époux étant majeur et n'ayant besoin du consentement de personne, aucune disposition de ce genre n'a été enfreinte? — Rés. aff.

L'abandon d'une femme par son mari et le

(1) Voy. Brux., 15 mars 1838; cass., 28 juin 1830; Brux., cass., 27 juin 1831; Paris, req., 2 février 1835; Toullier, t. 1, n° 523; Favard, v° *Mariage*, t. 3, p. 476; Vazeille, n° 190; Zacharie, § 468 2^o.

(2) Voy. Toullier, t. 1, 1^{er}, n° 322; Duranton, t. 2, n° 237 et 238; Vazeille, n° 158; Zacharie, § 468, note 12. *Contrà*, Delvincourt, t. 1, p. 315. Paris, cass., 9 mars 1851 et 6 mars 1857.

refus de la laisser rentrer dans le domicile marital peuvent-ils donner lieu à une séparation de corps, alors surtout qu'il s'y joint l'imputation faite gratuitement par le mari à sa femme d'avoir dans le cours du procès fait sciemment usage d'un acte faux? — Rés. aff.

Par acte du 25 novembre 1828, le sieur Leccharlier, Belge, et la demoiselle Louise Briston, Anglaise, contractèrent mariage dans la paroisse de Sainte-Anne-Westminster, à Londres. Il fut célébré avec dispense de bans, conformément aux lois et formalités usitées en Angleterre. — Leccharlier, qui était revenu en Belgique, avait refusé de recevoir, dans son domicile marital, son épouse et ses enfants. Celle-ci, ayant même été menacée de voies de fait si elle persistait à vouloir y entrer, présenta à M. le président du tribunal de Bruxelles une requête en séparation de corps et de biens, qu'elle fondait principalement sur le refus du défendeur de la recevoir chez lui comme épouse, et sur l'injure grave que son mari lui avait faite en la faisant passer pour sa concubine. Elle demanda, par provision, une pension alimentaire pour elle et ses enfants et une somme à titre d'avances pour les frais du procès. — Cette demande fut accordée par jugement du 8 décembre 1836, confirmé en appel le 30 janvier 1837. Sur cette demande, le défendeur avait soutenu que la demanderesse était sans qualité pour agir et il a persisté à lui dénier la qualité d'épouse légitime. Au fond, il prétendit que l'acte par elle produit n'était pas même valable en Angleterre, à défaut d'avoir été précédé des trois publications absolument voulues par un statut de George IV; que d'ailleurs cet acte n'était pas revêtu des légalisations qui pourraient y faire ajouter quelque foi en Belgique. Il disait que cet acte, fût-il régulier d'après les lois anglaises, ne pouvait être invoqué en Belgique, à défaut d'observation des formalités requises à cet effet par l'article 171 du Code civil, et il soutenait que le délai prescrit par cet article était fatal.

La demanderesse répondait que l'acte de mariage produit par elle était revêtu de toutes les formes légales exigées en Angleterre, et que le mariage avait été contracté selon le vœu de la loi anglaise; qu'il avait été célébré et avait pu l'être avec dispenses; que l'acte produit était suffisamment légalisé; qu'il faisait pleine foi en Belgique, aux termes de l'article 47 du Code civil; que cet

acte de mariage pouvait être invoqué dans ce pays, bien que non transcrit sur les registres de l'état civil, puisque cette formalité n'était pas requise à peine de nullité ou de déchéance; qu'elle aurait dû d'ailleurs être remplie, dans l'espèce, par le défendeur; que, dans tous les cas, le délai n'était pas fatal.

Les parties développèrent ces moyens aux audiences des 16 et 17 novembre 1838, mais, à la deuxième audience des plaidoiries au fond, le défendeur déclara s'inscrire en faux contre l'acte de mariage même produit au procès, et posa en fait qu'il n'était pas à Londres le 25 novembre 1828, jour auquel on prétendait que la célébration avait eu lieu; qu'à cette époque il se trouvait à Valenciennes, ou en France ou en tout autre pays. — La demanderesse prétendit que l'acte de mariage dont elle faisait usage était sincère et véritable, et qu'il n'était attaqué que par des moyens faux et calomnieux, et elle s'en rapporta au tribunal.

Par jugement du 28 novembre 1838, le défendeur fut déclaré non recevable dans sa demande en inscription de faux. — Sur l'appel, ce jugement fut confirmé par arrêt du 5 avril 1839, rapporté dans ce recueil, année 1839, à sa date.

L'affaire au fond ayant été ramenée devant le tribunal de Bruxelles, on prit, pour le défendeur, les conclusions suivantes :

Attendu que la demoiselle Briston réclame la séparation de corps et de biens, en se fondant sur ce qu'elle est épouse légitime du sieur Leccharlier et qu'il l'a abandonnée; attendu que le défendeur repousse l'action par divers moyens, et soutient que, si elle était recevable, elle serait évidemment mal fondée, 1^o parce qu'aux termes des statuts de George IV, le mariage, pour être valable, doit être précédé de trois publications, ce qui n'a pas eu lieu; que vainement l'adversaire soutient que le mot *licence*, qui se trouve sur l'acte produit, l'aurait affranchie de l'accomplissement des formalités d'ordre public prescrites par la loi; 2^o que supposant subsidiairement que l'on admette le système de l'adversaire, l'acte produit n'aurait aucune valeur en Belgique, parce qu'il n'est pas revêtu des légalisations exigées par l'article 28 de la loi du 20 ventôse an xi et du décret du 21 août 1806; attendu d'ailleurs qu'aux termes de l'article 171 du Code civil, pour que le mariage ait un caractère certain et valable en France, il faut que l'acte qui le constate ait été transcrit endans les trois mois du retour du Français

en France sur les registres de mariage du lieu du domicile de l'un des époux, et que cette formalité n'a pas été accomplie; attendu qu'aussi longtemps que l'adversaire n'aura pas rempli cette formalité, elle est non recevable à prétendre jouir du bénéfice d'une qualité qui n'est pas établie dans son chef; attendu que ces arguments acquièrent une force invincible lorsqu'on examine le texte précis des articles 171 et 194 du Code civil; que vainement l'adversaire prétendrait que l'article 193 n'est applicable qu'aux mariages contractés en Belgique, car cet article ne distingue pas, et la combinaison des articles invoqués prouve au contraire que la partie ne peut invoquer la qualité d'épouse qu'après la transcription effectuée (Delvincourt, t. 1, p. 347 et suiv.); attendu que c'est sans fruit que l'adversaire prétend qu'au sieur Lecharlier incombait l'obligation de faire transcrire l'acte constatant un mariage qu'il attaque et conteste. Quant à la possession d'état: attendu que l'adversaire, dans les premiers actes du procès, a reconnu ne pas avoir acquis la possession d'état qu'elle invoque aujourd'hui; que conséquemment les faits qu'elle pose afin d'établir cette possession d'état sont complètement détruits par les aveux et déclarations de l'adversaire elle-même; que ces faits, loin d'exister en eux-mêmes, sont irrelevants, etc.; par ces motifs on concluait à ce que la demanderesse fût déclarée non recevable et subsidiairement non fondée dans sa demande en séparation de corps et de biens.

Jugement du 10 juillet 1839, ainsi conçu :

« Attendu que la demanderesse produit un acte de mariage célébré, le 23 novembre 1828, à Sainte-Anne-Westminster, comté de Middlesex en Angleterre, entre elle et le défendeur, avec dispense de publications;

« Attendu que la nullité que le défendeur invoque contre ce mariage du chef de défaut de publications préalables, même avec dispense, ne repose sur la violation précise et démontrée d'aucune loi; que le défendeur cite seulement, comme prononçant cette nullité, le statut de George IV; qu'il ne représente pas le texte de ce statut, bien qu'il y ait été invité à diverses reprises, tant par le tribunal que par le ministère public, et encore qu'il s'agisse de lois étrangères inconnues aux autorités belges;

« Attendu qu'une allégation aussi vague ne peut détruire la présomption de validité d'un mariage célébré devant l'officier public compétent, qui invoque lui-même dans son acte les dispenses accordées;

« Que cette présomption de validité du mariage en Angleterre, sans publications, mais avec dispenses, se fortifie encore par la considération que dans la plupart des pays, des dispenses de publications peuvent être accordées.

« Quant au défaut de légalisation des actes produits pour constater le mariage :

« Attendu que rien ne prouve qu'on doive suivre les lois belges à l'égard de ces actes; qu'en ce qui touche des actes passés en pays étranger, des formalités particulières ne peuvent être ordonnées pour leur légalisation, les fonctionnaires de l'espèce de ceux auxquels notre loi attribue le droit de légaliser pouvant ne pas exister dans ce pays;

« Attendu qu'il n'est pas établi que le mode suivi par la demanderesse soit contraire aux dispositions des lois anglaises, qu'il ne peut donc y avoir lieu par le tribunal de s'arrêter à ce moyen que pour rechercher si les pièces telles qu'elles sont produites ont un caractère suffisant d'authenticité pour prouver le mariage; que ces pièces sont : 1^o un extrait de l'acte de mariage délivré le 24 avril 1833 par Henri Swayer, teneur des registres de mariages, à Londres; 2^o une déclaration datée du 25 avril 1833 faite par P. Laurie, maire et juge de paix, à Londres, qui atteste que William Walker-Druker a déposé devant lui, sous serment, que l'extrait ci-dessus était bien signé par Henri Swayer, teneur et dépositaire des registres de mariages, à Londres, et qu'il a vérifié l'exactitude de l'extrait ci-dessus avec les registres; 3^o une attestation du 25 avril 1833 de C. R. Forrester, notaire public à Londres, qui déclare que P. Laurie est réellement maire et juge de paix, à Londres, et qu'il a signé l'acte ci-dessus;

« Attendu que ces déclarations dont la signature est légalisée par le consul belge, à Londres, Alfred Castellane, dont la qualité n'est pas méconnue, donnent à l'extrait de l'acte de mariage un caractère d'authenticité incontestable et doivent le faire considérer comme suffisamment légalisé;

« Attendu que la transcription de l'acte de mariage sur les registres de l'état civil n'est imposée qu'au Belge, après son retour sur le territoire du royaume; qu'ainsi c'était au défendeur à remplir cette formalité; qu'il ne peut donc se prévaloir de son inaccomplissement contre son épouse qui est étrangère;

« Attendu d'ailleurs que cette transcription n'est pas prescrite à peine de nullité ni de déchéance; que son défaut pourrait

tout au plus être considéré comme une exception dilatoire, et qu'il a été allégué par la demanderesse, sans qu'il ait été dénié par le défendeur, que la première avait fait requérir l'officier de l'état civil de Rhodes, par exploit d'huissier du 28 janvier 1837, de procéder à la transcription de son acte de mariage.

« En ce qui touche les publications préalables du mariage en Belgique :

« Attendu qu'elles ne sont pas non plus prescrites à peine de nullité; qu'elles ne concernaient pas la demanderesse, qui est étrangère, mais le défendeur, qui est Belge et qui ne peut se prévaloir de leur absence non plus que de l'absence de transcription sur les registres de l'état civil, pour se faire un moyen de nullité qui résulterait de sa faute; — Que de ce qui précède résulte la preuve suffisante de l'existence et de la validité du mariage de la demanderesse avec le défendeur;

« Attendu que, d'après les circonstances et actes du procès, l'abandon, la répudiation, le refus de reprendre et de laisser rentrer la demanderesse au domicile conjugal, peuvent être tenus pour constants; — Qu'outre ces faits de nature à entraîner par eux-mêmes la séparation de corps et de biens demandée, le défendeur a imputé à sa femme d'avoir, dans le cours du procès, fait sciemment usage d'un acte faux, imputation qui constitue une injure très-grave;

« Par ces motifs, le tribunal déclare valable et suffisamment prouvé le mariage célébré à Sainte-Anne-Westminster, à Londres, entre parties, le 23 novembre 1828; ordonne qu'il sera transcrit sur les registres de l'état civil compétent; par suite, faisant droit au fond, déclare que les époux seront et resteront séparés de corps et de biens... »

— Appel.

AA&T.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de l'opinion manifestée par les auteurs du Code civil, qu'en général les publications à faire avant la célébration du mariage sont requises par le motif, qu'il est plus expédient de prévenir le mal qu'il n'est facile de le réparer; d'où il suit que ce serait se mettre en opposition avec les motifs de la loi elle-même si, par le seul défaut de ces publications, on annulait un mariage relativement auquel d'ailleurs toutes les conditions de validité seraient accomplies;

Attendu que les différents changements de rédaction que l'article 170 du Code civil a subi avant son adoption définitive, les

observations qui y ont donné lieu, les différentes opinions émises par les autorités appelées à donner leur avis sur ses dispositions, et principalement les discussions au conseil d'Etat, démontrent que l'intention de la loi a été de mettre les mariages contractés par des Belges en pays étranger, quant aux publications préalables, sur la même ligne que les mariages contractés en Belgique, selon le prescrit de l'article 63 du Code civil, la disposition de cet article, aussi bien que celles du chapitre 1^{er} du titre V, auxquelles se réfère l'article 170, sans parler du chapitre 4 de ce titre, n'en devant pas moins être mises en rapport avec ce dernier chapitre en ce qui touche les mariages des Belges contractés en pays étranger;

Attendu que ce chapitre 4, réglant toutes les nullités de mariage établies par le Code, ne fait aucune mention de celle qui résulterait du défaut de publications requises par l'article 170, prouve que le législateur n'a pas entendu attacher la peine de nullité au défaut de cette publication;

Attendu que ce principe reçoit surtout son application, lorsque le mariage contracté par un Belge à l'étranger n'a d'ailleurs pas eu pour but d'éluder les prescriptions ou prohibitions de la législation nationale sur la matière, et lorsque, comme dans l'espèce, l'époux belge étant majeur, et n'ayant besoin du consentement de personne, aucune disposition de ce genre n'a été enfreinte;

Par ces motifs, et adoptant au surplus, ainsi que sur tous les autres points de contestation, ceux du premier juge, entendu M. le premier avocat général Delebecque en son avis conforme, met l'appel à néant.

Du 15 janvier 1840. — Cour de Brux. — 3^e Ch.

SÉPARATION DE CORPS. — DIVORCE. — EXCEPTION.

Lorsqu'une demande en séparation de corps prononcée contre un mari, pour avoir tenu sa concubine dans la maison commune, a duré trois ans, ce dernier peut demander le divorce, pour le cas où son épouse ne consentirait pas à faire cesser immédiatement la séparation, et la femme ne pourrait objecter, comme fin de non-recevoir, que les motifs qui ont fait admettre la séparation subsistent toujours, elle n'est pas en position de pouvoir con-

sentir à la faire cesser. (Code civil, article 310.)

23 janvier 1836, jugement du tribunal de Mons, qui prononce, à la requête de la femme, la séparation de corps des époux Corbisier. La demande était fondée sur ce que le mari entretenait une concubine dans la maison commune. — La séparation ayant duré pendant trois années, le sieur Corbisier, usant du bénéfice de l'article 310 du Code civil, fit assigner son épouse devant le même tribunal pour faire prononcer le divorce pour le cas où elle ne consentirait pas immédiatement à faire cesser la séparation. — La dame Corbisier soutint que cette demande était non recevable, par la raison que les motifs qui avaient fait prononcer la séparation de corps contre son mari existaient encore; que, pour qu'elle pût consentir à faire cesser la séparation, il fallait que son consentement fût possible; qu'il ne l'était pas aussi longtemps que le demandeur en divorce continuait à vivre avec la même concubine.

10 août 1839, jugement ainsi conçu :

« Attendu que la séparation de corps des époux Corbisier, prononcée par jugement de ce tribunal en date du 23 janvier 1836, a duré plus de trois ans;

« Attendu que la demanderesse originaire ne consent pas immédiatement à la faire cesser;

« Attendu dès lors que, conformément à l'article 310 du Code civil, il y a lieu à admettre le divorce demandé par l'époux, originairement défendeur, d'autant que les défenses de la dame Cattier ne sont conformes ni au texte ni à l'esprit de la loi qui n'autorisent point à suspecter la sincérité de la demande de cessation immédiate de la séparation;

Par ces motifs, le tribunal admet le divorce. »

La dame Cattier ayant interjeté appel de ce jugement, elle reproduisit devant la Cour ses conclusions de première instance.

Pour l'intimé on disait :

Sous l'empire de la législation immédiatement antérieure au Code (loi du 20 septembre 1792), le divorce seul existait, la séparation de corps n'était pas connue. — La commission chargée de rédiger le projet originaire du Code civil ne proposa pas le rétablissement de la séparation. Le conseil

d'Etat, auteur du projet présenté au corps législatif, et qui fut converti en loi, admit simultanément le divorce et la séparation de corps. Mais dans sa pensée le divorce, politiquement et socialement parlant, était préférable à la séparation de corps qui crée cette situation bizarre de laisser subsister le lien du mariage, lorsque de fait le mariage n'existe plus. Aussi est-ce seulement dans l'intérêt de la liberté des consciences que la séparation de corps a été rétablie. C'est ce qui a fait dire à Treilhard, dans l'Exposé des motifs, qu'en permettant le divorce, la loi laisserait l'usage de la séparation, pour les personnes qui regarderaient comme un précepte impérieux l'indissolubilité du mariage ⁽¹⁾. — Le conseil d'Etat préférait si bien le divorce à la séparation de corps qu'il voulait rédiger le Code de façon à permettre à l'époux, défendeur en séparation, de convertir de plano l'action en séparation en une action en divorce. La crainte seule d'enlever aux âmes timorées la ressource de la séparation, par cela même qu'elles la veraient changer en une demande de divorce immédiate, a engagé les auteurs du Code à décréter que le défendeur en séparation ne pourrait demander le divorce qu'après que la séparation aurait duré trois ans ⁽²⁾.

Il résulte évidemment de ce qui précède que dans l'esprit de la loi, lorsqu'un époux a obtenu la séparation de corps, le législateur a épuisé pour lui toute sa sollicitude, et qu'alors son intérêt se reporte sur l'époux originairement défendeur, en faveur duquel l'article 310 du Code a été fait. Le droit qu'à l'époux, défendeur en séparation, de faire prononcer le divorce n'est soumis qu'à une seule condition, c'est que la séparation ait duré trois ans.

L'exercice de ce droit ne peut être paralysé que pour autant que l'époux, originairement demandeur, consente à faire cesser immédiatement la séparation. Le législateur n'a pas voulu que l'époux, originairement défendeur, quels qu'aient été, quels que soient ses torts, reste plus longtemps dans un célibat forcé. Si l'exercice du droit du défendeur en séparation peut être paralysé, parce que l'époux, demandeur, consent à faire cesser la séparation, le motif en est simple, c'est que par là le législateur atteint le même but que par le divorce, savoir, la cessation d'un célibat forcé. — Le système de la partie appelante n'est donc pas soutenu.

⁽¹⁾ Voyez Loaré, *Lég. civ., comm., crim.*, t. 2, p. 566, n° 14, ib., p. 549, n° 26.

⁽²⁾ Loaré, *ib.*, p. 494, n° 19, et p. 566, n° 15.

nable en présence du texte si formel et de l'esprit de l'art. 310 du Code. Il l'est d'autant moins que l'épouse Corbisier ne déclare pas même consentir à faire cesser la séparation dans le cas où l'intimé offrirait de mettre fin au concubinage qu'elle prétend exister; de sorte que, sous ce point de vue encore, ses prétentions sont inadmissibles. — Il y a plus, si les allégations de la dame Corbisier sont vraies, elles ne rendent le divorce que plus nécessaire, car elles sont la preuve de l'impossibilité d'une réunion ou de la nécessité de la continuation de la séparation, ce que le législateur ne veut pas.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs du premier juge, met l'appel à néant.

Du 16 janvier 1840. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — CAPITAL SOCIAL. — ACTIONS. — PLACEMENT (DÉFAUT DE). — NULLITÉ. — PORTEUR D'ACTIONS. — VERSEMENTS. — RESTITUTION. — FIN DE NON-RECEVOIR. — PAYEMENT DES INTÉRÊTS.

Lorsqu'il a été stipulé dans un acte de société en commandite, que le capital social serait fixé à telle somme, divisée en tel nombre d'actions, dont le placement serait fait par les soins des fondateurs, faut-il entendre cette clause dans ce sens que le placement forme une condition essentielle de l'existence de la société, et que le défaut d'avoir, en temps utile, opéré ce placement, doit entraîner la nullité? (Code de comm., art. 23.) — Rés. aff.

Les fondateurs pourraient-ils prétendre qu'ils ont un temps illimité pour ce placement, ou ce temps se borne-t-il à l'époque où la société doit prendre naissance? — Rés. dans ce dernier sens.

Les porteurs d'actions peuvent-ils réclamer contre les fondateurs les versements déjà faits? — Rés. aff.

Un arrêt qui décide qu'une société est non existante subsiste-t-il à l'égard de tous les intéressés, sauf la tierce opposition? — Rés. aff.

Le fait que le vendeur d'actions aurait dit au porteur que toutes les actions n'étaient pas prises, et qu'elles ne le seraient pro-

bablement pas de sitôt, et le fait que des intérêts auraient été reçus par le porteur, seraient-ils irrelevants, à l'effet de rendre son action en restitution des versements non recevable? — Rés. aff.

Le 31 décembre 1837, Canonne, entrepreneur du service d'omnibus, le sieur Lefebvre, maître de la poste aux chevaux, les sieurs Fontaine et Barnaba, comparurent devant notaire, à Bruxelles, et se déclarèrent fondateurs d'une société en commandite désignée sous la dénomination de *Société des Bruxelloises*, le premier comme directeur et les trois autres comme administrateurs; ils en réglèrent les statuts. L'article 2 portait la durée de la société à 19 ans 11 mois et demi, à partir du 15 juin 1838 au 31 décembre 1857; l'article 3 assignait pour but à la société l'exploitation du service des voitures publiques dites *Bruxelloises*; l'article 4 fixait le capital social à 150,000 francs divisé en 300 actions de 500 fr. chacune; suivant l'article 6, 150 actions se trouvaient placées au moment de la passation de l'acte et le même article portait que le placement des 150 actions restantes seraient fait par les soins des fondateurs; l'article 12 disposait enfin que les versements sur le montant des actions se ferait, savoir, 100 francs au 15 janvier 1838, 100 francs au 1^{er} février suivant, et 500 francs à mesure des besoins de la société et sur l'appel de l'administration. Par exploit du 29 mars 1839, le sieur Legrelle, porteur d'actions, fit assigner le sieur Canonne et consorts devant le tribunal de commerce de Bruxelles, pour voir déclarer que ladite société était nulle faute d'avoir jamais été valablement constituée, par suite que c'était sans droit ni titre que les défendeurs avaient exigé des porteurs d'actions émises au nom de la société, deux versements de fonds formant les 2/5 de la somme que ces actions représentaient, et qu'ils étaient tenus de lui restituer la somme de 3,400 francs, import des versements déjà effectués. Ces conclusions étaient fondées sur ce que les défendeurs avaient commencé et continué l'exploitation du service des omnibus dites *Bruxelloises*, laquelle était indiquée comme le but de la société, sans avoir réuni le capital social tel qu'il était fixé dans les statuts. Devant le tribunal le demandeur a conclu comme suit :

Attendu qu'il est de l'essence de toute société qu'une chose soit mise en commun; que cette chose, qui est le fonds social, doit être la même que celle indiquée dans les

statuts; attendu d'ailleurs qu'une société n'est véritablement constituée qu'après l'accomplissement de toutes les conditions que la loi ou les statuts regardent comme nécessaires à son existence; attendu que la condition *sine qua non*, pour les sociétés en commandite dont le capital est divisé en actions, est le placement de ces mêmes actions, moyen unique de réaliser le fonds social; attendu, dans l'espèce, qu'aux termes de l'article 4 des statuts réglés par acte devant le notaire Vanderliinden du 31 décembre 1837, le capital social de la société des *Bruzelloises* a été fixé à 150,000 francs représentés par 300 actions; que d'après l'article 6, 150 actions devaient être placées par les soins des fondateurs, défendeurs en cause; qu'il résulte de la combinaison des articles 4, 6 et 12, que la société ne pouvait commencer ses opérations qu'avec un capital de 37,000 francs, que le restant était exigible à mesure des besoins de la société; attendu que les défendeurs étaient liés par les stipulations de cet acte sur la foi desquelles les tiers ont consenti à s'intéresser dans l'entreprise; que gérants d'une société en commandite, ils étaient simplement les mandataires des bailleurs de fonds; qu'ils ne pouvaient ni déroger aux dispositions des statuts, ni excéder les limites du mandat dont on les avait investis, sans être personnellement responsables des sommes qui leur avaient été confiées; attendu que 59 actions seulement ont été émises jusqu'à ce jour au lieu de 150 qui auraient dû l'être avant que l'exploitation pût être commencée. Le soussigné, pour le demandeur, déclare persister dans ses conclusions introductives d'instance.

Les défendeurs ont pris les conclusions suivantes :

Attendu que le demandeur fonde sa conclusion sur ce que la société Canonne et compagnie n'a pas d'existence légale, ou est nulle parce que toutes les actions n'ont pas été placées; attendu que la société a pour but, comme le porte l'article 3 des statuts, l'exploitation du service des voitures publiques dites *Bruzelloises*, tant sur les lignes actuellement desservies par les sieurs Lefebvre et Canonne, que sur d'autres routes dont l'administration de la société pourra par la suite organiser le service; attendu que si le capital social a été fixé, par l'article 4, à 150,000 francs, divisés en 300 actions de 500 francs chacune, l'article 6 établit que, lors de la constitution de la société, 150 actions étaient placées, et que les 150 actions

fondateurs; attendu qu'il résulte de là que l'opportunité du placement de ces 150 actions était abandonnée à l'appréciation des fondateurs; attendu que ces messieurs n'ayant pas organisé de service d'omnibus qui nécessitât un capital plus fort que celui réalisé par l'émission des actions placées, ont préféré laisser jouir exclusivement les actionnaires primitifs à leur faire partager le bénéfice avec d'autres actionnaires; attendu qu'il résulte à l'évidence de l'état de situation de la société que le capital réalisé par ces actions est plus que suffisant; attendu au surplus qu'aucun terme n'a été fixé pour le placement desdites actions, et que par suite leur non-placement jusqu'à ce jour ne peut être une cause de nullité ou de la non-existence légale de ladite société; par ces motifs on conclut à ce que le demandeur fût déclaré non recevable ou tout au moins non fondé.

Jugement du 29 avril 1839, ainsi conçu :

« Attendu que la seule question que le tribunal puisse être appelé à juger dans cette cause est celle de savoir si le contrat de société dont s'agit, reçu par le notaire Vanderliinden, à Bruxelles, le 31 décembre 1837, enregistré le 9 janvier suivant, est susceptible d'être annulé dans son origine, en d'autres termes s'il y a ou non entre parties société légalement constituée; les moyens qui seraient de nature à faire déclarer l'acte résolu, à défaut par les associés gérants d'avoir rempli leurs obligations tombant exclusivement sous l'appréciation d'arbitres juges, aux termes de l'article 31 du Code de commerce;

« Attendu en principe que le contrat de société est de la nature des contrats consensuels qui existent par le seul consentement des parties;

« Attendu, dans l'espèce, qu'il n'a pas été dérogé à ce principe par l'acte de la société dont s'agit; que par l'article 1^{er} il est dit qu'une société en commandite est formée, et par l'article 2 que la durée de la société est fixée à dix-neuf ans, à partir du 15 janvier 1838; qu'aucune condition suspensive n'est mise par aucune des clauses du contrat à la constitution définitive de la société; que l'émission de la totalité des actions n'a pas été mise non plus comme condition à son existence; que bien au contraire il a été stipulé, par l'article 6 du contrat, que le placement des actions restantes lors de la conclusion de l'acte se ferait par les soins des fondateurs; qu'il en résulte donc que la société a été constituée par le seul consentement des contractants pour prendre cours

au 15 janvier 1838; attendu que, par l'article 5 de l'acte, diverses choses ont été apportées par les associés gérants et mises en commun, et que le produit des actions déjà émises l'a été également; d'où suit, d'autre part, que dans son essence le contrat est parfait;

« Par ces motifs, le tribunal déclare le demandeur non recevable ni fondé dans sa demande en ce que le contrat soit déclaré nul et comme non avenu, etc.; sur les conclusions renversaires, attendu qu'elles présentent une contestation entre associés, se déclare incompetent. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par acte passé le 31 décembre 1837, devant le notaire Vanderlinden, les intimés ont déclaré vouloir former une société en commandite par actions pour l'exploitation des voitures publiques dites *Bruxelloises*, et qui devait prendre cours au 15 janvier 1838;

Attendu que par l'article 4 des statuts, le capital social était fixé à 150,000 francs et divisé en 500 actions au porteur de 500 francs chacune, avec stipulation que ce capital pouvait être porté à 250,000 francs si l'extension des opérations de la société l'exigeait;

Attendu que l'article 6, après avoir réglé que 150 actions seraient réparties entre les intimés fondateurs, principalement pour les dédommager de leurs apports, statue en outre que le placement des 150 actions restantes se ferait par les soins des mêmes fondateurs;

Attendu qu'aux termes de l'article 12 un premier versement de 100 francs sur le montant des actions devait se faire au 15 janvier 1838, et un autre versement de la même somme au 15 février suivant;

Attendu qu'il résulte de l'article 4 des statuts que le capital social ne pouvait être au-dessous de 150,000 francs, mais qu'il pouvait, selon les circonstances, être porté au delà;

Attendu que si l'article 6 charge les intimés du soin de placer les 150 actions restantes, on ne peut en inférer qu'ils auraient eu un délai illimité pour exécuter cette partie de leur mandat, mais cette clause doit au contraire être entendue en ce sens que le placement des actions se ferait avant le 15 janvier 1838, époque où la société devait prendre naissance et commencer ses opérations;

Attendu qu'en combinant les articles ci-dessus, et en interprétant sagement les

dispositions y énoncées, il ne peut rester aucun doute que le placement du fonds social en 500 actions formait une condition essentielle de l'existence de la société, et que le défaut d'avoir, en temps utile, opéré ce placement doit en entraîner la nullité;

Attendu qu'il n'a pas été méconnu par les intimés que 59 actions tout au plus ont été émises au lieu de 150 qui auraient dû l'être pour compléter le capital social;

Attendu que l'appelant ou ceux dont il est l'ayant cause, en souscrivant pour quelques actions, n'ont donné au contrat qu'un consentement conditionnel, pour autant que toutes les stipulations de l'acte et les conditions essentielles pour l'existence de la société auraient été exécutées;

Attendu que ces conditions n'ayant pas été remplies par les intimés fondateurs, la société projetée n'a pas été définitivement constituée, et l'appelant, n'étant pas lié, peut à juste titre réclamer les fonds provenant des premiers versements qu'il a faits, et dont les intimés doivent être envisagés à son égard comme simples dépositaires;

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant; émendant, dit pour droit que la prétendue société en commandite dite des *Bruxelloises* sera considérée comme non avenue; dit en conséquence que c'est sans droit ni titre que, dans le courant de février et mars 1839, les intimés ont exigé de l'appelant deux versements de fonds qui forment les deux cinquièmes du montant de ses actions; condamne en outre les intimés solidairement et par corps à restituer à l'appelant la somme de 5,400 francs, import des versements déjà effectués par l'appelant ou par d'autres dont il est l'ayant cause, etc.

Du 31 juillet 1840. — Cour de Bruxelles.
— 3^e Ch.

DEUXIÈME ESPÈCE.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par acte passé devant le notaire Vanderlinden, à Bruxelles, le 31 décembre 1837, les intimés ont réglé les statuts d'une société en commandite ayant pour but l'exploitation du service des voitures publiques dites *Bruxelloises*;

Que par ce contrat le capital social est fixé à 150,000 fr. divisé en 500 actions au porteur, de 500 fr. chacune;

Qu'il y est convenu que les intimés, fon-

dateurs de la société, retenaient pour eux 150 de ces actions; que le placement des 150 actions restantes se ferait par leurs soins, et que l'exécution du contrat de société commencerait le 15 janvier 1838;

Attendu que cette fixation du point de départ de la société au 15 janvier 1838 a dû avoir lieu dans la pensée qu'à cette époque toutes les actions seraient placées; mais qu'il n'a pu être entendu que la société commencerait au 15 janvier 1838, quel que fût alors le nombre des actions placées, vu qu'aucune clause du contrat n'autorise à constituer la société avant l'émission de toutes les actions; que le capital d'une société en commandite forme une garantie pour les actionnaires; qu'une réduction du capital changerait les rapports existants entre les associés, et constituerait même une société autre que celle convenue;

Qu'enfin on ne peut supposer aux parties l'intention de changer ainsi d'une manière tacite un point fondamental de leur société en présence des dispositions de la loi qui veulent impérieusement que le capital réel de la société soit connu du public;

Attendu qu'il est en avenu au procès que des 150 actions qui restaient à placer lors de la signature du contrat de société, 59 seulement l'ont été depuis, et qu'ainsi 91 actions sont restées sans souscripteurs;

Attendu qu'il suit de là que la société dite *des Bruzelloises* n'a jamais pu se constituer faute de souscriptions suffisantes pour former son capital social; que c'est donc avec fondement que l'appelant réclame la restitution de sommes qu'il n'a versées entre les mains des intimés que conditionnellement et pour autant que cette société se fût formée définitivement;

Attendu d'ailleurs que, par arrêt de cette Cour du 31 juillet dernier, il a été dit pour droit que cette prétendue société *des Bruzelloises* sera considérée comme non avenue, et que c'est sans titre ni droit que dans le courant de février et mars 1839 les intimés (ici également intimés), ont exigé d'un sieur Legrelle deux versements de fonds qui formaient les deux cinquièmes du montant de ses actions;

Attendu que cet arrêt, en tant qu'il a déclaré non existante la société *des Bruzelloises*, subsiste à l'égard de tous les intéressés, sauf la tierce opposition; d'où il suit que les intimés ne sont nième plus recevables aujourd'hui à soutenir que cette société existe;

Quant aux faits posés par les intimés, savoir, que lorsque l'appelant a acheté du

sieur Fontaine les actions dont il est porteur, ce *sieur Fontaine* lui a dit que toutes les actions n'étaient pas prises, et qu'elles ne le seraient probablement pas de sitôt, et d'autre part que les intérêts dus à l'appelant lui ont été payés;

Attendu que lors même qu'il ne résulterait pas de ce qui vient d'être dit que les intimés sont non recevables à soutenir que la société *des Bruzelloises* existe encore, ces faits seraient irrelevants;

Par ces motifs, met le jugement dont appel à néant; émendant, et sans s'arrêter aux demandes à vérifier, dont les intimés sont déboutés, dit pour droit que la prétendue société en commandite, dite *des Bruzelloises*, n'a jamais été valablement constituée, et qu'elle est considérée comme non avenue; en conséquence, etc.

Du 16 janvier 1840. — Cour de Bruxelles. 4^e Ch.

ASSURANCES MARITIMES. — NAVIRE. — VOYAGE DE LONG COURS. — VISITE. — CHARGEMENT. — USAGE. — NAVIGABILITÉ. — PARSONOMPTION. — SINISTRE. — RESPONSABILITÉ.

Les règlements aux termes et dans la forme desquels le capitaine est tenu, avant de prendre charge, de faire visiter son navire d'après l'article 225 du Code de commerce, sont exclusivement ceux contenus dans le titre III, articles 12 et 13 de la loi des 9-13 août 1791. Les dispositions antérieures de la déclaration de 1779, relatives à la forme des visites, ont été abrogées par l'article 14 du titre III de la loi des 9-13 août 1791, et par la loi du 15 septembre 1807.

Si lors de la première visite en exécution de l'article 12 du titre III de la loi de 1791, et avant que le navire ait pris charge, aucunes réparations n'ont été ordonnées à l'intérieur, il ne faut pas qu'une seconde visite ait lieu avant le chargement. La visite exigée par l'article 13 de la loi de 1791 doit, dans tous les cas, avoir lieu lorsque l'armement du navire est fini (). La présomption légale du bon état de navigabilité d'un navire à son départ admin par l'article 4 de la déclaration du 17 août*

(*) Voy. Paris, cass., 17 avril 1854.

1779, en faveur de l'assuré, qui représente les procès-verbaux des visites, existe encore aujourd'hui en faveur de l'assuré, qui a fait visiter son navire de la manière ci-dessus, d'après la loi de 1791. En cas de sinistre, l'événement est légalement présumé provenir de fortune de mer; c'est donc aux assureurs, en opposition avec les procès-verbaux de visite et la présomption légale, à prouver que le sinistre procède du vice propre du navire ou d'un événement exclusif de leur responsabilité.

Le 3 juin et le 23 juillet 1835, le sieur Duan fit assurer, à Bordeaux, par la compagnie de l'Union belge et étrangère, à Bruxelles, 4,000 francs sur le corps, et 5,000 sur les vivres et avancées à l'équipage du navire la *Geneviève*, en destination pour Valparaiso et Lima.

Le capitaine fit visiter le navire en exécution de l'article 225 du Code de commerce. Une première visite eut lieu le 15 avril 1835 : les officiers visiteurs disaient dans leur procès-verbal que, les panneaux étant ouverts, ils avaient visité la *Geneviève*, tant au dedans qu'au dehors et trouvé le corps bon. Après avoir constaté que la mâture, le gréement, la voilure, trouvés à bord, étaient aussi en bon état, ils firent observer au capitaine qu'il fallait au bâtiment deux chaînes de 90 brasses, et quelques pièces de cordages assorties pour rechange de manœuvres.

Après cette première visite, la *Geneviève* prit son chargement à bord, compléta son armement, se pourvut entre autres choses des rechanges indiqués par les experts, et lorsque le tout fut terminé et qu'elle fut prête à faire voile, le capitaine demanda une seconde visite du navire. Il y fut procédé le 21 juillet 1835; le procès-verbal constate que ce que les visiteurs avaient ordonné le 15 avril était à bord; que ce navire avait toutes ses voiles, et était en outre très-bien muni de tous les rechanges et ustensiles nécessaires et usités; il certifiait en conséquence qu'il était en état d'entreprendre un voyage de long cours.

La *Geneviève*, ayant pris la mer, fit une voie d'eau par suite des forts roulis que des vents contraires lui firent essuyer; il fallut relâcher et réparer à Fernambouc : le capitaine y dut vendre une partie de la cargaison pour payer les réparations. A l'arrivée de la *Geneviève* à Valparaiso, les consignataires des marchandises vendues

firent procéder devant le juge du lieu à un règlement d'avaries qui constitua le navire débiteur d'une forte somme : le capitaine n'ayant pu la payer, la *Geneviève* fut saisie et vendue par autorité de justice.

Le capitaine fit le délaissement du bâtiment devant le consul à Valparaiso : l'armateur Ducan le renouvela et assigna ses assureurs devant le tribunal de commerce de Bruxelles, en paiement des sommes assurées du chef de perte totale.

Les assureurs plaidèrent devant le tribunal que le sieur Ducan intentait son action extraordinaire en délaissement du chef d'innavigabilité relative; que, d'après les principes, l'innavigabilité était présumée provenir du vice propre d'un objet sujet de sa nature à dépérissement plutôt que d'un événement exceptionnel constitutif d'un sinistre de mer; que c'était par suite à l'assuré, comme demandeur, à prouver que la voie d'eau procédait de fortune de mer et non du vice propre du vaisseau. A la vérité, disaient les assureurs, la déclaration du 17 août 1779, encore en vigueur aujourd'hui, établit en termes de preuve deux présomptions contradictoires, l'une *juris et de jure*, contre l'assuré qui n'a pas fait visiter son navire, l'autre *juris*, en faveur de l'assuré qui produit des certificats de visites en règle, et dont l'effet est d'imposer aux assureurs la preuve directe du vice propre; mais pour que l'on puisse appliquer ces dispositions, il faut que les certificats produits soient conformes à cette déclaration de 1779 et à l'article 225 du Code de commerce. Or, les certificats représentés par le sieur Ducan ne répondent ni à la forme, ni au fond du prescrit de cette déclaration : au fond, parce que la seconde visite a eu lieu après le chargement du navire, ce qui a rendu impossible l'examen de ses œuvres vives, tandis que, d'après l'article 3 de la déclaration de 1779, l'article 15 du titre III de la loi des 9-13 août 1791, et l'article 225 du Code de commerce, la seconde visite doit impérieusement avoir lieu avant que le navire ait pris charge. Les assureurs demandèrent à prouver que lors de la seconde visite de la *Geneviève* ce vaisseau était déjà entièrement chargé.

Aux moyens des assureurs, le sieur Ducan répondait que la déclaration de 1779 avait été abrogée, en ce qui concerne la forme et l'époque des visites, par l'article 14 du titre III de la loi de 1791, et la loi du 15 septembre 1807; que les certificats de visite qu'il produisait répondaient aux exigences de l'article 225 du Code de commerce, puis-

que le règlement auquel cet article renvoie pour la forme de visite consiste exclusivement dans les articles 12 et 13 du titre III de la loi des 9-13 août 1791⁽¹⁾; que l'article 225 du Code n'exigeait qu'une chose, à savoir, qu'avant de procéder au chargement d'un navire le capitaine fût constater son bon état de navigabilité. Or, ajoutait-il, la première visite a été faite le 15 avril 1835, lorsque le navire était vide et non chargé, elle répond donc au vœu de l'article 225 du Code, et de l'article 12 du titre III de la loi de 1791; la seconde visite du 23 juillet a été faite en exécution de l'article 13 de cette loi, lorsque l'armement était fait, elle ne devait plus avoir lieu avant la prise de charge.

Le tribunal de commerce rendit, le 30 mai 1839, le jugement suivant :

« Attendu que d'après l'article 225 du Code de commerce, le capitaine est tenu, *avant de prendre charge*, de faire visiter son navire, aux termes et dans les formes prescrites par les règlements; que le règlement en cette matière est sous la législation actuelle de la loi des 9-13 août 1791, laquelle, par son article 14, déclare supprimer toutes visites autres que celles prescrites par les articles 12 et 13 de cette même loi;

« Attendu que l'article 12 de la loi précitée porte : « Lorsqu'un capitaine ou armateur voudra mettre un navire en armement, il sera tenu d'appeler deux officiers visiteurs qui, après avoir reconnu l'état du navire, donneront leur certificat de visite en exprimant brièvement les travaux dont le navire leur aura paru avoir besoin avant de prendre la mer; »

« Que l'article 13 de la même loi s'exprime en ces termes : « Lorsque l'armement sera fini, et que le navire sera prêt à prendre charge, il sera requis une seconde visite : le procès-verbal de la première visite sera représenté et le certificat devra exprimer le bon et dû état dans lequel se trouve alors le navire; »

« Attendu que de la combinaison de l'article 225 du Code de commerce et des articles 12 et 13 de la loi précitée, résulte que deux visites sont exigées pour les navires destinés au long cours avant de prendre charge, et que l'on conçoit toute l'utilité de cette prescription, puisque l'intérieur du navire et ses œuvres vives ne peuvent être convenablement visités, et leur bon état de navigabilité constaté, si ce n'est avant le chargement;

« Attendu que la société défenderesse pose pertinemment en fait que la seconde visite n'a eu lieu que lorsque le navire était déjà antérieurement et entièrement chargé;

« Attendu que ce fait est relevant, en ce que, s'il était prouvé, le capitaine serait en contravention aux prescriptions de la loi;

« Par ces motifs, le tribunal, avant de faire droit au fond, admet la défenderesse à prouver que lors de la seconde visite de la *Générière*, le navire était déjà antérieurement et entièrement chargé. »

Ce jugement établissait en principe, en se foudant sur les textes précis de la loi, qu'il résultait de la combinaison des articles 225 du Code et 12 et 13 du titre III de la loi de 1791, que les deux visites exigées des navires devaient être faites *avant la prise de charge*, ce principe pouvait alarmer au plus haut point le commerce maritime, car les visites ne se faisant jamais de la manière que le tribunal l'exigeait, il en résultait que les assurés ne pouvaient, dans aucun cas, se prévaloir de leurs procès-verbaux, ni exciper des droits qui en résultaient.

Le sieur Ducan interjeta appel de ce jugement devant la Cour d'appel de Bruxelles. Le premier juge, dit-il, a fait une fautive application de la loi de 1791; en effet, il résulte des articles 12 et 13 combinés de cette loi que la première visite exigée par l'article 12 a pour but de constater l'état du navire, c'est-à-dire *la coque, le corps*, et que la seconde visite exigée par l'article 13, qui ne peut être faite que lorsque l'armement est fini, doit porter, non plus sur le corps déjà examiné, mais bien sur cet armement. Or, il y a impossibilité matérielle que l'armement d'un navire soit fini sans que ce navire soit cependant chargé, comme semble en effet le vouloir l'article 13 de la loi de 1791, puisqu'un navire, d'après les règlements des ports, ne peut être armé qu'après avoir été guindé, et que l'armement fini comprend les vivres pour tout le voyage, lesquels devant être à bord chargés nécessairement le vaisseau à l'appelant disait aussi que l'armement des navires de commerce ne se complète jamais que lorsque le chargement est opéré et que le navire est prêt à faire voile.

Si le principe admis par le tribunal de commerce de Bruxelles était consacré, ajoutait-il, l'article 13 de la loi de 1791 renfermerait un véritable piège tendu aux assurés qui seraient toujours, et dans tous les cas, dans l'impossibilité de l'exécuter à la lettre, car lorsqu'ils auraient fait faire la seconde visite avant chargement, c'est à dire avant

(1) Voy. dans ce sens Bordeaux, 27 fév. 1826.

qu'il soit possible de fixer l'armement, on leur opposerait le défaut de visite après armement fini, comme le veut cet article; si, au contraire, et pour satisfaire à l'esprit de la loi, ils faisaient opérer la seconde visite lorsque l'armement est fini, c'est-à-dire lorsqu'il est impossible que le navire ne soit pas chargé, on leur opposerait avec tout autant de raison, d'après ce même article, que cette seconde visite a été faite après chargement. Il faut donc, en présence de l'impossibilité d'exécuter la lettre de la loi, recourir à son esprit, et pour le découvrir rechercher les usages du commerce, l'usage étant en bonne doctrine considéré comme la meilleure interprétation de la loi. L'appelant produisait donc des certificats du commerce de Bordeaux et d'Anvers, attestant que la seconde visite prescrite par l'article 13 susdit est toujours faite au moment où le navire est prêt à faire voile, et que l'on ne procède à une seconde visite avant la prise de charge que lorsqu'au moment de la première des travaux et réparations ont été prescrits au corps, et ce dans le but de vérifier si ces travaux ont été exécutés, seconde visite qui ne dispense pas dans ce cas d'une autre encore (celle d'armement voulue par l'article 13), qui doit toujours avoir lieu après l'armement fini, et qui est la seconde visite légale.

Cette manière de procéder, dit l'appelant, donne aux assureurs une garantie qu'ils ne rencontrent pas dans leur système d'opérer; d'après eux les deux visites doivent se faire avant la prise de charge, celles-ci faites le navire pourrait faire son chargement pendant un temps illimité, se défaire même d'une partie de son armement indispensable à la navigation et prendre ensuite la mer sans nouvelle surveillance, tandis qu'en se conformant aux usages du commerce, on est, au moyen de la première visite, assuré que lors de la prise de charge le corps du navire est bon, et au moyen de la seconde qu'au moment de son départ il est pourvu de tout ce qu'il lui faut pour entreprendre son voyage.

Quant aux effets légaux de ses certificats, l'appelant soutient que la présomption légale admise par l'article 4 de la déclaration de 1779 leur était acquise, puisque cette présomption résultait autant de la nature des choses que de la déclaration même dont, au reste, toute la partie relative aux effets

légaux des visites subsiste encore aujourd'hui dans toute sa force (1); d'ailleurs, dit-il, ce n'est pas pour se dispenser de prouver la fortune de mer que l'assuré produit ses certificats de visites, mais bien en termes de preuve même, ces procès-verbaux étant avec la déclaration d'innavigabilité ou de la perte, la seule preuve que l'on puisse exiger de lui (2). L'appelant conclut en conséquence à ce qu'il fût dit pour droit que les procès-verbaux répondaient aux exigences de l'article 225 du Code de commerce et de la loi de 1791.

De leur côté, les assureurs se prévalaient des termes formels et précis de l'article 13 de la loi de 1791, qui exige que la seconde visite ait lieu tout à la fois après l'armement fini, mais cependant avant la prise de charge; répondant aux certificats de commerce de Bordeaux et d'Anvers, ils admettaient bien que l'usage avait interprété et modifié la loi dans son exécution, mais ils soutenaient que si l'on n'exécutait pas littéralement la déclaration de 1779, qui seule admet la présomption légale du bon état du navire visité, on ne pouvait s'arroger le bénéfice de la déclaration; il faut alors, disaient-ils, prendre les visites telles que l'usage les a faites, et n'en produire les procès-verbaux que comme un des éléments de la preuve directe de la cause du sinistre que l'assuré doit subministrer; aussi concluaient-ils à ce que la Cour déclarât que les procès-verbaux produits par l'appelant Ducan ne pouvaient l'affranchir de la preuve directe de la cause du sinistre qui lui incombait d'après les principes généraux du droit, et sans qu'il pût invoquer le bénéfice de la présomption légale de la fatalité de la cause du sinistre admise par la déclaration de 1779; qu'en conséquence il fût ordonné à l'appelant de prouver que la voie d'eau qui avait nécessité la relache forcée à Fernambouc avait été le résultat d'un sinistre maritime et non celui du vice propre du navire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après un usage constant, les visites des navires de commerce prescrites par les articles 225 du Code de commerce, 12 et 13 de la loi du 15 août 1791, se font à Bordeaux et à Anvers de la manière suivante : les experts procèdent à une première visite avant le

(1) Merlin, *Rép.*, vo *Police d'assurance*, titre XXIII, § 1, art. 47, p. 444, et Boulay-Paty,

Droit commercial maritime, t. 2, p. 177.

(2) Dalloz, vo *Assurance*, t. 3, p. 85.

chargement, afin de pouvoir examiner le navire dans toutes ses parties; ils opèrent la seconde visite au moment où le navire est prêt à faire voile, c'est-à-dire lorsqu'ils peuvent s'assurer que tous les objets nécessaires à la navigation se trouvent réunis à bord: ils ne procèdent à une seconde visite avant le chargement que si, lors de la première, ils ont prescrit des réparations dans l'intérieur du navire, et ce afin de s'assurer qu'elles ont été effectuées; dans ce cas une troisième visite a lieu au moment du départ, à l'effet de vérifier que le navire se trouve alors en bon et dû état;

Attendu que cet usage est conforme à l'esprit des lois précitées;

Attendu que l'armement du navire de commerce ne se complète qu'après le chargement, et que par conséquent il serait impossible de procéder avant de prendre charge et après l'armement aux deux visites dont parlent les articles 12 et 13 de la loi du 15 août 1791;

Attendu que si les visites n'avaient lieu qu'avant le chargement, le but de la loi, qui est d'offrir une garantie plénière à tous les intéressés, serait en partie manqué, puisque les navires ne seraient pas visités au moment où ils vont prendre la mer, malgré l'intervalle plus ou moins long qui aurait pu s'écouler entre la seconde visite antérieure au chargement et le départ;

Attendu que les procès-verbaux des deux visites du navire *la Genetière* faites, la première le 15 avril, la seconde le 21 juillet 1835, répondent à toutes les exigences de la loi; que la première constate que le corps en est bon; qu'il n'a pas besoin de réparations avant de prendre la mer, en signalant au capitaine l'utilité de placer à bord deux chaînes proportionnées au bâtiment et des pièces de rechange pour manœuvrer; que la seconde visite prouve que ce qui avait été prescrit lors de la première a été exécuté; que le navire a toutes ses voiles; qu'il est très-bien muni de tous les rechanges et ustensiles nécessaires; enfin qu'il est en état d'entreprendre un voyage de long cours;

Qu'il résulte de ce qui précède que les procès-verbaux de visite invoqués par l'appelant doivent produire tous les effets que les lois, ordonnances et règlements attachent à ces actes quand ils sont réguliers, et que le fait dont le tribunal de commerce de Bruxelles a ordonné la preuve n'est pas concluant;

Par ces motifs, infirme le jugement dont il est appel, en ce qu'il a admis la société intimée à prouver que, lors de la seconde

visite de *la Genetière*, ce bâtiment était antérieurement et entièrement chargé; renvoie la cause devant le tribunal de commerce d'Anvers pour y être statué en conséquence du présent arrêt.

Du 18 janvier 1840. — Cour de Bruxelles.
— 2^e Ch.

DILIGENCE. — PLACES RETENUES.

Le voyageur qui retient une ou plusieurs places dans une diligence, en s'adressant à un bureau principal ou intermédiaire de l'entreprise, a droit, quelle que soit sa destination, de se faire transporter par une voiture supplémentaire, si toutes les places sont occupées par des voyageurs venant de directions plus éloignées.

L'article 93 de l'arrêté du 24 novembre 1829, dont on a fait application dans l'espèce, est ainsi conçu: « Toutes les personnes qui, avant le départ d'une diligence ou voiture publique, se présenteront dans un bureau de l'entreprise, soit au lieu du départ primitif, soit dans les endroits intermédiaires, auront acquis le droit de se faire transporter par cette même voiture. Si le nombre des voyageurs excédait celui des places que la diligence renferme, ceux qui sont en sus de ce nombre seront pourvus, aux frais de l'entrepreneur, d'une ou de plusieurs voitures supplémentaires, même dans le cas où il n'y eût plus qu'un seul individu qui ne pût être placé dans la voiture, sans que pour cela les voyageurs payent au delà du prix ordinaire. Le refus d'une voiture supplémentaire à ceux qui, par suite du présent article, ont le droit d'en exiger une, sera puni d'une amende de 25 florins. Du reste, les obligations et les droits qui existent par rapport aux voyageurs de la diligence proprement dite seront également applicables à ceux qui n'auront pu obtenir qu'une place dans la voiture supplémentaire. »

Le 4 septembre 1839, le sieur Douckier, contrôleur des postes à Tongres, s'étant présenté au bureau des messageries Briard à Arlon, y avait retenu trois places pour le départ du lendemain. Le 5 septembre à cinq heures, après l'arrivée de la diligence venant de Metz, il se rendit au bureau, et le sieur Dehoux, directeur, lui fit connaître que le nombre des voyageurs arrivés de Metz et de Luxembourg ne laissait aucune place libre: Douckier ayant alors réclamé une voiture

supplémentaire conformément à l'article 93 du règlement du 24 novembre 1829 précité, le directeur lui répondit que l'administration n'en avait point mis à sa disposition.

Le 3 du même mois, Douckier porta plainte contre Briard. Celui-ci, ayant été assigné devant le tribunal correctionnel d'Arlon, a soutenu que, Douckier n'ayant pas payé le prix des places par lui retenues, le contrat qui existait entre lui et l'administration n'était pas complet; que le plaignant n'avait nul droit à une voiture supplémentaire, parce qu'il n'avait retenu ses trois places que pour le trajet d'Arlon à Marche, et non pour le lieu de la destination de la voiture publique, qui est Bruxelles; en conséquence il a conclu à son renvoi.

De son côté, le ministère public, tout en admettant, contrairement aux termes de la plainte de Douckier, que celui-ci n'eût retenu ses places que pour le trajet d'Arlon à Marche, a demandé la condamnation du prévenu par application de l'article 93 du règlement du 24 novembre 1829, et de l'article 194 du Code d'instruction criminelle.

Le 27 septembre 1839, le tribunal d'Arlon a rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il est constant que, le 3 septembre 1839, Dehoux, directeur des messageries Briard, à Arlon, a refusé de fournir une voiture supplémentaire au sieur Douckier, qui s'est présenté à son bureau avant l'heure du départ, le nombre des voyageurs excédant celui des places de la diligence principale ;

« Attendu que le prévenu allègue pour sa justification 1^o que les trois places retenues par le sieur Douckier n'étaient pas payées ; 2^o que le sieur Douckier n'avait retenu ces places que jusqu'à Marche, tandis que la destination de la diligence était Bruxelles ;

« Attendu que le prévenu reconnaît qu'il n'a pas exigé, et que le sieur Douckier n'a pu, par conséquent, refuser le prix des places retenues ; que, dès lors, le contrat était parfait ; d'où il suit que l'administration des messageries Briard tombe sous l'application de l'article 93 de l'arrêté du 24 novembre 1829 ;

« Attendu que l'article 93 dudit arrêté, en imposant aux entrepreneurs de messageries l'obligation de fournir une voiture supplémentaire à tout voyageur qui se présente dans les bureaux de l'administration avant le départ, et lorsque toutes les places sont prises, ne fait, en aucune façon, dépendre cette obligation de prendre place pour tout le trajet que parcourt la diligence ;

« Par ces motifs, le tribunal, vu les articles 93 de l'arrêté du 24 novembre 1829 et 194 du Code d'instruction criminelle, condamne le prévenu à 53 fr. d'amende, etc. »

Appel de la part de Briard.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 17 janvier 1840. — Cour de Liège. — 5^e Ch.

COUTUME DE LIÈGE. — RENTE. — PAYEMENT. — REGISTRES. — ANNOTATIONS.

Sous la coutume de Liège, lorsqu'une rente n'était pas payée pendant quarante ans, elle était prescrite avec bonne foi entre gens capables et idoines.

On ne peut faire résulter la preuve qu'une rente aurait été payée des annotations faites par un receveur dans le registre du créancier.

La coutume ne déclare comme faisant foi que les registres des créanciers, pourvu qu'ils soient sans confusion, sans rature ni interligne d'un caractère différent ; le registre original doit être produit, il ne suffit pas au créancier d'en produire une copie faite par lui ou son receveur.

Une paye ne suffisait pas, d'après l'ancienne jurisprudence liégeoise, pour pouvoir réclamer une rente au pétitoire.

Le défaut de poursuite pendant trente ans suffisait, au pays de Liège, pour opérer la péremption d'une saisine.

Le 24 mars 1834, Charles-Maurice Grandry et autres on fait assigner le sieur Paques et autres en paiement de la somme de 1,312 francs 40 centimes, montant, cinquième déduit, des arrérages d'une rente de 368 litrons 83 nés (douze setiers) d'épeautre, partie de plus, jusque inclus le 30 novembre 1833, aux intérêts et dépens, en outre à passer titre nouvel de la rente, avec réassignation de gages et hypothèques. Cette demande était fondée sur ce que les défendeurs représentaient prétendument la nommée Beuex, épouse en premières noccs du sieur Mottard, et en deuxième noccs de Wery François Planchart, ancien bailli, le major

Raick et Wery Raick, et signifièrent copie d'un acte de relief en date du 22 octobre 1636, et d'autres pièces.

Les défendeurs soutinrent les demandeurs ni recevables ni fondés dans leur action. Ils nièrent de représenter la veuve Raick, que les demandeurs soutenaient avoir payé la rente jusqu'en 1784, et prétendirent que les demandeurs n'avaient aucun titre pour appuyer leur action, qui, dans tous les cas, serait prescrite.

Le 14 juin 1837, le tribunal civil de Liège a rendu le jugement suivant :

« Attendu que les défendeurs ont nié de représenter la veuve Raick, et qu'aucune preuve n'a été administrée ni même offerte contre cette dénégation ;

« Attendu que, suivant la coutume de Liège, si une rente n'était payée pendant quarante ans, elle était prescrite avec bonne foi entre gens capables et idoines ;

« Attendu qu'il n'est point établi que la rente dont il s'agit ait été payée depuis le 29 janvier 1755 ; que la preuve que Planchart aurait payé cette rente n'est pas acquise au procès ; qu'on ne peut la faire résulter des annotations de paiement faites dans les comptes des receveurs de la famille des demandeurs ; que la coutume ne déclare comme faisant foi que les registres des créanciers, pourvu qu'ils soient sans soupçon, c'est-à-dire sans confusion, sans rature ni interligne d'un caractère différent ; d'où il suit qu'il faut, suivant la coutume, que le registre original soit produit, qu'il ne suffit pas au créancier d'en produire une copie faite par lui ou son receveur ;

« Attendu d'ailleurs que ces annotations ne renferment qu'une paye faite par Planchart sous la date du 13 juillet 1765, et qu'une paye ne suffisait pas, d'après l'ancienne jurisprudence liégeoise, pour pouvoir réclamer une rente au pétitoire, ainsi que l'atteste Sobet, livre III, titre XVII, n° 84 ;

« Attendu que le défaut de poursuite pendant trente ans suffisait, au pays de Liège, pour opérer la péremption d'une saisine ; qu'ainsi, en supposant que les deux saisines prises à charge du bailli Planchart, l'une en 1786, l'autre en 1788, concernassent la rente réclamée, ces saisines sont surannées pour être restées sans suite pendant plus de quarante-cinq ans, la dernière signification de huitaine portant la date du 5 février 1789, et l'assignation donnée aux défendeurs datant du 24 mars 1834, et que, par suite, les saisines ne peuvent avoir aucun effet, pas même celui d'interrompre la prescription ;

« Attendu qu'on ne peut pas prétendre que Planchart fût de mauvaise foi, puisqu'il n'est pas prouvé qu'il ait payé la rente dont il s'agit, et que, quant aux saisines, elles peuvent n'avoir été que des tentatives faites par les demandeurs pour le contraindre à payer, tentatives qu'ils paraissent avoir spontanément abandonnées ;

« Par ces motifs, le tribunal déclare les demandeurs non recevables ni fondés dans leur action. »

Les sieurs Grandry et consorts ont interjeté appel de ce jugement. Ils ont soutenu qu'il résultait des pièces versées au procès que les intimés représentaient le bailli Planchart, qui, à son tour, représentait le major Raick, débiteur originaire de la rente réclamée ; que, d'après la coutume de Liège, calquée en ce point sur le droit canonique, la bonne foi était requise même en matière de prescription libératoire ; que, dès lors, l'auteur des intimés n'a pu commencer à prescrire la libération de la rente, parce que, en eût-il ignoré l'existence, la mauvaise foi du débiteur primitif que Planchart représentait à titre universel, dont il avait continué la personne, se serait communiquée à Planchart même, et aurait mis obstacle à toute prescription ; qu'au surplus, Planchart avait payé personnellement la rente ; que cela résultait des annotations contenues dans les comptes du receveur de la famille Ancion ; que, sous l'ancienne jurisprudence, des annotations de ce genre ont toujours été considérées comme faisant foi pour l'interruption de la prescription ; qu'enfin les saisines pratiquées contre Planchart dans l'intervalle de 1786 à 1791 l'avaient nécessairement constitué en mauvaise foi, en l'avertissant de l'existence de la rente ; qu'ainsi, et à tous égards, l'exception de prescription devait être repoussée.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en supposant qu'il soit suffisamment établi par les pièces du procès que les intimés représentent le bailli Planchart, et celui-ci le major Raick, débiteur originaire de la rente réclamée par les appelants, le jugement ne doit pas moins être confirmé par les autres motifs des premiers juges, que la Cour adopte ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 18 janvier 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

—

DOMAINES. — JUGEMENT DÉFINITIF SUR INCIDENTS.

Bruxelles, 18 janvier 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 3). — Voy. rejet, 25 mars 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 217).

1^o JUGEMENT DÉFINITIF. — PRÉSENCE DES JUGES. — 2^o APPEL INCIDENT. — RECEVABILITÉ.

1^o *Aucune disposition légale n'exige que le juge qui concourt à une décision définitive ait pris part aux jugements interlocutoires ou d'instruction qui l'ont précédée* (1).

2^o *L'appel incident n'est permis que relativement à un jugement dont il y a appel principal* (2). (Code de procédure, art. 443 et 456.)

La dame veuve Peemans avait, par acte du 17 janvier 1825, donné en bail au sieur Vanham une brasserie avec dépendances pour un terme de neuf ans, et au prix de 900 florins. Par une clause du bail il était convenu entre les parties que les pratiques seraient servies jusqu'au moment où le locataire devait entrer, et qu'il en serait de même à la sortie, à l'expiration du bail. Le bail expirait le 1^{er} février 1834, et dès le 10 juillet 1833, Vanham, méconnaissant le préjudice qui devait résulter pour la dame Peemans du chômage de son usine, avait cessé de brasser, pour transporter son industrie dans une usine dont il venait de faire l'acquisition. Une action en dommages-intérêts fut intentée de ce chef par la dame Peemans. — Un jugement du 19 mars 1835 ordonna une enquête, afin d'établir le préjudice causé, et pour le cas d'expertise il nomma ceux qui auraient à y procéder. En exécution de ce jugement eut lieu une enquête à laquelle les intimés concoururent : après l'enquête la cause fut amenée sur avenir.

A l'audience du 29 octobre 1835, le tribunal, inhérent dans le jugement du 17 mars 1835, ordonna qu'il serait procédé à l'expertise. Deux des experts n'ayant pas accepté, il en fut nommé deux autres par

jugement du 11 novembre 1835. — Jugement définitif du 19 mars 1836, qui alloue 2,500 fr. de dommages-intérêts. — Appel de ce jugement de la part de la dame Peemans, qui soutient qu'il lui était dû une indemnité de 3,000 fr. Les intimés interjetèrent appel incident, non-seulement contre le jugement du 17 mars 1835, mais encore contre tous et chacun des jugements interlocutoires et préparatoires qui l'avaient précédé. Ils se fondaient sur ce que ces derniers jugements avaient été rendus par des juges qui n'avaient pas connu de toute l'instance. L'appelant au principal opposa la fin de non-recevoir exposée plus haut dans la notice.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'enquête et l'expertise ont clairement établi que l'intimée a souffert un dommage par le fait de l'appelant Vanham, d'avoir, en contravention à l'article 6 du bail, abandonné la brasserie, environ sept mois avant son expiration, pour s'établir dans une autre brasserie, à Louvain ;

Attendu qu'en combinant les termes desdites enquête et expertise, on acquiert la conviction que ce dommage sera suffisamment réparé par l'allocation d'une somme de 3,600 fr. ;

Attendu que le premier juge, en omettant d'adjuger à l'appelante les intérêts judiciaires qu'elle avait demandés dans ses conclusions comme dans son exploit introductif d'instance, lui a infligé un grief qu'il échoit de faire cesser.

Sur l'appel incident du jugement définitif :

Attendu qu'aucune disposition légale n'exige que le juge, qui prononce une décision définitive, ait pris part aussi aux jugements interlocutoires ou d'instruction qui l'ont précédée ; que la loi qui prescrit le roulement dans les corps judiciaires suppose évidemment le contraire, et que d'ailleurs ce que les appelants incidemment exigent serait impraticable, attendu les décès, changements d'état, promotions et empêchements qui arrivent constamment dans les tribunaux ; que tout ce que la loi requiert, c'est que le juge ait, comme cela a été observé dans la cause, assisté aux plai-

(1) Voy. Liège, 11 août 1836; Brux., cass., 24 juin 1824; Boncenne, p. 101, n° 88; Berriat, des Jugements, p. 176, note 27; Rép., v° Jugement, § 1^{er}; Carré-Chauveau, n° 486 bis.

PASIC. BELGE, 1840. — APPEL.

(2) Voy. Carré, n° 1573; Pigeau, t. 2, p. 64, n° 559, édit. belge; Dalloz, v° Appel, p. 162; Merlin, Quest., v° Appel incident, § 10.

doiries qui ont précédé sa décision et eu sous les yeux les pièces du procès.

Sur l'appel incident des jugements interlocutoires ou d'instruction des 19 mars, 29 octobre et 11 novembre 1833 :

Attendu qu'aucun appel principal de ces jugements n'a été interjeté ; — Que partant, suivant les termes et l'esprit de l'article 443 du Code de procédure civile, aucun appel incident n'en est recevable, et qu'il suit ultérieurement que la demande en nullité de l'enquête et l'expertise ne l'est pas davantage ;

Par ces motifs. M. l'avocat général d'Aethan entendu en son avis conforme, statuant sur l'appel principal, met le jugement à néant ; émendant, condamne les intimés subsidiairement à payer à l'appelante la somme de 3.500 fr. pour tous dommages-intérêts, et ce avec les intérêts judiciaires depuis la demande ; ordonne la restitution de l'amende consignée ; statuant sur l'appel incident du jugement définitif, le met à néant ; statuant sur l'appel incident des autres jugements, le déclare non recevable ainsi que la demande en nullité de l'enquête et de l'expertise, etc.

Du 22 janvier 1840. — Cour de Brux. — 1^{re} Ch.

CHASSE. — DÉLIT. — PREUVE.

La preuve des délits de chasse peut, en cas d'irrégularité du procès-verbal, se faire même par un témoin unique (1). (Loi du 30 avril 1790.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte des articles 184 et 189 du Code criminel, que le Code contient un système général et complet de preuve applicable à tous les délits ;

Attendu que l'article 643 du même Code ne fait que confirmer le principe qui vient d'être établi en restreignant sa disposition à la prescription ;

Attendu qu'en admettant que le procès-verbal portant la date du 1^{er} novembre soit nul, il est établi par l'instruction faite à l'audience que ledit jour le prévenu a été absent ;

Par ces motifs, etc.

Du 23 janvier 1840. — Cour de Brux.

CHEMINS D'EXPLOITATION.

Gand, 24 janvier 1840. — Voy. rejet, 25 février 1841 (*Pasic.*, 1841, page 127).

FERMIER. — HESBAYE. — ENSEMENCEMENT.

Le fermier qui laisse, à l'expiration de son bail, des terres à lui affermées ensemencées en durs grains, loin de soier en cela une chose contraire à l'usage et nuisible au propriétaire ou au fermier qui lui a succédé, se conforme entièrement au mode général de culture adopté dans la Hesbaye, lequel étant favorable au nouveau fermier, et par suite au propriétaire, il n'y a pas lieu d'adjuger, de ce chef, à ce dernier, des dommages-intérêts.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les intimés, en laissant, à l'expiration de leur bail, le 13 mars 1833, six hectares huit ares environ ensemencés en durs grains, ont, ainsi qu'il a déjà été reconnu par la Cour, satisfait aux obligations qui leur étaient imposées par l'article 3 dudit bail ;

Attendu que les experts nommés par l'arrêt interlocutoire du 10 août 1838 ont déclaré qu'ils étaient unanimement d'avis que les intimés, en cultivant en durs grains, en 1834, treize hectares des terres à eux affermées, loin d'avoir fait en cela une chose contraire à l'usage et nuisible au propriétaire ou au fermier qui leur avait succédé, s'étaient entièrement conformés au mode général de culture adopté dans la contrée, lequel était favorable au nouveau fermier, et par suite au propriétaire ; qu'ainsi il ne peut être adjugé de ce chef des dommages-intérêts à l'appelante ;

Attendu que l'expertise ayant été faite par trois cultivateurs instruits qui ont motivé leur avis d'une manière satisfaisante, il ne peut y avoir lieu d'en ordonner une nouvelle qui retarderait la décision de la cause, sans espoir d'obtenir de meilleurs renseignements ;

Par ces motifs, met l'appellation à néant.

Du 23 janvier 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

(1) Voy. *contrà*, Gand, 12 juillet 1833, et Br., 3 mai 1834. Voy. la loi sur la chasse du 26 février 1846, art. 12.

DOMICILE. — MILITAIRE. — RÉSIDENCE.

Un militaire au service n'a pas son domicile au lieu où se trouve son régiment ; il conserve son ancien domicile, s'il en a un (1).

La garnison n'est qu'une simple résidence de fait ; ainsi lorsqu'un officier a été détaché de son corps et qu'il a résidé depuis deux mois dans le lieu qui lui est assigné, il doit, s'il n'a pas de domicile connu, être assigné, en matière personnelle, devant le tribunal de cette résidence. (Code de proc., art. 59.)

Y aurait-il lieu de s'arrêter au fait posé par lui, pour la première fois devant la Cour, qu'il a son domicile dans un lieu qu'il désigne, si, assigné par son adversaire dans une instance antérieure, devant un autre tribunal, il n'a élevé aucune exception d'incompétence ? — Rés. nég.

Par exploit du 22 août 1858, le sieur Locks fit pratiquer une saisie-arrêt à charge du sieur d'Olivier, capitaine de chasseurs, entre les mains de M. le ministre de la guerre, pour assurance d'une somme de 913 francs 51 cent., pour solde de compte de livraisons qu'il lui avait faites. Le saisissant fit dénoncer cette saisie au sieur d'Olivier, résidant alors à la colonie sous Mersplaets, et l'assigna en même temps devant le tribunal de Turnhout en validité de la saisie. Le défendeur conclut à l'incompétence du tribunal, en soutenant qu'il n'avait ni domicile ni résidence dans l'arrondissement de Turnhout.

Le sieur Locks ayant conclu au rejet de cette exception, le sieur d'Olivier fit notifier un écrit contenant plusieurs faits dont il offrait la preuve, et notamment, 1° que, lors de l'introduction du procès, le régiment de chasseurs à cheval, auquel il appartient, tenait garnison à Malines; 2° qu'il est d'usage, depuis plusieurs années, d'envoyer momentanément et provisoirement des détachements des régiments à Mersplaets, considéré comme poste militaire, et ce pour un temps très-court, après lequel ces détachements reentraient dans leurs garnisons respectives.

Jugement du 11 janvier 1859, ainsi conçu :

« Attendu qu'aux termes de l'article 59 du Code de procédure, le défendeur doit être assigné en matière personnelle, comme dans l'espèce, devant le tribunal de son domicile ; s'il n'a pas de domicile, devant le tribunal de sa résidence ;

« Attendu que l'officier ou le soldat n'a pas son domicile où se trouve le régiment dans lequel il sert, mais conserve son ancien domicile, s'il en a un, et que la garnison n'est qu'une simple résidence de fait qui se constitue par la demeure qu'on fait actuellement dans un lieu ;

« Attendu qu'il est établi et reconnu au procès qu'au moment de l'introduction de la cause le défendeur avait sa résidence à la colonie de Mersplaets, par suite d'un ordre supérieur ; qu'il était obligé d'y résider jusqu'à ce qu'il reçût une autre destination, et que dans le fait il y a eu sa résidence pendant deux mois ; d'où il suit que le défendeur n'ayant, lors de l'introduction de la cause, ni domicile, ni résidence actuelle à Malines, le tribunal de cette ville était nécessairement incompétent ;

« Attendu que M^e Roest ayant déclaré à l'audience du 14 décembre dernier que le défendeur ne prétend pas avoir son domicile à Malines, ni à Ath, et qu'il n'est pas établi au procès qu'il aurait un autre domicile connu, il s'ensuit que le tribunal de Turnhout, dans le ressort duquel le défendeur avait, lors de l'introduction de la cause, sa résidence actuelle, est celui devant lequel il devait être cité d'après la disposition de l'article 59 précité ;

« Attendu que le tribunal de Malines, par son jugement du 26 avril dernier, a définitivement statué sur les conclusions respectives des parties ; qu'il n'y a donc plus de litispendance devant ce tribunal, qui, par sondit jugement, s'est dessaisi de l'action sur laquelle il était appelé à juger ;

« Attendu que la demande dont il s'agit au cas présent n'a pas pour base le même titre, ni la même *causa petendi* que celle sur laquelle le tribunal de Malines a, par sondit jugement, définitivement statué ; que parant l'exception de chose jugée proposée par le défendeur n'est pas fondée.

« Par ces motifs, le tribunal déclare le défendeur non fondé dans ses conclusions exceptionnelles. »

Appel. — Devant la Cour, le sieur d'Olivier posa, outre les faits articulés plus haut, celui que son domicile d'origine était Ath et qu'il avait conservé ce domicile. — L'in-

(1) Voy. la Haye, 11 janv. 1826 ; Carré-Chaudeau, n° 551 ; Boncenne, t. I. p. 55, n° 49, édit. belge.

timé a soutenu que d'Olivier, ayant reconnu devant le premier juge qu'il n'avait pas de domicile en Belgique, il était non recevable aujourd'hui à revenir de cette déclaration, et que conséquemment le fait ci-dessus posé par lui pour la première fois devant la Cour était inadmissible, et ils étaient d'ailleurs irrelevants dans leur ensemble.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en admettant, ainsi que l'appelant le prétend et le pose en fait, qu'il aurait son domicile à Ath, cette circonstance pouvait d'autant moins être connue de l'intimé qu'ayant dû antérieurement et récemment se défendre contre ledit intimé devant le tribunal de Malines, le même appelant n'a élevé alors aucune exception d'incompétence;

Par ces motifs et ceux repris au jugement dont il est appel, M. l'avocat général de Bayay entendu et de son avis, sans s'arrêter aux faits posés par l'appelant, lesquels sont déclarés irrelevants, met l'appellation à néant, etc.

Du 25 janvier 1840. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

PREUVE.

Liège, 26 janvier 1840. — Voy. *Pasic.*, 1843, p. 186.

1^{re} PRESCRIPTION. — ÉDIT PERPÉTUEL. — ACTE NUL. — LIBÉRATION. — QUITTANCE. — BIENS NATIONAUX. — PAIX. — 2^e Loi de la République. — PUBLICATION. — FORCE OBLIGATOIRE.

1^{re} Lorsqu'en vertu des lois de l'époque un acquéreur de biens nationaux a payé une partie de son prix avec des ordonnances pour fournitures faites à la république, dont il lui a été donné quittance, peut-il, contre l'action de l'administration des domaines, qui, sur le fondement que les paiements faits de cette manière ne sont pas libératoires, réclame la partie du prix soldée comme il a été dit plus haut, opposer que cette quittance est devenue inattaquable, soit en vertu de la prescription de dix ans, introduite par l'article 29 de l'édit perpétuel de 1611, soit en vertu d'autres prescriptions plus courtes ad-

mises en droit romain à l'égard de l'exception non numeratæ pecuniæ? — Rés. nég.

Interprétation de l'article 29 de l'édit perpétuel (1).

2^{re} Les ordonnances délivrées aux fournisseurs de la république, pour un service courant, depuis le 15 brumaire de l'an v, devraient-elles être admises en paiement de la première moitié du prix de biens nationaux rendus ou à rendre d'après la loi du 16 brumaire an v? (Loi du 30 pluviôse an v, art. 11.) — Rés. aff.

La loi du 30 pluviôse an v a-t-elle été dûment publiée et promulguée? — Rés. aff.

A-t-elle eu force obligatoire pour ceux à qui l'on a donné officiellement connaissance de ses dispositions, et notamment pour le Directoire exécutif et ses agents? — Rés. nég.

P. B... s'est rendu adjudicataire, le 6 pluviôse an v, d'une maison située à Gand, provenant de l'abbaye de Tronchiennes. Des extraits tirés d'un registre tenu par l'administration domaniale de ce temps constataient que, le 7 pluviôse an v, P. B... a versé dans la caisse du receveur 70 liv. en numéraire, enregistrées comme reçues pour le 1/20 de la mise à prix; que le 25 germinal an v, il y a versé 630 liv. tournois en une rescription causée ordonnances de fournisseurs, valeur qui a été enregistrée comme reçue pour les 9/20 de cette mise à prix, et qui a été portée à la colonne des récépissés de la trésorerie, faisant partie des valeurs numériques; qu'enfin, le 27 germinal an v, il a fait un dernier versement de 3,000 liv. en effets de la dette publique, qui a été enregistré comme reçu en entier paiement.

Le 7 août 1812, l'administration fit signifier à P. B... un décompte qui le constituait débiteur d'une partie du prix de son adjudication, savoir, 1,152 fr. 36 cent.

Le 18 décembre 1825, commandement en vertu du même décompte, à la requête du président du syndicat d'amortissement. — P. B... y fit opposition le 29 du même mois. — Après plusieurs jugements et arrêts, qui rejetèrent successivement les moyens préjudiciels proposés par P. B..., il restait à décider, 1^{re} si la quittance du 27 germinal an v était devenue inattaquable, soit en

(1) Voy. Gand, 15 mars 1842 (*Pasic.*, p. 107).

vertu de la prescription de dix ans introduite par l'article 29 de l'édit perpétuel de 1611, soit en vertu d'autres prescriptions plus courtes admises en droit romain à l'égard de l'exception *non numeratæ pecuniæ*; 2^o au fond, si cette quittance était libératoire *per se*, en d'autres termes, si le paiement qu'elle constatait avait été fait dans les termes des lois de l'époque.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le moyen de prescription proposé par l'appelant :

Attendu que si sous l'empire de l'édit perpétuel de 1611 la résiliation d'un contrat pour lésion, dol, circonvention, crainte ou violence, ne pouvait être demandée qu'endans les dix ans, cette disposition ne s'appliquait qu'aux actes qui subsistent par eux-mêmes dès leur commencement, et non aux actes entachés d'une nullité absolue, cette nullité pouvant être opposée pendant trente ans (Anselmus, *ad perpetuum edictum*, article 29, § 18; arrêts du grand conseil de Malines, par Decoloma, t. 1, p. 382);

Que, dans l'espèce, c'est la nullité du paiement que l'intimé oppose, et par suite la nullité absolue de l'acte ou de la quittance dont l'appelant veut se prévaloir; que par tant l'article 29 de l'édit perpétuel de 1611 est sans application à l'espèce;

Attendu que sous l'empire du droit romain, l'exception *non numeratæ pecuniæ*, qui ne pouvait plus être opposée après un temps déterminé, n'avait pour objet que de faire écarter un acte quelconque qui aurait mentionné un paiement qui, en réalité, n'aurait pas été fait (*Inst.*, lib. 3, tit. XXII, Cod., lib. 4, tit. XXX);

Attendu que l'intimé ne veut point faire annuler les quittances dont s'agit, comme mentionnant un paiement qui n'aurait point été fait, mais qu'il soutient seulement que le fait constaté par ces quittances n'a pu libérer l'appelant; — Qu'ainsi ce soutènement de l'intimé n'a rien de commun avec l'exception *non numeratæ pecuniæ*;

Attendu que par suite de ces considérations il n'est pas nécessaire d'examiner l'exception de chose jugée opposée par l'intimé.

Au fond :

Attendu qu'il résulte du décompte qui sert de base à l'action de l'intimé, que l'appelant n'y est constitué débiteur envers le domaine de l'Etat, du chef de son adjudication du 6 pluviôse an v, que parce qu'une partie du paiement qui, aux termes des lois sur la matière, devait être fait en numé-

raire, a été fait par l'appelant, le 27 germ. an v, en une rescription de la trésorerie nationale causée ordonnances de fournisseurs;

Que la contestation qui divise les parties ne présente donc au fond qu'à décider la question de savoir si la rescription versée le 27 germinal an v a pu l'être en remplacement de numéraire et d'obligations;

Attendu que de l'aveu même de l'intimé il résulte de la loi du 30 pluviôse an v que les ordonnances délivrées aux fournisseurs de la république pour un service courant depuis le 15 brumaire de la même année devaient être admises en paiement de la première moitié du prix des biens nationaux vendus ou à vendre, d'après la loi du 16 brumaire an v, payable aux termes de l'article 11 de la même loi, en numéraire ou en obligations;

Que l'appelant ayant fait son acquisition le 6 pluviôse an v, c'est par les lois prérapelées des 16 brumaire et 30 pluviôse de la même année que doit être jugé le paiement dont l'intimé conteste la validité;

Que par tant le décompte, qui sert de base à l'action de l'intimé, ne saurait établir que l'appelant est resté débiteur envers le domaine de l'Etat que pour autant que l'intimé parviendrait à prouver que la rescription reçue par le receveur de l'enregistrement en paiement des 9/20 de la mise à prix, exigibles en numéraire et en cédules, était relative à des ordonnances de fournisseurs délivrées pour un service antérieur au 15 brumaire an v;

Attendu que c'est vainement que l'intimé soutient que la loi du 30 pluviôse an v n'a jamais été publiée ni promulguée; que c'est vainement qu'il en conteste la force obligatoire, puisque l'intitulé de cette loi a été inséré dans le *Bulletin officiel*, et qu'aux termes de la loi du 12 vendémiaire an iv, les lois et actes du corps législatif devenaient obligatoires par leur insertion au *Bulletin officiel*, qu'on envoyait au chef-lieu de chaque département, et qu'il résulte de l'article 1^{er} de cette loi, combiné avec la loi du 15 nivôse de la même année, que le *Bulletin officiel* ne contenait que l'intitulé de la loi, lorsqu'elle était terminée par ces mots : *La présente résolution ne sera pas imprimée*;

Attendu qu'on ne saurait douter que la loi du 30 pluviôse ait été terminée par cette formule;

Qu'il suit de là qu'elle a eu force obligatoire pour ceux à qui l'on a donné officiellement connaissance de ses dispositions;

Qu'à la tête de ceux-là il faut nécessaire-

ment placer le Directoire, à qui le conseil des anciens a dû envoyer la loi dans le jour de son adoption, aux termes de l'article 101 de la Constitution de l'an III, et à qui cette loi a été transmise en effet, puisqu'il l'a promulguée et fait publier;

Qu'elle a donc eu force obligatoire pour le Directoire exécutif, et par suite pour ses agents chargés de recevoir le paiement fait par l'intimé;

Par ces motifs, ouï à l'audience publique du 4 novembre 1839 M. le conseiller Vanaelbroeck en son rapport, et M. l'avocat général Donny en ses conclusions conformes, sans s'arrêter à l'exception de la chose jugée opposée par l'intimé, déclare l'appelant non fondé dans ses moyens de prescription, et avant de faire droit au fond, admet l'intimé à prouver que la prescription reçue par le receveur de l'enregistrement, en paiement des 9/20 de la mise à prix exigibles en numéraire et en cédulés, était relative à des ordonnances de fournisseurs délivrées pour un service antérieur au 15 brumaire an V, lui accorde à cet effet un délai de trois mois, à partir de la notification du présent arrêt, pour signifier à l'appelant un mémoire contenant tous ses moyens sur ce point de la contestation; tous droits de l'intimé saufs pour y contredire, etc.

Du 21 janvier 1840. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

IMAGES. — EXPOSITION. — DÉLIT DE PRESSE.
— JURY. — COMPÉTENCE.

Le fait d'avoir exposé et mis en vente des images lithographiques, contraires aux mœurs, constitue-t-il un délit de presse de la compétence du jury (1)? (Code pénal, art. 267 et 288.) — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur l'exception d'incompétence:

Attendu que la prévention mise à charge de W. D... consiste dans le fait d'avoir exposé et mis en vente des images contraires aux bonnes mœurs, délit prévu par les articles 287 et 288 du Code pénal;

Attendu que pour savoir si ce délit

constitue un délit de presse, dont la connaissance appartient aux cours d'assises, il importe d'examiner ce que, d'après la législation sur la matière, l'on doit entendre par ces sortes de délits;

Attendu que la Constitution, en proclamant dans ses articles 18 et 14 la liberté de la presse, et en garantissant la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sauf la répression des délits commis à l'usage de ces libertés, n'a point défini les délits de presse, et que, par son article 139, elle déclare qu'il sera pourvu par des lois séparées, quant à l'objet de la presse;

Attendu que pour apprécier la portée des principes que les auteurs de la Constitution ont eus en vue sur cet objet, le meilleur interprète de leur pensée est sans contredit le congrès national lui-même;

Et attendu que, par son décret du 20 juillet 1831, organique des dispositions préparées, le congrès ne range au nombre des délits de presse que les écrits imprimés ou non, ainsi que s'en expriment formellement les articles 1^{er} et 11 du même décret; qu'il s'ensuit que les lithographies contraires aux bonnes mœurs demeurent classées parmi les délits ordinaires dont l'appréciation reste dévolue aux tribunaux correctionnels;

Que c'est en vain que le prévenu prétend soutenir que le décret du 20 juillet 1831 prérappelé ne renferme pas un système complet sur la presse, en appuyant son raisonnement sur la loi du 25 juillet 1834, puisqu'il est évident que cette loi est essentiellement temporaire et toute de circonstance, et que comme l'article 10 de cette même loi le proclame, son effet a dû cesser avec les causes dans lesquelles elle avait pris son origine;

Que c'est encore inutilement que le prévenu argumente de diverses dispositions législatives, antérieures à la Constitution, pour prouver que, d'après le texte et l'esprit de ces dispositions, les écrits et les dessins ou gravures ont toujours été mis sur la même ligne en matière de délits de presse, puisque la plupart de ces dispositions ont été faites soit avant l'introduction des jugements par jurés, soit après l'abolition de leur institution, et ainsi à des époques où les tribunaux ordinaires connaissaient seuls et sans intervention du jury des délits de presse quelconques, et où par conséquent le législateur

(1) Cette question a été ainsi décidée par arrêt de la Cour suprême du 28 mars 1839. La Cour de Gand, saisie par renvoi de la Cour de cassation,

a jugé la question dans le même sens. Voy. aussi Brux., 5 février 1842 (*J. de B.*, 1842, 2. 79 et *Proc.* p. 54).

n'avait nul besoin de distinguer le mode de leur perpétration pour en attribuer la connaissance à tel juge plutôt qu'à tel autre.

Au fond : — Attendu qu'en admettant que l'exposition des images saisies chez le prévenu W. D... ne soit pas entièrement exempte de blâme, ces images ne portent néanmoins pas avec elles les caractères du délit prévu et puni par les articles 287 et 288 du Code pénal ;

Met le jugement dont appel à néant ; émendant, dit pour droit que le tribunal à quo était compétent pour connaître de la poursuite, et statuant au fond, renvoie le prévenu de la plainte sans frais.

Du 29 janvier 1840. — Cour de Gand. — Ch. des appels correct.

1^{re} RENTE. — ÉVICTION. — GARANTIE. —
2^{de} BONNE FOI. — INTÉRÊTS.

1^{re} *Celui qui a acquis du domaine une rente qui n'existait pas n'a droit qu'à la répétition du prix payé ; l'article 1630 du Code civil et les réparations de l'éviction ne s'appliquent point, à ce cas (1).* (Code civil, art. 1630.)

2^{de} *Si le domaine était de bonne foi, il ne doit les intérêts que du jour de la demande en justice (2).*

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le transfert du 20 frimaire an xiii ayant eu pour objet une rente qui n'existait pas, il est évident qu'il n'y a pas eu vente, et qu'ainsi il n'y a pas eu matière à éviction ; d'où il suit que les principes de la garantie en fait de vente ne sont pas applicables dans l'espèce, et que partant les intimés ne peuvent être fondés à demander tout ce que la loi accorde à l'acheteur en cas d'éviction, mais seulement à réclamer la restitution de la somme qu'ils ont payée sans cause ;

Attendu que ces principes fondés sur la nature des choses sont conformes au droit romain ; qu'il résulte en effet des lois 41 et 57, D., *De contractum à emptione*, que celui qui vendait de bonne foi une chose qui n'existait pas n'était tenu envers l'acheteur qu'à la restitution du prix payé ; que ces

principes sont maintenus par le Code civil, ainsi que l'attestent plusieurs de ses dispositions et notamment les articles 1108, 1582, 1151, 1601, 1617, 1646 et 1580 ;

Attendu que d'après l'article 1153 dudit Code, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution d'une obligation qui a pour objet le paiement d'une certaine somme ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixes par la loi, et qu'ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit ;

Attendu que cette disposition générale s'applique à celui qui doit restituer ce qu'il a reçu indûment ; que la loi ne fait d'exception à son égard que dans le cas où il a reçu de mauvaise foi ; qu'alors seulement, aux termes de l'article 1578, il est tenu de restituer tant le capital que les intérêts et les fruits du jour du paiement ;

Attendu que le domaine a pu croire, lors du transfert, que la rente de 40 muids existait réellement ; que sa bonne foi est d'autant plus présumable que, comme tous les transferts, celui dont il s'agit s'est opéré sur la demande et sur la désignation de l'acquéreur ; d'où il suit que le domaine ne peut devoir à la partie intimée que les intérêts à partir du jour de la demande ;

Par ces motifs, etc.

Du 29 janvier 1840. — Cour de Liège.

LICITATION. — PARTAGE IMPOSSIBLE.

Lorsque des biens sont possédés indistinctement par des majeurs et des mineurs, et que le partage en est reconnu impossible par toutes les parties et préjudiciable aux mineurs, le tribunal n'a pas le droit d'en refuser la licitation.

Lorsqu'il s'est agi de procéder au partage des biens composant la succession du sieur Elias, les héritiers ont unanimement reconnu que les biens de la succession ne pouvaient commodément se partager, soit à cause du grand nombre d'héritiers, soit à cause des parts inégales auxquelles ils ont respectivement droit, soit parce que l'on ne pouvait soumettre à un tirage au sort des lots qui devraient nécessairement être composés d'une manière inégale, à raison de l'inéga-

(1) Voy. Troplong, n° 255 ; Duvergier, n° 255 ; Duranton, t. 6, n° 175.

(2) Voy. l'arrêt de rejet à la date du 18 mars 1841 (*Pasic.*, p. 155, 2^e espèce).

lité des quotités revenant aux divers intéressés ; soit enfin à cause des baux à longues années qui sont encore aujourd'hui en vigueur.

En conséquence, il fut aussi unanimement décidé par tous les cohéritiers qu'il y avait lieu de faire procéder à la vente par licitation des immeubles de la succession ; mais, deux des cohéritiers étant mineurs, la vente ne pouvait avoir lieu sans une autorisation de la justice.

Les cohéritiers majeurs se sont donc adressés par requête au tribunal civil de Liège à l'effet d'être autorisés, conformément à la loi du 12 juin 1816, à faire vendre aux enchères les divers immeubles de la succession par-devant le juge de paix du quartier du sud de la ville de Liège, lieu de l'ouverture de la succession, et par le ministère d'un notaire à commettre.

Les tuteur et subrogé-tuteur des enfants Pinsonnat déclarèrent acquiescer à la vente demandée, en faisant observer de leur côté qu'il serait difficile de fixer au juste la valeur des immeubles et de procéder à un partage équitable ; que la vente était d'ailleurs préférable au partage (s'il était même possible), parce que les biens se vendaient à des prix très-élevés, et que, par ce moyen, l'on pouvait doubler les revenus des mineurs.

Quoique la vente fût demandée par tous les intéressés, quoique tous ils reconnussent que le partage était impossible, et bien que les tuteur et subrogé-tuteur des cohéritiers mineurs eussent déclaré que la vente était préférable au partage dans l'intérêt des mineurs eux-mêmes, cependant le tribunal civil de Liège a cru devoir, contrairement à la volonté de tous les intéressés et aux conclusions du ministère public, rejeter la demande d'autorisation de vendre, par le motif que les immeubles de la succession seraient commodément partageables.

Les intéressés, envisageant cette décision comme leur causant préjudice, l'ont portée devant la Cour pour en demander la réformation. Ils ont fondé leur appel : 1° Sur ce que les biens dont il s'agit ne sont pas commodément partageables ; ce qui suffit pour en faire ordonner la vente, à cause du grand nombre d'intéressés, à cause des parts *intégrales* qui leur appartiennent, et aussi à cause de l'impossibilité de former des *lots égaux*, et, par suite, de tirer les lots au sort ;

2° Sur ce qu'aujourd'hui que les biens se vendent très-chers, la vente ne pouvait qu'être avantageuse à toutes les parties ;

3° Sur ce que le partage, fût-il même possible, serait préjudiciable aux cohéritiers qui obtiendraient dans leurs lots celles des pièces de terre qui avaient été affermées par le défunt pour des termes très-longs ;

4° Sur ce qu'enfin la vente étant demandée par toutes les parties, et le partage étant reconnu impossible par tous les intéressés, il n'appartenait pas au tribunal de rejeter, ainsi qu'il l'avait fait, la demande d'autorisation de vendre qui lui était soumise ;

Qu'en conséquence, il plût à la Cour mettre à néant l'appellation et le jugement dont était appel au chef ci-dessus ; émendant, autoriser les intéressés à faire vendre aux enchères les immeubles dont il s'agit par-devant le juge de paix des cantons...

AA&K.

LA COUR ; — Attendu que la loi du 12 juin 1816 a aboli toutes les dispositions et formalités prescrites par les lois à l'égard de l'aliénation publique d'immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs, ainsi qu'à l'égard du partage et de la licitation des successions auxquelles sont intéressés des mineurs comme copartageants ;

Attendu que les immeubles de la succession dont il s'agit ne sont pas commodément partageables à cause du grand nombre des parties intéressées, parmi lesquelles se trouvent deux mineurs ; qu'il y a, pour ainsi dire, impossibilité de former des lots égaux, eu égard à la nature des biens, dont une partie a été affermée par le défunt pour des termes très-longs, de sorte qu'il n'y a d'autre moyen de sortir de cette indivision que la vente de ces immeubles ;

Attendu que le § 3 de l'article 1^{er} d. ladite loi accorde aux majeurs qui ont des immeubles leur appartenant en commun avec des mineurs la faculté de s'adresser par requête, sans autorisation préalable du conseil de famille, au tribunal de première instance, à l'effet d'être autorisés à la vente ; que, dans l'espèce, les majeurs, qui étaient unanimement d'accord, se sont exactement conformés au prescrit de cet article en s'adressant, à cet effet, par requête, au tribunal de première instance de Liège ; que les tuteur et subrogé-tuteur, après avoir pris inspection de ladite requête, et pour les motifs y déduits, y ont entièrement adhéré dans l'intérêt de ces mineurs, surtout que les biens se vendent aujourd'hui à un prix très-élevé, d'où il suit qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée ;

Par ces motifs..., autorise les appelants à faire procéder à la vente par licitation des immeubles de la succession dont il s'agit devant le juge de paix des cantons sud et ouest de la ville de Liège...

Du 29 janvier 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

EXPROPRIATION.

Bruxelles, 29 janvier 1840, 2^e espèce. (*Pasic.*, 1841, page 31).

DEGRÉS DE JURIDICTION.

Liège, 30 janvier 1840 (*Pasic.*, 1841, page 14).

SAISIE-ARRÊT. — MISE EN DENEUR.

Aucune loi n'exige qu'avant de pratiquer une saisie-arrêt on fasse au débiteur commandement de payer (1). (Code de procédure, art. 559.)

Du 30 janvier 1840. — Cour de Bruxelles.

EXPROPRIATION.

Bruxelles, 31 janvier 1840 (*Pasic.*, 1841, page 27). — Voyez aussi Bruxelles, 8 février 1840 (*Pasic.*, 1842, page 81).

BILLET A ORDRE. — NON-COMMERÇANT. — COMPÉTENCE.

Lorsque sur la demande en paiement d'un billet à ordre souscrit par un particulier non-commerçant, aucune personne reconnue marchande n'est citée en cause, y a-t-il lieu de la part du tribunal de commerce de se déclarer incompétent, bien que le billet fût revêtu de signatures d'individus négociants (2)? (Code de comm., art. 638.) — Rés. aff.

Le sieur Lemoigne avait fait assigner le sieur Vannierstraeten, propriétaire, en paiement de deux billets souscrits par ce dernier à son ordre. Le défendeur excipait d'incompétence, en soutenant que les billets souscrits par lui n'étaient pas des lettres de change, mais de simples promesses qui n'avaient pas pour cause des opérations de commerce, et que lui, défendeur, n'avait jamais été négociant. Le demandeur repoussa cette exception en disant que le premier des deux billets contenait des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants; que par suite, aux termes de l'article 637 du Code de commerce, le tribunal était compétent. Le tribunal, par jugement du 14 mars 1839, se déclara compétent pour connaître du premier des deux billets, et statuant sur le second de ces billets, il admit le demandeur à prouver que l'appelant était marchand lorsqu'il l'avait souscrit, et qu'il s'était obligé à raison d'une opération de commerce. — Appel. — Arrêt du 6 décembre 1839 qui, considérant que les parties sont contraires en fait sur la nature de la profession que l'appelant exerçait lors de la création des billets, admet l'intimé à prouver que l'appelant était marchand lorsqu'il avait souscrit les billets dont il s'agit. Des enquêtes eurent lieu.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que de la déposition des témoins entendus à l'audience de ce jour, il ne résulte pas à suffisance de droit que l'appelant aurait exercé un commerce au mois de juin et de juillet 1838, ni qu'il aurait acheté les marchandises que l'intimé lui a vendues pour les revendre;

Attendu qu'aucune personne reconnue marchande n'est citée en cause, et que dès lors l'article 637 du Code de commerce est sans application à l'espèce;

Par ces motifs, M. Cloquette entendu et de son avis..., dit que le tribunal de commerce était incompétent, etc.

Du 1^{er} février 1840. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

SAISIE-GAGERIE. — RÉCOLTES. — HUISSIER. — TÉMOINS.

Il résulte de la combinaison du titre IX,

(1) Voy. Roger, *Tr. de la saisie-arrêt*, n° 138; Montpellier, 5 août 1807; Dalloz, t. 16, p. 275; Bioche, v° *Saisie arrêt*, n° 40.

(2) Voy. Brux., 15 déc. 1838 et 1^{er} fév. 1840,

et en sens contraire Brux., cass., 25 juin 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 113); Brux., 3 fév. et 10 juillet 1844 (*Pasic.*, 1845, p. 228). Voy. aussi un arrêt de Bruxelles du 20 novembre 1814.

lire V, 1^{re} partie, du Code de procédure, avec les articles 821 du même Code et 43 du tarif, que l'huissier qui procède à une saisie-gagerie qui porte sur des récoltes ne doit pas être assisté de témoins (1). (Code de proc., art. 585, 821, 626 et suiv.; tarif, art. 51 et 61.)

Du 1^{er} février 1840. — Cour de Brux.
— 2^e Ch.

1^o CIMETIÈRES. — BELGIQUE. — PROPRIÉTÉ. — 2^o PASSAGE (SERVITUDE DE). — PRESCRIPTION. — 3^o PRESCRIPTION. — SERVITUDE. — CIMETIÈRES.

1^o Les cimetières en Belgique appartiennent aux églises et non pas aux communes (2).

2^o La précarité d'un droit de passage à pied n'empêche pas la prescription, par les voies légales, de la servitude de passage avec chevaux, chariots et bestiaux.

3^o Les cimetières sont res sacræ, portant imprescriptibles pour la partie comme pour le tout.

Si l'on a pu admettre quelques modifications à ce principe d'imprescriptibilité, ce n'est que lorsque le droit exercé n'avait rien de contraire, soit à la sainteté, soit à la destination de la propriété sacrée.

Le droit de passer avec chevaux, chariots et autres voitures ne serait pas de nature à être admis dans l'exception : il en serait autrement d'un simple droit de passage à pied.

La fabrique de l'église de Westroosebeke a intenté, contre le sieur Perneel, l'action *servitutis negatoria* : le cimetière, disait-elle, ne peut être grevé d'aucune servitude.

Le sieur Perneel offrit de prouver que de temps immémorial il avait passé par le cimetière, non-seulement à pied, mais encore avec chevaux, chariots et bestiaux.

Il fut admis à faire cette preuve, par jugement du 30 avril 1835.

Appel par la fabrique, fondé, 1^o sur ce que le passage à pied par le cimetière a toujours été précaire, puisque depuis l'année 1626, les auteurs du sieur Perneel payaient une certaine somme à l'église à titre de reconnaissance pour le passage à pied ; sur ce que, par conséquent, le sieur Perneel n'avait pu prescrire ni le passage à pied, ni le passage avec chevaux, chariots et bestiaux, dans lequel le passage à pied est nécessairement compris ; 2^o sur ce que les cimetières sont choses sacrées et que les choses sacrées sont imprescriptibles.

Appel incident par le sieur Perneel. La fabrique, dit-il, est non recevable, car les cimetières appartiennent aux communes et non pas aux églises.

Le ministère public, en portant la parole dans cette cause, a dit en substance.

Sur l'appel incident. — En France, les cimetières appartenaient autrefois aux communes ; c'est ce qui résulte de la déclaration du 10 mars 1776, article 8 (Merlin, Rép., v^o Cimetière, n^o 12). — En Belgique, les cimetières étaient la propriété des églises, c'est ce que démontre l'édit du 26 juin 1784 (Placards de Flandres, append., 13^e partie, p. 1815). Cet édit, qui a servi de modèle au décret du 23 prairial an xn, a eu pour but de transférer hors de l'enceinte des villes et bourgs les cimetières autrefois attenants aux églises ; il ordonne aux administrateurs des paroisses, *aen de bestiaers der parochien*, d'acheter de leurs deniers le terrain nécessaire aux nouveaux cimetières, sur l'indication qu'en fera le magistrat, article 10 ; de vendre à leur profit et par portions le terrain des anciens cimetières, article 18 ; il réserve au magistrat la faculté de retenir la partie de ces anciens cimetières qui pourrait servir, dans l'intérêt des habitants, à ouvrir des marchés, élargir des rues, etc., mais à la charge d'en payer le prix, d'après expertise, aux administrateurs des paroisses, article 16. — Et qu'on ne dise pas que cet édit ne concernant que les cimetières des villes et bourgs, on ne peut en tirer argument, quant aux cimetières des communes rurales ; car d'abord on ne conçoit pas de motif de différence ; l'origine des cimetières a été la même à la campagne que dans les villes et bourgs. Partout les cimetières sont une

(1) Voy. Carré, n^o 2115 ; Dalloz, v^o Saisie-gagerie, n^o 5.

(2) Voy. Brux., cass., 13 août 1839. Mais voyez Liège, 11 août 1841 (Panc., p. 297).

dépendance de l'église, un accessoire obligé : *Cæmeterium*, dit Van Espen, *Jus univ. eccles.*, 2^e part., titre XXXVIII, n^o 21, *tantum parlem et appendicem, aut verius aream vel porticum ipsius...* — Les cimetières vont de pair avec les églises. (Dege-wiet, *Inst. du droit belge*, 2^e part., titre 1^{er}, § 5, article 1^{er}.) Une église à la campagne est le plus souvent entourée des quatre côtés par le terrain du cimetière; comment concevoir dès lors que la propriété de ce terrain pût résider en d'autres mains que celle de l'église elle-même, et qu'ainsi l'église fût comme une île ou comme un bâtiment sans issue, enclavé au milieu d'une propriété étrangère? Mais il y a plus, il est si vrai que les mêmes principes s'appliquent aux cimetières des communes rurales et à ceux des villes et bourgs, qu'il a fallu un nouvel édit, celui du 2 août 1784, pour statuer qu'un des articles de l'édit du 26 juin, à savoir, l'article 2, ne concerne pas les cimetières du plat pays (*Plac. Fland.*, à la suite de l'édit du 26 juin 1784). — Ce qui démontre ultérieurement qu'autrefois en Belgique les cimetières appartenaient aux paroisses ou aux églises et non pas aux communes, c'est 1^o que l'article unique du chapitre 4 des coutumes de la chatellenie d'Ypres impose aux *maîtres d'église* l'obligation de louer les cimetières, et de ne les louer pour aucun autre usage que pour les faucher et en couper les herbages : or, généralement parlant, le droit de louer suppose que l'on est propriétaire; c'est 2^o qu'un trésor trouvé dans un cimetière, de même qu'un trésor trouvé dans l'église elle-même, appartenait à l'église. Telle est la doctrine qu'enseigna Zypæus, vicaire général à Anvers, dans son *Tr. de jurid. eccles. et civ.*, chapitre 83, n^{os} 5 et 6. Or ce droit au trésor découle du droit de propriété.

Tel était l'état des choses, quand sont venues les lois révolutionnaires.

En France, le décret des 28 octobre-5 novembre 1790, en nationalisant les biens du clergé, a excepté momentanément de la mainmise les biens des fabriques (*). Toutefois, à dater de ce décret, les églises et les cimetières apparteniront à la nation. Et en effet il est difficile de ne pas comprendre les églises et leurs accessoires, les cimetières, sous la dénomination si générale de *biens*

du clergé, employée par le décret des 28 octobre-5 novembre 1790, ou sous celle de *biens ecclésiastiques*, employée par la loi des 2-4 novembre 1789. Aussi l'article 33, titre II, du décret des 28 octobre-5 novembre 1790 (titre intitulé *De l'administration des biens nationaux en particulier*), porte-il qu'il sera incessamment pourvu aux moyens de fournir, à compter du 1^{er} janvier 1791, aux réparations et entretien des *églises* paroissiales, des presbytères, des clôtures de *cimetière*, ainsi qu'à la dépense des livres, vases sacrés, ornements, etc.

En Belgique, les biens du clergé, et même les *biens des fabriques* proprement dits, ont été nationalisés en même temps par l'arrêté du 17 ventôse an vi, lequel a publié en Belgique le décret des 28 octobre-5 novembre 1790, sans l'ajournement (voy. *Pasinomie*, t. 8, p. 13; annot. belg., t. 1, p. 23, *ibidem*). On a contesté cette proposition, par le motif que ni le décret des 6-15 mai 1791, ni le décret des 13-14 brumaire an ii, n'ont jamais été publiés en Belgique. Mais ce n'est pas dans ces deux décrets, c'est dans celui des 28 octobre-5 novembre 1790 qu'il faut chercher la nationalisation des églises et des cimetières.

Mais l'arrêté du 7 thermidor an xi a rendu à leur destination les biens des fabriques non aliénés. Question de savoir si, dans cet arrêté, les mots, *biens des fabriques*, comprennent les cimetières? En d'autres termes, si ce mot y est employé dans le sens restreint qu'il avait autrefois, c'est-à-dire comme ne comprenant que les fonds et revenus affectés au service du culte dans une église déterminée, ou bien *sensu latiori*, comme comprenant tout le temporel ecclésiastique dont la surveillance et l'administration étaient attribuées aux fabriques, aux termes de l'article 76 de la loi du 18 germinal an x?

C'est dans ce dernier sens qu'il faut interpréter l'arrêté de thermidor. D'abord cette interprétation convient mieux à la nature même des choses, les fabriques ne sont pas propriétaires; quand on dit *biens des fabriques*, on entend les biens dont les fabriques ont l'administration au nom et dans l'intérêt de l'église à laquelle elles sont attachées (*). — Or, parmi les biens dont les fabriques ont l'administration, à partir du

(*) Les biens des fabriques, proprement dits, n'ont été nationalisés que longtemps après : décret des 13-14 brumaire an ii (5 novembre 1793).

(*) C'est ainsi que le décret du 30 mai 1806 porte que les églises et presbytères..., font partie des biens restitués aux fabriques. Voy. aussi les décrets du 17 mars 1809 et du 8 novembre

concordat de l'an x, figurent en première ligne les églises, et par conséquent leurs accessoires, les cimetières : « Article 76. Il « sera établi des fabriques pour veiller à « l'entretien et à la conservation des temples... »

A l'appui de cette interprétation de l'arrêté de thermidor, l'on peut ajouter les considérations suivantes : 1° une fois la réconciliation opérée entre le saint-siège et la république par la loi organique de germinal an x, dont l'article 75 mettait à la disposition des évêques les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, le gouvernement a voulu réparer autant que possible les désordres des spoliations révolutionnaires. Or, pour atteindre ce but, il fallait que la restitution comprît au moins ce qui restait des biens ayant appartenu aux églises avant la mainmise nationale ; 2° il a été prouvé ailleurs que les biens des fondations, bénéfices simples, qui autrefois n'étaient pas non plus considérés comme biens des fabriques, étaient néanmoins également compris sous les mots biens des fabriques, de l'arrêté de thermidor an xi : cette preuve résulte notamment du texte de l'arrêté interprétatif du 28 frimaire an xii (*Pasinomie*, t. 12, p. 29; annot. belg.), arrêté non publié en Belgique, mais adressé au ministre des finances chargé de son exécution au nom du gouvernement, et rappelé du reste dans l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807, portant ayant force de loi. — Les différents biens, rentes et fondations chargés de messes, anniversaires et services religieux, faisant partie des revenus des églises, sont compris dans les dispositions de l'arrêté du 7 thermidor an xi. « Sur quoi l'instruction du ministre du 6 pluviôse an xii (*Pasinomie*, *ibid.*) observe qu'il résulte de cette décision que les biens non aliénés et les rentes non transférées, affectés à ces donations, doivent être rendus aux fabriques ou églises auxquelles elles appartiennent... » Cela étant, on peut dire, si le gouvernement de l'an xi rendait à leur ancien propriétaire les biens et rentes, et même les biens des fondations érigées en bénéfices simples, biens qui devaient relever la splendeur du culte, à plus forte raison lui rendait-il les églises et les cimetières, première nécessité du culte. Les églises avec leurs cimetières étaient les pre-

miers biens à restituer... (ces considérations ne frappent que sur les cimetières de la Belgique qui, avant la nationalisation, appartenaient aux églises).

Sur l'appel principal : il est constaté en point de fait que, depuis l'année 1626 jusqu'à ce jour, une redevance nouvelle a été payée à titre de *recognitio*, pour le passage à pied par le cimetière de Westroosbeke. Mais est-ce à dire pour cela que les héritiers Pernel n'auraient pu acquérir par les voies légales la servitude de passage avec chevaux, chariots et bestiaux ? Le précaire inhérent au droit de passage à pied, *ius itineris*, ne doit pas être étendu à la servitude *viae et actus*. En vain objecte-t-on que l'existence de la servitude *viae et actus*, sans le droit d'*iter*, amènerait un résultat contraire à la loi 1^{re}, ff., de *servitud. pred. rust.*, et non moins contraire à la saine raison, puisque le tout ne comprendrait pas la partie. Sans doute la servitude *viae* comme la servitude *actus* comprend ce qu'on nomme *iter*, en ce sens que si l'on a le droit de conduire chevaux, chariots et bestiaux, il est naturel qu'on ait aussi le droit d'accompagner à pied les chevaux, chariots et bestiaux. C'est là ce que dit la loi citée, c'est aussi ce qui résulte de la loi 1^{re}, ff., de *adimendis vel transf. legatois* : *qui actu legato iter adimat, nihil adimit. quia nunquam actus sine itinere esse potest*. Sur quoi la glosse de Godefroid observe : *Cur? quia iter ad actum est pars substantialis. partis autem substantialis odemptio nihil valet*. On peut citer encore dans le même sens la loi 38, ff., de *verb. oblig.* : *sed qui actum stipulatur, deinde iter. posteriori stipulatione, nihil agit; sicut qui decem. deinde quinque stipulatur, nihil agit. Item si quis fructum, deinde non stipulatus fuerit, nihil agit*. La loi 9, § 2, ff., de *verborum significat.*, contient la même disposition. — Mais la servitude *actus*, la servitude *viae* ne contient pas la servitude *itineris*, en ce sens que celui qui a le droit d'accompagner à pied les chevaux, chariots et bestiaux, n'a pas pour cela le droit de passer à pied, sans chevaux, chariots ou bestiaux. Et c'est ainsi que la loi 4, § 1^{re}, ff., si *serv. vind.* dit *in terminis* : *qui iter sine actu, vel actum sine itinere habet, actione de servitute utitur*. C'est encore ainsi que la loi 11, § 6, ff., de *except. rei jud.* dit : *Si quis iter petierit, deinde actum petat, puta fortius defendendum, aliud rideri tunc petitum, aliud nunc; atque ideo exceptionem rei iudicatae cessare*. Sur quoi la glosse observe : *Cur? quia potest actus*

1810, cités dans Dalloz, *v° Fabriques des églises*, n° 9, 1^{re}.

esse simplex sine itinere, et ita potest mihi non competere iter, et competere tamen actus. — Cette distinction entre le passage à pied accompagnant le droit *actus* ou *via*, et le passage à pied pris isolément, est celle de tous les interprètes du droit romain, à commencer par Accurse. Voici ce que dit à cet égard Faber, *Conject. juris*, lib. 1, chap. 20, et ce qu'il dit est conforme à la saine raison : *Servitus actus sine servituti itineris esse potest, at sine itinere esse non potest. Eum namque qui agit, ire quoque necesse est; sed cum non agit, ire eum non est necesse, nec sine promissoria magna injuria constitui aliter posset, qui cum una dumtaxat servitute obligatus se voluerit, duplici tamen incommodo afficeretur.*

En ce qui concerne le second moyen invoqué à l'appui de l'appel principal, le ministère public a pensé que si en effet les cimetières sont choses sacrées, et partant hors du commerce privé, ce principe était ici sans application, d'abord parce que le chemin, dit *petit ommevang-weg*, par lequel le passage était réclame, ne faisait pas partie du cimetière proprement dit, c'est-à-dire du terrain destiné aux inhumations, ensuite parce que cette servitude, par cela seul qu'elle existerait depuis plus de trente ans, ne pouvait être considérée comme contraire à l'usage sacré du cimetière. Voy. Ferrière, sur l'article 200 de la coutume de Paris; Proudhon, *Dom. pub.*, 1, n° 372; Merlin, v° *Cimetière*, n° 9; Troplong, *Prescriptions*, n° 173).

Cette dernière conclusion n'a pas été admise par la Cour d'appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur l'appel incident :

Attendu que dans ce pays les cimetières appartenaient anciennement aux fabriques d'église; que cette propriété leur a même été reconnue par plusieurs dispositions légales, notamment par édit du 16 juin 1784, connue aussi par la jurisprudence (arrêts du parlement des Flandres des 6 avril 1688 et 25 avril 1691, rapportés par d'Hermaville);

Attendu qu'en Belgique les biens des fabriques, et partant les cimetières qui leur appartenaient, ont été réunis au domaine par suite de la publication des articles 1^{er} et 2, titre 1^{er}, de la loi des 28 octobre-5 novembre 1790, faite dans ce pays par l'arrêté du Directoire exécutif du 17 ventôse an vii, et que celles de ces propriétés qui n'avaient pas été aliénées ont été resti-

tuées aux fabriques dépossédées par arrêté du 7 thermidor an xi;

Attendu que, par suite de ce dernier arrêté, la fabrique de l'église de Westroosebeke est rentrée dans la propriété du cimetière qui entoure l'église, et que d'ailleurs, en supposant même qu'en Belgique les biens des fabriques n'eussent pas été nationalisés, il s'ensuivrait que la fabrique de l'église de Westroosebeke n'aurait jamais été dépossédée, et que partant elle aurait conservé la propriété de son cimetière;

Attendu que la fabrique appelante, ayant ainsi suffisamment fait constater son droit de propriété au cimetière dont s'agit, est recevable à intenter l'action négatoire, objet du présent litige.

Sur l'appel principal :

Attendu que le droit de servitude que la partie intimée veut établir par prescription aurait dû avoir été acquis avant la publication du Code civil, qui rejette aujourd'hui tel mode d'acquisition de pareilles servitudes, et qu'ainsi il faut nécessairement recourir à l'ancien droit pour examiner si les intimés ont pu acquérir par prescription la servitude qu'ils réclament;

Attendu que, sous nos anciennes coutumes, la matière des servitudes était particulièrement réglée selon le droit romain, d'après lequel les choses sacrées étaient placées hors du commerce, de sorte que n'étant pas susceptibles d'une propriété privée, elles ne pouvaient ainsi, ni en tout ni en partie, rentrer dans le domaine des particuliers, et moins aussi longtemps que leur destination était maintenue;

Attendu que si l'on a pu admettre quelques modifications à ce caractère d'imprescriptibilité, ce n'est que lorsque le droit exercé n'avait rien de contraire, soit à la sainteté, soit à la destination de la propriété sacrée;

Attendu en fait que les cimetières sont réputés propriétés sacrées;

Attendu que le droit de passer sur un cimetière avec chevaux, chariots et autres voitures, est de nature à compromettre non-seulement la sainteté, mais encore l'usage religieux auquel de tels lieux sont destinés, vu qu'il répugne de voir fouler avec chevaux, chariots ou autres voitures des terrains qui ont pareille destination, et que d'ailleurs l'exercice de semblable servitude, non seulement nuirait à l'isolement dont un esprit religieux cherche à environner de pareils lieux, mais pourrait encore y entraver les exercices pieux et les cérémonies religieuses qui à la campagne accompagnent communément les inhumations, lorsque,

comme dans l'espèce, l'église est attenante au cimetière ;

Attendu que devant cette Cour les intimés ont inconnu que le terrain par eux désigné sous le nom de *kleggen ommevang*, où ils entendent exercer la servitude de passage avec chevaux, chariots et autres voitures, aurait fait partie intégrante du cimetière ;

Attendu qu'avant d'indaguer sur l'existence de la même servitude, il faut préalablement vider l'exception d'imprescriptibilité posée par la fabrique appellante, et que, d'après ce qui précède, la décision sur cette exception est dépendante d'un fait contesté, dont la vérification incombe à la partie qui l'allègue.

En ce qui touche le droit de passage à pied, que les intimés réclament également :

Attendu que pareille servitude, dût-elle même être exercée sur un cimetière, n'est pas de nature à compromettre la destination ou la sainteté de pareils lieux ; que l'église de Westroosebeke l'a suffisamment reconnu elle-même, puisque, d'après son propre allégué, pareil passage a, depuis plus de deux cents ans, été concédé par elle moyennant une rétribution annuelle à titre de *recognition*, de sorte que les intimés ou leurs auteurs ont pu acquérir une telle servitude par titre ou par prescription, libre dans ce dernier cas à l'église de Westroosebeke, en terme de preuve contraire, de prouver que ce passage ayant eu lieu à titre précaire, est inopérant à l'effet d'établir l'acquisition du droit par prescription ;

Par ces motifs, où les conclusions de M. l'avocat général Colinez, déclare non fondé l'appel incident, et statuant sur l'appel principal, met à néant le jugement dont appel, en tant qu'il a prématurément admis à preuve de la prétendue servitude de passage avec chevaux, chariots et autres voitures, et avant de faire ultérieurement droit sur la pertinence de pareille preuve, admet l'église appellante à prouver que le terrain sur lequel on veut exercer cette servitude faisait partie intégrante du cimetière ; admet les intimés à la preuve contraire ; confirme le même jugement, en tant qu'il admet les intimés à justifier d'un passage à pied, etc.

Du 3 février 1840. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

SOCIÉTÉ ANONYME.

Bruxelles, 3 fév. 1840. — Voy. 31 dcc. 1839 (*Passic*, 1841, p. 67).

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — COMMUNICATION.

Il peut être statué à l'audience sur la requête en interrogatoire sur faits et articles sans communication préalable à la partie, et sans qu'elle soit appelée et entendue.

Marie-Catherine Charlier, épouse actuelle du sieur Joseph Forgeur, commis-greffier, et celui-ci, formèrent contre Bernimolin une demande tendante à voir annuler comme frauduleux, ou rescinder pour cause de lésion, un acte du 28 juin 1830, par lequel Bernimolin et Marie-Charlier, alors son épouse, ont fait le règlement de leurs droits sur la communauté préalable au divorce par consentement mutuel qu'ils projetaient, et qu'ils ont réalisé depuis lors.

Un arrêt de cette Cour, du 5 août 1839, admit Bernimolin à prouver une série de faits tendants à établir que l'acte attaqué n'a jamais été infecté d'aucun des vices que les époux Forgeur lui reprochaient. Des témoins respectables sont venus attester la vérité de ces faits, et les époux Forgeur ont dû renoncer à combattre ces témoignages par une preuve contraire.

On a reproché audit Bernimolin de craindre la lumière ; voulant donner à la justice une nouvelle preuve du contraire, il a présenté à la Cour une requête tendante à faire interroger personnellement, et sous la foi du serment, Marie-Catherine Charlier, sur les faits admis par l'arrêt du 5 août 1839 : il s'est fondé sur ce qu'on ne pouvait contester la pertinence des faits ; — Que la Cour avait déjà reconnu qu'ils concernaient la matière ; — Que l'interrogatoire peut avoir lieu en tout état de cause ; — Qu'il n'était pas douteux que la Cour, conformément aux articles 324 et 325 du Code de procédure civile, n'ordonnât l'interrogatoire demandé.

M. l'avocat général Brixhe a pris des conclusions en ces termes :

« A l'occasion de la requête présentée à la Cour par le sieur Bernimolin, et qui tend à un interrogatoire sur faits et articles, s'élève la question de savoir si cette demande ne doit pas être portée par la partie qui la forme à l'audience publique de la Cour, son adversaire dûment notifié et appelé :

« Attendu que tout *appointement* ou *ordonnance sur requête* se délivre, en général, sur le simple exposé fait par la partie qui procède ;

« Attendu que les faits et articles dont il s'agit sont présentés par *requête*, en conformité de l'article 325 du Code de procédure civile, et que ce même article, en prescrivant que le jugement sur cette requête soit rendu à l'audience, entend si peu que la partie adverse ait communication de la requête, et soit entendue avant ce jugement, que l'article 329 n'exige la signification de cette requête que *vingt quatre heures avant l'interrogatoire*; — Que c'est ce que confirme l'article 79 du tarif du 16 février 1807, ayant force de loi, portant : « Cette requête ne sera point signifiée » ni la partie appelée *avant* le jugement » qui admettra ou rejettera la demande à fin de faire interroger; elle ne sera signifiée qu'avec le jugement et l'ordonnance du juge commis pour faire subir l'interrogatoire; »

« Attendu toutefois que, lorsque la pertinence des faits articulés paraît ne pouvoir être suffisamment appréciée sur le narré d'une seule partie, il est libre aux juges de renvoyer la requête en jugement, pour être statué contradictoirement à l'audience; mais que ce n'est là qu'une faculté abandonnée à la conscience des magistrats, et que, dans l'espèce, les faits posés sont pertinents, puisqu'ils sont la reproduction littérale de ceux dont la preuve a déjà été admise par l'arrêt de la Cour du 5 août 1839;

« Attendu, d'ailleurs, qu'il est de jurisprudence généralement suivie et admise par la Cour que la partie contre laquelle un interrogatoire est demandé est recevable à former opposition au jugement d'admission de la requête, pour contester la pertinence des faits; qu'ainsi ses droits sont sauvegardés;

« Estime qu'il doit être statué sur la requête dont il est question, à l'audience, sans communication préalable à la partie dont l'interrogatoire est demandé, et sans l'appeler ni l'entendre. »

ARRÊT.

LA COUR; — Vu la requête présentée par l'appelant Bernimolin, contenant demande à fin de permis de faire interroger sur les faits énoncés en icelle l'intimée Charlier, épouse Forgeur; vu également l'avis de M. l'avocat général Brixhe; sur le rapport fait par M. le président;

Attendu que lesdits faits sont pertinents et admissibles, autorise l'appelant Bernimolin à faire interroger l'intimée Charlier,

épouse Forgeur, sur les faits suivants, etc.

Du 5 février 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

COMMUNE. — CREANCE. — DÉCHÉANCE.

Il y a déchéance contre une commune à laquelle il était dû une indemnité à raison de la suppression d'un droit de péage, si elle a négligé de faire liquider sa créance antérieurement à l'an IX.

Par exploit du 11 novembre 1833, le ministre des finances, en la personne du directeur du domaine à Liège, et le gouvernement belge, en la personne du gouverneur de la province de Liège, ont été assignés devant le tribunal civil de Verviers, aux fins de remboursement d'une somme de 97,245 francs 90 centimes par la ville de Verviers, montant d'avances par elle faites pour la construction de la chaussée de Verviers à Theux, plus les intérêts légaux à dater de l'époque où le gouvernement s'est emparé de cette chaussée. Elle fondait cette demande sur les recès des trois corps des états du pays de Liège et comté de Looz, en date des 23, 24 et 26 décembre 1769, et sur l'octroi du prince de Liège du 4 juillet 1770.

L'administration articula « qu'attendu que la ville de Verviers avait été dépossédée, en vertu de lois expresses, tant des chaussées qu'elle avait fait construire que du droit de barrière qu'elle y percevait, et que cette dépossession avait eu lieu sans indemnité;

« Attendu d'ailleurs que, dans la fausse supposition que la ville de Verviers aurait été habile, à quelque époque que ce soit, à former des réclamations en indemnité du chef de la dépossession dont il s'agit, elle en serait forclosée depuis longtemps, par suite de la déchéance prononcée contre les communes qui avaient des créances à réclamer à charge du gouvernement;

« Attendu, dans tous les cas, que l'action de la demanderesse se serait éteinte par prescription. »

L'on concluait par suite à ce que la ville fût déclarée non recevable, et subsidiairement mal fondée dans son action.

Le 29 décembre suivant, la ville de Verviers fit signifier « qu'attendu qu'aucune des dispositions par suite desquelles la ville de Verviers a pu être dépossédée des péages qui lui avaient été assurés sur la chaussée de Verviers à Theux n'a exclu le principe

de l'indemnité, lequel est de droit et n'avait pas besoin d'être rappelé ;

« Attendu, d'ailleurs, qu'il n'existe aucune loi qui ait prescrit à peine de déchéance la fixation de cette indemnité, et qu'au surplus le droit de la demanderesse n'a pu être atteint par aucune prescription ;

« Attendu, en fait, qu'à toutes les époques utiles, la ville de Verviers n'a cessé de réclamer ;

« Attendu enfin qu'à supposer qu'antérieurement elle eût pu avoir été sans droit, et qu'elle eût pu être déchue, il est incontestable que ce droit aurait été reconnu, et elle aurait été habilitée à le faire valoir par l'arrêté-loi du 23 janvier 1815, et par l'exécution qu'il a reçue. »

Par suite l'on concluait pour la ville à ce que les conclusions reprises dans son exploit introductif d'instance lui fussent adjugées.

C'est dans cet état que la cause s'est présentée à la décision des premiers juges, qui ont rendu le jugement suivant :

« Dans le droit, le droit réclame par la ville de Verviers, s'il a existé, n'est-il pas éteint par confusion ou par déchéance ?

« Considérant que, par divers recès des souverains des années 1769 et 1770, la ville de Verviers a été autorisée à construire une chaussée de Verviers à Theux, et de percevoir les droits de barrière pour se couvrir des frais de construction et d'entretien, sous la condition que les états du pays pourraient reprendre la route en payant les frais de construction ou 80,000 florins s'ils excédaient cette somme ;

« Considérant que la ville de Verviers était depuis longtemps en possession des revenus de la route lorsque l'arrêté du 24 brumaire an v supprima en Belgique tous les impôts directs ou indirects, notamment les droits de barrière sur les grandes routes, sans rien statuer sur la question d'indemnité envers les possesseurs évincés ;

« Considérant que, dans la supposition où cet arrêté aurait réservé un droit d'indemnité même à des communautés, et par suite à la ville de Verviers, ce droit, consistant dans l'équivalent du produit de la route, aurait pris naissance dès l'an v, c'est-à-dire lors de la publication de l'arrêté ;

« Considérant que la loi du 3 prairial an vi a attribué à l'Etat les biens et les dettes des communes belges ; que, dès lors, le gouvernement français serait devenu créancier et débiteur du droit dont il s'agit, lequel se serait ainsi éteint par confusion ;

« Considérant que si l'arrêté du 9 thermidor an ii a restitué aux communes belges leurs biens, à charge de payer leurs dettes, il n'a pas fait revivre les droits des communes à charge de l'Etat ; que, par compensation, elles ont été libérées de leurs dettes envers lui à dater de cet arrêté, confirmé sous ce rapport, en termes formels, par l'article 8 du décret du 21 août 1810 ; qu'aussi le décret du 23 février 1808 statue expressément, sans distinction entre la France et la Belgique ou les neuf départements réunis, que le conseil de liquidation doit rejeter sans exception toutes les créances réclamées par les villes et communes à charge de l'Etat ;

« Considérant que, depuis l'arrêté du 24 brumaire an v jusqu'à celui du 3 prairial an vi, et ensuite depuis le 9 thermidor an xi, vu la suspension forcée résultant de l'arrêté du 3 prairial, la ville de Verviers aurait dû faire liquider ses prétentions contre le gouvernement, ce qui a été rappelé par la loi du 9 vendémiaire an vi, qui a rétabli ces droits de barrière au profit de l'Etat, et par celle du 24 frimaire de la même année ;

« Considérant que la créance de la ville serait au besoin frappée de déchéance par les décrets des 23 février 1808 et 13 décembre 1809, non publiés à la vérité, mais dont la loi du 13 janvier 1810, article 12, a ordonné l'exécution en statuant au surplus que la suppression du conseil de liquidation aurait lieu à dater du 1^{er} juillet 1810, époque où toutes les réclamations devaient être liquidées ; d'où la conséquence qu'à défaut de liquidation ou d'inscription au grand-livre, le créancier se trouvait sans titre, c'est-à-dire déchue, eût-il même réclame comme l'ont fait les administrations de la ville de Verviers ;

« Considérant que si l'arrêté-loi du 23 janvier 1815 statue que les corps, sociétés, villes ou particuliers, qui, pendant le régime français, par suite de la loi du 6 frimaire an vii, ont été dépossédés sans indemnité de leurs droits à des routes, passages d'eaux, sont admis à adresser leurs réclamations appuyées de titres avant le 1^{er} mai 1815 pour tout délai au commissaire général de l'intérieur, cet arrêté n'a eu évidemment pour but que de réparer dans certains cas particuliers les injustices qui pourraient avoir été le résultat des lois et arrêtés précités, et non pas d'ouvrir ou faire renaitre des droits d'une importance incalculable ; qu'il suffirait d'ailleurs que l'auteur de l'arrêté se fut réservé le

droit d'examiner ou de décider comme il trouverait convenir, et qu'il n'eût rien statué sur l'espèce actuelle, pour que cet arrêté fût demeuré sans effet envers la ville de Verviers;

« Considérant que la loi du 9 février 1818 ne lève pas davantage des déchéances encourues; qu'au contraire, aux articles 5 et 10 elle en établit de nouvelles pour les rentes perpétuelles étrangères au procès actuel, où il ne s'agit que d'une indemnité égale au produit de la route;

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la demande de la ville de Verviers ne peut être accueillie, et qu'il est inutile d'examiner si les lois citées ci-dessus et les réclamations faites à diverses époques par les magistrats de cette ville ont empêché l'accomplissement de la prescription;

« Par ces motifs, le tribunal déclare la ville de Verviers non recevable, et, dans tous les cas, mal fondée dans son action, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par arrêté du Directoire exécutif du 24 brumaire an v, les impositions indirectes, et notamment les droits de barrière sans aucune distinction, ont été supprimés dans les neuf départements réunis; — Qu'à partir de la publication de cet arrêté, la ville de Verviers, par la suppression des péages dont elle était en possession en vertu d'octrois du souverain, a eu droit à une indemnité, formant une créance directe à charge de l'Etat, susceptible d'être liquidée, et portée au grand-livre de la dette publique;

Attendu que les décrets des 25 février 1808 et 13 décembre 1809 ont prononcé la déchéance ou plutôt l'anéantissement de toutes les créances non liquidées antérieures à l'an ix, telles que celle que réclame maintenant la ville de Verviers;

Attendu que la loi du budget du 15 janvier 1810, en prescrivant dans son article 12 que les liquidations qui restaient à faire seraient terminées avant le 1^{er} juillet 1810, conformément aux décrets de 1808 et de 1809, a, par ce rappel à ces décrets, reconnu leur existence légale, et leur a conféré le caractère et la force obligatoire dont ils avaient besoin;

Par ces motifs, met l'appellation à néant... Du 5 février 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

EXPLOIT D'APPEL. — DOMICILE ÉLU.

Est nul l'exploit d'appel signifié au domicile élu dans un commandement préalable à la saisie-exécution, si l'assigné à son domicile dans la commune où doit se faire l'exécution.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 456 du Code de procédure civile, l'appel doit être signifié à personne ou domicile;

Attendu que si l'article 584 du même Code fait exception à cette règle générale en disposant que l'acte d'appel pourra être signifié au domicile élu dans le commandement dans la commune où doit se faire l'exécution, ce n'est que pour le cas où le créancier ne demeure pas dans cette commune;

Attendu qu'il est constant que la compagnie intimée a son établissement à Liège; d'où il suit que l'acte d'appel, ayant été signifié à Liège, au domicile élu chez M^{re} Bertrand, avoué, manque d'une des conditions prescrites par la loi pour sa validité;

Par ces motifs, déclare l'acte d'appel nul.

Du 5 février 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

COUTUME DE LIÈGE. — CONTRAT D'ACCENSE. — BAIL A RENTE.

D'après la coutume liégeoise, le contrat d'accense et le bail à rente n'étaient translatifs de propriété pleine et entière sous la réserve d'une redevance stipulée que relativement aux accenses héréditaires.

Les accenses que faisait la cité de Liège pour les biens provenant de son petit domaine n'avaient jamais lieu à titre perpétuel; elles ne contenaient que la concession de la jouissance de la chose pour un temps limité ou indéfini, jouissance qu'elle se réservait de faire cesser à sa volonté.

Pour procéder à une aliénation irrévocable, elle devait être autorisée à cet effet par le prince en son conseil. (Édits de 1706 et 1710.)

Le jardin dit de la Bombarderie, situé à Liège, rue Mont-des-Tisserands, près la porte Saint-Laurent, faisait autrefois partie des remparts de la cité; il appartenait à la

ville, ainsi que cela résulte d'un recès du 10 mars 1677. Ce jardin a été occupé depuis moyennant une redevance de 15 fl. 15 sols, et ce, à titre d'accense ou de trescens, d'abord par l'avocat Delcreyr, et successivement par sa veuve et ses enfants. Dans les quittances qui leur ont été données de la redevance, celle-ci est constamment qualifiée de trescens.

Par acte passé le 8 janvier 1755 devant Jaminet, les demoiselles Delcreyr subrogèrent le bourgmestre Warnotte dans tels droits qu'elles avaient au jardin litigieux, et là encore la redevance fut mise à charge de Warnotte sous la dénomination de trescens ou accense, comme termes synonymes; de plus, la subrogation se faisait à la charge de la faire agréer, approuver et confirmer; ce qui eut lieu par recès du conseil de la cité du 8 mars suivant, à charge, entre autres, de payer le cens dû à la cité, à raison, porte le recès, de l'accense accordée à l'avocat Delcreyr.

Le 15 mai 1755, pendant que le bourgmestre Warnotte était détenteur du jardin, le conseil de la cité députa, par recès, un commissaire spécial pour faire faire les réparations nécessaires au jardin de la Bombarderie.

Depuis cette époque le jardin litigieux a passé de mains en mains par une suite d'actes, mais toujours à titre de subrogation pure et simple en tels droits que le bourgmestre Warnotte avait transmis lui-même en ces termes, par acte venu le 7 janvier 1756 par-devant le notaire Moreau: « Subrogé une société établie au jardin dont s'agit dans tels droits qu'il a acquis de Marie-Catherine et Marie-Elisabeth-Joséphine Delcreyr sœurs, par acte arrivé le 8 janvier 1755 devant Jaminet, notaire, au regard d'un jardin situé à la porte Saint-Martin, en amont, nommé la Bombarderie, lequel a été approuvé par recès du magistrat de cette cité le 8 mars suivant, comme conste ledit recès qui se trouve au pied dudit acte qui a été remis en mains du sieur Rigo, receveur de ladite société. »

La société, s'étant dissoute, subrogea le sieur Lixon dans tous ses lieux, places, actions et degrés, par acte du 17 février 1793, moyennant le paiement, à sa décharge, de l'accense due à la cité, ainsi que les arriérés.

Le 21 août suivant, Lixon subrogea à son tour son fils en son lieu et place au regard du jardin de la Bombarderie et du bâtiment y construit, « ainsi, porte l'acte, et comme

ils lui ont été cédés par les membres de la ci-devant société y établie, laquelle cession a eu lieu le 17 février 1798, et à charge d'acquitter, tant pour le passé que pour l'avenir, l'accense de 15 florins 15 sols due à la cité, lui ayant remis tous papiers et documents qui étaient en ma puissance concernant l'objet ci-dessus. » Tous les titres relatifs à cette propriété à partir du 8 janvier 1755 ont été retrouvés dans la mortuaire, au décès du sieur Lixon fils, arrivé en 1830.

Le 21 avril 1835, ayant exposé en vente les immeubles de la succession, les héritiers Lixon ont stipulé en termes formels, dans les clauses et conditions relatives au jardin de la Bombarderie, « 1^o que les vendeurs ne cèdent simplement que les droits qu'ils ont à ce jardin, ainsi qu'ils résultent des actes de surrogation suivante: l'un avenant devant M^e Jaminet, notaire, le 8 janv. 1755, et deux autres avenant devant M^e Moreau, notaire à Liège, sous les dates des 7 janvier 1756 et 24 décembre 1774; 2^o que les acquéreurs payeront une redevance annuelle, à titre d'accense, de 15 florins 15 sols, due à la ville de Liège, et résultant de l'acte de surrogation avenant devant Jaminet, notaire, le 8 janvier 1793. »

Le sieur Jamme s'est rendu acquéreur du jardin de la Bombarderie, et le 2 novembre 1835 la ville de Liège a agi contre lui en délaissement. Cette action a été accueillie par jugement du tribunal civil de Liège, en date du 2 décembre 1835, et qui est ainsi conçu :

« Dans le droit, il s'agit de décider, 1^o si la partie demanderesse est fondée dans sa revendication; 2^o en cas d'affirmative, si la partie demanderesse doit compte de la plus-value résultant des constructions et autres ouvrages, ainsi que le solde des contributions foncières;

« Attendu, sur la première question, qu'il a été prouvé dans les débats que feu l'avocat Delcreyr et ensuite ses enfants ont joui de l'immeuble revendiqué par la ville, ici demanderesse, moyennant une redevance qualifiée trescens; qu'en principe on est toujours censé posséder au même titre, à moins que l'intervention ne soit prouvée;

« Attendu que, suivant acte reçu par le notaire Jaminet le 8 janvier 1755, Marie-Catherine et Marie-Elisabeth Delcreyr, filles de l'avocat Delcreyr, ont déclaré céder à M. Warnotte, bourgmestre-régent de Liège, tous tels droits qu'elles avaient au jardin situé à la porte Saint-Martin-en-Mont, nommé la Bombarderie, que feu leur père

avait repris en accense de MM. les bourgeois et conseil avec subrogation en tous leurs droits, lieux, places, degrés et réparations que feu leur père a fait faire, pour par ledit seigneur en user, jouir, profiter ainsi et comme il trouvera à propos parmi, outre un prix payé comptant, acquittant au futur l'accense due à raison dudit jardin à la cité, constituant par lesdits tous porteurs de l'acte pour le faire agréer, approuver où besoin sera ;

« Attendu que les actes notariés des 7 janvier 1756 et 24 décembre 1774, sous seing privé, des 29 pluviôse et 21 fructidor an vi, dûment enregistrés, ne sont que des actes de subrogation dans les droits acquis par celui du 8 janvier 1755, avec l'obligation de payer l'accense due à la ville ; qu'il ne s'agissait donc plus que d'examiner quel droit cette possession à titre d'accense a pu conférer aux possesseurs successifs de l'immeuble dont il s'agit ;

« Attendu qu'on doit admettre, d'après la doctrine de Sohét et de Méan, conforme à des articles de nos anciennes coutumes, que le contrat d'accense est mis sur la même ligne que le bail à rente ; que l'un et l'autre de ces contrats étaient translatifs de propriété pleine et entière sous la réserve de la redevance stipulée, mais que ces principes ne s'appliquaient qu'aux accenses héréditaires ; qu'aucune disposition légale ne prohibait de faire des accenses en se réservant le domaine direct ; que telles étaient celles que faisait la cité pour les biens provenant de son petit domaine ; que ces aliénations n'avaient jamais lieu à titre perpétuel, mais ne contenaient que la concession de la jouissance de la chose pour un temps limité ou indéfini ; jouissance qu'elle se réservait de faire cesser à sa volonté ; que ces contrats ne pouvaient être souscrits par la cité sous d'autres conditions, parce qu'aux termes des édicts de 1706 et 1710, pour procéder à une aliénation irrévocable, elle aurait dû être autorisée à cet effet par le prince en son conseil ; que ces édicts ne distinguent pas si ces aliénations ont lieu moyennant un prix payé comptant ou sous la réserve d'une redevance ;

« Attendu qu'on ne voit pas que l'intervention du prince ait eu lieu ; qu'il est au contraire prouvé que c'est du conseil de la cité que le possesseur primitif a repris l'immeuble dont s'agit à titre d'accense ; qu'on doit en conclure que l'accense dont s'agit n'était pas d'une nature autre que celle que faisait ordinairement la cité ; que tous les possesseurs successifs ont tellement reconnu

la nature révocable de leurs droits, qu'au lieu de vendre avec une pleine garantie, ils n'ont consenti qu'une subrogation nue et simple ; qu'ils ont même subrogé les acquéreurs dans leurs droits aux réparations qu'ils avaient faites audit héritage ; que la ville elle-même n'aurait pas député un de ses conseillers pour y faire les réparations nécessaires ; qu'elle n'aurait pas eu besoin d'agréer la subrogation du 8 janvier 1755, si elle s'était dévestie complètement de sa propriété ;

« Attendu que cela résulte encore des conditions de l'adjudication faite au profit du failli Jamme lui-même pour les héritiers Lixon, suivant acte reçu par le notaire Gilkinet, le 21 avril 1835, dûment enregistré et transcrit, où il est fait observer, pour autant que de besoin, que les vendeurs ne cèdent simplement que les droits qu'ils ont au jardin, ainsi qu'il résulte des actes de subrogation ci-dessus analysés ;

« Attendu que d'après ce qui précède, et la nature du titre étant bien connue, il devient inutile d'examiner les autres questions soulevées dans les débats par la partie défenderesse ;

« Attendu, sur la deuxième question, que la demanderesse rentrant en possession de l'immeuble dont s'agit, elle ne peut s'enrichir au préjudice du possesseur évincé, de la plus-value, s'il en existe, donnée à cet immeuble par les constructions d'une maison et autres ouvrages, mais que les contributions foncières sont une charge du domaine utile que les possesseurs avaient acquis en vertu de leur titre ;

« Par ces motifs, le tribunal condamne les défendeurs, à ses qualités qu'ils agissent, à délaisser et abandonner aux demandeurs la possession et jouissance d'un jardin dit la Bombarderie, etc. »

Pendant le cours de l'instance, le sieur Jamme fut déclaré en faillite. Les syndics reprirent l'instance. Ils ont interjeté appel de ce jugement.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 6 février 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

—

ASSURANCES SUR LA VIE. — AGENCE.

— ASSIGNATION.

Les compagnies d'assurance peuvent être

assignée devant le tribunal et au bureau de leur agent (*). (Code de proc., art. 420.)

Le 2 novembre 1858, convention entre le sieur Elias, agent à Liège de la compagnie bruxelloise sur la vie et les fonds dotaux, le sieur Verninck et la veuve Moreau, par laquelle, moyennant une prime de 425 francs, une rente viagère de 800 fr. était garantie au survivant des assurés.

Le 10 décembre, décès du sieur Verninck. La veuve Moreau fait assigner la compagnie en nomination d'arbitres devant le tribunal de commerce de Liège. Un déclinatoire est opposé par la compagnie, mais le 19 décembre 1859 jugement ainsi conçu :

« Attendu que la société défenderesse a un bureau à Liège, place Saint-Lambert, chez M. Elias, son agent; que c'est dans ce bureau et avec l'agent de la compagnie que la demanderesse a traité, et non pas à Bruxelles, et que la police lui a été délivrée après avoir été revêtue de la signature de l'administration; qu'enfin c'est à ce même bureau que la prime a été payée; qu'il résulte de ces circonstances que la compétence du tribunal est suffisamment établie aux termes de l'article 420 du Code de procédure, et de la jurisprudence reçue;

« Par ces motifs, le tribunal se déclare compétent. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Dans le droit, le tribunal *d'quo* était-il compétent?

Attendu qu'il est notoire que Lambert Elias, agent de la compagnie d'assurance, appelante, est autorisé par celle-ci à traiter avec toutes les personnes qui se présentent chez lui pour prendre des assurances sur la vie, les fonds dotaux et les survivances; que c'est lui qui contracte avec ces personnes pour et au nom de la compagnie; que c'est lui qui rédige les contrats; que c'est à Liège que ces personnes les signent; que ces contrats ne sont envoyés à Bruxelles que pour y apposer la signature de l'agent général de l'administration et de l'inspecteur de la société d'assurance;

Attendu que, d'après le contrat, la prime a été stipulée payable au bureau de la compagnie ou à celui de son agent, à Liège, et qu'il n'est pas dénié que c'est à ce dernier

lieu que l'assuré a effectivement payé cette prime;

Attendu qu'il suit de ce qui précède qu'aux termes de l'article 420 du Code de procédure civile, le tribunal de commerce de Liège était compétent pour connaître de l'action qui lui était soumise;

Par ces motifs, et en adoptant ceux des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 6 février 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — EXPERTISE. — DOCUMENTS. — DÉPENS.

En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expertise n'est qu'un moyen subsidiaire d'arriver à l'appréciation de l'indemnité due au propriétaire dépossédé. En conséquence, lorsqu'il existe au procès des documents suffisants pour déterminer la valeur réelle de l'emprise, le juge ne doit recourir à l'expertise que pour être éclairé sur la perte morale que peut avoir subie l'exproprié. (Loi du 8 mars 1818, art. 16 et 17; loi du 17 avril 1855, art. 7.)

Dans cette matière, comme en toute autre, les frais de procès, notamment ceux de l'expertise, sont à la charge de la partie succombante. Ainsi lorsque les offres faites par l'État et refusées par le propriétaire sont jugées suffisantes, celui-ci doit être condamné aux dépens (). (Code de proc., art. 136.)*

L'exécution de la loi de 1837, ordonnant la confection d'un chemin de fer de Gand à la frontière de France et à Tournai par Courtrai, a nécessité l'emprise de 5 ares 50 centiares d'un terrain appartenant au sieur Ed. V..., situé à Peteghem-lez-Deynne, et marqué n° 374, section A, du plan cadastral.

Par exploit du 12 octobre 1858, l'État offrit au sieur V... une indemnité à raison de 12,000 francs l'hectare. Cette offre ne fut pas agréée : de là recours à la justice pour faire fixer l'indemnité. — Le sieur V... répondit au porteur de l'exploit par lequel

(*) Voy. en ce sens Liège, 17 avril 1825; Brux., 26 mars 1842 (*Pasic.*, p. 339), 26 juillet 1843 (*Pasic.*, p. 321) et 20 juillet 1848 (*Pasic.*,

1850, p. 26, et la note).

(*) Voy. dans ce sens Delalleau, de l'Expropriation, nos 746 et suiv.

l'Etat fit cette offre : *Je réponds que je vous ai vu et entendu.* Cette réponse contenant un refus de la part du sieur V... d'entrer en accord, force fut aux parties de laisser fixer l'indemnité par la justice, conformément à la loi.

Des documents nombreux, tels que ventes privées et transactions avec l'Etat à raison même du chemin de fer, qui toutes avaient eu lieu dans cette localité et à des époques très-récentes, existaient au procès.

Une expertise fut en outre ordonnée, et le tribunal nomma lui-même d'office trois experts. Le premier évalua le terrain empris à raison de 60,000 francs et les deux autres à raison de 25,000 l'hectare; ces deux derniers en outre trouvèrent une moins-value ou dépréciation aux bâtiments de 400 fr.

L'identité des eas dont il s'agissait dans les documents produits avec l'espèce actuelle fut contestée par le sieur V..., qui soutint que l'expertise seule devait ici servir de base au tribunal pour asseoir son jugement sur l'indemnité, et que l'offre faite par l'Etat était insuffisante. Le tribunal de Gand, par jugement du 24 novembre 1838, prenant en considération la nature et la valeur vénale du terrain empris, mis en rapport avec celle des propriétés voisines, fixa l'indemnité à la somme de 11,000 fr. par hectare, toute dépréciation comprise (c'était 1,000 fr. moins que l'offre faite par l'Etat), et condamna le sieur V... aux dépens.

En appel, le sieur V... fit valoir deux griefs contre ce jugement : 1° l'insuffisance de l'indemnité allouée; 2° la condamnation aux dépens. — A l'audience de la Cour d'appel de Gand du 25 janv. 1840, M. l'avocat général Colinet, portant la parole dans cette affaire, s'exprima ainsi sur le premier de ces deux points.

En principe, sur quelle base doit être calculée l'indemnité, la juste et préalable indemnité, comme s'exprime l'article 11 de la Constitution?

Le mot *indemnité* l'indique assez par lui-même; *indemnité*, *dédommagement* (dict. acad.), il faut dédommager le propriétaire de la perte que lui fait subir l'expropriation. Cette perte se compose le plus souvent de deux éléments principaux : 1° *perte directe ou matérielle*, c'est la valeur vénale de l'emprise au moment de l'expropriation; 2° *perte indirecte ou morale*, c'est le tort occasionné par l'emprise à l'industrie du propriétaire ou bien la dépréciation que les parties restantes subissent par le morcellement, etc.

La perte matérielle ayant toujours lieu, doit toujours être réparée.

Il n'en est pas de même de la perte morale, souvent au lieu d'un tort à l'industrie, ou d'une dépréciation des parties restantes, il y a avantage ou plus-value; souvent l'avantage nouveau résultant immédiatement des travaux de l'Etat compense le tort ou la dépréciation : dès lors plus de perte de ce chef, partant plus d'indemnité.

Cependant on a quelquefois soutenu que, lorsqu'au lieu de dépréciation, il y avait plus-value considérable, cette plus-value devait, à un certain point, profiter à l'Etat poursuivant l'expropriation, et ainsi venir en déduction, même du prix vénal de l'emprise.

A part toute loi positive, nous concevons ce système pour le dessèchement des marais, pour l'endigage des polders ou des schorres; mais nous ne pensons pas qu'il soit équitable de faire concourir l'Etat dans les avantages que la construction d'un chemin de fer doit procurer aux habitants riverains et autres. Le devoir de l'Etat est précisément de protéger et d'étendre autant que possible le bien être des regnicoles; les travaux que l'Etat entreprend ont pour but l'utilité publique, mais ne sont pas des objets de spéculation commerciale. — D'ailleurs, ce qui est un avantage pour les uns est une occasion de pertes pour les autres, si donc l'Etat pouvait réclamer sa part de bénéfices dans les avantages produits par ses travaux, il devrait aussi contribuer dans les pertes. Ces avantages mêmes peuvent venir à cesser, soit par la force des choses, soit par suite de constructions ou inventions nouvelles: ainsi par exemple un nouveau chemin de fer par Thielt enlèverait aux propriétaires riverains de la station d'Aeltre la plus-value que leur a procuré le chemin de fer actuel de Gand par Bruges. Il faudrait donc aussi indemniser ces derniers. — Nous ne parlons pas de la difficulté d'estimation d'une semblable plus-value, estimation qui ne peut dépendre que d'événements futurs, difficiles à prévoir, etc. Ces considérations auxquelles on pourrait en ajouter une foule d'autres suffisent, pensons-nous, pour démontrer qu'il ne faut pas que l'Etat puisse exiger sa part dans le bénéfice que le chemin de fer doit procurer aux propriétés riveraines et autres.

Mais si l'on consulte la loi positive, ce droit n'appartient-il pas à l'Etat. L'article 30 de la loi du 16 septembre 1807 porte ce qui suit : « Lorsque, par l'ouverture de nouvelles rues, par la formation de places nouvelles, par la construction de quais ou par tous autres travaux publics géné-

« *raux, départementaux ou communaux*,
 « ordonnés ou approuvés par le gouverne-
 « ment, des propriétés privées auront ac-
 « quis une notable augmentation de valeur,
 « ces propriétés pourront être chargées de
 « payer une indemnité qui pourra s'élever
 « jusqu'à la valeur de la moitié des avan-
 « tages qu'elles auront acquis. »

Cette disposition n'a pas été abrogée par la loi du 8 mars 1810, article 27. C'est ce que reconnaît Delalleau, n° 1475. Mais elle l'a été en France par la loi nouvelle du 7 juillet 1833 ⁽¹⁾, dont l'article 51 se borne à dire que « si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation pourra être prise en considération dans l'évaluation de l'indemnité. » Article qui a été interprété, notamment par un arrêt de la cour de cassation de France du 28 août 1839 (Sirey, 1839, 1, 794), en ce sens qu'il ne dispense pas le jury d'expropriation d'évaluer une indemnité qui est la conséquence nécessaire de l'expropriation même, et ne l'autorise pas à compenser et absorber cette indemnité par le montant arbitraire et indéfini d'une plus-value purement conjecturale, incertaine, et qui pourra être démentie par l'événement.

Mais l'article 30 de la loi du 16 septembre 1807 a-t-il également été abrogé en Belgique?

On pourrait, avec fondement, soutenir la négative, car l'argument contraire tiré de ce que l'indemnité doit être préalable, aux termes de l'article 11 de la Constitution, et partant ne saurait être calculée sur les avantages futurs à résulter de la construction du chemin de fer, tombe devant cette observation, que déjà, en 1807, l'indemnité devait également être préalable, aux termes de l'article 545 du Code civil, promulgué le 4 février 1804, ce qui n'a pas empêché le législateur de créer la disposition de l'article 30 dont il s'agit.

Quoi qu'il en soit, nous n'examinerons pas ici cette grave question, parce que l'Etat n'a pas invoqué dans la cause actuelle l'application de l'article 30 de la loi de 1807, et parce que d'ailleurs il n'a pas été fait à cet égard de règlement d'administration publique, ainsi que le prescrit l'article 32 de la même loi. Nous pensons même qu'en Belgique, comme en France, cet article 30 est tombé en désuétude, du moins en

ce qui concerne la construction de routes, canaux, etc.

Disons donc en résumé, comme ci-dessus, que l'indemnité se compose en général de deux éléments : 1° valeur vénale de l'emprise au moment de l'expropriation ; 2° dépréciation *si elle a lieu*.

Ici M. l'avocat général entre dans un long examen des documents produits par l'Etat, et comparant les différentes évaluations qu'ils fournissent avec celle que le jugement *à quo* a faite du terrain appartenant au sieur V..., il en conclut que cette évaluation est juste et équitable, et doit être maintenue.

Arrivant ensuite à l'examen du grief subsidiaire articulé par l'appelant contre le jugement *à quo*, parce que ce jugement l'a condamné aux dépens, tandis qu'en cette matière c'est le gouvernement seul qui en est toujours passible, M. l'avocat général a dit qu'il ne pouvait partager cette opinion.

En règle générale, a-t-il dit, les dépens sont mis à la charge de celui qui les a occasionnés à tort. Ainsi le veut l'équité aussi bien que la loi positive (article 130 du Code de procédure). Or, dans l'espèce, c'est l'appelant seul qui a causé le procès en règlement d'indemnité, en refusant les offres que l'Etat lui a faites par exploit du 12 octobre 1858, offres supérieures à ce qui lui revenait en bonne justice.

L'appelant objecte 1° que le propriétaire qui, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, déclare s'en rapporter au tribunal ou à l'expertise, ne *succombe* pas dans le sens de l'article 130 du Code de procédure, puisque l'Etat n'a droit à sa propriété qu'en suivant le chemin que la loi elle-même a tracé, c'est-à-dire en laissant notamment au propriétaire la garantie de l'expertise préalable.

Cet argument suppose que la loi a indiqué l'expertise comme seul moyen d'arriver au règlement des indemnités. Mais telle n'est pas l'économie de la loi d'expropriation. — La loi a voulu d'abord une *convention à l'amiable* (article 1^{er} de la loi de 1835, et 12 et 13 de la loi de 1810). Or, loin de se prêter à une convention à l'amiable, loin de chercher à entrer en arrangement avec l'Etat, en produisant des documents qu'un propriétaire plus que l'Etat est à même de fournir, le sieur V... a répondu au porteur de l'exploit par lequel l'Etat offrait de bonifier les indemnités à raison de 12,000 francs l'hectare, toute indemnité comprise : *Je réponds que je vous ai eu et entendu*. — L'expertise était donc une nécessité créée par le mauvais vouloir de l'ap-

(1) Voy. Sirey, 1855, 2, 549.

pelant, l'expertise suppose la contestation engagée : le tribunal ne l'ordonne que lorsque les deux parties refusent de s'entendre. Or dès qu'il y a procès, l'article 150 du Code de procédure reçoit directement son application.

L'appelant objecte 2^e que le propriétaire qu'on dépossède est dans la position de celui qu'on force à céder la mitoyenneté d'un mur ; or c'est à ce dernier, dit-il, à supporter les frais de l'expertise, alors même que ses offres auraient été supérieures à l'estimation. (Voyez Limoges, 12 avril 1820 et Riom, 11 juillet 1838.)

Mais il est à remarquer d'abord que l'arrêt de Limoges n'a condamné qu'à 1/5 des dépens le voisin qui réclamait la mitoyenneté : ensuite n'y a-t-il pas une certaine différence entre les deux hypothèses ? Une expertise (c'est-à-dire l'intervention d'un homme du métier) peut paraître une chose indispensable pour connaître exactement la valeur d'un mur et de ses fondements, tandis que la valeur d'une propriété se détermine par une foule de documents autres qu'une expertise : le propriétaire doit être le premier à connaître cette valeur.

Enfin nous dirons, en terminant, que le système des deux arrêts que nous venons de rappeler, est unanimement repoussé par les autres (Toullier, tome 5, n^o 193 ; Duranton, tome 5, n^o 528 ; Favard, *Rép.*, v^o *Servitudes*, sect. 2, § 4 ; Solon, *des Servitudes*, introd., p. 22).

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expertise n'est qu'un moyen subsidiaire d'arriver à l'appréciation de l'indemnité due au propriétaire dépossédé, et que le premier juge, en ayant pu puiser principalement ses motifs de conviction dans les documents nombreux et concluants existants au procès, sans avoir égard à l'évaluation évidemment erronée des experts, n'a fait que se conformer à la loi ;

Attendu qu'en présence de pareils documents servant de base si solide à l'estimation de la valeur vénale de l'emprise, l'expertise ne peut avoir été ordonnée par le premier juge que dans le but d'être éclairé sur le préjudice que l'appelant aurait pu éprouver, soit par la dépréciation de la portion de propriété qui lui reste, soit par la dépense qu'il aurait pu devoir faire pour coordonner cette portion restante au nouvel état des lieux ;

Attendu que si, sous ce dernier rapport, les experts Michels et Boyvin sont d'avis qu'il y a dépréciation sur les bâtiments, en ce que, par le morcellement du terrain sur lequel ils se trouvent, ils deviennent impropres à différentes destinations qu'on aurait pu leur donner, cette dépréciation, qu'ils évaluent à 400 francs, se trouve amplement compensée par la plus-value résultant pour ces bâtiments du voisinage de la station ; d'où suit que l'indemnité due à l'appelant se borne ici à la valeur vénale du terrain empris avant l'établissement du chemin de fer, et que le premier juge, en prenant en considération, non-seulement cette valeur vénale mise en rapport avec celle des terrains avoisinants, mais encore la dépréciation que les parties restantes devront subir, et en fixant sur ce pied l'indemnité à raison de 11.000 francs l'hectare, est loin d'avoir infligé grief à l'appelant.

En ce qui concerne la condamnation de l'appelant aux dépens :

Attendu qu'en droit commun toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; qu'il n'existe aucun texte de loi qui, pour le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, établisse une dérogation à cette règle ; que loin que l'on puisse prétendre qu'une pareille dérogation résulterait de l'esprit des lois sur la matière, l'exposé des motifs de la loi du 8 mars 1810, par le conseiller Berlier, disant que l'une des pensées principales qui avaient présidé au travail était celle de tout faire rentrer sous l'empire du droit commun, et plus explicitement encore le rapport sur la même loi par Riboud, établissent le contraire ;

Que vainement on argumente de ce que, dans la procédure relative aux expropriations pour cause d'utilité publique, tracées par les lois des 17 avril 1835 et 8 mars 1810, on ne trouve rien qui concerne des offres à faire par l'Etat ; car outre que la matière des offres est réglée par le droit commun, auquel il n'est pas dérogé, il est évident que ces lois, admettant la possibilité d'une convention ou d'un accord entre les parties, ont dû par là même aussi admettre la mesure d'offres comme moyen d'arriver à cet accord ;

Attendu que la loi de 1835, dans son article 13, suppose nécessairement que des offres réelles pourront se faire, puisqu'à défaut d'élection de domicile il désigne le greffe comme lieu où elles pourront se faire valablement ;

Attendu enfin que le vœu de la loi de 1835 de faire supporter les dépens par le pro-

priétaire dépossédé qui élève des contestations mal fondées, soit sur l'observation des formes, soit sur l'indemnité, ressort de son article 25, qui met à charge de l'Etat les frais de la renonciation à une demande en expropriation formée avant la promulgation de la loi, mais à laquelle demande il renonce pour en intentar une nouvelle, disposition parfaitement inutile, si toujours et dans tous les cas l'Etat était passible de tous les dépens;

Attendu, en fait, que l'appelant a succombé dans les contestations qu'il a élevées concernant l'indemnité offerte, offre qu'il a soutenu être insuffisante et dont la suffisance est néanmoins reconnue en justice; quoiqu'il soit le premier juge, en condamnant l'appelant aux dépens, ne lui a infligé aucun grief, d'autant moins que par la réponse de l'appelant à l'offre de l'Etat, par laquelle il indiquait suffisamment qu'il ne voulait entrer en aucun arrangement, il a été lui-même la cause de tous les frais de la procédure;

Par ces motifs, et ceux du premier juge, ouï M. Colinez, avocat général, en son avis conforme, met l'appel à néant avec amende et dépens, etc.

Du 6 février 1840. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

COMMUNE. — ACTION EN JUSTICE. —
AUTORISATION.

D'après la loi communale les autorisations pour ester en justice, données par le conseil communal au collège, doivent-elles être spéciales et non générales? (Loi communale, articles 77 1^{er}, 90 9^o, 148 et suiv.) — Rés. aff.

Ainsi une autorisation générale pour ester en justice, relativement aux contraventions à un règlement de police locale d'une ville, sur les bâtisses, est-elle valable, à l'effet que l'administration communale se porte partie civile sur la poursuite d'une contravention à l'arrêté royal du 29 février 1836, touchant les constructions le long des grandes routes? — Rés. nég.

Le sieur Cockelberg fut traduit devant le tribunal correctionnel de Louvain, pour contravention à l'arrêté du 29 février 1836, concernant les constructions le long des grandes routes. La ville de Louvain intervint comme partie civile, en vertu d'une autorisation générale d'ester en justice dé-

livrée par le conseil communal. Le prévenu soutint que la ville n'était pas suffisamment autorisée à agir dans l'espèce, attendu que l'autorisation produite n'avait pour objet que les contraventions de simple police en matière de bâtisses, tandis que, dans l'espèce soumise au tribunal, il s'agissait d'une contravention à un arrêté royal. — Jugement du tribunal de Louvain du 21 décembre 1839, ainsi conçu :

« Attendu que le fait imputé au prévenu d'avoir rebâti la façade de sa maison, sise dans une rue appartenant à la grande voirie, sans avoir suivi l'alignement fixé, constitue une infraction non prévue par le règlement de police de la ville de Louvain du 14 juillet 1835, sur les bâtisses, et que ce n'est que pour les contraventions à ce règlement que l'administration communale a été autorisée à se constituer partie civile, par la délibération du conseil communal du 21 novembre 1837, dont elle se prévaut dans l'espèce;

« Par ces motifs, déclare la partie civile non recevable, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est dans l'esprit de la loi communale que l'autorisation exigée pour pouvoir ester en justice soit spéciale et non générale, et qu'à cet égard il y a une parfaite harmonie entre les droits d'un collège échevinal et ceux d'un tuteur qui ne peut certainement se faire autoriser par un conseil de famille à intenter toutes les actions qu'il lui plairait d'intenter, mais seulement les actions particulières que le conseil aurait appréciées;

Attendu qu'il résulte du jugement dont est appel que l'intimé a été poursuivi devant le tribunal correctionnel de Louvain, comme prévenu de contravention à l'arrêté royal du 29 février 1836, concernant les constructions le long des grandes routes, et non pour contravention au règlement de police de la ville de Louvain du 14 juillet 1835 sur les bâtisses;

Attendu que la résolution du conseil communal du 26 mai 1837 n'autorise le collège échevinal, appelant, à se constituer partie civile, que dans les causes relatives aux contraventions au règlement du 14 juillet 1837, et non dans les causes relatives aux contraventions à l'arrêté royal précité;

Attendu que, d'après ces faits, le tribunal de Louvain n'a fait que se conformer aux principes de la matière, en décidant que la partie civile n'avait pas jusqu'ores une autorisation valable pour ester en justice dans la cause actuelle, telle qu'elle se présentait en première instance;

Attendu que la ville, appelante, n'ayant pas demandé une remise pour produire une autorisation spéciale, elle ne peut se faire un grief de ce que le premier juge ne lui a pas imparté un délai pour faire cette production;

Met l'appel à néant, etc.

Du 7 février 1840. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

CONTRAT DE MARIAGE.

Bruxelles, 8 février 1840. — Voy. rejet, 16 janvier 1841 (*Pas.*, 1841, p. 72).

(4) Voy. *conf.* cassation de France, 5 décembre 1836, 24 janvier 1835. — La ratification résultant de l'exécution volontaire du contrat est, comme la ratification expresse, l'abandon qu'une partie fait de son droit. Or cet abandon ne doit produire son effet qu'autant que la personne à qui on l'attribue avait l'intention libre et éclairée de renoncer aux vices dont l'acte était infecté : *Omnia quæ animi destinationis agenda sunt, non nisi vera et certa scientia perfici possunt.* L'intention doit être libre et éclairée, car il ne peut y avoir d'exécution volontaire sans ces deux conditions : on n'est pas censé renoncer à un droit qu'on ne sait pas avoir, ou lorsqu'on a obéi à une nécessité. Toutefois le vif de la difficulté n'est pas là : il est dans le point de savoir quand la partie qui aura exécuté le contrat l'aura fait avec connaissance des vices de l'acte et à qui incombera la preuve à faire à cet égard.

Cette question a divisé les auteurs. Merlin, *Rép.*, v° *Testament*, sect. 2, § 5, est d'avis que celui qui veut opposer l'exception tirée de l'exécution volontaire est tenu de prouver que celui qui a exécuté connaissait le vice de l'acte ou de l'obligation; autrement, dit-il, et à défaut de cette preuve, la partie est censée ne l'exécuter que parce qu'elle en ignore le vice.

Toullier, t. 8, n° 519, au contraire, pense que l'opinion de Merlin est inadmissible, comme étant entièrement opposée à la disposition de l'article 1358, qui porte qu'à défaut d'acte de confirmation ou de ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement. Celui, dit-il, au profit de qui le contrat est ratifié par l'exécution, n'a pas à prouver autre chose que le fait même de cette exécution; c'est en ratifiant à établir qu'il ignorait les vices dont était entachée l'obligation exécutée.

Solon, *Théorie sur les nullités*, n° 415, n'adapte ni l'une ni l'autre de ces opinions; il les regarde comme trop absolues, et pense qu'il faut distinguer si le vice de l'acte était apparent ou de nature à ne pouvoir être ignoré de la partie contre laquelle on veut se prévaloir des faits d'exécution, ou bien si ce vice était caché et de nature à pouvoir être ignoré de cette même partie : si le vice était apparent, il y a, selon cet auteur, présomption légale que la partie qui a exé-

1^o EXÉCUTION VOLONTAIRE. — ACTE NUL. — VICES INCONNUS. — 2^o DEMANDE NOUVELLE. — DOL. — DÉNÉG. — FIN DE NON-RECEVOIR. — TITRE. — PROVISION.

1^o *L'exécution volontaire d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, ne peut-elle avoir pour effet de la confirmer que pour autant que les vices dont elle était infectée fussent connus à l'époque de l'exécution (1).*

(Code civil, art. 1358.) — Rés. aff.

2^o *La partie qui s'est bornée à soutenir en*

enté l'acte connaissait les moyens qu'elle avait de le faire annuler; que si la nullité était cachée, rien ne prouve que l'exécution eût été volontaire et qu'elle ait eu lieu dans le but de ratifier l'acte ou la convention nulle.

Enfin Delvincourt, t. 2, p. 601, n° 4, édition belge, t. 6, p. 24, pense que la seule exécution vaut ratification, sans qu'il soit nécessaire ni même permis aux tribunaux d'admettre aucune preuve : « On veut, dit-il, que celui qui ratifie expressément connaisse le moyen de rescision qui pouvait être employé. Soit, quand il exécute, le simple fait de l'exécution suffit; la raison de la différence est que l'exécution coûte toujours quelque chose à celui qui exécute; il est obligé pour cela de diminuer son patrimoine; on présume en conséquence qu'il ne s'y porte qu'en connaissance de cause; mais une simple ratification ne coûte rien pour le moment, on peut penser qu'il l'a faite avec beaucoup de légèreté. »

Au milieu de ce conflit d'opinions, il nous semble qu'il serait difficile de concilier la distinction de Solon avec la pratique. En effet, en l'adoptant, on se trouverait arrêté, dès l'abord, par la difficulté de décider quand il y aurait nullité patente ou occulte, et, d'un autre côté, la partie qui aurait exécuté ayant pu se trouver entre la nécessité de l'exécution et l'existence apparente de la nullité, comment reconnaître ce qui aurait déterminé l'exécution? Enfin une nullité peut être apparente et la partie à qui on oppose les faits d'exécution n'avoir pas eu la possibilité de la connaître; si, par exemple, elle n'avait jamais eu l'acte sous les yeux ou si elle avait ignoré certains faits constitutifs d'incapacité.

En ce qui concerne l'opinion de Delvincourt, elle est évidemment contraire à la lettre de l'article 1358, qui veut que l'exécution soit volontaire; si le simple fait de l'exécution suffisait, comme il le prétend, il faudrait nécessairement retrancher cette condition de la disposition législative, ce qui est tout à fait inadmissible.

La doctrine de Merlin ne nous paraît pas mieux fondée : la loi veut qu'il soit prouvé qu'il y a eu exécution et exécution volontaire, voilà tout. Nulle part elle n'exige de celui qui allègue l'exécution qu'il prouve qu'elle a eu lieu avec la con-

première instance qu'un acte était nul pour cause de dol, de fraude et de simulation, est-elle recevable à demander en appel la nullité du chef de démece? — Rés. nég.

Les tribunaux ne doivent appliquer la maxime, provision est due au titre, que sur une conclusion formelle de la partie intéressée à s'en prévaloir.

L'une partie ne peut invoquer en appel une fin de non-recevoir non proposée en première instance.

Par exploit du 20 octobre 1856, la veuve Wirix et consorts firent assigner devant le tribunal d'Anvers les sieurs Deroeck et Gaman, pour s'y voir condamner à leur payer la moitié des termes échus du loyer des maisons qu'ils occupaient, et en outre à lui payer dorénavant la moitié desdits loyers aux échéances respectives de trois en trois mois. Ils fondaient cette demande sur une prétendue cession consentie au profit du sieur Wirix, leur auteur, par Jean Schrauwen, suivant acte passé devant notaires, à Anvers, le 14 septembre 1853. La dame Caron, née Schrauwen, assistée de son mari, et agissant en qualité d'héritière sous bénéfice d'inventaire de feu son père le sieur Schrauwen, intervint et soutint que l'acte susdit était entaché de nullité, dol, fraude, etc., faisant offre de preuve par tous moyens de droit. Les héritiers Wirix ont prétendu que l'acte du 14 septembre avait été exécuté par Schrauwen et par l'intervenante du vivant de ce dernier, et que cette exécution volontaire emportait renonciation aux moyens de nullité proposés; ils ont par suite conclu à ce que la demanderesse en intervention fût déclarée non recevable dans ses conclusions. Le tribunal d'Anvers, par jugement du 3 mai 1857, déclara les demandeurs en intervention non recevables. — Appel. — Devant la Cour la dame Caron a soutenu que les intimés devaient être déboutés de l'exception de non-recevabilité opposée devant le premier juge, et ils ont demandé à être ad-

mis à poser les faits par lesquels ils entendaient prouver que la convention mentionnée dans l'acte passé le 14 septembre 1853, à Anvers, était entachée de nullité pour cause de la démece de Jean Schrauwen, dont l'état était notoire à cette époque; qu'elle l'était, en tout cas, du chef de dol, de simulation et de fraude. Les intimés ont interjeté appel incident, en ce que le premier juge avait restreint la non-recevabilité qui avait été proposée d'une manière générale, non-seulement contre les conclusions prises par les intervenants, mais même contre la demande d'intervention, telle qu'elle avait été formée, et ils ont conclu à ce que ladite demande en intervention fût déclarée au moins *modo et forma*, et dans l'état de la cause non recevable. Ils se fondaient notamment sur ce que provision étant due au titre, l'intervention des appelants ne pouvait former obstacle au paiement des loyers de la part des sieurs Deroeck et Gaman, et ils soutenaient que ce moyen aurait dû être suppléé par le premier juge; ils prétendaient en outre que la conclusion nouvelle prise par les appelants devant la Cour était non recevable.

AAAR.

LA COUR; — Attendu que l'exception tirée de l'exécution volontaire donnée à l'obligation du 14 septembre 1853 n'est pas fondée, en tant qu'elle repose sur des faits d'exécution personnelle à l'appelante ou à son mari et antérieurs à la mort de Schrauwen, leur auteur, puisqu'avant le décès de celui-ci les époux Caron n'avaient qualité ni pour attaquer ni pour ratifier ladite obligation;

Attendu que cette exception, en tout qu'elle repose sur un fait d'exécution personnel à Schrauwen lui-même, ne serait fondée qu'autant que l'exécution aurait eu lieu volontairement et à une époque où l'obligation pouvait être valablement ratifiée;

Attendu qu'aux termes de l'article 1358 du Code civil, une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ne peut être

naissance des vices de l'acte, et ce serait évidemment lui créer une obligation qui n'est pas dans la loi et qui aggraverait sa position. C'est donc à celui qui excipe de son ignorance à la prouver. L'une des parties a en sa faveur une présomption fondée sur l'article 1358; c'est à l'autre à chercher à la détruire en prouvant qu'elle repose sur une erreur. De tout cela il faut conclure que l'opinion de Toullier est celle qui doit obtenir la préférence comme la plus conforme au véritable

esprit de la loi. Voy. au reste, sur la question générale de savoir dans quel cas la ratification par exécution volontaire peut avoir lieu et ses effets, Paris, cass., 27 mars 1812, 9 novembre 1814; Merlin, *Répert.*, *vo Ratification*, n° 8. *Testament*, section 2, § 3, et *Transaction*, § 5, n° 4 bis; Solon, *des Nullités*, t. 2, n° 411; Bouquet, *Dict. des contr. et oblig.*, *vo Preuve des oblig.*, t. 2, p. 609.

valablement ratifiée avant que l'on en connaisse le vice; d'où il résulte que c'est aussi à cette époque seulement que l'exécution volontaire peut avoir pour effet de la confirmer;

Attendu que cette conséquence devient palpable si l'on considère que l'article 1304, tout en limitant l'exercice de l'action en nullité à dix ans, dispose, en termes exprès, que ce délai ne commence à courir, en cas d'incapacité personnelle, que du jour où elle n'existe plus, en cas d'erreur ou de dol, que du jour où ils sont découverts, et en cas de violence, que du jour où elle a cessé; qu'eo effet l'exécution volontaire d'une obligation, dans le sens de l'article 1338, n'est autre chose qu'une renonciation au droit de poursuivre la nullité dans le délai prescrit par l'article 1304; or, il est évident qu'on ne peut renoncer à ce droit dans un temps où la loi elle-même reconnaît qu'on ne pouvait l'exercer;

Attendu que s'il pouvait rester le moindre doute à cet égard, il serait levé par les principes généraux du droit en matière d'obligations, puisque la première condition pour s'obliger est d'avoir la capacité, la liberté et la volonté de le faire, conditions qui ne se rencontrent pas dans l'exécution, même volontaire, d'une obligation, quand elle a lieu avant la découverte de l'erreur ou du dol, avant la cessation de l'incapacité ou de la violence qui viciaient l'obligation;

Attendu que de ce qui précède il résulte que, pour être fondés dans leur exception, les intimés doivent prouver que Schrauwen connaissait les prétendus vices de la cession du 14 septembre 1835, à l'époque où il l'aurait exécutée;

Attendu que cette preuve n'a pas été faite, et qu'elle ne pouvait l'être tant et aussi longtemps que l'appelante n'aura pas articulé les faits constitutifs du dol dont elle se prévaut pour invalider ladite cession;

Attendu, quant à ces faits, que devant le premier juge l'appelante s'est bornée à soutenir que l'acte du 14 septembre 1835 est nul pour cause de dol, de fraude et de simulation, et par suite qu'elle n'est pas recevable en appel à en demander la nullité du chef de démentce; d'où il suit qu'il y a lieu d'admettre l'appelante à poser les faits de dol, de fraude et de simulation par elle allégués, libre aux intimés d'établir ensuite dans l'ordre de justifier leur exception que Schrauwen connaissait le prétendu dol lorsqu'il a exécuté la cession dont il s'agit au procès.

Sur l'appel incident :

Attendu que la maxime, *provision est due au titre*, n'est pas d'ordre public, et partant que les tribunaux ne peuvent l'appliquer que sur une conclusion formelle des parties;

Attendu que devant le premier juge la veuve et les enfants Wirix n'ont excipé contre la dame Caron, intervenante, que de l'exécution volontairement donnée par son père à l'acte du 14 septembre 1835; d'où résulte que le premier juge n'a pu leur infliger grief en se bornant à statuer sur cette seule fin de non-recevoir;

Attendu qu'en appel ils ne sont plus recevables à proposer une fin de non-recevoir nouvelle, qu'ils n'ont pas proposée en première instance;

Par ces motifs, statuant sur l'appel incident, condamne l'appelant incidemment à l'amende et aux dépens, et statuant sur l'appel principal, met à néant le jugement dont est appel; émendant, et sans rien préjuger sur le fondement de l'exception des intimés tirée de l'exécution volontairement donnée par Schrauwen père à l'obligation du 14 septembre 1835, admet les appelants à poser les faits par lesquels ils entendent prouver que ladite obligation est nulle pour cause de dol, de fraude et de simulation.

Du 8 février 1840. — Cour de Brux. — 2^e Ch.

EXPROPRIATION.

Brux., 8 févr. 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 81, et 1847, 2^e partie, p. 91.

EXÉCUTION VOLONTAIRE.

Brux., 8 févr. 1840. — Voy. rejet, 10 avril 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 168).

HOSPICES. — INDIGENTS. — SECOURS. — RESTITUTION.

Celui qui est admis dans un hospice contracte-t-il, par le seul fait de son admission, l'obligation d'indemniser l'établissement s'il vient à meilleure fortune (1)?
— Rés. nég.

Néanmoins si un legs lui a été laissé, qui fasse cesser son indigence, doit-il rem-

(1) Voy. Brux., 27 mars 1832 (*Pasic.*, p. 291). Voy. en sens contraire Brux., 27 juillet 1822, et Dalloz, vo *Hospice*, no 4.

bourser son entretien à partir de l'époque où il a eu droit à ce legs? — Rés. aff.

Jeanne Nelis, née à Anvers, fut admise à l'hospice des insensés de ladite ville, le 13 juillet 1816, comme insensée, pauvre et indigente : elle y reçut gratuitement les secours nécessaires à sa subsistance, et vu son état d'indigence, l'établissement ne toucha jamais la moindre indemnité. — Par testament du 22 novembre 1830, une dame d'Anvers avait fait à Jeanne Nelis et à sa famille un legs de 90,000 francs; la part de Jeanne Nelis était du cinquième. Son état d'indigence étant ainsi venu à cesser, l'administration des hospices civils d'Anvers se crut fondée à réclamer le remboursement des secours qu'elle avait reçus dans la maison des insensés. Elle libella de ce chef l'état de ce qu'elle prétendait lui être dû pour l'entretien et la nourriture de Jeanne Nelis du 13 juillet 1816 au 13 décembre 1838. La pension étant calculée à raison de 280 francs l'an, l'état présenté s'élevait à 6,290 francs 67 centimes. Le tuteur de l'interdite contesta cette prétention et soutint que Jeanne Nelis ayant son domicile de secours à Anvers (loi des 23 vendémiaire an II, titre V, et 28 novembre 1818), l'entretien et la nourriture qu'elle y avait reçus dans la maison des insensés, pendant tout le temps qu'avait duré son indigence, étaient essentiellement gratuits, et par suite non sujets à restitution. Il offrit néanmoins de payer à l'administration la pension de Jeanne Nelis, à raison de 280 fr. l'an depuis le 3 mai 1839, date du décès de la dame P... parce que, à partir dudit jour, son état d'indigence avait cessé.

Jugement du 12 avril 1839, ainsi conçu :

« Attendu que Jeanne Nelis est native d'Anvers; qu'elle y a toujours eu son domicile; que parant Anvers est son domicile de secours;

« Attendu qu'aux termes de la loi le domicile de secours est le lieu où tout nécessaire a droit de participer aux secours publics;

« Attendu que la prédite Jeanne Nelis, avant le décès de la dame P..., était indigente et insensée, et qu'en cet état elle a été reçue à l'hospice d'Anvers;

« Attendu que l'avoir des hospices appartient à l'indigence; que par conséquent tous ceux qui sont réellement indigents ont droit d'en jouir aussi longtemps qu'ils se trouvent dans cette malheureuse position, et qu'en jouissant de cet avoir l'indigent jouit d'un bien qui lui appartient, et qu'au-

cune disposition légale, actuellement en vigueur, ne lui impose l'obligation de restituer ce qu'il a consommé, si sa fortune vient à s'améliorer; que ce qui est pris et consommé en vertu d'un droit qui lui appartient ne peut être sujet à restitution;

« Attendu du reste que la partie défenderesse a formellement dénié, et que l'administration demanderesse n'a pas prouvé ni demandé à prouver qu'il existerait un règlement particulier pour l'hospice d'Anvers qui imposerait aux indigents, pour condition de leur admission dans l'hospice, l'obligation de rendre ou restituer les frais de leur entretien, si leur sort venait plus tard à s'améliorer;

« Attendu que depuis le décès de la dame P..., arrivé le 3 mai 1839, ladite Jeanne Nelis avait un droit acquis à la part du legs à elle revenant, et qu'ainsi elle ne pouvait être considérée comme indigente; que par conséquent dès ce jour son droit de participer aux secours publics avait cessé;

« Attendu que la défenderesse a offert de rembourser l'arriéré depuis le jour du décès de la dame P..., arrivé le 3 mai 1839, et ce à raison de 280 francs par an, somme fixée par l'administration;

« Par ces motifs, le tribunal déclare les offres faites suffisantes. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'entretien des indigents est une charge imposée aux communes qui doivent venir au secours des administrations des hospices, lorsque les biens de celles-ci sont insuffisants;

Attendu que les hospices ne font que répartir, en acquit de cette obligation, les biens spécialement destinés au soulagement et à l'entretien des indigents;

Attendu qu'en l'absence de toute convention contraire, l'admission d'un indigent dans un établissement de charité n'est autre chose que son admission à participer à des secours auxquels son état de dénuement lui donne droit;

Que l'obligation, d'une part, de fournir les secours et le droit, d'autre part, d'y participer, exclut nécessairement toute idée de condition de restitution, si un jour l'indigent arrive à meilleure fortune;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède, qu'en entrant à l'hospice, l'indigent, profitant d'une obligation imposée par la loi à son profit, ne peut être censé s'être obligé par un quasi-contrat à des restitutions, s'il venait à condition meilleure;

Attendu que les administrations des hospices ne sont en aucune manière, hors des cas formellement prévus par la loi, les curateurs des indigents admis dans les établissements qui leur sont soumis, et qu'il impliquerait, dans l'espèce, qu'ils eussent tacitement stipulé à leur profit un remboursement éventuel de secours qu'ils ne pouvaient refuser ;

Par ces motifs, et aucuns de ceux du premier juge, M. l'avocat général d'Auethan entendu en son avis conforme, met l'appel à néant, etc.

Du 12 février 1840. — Cour de Bruxelles.

1^o BILLET. — MARCHAND. — 2^o BON OU APPROUVÉ. — COMMENCEMENT DE PREUVE. — SERMENT.

1^o *Le billet souscrit par un marchand dans un temps voisin de sa retraite des affaires est dispensé du bon ou approuvé de l'article 1326 du Code civil* (1). (Code civil, art. 1326.)

2^o *Le bon ou approuvé portant la somme due en chiffres et non en toutes lettres, constitue un commencement de preuve par écrit, qui peut déterminer le juge à déférer au créancier le serment supplétoire* (2). (Code civil, art. 1326, 1347, 1353 et 1357.)

Le 6 janvier 1830, les dames François et Louise Pironnet avaient souscrit un billet de 4,000 francs au profit du sieur Jacquemin, commis-négociant, à Liège. Le corps du billet était écrit de la main d'un neveu des signataires, François Pironnet, veuve du sieur Renier, ex-cabaretier, n'avait fait qu'y apposer sa signature, tandis que Marie Pironnet y avait ajouté un bon ou approuvé, mais portant en chiffres, au lieu de l'énoncer en toutes lettres, la somme due. Pour avoir paiement de son billet, Jacquemin pratiqua une saisie-arrêt. Les dames Pironnet soutinrent que le billet était de complaisance, et n'avait eu d'autre but que de créer au porteur un crédit fictif. A l'appui

de cette assertion, elles ont produit 1^o un billet de 1,000 francs souscrit par Marie-Louise Pironnet, barré d'un trait de plume : ce billet était payable le 25 décembre 1838 ; 2^o un second billet souscrit par la même le 13 décembre 1838, valeur de 4,000 francs, et qui ne différait du billet dont le paiement était demandé qu'en ce que celui-ci portait deux signatures, et stipulation d'intérêts : du reste le billet du 13 décembre était écrit en entier de la main de Marie-Louise Pironnet, mais d'une manière très-incorrecte, et la signature en était presque illisible. Elles disaient que Jacquemin leur avait restitué ces deux billets, sans qu'elles aient compté une obole, parce que c'étaient des billets de complaisance ; enfin elles se prévalaient de l'omission des formalités prescrites par l'article 1326 du Code civil, niaient qu'elles fussent dans aucun des cas qui dispensent du bon et approuvé, et soutenaient que de l'omission de ces formalités il résultait une nullité absolue, fondée sur une présomption *juris et de jure* de fraude. — Jacquemin répondait que le bon et approuvé n'était exigé que pour éviter les surprises et les abus de blancs seings ; qu'ici il était en aveu qu'il n'y avait eu ni abus de blanc-seing, ni surprise ; qu'ainsi le commencement de preuve résultant du billet recevait son complément de l'aveu judiciaire des défenderesses, qu'elles avaient signé en pleine connaissance de cause, et de ce que le billet était du reste écrit de la main du sieur Pironnet, leur neveu. Quant aux autres billets prodits, comme billets de complaisance, il disait que le premier avait pour cause des avances faites en argent et en marchandises ; que la demoiselle Pironnet, loin d'avoir pu le rembourser à son échéance, avait alors grossi la dette, conjointement avec sa sœur, par des emprunts successifs jusqu'à la somme de 4,000 francs à concurrence de laquelle elle lui avait présenté une reconnaissance datée du 13 décembre 1838, mais qu'il l'avait refusée 1^o parce qu'il l'avait trouvée trop mal écrite ; 2^o parce qu'elle n'était revêtue que d'une signature ; 3^o parce qu'elle ne contenait aucune promesse d'intérêts ; qu'il avait exigé une autre reconnaissance, celle du 6 janvier 1839, en échange de laquelle il avait resti-

(1) Voy. Paris, 18 février 1808 ; Caen, 15 déc. 1824 ; Dalloz, t. 21, p. 154 ; Toullier, t. 8, n° 299 ; Rolland de Villargues, *v° Approuvé, d'écrit*, n° 39 ; Zachariae, § 756, p. 310, édit. belge.

(2) Voy. sur cette question Paris, 19 janvier 1837 ; Bordeaux, 21 déc. 1840 ; la Haye, 11 juillet

1820 ; Dalloz, t. 21, p. 215 et 214 ; Solon, *des Nullités*, n° 6 ; Duranton, t. 13, n° 175 et 176 ; Rolland de Villargues, *ibid.*, n° 10 ; Zachariae, *ibid.*, p. 311 ; Brux., cass., 25 juin 1842 (*Pasic.*, p. 319).

tué le billet de 4,000 francs après l'avoir barré. Ce système échoua devant le tribunal de première instance, qui déclara les saisies-arrêts nulles et de nul effet faute de cause. — Jacquemin interjeta appel de ce jugement et produisit une patente, d'où il résultait que la veuve Renier était cabaretière en 1838, par conséquent six jours avant la signature du billet; il soutint que, quant à elle, elle tombait dans la catégorie des commerçants. En ce qui touche Marie-Louise Pironnet, il reproduisit en appel, et avec de nouveaux développements, le système plaidé en première instance.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en ce qui concerne l'intimée, veuve Renier, qu'il conste de la patente produite qu'elle était cabaretière en 1838; que dès lors elle était à l'époque de la signature du billet du 7 janvier 1839, ou du moins à une époque très-rapprochée, dans l'une des catégories que l'article 1326 du Code civil excepte de la disposition qui prescrit que le billet écrit d'une autre main que celle du souscripteur contienne un bon et approuvé; d'où il suit que cet acte, rentrant sous l'application de la règle générale établie par l'article 1322, fait pleine foi contre ladite veuve Renier;

Attendu, en ce qui touche l'intimée Marie-Louise Pironnet, que le billet contient, outre la signature, une approbation de l'écriture et un bon de la somme de 4,000 fr., mais que cette énonciation étant faite en chiffres, il en résulte que cet écrit ne peut pas, par lui-même, faire pleine et entière foi contre ladite Pironnet, qui ne se trouve dans aucune des classes exceptées par le § 2 de l'article 1326;

Attendu néanmoins que si, dans ce cas, le créancier ne peut pas se prévaloir des droits que l'article 1323 accorde aux écrits privés, il ne s'ensuit pas que le billet soit absolument nul, puisque la loi n'en a pas prononcé la nullité, et que les nullités ne peuvent pas être suppléées; que dès lors cet acte peut valoir comme commencement de preuve par écrit, lorsque, comme dans l'espèce, il réunit tous les caractères voulus par l'article 1347; car cet acte est émané des intimés qui l'ont souscrit et que leurs signatures rendent vraisemblable le fait de la créance alléguée;

Attendu qu'il résulte des articles 1347 et 1353 combinés, que si les présomptions qui dérivent des faits de la cause sont gra-

ves, précises et concordantes, elles peuvent être admises pour fortifier la preuve commencée, et qu'aux termes de l'article 1367 le serment supplétoire peut être déféré à l'appelant;

Attendu que de nombreuses présomptions en faveur de la sincérité de la créance s'élèvent des diverses circonstances de la cause, et notamment de ce que le billet de 1,000 francs étant payable le 25 décembre 1838, ce fut le 15 du même mois qu'une nouvelle obligation fut consentie par l'intimée Marie-Louise Pironnet; que le rapprochement de ces deux dates, à savoir, la date de l'échéance du premier billet et celle du jour où le second a été fait, indique suffisamment que l'intimée, ne pouvant pas se libérer, a donné une nouvelle obligation dans laquelle ont été compris les 1,000 fr., montant de la première; qu'une autre présomption non moins grave naît de la circonstance que le billet du 15 décembre 1838, contenant la même somme et les mêmes énonciations relativement au remboursement que celui du 7 janvier 1839, celui-ci aura été donné en remplacement de l'autre écrit en entier par l'intimée Pironnet; que la différence signalée en ce que le premier ne porte pas intérêt, et que le second porte intérêt à 4 pour cent, ne fait que corroborer la présomption que l'obligation du 7 janvier a remplacé celle du 15 décembre; car c'est l'absence d'énonciation d'intérêt qui paraît avoir au moins en partie nécessité la substitution; qu'une induction favorable à l'appelant se tire encore de la déclaration contenue dans le billet, que le remboursement aura lieu lorsque les intimés auront recueilli la succession de leur oncle, car cette énonciation concerne parfaitement avec les allégations de l'appelant concernant ses avances et les causes de ces livraisons; qu'aux présomptions déduites de ces faits il faut encore ajouter celle qui résulte de la circonstance que le billet a été écrit par le neveu des deux sœurs intimées;

Attendu que ce concours de présomptions, loin de recevoir quelque atteinte du système de défense des intimées, qui se bornent à soutenir que le billet dont l'exécution est réclamée est un billet de complaisance, n'en acquiert que plus de poids par l'effet de cette assertion dénuée de toute vraisemblance; que dès lors il y a lieu d'ordonner l'exécution du billet dont il s'agit, et par suite de déclarer les saisies-arrêts valables, à la charge toutefois par l'appelant d'affirmer par serment la sincérité et la réalité de sa créance;

Par ces motifs, etc.

Du 13 février 1840. — Cour de Liège. —
3^e Ch.

1^{re} VENTE (PROMESSE DE). — 2^{de} EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. —
PAYEMENT. — FRAIS.

1^{re} La promesse de vente peut, comme la rente même, être faite sous condition; en conséquence, est valable la promesse de rente faite à l'État sous la condition qu'elle sera approuvée par décision ministérielle; ce n'est point là une condition potestative.

Le décès du vendeur arrivé avant l'approbation ministérielle ne dégage point ses héritiers de l'obligation de vendre.

2^{de} En matière de vente d'immeubles pour cause d'utilité publique, le paiement préalable de l'indemnité ne peut avoir lieu qu'après la justification que l'immeuble cédé est libre de toute hypothèque.

C'est au vendeur à fournir la preuve de cette libération et à rapporter le certificat négatif du conservateur des hypothèques.

L'État doit, comme acheteur, supporter les frais de vente et fournir son titre au vendeur; mais cette obligation se restreint aux frais ordinaires d'actes et n'embrasse point ceux du jugement rendus nécessaires par l'action du demandeur.

Le 17 décembre 1839, les époux Gilmar firent signifier au ministre des travaux publics, et à M^{re} Deliége, notaire, qu'ils avaient appris indirectement qu'il avait existé une négociation entre ledit notaire Deliége, et Willems-Joseph Ransy, leur auteur, relativement aux terrains que doit occuper le chemin de fer; qu'ils n'avaient aucune connaissance de ce qui s'était passé à cette occasion; qu'ils n'en avaient trouvé aucune trace dans les papiers de la succession; qu'en conséquence, ils révoquaient pour autant que de besoin et considéraient comme non avenus tous projets et propositions de conventions qui pourraient avoir existé entre leur auteur et les notifiés; qu'en outre, ils considéraient comme révoqués, nuls ou sujets à rescision, tous écrits ou projets.

Par le même exploit, ils firent assigner l'État belge et le notaire Deliége devant le

tribunal civil de Liège, aux fins d'entendre déclarer que l'État n'avait acquis aucun droit à la propriété des pièces de fond qui leur appartenaient, situées à la Brouck, commune de Forêt, lesquelles devaient être occupées par le chemin de fer; lui faire défense d'y toucher, si l'indemnité n'en avait été préalablement réglée amiablement ou judiciairement, avec gain des dépens, se réservant expressément les demandeurs de prendre en prosecution de cause telles autres conclusions qu'au cas appartiendra.

Lors des plaidoiries, ils conclurent en outre subsidiairement à être admis à prouver par tous moyens de droit, par experts et par témoins, que la vente projetée renfermait une lésion de plus de sept douzièmes, et, plus subsidiairement encore, à ce qu'il fût dit pour droit que l'État est obligé de construire une arcade dans leur jardin pour arriver avec charrettes au restant de leur propriété, et cela dans l'endroit qu'ils désigneraient.

L'État belge, tout en soutenant que le compromis ou promesse de vente souscrit par feu Ransy devait être exécuté suivant leur forme et teneur, conclut à ce qu'il fût dit pour droit qu'il pourrait prendre immédiatement possession des terrains dont il s'agit, sous l'offre qu'il avait faite d'en payer aux époux Gilmar le prix stipulé, sur la production, à leurs frais, d'un certificat négatif d'inscription hypothécaire; dire, en outre, que, faute par eux de produire ce certificat quinze jours après la transcription du jugement, il sera libre à l'État belge d'opérer le dépôt du prix dans la caisse des consignations, à leurs frais, risques et périls; déclarer que le viaduc sera construit dans l'emplacement qui lui était désigné au plan remis au tribunal, etc.

Le notaire Deliége soutint que, n'ayant agi qu'en sa qualité de délégué de l'État, il devait être mis hors de cause.

Le 13 janvier 1840, jugement du tribunal civil de Liège, ainsi conçu :

« Attendu que sous la date du 10 novembre 1837, feu Willems-Joseph Ransy, auteur des demandeurs, a souscrit trois actes sous seing privé par lesquels il consent à céder au gouvernement telle partie de terrains y désignés qui sera jugée nécessaire pour l'établissement du chemin de fer, et ce, moyennant un prix fixe et déterminé, toute indemnité comprise; que ce consentement a été accepté par le défendeur Deliége, notaire à ce délégué, et un sieur Delvaux, expert, au nom du gouvernement, mais sous la réserve de l'approbation de

N. le ministre de l'intérieur, alors compétent; qu'il est encore avoué que ces actes ont été faits en double;

« Attendu que ces actes présentent tous les caractères d'une promesse de vente dans le sens de l'article 1389 du Code civil; qu'il y a, en effet, consentement des parties sur la chose et sur le prix; que cette promesse a été acceptée par les délégués du gouvernement, qui par là ont promis d'acheter, cette acceptation ne pouvant raisonnablement s'interpréter d'une autre manière;

« Attendu que la promesse de vente comme la vente elle-même peut être contractée sous condition; que, dans l'espèce, elle a pu donc être contractée sous la condition d'approbation du ministre compétent; que ce n'est pas là une condition potestative en ce sens que l'existence de la promesse synallagmatique dépendait de l'Etat, acquéreur; que cette promesse existait; que seulement les effets en étaient suspendus jusqu'à la ratification d'un agent du gouvernement, et qu'arrivant la ratification, la promesse de vente a valu vente, aux termes de l'article 1389 du Code civil;

« Attendu qu'en stipulant ainsi, le vendeur a su que les mandataires du gouvernement ne pouvaient s'obliger que sous la réserve d'approbation du ministre; qu'en acceptant cette condition, il a bien voulu en courir les chances, mais qu'il n'en était pas moins lié par le contrat qu'il avait souscrit et dont il ne pouvait se dégager qu'en mettant le ministre en demeure de donner son approbation, aux termes de l'art. 1159 du Code civil;

« Attendu que c'est vainement que l'on objecte que la mort du sieur Ransy, survenue avant l'approbation du ministre, a dégagé ses héritiers de l'obligation de respecter la promesse ci-dessus, puisqu'aux termes de l'article 1122 du Code civil on est censé avoir stipulé pour soi, ses héritiers et ayants cause, à moins que la contrainte ne résulte de la nature de la convention, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce;

« Attendu qu'aucune mise en demeure n'ayant eu lieu, et l'approbation ne devant plus être donnée dans un délai déterminé, elle a pu intervenir tant et si longtemps que les choses étaient entières; qu'en fait, par arrêté ministériel en date du 13 décembre dernier, le ministre a ratifié le géré de ses mandataires, et, l'assignation des demandeurs n'ayant été signifiée que postérieurement, le 17 du même mois, elle n'a pu avoir pour effet d'annuler un contrat qui avait reçu tout son complément;

« Attendu que les actes dont il s'agit contiennent la mention qu'ils ont été faits doubles; qu'ainsi il a été satisfait au prescrit de l'article 1325 du Code civil; que, le défendeur représentant le double qui a été laissé en sa possession, ce serait aux demandeurs à exhiber celui qui a été laissé à leur auteur, ou à prouver la fausseté de la mention contenue auxdits actes, puisqu'il dépendrait toujours de l'un des contractants de se soustraire à l'exécution d'une obligation par lui valablement contractée en faisant disparaître le double à lui remis, ou en alléguant vaguement, comme dans l'espèce, qu'aucun double ne lui a été remis, ou qu'il ne l'a pas retrouvé dans les papiers de son auteur; que les demandeurs n'offrant pas cette preuve, il faut s'en tenir à l'acte qui fait foi de son contenu, aux termes de l'article 1322 du Code civil; d'où il suit que la conclusion principale des demandeurs ne peut être accueillie;

« Attendu, en ce qui touche la lésion, qu'aux termes de l'article 1677 du Code civil la preuve n'en peut être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion; que, par cette disposition, le législateur, comme le disaient les orateurs du gouvernement, a exigé une sorte de jugement préparatoire sur l'état du procès, et a montré tant de respect pour la sainteté des contrats et pour la sûreté du commerce, qu'une question rescisoire est traitée avec la même circonspection qu'une question d'état;

« Attendu que, dans l'espèce, on n'est borné à demander à être admis à prouver la lésion par experts et par témoins en se fondant uniquement sur l'article 1676 du Code civil, mais qu'on n'a articulé à l'appui de cette conclusion aucun fait vraisemblable et assez grave pour faire présumer la lésion; qu'il est, au contraire, résulté des débats que le prix stipulé est le prix commun qui s'est payé pour des propriétés voisines et de même nature; qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, il est notoire qu'outre le prix réel de l'immeuble, l'Etat paye souvent des indemnités pour dépréciation des parcelles restantes, et que, quand un prix en bloc est fixé pour ces deux objets, il serait fort difficile d'établir la lésion; qu'il n'y a donc pas lieu d'admettre la preuve demandée;

« Attendu que, tous les moyens des demandeurs contre la validité des actes dont s'agit étant écartés, il s'ensuit que les pro-

messes de vente doivent être exécutées selon leur forme et teneur; qu'ainsi, les demandeurs sont fondés dans leurs conclusions subsidiaires tendantes à forcer le gouvernement à construire une arcade dans leur jardin pour arriver avec charrettes au restant de leur propriété, et cela dans l'endroit qui sera désigné par eux, n'étant pas prouvé que cette désignation ait eu lieu jusqu'à ce jour;

« Attendu, d'un autre côté, que l'Etat est aussi fondé dans sa demande de prise de possession immédiate des terrains cédés sous l'offre qu'il fait d'en payer le prix stipulé aux demandeurs, sur la production d'un certificat négatif d'inscriptions hypothécaires délivré quinze jours après la transcription du présent jugement, et, à défaut de ce, de consigner ledit prix; mais que les frais de ce certificat doivent rester à la charge de l'Etat comme étant occasionnés par l'expropriation que les demandeurs doivent forcément subir;

« Attendu, quant aux dommages-intérêts réclamés par l'Etat, qu'il n'est pas justifié que lui ou les entrepreneurs en aient éprouvé par la présente contestation;

« Attendu que, le défendeur Deliége n'ayant agi que comme mandataire du gouvernement, aucune action ne pourrait lui être intentée par les demandeurs du chef de l'exécution de son mandat, puisqu'il n'a contracté aucune obligation personnelle et qu'il n'a obligé que son mandant;

« Par ces motifs, déclare les demandeurs non fondés dans leur action en nullité et révocation des consentements donnés par feu Ransy, leur auteur, le 10 novembre 1837; déclare qu'il n'y a pas lieu de les admettre à la preuve de la lésion par eux articulée; dit pour droit que lesdites conventions, approuvées par arrêté ministériel du 13 décembre 1839, seront exécutées selon leur forme et teneur, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le paiement préalable ou la consignation de l'indemnité n'est prescrit par la loi que lorsqu'il y a expropriation pour cause d'utilité publique, et nullement lorsque, comme dans l'espèce, il y a vente volontaire; que la destination donnée aux terrains dont il s'agit, et l'urgence des travaux en vue desquels fut contractée la cession du 10 novembre 1837, témoignent assez que, dans l'intention même des parties, la délivrance devait en être faite immédiatement, tandis que, le ven-

deur étant obligé à fournir à l'acheteur le fonds libre de toutes charges, ce dernier ne saurait être tenu d'opérer le paiement tant que le fonds est grevé d'inscriptions hypothécaires; ce qui résulte d'ailleurs de l'article 1653 du Code civil;

Attendu que si, aux termes du droit commun, le vendeur doit délivrer la chose vendue libre et exempte de charges, c'est aussi à lui à fournir la preuve de cette libération, et ainsi à rapporter à ses frais le certificat négatif du conservateur des hypothèques;

Attendu que si, dans l'espèce, l'Etat devait, comme acheteur, supporter les frais de vente et fournir un titre au vendeur, cette obligation ne s'étendait point au delà des frais ordinaires d'acte, et ne pouvait embrasser ceux du jugement rendu nécessaire par l'action des demandeurs;

Par ces motifs, dit pour droit : 1° que l'Etat est autorisé à prendre immédiatement possession des terrains cédés par Willems-Joseph Ransy, et à ne les payer que sur la présentation d'un certificat négatif d'inscriptions hypothécaires, etc.

Du 15 février 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — APPEL.

On ne peut, en appel, demander l'exécution provisoire lorsqu'on ne l'a pas réclamée en première instance (1). (Code de proc., art. 435 et 438.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'article 133 du Code de procédure civile, l'exécution provisoire, lorsqu'il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation par jugement non attaqué, n'a pas lieu de plein droit, mais doit être ordonnée par le juge; que cette mesure, étant d'ailleurs introduite dans l'intérêt des parties, ne peut être prononcée par le magistrat que sur la demande formelle de celle-ci, puisqu'il leur est toujours libre d'user ou de ne pas user d'une faculté que leur accorde la loi, et dont l'exercice n'intéresse point l'ordre public;

Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 136 et 438 du Code de procé-

(1) Mais voy. BRUX., 15 nov. 1840.

de civil que la Cour d'appel ne peut être saisie d'une demande en exécution provisoire que dans le cas où le tribunal a omis d'y faire droit, et que cette omission n'existe que lorsque cette demande a été expressément formulée devant les premiers juges ;

Attendu, au surplus, qu'une fois qu'il est établi que l'exécution provisoire doit faire l'objet d'une demande en justice, il s'ensuit qu'elle est soumise à la règle des deux degrés de juridiction, puisqu'on ne saurait invoquer aucune disposition exceptionnelle qui l'affranchisse de cette règle, et que le système contraire impliquerait même violation de l'article 464 du Code de procédure civile, qui défend de former en degré d'appel aucune demande nouvelle, sauf les seules exceptions dont il contient l'énumération ;

Attendu que, dans l'espèce, la demande d'exécution provisoire n'a point été présentée en première instance ; qu'elle n'a été formée qu'en instance d'appel ; qu'ainsi elle ne saurait être accueillie ;

Par ces motifs, déclare ladite demande non recevable.

Du 13 février 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

PATURAGE. — DÉFENSABILITÉ.

L'exercice d'un droit de pâturage dans un bois particulier non déclaré défensible est essentiellement subordonné à la déclaration préalable de défensabilité prescrite par le décret du 17 nivôse an xiii.

Le 4 juin 1839, Marie-Anne Job avait laissé paître et gardé à vue ses bestiaux dans le bois dit *les Biottes*, non déclaré défensible, appartenant au comte de Geloës.

Traduite devant le tribunal correctionnel de Verviers sous la prévention d'un délit de pâturage, le ministère public requit contre elle condamnation en vertu des articles 38 et 37 du titre II de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791.

Le 9 novembre 1839, jugement ainsi conçu :

« Attendu que le droit que prétend avoir la prévenue d'exercer le pâturage dans le bois acquis du gouvernement par le comte de Geloës n'est point contesté, sauf à la prévenue à se conformer aux lois et règlements pour obtenir la déclaration de défensabilité ;

« Attendu qu'il est résulté de l'instruction qu'antérieurement à la vente faite au

comte de Geloës, le droit de pâturage dont il s'agit n'était exercé qu'après déclaration de défensabilité par l'administration forestière ;

« Attendu que la partie du bois où la prévenue a été trouvée gardant à vue ses bestiaux était de l'âge de neuf ans, et n'était point déclarée défensible d'après les lois et règlements sur ce point ; qu'ainsi il y a contravention aux termes des décrets des 8 vendémiaire an vi et 17 nivôse an xiii ;

« Vu les articles 3 et 4 du décret du 8 vendémiaire an vi, 1^{er} du décret du 17 nivôse an xiii, 38 et 37 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 ;

« Par ces motifs, condamne la prévenue à 12 francs d'amende. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, quelles que soient la nature et l'étendue du droit de pâturage que réclame l'appelante, en vertu d'un titre antérieur au décret du 17 nivôse an xiii, l'exercice de ce droit de pâturage est essentiellement subordonné à la déclaration préalable de défensabilité prescrite par ledit décret ; qu'ainsi, en supposant à l'appelante tous les droits dont elle se prévaut, et qui seront ultérieurement réglés par les juges civils, elle est en contravention pour avoir exercé ces droits illégalement et sans avoir rempli les formalités voulues par le décret précité ;

Sans avoir égard à l'exception préjudicielle, met l'appellation à néant, etc.

Du 14 février 1840. — Cour de Liège. — Ch. app. correct.

NOTAIRE.

Brux., 19 février 1840. — Voy. *Pasicr.*, 1842, p. 12.

RESPONSABILITÉ CIVILE.

Bruxelles, 20 février 1840. — Voy. *cass.*, 4 mai 1840.

CAUSE. — OBLIGATION. — PREUVE. — EFFET DE COMMERCE.

Un effet de commerce n'énonçant pas de cause a néanmoins les effets d'une obligation civile (1).

(1) Voy. *conf.* Besançon, 21 déc. 1811 ; Trèves,

Une obligation n'exprimant pas sa cause est valable; c'est au débiteur et non au créancier qu'il incombe de prouver qu'elle est sans cause (1). (Code civil, art. 1132.)

Le 24 novembre 1838, le sieur V..., pharmacien, souscrivit un billet conçu comme suit : « A trois mois de date, je payerai » contre la présente, à l'ordre du sieur L. Vernimmen, la somme de 1,200 fr., » valeur reçue. »

Ce billet fut endossé au sieur C. B. Deffaux et protesté à son échéance. Le sieur Deffaux fit assigner le sieur V... devant le tribunal de commerce de Bruxelles, pour obtenir condamnation au paiement de l'effet par lui souscrit. Ce dernier excipa du défaut de cause et dénâ avoir reçu la valeur de l'effet, concluant par suite à ce que le demandeur fût déclaré non recevable ni fondé.

Le sieur Deffaux soutint qu'il ne pouvait se prévaloir d'une irrégularité qui était son propre ouvrage; qu'en admettant même que l'effet dût dégénérer en simple obligation, celle-ci n'en était pas moins valable aux termes de l'article 1132 du Code civil.

Le tribunal de commerce, par jugement du 25 mars 1839, statua dans les termes suivants :

« Attendu que le billet dont s'agit au procès ne prouve pas par lui-même que le créateur en a reçu la valeur ;

« Attendu néanmoins que le défaut de cause n'entraîne pas la nullité du billet, si l'on prouve d'ailleurs qu'il a une cause obligatoire dans le chef du créateur ;

« Par ces motifs, et avant de faire droit, le tribunal ordonne au demandeur de prouver que le défendeur a reçu la valeur du billet. »

Le sieur Deffaux interjeta appel de ce jugement.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le billet à ordre, dont l'appelant réclame le paiement, a été souscrit par l'intimé sous la date du 24 novembre 1838, et porte : « A trois mois » de date je payerai contre la présente, à

« l'ordre du sieur L. Vernimmen, la somme » de 1,200 fr., valeur reçue ; »

Attendu qu'en admettant que ce billet n'énonce pas au vœu de la loi la valeur fournie, et que par suite il perd les avantages qu'elle a attachés aux billets à ordre, lorsqu'ils réunissent toutes les conditions qu'elle prescrit, il est, d'un autre côté, incontestable qu'il doit au moins valoir comme simple obligation ;

Attendu que la loi, ne frappant de nullité que l'obligation qui n'a pas de cause, et non celle dans laquelle la cause n'est pas énoncée, puisqu'elle déclare, au contraire, celle-ci valable (article 1132 du Code civil), il en résulte que la cause est présumée, par le fait seul de l'obligation, en faveur de celui au profit duquel elle a été créée, et qu'il ne suffit pas d'une simple dénégation, à cet égard, de la part du débiteur, pour en éviter le paiement, mais que c'est à lui à prouver qu'elle n'a réellement pas de cause ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que l'appelant, qui agit ici comme cessionnaire du sieur Vernimmen au profit duquel le billet a été créé, a, en sa faveur, une présomption légale qui le dispense de toute preuve ; d'où résulte que c'est à tort que le premier juge lui a ordonné de prouver que l'intimé a reçu la valeur du billet, preuve qu'il est d'autant moins à même d'administrer, que n'étant que tiers porteur, il est étranger à tout ce qui s'est passé entre l'intimé et son créancier ;

Par ces motifs, réforme le jugement dont appel, en tant qu'il a imposé à l'appelant la preuve d'une cause dans l'obligation dont il s'agit ; émendant, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, dit pour droit que cette preuve ne peut incomber à l'appelant, et que c'est à l'intimé à prouver que l'obligation est sans cause ; renvoie, etc.

Du 26 février 1840. — Cour de Brux. — 3^e Ch.

CHEVAUX. — IMPÔT. — CULTIVATEUR. — INDUSTRIEL.

Le cultivateur ou l'industriel qui n'emploie

1^{re} fév. 1812 ; Bruxelles, 14 janv. 1822 ; Liège, 18 mai 1824 ; Toulouse, 17 nov. 1828. — Jugé cependant qu'un billet à ordre conserve sa nature commerciale, quoiqu'il ne soit pas fait mention de la valeur fournie ; Paris, 18 fév. 1850.

(1) Voy. dans ce sens Bourges, 12 fév. 1825 ; Agen, 5 juillet 1850 ; Brux., 7 mai 1845 et 10 juillet 1848 (Pasic., 1849, p. 530 et 1848, p. 251) ;

Dissertation (Sirey, 21, 2, 74) ; Toullier, t. 6, n^{os} 175 et suiv. ; Marbeau, *Tr. des transactions*, n^o 158 ; Paillet, note sur l'art. 1135, et en sens contraire Delvincourt, t. 5, p. 120 ; Dalloz, t. 24, p. 325, n^o 7, et Duranton, t. 10, n^o 555. *Vide* Merlin, *Quest.*, v^o Cause des obligations, § 1, et *Biblioth. du jurisc.*, t. 1, p. 250.

qu'accidentellement à la selle l'un des chevaux employés habituellement à l'exercice de sa profession ou de son industrie, ne tombe ni sous l'application de l'article 42 de la loi du 28 juin 1822, ni sous celle de l'article 1^{er} de la loi du 12 mars 1827, et partant n'est passible d'aucun impôt (1).
(Loi des 28 juin 1822 et 12 mars 1827.)

Le 2 décembre 1859, le sieur Carlier, brasseur et cultivateur à Neuville, avait été condamné par le tribunal de Mons au paiement du droit et de l'amende, pour avoir accidentellement, sans en avoir fait la déclaration, monté un des chevaux qu'il employait habituellement au service de sa double industrie. — Sur appel, ce jugement fut infirmé en ces termes :

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les lois fiscales comme les lois pénales, et toutes celles qui restreignent la liberté naturelle ou qui obligent à donner ou à faire quelque chose, sont de strict droit et de stricte application, de sorte que lorsqu'elles disposent pour un cas qu'elles déterminent on ne peut en étendre l'application à d'autres cas non exprimés;

Attendu que le n° 3 de l'article 42 de la loi du 28 juin 1822 ne frappe du droit de 7 florins que les chevaux principalement destinés à l'usage de l'agriculture, aux fabriques et aux usines, etc., quand ils servent en même temps aux attelages des voitures suspendues;

Attendu que la loi n'a pas renouvelé cette disposition, quant aux chevaux destinés à l'agriculture et aux fabriques qui accidentellement servaient sous la selle;

Attendu qu'il y a d'ailleurs une différence sensible entre un cheval employé momentanément à une voiture, et un cheval employé accidentellement sous la selle, puisque le premier suppose plus d'aisance à son possesseur que n'en ont communément les cultivateurs et gens de métier, qui ne montent guère à cheval que par nécessité, de sorte que le silence de la loi sur ces derniers chevaux est pleinement justifié;

Attendu que le mot *exclusivement* dont se sert le n° 3 de l'article 42 de la loi préci-

tée ne doit pas non plus être pris dans un sens rigoureux et absolu, même en ce qui concerne les chevaux de trait ou de bât qu'on attelle quelquefois aux voitures suspendues, car, en examinant bien la contexture de la disposition, il est évident que le mot *exclusivement* ne signifie que *principalement*, et la preuve de cette vérité se trouve dans la loi même qui exige, pour son application, que les chevaux destinés à l'agriculture, aux fabriques, etc., servent en même temps aux attelages des voitures suspendues; or, il ne peut exister une destination exclusive là où deux destinations sont requises;

Attendu que la loi du 12 mars 1827, modificative de la loi du 28 juin 1822, n'a pas eu pour but de frapper d'un impôt les chevaux qui précédemment n'y étaient pas assujettis, la seule et unique fin de cette loi a été de placer dans la classe des chevaux mixtes ceux qui, sous la loi précédente, pouvaient être considérés comme des chevaux de luxe, ainsi par des raisons spéciales et exceptionnelles les chevaux des médecins, chirurgiens, artistes vétérinaires, fabricants, commis-voyageurs et cultivateurs, qui, d'après l'interprétation donnée à la loi de 1822, devaient payer l'impôt de 20 florins, quand ils étaient principalement et habituellement employés soit à la selle, soit à des voitures suspendues, dans l'exercice de ces diverses professions, ne doivent plus payer maintenant que 15 francs, mais de là il ne découle pas que les chevaux principalement destinés à l'agriculture et aux fabriques doivent payer un impôt quelconque, quand on les monte accidentellement, la loi de 1827 étant à cet égard aussi silencieuse que la loi de 1822, ces chevaux sont et doivent demeurer exempts de tout droit;

Attendu que tel est le sens des discussions qui ont eu lieu aux chambres législatives lors de l'adoption de la loi de 1827, et telle doit aussi être la pensée du ministre des finances, intimé, puisqu'il résulte de la résolution du 19 août 1859, produite au procès, qu'il n'a autorisé les poursuites contre Carlier qu'en considérant qu'il résultait de renseignements par lui obtenus (mais erronés sans doute), que Carlier se servait habituellement de son cheval sous la selle;

Attendu que la prétendue impossibilité de reconnaître si un cheval est principalement et habituellement destiné à l'agriculture, aux fabriques, à la selle ou aux voitures suspendues, n'existe pas; dans ce cas, comme dans mille autres, c'est au juge saisi de la contestation à statuer sur le fait, après avoir

(1) Voy. BRUX., cass., 5 août 1859, 4 nov. 1840 (Pasie., 1841, p. 94); BRUX., 26 nov. 1841 (Pasie., 1841, p. 325 et 1842, p. 259 et 297).

pesé les moyens de preuve fournis pour appuyer la demande ou pour étayer la défense;

Mais dans aucune hypothèse la difficulté de faire une preuve ne peut autoriser ni les agents du pouvoir exécutif, ni les membres du pouvoir judiciaire, à s'écarter d'un principe établi par une loi positive;

Attendu, en fait, qu'il eunste du procès-verbal du 29 avril 1839, des dispositions des témoins entendus devant le tribunal de Mons, et plus spécialement du jugement dont est appel, non attaqué par l'administration intimée, qu'Edouard Carlier, brasseur et cultivateur à Neuville, ne se sert qu'accidentellement sous la selle de l'un de ses chevaux, poil alezan brun, employé habituellement à sa profession de brasseur et de cultivateur;

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant, décharge Carlier des condamnations prononcées contre lui, etc.

Du 29 février 1840. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

DÉFENSE (DROIT DE). — COMPULSOIRE. — PIÈCES COMPTABLES. — RECEVEUR DES CONTRIBUTIONS.

Il importe à un prévenu d'avoir pour sa justification tous les moyens qui sont accordés au ministère public, afin d'établir le fondement des poursuites.

Un huissier des contraintes, poursuivi pour avoir détourné des sommes qui lui avaient été remises, moyennant salaire, par des redevables, pour acquitter à leur décharge leurs contributions, peut-il demander, en termes de défense, que le receveur des contributions du bureau auquel il était attaché soit tenu de produire à son inspection les registres et autres pièces de comptabilité, et cela quand bien même le ministère public déclare n'entendre faire aucun usage des pièces réclamées ? — Rés. aff.

Le sieur C..., ancien huissier de contraintes au bureau du sieur Stevens, receveur des contributions, inculpé d'abus de confiance pour avoir détourné, au préjudice de plusieurs contribuables, des sommes qu'ils lui avaient remises pour payer le montant de leurs contributions à leur décharge, moyennant salaire, fut traduit de ce chef devant le tribunal correctionnel de

Bruxelles. Le prévenu soutint, pour se justifier, qu'il avait remis et renseigné ces sommes, soit au receveur, soit au neveu de celui-ci, employé comme commis au bureau, et que les registres en faisaient foi. Le conseil du prévenu demanda au tribunal qu'il lui plût ordonner au sieur Stevens, receveur des contributions, témoin à charge, de produire au procès différentes pièces nécessaires à la justification de son client, ainsi que les pièces déposées au ministère des finances, à savoir : 1^o le journal de 1838; 2^o le cahier des quittances délivrées; 3^o le cahier des bordereaux des versements de 1838; 4^o l'état de mois, n^o 2, du mois d'octobre 1838; 5^o le cahier des comptes entre le receveur et le prévenu, les pièces se trouvant au département des finances. Le ministère public déclara n'entendre faire aucun usage de pièces quelconques. Intervint, le 22 janvier 1840, un jugement ainsi conçu :

« Attendu que le sieur Stevens, receveur des contributions, n'est pas en cause;

« Attendu que le ministère public a déclaré n'entendre faire aucun usage de pièces quelconques;

« Attendu que si le prévenu étoit, dans l'intérêt de sa défense, avoir des pièces à produire, c'est à lui à les faire être au procès en due forme;

« Par ces motifs, le tribunal dit qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à la demande du prévenu, et qu'il sera passé outre séance tenante. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il entre dans les règles de la justice répressive que le prévenu ait, pour sa justification, tous les moyens qui sont accordés au ministère public pour établir le fondement des poursuites;

Attendu qu'il ne suffit pas que le ministère public déclare qu'il n'entend pas faire usage des pièces dont la production est réclamée par le prévenu, pour que celui-ci soit privé des avantages que ces pièces pourraient lui procurer;

Attendu que bien que Stevens ne soit pas partie en cause, il est néanmoins, en sa qualité de receveur des contributions, dans la classe des personnes qui ne peuvent être contraintes à produire des actes de nature de ceux réclamés par C... qu'en vertu d'un jugement;

Attendu que C... a reconnu, à l'audience du 27 de ce mois, que les pièces dont il a

parlé au n° 6 de ses conclusions prises en première instance lui avaient été restituées depuis le jugement dont est appel ;

Par ces motifs, reçoit l'appel du jugement incidentel du 22 janvier dernier ; y faisant droit, le met à néant, en ce qu'il y est déclaré qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter à la demande du prévenu tendante à la production des pièces ; émendant, quant à ce, ordonne à G. Stevens, receveur des contributions directes à Bruxelles, de produire au greffe du tribunal correctionnel de Bruxelles, à l'inspection de l'appelant C..., les pièces indiquées plus haut.

Du 29 février 1840. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

SCELLÉS. — APPPOSITION. — COMMUNAUTÉ.
— PRESCRIPTION. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'à la dissolution de la communauté le survivant des époux a négligé de dresser inventaire, un enfant issu du mariage peut-il requérir l'apposition des scellés, même plus d'un an après (1). — Rés. aff.

N'y a-t-il que la prescription qui puisse faire perdre ce droit ? (Code de proc., article 909.) — Rés. aff.

Le juge de référés est-il compétent pour statuer sur la demande de levée de scellés pure et simple formée dans ces circonstances ? (Code de proc., art. 921.) — Rés. aff.

Françoise Dekotelaere, épouse de J. B. Hellebuyck, est décédée à Gand, le 26 mai 1817. — Aucun inventaire ne fut fait à son décès ; il n'y eut ni liquidation de la communauté conjugale, ni partage de la succession. — Par acte notarié en date du 24 janvier 1828, l'un des enfants, devenu majeur, donna procuration à son père, à l'effet d'administrer les biens et intérêts communs.

Le 2 janvier 1840, ce même enfant requit l'apposition des scellés au domicile de son père, sur tous les meubles, titres et papiers appartenant à ce dernier. — Ces scellés furent apposés tous droits saufs. — Le père Hellebuyck ayant assigné son fils en référé, pour y voir et entendre déclarer que les scellés seraient levés purement et simple-

ment, et sans inventaire, intervint, le 7 janvier, une ordonnance ainsi conçue :

« Attendu que la présente affaire est de la nature de celles soumises au juge siégeant en référé ; qu'à lui appartient le droit de statuer sur les contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'apposition et levée des scellés.

« Au fond : — Attendu que, par le long espace de temps qui s'est écoulé depuis le décès de la mère de la partie Vanderveelde, il s'est opéré une confusion des biens de la partie Hulin (le père Hellebuyck) et de ceux de l'épouse décédée ; que, dans ces circonstances, le droit de la partie Vanderveelde doit se borner à faire constater, par toutes les voies légales, tout ce qui composait la succession de sa mère ; mais que l'on ne peut admettre qu'elle soit en droit d'agir encore aujourd'hui par voie d'apposition de scellés, puisque, par sa longue inaction, on ne peut plus dire qu'il existe encore une mortuaire ; qu'en un mot les choses ne sont plus en état d'être inventoriées ;

« Attendu que la partie Vanderveelde a d'autres moyens légaux de faire valoir ses droits, si elle s'y croit fondée ;

« Par ces motifs, la levée pure et simple des scellés fut ordonnée. »

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur l'exception d'incompétence :

Attendu qu'il résulte de l'article 921 du Code de procédure que toute contestation relative à l'apposition ou levée des scellés peut être portée en référé devant le président du tribunal, et que d'ailleurs pareille contestation étant dans tous les cas urgente de sa nature est par cela seul, aux termes de l'article 806 du même Code, susceptible de référé ; de sorte que, sous un double rapport, la demande de la partie intimée a été compétemment introduite par citation en référé.

Au fond : — Attendu qu'il est reconnu entre parties que communauté de biens a existé entre l'intimé et sa défunte femme, et que, depuis le décès de cette dernière, aucun inventaire n'a été fait de cette communauté qui est jusqu'à présent restée illiquidée ;

Attendu que l'appelant, héritier *pro parte* de sa mère, avait, aux termes de l'art. 909 dudit Code, droit de requérir l'apposition des scellés, et partant aussi leur levée, avec description, sur tous les biens de la même communauté, dont l'intimé a conservé la possession ;

(1) Voy. Brux., 12 nov. 1834 et 14 janv. 1836 ; Gand, 22 déc. 1834.

Attendu qu'aucun laps de temps, autre que celui de la prescription, n'a pu faire perdre à l'appelant un droit qu'il tient directement de la loi;

Attendu que l'intimé est d'autant moins fondé à se plaindre des conséquences de cette apposition tardive de scellés, qu'il aurait pu s'y soustraire en faisant inventaire en temps utile, et que d'ailleurs, dans l'espèce particulière, la loi lui en faisait un devoir, puisqu'au décès de sa femme il est resté tuteur de l'appelant, alors mineur;

Attendu que cette apposition de scellés ne porte aucun préjudice aux droits de propriété particulière de l'intimé, puisqu'il pourra les faire valoir sur tous et tels biens qu'il justifiera lui appartenir exclusivement;

Par ces motifs, ouï en ses conclusions conformes M. l'avocat général Colinet sur l'exception d'incompétence, déclare que le juge à quo était compétent....., et sauf tous droits de propriété particulière de l'intimé sur les biens sous scellés, maintient les mêmes scellés; déclare qu'ils ne seront levés que sous description et inventaire, etc.

Du 2 mars 1840. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

1^{er} APPEL CORRECTIONNEL. — PARTIE CIVILE. — NON-RECEVABILITÉ. — 2^e CLÔTURE. — CORRELEMENT. — DÉLIT, — INTENTION.

1^{re} *En matière correctionnelle, la partie civile peut-elle appeler seule et sans le concours du ministère public du jugement qui acquitte le prévenu (1)?* (Code d'inst. crim., art. 1, §, 182 et 302, n° 2.) — Rés. aff.

2^{re} *Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 456 du Code pénal, il faut que le fait d'avoir comblé un fossé ait eu lieu par malveillance et dans le dessein de nuire (2).*

Le ministre des travaux publics avait fait citer, devant le tribunal correctionnel de Gand, un cultivateur riverain du chemin de fer et son domestique, du chef d'avoir comblé un fossé que l'administration du chemin de fer soutenait avoir fait creuser sur les franes-bords pour empêcher toute circulation : on invoquait contre eux l'article 456

du Code pénal. Les prévenus excipèrent du droit qu'ils prétendaient avoir de passer à l'endroit où l'on avait creusé le fossé. Ils furent acquittés. Le ministre, partie civile, appela seul et sans le concours du ministère public du jugement d'acquiescement. Les prévenus soutinrent l'appel non recevable, subsidiairement non fondé.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la recevabilité de l'appel :

Attendu qu'aux termes de l'article 202, n° 2, du Code criminel, la faculté d'appeler appartient à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement;

Attendu qu'aucune disposition de loi ne subordonne la validité de cet appel à celui du procureur du roi; qu'il en résulte seulement qu'à défaut d'appel de la part de ce magistrat, les faits constitutifs de la plainte ne pourront plus être examinés en degré d'appel que sous le rapport des dommages-intérêts réclamés par la partie civile et pour autant que ces dommages seraient la conséquence d'un délit ou d'une contravention punissable, mais qu'à l'égard de la vindicte publique, le jugement dont appel aura, quant à l'application de la peine, acquis force de chose jugée.

Au fond :

Attendu que pour qu'il y ait lien à l'application de l'article 456 du Code pénal, il faut que le fait d'avoir comblé un fossé ait été accompagné d'une intention malveillante ou qu'il ait été commis méchamment et dans le dessein de nuire;

Attendu que ces circonstances ne se rencontrent pas dans l'espèce, et qu'ainsi le fait reproché aux prévenus ne pouvant être envisagé que comme une voie de fait purement civile, la Cour, siégeant en matière correctionnelle, n'est point appelée à en connaître, non plus que des intérêts civils qui s'y rattachent;

Par ces motifs et ceux du premier juge, reçoit l'appel, et y faisant droit, déclare la partie civile comme elle agit, dans ses conclusions tant principales que subsidiaires, non recevable ni fondée, etc.

Du 3 mars 1840. — Cour de Gand. — Ch. corr.

(1) Voy. dans ce sens Merlin, *Quest.*, v° *Appel*, § 2, nos 5 et 6; Legraverend, 1. 3, p. 579; avis du conseil d'État du 12 nov. 1806; Brux., 20 février et 27 mai 1835; Paris, cass., 25 sept. 1857.

Contrà, Carnot, sur l'article 202 du Code d'instruction criminelle.

(2) Voy. Brux., 2 nov. 1851; Carnot, sur l'article 457.

ARBITRAGE.

Bruxelles, 4 mars 1840. — Voy. *Pasier*, 1842, p. 20.

—

1^o ASSURANCE. — ORDONNANCE D'EXÉCUTION. — RECOURS. — RENONCIATION. — 2^o ARBITRES. — DESIGNATION. — COMPÉTENCE.

1^o *Lorsqu'en matière d'assurances contre l'incendie, il a été stipulé dans la police que les parties renoncent à toute opposition envers l'ordonnance d'exequatur de la sentence arbitrale qui pourrait intervenir entre elles, cette renonciation n'est considérée comme valable qu'autant que la sentence a été rendue par des arbitres régulièrement nommés.*

2^o *Lorsqu'il est dit dans la police que, faute par l'une des parties de nommer son arbitre, il sera désigné d'office par le président du tribunal, ce tribunal ne peut être que celui de la situation de l'immeuble assuré.*

La compagnie d'assurances générales contre les risques d'incendie, établie à Bruxelles, avait assuré, le 16 mai 1837, un bâtiment avec ses dépendances, appartenant aux sieurs Pierret et Albert.

La police d'assurance porte, entre autres conditions, les stipulations suivantes :

Article 4. Les primes sont payables comptant pour les assurances faites pour une année seulement ; si l'assurance est contractée pour plusieurs années, le prime se paye annuellement et par anticipation ; le tout aux bureaux de la compagnie, ou de l'agent par l'entremise duquel l'assurance a été faite. »

« Article 13. Le dommage étant constaté, l'estimation en sera faite de gré à gré, ou par deux experts choisis, l'un par la compagnie, et l'autre par l'assuré, lesquels pourront s'adjoindre un troisième dans le cas où ils ne seraient pas d'accord entre eux : toutefois, les deux parties peuvent exiger respectivement que le tiers expert soit choisi hors du lieu où réside l'assuré. — Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'accorder sur le choix du troisième, il sera désigné d'office par le président du tribunal civil. — Les frais d'expertise sont supportés par la compagnie. »

« Article 22. Le paiement des primes se poursuit par les voies de droit. Toute autre

contestation entre l'assuré et la compagnie sur l'exécution de la police est jugée par deux arbitres nommés, l'un par la compagnie, et l'autre par l'assuré.

« En cas de partage d'opinion, ces deux arbitres s'en adjoignent un troisième pour les départager. — Faute par l'une des parties de nommer son arbitre, ou par les arbitres de s'accorder sur le choix du troisième, il est désigné d'office par le président du tribunal civil.

« Ces arbitres sont dispensés de toutes formalités judiciaires, et les parties renoncent dès à présent pour lors à tout recours en appel et cassation, à toute requête civile, à toute opposition à l'ordonnance d'exécution ou autres, etc. »

La prime d'assurance fut payée entre les mains de l'agent de la compagnie à Neufchâteau. Le 11 septembre 1838, un incendie éclata dans les bâtiments assurés. Le 2 octobre suivant, les assurés firent signifier à la compagnie d'assurance en ses bureaux, rue du Pont-Neuf, à Bruxelles, qu'ils faisaient choix d'un expert en la personne du sieur Jullien, bourgmestre à Longlier, pour apprécier le dommage causé par l'incendie, et du sieur Listray, avoué à Neufchâteau, pour arbitre, dans le cas où la compagnie voudrait élever quelque contestation sur l'exécution de la police. Ils sommèrent en même temps la compagnie de nommer, de son côté, dans la huitaine, un expert et un arbitre, avec déclaration que, faute par la compagnie de faire connaître son choix dans la huitaine, les requérants se pourvoieraient devant le président du tribunal civil de Neufchâteau pour faire procéder d'office à la nomination dont il s'agit.

La compagnie ne s'étant pas expliquée sur cette sommation, les assurés présentèrent, le 19 novembre 1838, une requête au président du tribunal civil de Neufchâteau, aux fins indiquées ci-dessus. — Ce magistrat nomma, par ordonnance du même jour, pour expert le sieur Gérard, propriétaire et bourgmestre de Grapfontaine, et pour arbitre le sieur Fineuse, avocat à Neufchâteau.

Le 3 décembre 1838, les assurés firent notifier à la compagnie, à Bruxelles, que les experts avaient fixé leurs opérations au 17 du même mois, lui faisant sommation d'y assister.

Par procès-verbal desdits experts du 17 décembre, il fut constaté que les bâtiments incendiés avaient, au moment de l'incendie, une valeur de 2,700 fr., et qu'en déduisant de cette somme celle de 200 fr., montant de

l'estimation des murs de la cave et matériaux restant, le dommage réel causé aux assurés devait être fixé à 2,500 fr.

Le 29 janvier 1839, ce procès-verbal fut dénoncé à la compagnie avec assignation à comparaitre devant arbitres nommés, aux fins de s'entendre condamner à payer le montant de l'expertise, avec intérêts à partir du 2 octobre 1838, ainsi qu'au remboursement des frais d'expertise et aux dépens. La compagnie d'assurance ne comparut point, et les arbitres, statuant par défaut, rendirent, le 15 février 1839, une sentence qui condamnait la compagnie à payer aux assurés la somme de 2,500 fr., montant de l'expertise avec intérêts et dépens.

Cette sentence fut rendue exécutoire par le tribunal de Neufchâteau le 18 du même mois, et signifiée le 20 mars suivant à la compagnie d'assurance avec commandement de payer.

Le 22 mars, opposition de la part de la compagnie à l'ordonnance d'exequatur apposée par le président du tribunal civil de Neufchâteau, et demande en nullité de la sentence dont l'exécution était prescrite, en se fondant sur ce que les arbitres qui l'avaient rendue étaient sans qualité, ainsi que le président du tribunal civil de Neufchâteau, qui avait rendu la sentence exécutoire.

De leur côté, les assurés ont demandé que la compagnie fût déboutée de son opposition, et que les poursuites commencées par le commandement du 20 mars 1839 fussent confirmées, notwithstanding opposition ultérieure ou appel et sans caution.

Le 1^{er} août 1839, jugement ainsi conçu : « Attendu que si l'article 22 de la police d'assurance avenue entre parties par acte du 16 mai 1836, visé pour valoir timbre, porte que les contractants renoncent notamment à toute opposition à l'ordonnance d'exécution, c'est que l'on suppose que le jugement arbitral a été rendu par des arbitres valablement nommés, ce que l'on conteste dans l'espèce ;

« Attendu qu'il suit de là que l'opposition est recevable ; attendu que le même art. 22, en statuant que, faute par l'une des parties de nommer son arbitre, il est désigné d'office par le président du tribunal civil, n'a pu avoir en vue le président du tribunal de la situation de l'immeuble assuré, ce qui se justifie par sa combinaison avec la disposition de l'article 15, ainsi que par les opérations prévues par la police, et auxquelles doivent se livrer tant les experts que les arbitres, opérations qui exigent des connais-

sances locales et personnelles, que n'aurait point, en règle générale, un juge étranger et éloigné ;

« Attendu dès lors que la nomination de l'arbitre Fineuse est régulière ;

« Par ces motifs, déclare la compagnie demanderesse recevable, mais non fondée en son opposition, l'en déboute, etc. »

La compagnie d'assurance, ayant interjeté appel, a fait signifier des conclusions incidentes tendant à obtenir des défenses à l'exécution provisoire du jugement frappé d'appel.

Ces défenses furent accordées par arrêt du 20 novembre 1839.

A l'audience de la Cour, l'appelante a soutenu que la sentence arbitrale avait été rendue sans compromis et hors des clauses et conditions de la convention d'assurance ; que les prétendus arbitres étaient sans qualité aucune, de même que le magistrat dont ils tenaient leur nomination ; que le président ayant juridiction pour nommer les arbitres était celui de la compagnie assignée à cet effet, puisque la convention d'assurance a été faite à Bruxelles ; que la prime se payait en cette ville, et que les intimés avaient tellement reconnu que le siège de la société était à Bruxelles, et non ailleurs, que c'était dans cette ville qu'ils avaient fait signifier tous les exploits.

Les intimés ont conclu à la confirmation du jugement, en se fondant sur les motifs des premiers juges, sur les articles 4 et 22 de la police, et 420 du Code de procédure.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 4 mars 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

—

USINE. — CHANGEMENT. — HAUSSETTES. — PEINES.

Le propriétaire d'une usine qui, sans permission, a, au moyen de haussettes, retenu les eaux de son usine au-dessus de son clou de jauge, mais sans qu'il en soit résulté aucun dommage pour les propriétés voisines, est passible des peines comminées par l'ordonnance des états provinciaux du Brabant du 7 juillet 1822.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il est prouvé devant la Cour, et même reconnu par le

prévenu, que celui-ci a, dans le courant de mars dernier, au moyen de hausselles ajoutées à ses vannes, retenu les eaux de son usine, sise à Braine-le-Château, à une hauteur de 45 centimètres au-dessus de son clou de jauge;

Attendu que par le placement de ces hausselles il a fait un changement ou innovation aux ouvrages d'art de son usine, sans en avoir obtenu la permission;

Attendu que ce fait, tel qu'il est ici établi, et sans qu'il soit prouvé qu'il ait causé dommage aux propriétés, n'est pas prévu par les articles 15 et 16, titre II, de la loi du 28 septembre 1791, ni par l'article 457 du Code pénal, mais bien par les articles 1 et 2 de l'ordonnance des états provinciaux du Brabant du 9 juillet 1822, qui punit cette contravention d'une amende de 25 à 75 florins des Pays-Bas;

Par ces motifs, reçoit l'appel du ministère public; faisant droit, met le jugement dont est appel à néant, en ce que faisant application de la loi du 28 septembre 1791, il n'a condamné le prévenu qu'à une amende de 5 francs; et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, condamne ledit Debacker à une amende de 55 francs, etc.

Du 5 mars 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

PLAIDOIRIE.

7 mars 1840. — Voy. *Pas.*, 1841, p. 352.

DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

Bruxelles, 9 mars 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 176.

SOCIÉTÉ.

Bruxelles, 9 mars 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 176; rejet, 30 avril 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 202).

CONTREDITS. — ORDRE. — FORCLUSION.

L'article 756 du Code de procédure, en prononçant la forclusion contre les créanciers qui n'ont pas contredit dans le délai légal, a pour unique effet de les priver de la faculté de contredire, mais il ne porte aucune atteinte à leur droit hypothécaire ni au rang que leur inscription leur assi-

gne; en conséquence, ces créanciers sont habiles à recueillir, d'après le rang de leurs créances, les avantages résultant pour eux des contestations élevées entre d'autres créanciers.

Un ordre fut ouvert devant le tribunal civil de Verviers pour la distribution du prix de divers immeubles provenant de Jean-Joseph Kerff, de la commune de Charneux; de Marie-Anne-Josèphe Kerff, de la commune de Soumagne; de Jean-Henri Rademackers, négociant à Teuven-Sippenacken, et de Liedvin de Monty, notaire à Clermont. ce dernier comme curateur de Mathieu Kornings, militaire absent.

Ces biens ont été acquis par André Van Wersch, cultivateur à Teuven-Sippenacken.

L'ordre, ayant été arrêté par le juge-commissaire, fut l'objet d'un contredit formé par Dasse en ce qui concerne les collocations du baron de Furstenberg et des époux Begasse.

L'avoué dudit Furstenberg déclara dans le procès-verbal que son client consentait à ce que la somme colloquée à son profit fût réduite à celle de 958 fr. 20 cent., plus trois années d'intérêts et les frais d'inscription; le surplus de la somme devait se distribuer entre les créanciers personnels Schmet, Beckers et Bouchlay, ou payer au sieur Dasse, prétendant y avoir droit par son dire du 5 mars 1836.

28 octobre 1836, jugement du tribunal de Verviers qui maintient la collocation. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 756 du Code de procédure civile, en prononçant la forclusion contre les créanciers qui n'ont pas contredit dans le délai légal, a pour unique effet de les priver de la faculté de contredire, mais qu'il ne porte aucune atteinte à leur droit hypothécaire, ni au rang que leur inscription leur assigne, puisque aucune déchéance n'est prononcée contre eux par un texte formel de la loi; qu'ils restent donc habiles à recueillir d'après le rang de leurs créances les avantages résultant pour eux des contestations élevées entre d'autres créanciers;

Attendu qu'on ne peut admettre que la collocation provisoire acquière la force de chose jugée même à l'égard des créanciers non contestant; qu'en effet, les créanciers qui ne produisent pas dans le mois doivent, aux termes de l'article 757 du Code de pro-

cédure civile, être colloqués à leur rang, qu'il y ait ou non contestations élevées dans l'ordre; la collocation provisoire peut donc être entièrement changée par des productions tardives; d'un autre côté, lorsque la somme rendue utile par suite d'un contredit ne peut être allouée en entier au seul créancier contestant, soit, comme dans l'espèce, par suite de la nature de son droit, soit parce qu'elle excède le montant de sa créance, il faudrait bien dans tous les cas augmenter les collocations faites en faveur des créanciers non contestants en leur attribuant un excédant d'après leur rang d'inscription, ce qui ne pourrait avoir lieu s'il y avait chose irrévocablement jugée à l'égard de la somme à laquelle ils avaient droit;

En fait, adoptant les motifs des premiers juges, confirme, etc.

Du 11 mars 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

ACTE NOTARIÉ.

Bruxelles, 11 mars 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 13.

COMPÉTENCE. — ENTREPRISE DE ROUTES. — TRAVAUX. — ACTION EN PAYERMENT.

Les tribunaux civils sont seuls compétents pour connaître des contestations qui peuvent surgir entre des entrepreneurs d'une route publique et les personnes qui ont été chargées par eux, moyennant un salaire convenu, de l'exécution de certains travaux de leur entreprise (1). (Code de comm., art. 651.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les tribunaux consulaires sont des tribunaux d'exception, et ne sont dès lors compétents que pour connaître des contestations qui leur sont spécialement attribuées par la loi;

Attendu qu'aucune loi ne range parmi les matières soumises à la juridiction commerciale la connaissance des contestations qui peuvent surgir entre des entrepreneurs d'une route publique et les personnes qui ont été chargées par eux, moyennant un

salaire convenu, de l'exécution de certains travaux de leur entreprise;

Attendu que la demande de l'intimé est basée sur une convention de cette nature, puisqu'il s'agit entre lui et les appelants qui d'ailleurs, pas plus que l'intimé, ne sont commerçants, du paiement du prix de certains travaux de terrassements, qu'il prétend avoir exécutés pour le compte desdits appelants, moyennant un prix convenu entre eux;

Attendu qu'un semblable engagement intervenu réciproquement entre les parties en cause ne saurait donc être considéré que comme étant un contrat purement civil de la compétence du juge ordinaire;

Par ces motifs, M. le procureur général Fernelmont entendu et de son avis, donne défaut contre l'intimé, et pour le profit réforme le jugement dont appel; émendant, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, dit pour droit que le tribunal de commerce de Louvain était incompétent pour connaître de la demande lui soumise par l'intimé; condamne, etc.

Du 11 mars 1840. — Cour de Brux. — 5^e Ch.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. — CONTRAINTES. — TITRE EXECUTOIRE. — SIGNIFICATION. — SAISIE EXECUTION. — COMMANDEMENT.

La contrainte dont parle l'article 102 de la loi du 28 juin 1822, sur la contribution personnelle, et l'article 30 de l'arrêté du 16 thermidor an VIII, sur les contributions directes, doit-il être notifié au contribuable lors ou avant le commandement qui doit précéder la saisie-exécution (2)?
— Rés. aff.

Lorsque cette formalité substantielle a été omise, le juge de référé, saisi de l'opposition contre l'exécution, doit-il en ordonner le sursis? — Rés. aff.

Le 1^{er} août 1838, le sieur Delvaux, receveur des contributions à Tirlemont, fit signifier, au sieur Charlier, un commandement de payer, 1^{er} 432 francs 61 centimes, pour contributions foncières; 2^e celle de 161 francs 3 centimes, pour contributions

(1) Voy. Brux., 28 avril 1838, et la note, et 17 avril 1841; Carré, *Lois de la comp.*, n° 558.

(2) Voy. avis du conseil d'Etat du 31 mars

1807, approuvé le 25 avril suiv.; Merlin, *Rép.*, v° *Contrainte-Finances*, n° 1.

personnelles; 3^e celle de 561 francs 84 centimes, pour amende, parce que Chartier avait omis de faire la déclaration pour la contribution personnelle; 4^e celle de 6 francs pour taxe provinciale.

Ce commandement, ainsi que le porte la pièce, est déclaré fait en vertu d'une contrainte décernée par M. l'inspecteur de l'arrondissement de Louvain, visée par le gouverneur du Brabant le 12 juillet 1838.

Le modèle de ce commandement a été donné et approuvé en 1807 par le préfet du département de la Dyle à la suite d'une instruction fournie par ce fonctionnaire pour le recouvrement des contributions.

Lorsqu'un pareil commandement restait infructueux, il était d'usage, depuis 1807, de passer à la saisie-exécution, moyennant commandement itératif et sans que la contrainte fût signifiée aux contribuables retardataires. — Ni l'instruction de 1807, ni les modèles d'actes y annexés, n'indiquent la nécessité de cette signification.

Chartier n'ayant pas payé sur le commandement, le receveur suivit la marche ordinaire: il fit procéder à une saisie-exécution, en vertu de la contrainte rappelée dans le commandement, mais non signifiée.

Chartier cita le receveur en référé par-devant M. le président du tribunal de première instance de Louvain. Le sieur Delvaux ne comparut pas ni personne pour lui. Le sieur Chartier demanda un sursis à toutes poursuites, et notamment à la vente des objets saisis par procès-verbal du sieur Andries, porteur de contraintes en matière de contribution, en date du 19 mars même année. Il se fondait sur ce que toute saisie doit être précédée d'un commandement (article 583 du Code de procédure); sur ce que tout commandement doit être fait sur timbre et enregistré (article 29 de l'arrêté du 16 thermidor an VIII); sur ce que le commandement doit contenir la signification du titre en vertu duquel la saisie a été faite (article 583 du Code de procédure); sur ce que les formalités prescrites pour les saisies-exécutions par le Code commun sont applicables en matière de contributions (résol. du 21 mai 1829, n° 149), toutes formalités qui n'avaient pas été observées à l'égard du sieur Chartier; sur ce que la connaissance de toute contravention à la loi du 28 juin 1822 est attribuée aux tribunaux de police correctionnelle (article 116 de cette loi); sur ce que les poursuites faites jusqu'à ce jour contre le requérant le sont en vertu de la même loi, et qu'il y est réclamé une somme de 561 francs 80 centimes, pour amende,

qu'il n'appartient qu'aux tribunaux ordinaires de prononcer; sur ce que par suite le recouvrement de l'amende réclamée à charge du sieur Chartier ne pouvait être poursuivie par voie de contrainte en l'absence d'un jugement de condamnation.

Sur ces conclusions, M. le président accorda défaut et déclara qu'il serait suris provisoirement à toutes poursuites. — Appel. — L'administration a fait plaider que les formes d'exécution pour le recouvrement des contributions n'étaient pas celles du droit commun; qu'elles étaient réglées par le pouvoir administratif; que constituer les tribunaux juges de la validité de ces formes, ce serait entraver la rentrée des impôts, etc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la question première et principale sur laquelle le président du tribunal civil de Louvain a eu à statuer consiste à savoir si la contrainte dont parle l'article 103 de la loi du 28 juin 1822, sur les contributions personnelles, et l'article 30 de l'arrêté du 16 thermidor an VIII, sur les contributions directes, doit être notifiée au contribuable lors ou avant le commandement qui doit précéder la saisie-exécution;

Attendu que les plus simples notions de justice font comprendre que celui contre lequel on veut poursuivre l'exécution d'un titre doit en avoir connaissance, non par une simple énonciation, mais par une copie littérale qui doit lui être remise par l'officier public chargé de l'exécution;

Attendu que l'obligation de signifier aux débiteurs le titre en vertu duquel on agit dans les exécutions forcées n'est pas seulement établi par les articles 583, 673, 780 du Code de procédure, mais elle est encore prescrite, en matière d'enregistrement, par la loi du 22 frimaire an VII, article 61, en matière de douane et d'accises par la loi générale du 4 octobre 1822, article 291, en matière d'impositions communales, par la loi du 29 avril 1819, article 4, et généralement par les lois qui concernent le recouvrement des revenus dus à l'Etat et dont la régie est confiée à l'administration des domaines;

Attendu que, pour qu'il en fût autrement dans une matière quelconque, il faudrait qu'une loi eût porté une disposition expresse et exceptionnelle à cet égard;

Attendu qu'il s'en faut bien qu'on trouve une telle disposition dans les lois qui règlent les formes de recouvrement des contribu-

tions directes ; et que le silence de ces lois à cet égard suffit pour rendre la règle du droit commun inévitable ; surtout quand on observe que le soin qu'a pris le législateur de régler tout ce qui concerne le recouvrement des contributions, jusques et inclus la forme de la contrainte, tandis qu'il n'a plus rien statué à l'égard des poursuites d'exécution, révèle son intention de s'en rapporter pour ces exécutions aux règles du droit commun ;

Attendu que le titre en vertu duquel le sieur Delvaux, receveur des contributions directes de Tirlemont, a fait saisir et poursuivre la vente du mobilier de l'intimé, est la contrainte décernée le 3 juillet 1838 par l'inspecteur de l'arrondissement de Louvain, rendue exécutoire le 12 du même mois par le gouvernement du Brabant ;

Attendu qu'il ne coûte pas au procès que cette contrainte ait jamais été notifiée à l'intimé Charlier ;

Qu'il suit de là que la poursuite dont il s'agit est irrégulière, et que c'est avec raison que le président du tribunal de Louvain, siégeant en référé, a ordonné qu'il fût sursis à la vente des objets saisis ;

Par ces motifs, ouï M. Cloquette, substitut de M. le procureur général, met l'appellation à néant, etc.

Du 14 mars 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

FAUX. — BILLETS DE BANQUE. — SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BRUXELLES.

La Société générale pour favoriser l'industrie nationale, établie à Bruxelles, est-elle autorisée par la loi et partant la contrefaçon de ses billets tombe-t-elle sous l'application de l'article 139 du Code pénal ? — Rés. aff.

La solution de cette question appartient-elle à la Cour d'assises et non au jury (?) ? — Rés. aff.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que J. Charlier et S. Scaron, veuve Cadot, sont renvoyés devant la Cour d'assises de la Flandre orientale, comme accusés, le premier d'avoir contrefait ou falsifié plusieurs billets de ban-

que de la Société générale pour favoriser l'industrie nationale, établie à Bruxelles, ladite Société autorisée par la loi ; la seconde d'avoir fait usage ou tenté de faire usage desdits billets, et le susnommé Charlier, en outre, de complicité auxdits crimes d'usage et de tentative d'usage ;

Considérant que les crimes ainsi qualifiés présentent à décider des questions de fait et de droit ; que s'il est incontestable que tout ce qui se rapporte au fait et à l'intention tombe dans les attributions du jury, et doit faire partie des questions à lui soumettre, il est d'un autre côté certain que les points de droit sont de la compétence exclusive des Cours d'assises ;

Considérant que le point de savoir si la Société générale est autorisée par la loi ne présente pas à décider une question de fait ou d'intention ou une circonstance aggravante du crime de faux en écriture de banque, mais seulement une question de droit ayant pour objet de qualifier le fait déclaré constant par le jury ;

D'où suit que c'est à bon droit que le jury n'a point été interrogé à cet égard, et qu'il appartient à la Cour d'y statuer ;

Considérant qu'il résulte des réponses données par le jury aux questions qui lui ont été soumises, que l'accusé S. Scaron est coupable 1^o d'avoir, les 24 et 25 novembre 1839, sciemment fait usage, à Malines et à Gand, de quatre billets de banque portant chacun une obligation de 500 fr. de la Société générale pour favoriser l'industrie nationale, sous les nos 851, 853, 6852 et 844, lesdits billets frauduleusement et dans le dessein de nuire contrefaits ou falsifiés en Belgique ; 2^o d'avoir, le 12 novembre 1839, à Gand, fait sciemment une tentative d'usage de deux pareils billets de banque, sous les nos 812 et 846, laquelle tentative manifestée, par des actes extérieurs, etc., et que J. Charlier est coupable de complicité desdits crimes, à savoir, des premiers, pour y avoir provoqué par promesses, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, pour avoir donné des instructions pour les commettre, pour avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur dans les faits qui les ont préparés ou facilités ou dans ceux qui les ont consommés, et pour avoir sciemment recélé en tout ou en partie les objets enlevés, détournés ou obtenus à l'aide de ces crimes et de la tentative de crime, pour y avoir provoqué par promesses, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, pour avoir donné des instructions pour

(¹) Cet arrêt a été cassé ; voy. Brux., cass., 8 juin et 25 nov. 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 14 et 327).

la commettre, et pour avoir avec connaissance aidé ou assisté l'auteur dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée;

Considérant que la Société générale pour favoriser l'industrie nationale a été autorisée par arrêté du gouvernement des Pays-Bas, en date du 28 août 1822, n° 118; que cette autorisation a été accordée en vertu des pouvoirs qu'attribue au gouvernement la loi du 24 germinal an xi, qui institue la banque de France; qu'en effet l'article 31 de cette loi porte que le gouvernement est autorisé à permettre l'établissement de banques dans les départements; d'où il faut conclure que l'autorisation accordée dans l'espèce, par suite de la délégation donnée au gouvernement, a le même effet que si elle était accordée par la loi elle-même;

Considérant que l'assimilation légale de l'autorisation directe par la loi et de l'autorisation par délégation se prouve encore 1° par l'article 36 de la loi précitée, qui punit, sans distinction, les fabricateurs de faux billets, soit de la banque de France, soit des départements, comme faux monnayeurs; 2° par l'article 461 du Code d'instruction criminelle, qui permet aux magistrats instructeurs d'instrumenter hors de leur ressort, lorsqu'il s'agit de faux billets de la banque de France ou des départements;

Considérant que c'est en vain que l'on objecte que le droit d'autorisation attribué au gouvernement par l'article 31 de la loi du 24 germinal an xi s'applique seulement aux départements, à l'exclusion à la capitale de l'Etat; d'où suivrait que le gouvernement n'aurait pas pu établir une banque à Bruxelles; qu'il résulte en effet de l'esprit comme du texte de la loi du 24 germinal, que ce n'est pas comme capitale de la France que la ville de Paris ne s'est pas trouvée comprise parmi les localités où le gouvernement pouvait établir une banque privilégiée, mais parce que la loi elle-même créait un pareil établissement dans cette ville, circonstance qui rend ici toute assimilation impossible;

Considérant que l'arrêté qui autorise la prédite Société détermine spécialement qu'il sera porté à la connaissance du public par insertion dans le *Journal de Bruxelles* et dans le *Staats-Courant*, et que ladite insertion a été réellement faite dans le *Journal de Bruxelles* du 31 octobre 1822 (supplément) et dans le *Staats-Courant* du 4 janvier 1823;

Considérant que cette publication a été

faite aux termes de l'avis du conseil d'Etat du 12 prairial an xiii, portant : « Et quant à ceux (arrêtés) qui ne sont point insérés au *Bulletin*, ou qui n'y sont indiqués que par leur titre, ils sont obligatoires du jour qu'il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent par publication, affiche, notification ou signification, ou envois faits ou ordonnés par les fonctionnaires publics, chargés de l'exécution, » et partant est légale;

Considérant que s'il pouvait exister quelque doute à cet égard, la publication de l'autorisation gouvernementale est encore pleinement justifiée par l'arrêté du roi du 26 juin 1837, qui autorise la Société générale pour favoriser l'industrie nationale à émettre des billets libellés en français et en francs (ledit arrêté inséré dans le *Bulletin officiel*);

Par ces motifs, condamne J. Charlier et S. Scaron à la peine de mort.

Du 14 mars 1840. — Cour d'assises de la Flandre orientale.

—

GARANTIE. — REVENDICATION. — CONCLUSIONS. — MODIFICATION. — PRIX (RESTITUTION DU). — DEMANDE NOUVELLE.

Lorsque sur une action en garantie formée par un tiers détenteur contre son vendeur, du chef d'une revendication exercée contre lui, le garant oppose au demandeur en revendication la prescription de trente ans, et en seconde ligne celle de dix ans, acquise au profit du garanti, le demandeur primitif peut-il, par modification de sa conclusion originaire en revendication, conclure directement contre le garant en restitution du prix des biens rendus, avec les fruits et dommages-intérêts, pour le cas où la prescription décennale viendrait à être admise (1)? (Code de proc., art. 465.) — Rés. aff.

Le bureau de bienfaisance de Jabbeke a intenté, le 7 mai 1822, une action en revendication contre les détenteurs de plusieurs parties de biens ayant appartenu à S. M. l'empereur d'Allemagne, ci-devant souverain de la Flandre, du chef de son domaine, dit *Spycker*; il conclut à ce que

(1) Voy. rejet, 23 janvier 1840 (*Pasie.*, 1841, p. 124). Voy. aussi Brux., 9 mai 1829.

les détenteurs fussent condamnés à abandonner et délaisser la possession et jouissance desdits biens, à restituer les fruits perçus ou qu'ils ont pu percevoir depuis le 1^{er} germinal an XIII (date de l'envoi en possession du bureau de bienfaisance), ou au moins pendant tout le temps de leur indue possession, finalement en tous dommages-intérêts résultés ou à résulter de ladite usorption ou indue possession. — Les détenteurs assignèrent en garantie le sieur V..., héritier et représentant de la dame douairière H..., qui leur avait vendu les biens du B n°106 au XIII. — Le sieur V... accepta cette garantie, et après avoir nié l'identité des biens (moyen abandonné plus tard), il opposa une première exception de prescription, fondée sur ce que ses ancêtres avaient possédé les biens *animo domini* depuis cent vingt ou au moins depuis soixante et dix ans. — 17 janvier 1827, jugement d'admission à preuve; en conséquence enquête et contre-enquête, et production de pièces nombreuses.

Par conclusions en date du 21 septembre 1829, le sieur V..., soutenant pouvoir employer les moyens propres aux détenteurs qu'il était appelé à garantir, aussi bien que ses moyens personnels, opposa en seconde ligne l'exception de prescription tirée de l'article 2265 du Code civil, prescription décennale acquise par les détenteurs actuels.

Le bureau de bienfaisance (conclusions du 20 mars 1830) contesta cette seconde prescription aussi bien que la première; subsidiairement, et pour le cas où elle fut admise par le juge, il conclut à ce que le sieur V..., *by modificatie der oorspronkelyke conclusien*, fût condamné à restituer le prix des biens vendus, avec les fruits et dommages-intérêts.

Le sieur V... soutint que si le moyen tiré de la prescription décennale (moyen auquel les détenteurs s'étaient joints) était accueilli par le juge, le bureau de bienfaisance serait *hic et nunc* non recevable dans sa demande en restitution du *prix* des biens : « Dès lors, en effet, disait-il, l'action « originaire en revendication intentée contre les détenteurs vient à tomber, et par « une conséquence nécessaire, aucune condamnation ne peut être prononcée contre moi, *qui ne suis au procès que comme « garant*. On ne peut pas, pendant le pro-

« cès, changer les conclusions de manière à « dénaturer l'action et la faire dégénérer, « de *réelle* qu'elle était, en action *person-* « *nelle* ».

Ce système ne fut pas accueilli par le juge *à quo*, qui, par jugement du 30 mars 1831, tout en admettant la prescription décennale au profit des détenteurs, statua au fond, rejeta la prescription immémoriale invoquée par le sieur V... et le condamna à restituer le *prix* des biens, etc.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche les moyens employés contre l'admission de la prescription décennale, opposée, tant par les garantis que par le garant... (1).

En ce qui concerne le moyen relatif à la conclusion nouvelle, prise par le demandeur originaire ci-intimé contre le garant ci-appelant :

Considérant que cette conclusion n'était point puisée dans un chef étranger et pris en dehors de la cause, mais découlait du droit de propriété déduit en justice (ll. 63 et 68. ff., *de rei vind.*), et n'était en quelque sorte que la conclusion primitive elle-même présentée sous une nouvelle forme ou modification nécessaire en cause par suite de l'exception opposée; que, d'après l'article 465 du Code de procédure civile, pareille conclusion serait même recevable en appel et doit par conséquent l'être *à fortiori* en première instance où elle subit du moins le premier degré de juridiction, de sorte que le principe improprement invoqué au procès par la maxime : *pendente lite nihil innovandum*, n'est aucunement obstatif à l'admission de semblable conclusion, pas plus qu'il ne l'eût été d'après le droit romain, du moins dans un procès pendant devant le magistrat, tandis que, d'après ce droit, comme d'après le nôtre, un autre principe commande au juge de la recevoir : *ne continentia causæ dividatur, et lites multiplicentur*; et attendu que cette conclusion, qui n'est irrecevable *per se*, ne saurait devenir telle par le motif qu'elle est dirigée contre le garant; qu'en effet s'il paraît au premier aspect que le garant, qui a fait tomber l'action du demandeur originaire contre ses garantis, ne peut plus être passible d'une condamnation par suite des conclusions ultérieures du demandeur originaire, toutefois ce soutene-

(1) Nous omettons cette partie de l'arrêt, parce que la solution des deux questions de

prescription ne repose que sur des considérations de fait.

ment de l'appelant, qui pourrait bien se justifier en droit romain, d'après lequel le garant n'intervenait que pour assister à instruire la cause du garanti, qui restait seul en nom, défendeur au procès (l. 21, Cod., de elec., et l. 66, § 2, ff., eodem), ne saurait certes pas se légitimer d'après nos lois actuelles de procédure en matière de garantie réelle; qu'en effet, d'après les articles 182 et suivants du Code de procédure, le garant formel appelé au procès n'intervient pas simplement *ut denuntiatio instructor erat*, mais pour se constituer lui-même défendeur principal, *ad omnes fines*, en lieu et place du garanti sur l'action en revendication, dont il est la cause, si elle est fondée, de façon qu'il est assimilé par nos lois au propriétaire en droit romain, qui intervenait au procès sur l'action en revendication intentée contre son locataire : *ut exciperet intentiones actoris*, comme le dit la l. 2, Cod., *ubi in rem actio*; d'où suit que bien que le garant ait fait tomber l'action, en tant qu'elle concernait les garantis, et qu'il ait ainsi satisfait vis-à-vis d'eux comme garant, il ne peut néanmoins pas se prévaloir de ce succès, pour se soustraire aux conclusions ultérieures du demandeur, qu'il doit subir en sa qualité de défendeur principal qu'il a assumée envers celui-ci, et que, *pro re natâ*, les garantis seuls au procès n'auraient pu décliner;

Par ces motifs, M. l'avocat général Colinet entendu en ses conclusions conformes, met les appels à néant, etc.

Du 16 mars 1840. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

CURES (BIENS DE). — NATIONALISATION. — PAROISSIÈRE.

L'arrêté du Directoire exécutif du 17 ventôse an vi, en ordonnant la publication, dans les neuf départements réunis, des articles 1 et 2 du titre I^{er} de la loi du 5 septembre 1790, pour y être exécutés selon leur forme et teneur, sauf en ce qui concerne les biens de cure, n'a pas entendu déroger, par cette restriction, à l'article 1^{er} de ladite loi de 1790, qui déclarait biens nationaux tous les biens du clergé, au nombre desquels se trouvent les biens de cure (?).

La loi du 18 germinal an x, organique du concordat, en mettant sur le même pied, relativement à leurs traitements, les cures de l'ancienne France et ceux des pays réunis, a voulu qu'ils ne pussent plus posséder d'autres immeubles que leurs presbytères et les jardins y attenants.

Suivant procès-verbal dressé par l'agent des domaines à Dinant le 5 mars 1829, le vice-président de la commission permanente du syndicat a fait prendre possession au nom de l'Etat des biens de la cure de Sommières.

En l'an vi de la république, ces biens étaient possédés par J. Collard Gilles, alors curé de Sommières. Celui-ci avait prêté, le 9 vendémiaire an vi, le serment exigé par les lois de cette époque.

Par exploit du 1^{er} avril 1837, le sieur Chantraine a formé la demande tendante à obtenir la possession et jouissance des immeubles spécifiés dans ledit exploit dans la huitaine de la signification du jugement à intervenir, sinon l'autoriser à s'en mettre en possession par toutes les voies de droit, avec restitution des fruits perçus sur lesdits immeubles depuis le jour où il a commencé ses fonctions de desservant de l'église succursale de Sommières, lesquels fruits seront évalués par experts convenus ou nommés d'office.

C'est dans cet état que le tribunal rendit, le 25 mars 1839, un jugement par lequel il déclare que les biens repris dans l'assignation introductive composent les biens de cure de Sommières, et que le desservant de la cure de ce nom en a ainsi l'usufruit; dit et déclare que c'est dès lors indûment et sans aucun droit que la commission permanente du syndicat d'amortissement s'est permise, le 5 mars 1829, de se mettre en possession desdits immeubles...

Le 18 mai 1839, le domaine a interjeté appel de ce jugement. Il soutenait que tous les biens du clergé ont été déclarés appartenir à la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres (Ins des 24 novembre 1789 et 5 novembre 1790); qu'ils ont été déclarés inaliénables sans le consentement et le concours de la nation (loi du 1^{er} décembre 1790, article 8); que l'Assemblée nationale s'était réservé de désigner ceux des biens ecclésiastiques qui seraient vendus (loi des 19 et 21 décembre 1789, articles 10 et 11); qu'il fut suris par la loi du 26 fructidor an v à la vente des

(?) Voy. Brux., cass., 25 nov. 1839.

presbytères, jardins et bâtimens y attenans, qui seraient reconnus par le Directoire exécutif avantageux à conserver; que les articles 1^{er} et 2 de la loi du 5 novembre 1790 ont été publiés en Belgique par l'arrêté du 17 ventôse an vi; que si par cet arrêté le Directoire surseyait à la vente des biens des cures desservies, ces biens n'en sont pas moins la propriété de la nation; que cette attribution de propriété est l'effet de la loi du 5 novembre 1790, à laquelle le Directoire ne pouvait déroger (Constitution de l'an iii), tandis qu'il était dans ses attributions de désigner les biens ecclésiastiques qui ne seraient pas actuellement mis en vente (loi du 26 fructidor an v); que les lois postérieures et publiées depuis la réunion de la Belgique à la France sont d'accord avec la législation antérieure; qu'en effet, le concordat de germinal an x laisse à charge de l'Etat le traitement des curés et desservans (article 15 et article organique 66), précompte les pensions de ceux qui en touchent (article 72), n'affecte à leur bénéfice que les édifices destinés au logement et les jardins attenans (art. 74); que des exceptions n'ont été admises à ces règles que dans des cas particuliers par dérogation à la loi de germinal et par disposition expresse et spéciale à chaque cas particulier, ainsi que cela résulte du décret du 17 novembre 1811, articles 4 et 14; que le décret du 6 novembre 1813 n'est aucunement introductif d'un droit nouveau; qu'il n'établit aucune dérogation au principe consacré par la loi et à la propriété de l'Etat; qu'il a pour objet de régler la jouissance de ceux des biens qui auraient été précédemment attribués légalement à des curés à titre de dotation; que l'intimé n'a pas prouvé qu'il soit dans ce dernier cas relativement aux huit immeubles dont il s'agit au procès; que l'obligation de fournir aux besoins des curés et desservans a toujours été corréctive à la détention à titre de propriétaire des biens et dations des cures; qu'il suit de tout ce qui précède que l'intimé est sans titre pour fonder sa revendication.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêté du Directoire exécutif du 17 ventôse an vi, en ordonnant la publication, dans les neuf départemens réunis, des articles 1^{er} et 2 de la loi du 5 novembre 1790, pour y être exécutés selon leur forme et teneur, sauf en ce qui concerne les biens de cure, n'a pu entendre déroger, par cette restriction, à l'article 1^{er} de ladite loi de 1790, qui

déclarait biens nationaux tous les biens du clergé, au nombre desquels se trouvent ceux faisant partie des cures, mais a voulu seulement empêcher par là que lesdits biens de cure ne fussent vendus immédiatement; qu'il n'entraînait pas en effet dans les attributions du pouvoir exécutif de modifier la loi; qu'il ne pouvait que régler, comme il l'a fait, le mode de son exécution en retardant la vente de ces biens dans certains cas;

Attendu que la loi du 18 germinal an x, organique du concordat, en mettant sur le même pied, relativement à leurs traitements, les curés de l'ancienne France et ceux des pays réunis, a voulu qu'ils ne pussent plus posséder d'autres immeubles que leurs presbytères et les jardins y attenans;

Attendu que le décret du 6 novembre 1813 n'a pas eu pour objet d'attribuer aux cures la propriété des biens-fonds dont elles étaient restées en possession; que ceux que l'article 1^{er} charge les fabriques de surveiller ne peuvent être autres que les biens dont les cures avaient pu être dotées, en vertu du décret du 17 novembre 1811, par dérogation à la loi de germinal an x, autorisée par le chef de l'Etat, autorisation que l'intimé ne fait pas conster avoir été donnée pour les immeubles dont il s'agit au procès;

Attendu que de ce qui précède il résulte que la revendication de l'intimé n'est nullement fondée, et que la preuve offerte par sa conclusion subsidiaire, en la supposant faite, ne pourrait lui être d'aucune utilité;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant; émendant, renvoie l'appelant des condamnations prononcées contre lui, etc.

Du 14 mars 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

FABRIQUES. — ENVOI EN POSSESSION.

La propriété des biens ayant appartenu aux fabriques et transférés aux bureaux de bienfaisance antérieurement à l'arrêté du 7 thermidor an xi leur a été définitivement acquise par la révélation qui leur en avait été faite et par la simple prise de possession; il n'est pas nécessaire que les bureaux de bienfaisance aient été préalablement envoyés en possession par l'administration (1).

(1) Voy. Brux., 11 août 1840; Brux., cass.,

Par exploit du 8 octobre 1831, les marguilliers administrateurs de la cathédrale de Liège ont fait assigner la veuve Jos. Ruth et la veuve Diendoné à comparaître devant le tribunal civil de première instance de Tongres, aux fins de s'obliger à condamner au paiement de la somme de 3,129 francs 26 centimes, pour fermages arriérés, jusques inclus 1830, de quatre pièces de terre, mesurant ensemble 261 perches 53 aunes carrées, avec intérêts de ladite somme depuis la demeure judiciaire et les dépens; d'entendre prononcer la résiliation de tous droits locatifs que les assignés pourraient encore prétendre sur lesdites pièces de terre, avec injonction de les abandonner sur-le-champ à la libre disposition de la fabrique.

L'assignée, veuve Diendoné, qui détenait l'une des quatre pièces de terre réclamées par la fabrique de la cathédrale, soutint qu'elle en avait constamment payé les fermages, et demanda sa mise hors de cause.

L'assignée veuve Ruth, qui détenait les trois autres pièces de terre, fit assigner en garantie 1° le bureau de bienfaisance de la commune d'Eben-Emael, pour ce qui concerne les fermages réclamés par la fabrique de la cathédrale à raison de la pièce de 62 perches 17 aunes carrées; 2° le collège des régentes des pauvres de la ville de Maestricht pour ce qui concerne les fermages réclamés pour la pièce de terre de 63 ares 30 centiares; offrant ladite veuve Ruth de payer les fermages non prescrits desdites pièces de terre à qui justice dira, et soutenant, quant à la troisième pièce de terre de 42 ares 20 centiares, qu'elle en a constamment payé les fermages à la fabrique de la cathédrale de Liège.

Le bureau de bienfaisance de la commune d'Eben-Emael déclara intervenir au procès et prendre le fait et cause de la veuve Ruth en ce qui concerne le fermage et la jouissance de la pièce de terre de 62 perches 17 aunes carrées, soutint que cette pièce de terre était sa propriété; que, par suite, la fabrique de la cathédrale de Liège était non fondée dans son action, offrant subsidiairement de prouver par toutes voies de droit, même par témoins, qu'il a découvert et possédé paisiblement, dès avant le 7 thermidor an xi, la pièce de terre par lui affermée à la veuve Ruth, et revendiquée

par la fabrique de la cathédrale de Liège.

Le collège des régentes des pauvres de la ville de Maestricht, assigné en garantie par la veuve Ruth, fit défaut, et continua la contumace, bien que dûment réassigné après un jugement de défaut-jonction. Les marguilliers administrateurs de la fabrique de la cathédrale de Liège, demandeurs principaux, et le bureau de bienfaisance de la commune d'Eben-Emael, furent dûment autorisés à ester en justice.

Le 24 juillet 1837, le tribunal de Tongres rendit un jugement dont les motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« En droit, il s'est agi de décider s'il y a lieu d'admettre l'intervention du bureau de bienfaisance d'Eben-Emael, et d'admettre ses conclusions, de déclarer ensuite la cathédrale de Liège non fondée dans tout ou partie de ses conclusions vis-à-vis des autres parties en cause? — Ont les conclusions des parties et leurs moyens à l'appui développés à l'audience, ou également les conclusions de M. Beltjens, substitut du procureur du roi;

« ... Attendu que la veuve Ruth a déclaré qu'elle possédait la troisième pièce de terre de même grandeur que la précédente, du bureau de bienfaisance d'Eben-Emael, qui, intervenant au procès, a pris fait et cause pour elle;

« Quant à ce dernier point de la contestation, attendu, en droit, que la loi de 4 ventôse an ix, rendue commune aux bureaux de bienfaisance par l'arrêté du 9 fructidor an ix, attribue aux hospices la propriété des rentes ecclésiastiques et des domaines nationaux usurpés, et que, loin de faire dépendre cette attribution de propriété de l'accomplissement de quelque formalité ou condition, ou de l'intervention ultérieure du gouvernement, elle charge expressément, par son article 2, les préfets, sous-préfets, maires, notaires et autres fonctionnaires et citoyens qui auraient connaissance de rentes ou domaines de cette espèce, d'en donner avis aux administrations des hospices, et enjoint au ministre public près les tribunaux d'en poursuivre la restitution au profit desdites administrations et à leur première requête;

« Attendu qu'on invoquerait en vain l'article 16 de l'arrêté du 7 mess. an ix, pour justifier la nécessité d'un envoi en possession, puisqu'il n'établit qu'une mesure purement administrative ayant pour but d'instruire le gouvernement de l'activité des commissions, et de porter à sa connaissance les découvertes faites en vertu de la loi du 4 ventôse; — Qu'il résulte clairement de

7 juillet 1842 et 20 juillet 1843 (*Pasic.*, 1842, p. 273, et 1843, p. 237).

l'article 2 de cette loi et des articles 4 inclus, 15 de l'arrêté susdit, que les commissions administratives ne doivent recourir à l'intervention des tribunaux ou d'arbitres, que lorsque les détenteurs des biens se refusent à la restitution, mais que l'intervention d'aucune autorité quelconque n'est nécessaire lorsqu'il n'y a pas de contestations et que les détenteurs consentent à délaisser les biens découverts; que c'est dans ce sens que la loi du 4 ventôse a toujours été entendue, jusqu'au 7 thermidor an xi, comme lo prouve notamment l'arrêté de la préfecture du département de la Meuse-Inferieure du 1^{er} brumaire an x, dont l'article 5 dispose, sans distinction, entre les biens provenant des fabriques et les autres, que le procès-verbal de découverte formera entre les mains de l'établissement qui en sera saisi un titre exécutoire en vertu duquel il pourra se mettre en jouissance directe des biens découverts, et dont l'article 4 statue que l'enregistrement de l'acte de découverte ne sera pas même nécessaire si l'établissement ne prévoit point de concurrence pour la dévolution du bien découvert; que cela résulte encore de l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807, sur la troisième question, où il est dit, en termes exprès, que les biens découverts appartiennent aux hospices par le fait seul de la découverte constatée, à moins qu'ils ne proviennent des fabriques;

« Attendu que la différence qu'il faut faire pour cette dernière espèce de biens ne date que de l'arrêté du 7 thermidor an xi; qu'elle n'a été introduite que par l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807, sur la première question, interprétative dudit arrêté, et ne porte que sur les biens des fabriques dont les hospices auraient fait la découverte, mais dont ils n'auraient pas encore eu la jouissance avant le 7 thermidor an xi; qu'en effet, avant l'époque où fut porté l'avis du conseil d'Etat, on pouvait soutenir avec fondement que les biens découverts appartenant aux hospices par le fait seul de la découverte, et l'arrêté du 7 thermidor ne restituant aux fabriques que leurs biens non aliénés, ces dernières n'avaient aucun droit même à ceux de leurs biens découverts dont les hospices n'avaient pas encore eu la possession ou la jouissance; cependant, dans le concours d'une fabrique qui réclamait la restitution d'un bien qui lui avait appartenu, et d'un établissement qui n'en avait pas encore eu la possession ou jouissance, et ne l'avait par conséquent pas encore appliqué à ses besoins, l'équité voulut qu'on se prononçât en faveur de la fabri-

que, et c'est là tout ce que l'avis du conseil d'Etat a fait, en donnant à l'arrêté du 7 thermidor an xi une interprétation favorable; mais il n'en était pas de même lorsque l'établissement de bienfaisance se trouvait déjà en possession du bien, et l'avait déjà affecté à ses besoins; il aurait fallu l'en dépouiller et commettre à son égard une injustice flagrante, ce que sans doute le conseil d'Etat n'a pu ni voulu faire; aussi résulte-t-il évidemment de ses expressions, quelles qu'aient été les démarches préliminaires des hospices pour en obtenir la jouissance, que le conseil d'Etat ne s'est occupé que de la première hypothèse;

« Attendu que le conseil d'Etat n'a pas eu en vue d'interpréter la loi du 4 ventôse, qui n'avait besoin d'aucune interprétation, ni d'ajouter à cette loi, en exigeant un acte d'envoi en possession qui n'est prescrit nulle part; quo cela est si vrai, que cette loi ne se trouve pas même mentionnée ni dans la première question ni dans la réponse à cette question; qu'en vain argumenterait-on de ces mots: envoi en possession, et envoyés en possession, qu'on y rencontre, puisqu'il ne conste de rien que le conseil d'Etat ait attaché à ces mots un sens restreint et déterminé; qu'il résulte au contraire de leur rapprochement avec les expressions précitées, et les dispositions de l'article 16 de l'arrêté du 7 messidor an ix, qu'il les a employés dans un sens large et indéterminé, comme synonymes de jouissance ou de mise en possession qui pouvait résulter de l'abandon volontaire par les détenteurs du bien découvert, aussi bien que d'un jugement, d'un arbitrage ou d'une transaction;

« Attendu, d'ailleurs, que le système contraire conduirait à ce résultat inique, de dépouiller les hospices et établissements de bienfaisance des biens dont ils se sont mis en possession, en conformité de la loi du 4 ventôse, à une époque où il leur était impossible de prévoir et d'accomplir les formalités dont il n'a été question que depuis l'arrêté du 7 thermidor an xi, alors que leur accomplissement eût été tardif et inutile; — Que c'est à tort que la partie demanderesse prétend rattacher la loi du 4 ventôse an ix à celle du 16 vendémiaire an v, et à l'arrêté du 14 nivôse an xi, pris en exécution de cette dernière, pour en faire découler la nécessité d'un envoi en possession, ces deux lois étant faites pour des objets absolument distincts: par la première, le législateur crée de nouvelles ressources aux hospices en leur attribuant les biens celés dont

l'Etat désespérait de pouvoir faire la découverte, tandis que, par la seconde, il ordonne de dédommager les hospices en remplaçant leurs biens vendus par des biens nationaux couvris, et dont l'administration des domaines se trouvait en possession; — Que cette distinction entre l'objet et l'esprit de ces deux lois résulta, en effet, clairement de l'arrêté du 13 brumaire an ix, dont les articles 5 et 6 renfermaient déjà les dispositions consacrées ensuite par la loi du 4 ventôse an ix.

« Quant au moyen tiré de l'arrêté du 17 frimaire an xi :

« Attendu que cet arrêté, qui exige, pour qu'une rente soit censée appartenir aux hospices, qu'il se soit écoulé six ans depuis la mainmise nationale, jusqu'à la publication dudit arrêté, ne concerne que les rentes, et ne parle pas des domaines usurpés; qu'il y avait, d'ailleurs, une raison majeure pour établir une différence entre ces deux espèces de biens, résultant de ce qu'il était bien plus difficile de soustraire aux recherches du domaine les biens immeubles qu'à des rentes si faciles à celer; — Qu'il suit de ce qui précède que l'arrêté du 27 frimaire an xi ne peut être invoqué dans l'espèce;

« Attendu que c'est à tort également que la partie demanderesse se fonde sur la non-publication, dans les neuf départements réunis, de la loi du 13 brumaire an ii, et de celle du 19 septembre 1792, pour en induire qu'en Belgique les biens des fabriques n'ont pas été attribués aux hospices et établissements de bienfaisance; qu'en effet, l'arrêté du 17 ventôse an vi, en ordonnant la publication, dans les neuf départements, des articles 1^{er} et 2 du titre 1^{er} de la loi du 5 novembre 1790, n'y a pas maintenu la réserve faite pour les biens des fabriques, et qu'au surplus, le droit des hospices, quant à cette espèce de biens, résulte évidemment des dispositions des lois des 15 fructidor an iv et 5 frimaire an vi, qui ont aboli en Belgique le clergé séculier et régulier, ainsi que de la loi du 5 prairial an vi, et autres dispositions légales.

« En fait : — Attendu qu'il résulte d'un acte de découverte du 16 germinal an x, visé pour acquérir priorité le 21 du même mois, que la veuve Schuren a fait au profit du bureau de bienfaisance de la commune d'Eben-Emael la révélation de la pièce de terre en question, et qu'il est suffisamment prouvé au procès, et notamment par un extrait du registre dudit bureau, que déjà, à l'époque du 18 prairial an x, il en a perçu

le fermage, et s'est par conséquent trouvé en possession de cette pièce de terre avant le 7 thermidor an xi, possession qu'il a conservée jusqu'à ce jour; qu'il suit des considérations qui précèdent que le bureau de bienfaisance revendique à justo titro la propriété de ce bien;

« Par ces motifs, le tribunal déclare la demanderesse non fondée dans son action, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 14 mars 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

LETTRE DE CHANGE. — PROTÊT. — RECOURS.

Si, dans l'usage du commerce, l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 165 et 168 du Code de commerce, relatifs au recours du porteur d'un effet de commerce contre son cédant, peut être remplacé par la correspondance, cela n'a lieu que lorsque le protêt a été purement et simplement accepté par celui auquel il a été retourné.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes des articles 165 et 168 du Code de commerce, le porteur d'un effet protesté doit, à peine de déchéance, exercer son recours contre son cédant dans le délai de quinzaine;

Attendu quo si, dans l'usage du commerce, l'accomplissement des formalités légales peut être remplacé par la correspondance, cela n'a lieu que lorsque le protêt a été purement et simplement accepté par celui auquel il a été retourné;

Attendu que, dans l'espèce, l'appelant, loin d'accepter la dénonciation du protêt, l'a immédiatement retourné à l'intimé en refusant d'acquitter la totalité de la somme réclamée;

Attendu qu'on peut d'autant moins voir une convention dans la correspondance des parties que l'appelant n'a jamais accédé à la demande telle qu'elle était faite par l'intimé, et que celui-ci, de son côté, n'a point accepté, dans le délai utile, l'offre faite par l'appelant de payer le montant du billet et les frais de protêt; qu'ainsi rien, dans l'es-

pèce, ne dispensait l'intimé de remplir dans le délai, vis-à-vis de son cédant, les formalités prescrites par la loi ;

Attendu qu'il ne résulte nullement de la correspondance postérieure à l'échéance des délais que l'appelant ait entendu renoncer à la fin de non-recevoir qui lui était acquise, alors que les choses n'étaient plus entières, et que lui-même avait perdu son recours contre son cédant ;

Attendu que de ce qui précède il suit que l'intimé n'est pas plus fondé à réclamer de l'appelant le remboursement de l'amende que celui du principal, dont elle n'était qu'un accessoire ; qu'il l'est d'autant moins, que l'appelant n'était point le premier qui, en Belgique, eût accepté et endossé le billet dont il s'agit, ainsi que l'ont déclaré les premiers juges ;

Par ces motifs, renvoie l'appelant de la demande, etc.

Du 17 mars 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

CHASSE (DÉLIT DE). — PRESCRIPTION. — DÉLAI. — JOUR A QUO.

Le jour où le délit de chasse a été commis doit-il être compris dans le délai d'un mois que l'article 12 de la loi du 30 avril 1790 accorde pour intenter l'action résultant de ce délit ? — Rés. nég.

Le 8 septembre 1839, Louis Danhée fut mis en contravention pour délit de chasse. Le 13, nouvelle contravention. Le 8 octobre, citation par la partie civile. — Jugement du tribunal de Nivelles du 3 janvier 1840, qui condamne le prévenu pour la dernière contravention du 13 septembre ; mais il déclare prescrit le délit du 8 septembre, par les motifs suivants :

« Attendu, en ce qui concerne le fait de chasse commis le 8 septembre dernier, qu'il n'a été poursuivi que le 8 octobre suivant ;

« Attendu que la prescription des délits étant favorable, il faut, dans le doute, se décider en faveur de l'opinion des lois romaines et des jurisconsultes qui comprennent, dans le terme, le jour à compter duquel le législateur fait courir la prescription, parce qu'il est de principe que la prescription remonte au jour du crime ou du délit,

lorsque la loi ne lui fixe pas un autre commencement ; qu'ainsi ce délit se trouve prescrit aux termes de l'article 12 de la loi du 30 avril 1790 ;

« Le tribunal renvoie Danhée acquitté des poursuites dirigées contre lui de ce chef, etc. »

Appel du ministère public, en ce que le tribunal, admettant que le jour du délit est compris dans le délai fixé pour la prescription par l'article 12 de la loi du 30 avril 1790, a porté une décision contraire aux principes généralement admis et consacrés par la jurisprudence de la Cour.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'article 12 de la loi du 30 avril 1790, portant : « Toute action pour « délit de chasse sera prescrite par le laps « d'un mois, à compter du jour où le délit « aura été commis ; »

Attendu que si quelquefois, et dans des lois spéciales, les mots, à compter du, signifient que le jour indiqué est compris dans le délai, ou bien obligent les personnes que la loi concerne à faire ce qui est ordonné ; dans la plupart des autres lois, et on pourrait dire dans presque toutes, cette expression a une signification exclusive du jour désigné, de sorte que le délai ou l'obligation ne commence à courir qu'au premier moment du jour suivant ;

Attendu qu'en général les prescriptions se comptent par jours et non par heures, et bien que cette règle se trouve écrite dans une loi civile, l'article 2260 du Code civil, il n'y a pas de raison d'en écarter l'application aux prescriptions en matière criminelle, correctionnelle et de police, quand la loi ne dispose pas autrement ;

Attendu que dans le cas prévu par l'article 12 de la loi du 30 avril 1790 précité, comme dans ceux dont s'occupent les articles 637, 638 et 640 du Code criminel, l'intention manifeste du législateur a été de donner au ministère public, et à la partie civilement intéressée, des *délais francs* d'un mois, d'une année, de trois ou de dix ans, et c'est aussi dans ce sens que les dispositions des articles 2262 et suivants de ce dernier Code donnent trente, vingt, dix, cinq ou deux ans, pour la position d'un fait interruptif de la prescription ;

Attendu que le principe du droit romain

(1) Un arrêt de la Cour de Liège du 21 février 1834 a jugé le contraire, mais il a été cassé par arrêt du 21 avril 1834. Voy. encore dans le sens

de l'arrêt que nous rapportons Brux., cass., 30 juillet 1825 ; Petit, *Traité du droit de chasse*, t. 2, p. 168 ; Bonjean, *Code de la chasse*, n° 402.

relatif à l'usucapion n'a pas été adopté par la législation française qui nous régit, et si à Rome il suffisait que le dernier jour du terme fût commencé pour acquérir, il est bien certain qu'en France il faut qu'il soit accompli, puisque l'article 2261 du Code civil le décide en termes formels ;

Attendu que la prescription créée pour restreindre l'exercice d'un droit ou d'une action n'a rien, d'ailleurs, de tellement favorable qu'on ne doive laisser en entier, à celui à qui l'action appartient, le temps préfixé par la loi pour l'intenter ; agir autrement ce serait étendre une restriction qui n'existerait pas sans la loi même, ce serait, contrairement aux principes d'une bonne jurisprudence, ajouter à une loi privative d'un droit ou d'une propriété ;

Attendu que, dans l'espèce, le fait qui a motivé l'action intentée au prévenu Danhée a été posé le 8 septembre dernier vers six heures du soir, de sorte que si l'on maintenant avec le premier juge que la prescription a commencé à courir le même jour 8 septembre pour être acquise le 7 octobre suivant à minuit, il serait évident que l'action n'aurait pas été ouverte pendant un mois, et partant la volonté du législateur serait méconnue et les principes violés.

En fait, attendu que le délit de chasse imputé au prévenu comme commis le 8 septembre dernier dans la commune d'Opprebois est constaté par un procès-verbal régulier et non contesté ;

Attendu que l'action a été utilement intentée le 8 octobre ;

Met le jugement dont est appel à néant, en ce qu'il renvoie Louis Danhée acquitte des poursuites dirigées contre lui du chef du délit commis dans la commune d'Opprebois le 8 septembre dernier ; émendant, quant à ce, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, condamne Louis Danhée à 20 francs d'amende envers la commune d'Opprebois, etc.

Du 19 mars 1840. — Cour de Bruxelles.

ASSURANCES. — COMPÉTENCE.

Aucune disposition dans la loi ne réputant commerciale, soit la société d'assurances terrestres, soit l'opération d'assurer contre l'incendie les propriétés bâties et les effets mobiliers qu'elles renferment, il en résulte que les tribunaux civils sont les seuls compétents pour en connaître. La

loi civile reconnaissant des contrats où la chance aléatoire se rencontre, sans les soustraire à l'action de la loi civile, la nature aléatoire du contrat d'assurance ne suffit pas pour lui imprimer le caractère d'un acte commercial (1).

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il n'existe aucune disposition dans la loi qui répute commerciale soit la société d'assurances terrestres, soit l'opération d'assurer contre l'incendie les propriétés bâties, et les effets mobiliers qu'elles renferment ;

Attendu que la loi ne reconnaît comme société commerciale que celle qui a pour objet des opérations de commerce ;

Attendu que la nature aléatoire du contrat d'assurance ne suffit pas pour lui imprimer le caractère d'un acte commercial, puisque la loi civile reconnaît des contrats où la chance aléatoire se rencontre, sans les soustraire à l'action de la loi civile ;

Attendu qu'on allègue vainement l'analogie qui existe entre les assurances contre incendie et les assurances maritimes prévues par le Code de commerce, puisque ces dernières portent la plupart du temps sur des objets appartenant au commerce, tels que les vaisseaux et les marchandises qu'ils servent à transporter ; tandis que l'assurance terrestre n'a généralement pour objet que des propriétés immobilières ou mobilières, qui ordinairement ne donnent lieu qu'à des transactions purement civiles ;

Attendu, d'ailleurs, qu'il s'agit ici d'une juridiction exceptionnelle, qu'il n'est pas permis d'étendre par analogie, et qu'en l'absence d'une disposition expresse qui soumette ces sortes d'assurances à l'autorité des tribunaux de commerce, elles doivent rester soumises à la juridiction civile, jusqu'à ce que le législateur vienne à combler la lacune du Code de commerce à cet égard ;

Par ces motifs, déclare que le tribunal de commerce de Verviers était incompétent *ratione materiae*, etc.

Du 21 mars 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

CASSATION.

Bruxelles, 25 mars 1840. — Voy. rej. 10 avril 1812 (*Pasic.*, 1812, p. 135).

(1) Voy. *conf.* Brux., 29 mai 1840.

BIENS NATIONAUX.

Bruxelles, 25 mars 1840. — *Voy. Pasie.*, 1815, p. 41.

NOTAIRE. — CONTRAVENTION. — POURSUITE.
— MATIÈRE SOMMAIRE. — ATTRIBUTION DE JURIDICTION.

Les poursuites dirigées par le ministère public contre un notaire, pour contravention dans l'exercice de ses fonctions, doivent-elles être rangées parmi les causes requérant célérité, et partant être traitées comme matière sommaire (1)? (Code de proc., art. 404.) — Rés. aff.

Il n'est point dérogé en cette matière aux règles tracées par le Code de procédure civile (2).

Lorsqu'au jour de l'échéance de l'assignation donnée par le ministère public, le notaire inculpé soutient que l'affaire étant ordinaire il doit jouir des délais accordés par le Code de procédure pour ces matières, le tribunal peut-il, en déclarant la cause sommaire, ordonner de contester, séance tenante, la pertinence des faits, si les circonstances de la cause justifient la demande de remise? — Rés. nég.

L'indication faite par l'article 53 de la loi du 25 ventôse an 11, du tribunal de la résidence du notaire, pour connaître de la demande en destitution, est attributive de juridiction, et rend applicable la disposition finale de l'article 472 du Code de procédure.

PREMIER ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'à l'audience du 11 janvier 1840, jour de l'échéance de l'assignation donnée à l'appelant à la requête du ministère public, M^e V. D. Schrick, avoué, s'est constitué pour l'assigné, et a soutenu que l'affaire étant ordinaire, il devait, pour son instruction, jouir des délais accordés par le Code de procédure pour ces matières;

Attendu, d'autre part, que le ministère public, dans l'ordre de faire juger l'affaire à cette même audience, a prétendu que cette poursuite, fondée sur l'article 53 de la

loi du 25 ventôse an 11, n'était soumise à aucune forme spéciale, et subsidiairement qu'en raison de son urgence elle devait être considérée comme sommaire, et plaidée et jugée après les délais de citation échus;

Attendu que le tribunal, en écartant la conclusion principale du ministère public, a accueilli sa conclusion subsidiaire, a déclaré la cause sommaire et a ordonné de contester séance tenante la pertinence des faits;

Attendu que l'appelant, en concluant à ce que la cause fût déclarée ordinaire, avait pour but d'obtenir, pour présenter ses moyens de défense, un délai suffisant qu'il trouvait dans ceux accordés par le Code de procédure pour l'instruction des affaires de cette nature;

Attendu que les circonstances de la cause justifiaient cette demande de délai, et que le tribunal, en déclarant la cause sommaire, aurait dû lui en accorder un assez long pour le mettre à même de répondre en parfaite connaissance de cause à l'action du ministère public;

Attendu que de ce qui précède il résulte que le jugement du 11 janvier, en tant qu'il a ordonné à l'appelant de plaider séance tenante sur la pertinence des faits, lui a infligé grief;

Attendu que cette première décision, contre laquelle le sieur Fontaine s'est pourvu par voie d'appel, sert de base à la disposition du 15 janvier et à toutes celles rendues dans l'instance intentée par le ministère public; que sa réformation fait donc nécessairement tomber tout ce qui l'a suivi;

Attendu que l'indication faite par l'article 53 de la loi du 25 ventôse an 11 du tribunal de la résidence du notaire, pour connaître de la demande en destitution, n'est pas une simple invocation de la règle générale *actor sequitur forum rei*, qui eût d'ailleurs été tout à fait surabondante, mais emporte une véritable attribution de juridiction fondée sur la nécessité de soumettre les faits incriminés au tribunal qui se trouve dans la position la meilleure pour en faire une juste appréciation; qu'ainsi il y a lieu, aux termes de la disposition finale de l'art. 472 du Code de procédure, de renvoyer les parties devant le même tribunal;

Par ces motifs, M. l'avocat général d'Anthan entendu en ses conclusions, faisant droit sur les appels interjetés par le sieur Fontaine, met à néant le jugement du

(1) *Voy. Rennes*, 7 janv. 1839 (*J. de l'enregistrement*, n° 2097).

(2) *Voy. Brux.*, cass., 2 août 1847 (*Pasie.*, 1818, p. 512) et *Pasie.*, 1852, p. 51.

11 janvier 1840, en tant qu'il a ordonné à l'appelant de plaider séance tenante sur la pertinence des faits repris dans l'assignation donnée à la requête du ministère public; émettant, quant à ce, dit pour droit qu'il échéait de fixer un jour autre pour procéder au jugement de la cause introduite; met par suite à néant le jugement du 15 janvier 1840, et tout ce qui s'en est suivi; dit que moyennant ce il n'écheoit de statuer sur l'appel incident du ministère public; renvoie la cause devant le tribunal de Louvain, pour y être poursuivie selon ses rétroactes, comme affaire sommaire, au jour à fixer par le tribunal sur la poursuite du ministère public; ordonne, etc.

Du 25 mars 1840. — Cour de Bruxelles. — 1^{re} Ch.

DEUXIÈME ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 33 de la loi du 25 ventôse an xi, sur le notariat, veut que toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende et dommages-intérêts soient prononcées contre les notaires par le tribunal civil de leur résidence;

Attendu que la loi, en saisissant les tribunaux civils des poursuites dirigées à ces fins, soit par des parties intéressées, soit d'office par le ministère public, n'a pas indiqué de forme de procéder qui dérogeât aux règles ordinaires tracées par le Code de procédure civile;

Attendu que les règles tracées par le Code de procédure diffèrent d'après la nature ordinaire ou sommaire de l'affaire; qu'il importe donc de déterminer avant tout la nature de la cause poursuivie par le ministère public pour connaître les formes à suivre dans son instruction;

Attendu que l'action dont la connaissance est déferée par l'art. 33 de la loi du 25 ventôse aux tribunaux civils est éminemment d'ordre public, et que son but étant de retirer momentanément ou à toujours à un officier public des fonctions dont il abuse, ou tout au moins d'empêcher par l'application de peines pécuniaires la récidive de fautes condamnées par la loi, il est hors de doute que semblable affaire réclame célérité;

Attendu que cela résulte non-seulement de sa nature, mais encore de la disposition du § de l'article 33, qui veut y imprimer une célérité telle que le jugement, quant aux condamnations autres que pécuniaires, doit être exécutoire par provision;

Attendu que l'article 404 du Code de procédure répute matière sommaire et veut qu'on instruisse comme telles les demandes qui requièrent célérité;

Par ces motifs, M. l'avocat général d'Anthan, entendu en ses conclusions, déclare la cause sommaire; ordonne, etc.

Du 25 mars 1840. — Cour de Bruxelles. — 1^{re} Ch.

CHASSE. — CHIENS LÉVRIERS. — POURSUITE.

Celui qui fait poursuivre par des chiens lévriers du gibier sur des terrains où il n'a pas le droit de chasser commet une contravention à la loi du 30 avril 1790, alors même que ce gibier eût été levé dans un champ sur lequel il avait le droit de chasse; ce motif ne peut l'autoriser à le poursuivre sur un terrain étranger.

Le 14 décembre 1839, le tribunal correctionnel de Huy prononça le jugement suivant :

« Attendu que s'il résulte des dépositions des témoins que les chiens lévriers avec lesquels le prévenu chassait ont traversé, en poursuivant un lièvre, les terres de G. Baymackers, A. J. Piercot et autres, qu'ils ont même pris le lièvre sur une de ces terres, ce fait ne constitue pas le délit de chasse, puisqu'il est également établi que ce lièvre s'était levé sur une autre terre que celles sur lesquelles L. Capelle est prévenu d'avoir chassé;

« Par ces motifs, le tribunal renvoie le prévenu des poursuites. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le prévenu a commis une contravention à la loi de 1790 en faisant poursuivre par des chiens lévriers du gibier sur des terrains où il n'avait pas la permission de chasser; que, quand bien même ce gibier eût été levé dans un champ sur lequel il avait le droit de chasse, ce motif ne peut l'autoriser à le poursuivre sur un terrain étranger; mais attendu que cette contravention a été commise avant la clôture de la chasse, et qu'aucune plainte n'a été formée par aucun des propriétaires lésés, sans le concours desquels l'action du ministère public ne peut être admise, met l'appel à néant.

Du 27 mars 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

TESTAMENT MYSTIQUE. — TROISIÈME. —
MENTION.

En matière de testament mystique, il ne faut pas que la nécessité de l'appel d'un septième témoin, et de sa présence à la confection de l'acte de suscription, soit mentionnée dès le commencement de cet acte; il suffit que la mention en soit faite à la fin, pourvu qu'il en résulte que sa présence continuelle à la présentation du testament et à la rédaction de l'acte de suscription a eu lieu.

Jean Joseph Vroomen, prêtre catholique, a fait son testament mystique le 13 mai 1838.

L'acte des suscriptions de ce testament porte :

« Devant nous Jean Godefroid Guisthoudt, notaire public, résidant à Maeseyck, province de Limbourg, en présence de six témoins, comparant le sieur J. J. Vroomen, prêtre catholique et rentier à Maeseyck, lequel comparant a présenté à nous, notaire et témoins, un papier scellé en deux endroits avec de la cire rouge et un cachet ordinaire, lequel papier il nous a déclaré contenir son testament mystique, qu'il a fait écrire par une personne de confiance, et qu'il n'a pu signer lui-même, à cause de la faiblesse de ses mains; mais qui, ayant été lu par lui, a été trouvé conforme à sa volonté; desquelles requêtes et déclaration il a requis acte, lequel acte a été dressé sur le papier servant d'enveloppe, et écrit par nous, notaire, et dont il a été donné lecture au testateur et aux témoins, sans procéder à d'autres actes. — Fait et passé à Maeseyck, en la demeure du comparant, le 13 mai 1838, en présence de Jacques-Louis-Guillaume Rutten, sans profession; G. J. Vanvenkerroy, brasseur; George Farren, menuisier; J. G. Jos. Vols, aubergiste; Pierre Hysen, menuisier; Arnold Ophelends, menuisier; tous six demeurant à Maeseyck, qui ont signé avec nous, notaire, conjointement avec Henri Cols, sans profession, demeurant aussi à Maeseyck, requis comme septième témoin, pour assister au présent acte et pour le signer, parce que le testateur n'a pu le signer lui-même, d'après la déclaration qu'il nous en a faite sur notre interpellation. » Suivent les signatures des sept témoins et du notaire.

Après la mort du testateur, et par exploit du 5 novembre 1838, les appelants ont fait assigner les intimés, héritiers bénéficiaires du prêtre Vroomen, et l'exécuteur testa-

mentaire, devant le tribunal de première instance de Tongres, pour, attendu que le défunt, par son testament susdit, a fait à Lucie Notterman plusieurs legs énoncés dans ledit testament; attendu que celle-ci ne peut se mettre en possession des objets légués que du moment où la délivrance en a été formée ou volontairement consentie, entendre déclarer que ledit testament sera exécuté suivant sa forme et teneur; entendre dire, en conséquence, qu'il sera fait délivrance à ladite Marie-Lucie Notterman des divers legs qui sont faits en sa faveur, et notamment de la ferme sise à Werfeld, de la maison sise à Maeseyck et des objets mobiliers qui sont plus amplement repris dans ledit testament; ensemble des fruits desdits immeubles à compter du jour du décès du testateur, sauf payement des droits d'enregistrement ou autres droits quelconques; entendre dire qu'il sera fait défense aux assignés de troubler les légataires dans la possession et jouissance desdits legs; ordonner, en outre, qu'ils seront tenus de rendre compte des fermages qu'ils auront pu recevoir devant tel juge et dans les délais à fixer; s'entendre condamner aux dépens; entendre déclarer finalement le jugement à intervenir exécutoire par provision, sans contrainte, nonobstant opposition ou appel.

Les héritiers bénéficiaires s'opposèrent à la demande en délivrance, et arguèrent le testament de nullité de plusieurs chefs : 1^o Que, si la personne qui veut faire un testament mystique n'a ni écrit ni signé le testament, la présence d'un septième témoin à l'acte de suscription est requise, article 977 du Code civil; qu'il résulte de la combinaison de cet article avec celui qui le précède que le septième témoin doit assister avec le notaire et les six autres témoins à la présentation du testament et à la déclaration du testateur; que cela est si vrai, qu'autrement les formalités exigées pour donner une garantie de plus qu'il ne peut y avoir fraude ni substitution seraient illusoires; qu'il ne résultait pas de l'acte de suscription rédigé le 13 mai 1838, par le notaire Guisthoudt, que le septième témoin, Cols, eût assisté à la présentation du papier que le testateur disait contenir son testament, ni à la déclaration faite par lui que le contraire résultait à l'évidence de toute la contexture de l'acte;

2^o Que l'acte de suscription ne contenait pas non plus la signature du testateur ni sa déclaration qu'il ne pouvait le signer;

3^o Qu'il ne mentionnait pas davantage que lecture de l'acte de suscription eût eu lieu en présence du septième témoin.

Ce système de défense a forcé les époux Rutten à appeler le notaire Guisthoudt en garantie.

Par exploit du 9 février 1859, ils lui ont fait signifier 1° le testament du défunt prêtre Vroomen; 2° l'acte de suscription; 3° le procès verbal d'ouverture dressé par le vice-président du tribunal de Tongres, le 22 mai 1858; 4° l'acte de dépôt; 5° l'assignation introductive d'instance donnée aux héritiers bénéficiaires; 6° les conclusions signifiées par ceux-ci; et simultanément ils ont fait assigner ledit notaire pour s'entendre condamner à intervenir et à faire cesser les exceptions de nullité, sinon à garantir les légataires de toutes condamnations qui pourraient être prononcées contre eux; en conséquence, à leur payer les dommages-intérêts, à libeller par état, et les dépens tant de la demande principale que de celle en garantie.

Répondant ensuite aux moyens de nullité opposés par les héritiers, ils ont soutenu qu'il résultait de l'ensemble du testament que les formalités voulues par la loi avaient été observées; qu'ainsi, il y avait mention suffisante de la présence du septième témoin à la confection de l'acte de suscription, la loi ne demandant pas que le septième témoin assiste à la présentation et à la déclaration du testateur; qu'il résultait aussi suffisamment de la clôture de l'acte que le testateur, interpellé de signer, avait déclaré ne le pouvoir; que, du reste, le défaut de lecture, en supposant qu'on pourrait admettre que cette formalité aurait été négligée, n'entraînait pas l'annulation de l'acte. De son côté, le notaire a prétendu que le testament était valable, et qu'il ne pouvait y avoir recours en garantie contre lui que pour faute lourde, équivalant au dol, chose qu'on ne pouvait lui reprocher; il concluait donc au rejet de la demande en garantie.

Par jugement du 14 mai 1859, le tribunal, accueillant le moyen de nullité résultant du défaut de présence du septième témoin à la présentation du testament et à la déclaration du testateur, repoussant les deux autres, a déclaré nul et de nulle valeur le testament mystique dont il s'agit. — Appel.

Les appelants fondaient leurs conclusions principales sur ce que l'acte de suscription avait été rédigé dans la forme prescrite par la loi; qu'il résultait de l'ensemble de ses énonciations que H. Cols, septième témoin, avait été présent à l'acte de suscription tout entier; que la loi n'exigeait pas la mention de la cause qui avait empêché le testateur de signer l'acte de suscription, et qu'elle

était d'ailleurs exprimée; qu'elle n'exigeait pas davantage la mention qu'il avait été donné lecture au testateur et aux témoins réunis. Ils ont fondé leurs conclusions subsidiaires contre le notaire sur ce que celui-ci, par imprudence, par impéritie ou par ignorance des devoirs de son état, causant du dommage à autrui, était tenu de le réparer; que ce principe général s'applique d'autant plus au notaire Guisthoudt, que les nullités opposées au testament, si elles existent, proviennent toutes de l'oubli ou de l'inexactitude des formalités qu'un notaire ne peut méconnaître ni perdre de vue.

Les intimés ont fondé leurs conclusions sur ce que l'article 976 du Code civil prescrivait pour les testaments mystiques la présence de six témoins au moins, sans qu'il fût besoin d'augmenter le nombre des témoins, si le testateur pouvait signer l'acte de suscription, et que l'article 977 exigeait pour plus de garantie, dans le cas où le testateur n'avait pu signer les dispositions testamentaires, qu'il fût appelé à l'acte de suscription un témoin, outre le nombre porté par l'article précédent, lequel figurait avec les autres témoins; qu'il résultait clairement du rapprochement de ces deux articles que le septième témoin devrait être mis sur la même ligne que les autres, qu'il avait le même rôle à remplir, et qu'il devait assister comme eux à l'acte de suscription, c'est-à-dire prendre part à toutes les opérations que cet acte avait pour but de constater, afin qu'il pût par son témoignage contribuer à garantir le testament contre toute fraude ou substitution (arg. art. 1007 du Code civil); qu'on ne saurait admettre que le septième témoin ne serait appelé que pour signer l'acte de suscription, sans qu'il soit nécessaire de le mettre à même de s'assurer du contenu de cet acte; que ce ne serait plus un véritable témoin; que cette qualification, que l'article 977 lui donne, serait tout à fait impropre, et que la simple signature n'ajouterait absolument rien aux garanties dont le législateur a entouré les testaments mystiques, et qu'il a voulu rendre plus fortes à raison des dangers plus grands auxquels est exposé un testament qui n'a été écrit ni signé par le testateur; que c'est en vain qu'on invoquerait à l'appui d'un tel système le paragraphe de la loi 21, *Des testaments*, au Code romain, puisqu'il est évident des expressions que le législateur a eu soin d'ajouter que cette loi, loin d'être favorable à ce système, exige au contraire qu'on observe à l'égard du huitième témoin les mêmes formalités qu'elles prescrivent à l'égard

des autres ; qu'il résultait de la manière la plus évidente et des termes et de toute la contexture de l'acte de suscription dont il s'agit au procès que toutes les opérations les plus essentielles, jusques et y compris la lecture de l'acte, n'ont eu lieu qu'en présence de six témoins ; que le septième n'était venu qu'au moment de l'apposition des signatures pour y joindre simplement la sienne ; qu'il était impossible de tirer la moindre induction pour le contraire de la clôture de l'état, puisqu'elle ne disait pas même, ainsi qu'on l'avait prétendu, que l'acte aurait été fait et passé en présence du septième témoin ; qu'il suivait de ces considérations que le testament ne pouvait échapper à la nullité prononcée par l'article 1001 du Code civil. Les intimés ont en outre plaidé que l'acte de suscription ne contenait pas le motif pour lequel le testateur ne l'avait pas signé.

De son côté, le notaire qui avait fait signifier pendant l'instruction des conclusions subsidiaires, reprises, a fondé les unes et autres sur ce qu'il ne s'agissait pas de l'omission d'une formalité générale à tout testament mystique, mais d'une formalité particulière et toute spéciale à cette espèce de testament ; que le cas où elle devait être observée se rencontrait rarement dans la pratique ; que le testateur ayant attendu jusques *in extremis* pour faire son testament, le notaire n'avait pas eu le temps de la réflexion, ni de corriger son erreur si elle existait ; qu'il avait fait tout ce qui avait dépendu de lui, et qu'il avait mis tous ses soins à suivre, dans la rédaction de l'acte, les formalités nombreuses telles qu'elles sont indiquées et tracées par la loi ; que, quel que soit le sens qu'on attribue aux art. 976, 977, combinés, ils ne sont pas rédigés en termes si clairs qu'il ne faille se livrer à l'interprétation de leurs textes pour en saisir le véritable sens ; que dans ce cas, et alors surtout que les commentateurs s'étaient fort peu occupés de ces dispositions, un notaire pouvait être excusable, s'il s'était trompé dans la vraie interprétation ; que la responsabilité des notaires était une véritable peine qui devait être restreinte dans de justes bornes, et qui, dans le doute, devait être repoussée.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que c'est par la contexture de l'ensemble de l'acte de suscription, et non pas en isolant ses diverses parties, que l'on peut décider si les formalités exigées pour la validité de cet acte ont

été observées, conformément aux art. 976 et 977 du Code civil ;

Attendu que s'il est vrai qu'en s'arrêtant au sens de la première partie de l'acte de suscription dont il s'agit, le notaire rédacteur semblerait n'avoir constaté que la présence de six témoins, alors que la coopération d'un septième témoin était indispensable, il n'en est pas moins vrai que, dans la partie finale de l'acte, où le notaire vient à mentionner la présence d'un septième témoin, il en parle comme ayant, aussi bien que les six témoins précédemment nommés, assisté à toutes les opérations y constatées ; qu'en effet, après la mention que l'acte a été fait et passé en présence des six témoins, dont il indique les noms et profession, tous six domiciliés à Maeseyck, le notaire ajoute : « Lesquels, avec nous notaire, ont signé, » comme aussi Henri Cols, sans profession, » également domicilié à Maeseyck, comme » le septième témoin, lequel a été appelé » pour assister au présent acte et le signer » conjointement, vu que le testateur n'a pu » signer, ainsi qu'il a déclaré sur notre » interpellation à ce sujet ; »

Attendu que si la présence du septième témoin à toutes les opérations constatées par l'acte de suscription eût pu être exprimée d'une manière plus claire, elle l'est du moins d'une manière suffisante pour ne pas entraîner la nullité de l'acte ; et que sa rédaction plus ou moins obscure a pu provenir de ce que le notaire, trop préoccupé de la mention spéciale et distincte qu'exige l'article 977 du Code civil relativement au septième témoin, a été entraîné à le séparer dans la rédaction de l'acte des six témoins qu'il mentionne en premier lieu ; mais qu'en suite, venant à parler du septième témoin séparément, il fait connaître qu'il a été appelé pour être présent, comme les six autres, à l'acte entier qu'il a signé comme eux ; d'où il suit que le concours du septième témoin à l'acte de suscription est assez explicitement constaté ;

Attendu, quant au deuxième moyen de nullité résultant de ce que le notaire aurait omis de mentionner le motif qui a empêché le testateur de signer l'acte de suscription, qu'il résulte encore de l'ensemble de l'acte que cette mention y est suffisamment exprimée ; en effet, le testateur venant de déclarer que son testament du même jour n'avait pu être signé de lui à cause d'une faiblesse dans la main, ce qui avait nécessité la présence d'un septième témoin, le notaire, en expliquant pourquoi ce témoin a été requis, dit que c'est parce que le testateur a déclaré

qu'il ne pouvait signer, sur l'interpellation qu'il lui a faite à ce sujet; qu'ainsi la même phrase qui explique, au vœu de l'article 977, la cause pour laquelle le septième témoin a été appelé, mentionne aussi suffisamment celle qui a empêché le testateur de signer l'acte de suscription;

Attendu que le troisième moyen de nullité proposé par les intimés en première instance n'a pas été reproduit par eux devant la Cour;

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant; émendant, déclare les intimés non fondés dans leurs exceptions de nullité du testament mystique du 15 mai 1838, etc.

Du 28 mars 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

PATENTE (DROIT DE). — THÉÂTRE. — SOCIÉTÉ ANONYME. — ADMINISTRATEUR. — OBLIGATION PERSONNELLE. — COMPÉTENCE.

Nonobstant l'article 32 du Code de commerce, les administrateurs d'une société anonyme établie pour donner des représentations théâtrales sont formellement tenus du droit de patente, soit qu'il y ait, soit qu'il n'y ait pas de bénéfices.

La connaissance de cette question appartient aux tribunaux et non au conseil provincial. (Constitution, art. 92.)

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la compétence :

Vu la contrainte décernée, le 26 mars 1836, contre la direction administrative de la société anonyme, dite des amis du spectacle, à Anvers;

Vu le commandement fait le 15 juin de la même année au sieur Ch. Vangendt, pour la direction préliste, de payer la somme énoncée dans la contrainte, à peine qu'à défaut de ce faire il serait procédé à la saisie et à la vente de ses meubles et effets, ainsi que des fruits pendants par racines sur ses propriétés;

Vu l'exploit du 6 octobre 1836, par lequel le sieur Ch. Vangendt, en nom propre, et, en tant que de besoin, en qualité de président de la commission administrative de la société prédésignée, forme opposition aux poursuites, et demande la nullité du commandement du 15 juin 1836, en tant qu'il concerne personnellement, tant lui Ch. Vangendt, que tous les autres membres

de la direction de la société, le tout fondé sur la disposition de l'article 32 du Code de commerce;

Attendu que, par cet acte, le demandeur en référé ne conteste pas la cotisation, mais se borne à dire que lui directeur ne peut pas être exécuté dans ses meubles et effets personnels, pour une dette qui, selon loi, n'est pas la sienne, mais est celle du corps moral appelé société, de sorte que la disposition de l'article 20 de la loi du 21 mai 1819 est sans application à l'espèce;

Attendu que la question ainsi soumise par forme de référé au président du tribunal d'Anvers, aux termes de l'article 807 du Code de procédure, constitue une véritable contestation, qui a pour objet un droit civil, dont la connaissance ne peut appartenir qu'aux tribunaux (article 92 de la Constitution).

Au fond : — Attendu que bien qu'en général il soit vrai que les administrateurs d'une société anonyme, dûment autorisée par le roi, ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle, relativement aux engagements de la société, il faut cependant reconnaître que cette règle, établie par l'article 32 du Code de commerce, souffre exception pour ce qui concerne le droit de patente, dû par une société anonyme, constituée dans le but de donner des représentations théâtrales, des jeux ou des amusements, et cette exception résulte de la combinaison des tableaux n^{os} 9 et 15, annexés à la loi précitée du 21 mai 1819, lesquels ont été déclarés faire partie intégrante de la loi par l'article 4;

Attendu, en effet, que le tableau n^o 9, après avoir fixé la base du droit de patente dû par les sociétés anonymes en général, ajoute : *sauf les entreprises désignées au tableau n^o 15, pour lesquelles le droit demeure réglé conformément aux dispositions dudit tableau*;

Attendu qu'à la vérité le mot société n'est pas écrit dans le texte français de cette phrase incidente, mais si l'on considère d'abord que le tableau n^o 9 ne parle que de sociétés anonymes, et que partant le renvoi qu'il fait au tableau n^o 15 ne peut concerner que la société anonyme dont il pourra être question dans ce dernier tableau, et, en second lieu, si l'on considère que la phrase exceptionnelle serait tout à fait inutile, si on voulait lui donner un autre sens que celui qui vient d'être énoncé, on est forcé de reconnaître que le tableau n^o 9 dit et veut dire que les sociétés anonymes payeront le droit de patente, ainsi et de la manière in-

diquée dans ce tableau n° 9, sauf que les sociétés anonymes, dont l'objet est de donner des représentations dramatiques dans des salles de spectacle, payeront le droit d'après les bases et de la manière tracées dans le tableau n° 15;

Attendu que si le texte français du tableau n° 9 pouvait laisser quelque doute à cet égard, le texte hollandais, plus explicite, n'en laisserait aucun, puisqu'il porte : « het regt van patent verschuldigd door de » maatschappijen in het Wetboek van koop- » handel bekend onder de benaming van » naamloze maatschappijen, welke de zee- » vaart, fabrieken, onderneming of hande- » ling ten onderwerp hebben (de in de » tabeelen n° 15 omschrevene alleen uitge- » zondert) zal berekend, enz. » (Traduction littérale) : — « Le droit de patente dû par » les sociétés connues dans le Code de com- » merce sous la dénomination de sociétés » anonymes (celles comprises dans le ta- » bleau n° 15 seules exceptées) sera sup- » puté, etc. »

Attendu qu'en partant de cette vérité que le droit de patente dû par une société anonyme créée pour donner des représentations théâtrales est réglé d'après les dispositions du tableau n° 15, il est évident que par les mots, *entrepreneurs, directeurs ou régisseurs de spectacle*, le tableau n° 15 comprend les administrateurs des sociétés anonymes constituées pour donner ces représentations, quand l'entreprise est faite par une société de cette nature;

Attendu que, d'après ce tableau, le droit de patente est dû *sans exception*, par tout entrepreneur, directeur ou régisseur, soit que les spectacles et amusements aient lieu pour son compte, soit qu'ils aient lieu pour le compte d'autrui;

Attendu que les motifs de cette disposition contraire au droit commun, mais expresse et positive, se tirent de la nature même de l'entreprise et de ce que le droit consiste dans une quotité du produit brut de chaque représentation ou séance, de sorte que le droit est considéré ici comme une dépense journalière et nécessaire à laquelle l'administration doit forcément pourvoir;

Attendu, en fait, que l'intimé Ch. Vangendt reconnaît par son exploit introductif d'instance avoir été membre et président de la commission administrative de la *Société des amis du spectacle*, à Anvers;

Attendu qu'en cette qualité il était personnellement tenu du droit de patente dû à l'État, aux termes de la loi précitée, sauf son recours contre qui de droit, s'il y a lieu;

Attendu que l'existence d'un déficit de plus de 26.000 francs ne peut le mettre à l'abri de cette obligation, puisque la loi veut qu'il paye, soit qu'il y ait ou non un bénéfice (*of van deselre spelen of vertooningen eenig voordeel wordt genoten of niet*);

Par ces motifs, M. Van Camp, substitut, entendu en son avis, confirme l'ordonnance dont est appel, en ce qui concerne la compétence du premier juge; met, au fond, la même ordonnance à néant, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, émendant, permet à l'administration appelante de donner suite au commandement notifié à l'intimé Vangendt le 15 juin 1836, etc.

Du 28 mars 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

PRÉSIDENT DU SYNDICAT. — QUALITÉ.
— PLAIDER PAR PROCUREUR.

Le président du syndicat avait mandat et qualité pour agir en justice au nom du domaine (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de la circulaire émise par la commission du syndicat d'amortissement, en date du 29 avril 1825, le président dudit syndicat a eu, au moins depuis cette époque, mandat pour agir en justice au nom de cet établissement;

Considérant que les commandements dont il s'agit au procès ont été notifiés à la requête dudit président, non en nom personnel, mais comme agissant pour l'administration du syndicat; que cela résulte virtuellement de tout le contexte des actes dont les intimés demandent l'annulation;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'entrer dans l'examen du moyen de non-recevoir proposé par l'appelant, de l'avis conforme de M. l'avocat général Colinez, met le jugement dont appel à néant; émendant, dit pour droit que le président du syndicat d'amortissement avait qualité pour agir ainsi qu'il l'a fait, etc.

Du 30 mars 1840. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

SERVITUDE.

Bruxelles, 1^{er} avril 1840. — *Voy. Pasie,* 1841, p. 178.

(1) Jurisprudence certaine. *Voy. Gand*, 9 février 1838.

VAINE PATURE.

Bruxelles, 1^{er} avril 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 63. Voyez Liège, 3 février 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 221), et *Pasic.*, 1848, p. 60.

PORTION DISPONIBLE. — VENTE A FONDS PERDU. — RAPPORT. — SUCCESSIBLE. — GENDRE FUTUR.

La rente à charge de rente viagère, faite à celui qui était sur le point d'épouser l'un des successibles en ligne directe, union qui a eu lieu, emporte-t-elle la présomption de l'article 918 du Code civil (1)? — Rés. nég.

En d'autres termes : *La valeur en pleine propriété de biens aliénés à charge de rente viagère, par un père en faveur de celui que sa fille est sur le point d'épouser, et qui est en effet devenu son gendre, doit-elle être imputée sur la portion disponible, et l'excédant, s'il y en a, être rapporté à la masse?* — Rés. nég.

Tout avantage résultant d'un acte renfermant une donation déguisée, sous la forme d'une rente, doit être réduit à la quotité disponible.

La preuve de cet avantage peut-elle être faite par témoins et commune renommée, alors surtout qu'il s'est écoulé un long temps depuis l'acte qui le renferme (2)? — Rés. aff.

Par acte notarié du 8 février 1813, le sieur Huyghens, cultivateur à Senefle, vendit à Taminiaux tous ses immeubles, effets, chevaux, etc., et généralement tout son mobilier, plus 94 perches de terres situées audit Senefle. — Cette cession était faite à la charge, par le cessionnaire, de loger, nourrir et entretenir le cédant ou de lui payer une reute viagère de 272 francs. Taminiaux épousa, le 23 février, la fille d'Huyghens. Ce dernier demeura trois ans avec les époux Taminiaux, et les quitta en 1817 pour aller habiter chez son gendre F. Godfried, chez lequel il demeura jusqu'en 1830, époque à laquelle Huyghens revint chez les époux Taminiaux, dans la maison desquels il décéda

en 1833 à l'âge de quatre-vingt-six ans. La rente lui fut exactement payée pendant tout l'intervalle qu'il avait cessé de demeurer chez les époux Taminiaux.

Par exploit du 23 septembre 1834, les filles et gendres de J. B. Huyghens ont assigné les époux Taminiaux devant le tribunal de Charleroi, pour voir dire que la cession du 8 février 1813 renfermait une donation déguisée faite à l'effet de les frustrer de leurs droits légitimes dans la succession de leur père, laquelle donation était réductible à la portion disponible, aux termes de l'article 920 du Code civil; ils soutenaient, à l'appui de leur conclusion, qu'à l'époque de la cession Taminiaux était déjà fiancé avec Caroline Huyghens, fille du vendeur, qu'il a épousée le 28 février 1813; qu'un ban de mariage était déjà publié, et que ladite Caroline Huyghens était même enceinte d'un enfant dont elle est accouchée quelque temps après, et qui a été reconnu par Taminiaux, et que la cession avait été faite pour 1/3 de la valeur des objets vendus. Les époux Taminiaux ont soutenu que l'acte du 8 février 1813 était un véritable contrat à titre onéreux, et ne renfermait aucunement une donation déguisée, comme on le prétendait. — Jugement du 7 mai 1839, ainsi conçu :

« En fait : — Considérant qu'il n'a pas été dénié qu'à l'époque où l'acte du 8 février 1813, passé par-devant notaire à Senefle le 23 du même mois, a eu lieu, Taminiaux était déjà fiancé avec la demoiselle Huyghens; qu'un ban de mariage avait été publié; que cette dernière était même enceinte d'un enfant dont elle est accouchée quelque temps après, et qui a été reconnu par ledit Taminiaux; qu'il résulte de ces circonstances que si, comme l'allèguent les demandeurs, la vente a été faite en fraude des droits des autres enfants de J. B. Huyghens, il est évident que l'intention de ce dernier n'était pas de procurer un avantage particulier à Taminiaux comme étranger, mais plutôt de doter sa fille Caroline Huyghens, et d'amener Taminiaux à l'épouser, ce qui s'est fait peu de temps après la vente dont il s'agit.

« En droit : — Considérant qu'aux termes de l'article 918 du Code civil, la valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu

(1) Voy. Merlin, *Quest.*, v^o *Avantage aux hérit.*, prés., p. 316; Chabot, *Quest. transi.*, v^o *Avantages indirects*, § 3; Dalloz, *Disp. entre-vifs*, cha-

pitre 3, sect. 5, n^o 54, p. 28.

(2) Mais voy. Bourges, 27 juillet 1825; Bruxelles, 15 juin 1832 et 15 avril 1836.

ou avec réserve d'usufruit à l'un des successibles en ligne directe, doit être imputée sur la quotité disponible, et l'excédant, s'il y en a, rapporté à la masse; que si, d'après cet article, une vente de cette nature, faite à un étranger, n'est pas réputée à titre gratuit, cependant elle devient réductible à la quotité disponible, lorsqu'elle a été faite en fraude des droits des héritiers à réserve, ou lorsqu'il est indubitable qu'elle a eu lieu, comme dans l'espèce, plutôt pour avantager un successible en ligne directe que l'étranger en faveur duquel elle a été consentie, puisqu'il est de principe que l'on ne peut faire indirectement ce que l'on ne peut directement;

« Considérant au surplus que l'article 920 du même Code prescrit impérieusement que les dispositions, soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excèdent la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession; qu'il est admis en principe et en jurisprudence que cette disposition est applicable aussi bien aux donations déguisées qu'aux donations directes; qu'ainsi sous quelque rapport que l'on envisage la question, les défendeurs ne peuvent être dispensés de rapporter à la masse pour être partagé entre eux et leurs cohéritiers l'excédant, s'il y en a, de la quotité dont Huyghens a pu disposer en leur faveur, et qu'il y a lieu à admettre les demandeurs à prouver que, par l'acte du 8 février 1813 prérappelé, Huyghens, père, a outrepassé les bornes de la quotité disponible;

« Considérant qu'aux termes de l'article 922, pour estimer justement la pièce de terre qui fait partie de la cession du 8 février 1813, les experts doivent fixer son état au moment de la cession, et sa valeur au moment du décès;

« Par ces motifs, le tribunal admet les demandeurs à prouver par enquête de commune renommée que le mobilier cédé par Huyghens, père, le 6 février 1813, avait à cette époque une valeur d'environ 12,000 francs. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les demandeurs ont conclu en première instance, 1^o à ce qu'il plaise au tribunal déclarer que les avantages résultant en faveur des défendeurs de l'acte de cession du 8 février 1813 seront réduits à la portion disponible, invoquant à l'appui de cette conclusion la disposition de l'article 920 du Code civil, et 2^o à ce qu'eux demandeurs soient reconnus

propriétaires des trois quarts des meubles et immeubles qui ont fait partie dudit acte de cession, concluant en conséquence à être admis à vérifier la valeur desdits meubles et immeubles, savoir, les premiers par commune renommée et les derniers par une expertise;

Attendu que le premier juge a adjugé aux intimés la deuxième partie de leurs conclusions, se basant sur la disposition de l'article 918 du Code civil;

Attendu que la disposition de cet article étant exorbitante du droit commun doit être restreinte en son espèce;

Attendu qu'il ne s'agit pas dans le cas occurred d'une vente à charge de rente viagère faite à un successible en ligne directe, mais bien de pareille vente faite à un individu qui, plus tard, est devenu l'époux de l'un de ces successibles, et qu'il conste par le contrat de mariage de celui-ci qu'il n'a en aucune manière servi d'intermédiaire entre ce successible et son auteur;

Attendu cependant que tout avantage résultant d'un acte renfermant une donation déguisée sous les formes d'une vente doit être réduit à la quotité disponible;

Attendu que c'est à cette fin que tend le premier membre des conclusions des intimés, mais qu'il ne conste pas jusqu'ores que l'acte du 8 février 1813 renfermerait effectivement un avantage indirect;

Attendu qu'il est juste d'admettre les intimés à la preuve de ce fait, preuve qui peut être faite dans l'occurrence par tous moyens de droit, même par témoins et commune renommée, les intimés s'étant trouvés dans l'impossibilité de s'en procurer une preuve littérale, et s'agissant d'un fait depuis lequel un long espace de temps s'est écoulé;

Attendu que, pour parvenir à cette preuve, l'expertise de la terre comprise dans l'acte de cession, afin d'en connaître la valeur au moment de ce contrat, est admissible, et qu'il est utile de faire constater en même temps cette valeur au moment du décès de Huyghens, père;

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant; émendait, et avant de faire droit sur la conclusion des intimés, les admet à prouver par tous moyens de droit, même par témoins, et au besoin par commune renommée, que l'acte de vente du 8 février 1813 renferme une donation déguisée au profit des appelants, entamant la réserve des intimés, etc.

Du 1^{er} avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

VAINE PATURE. — PATURAGE. — CLÔTURE.

Un pâturage exercé à époque fixe, dans une prairie déterminée et dans une commune où il est d'usage de récolter deux herbes, ne peut être considéré comme un droit de vaine pâture, réglé par les dispositions de la loi du 28 septembre 1791; mais il constitue une pâture grasse et vive, qui peut s'acquérir par prescription (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les faits dont les appelants offrent la preuve ont pour

(1) Voy. Liège, 5 février 1841 (*Pasic.* p. 221). Pour la complète intelligence de cet arrêt, nous croyons devoir expliquer ici ce qu'on entend généralement par la vaine pâture et la pâture grasse et vive : « La pâture grasse et vive, dit Merlin, *Répart.*, v^o *Vaine pâture*, § 5, consiste à faire consommer par les bestiaux des herbes ou des fruits commerciables, des herbes ou des fruits susceptibles d'être récoltés, conservés et vendus. Ainsi, c'est à titre de pâture grasse et vive que les habitants des communes mettent leurs bestiaux dans les terrains dont ils consomment tout le produit pendant l'année entière. » La vaine pâture, au contraire, a lieu sur des terrains dont les herbes sont abandonnées par le propriétaire des fonds. « Ainsi, dit Brillon, *Dict. des arrêts*, n^o 6, v^o *Vaine pâture*, la vaine pâture s'exerce sur les grands chemins, les prés après la dépouille, les guérêts et terres en friche, et généralement tous les héritages où il n'y a ni fruits ni semences, et qui, par l'usage du pays, ne sont en défense. Les bois de haute futaie, les taillis, après le quatrième et le cinquième bourgeon, sont aussi vaine pâture aux lieux où la coutume ne les a pas exceptés. »

En ce qui concerne la question de prescription, Henrion de Pansey, dans ses *Dissertations féodales*, v^o *Communaux*, § 4, pense que le droit de pâture grasse et vive peut s'acquérir par la prescription; voici comment il s'explique à ce sujet : « La vive pâture peut seule être opposée au seigneur; et c'est uniquement de cette grasse pâture que les coutumes de Meaux, Saint-Michel, Vitry, Troyes, Chaumont, etc., parlent lorsqu'elles disent qu'une possession plus ou moins longue peut conférer des droits d'usage et de pâture. Et plus bas, cet auteur ajoute : « Tel est donc le principe en fait de pâture : une possession immémoriale peut, dans la plupart des coutumes, donner aux communautés un droit d'usage dans les pâtures grasses; cette possession ne peut rien à l'égard des vaines pâtures. » Il est facile de sentir le motif sur lequel cette distinction est fondée. Les grasses pâtures sont un objet d'utilité et de commerce. Le propriétaire est censé veiller sur un droit de cette espèce; s'il ne le fait pas, la loi punit sa négligence.

Un pâturage exercé, à l'époque fixe du 24 juin de chaque année, dans une prairie déterminée de la commune de Bordinne, où il est d'usage de récolter deux herbes; qu'un droit de cette nature ne peut être considéré comme une vaine pâture réglée par les dispositions de la loi du 28 sept. 1791, mais qu'il constitue une pâture grasse et vive qui pouvait s'acquérir par prescription;

Attendu que la commune de Burdinne ne justifie pas du droit de pâturage qu'elle invoque, mais qu'elle offre de prouver qu'elle en a la possession immémoriale avec les circonstances ci-dessus rappelées; que ces faits sont pertinents, et que la preuve en est admissible;

gences. Les vaines pâtures, au contraire, ne peuvent être d'aucun avantage au propriétaire; en les abandonnant, il n'est pas censé négliger sa propriété, on ne les met pas au nombre des fruits de l'héritage; celui qui les perçoit n'est pas censé jouir, ou du moins cette espèce de jouissance est facultative, non jure.

L'ancienne jurisprudence était conforme à cette doctrine de Henrion de Pansey; Merlin, *loc. cit.*, cite, entre autres, un arrêt du 18 juin 1761 qui l'avait consacrée. Aujourd'hui on juge aussi de cette manière. Ainsi, quant à la vaine pâture, la Cour de Riom a décidé, par arrêt du 3 décembre 1839, que la possession immémoriale de faire paquer dans un pré non clos immédiatement après la levée des premières herbes ne constitue point une servitude, mais un simple droit de vaine pâture qui peut être interdit par la clôture de l'héritage. Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 20 juillet 1867 avait déjà jugé en ce sens. En ce qui concerne la pâture grasse et vive, la Cour de cassation a aussi décidé, le 29 décembre 1840, que la jouissance de la seconde herbe d'un pré ne peut, alors qu'elle s'est exercée chaque année au moyen d'une trouée pratiquée après la clôture, être considérée comme constituant un simple droit de vaine pâture, lequel aurait été atteint par les dispositions prohibitives de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791; que c'est là une véritable servitude qui avant la loi de 1791 a pu s'acquérir par la possession immémoriale. Proudhon, *Traité des droits d'usage*, n^o 531, va plus loin; il dit : « Nous croyons que celui qui aurait joui pendant trente ans de la faculté de faire paître des bestiaux dans la clos d'un autre, après la récolte des fruits, devrait être admis à en faire la preuve par témoins, et à exiger sa maintenance dans son droit, encore qu'il n'en représentât pas de titre...; la possession qui serait dans l'espèce alléguée par l'usage porterait directement sur une servitude proprement dite, et, comme le pâturage exercé dans un clos dont il faut ouvrir la barrière pour y introduire des bestiaux étrangers n'est certainement pas une chose de pure tolérance, il en résulte que le droit dont il s'agit serait très-susceptible d'être acquis par la prescription. »

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant; émendant, et avant faire droit au fond, admet les appelants à prouver tant par titre que par témoins 1^o que, depuis un temps immémorial avant la publication du Code civil, ils sont en possession de faire paître leurs bestiaux sur le terrain dont il s'agit; 2^o que ce droit s'exerçait à époque fixe dès le 24 juin de chaque année; 3^o que le pâturage avait lieu chaque année, soit que le foin fût enlevé ou non, à moins que le conseil ou l'autorité provinciale n'eût accordé une prorogation pour l'enlèvement du foin, etc.

Du 2 avril 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

—
EXPERTISE. — SERMENT. — PRÉSENCE. — COMPARUTION. — DELAI. — DISTANCES.

En matière civile, la partie ne doit pas être sommée d'être présente à la prestation du serment des experts ni avoir un délai calculé en raison des distances pour comparaître à l'expertise (1). (Code de proc., art. 307, 315 et 1033.)

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen :

Attendu qu'aucune loi n'oblige de sommer les parties d'être présentes à la prestation de serment des experts; que loin de là, l'article 307 du Code de procédure déclare formellement qu'il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes à cet acte de procédure;

Attendu que l'article 29 du tarif du 16 février 1807 alloue bien un droit pour la sommation à donner aux experts, mais il ne parle pas d'une sommation à donner aux parties d'être présentes à la prestation de serment des experts, comme il le fait pour les sommations à donner pour être présent aux enquêtes, de sorte que l'argument tiré de cet article 29 est moins favorable au système de l'appelant qu'à celui de l'intimé.

Sur le second moyen :

Attendu que la sommation dont parle le dernier paragraphe de l'article 315 du Code de procédure devant se faire par acte d'avoué, et non par acte signifié à personne ou

domicile, il en résulte que la disposition de l'article 1033 du même Code n'est pas applicable à l'espèce, et qu'ainsi il n'y a pas lieu à accorder un délai à raison de la distance du domicile réel des parties;

Attendu que cette disposition est d'ailleurs fondée en raison, car s'il en était autrement, les procès deviendraient presque interminables; lorsque les parties demeurent à l'étranger, il faudrait leur accorder deux mois, quatre mois, six mois ou un an, pour assister à des actes de procédure, qui peuvent se renouveler plusieurs fois dans le cours d'une instance;

Par ces motifs, déclare les appelants non fondés dans leurs moyens de nullité de l'expertise, etc.

Du 4 avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

—
BIENS DE MINEURS. — CONSERVATEUR. — RADIATION.

Lorsqu'à la suite de la transcription d'une vente de biens de mineurs inscription a été prise pour la conservation du privilège des vendeurs, le conservateur, avant de radier, a-t-il droit de se faire représenter par le tuteur le jugement qui autorise la vente (2). (Code civil, art. 2197 et 1383.) — Rés. aff.

Les époux Maes avaient acquis une maison du sieur Simons, tuteur de ses enfants mineurs. Les acquéreurs firent transcrire le cahier des charges et les procès-verbaux d'administration, sans faire connaître au conservateur le titre en vertu duquel le tuteur avait agi.

Comme le prix de vente n'était pas payé, une inscription d'office fut prise par le conservateur, les époux Maes s'étant présentés avec l'expédition de la quittance et de la mainlevée pour en obtenir la radiation. Le conservateur demanda communication du jugement qui autorisait la vente et ne consentit à radier que sur le vu de cette pièce. Sur ce, le conservateur fut attiré devant le tribunal d'Anvers qui, le 21 avril 1837, prononça comme suit :

« Attendu que les cas de responsabilité des conservateurs des hypothèques énumérés dans l'article 2197 du Code civil ne sont qu'énonciatifs, et que de la combinaison des articles 2157 et 1383 du Code civil, il résulte que les conservateurs des hypothèques sont responsables du préjudice causé

(1) Voy. Carré, n^o 1171.

(2) Voy. rejet, 19 déc. 1840 (Pasic., 1841, p. 34).

par la radiation consentie par une personne qui n'avait pas capacité à cet effet;

« Attendu que les conservateurs ayant intérêt ont, par cela même, qualité pour examiner les pouvoirs de ceux qui n'ont pas par eux-mêmes ou par la loi capacité nécessaire;

« Attendu qu'un tuteur n'a pas capacité pour vendre les immeubles de ses mineurs, ni par conséquent de donner mainlevée de l'inscription d'office, et que partant, lorsqu'il a obtenu cette capacité par jugement, le conservateur est en droit de demander à cet administrateur général des biens des mineurs la production de l'acte qui lui confère le pouvoir nécessaire de la même manière et au même titre qu'il exige cette production d'un mandataire spécial opérant une radiation;

« Attendu que peu importe que le mineur trouverait au besoin sa garantie dans la responsabilité du tuteur et du notaire, s'ils procédaient à la vente à d'autres conditions que celles portées dans l'ordonnance du juge, puisque de cette responsabilité il ne résulte pas que le conservateur ne pourrait pas être recherché par le mineur comme ayant participé à lui porter préjudice;

« Attendu que l'on prétend en vain que le conservateur n'était plus recevable à demander la production du jugement après avoir transcrit sans opposition l'acte de vente, puisque toute transcription d'un acte de vente est obligée, même de la part d'un non-propriétaire, et ne peut engager ainsi en aucune façon la responsabilité du conservateur;

« Par ces motifs, le tribunal déclare les demandeurs non recevables et non fondés, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs du premier juge, met l'appel à néant, etc.

Du 8 avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

ACTION PERSONNELLE.

Bruxelles, 8 avril 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 102.

(1) Une question semblable a été jugée en matière de contributions indirectes par arrêt de cassation du 25 mars 1809 (*Dalloz*, t. 7, p. 264). Voy. aussi *Revue des rev. de droit*, 1859, p. 363.

APPEL. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — FORMALITÉS.

L'appel autorisé par l'article 205 du Code d'instruction criminelle n'est pas assujéti aux formalités ordinaires des appels en matière civile; il suffit que le prévenu en ait une connaissance suffisante (1). (Code de proc., art. 61.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'appel autorisé par l'article 205 du Code criminel n'est point soumis aux formalités ordinaires des appels en matière civile; qu'il suffit que le prévenu en ait connaissance suffisante;

Et attendu, dans l'espèce, que cette connaissance résulte, pour la demoiselle S..., des circonstances particulières de la cause; qu'en effet c'est à la femme de son jardinier, à Astene, que l'acte d'appel a été laissé; que c'est à Astene que ladite demoiselle résidait lors de la perpétration de la contravention dont s'agit; qu'il conste que, dans divers actes de procédure, elle se qualifie de propriétaire, à Astene; que c'est encore à cet endroit qu'assignation lui a été donnée pour comparaitre en première instance, et qu'elle y a en effet comparu, sans arguer de nullité ladite assignation du chef de fausse indication de domicile;

De tout quoi résulte que l'appel émis par le ministère public doit être considéré comme valablement fait;

Par ces motifs, ouï M. l'avocat général Colincz, en ses observations et conclusions à l'appui de l'appel, déclare l'appel émis par M. le procureur général valable, etc.

Du 8 avril 1840. — Cour de Gand. — Ch. des appels correct.

REVENDEICATION. — LOCATAIRE.

Au cas de revendication d'un immeuble dirigée par le propriétaire contre un ancien locataire, c'est à celui-ci qu'incombe la preuve ou qu'il n'est jamais entré en possession de l'immeuble, ou qu'il en a fait

et 365; *Legraverend*, t. 3, p. 366, n° 297, édit. belge, Voy. aussi Liège, 9 nov. 1855; *Brux.*, 23 fév. 1855.

la relivrance, lors même que l'immeuble ne serait pas suffisamment désigné dans le bail (1).

Le sieur Evrard père avait, en 1808, accepté en location pnhlique, entre autres plus nombreuses, une pièce de terre non désignée par ses tenants et aboutissants, et déclarée dans l'acte de bail appartenir au bureau de bienfaisance de Jodoigne.

En 1837, ledit bureau de bienfaisance assigna les héritiers du sieur Evrard en restitution de cette pièce de terre.

Le tribunal de Nivelles rendit un interlocutoire, par lequel il ordonna au bureau de bienfaisance de prouver par toutes voies légales l'existence du bien revendiqué et son identité avec celui qu'il prétendait avoir donné en location au sieur Evrard. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par acte en date du mois de février 1808, les intimés ou leurs auteurs ont pris à bail des appartenances certaine pièce de terre sise à Mont-Saint-André, de la contenance de neuf verges, ou trente-neuf ares quatre-vingt-quatre centiares;

Attendu que les intimés se sont contentés de la désignation telle qu'elle se trouvait dans ledit acte, et n'ont, durant tout le cours de leur dit bail, jamais prétendu que cette pièce de terre ne leur aurait pas été délivrée, mais qu'au contraire ils en ont payé le prix de location pendant toute cette période;

Attendu que, dans ces circonstances, les intimés doivent être considérés comme en retard de restituer la pièce réclamée, à moins qu'ils ne prouvent, ou bien que le propriétaire ne leur a jamais délivré ladite pièce de terre, ou bien qu'ils en ont fait la relivrance;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que c'est à tort que le premier juge a imposé aux appelants la preuve de l'existence du bien revendiqué;

Met le jugement dont est appel à néant; émendant et avant de faire droit ultérieurement, ordonne aux intimés de s'expliquer s'ils entendent faire la preuve, soit que la pièce de terre réclamée ne leur a jamais été livrée, soit qu'ils en ont fait la relivrance; renvoie, etc.

Du 8 avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

EXPERTISE. — LIQU. — RENSEIGNEMENTS.
— PROCÈS-VERBAL. — MENTION.

Les parties qui ont assisté aux premières séances d'une expertise sont suffisamment prévenues par lettres de la continuation des opérations; il n'est pas nécessaire de le faire par sommation signifiée.

Lorsque les experts ont indiqué la ville et le jour où ils rédigeraient leur rapport, ils ont satisfait au vœu de la loi; il n'est pas nécessaire qu'ils indiquent le local et l'heure; cette formalité n'étant pas, au reste, substantielle, son omission ne saurait entraîner la nullité de l'expertise.

Il n'est pas nécessaire à peine de nullité que le procès-verbal des experts fasse mention que le rapport a été écrit par l'un des experts; cette formalité est censée avoir été remplie.

Les experts peuvent entendre, à titre de renseignements, les déclarations des personnes qui leur ont été signalées comme pouvant les éclairer.

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu d'adjudger à l'appelant ses conclusions?

(1) La doctrine consacrée par cet arrêt ne nous paraît pas à l'abri de toute critique. Replaçons le fait en présence du droit. Vous prétendez que vous n'avez donné à titre de bail à ferme un immeuble, et vous produisez un titre pour le prouver; mais votre acte ne prouve rien, l'identité du fonds n'est pas constatée et son existence est déniée. Que doit faire le juge en pareil cas? Il doit, selon nous, procéder comme s'il n'y avait point de titre, et dire au demandeur: Justifiez votre demande. *Semper necessitas probandi illi qui agit* (l. 21, ff., de prob.). En effet, dès que le défendeur se borne à nier, il n'a pas besoin d'établir sa négation par des preuves: *Actor*

quod adseverat probare se non posse profitendo, reum necessitate monstrandi contrarium non adstringit, cum per rerum naturam factum negantis probatio nulla sit (l. 25, ff., Cod., de prob. et presumption.). En matière de revendication surtout, c'est au demandeur à prouver son droit de propriété (l. 2, Cod., de prob., et l. ult., Cod., de rei vindicat.). Remarquons, au reste, qu'imposer au défendeur la preuve qu'il n'a pas reçu à titre de bail à ferme la pièce de terre était l'obliger à prouver un fait négatif, ce qui n'est pas admissible, ou, du moins, ce qui ne l'est que dans certains cas, dans lesquels n'est pas comprise l'espèce de l'arrêt ci-dessus.

Attendu, en ce qui concerne les moyens de nullité proposés contre l'expertise, 1^o que le procès-verbal constate que les experts, après avoir prêté le serment sur les lieux, ont opéré en présence des parties, qui, dès lors, ont été suffisamment averties et mises à portée de faire toutes les observations qu'elles jugeaient à propos; que si, le 29 août 1839, les experts se sont rendus de nouveau sur les lieux pour continuer leurs opérations, ils ont eu soin d'en informer par lettres les parties, qui, ce jour-là, se sont présentées, l'une en personne, et l'autre par un fondé de pouvoirs; que cet avertissement par lettres, dont elles s'étaient contentées dans une autre circonstance, a dû suffire encore dans celle-ci; qu'au surplus, une sommation n'eût été nécessaire qu'autant qu'il se fût agi de les informer du jour fixé pour commencer l'expertise, et non du jour indiqué pour continuer celle à laquelle plusieurs séances avaient déjà été consacrées;

Attendu 2^o que les experts déclarant aux parties qu'ils rédigeront leur rapport à Bruxelles le 25 octobre et jours suivants, celles-ci ont pu facilement s'informer du local et de l'heure où la réunion aurait lieu; que, d'ailleurs, l'omission qui a été faite à cet égard ne peut faire déclarer nulle l'expertise, puisque la formalité omise n'est pas prescrite à peine de nullité par l'article 317 du Code de procédure civile, et ne peut être considérée comme substantielle;

Attendu 3^o que si le même article 317 veut que le rapport soit écrit par l'un des experts, il n'exige pas qu'il soit fait mention de l'accomplissement de cette formalité, qui, dès lors, est censée avoir été observée;

Attendu 4^o que les experts sont autorisés à user de tous les moyens convenables pour éclairer leur conscience, et qu'ils n'ont pas excédé leurs pouvoirs en recevant comme simples renseignements les déclarations des personnes qui leur étaient indiquées comme pouvant les instruire de l'état des lieux qu'ils ne pouvaient visiter par eux-mêmes à cause du défaut d'air ou de la submersion des travaux;

Attendu que l'expertise est bien détaillée, parfaitement motivée, et faite par des hommes spéciaux, aux lumières desquels on doit avoir toute confiance; qu'il n'y a donc pas lieu d'en ordonner une nouvelle, ni d'admettre une preuve qui n'aurait pour but que de chercher à détruire les faits qu'elle constate d'une manière satisfaisante;

Par ces motifs, sans avoir égard aux différents chefs des conclusions des intimés, déclare, pour droit, etc.

Du 8 avril 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

MAÎTRE DE POSTE. — LOCATAIRES A PETITES JOURNÉES. — MESSAGERIES. — RELAYES. — CHEVAUX D'ALLÈGE.

Les entrepreneurs de voitures publiques, allant à petites journées avec les mêmes chevaux, sont-ils tenus de payer aux maîtres de poste dont ils n'emploient pas les chevaux l'indemnité fixée par la loi, lorsqu'ils prennent des chevaux d'aide pour graver une ou plusieurs collines (1)? (Loi du 25 ventôse an XIII.) — Rés. nég.

Les chevaux d'allège doivent-ils nécessairement être pris à la poste? — Rés. nég.

Que doit-on entendre par les mots relayer, voyager en relais?

Le sieur Bouvy, entrepreneur de diligences, a deux départs de Bruxelles à Wavre et deux départs de Wavre à Bruxelles: cinq lieues séparent ces deux villes. Les voitures marchent avec trois chevaux: les chevaux attelés, soit à Bruxelles, soit à Wavre, ne quittent la voiture qu'au lieu d'arrivée. Toutefois pour graver trois montagnes, Bouvy prend un et quelquefois deux chevaux d'allège. Dans son trajet de Wavre à Bruxelles, il attelle en partant deux chevaux d'aide, qui servent à graver deux côtes qui se succèdent: ces chevaux s'arrêtent à la montagne de Tombeck à Overysse. Bouvy prend un cheval qui s'arrête au sommet de la montagne qu'il sert à faire graver. Dans son trajet de Bruxelles à Wavre, Bouvy prend un cheval d'aide jusqu'à la Rose blanche, au faubourg de Namur; il en prend un second à Overysse, et enfin à Tombeck; les chevaux qui ont amené la voiture de Wavre remontent la voiture de Bruxelles jusqu'à l'endroit nommé *barrière de Wavre*. Les sieurs Lefebvre, maître de poste à Bruxelles, et Dangonneau, maître de poste à Notre-Dame-aux-Bois et à Wavre, ont prétendu que les chevaux employés par Bouvy à graver les montagnes constituaient des relais dans le sens de l'article 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XIII, et l'ont assigné devant le tribunal de Bruxelles en paiement de 25 centimes par poste et par cheval.

(1) Voy. Dehoz, t. 22, p. 328; Paris, cass., 2 avril 1824, et Douai, 17 mai 1835.

Le 29 janvier 1840, jugement ainsi conçu, qui déboute les maîtres de poste de leurs prétentions :

« Attendu que, d'après la loi du 25 ventôse an xiii, tout entrepreneur de voitures publiques et de messageries, qui ne se servira pas des chevaux de la poste, sera tenu de payer, par poste et par cheval attelé à chacune de ses voitures, 25 centimes au maître de poste du relais dont il n'emploiera pas les chevaux ; que sont exceptés de ces dispositions les *loueurs* allant à petites journées et avec les mêmes chevaux, les voitures de place allant également avec les mêmes chevaux et partant à volonté, et les voitures non suspendues ;

« Attendu que sous le mot *loueurs* il faut comprendre les entrepreneurs de voitures publiques ; que cela résulte notamment de l'article 4 du décret du 18 brumaire an xiv, et de l'article 5 du décret du 6 juillet 1806 ;

« Attendu qu'une voiture est réputée aller à petites journées quand elle ne parcourt dans le jour qu'un rayon de huit à dix lieues ; que cela est conforme à l'interprétation qu'ont donnée à ces mots une circulaire du 16 prairial an xiii et une lettre ministérielle du 17 novembre 1806 (Merlin, *Rép.*, v° *Voitures*, § 5, t. 56, p. 298), et à l'exception que ces mots ont constamment reçue depuis ;

« Attendu que le prévenu se trouve dans ces deux conditions, puisque, notamment en ce qui concerne la seconde, il est constant que le trajet de Bruxelles à Wavre atteint à peine cinq lieues ;

« Attendu qu'il est établi qu'il parcourt tout le trajet avec les mêmes chevaux, c'est-à-dire sans relayer ;

« Attendu qu'on ne peut considérer comme constituant un relais dans le sens de la loi pénale ci-dessus citée, le fait d'ajouter accidentellement, dans les endroits inouïs, un cheval ou deux à l'attelage, pour les abandonner ensuite, mais sans les remplacer par d'autres, ce qui est admis d'ailleurs par une tolérance générale ; qu'il n'est pas établi par les faits que le prévenu aurait excédé les limites de cette tolérance, de manière à éluder réellement la loi ;

« Attendu qu'il y a d'autant plus lieu de prendre, dans l'espèce, le mot *relayer* dans sa signification précise, qu'il s'agit, bien que des intérêts privés soient engagés dans la poursuite, d'une loi pénale rigoureuse, qui partant doit être strictement interprétée ;

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les articles 1^{er} et 2 de la loi des

15-25 ventôse ne peuvent recevoir leur application dans l'espèce ;

« Par ces motifs, le tribunal déclare n'y avoir lieu, dans l'espèce, à l'application d'aucune peine, par suite qu'il n'y a lieu de statuer sur les conclusions des parties civiles et les condamne aux dépens. »

Les maîtres de poste ont interjeté appel de ce jugement. Devant la Cour, ils ont ajouté à leur système présenté en première instance et ont soutenu que Bouvy n'était pas dans l'exception de la loi des 15-25 ventôse an xiii ; qu'il n'était pas *loueur* à petites journées ; que c'était un système de messagerie qu'il exploitait ; qu'il partait à heure fixe, tenait deux bureaux et opérait son trajet dans le même temps que la poste. Ils offraient en outre de prouver que les chevaux qui attendaient la voiture de Bruxelles à Tombeck ne s'arrêtaient point à la *barrière de Warre*, mais continuaient jusqu'au bureau de la messagerie. — La réponse de l'intimé aux deux moyens de l'appel est reproduite dans l'arrêt qui suit.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu la loi des 15-25 ventôse an xiii, portant : « Article 1^{er}. A compter « du 1^{er} messidor prochain, tout entrepre-
neur de voitures publiques et de messageries, qui ne se servira pas de chevaux « de la poste, sera tenu de payer, par poste « et par cheval attelé à chacune de ses « voitures, 25 centimes au maître du relais « dont il n'emploiera pas les chevaux.

« Sont exceptés de cette disposition les « *loueurs*, allant à petites journées et avec « les mêmes chevaux ; les voitures de place, « allant également avec les mêmes che-
vaux, et partant à volonté, et les voitures « non suspendues. »

Vu le décret du 10 brumaire an xiv, qui veut, article 4 :

« Les entrepreneurs de voitures publi-
ques, qui ne relayent pas, mais qui, à « certaines distances, et sans attendre la « couchée, se versent réciproquement les « voyageurs qu'ils conduisent, sont assu-
jettis au paiement du droit ;

Vu encore le décret du 6 juillet 1808, qui porte. « Article 5. Les entrepreneurs « de voitures publiques, qui ne relayent « pas, mais qui, à certaines distances, et « sans attendre au moins six heures, se ver-
sent réciproquement les voyageurs qu'ils « conduisent, sont assujettis au paiement « du droit ; »

Attendu qu'il résulte de l'ensemble de

ces dispositions, expliquées par les lettres ou circulaires ministérielles des 16 prairial an xiii et 17 novembre 1808, ainsi que par la jurisprudence des arrêts, que sous les mots, *loueurs allant à petites journées et avec les mêmes chevaux*, le législateur a compris les *entrepreneurs de diligences et messageries*, qui parcourent dans un jour, avec les mêmes chevaux, et sans relayer, un rayon peu étendu, n'excédant pas huit à dix lieues, de sorte que ces entrepreneurs, comme les propriétaires de voitures de place, allant également avec les mêmes chevaux, et partant à volonté, et les propriétaires de voitures non suspendues, ne sont point assujettis à l'indemnité de 25 centimes fixée par la loi du 15 ventôse;

Attendu qu'en matière postale, *relayer* signifie *changer de chevaux dans des lieux intermédiaires de la distance à parcourir*; c'est, après avoir franchi une partie de la route, *substituer des chevaux frais et reposés à des chevaux fatigués que l'on dételle*;

Attendu que les appelants n'ont pas posé en fait, n'ont pas prouvé, et n'ont pas demandé à prouver que Bouvy eût, dans ce sens, relayé ou voyagé en relais, pour conduire ses voitures de Wavre à Bruxelles, et de Bruxelles à Wavre;

Attendu qu'au lieu de cela les appelants ont posé en fait : 1° que l'intimé fait partir tous les jours de Wavre, à cinq heures du matin, une voiture à trois chevaux, devant lesquels il en attelle deux autres, qui aident ceux-ci jusqu'au-dessus de Tombeck, vis-à-vis le château de Terdeck, à environ une lieue et demie ou 7,000 mètres de Wavre; que ces chevaux restent à Tombeck pour attendre la voiture venant de Bruxelles et la ramènent vers Wavre; 2° qu'à Overysche on attelle un ou deux chevaux aux susdites voitures pour les remonter, soit vers Tombeck (Wavre), soit vers Notre-Dame-aux-Bois (Bruxelles); 3° que la voiture partant de Bruxelles le matin et le soir est *remorquée* par un cheval qui la conduit jusqu'à l'endroit appelé *demi-barrière*, entre Etterbeck et Auderghem, et distant de plus d'une lieue de Bruxelles, et 4° que la même manœuvre a lieu pour les voitures partant de Bruxelles et de Wavre à trois heures après midi;

Attendu que ces faits dont Bouvy a reconnu en partie l'existence dans l'interrogatoire qu'il a subi à l'audience du tribunal de Bruxelles du 10 janvier dernier, fussent-ils prouvés et établis en entier et sans restriction, il n'en résulterait pas qu'il aurait

relayé ou voyagé en relais, car autre chose est de relayer, autre chose est d'employer des *chevaux d'aide ou d'allège*;

Attendu qu'il a été reconnu par les appelants à l'audience de la Cour que nulle part l'intimé ne dételle les trois chevaux qui partent de Wavre, pour en substituer d'autres avant l'arrivée de la voiture à Bruxelles, comme nulle part il ne dételle les trois chevaux qui partent de Bruxelles pour les remplacer par de nouveaux, avant l'arrivée de la voiture à Wavre; tout ce que l'intimé fait, d'après les faits posés, c'est qu'en partant de Wavre comme en partant de Bruxelles, il prend un ou deux chevaux d'allège qu'il dételle quand il est arrivé au haut des côtes;

A Wavre, disent les appelants, l'intimé attelle deux chevaux qui aident les trois autres jusqu'au-dessus de Tombeck; à Overysche, disent-ils encore, on attelle un ou deux chevaux aux voitures pour les remonter, soit vers Bruxelles, soit vers Wavre; à Bruxelles, disent-ils enfin, la voiture, déjà attelée de trois chevaux, est remorquée par un cheval qui la conduit jusqu'à la demi-barrière entre Etterbeck et Auderghem;

Or, ces mots, *aider, remonter, remorquer*, sont des mots qui, dans le langage des personnes qui parcourent les grandes routes, expriment l'idée d'*alléger*, c'est-à-dire d'*assister* à opérer le transport de la voiture, et non celle de *se charger* *seul* de cette opération, comme cela se fait, quand les voitures sont *relayées*, dans le vrai sens de ce mot;

Attendu que les lois sur les barrières consacrent en principe que chaque cheval employé à une voiture doit payer la taxe; cependant elle fait une exception pour les chevaux d'allège employés à graver les pentes des routes qui dépassent certaine proportion qu'elles déterminent, et cela sans faire aucune distinction entre les chevaux employés aux voitures suspendues et les chevaux employés aux chariots ou charrettes; les lois relatives à l'indemnité à payer par les entrepreneurs de voitures publiques aux maîtres des relais de poste dont ils n'emploieraient pas les chevaux, ne contiennent pas la même disposition; mais de là on ne peut conclure que les voitures des loueurs allant à petites journées, et avec les mêmes chevaux, et les voitures de place allant également avec les mêmes chevaux et partant à volonté, ne puissent, quand cela est nécessaire, prendre des chevaux d'allège pour graver les côtes rapides, et certes ces

chevaux d'allège, les conducteurs ne sont pas tenus de les prendre à la poste, puisqu'aucune loi ne leur impose cette obligation, celle du 15 ventôse an XIII nominativement n'a et ne peut avoir cette portée ;

Attendu que, d'après les pièces du procès, et les dépositions des témoins y entendus, les montagnes de Wavre à la barrière, celle de Tombeck au château de Terdeck, et celle d'Overyssehe vers Bruxelles, sont des côtes que les voituriers et même les diligences gravissent habituellement au moyen de chevaux d'aide ;

Attendu qu'il en est de même de la côte que l'on doit graver pour arriver du centre de la ville de Bruxelles au faubourg de Namur, sous Ixelles, et de celles d'Etterbeck, d'Overyssehe et de Tombeck, allant vers Wavre ;

Attendu que s'il était prouvé que l'intimé fait quelquefois aller le cheval d'aide de Bruxelles jusqu'à la demi-barrière d'Auderghem, il n'en résulterait rien de favorable au système des appelants, car, d'une part, en employant le même cheval pour alléger le transport dans deux montagnes (celle de Bruxelles et celle d'Etterbeck), l'intimé ferait preuve d'économie et rien de plus, et d'autre part, il n'aggraverait pas sa condition vis-à-vis des maîtres de poste, puisqu'à leur égard il peut faire le trajet de Bruxelles à Wavre avec autant de chevaux qu'il le trouve convenable, il pourrait, s'il le voulait (les appelants en sont convenus), faire ainsi toute la route avec quatre ou cinq chevaux, sans que les maîtres de poste eussent rien à lui dire, ni rien à lui demander ;

Attendu que le même raisonnement s'applique aux chevaux d'allège que l'intimé emploie à Wavre, et qui lui servent à graver d'un trait les deux montagnes de Wavre et de Tombeck ;

Attendu que si, d'après les faits posés et reconnus par l'intimé, les chevaux qui partis de Wavre sont dételés à Terdeck, attendent à Tombeck la voiture qui vient de Bruxelles pour la reconduire jusqu'à la barrière de Wavre, c'est que de Tombeck à la barrière de Wavre, il y a une côte longue et rapide à graver, et du moment qu'il est établi que l'intimé peut prendre des chevaux d'allège sans s'assujettir à une indemnité envers les maîtres de poste, il est évident que les mêmes chevaux, qui lui ont servi à graver la pente d'une colline, peuvent au retour lui servir à graver le versant opposé de la montagne, non-seulement aucune loi ne lui défend cet usage de ses chevaux, mais

au contraire la loi sur les barrières (article 7, § 15), lui reconnaît très-certainement cette faculté ;

Attendu qu'en supposant vrai et prouvé le dernier fait articulé par les appelants, savoir, que les chevaux venus de Wavre à Terdeck, et qui ont attendu à Tombeck la voiture venant de Bruxelles, reconduisent celle-ci jusqu'au bureau de Wavre, conjointement avec les trois chevaux déjà attelés à Bruxelles (fait qui n'est pas reconnu par l'intimé), il ne s'ensuivrait pas qu'un semblable emploi de chevaux dût être considéré comme relais, car du moment qu'il est démontré qu'en partant de Tombeck ces chevaux ne sont que des chevaux d'aide, ils doivent être considérés comme tels jusqu'à ce qu'on les détache de la voiture, sauf les droits du fermier de la barrière, si la voiture la dépasse avec quatre ou cinq chevaux au lieu de trois ;

Attendu que le premier juge a considéré avec raison qu'il y a d'autant plus lieu de prendre, dans l'espèce, le mot *relayer* dans la signification précise et ci-dessus décrite, qu'il s'agit, bien que des intérêts privés soient engagés dans la poursuite, d'une loi pénale rigoureuse, qui doit être strictement interprétée, le droit d'indemnité que les maîtres de poste exercent sur les entrepreneurs de diligence étant en fait un véritable privilège, la loi qui le leur donne ne peut jamais s'étendre à des cas qu'elle ne définit pas expressément : *Semper in dubiis*, dit la loi 5, §, de reg. juris. *benigniora preferenda sunt* ;

Par ces motifs, reçoit l'appel, et y faisant droit, le met à néant, etc.

Du 9 avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — TITRE AUTHENTIQUE. — RÉSOLUTION.

L'exécution provisoire d'un jugement, qui prononce la résolution d'un bail authentique du chef de sous-location par le fermier, ne peut être ordonnée, encore que la résolution soit prononcée en vertu d'une clause expresse de l'acte. Ce n'est point là, quant à l'obligation de déguerpir, avoir titre authentique dans le sens de l'article 155 du Code de procédure civile (1).

(1) Voy. dans ce sens un arrêt de la Cour de Douai du 11 déc. 1834.

Le sieur et la dame F... avaient obtenu contre leur fermier le sieur de M..., devant le tribunal de première instance de Gand, la résiliation d'un bail authentique, sur le fondement que ledit sieur de M... aurait sous-loué, sans autorisation par écrit, une partie des biens donnés en location par le prédit acte de bail, et contrairement aux stipulations y reprises. Le juge de première instance avait ordonné l'exécution provisoire de son jugement nonobstant appel et sans caution.

Le sieur de M..., s'étant pourvu par appel contre ce jugement, demanda des défenses de l'exécuter, se fondant sur ce que l'exécution provisoire en avait été ordonnée hors des cas prévus par la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, bien que l'acte authentique de bail permette aux intimés de demander la résolution du bail dans le cas de sous-location, en tout ou en partie, par le fermier de la ferme louée, il n'en denieure pas moins vrai que l'obligation de déguerpir, qui dépend de la vérification d'un fait à faire par le juge, n'est pas contestée par ledit acte de bail; de sorte que, quant à cette obligation, il n'existe point de titre authentique dans le sens de l'article 135 du Code de procédure civile pour que le juge ait pu, de ce chef, ordonner l'exécution provisoire de son jugement;

Et attendu qu'aucun des autres cas, dans lesquels ledit article permet au juge de prononcer l'exécution provisoire, n'existe non plus au procès;

Par ces motifs, accorde défenses à l'exécution, etc.

Du 10 avril 1840. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

DEGRÉS DE JURIDICTION. — DEMANDES JOINTES.

Lorsque la demande formée par plusieurs demandeurs contre plusieurs défendeurs est divisible, et ne s'élève pas, à l'égard de chacun d'eux, à une somme supérieure à 1,000 fr., l'appel n'est pas recevable.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande dont il s'agit au contredit de compte et dans les conclusions prises à l'audience, étant

divisible et formée par plusieurs demandeurs contre plusieurs défendeurs, est bien loin de s'élever, à l'égard de chacun d'eux, à une somme supérieure à 1,000 francs, ce qui rend l'appel non recevable;

Attendu que les appelants (parties de Combaire) font défaut;

Par ces motifs, déclare l'appel non recevable, etc.

Du 11 avril 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

BÉNÉFICES SIMPLES. — FABRIQUES — RESTITUTION.

Les biens chargés de services religieux ont été restitués aux fabriques des églises sans distinction entre les fondations ordinaires et celles qui avaient été érigées en bénéfices simples (1).

L'érection d'une fondation en titre perpétuel n'en changeait pas la nature; elle avait pour effet d'assurer d'autant mieux les intentions du fondateur.

La fabrique de l'église de Saint-Martin, à Liège, était en possession et jouissance, tant sous l'ancien régime que depuis la suppression du clergé, de deux rentes en nature, de sept setiers chacune, l'une due par la famille Maréchal, l'autre par Melchior Bastin et consorts, de Vivegnis.

Le 8 janvier 1817, le directeur des domaines fit assigner la fabrique pour qu'elle eût à délaisser au domaine la jouissance de plusieurs rentes, et notamment des deux rentes précitées. Il s'est fondé sur ce que la loi du 3 frimaire an vi a supprimé les chapitres et les bénéfices simples, et a réuni leurs biens et leurs rentes au domaine de l'Etat, et sur la loi des 26 septembre-16 octobre 1791.

La fabrique a établi que lesdites rentes étaient chargées de fondations et de services religieux qui étaient exonérés par la fabrique dans l'église de Saint-Martin, selon l'intention des fondateurs, et elle s'est appuyée sur les arrêtés des 7 thermidor an xi, 28 frimaire an xii, et sur les arrêtés du conseil d'Etat, pour être maintenue en possession et jouissance desdites rentes.

Le 29 octobre 1836, jugement du tribunal de Liège ainsi conçu :

(1) Voy. BRUX., cass., 4 mars 1841 (*Pasic.*, p. 174 et suiv.).

« Considérant que la fabrique de Saint-Martin n'a pas cessé d'être en possession de ses deux titres de rente ;

« Considérant qu'on voit d'un ancien registre intitulé : *Registrum honorum census et reddituum spectantium ad missarum fundationes et anniversaria reverendorum dominorum communium beneficiariorum insignis ecclesie collegiatae Sancti-Martini* ; que le titre de ce registre justifie et prouve suffisamment que les rentes et revenus y inscrits sont affectés au service des messes et anniversaires fondés dans l'église Saint-Martin, et laissés non pas au corps des communs bénéficiaires comme corps, mais aux communs bénéficiaires pour remplir les messes et anniversaires fondés dans l'église de Saint-Martin, et les faire exécuter suivant la destination des fondateurs ; qu'on ne peut voir ici les communs bénéficiaires comme propriétaires ou possesseurs des biens de la fondation, mais comme salariés par les revenus qui, proprement, appartiennent à l'église, à charge de desservir la fondation y attachée, et dont l'église ou la fabrique leur laisse la distribution comme membres de l'église où la fondation est établie ;

« Considérant que la fabrique ne réclame que deux textes dont elle soit en perception, le tribunal renvoie la fabrique de Saint-Martin de l'action intentée, condamne l'administration aux dépens. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il conste des pièces versées au procès que les rentes dont il s'agit étaient grevées de messes et anniversaires à célébrer dans l'église Saint-Martin, à Liège ;

Considérant que, d'après l'ensemble des décrets et arrêtés sur la matière et notamment les avis du conseil d'État des 21 frimaire an xiv et 30 avril 1807, les biens chargés de services religieux ont été restitués aux fabriques des églises, sans distinction entre les fondations ordinaires et celles qui avaient été érigées en bénéfices simples ; que l'érection d'une fondation en titre perpétuel n'en changeait pas la nature, et avait pour effet d'assurer d'autant mieux les intentions du fondateur ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 15 avril 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

(¹) Voy. BRUX., CHES., 20 mai 1836 (*Pasic.*, 1837, 1, 32).

VOIRIE. — ALIGNEMENT. — ROUTES. — CHANGEMENT. — FAÇADE. — AUTORISATION (DÉPOT N°). — PEINE. — AUTORITÉ COMMUNALE. — RÉPARATION CIVILE. — DÉMOLITION. — INDENNITÉ PRÉALABLE.

Peut-on bâtir le long d'une rue ou d'une route sans autorisation de l'administration communale ? — Rés. nég.

Quelle peine encourt celui qui contrevient à cette défense ?

En cas de contravention, l'administration communale peut-elle demander, à titre de peine, la démolition des constructions élevées sans autorisation (¹) ? — Rés. nég.

Peut-elle, sans indemnité préalable, demander cette démolition à titre de réparation civile (²) ? — Rés. nég.

Suffrait-il que la commune offrît de payer l'indemnité après la démolition ? — Rés. nég.

Le sieur Peeters avait reconstruit, depuis les fondements jusqu'au premier étage, le soubassement ou la partie inférieure de la façade d'une maison sise rue de Malines, à Louvain, faisant partie de la grande voirie, sans avoir suivi l'alignement fixé par un arrêté royal du 11 juillet 1818, aux termes duquel cette façade était sujette à un reculement d'environ un mètre 63 centimètres. Il fut traduit de ce chef devant le tribunal correctionnel de Louvain pour contravention à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 février 1836. La ville de Louvain se porta partie civile et conclut à la démolition de la construction. Le prévenu opposa qu'elle n'était pas suffisamment autorisée à cet effet. — Un premier jugement du 24 janvier 1840 le déboute de cette exception.

Au fond, par jugement du 22 février, il fut condamné à 21 francs 16 centimes d'amende, et statuant sur les conclusions de la partie civile, le premier juge ordonna que la démolition de la partie de la façade reconstruite aurait lieu endéans le mois de la signification du jugement, après quel délai la partie civile était autorisée à la faire effectuer aux frais du prévenu. — Appel des deux jugements de la part du prévenu.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui concerne l'action publique :

(²) Voy. cependant BRUX., 7 septembre 1835 et 12 nov. 1836.

Attendu que le prévenu a déclaré, par l'organe de son conseil, à l'audience du 10 de ce mois, que son appel ne concernait que la condamnation à l'amende de 21 francs 16 centimes, et que du reste il n'a fait valoir et n'a indiqué aucun grief à cet égard.

Sur l'appel du jugement du 24 janvier : Attendu que cet appel n'a pas été interjeté dans le délai voulu par l'article 203 du Code d'instruction criminelle, et qu'en outre le prévenu y a acquiescé en plaçant à l'audience du 22 février en exécution de ce jugement, sans protestation ni réserve.

En ce qui regarde l'action civile de la ville de Louvain :

Vu l'article 11 de la Constitution, qui porte : « Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité. »

Attendu que s'il est vrai que nos lois donnent à l'administration des communes le pouvoir de déterminer l'alignement des rues et des routes, soit pour en créer de nouvelles ou élargir celles existantes, il est vrai aussi qu'aucune d'elles n'autorise l'administration de disposer ni directement, ni indirectement, des biens à incorporer dans les rues à ouvrir, à redresser ou à élargir, avant la réalisation des prescriptions lui imposées par l'article précité de la Constitution ;

Attendu que les lois des 16 septembre 1807 et 10 mars 1810 ne contiennent aucune disposition semblable, et en continuent-elles, ces dispositions, qui seraient contraires à notre pacte fondamental, auraient été abrogées par la mise à exécution de ce pacte, qui depuis 1831 est obligatoire pour les autorités comme pour les citoyens ;

Attendu que la loi du 17 avril 1835, faite en vertu de la Constitution, respectant la volonté du congrès constituant, n'autorise la dépossession de personne avant le paiement ou la consignation de l'indemnité due ;

Attendu que l'arrêté du roi du 29 février 1836 n'est pas moins explicite que la loi précitée, car après avoir dit que quiconque voudra construire, reconstruire, réparer ou améliorer des édifices, maisons, bâtiments, murs, etc., le long des grandes routes, soit dans les traverses des villes, bourgs ou villages, soit ailleurs, devra préalablement y être autorisé par la députation des états de la province, se conformer aux conditions et suivre les alignements qui lui seraient prescrits par ce collège, cet arrêté ajoute :

« sauf les droits à une juste et préalable indemnité, dans le cas où une partie de la propriété devrait, par suite de nouveaux alignements, être incorporée dans la voie publique ; »

Attendu qu'à la vérité l'article 2 du même arrêté, qui veut que les contraventions aux dispositions contenues dans l'article 1^{er} soient réprimées, conformément à la loi du 6 mars 1818, dit en termes : « *indépendamment des mesures qui pourront être prises pour faire effectuer la démolition des maisons, bâtiments, murs, etc., construits, reconstruits, réparés ou améliorés, etc.* ; »

Mais ces mesures, qui pourront être prises, l'arrêté ne les détermine pas, et les indiquait-il, elles ne devraient être appliquées par les tribunaux qu'autant qu'elles seraient conformes à la Constitution et aux lois (articles 25, 29, 67, 78, 80 et 107 de la Constitution) ;

Attendu qu'ordonner à quelqu'un de démolir ce qu'il construit ou reconstruit, sur son sol, ou lui prescrire de reculer les constructions par lui élevées dans les limites de son terrain, sans, dans l'un et l'autre cas, lui avoir payé la valeur de la partie dont on veut lui ôter la disposition et la jouissance inhérentes à son droit de propriété, c'est en fait priver cette personne de sa propriété, et c'est par conséquent faire ce que l'article 11 de la Constitution défend ;

Attendu que c'est sans fondement que la ville de Louvain réclame la démolition de la partie de la façade de la maison du prévenu, comme *moyen répressif* de ce qu'elle appelle une *voie de fait* ou *délit*, car alors ce serait à titre de peine qu'elle réclamerait cette démolition, et à ce titre l'action ne lui appartiendrait pas, puisqu'aux termes de l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle, l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi, c'est-à-dire au procureur général, près de la Cour d'appel et à ses substitués ;

Attendu qu'en supposant cette action intentée par le ministère public même, elle n'en serait pas moins dénuée de fondement, puisque, d'après l'article 9 de notre Constitution, nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi, et en fait aucune loi n'établit la peine de la démolition d'un bâtiment construit par un propriétaire sur son propre fonds, par défaut d'autorisation ;

Attendu que lorsque le bâtiment placé le long d'une rue ou d'une route a été con-

struit par le propriétaire du fonds qui le supporte, sans l'autorisation de l'administration, la seule peine à infliger est une de celles comminées par l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, lesquelles consistent en une amende ou un emprisonnement, ou en une amende et un emprisonnement; mais la démolition du bâtiment ne peut, dans ce cas, être ordonnée par les tribunaux à titre de peine, puisque les tribunaux ne peuvent, en matière répressive, rien ajouter à la loi pénale qu'ils appliquent;

Attendu que ce n'est pas avec plus de raison que la ville de Louvain demande, dès à présent, et sans indemnité préalable, la démolition de la façade de la maison du prévenu à titre de *réparation de ses intérêts civils*; car, ainsi qu'il a été établi ci-dessus, ce n'est que moyennant le paiement préalable de l'indemnité qu'elle peut exercer le droit d'incorporer une partie de la propriété du prévenu dans la rue qu'elle veut élargir (Const., article 11; arrêté du 29 février 1838, article 1^{er});

Attendu qu'il ne suffit pas que la ville de Louvain déclare, comme elle l'a fait par les conclusions qu'elle a prises devant la Cour, qu'elle se tient comme obligée à l'offre et à la consignation prescrites par la loi, de l'indemnité qui sera due à l'appelant *dès que la démolition qu'elle demande aura eu lieu*, puisque, d'après l'article 11 de la Constitution, c'est le contraire qui doit se faire, la Constitution veut impérieusement que nul ne puisse être *privé* de sa propriété que moyennant préalable indemnité; si donc la ville intimée veut priver l'appelant de sa maison, ou, ce qui revient au même, si elle veut le forcer à reculer les constructions élevées par lui sur les anciens fondements et dans les anciennes limites de sa propriété, il faut *qu'avant tout* elle fasse ce qu'elle se réserve de faire après, c'est-à-dire il faut qu'elle commence par payer ou consigner, au vu de la loi, l'indemnité qu'elle reconnaît devoir;

Attendu que les conclusions de la partie civile, si on les accueillait telles qu'elles sont formulées au dispositif du jugement dont est appel, mèneraient à cette conséquence, tout à la fois injuste et absurde, que, sans être exproprié, et sans avoir reçu la juste indemnité qu'on lui doit au préalable, l'appelant serait, de fait et pour un temps indéterminé, dépouillé de la jouissance de sa maison, laquelle, sans façade, ou si l'on veut, sans soubassement de façade, serait, pendant le procès en indemnité qu'il serait obligé d'intenter, exposée aux

injures de l'air, et, qui pis est, elle serait exposée à une chute prochaine, dangereuse pour les personnes qui l'habiteraient, et même pour le public qui s'en approcherait;

Par ces motifs, déclare non recevable l'appel du jugement du 24 janvier dernier, qui décide que la ville de Louvain est autorisée à intervenir dans le présent procès, déclare non fondé l'appel de la partie du jugement du 2 février, qui condamne l'appelant à une amende de 21 francs 16 centimes, pour contravention à l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 février 1836, reçoit l'appel du prévenu, en ce qui concerne la partie de ce dernier jugement, qui lui ordonne de démolir, sans indemnité préalable, la partie de la façade de sa maison qu'il a fait reconstruire en 1836; faisant droit, met cette partie du jugement du 22 février 1840 à néant; émettant, quant à ce, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, déclare la partie civile non fondée à demander cette démolition, à moins qu'au préalable elle ne paye à l'appelant l'indemnité à laquelle celui-ci a droit aux termes de l'article 11 de la Constitution, etc.

Du 18 avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

PÉREMPTION D'INSTANCE. — INDIVISIBILITÉ. — COUR DE GAND.

La Cour d'appel de Gand peut-elle prononcer la péremption d'instance d'une affaire introduite primitivement devant la Cour de Bruxelles, et qui lui a été dévolue en vertu de l'article 59 de la loi du 4 août 1832 sur l'organisation judiciaire? (Code de proc., art. 309.) — Rés. aff.

La péremption d'instance doit-elle être prononcée, bien que parmi les intimés il se trouverait des parties sans qualité (?) — Rés. aff.

Le 16 février 1831, jugement en matière d'ordre, rendu par le tribunal de Gand, entre le sieur Léon Detroy, syndic à la faillite S. P..., défendeur d'une part, et une foule de créanciers, demandeurs d'autre part. Parmi ces derniers figuraient notamment J. G..., en qualité d'exécuteur testamentaire de la dame veuve V..., plusieurs tuteurs et tutrices, pour et au nom de leurs enfants mineurs, et F. Bellarmin Lievens, rentier à Auvers.

(1) Voy. rej., 7 août 1841 (Pasie., p. 320).

Le 7 juin 1832, appel par le sieur Léon Deroy, syndic, avec assignation devant la Cour supérieure de justice de Bruxelles : cet appel est notifié entre autres à J. G..., en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la dame veuve V..., aux tuteurs et tutrices en leur qualité, et à la dame J. Lauwers, *présentement épouse François De Cock*, en sa qualité d'usufruitière des biens de feu M. F. Bellarmin Lievens, rentier à Anvers. — Le sieur Léon Deroy ne donna aucune suite à cet appel.

Le 19 novembre 1836, tous les créanciers, intimés, parmi lesquels J. G..., en qualité d'exécuteur testamentaire, les tuteurs et tutrices qq. et la dame J. Lauwers et son époux actuel François de Cock, ladite dame en qualité d'usufruitière, etc., assignèrent le sieur Léon Deroy devant la Cour d'appel de Gand, pour y voir dire et déclarer que l'instance d'appel était éteinte et périmée, etc.

Le sieur Léon Deroy fit valoir contre cette demande deux moyens : 1^o la Cour d'appel de Gand ne peut, disait-il, prononcer la péremption d'instance, puisque devant cette Cour il n'y a jamais eu d'instance liée entre parties; 2^o la péremption d'instance est indivisible; si donc elle ne peut être admise pour tous les intimés, elle ne peut l'être pour aucun. Or, parmi les intimés, quelques-uns sont sans qualité pour contester un ordre : ce sont l'exécuteur testamentaire (Bruxelles, 3 janvier 1834) et les tuteurs et les tutrices non munis d'autorisation du conseil de famille (article 464 du Code civil). Un autre, François de Cock, est mort avant le 18 novembre 1836, et n'est pas représenté au procès.

Ces deux moyens ont été rejetés.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le but du législateur dans l'article 59 de la loi du 4 août 1832 a été de substituer la Cour d'appel de Gand à la Cour d'appel de Bruxelles, pour toutes les affaires pendantes devant cette dernière, qui étaient dévolues à la Cour d'appel de Gand, sans porter aucun changement à la position respective des parties, touchant l'instance engagée entre elles; les termes mêmes de l'article, *seront poursuivies*, démontrant clairement qu'il s'agit de continuer une instance commencée et non d'en reprendre une qui n'aurait pas existé.

Sur le moyen de l'appelant tiré de ce qu'un des intimés figure au procès en qua-

lité d'exécuteur testamentaire de Jean Gevers et quelques autres, comme tuteurs et tutrices :

Attendu qu'il n'est pas question ici d'intenter l'action, objet du litige, ou de défendre à cette action, mais qu'il s'agit seulement de faire prononcer la péremption d'une instance dans laquelle lesdits exécuteur testamentaire et tuteurs procédaient comme défendeurs en première instance et comme intimés sur appel;

Attendu que la péremption d'instance est introduite en faveur des défendeurs, intimés; qu'eux seuls, bien ou mal qualifiés dans l'assignation, sont autorisés à la faire prononcer.

Sur le moyen tiré du décès de Louis-Jean de Cock, époux de la dame Jeanne Lauwers :

Attendu que, dans la supposition que cet individu soit décédé, il en résultera que sa veuve Jeanne Lauwers, qui a été bien et dûment citée, demeurera seule en cause, et que le nom de son mari, énoncé dans l'exploit, n'ayant occasionné aucun dommage à l'appelant, sera considéré *tantum non scriptum*;

Attendu que des considérations qui précèdent il résulte que la demande en péremption opère à l'égard de tous les intimés, et que par là vient à tomber la question d'indivisibilité soulevée par l'appelant;

Attendu en fait qu'il y a eu discontinuation de poursuites pendant plus de trois ans et six mois, et qu'aux termes des articles 397 et 469 du Code de procédure civile, il y a lieu d'adjudger les conclusions des intimés;

Par ces motifs, de l'avis conforme de M. l'avocat général Colinet, déclare l'instance mue entre parties périmée, etc.

Du 21 avril 1840. — Cour de Gand. — 2^e Ch.

ACTION CIVILE. — CALONNIE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE. — FONCTIONNAIRE.

Les tribunaux ordinaires sont-ils compétents pour connaître directement d'une action en réparation civile intentée par un fonctionnaire public, à raison d'imputations dirigées contre lui par la voie de la presse (1). (Code d'inst. crim., art. 3; décret du 20 juillet 1851.) — Rés. aff.

(1) Voy. Brux., 16 janvier 1839 et 6 janvier 1847 (*Fasic.*, 1847, p. 48, et 1849, p. 100).

Le sieur Vlemineckx, inspecteur général du service de santé de l'armée, fit citer, devant le tribunal civil de Bruxelles, le sieur Bartels, à l'effet de le voir condamner à 20,000 francs de dommages-intérêts, pour réparation du tort que lui causait un article inséré dans le journal *le Belge* du 25 juillet 1839. Cette demande était fondée sur ce que cet article, par les imputations qu'il renfermait, portait atteinte à la réputation et à l'honneur du demandeur.

Le défendeur, se fondant sur les articles 14 et 18 de la Constitution et l'article 5 de la loi sur la presse, conclut à ce que le demandeur fût déclaré non fondé et non recevable, quant à présent, dans son action, le tribunal étant incompétent à connaître de l'existence des faits qui pourraient donner un fondement à cette action.

Le 11 mars 1840, jugement ainsi conçu :

« Attendu qu'en règle générale toute action en réparation de dommage est de la compétence des tribunaux civils, et que, lorsque le dommage est causé par un crime ou délit, l'action peut, au choix de la partie lésée, être soumise, soit au juge civil, soit au juge de répression saisi de l'action publique ; — Que ces principes fondamentaux sur l'exercice des actions naissant d'un fait dommageable sont consacrés par nos Codes et par tous les monuments de notre législation ; — Qu'aucun article de la Constitution ni du décret du 20 juillet 1831 ne permet de penser que l'intention du congrès ait été d'y apporter une modification quelconque en matière de faits posés par la voie de la presse ; que toutes leurs dispositions prouvent au contraire qu'il n'a voulu s'occuper que de l'action publique tendant à l'application de la peine ; — Que l'article 14 de la Constitution, invoqué par le défendeur, en déclarant que la liberté de manifester ses opinions en toute matière est garantie, ajoute immédiatement : *sous la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de cette liberté* ; que l'article 18, qui proclame la liberté de la presse, se borne à déclarer quelles personnes sont responsables et peuvent être poursuivies, et que l'article 98, en

établissant le jury en toutes matières criminelles, ne l'établit, quant à la presse, que pour les délits ; que ces articles, ni le décret du 20 juillet, ne s'occupent de l'action civile ; — Qu'ils ne fixent pas de règles particulières, quant à la juridiction appelée à prononcer sur la réparation du dommage causé à un fonctionnaire public par la voie de la presse ; — Que ce décret porte au contraire dans son article 4 que « la calomnie » ou l'injure envers les fonctionnaires publics... sera poursuivie et jugée de la même manière que la calomnie ou l'injure dirigée contre les particuliers, sauf ce qui est établi par les dispositions suivantes ; et que ces dispositions, contenues dans les articles 5, 6, 7 et 8, ne font qu'établir le droit de prouver les faits imputés au fonctionnaire ; que ce droit ne change rien à la compétence, et que, dans l'espèce, le demandeur s'est pressé de le reconnaître ;

« Par ces motifs, le tribunal, ouï M. Pardon, substitut du procureur du roi, en son avis conforme, déclare le défendeur non fondé dans son exception d'incompétence, lui ordonne de plaider au fond, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs du premier juge, et de l'avis de M. l'avocat général Delebecque, met l'appel à néant, etc.

Du 22 avril 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

REMPLI. — ACCEPTATION. — FEMME. — ORIGINE DES DENIERS.

Lorsque la femme est partie au contrat d'achat dans lequel le mari déclare que l'acquisition est faite des deniers provenus de l'immeuble rendu par la femme et pour lui servir de emploi, cette intervention seule est suffisante pour opérer le remplacement ; il ne faut pas une acceptation de la femme en termes exprès (1).
(Code civil, art. 1435.)

(1) Voy. Brux., 18 fév. 1818 ; Toullier, n° 361 ; Pothier, *Communauté*, n° 200. — *Contrà*, Battur, n° 212, qui s'exprime ainsi : « L'acceptation de la femme doit être présumée et formelle (Lebrun, p. 151 et suiv., et art. 1435), par conséquent il ne suffirait point qu'elle eût été présente au contrat ou qu'elle l'eût souscrit ; elle a pu paraître pour cautionner son mari ou pour inspirer plus de confiance au vendeur. Le Code n'exige que

son acceptation soit formelle que parce que, dans une matière aussi grave, rien ne serait plus facile que la fraude de la part du mari. On ne doit rien tant redouter que l'influence du mari, surtout quand la femme ne s'explique pas clairement. Nous ne saurions donc admettre l'opinion de Pothier sur ce point, ni la distinction qu'il fait nos 200 et 201.

Cette déclaration de remploi confirmée par le mari dans la déclaration de succession qu'il a faite après le décès de son épouse dispense-t-elle les héritiers de cette dernière de toute justification ultérieure de l'origine des deniers, et la sincérité du remploi subsiste-t-elle jusqu'à preuve de la fraude? — Rés. aff.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 1435 du Code civil, en voulant une acceptation formelle de la part de la femme d'une déclaration de remploi faite par le mari, n'a pas exigé que cette acceptation fût faite en termes *exprès* ou *sacramentels*; que dès lors il suffit, pour constituer une *acceptation formelle*, que la femme, comme dans l'espèce, ait concouru à l'acte par sa présence et sa signature;

Attendu qu'en présence de cette déclaration du mari confirmée par la déclaration de succession qu'il a faite après le décès de son épouse, il n'y a pas lieu d'exiger de la part des intimés une justification ultérieure de la cause qui a donné lieu au remploi, d'autant moins que l'erreur ou la fraude que la partie appelante attribue à la déclaration de remploi ne se présume pas et devrait être prouvée par elle, preuve que les appelants n'ont pas demandé à faire;

Par ces motifs, met le jugement dont s'agit à néant, etc.

Du 22 avril 1840. — Cour de Bruxelles.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — COMMANDEMENT.

— COPIE DU TITRE.

Le commandement, qui doit précéder la saisie immobilière, poursuivie par le cessionnaire d'un titre exécutoire, doit-il, à peine de nullité, porter en tête copie non-seulement de ce titre, mais encore des actes de cession et de notification du

transport, bien que la cession ait été précédemment notifiée au saisi (1). (Code de proc., art. 551, 673, 675 et 717; Code civil, art. 2213, 2214 et 2217.) — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 673 du Code de procédure n'exige point, au cas que c'est un ayant cause du créancier originaire, son héritier, cessionnaire ou autre qui poursuit la saisie immobilière, qu'il donne en tête du commandement copie de tous les actes qui composent la preuve de son droit ou du fondement de la saisie, mais se contente dans tous les cas, sans distinguer si c'est le créancier primitif ou sub-séquent qui saisit, de la copie entière du titre en vertu duquel la saisie est faite, c'est-à-dire du titre matériel seul et unique, constitutif de la dette et emportant exécution parée contre le débiteur, partie saisie;

Qu'indépendamment du texte de cet article, l'article 673 du même Code, avec les discussions et modifications qu'il a subies ainsi que le Traité de Pothier sur la procédure où ces articles ont été puisés, concourent également à légitimer cette interprétation restreinte de l'article 673;

Considérant que cette interprétation se justifie encore par les articles 2213, 2214 et le paragraphe de l'article 2217 du Code civil, combinés; qu'en effet le législateur, après avoir dit dans l'article 2213, comme dans l'article 551 du Code de procédure, que l'expropriation des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire pour dette certaine et liquide, et après avoir exigé spécialement dans l'article 2214 pour le cessionnaire d'un pareil titre exécutoire, qu'il fasse la signification du transport au débiteur avant d'entamer la poursuite en expropriation, renvoie ensuite dans le paragraphe de l'article 2217, pour les formes du commandement, aux lois sur la procédure, et que néanmoins l'article 673 du Code de procédure, qui

(1) Cet arrêt est d'autant plus remarquable, que l'opinion qu'il développe longuement est contraire à la doctrine des auteurs; Tarrille, au Rép., v^o *Saisie immobilière*, § 6, art. 1, n^o 1 3^o; Carré, n^o 2206; Dalloz, v^o *Saisie immobilière*, p. 156, n^o 11. Cet arrêt est aussi contraire à la jurisprudence, qui n'a varié que sur la question de savoir s'il fallait non-seulement donner copie de la cession, mais encore de la notification du

transport antérieurement faite au débiteur saisi. (Dalloz, *ibid.*) Cependant il est à remarquer que cette même jurisprudence n'exige point que l'héritier, soit légitime, soit testamentaire, donne copie d'un titre qui lui donne qualité pour poursuivre la saisie immobilière. (Dalloz, *ib.*, arrêts 11 et 27.) N'y a-t-il pas là contradiction, et l'arrêt de Gand n'est-il pas plus logique et plus conforme aux principes?

règle les formes de ce commandement, n'exige que la transcription du titre dont parle l'article 2213 du Code civil, et nullement celle des actes relatifs à la cession du titre exécutoire transporté, dont traite l'article 2214 du même Code; que d'ailleurs on ne saurait admettre que, si le législateur avait voulu qu'il fût aussi donné copie de pareils actes en tête du commandement sous peine de nullité, il ne l'aurait pas exprimé formellement comme il le devait, au lieu de garder un silence absolu; que dès lors ce serait ajouter aux formes du commandement et créer arbitrairement des nullités que de l'exiger, là surtout où cette formalité serait sans utilité après que la signification du transport a déjà été faite antérieurement au débiteur, ainsi que le requiert l'article 2214 du Code civil;

Considérant que s'il est vrai que les actes de transport et de sa signification tendent à établir que le cessionnaire est saisi du titre exécutoire, et qu'il a qualité pour mettre à exécution ce titre qui ne lui est pas personnel, et que par conséquent ces actes constituent pour lui un élément essentiel du fondement de la saisie, l'on ne saurait toutefois en conclure que ces actes font partie du titre exécutoire lui-même, dont, sous peine de nullité, copie doit être donnée en tête du commandement; que cette conclusion est d'autant moins admissible, que l'acte de transport est un acte où le débiteur n'a point été partie et qu'il peut d'ailleurs n'être que sous seing privé, puisque ni l'article 2214 du Code civil, ni aucun autre n'exigent par exception qu'il soit authentique pour pouvoir saisir;

Qu'au surplus l'on ne concevrait pas comment, dans l'esprit de l'article 673 du Code de procédure, le titre exécutoire, dont il prescrit la copie entière en tête du commandement, serait incomplet pour le cessionnaire sans l'adjonction des actes de transport et de signification servant seulement à établir sa qualité d'ayant cause du créancier primitif et déjà précédemment portés à la connaissance du débiteur, tandis que le jugement ou l'acte exécutoire formerait à lui seul le titre exécutoire complet pour l'héritier du sang qui saisit, sans que néanmoins il intervienne aucune preuve quelconque de la qualité d'ayant cause

du créancier qu'il s'attribue pour saisir; Qu'enfin l'article 673, compris dans le sens que lui prête l'appelant, ramènerait toutes les difficultés que l'on a voulu prévenir, ainsi qu'il appert des discussions, en exigeant, sous peine de nullité, non la copie de tous les actes nécessaires pour établir le fondement de la saisie, mais simplement et uniquement la copie entière du jugement ou de l'acte constitutif de la dette et emportant à la fois exécution parée contre le débiteur partie saisie;

Et attendu que dans l'espèce la cessionnaire, ici intimée, a fait signifier le transport du titre exécutoire avant de poursuivre la saisie, conformément au prescrit de l'article 2214 du Code civil, et qu'elle a également donné en tête du commandement copie entière du titre exécutoire en vertu duquel la saisie est faite, ainsi que l'exige formellement l'article 673 du Code de procédure, il en résulte que les nullités, dont le commandement en question est argué, ne sont nullement fondées;

Par ces motifs, et adoptant au surplus, en tant que de besoin, ceux du premier juge, sur le deuxième moyen de nullité abandonné en appel, après avoir entendu M. Colinez, avocat général, et de son avis, met l'appel à néant, etc.

Du 24 avril 1840. — Cour de Gaud. — 1^{re} Ch.

GARANTIE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. — ÉTRANGER. — INTRODUCTION EN BELGIQUE. — PEINE. — MARCHAND ARMÉLANT. — OBLIGATION. — CONFISCATION. — PIÈCES PRÉCIEUSES. — MOUVEMENTS DE MONTE.

Aucune loi n'établit de peine pour la contravention à l'article 23 de la loi du 19 brumaire an vi, et à l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 septembre 1814, qui exigent que tout ouvrage d'or ou d'argent introduit en Belgique soit déclaré à la douane (1).

Notamment l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818 n'est pas applicable à cette contravention (2).

(1) Voy. *contrà*, Brux., 5 mai 1826. Cet arrêt s'appuie sur la loi du 6 mars 1818, mais il est de jurisprudence aujourd'hui que cette loi ne peut s'appliquer qu'aux règlements d'administration générale et aux règlements provinciaux

et communaux, faits en exécution de la loi fondamentale; Brux., 24 nov. et 22 déc. 1831. Voy. aussi loi générale du 26 août 1832, art. 5 et 205, § 4.

(2) Voy. *Pasic.*, 1848, p. 504, à la note.

Aucun ouvrage d'or ou d'argent ne peut être mis dans le commerce en Belgique, avant d'avoir été essayé, titré et marqué, aux termes de l'article 79 de la loi du 19 brumaire an vi, et cela sans distinction entre les ouvrages venant de l'étranger et ceux fabriqués en Belgique (1).

La contravention à cet article est punie des peines prononcées par les articles 8 et 107 de la loi précitée.

La peine prononcée par l'article 94 ne s'applique qu'aux ouvrages fabriqués en Belgique (2).

(1) Voy. Paris, cass., 2 août 1821; Dalloz, *vo Contrib. indir.*, sect. 11, art. 1^{er}, p. 225.

(2) Un arrêt de la Cour de cassation de Paris du 7 déc. 1813, intervenu à la suite d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi, décide qu'un marchand venu de l'étranger avec des montres et boîtes d'or et d'argent non revêtues des marques de garantie, doit être condamné aux peines portées par les articles 80, 94 et 107 de la loi du 19 brumaire an xi, s'il n'a pas fait la déclaration des dites montres, ni au bureau de la douane, ni à l'administration municipale du lieu où il les a mises en vente (*Mémorial*, cité plus bas, t. 10, p. 145; Dalloz, t. 7, p. 224, voy. aussi p. 239).

(3) Voy. Liège, 17 juillet 1841 (*Posic.*, p. 565); Brux., 9 juillet 1842 (*Posic.*, p. 270); Dalloz, *ib.*, p. 230.

(4) Décidé dans la deuxième espèce. Le rédacteur du *Mémorial* du contentieux des contributions indirectes, en rapportant, p. 172, un arrêt du 21 fév. 1822 (Dalloz, t. 7, p. 230), conforme à celui que nous rapportons, le fait suivre des observations suivantes que nous croyons utiles de lui emprunter :

Il existe, dit-il, deux arrêts de la Cour de cassation des 15 frimaire an xiv et 13 avril 1808 (Dalloz, t. 7, p. 213), qui ont prononcé une décision contraire à celle que nous venons de recueillir.

Le premier de ces arrêts a jugé que ces expressions, *ouvrages et objets*, employées dans l'article 107 de la loi du 19 brumaire an vi, embrassant généralement et sans aucune distinction, ce qui fait un tout avec la matière imposable, les mouvements de montres et les boîtes une fois réunis formaient un seul objet, soumis tout entier à la confiscation, à défaut de marques sur la boîte.

Le second arrêt du 13 avril 1808, motivé sur ce que le mouvement fait partie intégrante de la montre, a décidé qu'il doit être compris dans la confiscation, puisque la loi ne fait pas de distinction.

Le nouvel arrêt que nous venons de rapporter n'a pas contredit ces motifs, puisqu'il est uniquement fondé sur ce que l'ordonnance du 19 septembre a fait cesser l'indivisibilité légale du mouvement de la montre et de sa boîte; ce qui pourrait faire présumer que, sans l'ordonnance du

Aux termes de l'article 107, il n'y a que les ouvrages d'or et d'argent qui peuvent être confisqués; les diamants, pierreries, etc., auxquels ces ouvrages sont adhérents, ne sont pas sujets à la confiscation (3).

Il en est de même des mouvements de montres auxquels des boîtes d'or sont adhérentes (4).

Première espèce.

Le 31 mars 1840, procès verbal fut dressé à charge du sieur Fossin, marchand de bijoux, à Paris, du chef d'avoir été trouvé

le 19 septembre 1821, la Cour aurait maintenu sa jurisprudence.

Mais nous sommes d'un autre avis, et nous pensons que si la Cour eût été appelée à interpréter seulement l'article 107 de la loi du 19 brumaire an vi, elle n'y eût pas trouvé cette indivisibilité consacrée d'une manière aussi péremptoire.

En effet, si l'on examine attentivement les dispositions de cet article, on ne peut s'empêcher de reconnaître que le sens en a été forcé par l'arrêt du 15 frimaire an xiv, lorsqu'il a réuni ces expressions, *ouvrages et objets*, car il semble que le mot *objet* ne puisse être séparé du mot *saisi*, et qu'on ne peut pas non plus isoler le mot *ouvrage* qui se lie avec ceux-ci, *d'or et d'argent*, ce qui conduit à conclure que le sens naturel de l'article 107 est que, d'après sa première partie, on ne peut saisir que les ouvrages *d'or et d'argent*, et que, d'après la seconde partie, il n'y a de soumis à la confiscation que ce qui a été saisi ou ce qui était saisissable.

Quant à ce motif de l'arrêt du 15 avril 1818, que le mouvement fait partie intégrante de la montre, il ne pourrait, tout au plus, être fondé que pour les montres qui sont en la possession des particuliers, et qui ne sont jamais saisissables, mais nullement pour celles qui sont entre les mains des assujettis, les deux pièces ne sont point alors adhérentes, elles peuvent facilement être séparées, et chacune fait même souvent un objet de commerce particulier.

Si l'on consulte l'esprit de la loi, on arrive à la même conclusion : son objet est de garantir au public le titre des ouvrages d'or et d'argent qui sont mis dans le commerce, elle ne s'occupe d'aucune autre matière, ce n'est donc pas en raison du mouvement que l'horloger est assujéti aux formalités prescrites par la loi, mais en raison de la boîte, et encore ne l'est-il que lorsque cette boîte est d'or ou d'argent.

D'un autre côté, la confiscation des mouvements de montres aurait pour résultat d'établir entre les peines des différences contraires à l'équité, car les fraudes au droit de garantie sont toujours relatives à la quantité d'or ou d'argent qu'on a soustraite à la marque.

Or, un horloger qui fraude le droit sur une boîte de montre en or pesant une once, par

nanti d'une grande quantité de bijoux montés, non revêtus des marques voulues par la loi, sur la garantie des matières d'or et d'argent. Le prévenu, tout en convenant qu'il avait introduit ces bijoux en Belgique, soutint qu'il n'était venu à Bruxelles que pour les faire voir à M. le comte Demidoff, à qui ils appartenaient en partie, et pour prendre ses ordres. Il produisit à l'appui de son assertion un certificat émané de ce dernier. Le tribunal de Bruxelles, considérant que cette déclaration ne formait pas un document probant en justice, condamna le prévenu à une amende de 400 francs du chef de contravention aux articles 92, 94 et 107 de la loi du 19 brumaire an vi, et à la confiscation des objets saisis. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal du 31 mars dernier, que le même jour le prévenu Jules Fossin se trouvant à Bruxelles avait en sa possession une petite valise contenant treize épingles de chemise, dix ilem de tête, dix-sept chaînes sautoires, vingt-trois broches, un parasol garni, dix bracelets, treize bagues, deux bandeaux, un breloquet, un flacon garni, trois boutons de chemise, deux petites breloques, *une parure émeraudes et diamants en quatorze pièces, une demi-parure en perles fines et diamants composée de quatre pièces, et une rosace en diamants et topaze rose, le tout en or ou monté en or*;

Attendu que sur les interpellations des employés du bureau de garantie, le prévenu a déclaré, au même procès-verbal, que les diamants, perles fines et émeraudes, composant la parure et la demi-parure désignées ci-dessus, étaient la propriété du comte Demidoff, et tenaient à une parure en confection par sa maison de Paris, et que la rosace appartenait à la comtesse Demidoff, qui *la lui avait confiée pour y arranger un collier en perles*;

Attendu qu'en tenant pour vrai ce que l'appelant a déclaré dans le procès-verbal,

il n'en résulterait pas que tous les objets saisis fussent la propriété du comte et de la comtesse Demidoff, comme l'appelant l'a soutenu depuis devant la Cour, mais dans cette hypothèse il n'y aurait que la parure, la demi-parure et la rosace qui leur appartiendraient;

Attendu que l'instruction et les documents du procès permettent en fait de considérer ces trois objets comme appartenant réellement au comte et à la comtesse Demidoff;

Attendu que dès lors on ne peut infliger à l'appelant aucune peine pour ces parures, demi-parure et rosace, puisque ces objets destinés à l'usage personnel des propriétaires susdésignés étaient, aux termes de l'article 23, n° 20, de la loi du 19 brumaire an vi, exceptés de l'obligation imposée par cet article à ceux qui introduisent en Belgique des ouvrages d'or et d'argent fabriqués à l'étranger.

En ce qui touche les autres objets saisis :

Attendu que le prévenu a confessé au procès-verbal susmentionné qu'ils avaient été importés par lui en Belgique;

Attendu que ce dire du prévenu est pleinement confirmé par la lettre que M. Fossin père a adressée à la Cour, sous la date du 14 avril courant, par laquelle il expose que sa maison, à laquelle est associé son fils, était en rapport avec M. le comte Demidoff; que divers objets de parure commandés par lui venaient d'être achevés, et devaient *lui être expédiés à Francfort*; que M. Demidoff leur écrivit qu'il était pour quelques jours à Bruxelles, et qu'il désirait que les objets lui fussent remis en cette ville (à Bruxelles); que son fils partit pour ce voyage, et convint avec le comte de divers échanges à faire à une partie de bijoux *qu'il tenait à l'étranger*, etc.;

Attendu qu'en présence de ces dires il est impossible de ne pas reconnaître que les objets de bijouterie, autres que la parure, la demi-parure et la plaque topaze, appartenant au comte Demidoff, sont la propriété de M. Fossin, qui les ont importés en Bel-

exemple, ne porte pas un plus grand préjudice à la perception que le bijoutier qui fraude les droits sur des bagues ou autres objets d'or du même poids; celui-ci ne peut perdre par la confiscation que la valeur de l'or. Quel motif aurait-on pour faire perdre à l'autre au delà de la même valeur? La différence serait bien plus ébouquante, si l'on comparait le résultat qui peut se présenter d'une montre à une autre, d'après la variation qui existe dans la valeur des mouvements.

Enfin si l'on suppose que le défaut de marques ou l'emploi de fausses marques ait pour lui de mettre dans la circulation des ouvrages à faux titre, et que la confiscation soit la peine du tort fait au consommateur, il est évident encore que ce tort est fait dans la proportion du poids de l'or et de l'argent, et qu'il n'y a aucune raison de l'accroître relativement aux accessoires, dont la valeur est indépendante du titre.

gique, pour, comme le dit l'appelant au procès-verbal, *être agréable audit comte* ;

Attendu que cette importation était évidemment assujettie aux déclarations et formalités prescrites par l'article 23 de la loi du 19 brumaire an vi, et par l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 septembre 1814, lesquelles n'ont été ni faites, ni accomplies (1) ;

Attendu que néanmoins ni la loi précitée, ni l'arrêté du 22 septembre 1814, ni aucune autre loi, sur la garantie, postérieure, ne commencent des peines pour l'introduction, en Belgique, d'ouvrages d'or ou d'argent, qui n'ont pas été déclarés à la douane ;

Attendu que la disposition de l'article 80 de la loi du 19 brumaire an vi ne peut s'appliquer au fait d'importation en Belgique sans déclaration, puisque cet article 80 ne concerne que les contraventions aux huit articles qui précèdent, lesquels fixent les obligations des fabricants et marchands d'or et d'argent, qui exercent leur état dans le royaume, mais non les obligations des personnes qui introduisent des ouvrages d'or et d'argent dans le pays ;

Attendu que la peine prononcée par l'article 94 n'est pas plus applicable à l'importation sans déclaration que celle prononcée par l'article 80, car l'article 92, auquel l'article 94 se rapporte, ne parle que des *marchands ambulants*, ou venant s'établir en foire, qui ont acheté d'orfèvres du pays les ouvrages qu'ils colportent, et qui en ont obtenu les bordereaux dont parle l'art. 79 de la même loi ;

Attendu que l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1818 est restreint aux infractions, aux dispositions arrêtées par les mesures générales ou règlements d'administration intérieure de l'Etat, mentionnées dans l'article 73 de la loi fondamentale du 24 août 1815, de sorte qu'un ne peut en étendre l'application aux infractions de la loi du 19 brumaire an vi ou à l'arrêté du 22 septembre 1814, qui tous deux sont antérieurs à la loi fondamentale, sans donner à cette loi de 1818 une portée que ses auteurs n'ont pas voulu lui donner ;

Mais attendu qu'aux termes des articles 72 et suivants de la loi du 19 brumaire an vi, les fabricants et marchands, qui exercent leur profession dans le pays, sont assujettis à diverses obligations dont l'inexécution entraîne la condamnation à la peine fixée par l'article 80 de la même loi ;

Attendu que parmi ces obligations se trouve celle de porter au bureau de garantie dans l'arrondissement duquel ils sont placés leurs ouvrages, pour y être essayés, titrés et marqués (art. 77) ;

Attendu que l'article 107 de la même loi consolide cette obligation en disant que tout ouvrage d'or et d'argent achevé et non marqué, trouvé chez un marchand ou fabricant, sera saisi ; que les propriétaires des objets saisis en encourront la confiscation, et qu'en outre les autres peines portées par la loi lui seront appliquées ;

Attendu que les dispositions des art. 77, 80 et 107, qui établissent ce qui vient d'être dit, ne font aucune distinction entre le marchand regnicule et les marchands étrangers ; et l'on ne pourrait dispenser les uns des obligations imposées aux autres sans nuire au trésor et à l'industrie nationale et méconnaître le texte et l'esprit des lois précitées ;

Attendu qu'il est établi au procès que la maison Fossin, de Paris, exerce à Paris la profession de fabricant et de marchand d'ouvrages d'or et d'argent ;

Attendu que les 30 et 31 mars dernier, l'appelant exerçait de fait, à Bruxelles, sa profession de marchand, lorsqu'il venait offrir au comte Demidoff les ouvrages d'or et d'argent qu'il avait importés en Belgique, pour être agréables audit comte, et cela sans avoir au préalable satisfait à la disposition de l'article 77 de la loi précitée ;

Attendu qu'il importe peu que le prévenu ait eu ou n'ait pas eu l'intention de frustrer les droits, comme il importe peu que ce soit par ignorance ou sciemment qu'il n'ait pas fait ce que la loi l'obligeait de faire, car, d'une part, l'ignorance de droit n'excuse pas, et, d'autre part, en matière de contravention, l'intention de ne pas nuire ne suffit pas pour mettre l'auteur du fait à l'abri de poursuites ;

Attendu que les ouvrages trouvés chez l'appelant, à Bruxelles, le 31 mars dernier, étaient achevés et non marqués du poinçon belge ;

Attendu toutefois que l'article 107 précité ordonne bien la saisie et la confiscation des ouvrages d'or et d'argent, achevés et non marqués, mais il n'ordonne pas la saisie et la confiscation des diamants, perles fines, émeraudes, rubis, saphir, topazes, etc., auxquels les ouvrages d'or et d'argent peuvent être adaptés ;

Par ces divers motifs, reçoit l'appel du prévenu, y faisant droit, met le jugement dont est appel à néant, 1^{er} en ce qu'il con-

(1) Les considérants en droit qui suivent sont les mêmes dans les deux arrêts.

damne l'appelant à une amende de 400 fr., et 2° en ce qu'il prononce la confiscation de tous les objets saisis; le condamne à une amende de 200 fr. pour contravention à l'article 77; émettant, quant à ce, donc mainlevée de la saisie de la parure émeraudes et diamants, en quatorze pièces, etc.

Du 24 avril 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch. — Pl. M. Barbanson.

DEUXIÈME ESPÈCE.

Le sieur Vacheron, domicilié à Paris, voyageant pour la maison Veyrat, fabrique d'orfèvrerie et de plaqué, à Paris, fut trouvé, à Bruxelles, nanti de huit montres non revêtues des poinçons voulus par la loi. — Le 15 septembre 1839, procès-verbal fut dressé de ce chef à sa charge. — Jugement du tribunal correctionnel du 12 mars 1840, ainsi conçu :

« Attendu qu'il résulte du procès-verbal du 15 septembre 1839 et des aveux du prévenu, consignés tant dans ledit procès-verbal que dans son interrogatoire, qu'il est arrivé dans cette ville venant de l'étranger avec une quantité de montres à boîtes d'or non revêtues des marques de garantie exigées par la loi, sans en avoir fait la déclaration, ni au bureau de la douane, ni s'être présenté à l'administration municipale de cette ville, aux termes des articles 25 et 92 de la loi du 19 brumaire an vi ;

« Attendu qu'il est en aveu qu'il faisait la commission pour une maison de Paris ;

« Attendu que les commis voyageurs qui parcourent l'étranger avec des assortiments de montres, pour les revendre aux particuliers ou approvisionner les marchands, sont de véritables *marchands ambulants* réputés tels, et à ce titre sont soumis aux règles extraordinaires établies à leur charge, et aux règles ordinaires prescrites aux marchands à résidence fixe (articles 92 à 95) ; que le prévenu, ayant exercé, comme il en est convenu, ce commerce pour son propre compte, ne pouvait ignorer les obligations imposées par la loi sur la garantie des matières d'or et d'argent ; que cependant il a déclaré que c'était par ignorance qu'il ne s'était pas conformé à la loi, ce qui n'est pas admissible ; qu'il y a donc eu de sa part omission affectée de se mettre en règle ;

« Attendu que parmi les montres saisies il s'en trouve une qui, d'après les énonciations du procès-verbal, était, ainsi que la chaîne déjà usée, à son usage personnel ; qu'ainsi

elle ne peut être comprise dans la confiscation (article 25) ;

« Attendu que la confiscation des autres doit être prononcée aux termes de l'art. 107 combiné avec l'article 94 de la loi susdite ;

« Attendu que cette confiscation est prononcée à titre de peine, et doit s'appliquer, tant aux boîtes qu'aux mouvements qui sont légalement un tout indivisible ; que cela résulte encore des termes de la loi (article 107), qui ne distingue pas et ordonne la confiscation des objets saisis ;

« Attendu que le prévenu se trouve ainsi en contravention, tant à l'article 107 qu'à l'article 92 de la loi du 19 brumaire an vi ;

« Par ces motifs, le tribunal, vu les articles 25, 75, 74, 77, 80, 92, 94, 96 et 107 de la loi du 19 brumaire an vi, condamne le prévenu à 400 fr., du chef des deux contraventions par lui encourues ; prononce la confiscation des montres saisies et indiquées au procès-verbal du 15 septembre 1839 ; dit néanmoins que la montre avec chaîne, servant à son usage, n'y est pas comprise. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le prévenu a déclaré au procès-verbal du 15 septembre dernier qu'il était citoyen de Genève, domicilié à Paris, voyageant pour la maison Veyrat, fabrique d'orfèvrerie et plaqué, à Paris ; que la montre avec chaîne sautoire était à son usage particulier, et que les autres montres étaient seulement destinées à des échanges ;

Attendu que, dans son interrogatoire du 15 septembre, le prévenu a reconnu que le sieur Veyrat, son cousin, lui avait remis, à Paris, un carnet d'échantillons dont lui Vacheron s'était chargé ;

Attendu qu'en présence de ces deux déclarations, il est impossible d'admettre, avec le prévenu, que les huit montres saisies fussent toutes destinées à son usage personnel, soit par plaisir, soit par une espèce de manie, comme il l'a soutenu dans le cours du procès ;

Attendu, en effet, qu'il est peu probable qu'un homme voyageant pour une maison d'orfèvrerie et plaqué, prenne sur lui, pour son usage particulier, six montres de femme et deux montres d'homme ;

Attendu que cette version n'est vraie que pour la montre d'homme avec chaîne et sautoire, trouvée sur sa table de nuit, laquelle peut et doit être considérée comme la montre dont il se sert habituellement.

En ce qui concerne les sept autres mon-

tres que le prévenu a importées en Belgique sans déclaration (1) :

Attendu qu'il résulte des pièces du procès et de l'instruction que l'appelant a exercé, en Belgique, l'état du voyageur d'une maison de commerce en septembre 1859;

Attendu que les boîtes en or de ses sept montres trouvées chez le prévenu, à Bruxelles, le 16 septembre 1859, étaient achevées et non marquées des poinçons de la garantie belge;

Attendu néanmoins que l'article 107 précité ne prescrit la saisie, et n'ordonne la confiscation que des objets d'or et d'argent non marqués, et non des mouvements de montres auxquels les ouvrages sont adaptés;

Par ces motifs, met le jugement à néant, en ce qu'il condamne le prévenu à une amende de 400 fr., et en ce qu'il prononce la confiscation des sept montres saisies sans en distraire les mouvements; condamne le prévenu à une amende de 200 francs pour contravention à l'article 77 de la loi du 19 brumaire an vi; donne mainlevée de la saisie des mouvements des sept montres susdésignées.

Du 25 avril 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

1^o INTERVENTION. — Appel (instance d'). — 2^o USAGERS. — DÉCHÉANCE. — 3^o COUTUMES DE LIÈGE. — ACTES NOTARIAUX. — GREFFIERS. — EXPÉDITIONS. — COPIES. — COPIES DE COPIES. — 4^o MARRONNAGE (DROIT DE). — LIÈGE. — CONSTATATION. — PRÉSCRIPTION. — CHARRONNAGE (DROIT DE).

1^o Est recevable à intervenir en appel celui qui a un intérêt même éventuel dans la contestation (2).

(1) Mêmes considérations en droit que dans l'affaire précédente.

(2) « Tous les auteurs conviennent, dit Chauveau sur Carré, n° 1270, qu'un droit non encore ouvert constitue néanmoins un intérêt suffisant pour autoriser l'intervention de celui qui l'aide, dans l'instance où ce droit pourrait être compromis. Cette solution dérive du principe de l'article 1180 du Code civil, d'après lequel le créancier conditionnel est admis à faire tous les actes conservatoires. » Ainsi le pensent Pigeon, *Procéd., essai*, art. 2, chapitre de l'Intervention; Favard de Langlade, t. 3, p. 119, n° 1 bis; Merlin, *Répert.*, t. 16, p. 554, v° *Intervention*, § 1, n° 3 bis, 6°; Thomine, t. 1, p. 340.

(3) L'article 3 de la loi du 14 ventôse an xi dispose en effet que les prétendants droits d'usage qui n'auront point satisfait aux dispositions de la

2^o Les déchéances prononcées par la loi du 14 ventôse an xi contre les usagers dans les forêts domaniales n'existent pas de plein droit, et les conseils de préfecture étaient seuls compétents pour les prononcer (2).

3^o Sous la coutume de Liège, les expéditions délivrées par les notaires sur les actes faisant partie de leur protocole faisaient la même foi que l'original quand elles étaient revêtues des formalités requises.

Les notaires liégeois étaient dans l'usage, en délivrant des expéditions, de ne pas mentionner que la minute de l'acte faisait partie de leur protocole.

Ils étaient dans l'usage, au contraire, lorsqu'ils ne délivraient que des copies d'actes existant ailleurs que dans leurs minutes, de mentionner où gisait la minute copiée.

Sous l'empire des mêmes coutumes, une expédition d'acte délivrée par le greffier d'une Cour de justice, et collationnée avec des expéditions authentiques plus anciennes, valait autant que celles-ci.

Les usages précités entre notaires existaient également à l'égard du greffier.

Les coutumes liégeoises sont inuictes sur la forme probante des copies de copies.

Il était admis en jurisprudence liégeoise que l'on doit ajouter foi à une copie non authentique lorsqu'il existe au procès des indices suffisants que la copie représentée est l'expédition exacte d'un acte sérieux et réel.

4^o Le droit de marronnage ne s'exerçait au pays de Liège qu'après déchéance.

loi du 28 ventôse an xi, dans les délais ci-dessus fixés, seront irrévocablement déchus de tous droits, d'où il suit que, tant que la déchéance n'a pas été déclarée par les tribunaux compétents, les droits existent encore. En France, on a reconnu ce principe; on a jugé que les usagers qui auraient encouru la déchéance, faute de production de leurs titres dans le délai, en ont été relevés par l'article 61 du Code forestier, qui admet à exercer des droits d'usage dans les forêts de l'Etat ceux dont les droits seront reconnus fondés par suite d'instance actuellement engagée. (Bourges, 26 janv. 1829.) On peut voir dans le rapport fait à la chambre des pairs par M. le comte Roy, sur le projet du Code forestier (séance du 8 mai 1827), les circonstances qui ont motivé la dérogation aux lois des 28 ventôse an xi et 14 ventôse an xii.

La jouissance de ce droit est suffisamment constatée par des procès-verbaux de délimitation.

Il n'est pas nécessaire que ces procès-verbaux constatent que la justice du lieu a marqué les arbres cédés aux usagers.

Celui qui a joui d'un droit à deux époques séparées est censé avoir joui dans le terme intermédiaire.

La prescription extinctive du droit de maronnage ne commence que du jour où l'usager a éprouvé le besoin d'user de ce droit, et ne l'a point fait.

Le droit de charonnage au profit d'une commune est éteint sous l'empire de la coutume de Liège par le laps de quarante ans (1).

Le 7 août 1828, les sieurs Dooms frères achetèrent du syndicat d'amortissement, par acte sur recours public passé devant M^e Pletain, notaire à Mons, le bois nommé *Fontaine-Val-et-Mont*.

Il est énoncé au cahier des charges de la vente que ce bois est possédé par indivis, et que la futaie, ainsi que le fonds du bois, appartiennent au domaine, et le taillis indivisément à la commune de Fontaine-Val-et-Mont pour cinq neuvièmes, et à la commune de Leers-et-Fosteau pour quatre neuvièmes. — Il y est dit aussi que les habitants de Fontaine-Val-et-Mont et de Leers-Fosteau ont dans ce bois le droit, à titre gratuit, de pâturage pour les chevaux et bêtes à cornes.

Les sieurs Dooms, voulant sortir d'indivision, assignèrent devant le tribunal de Charleroi, par exploit du 24 septembre 1833, les bourgmestres des communes de Fontaine-Val-et-Mont et de Leers-et-Fosteau pour voir procéder au cantonnement du bois de Fontaine conformément à leur titre d'acquisition.

Mais les communes assignées, tout en consentant en principe au cantonnement, prétendirent qu'il devait se faire conformément à la charte générale de la commune de Fontaine-Val-et-Mont, confirmée par une transaction passée entre le seigneur abbé d'Aulne et la communauté, à l'intervention du baron de Barbançon, le 19 octobre 1516, et d'où résultait pour les communes 1^{re} le droit à la jouissance de toute la raspe de la

forêt, les baliveaux de chêne, hêtre, frêne excepté, dans la proportion déterminée par le titre;

2^o Le droit de pâturage tant pour les chevaux que pour les bêtes à cornes;

3^o Le droit de couper l'herbe à la main ou à la faucille dans toutes les coupes ou taillis indistinctement;

4^o Le droit de prendre dans la futaie tout le bois nécessaire à la construction et à la réparation des maisons de Fontaine-Val-et-Mont;

5^o Le droit de ramasser le bois mort, ainsi que le bois de charonnage nécessaire aux instruments aratoires.

Le tribunal de Charleroi, par un jugement du 11 avril 1838, déclara les communes non fondées à réclamer dans le bois dit le Fonds-de-nos-Bois les droits d'usage ci-après, savoir : la faculté d'y prendre du bois de construction et de charonnage, le droit d'y prendre le bois mort, et celui de recueillir l'herbe à la main ou à la faucille; déclara en conséquence qu'ils ne pourront entrer en compte que pour la fixation du cantonnement; et, avant de statuer sur les conclusions des demandeurs en ce qui touche ledit cantonnement, admet les communes de Fontaine-Val-et-Mont et de Leers-Fosteau à prouver par tous moyens de droit que leurs droits au taillis s'étendaient à ne laisser dans les bois précités que des baliveaux de frêne, de hêtre et de chêne, et spécialement que ce n'est que depuis 1803 qu'on a laissé des baliveaux d'essence autre que celle susmentionnée.

Les communes interjetèrent appel de ce jugement, et, sur cet appel, le ministre des finances intervint en cause.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le gouvernement base sa demande sur ce que les frères Dooms, intimés, auraient encouru la déchéance de l'acquisition qu'ils ont faite de la forêt dite le Fonds-de-nos-Bois, et que, par suite, le domaine en aurait repris la possession;

Attendu qu'il a été reconnu que le gouvernement est en procès sur ce point avec les frères Dooms; qu'il a ainsi un intérêt éventuel dans la cause, et que ces derniers, pas plus que les appelants, ne s'opposent à cette intervention; que partant il y a lieu d'admettre l'intervention du ministre des finances.

Sur la question de savoir si les communes appelantes ont encouru la déchéance pro-

(1) Voy. l'arrêt de rejet à la date du 7 janvier 1842 (*Pasic.*, p. 111).

noncée par la loi du 14 ventôse an xii :

Attendu que cette loi et celle du 28 ventôse an xi se bornent à ordonner aux communes et aux particuliers de produire au secrétariat des préfectures et sous-préfectures les titres sur lesquels ils fondent les droits qu'ils prétendent exercer dans les forêts nationales ;

Attendu que dès l'an x de la république française, l'administration de la commune de Fontaine-Val-et-Mont a demandé au préfet du département de Jemmapes à être réintégrée dans la jouissance de la raspe du bois dit le Fonds-de-nos-Bois, et que, pour justifier ce droit, elle a produit une constitution de rente du 18 mars 1677 ;

Attendu que l'arrêté du conseil de préfecture du département de Jemmapes du 22 février 1836 statue sur cette réclamation et sur une pareille demande faite par la commune de Leers-et-Fosteau ;

Attendu que cet arrêté constate dans son préambule la production des divers titres par les communes appelantes dans lesquels elles puisent les droits d'usage qu'elles réclament devant la Cour ; qu'il est vrai qu'il n'indique pas le jour de la production ; mais que, par cela seul qu'il a remis ces communes dans la jouissance de la raspe du bois précité, l'on doit conclure que cette production a été faite dans un délai utile ;

Attendu d'ailleurs que le conseil de préfecture était alors la seule autorité compétente pour prononcer la déchéance qui n'existait pas de plein droit ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que les intimés ne sont pas fondés à exciper de ce chef.

Sur la validité et la foi due à la copie de la transaction du 19 octobre 1816, et du record primitif confirmé par cette transaction :

Attendu que les communes appelantes produisent à l'appui de leurs prétentions une copie conforme de la transaction du 19 octobre 1816, et du record primitif, délivrée par le notaire Charles André, à Lobbes, au bourgmestre de Fontaine-Val-et-Mont, et faite sur une expédition datée du 1^{er} juillet 1784 ;

Attendu que les intimés ne contestent pas que cette copie soit conforme à l'expédition du 1^{er} juillet 1784 déposée en l'étude du notaire Charles André ; que, dès lors, il n'est pas nécessaire de faire produire cette expédition en original ;

Attendu que pour apprécier la validité de cette expédition de 1784, et quelle foi lui est due, il y a lieu de recourir aux droits

qui régissaient les communes appelantes lors de la passation de ces actes et de l'expédition des copies dont il s'agit ;

Attendu que ces communes ont toujours été régies jusqu'à l'invasion française par les lois et coutumes du pays de Liège ;

Attendu que les expéditions délivrées par les notaires du pays de Liège sur les actes faisant partie de leur protocole faisaient la même foi que l'original quand elles étaient revêtues des formalités requises ;

Attendu que l'expédition du 1^{er} juillet 1784 a été faite par P. F. André, notaire admis et immatriculé, conformément aux lois du pays de Liège, avec les formalités voulues pour la rendre authentique ;

Attendu que l'expédition de 1784 a été faite sur une autre expédition délivrée le 23 avril 1675 par Mathieu Goblet, greffier de la Cour de justice de Fontaine-Val-et-Mont, laquelle le notaire André atteste avoir existé en 1784 en forme authentique ;

Qu'il est bien vrai que le notaire André ne certifie pas que l'expédition de 1675 faisait partie de son protocole, mais qu'il ne conste pas non plus qu'elle faisait partie d'un autre dépôt ; que, dans le doute, on doit par conséquent admettre qu'elle faisait partie de son protocole ;

Attendu que cela paraît d'autant plus constant que, dans le courant de la même année 1784, le même notaire a délivré une autre expédition de la transaction de 1816 seulement, non pas sur l'expédition de 1675, mais sur une copie signée par Mathieu Goblet, greffier de la Cour de justice de Fontaine-Val-et-Mont, copie qui paraît avoir été le double de celle sur laquelle a été faite l'expédition de 1675 ;

Attendu que, dans cette seconde copie, le notaire ne dit pas non plus que celle sur laquelle elle est faite repose en son étude, bien que rien ne soit allégué au procès qui fasse supposer que le notaire aurait fait cette deuxième expédition de la transaction de 1816 sur la copie déposée au greffe de la Cour de justice, puisqu'à ce greffe était preposé un homme qui avait seul le pouvoir de délivrer des expéditions authentiques des actes placés sous sa garde, et que rien ne prouve non plus qu'elle fût déposée dans un autre dépôt ;

Attendu que cet usage parmi les notaires du pays de Liège de ne pas indiquer dans la copie que la minute de l'acte faisait partie de leur protocole est encore constaté par l'expédition de l'acte notarié du 18 mars 1677, portant constitution d'une rente, et transcrit dans l'acte de réalisation du 20 mars

du même mois, pièce produite par les appelants sous le n° 4 de leur dossier;

Attendu que ce qui complète cette preuve, c'est que les notaires du pays de Liège faisaient mention dans la copie du lieu où était déposé l'original qu'ils copiaient quand celui-ci ne faisait pas partie de leur protocole, ainsi que cela conste par une troisième copie de la transaction de 1516, également produite par les appelants sous le n° 5 de leur dossier, et faite par H. F. Thonias, notaire, le 7 août 1745, sur un original écrit sur parchemin, et déposé aux archives de l'abbaye d'Aulne;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que l'expédition notariée délivrée le 1^{er} juillet 1781 avec les formalités voulues pour l'authenticité doit faire foi en justice si l'expédition du 25 avril 1675 qui lui a servi d'original était également conforme, authentique et probante.

Sur l'expédition de 1675 précitée :

Attendu que cette expédition contient d'abord une copie du record primitif et ensuite de la transaction de 1516; qu'elle a été délivrée par Mathieu Goblet, greffier de la Cour de justice de Fontaine-Val-et-Mont, qui atteste qu'elle a été faite, savoir : la copie du record primitif sur une expédition délivrée le 31 janvier 1668, et celle de la transaction de 1516 sur une copie signée *Mathieu Goblet*;

Attendu que le greffier Goblet atteste que l'expédition de 1675 a été collationnée en présence de la Cour de justice du lieu sur les deux pièces mentionnées ci-dessus;

Attendu que l'on doit conclure de cette circonstance que ces deux pièces étaient déposées au greffe de cette Cour, et tenaient lieu de minutes, l'une du record primitif, l'autre de la transaction de 1516; que cela est d'autant plus favorable, que sans cela l'expédition aurait été faite sur les originaux de ces deux actes.

En ce qui concerne l'expédition de 1668 :

Attendu que la copie ou l'expédition de 1668 réunit toutes les conditions d'authenticité requises pour faire foi en justice comme l'original même; qu'en effet, l'expédition de 1675 prouve que la copie de 1668 a été collationnée par la Cour, et qu'elle a été délivrée par *ordre d'icelle*; qu'il n'y est pas dit, à la vérité, qu'elle a été collationnée sur la minute; mais qu'il résulte de la transaction de 1516 que le record primitif a été retiré du ferme ou greffe de la Cour de justice de Fontaine-Val-et-Mont pour cause de différends mus entre l'abbé d'Aulne et la commune de Fontaine-

Val-et-Mont vers l'année 1461, et que, par la transaction de 1516, lesdites parties ont consenti en présence de la Cour qu'il y fût rétabli; que c'est par conséquent sur cette minute, envisagée comme telle par les parties, que doit avoir été faite l'expédition de 1668, puisqu'il ne conste pas et qu'il n'a pas été allégué au procès que cette minute aurait été de nouveau retirée du greffe ou ferme de la Cour, ou égarée avant l'année 1668;

Attendu que la circonstance qu'il n'a pas été fait mention, dans la copie de 1668, que la minute avec laquelle elle a été collationnée était déposée au greffe de la Cour, n'ôte aucune force probante à la copie; seulement elle prouve que les greffiers, comme les notaires, ne faisaient pas mention de ce dépôt quand la minute appartenait à celui dont ils avaient la garde;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que l'expédition du 31 janvier 1668, en ce qui concerne le record primitif, a été faite sur la minute de ce record avec les formalités requises pour la rendre authentique et probante, et que partant elle fait la même foi et la même force que la minute pour la partie renfermant la partie de ce record.

En ce qui concerne la copie de la transaction du 19 octobre 1516, sur laquelle a été faite l'expédition de 1675 :

Attendu qu'il résulte de l'expédition de 1675 que cette copie était signée par Mathieu Goblet, greffier, qui y attestait qu'elle avait été tirée d'une autre copie non signée;

Attendu que cette copie non signée devait nécessairement se trouver au ferme de la Cour de justice de Fontaine-Val-et-Mont, pour que le greffier ait pu en faire une copie, qu'il a signée; qu'il est hors de doute qu'elle y tenait lieu de minute, parce que, dans le cas contraire, le greffier aurait certainement fait la copie sur l'original même, qui devait y être déposé, aux termes de la transaction de 1516;

Attendu qu'une autre pièce produite au procès fait présumer que la copie que le greffier Goblet désigne dans l'expédition de 1675 sous la dénomination de copie *non signée* était l'un des doubles de la transaction de 1516, déposés au ferme de la Cour de Fontaine-Val-et-Mont, en vertu de cette transaction; qu'en effet il a été produit au procès, par les appelants, une copie de la transaction de 1516, certifiée conforme à une autre copie le 6 messidor an XIII, par le notaire P. F. André, enregistrée le lendemain, de laquelle il résulte que l'un des quatre doubles de ladite transaction de 1516, qui a été retiré par l'abbé d'Aulne et dé-

présenté dans les archives de l'abbaye, était entièrement conforme à la copie non signée dont il s'agit; et que, comme celle-ci, ce double était également dépourvu de signatures, bien qu'il fût écrit sur parchemin, ainsi qu'à cette époque il était d'usage pour toutes les expéditions authentiques;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que la copie non signée de la transaction du 19 octobre 1516, sur laquelle a été faite la copie signée Mathieu Goblet, greffier, laquelle a servi à l'expédition de 1675, était probablement l'un des quatre doubles de cette transaction, ou tout au moins une pièce reconnue et admise par la Cour de justice de Fontaine-Val-et-Mont pour tenir lieu de minute de l'un de ces quatre doubles; de tout quoi l'on doit conclure que l'expédition de 1675, en ce qui concerne la transaction de 1516, a été faite sur une copie qui, dans la forme de ladite Cour de justice, tenait lieu d'original; qu'ainsi, et vu sa forme authentique, l'expédition de 1675 faisait la même foi que les originaux du record primitif et de la transaction de 1516, et qu'elle en tenait lieu; d'où il suit ultérieurement que l'expédition du 1^{er} juillet 1754 est une expédition notariée en forme authentique, et qu'elle fait foi de son contenu;

Attendu que, si l'expédition du 1^{er} juillet 1754 ne pouvait pas valoir comme une expédition authentique faisant foi en justice, elle ne devait pas moins être admise et faire preuve de ce qu'elle contient, par la raison que les lois et coutumes du pays de Liège ne contiennent aucune disposition formelle sur la force probante des copies des copies, et qu'il est admis par l'ancienne jurisprudence du pays de Liège, d'après le témoignage de Méan, Louvrex et Sohet, que l'on doit ajouter foi à une copie non authentique, lorsqu'il existe au procès des circonstances particulières et des indices suffisants et propres à convaincre le juge que la copie qu'on lui représente est l'expédition exacte d'un acte sérieux, qui a été réellement passé entre les parties y dénommées;

Attendu 1^o que l'expédition de 1754 est ancienne; 2^o qu'il est prouvé au procès que le record primitif et la transaction de 1516 ont existé en originaux; 3^o que les communes de Fontaine-Val-et-Mont, Léers-et-Fosteau ont joui pendant plus de trois siècles dans le bois de le Fonds-de-nos-Bois de la raspe, du droit de marronnage et du droit de pacage, conformément à ces titres, ainsi qu'il sera démontré ci-après; 4^o que ladite expédition du 1^{er} juillet 1754 est con-

forme en tous points, en ce qui concerne la transaction de 1516, à deux autres copies de cette même transaction, dont l'une a été faite sur le double déposé à l'abbaye d'Aulne, et l'autre sur la copie d'une copie non signée, mentionnée ci-dessus, autres toutefois que le double et la copie sur lesquels a été faite l'expédition du 1^{er} juillet 1754, et dont l'une copie, également délivrée en 1754, présente tous les caractères d'ancienneté et d'authenticité que lui donnent et la date de sa délivrance et la signature du notaire; 8^o que l'existence simultanée de trois copies de la transaction de 1516, qui constatent qu'elles ont été faites sur au moins deux des quatre doubles, dont l'un était déposé aux archives de l'abbaye d'Aulne, et le second au ferme du mayeur et échevins de Fontaine-Val-et-Mont, prouve que cette transaction a été exécutée; 6^o que par la transaction de 1516 le record primitif a été confirmé dans celles de ses parties auxquelles il n'a pas été dérogé par la même transaction; 7^o que depuis plus de trois siècles ces communes ont subi diverses dénominations, traversé les troubles du seizième siècle, la révolution brabançonne, l'invasion française, la guerre des années 1812 et 1815 et d'autres moments critiques, qui ont rendu la conservation de ses archives tellement difficile, qu'elle se trouve dans l'impossibilité de produire les originaux de titres aussi anciens que le record primitif et la transaction de 1516;

Attendu qu'il est ainsi établi au procès que tout au moins l'expédition du 1^{er} juillet 1754 fait foi de son contenu, à cause de son ancienneté et des circonstances et indices qui l'accompagnent, et qui sont de nature à convaincre le juge que les minutes des actes dont elle donne la copie ont réellement existé; qu'ils étaient sérieux et qu'ils ont reçu leur exécution;

Attendu que les deux titres dont l'expédition du 1^{er} juillet 1754 donne les copies accordent aux communes appelantes dans le bois dit le Fonds-de-nos-Bois, dont il s'agit au procès, les droits d'usage suivants, savoir:

1^o A la commune de Fontaine-Val-et-Mont le droit de marronnage; 2^o le droit de charbonnage; 3^o aux communes de Fontaine-Val-et-Mont, Léers-et-Fosteau, la jouissance de tout le taillis de ladite forêt, à charge de laisser un nombre déterminé de baliveaux de chêne, hêtre et frêne, et tous bois suragés, ainsi que cela est fixé par la transaction du 19 octobre 1516; 4^o le droit de pâturage pour les chevaux et bêtes à cornes; 5^o le droit de couper l'herbe à la main et à la fau-

cille dans toutes les coupes ou tous les taillis indistinctement ; 6° le droit de ramasser le bois mort tant sur la futaie que sur les taillis ;

Que dès lors il y a lieu de rechercher si les communes ont conservé ces droits par la jouissance, ou si, comme le soutiennent les intimés, elles en ont perdu quelques-uns par le non-usage.

Relativement au droit de marronnage :

Attendu que, suivant un mandement du prince-évêque de Liège du 24 décembre 1831, renouvelé le 14 décembre 1713, les habitants qui avaient le droit de prendre du bois de reconstruction dans le bois susdésigné devaient en obtenir la délivrance de la justice du lieu ;

Attendu que la commune de Fontaine-Val-et-Mont rapporte treize procès-verbaux de la Cour de justice du lieu, constatant que, durant les années 1770 à 1776, celle-ci a reconnu, au profit de plusieurs habitants de cette commune, le besoin de prendre du bois pour la construction ou la réparation de leurs maisons ;

Attendu que si ces procès-verbaux désignent l'espèce et la quantité de bois de construction nécessaire pour chacune des maisons que la justice a visitées, ils n'indiquent cependant pas les arbres que les habitants pourront abattre à cette fin ;

Attendu qu'il s'ensuit toutefois que les habitants ont fait tout ce que le mandement précité leur prescrivait pour obtenir le bois qui leur était nécessaire, que la justice du lieu a reconnu leurs droits et constaté l'étendue de leurs besoins, qu'il a donc été pleinement satisfait à l'article 7 dudit mandement ;

Attendu que c'est là tout ce que la commune de Fontaine-Val-et-Mont peut et doit prouver pour établir sa jouissance ; qu'en effet, la circonstance que la justice du lieu n'aurait pas marqué les arbres nécessaires pour les constructions ou réparations reconnues indispensables par ces procès-verbaux, cette circonstance ne prouve pas que durant les années 1770 à 1776 la commune de Fontaine-Val-et-Mont n'a pas exercé son droit, puisque, si la justice était réellement restée en défaut de marquer les arbres nécessaires, les habitants au profit desquels des besoins étaient reconnus ont pu sans autres formalités légalement abattre et enlever les arbres que leurs besoins réclamaient, ainsi que l'enseigne Louvrex dans ses notes sur ledit mandement ;

Que l'on doit donc tenir pour acquis que les habitants de Fontaine-Val-et-Mont ont fait tout ce que la loi leur prescrivait ;

à l'effet de pouvoir exercer leurs droits, et qui rapportent des preuves écrites de tout ce qu'ils doivent prouver, ont réellement exercé, durant les années 1770 jusques et y compris l'année 1776, le droit de marronnage dans le bois dit le Fonds-de-nos-Bois ;

Attendu que s'il pouvait exister des doutes sur l'exercice du droit de marronnage par la commune de Fontaine-Val-et-Mont durant ces années, le procès-verbal dressé le 3 mai 1792 par la Cour de justice de cette commune les ferait disparaître ; qu'en effet ce procès-verbal prouve que la justice du lieu a constaté en 1792, comme aux années de 1770 à 1776, l'état des maisons, qu'elle a indiqué l'espèce et la quantité du bois de construction nécessaire pour les constructions et réparations ; qu'il prouve de plus qu'en 1792 elle a marqué les arbres que chaque habitant au profit duquel des besoins étaient constatés pouvait couper à cette fin, et, ce qui résulte du n° 12 de ce procès-verbal, qu'elle les marquait ainsi annuellement à la suite des visites des maisons ;

Attendu que l'objection que les intimés ont faite contre ce procès-verbal, et qui portait sur ce que l'abbaye y aurait été représentée par un délégué spécial qui aurait fait insérer une réserve, est mal fondée en tous points ; que, pour s'en convaincre, il suffit de combiner le premier paragraphe de ce procès-verbal avec le paragraphe de clôture, et ce dernier avec le n° 8 de cette pièce ; d'où il résulte que l'abbaye n'a été représentée dans le procès-verbal de 1792 que par le mayeur et les échevins, ainsi qu'elle l'avait été dans les procès-verbaux de 1770 à 1776, qui étaient d'ailleurs ses représentants légaux pour les visites des maisons et la délivrance des bois, en vertu du mandement précité ; que l'architecte Charon n'a été présent à ces visites et délivrance que pour aider et éclairer la Cour par ses connaissances spéciales, de même que cela a eu lieu lors des visites de 1771 et 1772 ; enfin que la réserve porte uniquement sur le bois scié que, pour l'année 1792, on avait par exception distribué aux habitants dont les maisons avaient été incendiées ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que la commune de Fontaine-Val-et-Mont a joui du droit de marronnage conformément au titre qui donne ce droit durant les années 1770 inclusivement, et durant 1791 et 1792 ;

dès lors qu'elle est présumée pendant le temps intermédiaire

depuis le record primitif dans lequel est écrit son droit, et qui a été confirmé par la transaction du 19 octobre 1516 ;

De tout quoi il résulte que la prescription extinctive n'a pu courir contre la commune de Fontaine-Val-et-Mont avant l'année 1793 ;

Attendu que cette prescription n'a pas plus pu courir durant les années 1793 et 1794, parce qu'elle ne court point contre celui qui ne peut pas agir ;

Attendu, en effet, que le droit de prendre du bois de construction dans la forêt ne peut être mis en action ou exercé que lorsque l'habitant en a besoin ; qu'il suit de là que l'habitant ne peut agir en délivrance du bois nécessaire avant que le besoin en existe et seulement alors jusqu'à concurrence de ce besoin, de manière que la prescription de quarante ans que l'on invoque contre cette commune n'a pu commencer que du jour où elle a pu agir en délivrance du bois nécessaire ;

Attendu que les intimés n'ont pas allégué et n'ont pas demandé à prouver que les habitants de la commune de Fontaine-Val-et-Mont auraient eu des besoins dans le courant des années 1793 et 1794, ce qui est dénié au surplus par les communes appelantes ;

Attendu que la demande reconventionnelle des appelants a été notifiée aux intimés le 27 mars 1834 ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la prescription n'a pas éteint le droit de prendre du bois de construction que donne à la commune de Fontaine-Val-et-Mont ce record primitif ;

Attendu que les titres invoqués n'accordent pas le droit de marronnage à la commune de Leers-et-Fosteau, et qu'elle ne prouve pas en avoir joui à aucune époque.

Relativement au droit de charronnage :

Attendu que la commune de Fontaine-Val-et-Mont, qui puise son droit dans le record primitif susmentionné, n'a ni prouvé ni offert de prouver qu'elle a, à une époque quelconque, exercé le droit de prendre dans la forêt susdite le bois nécessaire pour le charronnage ; d'où il suit que la prescription extinctive de quarante ans a été utilement invoquée sur ce point par les intimés ;

Attendu que la commune de Leers-et-Fosteau ne justifie ni de titre ni de possession du droit ci-dessus qualifié, et que, par conséquent, elle est non fondée dans sa prétention sur ce point.

Relativement à l'étendue de la jouissance que les habitants ont au tailles de cette forêt :

Attendu que la transaction du 19 octobre 1516 accorde aux communes appelantes la propriété de toute la raspe de ladite forêt, à la charge par elle de laisser lors de l'exploitation le nombre de baliveaux fixé par le titre, de l'essence de chêne, de hêtre et de frêne, et tous bois suragés ;

Attendu que les communes, pour établir qu'elles ont joui de cette raspe jusqu'en 1794, conformément à leur titre, ont produit plusieurs actes sous les n^{os} 5, 6, 7, 8, 9 et 11 de leur dossier ;

Attendu que les intimés n'ont pas contesté que ces pièces fussent applicables à la forêt dite le Fonds-de-nos-Bois ;

Attendu que la première de ces pièces, qui est au procès-verbal de vente de la raspe, en date du 8 janvier 1734, au profit de la commune de Fontaine-Val-et-Mont, constate qu'il a été stipulé que les acquéreurs devront laisser des estapes comme de coutume ;

Attendu que, par procès-verbal du 5 novembre 1781 (pièce n^o 6), la commune de Leers-et-Fosteau a vendu publiquement la raspe croissant dans la forêt dite le Fonds-de-nos-Bois, en suite d'un acte de partage venu entre elle et la commune de Fontaine-Val-et-Mont le 20 octobre précédent (pièce n^o 11), où il est stipulé que les acquéreurs devront *laisser des estapes comme de coutume et tels que les sergents les auront marqués* ;

Attendu que, par procès-verbal notarié du 17 novembre 1785 (pièce n^o 7), la même commune de Leers-et-Fosteau a vendu publiquement la raspe de cette année croissant sur le Fonds-de-nos-Bois, ainsi qu'elle avait été partagée avec la commune de Fontaine-Val-et-Mont, et qu'elle y a stipulé que les acquéreurs ne pourront toucher à aucun arbre suragé ni staples marqués de la marque ordinaire ;

Attendu qu'il résulte également d'un acte de partage du 8 mars 1794 (pièce n^o 9), passé devant la Cour de Fontaine-Val-et-Mont, constatant le partage de la raspe de cette année par les communes appelantes, qu'elles y ont stipulé qu'on devra laisser des estapes comme de coutume ;

Attendu qu'il est prouvé par ces pièces que jusqu'en l'année 1794, les communes appelantes ont joui de toute la raspe de la forêt dite le Fonds-de-nos-Bois, et que, lors de chaque exploitation, elles laissent sur la partie exploitée des baliveaux et tous arbres suragés ; qu'il est vrai qu'il n'est pas déterminé par ces actes quel nombre de baliveaux elles laissaient à chaque exploita-

pour la fixation du cantonnement; 6^e et avant de faire droit sur les autres parties des conclusions des communes appelantes, admet celles-ci à prouver par toutes les voies légales :

1^{re} Que de temps immémorial elles ont joui, avant la publication du Code civil, dans la forêt dite le Fonds-de-nos-Bois, située sur le territoire de la commune de Fontaine-Val-et-Mont, du droit de ramasser le bois mort tant sur la futaie que sur les taillis, conformément au record primitif précité ;

2^o Que de temps immémorial elles ont également joui, conformément à ce dernier record, avant la publication du Code civil, dans la même forêt, du droit de couper l'herbe à la main et à la faucille, en vertu des délivrances qui leur en ont été faites par l'autorité compétente, etc.

Du 29 avril 1840. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

NOTAIRE.

Liège, 29 avril 1840. — Voy. rejet, 17 décembre 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 27).

AWANS (COMMUNE D'). — TRÈVES. — SAISINE. — PURGEMENT. — CRÉANCIER. — PRESCRIPTION.

La commune d'Awans faisait partie du territoire de l'ancien pays de Trèves.

Dans le silence des coutumes particulières qui régissaient cette localité, touchant la nature des saisines et le délai pour en opérer le purgement, on recourait au droit romain, qui formait le droit commun de l'empire germanique, dont dépendait l'électorat de Trèves (1).

D'après ce droit, le créancier ne pouvait faire rendre les biens saisis ni se les adjuger à lui-même qu'après qu'ayant été publiquement exposés en rente, il ne s'é-

tait présenté personne pour les acquérir. (L. 3, Cod., de pact. pign., et ult., Cod., de jure domini impet.)

Jusque-là le créancier n'aurait d'autre droit sur l'immeuble saisi que celui d'en percevoir les fruits jusqu'au paiement de la dette; l'objet saisi n'était dans ses mains qu'un gage qu'il était obligé de restituer lorsque la dette était éteinte soit par les fruits qu'il percevait et qu'il devait imputer chaque année en déduction de sa créance, soit par le paiement à lui fait directement par le débiteur. Ainsi le créancier, en vertu de la saisine, était considéré comme possédant pour autrui, comme n'ayant qu'une possession précaire et partant exclusive de la prescription (2). (LL. 1, 3, 12, Cod., de pign. act.; l. 15, ff., de usurp. et usucap.; ll. 10 et 11, Cod., de pign. act.; Bruneman et Wissemberg, ad Dig.; Gail, lib. 2, observ. 18; Ludolff, note 6, ad observ. forens.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les intimés ne possèdent les immeubles litigieux qu'à titre de la subrogation que la cathédrale de Liège a faite à leur auteur, le 1^{er} avril 1738, dans les droits qu'elle avait sur ces immeubles en vertu des allosements et saisine, suivis de possession, qu'elle avait obtenus des échevins d'Awans, les 15 et 15 janvier même année, contre la veuve de Dracht de Teuven;

Attendu que ces immeubles sont situés dans la commune d'Awans, territoire de l'ancien pays de Trèves; que, les coutumes particulières qui régissaient cette localité ne statuant rien sur la nature des usines ni sur le délai pour en opérer le purgement, il fallait recourir au droit romain, qui formait le droit commun de l'empire germanique, dont dépendait l'électorat de Trèves;

Attendu que, suivant les lois 3, Cod., de pact. pign., et dernière, Cod., de jure domini impet., le créancier ne pouvait faire

(1-2) Jugé que, bien que, d'après les dispositions de la Caroline, les saisines pratiquées par les établissements pieux situés dans le pays de Liège fussent toujours purgeables, cependant l'action en purgement était prescriptible quand les saisines, ayant pour cause le défaut de paiement d'une rente foncière, portaient sur les biens affectés au paiement de cette rente. Liège,

1^{er} août 1838. Jugé encore par cette Cour que, lorsque la saisine n'a pas été accompagnée de toutes les formalités requises, et que la saisine qui s'en est suivie a été volontairement consentie par acte postérieur, c'est la prescription de quarante ans qui doit être appliquée à l'action en purgement. Même arrêt.

vendro les biens saisis ni se les adjudger à lui-même qu'après qu'ayant été publiquement exposés en vente, il ne s'était présenté personne pour les acquérir; que jusque-là, d'après les lois 1^{re}, 3 et 12, Cod., *de pign. act.*, le créancier n'avait d'autre droit sur l'immeuble saisi que celui d'en percevoir les fruits jusqu'au paiement de la dette; que l'objet saisi n'était dans ses mains qu'un gage qu'il était obligé de restituer lorsque la dette était éteinte, soit par les fruits qu'il percevait et qu'il devait imputer chaque année en déduction de sa créance, soit par le paiement à lui fait directement par le débiteur; qu'ainsi le créancier, qui ne tenait l'immeuble de son débiteur qu'en vertu de la saisine, était considéré comme possédant pour autrui, comme n'ayant qu'une possession précaire, et par là exclusive, de la prescription; que ces principes, consacrés par les lois 13, ff., *de usurp. et usucap.*, 10 et 11, Cod., *de pign. act.*, étaient invariablement admis par les tribunaux de l'empire, et notamment par la chambre impériale, devant laquelle se portaient les appels de la Cour d'Awans et de Louvain, ainsi que l'attestent Bruneau et Wissemborg, ad ff.; Gail, lib. 2, obs. 18, et Ludolff, n° 6, *ad observ. forens.*;

Attendu que la saisine de janvier 1738 a eu lieu, suivant le mode usité alors pour l'exercice de l'action hypothécaire, sur les gages de la rente; quo rien au procès n'autorise à croire que cette saisine avait été autre chose qu'une action de cette nature, et que par suite il n'y a pas lieu d'admettre qu'elle ait été l'exercice d'un droit de résolution, par suite duquel la cathédrale de Liège serait rentrée en possession d'immeubles par elle aliénés;

Attendu qu'en supposant que la prescription eût pu courir, nonobstant la nature de la possession opérée en suite de la saisine de 1738, elle n'aurait pas été accomplie au cas particulier lors de l'introduction de l'action intentée par le père des appelants; que cette saisine a en effet été prise contre la veuve de Dracht, sans aucune interpellation des enfants nus propriétaires, sur des immeubles qui étaient des propres de son mari, comme cela résulte de l'acte de retrait de la cense de Hognoul et des terres d'Awans par Wairand de Dracht en date du 15 juillet 1589, et de l'acte de partage du 15 février 1764, aux termes duquel les biens, objet de la saisine, sont échus au père de Jean-George de Dracht; qu'ainsi l'usufruit des immeubles saisis appartenait à cette veuve aux termes de l'article 3, chap. 9,

de la coutume de Limbourg, comme d'après le droit romain; que, par suite, la prescription n'a pu courir contre Jean-George de Dracht pendant la vie de sa mère, suivant les lois 1^{re}, Cod., *de annali except.*, et 4, Cod., *de bonis quæ lib.*, dont les dispositions étaient généralement suivies dans la jurisprudence antérieure au Code civil;

Attendu qu'il est constant que la veuve de Dracht n'est décédée que le 21 novembre 1783, et qu'ainsi la prescription trentenaire, si elle eût commencé à cette époque, n'aurait pas été accomplie le 19 août 1770;

Attendu que, les fruits perçus ne paraissant pas excéder les charges annuelles, l'équité permet d'en admettre la compensation;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant; émendant, condamne les intimés à abandonner aux appelants cessionnaires de Jean-George de Dracht les biens que la veuve du procureur général Raick, née Lesoinne, a possédés à Awans, etc.

Du 29 avril 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

CONSTRUCTIONS. — AUTORISATION (BÉRAUD D'). — EXCUSE.

Lorsque celui qui a fait construire une maison s'est préalablement et successivement adressé aux autorités compétentes pour obtenir l'autorisation nécessaire, et qu'elles n'y ont pas trouvé d'inconvénients, dans ces circonstances il ne peut exister de contravention aux lois de la matière (1).

Le 23 octobre 1839 le tribunal correctionnel de Namur rendit un jugement dont la teneur suit :

« Attendu que Kaisin a, au mois d'août 1839, fait des changements à sa maison, située à Feloreffe, le long de la grande route de Namur à Châtelet, définitivement tracée, sans en avoir obtenu l'autorisation du conseil permanent de la province, et qu'il ne peut se prévaloir de la résolution prise par le conseil le 3 octobre suivant;

« Vu les articles 2 de l'arrêté du 20 février 1836, 1^{er} de la loi du 6 mars 1818; le tribunal condamne J. B. Kaisin à 21 fr. 16 cent. d'amende et aux frais. » — Appel.

(1) Voy. conf. Liège, 10 mai 1840.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, quelle que soit l'autorité compétente pour autoriser les constructions opérées par le prévenu, ce dernier, s'étant successivement adressé à la régence communale et à la députation des états provinciaux, qui l'une et l'autre n'y ont pas trouvé d'inconvénients, ne peut être considéré comme étant en contravention aux lois de la matière;

Par ces motifs, décharge le prévenu des condamnations prononcées contre lui.

Du 30 avril 1840. — Cour de Liège. — Ch. correct.

INTERDIT. — SUBROGÉ TUTEUR. — HÉRITIERS PRÉSOMPTIFS.

L'intervention du subrogé tuteur dans une instance où un interdit est intéressé n'est recevable qu'autant que les intérêts de cet interdit sont en opposition avec ceux du tuteur.

La qualité d'héritier présomptif d'un interdit ne donne pas à celui qui l'invoque le droit d'intervenir dans un procès concernant les biens de cet interdit.

Par exploit du 30 août 1837, les demandeurs ont fait assigner M. Ophoven, juge de paix, en qualité de tuteur de Marguerite Defooz, interdite, devant le tribunal de Liège, pour entendre dire que le testament mystique de la veuve P. N. Defooz, du 28 avril 1836, sera exécuté, et qu'en conséquence il sera fait délivrance aux demandeurs du legs à titre universel constitué en leur faveur par le testament.

Cette demande d'intervention fut contestée et le tribunal a rendu à l'audience du 26 mai 1838 le jugement suivant :

« Attendu que, hors les cas spécialement déterminés par la loi, le tuteur seul a qualité pour administrer la personne et les biens du mineur ou de l'interdit; que l'institution du subrogé tuteur n'a spécialement pour objet que de remplacer le tuteur dans le cas où l'intérêt de celui-ci est en opposition avec celui de son pupille; que la probité du tuteur, qui s'en réfère à la sagesse du tribunal sur le mérite de l'intervention, offre d'ailleurs la garantie certaine de sa bonne administration, et rend par conséquent inutile ladite intervention du subrogé tuteur;

« Attendu que l'article 644 du Code de

procédure civile, qui prescrit la signification du jugement rendu tant au tuteur qu'au subrogé tuteur, ne prouve nullement la nécessité de l'intervention de ce dernier dans la contestation judiciaire, puisque la disposition finale dudit article, qui prescrit cette signification dans le cas même où le subrogé tuteur n'a pas été à la cause, démontre précisément que, si, dans certains cas, sa coopération dans une instance peut avoir lieu, elle n'est pas du moins indispensable; que si, nonobstant cela, la loi prescrit la signification du jugement au subrogé tuteur, c'est afin de mettre celui-ci à même d'exciter la vigilance du tuteur, et l'empêcher de se soustraire, sous le prétexte de l'ignorance du jugement, à une demande de dommages-intérêts s'il était établi par la suite que ce défaut d'appel contre un jugement susceptible d'être réformé n'a été réellement que le résultat de l'oubli ou de la négligence;

« Attendu que, pour être admissible à intervenir dans une instance, il faut y avoir un intérêt actuel; que la qualité présomptive de F. Em. Defooz à la succession de l'interdite n'est pas suffisante pour faire accueillir son intervention; qu'en effet, le tuteur de celle-ci peut, avec l'assistance du conseil de famille requis dans certains cas, faire tout ce que l'interdite aurait pu faire elle-même en l'absence d'un jugement d'interdiction; que les héritiers présomptifs de Marguerite Defooz n'auraient pas eu le droit de s'immiscer dans ses affaires, si elle avait pu défendre elle-même à la demande de délivrance du legs, et qu'ils ne le peuvent pas davantage actuellement, alors qu'elle est bien et valablement représentée par son tuteur;

« Par ces motifs, le tribunal déclare ledit Defooz non recevable dans la demande d'intervention, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu de confirmer le jugement dont est appel? — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, etc.

Du 30 avril 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

ABUS DE CONFIANCE. — MANDAT.

Lorsqu'une personne qui a été chargée, moyennant un salaire, non-seulement de faire des recettes pour un commettant,

mais qui était encore obligée, par son mandat, à garder le produit de ces recettes et à le tenir à la disposition de celui pour lequel il les avait faites, dissipe ces sommes, ce fait constitue le délit prévu par l'article 408 du Code pénal, lequel ne se borne pas à réprimer le détournement des effets ou marchandises qui auraient été remis à titre de dépôt ou pour un travail salarié, mais s'applique aussi, d'après son texte, à la dissipation des deniers remis aux mêmes titres.

Le 21 décembre 1839, le tribunal correctionnel de Namur prononça le jugement suivant :

« Attendu que Merat est prévenu d'avoir, depuis moins de trois ans, détourné au préjudice de Bernard Scheys, filateur de coton, son commettant, différentes sommes qui ne lui auraient été confiées qu'à charge de les rendre audit Scheys ;

« Attendu que les malversations qui font l'objet des poursuites contre Merat ne sont, à raison de la qualité de celui-ci, que des malversations d'un mandataire, lesquelles ne peuvent donner lieu qu'à une action civile ;

« Par ces motifs, sauf à l'intéressé à se pourvoir devant qui de droit, déclare que le fait ne constitue ni délit ni contravention, absout par suite le prévenu Merat. » — Appel par le ministère public.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte de l'instruction de la cause que le prévenu, moyennant un salaire qui lui a été accordé, a été chargé de recevoir et de remettre à Bernard Scheys différentes sommes qui lui étaient dues pour prix des marchandises livrées ;

Attendu qu'il est prouvé, même par les aveux du prévenu, qu'au lieu de remplir ses engagements avec fidélité, il a détourné à son profit, et au préjudice de son commettant, une somme de 500 francs environ ;

Attendu que le prévenu n'a pas été uniquement chargé de faire des recettes pour Bernard Scheys, mais que son mandat l'obligeait encore à garder le produit de ses recettes et à le tenir à la disposition de celui pour lequel il les avait faites ;

Attendu qu'en dissipant les sommes qui appartenaient à son commettant, et qui devaient être dans ses mains l'objet d'un dépôt

inviolable, le prévenu a évidemment commis l'abus de confiance prévu et puni par l'article 408 du Code pénal, lequel ne se borne pas à réprimer le détournement des effets et marchandises qui auraient été remis à titre de dépôt ou pour un travail salarié, mais s'applique aussi, d'après son texte formel, à la dissipation des deniers remis aux mêmes titres ;

Déclare le prévenu coupable de l'abus de confiance prévu par l'article 408 du Code pénal, etc.

Du 1^{er} mai 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

FAUX SERMENT. — PAKUYA.

En matière criminelle, la preuve de la fausseté d'un serment peut s'administrer par témoins, encore bien qu'il s'agisse d'une somme excédant 150 fr., et qu'il n'y ait point de commencement de preuve par écrit (1). (Code pénal, art. 306.)

Le sieur Lambert Bernard fut assigné le 26 février 1840, devant le tribunal de Huy, par la nommée Bernardine Fraiture, en reconnaissance et en paiement d'une rente de 8 florins Brabant-Liège que celle-ci prétendait avoir été servie par lui jusqu'en 1832 inclusivement. Par suite d'une trop grande confiance en son débiteur, et de retards sans cesse apportés à la passation d'un titre nouvel, Bernardine Fraiture n'avait aucun titre légal à faire valoir. Bernard ne craignit pas d'invoquer la prescription.

Le tribunal alors, sur les conclusions de la demanderesse, lui déféra le serment *litis-décisoire* sur cinq faits qui tendaient à établir que depuis 1832 jusqu'en 1837 il avait constamment servi et par conséquent reconnu la rente réclamée.

A l'audience du 12 mars, Bernard, à qui le tribunal avait suffisamment remontré la sainteté et les conséquences du serment qu'il se disposait à prêter, affirma, en prenant Dieu et les hommes en témoignage, et avec toutes les formalités d'usage, en face d'un christ déposé sur le bureau, que les cinq faits qu'on lui posait étaient faux. Bernardine Fraiture, obligée de se désister de son action, fut en outre condamnée aux frais du procès.

(1) Voy. en ce sens Liège, 13 mars 1841 (*Pax*., 1842, p. 246, et 1846, 1, p. 32 et 56).

Toutefois, M. le procureur du roi Thyron, présent à l'audience, et que tous les renseignements qui lui étaient parvenus autorisaient à croire que Bernard avait commis un parjure, requit qu'il fût informé contre celui-ci. M. le substitut Grégoire s'étant rendu, le 19 mars, à son domicile, crut devoir procéder à une visite domiciliaire; elle amena pour résultat la découverte d'un portefeuille renfermant plusieurs quittances et papiers. Bernard, d'abord interdit, s'était efforcé de les soustraire à tous les regards en les plaçant sous sa blouse, et ensuite dans son lit. Le portefeuille contenait sept quittances datées des années 1807, 1809, 1817, 1818 et 1827, toutes délivrées en reconnaissance de la rente de 8 florins, et la plupart signées par M. Paillet, notaire, pour le sieur Philippe Fraiture, père de la demanderesse, lequel ne savait écrire.

Bernard jura de nouveau qu'il ignorait comment ces quittances se trouvaient chez lui, et qu'il n'avait jamais fait les paiements qu'elles mentionnaient.

C'est en raison de ces faits que Bernard est traduit devant la Cour d'assises. Aux questions que lui a adressées M. le président, il s'est borné à répondre qu'il n'a jamais payé, qu'il ne doit rien, qu'il ne sait ce qu'on veut dire.

M^e Dognée cadet, conseil de l'accusé, s'est opposé à l'audition des témoins, et a pris les conclusions suivantes :

« Attendu que le fait des paiements ne peut être établi que de la manière déterminée par la loi, la valeur du litige excédant la somme de 150 francs; que, par suite, la preuve testimoniale du fait civil des paiements ne peut être admise; plaise à la Cour déclarer qu'il n'y a pas lieu de procéder à l'audition des témoins assignés à la requête soit du ministère public, soit de la partie civile. »

De son côté, le ministère public a pris les conclusions dont la teneur suit :

« Attendu que l'article 366 du Code pénal punit d'une manière générale et absolue le faux serment en matière civile, sans distinguer si l'obligation sur laquelle le serment a porté est supérieure ou inférieure à la somme de 150 francs;

« Attendu que le Code d'instruction criminelle, en traçant les règles qui doivent guider le juge dans la recherche des délits et l'application des peines, a placé en première ligne la preuve testimoniale;

« Attendu que, dans l'espèce, la loi n'a pas subordonné l'admission de la preuve par témoins à l'existence d'un commence-

ment de preuve par écrit, les articles 1341 et 1347 n'étendant leur empire que sur les matières civiles;

« Attendu que le principe qui consiste à dire qu'on ne peut employer la voie criminelle pour faire admettre indirectement une preuve testimoniale réprochée par la loi ne trouve aucune application dans le cas actuel, puisque, quelle que soit la manière dont les juges envisagent les faits et l'obligation qui sont soumis à leur appréciation, la déclaration sollicitée par le ministère public ne peut exercer aucune influence sur les intérêts civils et privés des parties, l'article 1363 n'admettant aucune preuve de la fausseté du serment en faveur de celui qui l'a déferé;

« Par ces motifs, nous requérons qu'il plaise à la Cour déclarer non fondée l'exception proposée par Lanibert Bernard, et ordonner qu'il sera passé outre aux débats. »

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du réquisitoire du ministère public, et y faisant droit, sans avoir égard à l'opposition de l'accusé, ordonne qu'il sera immédiatement procédé à l'audition des témoins et à l'instruction de la cause.

Du 11 mai 1840. — Cour de Liège.

CONSTRUCTIONS. — AUTORISATION (DEFAUT D'). — EXCUSE.

Lorsqu'un particulier, avant de commencer la construction de sa maison, s'est adressé pour obtenir l'autorisation successivement au collège des bourgmestre et échevins et à la députation du conseil provincial, lesquels ont omis de statuer dans le délai porté par l'article 90 de la loi communale, il n'y a pas lieu de le poursuivre comme ayant contrevenu à cette disposition législative (1).

Le 3 avril 1840, le tribunal correctionnel de Liège prononça un jugement ainsi conçu :

« Attendu que si d'après l'article 90, n° 7, de la loi communale, les alignements de la grande et de la petite voirie sont tracés par le collège des bourgmestre et échevins, le § 1^{er} de cet article ajoute ex-

(1) Voy. conf. Liège, 30 avril 1840.

pressément qu'en ce qui concerne la grande voirie, les alignements donnés par le collège sont soumis à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, de manière que, si cet article a apporté quelques modifications à l'arrêté du 29 février 1836, quant au mode d'obtenir du conseil provincial l'alignement prescrit, il n'a rien changé quant à la pénalité établie par l'article 2 de l'arrêté précité, renvoyant à cet égard à la loi du 6 mars 1818;

« Attendu, sur la seconde question, qu'il est constant qu'André Magnée a fait procéder à la construction de sa maison au coin des rues du Pont et Féronstrée, à Liège, sans avoir reçu de l'autorité compétente ni autorisation préalable ni alignement, ce qui a été constaté par procès-verbal du 12 septembre 1839;

« Attendu que la démolition des constructions faites sans autorisation et sans alignement préalable, le long des grandes routes, dans les bourgs ou traverses des villes, n'est établie par aucune loi pénale; que cette démolition ne peut donc être appliquée par les tribunaux correctionnels qu'à titre de réparation civile, et alors seulement que l'autorité compétente intervient en qualité de partie civile;

« Par ces motifs, le tribunal se déclare compétent, et vu les art. 1^{er} et 2 de l'arrêté du 29 février 1836; 90, première disposition, § 7, de la loi communale du 10 mars 1836; 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, et 194 du Code d'instruction criminelle, condamne ledit Magnée à 25 fr. 50 c. d'amende et aux frais;

« Déclare qu'il n'y a pas lieu, dans l'état de la cause, d'ordonner la démolition du bâtiment dont il s'agit. »

Appel par le ministère public.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Magnée, avant de commencer la reconstruction de sa maison, s'est successivement adressé, pour en obtenir l'autorisation, tant au collège des bourgmestre et échevins qu'à la députation du conseil provincial, lesquels sont restés en défaut de statuer sur sa demande dans le délai prescrit par l'article 90 de la loi communale; que le prévenu, dans cet état de choses, ne peut être considéré comme étant en contravention à cette loi;

Attendu, d'ailleurs, que le seul but de l'arrêté du 9 février 1836 et de l'article 90 de la loi communale est de réprimer les empiètements et la violation des alignements établis;

Attendu que l'on ne soutient même pas que la construction de la maison dont il s'agit soit contraire à l'alignement établi le 12 septembre dernier, époque à laquelle a commencé cette construction, le nouvel alignement fixé par l'arrêté royal du 25 du même mois ne pouvant avoir d'effet rétroactif et s'appliquer à une construction commencée antérieurement;

Par ces motifs, met l'appel à néant; ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 16 mai 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

COMPÉTENCE. — AVOCAT. — PLAIDOIRIE. — HONORAIRES.

L'aroué licencié qui a plaidé dans une affaire peut porter la demande d'honoraires promérités comme avocat avec celle d'honoraires promérités comme aroué devant la Cour ou le tribunal où il occupe, sans devoir porter la première au tribunal du cité ().* (Code de procéd., art. 60; loi du 22 ventôse an XII, art. 32.)

M^e de Bavay, avoué à la Cour d'appel de Bruxelles, avait cité directement devant la Cour le sieur Goffart, en paiement d'un état de 600 francs 70 centimes. Cet état se composait de trois postes: 1^{er} déboursés, 139, 05; 2^o honoraires comme avocat, 339, 25; 3^o honoraires comme avoué, 122, 40, au total, 600 francs 70 centimes.

Le cité conclut à l'incompétence de la Cour sur le deuxième chef, se fondant sur le principe, *actor sequitur forum rei*, sur ce que, quant aux honoraires promérités comme avocat, il n'est point dérogé à l'article 39, § 1^{er}, du Code de procédure civile, et enfin sur l'arrêt rendu par la Cour le 26 janvier 1839.

M. le procureur général Fernelmont, qui portait la parole dans cette affaire, avait conclu pour le déclinatoire proposé. Ses raisons étaient que l'article 60 du Code de procédure, qui déroge au principe, *actor sequitur forum rei*, n'est applicable qu'aux frais tarifés; que cette action devait, comme exception, se renfermer dans son objet; que les honoraires promérités comme avocat donnaient naissance à une autre action que

(*) Voy. BRUX., 10 août 1838, et la note, et 26 janv. 1839; CORRÉ, n^o 277 ter.

celle des honoraires promérités comme avoué; qu'en effet la première n'était prescriptible que par trente ans, tandis que la seconde l'était par deux ans (Code civil, article 2275).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que ce n'est qu'accessoirement à la demande de frais que l'avoué licencié de Bavay réclame le paiement des honoraires qui lui seraient dus pour avoir usé du privilège que lui confère l'article 52 de la loi du 22 ventôse an XII;

Par ces motifs, M. le procureur général Fernelmont entendu, se déclare compétente pour connaître de toute la demande, etc.

Du 5 mai 1840. — Cour de Bruxelles. — 5^e Ch.

FAILLITE. — COMPÉTENCE. — CRÉANCES CIVILES.

En matière de faillite, les tribunaux de commerce sont compétents pour juger des contestations sur des créances même purement civiles produites aux syndics pour être admises au passif (1). (Code de comm., art. 501 et 635.)

Par un jugement du 1^{er} juillet 1834, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite du sieur Isidure Warocqué, négociant et banquier, à Mons. Le gouvernement belge, créancier du failli de divers chefs, présenta, le 30 octobre 1836, ses créances à la vérification. Les syndics ayant contesté quelques-unes de ces prétentions, le juge-commissaire renvoya les parties à l'audience du tribunal de commerce pour y être statué. Sur leurs soutènements et contredits à l'audience, on s'est mis d'accord sur quelques points; d'autres ont été débattus, et entre autres une créance de 500,000 florins, du chef d'un prêt fait par le gouvernement au sieur Warocqué, par acte notarié du 23 novembre 1830, et une réclamation d'une somme de 48,427 francs 75 centimes dus pour droits d'enregistrement sur deux actes de reconnaissance de dettes portant les dates des 2 et 20 janvier 1831. — Par jugement du 25 avril 1837, le

tribunal de commerce de Mons donna gain de cause au gouvernement.

Appel. — Les syndics opposèrent, pour la première fois, l'incompétence du tribunal de commerce sur tous les chefs de la cause.

L'intimé disait qu'il résultait, tant de l'esprit du Code de commerce que des dispositions formelles des articles 502, 508 et 635 du Code de commerce, que le juge de commerce est seul compétent pour connaître de toutes les contestations auxquelles la vérification et l'affirmation des créances produites au passif d'une faillite peuvent donner lieu, quelle qu'en soit la nature; que les articles 502, 508 et 635 du Code de commerce sont généraux et ne font aucune distinction, et s'appliquent par conséquent à toute créance et à tous créanciers quelconques de la faillite, que la créance contestée soit de nature civile ou qu'elle soit de nature commerciale. L'esprit de la loi, ajoutait-il, qui a été, en établissant un mode de procédure particulière en matière de faillite, d'accélérer les opérations des faillites et d'économiser les frais, semble aussi exiger que le tribunal de commerce juge toutes les contestations qui naissent dans la faillite; car, s'il en était autrement, si les syndics pouvaient être tenus de plaider devant différentes juridictions, de soutenir des procès civils pour parvenir à fixer le passif de la faillite, opération préalable à toute répartition et liquidation, le règlement des faillites s'éterniserait au grand préjudice de la masse.

L'opposition qui existe entre le n^o 1^{er} et le n^o 2 de l'article 635 du Code de commerce confirme cette opinion. En effet, le n^o 1^{er} est relatif à la vérification des créances, et dit que le tribunal de commerce en connaît; le n^o 2 est relatif à l'opposition au concordat, et porte que le tribunal de commerce n'en connaît que pour autant que la créance sur laquelle l'opposition est fondée est, par sa nature, de la compétence du tribunal de commerce, et que, dans tous les autres cas, c'est au tribunal civil à en connaître. Et il est à remarquer que, dans la discussion au conseil d'Etat où cette distinction relativement à l'opposition à l'homologation du concordat a été admise, on a supposé que le tribunal de commerce, qui préside à l'apposition des scellés, à la rédaction du bilan, à l'affirmation et à la vérification

(1) Voy. en ce sens Brux., 18 février 1820; la Haye, 7 nov. 1828, et la note, et en sens contraire Brux., 3 août 1836; Carré, *Lois de la*

compét., t. 4, p. 509; Dalloz, t. 15, p. 7 et 135, et t. 5, p. 405. Voy. aussi Despréaux, n^o 624 et 627; Boulay-Paty, n^o 235.

des créances, qui juge toutes les difficultés d'exécution que ces oppositions diverses peuvent faire naître (discours de Beugnet, Loaré, t. 4, p. 2, n° 25), était seul compétent pour décider toutes les questions qui s'élèvent relativement à la vérification des créances, quelle que soit la nature de celles-ci. — D'ailleurs, quant à la créance de 500,000 florins qui résulte au profit du gouvernement belge de l'acte du 25 novembre 1850, elle est évidemment commerciale, aux termes des articles 165 et suivants du Code de commerce, à raison de la qualité de commerçant dans le chef du sieur Warocqué. Quant aux droits d'enregistrement, on soutenait que, puisqu'ils étaient dus sur des créances commerciales, ils devaient participer, vis-à-vis du sieur Warocqué, du caractère commercial de la créance dont ils étaient l'accessoire.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, en ce qui touche l'exception d'incompétence, que les art. 501 à 507 du Code de commerce sont relatifs aux créances civiles comme aux créances commerciales ; que l'article 508, qui prévoit le cas où les créances à vérifier dont il s'agit dans les articles qui le précèdent et avec lesquels il est nécessairement en harmonie sont contestées, défère dans cette hypothèse, d'une manière générale et absolue, la connaissance de ces contestations à la juridiction consulaire ; qu'il est dès lors logique de conclure que le législateur, voulant sans doute soumettre les vérifications et affirmations des créances à un principe d'unité et imprimer à la marche de leurs débats la célérité de la procédure commerciale, a entendu étendre cette juridiction à toutes les créances à vérifier de quelque nature qu'elles fussent ; que l'article 458 du même Code, loin de faire obstacle à cette opinion, semble au contraire la confirmer, en ce que le juge-commissaire, astreint par cet article à faire rapport seulement des contestations de la compétence du tribunal de commerce, est toujours obligé, en vertu de l'article 508 précité, de faire rapport toutes les fois qu'il s'agit de contestations en matière de vérifications de créances, ce qui implique nécessairement l'idée que la compétence consulaire est sans limites à cet égard ; que d'ailleurs l'ensemble de la disposition de l'article 635 du Code de commerce, jette une lumière plus vive encore sur le système de la loi ; qu'on voit là en effet que les tribunaux

de commerce connaissent de la vérification et de l'affirmation des créances ; que cette connaissance doit s'exercer sans restriction aucune ; que cela résulte nettement des termes généraux de la loi ; que celle-ci pose des limites quand elle en veut ; que c'est ainsi que, dans le n° 2, elle distingue à cette fin l'origine des moyens employés, et fixe, suivant cette origine, la compétence à suivre ; que cette distinction restreinte aux oppositions aux concordats démontre qu'on a voulu l'exclure des vérifications et affirmations des créances, dont le législateur s'occupe dans un paragraphe séparé ; que vainement un objet que l'article 635 ne parle point des contestations relatives aux vérifications et affirmations des créances ; que cette objection est sans poids ; qu'il résulte de la combinaison des articles 501 et suivants du Code de commerce, que, quand il n'y a pas de contestations, les vérifications et affirmations des créances sont dans les attributions exclusives du juge-commissaire, et que le tribunal de commerce n'a véritablement juridiction que dans l'éventualité des contestations, en sorte que l'article 635 n'a d'application possible que dans l'hypothèse où les vérifications et affirmations des créances donnent matière à contestation ; que par suite, lorsque le législateur a voulu que les tribunaux de commerce connussent des vérifications et affirmations de créances, il leur a virtuellement et exclusivement déferé, par cela même, les contestations que ces formalités peuvent engendrer ; d'où suit que la combinaison des divers articles ci-dessus cités, leur texte, leur économie et leur esprit apparent, établissent une juridiction spéciale, dérogatoire à la juridiction ordinaire ; que cette conséquence n'est nullement affaiblie par la discussion qui a précédé l'adoption de la loi sur les faillites ; que cette discussion prouve bien le grand respect du législateur pour l'ordre de juridiction ordinaire et sa volonté ferme de le maintenir en général, mais qu'elle ne prouve point qu'il n'a pas voulu l'exception, que le sens naturel des mots, l'ordre logique des idées et la nature des choses fait ressortir en traits si saillants, lorsqu'il s'agit de vérifications et affirmations de créances ;

Attendu, au fond, que les titres et pièces produits justifient suffisamment la déduction des créances pour lesquelles le jugement *à quo* a admis le gouvernement au passif de la faillite dont s'agit ; que sous ce rapport les motifs du premier juge, qui sont tenus ici pour répétés, établissent assez complète-

ment les droits de l'intimé; que, quant à l'action solidaire relative aux droits d'enregistrement, elle résulte clairement de ce que le failli, étant tenu au paiement intégral des sommes, objet de l'enregistrement, était soumis, par ce fait seul, au paiement intégral des droits fiscaux;

Par ces motifs, oui M. le procureur général en ses conclusions, dit pour droit que le tribunal de commerce de Muns était compétent pour connaître des contestations entre parties; déboute en conséquence les appelants de leurs conclusions, quant à l'exception d'incompétence; statuait au fond, met l'appel à néant; condamne, etc.

Du 6 mai 1840. — Cour de Bruxelles.
— 5^e Ch.

PRIVILÈGE. — VENDEUR. — MÉCANIQUE.
— IMMOBILISATION. — REVENDICATION. —
VENTILATION.

Une machine à vapeur placée, même à perpétuelle demeure, pour le service à l'exploitation d'une mine, reste, tant qu'elle est en la possession de l'acheteur, et malgré son immobilisation fictive, soumise à l'exercice du privilège du vendeur ⁽¹⁾. (Code civil, art. 2102, § 4; Code de procéd., art. 595.)

Le vendeur qui a fait rendre par expropriation l'immeuble dans lequel était incorporée cette machine à vapeur, et qui s'en est rendu adjudicataire, peut-il demander, par suite, qu'il soit nommé des experts pour déterminer le prix de l'immeuble et celui de la machine à vapeur rendus pour une somme globale. — Rés. aff.

Par acte passé devant notaire, à Bruxelles, le 18 juillet 1834, J. B. Nerinckx et son épouse, fabricants d'huile, à Hal, se reconnaissent débiteurs solidaires du sieur Tassin d'une somme de 6,110 francs, pour prix d'une machine à vapeur que celui-ci leur avait livrée pour leur usine. — En vertu de cet acte, Tassin prit, le 1^{er} avril suivant, une inscription hypothécaire sur l'usine des époux Nerinckx, sise à Hal, et consistant en une ferme avec moulin à huile, machine à vapeur, et tous les ouvrages mouvants,

immeubles par destination. — A défaut de paiement du prix de la machine à vapeur, Tassin fit procéder à l'expropriation de l'usine et s'en rendit adjudicataire, le 6 juin 1837, au prix de 16,000 francs. Un ordre fut ouvert pour la distribution de ce prix. Les créanciers inscrits, et entre autres la dame veuve Limbourg, y produisirent; le sieur Tassin, prétendant être colloqué par privilège pour le prix de la machine à vapeur qu'il avait livrée aux époux Nerinckx, demanda au tribunal qu'il fût nommé des experts pour procéder à une ventilation entre le prix de l'adjudication de l'usine expropriée et celui de la machine à vapeur par lui vendue: la dame veuve Limbourg s'opposa à cette nomination. Le tribunal, statuant sur ces conclusions, rendit, le 8 août 1838, le jugement suivant:

« Attendu que le demandeur est créancier des époux Nerinckx d'une somme de 6,110 francs, suivant acte notarié en date du 18 juillet 1834, pour laquelle somme il a obtenu droit d'hypothèque et pris inscription sur les immeubles adjugés par procès-verbal du 6 juin 1837;

« Attendu que cette somme représente une partie du prix de vente d'une machine à vapeur livrée au sieur Nerinckx par le demandeur, laquelle se trouve dans l'immeuble prémentionné et n'est pas payée;

« Attendu que la circonstance que l'objet serait immobilisé par destination n'est point un obstacle à l'exercice du droit de privilège, ainsi que le prétendent les défendeurs; qu'en effet la loi, dans diverses dispositions, considère l'objet immobilisé comme ayant conservé son caractère de meuble, quant à l'exercice du droit du vendeur d'objets mobiliers non payés; qu'en outre l'article 595 du Code de procédure l'autorise à les saisir malgré leur immobilisation fictive; que le même motif d'équité milite pour conserver à l'objet sur lequel le vendeur entend exercer son privilège, son caractère de meuble, tant qu'il n'est pas payé et qu'il est encore dans la possession du débiteur;

« Attendu qu'il suit de ce qui précède que la machine à vapeur livrée par le demandeur et non payée, se trouvant encore en la possession du débiteur dans son usine, reste soumise, malgré son immobilisation fictive, à l'exercice du privilège du vendeur, établi par l'article 2102 du Code civ.;

⁽¹⁾ Voy. dans ce sens Brux., cass., 27 février 1837; Liège, 17 fév. 1841 (*Pasic.*, 1842, p. 122);

Brux., 14 août 1845 (*Pasic.*, p. 295), et 19 février 1848 (*Pasic.*, p. 64, et la note).

« Attendu que l'adjudication du 6 juin 1837 ayant eu lieu pour une somme globale qui comprend le prix de l'immeuble et celui de la machine à vapeur, il est nécessaire, pour distinguer les droits respectifs des parties, de faire déterminer, par experts, quel est le prix de l'immeuble et celui de la machine à vapeur. »

Par ces motifs, le tribunal nomma des experts pour procéder à l'évaluation de la machine à vapeur livrée par Tassin. — Appel par la veuve Limbourg qui a pris la conclusion suivante :

Attendu qu'il ne peut y avoir lieu de séparer le prix de la machine à vapeur dont s'agit, que pour autant que l'intimé ait réellement, comme il le prétend, un droit spécial et privilégié sur le prix de cette machine ;

Attendu que pour réclamer un privilège, il faut s'appuyer sur une disposition précise et formelle de la loi ; que si, aux termes de l'article 2102 du Code civil, le vendeur d'effets non payés a un privilège sur le prix, lorsqu'ils sont encore en la possession du débiteur, la loi exige que les effets soient mobiliers ;

Attendu qu'une machine à vapeur et le mouvement intérieur d'une usine ne sont vendus que pour être incorporés à un établissement ; que dès lors la machine à vapeur, partie inhérente et essentielle à l'établissement dont elle est la cause motrice, participe à sa nature, à sa qualité, et conséquemment devient un objet immobilier ; qu'on ne peut assimiler une machine à vapeur à des mécaniques qui peuvent être déplacées sans détérioration et sans nuire à la propriété de l'usine, tandis qu'une machine à vapeur ne peut être distraite de l'emplacement pour lequel elle a été destinée, sans anéantir l'établissement tout entier qui a été construit ou perfectionné pour la recevoir ; que si l'article 593 du Code de procédure permet au créancier, vendeur de meubles, de procéder par voie de saisie mobilière, même après l'immobilisation, ce mode exceptionnel qui n'a pas été suivi par l'intimé, loin de lui donner un privilège sur la machine devenue immeuble par destination et incorporation, lui donne seulement le moyen de détruire cette immobilisation, en détachant la machine de l'immeuble, pour la faire vendre séparément, afin d'exercer le privilège sur le prix de ce qui en serait devenu, mais que l'intimé, n'ayant pas usé de ce moyen, ne peut pas aujourd'hui en réclamer le bénéfice, et obtient par voie de ventilation ce qui ne lui

était assuré que par voie de saisie mobilière. L'appelant conclut à ce que l'intimé fût déclaré non recevable et en tout cas non fondé dans sa demande.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les parties reconnaissent 1^o que l'intimé a vendu aux époux Nerinckx la machine à vapeur dont il s'agit, pour le prix de 6,110 francs ; 2^o que ces époux avaient conservé ladite machine en leur possession ; 3^o qu'ils n'en ont point payé le prix ;

Attendu qu'aux termes de l'article 2102, § 4, l'intimé a, pour le paiement de la somme qui lui est due de ce chef, un privilège sur ladite machine, privilège qu'il a acquis dès le moment de la vente, et pour l'exercice utile duquel la loi n'a exigé que les deux conditions ci dessus énoncées, savoir, la possession de l'objet dans les mains de l'acheteur et le non-paiement du prix ;

Attendu que si, après la vente faite à leur profit, les époux Nerinckx ont imprimé à cette machine le caractère fictif d'immeuble, en la plaçant même à perpétuelle demeure, dans leur moulin, pour son service et son exploitation, cette circonstance n'a point enlevé, à la machine, sa nature originelle et véritable de meuble à l'égard de l'intimé vendeur, qui n'avait concouru en rien à ce fait, postérieur à l'acquisition de son droit, et n'avait ni expressément ni tacitement manifesté aucune intention d'y renoncer ;

Attendu que le législateur, en permettant dans l'article 593 du Code de procédure au vendeur d'objets mobiliers non payés, de les saisir mobilièrement, c'est-à-dire par saisie-exécution, aux mains de l'acheteur, quoique depuis la vente ils eussent acquis le caractère d'immeubles par destination, a clairement considéré ces objets mobiliers, nonobstant leur transformation, comme n'ayant point perdu, à l'égard du vendeur, leur nature primitive, bien qu'ils l'eussent perdue à l'égard de tous autres, auxquels l'article 592 du même Code interdit la saisie-exécution de semblables objets ;

Par ces motifs, et aucuns de ceux du premier juge, M. l'avocat général d'Anethan entendu en son avis conforme, met l'appel à néant, etc.

Du 6 mai 1840. — Cour de Bruxelles. — 1^{re} Ch.

ACTE DE COMMERCE.

Brux., 6 mai 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 69.

CHEMIN PUBLIC.

Brux., 8 mai 1840. — Voy. *Pasic.*, 1845, p. 3.

1° BAIL A FERME. — INDENNITÉ. — 2° ENQUÊTE. — APPEL. — 3° INCENDIE. — RESPONSABILITÉ.

1° Lorsque, dans un bail à ferme, il a été stipulé qu'il y aurait lieu à indemnité en faveur du fermier dans le cas de stérilité et ravage général, et seulement jusqu'à concurrence d'un tiers de la récolte, cette clause ne peut être étendue au cas d'incendie des récoltes engrangées (1).

2° Lorsqu'une enquête a été ordonnée contre deux particuliers ayant des intérêts opposés, et que l'un d'eux s'est rendu appelant au moment où l'enquête allait être commencée, cet appel est suspensif même pour celui qui n'a pas appelé et qui demande que l'enquête soit faite contre lui.

(1) L'article 1769 du Code civil dispose que si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes. Ce texte ne dit pas si ce sont les fruits pendants par racines seulement dont une partie a péri qui donnent lieu à l'indemnité, ou si la règle doit s'étendre aux fruits perçus; c'est là précisément ce qui a donné lieu à l'espèce que nous recueillons ici. La solution de la question ne faisait pas de doute dans le droit ancien; on décidait généralement que, tant que les fruits n'étaient pas récoltés, ils étaient considérés comme une partie du fonds, et qu'alors ils étaient, comme le fonds lui-même, au risque du locateur; d'où l'on tirait la conséquence que le fermier devait, en cas de perte totale ou partielle de la récolte, être indemnisé par le propriétaire, attendu qu'il n'avait pas joui. Le président Favre explique très-bien ce point de doctrine dans ses *Rationes* sur la loi 15, § 2, E., loc. cond. Voici ses termes: « *Longe alia ratio fructuum ex fundo locato percipiendi, alia percipiendorum. Qui percipi sunt, quoniam percipiendi facti sunt conductoris, ejus periculo sunt. At percipiendi, quo partem fundi efficiunt, quandoque, in fundo sunt, tametsi jam maturi et pendentes sunt, non in alterius quam locatoris dominio esse possunt. Ergo vim omnem majorem*

3° En matière d'incendie des bâtiments tenus à titre de bail à ferme, c'est le propriétaire qui est exclusivement responsable s'il est prouvé que l'incendie a été causé par un vice de construction.

Le comte J. G. de Looz-Corswaremme a occupé à titre de bail que lui avait consenti A. P. Huytens, le château et la ferme d'Ahin, situés dans la commune de Ben-Ahin. Le 1^{er} mai 1834, le comte de Looz cessa l'exploitation de la ferme; les grains croissants et autres denrées à récoltes furent, suivant l'usage et le droit qu'en a le fermier sortant, placés dans la grange et autres locaux dans la ferme du château d'Ahin. Au mois de décembre 1834, A. P. Huytens faisait effectuer les réparations aux bâtiments de la ferme susdite; au nombre des ouvriers qui s'y trouvaient employés était un homme J. B. Jacob, maçon, domicilié à Anthelil. Dans la nuit du 19 au 20 décembre 1834, un incendie éclata dans la ferme du château d'Ahin, et consuma tout ce qui s'y trouvait appartenant au comte de Looz. Après avoir tenté la conciliation, le comte de Looz fit, par exploits en dates des 7 et 14 novembre 1835, enregistrés, assigner J. B. Jacob et A. P. Huytens devant le tribunal civil de première instance séant à

cui resisti non potest, sive dicina illa sit, sive humano, ut Bortolus loquitur, dominus colono prestare debet... Ratione illa generali quæ affertur in fine. § 2, leg. 15, quod locator prestare debeat conductori ut frui possit. » Cette distinction des fruits pendants de ceux qui avaient été perçus n'a pas passé dans la lettre de la loi nouvelle, mais elle est évidemment dans son esprit. Le propriétaire doit faire jouir le fermier de l'immeuble objet du contrat; or, tant que les fruits ne sont pas perçus, ils sont une partie du fonds, et l'indemnité pour non-jouissance doit, par conséquent, avoir lieu lorsque les fruits périssent en cet état; mais, lorsque ces fruits ont été séparés du sol, qu'ils ont été perçus et engrangés par lui, ils sont devenus sa propriété exclusive; et si, en cet état, ils sont dévorés par un incendie, il n'est pas douteux qu'ils périssent exclusivement pour lui, sans répétition contre le bailleur.

Ce serait, au reste, partir d'un faux point de vue que de dire que l'indemnité due au fermier ne doit son existence qu'à un motif d'humanité. Troploing démontre très-bien que l'indemnité est fondée, au contraire, sur cette règle que, les fruits non perçus formant une partie du fonds, lorsque cette partie vient à manquer, le bailleur est considéré comme n'ayant pas fait jouir le fermier, et, à ce titre, il doit nécessairement l'indemniser de cette non-jouissance. Voy. cet auteur sur l'article 1769, n° 605.

Huy, aux fins de s'offrir condamner, savoir : l'assigné Jacob, à payer au demandeur, à titre de dommages-intérêts, la somme de 7,500 francs ou toute autre somme à libeller par état ou à dire d'experts, plus aux dépens; et l'assigné Huytens, comme civilement responsable du fait du prédit Jacob ou des autres ouvriers adjoints à ce dernier, à payer la totalité de la somme de 7,500 francs ou toute autre somme à libeller par état ou à dire d'experts, aussi aux intérêts judiciaires et aux dépens. La cause étant introduite devant le tribunal, le demandeur articula des faits dont il demanda à faire la preuve par toutes voies de droit, même par témoins. Le défendeur Huytens s'opposa à la preuve demandée en la soutenant non recevable, et le défendeur Jacob déclara, sous la réserve de tous ses droits, ne pas s'y opposer. Par jugement du 2 mars 1836, le tribunal de Huy déclara pertinents les faits articulés, admit le demandeur à en faire la preuve, tant par titres que par témoins, la preuve contraire sauve, et condamna le défendeur Huytens aux dépens de l'incident. Huytens interjeta appel de ce jugement, qui fut confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Liège du 8 avril 1837, rendu au profit de la veuve du comte de Loos, qui, après le décès de son mari, demandeur originaire, avait repris l'instance tant en son nom propre que comme tutrice de ses enfants mineurs. L'enquête ayant été faite en exécution du jugement et de l'arrêt susénoncés, le tribunal de Huy, saisi de la contestation, rendit, le 14 février 1838, un jugement dont les motifs et dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu que l'action principale tend à faire condamner le défendeur Jacob à payer à la demanderesse une certaine somme, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'elle prétend avoir éprouvé par l'incendie qui, le 20 décembre 1834, a consumé une partie des bâtiments dépendants de la ferme du château d'Athin, appartenant au défendeur Huytens, et dans lesquels, lors du sinistre, se trouvait en tout ou en partie la récolte que le mari de la demanderesse y avait placée, selon l'usage, l'année de sa sortie de ladite ferme; qu'en second lieu, cette action a également pour objet de faire condamner ledit Huytens, soit comme civilement responsable du fait dudit Jacob ou des ouvriers adjoints à ce dernier, soit comme responsable du vice de construction que l'on prétend avoir existé dans les bâtiments incendiés;

« Attendu que le défendeur Huytens oppose à la demande une fin de non-recevoir dont il importe d'abord d'apprécier le mérite, et qu'il a fondée sur ce qu'il a posé en fait vrai, et que la demanderesse a avoué, que l'époux de cette dernière a occupé en dernier lieu ladite ferme sous les conditions entre autres qu'il ne pourrait prétendre modération pour quelle cause que ce puisse être, si ce n'est pour stérilité ou ravage général, ou que du moins il y eût perte si notable, qu'elle montât au moins à un tiers de la dépouille, en quel cas il devait notifier le dégât endéans trois jours de son arrivée, pour être procédé à la visitation à ses frais, et être ensuite fait modération sur le prix du fermage, laquelle, dans aucun cas, n'outrepasserait le tiers du prix du fermage des parties avariées;

« Attendu que la clause ci-dessus rapportée n'a eu évidemment pour objet que de déterminer et de limiter le taux de l'indemnité que les articles 1769 et suivants du Code civil accordent au fermier, lorsque les fruits non encore enlevés de la terre sont détruits par cas fortuit, mais que cette clause n'est nullement applicable à une récolte qui, après avoir été engrangée, périt par suite d'un événement dont le propriétaire est responsable;

« Attendu que, de son côté, le défendeur Jacob oppose une fin de non-recevoir motivée sur ce que l'enquête est nulle à son égard par le motif que la demanderesse n'y avait pas fait procéder à son encontre au jour que le juge-commissaire avait fixé pour la recevoir;

« Attendu, quant à cette fin de non-recevoir, que le jugement du 22 mars 1836, rendu par ce tribunal, avait reconnu que les faits étaient pertinents et admissibles tant contre Jacob que contre Huytens; qu'avant l'arrivée du jour fixé pour procéder à l'enquête directe, ledit Huytens a interjeté appel du jugement qui avait statué sur la pertinence et l'administration des faits; que c'est parce que Jacob ne s'est pas joint à cet appel qu'il en tire la conséquence que l'appel n'était pas suspensif à son égard, et que conséquemment il n'y avait pas lieu de surseoir, quant à lui, aux opérations de l'enquête;

« Attendu qu'il est de principe qu'une cause judiciaire forme un ensemble indivisible, et que cette maxime est principalement fondée sur ce que rien de frustratoire ne se fait en justice; que la fin de non-recevoir heurte évidemment ce principe de

droit, puisqu'elle eût entraîné la conséquence nécessaire de faire enquérir séparément sur des faits identiques, et d'engendrer ainsi par cette double procédure des frais inutiles et frustratoires;

« Attendu qu'il a été établi par les témoins entendus dans l'enquête que le fermier qui avait remplacé l'époux de la demanderesse dans l'exploitation de la ferme d'Ahin n'avait pas, au moment de l'incendie, la jouissance effective des bâtiments destinés à son habitation; qu'à cette époque, cette jouissance était encore réservée au défendeur Huytens, qui, en sa qualité de propriétaire, y faisait effectuer des réparations de maçonnerie et de menuiserie; qu'à cet effet, il y avait fait placer des ouvriers qui étaient surveillés par le sieur Bibet, son préposé; que, dans le but de faire sécher les plafonds, dont les premières couches venaient d'être appliquées, les ouvriers maçons ont, pendant les jours qui ont précédé l'incendie, fait des feux violents dans le foyer de la pièce attenante aux bergeries et destinée à l'habitation du fermier; que, dans cette pièce, une poutre qui soutenait les solives et le plafond était appliquée le long du mur séparatif des bergeries, et traversait le manteau de la cheminée pratiquée dans l'angle vers la cour de la ferme;

« Attendu que des témoins de l'enquête ont déclaré avoir averti les ouvriers maçons qu'ils s'exposaient à incendier les bâtiments de la ferme s'ils ne modéraient la violence des feux qu'ils faisaient dans le foyer de la pièce dont il vient d'être question; qu'immédiatement après avoir donné cet avertissement, et cela à une époque rapprochée du sinistre, les mêmes témoins ont remarqué que le feu avait été communiqué à la pièce de bois qui soutenait le manteau de la cheminée;

« Attendu qu'après l'incendie qui a éclaté le 20 décembre 1834, plusieurs témoins de l'enquête ont vu la poutre qui traversait le manteau de la cheminée de la pièce précitée, et qu'ils ont attesté que l'extrémité qui entraînait dans le manteau était fortement charbonnée, et avait été visiblement raccourcie par la combustion; qu'en rapprochant tous ces faits de la circonstance remarquable que le feu a éclaté dans le grenier soutenu par la poutre dont il vient d'être question, il en résulte la preuve évidente que l'incendie a été occasionné par les feux que les ouvriers maçons faisaient dans le foyer de la pièce attenante aux bergeries; qu'il en résulte également que la cheminée de ce foyer présentait un

vice de construction, consistant en ce que la poutre qui traversait le manteau de la cheminée, et qui a communiqué l'incendie, n'était pas convenablement isolé du tuyau pour être à l'abri du contact du feu;

« Attendu enfin que le propriétaire doit rester exclusivement responsable de la construction vicieuse qui a occasionné le sinistre;

« Attendu, quant aux dommages-intérêts réclamés, que l'incendie a consumé les récoltes et différents ustensiles que le mari de la demanderesse avait le droit de laisser à la ferme incendiée; que, de ce chef, la demanderesse a éprouvé un dommage que le tribunal, eu égard au subsidie de 800 francs accordé par le gouvernement, et non compris les effets mobiliers étrangers à l'agriculture, arbitre à la somme de 3,500 fr.;

« Attendu que le vice de construction ci-dessus constaté doit avoir pour effet de libérer le défendeur Jacob de toute responsabilité, tant à l'égard de la demanderesse principale qu'à l'égard de Huytens, demandeur en garantie;

« Par ces motifs, le tribunal, ouï M. Grégoire, substitut du procureur du roi, en ses conclusions conformes, tout en déclarant les défendeurs Huytens et Jacob mal fondés dans leurs fins de non-recevoir, condamne ledit Huytens à payer à la demanderesse, en qualité qu'elle agit, une somme de 3,500 francs à titre de dommages-intérêts judiciaires et aux dépens de l'action principale qui le concerne, ainsi qu'au coût et à la signification du présent jugement; déclare mal fondée l'action principale intentée par la demanderesse, ainsi que la demande récursoire dictée par le défendeur Huytens au défendeur Jacob, et condamne lesdits Huytens et veuve de Looz aux dépens de leur demande, etc. »

Le 15 juin 1838, A. P. Huytens a interjeté appel de ce jugement tant contre la veuve du comte de Looz et ses enfants que contre J. B. Jacob. Les conclusions de la partie appelante étaient fondées, la principale, sur ce que l'appelant, ni par sa faute, ni par celle d'aucunes autres personnes des faits desquels il devrait répondre civilement, n'a occasionné l'incendie dont il s'agit; que si le sinistre a été causé par un prétendu vice de construction, tout ce qui résulterait serait de faire disparaître, à charge du fermier, la présomption établie par l'article 1753 du Code civil, mais nullement de rendre le propriétaire responsable du dommage causé au fermier, qui connaissait ce prétendu vice, et avait accepté

l'habitation en cet état; sur ce que, s'il était question d'examiner le montant du dommage causé au fermier de Looz par ledit sinistre, il serait évident que la somme à lui allouée par les premiers juges, pour indemnité des objets incendiés, serait manifestement exagérée; — La conclusion subsidiaire, sur ce que, s'il était vrai que le feu aurait été communiqué aux bâtiments par une poutre qui traversait le manteau de la cheminée, il serait également vrai que l'incendie aurait été causé par l'imprudence dudit Jacob. Les conclusions de la famille de Looz, intimée, étaient fondées sur les motifs des premiers juges, et celles de l'intimé Jacob, sur ce que ledit intimé, simple ouvrier maçon, ne peut être passible d'aucun recours du chef de l'incendie dont il s'agit, attendu qu'il travaillait uniquement d'après les ordres et sous la surveillance immédiats des sieurs Smal et Bihet, architecte et receveur de l'appelant; sur ce que celui-ci a tellement reconnu cette vérité, qu'il a dirigé une action séparée contre ledit Smal; sur ce qu'aucune faute personnelle ne peut être imputée à l'intimé Jacob, puisque, dans son acte d'appel du 13 juin 1838, l'appelant soutient qu'il n'est nullement prouvé que l'incendie aurait pris naissance dans la cheminée de la pièce où travaillaient les ouvriers; sur ce qu'au surplus, la veille de cet incendie, qui a éclaté pendant la nuit, Jacob était absent; d'où il suit qu'il n'y avait pas de termes habiles à le mettre en cause, et qu'ainsi il y a lieu, dans tous les cas possibles, de confirmer à son égard le jugement *à quo*. Il se fondait en outre sur les motifs des premiers juges.

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu de confirmer le jugement dont est appel?

Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant; ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 9 mai 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

—

FAUX SERMENT.

Liège, 11 mai 1840. — Voy. *suprà*, p. 127.

GARDE CHAMPÊTRE. — AGENT DÉPOSITAIRE DE LA FORCE PUBLIQUE. — OUTRAGES.

Un garde champêtre est un agent dépositaire de la force publique (1). (Code pénal, art. 224.)

Le tribunal de Termonde, par jugement du 4 avril 1840, avait statué comme suit :

« Sur le moyen d'incompétence invoqué par le prévenu, foudé sur ce que les propos injurieux, s'ils existaient, ne seraient pas de nature à être punis par la voie correctionnelle, mais seraient seulement justiciables du tribunal de simple police, vu qu'ils ne tombent pas sous l'application de l'art. 224 du Code pénal;

« Attendu que, pour être un agent dépositaire de la force publique, dans le sens de cet article, on doit avoir le droit d'en disposer directement sans l'intervention de personne;

« Attendu qu'un garde champêtre, d'après la disposition finale de l'article 16 du Code d'instruction criminelle, ne peut seul s'assurer de la personne d'un délinquant, puisqu'il doit, pour obtenir mainforte, s'adresser au maire du lieu ou à l'adjoint du maire; que dès lors il devient évident que le législateur lui a refusé le droit de réquisition directe de la force publique, et par suite ne disposant pas de cette force, il n'est pas compris sous la désignation des agents dépositaires de la force publique, dont parle l'article 224 précité; que les motifs qui ont déterminé une pareille mesure sont faciles à saisir; qu'on a craint l'abus auquel un garde champêtre aurait pu se livrer, si pareil pouvoir lui était confié; qu'on a considéré aussi le peu de garanties qu'il aurait offert aux citoyens dans l'exercice de ce pouvoir, on n'a voulu trouver ces garanties que dans des personnes présentant une responsabilité en harmonie avec l'importance des pouvoirs qu'on leur a délégués, et entourées d'une considération particulière qui commandait plus fortement le respect;

« Attendu qu'un garde champêtre ne peut être non plus considéré comme un officier ministériel dans le sens du susdit article, puisqu'il est constant, d'après l'article 209 du Code pénal, que le législateur a établi une distinction formelle entre les

(1) Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 20 octobre 1836 a considéré le garde champêtre comme un officier ministériel. Les agents de police ne sont agents dépositaires de la force pu-

blique que dans les cas prévus par l'article 77 du décret du 18 juin 1811, selon Brux., cass., 3 juillet 1834, Liège, 15 mars 1836. Voy. aussi Brux., 17 déc. 1841 (*Pauc.*, p. 373).

gardes champêtres et les officiers ministériels, distinction d'ailleurs qui se rencontre encore dans d'autres dispositions du même Code, et qui est justifiée par l'acception donnée communément à ce mot, *officier ministériel*; d'où il suit que cette disposition de l'article 224 n'est également pas applicable à l'espèce;

« Attendu que de tout ce qui précède il suit que les outrages par paroles, s'ils existaient, ne rendraient pas le prévenu justiciable du tribunal correctionnel, mais seraient de nature à être poursuivis devant le tribunal de simple police;

« Par ces motifs, le tribunal faisant droit, et statuant en premier ressort, se déclare incompétent, etc. »

Ce jugement a été réformé sur l'appel du ministère public.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est établi à suffisance de droit que le prévenu P. D... s'est rendu coupable d'avoir, le 3 février 1840, adressé des paroles outrageantes au garde champêtre de Vlierzele dans l'exercice de ses fonctions;

Considérant que ce fait est prévu par l'article 224 du Code pénal, puisque les gardes champêtres doivent être considérés comme des agents dépositaires de la force publique;

Qu'en effet ils sont officiers de police judiciaire, spécialement chargés de la police dans les campagnes; qu'aux termes de l'article 5 du décret du 11 juin 1806, ils sont chargés de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, et qu'ils doivent dénoncer aux autorités compétentes tous les délits commis dans leurs territoires respectifs; qu'ils sont agents auxiliaires de la gendarmerie, et peuvent être chargés d'arrêter toute espèce d'individus (articles 3 et 4 du même décret); qu'enfin ils sont armés d'après la loi de leur institution; de tout quoi il suit qu'on ne saurait méconnaître aux gardes champêtres la qualité d'agents de la force publique;

Que c'est à tort que le premier juge a enoncé des termes, *agents dépositaires de la force publique*, dont se sert l'article 224 du Code pénal, que l'application dudit article doit être restreinte aux agents qui ont droit de requérir la force publique ou d'en disposer sans l'intervention de personne; que sans examiner si dans aucun cas les gardes champêtres n'ont le droit de requérir directement mainforte, une interprétation aussi restrictive empêcherait d'atteindre

le but que le législateur s'est proposé;

Qu'il résulte en effet clairement de l'exposé des motifs présenté par Berlier, orateur du gouvernement, au corps législatif, que la disposition de l'article 224, ainsi que toutes celles renfermées dans les deux premiers paragraphes de la section 4, livre III, titre 1^{er}, du Code pénal, ont pour objet de garantir l'exercice libre de l'autorité publique, et qu'à cet effet l'on a voulu assurer le respect aux organes de la loi ou de la justice et à ses divers agents; que si, dans quelques-unes de ces dispositions, on a pris en considération le rang des fonctionnaires lésés pour graduer les peines, il est néanmoins constant que l'outrage dirigé contre le dernier des agents de l'autorité ou de la force publique, lorsqu'il est dans l'exercice de ses fonctions, constitue, dans tous les cas, un manquement à la loi, et compromet, suivant l'expression de Berlier, la paix publique; que c'est à ce titre que le délit devient beaucoup plus grave que s'il était commis envers un simple particulier;

Qu'il ne faut d'ailleurs pas s'attacher au sens grammatical que semble présenter le mot *dépositaire*; que cette expression est employée dans un sens générique dans l'article 224, et comprend non-seulement les agents qui ont droit de requérir la force publique, mais aussi tous ceux qui, revêtus d'un caractère public, en exercent une partie quelconque à quelque titre que ce soit; qu'il est même probable que le législateur a eu surtout en vue ces derniers dans l'article 224, puisque d'un côté on voit Berlier ranger expressément dans la catégorie des agents dont s'occupe ledit article les simples *gendarmes*, lesquels, en général du moins, n'ont également pas le droit de réquisition directe, ce droit étant délégué à leurs officiers et sous-officiers, ainsi qu'on le voit par les articles 156 et 157 de la loi du 28 germinal an vi, et par l'article 3 du décret précité du 11 juin 1806, et que, d'un autre côté, les fonctionnaires, ayant droit de requérir la force publique, et ceux qui la commandent, se trouvent tous ou presque tous protégés soit par la disposition de l'article 222, soit par celle de l'article 223 du même Code pénal;

Considérant que l'article 230 dudit Code, lequel se sert seulement de l'expression, *agent de la force publique*, fournit encore un argument à l'appui de cette interprétation, puisqu'on ne saurait raisonnablement douter qu'il n'ait pour objet, tout comme l'article 224, dans un cas différent, de mettre les mêmes catégories de fonctionnaires

publics à l'abri d'une autre espèce d'attentats, les violences dirigées contre eux dans l'exercice de leurs fonctions;

Considérant, finalement, que l'expression, *dépositaire de la force publique*, puisée dans les lois analogues antérieures, n'a jamais eu le sens restreint que lui donne le premier juge; que la preuve de cette assertion se trouve dans le Code pénal du 25 septembre 1791, 11^e part., titre 1^{er}, section 4, article 1^{er}, où l'expression, *tout dépositaire quelconque de la force publique*, désigne évidemment tous les agents qui composent la force publique, quel que soit leur rang, et quelle que soit l'étendue de leur action;

Par ces motifs, ouï M. Colinez, avocat général, dit pour droit que le tribunal correctionnel de Termonde était compétent, etc.

Du 12 mai 1840. — Cour de Gand. — Ch. des appels correctionnels.

SERVITUDE. — PASSAGE.

Brux., 15 mai 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 102.

CHEMIN PUBLIC. — EMPIÈTEMENT. — ACTION CIVILE.

Une emprise d'environ un arc 50 cent. de terre tenant à un chemin public ne constitue point un empiètement passible de peines, aux termes des lois sur la voirie. Un tel fait ne donne lieu qu'à une action civile.

Du 15 mai 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — CARACTÈRES.

Une dénonciation calomnieuse, pour être punissable, doit être l'œuvre de la mauvaise foi et avoir été dirigée dans un esprit de méchanceté et une intention de nuire (1). (Code pénal, art. 375.)

(1) Voy. Brux., 15 nov. 1822 et 1^{er} juin 1835; Dalloz, t. 9, p. 6; Chauveau, t. 3, p. 307, édit. de 1844 — n^o 3110.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le Code pénal fait une distinction entre le délit de calomnie par imputation et le délit de dénonciation calomnieuse; que si, dans le premier cas, le prévenu, par une exception toute spéciale, doit, pour être absous, rapporter la preuve légale du fait par lui avancé, il n'en est pas de même dans le cas de la dénonciation calomnieuse, dont la preuve ne peut s'établir que selon les règles du droit commun; que l'on conçoit sans peine la cause de cette différence, puisque la dénonciation n'a point le caractère de publicité de l'imputation, et peut même quelquefois être faite dans l'acquit d'un devoir (Code d'instruction criminelle, article 30);

Qu'il suit de ce qui précède qu'une dénonciation, pour être punissable au vu de l'article 375 du Code pénal, doit être l'œuvre de la mauvaise foi et être dirigée dans un esprit de méchanceté et avec une intention de nuire;

Attendu qu'il n'est point suffisamment établi que la dénonciation dont il s'agit ait eu ce caractère;

Par ces motifs, reçoit l'appel, etc.

Du 15 mai 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

SERVITUDE.

Brux., 15 mai 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 87.

CONSTRUCTIONS.

Liège, 16 mai 1840. — Voy. *supra*, p. 128.

REGISTRES PRIVÉS. — FOI. — LIÈGE (PAYS DE). — RENTE.

La foi attribuée par l'ancienne législation du pays de Liège aux registres tenus par les rentiers s'appliquait tout aussi bien aux énonciations relatives aux loyers et fermages qu'à celles relatives aux rentes, puisqu'il est notoire que dix payes de fermage ou loyer affectaient d'hypothèques les biens des preneurs à bail à l'effet de les obliger à renseigner les biens affermés.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'exactitude

du tableau généalogique de la famille Bronekart produit par les appelants n'a pas été contestée;

Attendu qu'il conste des baux produits que dès 1786 cette famille possédait indivisément une maison située rue de la Chatne, à Liège; que les indications des différents baux qui se sont succédé jusqu'en l'an viii de la république, corroborées par celle que l'on trouve dans les registres aux cens et rentes de la mère de l'appelante, et dans celui de M. Fr. Bronckart, sa cousine germaine, ne permettent pas de douter que tous ces baux sont relatifs à cette maison; que les consorts de Debèche, époux de M. A. Bronckart, pour lesquels il dit agir dans les baux par lui consentis, ne fussent Th. Bronckart, épouse Bousmart, sœur de l'épouse de Debèche, et ses deux cousines M. F. et M. G., filles de Oger Bronckart; qu'en effet, on lit dans le registre aux rentes de M. F. Bronckart, veuve Louette, que cette maison restée en commun provient des Bronekart, et qu'elle perçoit le quart du loyer; que, d'autre part, le registre de J. Th. Bronckart, épouse Bousmart, mentionne à son tour la perception par elle d'un autre quart de cette même maison;

Attendu que la foi attribuée par l'ancienne législation du pays aux registres tenus par les rentiers s'appliquait tout aussi bien aux énonciations relatives aux loyers et fermages qu'à celles relatives aux rentes, puisqu'il est notoire que dix payes de fermage ou loyer affectaient d'hypothèque les biens des preneurs à bail, à l'effet de les obliger à renseigner les biens pris à bail;

Attendu que des baux suivis d'exécution sont des actes patents et non équivoques de possession, et qu'on est réputé posséder pour soi et à titre de propriétaire, tant que le contraire n'est pas prouvé;

Qu'il résulte de ce qui précède la preuve suffisante que la maison rue de la Chatne appartenait par part égale aux quatre membres de la famille Bronckart ci-dessus nommés, et qu'ils la possédaient encore en l'an viii;

Attendu, d'autre part, que les baux et les énonciations des registres, rapprochés des renseignements émanés de l'autorité administrative, établissent suffisamment que le terrain revendiqué servait d'emplacement à la maison à laquelle ces diverses pièces ont rapport;

Attendu qu'il est encore établi par les pièces du procès que E. Louette, fille de M. F. Bronckart et de J. Louette, a succédé à sa mère et à sa tante M. B. Bronckart; qu'à

ce titre, elle avait droit à la moitié de la maison en question; que, d'autre part, J. Th. Bronckart, épouse Bousmart, mère de l'appelante, a succédé à cette E. Louette, et qu'elle a recueilli en outre les biens paternels de M. A. Bronckart, épouse Debèche, en vertu notamment de la transaction du 3 janvier 1807, intervenue entre A. M. Coorard, seconde épouse Debèche, et ladite épouse Bousmart, laquelle de cette manière est devenue propriétaire unique de la maison rue de la Chatne;

Attendu que, par son testament public du 8 avril 1824, l'épouse Bousmart a fait entre ses deux enfants, savoir, H. Bousmart, et Ph., épouse Boux, appelante, le partage des biens composant sa succession; que les biens attribués au premier sont énumérés dans le testament, et qu'on n'y trouve pas la maison en question; que le restant de cette succession est attribué à l'épouse Boux; que ce testament a été ratifié par une transaction intervenue entre les deux institués le 8 avril 1828; que, partant, la maison dont il s'agit est tombée exclusivement dans le lot de l'appelante, épouse Boux;

Attendu que ce serait en vain que l'intimé essayerait de prouver qu'il a possédé cette maison pendant un temps suffisant à prescrire; car, outre que cette allégation paraît démentie par les pièces du procès, cette preuve, si elle était fournie, serait irrelevante, puisqu'il résulte de la réponse de l'intimé devant le juge conciliateur que sa possession est précaire et de tolérance;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel à néant; émendant, et sans avoir égard à la conclusion subsidiaire de l'intimé, déclare les appelants bien fondés dans leur revendication d'un terrain, jadis maison portant le n° 271, situé rue de la Chatne, à Liège, etc.; condamne l'intimé à le délaisser et à l'abandonner aux appelants avec restitution des fruits perçus, etc.

Du 16 mai 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

CONSEIL JUDICIAIRE. — NOMINATION ANTICIPÉE.

La crainte de voir retomber une personne dans un état de démence ou d'imbécillité n'est pas une raison suffisante pour qu'on puisse proroger contre elle la nomination d'un conseil judiciaire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des

faits de la cause, et notamment de l'interrogatoire d'Eugénie R..., que celle-ci jouit de l'intégrité de ses facultés intellectuelles; que, depuis trois ans environ, elle ne paraît avoir donné aucun signe de déviance; que la seule crainte de la voir un jour retomber en état d'aliénation mentale ne saurait justifier la mesure exorbitante de la nomination d'un conseil judiciaire;

Attendu, en effet, que les circonstances dont parle l'article 480 du Code civil ne peuvent s'entendre que de la situation actuelle de la personne, situation qui la rendrait jusqu'à certain point incapable de veiller elle-même à ses intérêts; que la possibilité d'une rechute n'a pu être aux yeux du législateur un motif suffisant pour la priver de l'exercice d'une partie de ses droits;

Par ces motifs, dit pour droit qu'il n'y a point lieu à nommer un tel conseil, etc.

Du 18 mai 1840. — Cour de Liège; — 1^{re} Ch.

RENTE.

Brux., 20 mai 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 160.

SAISIE-ARRÊT.

Brux., 20 mai 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 101). — Carré, n° 1495.

ÉTAT CIVIL.

Gand, 22 mai 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1843, p. 85.

CONCORDAT. — LIBÉRATION. — CONVENTION OBLIGATOIRE. — PAYEMENT INTÉGRAL. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Lorsqu'un failli concordataire a pris conventionnellement l'engagement précis et formel de payer l'intégralité ou partie de ses dettes s'il renaît à meilleure fortune, cet engagement est-il obligatoire et engendre-t-il une action en justice, si cette condition vient à se réaliser? (Code de comm., art. 525.) — Rés. aff.

Ce failli, replacé à la tête de sa fortune, pourrait-il opposer comme fin de non-recevoir à l'action dirigée contre lui par

un de ses créanciers, qui a déjà reçu un à-compte, et qui soutient, pour fonder sa demande en paiement du surplus, que la condition de la question précédente s'est réalisée, qu'il y a des créanciers qui n'ont encore rien touché? — Rés. nég.

Pour qu'il n'y eût qu'obligation naturelle, faudrait-il qu'il résultât clairement de la promesse que les créanciers s'en sont entièrement remis à la conscience de leur débiteur? — Rés. aff.

La preuve d'un retour à un meilleur état de fortune pourrait-elle être admise par le juge, sur le fondement de la seule notoriété publique? — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'engagement pris conventionnellement par un failli concordataire de payer l'intégralité ou partie de ses dettes, lorsqu'il sera parvenu à l'état de meilleure fortune, est une convention qui n'est nullement contraire aux lois intéressant l'ordre public et les bonnes mœurs, et qui, réunissant d'ailleurs toutes les conditions requises pour sa validité, doit, comme toute autre convention légalement formée, engendrer une obligation civile, et tenir lieu de loi entre ceux qui l'ont faite (article 1134 du Code civil);

Considérant que si la promesse de la part d'un failli concordataire de payer la totalité de ses dettes, en cas de meilleure fortune, peut parfois ne constituer qu'une obligation purement naturelle, ce ne peut être qu'alors et dans l'hypothèse qu'il résulte clairement des termes de la clause qui contient cette promesse, que les créanciers s'en sont remis, à cet égard, exclusivement à la conscience de leur débiteur, et ont ainsi exprimé qu'ils n'entendaient pas se réserver la garantie de la contrainte légale pour l'exécution de cette promesse;

Considérant que dans l'espèce, et d'après les termes du concordat en question, les créanciers n'ont pas fait la remise définitive des 50 pour cent restant de leurs créances, en se référant au surplus à la conscience de leur débiteur pour les paiements qu'il serait en état de faire à l'avenir, mais au contraire en ont fait l'objet d'une convention précise et formelle, convention qui, pour plusieurs des créanciers, a été la cause déterminante de leur accession au concordat, et ainsi de sa conclusion; que partant les créanciers, loin d'avoir voulu, par cette

convention, éteindre l'obligation primitive de leur débiteur, relativement aux susdits 50 pour cent, ont au contraire entendu la conserver avec tous ses effets civils, tout en consentant néanmoins qu'elle fût modifiée dans le sens qu'au lieu de rester ce qu'elle était, c'est-à-dire pure et exigible, elle serait désormais subordonnée, quant à son exécution, à l'événement de l'état de meilleure fortune de leur débiteur, au point qu'à l'arrivée de cette condition l'action que les créanciers auront intentée *ex integro* de ce chef puisera son efficacité civile, tant dans leurs conventions primitives avec leur débiteur, que dans la convention postérieurement conclue par le concordat, laquelle est à la fois modificative et confirmative des premières ;

Qu'en vain l'on objecte que pareille convention serait contraire à l'essence du concordat ; qu'en effet aucune disposition de loi n'exige, de la part des créanciers, comme condition nécessaire du concordat, la remise définitive d'une partie quelconque de leurs créances, ni plus ni moins que toute autre concession, qu'ils sont libres de faire ou de ne pas faire à leur débiteur, de sorte que celui-ci n'a droit à d'autres facilités ou remises par suite du concordat qu'à celles résultant des stipulations mêmes qui s'y trouvent arrêtées entre lui et ses créanciers ;

Que c'est également sans fondement que l'appelant a argumenté des inconvénients à résulter de cette convention pour en énerver l'efficacité ; qu'indépendamment de ce que les inconvénients que peut offrir l'exécution d'une telle convention ne sauraient suffire pour rendre cette convention inefficace, alors que le débiteur s'y est volontairement soumis, ces inconvénients se réduisent pour le débiteur à pouvoir être contraint à payer ses dettes lorsqu'il le pourra, par le sacrifice d'une partie de la fortune qu'il aura acquise, devoir que la conscience et l'honneur lui imposeraient d'ailleurs indépendamment de toute convention, à telles enseignes que la convention dont il s'agit, loin de s'opposer à la sanction de la loi, mériterait au contraire d'être par elle convertie en condition essentielle de tout concordat comme tendante à prévenir des inconvénients réels et autrement graves, pour les créanciers, pour le commerce en général et pour la morale publique ;

Considérant, quant à la seconde fin de non-recevoir, que si, durant la faillite, le créancier qui a reçu un dividende n'est pas recevable à réclamer rien au delà, tant

et autant que les autres créanciers n'ont pas touché ce même dividende, cette irrécevabilité ne résulte point d'une modification de l'obligation du failli envers ce créancier, mais d'une cause accidentelle en dehors de cette obligation, à savoir, de l'égalité qui doit régner entre les créanciers du moment que saisis par la faillite des biens de leur débiteur commun, ils sont appelés à faire cause commune et à subir le même sort ; d'où suit que dès lors qu'un concordat a fait cesser la faillite et le concours des créanciers, cette irrécevabilité doit cesser avec sa cause, de sorte que le failli, replacé à la tête de ses affaires, ne peut, pas plus que tout autre débiteur ordinaire, invoquer la circonstance qu'il a d'autres créanciers qui n'ont encore rien reçu à-compte de leurs créances, aux fins de paralyser l'action d'un créancier qui aurait touché un à compte, et qui ne demanderait que ce qui lui est encore réellement et légitimement dû.

En ce qui touche le fond :

Considérant que devant le premier juge l'appelant avait dénié formellement le fait servant de fondement à l'action de l'intimé, à savoir, qu'il serait parvenu à l'état de meilleure fortune prévu par le concordat, tandis que de la part de l'intimé cette preuve n'était point subministrée ; que dès lors et dans ces circonstances le premier juge aurait dû admettre l'intimé à cette preuve, conformément à la demande qu'il en avait faite subsidiairement, au lieu de faire droit au fond, en s'étayant mal à propos d'une prétendue notoriété publique, insuffisante pour faire preuve, en tant que par elle-même elle n'offre rien que de vague et d'incertain, et qu'elle ne reposait même sur aucune preuve acquise au procès, mais uniquement sur la science personnelle du juge, et dont par conséquent l'appelant n'avait pas été à même de contester les éléments ;

Par ces motifs, ouï M. le procureur général Ganser en ses conclusions conformes, et sans avoir égard aux fins de non-recevoir opposées par l'appelant contre l'action de l'intimé, infirme le jugement dont appel, en tant qu'il a statué prématurément au fond ; émendant, quant à ce, et avant de faire droit au fond, admet l'intimé à preuve par toutes voies de droit, que l'appelant est parvenu à l'état de meilleure fortune prévu par le concordat... ; réserve les dépens, etc.

Du 22 mai 1840. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

ORDRE. — NOUVEL ACQUÉREUR. —
SUBROGATION.

Lorsqu'après les formalités roulées pour la purge le nouveau propriétaire a ouvert un ordre pour la distribution de son prix, et qu'il rend l'immeuble en cet état, le second acquéreur n'est pas en droit de requérir un nouvel ordre, il ne peut que se faire subroger à celui ouvert par son vendeur. (Code de proc., art. 775 et 779.)

Le 3 juin 1825, l'appelant avait acquis une prairie des époux Vanhulle pour la somme de 5,596 francs. Un ordre avait été ouvert pour la distribution du prix et la purge des hypothèques qui frappaient sur le bien. Le 16 avril 1827, le juge-commissaire arrêta la collocation provisoire.

Cependant, le 7 mars 1837, l'appelant revendit à l'intimé la prairie ci-dessus pour la somme de 6,355 francs. — Le 15 décembre suivant, l'intimé voulut ouvrir un nouvel ordre, requit la nomination d'un juge-commissaire. Une collocation provisoire s'ensuivit à laquelle l'appelant forma opposition; ses motifs étaient que l'intimé n'avait ni qualité, ni intérêt à procéder à un ordre nouveau; qu'il devait attendre l'issue de celui ouvert, ou si les poursuites se faisaient avec négligence, demander à y être subrogé; qu'en effet, aux termes de l'article 2183, le nouveau propriétaire ne peut entamer une purge et provoquer la distribution de son prix d'achat que pour se mettre à l'abri des inscriptions; que les inscriptions existantes devant être rayées par le premier ordre, il n'y avait pas lieu d'en provoquer un second; que deux ordres ne pouvaient exister à la fois; qu'il en résulterait que la même créance serait deux fois colloquée, ce qui répugnait à la raison. L'intimé répondait que l'article 778 du Code de procédure conférait à l'acquéreur sur aliénation volontaire le droit d'ouvrir un ordre lorsque le bien était grevé de plus de trois inscriptions; qu'il n'avait pas qualité pour demander la subrogation dans les poursuites; que l'article 779 du même Code restreignait ce droit aux créanciers inscrits, et que par conséquent on ne pouvait l'étendre à un nouvel acquéreur. Sur ce, et le 7 décembre 1839, intervint un jugement du tribunal d'Auvers qui débouta l'appelant de son opposition. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par acte de vente du 7 mars 1837, passé à Eckeren, de-

vant le notaire Tilleux, l'intimé a acquis de l'appelant les parties de prairies dont s'agit dans l'état où ces biens se trouvaient entre les mains du vendeur, c'est-à-dire grevées d'hypothèques pour lesquelles les créanciers étaient provisoirement colloqués; qu'il résulte des pièces du procès que l'intimé avait connaissance de cette collocation, et qu'il n'appert point que postérieurement aucune inscription aurait été prise sur lesdits biens;

Attendu que, dans cet état de choses, l'intimé pouvait, aux termes de l'art. 779 du Code de procédure, demander à être subrogé au lieu et place de l'appelant, son vendeur, dans la poursuite de l'ordre ouvert par ce dernier; qu'en vain on objecte que ledit article ne confère ce droit qu'aux créanciers inscrits ou au vendeur, puisqu'il dispose en termes généraux et sans faire aucune distinction, qu'en cas de retard ou de négligence dans la poursuite d'ordre la subrogation pourra être demandée; qu'ainsi il suffit d'avoir un intérêt dans la poursuite d'ordre pour être fondé à demander la subrogation;

Attendu que l'intimé a incontestablement intérêt dans cette poursuite d'ordre ouvert par l'appelant;

Attendu, en surplus, que la marche suivie par l'intimé est de nature à nuire à l'appelant, sans rien ajouter aux avantages que ledit intimé peut obtenir par cette subrogation, ce qui donne lieu à l'application de la maxime : *Quod uni prodest et alteri non nocet facile concedendum*;

Par ces motifs, M. l'avocat général de Bavay entendu et de son avis, met le jugement dont il est appel à néant; émettant, met également à néant l'ordre ouvert par l'intimé, lui entier de se faire subroger aux termes de l'article 779 du Code de procédure, dans celui ouvert par l'appelant, etc.

Du 23 mai 1840. — Cour de Bruxelles.
— 1^{re} Ch.

1^o COMPTE COURANT. — PREUVE. — 1.1.
2^{es}. — 2^o SUBROGATION. — 3^o ORDER.
— FRAIS.

1^o *On ne peut imposer à un négociant l'obligation de prouver par des actes notariés des remises résultant d'un compte courant, les livres des négociants faisant foi entre eux.*

2^o *L'article 1251 du Code civil, qui admet la subrogation de plein droit du codébiteur qui a payé la dette commune, ne*

s'étend pas aux créanciers de ce dernier.

5° *Les frais de production dans un ordre ne peuvent être mis à la charge du produisant qu'autant que sa demande en collocation est évidemment inutile et frustratoire.*

Jugement du tribunal de Namur du 22 mai 1859, ainsi conçu :

« Sur l'incident :

« Attendu qu'aux termes de l'article 14 du Code de commerce, la communication des livres ne peut être ordonnée en justice que dans les affaires de succession, communauté, partage de société, et en cas de faillite, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce; qu'au surplus, le demandeur a pu en prendre connaissance à l'amiable, ainsi que cela a eu lieu.

« Au fond, sur le premier moyen :

« Attendu que, d'après le titre III de la loi du 29 décembre 1790, le remboursement des rentes en grains s'effectue au denier 25 de leur produit annuel, suivant les évaluations qui en sont faites, sans que la déduction du cinquième soit prescrite;

« Attendu que, par son ordonnance en date du 17 janvier 1859, le conseil provincial a fixé à 1 fr. 88 cent., par annuité et par mesure, le taux pour le rachat des rentes en épeautre à opérer en 1859;

« Attendu que la rente due à la famille Haut est de 16 mesures; que cette quantité multipliée par 25, nombre des annuités, puis par 1 fr. 88 cent., taux de l'annuité, donne un produit de 752 francs;

« Attendu que pour l'année 1856 l'épeautre a été fractionné à 1 fr. 15 cent. la mesure, cinquième déduit, ce qui pour 16 mesures donne une somme de 18 fr. 40 cent.;

« Attendu que pour 1837 elle a été fractionnée à 1 fr. 28 cent., cinquième déduit, ce qui donne pour les 16 mesures 20 francs 48 cent.;

« Attendu que pour 1858 la fraction a été de 1 fr. 75 cent., cinquième déduit, ce qui pour 16 mesures donne 27 fr. 68 cent., d'où il suit que la collocation faite au profit de ladite veuve Haut et consorts doit être majorée.

« Sur le deuxième moyen :

« Attendu que le demandeur ne se trouve dans aucun des cas de subrogation énumérés dans l'article 1251 du Code civil, qu'il invoque; ce qu'il a aussi paru reconnaître à l'audience, en s'en rapportant de ce chef à la sagesse du tribunal;

« Attendu qu'une inscription peut être

valablement prise pour une hypothèque accordée par un acte authentique pour garantie d'un crédit à ouvrir, et qu'elle peut être opposée aux tiers à dater du jour de l'inscription, quand même les avances auraient été faites postérieurement à cette époque; que les tiers ne peuvent s'en plaindre, puisque, les registres du conservateur étant publics, ils ont pu y trouver tout ce qu'il leur importait de connaître, et que, par suite, ils ne peuvent imputer qu'à eux-mêmes s'ils ont été induits en erreur;

« Attendu, au surplus, que, d'après les pièces produites et notamment trois billets dûment enregistrés, ainsi que par les explications données à l'audience, le défendeur Bourguignon a établi à suffisance de droit qu'il était réellement créancier pour la somme qu'il réclame.

« Sur le quatrième moyen :

« Attendu que les frais de production ne sont que les accessoires de la créance principale; que, si celle-ci ne vient pas en ordre utile pour être colloquée, les frais de production doivent suivre le même sort que la créance elle-même;

« Par ces motifs, etc. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par l'acte notarié du 26 décembre 1835, Bourguignon Noël a ouvert aux époux Namèche, pour le terme de trois ans, un crédit d'une somme de 8,000 fr., laquelle se liquidera entre les contractants par le compte et décompte qu'ils feront entre eux dans le terme desdites trois années, Namèche hypothéquant différents immeubles au remboursement des sommes et valeurs qui forment l'objet du crédit ouvert;

Attendu qu'il est suffisamment prouvé par trois effets enregistrés et par le compte courant de Bourguignon et Namèche, qu'en vertu du crédit obtenu par ce dernier et des versements opérés à son profit, il restait débiteur à Bourguignon, pour solde de compte, au 10 avril 1837, d'une somme de 8,108 fr. 5 cent.;

Attendu que l'on ne peut admettre qu'il y ait eu novation, au moyen des trois effets souscrits par Namèche en 1856; que, ces effets constatant les sommes qu'il aurait reçues de Bourguignon, ce dernier ne saurait être présumé avoir renoncé aux sûretés hypothécaires qu'il s'était ménagées par l'acte du 26 décembre 1835;

Attendu qu'on ne peut imposer à un négociant l'obligation de prouver par des actes

notariés des remises résultant d'un compte courant, ce mode de preuve étant repoussé, et par les usages du commerce et par les dispositions du Code de commerce qui établissent que les livres des négociants font foi entre eux ;

Attendu qu'aucun motif suffisant n'a été allégué par l'appelant pour qu'il y ait lieu d'ordonner la représentation des registres de l'intimé ;

Attendu que l'article 2132 du Code civil constate la validité de l'hypothèque d'une créance conditionnelle ;

Attendu que la condition accomplie a un effet rétroactif qui remonte à l'époque de l'engagement contracté ;

Attendu que l'acte du 26 décembre 1835 contient des obligations réciproques, Bourguignon prenant l'engagement, pendant toute la durée du crédit ouvert à Namèche, de tenir constamment à la disposition de ce dernier les fonds qui lui seraient nécessaires, et Namèche lui assurant le remboursement des sommes reçues par l'hypothèque stipulée ; qu'il résulte de ces conventions un lieu de droit suffisant pour faire admettre une hypothèque efficace ;

Attendu que l'hypothèque résultant d'un crédit ouvert, conforme aux lois et aux besoins du commerce, ne peut jamais porter préjudice aux tiers, qui sont suffisamment avertis par l'inscription ;

Attendu que c'est l'inscription qui fixe le rang des hypothèques ; que celle de Bourguignon lui est acquise à dater de l'époque où elle a été inscrite ; que d'ailleurs, en admettant qu'une hypothèque de cette nature ne peut remonter à une époque antérieure aux versements opérés, l'appelant se trouverait encore primé par l'intimé, qui a fourni toutes les valeurs portées dans son compte courant, avant le 21 juin 1837, date de l'hypothèque de l'appelant ;

Attendu que si l'article 2151 du Code civil admet la subrogation de plein droit du codébiteur qui a payé la dette commune, ce bénéfice ne s'étend pas à ses créanciers ; que l'appelant ne se trouve, du reste, dans aucun des cas qui donnent lieu à cette subrogation ;

Attendu que l'appelant, obéissant à la sommation qui lui a été signifiée, produira ses titres dans le but plus ou moins fondé d'obtenir un rang utile dans l'ordre ; qu'il n'y aurait lieu de laisser ces frais à charge de l'appelant que pour autant qu'il aurait fait une production évidemment inutile et frustratoire ; qu'il est juste de les comprendre dans les frais généraux de l'ordre qui

sont prélevés sur les sommes à distribuer ;

Par ces motifs, met l'appel et ce dont est appel à néant, uniquement en ce que les premiers juges ont condamné l'appelant à supporter les frais de production ; émettant, sur ce point, déclare que les frais de production relatifs à l'appelant seront compris dans les frais généraux d'ordre et prélevés comme tels, et, sans avoir égard aux conclusions subsidiaires de l'appelant ; ordonne, pour le surplus, que le jugement rendu en première instance sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 27 mai 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

PÉREMPTION. — SIGNIFICATION. — DOMAINE. — DELAI (AUGMENTATION).

La demande en péremption est régulièrement signifiée à l'administration des domaines au bureau de son directeur.

L'augmentation du délai de six mois ajouté au délai de trois ans pour la péremption de l'instance n'est accordée qu'aux parties qui ont droit de demander la péremption, et non à celles contre qui la péremption est demandée.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'augmentation du délai de six mois ajoutée au délai de trois ans nécessaire pour la péremption de l'instance n'est accordée par l'article 397 du Code de procédure, lorsqu'il y a lieu à reprise d'instance ou constitution de nouvel avoué, qu'aux parties qui ont droit de demander la péremption ; qu'il n'y a aucun motif pour étendre le bénéfice de cette prorogation aux parties contre lesquelles la péremption est demandée ;

Attendu que le changement d'état résultant du mariage de M. J. Noel avec H. Lespagnard n'ayant pas été notifié à l'administration des domaines, rien ne l'empêchait de continuer ses poursuites ;

Attendu que la demande en péremption, ainsi que le prescrit la loi, a été régulièrement signifiée à l'administration, au bureau de son directeur, à Liège ;

Par ces motifs, déboute l'administration des domaines de son opposition, etc.

Du 27 mai 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

COMPÉTENCE. — FAILLITE. — FRAUDE. —
DOMICILE DU FAILLI.

L'action qui a pour but de faire annuler en vertu de l'article 445 du Code de commerce une vente de marchandises que le syndic soutient avoir été faite en fraude des créanciers, dans les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite, est-elle de la compétence du tribunal du domicile du failli (1). (Code de proc., art. 59, § 7.)
— Rés. aff.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte des termes de l'exploit d'ajournement, pris dans leur ensemble, que l'action a pour but de faire annuler, en vertu de l'article 445 du Code de commerce, une vente de marchandises que le demandeur soutient avoir été faite par le sieur B... en fraude de ses créanciers, dans les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite; qu'il ne s'agit donc point d'une demande contre un débiteur du sieur B..., que le syndic aurait introduite en lieu et place de celui-ci, et ainsi qu'il l'aurait fait lui-même, mais bien d'une demande inhérente à l'état de la faillite, et pour la décision de laquelle il n'est pas douteux que le tribunal du domicile du failli ne soit le juge compétent;

Attendu que le § 7 de l'article 59 du Code de procédure civile est précis à cet égard; qu'il s'applique, tant à l'action intentée par le syndic qu'à celle intentée contre lui, et introduit une dérogation à la maxime du droit commun, *actor sequitur forum rei*, dérogation nécessaire pour atteindre avec plus de facilité, de célérité et d'économie le terme des contestations que la faillite fait naître;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte évidemment que le § 7 de l'article 59 du Code de procédure civile est applicable à l'espèce;

Par ces motifs, M. Van Camp, substitut, entendu en ses conclusions, met l'appellation à néant, etc.

Du 29 mai 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

COMPÉTENCE. — ASSURANCES TERRESTRES.

La connaissance d'une contestation sur un contrat d'assurance contre incendie est-elle de la compétence des tribunaux de commerce (2). (Code de comm., art. 632.)
— Rés. nég.

En serait-il autrement si la société défenderesse comprenait dans ses opérations les assurances maritimes ? — Rés. nég.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le fait d'assurance contre incendie ne se trouve pas rangé parmi ceux que les articles 632 et 633 du Code de commerce réputent actes commerciaux;

Attendu qu'on ne peut argumenter de l'analogie qui existerait entre les assurances terrestres et les assurances maritimes répétées actes de commerce par l'article 633, parce qu'on ne peut admettre l'analogie pour étendre la compétence d'une juridiction d'exception qui ne comprend que ce que la loi a formellement enlevé à la juridiction ordinaire;

Attendu qu'une société n'est commerciale que quand elle a pour objet l'exercice d'actes de commerce, quelle que soit d'ailleurs la forme sous laquelle elle existe;

Attendu qu'il importe peu que la société appelante contracte aussi des assurances maritimes, et que, quant à ces assurances, elle puisse être traitée comme société commerciale, car cette circonstance ne saurait faire que des assurances contre incendie soient des actes de commerce;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que la contestation élevée entre la société appelante et l'intimé, sur l'exécution d'un contrat d'assurance contre incendie, n'est pas de la compétence du tribunal de commerce;

Par ces motifs, entendu M. le substitut Van Camp en son avis, déclare reprise l'instance ci-devant pendante entre la Société de l'union belge, d'une part, et Walavens, intimé, d'autre part; met le jugement dont est appel à néant; émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, dit que

(1) Voy. Boucenne, t. 1^{er}, p. 68, n° 59, édit. belge; Despréaux, *Comp. des trib. de commerce*, n° 629; *Pasicrime belge*, t. 1^{er}, p. 182 et 273, aux notes, et *Brux.*, 2 fév. 1839.

(2) La jurisprudence est fixée sur cette ques-

tion par de nombreux arrêts. Voy. *Brux.*, 1^{er} décembre 1838, 26 mars 1842 et 24 octobre 1845; *Liège*, 31 mars, 4 et 15 juillet 1840 (*Pasicr.*, 1840, p. 212).

le tribunal de commerce est incompétent pour connaître de la demande, etc.

Du 29 mai 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

FAILLITE. — MARCHÉ. — ACTION EN NULLITÉ. — COMPÉTENCE.

L'action en nullité d'un marché intervenu dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite doit être portée, non au tribunal du défendeur, mais à celui du domicile du failli (1). (Code de comm., art. 445; Code de proc. civile, art. 59, § 7.)

Le 11 juillet 1839, le sieur Barenne, tanneur à Tournai, fut déclaré en état de faillite. Le 8 juillet, et ainsi sept jours avant la déclaration de faillite, il avait cédé au sieur Delobel-Bouquillon, tanneur à Courtrai, pour 5,000 francs de cuirs. — Le syndic à la faillite agit devant le tribunal de Tournai en paiement de ces 5,000 francs, et subsidiairement en nullité du marché du 8 juillet, et en rapport des marchandises à la masse créancière. Delobel excipa d'incompétence, soutenant qu'il aurait dû être assigné devant le tribunal de son domicile, d'après le principe *actor sequitur forum rei*, et cela pour une double raison, d'abord parce que l'action intentée était personnelle, en ce qu'elle tendait au paiement d'une somme d'argent, et en second lieu parce que le § 7 de l'article 59 du Code de procédure, qui attribue compétence au juge du failli, ne s'appliquait qu'aux actions intentées contre la faillite, et nullement à celles qu'elle pouvait intenter. On a répondu que l'action du syndic était une action en rapport à la masse créancière de marchandises soustraites; que cette action avait son fondement dans l'état de faillite; qu'elle était puisée dans l'article 445 du Code de commerce; qu'en effet s'il n'y avait pas eu faillite le marché du 8 juillet eût conservé ses effets; que les termes *en matière de faillite* de l'article 59, § 7, du Code de procédure, s'appliquaient aux actions qui y trouvaient leur origine et leur principe; que les Codes répètent presque à chaque chapitre les mots, *en matière civile, correctionnelle ou criminelle*, pour ce qui donna action au civil ou

au criminel, c'est-à-dire ce qui fait naître l'action devant l'une ou l'autre des deux juridictions; que le § 7 de l'article 59 serait inutile, s'il devait être restreint aux actions portées contre la faillite, par le motif qu'étant défenderesse, la faillite devait, aux termes du § 1^{er}, être citée au tribunal de son domicile, etc.

Le déclinatoire fut rejeté par le tribunal de Tournai, et, sur appel, la Cour confirma en ces termes.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des termes de l'exploit d'ajournement, pris dans leur ensemble, que l'action a pour but de faire annuler, en vertu de l'article 445 du Code de commerce, une vente de marchandises que le demandeur soutient avoir été faite par le sieur Barenne, en fraude de ses créanciers, dans les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite; qu'il ne s'agit donc point d'une demande contre un débiteur du sieur Barenne que le syndic aurait introduite au lieu et place de celui-ci, et ainsi qu'il l'aurait fait lui-même, mais bien d'une demande inhérente à l'état de faillite, et pour la décision de laquelle il n'est point douteux que le tribunal du domicile du failli ne soit le juge compétent;

Attendu que le § 7 de l'article 59 du Code de commerce est précis à cet égard; qu'il s'applique, tant à l'action intentée par le syndic qu'à celle intentée contre lui, et introduit une dérogation à la maxime du droit commun *actor sequitur forum rei*, dérogation nécessaire pour attendre avec plus de facilité, de célérité et d'économie, le terme des contestations que la faillite fait naître;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte évidemment que le § 7 de l'article 59 du Code de procédure est applicable à l'espèce;

Parces motifs, M. Van Camp, substitut de M. le procureur général entendu en son avis, met l'appellation à néant, etc.

Du 29 mai 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

PRESCRIPTION. — EFFETS DE COMMERCE. — AFFIRMATION. — FORMULE.

Dans l'hypothèse de l'article 189 du Code

(1) Voy. Brux., 11 avril 1838 et 24 mars 1841 (Pasic., 1842, 2, p. 344, et la note), et en ce sens Pigeau, t. 1^{er}, p. 90, n° 117, de l'édition de 1840; Dal-

loz, t. 15, p. 270; Liège, 12 août 1814 et 3 juin 1825; Paris, cass., 14 avril 1825 et 8 mars 1831.

de commerce, il suffit au prétendu débiteur d'affirmer sous serment qu'il n'est plus redevable des effets dont on lui réclame le paiement, sans qu'on puisse exiger de lui aucune autre formule d'affirmation.

Le sieur Demeulemeester avait fait pratiquer une saisie-arrêt à charge du sieur Weissenbruck en mains de M. Leclercq, avocat, en sa qualité de syndic définitif à la faillite du sieur Vandrillaert jusqu'à concurrence de la somme de 3,329 fr. 82 cent. — Assigné en validité, le sieur Weissenbruck opposa la prescription résultant de l'article 189 du Code de commerce, soutenant au surplus ne pas être redevable de l'import du billet en question. Le sieur Demeulemeester demanda que l'intimé eût à affirmer sous serment que l'import des trois effets de commerce dont s'agit avait été payé par lui, défendeur, au demandeur. Le sieur Weissenbruck déclara accepter le serment dans la forme suivante : qu'il n'était plus rien redevable du chef des effets dont s'agit, et qu'ils ont été payés (articles 189 du Code de commerce, 2275 du Code civil et 120 du Code de procédure).

Sur ce, Jugement du 12 février 1840, par lequel le tribunal de Bruxelles déclara que l'intimé devait passer parmi offre d'affirmation qu'il n'est plus redevable de la moindre des choses du chef des billets dont s'agit au procès, et qu'ils ont été payés.

Appel. — L'appelant soutint que l'intimé devait affirmer sous serment qu'il avait payé l'import des effets dont s'agit.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'à la vérité la prescription établie par l'article 189 du Code de commerce est fondée sur une présomption de paiement, que la loi fait résulter du laps de cinq années depuis les dernières poursuites ; mais que cet article n'admet contre cette présomption légale d'autre moyen de preuve, hors le cas de condamnation ou de reconnaissance de la dette par acte séparé, que la faculté qu'elle accorde au créancier de requérir que le débiteur affirme sous serment qu'il n'est plus redevable ;

Attendu que dès l'instant que le débiteur accepte de faire affirmation telle qu'elle est conçue dans cet article, il satisfait à tout ce que la loi exige de lui pour lui accorder sa libération, et que le juge ne pourrait, sans

s'écarter de cette disposition, lui prescrire une autre formule d'affirmation ;

Par ces motifs, met l'appel à néant, etc.

Du 29 mai 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

1^o FABRIQUES. — BIENS. — RESTITUTION. — DETTES. — 2^o PRESCRIPTION.

1^o Dans les neuf départements réunis les biens des fabriques ont été réunis au domaine de l'Etat. Si, par suite de cette réunion, l'Etat s'était constitué débiteur des dettes par elles contractées antérieurement, et si, par la restitution prononcée par la loi du 7 thermidor an xi, les biens des fabriques leur ont été rendus quittes et libres de toutes charges, cela ne doit s'entendre que des biens des fabriques dont l'Etat avait pris possession de fait, et non de ceux dont les fabriques sont constamment restées en possession. Les mêmes raisons s'appliquent aux biens des cures qui n'ont jamais cessé d'être desservies.

2^o Lorsqu'il n'est demandé que cinq années d'arrérages de rente, le surplus doit être déclaré prescrit alors même que la prescription n'est opposée qu'en instance d'appel.

Jugement de tribunal de Liège, ainsi conçu :

« Attendu que la loi du 15 septembre 1790 a déclaré nationaux tous les biens du clergé, expressions qui, sauf une exception, renfermaient par leur généralité tous les biens ecclésiastiques indistinctement ;

« Que l'article 1^{er} de cette loi avait en effet excepté les biens des fabriques d'église, mais que, la loi du 15 brumaire an ii ayant réuni également au domaine de l'Etat les biens des fabriques, l'exception établie en leur faveur par la loi de 1790 est venue à cesser ; que lorsque postérieurement ou a publié dans les neuf départements réunis, ensuite de l'arrêté du 17 ventôse an vi, la loi du 15 novembre 1790, on a retranché l'exception faite en faveur des fabriques ; qu'en supprimant cette exception, il était sensible que tous les biens des fabriques tombaient nécessairement sous l'exception générique *biens du clergé* ; que, dans cet état des choses, il était absolument inutile, pour frapper les biens des fabriques des églises de la mainmise nationale, de publier

dans lesdits départements la lui du 13 brumaire an 11, puisqu'on s'abstenait de publier l'exception que détruisait la loi de l'an 11; qu'il résulte donc de ce qui précède que, dans les neuf départements réunis à la France, les biens des fabriques ont été déclarés être réunis au domaine de l'Etat;

« Attendu que, par suite de la réunion des biens des fabriques au domaine national, celui-ci s'était constitué débiteur des dettes par elles contractées antérieurement, et si, par la restitution prononcée par la loi du 7 thermidor an xi, les biens des fabriques leur ont été restitués quittes et libres de toutes charges, cela ne peut évidemment s'entendre que des biens des fabriques dont l'Etat avait pris possession de fait, mais que le dégrèvement des charges n'a pu recevoir son application à l'égard des fabriques d'églises qui sont constamment restées en possession et jouissance de leurs biens, et envers lesquelles la loi du 15 novembre 1790 n'a jamais été exécutée; que si, en effet, l'Etat s'était chargé des dettes des fabriques sur lesquelles il avait exercé la mainmise nationale, ce ne pouvait être que par suite du système hypothécaire, d'après la maxime *qui commodum sentit et ipso incommodum sentire debet*; mais qu'il serait déraisonnable de supposer que l'Etat aurait voulu supporter les dettes des fabriques en général, de celles notamment dans l'administration des biens desquelles l'Etat ne s'était pas immiscé;

« Attendu que les mêmes raisons sont applicables aux biens des cures qui n'ont jamais cessé d'être desservies; qu'au surplus, l'arrêté du 17 ventôse an vi a excepté formellement de la réunion au domaine de l'Etat les biens des cures non vacantes ou qui étaient desservies;

« Attendu que dans les neuf départements réunis la plupart des cures et fabriques sont restées en possession de leurs biens; qu'il a été allégué que celle d'Othée n'a jamais été dépossédée, et que cette assertion n'a pas été démentie par aucun des défendeurs;

« Attendu que par acte notarié du 7 mars 1735 le pastoral, le luminare et les pauvres d'Othée ont constitué au profit d'Elisabeth Briffon, représentée par les demandeurs, une seule et même rente de 50 flor. Brabant-Liège, qui était payable sans division; qu'ainsi l'offre faite par le bureau de bienfaisance de payer certaine quotité de ladite rente est insuffisante; que les demandeurs ont déclaré ne point s'opposer à la prescription des arrérages antérieurs aux

cinq dernières années échues avant la demande, mais seulement en ce qui concernait le bureau de bienfaisance, les autres codébiteurs ne l'ayant pas opposé;

« Par ces motifs, le tribunal, sans s'arrêter ni avoir égard aux offres du bureau de bienfaisance, qui sont déclarées insuffisantes, condamne ce dernier, de même que le curé et la fabrique d'Othée, à payer solidairement aux demandeurs la somme de 398 francs 21 centimes, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la fabrique et le curé d'Othée, appelants, ont opposé seulement en instance d'appel la prescription des arrérages de la rente antérieurs aux cinq dernières années échues à l'époque de l'exploit introductif d'instance, et qu'aucune pièce du procès ne prouve que la prescription aurait été interrompue de la manière prescrite par la loi;

Attendu que les intimés ont demandé, conformément à l'article 464 du Code de procédure, que les appelants soient condamnés à leur payer les arrérages échus depuis le jugement, au nombre desquels est nécessairement compris celui du 7 mars 1838, échu entre l'époque où les conclusions ont été prises et le jugement prononcé;

Par ces motifs, et adoptant ceux des premiers juges, déclare prescrits les arrérages échus antérieurement aux cinq dernières années demandées par l'exploit introductif d'instance; ordonne, etc.

Du 30 mai 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

ACTE AUTHENTIQUE.

Bruxelles, 30 mai 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 88.

BANQUEROUTE.

Bruxelles, 2 juin 1840. — Voyez *Pasic.*, 1842, p. 209.

SUCCESSION FUTURE. — PACTE. — ACTION EN RESCISION. — MINEUR. — SUSPENSION.

Tout pacte sur une succession future étant nul aux termes des articles 711 et 1130 du Code civil, lorsque les parties ont

traité en bloc et cumulativement sur une succession échue et sur une succession non ouverte, sans distinguer la valeur de l'une et de l'autre, le vice de la convention est indivisible et doit s'étendre à la totalité de la convention.

Le délai que l'article 1504 du Code civil détermine est suspendu par la minorité de l'héritier du contractant. (Code civil, article 2253.)

M. Haas, en son vivant journalier à Metzert, avait épousé en premier mariage Marguerite Ney; un enfant, nommé Barbe Haas, est né de ce mariage. Du second mariage qu'il avait contracté avec S. Theiltges sont nés A. et N. Haas, parties au procès.

Par acte du 25 mars 1811, Mathias Haas, père commun, a fait donation à sa fille du premier mariage de divers biens immeubles situés au ban de Metzert. L'acte qui a été passé devant le notaire Bosset, à Arlon, et enregistré, énonce que cette donation est faite pour remplir la donataire de ses droits dans la succession de feu sa mère, Marguerite Ney, décédée depuis environ vingt ans, et que ces biens proviennent du partage que fit Marguerite Seyler, veuve de P. Ney, entre elle et ses trois enfants.

L'acte ajoute que le donateur entend aussi que sa fille Barbe soit remplie de ses droits dans la succession future, et de ne pas entrer en partage après sa mort, quant à ce, avec ses autres frères et sœurs consanguins; et, en cas que la donataire ne voulait pas se tenir contente et satisfaite, après la mort du donateur, de la part qu'il lui a assignée dans sa succession, elle sera obligée de faire rapport, en venant en partage avec ses autres enfants, de la moitié des susdits biens, attendu que le donateur pouvait encore jouir pendant sa vie, comme étant marié sous la coutume de Luxembourg, des biens de feu son épouse, et que sans cette condition la présente donation n'aurait pas eu lieu. Haas père est décédé le 27 janvier 1819; sa fille Barbe était décédée en 1814, laissant une fille mineure, nommée Marie Rix. Cette dernière a fait cession, par acte du 14 octobre 1832, passé devant le notaire Schmit, d'Arlon, enregistré, à Pierre Eickhorn, agent d'affaires, de tous les droits successifs mobiliers et immobiliers qui lui appartenaient, dans la succession de sa mère Barbe Haas, et dans celle de ses frère et sœur, M. J. et Marguerite Rix.

Par exploit du 12 février 1833, ledit P. Eickhorn a fait assigner A. et N. Haas de-

vant le tribunal civil d'Arlon, pour se voir condamner à abandonner et laisser suivre au demandeur en pleine propriété les propres de Marguerite Ney, et consistant en plusieurs immeubles situés à Metzert, et rentes.

Par requête signifiée le 12 décembre 1833, M. Rix et son mari C. Reichling intervinrent au procès, et ont conclu, conjointement avec le demandeur Eickhorn, à la nullité de l'acte du 25 avril 1811. Les défendeurs ont répondu que par ledit acte du 25 avril 1811, qu'ils qualifient d'acte de partage en forme de donation, il avait été assigné à Barbe Haas divers immeubles dont elle s'était mise en possession pour la remplir de ses droits dans la succession de sa mère défunte et dans celle de son père.

Le tribunal civil d'Arlon a rendu, le 26 décembre 1833, le jugement suivant :

« Le tribunal reçoit intervenant en cause M. Rix et son mari Ch. Reichling, les déclare non fondés dans leurs conclusions et les condamne aux frais de leur intervention; donne acte que le demandeur originaire a prêté le serment à lui déféré par les défendeurs; que par l'acte du 14 octobre 1832, passé devant le notaire Schmit, d'Arlon, il avait acquis pour son propre compte les droits successifs à lui cédés par la demanderesse en intervention; mais que le prix réel n'avait été que 800 francs et non de 600 florins, comme porte l'acte; condamne le défendeur aux frais de l'incident; déclare le demandeur originaire non recevable dans son action, et le condamne aux dépens. »

Eickhorn et les époux Reichling ont interjeté appel de ce jugement par exploit du 28 juillet 1836.

Devant la Cour, les parties ont pris les conclusions suivantes :

L'appelant, à ce qu'il plaise à la Cour mettre l'appellation et ce dont est appel à néant; émendant, condamner les intimés 1° à abandonner et laisser suivre aux appelants la pleine propriété des propres de Marguerite Ney, désignés au jugement dont est appel, ainsi que la pleine propriété de la moitié des acquêts faits durant le mariage de Marguerite Ney avec M. Haas, également désignés audit jugement, avec la restitution des fruits perçus depuis le 27 janvier 1819; 2° à procéder avec les appelants au partage et licitation de la succession délaissée par ledit M. Haas, renvoyer les parties devant un notaire à l'effet de procéder aux opérations dudit partage conformément à la loi, condamner les intimés aux dépens des deux instances, ordonner la restitution de l'amende.

Les intimés ont conclu à la confirmation du jugement, et subsidiairement à ce qu'il plût à la Cour ordonner à la partie appelante de restituer en nature, avant tout partage, les biens immeubles abandonnés par l'acte du 5 avril 1811, qui ont été aliénés, avec les fruits perçus depuis la passation dudit acte; faute de quoi, déclarer la partie appelante non recevable, et la condamner aux dépens; plus subsidiairement encore, déclarer la partie intimée non passible des fruits perçus, attendu sa possession de bonne foi.

Sur ces conclusions, la Cour a rendu, le 4 juillet 1837, l'arrêt suivant :

« Attendu que les intimés ont allégué que M. Rix aurait volontairement exécuté l'acte du 25 avril 1811 en aliénant notamment tout ou partie des immeubles dont l'auteur commun lui avait transféré la propriété par ledit acte ;

« Attendu que ce fait est dénié par les appelants; que néanmoins, s'il était établi, il pourrait emporter renonciation aux moyens de nullité que M. Rix et son cessionnaire invoquent aujourd'hui ;

« Par ces motifs, la Cour, avant faire droit, ordonne aux intimés de prouver que, depuis sa majorité, M. Rix a volontairement exécuté l'acte du 25 avril 1811, soit en aliénant des immeubles repris audit acte, autres que les propres de sa mère, soit de toute autre manière, tous droits des parties saufs et dépens réservés. »

Les intimés n'ont fait aucune diligence pour satisfaire aux prescriptions de cet arrêt. L'appelant en a pris expédition, et l'a fait signifier par acte d'avoué du 2 mars 1840. La cause fut ensuite fixée pour plaider au fond.

Les conclusions des appelants étaient fondées sur les motifs suivants :

Sur ce que, par acte notarié du 25 avril 1811, M. Haas avait abandonné divers immeubles à sa fille Barbe Haas, épouse Rix, pour la remplir de ses prétentions dans la succession de sa mère défunte, et de ses droits dans la succession future de son père; que M. Haas est décédé le 27 janvier 1819, laissant deux enfants (les intimés) d'un second mariage; que Barbe Haas, enfant du premier lit, était morte dès le 26 janvier 1814, laissant une fille mineure, M. Rix, et qui, depuis, a épousé Reichling; que, par acte du 24 octobre 1832, cette dernière a fait cession à Eickhorn de tous ses droits successifs dans la succession paternelle et maternelle; qu'en vertu de cet acte, et par exploit du 12 février 1833, Eickhorn a fait assigner les enfants du second lit de M. Haas

en délaissement des biens de sa première épouse, en partage de la succession dudit M. Haas, avec restitution des fruits perçus depuis son décès; que les époux Reichling, étant ensuite intervenus à la cause, ont conclu, conjointement avec Eickhorn, à la nullité de l'acte du 25 avril 1811 ;

Sur ce que cette nullité résulte en premier lieu de ce que M. Haas a été le tuteur légal de B. Haas; qu'à ce titre, il lui devait compte de la succession de sa mère, échue pendant sa minorité; que, ce compte n'ayant pas été rendu lorsque l'acte de 1811 a vu le jour, cet acte a été nul sous ce rapport, aux termes de l'article 472 du Code civil ;

Sur ce que ce même acte contenait un traité sur la succession future de M. Haas; que les articles 791 et 1150 dudit Code annulent tout pacte de ce genre comme contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public; sur ce qu'il est de principe que la convention faite sur deux successions dont l'une n'est pas ouverte est nulle, même à l'égard de la succession échue, lorsque les parties ont traité en bloc, et sous la stipulation d'un seul et unique prix; que, dans l'espèce, le prix de la convention souscrite par B. Haas a consisté dans l'abandon fait par son père de quelques biens qui étaient propres à sa défunte épouse, et de quelques autres qui appartenaient en tout ou en partie à M. Haas; que, cet abandon ayant été fait en bloc, sans qu'il soit possible de déterminer quelle valeur les parties ont donnée à la succession future du père, il est vrai de dire qu'il y a eu traité commutatif pour un seul et même prix, et, partant, indivisibilité absolue; qu'ainsi la convention de 1811 tombe dans toutes ses parties sous l'application des textes qui prohibent les pactes sur successions non ouvertes; sur ce que l'action en nullité de cette convention n'était pas de nature à pouvoir se prescrire par le délai de dix ans déterminé par l'article 1304 du Code civil; qu'à tort le premier juge a pensé que si la prescription n'avait pu courir durant la vie de M. Haas, elle avait pu courir à partir de son décès; qu'il résulte du texte même de l'article 1304, et de l'exposé de ses motifs, que cet article n'a de portée qu'autant qu'il s'agit d'un acte annulable ou rescindable, à raison d'un vice de nature à se purger par la ratification expresse ou tacite; que, par suite, cette disposition est inapplicable aux nullités absolues ou d'ordre public, lesquelles vicient l'acte dans son essence et le font réputer n'avoir jamais existé; que s'il est vrai que, depuis le décès de M. Haas, le

traité dont il s'agit serait devenu légalement possible, tout ce qu'il y a à conclure de là, c'est qu'à partir de ladite époque, on aurait pu faire une convention nouvelle; mais que le traité primitif n'en est pas moins resté comme non avenu, et insusceptible, par conséquent, d'acquiescer effet, soit par la ratification, soit par le laps de temps; sur ce qu'au surplus, si la prescription avait pu prendre cours, elle eût été paralysée par la minorité de l'épouse Reichling, intimée, qui n'a atteint sa majorité qu'en 1850;

Qu'il importe peu que l'acte du 25 avril 1811 soit émané d'une personne majeure, et que l'article 1504 du Code civil ne s'explique pas formellement sur le point de savoir si le délai qu'il détermine est suspendu par la minorité de l'héritier du contractant; que son silence à cet égard doit être suppléé par la disposition générale de l'article 2252, suivant laquelle la prescription ne court pas contre les mineurs, sauf les cas exceptés par la loi; qu'une telle exception ne se trouvant pas dans l'article 1504 du Code civil, étant même incompatible avec son esprit, il s'ensuit que les héritiers mineurs restent sous la prohibition de la règle générale;

Sur ce que l'exception de prescription ne serait pas recevable, à supposer qu'elle fût fondée; qu'en effet, les intimés avaient déclaré, devant le bureau de conciliation, qu'ils n'étaient pas d'intention de contester les droits de l'épouse Reichling aux successions de ses auteurs, si, après examen et vérification faite de leurs titres, elle n'était pas satisfaite; qu'il est évident que cette déclaration a emporté, de la part des intimés, renonciation expresse à tous moyens de prescription;

Sur ce que les intimés n'ont pas rapporté la preuve, à eux imposée par l'interlocutoire du 4 juillet 1839, que l'épouse Reichling avait depuis sa majorité aliéné des biens repris à l'acte du 25 avril 1811. L'avoué des intimés a refusé de conclure.

La Cour, après délibéré, a prononcé, le 5 juin 1840, l'arrêt suivant :

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu d'annuler la convention passée entre Mathias Haas et sa fille Barbe, par acte notarié du 25 avril 1811, d'ordonner l'abandon aux appelants de la succession maternelle de Barbe Haas et le partage de la succession de Mathieu Haas? 2^e. Les appelants sont-ils fondés à

réclamer les fruits perçus depuis le décès de M. Haas?

Attendu que l'acte notarié du 25 avril 1811 contient l'abandon par M. Haas, en faveur de sa fille, de plusieurs immeubles, pour lui tenir lieu, tant de la succession de sa mère, décédée, que de sa part éventuelle dans la succession future de son épouse;

Attendu que tout pacte sur une succession future est nul, aux termes des articles 711 et 1150 du Code civil;

Attendu que les parties ayant traité en bloc et cumulativement sur une succession échue et sur une succession non ouverte, sans distinguer la valeur de l'une et de l'autre, le vice de la convention est indivisible et doit s'étendre à la totalité de la convention;

Attendu que l'action en nullité n'a été ouverte qu'à l'ouverture de la succession de M. Haas, par son décès arrivé le 27 janvier 1819;

Attendu que Barbe Haas, représentée par les appelants, est décédée le 26 janvier 1814, laissant une fille mineure, Marie Rix qui depuis a épousé Reichling;

Attendu que, d'après l'article 1504 du Code civil, les appelants avaient dix ans pour demander la nullité de l'acte du 25 avril 1811;

Attendu que Marie Rix n'a atteint la majorité qu'en 1850, et que la prescription, selon l'article 2252 du Code civil, ayant été suspendue pendant sa minorité, cette prescription n'a jamais été accomplie, sa demande en partage ayant été formée dès le 12 février 1853;

Attendu que les intimés, admis, par arrêt interlocutoire du 4 juillet dernier, à prouver l'exécution volontaire de l'acte du 25 avril 1811 par Marie Rix depuis sa majorité, n'ont pas administré cette preuve;

Attendu, en ce qui concerne les fruits perçus, que les intimés, les ayant perçus de bonne foi, en vertu d'un titre dont ils ignoraient les vices, ne peuvent être tenus à les restituer qu'à dater de la demeure judiciaire;

Donne défaut, et pour le profit met l'appellation et ce dont est appel à néant; émettant, condamne les intimés à abandonner aux appelants la pleine propriété des propres, etc.

Du 3 juin 1840. — Cour de Liège. — 5^e Ch.

DÉLIT SUCCESSIF.— DÉPÔT D'IMMONDICES.

Le fait de l'établissement d'un dépôt d'immondices constitue véritablement un délit successif, qui se renouvelle chaque fois qu'on y conduit des immondices; la prescription de trois ans, applicable aux contraventions qui n'ont pas été poursuivies dans le délai prescrit, ne s'étend pas à celles dont la répression a été provoquée en temps opportun.

Le 6 mars 1840, le tribunal correctionnel de Namur a rendu le jugement suivant :

« Attendu que le tas d'immondices qui a donné lieu aux poursuites ne pouvait être établi sans l'autorisation préalable de l'administration locale ;

« Attendu, toutefois, qu'il existe depuis neuf à dix ans; que le délit a consisté dans l'établissement même du dépôt, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 janvier 1824, et qu'il n'est pas un délit successif qui se renouvelle chaque fois qu'on y conduit des immondices; que, dès lors, l'action publique est prescrite aux termes de l'article 638 du Code d'instruction criminelle ;

« Le tribunal renvoie Louis Briard des poursuites dirigées contre lui; réserve à la commune toute action en dommages-intérêts et autres si elle s'y croit fondée. » — Appel par le ministère public.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que si le prévenu est à l'abri de toutes poursuites pour les contraventions résultant du dépôt d'immondices qu'il a établi, lorsque ces contraventions remontent à plus de trois ans, il ne peut participer au même bénéfice pour les contraventions de cette nature commises postérieurement; que le dépôt dont il s'agit, se perpétuant et se renouvelant habituellement, constitue véritablement un délit successif, et que la prescription de trois ans, applicable aux contraventions qui n'ont pas été poursuivies dans le délai prescrit, ne saurait s'étendre à celles dont la répression a été provoquée en temps opportun ;

Attendu que le prévenu ne comparait pas ni avoué pour lui, quoique dûment assigné ;

Vu les articles 3 de l'arrêté royal du 31 janvier 1824, 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, et 194 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçus :

« Arrêté du 31 janvier 1824, article 3. —
« Les établissements suivants ne pourront
« être érigés ou changés qu'après l'autori-

« sation préalable des administrations locales, savoir... : réceptacles ou tas d'immondices, de boues, de limon, de poudrette, cloaques, triperies, etc. »

« Loi du 6 mars 1818, article 1^{er}. — Les
« infractions aux dispositions arrêtées par
« les mesures générales ou règlements d'administration intérieure de l'Etat mentionnées dans l'article 73 de la loi fondamentale, à l'égard desquelles les lois n'ont point déterminé ou ne détermineront pas dans la suite des peines particulières, seront punies par les tribunaux d'après la nature de l'objet, la gravité de l'infraction et les circonstances qui l'auront accompagnée, d'une amende qui ne pourra excéder 100 florins, ni être moindre de 10 florins. »

Par ces motifs, donne défaut, et, pour le profit, met l'appel et ce dont est appel à néant; émendant, condamne le prévenu à une amende de 22 florins, et aux frais des deux instances, etc.

Du 5 juin 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

EXPLOIT.

Liège, 6 juin 1840. — Voy. rej., 8 juillet 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 301).

MINES. — PARTAGE.

Liège, 6 juin 1840. — Voy. rej., 8 juillet 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 335).

RENTE. — RECONNAISSANCES. — TITRE PRIMORDIAL. — COMMUNE.

Lorsqu'une commune a reconnu à différentes reprises dans son budget la déduction d'une rente, et que l'une de ces reconnaissances a plus de trente ans de date, et qu'en outre elle a payé exactement cette rente, dans ce cas, le créancier, aux termes de l'article 1537 du Code civil, peut être dispensé de reproduire le titre primordial de la rente.

Robert de Selys, propriétaire et bourgeois de Xhoris, se prétendant créancier d'une rente de 135 francs 71 centimes, reprise dans les budgets de la commune depuis 1803 inclus 1837, et dans le tableau

des dettes de ladite commune dressé en exécution de l'art. 7 de l'arrêté des 1^{er} novembre 1814 et 12 janvier 1816, fit assigner la commune à passer titre nouvel de cette rente, dont les arrérages lui étaient payés, et, par jugement rendu par défaut le 9 mars 1837, la commune fut condamnée à passer ce titre nouvel, et il fut déclaré qu'à défaut de ce faire, le jugement en tiendrait lieu; la commune fut en outre condamnée aux dépens, qu'elle paya. Cependant, par acte extrajudiciaire du 9 novembre suivant, la commune fit former opposition à ce jugement, qu'elle fit réitérer par requête signée de son avoué le 14 du même mois: elle prétendit que de Selys était sans titre justificatif de la rente réclamée, que les budgets et le tableau des dettes de la commune ne pouvaient en tenir lieu; que si on pouvait les considérer comme des actes récongnitifs, ils ne dispensaient point de la représentation du titre primordial, puisque de Selys ne pouvait invoquer les exceptions consignées dans l'article 1337 du Code civil. Par jugement du 23 mai 1838, le tribunal de Huy débouta la commune de son opposition au jugement par défaut de 9 mars 1837, et condamna la commune aux dépens. Ce jugement fut motivé sur ce que, si le demandeur ne reproduisait pas le titre constitutif de la rente réclamée, il résultait des budgets de la commune, et spécialement de celui de l'an xiii, correspondant à 1805, qu'elle reconnaissait déjà à cette époque l'existence de la dette pour laquelle le titre nouvel était demandé; qu'une certaine somme y était allouée pour le paiement des arrérages; que cette reconnaissance formelle résultait encore du budget de 1806, où la rente due à de Selys se trouvait portée avec cette observation: « Deux des capitaux dus par la commune, l'un à de Selys-Fanson, l'autre au sieur S. S. Cox de Xhoris, résultent d'anciennes rentes créées sous l'ancien gouvernement, approuvées et consenties par le souverain existant alors; que dans le même budget le conseil municipal y propose en même temps de vendre certains immeubles qu'il désigne pour pouvoir rembourser les dettes de la commune. » Que ces mêmes rentes se trouvent encore reprises au budget de 1807, ainsi qu'au budget de 1816, pour l'exercice de 1817, donc antérieurement à l'état des dettes dressé d'office le 11 novembre 1817 par un commissaire délégué, état que les conseillers municipaux n'ont, à la vérité, pas signé, mais toutefois sans motif de refus; que postérieurement la rente en question a été exactement

servie jusqu'en 1837, sans opposition ni observation de la part de la commune, et ensuite des allocations faites aux budgets; que ce fut seulement le 9 octobre 1837 qu'il émana de la commune une pièce, c'est-à-dire l'opposition sur laquelle le tribunal a à statuer; d'où il résulte qu'elle entend contester la déduction de la rente dont il s'agit; que ces diverses reconnaissances faites par la commune de devoir cette rente remontaient à 1805, donc à une époque antérieure de plus de trente ans à la signification de l'opposition faite le 9 octobre 1837; qu'aux termes de la disposition finale de l'art. 1337 du Code civil, le créancier pouvait être dispensé de produire le titre primordial lorsqu'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, et dont l'une avait trente années de date; que ces diverses circonstances se présentaient dans la cause, qu'ainsi c'était le cas de faire application de la disposition de cet article.

Par exploit du 24 novembre suivant, la commune a appelé de ce jugement: elle a soutenu qu'il lui incombait grief en fait et en droit; qu'en fait il n'y avait réellement aucune reconnaissance de la rente dans les budgets, où elle n'était mentionnée ni par sa nature, ni par son capital, ni par le montant annuel de ses intérêts, ni par son titre; que ces budgets ne pouvaient donc être envisagés comme des titres récongnitifs de la rente; qu'en les supposant tels, et que l'un d'eux remontât à trente années, encore manqueraient-il au créancier la possession de la rente pendant le même espace de temps; qu'ainsi, et en tout point, l'article 1337 était inapplicable. Dès le 26 juin 1839, un arrêt ordonna à la commune de se faire autoriser pour suivre son appel, autorisation qu'elle produisit dans le mois d'octobre suivant. Robert de Selys père étant décédé peu de jours après, les intimés reprirent l'instance par requête du 10 décembre, et il en fut donné acte par arrêt du 11; enfin, le 29 avril dernier, les intimés firent signifier leur réponse aux griefs.

AA&T.

LA COUR; — Y a-t-il lieu de confirmer le jugement dont est appel?

Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 6 juin 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

—

DIVORCE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Un jugement par défaut prononçant le divorce n'est point susceptible d'opposition.

Par jugement du 16 décembre 1831, la dame Monu avait obtenu contre son mari la séparation de corps. Après l'expiration du délai de trois ans, son mari, voulant user du droit que l'article 263 du Code civil lui accorde, assigna ladite Monu à l'effet de voir décréter le divorce.

Un jugement par défaut du 12 janvier 1838 prononça le divorce, et ce jugement fut signifié le 26 février suivant.

Le 28 juin même année, le greffier du tribunal délivra un certificat constatant qu'il n'y avait point de recours exercé contre ce jugement. En conséquence, le sieur Jausens assigna la dame Monu devant l'officier de l'état civil pour le 16 juillet, à l'effet d'entendre prononcer le divorce.

Cette dame ne comparut pas. L'officier de l'état civil se refusa à passer outre, par le motif que le jugement du 12 janvier 1838 était, selon lui, périmé à défaut d'exécution dans le délai de six mois à dater de son obtention.

L'officier de l'état civil ayant été assigné d'urgence, il intervint, le 21 juillet, un jugement qui le déclara sans qualité pour former opposition à la prononciation du divorce.

Le même jour, la dame Monu forma elle-même opposition à la prononciation du divorce, et, le 11 août 1838, le tribunal civil d'Anvers admit l'opposition, déclara pour droit que l'officier de l'état civil s'abstenait de prononcer le divorce, et condamna le demandeur aux dépens.

Sur l'appel relevé de ce jugement, la Cour de Bruxelles le confirma par arrêt du 10 juillet 1839.

Jausens se pourvut en cassation contre cet arrêt, et la Cour de cassation statua sur son pourvoi par un arrêt du 29 février 1840, en ces termes :

« Qu'il M. le conseiller Lefebvre, en son rapport et sur les conclusions de M. Decuyper, avocat général ;

« Vu les articles 156 et 881 du Code de procédure civile, 263, 264, 265 et 266 du Code civil ;

« Attendu que la procédure, en matière de divorce, fait l'objet d'une législation spéciale qui a été réglée par le Code civil, et expressément maintenue par l'article 881 du Code de procédure ; qu'ainsi les dispo-

sitions de ce dernier Code n'y sont pas applicables lorsqu'elles ne peuvent pas se concilier avec l'économie de cette législation spéciale ;

« Que telle est la disposition de l'article 156 dudit Code, portant : « Tous jugements » par défaut contre une partie qui n'a pas » constitué d'avoué seront signifiés par un » huissier commis, soit par le tribunal, » soit par le juge du domicile du défaillant » que le tribunal aura désigné ; ils seront » exécutés dans les six mois de leur obtention, sinon seront réputés non avenus » ;

« Qu'en effet, le législateur, pour empêcher les abus qui se commettaient autrefois au moyen des jugements rendus par défaut contre parties, a accordé, par cette disposition nouvelle, un temps indéterminé pour former opposition aux jugements de cette espèce, en burnant en même temps leur existence à six mois si on négligeait de les exécuter, et a aussi obligé le demandeur d'en poursuivre l'exécution dans le délai pendant lequel le recours est encore ouvert à la partie condamnée, tandis qu'il résulte des articles 263, 264, 265 et 266 du Code civil, dont les dispositions sont générales, et s'appliquent par conséquent aussi aux jugements par défaut contre parties, que les jugements de cette espèce, en matière de divorce, ne sont pas susceptibles d'opposition, mais d'appel seulement endéans les trois mois de leur signification ; que, pendant ce délai, leur exécution est expressément défendue ; qu'elle ne peut être poursuivie que lorsqu'il n'y a plus aucun recours ouvert à la partie condamnée, et que le jugement est passé en force de chose jugée ; disposition qui a pour but d'éviter de graves inconvénients que cette exécution pourrait entraîner si le jugement venait ensuite à être réformé ;

« Qu'endin les jugements sont périmés lorsque l'époux demandeur a laissé passer deux mois après l'expiration des délais d'appel, sans faire prononcer le divorce par l'officier de l'état civil ;

« Que la généralité des termes dans lesquels ces articles sont conçus ne permet pas non plus de douter qu'ils ne soient applicables à tous les jugements de divorce, quelles que soient les causes sur lesquelles ils sont fondés, par conséquent aussi aux demandes en divorce basées sur l'article 310 du Code civil, et qu'il n'y a d'exception à faire que pour le divorce par consentement mutuel, pour lequel le Code civil a établi une procédure distincte, à cause de la nature toute particulière de ce divorce ;

« Que de tout ce qui précède il résulte que l'article 136 du Code de procédure a été faussement appliqué à l'espèce, et que, par suite, les articles 263 et suivants du Code civil, ci-dessus cités, ont été violés ;

« Par ces motifs, casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Bruxelles le 10 juillet 1839, renvoie la cause devant la Cour d'appel de Liège. »

Le sieur Janssens fit signifier cet arrêt, par exploit du 18 mars 1840, à la dame Monu, avec assignation devant la Cour d'appel de Liège.

A l'audience à laquelle la cause fut appelée, Janssens conclut à ce que l'intimée fût déclarée non recevable dans son opposition, ordonner qu'il serait passé outre au divorce ; conclusions qu'il a fondées sur les motifs de l'arrêt de cassation ci-dessus transcrits.

L'intimée ne constitua point d'avoué.

AARÊT.

LA COUR ; — Y a-t-il lieu de réformer le jugement à quo, de déclarer l'intimée non recevable dans son opposition, et d'ordonner qu'il sera passé outre à la prononciation du divorce ?

Attendu que la procédure, en matière de divorce, est soumise à des règles spéciales tracées par le Code civil et expressément maintenues par le Code de procédure ; qu'en effet, le législateur, après avoir statué, à l'article 879 de ce dernier Code, que les demandes en séparation de corps seraient instruites dans la forme ordinaire, ajoute, à l'article 881, qu'à l'égard du divorce il sera procédé comme il est prescrit au Code civil ;

Attendu que les articles 263, 264, 265 et 266 du Code civil placent sur la même ligne les jugements contradictoires et les jugements par défaut ; que les uns et les autres sont soumis aux mêmes recours, et doivent, à peine de déchéance, être exécutés dans le délai de deux mois à partir du jour où ils sont devenus inattaquables ; que dès lors la partie qui s'est conformée à ces dispositions et a agi dans le délai qu'elles prescrivent n'est point frappée de la déchéance prononcée par l'article 136 du Code de procédure, applicable aux matières ordinaires et non à celles pour lesquelles la loi a eu soin d'établir une procédure toute exceptionnelle ;

Que l'article 136 peut d'autant moins être invoqué dans l'espèce, qu'il se lie intime-

ment à l'article 158, qui déclare susceptibles d'opposition jusqu'à leur exécution les jugements par défaut rendus contre partie ; que ce recours est virtuellement pros crit par l'article 263 du Code civil, et que d'ail leurs les articles 136 et 138 sont l'un et l'autre inconciliables avec l'économie de la procédure en matière de divorce ;

Attendu, enfin, que l'on conçoit parfaitement qu'en cette matière le législateur n'ait point rappelé la disposition de l'article 136, parce qu'après l'accomplissement des formalités prescrites, on ne saurait supposer que la religion du magistrat ait pu être surprise ;

Par ces motifs, et attendu que l'intimée, quoique dûment assignée, n'a point comparu ni avoué pour elle, et statuant par suite du renvoi fait par la cour de cassation en son arrêt du 20 février 1840, donne défaut contre l'intimée, et, pour le profit, met l'appellation et ce dont est appel à néant ; émettant, déclare l'intimée non recevable dans son opposition, ordonne qu'il sera passé outre à la prononciation du divorce autorisé par jugement du 12 janvier 1838...

Du 10 juin 1840. — Cour de Liège. — Ch. réunies.

—

1^o PROPRIÉTÉ. — SAISINE. — COÛTUME DE NAMUR. — 2^o PRESCRIPTION. — JUSTE TITRE. — SUBROGATION.

1^o *Sous la coutume de Namur, la saisine d'un immeuble qui n'aurait pas été purgée dans le délai légal de deux ans en transférerait la propriété incommutable au saisissant.* (Coutume de Namur, art. 11.)

2^o *Qu'entend-on par un juste titre habile à engendrer la prescription de dix ans ?*

Par acte notarié en date du 24 mai 1774, le chapitre d'Andennes, dûment autorisé, reçut de François-Joseph et de Marie-Thérèse Berton, frère et sœur, une somme de 3,000 florins Brabant, et constitua en leur faveur une dette annuelle et perpétuelle de 90 florins, hypothéquée sur la généralité des biens du chapitre.

Cet acte renferme les clauses ordinaires en matière de constitution de rentes au pays de Namur, et notamment que, faute de paiement de ladite rente pour une ou plusieurs années, les créanciers pourront se retrahir aux biens transportés sans division ni discussion, selon les loix et usages du pays ; enfin que, pour réaliser par condam-

nation volontaire, sont constitués et commis tous porteurs du contrat.

En vendémiaire an vi, le chapitre d'Andennes étant en retard de payer un canon échu de la rente, le sieur Defoux comparut, comme porteur de l'acte, devant le tribunal du département de Sambre-et-Meuse, pour le faire rendre exécutoire, suivant le mode connu alors sous le nom de condamnation volontaire, ce qui eut lieu par jugement du 24 vendémiaire an vi.

En vertu de cet acte exécutoire, les demoiselles Berton pratiquèrent une saisine à charge du chapitre par exploit du 14 brumaire suivant, sur une prairie située dans la commune d'Andennes; elles se mirent en possession de cette prairie en conformité des lois de l'époque, et en jouirent tant par elles-mêmes que par leurs successeurs, les membres de la famille Massart, jusqu'en 1818, sans le moindre trouble ni contestation; ainsi pendant plus de vingt ans.

A cette époque, et par acte notarié du 9 avril 1818, Mathieu-Joseph Massart, héritier des demoiselles Berton, agissant par un mandataire, déclara subroger « Gilles-Augustin-Joseph Bribosia, curé primaire, domicilié et demeurant à Andennes, ici présent et acceptant, dans tous les lieux, droits, places, degrés, noms, actions, raisons et privilèges dudit Massart résultant de la saisie faite par le sieur Maréchal, alors huissier au tribunal civil de Namur, le 14 brumaire an vi, enregistré audit Namur le lendemain, ensuite d'une condamnation volontaire rendue par le tribunal civil le 24 vendémiaire précédent sur le ci-devant chapitre d'Andennes et Namur, d'une prairie nommée la prairie des Dames.

« Ledit Bribosia, curé, en faisant l'acquisition des droits dudit Massart, promet et s'oblige à les céder comme il vient de les acquérir à la fabrique de l'église d'Andennes, dès l'instant que celle-ci sera à même de lui restituer la somme de 5.892 francs 17 centimes qu'il a payée pour ladite acquisition au constitué de Massart. »

Par acte notarié du 18 avril 1832, le curé Bribosia déclara vendre, céder et transporter à la fabrique d'Andennes tous ses droits sur ladite prairie, ainsi qu'il s'y était engagé, et l'acte porte qu'il en est propriétaire en vertu de subrogation consentie à son profit par Massart.

La fabrique d'Andennes jouissait paisiblement de la prairie, lorsqu'en 1830 le ministre des finances l'assigna devant le tribunal civil de Namur, aux fins d'abandonner au domaine public la libre et paisible pos-

session de la prairie, et en restituer les fruits perçus.

La fabrique assigna les héritiers du curé Bribosia en garantie, et ceux-ci mirent en cause à leur tour tous les héritiers Massart.

Les débats s'étant engagés entre toutes les parties, la fabrique de l'église d'Andennes s'attacha à démontrer qu'ayant joui de l'immeuble tant par elle-même que par Bribosia, son auteur, depuis l'acte de vente du 9 avril 1818, l'action du domaine était repoussée par la prescription de dix ans.— Subsidièrement, elle a soutenu que la saisine de vendémiaire an vi était valable; que les demoiselles Berton, auteurs de ladite fabrique, avaient acquis la propriété de la prairie revendiquée, faute par le chapitre d'Andennes d'avoir purgé la saisine dans le délai légal.

Le 1^{er} juillet 1835, jugement du tribunal civil de Namur qui, faisant droit, et sans qu'il soit besoin d'aborder les autres points en litige, dit la prescription acquise au bénéfice de la fabrique d'Andennes, et dit, par suite, le domaine non recevable ni fondé dans sa revendication; dit enfin n'y avoir lieu à s'occuper du mérite des actions récursoires; condamne le domaine en tous dépens.

Appel de la part du domaine, qui a dit, quant à la prescription, que l'acte du 9 avril 1818 n'étant qu'une simple subrogation dans les droits du cédant, ne permet pas au cessionnaire d'en séparer sa condition, et ne peut donner naissance à la prescription de dix ans à défaut de titre et de bonne foi.

Au fond, il a soutenu que la condamnation volontaire du 14 brumaire an vi était nulle à défaut de citation préalable, et que de ce chef elle aurait été insuffisante pour saisir, d'après le chapitre 14 du style de procéder au conseil de Namur; que les nouveaux tribunaux ne pouvaient, en l'an vi, prononcer la simple requête; que la saisine elle-même était nulle pour avoir été faite sans l'assistance des magistrats judiciaires, conformément au même chapitre; que le haut command préalablement requis à peine de nullité n'avait pas été fait au chapitre en personne qualifiée, non plus que la mise en demeure; que ces nullités, opposables à la partie intimée, puisqu'elle invoquait la possession du curé Bribosia, n'étaient passibles d'aucune prescription que par quarante ans, qui n'étaient pas expirés au jour de l'assignation introductive.

Dans l'intérêt de la fabrique, on a prétendu, au fond, qu'elle avait joui de l'im-

meuble dont il s'agit tant par elle-même que par son auteur, le sieur Bribosia, depuis le 9 avril 1818 jusqu'au moment de l'introduction de l'instance, et ainsi pendant plus de dix ans, ce qui lui avait fait acquérir la prescription décennale, aux termes de l'article 2263 du Code civil; que l'acte notarié du 9 avril 1818 avait été un juste titre pour servir de base à la prescription de dix ans, par la raison que le sieur Massart, qui a figuré comme vendeur, possédait l'immeuble en vertu de saisine non purgée dans le délai légal, et en jouissait, dès lors, à titre de propriétaire; que c'était une possession à titre de propriétaire que cet acte avait transférée à Bribosia, lequel, dès lors, en vertu de ce contrat, a pu commencer la prescription décennale; qu'une subrogation dans les lieux, places et degres d'un individu possédant un immeuble comme propriétaire, n'est autre chose qu'une vente du bien lui-même, et que chacun, en recédant, met l'acquéreur en ses droits; que la teneur de la procuration annexée à l'acte de 1818 démontrait encore que l'on avait voulu aliéner l'immeuble lui-même, et que la même chose résultait encore de l'acte dans lequel on garantissait l'immeuble quitte et libre de charges; que, d'ailleurs, l'article 2263 du Code civil attache le bénéfice de la prescription à une possession décennale à laquelle sort de base un titre habile à transférer la propriété, et que, dans l'espèce, l'acte de 1818 avait tellement ce caractère, qu'il aurait réellement pour résultat de transférer la propriété, si celle-ci résidait sur la tête du cédant; qu'un titre qui fonde une possession *animo domini* est réellement le juste titre dont parle l'article 2263; que la bonne foi est toujours présumée, et que, loin que l'appelant ait démontré que la possession de Bribosia fût entachée de mauvaise foi, la bonne foi résultait de toutes les circonstances de la cause, et notamment de la possession paisible et publique du sieur Massart pendant plus de vingt ans antérieurement à l'acte de 1818, de la numération du prix, de la publicité qu'avaient reçue l'acte de 1818 et celui du 18 octobre 1852 (ce dernier ayant reçu l'approbation du gouvernement), et de la probité généralement reconnue de Bribosia; que, dès lors, l'exception de la prescription écartait l'action, et qu'en tous cas, la saisine de brumaire an v était bonne et valable.

Enfin on a dit que le mode de rendre l'acte notarié exécutoire par condamnation volontaire n'a cessé en Belgique que par la publication de la loi du 23 ventôse an xi sur

le notariat; que ce mode n'exigeait aucunes formalités, et que là où, comme dans l'espèce, mandat était donné par le contrat à tout porteur de l'acte d'y faire procéder, il n'était question d'aucune procédure quelconque pour faire rendre exécutoire un acte notarié, et lui donner la force d'exécution parée; que, pour procéder à la saisine, il n'était question que d'avoir un acte exécutoire; que l'exploit de notification de saisine avait été régulièrement notifié, et qu'il n'existe aucune loi prescrivant à peine de nullité un autre mode de signification.

Subsidiairement, on a dit que si, contre toute attente, le domaine parvenait à faire réformer le jugement, ce serait aux époux Eloin et consorts, intervenants comme héritiers de Bribosia, à garantir la fabrique et à l'indemniser pleinement au vu de l'article 1360 du Code civil, etc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, suivant l'article 11 de la coutume de Namur, la saisine d'un immeuble non purgée dans les deux ans en transférait la propriété incommutable au saisissant;

Attendu que lors de l'acte de subrogation du 9 avril 1818, Mathieu Joseph Massart possédait la prairie litigieuse en vertu de la saisine opérée sur le chapitre d'Audenness le 14 brumaire an vi, et non purgée dans le délai légal;

Attendu que Massart, en subrogeant par l'acte de 1818 le curé Bribosia dans tous les lieux, droits et actions résultant de ladite saisine, l'a nécessairement subrogé au droit de propriété qu'il pouvait avoir sur cet immeuble; que les termes de cet acte, et surtout l'obligation y contractée par le subrogeant de garantir l'immeuble quitte et libre de charges, manifestent évidemment son intention d'en transférer la propriété au subrogé et la volonté de celui-ci de l'acquiescer, ce qui suffit pour imprimer à cet acte le caractère de juste titre qu'exige l'article 2263 du Code civil comme devant servir de base à la prescription décennale; que cet article, en effet, en exigeant un juste titre, entend parler non d'un titre réellement translatif de propriété, et qui, dès lors, rendrait la prescription inutile, mais d'un titre habile à transférer la propriété, et tel qu'il l'eût transférée effectivement s'il fût émané d'un vrai propriétaire;

Attendu qu'aucun vice de forme n'étant reproché à l'acte du 9 avril 1818, qui est le principe de la possession de la fabrique in-

timée, il en résulte que l'article 2267 du Code civil est sans application à l'espèce; qu'il ne peut plus, dès lors, être question que de savoir si Brihosa peut être considéré comme ayant acquis de bonne foi;

Attendu que la bonne foi est toujours présumée, et qu'indépendamment de cette présomption, il résulte suffisamment des faits de la cause que le curé Brihosa a dû croire que le titre de son cédant était valable, et ce avec d'autant plus de raison que, lors de la cession à lui faite en 1818, son cédant était resté depuis la saisine, pendant plus de vingt ans, en possession paisible et publique de l'immeuble dont il s'agit;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, etc.

Du 10 juin 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

PREScription.

Bruxelles, 10 juin 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, page 13. Voy. aussi Gand, 9 mars 1838.

HOSPICES. — ÉVOCATION.

Gand, 12 juin 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1849, page 351.

OBLIGATION.

Gand, 12 juin 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, page 145.

1^o ÉTRANGER. — TRIENNAUX BELGES. — COMPÉTENCE. — LOI ÉTRANGÈRE. — APPLICATION. — 2^o LETTRE DE CHANGE. — REMISE DE PLACE EN PLACE. — VALEUR FOURNIE. — DÉFAUT D'ÉNONCIATION. — ACCEPTATION. — ENDOSSEMENT. — DATE (DÉFAUT DE). — BLANC SEING. — PROTÈGE. — PRESCRIPTION. — LOI ANGLAISES.

1^o *L'étranger qui a sa résidence habituelle en Belgique, et qui y a établi le siège d'importantes affaires, peut être poursuivi devant les tribunaux belges par un*

autre étranger pour des obligations contractées à l'étranger (1).

La nature, les effets et la durée d'une obligation créée à l'étranger, et qui doit être acquittée à l'étranger, doivent être déterminés d'après la législation du pays où l'obligation a été contractée. — Spécialement, une obligation créée à Londres, payable à Londres, doit être régie d'après les lois anglaises.

2^o *Les lois et les usages anglais n'exigent pas pour la régularité d'une lettre de change qu'elle énonce la valeur fournie ni qu'elle opère remise de place en place.*

En Angleterre les actions résultant des lettres de change se prescrivent par six ans (2); *toutefois cette prescription ne commence à courir à l'égard des débiteurs qui se trouvent au delà des mers au moment où l'action prend naissance que du jour de leur retour en Angleterre* (3).

Le sieur F. Langley, demeurant à Londres, tira de cette ville sur le sieur Biré, y demeurant alors, une lettre de change de la teneur suivante : « Londres, le 20 octobre 1850. A trois mois de date payez à mon ordre 180 livres sterling, valeur reçue. » A M. Biré, à Londres, rue..... »

Biré accepta l'effet, Langley le passa à l'ordre de John Smith, et celui-ci à l'ordre de E. Josephs, chacun par un endossement de cette forme « Payez à . . . ou ordre » valeur reçue, » ces endossements ne sont pas datés. Enfin, E. Josephs le transmitt à l'appelant Bertrand par un endossement ainsi conçu : « Payez à l'ordre de Bertrand, » valeur reçue comptant, Londres, 21 juin 1838. »

Bertrand assigna Biré devant le tribunal de commerce de Bruxelles, en paiement de cette lettre de change. Celui-ci soutint que le tribunal était incompétent : 1^o à raison de la matière, parce qu'il s'agissait d'une obligation contractée à l'étranger, par un étranger envers un étranger (Code civil, article 14) ; Biré déniait être domicilié en Belgique ; 2^o à raison de la personne, il soutenait qu'il n'était pas négociant lors de la signature de l'effet ; 3^o à raison de la matière, parce que l'obligation ne réunissait pas les

(1) Voy. *Pasicrisie* de 1844, p. 352.

(2) Voy. Bacon's, *Abridgement of the Law London*, 1852, vol. 5, p. 225 et 228.

(3) *The practice of the Law by Chitty esq.*,

p. 761. Item, Bacon's, *Abridgement of the Law*, vol. 5, p. 253. Ces deux ouvrages se trouvent à la bibliothèque de la chambre des représentants.

conditions intrinsèques tenant au fond du droit requises par la loi belge, pour qu'il y eût lettre de change; il fondait ce moyen A, sur ce que l'obligation ne contenait pas de remise de place en place; B, sur ce que les endossements n'étaient pas datés et avaient été donnés après l'échéance; C, sur ce que l'obligation n'enouçait pas la nature de la valeur fournie.

Au fond, il soutint n'avoir donné qu'un blanc seing, et déniait formellement l'écriture et la signature de Frédéric Langley, sur le corps de la lettre de change et sur le premier endossement.

Le demandeur Bertrand répondit à ces conclusions par des moyens reproduits dans le dispositif du jugement intervenu, et que nous développons *infra*, en donnant le résumé de la discussion qui a eu lieu en instance d'appel.

Le tribunal de commerce rendit, le 27 juin 1839, le jugement suivant :

« Sur la compétence :

« Attendu que Biré est de fait domicilié à Bruxelles;

« Attendu qu'il est aujourd'hui de jurisprudence, en matière de commerce principalement, que l'étranger domicilié en Belgique est justiciable des tribunaux belges, même pour obligations contractées en pays étranger;

« Attendu que les dispositions du Code de commerce ne sont pas applicables à l'effet dont il s'agit, lequel, étant créé en Angleterre, est régi par les lois de ce pays;

« Attendu que la loi anglaise n'exige pas l'expression de la valeur fournie pour la validité de pareilles obligations;

« Attendu qu'il est notoire dans le commerce à Bruxelles que Biré fait sa profession habituelle de spéculations en achat de fonds publics, qui sont considérés comme marchandises;

« Attendu que la notoriété publique peut servir de base à une décision judiciaire, alors qu'elle est incontestable et de nature à convaincre les juges;

« Par ces motifs, le tribunal se déclare compétent;

« Attendu, au fond, que Biré méconnaît les écritures et signature de Langley, prétendu tireur de la traite;

« Attendu que Bertrand ne saurait avoir action si la traite n'était réellement tirée et endossée par le véritable propriétaire de l'acceptation de Biré;

« Vu l'article 427 du Code de procédure, le tribunal, avant de faire droit au fond, renvoie la cause et les parties devant juges

compétents en vérification de la signature de Frédéric Langley, pour ce fait et les parties ultérieurement entendues être statué comme il appartiendra. »

Bertrand interjeta appel principal de la partie de ce jugement, qui ordonnait la vérification de la signature de Langley. De son côté Biré appela incidemment, quant à la compétence que le tribunal s'était attribuée.

La Cour n'ayant pas statué sur l'appel principal qui présente à juger une grave question, celle de savoir si un tiers porteur peut, sur la dénégation que fait l'accepteur de la signature du tireur ou de l'endosseur, être tenu à vérifier cette signature. — Nous ne donnerons la discussion de cette question qu'en rapportant l'arrêt qui interviendra sur le fond; nous nous bornerons ici à ce qui a été décidé.

Devant la Cour, l'intimé principal Biré plaide, à l'appui de ses moyens d'incompétence, que si relativement aux formalités et aux solennités extérieures prescrites en vue de la nullité ou de la validité des actes en eux-mêmes, comme moyen de preuve admissible, il y avait lieu de dire *locus regit actum*, il n'en était pas de même pour le fond, et les obligations à faire résulter des éléments de l'acte contre la partie obligée, laquelle est régie, à cet égard, par la législation de son pays, ses lois personnelles, et qu'il en était ainsi à plus forte raison lorsque c'était dans un pays qui a les mêmes lois, que l'on poursuit l'exécution de l'acte prétendu; que si l'on voulait réclamer les privilèges attachés par la loi belge à la lettre de change, il fallait que l'obligation invoquée réunît les éléments exigés par la loi belge; que l'on ne pouvait invoquer tour à tour et suivant son intérêt et les lois anglaises et les lois belges.

Biré déclara de plus se prévaloir formellement du défaut de protêt pendant huit années, et d'opposer comme fin de non-recevoir, par suite de la prescription qui en était résultée.

L'appelant principal Bertrand soutint le bien jugé quant à la compétence. En ce qui concerne le premier moyen de Biré, dit-il, il suffit qu'un étranger soit domicilié en Belgique pour que les tribunaux belges soient compétents pour connaître d'une action intentée contre lui par un étranger; car si les tribunaux belges ne sont pas tenus (quoiqu'ils en aient le pouvoir) de décider entre étrangers, ce n'est que pour autant qu'aucun d'eux n'ait un domicile en Belgique, et qu'ils appartiennent à un pays dont

les jugements peuvent être déclarés exécutoires en Belgique selon les articles 346 du Code de procédure, 2123 et 2128 du Code civil⁽¹⁾, deux circonstances qui ne se présentent pas dans l'espèce, Biré étant Français, et l'arrêté-loi du 9 septembre 1814 s'opposant à ce que les jugements français soient déclarés exécutoires en Belgique. Il invoquait la jurisprudence uniforme en Belgique⁽²⁾, qui venait d'être récemment adoptée par la Cour de cassation⁽³⁾. Sur le second moyen d'incompétence que Biré tirait de ce qu'il n'était pas commerçant, Bertrand répondait que l'article 632 du Code de commerce attribuait compétence aux tribunaux consulaires, pour connaître entre toutes personnes des lettres de change.

Et quant au troisième moyen tiré de ce l'obligation ne présentant pas les caractères extrinsèques et intrinsèques d'une lettre de change, les tribunaux de commerce ne pouvaient en connaître : Bertrand plaida que la question de savoir si son titre formait une lettre de change devait être résolue selon les lois anglaises, d'après la maxime *locus regit actum*. La forme tant intrinsèque qu'extrinsèque, ainsi que les effets d'une lettre de change, d'un billet à ordre, de leur acceptation, de leur endossement, sont, dit-il, régis par la loi du lieu où le contrat a été fait, et l'on tient généralement que la forme est suffisamment valable quand elle est réputée telle au pays d'où vient la lettre⁽⁴⁾. Or, l'obligation dont il est ici question forme, d'après les lois anglaises, une véritable lettre de change, et les vices que Biré lui reproche d'après les lois belges n'en sont point aux yeux de la législation et des usages anglais. En effet, en Angleterre, la remise de place en place n'est pas exigée ; les traites tirées d'un lieu et payable au même lieu, ont le caractère de lettres de change quand elles sont acceptées⁽⁵⁾.

La date de l'endossement n'est pas nécessaire, un simple endossement en blanc

suffit pour transférer la propriété d'une lettre de change⁽⁶⁾, et si l'endos en blanc est valable, il ne peut être tardif, puisqu'aucune date n'est exigée pour sa perfection ; d'ailleurs dans ce pays l'endossement, après l'échéance de la lettre, est valable⁽⁷⁾.

La lettre de change ne doit pas exprimer la nature de la valeur fournie⁽⁸⁾.

Le premier juge, disait Bertrand, a donc sagement décidé d'après les lois anglaises pour juger s'il y avait lettre de change, et en appliquant ces lois au billet qui lui était soumis, sa décision est à l'abri de tout reproche.

C'est vainement aussi, a dit Bertrand, que Biré prétend avoir signé en blanc l'acceptation dont on lui demande paiement, et n'avoir donné qu'un blanc seing à Langley dont il dénie la signature, puisque, d'après les lois anglaises, celui qui signe en blanc une feuille de papier frappée du timbre des lettres de change est obligé, comme accepteur, jusqu'à concurrence de la somme proportionnée au timbre, si le blanc a été rempli d'une lettre de change⁽⁹⁾, et que la signature du tireur n'est pas nécessaire ; qu'il suffit que son nom soit indiqué dans la contexture de l'acte⁽¹⁰⁾.

Quant à la fin de non-recevoir par suite de prescription que Biré faisait ressortir du défaut de protêt à l'échéance et jusqu'en 1838, Bertrand soutint qu'en Angleterre l'omission du protêt n'avait aucune influence sur le capital des lettres de change⁽¹¹⁾ ; que, dans tous les cas, l'action qui en résultait ne se prescrivait que par six ans, ne prenant cours à l'égard du débiteur absent du territoire britannique lors de l'échéance, que du jour de son retour en Angleterre ; que Biré, ayant été dans ce cas, n'avait pu acquiescer la prescription extinctive dont il se prévalait.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur la première exception

(1) Voy. Brux., 16 janv. 1839.

(2) Voy. Brux., 23 mai 1830, 19 nov. 1831, 27 juillet 1834, 15 mai 1830, 20 juillet et 18 novembre 1835, 27 avril 1836, 5 juillet 1837 ; Liège, 14 juillet 1854 ; Gand, 9 janvier 1854 et 15 février 1859, sur lequel a été rendu l'arrêt de cassation du 12 mars 1840.

(3) Voy. Brux., cass., 12 mars 1840, et le réquisitoire remarquable de M. le procureur général.

(4) Voy. Dalloz, t. 12, p. 219 ; Vincens, *Législ. comm.*, t. 2, p. 182, no 20 ; Pardessus, no 1485 ; Merlin, *Rép.*, v° *Lettre de change*, § 2, no 8 ; Nonguier, *Lettre de change* ; Paris, 1820, t. 1,

p. 477 ; Trèves, 28 nov. 1800 ; Sirey, 10, 1 ; Rouen, 31 août 1820 ; id., 50, 151 ; cass., 25 septembre 1820 ; id., 50, 1, 151 ; Paris, 29 mars 1836 ; id., 56, 2, 457.

(5) Voy. Pardessus, *loc. cit.* Blackstone, t. 3, p. 481 ; Nonguier, t. 2, p. 226.

(6) Voy. Blackstone, t. 3, p. 484, 485 et suiv. ; Nonguier, t. 2, p. 230 ; arrêt de Rouen ci-dessus cité du 31 août 1829.

(7) Voy. Nonguier, t. 2, p. 257.

(8) Idem, p. 225 ; Blackstone, t. 3, p. 484.

(9) Voy. Nonguier, p. 254.

(10) Id., p. 226.

(11) Id., p. 249.

d'incompétence proposée par l'intimé Biré et motivée sur ce qu'il s'agit d'une obligation contractée en pays étranger entre deux étrangers :

Attendu qu'aucune disposition formelle de la loi n'établit en règle générale que les tribunaux de Belgique ne peuvent connaître des contestations qui s'élèvent entre étrangers à raison d'obligations contractées en pays étranger ;

Qu'on voudrait vainement induire cette règle comme conséquence de l'article 14 du Code civil ; qu'en effet cet article, tout positif pour le cas qui en est l'objet, ne fait qu'autoriser une dérogation à la règle *actor sequitur forum rei*, en faveur des Belges, envers lesquels un étranger non résidant en Belgique aurait contracté des obligations ;

Attendu qu'à la vérité cette incompétence des tribunaux belges est généralement admise lorsqu'il s'agit d'étrangers qui se trouvent passagèrement dans le pays ;

Mais attendu que de puissantes considérations de morale publique s'opposent à ce que des étrangers qui, comme Biré, ont une résidence habituelle en Belgique, et y ont établi le siège d'importantes affaires, qui y jouissent des avantages qui leur sont assurés par l'article 128 de la Constitution, puissent décliner la juridiction des tribunaux belges, à raison des obligations par eux contractées en pays étranger envers des étrangers, puisque admettre cette incompétence comme règle invariable, ce serait fort souvent donner à un étranger la faculté de se soustraire, en se retirant en Belgique, à l'accomplissement de nombreuses et légitimes obligations contractées dans un autre pays.

Sur la seconde exception déclinatoire, motivée sur ce que l'objet de la contestation n'est pas de la compétence des tribunaux de commerce :

Attendu que l'obligation dont il s'agit a été créée à Londres ; que c'est aussi à Londres qu'elle doit être acquittée ; d'où il suit que c'est d'après la législation anglaise qu'on doit déterminer la nature, les effets et la durée de cette obligation ;

Attendu que, selon les lois et les usages de l'Angleterre, il n'est pas requis, pour la régularité d'une lettre de change, qu'elle

énonce la valeur fournie, ni qu'elle opère remise de place en place ; en sorte que le billet qui fait l'objet de la demande de l'appelant présente tous les caractères exigés en Angleterre pour être réputé lettre de change.

Sur l'exception de prescription :

Attendu que selon les dispositions de l'acte ou statut pour la limitation des actions daté de la 21^e année du règne de Jacques I^{er}, chap. 16, les actions de l'espèce dont il s'agit au procès se prescrivent par six ans, mais que suivant les statuts 4^e et 3^e, chap. 16, § 19, de la reine Anne, cette prescription ne commence à courir à l'égard des débiteurs qui se trouvent au delà des mers au moment où l'action prend naissance, que du jour de leur retour en Angleterre ;

Par ces motifs, le ministère public entendu, sans s'arrêter aux exceptions d'incompétence proposées par l'intime, desquelles il est débouté, ordonne à l'appelant, avant de faire droit, de prouver 1^o que Biré était, lors de l'échéance de la traite dont s'agit, absent du territoire des Iles Britanniques ; 2^o qu'il n'y est pas retourné depuis cette époque, ou au moins que, de son retour jusqu'aux premières poursuites, il ne s'est pas écoulé six années, fixe à cet effet l'audience du... ; réserve les dépens.

Du 15 juin 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

VOL.

Bruxelles, 18 juin 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 217, et 1848, p. 130.

1^o COUTUME GÉNÉRALE — INTERPRÉTATION. — DROIT ROMAIN. — 2^o COMMUNAUTÉ. — CONTINUATION — COUTUME DE GAND. — CONQUÊTE. — SURVIVANT. — DISPOSITION A TITRE ONÉREUX.

1^o En Flandre, pour l'interprétation des cas omis dans les coutumes, la coutume générale avait la préférence sur le droit romain, même sous les coutumes dont les décrets d'homologation contenaient un renvoi direct à ce droit (1).

(1) Les formules des décrets d'homologation de nos coutumes de Flandre diffèrent entre elles : les unes, et c'est le plus grand nombre, renvoient d'abord à la coutume générale, *gemeene deurgende en generale costume*, et subsidiairement

ment au droit romain, *gemeene geschreven regt*, les autres renvoient directement au droit romain, d'autres enfin, en très-petit nombre, ne contiennent aucun renvoi. On sait, d'après Deghewiet, que trois coutumes consonnaient sur

2^e Sous l'empire de la coutume de Gand, muette sur ce point, le défaut d'inventaire de la part du survivant des époux donnait lieu à la continuation de communauté entre lui et les enfants issus du mariage (1).

Quel était le pouvoir du survivant sur les biens de cette communauté continuée? Pourrait-il notamment disposer à titre onéreux des conquêts par lui faits pendant la communauté continuée (2). — Rés. aff.

Le sieur J. Vanwaes épousa en 1781, à Gand, P. Vannelle. Celle-ci vint à décéder le 14 octobre 1797.

De ce mariage étaient nées deux filles alors mineures.

L'époux survivant devait donc, aux termes des articles 1^{er} et suiv., rub. 22 de la coutume de Gand, provoquer la nomination d'un tuteur spécial, dit *doelcoogd*, afin de faire état et inventaire. Vanwaes n'en fit rien et ne fit procéder à aucun inventaire au décès de son épouse.

Peu de temps après, à savoir les 1^{er} frimaire et 22 ventôse an vi, Vanwaes acheta deux maisons sises à Courtrai, qu'il revendit le 30 septembre 1820 au sieur Verschueren, à Courtrai, moyennant une rente viagère de 1.088 francs 45 centimes.

La rente fut fidèlement servie jusqu'en 1852, époque du décès du sieur Vanwaes.

En 1809, Marie Vanwaes, l'une des deux filles, devenue majeure, avait fait avec son père un règlement sur la succession de sa mère par acte, en forme de transaction, passé devant notaire. Par cet acte Marie Vanwaes « renonçait à toute prétention, ré-
« pétition et action qu'elle aurait pu exer-
« cer contre son père, du chef soit de la

« communauté conjugale entre ce dernier
« et sa défunte épouse, soit du chef de la
« succession d'icelle et de l'inventaire et
« prise qui auraient pu devoir y être faits;
« ladite renonciation se faisait par trans-
« action pour assoupir et éteindre toute
« difficulté entre parties de ce chef, pour
« et moyennant 913 francs 37 centimes,
« payable le 1^{er} juin 1810. »

Marie Vanwaes, s'étant mariée peu après, reçut le prix de la transaction, d'après quittance en date du 27 mai 1810, portant les signatures d'elle, Marie Vanwaes et de son époux L. Vandeweghe.

Ce dernier étant décédé à Gand en 1812, sa veuve assigna, vers la fin de la même année, son père devant le tribunal de Courtrai, où il avait fixé son domicile, pour présenter état et inventaire des biens de la succession de sa défunte épouse. Après une courte procédure, jugement qui, sans s'arrêter à l'acte de 1809, opposé par le défendeur, ordonne aux parties de se rencontrer sur la demande d'inventaire.

Appel de ce jugement devant la Cour de Bruxelles, et pendant l'instance, transaction du 23 juillet 1814, par laquelle le père Vanwaes constitue à ses deux filles, Marie Vanwaes, veuve Vandeweghe et Angélique Vanwaes, une pension viagère, « moyennant
« quoi celles-ci renoncent à tous droits,
« causes, actions contre leur père du chef
« de la succession de leur défunte mère, Pé-
« tronille Vannelle, reconnaissant en même
« temps que, d'après l'état des affaires de
« leur père à l'époque du décès de son
« épouse, elles n'avaient aucune prétention
« à former du chef de la succession de cette
« dernière. »

La rente viagère, parait-il, a été payée jusqu'à l'époque du décès des deux enfants Vanwaes.

un point suffisant pour former sur ce point la coutume générale. Voy. dans le sens de l'arrêt, Deghewiel, *Droit belge*, 1^{re} part., tit. 1^{er}, § 6; Cuypers, *Grand procedueren*, quest. 111, addition, nos 2, 3 et 4; Pollet, arrêts du parlement de Flandre, 2^e part., arrêt 52; Stoekmaus, décis. 105, no 9, et décis. 98, no 3; Groenewegen, *de legibus abrogatis in proemio*; Voet, ad. ff., de legib., no 24 et 25. Mais voy. *Pasierius*, Brux., 29 mars 1815. Voy. aussi Brux., 21 juin 1848 et Brux., cass., 29 déc. 1848 (*Pasie*), 1849, p. 101, et 1^{re} part., p. 513; Defaeqz, *Ancien droit belg.*, p. 175.

(1) Voy. dans ce sens Dumoulin, sur la coutume de Vitry, art. 54; Baquet, ch. 15, no 16; Louet, lit. C., sommaire 50, no 2 et ibi; Brodeau, in notis; Lebrun, *Traité de la communauté*,

liv. III, ch. 3, no 6; Ferrière, sur la coutume de Paris, art. 240, gl. 1^{re}, no 9; Brux., 12 juillet 1822 et 12 mars 1825; Brux., cass., 25 juillet 1825; ce sens contraire, Choppio, lit. X, de la Communauté de biens, no 31; Voet, ad. ff., sol. matrim., no 28; A. Wesel, de connub. honor. sociat., ch. 4, no 67 et 68; Saade, *Decis. frisc.*, lib. 2, tit. V, de fin. 9, et Brux., 10 juillet 1822.

(2) Voy. dans ce sens Dumoulin, sur l'art. 118 de l'ancienne coutume de Paris, no 8; Pothier, *Tr. de la communauté*, l. 2, no 853; Ferrière, sur Paris, art. 240, gl. 4^e, § 3, no 2; Voet, ad. ff., soluto matrim., no 31. Eu sens contraire Abraham A. Wesel, de connub. honor. sociat., ch. 4, no 86 et 87; et Biocheau, l. 2, *Journal du Palais*.

C'est après ces actes et transactions que Vanwaes vendit, ainsi qu'il est dit plus haut, les deux maisons par lui acquises, au sieur Verschueren, de Courtrai.

C'est cette vente que les petits-enfants de Vanwaes du nom Vanloo et Vandeweghe ont impugnée, soutenant qu'ils étaient propriétaires de la moitié indivise des deux maisons qui en font l'objet, et que Vanwaes, leur auteur, n'avait pas pu les aliéner totalement, malgré la circonstance que l'acquisition en eût été faite par lui seul après le décès de son épouse.

Ils ont fondé ce soutènement sur ce que « la communauté conjugale, qui avait existé du vivant de leur grand-père et « grand-mère, avait continué, faute d'invantaire, après le décès de celle-ci ; que « les acquêts faits par le survivant étaient entrés dans cette communauté continuée, et que le survivant n'avait pu les « aliéner à son profit exclusif, c'est-à-dire « à rente viagère constituée sur sa propre « tête. »

Le sieur Verschueren s'est défendu contre cette action en soutenant, 1° que la continuation de communauté n'avait pas lieu sous la coutume de Gand pour défaut d'inventaire et de partage ; 2° que, dans tous les cas, le sieur Vanwaes, comme chef de cette communauté, avait pu disposer, comme il l'avait fait, des biens dont s'agit ; 3° qu'au moyen des actes passés entre le sieur Vanwaes et ses enfants, les demandeurs avaient perdu les droits qu'ils auraient pu avoir, et 4° que le sieur Verschueren était possesseur de bonne foi, et partant que, dans aucun cas, il ne pouvait y avoir lieu à la restitution des fruits.

Les enfants Vanwaes soutenaient au contraire, 1° que la continuation de communauté entre le survivant et les enfants issus du mariage avait lieu sous la coutume de Gand, pour défaut d'inventaire ; 2° que, quelle que fût l'étendue du pouvoir de l'époux survivant sur les biens de la communauté continuée, il n'avait pas néanmoins le droit de vendre les biens acquis par lui durant cette même continuation de communauté, moins encore d'en disposer à charge de rente viagère sur sa seule tête ; 3° que les actes intervenus entre le survivant Vanwaes, père, et ses enfants, n'avaient pu empêcher la continuation de communauté.

M. l'avocat général Colinet, après avoir, sur la première de ces questions, démontré que le texte de la coutume de Gand étant muet sur ce point, c'était la coutume générale, de *gemeene denurgaende costume*, et

nullement le droit romain, qui devait servir d'interprétation, et que, dans l'espèce, cette coutume générale était établie par au moins quatre coutumes, qui consacraient, *in terminis*, la continuation de communauté, savoir, celles du pays de Waes, d'Ypres, Roulers, Furnes, s'est exprimé en ces termes sur la deuxième question :

Les appelants, dit-il, seront non fondés à arguer de nullité la vente faite à l'intimé Verschueren par l'époux survivant, s'il est démontré que cette vente entraînait dans les pouvoirs de ce dernier. Donc question de savoir si l'époux survivant peut, durant la continuation de communauté, vendre les biens acquis par lui durant cette même continuation de communauté ?

Or, la solution affirmative de cette question nous semble être à l'abri de tout doute.

La continuation de communauté, considérée comme peine à l'égard du mari survivant, est, comme nous le disions tout à l'heure, de stricte interprétation : donc il ne faut pas lui donner une extension plus grande que celle que comporte le sens naturel des mots, *continuation de communauté*.

Si la communauté, qui a existé du vivant des deux conjoints, continue, elle est donc après ce qu'elle était avant, c'est-à-dire que les pouvoirs du conjoint, chef de la communauté, restent les mêmes. La coutume de Furnes, titre V, article 16, le dit d'une manière claire et précise : « Ende « zullen alle conquesten (by de zelve bly- « vers ofte blyveghen gedaen, langhende « haerlieder non devoir), gemeen blyven « voor de zelve weezen geeltk or't aerde noyt en ware gebroeken geweest. » Or, quels étaient les pouvoirs du mari avant la mort de son épouse ? « Den man vernagte dis- « ponen by verkooping, transport of an- « dere contracten tusschen levende, ende « ooc by giften metter waermer handt van « de gemeene goeden, meubelen of gerepu- « teert voor meubelen, ende ook van conquesten « ten immedicel tzynder gheliefsten, zonder « consent van zynen wyve. » (Art. 1^{er}, rub. 20, cout. de Gand.)

A moins, comme le fait observer dans le deuxième axiome Pothier, invoqué par les appelants, *Tr. de la communauté*, II^e part., n° 467, que les dispositions émanées du mari, surtout si elles sont faites à titre de donation (n° 481), n'aient eu lieu en fraude des droits de la femme. Et c'est ce que confirme entièrement, en matière de continuation de communauté, Voet, ad. fl., *solutio matrimonii*, n° 51, livre XXIV, titre III, au-

quel nous renvoyons (vny. aussi Renusson, n^o 39 et 40).

Les appelants ont invoqué en sens inverse l'opinion d'A Wezel, de *fin. vel cont. commub. honor. soc.*, n^o 86 et 87, et de Blondeau, t. 2 du *Journal du Palais*; mais si nous ne nous trompons, les passages de ces auteurs doivent s'interpréter comme n'ayant trait qu'aux biens qui existaient déjà du vivant des deux conjoints, biens relativement auxquels le droit de disposition de l'époux survivant est évidemment restreint, puisque les enfants en sont devenus propriétaires incommutables par le décès de leur père ou de leur mère, ce qui n'a pas lieu, quant aux acquêts faits par le survivant après la mort de son conjoint. A la vérité, les expressions de Wezel semblent s'appliquer aussi aux acquêts de la communauté continuée : *Quod enim manente hac legati societate acquisitum est*. Mais telle n'a pu être sa pensée, et en tout cas son opinion devrait être considérée comme erronée sur ce point, puisqu'il cite à l'appui de cette même opinion la coutume d'Anvers, qui évidemment ne parle que des acquêts faits durant le mariage : « ende naer « 't scheyden van den bedde, en mag de « langlevende van man of wyf de vercre- « ghen goeden (wie dat ook in de vercrygh « brieven mag ghenomicert staen), niet « voorder becomineren, belasten, ver- « coopen, noch alieneren, dan voor d'een « helft... » (Article 70, titre XLV.) Il cite aussi Choppin, de *morib. paris.*, ad II. aud. lib. III, tit. I, n^o 53, in fin. de *prorogatâ verò eâ non item* : « quæ licet con- « tinuatâ rerum serie, eadem videatur cum « anteriori, inducitur tamen et superstitis « odio, immemoris officii (in concinnendo « honorum repertorio) et favore optioneque « liberorum, qui ex prioribus nuptiis sunt « editi, quominus, vivo conjugi liberum « sit, communes PRIMARIÆ SOCIETATIS ques- « tus sub nutu, arbitrioque de manibus « deponere ac cuiquam emancipare. »

Le passage cité de Blondeau est plus positif : *les biens qu'avait la mère... (dit-il), et plus loin, au premier décès les enfants sont devenus propriétaires*.

Il ne faut pas perdre de vue que la vente à rente viagère est aussi un contrat à titre onéreux ; ajoutons en fait que le père Vanwaes n'est décédé qu'en 1832 ; que le prix de la vente est entré dans ses biens ; que la rente viagère a été acquittée pendant près de douze ans ; que les enfants Vanwaes, s'ils sont recevables à opter pour la continuation de communauté, trouveront ce prix de

vente dans l'hérédité de leur père ; qu'enfin s'ils optent pour la continuation de communauté, ils doivent prendre l'hérédité de leur père dans l'état où ils la trouvent avec le *boni et le mali*.

« Nam si deprehendentes defunctum ali-
« quid soluto matrimonio superlucratum
« fuisse, continuationem societatis amplec-
« tendam putent, non animadverto cur non
« ratas habere tenerentur tûm alienationes,
« tûm obligationes rerum à superstitie pa-
« rente factas, cûm ille alienatorum vicem
« itâ novis acquisitionibus rependerit, atque
« suppleverit, ut ipsis propter lucrum illud
« adventitium continuatio societatis visa
« fuerit expedita. Justum utique ac æquum
« est, ut qui societatis continuationem pro-
« bat, eam non modò commodi sed et in-
« commodi intuitu admittat, nec jure quis
« desiderat sibi acquisita communicari,
« nisi simul societatis continuatæ onera et
« damna agnoscat. Si quæ parens superstes
« alienaverit in alios eâ mente ut conjugis
« prædefuncti vel prædefunctæ liberis eâ
« fraudaret ratione, utili actione Paulianæ
« ad revocanda in fraudem alienata locus
« esse poterit. » (Voet, ad. ff., lib. XXIV, titre III, n^o 31.)

Cette argumentation de Voet n'a pas besoin de commentaire.

C'est ici le lieu de faire observer que l'intimé Verschueren est un *tierra*, quant à cette continuation de communauté.

Or, l'intimé Verschueren a payé le prix de son acquisition ; il a servi la rente viagère jusqu'au jour du décès de son vendeur ; il a possédé le bien vendu paisiblement et publiquement et avec juste titre pendant le temps requis pour prescrire ; enfin son acquisition elle-même est présumée avoir eu lieu de bonne foi, et les circonstances de la cause écartent même tout soupçon de fraude.

En vain les appelants ont-ils allégué (toutefois sans prendre de conclusion à cet égard), que l'intimé Verschueren devait savoir que le père Vanwaes avait des enfants, puisque ce dernier avait habité pendant quelque temps Courtrai : ce fait serait irrelevant pour démontrer la fraude ; car de cette circonstance isolée qu'il y avait des enfants, à la conclusion qu'il y a eu continuation de communauté, la distance est immense ; et certes l'intimé Verschueren ne devait pas savoir que le père Vanwaes n'avait pas fait nommer un *deeltroogd* à ses enfants mineurs et n'avait pas fait faire inventaire.

Un second fait a été allégué par les appe-

lants comme présomption de fraude, c'est qu'un an avant sa mort le père Vanwaes aurait encore placé 10.000 florins à rente viagère; mais il est évident d'abord que cette circonstance ne peut exercer la moindre influence sur une vente consommée depuis de longues années (douze ans), qu'elle est surtout entièrement étrangère à l'intimité Verschueren, ensuite que rien n'empêche les appelants d'attaquer ce dernier placement du chef de dol et de fraude, s'ils s'y croient fondés.

Mais il y a plus, s'il pouvait y avoir eu dans le chef de l'intimité Verschueren mauvaise foi, c'est-à-dire connivence (et c'est là en définitive la seule question qui puisse s'élever vis-à-vis d'un tiers acquéreur), il ne resterait aux appelants que l'action paulienne, comme l'enseigne Voet dans les passages ci-dessus transcrits, action que les appelants n'ont pas intentée jusqu'à ce jour.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il était de règle et de jurisprudence constante en Flandre qu'en tout ce qui était précisément de droit coutumier ou suivait la coutume générale de la province au défaut des coutumes particulières, préférablement aux lois romaines;

Que cette règle, conforme aux décrets d'homologation de la plupart des coutumes de Flandre, où il est dit en termes exprès que, dans les cas non exprimés dans ces coutumes, on doit d'abord recourir à la coutume générale, dite *deuryaende costume*, et subsidiairement au droit romain, *geschreven regt*, n'en était pas moins aussi suivie dans le petit nombre de coutumes, telles que celles de Gand et de Courtrai, dont les décrets d'homologation, à la différence des premiers, contenaient, *pro casibus omniis*, un renvoi direct au droit romain, *geeneen geschreven regt*;

Attendu que les auteurs, tous d'accord sur ce point, non-seulement ne distinguent pas entre ces différents décrets d'homologation, mais qu'il en est même, tels que Pollet et Cuypers, qui, écrivant pour des coutumes dont les homologations renvoyaient directement au droit romain, sont cependant d'avis qu'il fallait avant tout donner la préférence aux usages généraux de la province;

Qu'en effet l'on conçoit bien le sens de ce renvoi direct à la législation romaine pour les matières non comprises dans les coutumes et traitées par cette législation; mais qu'il serait peu logique de vouloir, dans une

matière traitée par la coutume et d'origine purement coutumière, pour la solution de l'un ou de l'autre cas omis, chercher dans les lois romaines un complément à cette matière ou bien étrangère à ces lois, ou qu'elles considéraient sous un point de vue différent;

Qu'enfin on ne voit aucun motif de l'exclusion qu'aurait voulu faire le souverain de l'époque à l'égard d'un petit nombre de ses sujets, du privilège accordé à la presque totalité d'être régis en premier lieu par les usages généraux de la province;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que la communauté conjugale étant de droit purement coutumier, et les principes du droit romain en matière de société n'ayant rien de commun avec cette communauté coutumière, il échet d'examiner si sous la coutume de Gand, applicable à l'espèce, et dans le silence de cette coutume, la coutume générale établissait la continuation de communauté entre l'époux survivant et les enfants issus du mariage, pour défaut d'inventaire;

Et attendu, quant à ce, que six coutumes de Flandre, savoir, de Furnes, Ypres, Roulers, pays de Waes, Lagorgue, Bailleul, et la salle et bailliage de Lille, sont unanimes pour prononcer cette continuation de communauté, et forment sur ce point la coutume générale;

Que vainement on objecte que les autres coutumes, qui sont muettes sur la question, sont en beaucoup plus grand nombre;

Que ce n'est point par les coutumes muettes qu'elles-mêmes ont besoin de recourir à la coutume générale, pour combler une lacune semblable, inais par celles qui ont expressément statué sur le point litigieux que se forme et se détermine la coutume générale;

Attendu que c'est encore en vain qu'on oppose que la continuation de communauté était une peine établie contre le survivant qui avait négligé de faire inventaire, qu'elle devait donc être renfermée rigoureusement dans le ressort de la coutume qui la prononçait et ne point être étendue d'une coutume à l'autre; car indépendamment que, peine ou non, elle était établie par la coutume générale, d'autres motifs encore, notamment la faveur due aux mineurs, le mélange et la confusion des biens, avaient présidé à son introduction;

Que l'usage de cette disposition coutumière, par laquelle on épargnait au père et aux enfants des procès toujours odieux et par-dessus tout ce serment injurieux et inflamant de la loi romaine, a été jugé si rai-

sonnable et si plein d'équité qu'on a cru même devoir l'étendre aux pays de droit écrit, non pas à la vérité pour la communauté légale, qui n'y était pas admise, mais pour la communauté conventionnelle, ainsi que l'atteste Brodeau sur Louet, qui cite plusieurs arrêts établissant cette jurisprudence;

Qu'enfin l'objection tirée de ce que la prorogation de communauté est une peine, qui avait aussi trouvé d'abord quelques partisans en France, y a été combattue par les meilleurs esprits, et bientôt abandonnée par une jurisprudence constante, qui a étendu le principe de la continuation de communauté à toutes les coutumes qui n'en parlaient pas;

Attendu, finalement, quant à ce qu'on dit que la continuation de communauté peut d'autant moins être admise sous l'empire de la coutume de Gand que d'autres peines, à savoir, l'amende et la correction arbitraire, y sont infligées à l'époux survivant, qui néglige de faire nommer un tuteur et de faire faire inventaire; que, dans la supposition que l'article 2 de l'édit du 12 juillet 1605, qui commue ces peines, fût applicable à l'époux survivant qui administre, elles n'auraient néanmoins rien d'incompatible avec la continuation de communauté, puisqu'elles coexistent également avec le principe de cette continuation de communauté dans les coutumes qui la consacrent d'une manière expresse (cout. du pays de Waes, rub. 7, article 5; d'Ypres, rub. 5, art. 1^{er}; Roulers, rub. 10, article 3; Furnes, tit. V, article 16);

Et attendu, en fait, que la dame J. Vannielle, grand'mère des appelants, est décédée le 14 octobre 1797; que son époux survivant, le sieur J. Vanwaes, grand-père des appelants, a négligé, contrairement au précepte de la coutume, de provoquer la nomination d'un tuteur spécial et de faire faire inventaire; qu'il résulte que la communauté qui avait existé entre lui et son épouse a continué d'exister après le décès de celle-ci entre lui et ses enfants mineurs procréés dudit mariage;

Qu'il s'agit donc d'examiner si les deux maisons acquises par ledit Vanwaes, postérieurement au décès de sa femme, et vendues par lui à l'intimité à rente viagère, peuvent aujourd'hui être revendiquées pour moitié par les appelants, comme ayant fait partie de cette communauté continuée;

Et attendu que, quelles que fussent la nature et l'étendue de la communauté continuée, admise par nos coutumes, et soit qu'on l'envisage comme une communauté

nouvellie, soit qu'on la fasse succéder à l'ancienne, ayant existé entre les époux comme une continuation de celle-ci, de manière à ne faire qu'une seule et même communauté, il est néanmoins un point sur lequel la presque généralité des auteurs semble d'accord, c'est que si l'on conteste au survivant le pouvoir d'aliéner les conquêts faits pendant son mariage, parce que la propriété de la moitié en appartenait irrévocablement aux enfants, comme héritiers du prémourant, il lui était au moins permis de disposer à titre onéreux des conquêts par lui faits durant la continuation de communauté;

Que ce pouvoir lui était si bien reconnu, que Duinoulin atteste que jamais on n'avait songé à révoquer une pareille aliénation, mais qu'on s'était toujours borné à réclamer la moitié de ce qui restait dans la communauté prorogée (*nunquam fuit unitatum quod alienatio recocaretur, sed solum caperetur media ejus quod superest*, sur l'article 118 de l'ancienne coutume de Paris, n^o 8);

Attendu qu'en effet les coutumes ayant laissé aux enfants l'option d'user ou de ne pas user de la continuation de communauté, et le résultat nécessaire de cette disposition devant être de ne leur accorder aucun droit actuel dans les biens acquis pendant sa durée par le survivant, mais une simple éventualité à en devenir propriétaires, dépendante du choix qu'ils feraient lors de sa dissolution, il ne peut être entré dans l'esprit de ces coutumes de soumettre le sort des aliénations faites par le survivant, seul exerçant des droits actuels, aux chances de cette éventualité;

Que dans cette incertitudo et jusqu'à cette option, refuser au survivant le droit d'aliéner, c'était le mettre dans une curatelle d'autant plus fâcheuse, qu'il se pouvait qu'en définitive le choix des enfants se bornât à la communauté existante au décès du prémourant; c'était enfin porter à l'administration du survivant des entraves que l'intérêt des enfants eux-mêmes commandait d'écarter;

Attendu que c'est par une conséquence naturelle de ce pouvoir d'aliéner que le survivant pouvait créer à la communauté continuée, sans le consentement de ses enfants, un coassocié en se remarquant, droit en opposition formelle avec les règles des sociétés ordinaires, et que les coutumes ne lui auraient point concédé, si elles ne lui avaient en même temps reconnu le pouvoir de disposer librement sans le consentement de ses

enfants, tant pour leur part que pour la sienne, des acquêts faits pendant la communauté continuée;

Attendu que le pouvoir du survivant de disposer à titre onéreux étant ainsi établi, la vente à rente viagère, qui n'est qu'une disposition à titre onéreux, devait également lui être permise; d'où suit que l'auteur des appelants a pu, de la manière qu'il l'a fait, vendre à l'intimité les deux maisons litigieuses, et que les appelants sont non fondés dans leur action en revendication d'icelles;

Par ces motifs et aucuns de ceux du premier juge, ouï M. Colinez, avocat général, en son avis conforme, met l'appel à néant, etc.

Du 20 juin 1840. — Cour de Gand. — 1^{re} Ch.

PÊCHE. — Vol.

La pêche ne peut-elle constituer un vol que lorsqu'elle a lieu dans une eau où le poisson se trouve enfermé par des digues ou clôtures quelconques, comme étangs, rivières ou réservoirs. (Code pénal, art. 388.)

— Rés. aff.

Un fait de pêche commis au préjudice d'un particulier dans une eau qui est en communication avec d'autres est passible des peines de la loi du 14 floréal an x, art. 14, et notamment s'il a eu lieu dans les fossés d'une ville forte donnés à ferme.

Le sieur K... fut traduit devant le tribunal d'Anvers, sous la prévention d'avoir, dans la nuit du 14 au 15 avril 1840, commis un vol de poisson dans les fossés intérieurs hors de la porte Rouge à Anvers, et ce au préjudice et sans l'autorisation du sieur Vanderheyden à qui le droit de pêche, dans lesdits fossés, était affermé. Il fut condamné à un emprisonnement de six mois. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est établi que, dans la nuit du 14 au 15 avril dernier, le prévenu a pêché dans les fossés extérieurs hors la porte Rouge de la ville d'Anvers, dont la pêche était affermée au sieur J. Vanderheyden, sans l'autorisation de celui-ci;

Attendu que la pêche ne peut constituer

un vol que lorsqu'elle a lieu dans une eau où le poisson se trouve enfermé par des digues ou autres clôtures quelconques, comme étangs, viviers ou réservoirs;

Attendu que, dans l'espèce, l'eau dans laquelle le prévenu a pêché est en communication avec d'autres eaux étrangères au cantonnement de pêche du sieur Vanderheyden;

Attendu qu'il suit de là que le fait posé par le prévenu constitue le délit de pêche prévu par l'article 14, titre V, de la loi du 14 floréal an x, combiné avec l'article 1^{er} de la loi du 29 mars 1806;

Attendu que Vanderheyden ne s'est pas constitué partie civile;

Par ces motifs, etc.

Du 20 juin 1840. — Cour de Bruxelles. 4^e Ch.

ACTE D'APPEL.

Bruxelles, 20 juin 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 101.

ACTES ANCIENS.

Bruxelles, 20 juin 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 104). Voy. rejet, 22 mai 1841 (*Pasic.*, p. 232).

AUTORISATION. — FABRIQUE. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Une fabrique d'église non autorisée à ester en instance d'appel est non recevable dans son appel, et elle doit supporter les frais occasionnés par ce défaut d'autorisation, alors surtout qu'il lui a été accordé diverses remises de cause à cette fin (1).

Du 23 juin 1840. — Cour de Liège. — 1^{re} Ch.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. — COMMANDEMENT.

Un jugement par défaut est suffisamment exécuté dans les six mois par un com-

(1) Voy. *Brux.*, 2 nov. 1824, 1^{re} fév. 1825 et 8 mars 1828.

mandement fait au débiteur et un procès-verbal de carence dressé contre lui (1).

Par exploit en date du 21 mai 1839, Jacques B. Jos. Bellefroid, banquier, et M. L. H. C. Bellefroid, rentière, épouse de S. Ch. Ph. Jos. Delvaux, docteur en médecine et professeur à l'Université de Liège, et ce dernier même, ont fait assigner 1^o A. Liénaert-Pauwelaert, représenté par les appelants principaux ci-dessus qualifiés, et 2^o Vandercruyce, représenté par l'intimé principal ci-dessus qualifié, à comparaitre devant le tribunal civil de première instance, séant à Liège, pour, attendu que les demandeurs ont acquis de H. Th. B. Bellefroid la part compétente à ce dernier dans la nue propriété de la ferme dite Montfort, située dans la commune d'Ans et Glain, et dans une maison dite Marengo, avec ce qui en dépend, située à Liège, quai Saint-Léonard, moyennant une somme de 4.440 francs, acquisition qui a eu lieu à charge de purge civile, suivant acte reçu par M^o Dusart, notaire, le 18 mai 1838, enregistré; attendu que, la purge civile desdits immeubles ayant eu lieu, et le délai pour surenchérir étant expiré sans qu'il soit survenu de surenchère, il s'agit de distribuer le prix de la vente; attendu qu'aux termes de l'article 775 du Code de procédure civile l'ordre et la distribution du prix ne peuvent être provoqués dans la forme ordinaire; attendu qu'il n'y a que deux créanciers inscrits sur les immeubles vendus, voir régler entre les assignés par le tribunal la distribution de ce prix, voir dire et déclarer que les frais de la purge civile, ainsi que ceux de la présente instance, en seront prélevés.

Le titre de la créance de l'assigné Liénaert-Pauwelaert est un jugement par défaut rendu par le tribunal de commerce séant à Liège, le 1^{er} mars 1832, qui condamne les sieurs Klynton et Bellefroid-Vanhove, solidairement, au paiement d'une somme de 1,500 florins des Pays-Bas, aux intérêts légitimes et aux dépens. Ce jugement avait été signifié par l'huissier à ce commis, au sieur Bellefroid-Vanhove, suivant exploit du 24 août 1832, enregistré, le même exploit contenant commandement d'exécuter dans le délai d'un jour, et, le 29 du mois d'août 1832, il avait été dressé au domicile dudit Bellefroid-Vanhove un procès-verbal de carence; dès le 7 mars 1832,

Liénaert-Pauwelaert avait requis au bureau de la conservation des hypothèques de Liège l'inscription de l'hypothèque résultant pour lui du jugement susénoncé.

Jean-Baptiste Vandercruyce, autre créancier assigné, dont l'inscription hypothécaire, requise en vertu d'un jugement par défaut du 21 juillet 1836, porte la date du 9 juin 1837, contesta la créance de Liénaert-Pauwelaert; il prétendit qu'il devait être colloqué à son exclusion. Le tribunal saisi de la contestation rendit, le 30 juillet 1840, un jugement dont quelques-uns des motifs font connaître les moyens plaidés par les parties à l'appui de leurs conclusions. Ces motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu que pour apprécier si une préférence est due à l'un ou l'autre desdits créanciers, il faut examiner s'ils ont des titres conférant hypothèque;

« Attendu, à cet égard, en ce qui concerne la partie Vernink (Liénaert-Pauwelaert), qu'aux termes de l'article 435 du Code de procédure civile les jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce ne sont exécutoires qu'un jour après la signification qui en a été faite à la partie condamnée et jusqu'à l'opposition;

« Attendu que, selon la disposition de l'article 583 dudit Code, toute saisie-exécution doit être précédée d'un commandement; que, ce commandement étant aussi nécessairement préalable à la saisie-exécution, il s'ensuit qu'il ne peut pas plus que la saisie-exécution elle-même être fait valablement qu'en vertu d'un titre exécutoire;

« Attendu que le jugement par défaut rendu au profit de la partie Vernink, par le tribunal de commerce de Liège, le 1^{er} mars 1832, n'était pas exécutoire le 24 août suivant, époque à laquelle il a été fait commandement à la partie condamnée, puisqu'il n'a été signifié à celle-ci que ledit jour; d'où il suit que le prédit commandement, ayant été fait sans titre ni droit, ne peut être considéré comme valable, et que, par une conséquence ultérieure, le procès-verbal de carence du 29 du même mois n'ayant pas été précédé du commandement indispensable pour la validité de la saisie-exécution ou procès-verbal de carence, il s'ensuit que celui-ci n'a pu avoir l'effet de faire réputer exécuté dans les six mois le jugement par défaut en vertu duquel il a été dressé;

« Attendu, en ce qui concerne la partie Bertrand (Vandercruyce), que, dans les poursuites dirigées contre son débiteur,

(1) Voy. BRUX., 3 mars 1837.

celui-ci a été considéré comme n'ayant ni domicile ni résidence connus : qu'il a donc fallu suivre, à son égard, les formalités prescrites dans une telle hypothèse ;

« Attendu que l'art. 2 de l'arrêté du 1^{er} avril 1814 dispose que si la résidence n'est pas connue, les exploits seront insérés par extrait dans un des journaux imprimés dans le lieu où siège la Cour ou le tribunal qui devra respectivement en connaître ;

« Attendu que, cet arrêté n'ayant voulu que remplacer les formalités prescrites par l'article 69 du Code de procédure civile, il n'a pas entendu déroger à l'article 70 du même Code, suivant lequel les exploits non revêtus des formes prescrites sont nuls ;

« Attendu que si l'extrait de signification du jugement par défaut rendu par le tribunal de commerce de Liège le 21 juillet 1836 se trouve, à la vérité, inséré dans le journal de la province de Liège, signé par l'épouse de l'éditeur, dont la signature est légalisée par le bourgmestre de Liège, sous la date du 2 septembre 1836, il n'en est pas moins vrai qu'à défaut d'enregistrement, ce journal n'a pas de date certaine, l'article 1378 du Code civil n'ayant pas compris la légalisation au nombre des formalités qui procurent une date certaine à des actes sous seing privé ;

« Attendu qu'on ne produit aucune preuve de l'insertion dans un journal de cette ville du commandement fait en exécution dudit jugement du 20 septembre 1836 ;

« Attendu que si le procès-verbal de carence du 25 octobre 1836 a été inséré par extrait dans un journal de la ville de Liège, il est incertain à quelle époque cette insertion a eu lieu, puisque le journal qui la contient n'a point par lui-même date certaine ; que non-seulement il n'est pas enregistré, mais qu'il n'est pas même signé par l'éditeur, ni par suite légalisé sous aucune date quelconque ;

« Attendu qu'à défaut d'enregistrement imprimant à ces journaux une date certaine qu'ils n'ont pas par eux-mêmes, il n'est pas constant que lesdits exploits y ont été insérés par extraits à une époque antérieure à celle à laquelle expiraient les six mois écoulés depuis l'obtention du susdit jugement, et qu'à défaut de cette preuve, le même jugement est tombé en péremption ;

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les parties Bertrand et Vernink sont respectivement sans titre valable conférant hypothèque, et que, les inscriptions prises par elles croulant avec les titres en vertu desquels elles ont été prises, elles retom-

bent dans la classe des simples créanciers chirographaires ;

« Attendu que chacune de ces mêmes parties ayant demandé respectivement à être colloquée à l'exclusion de l'autre et succombant toutes deux dans cette prétention, il y a lieu de compenser les dépens entre elles ;

« Par ces motifs, le tribunal, réglant entre les parties Bertrand et Vernink la distribution du prix des immeubles dont il s'agit, dit et déclare que ledit prix sera distribué entre elles, ordonne que ceux faits par la partie Galand seront prélevés sur la somme à distribuer, de même que le coût et la signification du présent jugement. »

Par exploit du 7 février 1840, enregistré, les époux Desmets et Camille J. P. Liénaert, représentants de A. Liénaert - Pauwelaert, ont interjeté appel de ce jugement, et ont intimé E. E. Vandereruyce et les époux Debrou, en qualité de représentants de J. B. Vandereruyce, leur père, décédé depuis le jugement. Par acte d'avoué à avoué du 10 mars 1840, l'intimé E. E. Vandereruyce fit signifier copie d'un acte reçu au greffe du tribunal civil de première instance de Bruxelles le 13 février 1840, enregistré, duquel il résulte que les époux Debrou, intimés, ont renoncé à la succession de J. B. Al. Vandereruyce, leur père et beau-père ; dans le même acte, E. E. Vandereruyce prend la qualité d'héritier bénéficiaire, du moins Jean-Baptiste-Albert Vandereruyce.

Les conclusions de la partie appelante ont été fondées sur ce que le jugement du 1^{er} mars 1832 a été exécuté par la signification qui en a été faite avec commandement, par le commandement itératif, suivi d'un procès-verbal de carence fait au domicile du débiteur en présence de sa femme ; sur ce que ce dernier, après avoir laissé consommer l'exécution, eût été non-recevable à querreller de nullité les actes antérieurs à celle-ci ; que l'intimé ne peut avoir des droits plus étendus que son débiteur ; qu'en matière d'exécution de jugement par défaut, il ne s'agit que de vérifier s'il y a des faits desquels il résulte nécessairement que l'existence du jugement a été connue du défaillant, ce qui se rencontre dans l'espèce ; sur ce que d'ailleurs l'auteur des appellants a pu, par le même acte, faire signifier son titre, et faire à son débiteur commandement de payer ; que cela résulte de la combinaison des articles 455 et 585 du Code de procédure civile ; sur ce que les appellants n'ont aucun intérêt à contester la subrogation demandée. Celles de la partie

intimée, incidemment appelante, étaient fendées, en ce qui touche l'appel incident, sur ce qu'il n'était pas au pouvoir du premier juge de déclarer d'office que le jugement par défaut du 21 juillet 1836 était tombé en péremption ; sur ce que d'ailleurs ce jugement a été exécuté, dans les six mois de son obtention, par un procès-verbal de carence ; que ce jugement, et les exploits ensuivis, ont été valablement signifiés au domicile élu pour le paiement de la lettre de change qui a servi de base aux condamnations prononcées ; qu'à supposer qu'il fût nécessaire de remplir en outre les formalités prescrites par l'arrêt du 1^{er} avril 1814, ces formalités ont été ponctuellement observées ; qu'aucune disposition dudit arrêt n'exige que les journaux contenant insertion des exploits soient revêtus de la signature de l'imprimeur, légalisée par le bourgmestre ; qu'il n'y est pas davantage question de la nécessité de soumettre les mêmes journaux à la formalité de l'enregistrement ; qu'au surplus, tous les exploits critiqués par le premier juge, énonçant que l'insertion dans le journal a eu lieu, et ces exploits ayant été enregistrés, il était dès lors inutile de faire emploi des formalités indiquées. — Relativement à l'appel principal, sur ce que le procès-verbal de carence dressé à la requête des appelants principaux à la date du 29 août 1832 n'avait pas été précédé d'un commandement valable : qu'ainsi c'est à bon droit que le premier juge a déclaré périmé, à défaut d'exécution dans les six mois, le jugement ensuite duquel ledit procès-verbal avait eu lieu. — Et quant à la conclusion subsidiaire, sur ce que, si l'inscription des appelants doit servir ses effets, ils pourraient se faire payer sur le prix des biens de Freloux vendus à de Coppis ; que s'ils préfèrent se faire colloquer sur le prix des immeubles dont il s'agit au procès, ils doivent à l'intimé subrogation dans leurs droits hypothécaires à l'encontre desdits biens de Freloux.

Le 25 juin, la Cour prononça, en audience publique, l'arrêt suivant :

AARÊT.

LA COUR ; — Attendu que la créance des appelants a pour titre un jugement par défaut rendu par le tribunal de commerce de Liège le 1^{er} mars 1832, et que son inscription au bureau des hypothèques est antérieure à celle de l'intimé ;

Attendu que c'est mal à propos que les premiers juges ont regardé ce jugement

comme périmé, à défaut d'exécution dans les six mois ; que du procès-verbal de carence en date du 29 août même année, et de l'ensemble des circonstances, il résulte que le jugement a été exécuté autant qu'il a dépendu du créancier, et que l'exécution n'a pu rester inconnue à la partie condamnée ; qu'en supposant prématuré ou irrégulier le commandement signifié le 24 août avec le jugement, les vices ont été couverts par le procès-verbal de carence, opéré sans opposition ni réclamations ; qu'en tout cas, l'intimé ne pourrait être recevable à s'en prévaloir ;

Attendu, en ce qui concerne la créance de l'intimé, que c'est aussi sans aucun motif légitime que le jugement par défaut du 21 juillet 1836 a été déclaré périmé et nul ; que ce jugement a au contraire conservé toute sa force, puisqu'il est constaté par un procès-verbal de carence qu'il a été exécuté dans les six mois ; que le jugement, et les exploits qui l'ont suivi ont été valablement signifiés au domicile élu pour le paiement de la lettre de change qui fait l'objet du jugement ; que l'intimé a même surabondamment rempli des formalités prescrites par l'arrêt du 1^{er} avril 1814 ; que cet arrêt, du reste, n'exige ni la signature du journal contenant les insertions requises, ni la légalisation, ni l'enregistrement ;

Attendu que l'intimé n'a pas acquitté de ses deniers la créance de l'appelant et qu'il ne se trouve dans aucun des cas prévus par la loi pour donner lieu à la subrogation qu'il sollicite ;

Par ces motifs, met l'appel principal, l'appel incident, et ce dont est appel, à néant ; émendant, ordonne que dans la distribution du prix de la vente dont il s'agit, les appelants, après le prélèvement des frais d'ordre, seront colloqués de préférence à l'intimé pour le principal de leur créance résultant du jugement du 1^{er} mars 1832, deux années d'intérêts, le prout de l'année courante, et les loyaux coûts ; — quant au jugement rendu au profit de feu Vandercrucy le 11 juillet 1836, déclare que ce jugement doit être considéré comme ayant été exécuté dans les six mois, et qu'il n'y a pas lieu à le regarder comme périmé ; déclare qu'il n'y a pas lieu à ordonner aux appelants de subroger l'intimé à leurs droits ; condamne ce dernier aux dépens des deux instances, etc.

Du 25 juin 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

—

HUISSIERS. — POUVOIRS. — PRÉSUMPTION.

La présomption de pouvoirs donnée à l'huissier pour procéder à une exécution, que l'article 556 du Code de procédure civile fait résulter de la remise de l'acte ou du jugement, ne peut être rendue inefficace par la dénégation de cette remise que fait celui au nom duquel l'huissier a agi; c'est à celui-ci à prouver que l'huissier a agi abusivement en son nom et sans pouvoirs.

L'huissier Smets avait pratiqué, à la requête de Verhoeven et à charge de Deniagou père, une saisie-exécution sur des vins déposés à l'entrepôt de Bruxelles, et ce, en vertu d'un jugement obtenu par Verhoeven.

Deniagou fils, se prétendant propriétaire des vins saisis, fit assigner Verhoeven en mainlevée de saisie devant le tribunal de Bruxelles.

Celui-ci appela l'huissier Smets en garantie sur le fondement qu'il était désintéressé dans la cause, qu'il n'en avait plus les pièces ni les titres; que, par suite, il ne les avait pas remis à Smets, et ne lui avait pas donné l'ordre d'instrumenter en son nom, ni de pratiquer la saisie dont se plaignait Deniagou.

Par un premier jugement du 27 septembre 1838, le tribunal annula la saisie, condamna Verhoeven aux dommages-intérêts, et, avant de statuer sur la demande en garantie formée contre Smets, qui faisait défaut, « ordonna à Verhoeven de s'expliquer de la manière dont il entendait prouver que Smets avait usurpé son nom pour pratiquer la saisie. »

Le débat ayant ensuite été lié contradictoirement, Smets soutint qu'en déclarant que la remise de l'acte ou du jugement à l'huissier valait pouvoir pour toute exécution, l'article 556 du Code de procédure civile avait posé une présomption *juris tantum* qui subsistait jusqu'à ce qu'elle eût été détruite par la preuve contraire, et que, pour ne pas avoir produit cette preuve, Verhoeven devait être déclaré non fondé dans son recours en garantie.

Cependant il posa subsidiairement en fait, avec offre de preuve, que postérieurement à la remise des pièces faite en son nom, Verhoeven lui avait verbalement confirmé le pouvoir de saisir-exécuter.

Verhoeven répondit que pour prouver son mandat, il ne suffisait pas à l'huissier d'être porteur des pièces; qu'il fallait de

plus qu'elles lui eussent été remises par celui au nom duquel il avait instrumenté, et que, lorsque le fait de la remise était contesté, c'était à l'huissier qui s'en prévalait à le prouver. Il conclut à ce que Smets fût déclaré non fondé à invoquer l'article 556 du Code de procédure civile.

De son côté, Verhoeven offrit aussi subsidiairement de prouver qu'il n'était pas possesseur des pièces lorsqu'elles avaient été portées chez l'huissier Smets; qu'ayant été désintéressé, il les avait remises à un sieur V..., et que c'était ce dernier qui les avait portées chez Smets.

Le tribunal rendit, le 12 mars 1839, le jugement suivant :

« Vu le jugement de ce tribunal du 27 septembre 1838;

« Attendu que, dans sa conclusion principale, Smets se prévaut de la présomption de l'article 556 du Code de procédure civile;

« Attendu que la présomption de cet article, introduite par la faveur que la loi accorde au titre d'officier ministériel, ne peut être rendue inefficace par la seule allégation de Verhoeven que les pièces n'auraient pas été remises par lui;

« Qu'en effet, cette circonstance seule de la remise par un tiers ne suffirait pas pour rendre l'huissier responsable, s'il venait à prouver, par exemple, que, postérieurement à cette remise, le pouvoir de procéder à la saisie-exécution a été confirmé par le demandeur;

« Attendu que dans cet état du litige il incombe au demandeur de prouver, comme il l'a offert dans ses conclusions prises lors du jugement de défaut, que c'est abusivement et sans pouvoir que la saisie-exécution dont s'agit a eu lieu;

« Par ces motifs, le tribunal, ouï M. Van Parys, substitut du procureur du roi et de son avis, admet Verhoeven à prouver par tous moyens de droit, nuls exceptés, que c'est abusivement que l'huissier Smets a procédé à la saisie-exécution dont il s'agit, et qu'il lui a refusé plusieurs fois la procuration que cet huissier réclamait pour opérer ladite saisie. »

Verhoeven se pourvut en appel; il plaida au principal que le jugement appliquait au fait de la possession des titres la présomption légale que l'article 556 du Code de procédure civile n'accorde qu'à la remise de ces titres par le requérant de l'huissier, et il reproduisit les moyens qu'il avait fait valoir en première instance pour rejeter les devours de preuve sur l'huissier.

Il soutint subsidiairement que si une

preuve avait dû lui être imposée, elle eût dû l'être dans les termes qu'il l'avait offerte dans ses conclusions.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du premier juge, met l'appel à néant; condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

Du 23 juin 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

DEMANDE NOUVELLE. — SAISIE-ARRÊT.

Bruxelles, 27 juin 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 90). Voy. Carré-Chauveau, n° 1971 bis, p. 427. Bruxelles, 20 juin 1844 (*Pasic.*, p. 330).

COMPÉTENCE.

Bruxelles, 27 juin 1840. — Voy. rejet, 3 juillet 1841 (*Pasic.*, p. 330).

1^o JUGE D'INSTRUCTION. — DÉLIT. — ARRESTATION PRÉVENTIVE. — NON DOMICILIÉ. — 2^o COMPÉTENCE. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

1^o *Le juge d'instruction a-t-il le pouvoir discrétionnaire de se refuser à décerner, nonobstant un réquisitoire du ministère public, un mandat de dépôt ou d'arrêt contre un individu non domicilié dans le pays, prévenu d'un fait emportant la peine d'emprisonnement, et qui n'a pas détruit dans son interrogatoire les charges qui s'élevaient contre lui (1)?* — Rés. nég.

2^o *La connaissance de l'ordonnance du juge d'instruction qui, dans ces circonstances, refuse de déférer à un réquisitoire du ministère public tendant à ce qu'il fût décerné un mandat d'arrêt ou de dépôt, appartient-elle à la chambre des mises en accusation (2)?* (Code crim., art. 127 et 218.) — Rés. aff.

Par suite d'un procès-verbal du commissaire de police de la ville d'Anvers, à charge de la nommée P. Hoogeboom, née à Rotterdam, sans domicile à Anvers, et arrêtée sous la prévention de vagabondage et de contravention à la loi du 6 fructidor an II, pour avoir pris en Belgique un nom autre que le sien, M. le procureur du roi requit M. le juge d'instruction d'Anvers d'interroger la prévenue, et de décerner contre elle, s'il y avait lieu, un mandat de dépôt. Ce magistrat, après avoir interrogé la prévenue, la laissa en liberté. — M. le procureur du roi, croyant que la prévenue avait mal à propos été mise en liberté, vu les faits élevés à sa charge et la circonstance qu'elle n'avait en Belgique aucun domicile ou aucune résidence où elle aurait pu être valablement citée, pour répondre devant le tribunal correctionnel de la double prévention dont il s'agit, requit M. le juge d'instruction de décerner contre elle un mandat d'arrêt, si mieux ne croyait ce magistrat devoir décerner un mandat de dépôt. La chambre du conseil se déclara incompétente pour connaître de ce différend qui lui fut soumis par M. le juge d'instruction. Ce dernier rendit le même jour une ordonnance par laquelle il déclara ne pouvoir déférer au réquisitoire susdit, et qu'il n'y avait pas lieu de lancer contre la prévenue un mandat d'arrêt ou de dépôt.

M. le procureur du roi se pourvut contre cette ordonnance.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrestation préventive, ordonnée par le Code criminel, est motivée sur la nécessité d'une instruction préalable et sur la crainte que le prévenu ne se dérobe à la punition qu'il peut avoir méritée; que c'est principalement, mu par ce motif de crainte, que le législateur a voulu que tout individu, quelle que soit sa qualité, prévenu d'un délit emportant peine afflictive ou infamante, si dans son interrogatoire il n'a pas détruit les charges qui pèsent sur lui, soit mis préventivement sous mandat de dépôt ou sous mandat d'arrêt;

Attendu que s'il a pensé que cette crainte pourrait souvent ne pas exister lorsqu'il s'agirait d'un délit ne donnant lieu qu'à la

(1) Voy. Legraverend, ch. 8; circul. du 10 février 1819, et *Recue des revues de droit*, 5^e année, p. 80. Voy. *Pasicrisie*, 1848, p. 56; Mangin, de l'*Instruction écrite*, n° 142, édit. belge,

t. 2, p. 11.

(2) Voy. Paris, cass., 10 avril 1829; Mangin, de l'*Instruction écrite*, t. 1^{er}, n° 18, édit. belge, p. 246.

peine d'un emprisonnement correctionnel et imputé à un prévenu domicilié dans le pays, si en conciliant les nécessités d'une bonne justice répressive avec les intérêts et la liberté des citoyens, il a, dans ces cas, laissé au juge d'instruction la faculté de ne pas soumettre le prévenu à une détention préalable, il résulte néanmoins de l'esprit et des motifs de la loi sur cette matière, qu'il n'a pas entendu étendre cette faculté et laisser le juge d'instruction seul maître de mettre en liberté le prévenu d'un délit punissable d'un emprisonnement correctionnel, qui ne serait pas domicilié dans le pays, et qui, dans son interrogatoire, ne se serait pas lavé des soupçons qui planent sur lui ;

Attendu que si la loi a abandonné aux lumières et à la conscience du juge d'instruction l'appréciation des circonstances, d'après lesquelles il doit exercer le pouvoir très-étendu qui lui est confié, ce pouvoir n'est cependant pas sans limite, et les ordonnances qu'il rend ne sont pas à l'abri de tout recours par la voie d'opposition ou d'appel ;

Attendu que c'est à la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel du ressort que les ordonnances de ce magistrat, qui auraient été rendues en dehors des règles tracées par la loi, doivent être déférées, et non à la chambre du conseil, puisqu'aux termes de l'article 127 du Code d'instruction criminelle, cette chambre est composée de trois juges, y compris le juge d'instruction, et qu'une chambre dont le juge d'instruction fait nécessairement partie ne peut ni réformer ni confirmer les décisions de ce magistrat ;

Attendu, en fait, que la nommée P. Hoogeboom, née à Rotterdam, n'est pas domiciliée en Belgique, et parait même n'y avoir aucune résidence fixe ;

Attendu que le délit de vagabondage ainsi que celui d'avoir contrevenu à la loi du 6 fructidor an II, en prenant un faux nom dont elle est prévenue, sont punissables d'un emprisonnement correctionnel ;

Attendu que, dans son interrogatoire devant le juge d'instruction, elle n'est pas parvenue à se disculper au moins du délit lui imputé d'avoir pris un faux nom, de tout quoi il suit qu'il y avait lieu de la mettre

dans les liens d'un mandat de dépôt ou d'arrêt ;

Par ces motifs, reçoit l'opposition formée le 24 juin par le ministère public, et y statuant, annule l'ordonnance attaquée, et faisant ce que le juge d'instruction aurait dû faire, ordonne que la susdite P. Hoogeboom sera arrêtée, conduite et reçue en état de mandat d'arrêt dans la maison d'arrêt d'Anvers, pour être ensuite statué à l'égard de ladite prévenue ce qu'il appartiendra, etc.

Du 29 juin 1840. — Cour de Bruxelles.
— Ch. des mises en accusation.

—

ENQUÊTE. — DÉLAI. — DISTANCES. —
COPIE. — REPRÉSENTATION. — TÉMOINS
(PRÉNOUS DES). — CONTRA-ENQUÊTE.

Le délai de l'assignation donnée à la partie pour assister à une enquête doit être augmenté à raison de la distance (1).

Cette augmentation ne doit point être double pour l'aller et le retour.

Une déposition n'est pas nulle parce que le témoin ne représente pas la copie de son assignation, si l'original est représenté à l'enquête (2).

L'article 201 du Code de procédure civile n'exige pas que les prénoms des témoins soient notifiés (3).

On peut faire entendre dans la contre-enquête un témoin déjà entendu dans l'enquête directe.

Une enquête tenue devant le tribunal de Malines, en matière de séparation de corps et de biens, fut arguée de nullité, par la raison que la citation donnée au défendeur pour assister à l'enquête directe ne comprenait pas la double augmentation du délai de l'article 1053 du Code de procédure, *in fine*, ce qui était exact en fait.

Des dépositions isolées étaient également arguées de nullité dans un ordre subsidiaire par les deux parties et pour des motifs que le jugement ci-dessous indique suffisamment.

La demanderesse, sur la nullité d'enquête

(1) Voy. Limoges, 22 juillet 1837 ; Poitiers, 23 juillet 1839 ; Carré, n° 1020 ; Berrin, p. 203, note 29 ; *Pasic.*, 1848, p. 28, et la note ; Bioche, t. 2, p. 187, n° 155 ; Thomine, n° 309 ; Bouvier, n° 172.

(2) Il est satisfait à l'article 209 du Code de

procédure civile, soit par la représentation des copies, soit par celle de l'original. Voy. Thomine, n° 315 ; Carré, n° 1030 ; Bioche, t. 2, p. 200, n° 257.

(3) Voy. *Pasic.*, 1848, p. 28.

proposée par le défendeur, soutint que le délai d'assignation pour être présent à une enquête ne devait jamais contenir d'augmentation à raison de la distance. L'article 1033, disait-elle, ne parle que d'actes faits à personne ou domicile; or, la citation pour assister à une enquête est donnée au domicile de l'avoué en cause. L'article est évidemment inapplicable.

Subsidiairement, elle soutenait en fait qu'un délai suffisant pour la simple augmentation était donnée, et qu'il n'y avait pas lieu à aller et retour.

Le tribunal de Malines statua comme suit, rejetant les nullités et reproches proposés :

« Attendu que, par sa conclusion du 7 janvier, le défendeur a demandé préliminairement l'annulation de l'enquête directe, et qu'il a soutenu, en se fondant sur la disposition des articles 261 et 1033 du Code de procédure civile, que les délais augmentés en raison des distances n'ont point été observés dans l'assignation qui lui a été donnée à l'effet d'assister à ladite enquête ;

« Attendu que l'assignation faite le 3 février 1838 pour comparaitre le 10 comprend un délai de trois jours, augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance, entre le domicile du défendeur et la ville de Malines ;

« Attendu que, par la même conclusion, le défendeur a subsidiairement argué de nullité les dépositions de deux témoins entendus dans la prédite enquête directe ;

« Attendu, quant au témoin Dumonceau, que, bien que ce témoin eût oublié, et, par conséquent, se soit trouvé dans l'impossibilité de représenter la copie de sa citation, au moment de sa comparution devant le juge-commissaire, cependant il est justifié au procès que le témoin Dumonceau a été réellement cité, et qu'il a été satisfait, à son égard, au prescrit de l'article 260 du Code de procédure civile ; que, pour le surplus, le procès-verbal d'enquête contient la représentation des assignations au vu de l'article 269 du Code de procédure civile ;

« Attendu, quant au témoin Hanne, que l'article 261 précité, qui exige, à peine de nullité, que les noms, professions et demeures des témoins soient notifiés à la partie contre laquelle on les produit, n'exige pas que les prénoms des témoins soient également notifiés ; que, du reste, la désignation de la profession des témoins enlevait tout doute sur son identité ;

« Attendu que la demanderesse a prétendu que la déposition du témoin Delporte,

entendu dans la contre-enquête, ne serait pas lue, ce témoin ayant déjà déposé dans l'enquête directe ;

« Attendu que la vérité appartient à quiconque en a besoin, n'importe où elle se trouve ; qu'aucune loi n'a défendu à l'une des parties d'invoquer et de faire entendre un témoin déjà entendu par l'autre, si cette partie juge que pareil témoignage peut lui être utile. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Déterminée par les motifs du premier juge, met les appels respectifs à néant, etc.

Du 1^{er} juillet 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

PRESCRIPTION.

Brux., 1^{er} juillet 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 159.

HOSPICES. — ENVOI EN POSSESSION.

Liège, 2 juillet 1840 (*Pasic.*, 1841, pages 35 et suivantes. — Voy. Liège, 11 août 1840, Brux., cass., 7 juillet 1842 (*Pasic.*, pages 277 et 135, et 1849, deuxième partie, page 351, et première partie, page 108).

BÉNÉFICES SIMPLES. — FABRIQUES. — BIENS (RESTITUTION).

Les biens et reutes provenant de fondations érigées en bénéfices simples, chargés de services religieux à célébrer dans une église déterminée, ont été rendus à leur ancienne destination, et doivent appartenir aux fabriques, alors même que les produits de ces biens auraient été perçus et les offices desservis par un prêtre titulaire, les biens d'un pareil bénéfice ayant été considérés comme appartenant à l'église où le bénéfice était institué (1).

Par exploit du 5 juillet 1831, le ministre des finances de la Belgique, poursuite et diligence du sieur Burnay, directeur de

(1) Voy. *conf.* Brux., cass., 25 juin 1838, 4 mars et 1^{er} avril 1841 (*Pasic.*, p. 174) ; Liège, 10 déc. 1845 (*Pasic.*, 1846, 2, 300).

l'enregistrement et des domaines, fit assigner les marguilliers administrateurs de l'église d'Andrimont devant le tribunal de première instance de Verviers, pour se voir condamner, même en noms personnels, à effectuer la remise à la direction de l'enregistrement et des domaines belges, en la personne du sieur Burnay, directeur à Liège, et ce, dans la huitaine de l'arrêt à intervenir et sous double inventaire, tous papiers, titres et registres appartenant au domaine, et notamment les registres et titres des bénéfices connus sous le nom de la Sainte-Trinité, de Jésus, de la mère de Dieu, des saints Joseph, Paul, Severin, et de tous les saints, comme aussi à restituer tous capitaux, revenus ou fruits indûment perçus par ladite fabrique sur lesdits biens et rentes depuis l'époque de l'indue possession; condamner en outre la fabrique à tous dommages-intérêts auxquels pourrait donner lieu la perte ou l'extinction desdits biens et rentes arrivée pendant l'injuste possession de la fabrique, ainsi qu'aux dépens; subsidiairement, déferer auxdits administrateurs marguilliers le serment sur les faits suivants : que la fabrique de l'église d'Andrimont n'est en possession d'aucun titre, registre, concernant des fondations érigées en bénéfices simples; 2° qu'elle ne possède aucun bien, rente ou immeuble, provenant de fondations érigées en bénéfices simples, dont les revenus étaient autrefois perçus par un recteur ou titulaire, ou dont les revenus n'étaient chargés d'aucun service religieux.

Sur cette assignation, M^e Judon se constitua pour la fabrique et fit signifier l'autorisation d'ester en justice donnée par la députation des états de la province de Liège le 25 novembre 1831, et conclut à ce que le domaine fût déclaré non recevable ni fondé dans son action, avec dépens.

Le 28 avril 1839, jugement du tribunal de Verviers, ainsi conçu :

« Considérant qu'en admettant comme ayant force probante les pièces en date des 6 novembre 1676, 18 mai et 14 juin 1709, produites par le domaine, il en résulte que des membres des familles Declitor et Detry ont fait construire dans l'église d'Andrimont une chapelle avec un autel de pierre, en l'honneur de la très-sainte Trinité, de Jésus, de la mère de Dieu, de saint Joseph, des saints Paul et Severin, et de tous les saints; que, pour la dotation d'icelle, ils ont assigné diverses rentes et revenus excédant 250 florins Brabant annuels, à percevoir par le titulaire à charge d'y lire et cé-

lébrer trois messes tous les ans aux jours de la fête de saint Joseph et de l'Assomption; que cette chapelle a été érigée avec l'autel en simple bénéfice ecclésiastique à perpétuité, avec réserve aux fondateurs ou descendants de Nicolas Detry et de Catherine Declitor de conférer le bénéfice, en donnant toutefois la préférence au plus âgé des deux familles, et ayant tonsure eléricale;

« Considérant qu'en conformité de l'arrêt royal du 19 août 1817, la fabrique de l'église d'Andrimont a présenté l'état des biens dans la possession desquels elle demandait d'être maintenue, et que par arrêt royal du 1^{er} avril 1824, la propriété des biens et rentes compris dans cet état lui a été confirmée; que l'on a excepté seulement les quatre derniers articles de rente, comme provenant du bénéfice simple prérappelé, et consistant en un total annuel de 18 florins 76 cents, 39 florins 70 cents, savoir : 5 florins 60 cents, 4 florins 20 cents, 3 flor. 36 cents, dus respectivement par la veuve Antoine Mathieu, Coemalte frères, Dème et André Thumister;

« Considérant que par exploit de l'huissier Coumont en date du 5 juillet 1831, enregistré à Verviers le lendemain, le domaine a fait assigner la fabrique de l'église d'Andrimont pour s'entendre condamner à restituer 1° tous papiers, titres, registres et documents concernant les biens et rentes appartenant à l'Etat, notamment ceux relatifs au bénéfice en question; 2° tous capitaux, revenus ou fruits indûment perçus sur lesdits biens et rentes depuis l'époque de l'indue possession;

« Au fond : — Considérant que la fabrique ne possède des biens et registres du domaine; que celui-ci n'en désigne aucun dont la possession serait illégale; qu'ainsi, à défaut de preuve, sa demande générale ne peut être accueillie.

« Quant aux quatre textes de rentes :

« Considérant que les rentes réclamées font partie de la dotation du bénéfice simple dont il s'agit;

« Considérant qu'en combinant le décret du 7 thermidor an xi, l'arrêt du 28 frimaire an xii, la loi du 5 frimaire an vi, la décision du ministre des finances du 30 ventôse an xi, le décret impérial du 15 juin 1806, les avis du conseil d'Etat des 21 frimaire an xiv et 30 avril 1807, et l'arrêt du 28 messidor an xiii, on doit reconnaître que le décret du 7 thermidor an xi et l'arrêt du 28 frimaire an xi comprennent non-seulement les biens et rentes, et les fondations chargées de messes, anniversaires et servi-

ces religieux, qui appartenait précédemment aux églises rétablies et à celles qui y avaient été réunies, et dont elles touchaient directement les revenus et les appliquaient aux dépenses du culte, mais aussi les fondations de ce genre qui, y ayant été érigées en bénéfices simples, étaient, comme dans l'espèce, administrées par les titulaires chargés de les desservir, et qui en percevaient les revenus à leur profit; d'où il suit que la demande relative aux quatre rentes doit être rejetée;

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'il serait inutile d'ordonner la prestation du serment demandée subsidiairement par le domaine;

« Par ces motifs, le tribunal, ouï M. Vandermaesen, procureur du roi, en ses conclusions conformes, déclare le domaine non recevable ni fondé dans son action, et le condamne aux dépens. »

Le ministre des finances s'est rendu appelant de ce jugement. Le 2 juillet 1840, la Cour de Liège a prononcé l'arrêt suivant.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, condamne l'appelant aux frais de l'instance d'appel.

Du 2 juillet 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

CONCILIATION. — INTERVENTION.

La demande en déclaration de jugement commun est une véritable demande en intervention, et, comme telle, dispensée du préliminaire de la conciliation.

Maurico Benda a, par exploit du 3 octobre 1839, intenté devant le tribunal civil de première instance de Namur une action contre J. Em. Dubois, receveur des contributions directes, domicilié à Dave, F. J. Lomba, et son épouse, Th. Lesire, propriétaires, domiciliés à Frappecul, aux fins, ces deux derniers, d'entendre déclarer nul et non avenu l'acte de vente consenti par eux à son profit par acte reçu par Logé, notaire à Namur, le 14 janvier 1839, enregistré, d'une propriété connue sous le nom du Chanveau, située sur le territoire de Godinne, consistant en une maison et divers autres bâtiments, jardins, vergers, terres

labourables, carrières et broussailles, le tout d'une contenance d'environ 5 hectares 25 ares, joignant d'un côté à Ganti, d'un deuxième à Demesnil, d'un troisième au ebemin de balage, et du quatrième à un chemin communal; et ledit Dubois s'entendre condamner à restituer à lui Benda une somme de 15,000 florins, avec intérêts, qui lui a été indûment payée par l'intermédiaire du notaire Logé, susrappelé; d'entendre dire en outre que les quatre obligations qui lui Benda, ledit jour 14 dudit mois de janvier, a souscrites à son profit, formant ensemble 20,450 florins, sont sans cause, et le résultat du dol et de la fraude; d'entendre ordonner, par suite, à lui Dubois de restituer lesdites obligations, et, à défaut de ce faire dans les trois jours de la signification du jugement à intervenir, de s'entendre condamner à payer au demandeur la somme de 20,450 florins, le tout avec dommages-intérêts à libeller, et dépens à charge des trois défendeurs.

Par un autre exploit en date du 9 novembre 1839, dûment enregistré, le sieur Benda a fait assigner le lieutenant-colonel Dandelin à comparaitre devant le même tribunal pour entendre déclarer commun avec lui le jugement à intervenir contre lui Benda, les époux Lomba et le sieur Dubois, et déclarer, par suite, résolues et résiliées toutes conventions qui pourraient exister entre le demandeur et l'assigné pour l'exploitation de la carrière de Chanveau, en condamnant ledit assigné au paiement de la somme de 9,160 florins qui lui a été remise par le demandeur à titre d'avance pour l'opération dont il s'agit, en condamnant encore le même assigné aux dommages-intérêts et aux dépens.

Le lieutenant-colonel Dandelin, se fondant sur ce que les chefs des conclusions pour lesquels il est assigné constituaient à son égard l'objet d'une demande principale qui aurait dû préalablement être soumise à l'épreuve de la conciliation, a soutenu que la demande du sieur Benda était non recevable, et qu'il devait être condamné aux dépens.

Le 14 janvier 1840, le tribunal civil de première instance de Namur, saisi de la contestation, a jugé cet incident de la manière suivante :

« Attendu que la demande formée contre le colonel Dandelin est une véritable demande en intervention, dispensée comme telle du préliminaire de la conciliation, aux termes de l'article 49, n° 3, du Code de procédure civile; dit l'action non recevable,

condamne le sieur Dandelin aux dépens de l'incident. »

Celui-ci a interjeté appel de ce jugement par exploit du 25 janvier 1840.

Il fonde ses conclusions sur ce que si, dans la pratique, on a admis qu'une personne pourrait être assignée en déclaration de jugement commun au sujet d'une demande déjà introduite, et sans tenter le préliminaire de la conciliation, ce n'est pas parce qu'il s'agit alors d'une demande en intervention prévue par l'article 49, n° 3, du Code de procédure civile, mais bien parce qu'en semblable cas, la demande se référant à celle qui est déjà en instance, n'est plus introductive d'instance; sur ce qu'il résulte de là que, pour les chefs de conclusions qui ne sont pas soulevés par la première action, qui ne peuvent être décidés par le jugement à intervenir, on doit rentrer dans la règle générale; sur ce que, dès lors, il ne pouvait dépendre de l'intimé d'actionner l'appelant pour les chefs de conclusions rappelés, qui constituent des demandes principales introductives d'instance, sans avoir tenté l'épreuve de la conciliation; que, me l'ayant pas fait, il doit être déclaré non recevable.

La partie intimée fondait les siennes sur les motifs des premiers juges.

Le 2 juillet 1840, la Cour, après délibéré, prononça l'arrêt suivant :

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant; ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 2 juillet 1840. — Cour de Liège. — 5^e Ch.

COMMUNES. — DETTES.

Liège, 3 juillet 1840. — Voyez rejet, 29 juillet 1841 (*Pasic.*, p. 308).

COMPÉTENCE.

Liège, 4 juillet 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 212. — Voy. aussi Liège, 15 juillet 1840, Brux., 26 mai 1842 (*Pasic.*, 1843, 2, p. 360); Brux., 24 octobre 1843 (*Pasic.*, 1846, 2, p. 25); Gand, 22 juillet 1847 (*Pasic.*, 1847, p. 353).

(¹) Voy. Bourges, 18 déc. 1839.

(²) Voy. Merlin, *Rép.*, v° *Action de banque*, n° 2; id., v° *Actionnaire*; Malpeyre et Jourdain,

COMPTES COURANTS. — INTÉRÊTS.

L'usage établi entre négociants de régler leurs comptes courants plusieurs fois dans l'année, pour en faire résulter une plus prompte capitalisation des intérêts, ne peut être étendue aux comptes existants entre particuliers ou entre un négociant et une société civile (¹).

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'appelant n'a aucun droit aux intérêts des sommes par lui avancées pour le compte des intimés; que la capitalisation des intérêts dans les comptes courants n'est admissible que pour les affaires de commerce où ce mode de comptabilité est en usage, mais qu'elle ne saurait avoir lieu, hors les cas prévus par la loi, dans des opérations de l'espèce qui émanent d'une société purement civile;

Par ces motifs, etc.

Du 7 juillet 1840. — Cour de Liège.

TESTAMENT.

Brux., 8 juillet 1840. — Voyez *Pasic.*, 1842, p. 14.

SOCIÉTÉ. — ACTION. — CESSION. — EFFETS.

L'actionnaire d'une société qui vend ses actions ne cesse pas d'être tenu vis-à-vis du créancier de la société par la transmission de ses droits et obligations sur la personne du cessionnaire (²).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la dette a été contractée envers le sieur Warocqué par suite de la garantie solidaire de la société de Longterne, alors que le sieur Hazard (représenté par la partie Peeters) en faisait partie;

Attendu que la cession que celle-ci a faite de ses actions à un tiers (B. Divuy) n'a pu, sans l'intervention du sieur Warocqué, opérer novation à son égard, ni conséquem-

n° 318; Pardessus, n° 973 et 992. Voy. aussi Paris, cass., 1^{re} ventôse an x (Sirey, 7, 770).

ment par substitution d'un nouveau débiteur à l'ancien, décharger la partie Peeters de toute obligation qui aurait pu résulter des opérations de la société, sauf aux cédant et cessionnaire à débattre entre eux les effets de cette cession ;

Par ces motifs, etc.

Du 8 juillet 1840. — Cour de Bruxelles.
— 3^e Ch.

1^o RENTE. — REMBOURSEMENT. — PROPRIÉTAIRE APPARENT. — 2^o DOMAINE FRANÇAIS. — TRANSFERT. — GARANTIE. — 3^o GARANT. — CONCLUSIONS DIRECTES.

1^o *Le débiteur d'une rente est valablement libéré lorsqu'il a effectué le remboursement entre les mains du propriétaire apparent, et celui-ci, s'il est de bonne foi, est à l'abri de la réclamation du véritable propriétaire (1).*

2^o *Le domaine belge doit le montant intégral des rentes que le domaine français a à tort aliénées ; il ne peut se libérer par la restitution en numéraire de la valeur reçue par son prédécesseur (2).*

3^o *Le demandeur au principal peut conclure directement contre celui qui est appelé dans une instance comme arrière-garant de l'action intentée.*

Par son acte d'achat de la ferme de Steel, le sieur de Rosen était tenu de servir deux rentes à Liège, l'une au profit du corps des drapiers, et l'autre au profit de celui des orfèvres.

Lors de la suppression des jurandes et maîtrises, le domaine français s'empara des biens de trente-deux métiers de la ville de Liège, mais la commune ne tarda pas à les revendiquer, soutenant que les trente-deux métiers constituaient l'ancien corps municipal. Un arrêté du conseil de préfecture du département de l'Ourtbe, en date du 16 novembre 1809, lui donna gain de cause,

et la décision fut confirmée par arrêt de la Cour de Liège du 23 mai 1836.

Pendant le litige le domaine français avait transféré les deux rentes à la demoiselle Fayot ; plus tard la dame Bernimoulin y en acquitta le prix au moyen de réscriptions payables en rentes. Peu après de Rosen remboursa les rentes et se libéra.

La ville de Liège, rentrée dans les biens des trente-deux métiers, assigna les débiteurs des rentes en paiement. Recours de de Rosen contre la dame Bernimoulin, et de celle-ci contre l'Etat.

Le tribunal de Liège condamna de Rosen, représenté dans l'instance par le sieur Mofaert, en paiement des deux rentes ; ordonna que la famille Bernimoulin restituerait le prix du remboursement, et l'Etat le montant en numéraire des réscriptions.

Appel par Mofaert et les Bernimoulin. Le premier soutenait qu'ayant payé entre les mains du créancier apparent, il se trouvait libéré, et les seconds que l'Etat leur devait une garantie entière.

La ville de Liège posa une conclusion subsidiaire pour le cas où le soutènement de Mofaert serait accueilli : cette conclusion tendait à faire payer les deux rentes directement par l'Etat.

ARRÊT.

LA COUR ; — Dans le droit, y a-t-il lieu de réformer le jugement dont est appel et d'admettre les conclusions subsidiaires de la ville de Liège, contre le ministre des finances ?

Attendu que, par son acte d'acquisition de la ferme de Steel, le sieur de Rosen a été chargé d'acquitter, à la décharge du vendeur, les deux rentes en litige désignées comme appartenant, l'une au métier des drapiers, l'autre au métier des orfèvres ;

Que, d'après les indications de son titre confirmées par le transfert opéré par l'autorité publique, il a dû croire que ces rentes, devenues propriété de l'Etat, par suite des lois abolitives des corps et métiers, ont pu être valablement aliénées au profit de la

(1) Ce dernier point, bien qu'il constituât le fond des deux appels interjetés, n'a été jugé qu'implicitement par la Cour de Liège. La Cour de cassation de France juge que la vente d'une rente ou d'un droit incorporel par le propriétaire apparent est nulle, et qu'ainsi l'acheteur doit posséder pendant dix ans pour ne plus avoir à craindre d'éviction (arrêts des 4 mai 1836, 11 mars 1839) ; la Cour de Paris a jugé le con-

traire par arrêt du 14 mai 1834. Cette Cour a appliqué l'usage du Châtelet attesté par Bourjon, qu'en fait de meubles nul délai n'est exigé pour la prescription. Dans le système de cette Cour, l'acquéreur d'un droit incorporel est à l'abri de toute éviction par le seul fait de la possession.

(2) Voy. Liège, 27 avril 1839, et Brax., 7 août 1839.

demoiselle Fayot, laquelle se trouvait par là, aux yeux du débiteur, propriétaire des rentes ;

Que rien au procès n'établit qu'il aurait eu connaissance des contestations entre la ville et le domaine au sujet de ces rentes ; qu'ainsi leur remboursement fait en mains des propriétaires apparents se trouve sous la protection de l'article 1240 du Code civil ;

Attendu, relativement aux conclusions de la ville de Liège, contre le domaine, que sur la demande dirigée contre les époux Moffaert, ceux-ci ont exercé une action récursoire contre les représentants des époux Bernimoulin, qui, à leur tour, ont appelé le domaine en arrière-garantie ; qu'en première instance les causes ont été jointes à la demande de la ville, qui a pris contre le domaine des conclusions subsidiaires, qu'elle reproduit en appel, et qu'il a été statué par le même jugement sans opposition d'aucune des parties ; que sur l'appel, et par suite des actions récursoires, toutes les parties se retrouvent devant la Cour dans la même position que devant le premier juge, ce qui du reste est suffisamment constaté par l'arrêt du 26 février 1840, qui, à la demande des appelants principaux, a réglé la qualité des parties ; qu'il suit de là qu'il a suffi à la ville intimée de retrouver le domaine en cause pour se dispenser de l'y attirer directement pour prendre contre lui des conclusions subsidiaires ; que vainement le domaine soutient-il que les prétentions de la ville à son égard ont été condamnées par la partie du jugement qui déclare les parties ni recevables ni fondées dans le surplus de leurs conclusions et acceptions, parce que le premier juge n'a statué que sur les conclusions principales, et que, d'après la manière dont il a envisagé l'affaire, il n'a pas eu à se prononcer sur le mérite des conclusions subsidiaires de la ville, de sorte que les expressions dont se prévaut le domaine se réfèrent nécessairement aux conclusions principales admises ou restreintes d'après l'appréciation du jugement ;

Attendu que le gouvernement est d'autant plus tenu d'indemniser la ville de la perte de ses créances, qu'au moment de l'aliénation des rentes elles étaient réclamées par elle contre l'administration domaniale, qui doit s'imputer d'en avoir disposé avant l'issue de la contestation ;

Attendu que l'Etat belge est aux obligations comme aux droits des gouvernements auxquels il a succédé ; que si les traités ont porté des stipulations qui dérogent à ce

principe, ils ne peuvent recevoir leur application à des créances résultant d'actions en garantie qui ne deviennent certaines et liquides qu'après condamnation ; qu'autrement ce serait obliger les intéressés à attirer les gouvernements étrangers devant les tribunaux belges, ou à débattre leurs intérêts devant une juridiction étrangère, et dans tous les cas à s'adresser à un contradicteur contre lequel les moyens d'exécution deviendraient difficiles sinon impossibles ;

Par ces motifs, ouï M. Beltjens, met les appels et ce dont est appel à néant ; émettant, décharge les appelants principaux des condamnations prononcées contre eux, les renvoie de la demande ; condamne le domaine de l'Etat à rembourser à la ville de Liège le capital intégral des deux rentes dont il s'agit.

Du 11 juillet 1840. — Cour de Liège.

COMPÉTENCE. — CONTRAT D'ASSURANCE
A PRIME.

Le contrat d'assurance à prime et ceux contre l'incendie ne sont pas des actes de commerce (1).

ARRÊT.

LA COUR ; — La compagnie d'assurance à prime contre l'incendie de l'Escaut est-elle justiciable du tribunal de commerce ?

Attendu que l'article 633, se bornant à signaler les assurances maritimes comme des actes de commerce, n'étend pas cette qualification aux assurances à primes ou autres contre incendie ;

Attendu qu'on objecterait vainement que ces sortes d'assurances n'ont pris naissance qu'après la publication du Code de commerce, et quo l'analogie qu'elles ont avec les assurances contre les risques de mer devrait les faire ranger dans la même classe, parce que, les tribunaux de commerce n'ayant qu'une juridiction d'attribution, leur compétence ne peut être admise que dans les cas expressément déterminés par la loi ; que les dispositions qui règlent cette compétence sont essentiellement limitatives, et qu'à défaut d'un texte exprès, cette compétence ne peut être étendue d'un cas à un autre ;

Par ces motifs, met l'appel et ce dont est

(1) Voyez Liège, 4 juillet 1840.

appel à néant; émettant, déclare que le tribunal de commerce est incompétent pour décider le litige dont il s'agit, condamne l'intimé aux dépens des deux instances, etc.

Du 15 juillet 1840. — Cour de Liège. — 3^e Ch.

1^{re} RENTE. — REMBOURSEMENT. — 2^o GARDE PROÏSME.

1^o Le remboursement du capital d'une rente, pour être valable, doit être fait au propriétaire ou à son fondé de pouvoir.

2^o La qualité de garde proïsme, déferée par le magistrat aux parents les plus proches de l'absent, est un droit purement personnel qui ne se transmet point aux héritiers.

Par acte passé devant Ant. J. Ansiaux, notaire à Liège, le 9 février 1787, réalisé à la haute Cour de justice de cette ville le 27 mars suivant, Louis Delsemme, notaire et prélocuteur, constitua au profit de J. Jos. Verborgh, avocat, une rente annuelle et perpétuelle de 77 florins Brabant, libre et exempte de toutes taxes quelconques posées ou à imposer, échéant et à payer au domicile de ce dernier et de ses ayants cause pour la première fois dans un an à dater dudit acte, et ainsi consécutivement jusqu'au remboursement de ladite rente, au moyen d'une somme de 2,200 florins Brabant, montant du capital d'icelle.

Le 23 septembre 1783, L. Aug. Verborgh, frère germain de l'avocat Verborgh, disparut, et en 1794 la garde proïsme de ses biens fut confiée à celui-ci. Ce dernier étant décédé, la garde proïsme dont il était chargé fut accordée par l'officiel de Liège, le 29 octobre 1789, à J. Léonard Collinet, Martin Dubois, et à la veuve J. Jos. Lahaye.

Par acte passé devant E. H. Mathcy, notaire de la cour épiscopale de Liège, le 9 mars 1791, réalisé le surlendemain à la justice souveraine de la cité et du pays de Liège, les trois gardes proïsmes, autorisés par décret de l'officiel de cette ville du 5 février précédent, procédèrent avec J. Nicolas Levoz, avocat, devenu héritier de l'avocat Verborgh, au partage des biens de ce dernier, et de son frère L. Aug. Verborgh, expatrié.

La rente de 77 florins due par Louis Delsemme échut aux gardes proïsmes.

Par un autre acte passé devant L. Jos. Simon, notaire de la même cour épiscopale de

Liège, le 19 mai 1794, la veuve J. Jos. Lahaye et les héritiers de M. Dubois et de J. L. Collinet firent entre eux un partage de la régie et administration des biens et rentes de l'expatrié Verborgh.

La veuve J. Jos. Lahaye eut l'administration, entre autres, de la rente prémentionnée, due par Louis Delsemme. L'acte porte que ce partage est fait sous l'agrément et confirmation de l'officiel, ce dont il n'a pas été justifié.

Par jugement du tribunal civil de Liège du 19 novembre 1824, F. Ph. Barth. Palante, marchand chapelier de cette ville, fut reconnu héritier pour moitié de L. Aug. Verborgh, et envoyé en possession de la moitié de sa succession.

Ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour supérieure de justice de la même ville du 14 janvier 1828, et le pourvoi en cassation fut rejeté le 10 décembre suivant.

Par actes des 18 mars et 10 avril 1828, reçus par G. J. Dusart, notaire à Liège, les autres héritiers de L. Aug. Verborgh vendirent et cédèrent à Palante tous leurs droits mobiliers et immobiliers à la succession du prédit L. Aug. Verborgh.

Les 22 et 29 mars 1834, Palante fit assigner les héritiers et représentants Louis Delsemme, débiteur primitif de la rente dont il est parlé, à fin 1^o de paiement des arrérages, 2^o de remboursement du capital; subsidiairement, de passation de titre nouvel de ladite rente, et 3^o de condamnation aux intérêts et dépens.

Les défendeurs ont produit un acte passé devant A. Jos. Ansiaux, notaire à Liège, le 6 septembre 1810, par lequel leur auteur a remboursé à la veuve de l'avocat Levoz 7 florins de la rente dont il s'agit, que le demandeur a prétendu être représentatifs de l'excédant de la part de J. Jos. Verborgh dans la somme fournie par lui et son frère lors de l'acte constitutif de ladite rente en date du 9 février 1787, ce que les défendeurs n'ont pas reconnu.

Ils ont également produit un autre acte passé devant le même notaire, le 11 janvier 1812, duquel il résulte, suivant eux, que les 70 florins restants de la rente réclamée ont été remboursés par leur auteur à J. Jos. Lahaye, fils de feu la veuve J. Jos. Lahaye, moyennant une somme de 1,200 florins, et de pareille somme à lui comblée précédemment.

Le demandeur communiqua aux défendeurs toutes les pièces dont il entendait faire usage, et les parties se signifièrent respectivement leurs conclusions motivées.

La cause plaidée en cet état d'instruction devant les premiers juges, le demandeur prit des conclusions tendantes à ce que les défendeurs fussent condamnés 1° au paiement de la somme de 933 florins 99 cents, montant des arrérages des ans 1824 à 1835 inclus d'une rente de 70 florins Brabant-Liège, partie de plus, constituée par acte passé devant le notaire Ansiaux, le 9 février 1787, réalisé; 2° à rembourser la somme de 2,431 florins 14 cents, soit 2,000 florins Brabant-Liège, montant du capital de ladite rente; subsidiairement à en passer titre nouvel; et 3° aux intérêts et dépens.

Les défendeurs ont conclu à ce que le demandeur fût déclaré non recevable, en tous cas mal fondé dans ses conclusions, et à ce qu'il fût condamné aux dépens.

Sur ces contestations, il intervint, le 20 juin 1835, un jugement du tribunal civil de Liège, qui renvoya les défendeurs de l'action contre eux intentée et condamna le demandeur aux dépens.

Ce dernier est décédé le 22 septembre 1836. A. Jos. Bastin, veuve et représentant dudit Palante, interjeta appel du prédit jugement les 20 et 24 février 1840.

Les conclusions de l'appelante étaient motivées sur ce que les frères Verborgh étaient copropriétaires de la rente dont il s'agit, constituée le 9 février 1787 par Louis Delsemme en faveur de J. Jos. Verborgh, l'un d'eux; sur ce que lors du partage de leurs biens, le 9 mars 1791, entre l'avocat Levoz, héritier de J. Jos. Verborgh, et les trois gardes prochains nommés aux biens de Louis-Aug. Verborgh, expatrié, la prédite rente échut aux gardes prochains; sur ce que, ces derniers ayant partagé, le 19 mai 1794, la régie et administration des biens et rentes de l'expatrié Verborgh, la veuve J. Jos. Lahaye eut l'administration, entre autres, de la rente susdite; sur ce que cette rente appartient actuellement à l'appelante, comme représentant son mari, qui représentait les créanciers primitifs d'icelle, ainsi qu'il en a été justifié; sur ce que les intimés sont les héritiers et représentants de Louis Delsemme, leur mari, père et beau-père respectif, débiteur originaire de ladite rente. Sur le défaut de paiement des arrérages réclamés; sur ce que les premiers juges ont erré en fait et en droit; sur ce que l'on ne peut avoir aucun égard à l'acte passé devant le notaire Ansiaux le 11 janvier 1812, enregistré à Liège le surlendemain, par lequel J. Jos. Lahaye, fils et héritier de M. E. Mottet, veuve de J. Jos. Lahaye, a reçu le remboursement de la

rente dont il s'agit, en qualité d'héritier et représentant de sa mère, comme succédant elle-même, y est-il dit, à L. Aug. Verborgh :

1° Parce que la succession de ce dernier ne s'est ouverte qu'en 1823, et que la veuve Lahaye est décédée le 7 juin 1810;

2° Parce qu'il suit de là qu'il a reçu le remboursement d'une rente qui ne lui appartenait à aucun titre, qui n'avait non plus jamais appartenu à sa mère, et qui était toujours restée la propriété dudit Louis-Aug. Verborgh;

3° Parce que Lahaye n'a même jamais eu la possession de la rente susdite, dont le remboursement a été effectué en ses mains le 11 janvier 1812, en qualité d'héritier et représentant de sa mère, décédée le 7 juin 1810, etc.

Celles des intimés étaient fondées 1° sur ce que L. Aug. Verborgh, dont l'appelante est héritière, a disparu en 1783, et que depuis cette époque il n'a plus reparu ni donné de ses nouvelles; sur ce que la vente dont il s'agit a été constituée en 1787 au profit de J. Jos. Verborgh, jurisconsulte et avocat; sur ce que l'appelante ne représente en aucune manière ledit J. Jos. Verborgh, et qu'ainsi l'appelante n'a point qualité pour contester la validité du remboursement de la rente dont il s'agit; 2° sur ce que la garde prochaine n'est pas un droit purement personnel, mais que le droit attaché à cette administration est une propriété conditionnelle et transmissible; 3° sur ce que J. Jos. Lahaye était en possession de la rente, et sur l'article 1240 du Code civil.

Le 16 juillet, la Cour prononça l'arrêt suivant :

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le capital de cette rente a été remboursé par l'auteur des intimés, par acte passé devant le notaire Ansiaux le 11 janvier 1812, entre les mains de J. Jos. Lahaye, en qualité d'héritier de sa mère;

Attendu que le remboursement, pour être valable, doit être fait ou au propriétaire ou à son fondé de pouvoir;

Attendu que J. Jos. Lahaye, ne représentant aucunement le propriétaire de la rente, savoir l'absent L. Aug. Verborgh, dans la part duquel cette rente est échue par acte de partage du 9 mars 1791, n'avait aucune qualité pour recevoir le remboursement opéré entre ses mains;

Attendu que si pendant quelques années sa mère avait eu la possession de la rente

remboursée, ce n'était pas comme propriétaire, mais uniquement comme garde proïsme de l'absent L. Aug. Verborgh;

Attendu que cette qualité de garde proïsme, déferée par le magistrat aux parents les plus proches de l'absent, est un droit purement personnel, que la veuve Lahaye n'a transmis ni pu transmettre à son fils;

Attendu qu'il n'a pas été prouvé que J. Jos. Lahaye fût en possession de la rente;

Attendu que l'appelante a justifié qu'elle représente l'absent Aug. Verborgh, créancier de la rente, dont la succession s'est ouverte en 1823;

Attendu que si le remboursement opéré par l'auteur des intimés doit être regardé comme nul, il n'y a pas de raison pour les condamner solidairement soit au paiement des arrérages, soit au remboursement, dans le cas où ils consentiraient à passer titre nouvel;

Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appelé à néant; émettant, sans avoir égard à la solidarité dans laquelle l'appelante est déclarée non fondée, condamne les intimés à payer à l'appelante personnellement pour leur part, et hypothécairement pour le tout, 1^o la somme de 933 francs 99 centimes, montant des arrérages de la reute de 83 francs 9 centimes, constituée par acte passé devant le notaire Ansiaux le 9 février 1786, échus de 1824 à 1835 inclusivement; 2^o les arrérages postérieurs; 3^o à rembourser le capital de la rente, montant à 2,431 francs 14 centimes, si mieux n'aiment les intimés éviter ce remboursement en passant titre nouvel dans les deux mois qui suivront la signification du présent arrêt; les condamne aux dépens des deux instances, ordonne la restitution de l'amende.

Du 16 juillet 1840. — Cour de Liège. — 5^e Ch.

NOMS. — CHANGEMENT. — LOI. — ABROGATION.

La loi du 6 fructidor an 11, qui défend de prendre d'autres noms ou prénoms que ceux énoncés dans les actes de naissance, n'est plus en vigueur (!).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que pour bien apprécier les dispositions et les motifs de la loi du 6 fructidor an 11, il faut se reporter aux conjonctures au milieu desquelles elle a été décrétée;

Attendu qu'à cette époque il s'était introduit en France un abus devenu grave par la multiplicité des exemples qui s'en offraient alors;

Que cet abus consistait en ce qu'un grand nombre de personnes abandonnaient ses véritables noms et prénoms pour y substituer soit des noms fantastiques, soit ceux des hommes célèbres de l'antiquité, soit même des noms de fleurs ou autres végétaux;

Attendu qu'il importait d'autant plus de réprimer cet abus par une loi sévère, qu'il avait été autorisé par des lois précédentes, notamment par la loi du 3 brumaire an 11, décrétant le calendrier républicain, et par le décret d'ordre du jour du lendemain 24 brumaire;

Qu'aussi cette loi de circonstance, comme l'a très-bien qualifié un arrêt de la Cour de cassation de France du 13 janvier 1813, a déployé une rigueur qui pouvait être nécessaire d'après les événements qui l'ont provoquée, mais qu'on a peine à concevoir maintenant que ces circonstances sont loin de nous;

Attendu, en effet, que cette loi punit de six mois d'emprisonnement et d'une amende égale au quart du revenu, non-seulement le changement de nom de famille, mais même le simple changement d'un prénom, et que, pour le cas de récidive, elle commine une peine infamante, la dégradation civique, qui doit être prononcée par les tribunaux criminels;

Attendu que si des peines si rigoureuses ont pu paraître nécessaires dans des temps de désordre, cette rigueur est devenue inutile, et les effets de cette loi ont dû cesser, lorsque les circonstances qui l'avaient provoquée eurent changé;

Attendu que c'est sans doute pour cette raison qu'on ne trouve dans les recueils de jurisprudence aucun cas où elle aurait reçu son application depuis l'établissement du gouvernement consulaire jusqu'en l'année 1836;

(!) Voy. dans ce sens Lyon, 30 août 1837, et en sens contraire Merlin, *Rép.*, v^o *Promesse de changer de nom*, t. 25, p. 414; Brux., 4 janvier

1838; Brux., cass., 29 nov. 1839 et 31 août 1840 (*Pas.*, 1841, p. 19, et 1848, p. 130 et 355); Br., 14 août 1840. Voy. aussi Gand, 12 nov. 1840.

Que c'est sans doute aussi par cette raison que la loi du 11 germinal an xi, portée à une époque où le retour des abus qui avaient existé en l'an 11 n'était déjà plus à craindre, ne rappelle pas dans sa disposition finale la loi du 6 fructidor an 11, mais seulement les lois relatives aux questions d'état entraînant changement de noms ;

Attendu, au surplus, que cette loi du 6 fructidor an 11 a été abrogée par le Code pénal de 1810 ;

Attendu, en effet, que ce code, dans ses articles 145, 147, 150, 154 et 405, prévoit tous les cas où l'on peut nuire par l'emploi d'un faux nom ; d'où il suit que ce Code ayant réglé cette matière, la loi précédente du 6 fructidor an 11 se trouve abrogée par l'article 484 de ce même Code ;

Attendu, enfin, qu'il serait difficile de concevoir que le Code pénal de 1810, qui prévoit tant de cas particuliers d'usage de faux noms, s'il avait voulu maintenir la pénalité générale de la loi du 6 fructidor an 11, ne l'eût pas comprise dans ses dispositions, et surtout qu'il eût permis de punir l'usage d'un faux nom dans un passe-port d'une peine plus légère que celle comminée par la loi du 6 fructidor an 11 ;

Par ces motifs, met le jugement dont est appel à néant, en ce qu'il condamne le prévenu en vertu de la loi du 6 fructidor an 11 ; renvoie le prévenu en ce qui concerne ce chef de prévention.

Du 18 juillet 1840. — Cour de Bruxelles.
— 4^e Ch.

GARANTIE.

Bruxelles, 18 juillet 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 338.

CAUTION.

Bruxelles, 20 juillet 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 302.

TÉMOIN.

Liège, 20 juillet 1840. — Voyez rejet, 8 juillet 1841 (*Pasic.*, p. 274).

1^o DEMANDE NOUVELLE. — VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — 2^o CROISE JURÉE. — FAUX.

1^o La demande en vérification d'écriture n'est pas une demande nouvelle dans le

sens de l'article 464 du Code de procédure civile, qui ne puisse être formée pour la première fois en instance d'appel ; ce n'est qu'un moyen nouveau tendant à jeter de nouvelles lumières sur la cause.

2^o L'arrêt d'une Cour d'assises qui a statué par contumace sur la fausseté de plusieurs signatures et qui n'a pas acquies la force de chose jugée ne peut être un obstacle à ce que la vérification d'écriture soit admise dans une instance civile.

Un jugement par défaut rendu par le tribunal civil de première instance de Liège le 9 novembre 1838 condamna solidairement les défendeurs de Bossart à payer au demandeur Rouveroy 1^o une somme de 10,000 francs, résultant d'un prêt de pareille somme effectué par le demandeur aux défendeurs, ainsi qu'il résulte d'un billet à ordre souscrit solidairement par les défendeurs au profit du demandeur, le 20 juillet 1835, enregistré ; 2^o une somme de 800 fr. montant des intérêts échus, inclus le 20 juillet 1835 ; 3^o aux intérêts et aux dépens. Ce jugement fut signifié aux défendeurs le 5 décembre 1838.

Les défendeurs principaux ont formé opposition au susdit jugement par actes des 11 et 15 décembre 1838, et, par actes des 21 décembre suivant et 9 avril 1839, lesdits défendeurs ont fait signifier qu'ils déniaient bien formellement l'écriture et la signature du billet dont il s'agit. Le demandeur n'a point tenté d'en administrer la preuve. Par exploit du 1^{er} mars 1839, le demandeur Rouveroy fit assigner le défendeur Thibeu aux fins de le voir condamner à intervenir dans l'instance pendante entre le demandeur et la famille de Bossart, à prendre fait et cause pour ledit demandeur et à faire reconnaître que le billet de 10,000 francs dont il s'agit au procès a été signé par tous les défendeurs de Bossart, sinon, et à ce défaut, condamner ledit Thibeu au paiement de la somme 10,000 francs, montant en principal de ce billet, des intérêts courus depuis le 20 juillet 1837, et des frais d'enregistrement et d'instance, le tout avec dépens.

Le 21 décembre 1839, le tribunal de première instance de Liège rendit le jugement dont les motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« Dans le droit, il s'agit 1^o de savoir s'il y a lieu, en recevant les parties Cloés et Vigoureux opposants au jugement dont il s'agit, de les renvoyer de l'action à eux in-

tentée; 2° en ras d'affirmative, le sieur Thibeau, partie Thomé, doit-il intervenir, et, à ce défaut, y a-t-il lieu d'accorder au demandeur les conclusions par lui prises?

« Attendu, sur la première question, qu'un jugement rendu par ce tribunal le 9 novembre 1838, enregistré le 22 du même mois, avait condamné les défendeurs, parties Cloës et Vigoureux, solidairement avec d'autres membres de la famille de Bossart, à payer au demandeur une somme de 10,000 francs, montant d'un billet enregistré le 27 septembre 1838; que, lesdits défendeurs ayant formé opposition à ce jugement, ils ont dénié avoir écrit ni signé le billet dont il s'agit;

« Attendu que, le demandeur n'ayant tenté et ne demandant pas de faire la vérification de l'écriture et signature dudit billet, il s'ensuit que la dénégation des défendeurs reste entière, et que le demandeur n'ayant aucun titre, quant à eux, pour justifier son action, il y a lieu, en les recevant opposants audit jugement, de les décharger des condamnations prononcées à leur charge;

« Attendu, sur la deuxième question, que le demandeur, ensuite de la dénégation d'écriture faite par les membres de la famille de Bossart ici défendeurs, a mis en cause le sieur Thibeau, partie Thomé, par l'intermédiaire duquel le prêt dont s'agit a eu lieu, et veut le rendre responsable des suites de ladite dénégation;

« Attendu que Thibeau nie tous les faits sur lesquels s'appuie le demandeur pour baser son action; que notamment il en garantit la solvabilité et la sincérité des signatures des souscripteurs du billet dont s'agit; que le demandeur n'offrant pas la preuve des faits par lui articulés, en supposant qu'elle soit admissible, le défendeur doit être renvoyé de l'action à lui intentée;

« Attendu, en outre, que le demandeur n'admet pas que les signatures apposées audit billet soient fausses, et que, tant et si longtemps que la vérification n'en est pas faite en justice, l'action du demandeur doit être écartée;

« Attendu que c'est en vain que le demandeur s'appuie sur la vérification qui a été faite par des experts dans l'instance criminelle intentée par le ministère public contre le sieur Jos de Bossart, que l'on accuse d'avoir fabriqué les signatures dont s'agit; qu'il est, en effet, de principe que les preuves arquées dans une instance criminelle ne sont pas nécessairement des éléments de preuve devant la juridiction civile;

« Attendu que, dans l'espèce, on ne justifie pas qu'il y ait eu décision judiciaire sur l'instance en faux principal; qu'ainsi, l'autorité de la chose jugée ne peut même être invoquée pour écarter au civil une vérification d'écriture que le demandeur devrait faire;

« Par ces motifs, le tribunal reçoit les défendeurs, parties Cloës et Vigoureux, opposants au jugement par défaut contre eux rendu par ce tribunal le 13 novembre 1838, enregistré; statuant sur ladite opposition, les renvoie de l'action à eux intentée, et condamne le demandeur aux dépens; statuant sur l'action récursoire, renvoie le défendeur Thibeau de l'action contre lui formée; condamne le demandeur aux dépens.»

Rouveroy a appelé de ce jugement tant contre la famille de Bossart, défendeurs au principal, que contre Thibeau, défendeur en garantie contre Rouveroy.

Sur une nouvelle sommation faite aux intimés de Bossart d'avouer ou de dénier positivement les bons portant en toutes lettres la somme et les signatures à eux attribuées, apposées au billet dont il s'agit, ils ont déclaré, par exploit du 3 juin 1840, qu'ils concluraient à ce qu'il plaise à la Cour déclarer l'appel non recevable, ordonner que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, et condamner le demandeur à l'amende et aux dépens. Et très-subsidièrement ils ont déclaré de nouveau qu'ils déniaient les bons portant en toutes lettres la somme et les signatures à eux attribuées apposées au billet dont il s'agit. L'avocat de l'appelant fondait ses conclusions sur ce que, si l'appelant n'a pas tenté devant les premiers juges la demande de vérification d'écriture, c'est qu'il croyait que, les signatures attribuées aux intimés de Bossart ayant été reconnues fausses devant la Cour d'assises, il croyait pouvoir se prévaloir de cette reconnaissance devant la Cour d'appel. Les intimés ont soutenu que l'appelant n'a point tenté la vérification devant les premiers juges; qu'aux termes de l'article 464 du Code de procédure civile, il ne peut, pour la première fois, la former en instance d'appel, puisqu'elle constitue une demande nouvelle; que ce serait priver les intimés d'un degré de juridiction; que cette vérification a été faite dans une poursuite criminelle, et qu'il a été reconnu que les signatures attribuées aux intimés étaient fausses; que même l'appelant s'en est prévalu pour légitimer son recours contre le négociateur du

billet, que, depuis lors, il est intervenu un arrêt de la Cour d'assises duquel il résulte que les signatures seraient fausses.

Le 22 juillet 1840, la Cour de Liège a prononcé l'arrêt dont la teneur suit :

ARRÊT.

LA COUR ; — La demande en vérification d'écriture est-elle recevable ?

Attendu que cette demande n'est pas une demande nouvelle, dans le sens de l'art. 464 du Code de procédure civile, qui ne puisse être formée pour la première fois en instance d'appel, mais est uniquement un moyen nouveau tendant à prouver la fausseté des signatures du billet qui a donné lieu à l'action, moyen qui, négligé en première instance, peut être présenté pour la première fois en instance d'appel ;

Attendu que l'arrêt de la Cour d'assises de Liège qui a statué par contumace sur la fausseté des signatures, n'ayant pas acquis force de chose jugée, ne peut être un obstacle à ce que la vérification d'écriture soit admise dans une instance civile ;

Attendu que l'appelant ne peut exercer utilement son action récursoire contre l'intimé Thiébeu qu'autant qu'il aura établi devant le juge civil la fausseté des signatures, preuve qui doit être faite contradictoirement avec les intimés de Bossart et en présence de l'intimé Thiébeu, qui a déclaré sous toutes réserves s'en rapporter sur ce point à la sagesse de la Cour ;

Par ces motifs, déclare recevable la demande en vérification d'écriture ; ordonne en conséquence à l'appelant de déposer au greffe de la Cour le billet de 10,000 francs dont il s'agit souscrit le 20 juillet 1833, dûment enregistré, après que son état aura été constaté, et qu'il aura été signé et paraphé par l'appelant ou son avoué, et par le greffier, qui dressera du tout procès-verbal ; pour, après le dépôt, être procédé à la vérification des bons portant en toutes lettres la somme y mentionnée, et des signatures attribuées à la veuve de Bossart et à ses fils, intimés ; laquelle vérification sera faite tant par titres que par experts et par témoins, le tout devant M^e Crossée, conseiller que la Cour commet à cet effet ; ordonne aux parties de convenir d'experts dans les trois jours de la signification du présent arrêt faite à avoué, à défaut de quoi la Cour nomme d'office, pour procéder à ladite vérification, A..., C... et D..., maîtres en écritures, etc.

Du 22 juillet 1840. — Cour de Liège.

ENQUÊTE. — PROROGATION.

Le juge ne doit user de la faculté que lui accorde l'article 279 du Code de procédure civile de proroger le délai des enquêtes qu'avec une extrême circonspection et alors que la demande de prorogation est motivée sur des raisons d'équité ou de nécessité évidente ; agir autrement, ce serait en effet, sous prétexte de prorogation, autoriser une enquête nouvelle, et méconnaître ainsi l'esprit de la loi, qui, en établissant, en matière d'enquête, des formalités multipliées et des délais péremptoirs, a clairement manifesté sa répugnance contre ce genre de preuve, et sa volonté qu'on y procédât avec célérité.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, dans l'espèce, que ni les explications de l'appelant ni les dépositions des témoins déjà entendus ne fournissent la preuve qu'il a été réellement dans l'impossibilité d'assigner et de faire entendre dans le délai de la loi tous les témoins qu'il croyait devoir produire, surtout si l'on considère le long intervalle qui s'est écoulé entre l'arrêt qui a autorisé l'enquête et son exécution ; qu'il n'y a donc lieu d'accorder à l'appelant une prorogation de délai qu'à l'effet seulement de faire entendre le témoin qu'une indisposition a empêché de satisfaire à l'assignation qui lui avait été donnée ;

Attendu que la demande en prorogation d'enquête a été pour les intimés un motif légitime de différer la confection de leur contraire enquête ;

Par ces motifs, donne acte à l'appelant de ce que la dame J. Devignes, veuve Schoanbrodt, a, par exploit du 9 avril 1840, repris l'instance interrompue par le décès de J. N. Devignes ; ordonne que les noms et qualités seront insérés aux qualités de la cause pendante entre parties sous le n^o 11,249, et substitués à ceux du défunt ; accorde à l'appelante une prorogation de quinze jours à partir de la signification du présent arrêt, à l'effet seulement de faire entendre le témoin P. F. Jacquinet, qui n'a pu comparaître au vœu de l'assignation à lui donnée ; déclare pour le surplus l'appelant non fondé dans sa demande ; autorise les intimés à commencer leur contraire enquête dans le délai de huitaine à partir de la signification

du présent arrêt, à la charge de la parachever dans le délai de la loi, etc.

Du 25 juillet 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

PRESCRIPTION.

Liège, 25 juillet 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 203). — Voyez rejet, 22 juillet 1841 (*Pasic.*, p. 220).

CONTRAINTE PAR CORPS.

Liège, 25 juillet 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 220).

1^o SAISIE IMMOBILIÈRE. — SOMMATION. — TIERS DÉTENTEUR. — INSERTIONS. — 2^o INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — DOMICILE.

1^o *Il suffit pour la validité d'une saisie immobilière qu'une simple sommation soit faite au tiers détenteur; un commandement postérieur ou simultané dirigé contre lui est inutile* (1). (Code de comm., article 2169; Code de proc. civ., art. 675.)

L'article 675 du Code de procédure civile ne concerne que le débiteur.

La signification du bordereau d'inscription hypothécaire au tiers détenteur n'est pas exigée (2).

L'insertion prescrite par l'article 682 du Code de procédure civile ne doit pas contenir les prénoms des maires et greffiers de justice de paix (3).

La mention dans les actes de poursuite que la saisie se fait tant à charge du tiers détenteur que du débiteur originaire ne laisse pas incertaine la personne du saisi.

2^o *L'énonciation : « un tel, négociant à Mons, » dans une inscription hypothécaire, équivaut à la mention du domicile réel exigée par l'article 2148, n° 1, du Code civil.*

Les notifications surabondantes des actes de

la procédure suivie contre le tiers détenteur au débiteur originaire ne rendent pas ces actes nuls.

Cuissart acheta, le 8 mai 1839, des époux Becquet-Joly une maison sise à Chimay. Ces derniers s'obligèrent dans l'acte de vente à opérer radiation de toutes les inscriptions hypothécaires qui pourraient grever le bien vendu.

Cuissart fit transcrire son contrat; mais une sommation de payer ou délaisser lui fut signifiée, ainsi qu'à son épouse, par M. Guillochin, créancier inscrit, demandant, par le même exploit, aux mariés Cuissart le commandement expropriatif signifié aux vendeurs, les mariés Becquet-Joly.

Guillochin poussant la procédure en expropriation, Cuissart s'y porta opposant par requête signifiée quelques jours avant l'adjudication préparatoire, et demanda la nullité de la saisie pour divers motifs.

1^o Aux termes de l'article 675 du Code de procédure civile, la saisie immobilière doit être précédée d'un commandement de trente jours contenant notification du titre.

Le premier acte de poursuite par Guillochin est un acte extrajudiciaire de sommation, par lequel il dénonce à Cuissart le commandement fait aux époux Becquet, et le somme de payer ou délaisser. Ce droit de sommer Cuissart, sa qualité, Guillochin les puise dans son inscription hypothécaire uniquement; cette inscription forme le titre de Guillochin contre Cuissart. Guillochin devait notifier copie de son inscription dans sa sommation; il ne l'a pas fait, donc la sommation est nulle, et il n'a pas établi sa qualité ni fait connaître son titre. Supposer le contraire, c'est admettre que l'on pourra laisser le tiers détenteur sous le poids de l'arbitraire, le livrer au caprice du premier venu sans qu'il puisse même vérifier la validité du titre en vertu duquel on le poursuit.

Il a bien été donné dans le commandement fait aux mariés Becquet, notifié à Cuissart, copie du titre de Guillochin contre ces derniers, du contrat entre eux; mais ce titre, indépendamment de l'inscription, n'en est pas un contre le tiers détenteur. Il no

(1) *Conf.* Paris, 21 mars 1808; Troplong, *des Hypoth.*, n° 790.

(2) Mais voy. Carré, sur l'article 675, n° 2201. Plusieurs arrêts ont jugé que la sommation au tiers de l'article 2169 n'est pas soumise aux formalités de l'article 675 du Code de procédure civile pour le commandement au débiteur ori-

ginaire. Voyez Bourges, 24 juillet 1824; Toulouse, 18 juillet 1825. Voyez aussi Troplong, n° 794.

(3) Il ne suffisait pas, bien entendu, de désigner ces fonctionnaires par leur qualité. Voyez Nîmes, 13 janvier 1829, et la note.

donne au créancier ni droit ni qualité pour agir, si ce n'est contre le débiteur originaire.

2^e La sommation de payer ou de laisser faite à Cuissart par l'acte prérappelé n'a pas suffi pour valider la poursuite.

Le créancier inscrit n'acquiert droit de poursuivre un tiers détenteur que lorsque ce dernier n'a pas satisfait à la sommation reprise aux articles 2166 et suivants du Code civil. Si à l'expiration du mois que lui accorde l'article 2169 il n'a pas fait de choix, son obligation vis-à-vis du créancier inscrit commence (2167 et 2169 du Code civil). La loi reconnaît qu'avant cette époque rien n'est dû par le tiers détenteur au créancier, en employant vis-à-vis du premier le mot *sommation*, tandis qu'elle se sert pour qualifier le même acte du mot *commandement* lorsqu'elle parle du débiteur originaire.

Cependant l'article 673 du Code de procédure civile exige un commandement préalable à la saisie. Puisque l'acte judiciaire signifie afin de mettre le tiers détenteur en demeure d'opter aux termes de l'article 2168 du Code civil n'est pas un commandement, il faut donc lui en notifier un postérieurement à la sommation susdite, ce que Guillochin n'a pas fait.

3^e L'extrait du procès-verbal de saisie ne contient pas les prénoms des maire et greffier de la justice de paix auxquels copies de la saisie ont été laissées. Ces prénoms sont exigés par l'art. 682 du Code de proc. civ., car sans cela le législateur n'eût pas dit dans le texte *les noms*, mais *le nom* simplement. Dans le paragraphe 2 du même article il est parlé *des noms* du saisi ; or là bien certainement les prénoms sont exigés : il doit en être de même au paragraphe précédent.

4^e Il y a incertitude, dans la procédure entachée par Guillochin, sur la personne du saisi. Le procès-verbal de saisie et les pièces postérieures portent que la saisie est pratiquée *tant sur* les époux Cuissart *que sur* les époux Becquet. Or, il ne peut y avoir deux saisies pas plus que deux propriétaires pour un même immeuble. La saisie ne peut laisser exister des doutes semblables à peine de nullité, car l'adjudication transmet à l'adjudicataire les droits du saisi. Tel se portera adjudicataire des droits de Cuissart sur le bien saisi qui ne voudrait pas de ceux des époux Becquet, et *vice versa*.

5^e L'inscription de Guillochin est nulle pour ne pas indiquer son domicile réel. L'indication que l'inscription est prise au nom de M. Guillochin, *négociant à Mons*, n'est pas synonyme d'un domicile réel. On peut très bien concevoir qu'un négociant ait

dans un lieu le siège de son commerce, ses bureaux et comptoirs, ailleurs son domicile.

Le tribunal de Charleroi rejeta ces moyens dans les termes suivants :

« Considérant que l'article 2169 du Code civil prescrit qu'une simple sommation soit faite au tiers détenteur, et non un commandement, soit en même temps que la sommation, soit postérieurement ; qu'aucune disposition n'exige la signification du bordereau d'inscription ni même que mention en soit faite dans la sommation ; que l'article 652 du Code de procédure civile n'exige pas davantage l'insertion, dans le tableau qui est prescrit, des prénoms du bourgeois maître et des greffiers des justices de paix ;

« Qu'il ne peut exister d'incertitude sur la personne contre qui la saisie est poursuivie, puisque la qualité de tiers détenteur donnée dans le procès-verbal et les affiches aux époux Cuissart prouve suffisamment que la procédure est dirigée contre eux, en leur qualité de propriétaires des immeubles dont il s'agit, et que les époux Becquet-Joly ne sont poursuivis que comme débiteurs originaires, ainsi que cela est explicitement exprimé ;

« Que les mots *Guillochin, négociant à Mons*, de l'inscription hypothécaire, doivent être considérés comme satisfaisant au prescrit de l'article 2148, n° 1, du Code civil, alors surtout qu'on ne prétend pas que ce négociant soit domicilié hors de cette ville. »

Appel par Cuissart.

Sur cet appel, on demanda subsidiairement la nullité de tous les actes signifiés aux débiteurs originaires, à l'exception du commandement, comme frustratoires.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur les conclusions principales de l'appelant, déterminées par les motifs du premier juge ;

Sur la conclusion subsidiaire :

Attendu que si, comme l'appelant le prétend, des actes inutiles ont été signifiés aux débiteurs originaires, et que, par suite, des frais frustratoires auraient été engendrés, il sera libre audit appelant de soutenir, là où il appartiendra, que ces frais inutiles ne doivent pas tomber à sa charge, mais ce n'est pas un motif qui doit avoir une influence quelconque sur la validité ou la nullité de l'expropriation dont il s'agit ;

Met l'appellation à néant, etc.

Du 29 juillet 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

PRESCRIPTION.

Gand, 29 juillet 1840. — Voy. *Paslerisic*, 1841, p. 93.

SOCIÉTÉ.

Brux., 31 juillet 1840. — Cet arrêt est rapporté avec celui du 16 janvier 1840.

1^o PRESCRIPTION. — RENONCIATION. — 2^o SAISINE. — LIÈGE (PAYS DE). — 3^o PRESCRIPTION. — ACTION EN PURGEMENT.

1^o *Doivent être considérés comme nuls et sans effet les actes par lesquels un bureau de bienfaisance aurait, sans autorisation suffisante, renoncé à une prescription acquise* (1). (Code civ., articles 2222 et 2248.)

Bien que, d'après les dispositions de la Caroline, les saisines pratiquées par les établissements pieux situés dans le pays de Liège fussent toujours purgeables, cependant l'action en purgement était prescriptible quand les saisines, ayant pour cause le défaut de paiement d'une rente foncière, portaient sur les biens affectés au paiement de cette rente.

3^o *Lorsque la saisine n'a pas été accompagnée de toutes les formalités de justice, et que la possession qui s'en est suivie a été volontairement consentie par acte postérieur, c'est la prescription de quarante ans qui doit être appliquée à l'action en purgement.*

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu de confirmer le jugement dont est appel?

Attendu que la prescription établie par les lois actuelles ne peut être invoquée dans la cause, puisque les actes émanés en 1813 et 1831 du bureau de bienfaisance intimé constitueraient une reconnaissance qui, d'après l'article 2248 du Code civil, aurait interrompu la prescription établie par ce Code;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 2222 du même Code, conforme aux lois anciennes, le bureau de bienfaisance n'a pu, par des actes non revêtus d'une autorisation

suffisante, renoncer à une prescription qui, à l'époque de ces actes, aurait été acquise sous les lois antérieures;

Attendu que l'ancienne jurisprudence liégeoise fixait à quarante ans le terme le plus long dans lequel l'action en purgement pouvait être exercée; — Qu'il existait à la vérité une exception à cette règle relativement aux établissements pieux, situés comme l'était le monastère de Beaufort, dont il s'agit à la cause, dans le pays de Liège; que les saisines pratiquées par ces établissements étaient toujours purgeables; que cette exception résultait des dispositions de la Caroline qui, dès l'année 1521, avait interdit aux communautés religieuses la faculté d'acheter; dispositions qu'on aurait pu éluder si l'action en purgement des saisines opérées par les communautés n'avaient été constamment recevable;

Mais attendu que le motif de cette exception venait à cesser quand les saisines ayant pour cause le défaut de paiement d'une rente foncière portaient sur les biens affectés en paiement de la rente; qu'alors, en effet, les communautés religieuses n'étaient pas censées acquérir les immeubles saisis, mais renaient simplement dans la possession des biens primitivement aliénés par elles moyennant le rendage; que si, dans l'espèce, la saisine pratiquée en 1692 par le monastère de Beaufort, pour part d'une rente de sept setiers d'épeautre, avait compris d'abord la généralité des biens du débiteur, un acte du 1^{er} juin 1694, consenti par le débiteur, avait restreint la saisine à une maison et à un jardin, sur lesquels l'acte déclare textuellement que la rente était due; que de ces termes de l'acte il résulte que le monastère de Beaufort n'avait fait que saisir les immeubles spécialement affectés au service de sa rente; qu'au surplus, sous l'empire de l'ancienne coutume, toutes les rentes étaient présumées foncières; que ce serait aux demandeurs appelants à prouver qu'il ne s'agit pas dans l'espèce d'une rente créée par le monastère pour concessions de fonds, mais d'une rente par lui achetée, ou d'une rente constituée à prix d'argent, après la publication de la Caroline, en 1521, preuve que les demandeurs appelants n'ont pas même offerte;

Attendu que la saisine prise en novembre 1792 par le monastère de Beaufort n'a pas été accompagnée de toutes les formalités de justice; et que la possession qui s'en est ensuivie a été volontairement consentie; que, dès lors, c'est la prescription de quarante ans qui était seule applicable;

Attendu qu'un laps de temps beaucoup

(1) Voyez Liège, 12 août 1840.

plus long s'est écoulé sans interruption depuis l'époque de la saisine; qu'on objecterait en vain que le bail passé par le monastère en 1757 a fait obstacle à la prescription en stipulant que, dans le cas où l'on viendrait à purger, l'acte de bail sera nul et comme non arrivé; que ces termes, en effet, n'entraînent pas nécessairement une renonciation qui est toujours de stricte interprétation, et qu'ils supposent seulement une action en purgement que le débiteur saisi viendrait à intenter, dont le résultat pouvait être incertain, mais contre laquelle le monastère ne s'interdisait aucun moyen qu'il aurait à opposer; que, du reste, depuis le bail de 1757, plus de 40 ans se sont écoulés de nouveau, sans aucune poursuite justifiée, jusqu'à l'époque où le Code civil a été publié, et où surtout l'instance actuelle a été commencée; d'où il suit que, la prescription se trouvant acquise avant l'année 1813, le bureau de bienfaisance n'a pu y renoncer;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 1^{er} août 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

EXPLOIT.

Liège, 1^{er} août 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 199.

TESTAMENT.

Liège, 1^{er} août 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 197.

1^o QUALITÉ (EXCEPTION DE). — 2^o EXCEPTION DU DROIT D'UN TIERS. — 3^o RENTE. — ARRÉRAGES. — PRESCRIPTION. — HAINAUT.

1^o *L'exception tirée du défaut de qualité peut être opposée en tout état de cause, spécialement après l'exception de prescription.*

2^o *L'exception de jure tertii n'est opposable que dans le cas où le droit du tiers dont on excipe est à la fois éteint du droit de celui qui agit, et certain.*

Spécialement, le débiteur d'une rente domaniale ne peut opposer au fisc que cette rente appartiendrait à la catégorie des biens restitués aux fabriques d'église aussi longtemps qu'aucune fabrique n'a

pris possession de la rente litigieuse ou réclamée près du domaine (1).

3^o *Les arrérages d'une rente mobilière en Hainaut se prescrivaient par trois années, même à l'égard du prince. (Ch. gén., cli. 107, art. 4, 7, 17.)*

Par acte passé par-devant les majeurs et échevins des Estinnes et Bray le 14 avril 1737, M. Desmanet, ancien capitaine au service d'Autriche, et la demoiselle Desmanet, sa sœur, ont constitué au profit des dames du chapitre royal de Sainte-Waudrue, à Mons, une rente de 2,080 livres Hainaut, au capital de 52,000 livres, payable dans les six mois de l'hérence, à raison de 5 pour cent annuellement.

Cette rente est divisée et payable par diverses quotités, 1^o à l'entretien des quotidiannes, 2^o à celle de la fabrique, 3^o à l'administration des saluts journaliers, 4^o à l'administration des fondations, 5^o à la chapelle Sainte-Macaire, 6^o à la chapelle de Notre-Dame-aux-Neiges, 7^o à la fondation de la demoiselle Herman, 8^o à l'entremise du Saint-Sacrement.

Il fut passé le même jour un acte de rapport par lequel les débiteurs assignèrent en hypothèque trente et un quarantièmes qui leur appartenaient dans une ferme située à Bray. — Le 28 pluv. an ix le gouvernement français transféra à M. Tiberghien deux parties de la rente susénoncée, savoir, celle des quotidiannes et celle de la fabrique.

Le 30 floréal an x une contrainte fut décernée contre les sieur et demoiselle Desmanet de Bray en paiement de huit années d'arrérages d'une rente de 631 livres 7 sous 1 denier, transférée au sieur Tiberghien, due à l'ex-chapitre de Sainte-Waudrue en vertu de l'acte du 14 avril 1777, contrainte à laquelle opposition fut formée par le sieur Desmanet, de Bray, qui produisit un mémoire sans qu'il reparaisse d'aucun jugement intervenu. Le 29 frimaire an xi, M. Eugène Desmanet, propriétaire de la presque totalité de la ferme de Bray, tant à titre d'achat qu'il en avait fait de son oncle le 25 frimaire précédent, que comme héritier de sa tante Ursule Desmanet, remboursa les deux rentes ci-dessus à M. Tiberghien.

Le 10 septembre 1824, l'administration du domaine décerna contre M. Eugène Desmanet une contrainte en payement de 1,812

(1) Voyez *Brux.*, 3 juin 1829; Liège, 11 août 1840 (*Pas.*, 1841, p. 37.)

francs 55 centimes pour vingt-neuf années d'arrérages, la dernière échue le 14 avril précédent, des portions non transférées de ladite rente. M. Desmanet forma opposition à cette contrainte, soutenant qu'il n'avait jamais eu connaissance de cette rente, et il invoqua la prescription du capital, suivant le chapitre 107 des chartes générales du Hainaut, et subsidiairement celle des arrérages, en vertu de l'article 2277 du Code civil.

Le moyen de prescription fut écarté en ce qu'il aurait pour objet de faire anéantir le droit radical de la rente; et sous la réserve du moyen de prescription quant aux arrérages, le tribunal ordonna de contester au fond.

M. Desmanet appela de ce jugement, qui fut confirmé par arrêt de la Cour du 14 mars 1853.

M. Desmanet étant décédé pendant cette instance, elle fut reprise par sa veuve ou ses héritiers, qui proposèrent un nouveau moyen, tiré du défaut de qualité de l'administration demanderesse, consistant en ce qu'elle n'avait rien à prétendre aux rentes par elle réclamées, puisque, dans la supposition qu'elles fussent encore dues, elles seraient, par l'effet de l'arrêt du 7 thermidor an xi, et d'autres arrêts et décrets subséquents, devenues la propriété de la fabrique actuelle de l'église de Sainte-Waudrue, à Mons. La Cour, se fondant sur ce que cette exception résultant du défaut de qualité n'aurait pas été proposée devant le premier juge, qui n'avait statué que sur le moyen de prescription invoqué, en fixant un jour pour le développement ultérieur des moyens des parties, déclare les appelants non fondés dans cette nouvelle exception, eux entiers de la reproduire devant le premier juge s'ils la croient alors recevable et fondée, et pour le surplus met l'appellation à néant.

Par suite de cet arrêt, la cause fut ramenée par-devant le tribunal à la requête de l'administration des domaines.

Les défendeurs firent signifier un mémoire par lequel ils conclurent à ce qu'il plût au tribunal dire et déclarer : 1° qu'il n'a pas été permis à l'administration des domaines de poursuivre par voie de contrainte le recouvrement des arrérages des rentes dont elle se prétend propriétaire; en conséquence, annuler la contrainte décernée contre feu Eugène Desmanet, le 10 septembre 1824, et renvoyer l'administration, si elle s'y croit fondée, à exercer son action revendicatoire desdites rentes par-devant le tribunal et dans les formes ordinaires;

2° Au fond, et pour le cas seulement où, contre toute attente, le moyen préjudiciel ci-dessus indiqué pût être écarté, déclarer l'administration des domaines sans titre et sans qualité pour revendiquer les rentes dont il s'agit, lesquelles, en les supposant réellement dues, appartiendraient de droit à la fabrique de l'église de Sainte-Waudrue, à Mons, d'après la disposition expresse de l'arrêt du 7 thermidor an xi, en conséquence déclarer encore de ce chef la contrainte nulle et de nul effet;

3° Subsidiairement encore, et sous la réserve des moyens prémentionnés, déclarer lién et dûment prescrits tous les arrérages de la rente litigieuse autres que les cinq canons échus à l'époque où la contrainte a été décernée.

Par son mémoire en réponse l'administration déclara persister dans ses conclusions originaires et conclut subsidiairement à ce que l'instance pendante depuis l'an x fût jugée conjointement et d'après les conclusions reprises en son mémoire.

Sur ce, intervint jugement du tribunal de Charleroi, lequel, recevant les appelants opposants à la contrainte décernée contre le sieur Eugène Desmanet, le 10 septembre 1824, et y faisant droit, déclare prescrites vingt et une années de rentes réclamées par ladite contrainte, et ne la valide que pour huit, la dernière échue le 11 avril 1824; en conséquence, ordonne que ladite contrainte sortira son plein et entier effet jusqu'à ladite concurrence; pour le surplus, met les parties hors de cause.

Les héritiers Desmanet appelèrent de ce jugement. De son côté, l'administration des domaines en appela incidemment. Sur l'appel, l'administration conclut à ce qu'il plaise à la Cour, statuant sur l'appel principal interjeté par les héritiers Desmanet, le mettre à néant, avec amende et dépens, et, faisant droit sur l'appel incident, réformer le jugement rendu par le tribunal de Charleroi en ce qu'il a déclaré prescrites vingt et une années de la rente dont il s'agit; émettant, débouter lesdits héritiers de leur opposition, dire et ordonner que la contrainte décernée le 10 septembre 1824 sortira ses effets, les condamner à payer à l'administration tous les arrérages réclamés par ladite contrainte, ainsi que ceux échus pendant le cours du litige, les condamner également aux dépens des deux instances.

Les héritiers Desmanet conclurent à ce qu'il plût à la Cour, faisant ce que le premier juge aurait dû faire, déclarer l'administration intimée non recevable et non fon-

dée dans sa demande, et, par suite, déclarer nulle la contrainte par elle décernée contre feu M. Eugène Desmanet le 10 septembre 1824, et condamner ladite administration intimée aux dépens des deux instances ;

Subsidiairement seulement, et pour le cas où les moyens ci-dessus ne seraient pas accueillis, réformer au moins le jugement à quo en ce qui concerne les arrérages de rente réclamés et antérieurement à la publication du Code civil ; quant à l'appel incident, le mettre à néant, avec dépens.

Les héritiers Desmanet disaient pour établir le défaut de qualité reproché au domaine : Les rentes réclamées sont de la catégorie des biens restitués aux fabriques d'églises par les arrêtés des 7 thermidor an xi et 28 frimaire an xii. Elles appartenaient originairement à l'église de Sainte-Waudrue, à Mons : la fabrique actuelle du cette église en est donc propriétaire.

Ce point établi, les héritiers Desmanet sont recevables à exciper du droit de la fabrique de Sainte-Waudrue, car il est émis du droit de l'administration intimée. Ils invoquaient à l'appui de ce système la jurisprudence belge, à peu près unanime pour reconnaître que les fabriques d'églises ont, par la seule promulgation des arrêtés restitutoires, été ressaisies de plein droit, et sans envoi en possession ultérieur, de la propriété des biens restitués.

Sur la question de prescription des arrérages de la rente, les appelants soutenaient que la contrainte de l'an ii n'avait pas interrompu la prescription à leur égard et était prescrite ou périmée par le laps de vingt et une années.

L'administration objectait qu'elle était en possession des rentes par elles réclamées, et qu'aussi longtemps que cette possession n'était pas critiquée par le tiers dont on alléguait le droit de propriété, la possession devrait être sensée à titre de domaine.

Sur la prescription des arrérages le ministre invoquait l'article 17, chapitre 107, des chartes générales du Hainaut, lequel exige une prescription plus longue pour les biens et droits du prince.

On soutenait de plus que l'exception tirée du défaut de qualité était couverte pour avoir été présentée après une exception de prescription portée devant deux juridictions différentes.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur la recevabilité de l'exception de défaut de qualité :

Attendu que les appelants, après avoir

opposé à l'administration des domaines la prescription de la créance objet des poursuites, lui opposent maintenant que cette créance ne lui appartient pas, mais appartient à la fabrique de l'église paroissiale de Sainte-Waudrue à Mons, et qu'ainsi l'administration intimée n'a ni titre ni qualité pour en réclamer le paiement ;

Attendu qu'en opposant l'exception de prescription les appelants n'ont par cela ni fait cesser dans le chef de l'administration ce défaut de qualité, s'il est vrai qu'il existe, ni renoncé à en faire l'exception, laquelle, étant péremptoire et dominant le fond, peut être opposée en tout état de cause.

Sur le mérite de l'exception de défaut de qualité :

Attendu qu'en présence des lois des 5 novembre 1790, 15 fructidor an iv, 5 frimaire an vi, et de l'arrêté du 27 ventôse an vi, on ne peut méconnaître que la rente dont il s'agit a été nationalisée, et que l'Etat en a été investi et mis en possession, soit qu'elle ait appartenu au ci-devant chapitre des dames chanoinesses de Sainte-Waudrue à Mons, soit même qu'elle ait été la propriété de la fabrique de l'église de Sainte-Waudrue ;

Attendu qu'on ne rapporte point de fait d'où l'on puisse induire que l'administration des domaines ait cessé de posséder ce bien ; que même rien ne prouve que cette rente soit dans la catégorie des biens restitués ou dans celle des biens affectés aux fabriques par les arrêtés des 7 thermidor an xi, 25 frimaire an xii, 15 ventôse et 28 messidor an xiii, etc. ;

Attendu que la fabrique de l'église paroissiale de Sainte-Waudrue à Mons n'a pas été mise en possession de la rente dont il s'agit, qu'elle n'a pas non plus pris spontanément cette possession, qu'enfin elle n'a même jamais fait entendre aucune réclamation au sujet de ce bien, et que son silence donne lieu de penser qu'elle a jugé elle-même qu'elle n'y avait aucun droit ;

Attendu que, dans cet état des choses, il n'appartient pas aux débiteurs de cette rente de soutenir qu'elle est la propriété de la fabrique de Sainte-Waudrue pour se soustraire au paiement des arrérages que lui demande l'administration des domaines ;

Que, s'il est permis d'exciper du droit d'un tiers, c'est lorsque, ce droit étant certain ou reconnu, l'exception est évasive de l'action ; mais que, dans l'espèce, le droit de la fabrique de Sainte-Waudrue à la rente dont il s'agit n'est ni certain ni reconnu, tandis que celui de l'administration intimée

est incontestablement établi par les lois qui ont nationalisé ce bien, et qu'il doit être maintenu dans tous ses effets jusqu'à ce qu'une fabrique, justifiant que ladite rente est dans l'une des catégories faites par les arrêtés précités, en aura légitimement obtenu la possession ;

Que l'exception des appelants est donc inadmissible, et qu'elle ne l'est pas surtout en présence de l'article 1240 du Code civil.

Sur la prescription des arrérages opposée par les appelants :

Attendu que la prescription de l'art. 17 du chapitre 107 des chartes générales du Hainaut, invoquée par l'administration intimée, n'est pas applicable à l'espèce ;

Attendu que la contrainte du 30 floréal an x, invoquée par l'administration intimée comme interruptive de la prescription, ayant été décernée pour obtenir paiement d'une rente de 631 livres, à l'égard de laquelle il a été ensuite donné une entière satisfaction au créancier, ne peut être considérée comme ayant interrompu la prescription des arrérages d'une autre rente ou partie de rente dont il s'agit maintenant.

Et quant aux trois derniers arrérages de la rente litigieuse échus sous l'empire des chartes du Hainaut, et prescriptibles par trois ans d'après sa nature mobilière :

Attendu que ce terme de trois ans, commencé sous ces chartes, s'est amplement accompli depuis la promulgation du Code civil ; qu'ainsi ces trois arrérages se trouvant prescrits, le premier juge a donc eu tort de les adjuger à l'administration intimée ;

Par ces motifs, met à néant le jugement dont est appel en ce qu'il adjuge à l'administration intimée trois années de la rente dont il s'agit, échues sous la charte du Hainaut ;

Emendant, déclare que la contrainte n'est valable que pour les cinq dernières années échues lors de la signification de ladite contrainte, 27 novembre 1824 ; condamne en outre les appelants à payer à l'intimée tous les arrérages de ladite rente échus pendant le cours du litige ; ordonne que pour le surplus le jugement dont appel sortira ses effets ;

Et faisant droit sur l'appel incident, le met à néant.

Du 2 août 1841. — Cour de Bruxelles. — 5^e Ch.

PREScription.

Brux., 4 août 1840. — Voy. rejet, 28 avril 1842 (*Pasic.*, p. 362).

MANUFACTURE. — DISTINCTION ROYALE. — USURPATION.

Le manufacturier qui, sans droit ni titre, prend pour son établissement la qualification de manufacture royale, accordée à un autre industriel qui exerce la même branche que lui, peut-il être attrait par ce dernier en justice, pour avoir à cesser son usurpation, et en paiement de dommages-intérêts ? — Rés. aff.

Le sieur Jorez fils, fabricant de toiles cirées, à Bruxelles, fit assigner le sieur Hellinckx, également fabricant de toiles cirées, domicile à Molenbeck-Saint-Jean, devant le tribunal de première instance, pour y entendre déclarer que ce dernier avait porté atteinte au droit exclusif à lui accordé par le roi, le 25 décembre 1836, de donner à son établissement le titre de *manufacture royale*, titre que le défendeur avait usurpé à son préjudice ; entendre dire qu'il lui sera fait défense de prendre à l'avenir, sur son usine ou factures ou dans quelque autre endroit, le titre susdit ; s'entendre en outre condamner par corps aux dommages-intérêts à arbitrer et à l'insertion du jugement dans six journaux du pays, au choix du demandeur.

Ces conclusions étaient fondées sur ce que l'établissement du demandeur est exclusivement autorisé à porter le titre de *manufacture royale de toiles cirées* ; sur ce que c'est sans titre ni droit que le défendeur a usurpé ce titre, et a ainsi fait éprouver un grand préjudice au demandeur.

Hellinckx conclut, de son côté, à ce que le demandeur fût déclaré non fondé ni recevable dans son action. — Il fonda cette conclusion sur ce que le fait invoqué par le demandeur n'étant prévu par aucune loi, n'était sous aucun rapport du domaine des tribunaux ; que d'ailleurs ce fait, qu'elle qu'en fût la nature, n'avait pu causer et n'avait réellement causé aucun dommage au demandeur.

Sur ce, le tribunal a rendu, le 21 mai 1840, le jugement suivant :

« Attendu que le roi n'a pu attacher aucun privilège ou droit à l'autorisation purement honorifique accordée au demandeur

de donner à son établissement le titre de *manufacture royale*; qu'en tout cas le demandeur n'ayant pas obtenu le droit exclusif de donner cette dénomination à son établissement, le roi a pu attribuer la même autorisation à toutes autres personnes; d'où il suit que le défendeur n'a pas même à justifier, vis-à-vis du demandeur, le titre de *manufacture royale*, qu'il attribue également à son établissement;

« Attendu que si le titre invoqué pouvait être considéré comme enseigne, le demandeur, pour être recevable dans sa demande, devrait justifier de l'accomplissement des formalités requises pour s'en attribuer la propriété;

« Par ces motifs, déclare le demandeur non recevable dans sa demande, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'intimé, en donnant à son établissement, sans droit ni titre, la qualification de *manufacture royale*, dont l'appelant était en possession légitime, participe à la confiance que le public attache ordinairement à cette distinction;

Attendu, en outre, que la conformité de qualification peut faire confondre les deux établissements au préjudice de l'appelant; d'où il suit que l'appelant a intérêt et qualité pour s'opposer à la qualification que s'est arrogée l'intimé pour désigner son établissement;

Par ces motifs, réforme le jugement dont appel; émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, dit que c'est à tort que l'intimé a donné à son établissement la qualification de *manufacture royale*; que, par ce fait, il a porté préjudice à l'ap-

pelant, le condamne de ce chef pour tous dommages-intérêts aux dépens, etc.

Du 3 août 1840. — Cour de Bruxelles. — 3^e Ch.

1^o EXPERTS. — POUVOIRS. — ÉTENDUE.
— 2^o DEMANDE NOUVELLE. — MOYEN NOUVEAU.

1^o Les experts chargés d'apprécier l'état matériel d'une muraille, et des signes de non-mitoyenneté qui peuvent s'y trouver, sortent de leurs attributions lorsqu'ils émettent l'avis que partie de ce mur est mitoyenne en se fondant sur une prétendue possession immémoriale, qu'ils n'avaient pas mission de reconnaître et de constater.

2^o Le propriétaire qui a formé opposition à la démolition d'un mur qu'il prétend être mitoyen peut, pendant le cours de l'instance en mainlevée de ladite opposition, et par des conclusions subsidiaires, offrir d'acquiescer la mitoyenneté. Cette offre constitue, non pas une demande nouvelle, mais un moyen nouveau à l'appui de son opposition (1).

Par exploit du 9 avril 1839, J. et Ch. Begasse ont, avec leurs copropriétaires des bâtiments et terrains des Augustins-sur-Avrois, à Liège, fait assigner devant le tribunal civil de cette ville le sieur J. J. Hoka pour, « attendu que le 18 décembre 1838 ce dernier a fait signifier une opposition à la démolition commencée d'une muraille séparative des propriétés des parties, sise audit Avrois; attendu que le mur dont il

(1) La loi a déterminé les formes suivant lesquelles les actions doivent être introduites en justice; elle a voulu notamment qu'elles fussent préalablement soumises au préliminaire de conciliation, que certains délais déterminés fussent accordés aux parties pour apprécier la demande et présenter leurs moyens, etc.; or ces salutaires prescriptions se trouveraient éludées s'il était permis d'intenter une action nouvelle incidemment à une action déjà instruite et par voie de simples conclusions; de là la règle qu'on ne peut former une demande nouvelle soit en cause d'appel, soit même pendant le cours de l'instance pendant devant les premiers juges, à moins qu'il ne s'agisse de compensation, ou que la demande nouvelle ne soit la défense à l'action principale. Voyez l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} floréal an XII, et article 464 du Code

de procédure. Mais il a toujours été reconnu que, quant aux moyens nouveaux qui, sans changer la nature des débats, tendent seulement à fortifier, soit la demande, soit la défense, ils peuvent être proposés en tout état de cause, même en appel. Voyez Talandier, *Traité de l'appel*, n^o 332. Or, dans l'espèce, l'offre faite subsidiairement par le voisin d'acquiescer la mitoyenneté, dans le cas où le tribunal jugerait qu'il ne la possédait pas déjà, tendait évidemment à corroborer son opposition à la démolition du mur; elle constituait donc un moyen nouveau à l'appui de ladite opposition; et lors même qu'on voudrait y voir une demande nouvelle, ce serait une demande nouvelle servant de défense à l'action principale, ainsi que l'entend l'article 464 du Code de procédure.

s'agit n'est pas la propriété de Hoka, et qu'il n'est mitoyen que jusqu'à hauteur de clôture; dire et déclarer Hoka non fondé dans son opposition, à ce que les demandeurs fassent démolir, jusqu'à hauteur de clôture, le mur qui sépare les propriétés des parties au quai d'Avroy, à Liège, le condamner aux dominages-intérêts et aux dépens. »

Par acte d'avoué du 25 mai suivant, le défendeur a dénié, pour autant que de besoin, les faits ci-dessus.

Par jugement du 28 du même mois, le tribunal, avant de statuer au fond, tous droits des parties saufs, et sans préjuger, a ordonné que l'état du mur qui fait l'objet du litige actuel fût constaté par experts, qui auraient en outre pour mission d'examiner les points mentionnés audit jugement, et sur lesquels ils donneraient également leur avis.

L'expertise ayant eu lieu, il est intervenu, sous la date du 1^{er} avril 1840, un jugement dudit tribunal dont les considérants et le dispositif sont ainsi conçus :

« Il s'agit de décider 1^o si le demandeur est fondé dans ses conclusions; 2^o si les offres faites à l'audience par le défendeur peuvent valider l'opposition qui a donné naissance au procès actuel? »

« Attendu, sur la première question, que le demandeur Begasse ayant fait démolir la partie supérieure à la hauteur de clôture d'une muraille séparative entre les propriétés desdits Begasse et Hoka, sises sur Avroy, à Liège, ce dernier a formé opposition à ladite démolition en prétendant que la muraille était mitoyenne; »

« Attendu que, par son assignation du 9 avril 1839, le demandeur s'est borné à prétendre non fondée l'opposition de démolir la muraille jusqu'à hauteur de clôture; »

« Attendu que le demandeur a demandé et a été admis, par jugement du 28 mai 1839, à prouver par experts que la partie supérieure à hauteur de clôture de la muraille dont il s'agit était sa propriété; »

« Qu'il résulte, en effet, du rapport des experts, daté le 27 décembre 1839, enregistré à Liège, 1^o qu'il existe des enfoncements nombreux, réguliers, et à angles droits, dans le mur dont il s'agit, du côté des Augustins, ou propriété du demandeur; 2^o que plusieurs de ces enfoncements dépassent en profondeur la moitié de l'épaisseur du mur; 3^o que les foyers et tuyaux de cheminées sont pratiqués du même côté; 4^o que ces enfoncements, niches et cheminées, sont des signes de non-mitoyenneté,

et ont été pratiquées en grande partie en bâtissant le mur; 5^o que ce mur faisait partie et était l'appui des bâtiments à plusieurs étages anciennement construits du côté des Augustins, et récemment démolis; 6^o que, dans l'opinion des experts, les murs ne sont construits de cette manière que quand ils appartiennent en totalité à celui qui les a fait construire; »

« Attendu que, par toutes ces considérations, les experts ont conclu que le mur en litige est mitoyen sur toute sa longueur, do même que le terrain sur lequel il est construit, et jusqu'à la hauteur de 9 pieds de Liège ou 2 mètres 62 centimètres, à partir du sol du chantier du défendeur, mais qu'on ne conçoit pas comment, après avoir détaillé toutes les marques de non-mitoyenneté qui précèdent, ils ont émis l'avis que, quant aux deux parties qui forment les deux extrémités sur la longueur du mur contre lequel le défendeur a fait élever des hangars, celui-ci doit en avoir sur toute la hauteur restante; »

« Que, n'ayant désigné aucune marque caractéristique de mitoyenneté à l'égard de ces parties de muraille contre lesquelles le défendeur a établi ses hangars, ils ne peuvent avoir été portés à émettre semblable avis que par la considération qu'ils ont donnée, qu'il en était en possession depuis un temps immémorial par la construction des hangars qui y sont adossés; »

« Attendu que semblable considération sortait évidemment des attributions des experts; qu'ils n'ont point reçu la mission d'examiner laquelle des deux parties était en possession du mur, et bien moins encore si cette possession était immémoriale ou non, mais simplement d'apprécier l'état matériel de la muraille et des signes de non-mitoyenneté, qu'ils ont en effet constatés; d'où il suit qu'il n'y a pas lieu d'adopter l'avis des experts quant aux deux parties de muraille contre lesquelles sont adossés les hangars du défendeur; »

« Attendu que la garantie réclamée par le demandeur est de droit, s'il était prouvé que le renversement du mur avait pour cause le poids des hangars; »

« Attendu que les dommages-intérêts réclamés ne peuvent être que très-minimes, puisqu'on n'a rien signalé de particulier à cet égard; qu'ainsi la condamnation aux dépens en tiendra suffisamment lieu; »

« Attendu, sur la deuxième question, que le défendeur ne peut, par ses conclusions subsidiaires prises seulement à l'audience, et sur lesquelles le demandeur n'a

pu conséquemment s'expliquer, changer la nature du débat, qui consiste à savoir si le premier, prétendant que le mur dont il s'agit était mitoyen dans toute sa hauteur, a été bien fondé à s'opposer à la démolition de la partie supérieure à la hauteur de clôture; que l'offre faite présentement d'acquiescer la moyenneté de la partie dudit mur non reconnue mitoyenne est sans influence pour apprécier le mérite de l'opposition dont il s'agit; qu'en supposant même cette offre bien fondée, elle est, quant à présent, non recevable, puisqu'elle ne peut valider une opposition faite à une époque où le défendeur n'avait aucun droit à la partie supérieure à la hauteur de clôture du mur, dont il n'offrait pas alors d'acquiescer la moyenneté; qu'il y a donc lieu de le renvoyer à se pourvoir à cet égard par action principale et séparée;

« Par ces motifs, le tribunal, sans avoir égard aux conclusions subsidiaires du défendeur, dans lesquelles il est déclaré, quant à présent, non recevable, dit que le mur dont il s'agit est mitoyen sur toute sa longueur, de même que le terrain sur lequel il est construit, et ce jusqu'à la hauteur de 2 mètres 62 centimètres, à partir du sol du chantier du défendeur; déclare que, quant aux deux parties dudit mur contre lesquelles le défendeur a fait construire des bangars, celui-ci n'en peut faire usage à la hauteur des bangars; condamne le défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu de réformer le jugement dont est appel, en ce qu'il n'a pas accueilli la conclusion subsidiaire de l'appelant?

Attendu que les intimés n'ont pas contesté à l'appelant la faculté d'acquiescer la moyenneté de la partie du mur dont il s'agit qui ne serait pas reconnue mitoyenne; que la déclaration faite par l'appelant de vouloir exercer cette faculté a pu être formée dans le cours de l'instance à laquelle a donné lieu l'opposition signifiée à sa requête le 15 décembre 1858, parce qu'elle n'était qu'un moyen nouveau à l'appui de cette opposition, et qu'elle laissait l'appelant sous le poids des dépens faits à l'occasion de sa prétention de moyenneté entière du mur si elle était reconnue non fondée;

Par ces motifs, et adoptant ceux relatifs à la première question du jugement à

quo, met l'appellation et ce dont est appel à néant en ce qu'il n'a pas accueilli la conclusion subsidiaire de l'appelant; émendant, donne acte de l'offre faite par l'appelant de payer la moitié de la dépense que la muraille a coûté pour la partie non reconnue mitoyenne, et, moyennant la réalisation de cette offre, déclare les intimés non fondés à en opérer la démolition;

Pour le surplus, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur; compense les dépens de l'instance d'appel, etc.

Du 5 août 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

COMMUNE.

Liège, 5 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 55.

FRUITS PERÇUS.

Liège, 5 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 98.

CITÉ DE LIÈGE (CHAMBRE DE LA).

Liège, 8 août 1840. — Voy. rejet, 2 décembre 1841 (*Pasic.*, 1842, p. 60).

HYPOTHÈQUE.

Bruxelles, 10 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 138.

AUTORISATION MARITALE.

Liège, 10 août 1840. — Voy. rejet, 17 juin 1841 (*Pasic.*, p. 205).

FABRIQUES. — ENVOI EN POSSESSION.

Liège, 11 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 57, et 1849, deuxième partie, p. 531, et première partie, p. 108 et la note, et Liège, 2 juillet 1840.

CHOSE JUGÉE.

Gand, 11 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1842, p. 156.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR
ÉCRIT.

Bruxelles, 11 août 1840. — Voy. rejet,
12 août 1841 (*Pasic.*, 1842, p. 12).

PORTION DISPONIBLE. — ASCENDANT. —
LEGS. — MINEUR.

Lorsqu'un mineur de seize ans a disposé de ses biens en faveur de son père, ce dernier en concours avec des collatéraux a droit non-seulement à deux quarts des biens du chef de son legs, mais encore à un autre quart en vertu de l'article 753 du Code civil, ainsi qu'à l'usufruit du tiers de la partie restante, conformément à l'article 754 du même Code (1).

On ne peut pas opposer à l'ascendant l'article 915 qui n'a été introduit qu'en sa faveur.

Gustave Hagemans, âgé d'environ vingt ans, mourut en instituant son père son légataire universel. En raison de l'état de minorité du testateur, deux parents collatéraux, le sieur Parent et la dame Barbé, furent appelés à partager avec le père la partie de la fortune dont le testateur n'avait pu disposer. La dame Barbé intenta seule l'action en part: ge.

Le tribunal de Malines statua de la manière suivante, le 14 août 1839 :

« Attendu que, puisqu'il est reconnu et avoué entre les parties que le *de cuius* était mineur, mais ayant plus de seize ans, lors de la confection du testament en question, il n'a pu, aux termes de l'article 904 du Code civil, disposer que jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer ;

« Attendu que les demandeurs n'étant pas héritiers à réserve, le testateur eût pu dans l'espèce, s'il eût été majeur, disposer en faveur de son père de la totalité de ses biens, puisque c'est au profit de ses ascendants seuls que la loi, dans l'article 915 du Code civil, a restreint les libéralités que le testateur peut faire au profit d'étrangers ou des héritiers du sang, lorsqu'il décède sans laisser de descendants ;

« Que cet article 915 du Code civil n'est applicable que pour autant que le sieur Gustave Hagemans aurait disposé en faveur d'un autre que son père, lequel seul, dans l'espèce, a le droit d'invoquer la réserve y mentionnée, comme le dit en termes exprès cet article ;

« Que les demandeurs, en l'invoquant pour régler ce qui leur revient *ab intestat*, excipent réellement du droit d'un tiers ;

« Que par suite de ce, la moitié de la succession du *de cuius* est acquise et revient en vertu du testament au défendeur et que l'autre moitié doit être partagée *ab intestat* ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 753 du Code civil, le père survivant a encore droit à la moitié de cette moitié de la succession à régler *ab intestat* et ainsi à un quart sauf son droit d'usufruit, aux termes de l'article 754 du même Code, sur le tiers du dernier quart auquel il ne succède pas en propriété ;

« Attendu que le sieur Parent est au même droit que les demandeurs ;

« Le tribunal déclare que les demandeurs Barbé ne sont pas plus avant fondés qu'à prétendre un huitième dans la succession du susdit Gustave Hagemans, sauf l'usufruit qui revient au défendeur au vu de l'article 754, etc. »

Appel a été formé contre cette décision.

ARRÊT.

LA COUR ; — Ouï M. le procureur gén. Fernelmont et de son avis, déterminée par les motifs du premier juge, met l'appellation à néant, etc.

Du 11 août 1840. — Cour de Bruxelles.
— 3^e Ch.

1^o DEGRÉS DE JURIDICTION. — RENTE. —
2^o ACQUISSEMENT. — FABRIQUE. — AUTHO-
RISATION (DEFACTO B').

1^o *Est recevable l'appel d'un jugement qui a statué sur le paiement d'arrérages d'une rente indéterminée en argent, et sur la passation d'un titre nourel.*

2^o *Une fabrique ne peut renoncer à une exception de prescription en acquiesçant à une demande sans y être autorisée (2).*

(1) On peut voir dans ce sens Grenier, *Donations*, n^o 585 4^e, et 585 3^e; Chabot, sur l'article 754, n^o 3; Armand Dalloz, *Dictionnaire général*, v^o *Portion disponible*, n^o 221 à 228; Riom, 15 mars 1821; Bourges, 28 janvier 1831.

Dans le sens contraire, voy. Besançon, 25 novembre 1812. Armand Dalloz a critiqué cet arrêt au n^o 225 de son *Dictionnaire*.

(2) Voy. Liège, 1^{er} août 1840.

ARRÊT.

LA COUR; — L'appel est-il recevable? En cas d'affirmative, la partie appelante est-elle recevable et fondée dans son exception de prescription?

Attendu que l'action sur laquelle a statué le jugement dont est appel avait pour objet de faire déclarer la partie appelante débitrice d'une rente de 4 setiers épeautre, partie d'un muid; à la faire condamner à en passer titre nouvel, avec réassignation des gages, et à payer les frais tant de ladite action que de celle dirigée contre Florin;

Attendu que le capital de la rente n'a pas été évalué par les parties; qu'on ne peut à cet effet s'en référer aux bases établies par les art. 2 et 7, titre III, de la loi des 18-29 décembre 1790, parce que l'action ne tendait pas à obtenir dès maintenant le remboursement de la rente en litige, mais à faire condamner la partie appelante à la servir à l'avenir;

Que le jugement devenait ainsi entre les parties un titre qui ne présentait plus d'évaluation, puisque les mercuriales varient chaque année; qu'il suit de là que l'appel est recevable;

Attendu qu'il résulte de la teneur même de l'extraît de payes produit par le demandeur intimé que la rente qu'il réclame était due par une fondation érigée en bénéfice dans l'église de Kemexhe sous l'invocation de saint Jean-Baptiste sous le crucifix à Kemexhe, et qu'elle n'a été servie par les recteurs de ces bénéfices qu'en leur dite qualité;

Attendu que les biens de cette fondation ont été restitués ou attribués à la fabrique de l'église de Kemexhe en vertu des arrêtés consulaires des 7 thermidor an xi et 28 frimaire an xii, et ce avec les charges qui les grevaient, parce qu'il est constant que la confiscation de ces sortes de biens n'a été que nominale en Belgique; qu'ainsi, l'Etat n'a jamais été débiteur de leurs charges;

Attendu, dès lors, qu'à partir des arrêtés susmentionnés, c'est la fabrique de Kemexhe qui était devenue débitrice de la rente; qu'au vu de son titre, l'intimé pouvait d'autant mieux l'ignorer, surtout à l'époque où il lui était loisible de demander un titre nouvel, et où il était encore temps de le faire utilement, qu'alors la question de savoir à qui appartenaient les biens des bénéfices simples chargés de service religieux, et ayant fait partie des revenus des églises, n'était plus incertaine; que, dans l'espèce, la nécessité de réclamer un titre nouvel de

la fabrique appelante avant l'expiration de trente ans à partir de la publication du titre de la Prescription du Code civil, était d'autant plus impérieuse pour l'intimé, qu'il est résulté de la discussion qu'il ne pouvait invoquer comme cause d'interruption que les paiements faits au nom de la fabrique par le curé ou chapelain de Kemexhe, paiements dont il n'aurait même pu administrer la preuve sans l'aveu de leur auteur, et dont en tout cas l'intimé ne pouvait se prévaloir contre la fabrique qu'en prouvant qu'elle les avait autorisés, soit expressément, soit tacitement, alors même qu'il serait vrai que le curé Florin a continué de posséder et d'administrer les biens de l'ancienne fondation; car c'était là un état de chose illégal dû à la tolérance de la fabrique, et d'autant moins propre à donner aux faits posés par le curé, sans l'assentiment de la fabrique, un caractère obligatoire pour elle, que l'intimé ne peut prétendre avoir ignoré cette illégalité;

Attendu que rien dans la cause n'établit que le service de la rente dont il s'agit par le curé Florin était autorisé par la fabrique; que, loin de là, on lit dans une lettre du curé relative à une assignation à lui donnée, le 11 mai 1824, en paiement d'arrérages de la rente dont il s'agit, cette phrase remarquable: « J'aime mieux payer que de « former opposition, quoi qu'on ait pu me « dire », et qui serait supposer qu'il agissait contre les instructions qu'on lui donnait; ce qui résulte bien plus clairement encore d'une lettre antérieure adressée au receveur de l'intimé, et par laquelle il était très-explicitement informé que les autorités supérieures défendaient à la fabrique de la servir;

Attendu qu'il suit ultérieurement de ces considérations que l'assignation donnée au curé Florin le 29 mai 1834 n'a pu avoir pour effet d'interrompre la prescription qui courait au profit de la partie appelante, et qu'au 22 juillet 1835, jour de l'assignation introductive d'instance contre ladite partie appelante, la prescription trentenaire était accomplie;

Attendu qu'elle n'a pu y renoncer en acquiesçant à la demande, sans y avoir été autorisée; qu'ainsi elle est encore recevable à l'invoquer en instance appel;

Par ces motifs, sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel, met l'appellation et ce dont est appel à néant, et, accueillant l'exception de prescription invoquée par la partie appelante, déclare l'intimé non fondé dans son action,

le condamne aux dépens des deux instances, etc.

Du 12 août 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

MARIAGE.

Liège, 12 août 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 206.

REMPLACEMENT.

Liège, 12 août 1840. — Voyez rejet, 3 juillet 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 261).

COMPÉTENCE.

Bruxelles, 14 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 218. — Voy. aussi Bruxelles, cass., 23 juin 1840.

SERVITUDE.

Bruxelles, 14 août 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 85.

NOM. — USURPATION.

La loi du 6 fructidor an 11 n'est applicable que pour autant qu'il y ait port, c'est-à-dire usurpation réitérée d'un faux nom (1).

La nommée H..., Hollandaise d'origine, étant venue à Anvers sans papiers réguliers, sinon un passe-port délivré pour circuler à l'intérieur de son pays, fut expulsée de la ville. Y étant revenue, elle fut trouvée, par le commissaire de police, dans une maison particulière où elle avait pris un autre nom que le sien. Interrogée sur le motif qui l'y avait portée, elle alléguait qu'elle attendait des papiers réguliers de Hollande, et qu'elle n'avait pas voulu prendre son véritable nom pour ne pas être connue de la police et être exposée à une nouvelle expulsion. — Traduite de ce chef et du chef de vagabondage devant le tribunal d'Anvers, elle fut, par jugement du 27 juillet 1840, condamnée à six mois de prison, par application de la loi

du 6 fructidor an 11, et acquittée du chef de vagabondage. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en supposant que la loi du 6 fructidor an 11 soit encore en vigueur, les circonstances qui résultent de l'instruction ne caractérisent pas suffisamment le port d'un faux nom par l'opposante ; la décharge des condamnations prononcées contre elle.

Du 22 août 1840. — Cour de Bruxelles. — Ch. des vacations.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — SERENCHÈRE.

Liège, 5 septembre 1840. — Voy. *Pasic.*, p. 100. — Cet arrêt a été cassé, voy. Brux., cass., 15 février 1841 (*Pasic.*, p. 141).

CHOSE JUGÉE.

Brux., 5 septembre 1840. — Voy. rejet, 6 octobre 1840 (*Pasic.*, 1841, p. 17).

COMPLICES. — CONDAMNÉS A PERPÉTUITÉ. — NOUVEAU CRIME. — ACCUSATION.

Quand des détenus, condamnés à une peine perpétuelle, ont commis en prison un crime ou un délit passible d'une peine qui devrait prendre cours après l'expiration de celle à raison de laquelle ils sont actuellement détenus, ils doivent être mis en accusation s'ils ont des complices dont la peine n'est que temporaire.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les pièces de la procédure instruite à charge de N... N... (au nombre de dix) tous détenus en la maison de force, à Gand, prévenus 1^o d'attaque avec violence et voies de fait envers les agents de la force publique ou de la police administrative, agissant pour l'exécution des lois ou des jugements, attaque qui a été commise le 25 mai 1840 dans la maison de force, à Gand, par plus de vingt personnes armées ou par une réunion d'individus, dont deux au moins portaient des armes ostensibles, crime prévu par les articles

(1) Voyez Brux., 18 juillet 1840.

209, 210, 214 et 219 du Code pénal; 2^e tentative d'évasion par violence, délit prévu par l'article 243 du même Code;

Attendu qu'il y a des charges suffisantes;

Attendu que la peine établie par la loi, en cas de conviction de ce crime ou de ce délit, doit être subie après l'expiration de la peine encourue pour les crimes à raison desquels ils sont détenus (article 220 et 243 du Code pénal);

Que la peine à laquelle sept des prévenus, à savoir..., sont actuellement condamnés, est celle des travaux forcés à perpétuité;

Que les trois autres prévenus ont été d'abord condamnés à la même peine, mais que cette peine a été commuée par arrêtés royaux du... en celle de vingt années de travaux forcés;

Que partant ces trois derniers sont les seuls qui pourraient, le cas échéant, subir une nouvelle peine;

Attendu néanmoins qu'en supposant que la Cour d'assises ne puisse pas prononcer, une nouvelle peine contre les sept prévenus ci-dessus désignés, cette circonstance n'est pas de nature à empêcher la poursuite commune;

Qu'aucune loi n'a établi une exception pour le cas actuel;

Que la poursuite commune paraît utile et nécessaire pour établir la culpabilité des trois prévenus dont la peine est temporaire; que, d'un autre côté, il serait inconvenant et contraire à tous les principes d'admettre, contre quelques-uns des prévenus, le témoignage de leurs complices, même à titre de simple renseignement;

Que lorsque devant la Cour d'assises et durant les débats un prévenu est inculpé sur un autre crime méritant une peine moins grave que le crime qui fait l'objet de l'accusation, il doit cependant être poursuivi du chef du crime nouvellement découvert, si l'accusé a des complices; que cette règle consacrée par l'article 379 du Code d'instruction criminelle pour une espèce dans laquelle il ne peut non plus être prononcé de peines particulières, à raison de ce nouveau crime, en vertu du principe de l'art. 365 du même Code, doit être également appliqué au cas actuel, où il ne s'agit pas

de peines cumulées, mais de peines successives; qu'il y a en effet même motif dans l'un et dans l'autre cas, à savoir, celui de faciliter la conviction à l'égard des complices qui peuvent encore subir une peine particulière;

Vu l'article 227 du Code d'instruction criminelle, le procureur général requiert la chambre des mises en accusation qu'il lui plaise confirmer, sur le pied du présent réquisitoire, l'ordonnance rendue par la chambre du conseil du tribunal de Gand, et renvoyer les dix prévenus, aux termes de l'article 231 du Code d'instruction criminelle, devant la Cour d'assises de la Flandre orientale : — Fait à Gand, etc.;

Déterminée par les motifs du ministère public, confirme l'ordonnance, etc.

Du 18 septembre 1840. — Cour de Gand. — Ch. des mises en accusation.

—

CHEMIN. — VICINALITÉ. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — POUVOIR JUDICIAIRE. — COMPÉTENCE. — LOI COMMUNALE.

Lorsque l'autorité administrative a porté un chemin sur le tableau des voies de communication existantes dans une commune, en quel sens le pouvoir judiciaire est-il compétent pour statuer sur la propriété du terrain et la demande en suppression du chemin (1)?

L'inscription au tableau approuvée par l'autorité administrative supérieure, est-elle suffisante pour établir la vicinalité du chemin (2)? — Rés. nég.

Dans quel sens faut-il entendre les dispositions de la loi communale sur l'ouverture, la reconnaissance et l'entretien des chemins vicinaux.

La dame Buisseret avait fait, en 1813, l'acquisition d'une partie de terre dite le *Bloquiau*, située dans la commune de Quenast. — Le titre de cette acquisition, le plan qui y était joint, dressé par autorité de justice, la carte cadastrale, ainsi que d'autres plans

(1) Voy. BRUX., cass., 25 janvier 1836; BRUX., 26 juillet 1845 (*Pasic.*, p. 517), et 18 juin 1849 (*Pasic.*, 1850, p. 11; Paris, cass., 15 novembre 1851, 12 décembre 1855, 18 avril 1858; Bourges, 3 janvier 1851; Toulon, 1. 3, n° 504; Proudhon, *Dom. publ.*, n° 485; Dalloz, *v° Forêt*, p. 307, n° 15.

(2) Voy. BRUX., 15 juin 1847 (*Pasic.*, 1849, p. 152). Il est à remarquer que l'arrêt décide la deuxième question dans une espèce où l'initiale du tableau pouvait faire croire qu'il comprenait tout à la fois des chemins vicinaux et des chemins d'une autre nature.

plus anciens, s'accordaient à ne donner aucune indication sur l'existence d'un sentier qui aurait, à quelque époque que ce fût, traversé la propriété de la dame Buisseret.

Ce sentier néanmoins avait été porté sur un tableau des chemins de la commune de Quenast, formé en 1837 sous le titre de *tableau de tous les chemins vicinaux et autres* de la commune, et après la formation de ce tableau, qui avait reçu l'approbation de l'autorité administrative supérieure, la commune voulut obliger Buisseret fils, devenu à titre de sa mère propriétaire du *Bloquiau*, à y laisser, à l'usage des habitants, la communication qu'il refusait d'accorder.

À ce refus la commune de Quenast opposait l'obligation où elle se trouvait (alors que l'intérêt ne s'était pas pourvu devant l'autorité administrative pour obtenir un sursis à l'approbation du tableau et le renvoi préalable en justice sur la question de propriété), de maintenir un droit reconnu administrativement d'après les dispositions prises sous l'ancien gouvernement, par suite du pouvoir qu'accordaient au roi les articles 213 et 11 de la loi fondamentale. — Son système, basé sur ces dispositions, extraites de la législation française relative à la matière (1), consistait à représenter le tableau mentionné ci-dessus comme renfermant une décision définitive sur la vicinalité du chemin, et à soutenir que B... aurait dû se borner à agir en règlement d'une indemnité. La commune invoquait Proudhon, *Tr. du domaine public*, t. 1^{er}, n° 602; Cormenin, *Quest. de droit administratif*, p. 21; Pardessus, *Tr. des servitudes*, n° 216 et suiv., et l'interprétation qu'elle donnait, dans le sens de ces autorités, aux art. 77, n° 6, et 90, n° 12, de la loi communale du 30 mars 1836. La règle consacrée par plusieurs arrêts (2), en vue de la répression des actes contraires à la viabilité de tout chemin porté par l'administration sur les tableaux, servait aussi par une confusion de principes à étayer le système de la commune de Quenast.

Ce système fut accueilli par le juge de première instance, qui déclara Buisseret non recevable à agir, ainsi qu'il l'avait fait, en suppression du sentier, lui réservant au surplus tous droits éventuels à une indemnité.

Appel de la part du sieur B... Arrêt infirmatif ainsi conçu :

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui concerne la recevabilité de la demande et la compétence des tribunaux :

Attendu que la demande de l'appelant ainsi qu'elle a été formulée devant le premier juge, et qu'elle l'est encore devant la Cour, présente évidemment à décider une contestation qui a pour objet des droits civils dont la connaissance, aux termes de l'article 92 de la Constitution, est *exclusivement* attribuée au pouvoir judiciaire, puisqu'en fait, le demandeur agit pour être déclaré propriétaire du bien qu'il désigne, et pour faire dire que cette propriété n'est pas assujettie à la servitude de passage que la commune prétend avoir acquise.

Au fond : — Attendu que l'appelant justifie, par la production d'un jugement sur licitation rendu par le tribunal de Nivelles le 29 novembre 1813, non contestée par la commune intimée, qu'il est propriétaire du bien dit le *Bloquiau* plus amplement désigné dans ses conclusions ;

Attendu que ce titre ne fait mention d'aucune servitude de passage autre que le pavé dit des *carrières* et l'avenue allant dudit pavé vers la cense de la Haise ;

Attendu que le plan dressé par ordre du juge, annexé à cette pièce, n'indique sur la propriété prédésignée d'autres chemins ou sentiers, que le pavé et l'avenue prénommés ;

Attendu qu'il en est de même du plan cadastral et des autres plans fournis au procès par la partie appelante ;

Attendu qu'en présence de ces faits, et sauf la preuve contraire que la commune intimée demande à faire, mais qu'elle n'a pas encore faite, il est permis de présumer que, lorsque la mère de l'appelant a acquis le *Bloquiau*, cette propriété n'était pas grevée de la servitude de passage que la commune réclame, surtout avec le caractère de *vicinalité* que celle-ci veut donner à cette servitude ;

Attendu que le règlement de la députation du Brabant, approuvé par le roi le 14 juin 1820, sur lequel la commune s'est appuyée devant le premier juge et devant la Cour pour établir la *vicinalité* du sentier des *carrières* au Renard par le bois de la Fourche, est insuffisant pour établir ce fait,

(1) Cette législation est analysée dans les notes de Paillet, sur l'art. 650 du Code civil, n° 10 et suivants.

(2) Voy. Brux., 12 novembre 1836 et 13 mai 1837.

car en réalité ce règlement ordonne bien aux administrations locales de dresser des tableaux de tous les chemins qui existent dans chaque commune, mais il ne dit pas que les chemins portés au tableau soient vicinaux, par cela seul qu'ils y seront inscrits, et ce serait une monstruosité, en principe, que de dire qu'une commune peut faire sien, par une simple inscription, ce qui, avant cette inscription, ne lui aurait pas appartenu ;

Attendu que le tableau dressé par la commune de Quenast le 24 février 1837, en exécution du règlement précité, ne dit pas que le sentier contesté est vicinal, loin de là ; il porte dans son intitulé, *Tableau de tous les chemins vicinaux et autres* de la commune de Quenast, etc. ;

Attendu que, d'après cette expression, *chemins vicinaux et autres*, il se peut que le sentier en litige soit réellement vicinal, mais il se peut aussi qu'il ne le soit pas, et, dans le doute, c'est évidemment à la commune à prouver qu'il a ce caractère ;

Attendu que si l'article 77, n° 6, de la loi communale met dans les attributions des conseils communaux la reconnaissance et l'ouverture des chemins vicinaux et sentiers, il dit aussi que ce droit ne peut être exercé que conformément aux lois et règlements, et sans dérogation aux lois concernant les expropriations pour cause d'utilité publique, de sorte que, quand une commune veut rendre vicinal un chemin qui ne l'est pas, elle est, comme dans tous les autres cas d'expropriations, assujettie aux formalités administratives et judiciaires prescrites par les lois, et surtout au paiement préalable d'une juste indemnité, commandé impérieusement par l'article 11 de la Constitution ;

Attendu que les deux parties ont conclu au fond devant le premier juge et devant la Cour ;

Par ces motifs, M. l'avocat général d'Anethan entendu en son avis, met le jugement dont appel à néant ; émendant, déclare la demande introductive d'instance recevable et de la compétence des tribunaux, et avant faire droit au fond, ordonne à la commune intimée de prouver que le chemin dont il s'agit existait avant 1837, et est devenu vi-

cinal autrement que par son inscription au tableau prédésigné, etc.

Du 3 octobre 1840. — Cour de Bruxelles.
— Ch. des vacances.

CHASSE (DÉLIT DE). — PLAINTRE. — FILS.
— FRANCE.

En matière de plainte pour délit de chasse, on ne peut considérer comme suffisante celle portée par un fils pour son père, en l'absence de toute procuration spéciale de celui-ci (1).

Le fermier a le droit de plainte (2).

Il n'est pas requis que la partie intéressée se constitue partie civile (3).

Jugement du tribunal d'Anvers du 8 juillet 1840, ainsi conçu :

« Attendu qu'aux termes de l'article 8 du décret du 30 avril 1790, les peines comminées par ce décret contre les personnes qui chassent sur le terrain d'autrui, sans son consentement, ne peuvent l'être que sur la plainte du propriétaire ou autre partie intéressée ;

« Attendu que si l'on ne peut considérer comme suffisante la plainte portée par L. Vandelft, pour son père, alors qu'il ne conste pas d'une procuration spéciale à lui délivrée par celui-ci, il n'en est pas de même de celle portée par le propriétaire des fruits, qui est directement intéressé à ce que ses récoltes ne soient pas foulées ou détruites par les chasseurs ;

« Attendu que la loi ne requiert nullement que la partie intéressée se constitue partie civile en cause ;

« Attendu qu'il est établi au procès que, le 14 novembre 1839, les prévenus se sont rendus coupables d'avoir chassé ensemble avec des chiens lévriers, sans permission, sur les propriétés de Vandelft, à Bierendrecht, tenues en location par C. Willemssens ;

« Attendu que ledit Willemssens a, de ce chef, adressé une plainte au ministère public ;

Par ces motifs, les condamne à 20 fr... »
— Appel.

(1) Voyez Bruxelles, 11 février 1841 (*Pasic.*, p. 374).

(2) Voyez Brux., cass., 12 février 1838 et 23 février 1839.

(3) Voyez Brux., 24 juillet 1835; Dalloz, t. 4, p. 56; Liège, 5 avril 1835; Petit, *Tr. de la chasse*, t. 1^{re}, p. 585.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs du premier juge, met l'appellation à néant.

Du 17 octobre 1840. — Cour de Brux.
— 4^e Ch.

ENQUÊTE.

Brux., 24 octobre 1840. — Voy. *Pasic.*,
1841, p. 120.

RÉFÉRÉ. — SOCIÉTÉ ANONYME. — AGENTS
SOCIAUX. — QUALITÉ.

Est-on recevable à attraire par action personnelle, du moins en cas d'urgence et par voie de référé, les agents subalternes d'une société anonyme, afin de s'opposer à des faits de gestion sociale que ceux-ci ne posent que par ordre notoire des administrateurs de la société? — Rés. nég.

Les représentants de la société, c'est-à-dire les administrateurs qui ont ordonné, conformément aux statuts, les actes attaqués, ont-ils seuls qualité, dans ces circonstances, pour soutenir le litige? — Rés. aff.

En est-il notamment ainsi lorsque la contestation engagée par celui que les administrateurs de la société avaient révoqué des fonctions de directeur-gérant s'élève à l'occasion de cette révocation, et dans la vue de l'anéantir ou de la paralyser? — Rés. aff.

Les statuts de nombreuses sociétés anonymes, établies en Belgique dans ces dernières années, confient la gestion sociale à des administrateurs assistés d'un directeur-gérant. — Ces administrateurs sont seuls chargés de la nomination et de la révocation des employés de la société.

La compagnie charbonnière du *Long-terme* était régie par des statuts de cette nature. Application en fut faite au sieur D..., directeur-gérant : sa révocation fut prononcée par délibération du conseil d'administration, qui expédia à l'agent comptable et à deux autres employés de la société, résidant sur les lieux, l'ordre immédiat de notifier cette délibération à celui dont elle faisait cesser le mandat. Ces trois employés, se trouvant en même temps chargés de prendre les mesures que nécessitait la révoca-

tion du sieur D..., se transportèrent au bureau de la société et s'y emparèrent de la caisse, des papiers et registres sociaux, dont ils avaient préalablement sommé le sieur D... de leur faire la remise.

Assignment en référé donnée par le sieur D... aux auteurs de cette sommation et de l'enlèvement qui l'avait suivie. Lui-même se trouvait déjà attrait par action principale à la requête de la société qui poursuivait l'exécution de la délibération de ses administrateurs : le référé introduit par le sieur D... avait pour objet la restitution des papiers et des fonds dont on s'était emparé. — Ordonnance de référé, qui prononce cette restitution :

« Attendu que, par acte authentique du 30 décembre 1836, constitutif de la société anonyme du charbonnage du *Long-terme*, le demandeur a été constitué directeur-gérant de la société avec toutes les attributions que lui confèrent les statuts de la société ;

« Attendu qu'il se prétend troublé et entravé par les défendeurs dans l'exécution du devoir qui lui impose la qualité susdite, ce qui résulte de la sommation extrajudiciaire du 12 septembre ;

« Attendu qu'à la vérité il y a instance devant le tribunal tendante à faire révoquer ledit demandeur des fonctions de directeur-gérant lui attribuées par ledit acte de société ;

« Attendu néanmoins, jusqu'à décision de cette affaire, que le demandeur a droit de rester en possession des pouvoirs fondés sur un titre authentique à qui provision est due et doit être accordée. » — Appel. — Arrêt infirmatif ainsi conçu :

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la contestation mue entre parties a pour objet la force exécutoire et provisionnelle due à l'acte constitutif de la société du *Long-terme* ;

Que cette contestation est née à l'occasion de la révocation du mandat de directeur-gérant que les statuts attribuent à l'intimé, et dans la vue d'anéantir ou du moins de paralyser cette révocation ;

Quo pareil débat, tendant directement à s'opposer à un acte d'administration sociale, devait nécessairement être engagé entre l'intimé, d'une part, et les administrateurs, représentant la société, d'autre part ;

Que les appelants, loin d'avoir la qualité d'administrateurs dans la société, n'en sont tous les trois que des subordonnés, dont les

pouvoirs dépendent, aux termes des statuts, exclusivement des administrateurs ;

Que lesdits appelants, en posant les faits qui ont donné lieu à la demande de référé, n'ont point agi en nom personnel ;

Qu'ils n'ont fait que suivre les ordres de leurs chefs, ce que l'intimé n'a pu ignorer ;

Qu'il suit de là qu'ils sont et ont toujours été sans qualité pour défendre au présent procès ;

Par ces motifs, met l'ordonnance dont appel à néant ; émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, déclare l'intimé non recevable dans sa demande contre les appelants, etc.

Du 27 octobre 1840. — Cour de Brux.
— 1^{re} Ch.

COMPARUTION DES PARTIES.

Brux., 4 novembre 1840. — Voy. *Pasie*, 1841, p. 291. — Voy. aussi Tuillier, t. 10, n° 282, note de Duvergier.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — MAÎTRE. — AMENDE. — TAXES MUNICIPALES.

La responsabilité civile des maîtres pour des contraventions aux ordonnances sur les taxes municipales, commises par leurs préposés, ne peut être étendue, par les règlements, même aux amendes ⁽¹⁾.
(Code civil, art. 1384 ; loi du 29 avril 1810.)

Spécialement : *L'entrepreneur d'une diligence, dont le conducteur est traduit en justice pour contravention à l'article 21 du règlement de la ville de Mons, du 16 août 1822, sur les taxes municipales, ne peut être déclaré civilement responsable, en ce qui concerne l'amende* ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Mais voyez Bruxelles, 22 mai 1835; Brux., cass., 19 janvier et 15 février 1841 (*Pos.*, 1842, p. 103, et 1845, p. 59); Dalloz, t. 1^{er}, p. 400. et Chauveau, *Théorie du Code pénal*, chap. 15, p. 252.

⁽²⁾ Ce règlement est ainsi conçu dans ses articles 21, 109 et 110 :

« Art. 21. Les diligences, après la déclaration des conducteurs au bureau d'entrée, sont dispensées de la visite aux portes, et seront visitées immédiatement à l'arrivée à leur bureau.

« Art. 109. Toute personne qui s'opposera à l'exercice des fonctions des préposés des taxes

Le sieur Solbreux, conducteur des diligences Van Gend, fut traduit devant le tribunal correctionnel de Mons, pour s'être opposé à l'exercice des fonctions des préposés des taxes communales, en les mettant dans l'impossibilité de procéder immédiatement à la visite d'un fourgon venant de Quiévrain. — Le sieur Van Gend fut cité comme civilement responsable. — Jugement par défaut du 29 juin 1840, qui condamne Solbreux à une amende de 32 fr. 92 cent., et déclare Van Gend civilement responsable des frais seulement.

Ce jugement, sur ce point, est ainsi motivé :

« Attendu, en ce qui concerne J. B. Van Gend, cité comme civilement responsable, qu'il est de principe que la responsabilité civile d'un délit ou d'une contravention ne s'applique qu'aux dommages-intérêts et aux frais, et qu'elle ne peut s'étendre à l'amende encourue par le délinquant, à moins d'une disposition spéciale de la loi, ou à moins que l'amende ne soit dans la réalité que la réparation civile d'un dommage causé ;

« Attendu que l'amende applicable dans l'espèce à Solbreux, en vertu de l'article 110 du règlement des taxes communales de la ville de Mons, en date du 16 août 1822, ne peut être considérée comme la réparation d'un préjudice causé à l'administration municipale, mais est une véritable peine établie dans l'intérêt de la vindicte publique ;

« Attendu, d'autre part, que la loi du 29 avril 1819, organique des impositions communales, ne contient et n'autorise aucune dérogation au droit commun, quant à la responsabilité civile des peines qu'il permet aux autorités communales de commettre ;

« Attendu par suite que si le règlement ci-dessus cité étend, en son article 110, la responsabilité civile à l'amende, cette disposition ne peut être prise en considération

sera condamnée à une amende de 25 florins au moins et de 200 fl. au plus ; en cas de voies de fait, il en sera dressé procès-verbal, qui sera envoyé au ministère public pour en poursuivre les auteurs et leur faire infliger les peines portées par le Code pénal.

« Art. 110. Les propriétaires de tous objets soumis au tarif sont responsables du fait de leurs facteurs, agents et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens, lorsque la contravention aura été commise dans les fonctions auxquelles ils auront été employés par leurs maîtres. »

par les tribunaux, les ordonnances des autorités locales ne devant, aux termes des articles 155 de la loi fondamentale de 1815, et 107 de la Constitution belge, être appliquées par ceux-ci qu'autant qu'elles sont conformes aux lois. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les prévenus J. B. Van Gend et C^e, quoique dûment cités, n'ont pas comparu devant la Cour;

Attendu que les articles 9, 11 et 464 du Code pénal placent l'amende dans la catégorie des peines;

Attendu, d'autre part, que l'amende est expressément qualifiée de peine par l'article 8 de la loi du 29 avril 1819, qui ne permet de l'appliquer qu'à ceux qui se sont rendus personnellement coupables du délit, soit comme auteurs, soit comme complices;

Attendu que la faculté donnée par la loi aux communes de transiger sur les faits de fraude n'ôte pas à ces faits le caractère de délit, ni à l'amende infligée le caractère de peine; que la transaction est d'ailleurs autorisée par nos lois fiscales, alors même que la fraude est punie de l'emprisonnement;

Attendu que les peines étant essentiellement personnelles, il n'est pas permis de les confondre, comme le fait le règlement communal de la ville de Mons, avec la responsabilité que peuvent encourir les propriétaires pour les faits de leurs facteurs, agents et domestiques;

Par ces motifs et ceux du premier juge, disposant par défaut, met l'appel à néant...

Du 5 nov. 1840. — Cour de Bruxelles. — 4^e Ch.

MINISTÈRE PUBLIC.

Bruxelles, 5 nov. 1840. — Voyez rejet, 1^{er} fév. 1841 (*Pasic.*, 1841, p. 180).

ACTION PUBLIQUE. — REMÈDES SECRÈTS.

Brux., 7 nov. 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 171). — Voy. aussi 17 juillet 1847 (*Pas.*, 1848, p. 36).

AUTORISATION. — FEMME MARIÉE.

Brux., 7 novembre 1840. — Voy. *Pas.*, 1841, p. 13.

CHEMINS.

Brux., 7 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 375.

—

COMPÉTENCE.

Brux., 7 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 89.

—

COMPÉTENCE. — NOTAIRE. — CONTRAVENTION. — SYSTÈME MÉTRIQUE.

Les tribunaux correctionnels sont incompétents pour connaître d'une poursuite dirigée contre un notaire du chef de contravention à la loi du 18 juin 1836, qui ordonne d'employer, dans les actes publics, les dénominations du système métrique qu'elle prescrit (1). (Lois du 25 ventôse an xi, art. 17 et 53, du 18 juin 1836.)

Cette incompétence doit être prononcée d'office.

Le notaire W... fut traduit devant le tribunal correctionnel de Mons, sous la prévention de n'avoir pas employé les dénominations du système métrique, prescrites par la loi, dans un testament qu'il avait reçu le 4 juin 1840.

Jugement du tribunal de Mons du 3 août, par lequel il se déclare incompétent; il est ainsi conçu :

« Attendu que l'action du ministère public a pour objet de faire condamner correctionnellement le notaire W..., pour ne pas avoir employé les dénominations du système métrique prescrites par la loi, dans un acte reçu par lui le 4 juin 1840;

« Attendu que, sous l'empire de la loi du 25 ventôse an xi, les contraventions de cette espèce étaient punies, par son article 17, d'une amende de 100 fr., et devaient, aux termes de l'article 53 de la même loi, être jugées par le tribunal civil du lieu de la résidence du notaire contrevenant;

« Attendu que si la loi du 18 juin 1836 a dérogé à cette législation, c'est uniquement pour donner aux juges la faculté d'appliquer une peine moins sévère, et nullement pour attribuer à une autre juridiction la connaissance de ces contraventions;

(1) Voy. cassation, 4 ventôse an xii, et 30 juin 1814; Dalloz, v^o Amende, p. 444.

« Attendu que l'intention du législateur, toute favorable aux contrevenants, démontre qu'il n'a pas voulu aggraver leur position en les renvoyant devant un tribunal de répression pour des faits qui ne pouvaient motiver antérieurement que des poursuites civiles;

« Attendu, en effet, que l'on ne rencontre dans cette loi aucune expression de laquelle on puisse induire une dérogation plus ample aux principes de la législation de l'an xi; qu'il résulte au contraire de la discussion qui en a précédé l'adoption à la chambre des représentants, et notamment d'un discours du ministre des finances, sur la proposition duquel la disposition pénale dont il s'agit a été introduite dans la loi, que l'intention du législateur a été de maintenir intactes les dispositions qui règlent le mode des poursuites à exercer contre les notaires, pour contraventions de l'espèce; qu'il suit de ce qui précède que le tribunal correctionnel est incompétent pour connaître de la contravention imputée au notaire W...;

« Attendu que bien qu'aucune des parties en cause n'ait excipé de cette incompétence, le tribunal ne s'en trouve pas moins dans l'obligation de la déclarer, puisque cette incompétence est radicale, et qu'il ne peut être dérogé, même du consentement des parties, aux lois d'ordre public;

« Par ces motifs, le tribunal se déclare incompétent, etc. » — Appel.

ARRET.

LA COUR; — Déterminée par les motifs du premier juge, statuant sur l'appel du ministère public, les met à néant, etc.

Du 7 nov. 1840. — Cour de Bruxelles.

—

EXPROPRIATION. — LOCATAIRE.

Brux., 7 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 127.

—

TIMBRE.

Brux., 7 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 131.

—

ACQUIESCEMENT.

Bruxelles, 11 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 372.

DEGRÉS DE JURIDICTION.

Bruxelles, 11 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 359.

—

EXPERTISE.

Bruxelles, 11 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1842, p. 38.

—

TÉMOINS. — COUR D'ASSISES. — DÉPOSITIONS ÉCRITES. — LECTURE. — LIÈGE (PAYS DE).

Lorsqu'en matière criminelle il y a impossibilité absolue de faire sommation à des témoins dont la résidence est inconnue, de comparaître à l'audience d'une Cour d'assises, il y a lieu de donner lecture de leur déposition par écrit, faite sous serment devant le juge d'instruction.

ARRET.

LA COUR; — Attendu l'impossibilité absolue de découvrir la résidence actuelle du témoin Joseph Colson, négociant à Verviers, présentement en état de faillite;

Vu l'arrêté de M. de Sack, gouverneur du bas Rhin et Rhin moyen, en date du 14 octobre 1814, portant : « Si en matière criminelle les témoins sont morts ou « qu'il parait certain qu'ils ne pourront « être sommés de comparaître à l'audience « prochaine, il sera fait lecture de leur « position par écrit dès qu'elle a été faite « entre les mains du juge d'instruction, « et que les témoins en ont affirmé la vérité « par serment »;

Ordonne qu'il soit donné lecture de la déposition écrite du témoin Joseph Colson, faite sous serment devant le juge d'instruction.

Du 11 novembre 1840. — Cour de Liège.

—

CHOSE JUGÉE. — Non.

Gand, 12 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 11. Voyez aussi Brux., 18 juillet 1840 (*Pasic.*, 1848 deuxième partie, page 353); Brux., cass., 30 mars 1847, première partie, p. 303.

—

EXÉCUTION PROVISOIRE.

Bruxelles, 15 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 60.

PÊCHE. — RIVIÈRE NAVIGABLE.

La pêche avec un engin dit en flamand poor, dans une rivière navigable, ne peut être assimilée à la pêche à la ligne flottante tenue à la main, la seule permise, et partant elle est passible des peines de la loi du 14 floréal an x, art. 14 (1).

Wouters, prévenu d'avoir pêché dans la rivière navigable, la Dyle, au moyen d'un engin dit en flamand poor, fut acquitté par jugement du tribunal de Louvain du 11 septembre 1840, ainsi conçu :

« Attendu que le fait tel qu'il se présente ne tombe pas sous l'application de l'article 14 de la loi du 14 floréal an x, invoqué par le ministère public; renvoie Wouters de la plainte. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est prouvé par les dépositions des témoins entendus devant la Cour, et par l'aveu de l'intimé lui-même, que, sans fermage ou licence, il a pêché dans la rivière navigable, la Dyle, le 29 juin dernier, au moyen d'un engin dit en flamand poor, engin bien évidemment différent de la ligne flottante tenue à la main;

Par ces motifs, condamne le prévenu à 80 francs d'amende.

Du 13 novembre 1840. — Cour de Brux. — 4^e Ch.

ACTION MIXTE.

Bruxelles, 16 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 329.

BIENS DOMANIAUX.

Bruxelles, 18 novembre 1840. — Voyez rejet, 17 décembre 1841 (*Pasic.*, 1842, p. 189 et suivantes).

1^o AVEU. — INDIVISIBILITÉ. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. — VENTE. — PRIX RÉEL. — 2^o ÉVOCATION. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

1^o *L'aveu d'un acquéreur, qui déclare dans un interrogatoire sur faits et articles que*

le prix réel de rente de la propriété par lui acquise est plus élevé que celui énoncé dans l'acte authentique d'acquisition, mais qui ajoute en même temps que ce prix réel a été payé avant la rente, est indivisible. (Code civ., art. 1556.)

Cet aveu ne forme pas un commencement de preuve par écrit, donnant lieu à l'admission de la preuve testimoniale. (Code civil, art. 1347.)

Lorsqu'un acheteur déclare que, pour compléter le prix d'acquisition, il a remis en paiement au vendeur des comptes qu'il a payés à sa décharge, en ajoutant que le vendeur a avoué que ces comptes étaient justes, et qu'il en avait ordonné les fournitures, cet aveu ne peut pas être scindé, ni donner lieu à un débat nouveau en règlement de compte.

2^o *Lorsque le premier juge a omis de statuer sur une demande reconventionnelle en première instance et reproduite en appel, il y a lieu à évoquer.* (Code de procédure, art. 475.)

Le 18 novembre 1834, Loke vend par acte authentique, à Timmermans, une propriété moyennant la somme de 1,932 francs 72 centimes, qu'il déclare avoir reçue. — Loke donne, dans l'acte, à l'acquéreur, quittance du prix d'achat, et fait une renonciation bien expresse à toutes réserves quelconques et à tous droits sur la propriété vendue.

Le 16 janvier 1838, Loke cite Timmermans en paiement d'une somme de 3,220 francs. — Il soutient que le prix intégral de vente de la propriété dont il s'agit est de 3,700 francs; qu'il a reçu à compte 472 francs, de sorte qu'il lui reste encore dû, sur le prix d'achat, 3,220 francs.

Timmermans déclare avoir payé depuis longtemps le prix de vente et soutient que Loke n'a rien à réclamer de lui.

Il demande reconventionnellement la radiation de deux inscriptions hypothécaires qui existent encore sur la propriété.

Loke défère à Timmermans le serment et le somme de jurer, *qu'il lui a payé le jour de la vente le prix d'achat*, qui s'élève non pas à 1,932 francs, mais à 3,900 francs. Il pose en outre en fait 1^o que le bien est

(1) Dalloz, t. 22, p. 100; Paris, cass., 7 août 1825; Merlin, *Rép.*, v^o Pêche, sect. 1^{re}, § 1^{er}.

vendu pour 3,700 et non pour 1,952 francs; 2° que le prix n'a pas été payé le 18 novembre 1834; 3° qu'il n'a été payé en à-compte que 472 francs; 4° que Timmermans a présenté un compte au moyen duquel il a voulu solder son prix d'achat, mais que ce compte a été rejeté à cause de faussetés et d'irrégularités.

Timmermans répond que sa libération est constatée par un titre authentique; que la foi due à cet acte ne peut être attaquée que par les voies légales.

Le 25 juin 1858, le tribunal d'Anvers décide que le serment étant rédigé en termes ambigus, n'est pas litisdécisoire; qu'en outre les faits dont on demande la preuve ne sont pas pertinents, et il déclare par suite le demandeur non fondé dans sa demande.

En instance d'appel, Timmermans est interrogé sur faits et articles: dans ses réponses, il avoue que le prix de vente était plus élevé que celui énoncé dans l'acte authentique, mais que ce prix avait été payé, savoir: 3,000 francs en espèce et en marchandises, et le restant en comptes qu'il a payés à décharge de l'appelant, comptes que celui-ci avait trouvés justes. — Devant la Cour, Loke soutient que l'aveu de Timmermans doit être divisé; il cite à l'appui de son opinion un arrêt de la Cour de cassation de France du 14 janvier 1824. (Daloz, t. 12, p. 263.) Il demande subsidiairement un règlement de compte, et offre de prouver, même par témoins, qu'une somme de 3,227 francs lui reste encore due.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur l'appel principal:

Attendu que l'appelant n'a point prouvé que le prix réel d'achat d'une partie de bruyère située à Westwezel, avec maison et plantations, n'a pas été payé par l'intimé;

Attendu que la preuve contraire résulte de l'acte authentique du 18 novembre 1834, passé devant le notaire Debie, à Schooten, qui contient quittance du prix de vente de la propriété précitée, et quittance implicite du paiement antérieur du prix réel, dans la renonciation à toutes réserves faites par l'appelant, et, dans sa déclaration qu'il ne conserve aucun droit de quelque manière que ce soit à la propriété vendue;

Attendu que l'interrogatoire de l'intimé, pris indivisément, confirme la renonciation et déclaration renfermées dans l'acte de vente précité; en effet l'intimé, en avouant dans son interrogatoire que le prix réel de vente de la propriété est supé-

rieur à celui énoncé dans l'acte de vente, y avoue en même temps que ce prix réel a été payé avant la vente.

En ce qui touche la demande de l'appelant, qui tend à ce que l'intimé ait à produire le compte et la justification de ses prétentions:

Attendu que si l'intimé a déclaré, d'une part, qu'il a remis à l'appelant des comptes qu'il a payés à sa décharge, il a déclaré, d'autre part, que l'appelant a avoué que tous ces comptes étaient justes, et qu'il en avait ordonné les fournitures;

Attendu que ces aveux sont indivisibles, et que par suite la demande en production de compte ne peut être admise.

En ce qui touche le chef des conclusions de l'appelant, par lequel il demande à prouver, même par témoins, que sur la somme de 3,700 francs il lui reste dû 3,227 francs:

Attendu que cette demande est présentée tardivement; qu'elle doit être repoussée par l'indivisibilité des aveux de l'intimé et que d'ailleurs elle n'est appuyée d'aucune vraisemblance.

Sur l'appel incident:

Attendu que la propriété dont il s'agit a été vendue par l'appelant quitte et libre de toutes inscriptions hypothécaires;

Attendu qu'il résulte du certificat d'inscriptions délivré par le conservateur des hypothèques d'Anvers, le 3 janvier 1835, qu'il existe sur ladite propriété deux inscriptions, l'une prise au profit 1° de M. T. Henderickx, 2° du sieur Ferdinand Marinus, lesquelles inscriptions l'appelant est resté en retard de faire radier;

Attendu que le premier juge a omis de statuer sur cette demande reconventionnelle de l'intimé, évoquant quant à ce;

Par ces motifs, statuant, quant à l'appel principal, par suite de ses arrêts du 15 février et du 30 mai 1840, sans s'arrêter ni à la demande en règlement de compte, ni à l'offre de preuve faite par l'appelant, met l'appel principal à néant; condamne l'appelant à l'amende et aux dépens, et faisant droit sur l'appel incident, ordonne à l'appelant de faire opérer la radiation des inscriptions ci-dessus détaillées, dans les six semaines de la signification du présent arrêt, sinon et faute de ce faire, condamne l'intimé incidemment à payer à l'appelant 20 francs pour chaque jour de retard; condamne l'intimé incidemment aux dépens de l'appel incident, etc.

Du 21 novembre 1840. — Cour de Brux.

— 2^e Ch.

MINEURS.

Bruxelles, 21 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 94.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. — CONTREFAÇON.

Brux., 25 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 14.

CHASSE.

Bruxelles, 24 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 25.

BILLET. — CONTREFAÇON.

Brux., 25 novembre 1840. — Voy. 25 novembre 1840.

PÉREMPTION D'INSTANCE. — FORMES DE LA DEMANDE. — DÉCÈS D'UNE DES PARTIES.

La péremption peut-elle être demandée par acte d'avoué à avoué contre une partie dont le décès est connu de son adversaire, sans que ce décès lui ait été notifié, conformément à l'article 344 du Code de procédure (1) ? — Rés. nég.

La demande en péremption d'instance doit être formée, en règle générale, par acte d'avoué à avoué (article 400 du Code de procédure). — Londez avait suivi cette marche, en faisant, après la mort de la partie adverse, à l'avoué qui occupait pour elle, la signification d'une requête en péremption.

Lors de cette signification, Londez n'ignorait pas la circonstance du décès qui opérait la révocation du mandat de l'avoué. Il était constaté, par les termes mêmes de sa demande, qu'il était instruit de cette circonstance. — Il se fondait même sur l'information positive qu'il avait obtenue à cet égard, pour conclure à ce qu'en déclarant périmée « la procédure commencée par » l'acte d'appel signifié à la requête de feu » le sieur Luppens, il plût à la Cour con- » damner ledit Londez ou ses représen- » tants, en tous les dépens tant de la pré-

« sente instance que de l'instance périmée. »

S'en tenant rigoureusement aux termes de l'article 344 du Code de procédure, le demandeur en péremption soutenait que le décès de Luppens ne lui ayant pas été notifié, il avait eu le droit, *antérieurement* à toute notification à cet égard, d'agir ainsi qu'il l'avait fait. — La succession Luppens n'était pas représentée. — La Cour a rejeté d'office la prétention du demandeur par l'arrêt suivant.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'article 400 du Code civil, en permettant de demander la péremption d'instance par requête d'avoué à avoué, hors des cas d'exception y indiqués, n'a pas entendu déroger aux règles générales tracées par le même Code pour la validité des procédures;

Attendu que l'article 344 du Code de procédure, dans les affaires qui ne sont pas en état, ne reconnaît comme valable, en cas de décès de l'une des parties, que les procédures faites avant la notification de ce décès;

Attendu que la deuxième disposition de cet article dispense de toute notification les décès, démissions, interdictions ou destitutions des avoués, et frappe de nullité ce qui a été fait depuis, à moins de constitution de nouvel avoué;

Attendu que le motif de cette disposition n'est autre que la connaissance que la loi présume qu'on doit nécessairement avoir de ces circonstances par la publicité qui les accompagne dans le lieu où réside l'avoué;

Attendu qu'en combinant cette disposition avec la première, il est évident que le motif, qui a fait maintenir par celle-ci les procédures faites avant la notification du décès de l'une des parties, a été la présomption de l'ignorance dans laquelle on était relativement à cet événement et le respect dû à des actes posés de bonne foi dans cette circonstance;

Attendu que là où la présomption qui sert de base à l'article 344 est démentie par la partie elle-même en faveur de laquelle elle était admise, là où elle convient elle-même avoir eu connaissance de la mort de son adversaire, et ainsi du fait qui privait l'avoué de celui-ci de toute qualité pour faire ou recevoir aucune procédure valable, l'absence de toute signification ne peut être invoquée, pour valider l'acte, puisque l'information que cette signification avait pour objet existe, est avouée, et que *certioratus non est certiorandus*;

(1) Nîmes, 26 avril 1815; Dalloz, t. 23, p. 270. Voy. cependant Brux., 28 juillet 1851.

Attendu qu'une interprétation contraire blesserait non-seulement l'esprit de la loi, mais encore l'équité, puisqu'il ferait recueillir à celui qui avait sciemment notifié une demande à une personne sans qualité, et par suite sans pouvoirs pour la contredire, tous les effets qu'on n'a voulu attribuer qu'aux actes signifiés de bonne foi et dans l'ignorance d'un fait qui ne pouvait se supposer et que rien n'avait tendu à faire connaître ;

Attendu que, dans la requête aux fins d'obtenir la péremption, le demandeur expose « que l'appelant Luppens étant décédé « dans l'intervalle, il y avait lieu à reprise « d'instance, ce qui, pour accomplir la péremption, a nécessité l'augmentation de « six mois requise par l'article 397 du Code « de procédure ; »

Attendu que cette pièce, base de sa demande, porte avec elle la preuve que le demandeur savait que le mandat de l'avoué avait cessé, et par suite qu'aucune notification ne pouvait lui être faite ; qu'il en résulte que la demande est nulle dans la forme ;

Par ces motifs, M. l'avocat général d'Aethan entendu en son avis conforme, donne défaut contre la partie non comparante, et statuant sur le profit, déclare la demande nulle en sa forme, et par suite le demandeur non recevable en icelle, lui entier de se pourvoir autrement et dûment.

Du 23 novembre 1840. — Cour de Brux.
— 1^{re} Ch.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Bruxelles, 26 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 62.

PILLAGES.

Gand, 27 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 115.

APPEL.

Bruxelles, 28 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 9.

DEGRÉS DE JURIDICTION.

Liège, 28 novembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 199.

CORRUPTION. — TENTATIVE.

La tentative de corruption ayant pour objet d'engager un fonctionnaire à s'abstenir de faire un acte qui entre dans l'ordre de ses devoirs n'est punie par aucun article du Code pénal (1).

Eugénie Molle, femme Nilliot, avait offert à deux gendarmes une somme de 30 francs pour qu'ils s'abtinssent de dresser un procès-verbal à charge de son mari. Les gendarmes refusèrent, et, traduite de ce chef devant le tribunal correctionnel de Mons, Eugénie Molle y fut condamnée, par application de l'article 179 du Code pénal, à six mois de prison.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, quant à Eugénie Molle, femme Nilliot, que la tentative de corruption qui lui est imputée avait pour objet d'engager le brigadier Bourlard et le gendarme Dujardin à ne pas faire un acte qui entraînait dans l'ordre de leurs devoirs ;

Attendu que semblable tentative n'est pas comprise au nombre des faits punissables d'après l'article 179 du Code pénal, ni aucune autre disposition législative ;

Par ces motifs, renvoie Eugénie Molle de la poursuite.

Du 28 novembre 1840. — Cour de Brux.
— 4^e Ch.

COMPTE.

Bruxelles, 28 novembre 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 13.

MITOYENNETÉ.

Gand, 28 nov. 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 21.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

Gand, 28 nov. 1840. — Voyez *Pasic.*, 1841, p. 72.

(1) Voy. Rausser, *Traité du droit criminel*, n^o 557, et Brux., 24 déc. 1840 (*Pasic.*, 1842, p. 348).

COMMUNICATION DE PIÈCES.

Gand, 28 nov. 1840. — Veyez *Pasic.*, 1848, p. 87.

DEGRÉS DE JURIDICTION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les dommages-intérêts dont la cause est antérieure à l'instance forment un véritable capital dans le sens de l'article 5, titre IV, de la loi du 24 août 1790, et doivent être pris en considération pour déterminer la valeur du litige, alors même qu'ils sont réclamés incidemment et par forme de reconvention (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Y a-t-il lieu de déclarer l'appel recevable, et, avant de faire droit au fœud, d'admettre la preuve offerte par l'appelant?

Attendu que la doctrine et la jurisprudence déclarent unanimement que les dommages-intérêts dont la cause est antérieure à l'instance forment un véritable capital dans le sens de l'article 5, titre IV, de la loi du 24 août 1790, et qu'ils doivent être pris en considération pour déterminer la valeur du litige, alors même qu'ils sont réclamés incidemment et par forme de reconvention;

Attendu que devant les premiers juges la défenderesse intimée a demandé reconventionnellement, entre autres choses, une somme de 18 francs par chaque semaine à titre de dommages-intérêts, depuis le 28 avril 1840, jusqu'au jour où le demandeur appelant aura rétabli le mur dont il s'agit; que cette demande ainsi libellée était indéterminée et fondée sur un fait antérieur à l'action; que les premiers juges n'ont donc statué qu'en premier ressort;

Attendu que, dans l'état de la cause, les conclusions principales de l'appelant ne sont pas suffisamment justifiées;

Attendu que la somme demandée à titre de la convention déniée par l'intimée, et que l'appelant veut prouver par témoins, ne s'élève qu'à 115 fr.; que, pour apprécier la recevabilité de la preuve testimoniale, il ne faut pas prendre en considération la somme de 90 francs réclamée en outre par

l'appelant, à titre de dommages-intérêts, parce que le fondement de ce deuxième chef de demande est puisé dans l'art. 1382 du Code civil, et dans une opposition extrajudiciaire du 2 mai 1840, dont la preuve existe au procès et qui est d'ailleurs exceptée de la prohibition écrite dans l'article 1341 du Code civil par l'article 1348 du même Code;

Par ces motifs, déclare l'appel recevable, et, avant de faire droit au fœud, admet l'appelant à prouver, même par témoins, 1° qu'avant de démolir le mur dont il s'agit, il a été procédé amiablement à sa visite et qu'il a été constaté qu'il devait être démoli; 2° que cette visite a eu lieu en présence de l'intimée qui a consenti à payer à l'appelant pour sa part une somme de 115 fr. dans la reconstruction; 3° qu'avant de démolir ce mur, l'intimée a donné accès aux ouvriers pour élargir les étages de sa maison; 4° que les élargissements ont été placés, et qu'après la démolition du mur, elle a partagé par la moitié avec l'appelant les bois qui en provenaient; 5° que le mur séparatif des deux héritages dont il s'agit était dans un état complet de vétusté et devait être démoli; ordonne M. le conseiller Cressée pour recevoir les enquêtes, dépens réservés.

Du 28 novembre 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

ORDONNANCE COMMUNALE. — CANAL.

Brux., 2 décembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 257.

EXPROPRIATION. — JUGEMENT. — SERVITUDE.

Brux., 2 décembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 168.

FAILLITE.

Brux., 2 décembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 53.

JUGEMENT.

Liège, 3 décembre 1840. — Voy. *Pasic.*, 1841, p. 200.

ARMES. — VÉRIFICATION. — RESPONSABILITÉ.

D'après l'usage ancien dans la fabrication des armes à feu, le maître d'usines qui

(1) Voyez *conf.* Nîmes, 8 mars 1813; Rennes, 26 décembre 1835; Paris, cass., 26 mai 1806.

a fabriqué des canons de fusil pour le compte d'un fabricant d'armes est responsable des canons reconnus défectueux et rebutés comme tels à l'une ou l'autre des trois visites ou épreuves auxquelles ils sont successivement soumis.

L'usage observé n'impose aucun délai de rigueur au fabricant pour faire opérer l'une ou l'autre de ces vérifications. On ne peut le réputer en faute lorsqu'il n'y a mis aucune négligence ou retard volontaire, et qu'il a averti, aussitôt que possible, le maître d'usines du résultat des vérifications.

ARRÊT.

LA COUR; — Le jugement du 8 août 1839 dont est appel doit-il être confirmé?

Attendu qu'il est prouvé par les pièces du procès, et spécialement par l'enquête à laquelle la partie intimée a fait procéder, en exécution du jugement du 8 octobre 1838, que, d'après l'usage suivi dans la fabrication des armes à feu, le maître d'usines qui a fabriqué des canons de fusil pour le compte d'un fabricant d'armes est responsable des canons reconnus défectueux et rebutés comme tels à l'une ou l'autre des trois visites ou épreuves auxquelles ils sont successivement soumis, savoir : 1° lors de la vérification préalable qui a lieu à l'usine par un contrôleur du fabricant; 2° lors de l'épreuve à feu qui a lieu après que les canons ont été encloués chez le fabricant; 3° lors de la visite, après que le fusil a été monté, qui est faite par le contrôleur du gouvernement auquel l'arme est destinée, ou par le contrôleur du fabricant si l'arme est destinée à être livrée au commerce;

Attendu qu'il résulte encore des mêmes pièces et enquêtes que l'usage observé n'impose aucun délai de rigueur au fabricant pour faire opérer l'une ou l'autre de ces vérifications; qu'il n'y a en cela rien de surprenant, surtout pour la troisième vérification, puisqu'il n'est pas toujours au pouvoir du fabricant de faire monter les canons dans un temps donné, et encore moins, quand il s'agit d'armes de guerre, d'en faire opérer la visite par les contrôleurs du gouvernement; que la célérité que le fabricant doit apporter à cet égard dépend donc des circonstances, et qu'on ne peut le réputer en faute lorsqu'il n'y a mis aucune négligence ou retard volontaire, et qu'il a averti, aussitôt que possible, le maître d'usines du résultat des vérifications;

Attendu qu'il n'est pas prouvé, dans l'espèce, que l'intimé ait été en faute à cet égard; qu'indépendamment de ce qu'il soutient avoir immédiatement, après les refus des canons dont il s'agit, invité verbalement, selon l'usage, l'appelant à faire reprendre ces canons, il est prouvé qu'il lui en a donné connaissance par écrit le 2 avril 1838, c'est-à-dire quatre mois après la plus ancienne vérification, et moins de six mois après la fourniture;

Attendu, quant au point de savoir si l'intimé est tenu de prendre livraison de tous les canons énoncés dans les conclusions, rebutés comme défectueux, et qui sont aujourd'hui réparés, que cette prétention, bien que fondée sur l'usage admis entre les maîtres d'usines et les fabricants d'armes, ne peut cependant être accueillie, au moins quant à présent, parce qu'il est décidé entre parties par un jugement du 4 octobre 1838, dont il n'a pas été relevé appel, que les opérations de commerce de l'appelant avec la maison Hanquet aîné et compagnie ne pouvaient être confondues avec celles faites avec la maison Ancion, Hanquet et compagnie, seule intimée dans la cause; qu'il est d'autant plus douteux que les canons dont il s'agit appartiennent à cette dernière maison que l'appelant dit les avoir fabriqués avec 102 lames de rebut à lui livrées le 8 avril 1838, et que cette fourniture ne figure pas au compte contenant les opérations générales effectuées entre parties, et paraît se rapporter à un bon du 4 avril 1838, signé Lahaye, constatant que ces 102 lames provenaient de la maison Hanquet aîné et compagnie;

Par ces motifs, met l'appellation à néant, ordonne que le jugement du 8 avril 1839 dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

Du 5 décembre 1840. — Cour de Liège. — 2^e Ch.

MINES.

Bruxelles, 5 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 10.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Bruxelles, 8 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1842, p. 60.

RENTES ANCIENNES.

Bruxelles, 9 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1843, p. 171.

ESCROQUERIE.

Bruxelles, 10 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 113.

TESTAMENT OLOGRAPHE.

Gand, 12 décembre 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 234.

SAISIE-RENDICATION. — COMMISSIONNAIRE.

Bruxelles, 12 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 240.

MARQUE DE FABRIQUE.

Liège, 12 décembre 1840. — Voy. rejet, 13 janvier 1842 (*Pasicrisie*, p. 47).

COMPÉTENCE.

Gand, 15 décembre 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1842, p. 56.

PRESCRIPTION.

Bruxelles, 15 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1842, p. 71.

EXÉCUTION PROVISOIRE.

Bruxelles, 17 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 63.

ROUTES.

Bruxelles, 18 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 373.

DÉLIT.

Bruxelles, 18 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 374.

BAIL A FERME.

Liège, 19 décembre 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1833, p. 206.

CHASSE. — PROCÈS-VERBAL. — GENDARMES.

L'arrêté du 14 août 1814, rendu applicable à la province de Luxembourg par arrêté du 11 juin 1815, ayant placé la surveillance de la chasse dans les attributions spéciales de la gendarmerie, il en résulte que les gendarmes ont qualité pour constater ce délit, et que leurs procès-verbaux doivent faire foi en justice jusqu'à preuve contraire.

Le 25 septembre 1840, le tribunal correctionnel d'Arion a prononcé le jugement suivant :

« Attendu qu'aucune disposition législative n'attribue aux procès-verbaux des gendarmes la force d'être crus jusqu'à inscription de faux, ni même jusqu'à preuve contraire ;

« Attendu que l'arrêté-loi de 1814 n'a fait que maintenir, sans changement, les attributions des gendarmes existantes en vertu des dispositions antérieures ;

« Attendu, d'ailleurs, que les gendarmes, n'étant pas appelés à prêter le serment imposé à tous les fonctionnaires publics, ne peuvent pas être considérés comme tels, et que dès lors on ne saurait attribuer à leurs actes la force attribuée aux actes des fonctionnaires sous la garantie du serment ;

« Attendu, dès lors, qu'en l'absence de toute offre de preuve subsidiaire, en présence des dénégations du prévenu, la preuve du délit n'est pas suffisamment acquise ;

« Par ces motifs, le tribunal renvoie le prévenu sans amende ni dépens. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, par l'arrêté du 14 août 1814, rendu applicable à la province de Luxembourg par arrêté du 11 juin 1815, la surveillance de la chasse est placée dans les attributions spéciales de la gendarmerie ; qu'il en résulte que les gendarmes ont qualité pour constater ce délit, et que leurs procès-verbaux doivent faire foi en justice jusqu'à preuve contraire ;

Par ces motifs, condamne, etc.

Du 19 décembre 1840. — Cour de Liège. — Ch. correct.

FAILLITE. — REVENDICATION.

Des marchandises vendues à un fabricant, parvenues dans ses magasins, déposées provisoirement à l'entrepôt en vertu d'un jugement, au nom et à la disposition de l'acheteur, n'étant plus censées en route, ne peuvent conséquemment être revendiquées sur l'acheteur, tombé en faillite⁽¹⁾.
(Code de comm., art. 577.)

Au mois de juin 1837, Cassalette, négociant à Aix-la-Chapelle, vendit à Delamorte et Constant, marchands de laines à Verviers, trois balles de laine, qui furent expédiées le 26 dudit mois avec facture.

Le 28, elles arrivèrent à Verviers et furent emmagasinées par les acheteurs, qui, après les avoir pesées, annoncèrent, le 3 juillet, à Cassalette, qu'ils les laissaient pour son compte, attendu qu'il existait un manque de poids, etc.

Une correspondance s'établit, et, le 29 juillet 1837, Cassalette fit assigner Delamorte et Constant devant le tribunal de commerce de Verviers, en paiement du prix desdites laines.

Le 24 août, jugement qui, avant faire droit au fond, sans rien préjuger et tous droits des parties saufs, ordonne que les trois balles de laine vendues et expédiées par Cassalette à Delamorte et Constant seront vérifiées, à l'effet de constater si elles sont intactes; dans l'affirmative, qu'elles seront ensuite pesées au poids public, et que leur situation par rapport à l'humidité sera examinée; que, cela fait, elles resteront en dépôt jusqu'à décision du procès.

Les experts nommés procédèrent le 7 septembre, en présence des parties, et pour cela ils firent transporter du magasin des acheteurs à l'entrepôt les balles de laine dont il s'agit.

Le 12 octobre 1837, jugement contradictoire qui maintient la vente et condamne Delamorte et Constant à payer à Cassalette le prix de la marchandise, avec les intérêts et dépens.

Le 20 du même mois, Cassalette fit signifier ce jugement aux intimés, et les somma d'y obtempérer.

Le 26 même mois, Delamorte et Constant

furent, sur la notoriété publique, déclarés en état de faillite, et l'ouverture en fut fixée provisoirement au 22 du même mois, jour de leur disparition.

Le 24 octobre, Cassalette s'était rendu à l'entrepôt de Verviers et s'était fait remettre les trois balles de laine en question.

Dans cet état, et par exploit du 23 janvier 1838, les syndics provisoires à la faillite de Delamorte et Constant, à ce dûment autorisés, firent assigner Cassalette devant le tribunal de commerce de Verviers, pour se voir condamner, même par corps, à rapporter à la masse les trois balles de laine qu'il avait vendues et livrées aux faillis Delamorte et Constant pour le prix de 3,546 francs 41 centimes, sinon à payer cette dernière somme avec les intérêts légaux et dépens; déclarer que dans l'instance actuelle il n'y a pas lieu de statuer sur le prétendu droit de résolution, aucune formalité n'ayant été remplie à cet égard, et qu'il n'y avait pas lieu d'admettre la réserve d'un privilège quelconque.

Jugement du tribunal de commerce de Verviers, du 15 mars 1838, dont les motifs et le dispositif sont ainsi conçus :

« Considérant qu'il est bien établi au procès que les trois balles de laine qui font le sujet de la contestation ont été vendues par Cassalette aux faillis Delamorte et Constant, et qu'elles sont entrées dans les magasins de ceux-ci le 28 juin 1838; que si, pour constater l'état de cette marchandise, le tribunal, tous droits des parties saufs, a ordonné de la déposer à l'entrepôt pour y être examinée par des experts, ce dépôt provisoire n'a pas changé l'état des choses, et n'a pas eu pour effet de déposséder Delamorte et Constant, auxquels, par jugement rendu par ce tribunal le 12 octobre 1837, il a été décidé qu'elle appartenait, jugement que Cassalette a fait signifier auxdits Delamorte et Constant avec sommation d'y obtempérer, et qui, par là, est passé en force de chose jugée par rapport à lui; — Que de ce qui précède il résulte donc que le droit de revendication prévu par les articles 577 et suivants du Code de commerce n'était plus ouverte à Cassalette le 24 octobre 1837, puisque alors la marchandise ne faisait plus route et n'était pas déposée à l'entrepôt comme complément de l'expédition, mais

(1) Voyez en ce sens Paris, cass., 15 octobre 1814; Bruxelles, 15 avril 1822; Bioche, *Dict. proc.*, v^o *Faillite*, n^o 395. — Selon Pardessus, n^o 1288, on doit entendre par magasins du failli tous les lieux où la marchandise est à sa dispo-

sition, les divers endroits de sa maison, les hangars, la cour. Lorsque les marchandises sont sujettes à grand encombrement, les lieux publics de dépôt pour le débi sont également réputés magasins du failli.

y était placée au nom et à la disposition de Delamorte et Constant, auxquels le dépositaire était obligé de la remettre, et non à Cassalette, qui n'avait plus que le droit de s'en faire payer le prix ;

« Considérant que Cassalette n'ayant agi que lorsqu'il a eu connaissance de la faillite de Delamorte et Constant, qui avaient abandonné leurs affaires et pris la fuite deux jours avant celui de la revendication, et l'effet de la faillite étant de dessaisir le failli de l'administration de tous ses biens, il en résulte que si Delamorte et Constant avaient même donné, le 24 octobre, à Cassalette, l'autorisation de retirer les balles de laine dont il s'agit de l'entrepôt, cette autorisation serait sans effet par suite du dessaisissement ; qu'ainsi, dans l'état de l'affaire, rapport doit en être fait à la masse.

« En ce qui touche la réserve d'un privilège sur le prix à provenir desdites laines : « Considérant que, l'article 2102 du Code civil portant qu'il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication, il n'y a pas lieu d'accueillir cette réserve ;

« Par ces motifs, le tribunal, faisant droit et jugeant en premier ressort, condamne le défendeur, même par corps, à rapporter à la masse de la faillite de Delamorte et Constant les trois balles de laine vendues et livrées à ces derniers... ; déclare qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le prétendu droit de résolution, ni d'admettre la réserve d'un privilège quelconque, mais réserve à Cassalette tous ses droits pour se faire admettre au passif de la faillite, dans la forme usitée. »

Appel de la part de Cassalette.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation à néant, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 23 décembre 1840. — Cour de Liège.
— 1^{re} Ch.

PRIVILÈGE.

Bruxelles, 23 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 341.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Bruxelles, 23 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1842, p. 214.

TERME (BÉNÉFICE DU).

Liège, 23 décembre 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1842, p. 214.

VENTE.

Liège, 23 décembre 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1842, p. 303.

COMMUNES.

Liège, 23 décembre 1840. — Voy. *Pasicrisie*, 1841, p. 203. Voy. aussi Bruxelles, 26 juin 1839 (*Pasicrisie*, 1848, p. 304).

CONFISCATION.

Bruxelles, 24 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 229.

CONCUSSION. — Appel.

Bruxelles, 24 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1842, p. 348. Voy. aussi Brux., cass., 10 septembre 1847 (*Pasicrisie*, 1848, p. 441).

EFFETS MILITAIRES.

Bruxelles, 24 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1842, p. 33.

SÉQUESTRE.

Bruxelles, 26 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1841, p. 60.

TÉMOIN.

Bruxelles, 26 décembre 1840. — Voyez *Pasicrisie*, 1842, p. 22. Voyez aussi *Pasicrisie*, 1849, p. 171.

CRÉDIT OUVERT.

Bruxelles, 27 décembre 1840. — Voyez rejel, 12 décembre 1844 (*Pasicrisie*, 1845, p. 78).

ÉTRANGER.

Bruxelles, 30 décembre 1840. — Voyez
Pasicrisie, 1841, p. 33.

—

JUGEMENT.

Liège, 30 décembre 1840. — Voy. *Pasi-*
crisie, 1841, p. 200.

SOCIÉTÉ.— ACTION DIRECTE.

Bruxelles, 30 décembre 1840. — Voyez
rejet, 18 mars 1843 (*Pasic.*, 1843, p. 151).

—

JUGEMENT.

Bruxelles, 30 décembre 1840. — Voyez
Pasicrisie, 1842, p. 358.

FIN DE L'ANNÉE 1840.

963

218

5.9,695
(PH) 33205

218

SOUS PRESSE :

TRAITÉ

DU DOL ET DE LA FRAUDE

EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

Par D. Bédarride,

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'AIX, ANCIEN BATOIRIER.

2 volumes gr. in-8° à deux col.



